



communauté
de l'auxerrois

Direction de la modernisation de
l'administration et des ressources
humaines

Auxerre, le 22 septembre 2022

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous convier à participer à la prochaine réunion du Conseil communautaire qui se tiendra le

Jeudi 29 septembre 2022

à 9 h 00

A la Salle des fêtes de Chitry le Fort

En cas d'absence, vous trouverez, à la fin des délibérations, un modèle de pouvoir à remplir et à renvoyer par mail sur la boîte affaires.juridiques@auxerre.com

Sincères salutations.

Le Président,

Crescent MARAULT

Ordre du jour

Pour accéder à la délibération,
cliquez sur son titre

Procès-verbal de la séance du 30.06.22 – Adoption

Finances

N° 2022-168 - Budget annexe Eau Potable - Décision Modificative

Rapporteur : Pascal HENRIAT

N° 2022- 169 - Garantie d'emprunt au profit de l'OAH – Renouvellement de composants 2021

Rapporteur : Pascal HENRIAT

N° 2022-170 – Taxe d’aménagement – Partage du produit

Rapporteur : Francis HEURLEY

N° 2022-171 - Budget principal et budgets annexes - Modalités de refacturation des flux financiers

Rapporteur : Francis HEURLEY

N° 2022-172 - Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) et de la commission de suivi de mutualisation – Modification du représentant de la commune d’Augy

Rapporteur : Francis HEURLEY

Stratégie et aménagement du territoire

N° 2022-173 - Immeuble sis 42 rue de Paris, cadastré BH 244 - Cession

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

N° 2022-174 – Plan Local d’Urbanisme de la commune de Saint-Bris-le-Vineux - Arrêt du projet

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

N° 2022 – 175 – Institution du droit de préemption renforcé – Commune de Venoy

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Développement économique, attractivité et transition écologique

N° 2022-176 – Coffee shop « Colombus Café » - Attribution d’une aide au loyer

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-177 – Activité artisanale « Le petit truc d’Orely » - Attribution d’une aide au loyer

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-178 – Agence de communication « Communik & Vous » - Attribution d’une aide aux travaux

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-179 – Pâtisserie – salon de thé « La Pâteasserie » - Attribution d’une aide aux travaux

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-180 – Salon de coiffure « Clémentine JUST » - Attribution d’une aide aux travaux

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-181 – Convention de veille foncière avec la SAFER – Avenant à la convention cadre de 2003

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-182 – Taxe foncière sur les zones d'activités économiques - Transfert du produit

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-183 - Zones d'activités économiques – Reconduction des conventions de gestion

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-184 - Fonds Régional d'Avances Remboursables « Consolidation de la trésorerie des TPE » - Convention relative au droit de reprise

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-185 - Avis sur l'ouverture des commerces le dimanche – Exercice 2023

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-186 – Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER) - Reversement

Rapporteur : Francis HEURLEY

Enseignement supérieur

N° 2022-187 - Guide des stages et de l'alternance - Convention de partenariat

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-188 - Lancement Master Spécialisé Qualité Hygiène Sécurité Environnement – Attribution d'une subvention à l'Institut des métiers de l'Environnement et de la Transition écologique

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-189 - Appel à manifestation d'intérêt sur les compétences et métiers d'avenir - Candidature sur le volet dispositif de formation

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-190 - Accueil des étudiants en première année de médecine – Implantation à Auxerre

Rapporteur : Crescent MARAULT

Eau

N° 2022-191 - Taxe foncière sur les propriétés non bâties – Exonération des terrains agricoles exploités selon un mode de production biologique

Rapporteur : Philippe VANTHEEMSCHE

N° 2022-192 - Charte locale pour la qualité de l'eau - Aide agricole à l'implantation de cultures intermédiaires hors obligation réglementaire

Rapporteur : Michaël TATON

N° 2022-193 - Pratiques culturales excluant les produits phytosanitaires de synthèse dans les parcelles cultivées à proximité immédiate des captages - Aide agricole

Rapporteur : Michaël TATON

N° 2022-194 - Service Public d'Eau Potable - Avenant n°10 au contrat d'Affermage passé avec la société Suez

Rapporteur : Michaël TATON

N° 2022-195 - Service public d'eau potable - Rapport annuel sur le prix et la qualité

Rapporteur : Michaël TATON

Assainissement

N° 2022-196 - Service Public d'Assainissement Collectif – Convention financière avec le Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne pour une extension de ligne électrique nécessaire à la Station d'Epuration de Chitry-Le-Fort - Etude d'extension

Rapporteur : Pascal BARBERET

N° 2022-197 - Service Public d'Assainissement - Pénalité financière prévue par l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique

Rapporteur : Pascal BARBERET

N° 2022-198 - Service Public d'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune d'Appoigny - Avenant n°3 au contrat d'Affermage passé avec la société BERTRAND

Rapporteur : Pascal BARBERET

N° 2022-199 - Service Public d'Assainissement Collectif sur le territoire de la ville d'Auxerre– Avenant n°5 au contrat d'Affermage passé avec la société VEOLIA

Rapporteur : Pascal BARBERET

N° 2022-200 - Service Public d'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune de Gurgy– Avenant n°3 au contrat d'Affermage passé avec la société BERTRAND

Rapporteur : Pascal BARBERET

N° 2022-201 - Service Public d'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune de Monéteau– Avenant n°4 au contrat d'Affermage passé avec la société BERTRAND

Rapporteur : Pascal BARBERET

N° 2022-202 - Service Public d'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune de Perrigny– Avenant n°2 au contrat d'Affermage passé avec la société BERTRAND

Rapporteur : Pascal BARBERET

N° 2022-203 - Service Public d'Assainissement Collectif - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service

Rapporteur : Pascal BARBERET

N° 2022-204 - Service public d'assainissement non collectif - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service

Rapporteur : Pascal BARBERET

Mobilités

N° 2022-205 - Service public de transport – Choix du mode de gestion

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

N° 2022-206 - Délégation du service public de transport – Création de la commission de délégation de service public

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

Tourisme

N° 2022-207 - Haltes nautiques – Convention d’occupation du domaine public fluvial avec Voies Navigables de France

Rapporteur : Odile MALTOFF

N° 2022-208 - Activité de barbecue sur l’eau à Gurgy - Convention de sous-occupation du Domaine Public Fluvial

Rapporteur : Odile MALTOFF

N° 2022-209 - Fête des vendanges de Montmartre - Convention de partenariat avec la Mairie du 18e arrondissement de Paris

Rapporteur : Odile MALTOFF

N° 2022-210 - Fête des vendanges de Montmartre - Convention de partenariat avec l’Office de Tourisme de Chablis

Rapporteur : Odile MALTOFF

Politique de la ville

N° 2022-211 - Association France Victimes 89 - Convention de partenariat dans le cadre de la Politique de la Ville

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

N° 2022-212 - Plan Local pour l’Insertion et l’Emploi porté par la Maison de l’Emploi et de la Formation de l’Auxerrois - Protocole d’accord 2022-2026

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

N° 2022-213 - Contrat de ville - Avenant n° 2 au Règlement Financier de la Communauté d’Agglomération

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

N° 2022-214 - Evaluation du contrat de ville de l’auxerrois 2015-2021 - Validation

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

Ressources humaines

N° 2022-215 - Personnel communautaire – Modification du tableau des effectifs réglementaires

Rapporteur : Carole CRESSON-GIRAUD

N° 2022-216 - Personnel communautaire - Remboursement aux agents des aides accordées par le Fonds d’Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique

Rapporteur : Carole CRESSON-GIRAUD

Administration générale

N° 2022-217 - Pôle d’Equilibre Territorial et Rural du Grand auxerrois (PETR) – Modification d’un représentant titulaire

Rapporteur : Crescent MARAULT

N° 2022-218 - Décisions prises par délégation du Conseil communautaire - Compte rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT



N° 2022-168 - Budget annexe Eau Potable - Décision Modificative

Rapporteur : Pascal HENRIAT

La décision modificative permet d'alimenter les crédits pour les opérations de récupération de la TVA et de corriger le 021/023 – Virement à la section d'investissement.

Investissement		
Dépenses		
Chapitre	Total Budget	DM
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	69 000,00	0,00
041 OPERATIONS PATRIMONIALES	561 000,00	400 000,00
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	265 000,00	0,00
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	76 724,00	0,00
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	45 782,02	0,00
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	8 014 397,40	0,00
Total Dépenses	9 031 903,42	400 000,00
Investissement		
Recettes		
Chapitre	Total Budget 2022	DM
001 RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	968 969,33	0,00
021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	3 937 067,00	-400 000,00
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	890 000,00	0,00
041 OPERATIONS PATRIMONIALES	561 000,00	400 000,00
10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	1 472 208,89	0,00
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	802 658,20	0,00
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00	0,00
27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	400 000,00	400 000,00
Total Recettes	9 031 903,42	400 000,00

Fonctionnement		
Dépenses		
Chapitre	Total Budget	DM
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 032 552,07	399 820,00
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	436 580,00	0,00
022 DEPENSES IMPREVUES	75 000,00	0,00
023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	3 936 887,00	-399 820,00
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	890 000,00	0,00
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	54 300,00	0,00
66 CHARGES FINANCIERES	72 812,00	0,00
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	311 196,00	0,00
Total Dépenses	6 809 327,07	0,00
Fonctionnement		
Recettes		
Chapitre	Total Budget	DM
002 RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	3 185 327,07	0,00
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	69 000,00	0,00
70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSE	3 555 000,00	0,00
Total Recettes	6 809 327,07	0,00

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- d'approuver la décision modificative telle que présentée ci-dessus pour le budget annexe de l'eau potable.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022- 169 - Garantie d'emprunt au profit de l'OAH – Renouvellement de composants 2021

Rapporteur : Pascal HENRIAT

- VU l'article L 511-4 et L 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriale,
- VU l'article 2298 du Code civil,

VU la délibération du 27 juin 2022 du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH) portant souscription d'un prêt pour un montant total de 1 232 826 euros, dont le détail figure

en annexe de la présente délibération, auprès du Crédit Industriel et Commercial (CIC) pour le financement de renouvellement de composants 2021 du patrimoine de l'OAH

Considérant la demande de l'Office Auxerrois de l'Habitat auprès de la Communauté de l'Auxerrois pour que celle-ci se porte garante de cet emprunt à hauteur de 45 %,

Considérant qu'en complément de la demande de garantie de cet emprunt la commune d'Auxerre est également sollicitée à hauteur de 40 %,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

Article 1^{er} :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois accorde sa garantie d'emprunt à l'OAH pour le financement de renouvellement de composants 2021 du patrimoine de l'OAH à hauteur de **45%** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 232 826 euros souscrit par l'Emprunteur auprès du CIC,

Article 2 : Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

Objet : financement de renouvellement de composants 2021

Nature : prêt long terme

Montant : 1 232 826 euros (un million deux cent trente-deux mille huit cent vingt-six euros)

Durée du prêt : 15 ans

Taux fixe : 1.15%

Frais de dossier : 800 euros

Périodicité des échéances : trimestrielle

Mode d'amortissement du capital : constant

Article 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée du CIC, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement

Article 4 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Article 5 : Le Conseil autorise le Président de la Communauté de l'Auxerrois, avec faculté de lui substituer l'adjoint ayant délégation, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre l'OAH et le CIC.

N° 2022-170 – Taxe d'aménagement – Partage du produit

Rapporteur : Francis HEURLEY

En application de l'articles L331-1 du code de l'urbanisme, le conseil communautaire a délibéré le 16 décembre 2021, en accord avec les communes concernées, sur le reversement à 100% de la taxe d'aménagement collectée à compter du 01/01/2022 sur les périmètres du parc d'activités AuxRparc à Appoigny, des futurs parcs d'activités Eco-pôle à Venoy et H2 des mignotes à Auxerre au bénéfice de la Communauté de l'Auxerrois.

Jusqu'alors facultatif, le partage de la taxe d'aménagement au sein du bloc communal devient obligatoire tel que prévu à l'article 109 de la loi de finances pour 2022. Cet article 109 indique en effet que « si la taxe d'aménagement est perçue par les communes membres, un reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement à l'EPCI est obligatoire (compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences) ».

Les communes membres ayant institué un taux de taxe d'aménagement et la communauté de l'Auxerrois doivent donc, par délibérations concordantes, définir les reversements de taxe d'aménagement communale à l'intercommunalité. Cette disposition est d'application immédiate à partir du 1er janvier 2022.

Pour rappel, la taxe d'aménagement concerne les opérations de construction, reconstruction et agrandissement d'un bâtiment, les installations ou aménagements de toute nature, nécessitant l'obtention d'une des autorisations d'urbanisme suivantes : permis de construire, permis d'aménager, autorisation préalable.

La taxe d'aménagement est due pour toute création de surface de plancher close et couverte dont la superficie est supérieure à 5 m² et d'une hauteur de plafond supérieure ou égale à 1,80 mètre, y compris les combles et les caves.

Afin de répondre à la loi de finances pour 2022, il est proposé que les communes concernées reversent un pourcentage de leur taxe d'aménagement à la communauté de l'auxerrois.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- adopte le principe de reversement comme suit :

- o Périmètre de la communauté de l'auxerrois à l'exception des surfaces
 - des parcs d'activités AuxRparc à Appoigny, et futurs parcs d'activités Eco-pôle à Venoy, H2 des mignotes à Auxerre
 - des surfaces de création ou extension de zones d'activités économiques
 - Principe de reversement de 100 % de la part communale de taxe d'aménagement à la communauté de l'auxerrois uniquement pour les opérations sous maîtrise d'ouvrage de la communauté de l'auxerrois,

- Principe de reversement de 0% de la part communale de taxe d'aménagement pour les opérations qui ne sont pas sous maîtrise d'ouvrage de la communauté de l'auxerrois

o Périmètre des parcs d'activités AuxRparc à Appoigny, et futurs parcs d'activités Eco-pôle à Venoy, H2 des mignotes à Auxerre et toute autre création ou extension futures de zones d'activités économiques

- Principe de reversement de 100 % de la part communale de taxe d'aménagement à la communauté de l'auxerrois

- décide que ce reversement sera calculé à partir des impositions nouvelles au 1^{er} janvier 2022,

- autorise le Président ou son délégataire à signer la convention, et les éventuels avenants, fixant les modalités de reversement avec chaque commune concernée, et ayant délibéré de manière concordante,

- autorise le Président ou son délégataire à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-171 - Budget principal et budgets annexes - Modalités de refacturation des flux financiers

Rapporteur : Francis HEURLEY

Conformément aux grands principes budgétaires des finances publiques, chaque budget doit retracer l'ensemble des dépenses et l'ensemble des recettes nécessaires à son exécution. De plus, le code général des collectivités territoriale interdit le financement par le budget principal, des charges relevant des services publics industriels et commerciaux, tels que l'eau potable, l'assainissement ou les déchets.

Dès lors, il convient d'identifier le plus précisément possible, les dépenses et les recettes rattachables aux différentes missions de service public pour en identifier le coût complet et ainsi en fixer les conditions de financement.

Cependant, il existe des opérations comptables non ventilables en raison de leur caractère globalisé ou mutualisé au service de plusieurs politiques publiques ou services publics.

A ce titre, une refacturation entre le budget principal et les budgets annexes s'est mise en œuvre au fur et à mesure des transferts des compétences sans qu'aucune délibération en vienne clarifier ces principes de refacturation.

Ainsi, une refacturation entre le budget principal et cinq budgets annexes doit s'opérer. Il s'agit des :

- Budget annexe Collecte
- Budget annexe Redevance incitative
- Budget annexe Eau

- Budget annexe Assainissement
- Budget annexe Mobilité

Le périmètre et les modalités de calcul des refacturations doivent être définis par délibération.

La méthodologie concernant les calculs de la refacturation portera sur les charges relatives au personnel, donc la masse salariale et les frais annexes (I), et sur les charges relatives à la gestion (II). Une illustration de la mise en œuvre de cette refacturation, à jour des données actuellement disponibles, est réalisée en annexe¹ de cette délibération.

Pour illustrer la méthode, il est joint en annexes à la délibération les montants estimés qui viendront impacter l'exercice 2022.

I) LA REFACTURATION DES CHARGES DE PERSONNEL

A) La refacturation des charges salariales et des frais annexes des agents entièrement affectés aux budgets annexes

1) Le principe de refacturation des agents entièrement affectés aux budgets annexes

Le salaire des agents entièrement affectés aux budgets annexes² est porté par ces mêmes budgets annexes. Les frais annexes, portés entièrement par le budget principal, sont à refacturer aux budgets annexes concernés.

Dans une optique de simplification et de pérennisation de la gestion des flux, les frais annexes seront refacturés sur les budgets annexes sur la base d'un coût unitaire. Ce coût s'obtient en divisant le coût total des frais annexes par le nombre total d'agents de la Communauté de l'Auxerrois.

- **Coût unitaire des frais annexes** = (Assurance statutaire + Formation + AIST + FIPHFP + CNAS) / nombre d'agents de la CA

Volume financier à refacturer du Budget principal au budget annexe :

Nombre d'agents affectés entièrement sur le budget annexe × coût unitaire des frais annexes année n-1

2) Le cas des agents dont le salaire est porté par un budget annexe mais qui sont affectés à plusieurs budgets annexes

Lorsque des agents sont portés par un budget annexe mais dont l'affectation touche plusieurs budgets annexes³, il s'agit de différencier la

Taux de mise à disposition :

Temps de travail dédié à un budget annexe / Temps de travail total de l'agent

1 Cf. Annexe 4

2 Cf. Annexe 1

3 Cf. Annexe 2

refacturation des frais annexes, via le budget principal, et d'appliquer une refacturation relative au salaire, entre lesdits budgets annexes.

Pour refacturer le salaire d'un agent d'un budget annexe à un autre budget annexe, il faut tout d'abord identifier le taux de mise à disposition de l'agent sur l'un et l'autre budget annexe. Il s'agit ensuite de multiplier ce taux avec son coût salarial.

- **Coût salarial de l'agent mis à disposition** = Coût salarial × Taux de mise à disposition de l'agent

Pour refacturer les frais annexes du budget principal aux budgets annexes, on appliquera le taux de mise à disposition.

- **Coût unitaire des frais annexes** = (Assurance statutaire + Formation + AIST + FIPHFP + CNAS) / nombre d'agents de la CA

Volume financier à refacturer de budget annexe à budget annexe :

Coût salarial de l'agent mis à disposition année n-1

Volume financier à refacturer du budget principal au budget annexe :

Taux de mise à disposition de l'agent × coût unitaire frais annexes année n-1

B) La refacturation des charges salariales et des frais annexes des agents portés par le Budget principal et mis à disposition aux budgets annexes (encadrants, assistants, ...)

Le volume financier à refacturer s'obtient ici en identifiant tout d'abord le taux de mise à disposition de l'agent⁴, dont le salaire est porté au budget principal, sur le budget annexe pour ensuite multiplier ce taux avec ce coût salarial. Il faut encore additionner à ce résultat le montant des frais annexes de personnel par le biais du coût unitaire identifié ci-avant.

- **Coût salarial de l'agent mis à disposition** = Coût salarial × Taux de mise à disposition de l'agent
- **Coût unitaire des frais annexes** = (Assurance statutaire + Formation + AIST + FIPHFP + CNAS) / nombre d'agents de la CA

4 Cf. Annexe 3

Volume financier à refacturer du budget principal au budget annexe :

$$\begin{aligned} & \text{Coût salarial de l'agent mis à disposition année n-1} \\ & + \\ & (\text{Taux de mise à disposition de l'agent} \times \text{coût unitaire frais annexes année n-1}) \end{aligned}$$

C) La refacturation des agents des services ressources

Il s'agit des charges de personnel des services communs (mutualisation), retraits du remboursement de la ville d'Auxerre à la Communauté de l'Auxerrois. A chaque service listé ci-dessous s'applique une clé de répartition liée à l'activité propre de chacun des budgets.

Attribution des clés par service	Clés de répartition
Direction générale des services et cabinet	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Communication	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Accueil	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Affaires juridiques et assemblées	Nombre de délibérations, d'arrêtés réglementaires et de décisions
Archives	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Commande publique	Nombre de lots passés par budget
Ressources humaines	Nombre de fiches de paie par budget
Service informatique	Nombre de postes informatiques par budget
Finances	Nombre d'écritures par budget
Ingénierie et évaluation des politiques publiques	Nombre d'écritures par budget
Direction et ressource Patrimoine bâti	Nombre de m ² planchers assurés et entretenus par budget
Patrimoine - Entretien programme	Nombre de m ² planchers assurés et entretenus par budget
Aménagement et gestion voirie	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Entretien de l'espace public	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Entretien du patrimoine	Nombre de m ² planchers assurés et entretenus par budget
Patrimoine - Programmation opération	Nombre de m ² planchers assurés et entretenus par budget
Conception des espaces publics	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Direction et service foncier	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Droits des sols	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Stratégie urbaine, planification	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Direction	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Contrat Travaux	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Entretien de l'espace public	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Logistique	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé
Énergie environnement	Dépenses Réelles de fonctionnement BA / Dépenses Réelles de fonctionnement Budget CA agrégé

- **Charges nettes de personnel des services ressources** = Charges de personnel des services ressources – refacturation d'une part de ces charges à la ville selon les modalités des services communs

Il s'agit encore de refacturer les frais annexes des agents des services ressources.

- **Coût unitaire des frais annexes** = (Assurance statutaire + Formation + AIST + FIPHFP + CNAS) / nombre d'agents CA

Montant à refacturer pour un service ressource du budget principal aux budgets annexes :

(Charges nettes de personnel du service année n-1 × la clé de répartition du service selon le budget annexe)

+

(Nombre d'agents du service × coût unitaire frais annexes année n-1 en fonction de la clé de répartition du service selon le budget annexe)

Cette opération étant à réaliser pour tous les services ressources, les résultats issus seront à additionner afin d'identifier le volume financier à refacturer pour le budget annexe considéré. Cette procédure est à suivre pour chaque budget annexe.

II) LA REFACTURATION DES CHARGES DE GESTION

A) La refacturation des charges administratives

Parmi les charges dites administratives, qui sont des dépenses mutualisées ville et communauté d'agglomération, nous recensons les dépenses de fournitures, de photocopies, de télécommunication et d'affranchissement. Nous nous attacherons ici à dégager un coût unitaire qui se calcule comme suit :

- **Coût unitaire des charges administratives** = Coût total des charges administratives mutualisées / nombre total d'agents CA et VA

Le montant à refacturer, pour un budget annexe, est le produit de ce coût unitaire par le nombre d'agents disposant d'un ordinateur et étant affectés à ce budget annexe.

- **Nombre d'agents administratifs** = Agents du BA disposant d'un ordinateur (dont agents mis à disposition)

Volume financier à refacturer du budget principal au budget annexe :

$$\begin{array}{c} \text{Coût unitaire des charges administratives année n-1} \\ \times \\ \text{Nombre d'agents administratifs} \end{array}$$

B) La refacturation des charges bâtimentaires

1) *La refacturation des charges des bâtiments administratifs*

Les bâtiments administratifs sont les bâtiments qui accueillent les services supports. Afin de calculer le volume financier à refacturer pour les charges bâtimentaires des services administratifs, il s'agit d'abord d'identifier un coût unitaire qui s'obtient en divisant le coût total des bâtiments administratifs par le nombre d'agents affectés à ces bâtiments.

Ce coût unitaire sera à multiplier par le nombre d'agents affectés au budget annexe concerné mais dont le coût salarial est porté par le budget principal.

- **Coût unitaire des agents travaillant dans les bâtiments administratifs** = Coût des bâtiments administratifs / nombre d'agents de ces bâtiments

Volume financier à refacturer du budget principal au budget annexe :

$$\begin{aligned} & \text{Coût unitaire des agents travaillant dans les bâtiments administratifs année n-1} \\ & \quad \times \\ & \text{Nombre d'agents portés par le budget principal affectés au budget annexe considéré} \\ & \quad \text{travaillant dans les bâtiments administratifs} \end{aligned}$$

2) *La refacturation des charges bâtementaires selon les agents affectés aux budgets annexes*

Actuellement, il s'agit d'une refacturation spécifique pour la Communauté de l'Auxerrois car elle ne concerne qu'un seul bâtiment. Afin de départager de manière simple et efficace les coûts à refacturer entre les budgets eau et assainissement, il s'agit de procéder à une répartition égale par une division en deux des coûts bâtementaires.

Cette refacturation pourra être amenée à disparaître en cas de regroupement de services.

Volume financier à refacturer :

$$\text{Coûts du bâtiment Boutisses C année n-1 / 2}$$

C) La refacturation des autres charges des budgets annexes

Le volume financier à refacturer concerne les dépenses de Responsabilité civile portées par le budget principal. Il s'agit de calculer un coût unitaire afin de refacturer ce volume à chaque budget annexe.

- **Coût unitaire Responsabilité civile** = dépenses de Responsabilité civile portées par le budget principal / Nombre total d'agents CA et budgets annexes

Volume financier à refacturer du budget principal aux budgets annexes :

$$\text{Coût unitaire Responsabilité civile année n-1} \times \text{agents budget annexe}$$

Cas particulier des budgets déchets*

Cette refacturation s'opérera jusqu'à la fusion des budgets annexes Collecte et Redevance incitative

1. Quant aux dépenses portées par le budget annexe Collecte, à refacturer au budget annexe Redevance incitative, elles correspondent aux cotisations au Syndicat Centre-Yonne, aux dépenses de calendrier, bâtementaires du Centre technique municipal, aux prestations des services d'ordures ménagères, du tri des emballages et du verre. Le volume à refacturer est identifié selon le nombre d'habitants par budget collecte/redevance incitative.

- **Clé de refacturation au budget annexe RI** = Nombre d'habitants RI / Nombre total d'habitants déchets

Volume financier à refacturer du budget collecte au budget redevance incitative :

Clé de refacturation au budget annexe RI × Dépenses de gestion du budget annexe Collecte année n-1

2. Concernant la refacturation du Budget principal aux budgets annexes Collecte et Redevance incitative au titre de l'Atelier Mécanique (ATM), il s'agit de répartir les heures annuelles travaillées par les agents de l'ATM au profit de la compétence déchet entre les deux budgets déchets. Cette répartition se fait selon le nombre d'usagers de l'un et l'autre budget. Une fois cette répartition établie, il s'agira de multiplier ce volume horaire obtenu au coût horaire moyen ATM.

- **Répartition des heures de travail des agents ATM** = Nombre d'habitants du budget annexe / Nombre d'habitants total

Volume financier à refacturer du budget principal aux budgets collecte et redevance incitative :

Répartition des heures de travail des agents ATM × coût horaire moyen ATM année n-1

3. Quant au reversement du budget annexe Collecte au budget annexe Redevance incitative, il s'agit d'aides perçues au titre des déchets, ainsi que des reventes de matériaux, qu'il convient de répartir également au budget annexe Redevance incitative

- **Clé de refacturation au budget annexe Collecte** = Nombre d'habitants RI / Nombre total d'habitants déchets

Volume financier à reverser du budget collecte au budget redevance incitative :

Clé de refacturation au budget annexe Collecte × Aides perçues via des éco-organismes et reventes de matériaux année n-1

* En 2022, il n'est pas possible de refacturer le Budget collecte en N-1, aussi bien pour les dépenses de gestion que pour les recettes d'aides perçues et de reventes de matériaux, puisque ce budget annexe n'existait pas en 2021. Pour ces dépenses, la refacturation s'effectuant en 2022, et donc selon les données de l'exercice 2021, s'opère exceptionnellement via la fonction 812 (déchets) du Budget principal.

- D'adopter de manière pérenne la méthode de refacturation ci-avant présentée entre budgets annexes et budget principal à compter de l'année 2022,
- D'inscrire les crédits budgétaires correspondants sur le Budget principal et les budgets annexes.



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-172 - Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) et de la commission de suivi de mutualisation – Modification du représentant de la commune d'Augy

Rapporteur : Francis HEURLEY

Le conseil communautaire a déterminé la composition de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) et de la commission de suivi de mutualisation par délibération n° 2020-057 en date du 30 juillet 2020.

Ces dernières ont pour mission d'évaluer les transferts de compétences et donc de charges, réalisés au profit des EPCI soumis au régime de la fiscalité professionnel unique. L'évaluation doit permettre un juste calcul de l'attribution de compensation versée par l'EPCI à ses communes membres, en contrepartie de la perception des produits de la contribution économique territoriale, perçus par la communauté aux lieu et place des communes.

Le conseil municipal de la commune d'Augy a désigné Madame Maria PEREIRA pour siéger au sein de ces commissions en tant que suppléante.

Suite à sa démission de ses fonctions de conseillère municipale, il convient de la remplacer.

Par délibération n° 2022-03-007 du 17 mars 2022, le Conseil municipal de la commune d'Augy a désigné Monsieur Matthieu PRULIERE pour remplacer Madame Maria PEREIRA en tant que suppléant.

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- De désigner Monsieur Matthieu PRULIERE pour remplacer Madame Maria PEREIRA en tant que suppléant,
- De modifier la composition de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) et de la commission de suivi de mutualisation tel qu'inscrit ci-dessus.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-173 - Immeuble sis 42 rue de Paris, cadastré BH 244 - Cession

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Le Conseil communautaire du 19 mai 2022 a vendu au groupe MEKADEM SANTE, l'immeuble sis 44 rue de Paris, cadastré BH 244. L'objectif est d'accueillir dans cet immeuble, un pôle médical.

Ce bien, fermé depuis plus d'un an, est situé dans l'îlot d'Orbandelle. La Communauté de l'Auxerrois a pour projet de réaliser une opération de requalification de ce site.

Le réaménagement de cet ensemble immobilier fait partie de l'opération « Cœur de Ville » et la rénovation de cet immeuble s'inscrit dans le cadre de la valorisation du centre-ancien, tant d'un point de vue économique que patrimonial.

Il convient donc d'abroger la délibération du 19 mai 2022, adoptant la cession au groupe MEKADEM SANTE, et la remplacer par une cession à JCS PROMOTION, 14 avenue Bugeaud – 75016 PARIS. En effet, JCS PROMOTION s'engage à réhabiliter le site et l'aménager conformément aux demandes des médecins selon les diverses spécialités qui seront implantées dans ce pôle médical. Ces éléments feront partie intégrante de la promesse de vente de ce bien, afin de garantir l'arrivée d'un pôle médical. La complexité de la réhabilitation d'un immeuble inscrit dans le PSMV (Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur) en lien notamment avec l'Architecte des Bâtiments de France, doit être mené par des spécialistes de ce type d'opération : architecte, bureau d'études techniques etc... qui n'est pas le cœur de métier du groupe MEKADEM SANTÉ.



Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'abroger la délibération n° 2022-113 du 19 mai 2022 portant sur la cession du bien au groupe MEKADEM SANTE,
- D'autoriser la cession de l'immeuble sis 44 rue de Paris, cadastré BH 244 à JCS PROMOTION, dont le siège social est situé 14 avenue Bugeaud à PARIS (75016), pour un montant de 351 000 euros,
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous actes à intervenir,
- De dire que la recette sera inscrite au budget 2023.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-174 – Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Bris-le-Vineux - Arrêt du projet

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Considérant que l'élaboration du PLU de Saint-Bris-le-Vineux a été prescrite en ayant les objectifs suivants :

- Rationnaliser les zones constructibles en proscrivant tout mitage
- Préserver et offrir des possibilités de développement aux services publics (écoles, commune, etc...) aux artisans, et aux commerçants présents sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux, se projeter dans le contexte économique et touristique.
- Préserver le secteur agricole et viticole.
- Confectionner un règlement d'urbanisme simplifié adapter aux attentes actuelles, permettant de conserver la typologie du bourg mais intégrant les innovations technologiques qui favorisent le développement durable et les économies d'énergie.
- La préservation de la biodiversité : maintien des écosystèmes, sensibilités écologiques, forestières et agricoles, impacts environnementaux du projet.
- La préservation des paysages : ambiance urbaine, qualité paysagère du territoire à conserver.
- Prendre en compte les risques naturels liés à l'inondation, coulées de boues et aux retraits et gonflements d'argile.

Considérant qu'il est nécessaire de faire application des dispositions des articles R151-1 à R151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016 et issues du Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme. L'application de la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme va notamment permettre d'assurer une concordance entre le contenu du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Bris-le-Vineux et le Code de l'urbanisme en vigueur à la date de ce jour, et ouvre davantage de possibilités en matière de réglementation, notamment par la mise en place de nouvelles destinations de construction.

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R151-28 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} février 2020 et issue du Décret n°2020-78 du 31 janvier 2020 modifiant la liste des sous-destinations des constructions pouvant être réglementées par les plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu.

Considérant les délibérations n° 2021-033 du 7 décembre 2021 et n° 2022-15 du 29 mars 2022 du conseil municipal de de Saint-Bris-Le-Vineux ainsi que les délibérations n° 2021-233 et n° 2022-66 du conseil communautaire prenant acte des débats portant sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU de Saint-Bris-Le-Vineux.

Considérant que les modalités de concertation ont été effectuées tout au long de l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Bris-le-Vineux, un tableau récapitulatif est présenté ci-dessous.

TABLEAU RECAPITULATIF TIRANT LE BILAN DE LA CONCERTATION

<u>Modalités de concertation fixées par la délibération de prescription du 03/04/2015</u>	<u>Mise en œuvre</u>	<u>Avis</u>
Informations dans la presse	Yonne Républicaine 27 janvier 2016 Yonne Républicaine 27 mai 2016 Yonne Républicaine 8 janvier 2018	Favorable
Publication de bulletins d'information dans le bulletin communal	2 publications : - janvier 2017 – avancement du PLU et orientations - février 2021 – avancement du PLU	Favorable
Tenue d'un registre à la disposition du public en mairie	Un cahier d'observation mis à disposition du public en mairie de Saint-Bris-le-Vineux – ouvert en mai 2016	Favorable
Réunion publique avec la population	5 réunions publiques : - 10 décembre 2015 – présentation PLU - 14 septembre 2016 – avancement du projet - 25 janvier 2018 – avancement du dossier (orientations du document) - 23 octobre 2018 - avancement du dossier (orientations du document) - 20 septembre 2022 – présentation avant arrêt du projet	Favorable
Publication sur le site internet de la commune	3 pages d'actualité : - présentation du PLU - 1 ^{ère} réunion publique - 2 ^{ème} réunion publique	Favorable

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- décide de l'application des dispositions des articles R151-1 à R151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 pour l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Bris-le-Vineux ;
- décide de l'application des dispositions de l'article R151-28 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er février 2020 pour l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Bris-le-Vineux ;
- tire un bilan favorable de la concertation avec la population ;
- arrête le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Bris-le-Vineux tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- précise que conformément aux articles L.151-11, L.151-12, L.151-13 et L.151-16 du code de l'Urbanisme, le projet arrêté sera soumis pour avis à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers ;
- précise que conformément aux articles L.142-4 et 142-5 du code de l'Urbanisme, le projet arrêté sera soumis pour avis dérogatoire à la règle d'urbanisation limitée pour les documents d'urbanisme à M. le Préfet de l'Yonne ;
- précise que conformément aux articles L153-16, L153-17 et R153-6 du Code de l'urbanisme, le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Bris-le-Vineux sera notifié pour avis à l'ensemble des personnes publiques associées à l'élaboration du projet et aux personnes publiques ayant demandé à être consultées, à savoir :
 - L'Etat ;
 - La Région Bourgogne-Franche-Comté ;
 - Le Département de l'Yonne ;
 - La Communauté d'Agglomération de l'auxerrois, compétente en matière de programme local de l'habitat ;
 - La Chambre de commerce et d'industrie de l'Yonne ;
 - La Chambre de métiers et de l'artisanat de Bourgogne ;
 - La Chambre d'agriculture de l'Yonne ;
 - Le Pôle d'équilibre territorial et rural du Grand Auxerrois ;
 - La Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L.112-1-1 du Code rural et de la pêche maritime ;
 - L'Institut national de l'origine et de la qualité ;
 - Le Centre régional de la propriété forestière ;
 - La commune de Chitry-le-Fort ;
 - La commune de Saint-Cyr-les-Colons ;
 - La commune de Quenne ;
 - La Commune d'Irancy ;
 - La commune de Vincelottes ;
 - La commune de Champs-sur-Yonne ;
 - La commune de d'Escolives-Sainte-Camille;
 - ENEDIS ;
 - Orange ;
 - RTE ;
 - GRTgaz ;
 - Le Syndicat départemental d'énergie de l'Yonne ;
- tient le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Bris-le-Vineux à la disposition du public.



N° 2022-175 – Institution du droit de préemption renforcé – Commune de Venoy

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Le Conseil municipal de VENOY a délibéré dans sa séance du 30 août 2022, sur la demande auprès de la Communauté de l'Auxerrois d'instituer le droit de préemption urbain « renforcé » sur les zones UA, UB, UX, 1AU, UE et 2AUy telles que figurant sur le PLU de la Commune.

En application de la loi ALUR du 24 mars 2014, depuis 2017, les Communautés de Communes et les Communautés d'Agglomération sont compétentes de plein droit en matière de PLU et donc de DPU. Il appartient donc aux EPCI compétents de délibérer pour instituer le DPU comme le DPU Renforcé.

Le droit de préemption urbain offre la possibilité à une collectivité publique, dans un périmètre défini, de se substituer à l'acquéreur éventuel d'un bien immobilier mis en vente dans le cadre d'une opération d'aménagement.

Néanmoins, en vertu de l'article L 211-4 du Code de l'Urbanisme les biens suivants sont exclus du champ d'application du DPU :

- les aliénations de lots (locaux d'habitation, professionnels ou mixtes) dans un immeuble soumis au statut de la copropriété ;
- les cessions de parts de certaines sociétés (sociétés d'attribution et sociétés coopératives de construction) qui donnent droit à l'attribution d'un local d'habitation, professionnel ou mixte ;
- les cessions d'immeubles construits depuis moins de 4 ans.

Il est néanmoins précisé dans cet article qu'une délibération motivée peut appliquer le DPU Renforcé à ces types de cession sur tout ou partie du territoire communal.

La ville de VENOY considère que l'instauration du droit de préemption renforcé permettra de mener à bien la politique en considération de l'intérêt général de ses habitants à savoir :

- Mettre en œuvre une politique locale de l'habitat
- Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
- Réaliser des équipements collectifs
- Lutter contre l'insalubrité
- Permettre la restructuration urbaine
- Sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine et les espaces naturels

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'instituer un droit de préemption urbain renforcé sur les secteurs du territoire communal UA, UB, UX, 1AU, UE et 2AUy, toutes les zones du PLU concernées de façon totale ou partielle par un emplacement réservé ou une orientation d'aménagement ou de programmation, ainsi que les rues en indivision dont la commune n'est pas totalement propriétaire
- D'adresser sans délai, comme prévu à l'article R 211-3 du code de l'urbanisme, la présente délibération :

- au directeur départemental des services fiscaux ;
- au conseil supérieur du notariat,
- à la chambre départementale des notaires,
- au barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance
- au greffe du tribunal de Grande Instance
- De procéder à l’affichage pendant un mois à la Communauté d’Agglomération et à la Mairie de VENOY, la présente délibération et d’en faire insérer une mention dans les 2 journaux diffusés dans le département :
 - L’Yonne républicaine
 - L’Indépendant de l’Yonne
- De faire tenir le registre prévu à l’article L 213-13 du code de l’urbanisme ;
- De mettre à jour le Plan Local d’Urbanisme dans les conditions définies à l’article R 153-18 du code de l’urbanisme, en faisant reporter le périmètre du droit de préemption urbain renforcé sur une annexe conformément à l’article R 151-52 du code de l’Urbanisme.
- D’autoriser le Maire ou son représentant à signer tous les actes et les documents aux fins d’exécution de la présente délibération.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-176 – Coffee shop « Columbus Café » - Attribution d’une aide au loyer

Rapporteur : Crescent MARAULT

La Communauté de l’Auxerrois est compétente en matière de soutien aux activités commerciales. Par délibération du 20 décembre 2018, l’intérêt communautaire de sa politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales a été approuvé.

Cet intérêt comprend notamment 3 actions :

Aide_Travaux : Soutien financier destiné aux commerçants souhaitant réaliser des travaux en matière d’accessibilité, de sécurité et/ou de vitrines

Aide_Loyer : Soutien financier permettant de sécuriser le commerçant dans son installation en lui versant une aide qui financera une partie de son loyer mensuelle

Aide_Animations : Soutien financier en faveur de l’animation, de la communication et du fonctionnement général des associations de commerçants et d’artisans du territoire.

Le porteur de projet a sollicité l’Agglomération de l’Auxerrois en date du 11 juillet 2022 pour l’octroi d’une aide financière dans le cadre du dispositif d’aide aux loyers.

Suite à leur installation au sein de la zone commerciale des Clairions et après de nombreuses demandes de la part de leur clientèle, Monsieur et Madame LEGENDRE ont souhaité développer un nouveau point de vente en centre-ville d’Auxerre.

C’est au 29 place de l’Hôtel de Ville, que Monsieur et Madame LEGENDRE ont racheté le fonds de commerce du « bar de l’horloge » afin de développer un coffee shop à travers la franchise « Columbus Café & Co ». Composé de 6 salariés, les produits proposés seront : boissons froides et chaudes,

muffins, recettes sucrées (pancake, brookie, party cake, cheesecake ...) et salées (sandwich, salade, bagel, panini ...).

A ce jour, le réseau compte environ 200 coffee shops en France et à l'étranger. L'enseigne s'engage à travailler, dès qu'elle le peut, avec des fournisseurs locaux afin de valoriser l'emploi et les conditions de vie en France.

Elle est également engagée dans de nombreuses actions afin de réduire les déchets et favoriser la recyclabilité (emballages papiers issus de forêts durablement gérées, suppression du plastique, couverts en bois, mise à disposition gratuitement du marc de café ...)

Ce type d'établissement, très prisé du jeune public, permettra d'apporter une nouvelle dynamique au centre-ville.

Le loyer mensuel de la location est fixé à : 2 000 €

Au titre de ce projet d'ouverture et, après concertation du comité de sélection, la Communauté de l'Auxerrois propose une prise en charge d'une partie du loyer à hauteur de 50 % soit 1 000 €, ramené au plafond de l'aide à 500 € sur une période de 6 mois, pour un total de 3 000 €.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer une aide financière d'un montant de 500 € par mois sur une période de 6 mois soit un montant global de 3 000 € au profit de RECKY SARL,
- D'autoriser le Président à signer tout actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget à l'article 6574.



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-177 – Activité artisanale « Le petit truc d'Orely » - Attribution d'une aide au loyer

Rapporteur : Crescent MARAULT

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de soutien aux activités commerciales. Par délibération du 20 décembre 2018, l'intérêt communautaire de sa politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales a été approuvé.

Cet intérêt comprend notamment 3 actions :

Aide_Travaux : Soutien financier destiné aux commerçants souhaitant réaliser des travaux en matière d'accessibilité, de sécurité et/ou de vitrines

Aide_Loyers : Soutien financier permettant de sécuriser le commerçant dans son installation en lui versant une aide qui financera une partie de son loyer mensuelle

Aide Animations : Soutien financier en faveur de l'animation, de la communication et du fonctionnement général des associations de commerçants et d'artisans du territoire.

Le porteur de projet a sollicité l'Agglomération de l'Auxerrois en date du 25 août 2022 pour l'octroi d'une aide financière dans le cadre du dispositif d'aide aux loyers.

Depuis octobre 2021, Madame BOURDIN développe à mi-temps une activité artisanale à travers la création et la fabrication de bijoux et de bougies. Suite à la mise en place d'ateliers découvertes et à sa présence sur de nombreux marchés elle a souhaité s'implanter en centre-ville.

C'est au 2 rue Fécauderie à Auxerre, que Madame BOURDIN, développera un concept store avec différentes activités réalisées par ses soins ainsi que par des artisans locaux et/ou français liés à :

- L'artisanat : bougies composées de cire de soja et d'huiles essentielles française, bijoux, savoirs et articles culinaires à base de miel local, créations « zéro déchets » en tissu et bois de l'Yonne, création de décoration en matière noble, produits cosmétiques,
- Le prêt à porter et accessoires avec de nouvelles marques

Le loyer mensuel de la location est fixé à : 900 €.

Au titre de ce projet d'ouverture et, après concertation avec le comité de sélection, la Communauté de l'Auxerrois propose une prise en charge d'une partie du loyer à hauteur de 70 % soit 630 €, ramené au plafond de l'aide à 500 € par mois sur une période de 6 mois, pour un total de 3 000 €.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer une aide financière d'un montant de 500 € par mois sur une période de 6 mois soit un montant global de 3 000 € au profit de Mme Aurélie BOURDIN,
- D'autoriser le Président à signer tout actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget à l'article 6574.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-178 – Agence de communication « Communik & Vous » - Attribution d'une aide aux travaux

Rapporteur : Crescent MARAULT

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de soutien aux activités commerciales. Par délibération du 20 décembre 2018, l'intérêt communautaire de sa politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales a été approuvé.

Cet intérêt comprend notamment 3 actions :

AIDE_TRAVAUX : Soutien financier destiné aux commerçants souhaitant réaliser des travaux en matière d'accessibilité, de sécurité et/ou de vitrines

AIDE_LOYERS : Soutien financier permettant de sécuriser le commerçant dans son installation en lui versant une aide afin de financer une partie de son loyer mensuelle

AIDE_ANIMATIONS : Soutien financier en faveur de l'animation, de la communication et du fonctionnement général des associations de commerçants et d'artisans du territoire.

Le porteur de projet a sollicité l'Agglomération de l'Auxerrois en date du 7 juin 2022 pour l'octroi d'une aide financière dans le cadre du dispositif d'aide aux travaux.

Créée en 2011, l'agence de communication « COMMUNIK&VOUS » a souhaité développer son activité au 6 place de l'Hôtel de Ville en 2021 en y installant ses bureaux. L'intérieur de l'immeuble a été entièrement réhabilité afin de lui redonner tout son charme dans un goût plus actuel et plus moderne grâce à des entreprises locales.

L'agence, composée de 14 collaborateurs, accompagne les entreprises de l'Yonne dans le développement de leur image de marque, leur notoriété et leur transition numérique.

Après une première année dans les locaux, il a été constaté que le simple vitrage au niveau des vitrines situées sur toute la surface du rez-de-chaussée (l'accueil) était un point noir pour l'activité de son entreprise.

Tout d'abord, pour des raisons de confort (concentration de l'équipe) et parfois même de confidentialité (lors des échanges avec les clients), le simple vitrage est pénalisant.

De plus, pour des raisons environnementales, celui-ci entraîne une déperdition importante de chaleur vers l'extérieur notamment durant les mois d'hiver entraînant une consommation excessive des radiateurs neufs.

Aussi, Madame Viaut souhaite procéder au changement des vitrines du rez-de-chaussée du bâtiment.

Le montant des travaux éligibles (remplacement des vitrages de la façade de la boutique et des profils de maintien) au dispositif d'aide aux travaux est de 10 806,27 € (HT).

Au titre de ce projet de rénovation, la Communauté de l'Auxerrois propose la prise en charge de 20% des travaux soit 2 161,25 €.

Le montant de l'aide sera versé directement au porteur de projet, après travaux, sur présentation des factures acquittées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer une aide financière de 2 161,25 euros à Madame VIAUT (EURL COMMUNIK ET VOUS),
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au 6574 – ECO.



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-179 – Pâtisserie – salon de thé « La Pâteasserie » - Attribution d'une aide aux travaux

Rapporteur : Crescent MARAULT

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de soutien aux activités commerciales. Par délibération du 20 décembre 2018, l'intérêt communautaire de sa politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales a été approuvé.

Cet intérêt comprend notamment 3 actions :

AIDE_TRAVAUX : Soutien financier destiné aux commerçants souhaitant réaliser des travaux en matière d'accessibilité, de sécurité et/ou de vitrines

AIDE_LOYERS : Soutien financier permettant de sécuriser le commerçant dans son installation en lui versant une aide afin de financer une partie de son loyer mensuelle

AIDE_ANIMATIONS : Soutien financier en faveur de l'animation, de la communication et du fonctionnement général des associations de commerçants et d'artisans du territoire.

Le porteur de projet a sollicité l'Agglomération de l'Auxerrois en date du 22 août 2022 pour l'octroi d'une aide financière dans le cadre du dispositif d'aide aux travaux.

Monsieur et Madame HAUTH ont repris la pâtisserie Bertrand implantée au 22 rue de la Draperie en juillet 2022. Originaire de région parisienne et ayant dirigé leur boulangerie/pâtisserie durant 10 ans, le couple a souhaité s'installer à Auxerre afin de développer la pâtisserie tout en y intégrant un salon de thé à l'étage.

Afin d'affirmer leur propre identité, « La Pâteasserie » réalisera des travaux d'aménagements intérieur et extérieur. Ces travaux permettront d'apporter une meilleure visibilité à cette nouvelle enseigne et sera en cohérence avec les valeurs de la boutique, moderne et douce.

Le montant des travaux éligibles (store banne, adhésif de la vitrine, menuiserie) d'aide aux travaux est de 15 743,91 € (HT)

Au titre de ce projet de rénovation, la Communauté de l'Auxerrois propose la prise en charge de 20% des travaux soit 3 148,78 €.

Le montant de l'aide sera versé directement au porteur de projet, après travaux, sur présentation des factures acquittées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer une aide financière de 3 148,78 euros à Madame et Monsieur HAUTH (SAS GHK),
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au 6574 – ECO.



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-180 – Salon de coiffure « Clémentine JUST » - Attribution d'une aide aux travaux

Rapporteur : Crescent MARAULT

La Communauté de l'Auxerrois est compétente en matière de soutien aux activités commerciales. Par délibération du 20 décembre 2018, l'intérêt communautaire de sa politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales a été approuvé.

Cet intérêt comprend notamment 3 actions :

AIDE_TRAVAUX : Soutien financier destiné aux commerçants souhaitant réaliser des travaux en matière d'accessibilité, de sécurité et/ou de vitrines

AIDE_LOYERS : Soutien financier permettant de sécuriser le commerçant dans son installation en lui versant une aide afin de financer une partie de son loyer mensuelle

AIDE_ANIMATIONS : Soutien financier en faveur de l'animation, de la communication et du fonctionnement général des associations de commerçants et d'artisans du territoire.

Le porteur de projet a sollicité l'Agglomération de l'Auxerrois en date du 7 juin 2022 pour l'octroi d'une aide financière dans le cadre du dispositif d'aide aux travaux.

Implanté au 56 rue du Temple à Auxerre, la propriétaire du salon de coiffure « Clémentine JUST » souhaite repeindre l'ensemble de sa façade.

En effet, les boiseries de celle-ci sont fortement dégradées. De plus, cet embellissement permettra de mettre en avant sa façade et d'optimiser son nouvel aspect visuel.

Le montant des travaux éligibles (rénovation de façade : lessivage, lettrage et peinture) au dispositif d'aide aux travaux est de 5 325,58 € (HT)

Au titre de ce projet de rénovation, la Communauté de l'Auxerrois propose la prise en charge de 10% des travaux soit 532,56€.

Le montant de l'aide sera versé directement au porteur de projet, après travaux, sur présentation des factures acquittées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer une aide financière de 532,56 euros à Madame JUST (SARL IRIS),
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au 6574 – ECO.

N° 2022-181 – Convention de veille foncière avec la SAFER – Avenant à la convention cadre de 2003

Rapporteur : Crescent MARAULT

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a signé une convention avec la SAFER, le 2 juillet 2003 permettant de réaliser des réserves foncières afin de conduire des opérations destinées à faciliter les réorientations des terres vers des usages non agricoles, en vue de favoriser le développement.

La SAFER intervient donc directement sur tout le territoire de la Communauté de Communes et peut ainsi procéder à des acquisitions, des échanges ou négocier des promesses de vente.

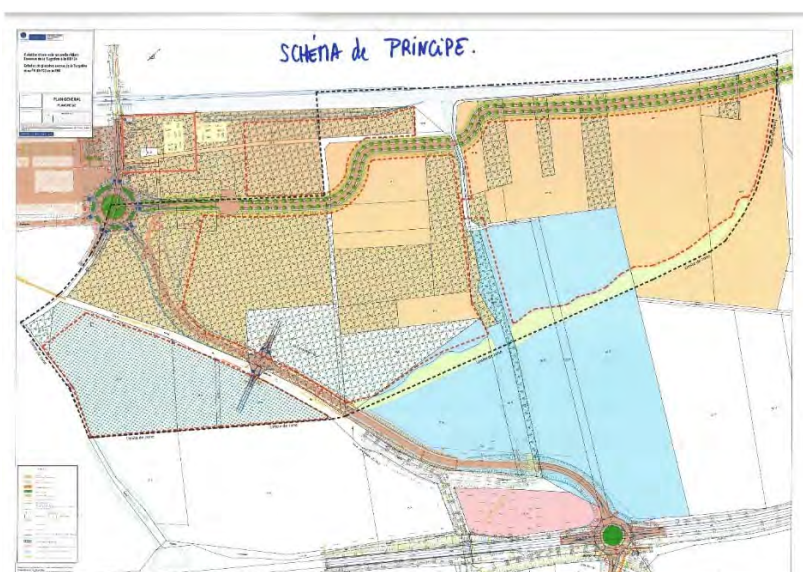
Pour permettre la réalisation des projets économiques de la Communauté d'Agglomération sur les sites d'AuxR_H2 Parc d'Auxerre, d'AuxR_Eco Parc de Venoy et à Appoigny, un mandat de négociation des transactions immobilières lui a été confié.

Il y a donc lieu de mettre en compatibilité la convention cadre de 2003 avec les évolutions des besoins de maîtrise foncière pour les zones d'activités d'AuxR_H2 Parc, d'AuxR_Eco Parc et la station d'épuration d'Appoigny.

L'étude de mobilité foncière sur les périmètres d'AuxR_H2 Parc et d'AuxR_Eco Parc se porte à 7 738 euros HT, soit 9 285.60 € TTC. Concernant l'étude de mobilité foncière Station d'épuration d'Appoigny sera de 1 628 € HT, soit 1 953.60 € TTC

Il est donc proposé de signer l'avenant nécessaire pour permettre la réalisation de ces projets.

AuxR H2 Parc



AuxR Eco Parc



Station d'épuration d'Appoigny



Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer l'avenant,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe concernant AuxR_Eco Parc de Venoy et seront inscrits aux budgets annexes, après création pour AuxR_H2 Parc d'Auxerre et la station d'épuration d'Appoigny.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-182 – Taxe foncière sur les zones d'activités économiques - Transfert du produit

Rapporteur : Crescent MARAULT

- Vu l'article L5216-5 du Code Général des Collectivités territoriales qui dispose que : « *La communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; ...* »

- Vu l'article 29 de la Loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale modifié par la LOI n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 qui dernier précise que : « *Lorsqu'un groupement de communes ou un syndicat mixte crée ou gère une zone d'activités économiques, tout ou partie de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties acquittée par les entreprises implantées sur cette zone d'activités peut être affecté au groupement ou au syndicat mixte par délibérations concordantes de l'organe de gestion du groupement ou du syndicat mixte et de la ou des communes sur le territoire desquelles est installée la zone d'activités économiques.* »,

La Communauté de l'Auxerrois a la compétence exclusive pour la création, l'aménagement, l'entretien et gestion de zones d'activité et à ce titre, elle s'est engagée dans une politique de développement de son offre foncière économique au travers de l'aménagement de parc d'activités. Ces opérations d'aménagement nécessitent des investissements lourds de la part la collectivité.

Si la Loi a confié la compétence exclusive des zones à l'intercommunalité et donc les charges qui en découlent, pour autant l'affectation du produit de fiscalité collecté sur celles-ci n'a pas été modifié. La taxe foncière sur les propriétés bâties est perçue par la commune d'implantation de l'entreprise.

Dans un souci d'équité financière, il est proposé de mettre en place un mécanisme de reversement partiel de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les créations et extensions de zones d'activités

de compétence communautaire. Cela permettra un retour de la fiscalité sur les ZAE gérées par la Communauté de l'auxerrois.

Ainsi, il est proposé aux communes membres de reverser 70% de la taxe foncière sur les propriétés bâties qui sera collectée à compter du 01/01/2022 sur le périmètre afférent aux zones d'activités économique d'AuxRparc, Ecopôle Venoy et H2 des Mignottes et aux créations et extensions de zones d'activités de compétence et d'investissement communautaire comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Il est précisé que pour les zones mentionnées ci-dessous, les communes conservent la totalité du produit de taxe foncière sur les propriétés bâties pour le périmètre des zones existantes lors du transfert de la compétence au 01/01/2019 (date du transfert effectif de la compétence).

Commune d'implantation	ZAE
Appoigny	Les ruelles
Augy	ZA Petits fleur boudin
Auxerre	Les clairions
	Les pieds de rats
	Plaine de l'Yonne
	Pépinières d'entreprises
	Les champoulains
	Les isles - Sud
Champs s/ Yonne	Champs sur Yonne
Escolives Ste Camille	ZI les Grenouilles
Gurgy	Zone artisanale village
Lindry	ZA de la Cave
Monéteau	Parc de la chapelle
	Les terres du canada
	Les macherins
	Les ilses - Nord
Perrigny	Les bréandes
Saint Bris le Vineux	Saint Bris le Vineux
Saint Georges	Les champs casselins
Venoy	ZA Soleil Levant
Vincelles	ZI Saint Jean

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :

- adopte le principe de reversement de la taxe foncière sur les propriétés bâties par les communes concernées à hauteur de 70% du montant perçu dans les conditions énumérées ci-dessus,
- autorise le Président ou son délégataire à signer la convention et les éventuels avenants, fixant les modalités de reversement avec chaque commune concernée, et ayant délibéré de manière concordante,
- autorise le Président ou son délégataire à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

N° 2022-183 - Zones d'activités économiques – Reconduction des conventions de gestion

Rapporteur : Crescent MARAULT

Dans le cadre de l'application de la loi NOTRe, la compétence "développement économique" a été redéfinie.

L'article L.5216-5 modifié du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que : « *La communauté d'agglomération exerce de plein droit aux lieu et place des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme...* ».

Par délibération n° 2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

Selon l'article L.1321-1 du CGCT, le transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à disposition des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de cette compétence de la commune à la collectivité bénéficiaire.

Sur la Communauté de l'Auxerrois, 13 communes ont des zones affectées à l'exercice de la compétence « *développement économique : création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire* ».

Les biens meubles et immeubles de cette zone sont mis à disposition de la Communauté de l'Auxerrois.

L'article L.5215-27 CGCT dispose que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

L'article L.5216-7-1 prévoit que les dispositions de l'article L.5215-27 sont applicables à la Communauté d'agglomération.

Par conséquent, la Communauté de l'Auxerrois a souhaité, par délibération n° 2019-078 du 20 juin 2019, confier l'entretien des zones d'activités relevant de son attribution aux communes propriétaires des zones.

La convention fixant les modalités de gestion et le périmètre fonctionnel d'entretien consistant à réaliser des opérations d'entretien sur les zones d'activités avec les moyens de la commune et/ou par le biais d'un prestataire avec qui la commune a contractualisé est arrivée à échéance au 31 décembre 2021.

Dans un souci d'efficience des moyens d'action, il est proposé de procéder à la reconduction de la convention de gestion pour une durée de 5 ans (2022 à 2026) pour les 9 communes suivantes : Augy, Champs sur Yonne, Escolives Sainte Camille, Gurgy, Lindry, Monéteau, Saint Bris le Vineux, Saint Georges sur Baulche et Vincelles.

Il est précisé que la gestion des ZAE des communes d'Appoigny, Auxerre, Perrigny et Venoy sera réalisée en régie.

Les modalités d'entretien et de gestion des ZAE sont définies dans le projet de convention annexé à la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- d'adopter les termes des conventions de gestion des équipements des zones d'activités économiques,
- d'autoriser le Président à signer les conventions,
- d'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-184 - Fonds Régional d'Avances Remboursables « Consolidation de la trésorerie des TPE » - Convention relative au droit de reprise

Rapporteur : Crescent MARAULT

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de proximité.

A ce titre, la Région et les EPCI ont convenu d'un Pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité. Ce Pacte régional reposait sur deux fonds complémentaires :

- Un fonds régional des territoires en subvention opéré par les EPCI auquel la Région a contribué à hauteur de 5€ par habitant,
- Un fonds régional d'avances remboursables, mutualisé et solidaire, auquel les EPCI ont contribué par un versement à la Région à hauteur de 1€ par habitant (FARCT)

Pour le FARCT, la Communauté de l'Auxerrois a versé à la Région un montant de 67 832 € calculé sur la base de son nombre d'habitant, soit 1 € x 67 832 habitants. Cette participation correspond à 0,478 % des cofinancements apportés.

Sur une dotation de 14.2 M €, le montant total des dossiers votés s'établit à 12 035 500 € ; un reliquat non engagé de 2 164 500 € a été constaté. Ce reliquat non investi doit être restitué aux financeurs du fonds proportionnellement à la quote-part de dotation initiale du fonds.

La quote-part des financeurs sur la dotation globale de 14.2 M€ est la suivante :

- 6.04 M€ Région soit 42.53 %,

- 2.76 M€ pour 108 EPCI signataires soit 19.44 % dont 0.478 % pour quote-part de CA de l'Auxerrois, soit un montant de 10 399.60 €,
- 5.4 M€ Banque des Territoires soit 38.03 %.

Le versement de la quote-part du reliquat non engagé s'effectuera uniquement après vote et signature de la présente convention par l'EPCI.

Par ailleurs et en complément, compte-tenu de la mécanique de reversement liée à l'établissement définitif des comptes de l'ARDEA le 31 mars de l'année N pour l'année N-1, les 2 périodes de remboursement du FARCT seront les suivantes :

- 1^{er} versement interviendra fin 2026, pour la prise en compte des remboursements de prêts et des dossiers caducs non décaissés,
- Versement du solde en 2030, correspondant au remboursement des prêts diminués de la casse afférente.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président à signer la convention de partenariat entre la Région Bourgogne Franche Comté et CA de l'Auxerrois relative au droit de reprise du fonds régional d'avances remboursables « Consolidation de la trésorerie des TPE » (FARCT) et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-185 - Avis sur l'ouverture des commerces le dimanche – Exercice 2023

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n° 2018-137 du 20 décembre 2018, la politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales a été définie comme l'un des domaines relevant de l'intérêt communautaire.

L'une des actions de cette politique du commerce est l'octroi des autorisations dominicales.

L'article L.3132-26 du code du travail dispose :

« Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont

la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure au seuil mentionné au premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés, lorsque les jours fériés mentionnés à l'article L. 3133-1, à l'exception du 3°, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire au titre du présent article, dans la limite de trois. »

En application des dispositions précitées, il est en effet important, tout en donnant suffisant de latitude aux commerces, de rechercher une harmonisation des dates retenues pour donner de la cohérence et de la lisibilité à la mise en œuvre de ce dispositif sur l'agglomération.

Les échanges entrepris avec les communes concernées ainsi que la concertation des commerçants, ont conduit à la sélection des dimanches listés ci-après :

Soldes d'hiver – 1 dimanche

- dimanche 15 janvier

Soldes d'été – 1 dimanche

- dimanche 2 juillet

Dimanche de la Saint Martin – 1 dimanche

- dimanche 5 novembre

Dimanches avant Noël – 6 dimanches

- dimanche 26 novembre
- dimanche 3 décembre
- dimanche 10 décembre
- dimanche 17 décembre
- dimanche 24 décembre
- dimanche 31 décembre

Soit, pour l'année 2023, 9 ouvertures dominicales pour les commerces de détails.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De donner un avis favorable à l'ouverture des commerces de détails pour 9 dimanches précités pour toutes les communes de la Communauté de l'Auxerrois.



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-186 – Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER) - Reversement

Rapporteur : Francis HEURLEY

La Communauté de l'Auxerrois perçoit la fiscalité économique. A ce titre, elle reçoit le produit des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER) et notamment sur les installations de production d'électricité d'origine photovoltaïque à hauteur de 50%, l'autre moitié étant encaissé par le Département.

L'article 1519F du CGI précise que l'IFER s'applique aux centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque dont la puissance électrique installée est supérieure ou égale à 100 kilowatts. Cette imposition n'est pas due au titre des centrales exploitées pour son propre usage par un consommateur final d'électricité ou exploitées sur le site de consommation par un tiers auquel le consommateur final rachète l'électricité produite pour son propre usage.

Le montant de l'imposition forfaitaire est fixé à 7,82 € par kilowatt de puissance électrique installée au 1er janvier de l'année d'imposition pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque. Par exception, ce tarif est ramené, pendant les vingt premières années d'imposition, au niveau de celui applicable aux centrales de production d'énergie électrique d'origine hydraulique, pour les centrales mises en service après le 1er janvier 2021, soit 3,254 € par kilowatt. La date de mise en service s'entend de celle du premier raccordement au réseau électrique.

En raison du développement des installations photovoltaïques sur le territoire notamment dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt lancé par la Communauté de l'Auxerrois en faveur des projets photovoltaïques au sol et des projets d'ombrières solaires, la communauté de l'Auxerrois souhaite reverser une partie de l'IFER collectée au bénéfice des communes d'implantation des installations de production.

Il est proposé au Conseil communautaire de délibérer sur le principe du reversement d'une part de l'IFER photovoltaïque aux communes d'implantation des installations de production, ce partage devant nécessairement faire l'objet d'un accord par la procédure juridique de révision libre de l'attribution de compensation par application de l'article 1° bis du V de l'article 1609 nonies du CGI.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire :

- adopte le principe de reverser aux communes d'implantation de centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque nouvellement imposées au titre de l'IFER photovoltaïque à compter du 01/01/2022, un reversement de 15% de cette IFER photovoltaïque encaissée par la communauté de l'Auxerrois,
- dit que ce reversement sera examiné lors de la réunion annuelle de la CLECT par application de l'article 1° bis du V de l'article 1609 nonies du CGI.

N° 2022-187 - Guide des stages et de l'alternance - Convention de partenariat

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n°2021-248 du conseil communautaire en date du 16 décembre 2021 a été approuvée l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois au Pôle métropolitain "Bourgogne - Sud Champagne - Portes de Paris".

Créé en avril 2018, le pôle métropolitain regroupe aujourd'hui les agglomérations de Troyes Champagne Métropole, de l'agglomération du Sénonais, l'agglomération de Chaumont et l'agglomération de l'Auxerrois. Les orientations stratégiques du pôle métropolitain portent notamment en matière de développement de l'enseignement supérieur et de développement économique.

La présente délibération porte sur la convention de partenariat du guide des stages et de l'alternance entre le pôle métropolitain et les Chambres de Commerce et d'Industrie de Troyes et Aube, de l'Yonne et de la Haute-Marne.

Le guide du stage et de l'alternance porté par le pôle Métropolitain est un outil à destination des chefs d'entreprises, des services des ressources humaines ou encore des autres structures qui souhaitent recruter un alternant ou un stagiaire suivant une formation supérieure sur le territoire métropolitain.

Les objectifs du guide sont :

- Promouvoir les formations supérieures auprès des entreprises et structures locales,
- Permettre aux étudiants d'effectuer un stage/alternance en facilitant les échanges directs entre les entreprises et les étudiants,
- Encourager les entreprises et structures locales à accueillir les étudiants du territoire,
- Fédérer les projets collaboratifs des collectivités locales du pôle en matière d'enseignement supérieur,
- Encourager les jeunes diplômés à se projeter sur le territoire métropolitain.

Le guide des stages et de l'alternance prendra la forme d'un site internet dédié qui permettra notamment de :

- > Rechercher des formations,
- > Contacter directement les responsables de formation pour trouver un stage ou une alternance.

Les modalités et les conditions dans lesquelles les opérations de partenariat s'inscrivent entre les parties sont développées dans la convention ci-annexée.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter les termes de la convention de partenariat du guide des stages et de l'alternance,
- D'autoriser le Président à signer cette convention.



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-188 - Lancement Master Spécialisé Qualité Hygiène Sécurité Environnement – Attribution d'une subvention à l'Institut des métiers de l'Environnement et de la Transition écologique

Rapporteur : Crescent MARAULT

Pour répondre aux enjeux d'avenir autour de la transition écologique, le territoire de l'Agglomération de l'Auxerrois s'engage dans une transformation profonde en créant un écosystème hydrogène et en voulant s'inscrire dans la construction de la première technopole Hydrogène en France.

La création de cet écosystème permet d'une part de fédérer autour de la thématique de l'hydrogène, d'autre part de faire correspondre l'offre en termes de production et de consommation.

Il se structure selon 4 axes dont la formation. En effet, afin d'éviter un « goulot d'étranglement » dans le déploiement de la filière hydrogène, la Communauté de l'Auxerrois souhaite mettre en œuvre des formations pour accompagner la mutation des métiers et les adapter aux spécificités de cette filière.

Dans cet ordre d'idée, en partenariat avec l'UIMM, la Communauté de l'Auxerrois a initié l'accueil de formation autour des métiers de la maintenance Hydrogène.

C'est ainsi qu'ont été identifiés un certificat de qualification paritaire de la métallurgie (CQPM) maintenance hydrogène et la possibilité d'accueillir dès la rentrée universitaire 2022 une formation Bac+5 à Auxerre. Le Master Spécialisé Qualité Hygiène Sécurité Environnement (QHSE) sera lancé en partenariat avec l'IET (Institut des métiers de l'Environnement et de la Transition écologique).

Dans le cadre de ce lancement, la Communauté de l'Auxerrois souhaite apporter un soutien financier à l'UIMM en lui versant une subvention de 20 000€ pour la rentrée 2022 et une subvention de 50 000€ pour la rentrée 2023.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer à l'UIMM une subvention de 20 000 € pour la rentrée 2022 et de 50 000 € pour la rentrée 2023,
- D'autoriser le Président à signer tout actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-189 – Appel à manifestation d'intérêt sur les compétences et métiers d'avenir - Candidature sur le volet dispositif de formation

Rapporteur : Crescent MARAULT

La stratégie nationale pour le développement de l'Hydrogène décarboné France 2030 dispose d'un soutien financier de 9 milliards d'euros sur 10 ans pour déployer 6,5 GW de capacités d'électrolyse à horizon 2030. Cette stratégie retient notamment les axes privilégiés suivants :

- Décarboner l'industrie en faisant émerger une filière française compétitive de l'électrolyse,
- Développer une mobilité professionnelle à l'hydrogène vert/bas-carbone
- Soutenir la recherche, l'innovation et le développement des compétences afin de favoriser les usages de demain.

Engagé depuis 10 ans, le programme d'investissements d'avenir (PIA) finance des projets innovants, contribuant à la transformation du pays, à une croissance durable et à la création des emplois de demain. Pour permettre au pays de s'engager dans une période de profondes transformations à l'issue de la crise sanitaire, France 2030, conçu à la suite de consultations très larges, consacre 34 Mds€ dans les cinq prochaines années à cette ambition et s'articule autour de 10 objectifs, qui amplifient et accélèrent les investissements portés par les programmes d'investissements d'avenir. Un des enjeux majeurs est celui de soutenir l'émergence de talents et d'accélérer l'adaptation des formations aux besoins de compétences des nouvelles filières et des métiers d'avenir.

L'appel à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir » lancé par la Caisse des Dépôts et Consignation s'inscrit dans ce cadre et vise à répondre aux besoins des entreprises en matière de formations et de compétences nouvelles pour les métiers d'avenir soit en

- i) réalisant les diagnostics de besoins en compétences et en formations, et identifier les initiatives et projets en rapport avec une stratégie ou plusieurs stratégies nationales,
- ii) en finançant les projets les plus adaptés qui auront été sélectionnés par une procédure exigeante.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est fortement engagée dans le déploiement d'un écosystème hydrogène autour de la station Hydrogène inaugurée en octobre 2021. Elle a lancé sa démarche technopolitaine AuxR_Greenlife, autour des outils (AuxR_Greenlab, AuxR_Factory, AuxR_Campus). Grâce à cette démarche volontaire et innovante, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois occupe aujourd'hui une position de leader dans le déploiement d'écosystèmes Hydrogène vert.

Un des axes de développement du Territoire mené en 2022 par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, avec le support de la société HyZEL Consulting et en partenariat avec les instances académiques et le Pôle Formation 58-89 a consisté à renforcer l'offre de formation sur son territoire en accueillant dès la rentrée scolaire de septembre 2022 les formations suivantes :

- un CQPM de maintenance des équipements Hydrogène avec l'UIMM (en cours de finalisation),
- un BTS Maintenance Industrielle teinté hydrogène au Lycée Joseph Fourier, et
- un Master 1 à bac + 3 suivi du master 2, amenant un niveau Bac ° 5. MHQSE (Master Haute Qualité Sociétale et Environnementale) de l'Institut des Etudes de Transition Ecologique.

Forte de cette expérience et avec le soutien de partenaires, la CAA a décidé de répondre dès le 4 Juillet 2022 au 1er volet Diagnostic de l'Appel à Manifestation d'intérêt « Compétences et Métiers d'Avenir » du PIA4 visant à préparer, adapter et transformer les compétences de demain et sécuriser la qualité de l'offre de formation initiale et continue, dans le domaine de l'Hydrogène, de la décarbonation de l'industrie et du bâtiment et systèmes énergétiques bas-carbone.

Elle souhaite se porter candidate en Novembre 2022 (ou 2023 selon le calendrier de réponse de la CDC au volet Diagnostic mentionné ci-dessus) à poursuivre la qualification des besoins en formation (Formation initiale scolaire et supérieure, formation professionnelle) et à déterminer les offres de formation nouvelles susceptibles d'être déployées sur son Territoire, venant ainsi compléter celles existantes cette année, en lien avec de nouveaux partenaires dont l'IUT et l'ISAT mais également des partenaires économiques et la région Bourgogne-Franche-Comté. e projet consiste à développer le projet AuxR_AMAVHY (Auxerre Ambition Métiers d'Avenir Hydrogène) déposé le 4 Juillet 2022. Ce projet s'inscrit dans une triple démarche collective, itérative et complémentaire en associant de nombreux acteurs du monde économique et académique.

Le Projet de formation proposé dans le cadre de ce dossier de réponse à l'AMI CMA Volet « dispositif de formation » s'inscrit dans la mise en œuvre, sur le territoire de l'Agglomération d'Auxerre et plus largement en BFC, d'une filière complète de formation dans le domaine de l'hydrogène et de ses usages. La méthodologie consistera à :

- Développer la qualité de formation initiale et continue avec une coloration de l'offre du niveau bac au bac + 5 sur l'Hydrogène.
- Moderniser les équipements pédagogiques avec des outils mutualisés entre les différents établissements de la filière hydrogène sur le territoire et positionnés sur les sites d'AUXR_Factory ou AUXR_Lab,
- Mettre en place un démonstrateur hydrogène stationnaire avec un acteur local de logement collectif dans la perspective du déploiement d'un cursus BUT Construction durable/Ville durable en 2023.

Le pilotage du projet sera porté par un Consortium dont la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois sera le chef de file opérationnel. Ce Consortium a vocation à fédérer les partenaires suivants :

- La CAA
- Le Pôle de Formation 58-89 et l'UIMM
- Les instances académiques (Lycée, IUT,...) en lien avec le Rectorat de Bourgogne,
- La région BFC,
- Les entreprises (EDF, Hynamics, Mc Phy, Dalkia, Enedis, Trandev, ...)

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- de répondre à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Compétences et métiers d'avenir » du PIA4,
- d'autoriser le Président à signer les documents et pièces pour concrétiser le projet.

N° 2022-190 – Accueil des étudiants en première année de médecine – Implantation à Auxerre

Rapporteur : Crescent MARAULT

La forte volonté de la communauté d'Agglomération d'Auxerre de :

- développer le nombre d'étudiants sur son territoire,
- faire d'Auxerre l'un des pôles universitaires importants de Bourgogne Franche Comté.

Le souhait d'accompagner le conseil départemental de l'Yonne dans sa volonté de constituer une politique publique de santé en mettant en œuvre son pacte santé 2022/2024 et notamment l'implantation en bi-site d'une première année de médecine dans l'Yonne dès septembre 2023.

Après accord de principe du doyen de la faculté de médecine de Dijon, il est proposé au conseil départemental de l'Yonne de répartir stratégiquement l'accueil des étudiants sur Sens et Auxerre.

Le pilotage du projet sera porté par le conseil départemental de l'Yonne en partenariat logistique négocié avec les collectivités locales d'accueil.

Les enjeux du projet sont :

- un enjeu de cohésion territoriale permettant d'accroître l'attractivité du territoire et de lutter contre la désertification médicale dans l'Yonne
- un enjeu de cohésion sociale en offrant aux étudiants la possibilité d'accéder aux études supérieures
- un enjeu de fidélisation des étudiants icaunais en médecine afin de les inciter à s'installer sur le territoire dès la fin de leurs études, en sensibilisant aux études de médecine via des partenariats avec les lycées et en valorisant le département et l'agglomération d'Auxerre.

Dans le cadre de ce projet l'agglomération d'Auxerre prend en charge :

- la recherche d'un local,
- sa mise à disposition
- son équipement (technique, mobiliers, informatiques etc)

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'implanter une première année de médecine dans l'Yonne et plus précisément à Auxerre,
- D'autoriser le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre du projet.



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-191 - Taxe foncière sur les propriétés non bâties – Exonération des terrains agricoles exploités selon un mode de production biologique

Rapporteur : Philippe VANTHEEMSCHE

Le Président de la Communauté expose les dispositions de l'article 1395 G du code général des impôts permettant au conseil communautaire d'exonérer de la taxe foncière, pendant une durée de cinq ans, sur les propriétés non bâties classées dans les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, huitième et neuvième catégories définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 lorsqu'elles sont exploitées selon le mode de production biologique prévu au règlement (CE) n° 834 / 2007 du Conseil, du 28 juin 2007, relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092 / 91.

L'exonération est applicable à compter de l'année qui suit celle au titre de laquelle une attestation d'engagement d'exploitation suivant le mode de production biologique a été délivrée pour la première fois par un organisme certificateur agréé. Elle cesse définitivement de s'appliquer à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle les parcelles ne sont plus exploitées selon le mode de production biologique.

Pour bénéficier de l'exonération, le propriétaire ou, si les propriétés concernées sont données à bail, le preneur adresse au service des impôts, avant le 1^{er} janvier de chaque année, la liste des parcelles concernées accompagnée du document justificatif annuel délivré par l'organisme certificateur agréé.

Selon les parcelles identifiées à ce jour, le montant de l'exonération est estimé à 10 000 € par an.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'exonérer de la taxe foncière sur les propriétés non bâties :
 - > classées dans les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, huitième et neuvième catégories définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908,
 - > exploitées selon le mode de production biologique prévu au règlement (CE) n° 834 / 2007 du Conseil, du 28 juin 2007, relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092 / 91.

N° 2022-192 - Charte locale pour la qualité de l'eau - Aide agricole à l'implantation de cultures intermédiaires hors obligation réglementaire

Rapporteur : Michaël TATON

La Communauté de l'Auxerrois a approuvé en 2020 la charte locale pour l'eau, pour les captages de la plaine du Saulce, des Boisseaux et de la plaine des Isles. Cette charte d'engagement volontaire s'adresse aux exploitants céréaliers, éleveurs, viticulteurs... qui exploitent des parcelles incluses dans les aires d'alimentation de ces captages.

Trente-trois agriculteurs sont actuellement signataires de la Charte Locale pour la qualité de l'eau potable.

Parmi les dispositions prévues dans la charte, figure l'implantation de couverts en intercultures avec des préconisations qui vont au-delà la réglementation actuelle. Ces cultures intermédiaires ont pour vocation de capter les nitrates.

Elles impliquent des charges supplémentaires (achat de mélanges de semences, semis, destruction avant semis de la culture principale) pour les exploitants signataires. Ces coûts supplémentaires sont évalués entre 90 et 100 €/hectares.

Afin d'accompagner ces changements et d'encourager l'implantation de ces couverts, la communauté d'agglomération de l'Auxerrois se propose de financer une partie de ces intercultures aux agriculteurs signataires de la charte locale pour l'eau potable pour la campagne 2022-2023 à hauteur de 50 €/hectares.

Ces aides relèvent du régime 1408/2013 dit de minimis agricole.

Une convention d'engagement individuelle, dont le modèle est joint en annexe, précise les conditions d'engagement.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer une subvention de 50 € /ha aux exploitants pour financer une partie des coûts d'implantation de couverts en intercultures selon les dispositions suivantes de la Charte Locale :
 - Semis d'un couvert contenant des crucifères (sauf si infestation de vivaces et ramassage/ broyage des cailloux) OU semis un colza après des légumineuses annuelles ou protéagineux, pour 50 % des surfaces concernées,
 - Semis d'un couvert après une culture de colza, dont la destruction intervient après le 15 septembre,
 - Semis d'un couvert entre 2 céréales à pailles d'hiver sur 1 parcelle de chaque exploitation de l'AAC (sauf pour les agriculteurs en bio),
- D'autoriser le Président à signer les conventions d'engagements,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe 2022 de l'eau potable, au compte 6742.



[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-193 - Pratiques culturales excluant les produits phytosanitaires de synthèse dans les parcelles cultivées à proximité immédiate des captages - Aide agricole

Rapporteur : Michaël TATON

Depuis sa création en 1998, la Communauté de l'Auxerrois a soutenu l'association pour la qualité de l'eau potable.

Certaines actions ont été financées grâce aux seules aides de la Communauté.

Parmi celles-ci, on trouve le versement d'une subvention aux agriculteurs exploitant à proximité immédiate du captage de la plaine du Saulce et de la plaine des Isles.

Cette subvention, d'un montant de 200 euros par hectare, était attribuée à un nombre restreint d'agriculteurs, compte tenu de la taille réduite du périmètre délimitant la zone d'influence directe du captage.

D'engagement volontaire, la subvention soutenait la mise en place de pratiques agricoles excluant tout produit phytosanitaire de synthèse.

Avec le transfert de l'animation agricole depuis mars 2022, il est proposé au conseil communautaire de poursuivre l'attribution de cette subvention. Elles concernent trois agriculteurs, pour une surface totale de 49,86 hectares.

Dossier	AAC	Surface (ha)	Montant
N° 1	Plaine des Isles	27,53	5 506 €
N° 2	Plaine du Saulce	15,3	3 060 €
N° 3	Plaine du Saulce	7,03	1 406 €
		49,86	9 972 €

Ces aides relèvent du régime 1408/2013 dit de minimis agricole.

Une convention d'engagement individuelle, dont le modèle est joint en annexe, détaille les conditions d'engagement.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De soutenir financièrement les agriculteurs s'engageant dans des pratiques agricoles excluant tout produit phytosanitaire de synthèse dans les zones les plus à risque à proximité des captages d'eau potable de la plaine du Saulce et de la plaine des Isles,
- D'autoriser le Président à signer les conventions d'engagements,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe 2022 de l'eau potable, au compte 6742.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-194 - Service Public d'Eau Potable - Avenant n° 10 au contrat d'Affermage passé avec la société Suez

Rapporteur : Michaël TATON

Dans sa délibération n° 2021-116 du 24 juin 2021 le Conseil communautaire a approuvé le principe d'un mode de gestion concessif pour le Service Public d'Eau Potable à compter du 1^{er} juillet 2023.

Le contrat d'affermage pour la gestion du Service Public d'Eau Potable sur le territoire de la Communauté de l'auxerrois, sauf pour Escamps et Chitry le Fort, a une date d'échéance fixé au 30 septembre 2022. Son titulaire est la société Suez.

Aussi, pour assurer la continuité du Service Public d'Eau Potable sur ce périmètre entre le 1^{er} octobre 2022 et le 30 juin 2023, il est nécessaire de prolonger le contrat d'affermage dans le cadre d'un avenant n°10.

Cette prolongation aura notamment pour conséquence :

- De définir le nombre de renouvellement des branchements en plomb à 1469 pour la durée du contrat,
- De fixer pour la période de prolongation de 9 mois :
 - o le fond de travaux Canalisations et branchements à 126 000 € HT,
 - o la dotation du plan technique de renouvellement à 39 267 € HT
 - o la dotation du Gros Entretien de Renouvellement à 26 887 € HT

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'accepter et d'appliquer les modifications détaillées dans l'avenant n° 10 au contrat de Délégation de Service Public d'Eau Potable avec la société Suez Eau France,
- D'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 10 précité et tout acte nécessaire à l'exécution de cette délibération.

Avis de la Commission de délégation de service public du 14.09.22 : Favorable

N° 2022-195 - Service public d'eau potable - Rapport annuel sur le prix et la qualité

Rapporteur : Michaël TATON

En application de l'article 73 de la loi du 2 février 1995, repris dans l'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, le président doit présenter au Conseil communautaire un rapport annuel sur le prix et la qualité du service pour les services publics d'eau potable et d'assainissement.

Il a pour objectifs de fournir des informations permettant d'apprécier la qualité de gestion du service public, ses évolutions et ses facteurs explicatifs. Il vise également à assurer une plus grande transparence sur la gestion du service public vis-à-vis des usagers, et à inciter de ce fait à une meilleure maîtrise des coûts de ce service.

Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Le Conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement.

Dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le Maire présente au Conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés.

Le rapport relatif au service public d'eau potable est en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte du rapport.

N° 2022-196 - Service Public d'Assainissement Collectif – Convention financière avec le Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne pour une extension de ligne électrique nécessaire à la Station d'Épuration de Chitry-Le-Fort - Etude d'extension

Rapporteur : Pascal BARBERET

Dans le cadre de la réalisation de la station d'épuration de Chitry-Le-Fort, il est nécessaire d'étendre le réseau électrique.

A cette fin, il convient de passer une convention avec le Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne (SDEY) qui réalisera les travaux.

Cette convention a pour objet de définir les conditions d'études, réalisées par le SDEY sur la commune de Chitry-Le-Fort. Elle indique l'estimation financière des travaux et la part à la charge de la Communauté de l'Auxerrois. Ces éléments sont donnés ci-dessous :

Type de travaux	Montant €TTC	Montant €HT	TVA	Part du SDEY (30%) €HT	Part de la Communauté de l'Auxerrois (70 %) €HT
Basse tension	5 432,72	4 527,27	905,45	1 629,82	3 802.91

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- d'autoriser le Président à signer la convention financière avec le SDEY jointe en annexe,
- de dire que les crédits nécessaires à ces travaux sont inscrits au budget annexe d'assainissement collectif,



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-197 - Service Public d'Assainissement - Pénalité financière prévue par l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique

Rapporteur : Pascal BARBERET

A la suite de travaux de création, d'extension ou de mise en séparatif de réseaux d'assainissement, certains riverains ou usagers du Service Public d'assainissement collectif refusent de mettre en conformité leur installation d'assainissement conformément à la réglementation et malgré les aides éventuelles de l'Agence de l'eau.

Pour les contrôles et la mise aux normes des installations d'assainissement non collectif dans les temps réglementaires, il en est de même.

Aussi, il est proposé d'appliquer les possibilités de l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique dans son aspect le plus strict. Cet article prévoit :

- Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1 du code de la Santé Publique, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil communautaire dans la limite de 400 %.

- Cette somme n'est pas recouvrée si les obligations de raccordement prévues aux mêmes articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1 sont satisfaites dans un délai de douze mois à compter de la date d'envoi de la notification de la pénalité.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De fixer le montant de la pénalité financière prévue par l'article L.1331-8 du code de la santé Publique, au montant de la redevance majorée de 400 %,
- De donner au Président le pouvoir de poursuivre l'exécution de la présente délibération en prenant toutes dispositions nécessaires



[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-198 - Service Public d'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune d'Appoigny - Avenant n°3 au contrat d'Affermage passé avec la société BERTRAND

Rapporteur : Pascal BARBERET

Dans sa délibération n°2021-107 du 24 juin 2021 le Conseil communautaire a approuvé le principe d'un mode de gestion concessif pour le Service Public d'Assainissement Collectif à compter du 1^{er} juillet 2023.

Le contrat d'affermage pour la gestion du Service Public de l'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune d'APPOIGNY, a une date d'échéance fixé au 31 décembre 2022. Son titulaire est la société BERTRAND.

Aussi, pour assurer la continuité du Service Public de l'Assainissement collectif sur ce périmètre entre le 1^{er} janvier 2023 et le 30 juin 2023, il est nécessaire de prolonger le contrat d'affermage dans le cadre d'un avenant n° 3.

Cette prolongation aura notamment pour conséquence :

- De fixer pour la période de prolongation de 6 mois une augmentation du chiffre d'affaire initial de 7 %,

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'accepter et d'appliquer les modifications détaillées dans l'avenant n° 3 au contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement sur le territoire de la commune d'APPOIGNY avec la société BERTRAND,
- D'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 3 précité et tout acte nécessaire à l'exécution de cette délibération.

Avis de la Commission de délégation de service public du 14.09.22 : Favorable



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-199 - Service Public d'Assainissement Collectif sur le territoire de la ville d'Auxerre– Avenant n° 5 au contrat d'Affermage passé avec la société VEOLIA

Rapporteur : Pascal BARBERET

Dans sa délibération n° 2021-107 du 24 juin 2021 le Conseil communautaire a approuvé le principe d'un mode de gestion concessif pour le Service Public d'Assainissement Collectif à compter du 1^{er} juillet 2023.

Le contrat d'affermage pour la gestion du Service Public de l'Assainissement Collectif sur le territoire de la ville d'Auxerre, a une date d'échéance fixé au 31 décembre 2022. Son titulaire est la société VEOLIA.

Aussi, pour assurer la continuité du Service Public de l'Assainissement Collectif sur ce périmètre entre le 1^{er} janvier 2023 et le 30 juin 2023, il est nécessaire de prolonger le contrat d'affermage dans le cadre d'un avenant n° 5.

Cette prolongation aura notamment pour conséquence :

- De fixer pour la période de prolongation de 6 mois une augmentation du chiffre d'affaire initial de 6.1 %

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'accepter et d'appliquer les modifications détaillées dans l'avenant n° 5 au contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement Collectif sur le territoire de la ville d'Auxerre avec la société VEOLIA,
- D'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 5 précité et tout acte nécessaire à l'exécution de cette délibération.

Avis de la Commission de délégation de service public du 14.09.22 : Favorable



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-200 - Service Public d'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune de Gurgy– Avenant n° 3 au contrat d'Affermage passé avec la société BERTRAND

Rapporteur : Pascal BARBERET

Dans sa délibération n°2021-107 du 24 juin 2021 le Conseil communautaire a approuvé le principe d'un mode de gestion concessif pour le Service Public d'Assainissement Collectif à compter du 1^{er} juillet 2023.

Le contrat d'affermage pour la gestion du Service Public de l'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune de GURGY a une date d'échéance fixé au 31 décembre 2022. Son titulaire est la société BERTRAND.

Aussi, pour assurer la continuité du Service Public de l'Assainissement Collectif sur ce périmètre entre le 1^{er} janvier 2023 et le 30 juin 2023, il est nécessaire de prolonger le contrat d'affermage dans le cadre d'un avenant n°3.

Cette prolongation aura notamment pour conséquence :

- De fixer pour la période de prolongation de 6 mois une augmentation du chiffre d'affaires initial de 7 %

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'accepter et d'appliquer les modifications détaillées dans l'avenant n° 3 au contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune de GURGY avec la société BERTRAND.
- D'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 3 précité et tout acte nécessaire à l'exécution de cette délibération.

Avis de la Commission de délégation de service public du 14.09.22 : Favorable



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-201 - Service Public d'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune de Monéteau – Avenant n° 4 au contrat d'Affermage passé avec la société BERTRAND

Rapporteur : Pascal BARBERET

Dans sa délibération n°2021-107 du 24 juin 2021 le Conseil communautaire a approuvé le principe d'un mode de gestion concessif pour le Service Public d'Assainissement Collectif à compter du 1^{er} juillet 2023.

Le contrat d'affermage pour la gestion du Service Public de l'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune de MONETEAU a une date d'échéance fixé au 31 décembre 2022. Son titulaire est la société BERTRAND.

Aussi, pour assurer la continuité du Service Public de l'Assainissement Collectif sur ce périmètre entre le 1^{er} janvier 2023 et le 30 juin 2023, il est nécessaire de prolonger le contrat d'affermage dans le cadre d'un avenant n° 4.

Cette prolongation aura notamment pour conséquence :

- De fixer pour la période de prolongation de 6 mois une augmentation du chiffre d'affaire initial de 6.96%

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'accepter et d'appliquer les modifications détaillées dans l'avenant n° 4 au contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement sur le territoire de la commune de Monéteau avec la société BERTRAND,
- D'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 4 précité et tout acte nécessaire à l'exécution de cette délibération.

Avis de la Commission de délégation de service public du 14.09.22 : Favorable



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-202 - Service Public d'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune de Perrigny– Avenant n° 2 au contrat d'Affermage passé avec la société BERTRAND

Rapporteur : Pascal BARBERET

Dans sa délibération n°2021-107 du 24 juin 2021 le Conseil communautaire a approuvé le principe d'un mode de gestion concessif pour le Service Public d'Assainissement Collectif à compter du 1^{er} juillet 2023.

Le contrat d'affermage pour la gestion du Service Public de l'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune de PERRIGNY a une date d'échéance fixé au 31 décembre 2022. Son titulaire est la société BERTRAND.

Aussi, pour assurer la continuité du Service Public de l'Assainissement Collectif sur ce périmètre entre le 1^{er} janvier 2023 et le 30 juin 2023, il est nécessaire de prolonger le contrat d'affermage dans le cadre d'un avenant n°2.

Cette prolongation aura notamment pour conséquence :

- De fixer pour la période de prolongation de 6 mois une augmentation du chiffre d'affaires initial de 7.13%

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'accepter et d'appliquer les modifications détaillées dans l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public de l'Assainissement Collectif sur le territoire de la commune de Perrigny avec la société BERTRAND,
- D'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°2 précité et tout acte nécessaire à l'exécution de cette délibération.

Avis de la Commission de délégation de service public du 14.09.22 : Favorable



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-203 - Service Public d'Assainissement Collectif - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service

Rapporteur : Pascal BARBERET

En application de l'article 73 de la loi du 2 février 1995, repris dans l'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, le président doit présenter au Conseil communautaire un rapport annuel sur le prix et la qualité du service pour les services publics d'eau potable et d'assainissement.

Il a pour objectifs de fournir des informations permettant d'apprécier la qualité de gestion du service public, ses évolutions et ses facteurs explicatifs. Il vise également à assurer une plus grande transparence sur la gestion du service public vis-à-vis des usagers, et à inciter de ce fait à une meilleure maîtrise des coûts de ce service.

Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Le Conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement.

Dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le Maire présente au Conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés.

Le rapport relatif au service public d'assainissement collectif est en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte du rapport.

N° 2022-204 - Service public d'assainissement non collectif - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service

Rapporteur : Pascal BARBERET

En application de l'article 73 de la loi du 2 février 1995, repris dans l'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, le président doit présenter au Conseil communautaire un rapport annuel sur le prix et la qualité du service pour les services publics d'eau potable et d'assainissement.

Il a pour objectifs de fournir des informations permettant d'apprécier la qualité de gestion du service public, ses évolutions et ses facteurs explicatifs. Il vise également à assurer une plus grande transparence sur la gestion du service public vis-à-vis des usagers, et à inciter de ce fait à une meilleure maîtrise des coûts de ce service.

Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Le Conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement.

Dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le Maire présente au Conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés.

Le rapport relatif au service public d'assainissement non collectif est en annexe.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte du rapport.



N° 2022-205 - Service public de transport – Choix du mode de gestion

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

Créée en 2011 par arrêté préfectoral du 16 décembre 2010, la Communauté de l'Auxerrois est l'autorité organisatrice de mobilité sur son territoire – regroupant vingt-neuf (29) communes – conformément aux dispositions issues de l'article L. 1231-1 et suivants du code des transports.

Pour assurer l'exercice de cette compétence, la Communauté de l'Auxerrois a confié, le 1^{er} septembre 2018, l'exploitation du service de transport à la société Transdev Auxerrois (filiale du Groupe Transdev) dans le cadre d'une délégation de service public – dont le terme, initialement prévu au 31 août 2023, a pour projet d'être porté au 31 décembre 2023.

Conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du CGCT, le présent rapport a pour objet d'éclairer le Conseil communautaire sur les modes de gestion possibles pour l'exploitation du réseau de bus de l'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2024 et de lui permettre de se prononcer sur le mode de gestion le plus approprié.

Selon les dispositions des articles L. 1411-4 et L. 1413-1 du CGCT, le Conseil communautaire doit se prononcer sur le principe de toute délégation de service public après avoir recueilli l'avis de la CCSPL au vu d'un rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

Le présent document a ainsi pour objet de permettre au Conseil communautaire de se prononcer sur le principe du recours à la délégation de service public pour l'exploitation du transport en commun sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois et de recueillir l'avis préalable de la CCSPL.

Ceci étant exposé, il est présenté dans ce rapport :

- La présentation et le bilan de l'actuel contrat ;
- Les objectifs poursuivis pour le nouveau service ;
- La justification du choix du mode de gestion ;
- Les principales caractéristiques du projet de délégation de service public ;

PRESENTATION ET BILAN DE L'ACTUEL CONTRAT

Le service tel qu'il est actuellement exploité comprend :

- Un réseau urbain avec une navette de centre-ville électrique gratuite, une ligne forte hydrogène, deux lignes de maillages urbaines, trois lignes suburbaines, une ligne interurbaine et cinq lignes scolaires ;
- Un réseau périurbain avec cinquante circuits scolaires, un service de transport à la demande ;
- Un service de location de 60 vélos à assistance électrique, 25 vélos classiques et 15 trottinettes électriques.

Il ressort notamment de cette exploitation, d'une part, un usage faible, majoritairement urbain et scolaire et, d'autre part, un problème de structuration du réseau (avec des lignes trop courtes induisant

des ruptures de charges et une baisse de la productivité interne de l'offre). Le taux de couverture des dépenses par les recettes est par ailleurs nettement inférieur à la moyenne des agglomérations de taille équivalente.

Le réseau représente 1 547 000 km totaux en propre dont 84% de km commerciaux et 16% de km haut-le-pied. Le service est assuré grâce à 51 salariés de Transdev Auxerrois et 36 véhicules. Le réseau accueille environ 1 651 000 voyages par an, soit une moyenne de 4 550 voyages/jour (5 300 voyages/jour en 2019).

L'exploitation des 350 000 km du réseau péri-urbain et principalement scolaire est sous-traitée par Transdev à trois transporteurs locaux y affectant 36 véhicules.

Le coût d'exploitation annuel de ce réseau est de 7,4 millions d'euros, intégralement financé par le versement d'un forfait de charges (FC). Les recettes, d'environ 930 000 euros, sont intégralement reversées par le Délégué à la Communauté de l'Auxerrois. Le taux de couverture des dépenses par les recettes est de 12,5%, ce qui est nettement inférieur à la moyenne des agglomérations de taille équivalente (18,8%). Les titres principaux commercialisés sont les suivants : ticket à l'unité (1,50€), carnet de 10 tickets (11€), abonnements mensuels tout public (30€) ou moins de 26 ans (20€).

OBJECTIFS POUR LE NOUVEAU SERVICE

En conséquence et dans le contexte du renouvellement de l'exploitation du service public de transport, la Communauté de l'Auxerrois souhaite améliorer la performance du réseau via l'accomplissement des objectifs suivants :

- Améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande par l'adaptation du réseau de bus et la mise en place de services adaptés aux zones peu denses ;
- Améliorer le service de transport à la demande (TAD) ;
- Augmenter l'attractivité du service afin d'en développer l'usage ;
- Optimiser le coût d'exploitation ;
- Maintenir la productivité de la tarification ;
- Verdir la flotte de véhicules.

Par ailleurs, afin de garantir l'autonomie de la Communauté de l'Auxerrois dans l'organisation du service public de transport et ne pas dépendre d'un opérateur et maîtriser les biens nécessaires à l'exploitation, la Communauté de l'Auxerrois entend se doter d'un centre d'exploitation de bus ; investissement évalué à hauteur de 10 millions d'euros.

Le choix du mode de gestion devra notamment respecter les prérequis suivants :

- Au regard de la complexité et de la technicité requise d'une part et d'autre part de l'interdépendance des différents objectifs décrits (construction dépôt, verdissement, restructuration du service, exploitation), le mode de gestion devra garantir un opérateur unique pour les opérations de conception, réalisation et exploitation du service ;
- Au regard du besoin de conserver des capacités de financement pour d'autres projets de la Communauté de l'Auxerrois structurants pour le territoire ; et compte tenu du volume des investissements nécessaires à l'atteinte des objectifs du service public de transport, le mode de gestion devra minimiser la charge financière annuelle pour la Communauté de l'Auxerrois.

JUSTIFICATION DU CHOIX DU MODE DE GESTION

Le recours à une gestion directe paraît devoir être écarté dès lors qu'elle ne permettrait pas de répondre aux besoins de la Communauté de l'Auxerrois, laquelle souhaiterait notamment pouvoir bénéficier d'un opérateur économique unique et ne pas porter la charge des investissements.

Le recours à une gestion externalisée paraît devoir être écarté dès lors qu'elle ne permettrait pas de répondre aux besoins de la Communauté de l'Auxerrois, laquelle souhaiterait ne pas avoir à porter la charge des investissements.

Le seul montage adapté paraît porter sur une gestion déléguée, via le recours à une délégation de service public. Les contrats de délégation de service public permettent donc à une personne publique de confier (i) la réalisation d'ouvrages et/ou (ii) la gestion d'un service, notamment public, à un tiers qui en assurera la gestion et l'exploitation et qui supportera un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La délégation de service public se caractérise donc par trois éléments :

- Le lien unissant le concédant au délégataire doit être nécessairement contractuel ;
- Le délégataire doit être chargé de la gestion et de l'exploitation d'un service public et, le cas échéant, de la réalisation d'ouvrages nécessaires à son exploitation ;
- Le délégataire doit nécessairement supporter un risque d'exploitation.

PRESENTATION DES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DES PRESTATIONS QUE DEVRA ASSURER LE DELEGATAIRE

Le contrat envisagé est donc un contrat de délégation de service public qui confie au délégataire la conception, le financement, la construction d'un dépôt de bus et l'exploitation du réseau de transport sur le périmètre de la Communauté de l'Auxerrois, à ses risques et périls.

Pendant toute la durée du contrat, l'autorité concédante exerce un contrôle permanent sur les conditions de son exécution, et sur le respect par le délégataire de ses obligations.

Les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, dans le cadre du contrat sont présentées ci-dessous.

OBJECTIFS

Dans le cadre du contrat envisagé, les objectifs fixés au futur délégataire seront les suivants :

- Améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande par l'adaptation du réseau de bus et la mise en place de services adaptés aux zones peu denses ;
- Améliorer le service de transport à la demande (TAD) ;
- Augmenter l'attractivité du service afin d'en développer l'usage ;
- Concevoir et exploiter un centre de maintenance pour les bus et autocars ;
- Optimiser le coût d'exploitation ;
- Maintenir la productivité de la tarification ;
- Verdir la flotte de véhicules.

DUREE

La durée du contrat tient compte de la nature et de l'étendue des prestations confiées au délégataire, ainsi que de la charge des travaux contractuellement prévus conformément aux dispositions définies à l'article L.1411-2 du CGCT.

Le contrat sera conclu pour une durée de huit ans.

MISSIONS DU DELEGATAIRE

Le délégataire supportera :

- Le risque industriel, lié à la construction du dépôt de bus et à la nécessité de maintenir la continuité du service ;
- Le risque commercial, lié à la réalité des recettes perçues par rapport aux recettes prévisionnelles ;
- La responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de la mise en œuvre des travaux et de l'exploitation du service.

Dans le cadre du contrat qui sera signé entre les deux parties, le futur délégataire aura à sa charge les missions suivantes :

- La constitution d'une société dédiée à l'exploitation du réseau de transport ;
- L'exploitation du réseau de transport et du dépôt de bus ;
- La conception, le financement et la réalisation des travaux de construction du dépôt de bus ;
- L'établissement des dossiers administratifs nécessaires à la réalisation des travaux et l'obtention des autorisations.
- Le financement de la totalité des travaux, lequel peut inclure le versement par la Communauté de l'Auxerrois d'une subvention d'investissement ;
- La perception des recettes auprès des usagers (mandat d'encaissement) ;
- Le soin de supporter l'ensemble des charges directement liées à l'exécution du contrat dans le respect des normes comptables, fiscales et réglementaires en vigueur ;
- La mise en place d'une organisation interne adaptée à la consistance du service (fonctions supports, exploitation, maintenance, direction, etc.) ;
- La mise en œuvre d'une politique de marketing et de communication (y compris via internet et des applications mobile) pour développer la fréquentation, en lien avec la Communauté de l'Auxerrois ;
- Le contrôle du bon état du mobilier urbain fourni par la Communauté de l'Auxerrois, la mise en œuvre des poteaux d'arrêts et de la signalétique concourant à l'information et au confort des voyageurs
- La mise en œuvre, la maintenance et le développement de la billettique et plus largement des moyens de paiement et d'accès aux services ;
- La mise en œuvre des modalités adaptées d'informations voyageurs et leur amélioration en cours d'exécution du contrat ;
- La mise à disposition, l'entretien et la surveillance d'un dépôt destiné au matériel roulant affecté à l'exploitation du service ;
- Le soin d'assumer un niveau optimal de qualité de service pour les usagers tout au long du contrat et d'assurer le suivi de la qualité ;
- Le renouvellement du parc des bus dans le respect de la politique de verdissement du parc de la Communauté de l'Auxerrois ;
- L'entretien et la maintenance du matériel roulant ;
- Le soin d'apporter à la Communauté de l'Auxerrois son conseil et son expertise pour améliorer le réseau de transport au cours de l'exécution du contrat ;
- La production pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois de l'ensemble des informations de suivi de l'activité permettant le contrôle de la Communauté via la production d'un rapport annuel et de toute information prévue au contrat (dont tableaux de bord de suivi).

CONDITIONS FINANCIERES

La rémunération financière du Déléгатaire sera versée sous forme d'un forfait de charges. Les recettes seront perçues par le Déléгатaire pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois et lui seront intégralement reversées. Le Déléгатaire s'engage sur un niveau de charges et de recettes à travers son Compte d'Exploitation Prévisionnel (CEP) et porte le risque lié à la dérive de ses charges et à l'insuffisance des recettes collectées.

Les investissements à la charge du Déléгатaire nets d'une éventuelle subvention d'investissement seront intégrés au CEP sous la forme de dotations aux amortissements. A la fin du Contrat, si tous les biens ne sont pas intégralement amortis, la Communauté de l'Auxerrois se réserve le droit de les reprendre à leur valeur nette comptable. Il s'agit notamment pour la Communauté de disposer du futur centre d'exploitation en fin de contrat.

Un mécanisme d'intéressement pourra être mis en place dans le cas où les recettes perçues sont supérieures à l'engagement de recettes du Déléгатaire. Un système de pénalités sera appliqué pour que le Déléгатaire ne commette aucun manquement.

CONTROLE DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

Le délégataire sera soumis à des procédures de contrôle permettant à la Communauté de l'Auxerrois de s'assurer que les obligations mises à sa charge sont respectées. Il aura notamment l'obligation d'informer la Communauté de l'Auxerrois de tout dysfonctionnement concernant la gestion du service, de son fait ou non.

Le non-respect de ces obligations pourra faire l'objet de pénalités prévues au contrat, sans préjudice de mesures coercitives (mise en régie ; déchéance).

Le délégataire devra fournir régulièrement, dans des conditions qui seront définies, à la Communauté de l'Auxerrois toutes les informations de nature à lui permettre d'exercer son contrôle, en particulier en produisant annuellement le Rapport Annuel du Déléгатaire (RAC) dont le contenu sera détaillé dans le dossier de consultation, ainsi qu'un rapport sur la qualité du service.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De se prononcer en faveur du principe de délégation de service public local de transport au vu du rapport ci-joint présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

Avis de la commission consultative des services publics locaux du 15.09.022 : Favorable (4 voix pour et 1 abstention)



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-206 - Délégation du service public de transport – Création de la Commission de délégation de service public

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

Dans l'hypothèse du renouvellement de la délégation de service public de transport comme de sa modification éventuelle, il convient de procéder à l'élection de la commission de délégation de service public, conformément à l'article L1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

Cette commission aura pour rôle d'analyser les dossiers de candidature et de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Elle devra par suite se prononcer pour avis sur les offres remises par les soumissionnaires et, le cas échéant, autoriser l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public à organiser librement une négociation.

Conformément aux dispositions de l'article L1411-6 du Code précité, elle se prononcera pour avis sur tout avenant aux conventions existantes en la matière qui entraînerait une augmentation de leur montant global supérieure à 5 %.

Cette commission est composée de 5 membres titulaires et de 5 membres suppléants élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Elle est présidée par le Président ou son représentant désigné par arrêté. Le comptable de la collectivité et le représentant des services de la concurrence y siègent avec voix consultative.

Christophe Bonnefond présidera la commission en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président.

TITULAIRES	SUPLÉANTS
Magloire SIOPATHIS	Chrystelle EDOUARD
Daniel CRENE	Arminda GUIBLAIN
Nordine BOUCHROU	Céline BÄHR
Emilie LAFORGE	Philippe VANTHEEMSCHE
Un conseiller d'opposition	Un conseiller d'opposition

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De désigner les membres ci-dessus pour siéger à la commission de la commission de délégation de service public de transport.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-207 - Haltes nautiques – Convention d'occupation du domaine public fluvial avec Voies Navigables de France

Rapporteur : Odile MALTOFF

Depuis le 1^{er} janvier 2020, de nouvelles compétences facultatives ont été ajoutées aux statuts de la Communauté de l'auxerrois en matière de « création, aménagement, entretien et gestion des installations portuaires sur les voies d'eau traversant la Communauté de l'auxerrois dont les haltes nautiques ».

De fait, la Communauté de l'auxerrois conventionne avec Voies navigables de France afin d'organiser l'occupation temporaire du domaine public fluvial sur le périmètre des haltes nautiques de l'agglomération. Les communes concernées sont les suivantes : Gurgy, Monéteau, Auxerre, Vaux, Vincelles, Champs-sur-Yonne et Saint-Bris-le-Vineux. La redevance annuelle s'élève 8864.38 euros. Cette convention autorise la Communauté de l'auxerrois à réaliser d'une part des travaux d'aménagement sur les haltes nautiques et d'autre part à sous louer une partie du ponton et plan d'eau de la halte nautique de Gurgy à Monsieur Rousseau sous certaines conditions.

La Communauté de l'auxerrois pourra ainsi mettre en place un schéma d'aménagement des haltes nautiques nécessaire au développement du tourisme fluvial dans l'agglomération. Les plaisanciers doivent bénéficier d'un maillage cohérent sur le linéaire : halte nautique, port de plaisance et simple aire de stationnement. Rappelons que le canal du nivernais est le 2eme canal le plus fréquenté de France. Il accueille des péniches-hôtels, bateaux de location et plaisanciers privés à la recherche de services sur le linéaire. Ces aménagements doivent considérer l'ensemble des usages ; bateau, vélo, camping-car et randonneurs.

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président de la Communauté de l'auxerrois à signer la convention annexée à la présente délibération,
- D'autoriser le Président de la Communauté de l'auxerrois de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération,
- D'autoriser le Président à réaliser les travaux d'aménagement autorisés par VNF dans le cadre de la Stratégie de développement touristique.

N° 2022-208 - Activité de barbecue sur l'eau à Gurgy - Convention de sous-occupation du Domaine Public Fluvial

Rapporteur : Odile MALTOFF

La Communauté de l'auxerrois exerce les compétences déterminées par la loi et celles ayant été définies d'intérêt communautaire. Depuis le 1er janvier 2020, de nouvelles compétences facultatives ont été ajoutés aux statuts de la Communauté de l'auxerrois en matière de « création, aménagement, entretien et gestion des installations portuaires sur les voies d'eau traversant la Communauté de l'auxerrois dont les haltes nautiques ».

Dès lors, la Communauté de l'auxerrois a signé une convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial avec Voies navigables de France sur le périmètre des haltes nautiques de l'agglomération.

La SASU Barbecue sur l'eau représentée par Monsieur Charles Rousseau souhaite installer une nouvelle activité économique sur la halte de nautique de Gurgy. Monsieur Rousseau dispose de deux embarcations motorisées sans permis de 6 places qu'il désire amarrer au ponton de la halte de Gurgy afin de proposer des balades et barbecues sur l'eau durant la période estivale.

La SASU Barbecue sur l'eau souhaite sous-occuper une partie du Domaine Public Fluvial située en rive Droite de l'Yonne en vue de l'installation d'une activité économique sur une partie du ponton appartenant à l'agglomération auxerroise. L'emprise de la Convention d'Occupation Temporaire est principalement constituée d'une partie à l'extrémité nord du ponton pour 6m², d'un bollard et d'une surface de 20m² du plan d'eau. Les constructions et aménagements ne sont pas autorisés.

L'emplacement autorisé sera uniquement réservé aux stationnements des deux bouées barbecue. L'hivernage n'est pas autorisé sur les pontons. L'occupant s'engagera par convention à verser à l'agglomération auxerroise une redevance annuelle d'un montant de 537,56 euros pour la durée de la convention. La convention prend fin le 31 mars 2024.

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'abroger la délibération n° 2022-142 du 30 juin 2022,
- D'autoriser l'activité « Barbecue sur l'eau » à sous-occuper une partie du domaine public fluvial confiée à la Communauté de l'auxerrois,
- D'autoriser le Président de la Communauté de l'auxerrois à signer la convention annexée à la présente délibération,
- D'autoriser le Président de la Communauté de l'auxerrois de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-209 - Fête des vendanges de Montmartre - Convention de partenariat avec la Mairie du 18^e arrondissement de Paris

Rapporteur : Odile MALTOFF

La nouvelle stratégie de développement touristique de la Communauté de l'auxerrois adoptée en Conseil des maires le 26 avril 2022 place le développement de l'œnotourisme comme l'un de ses axes principaux. En effet, le terroir exceptionnel du Grand Auxerrois et sa proximité avec Chablis rendent évident le développement d'un tourisme orienté vers la découverte de la vigne, des paysages de l'Auxerrois et de la rencontre avec les vignerons.

Ainsi, la Communauté d'agglomération organise l'évènement Fleurs de vigne sur les quais d'Auxerre afin de mettre en valeur tous les cépages icaunais. La 10^e édition organisée le 22 mai 2022 a rassemblé 40 vignerons pour une journée basée sur le partage et la découverte des vins locaux.

Fort de ce succès, la Communauté d'agglomération souhaite aller plus loin dans la promotion de son riche patrimoine viticole. La Mairie du 18^e arrondissement de Paris célèbre depuis 1934 la nouvelle cuvée de ses vignes avec la fête des vendanges de Montmartre. Cet évènement disséminé dans tous les quartiers de l'arrondissement rassemble près de 500 000 visiteurs lors de chaque édition.

L'édition 2022 aura lieu du 5 au 9 octobre. La Communauté d'agglomération souhaite devenir partenaire de l'opération afin de promouvoir les vins de l'auxerrois auprès d'un large public. Cette opération permettrait aux vignerons ayant participé à la dernière édition de Fleurs de vigne de toucher un potentiel de clients/touristes très important. Cette clientèle parisienne vivant à moins de 2h d'Auxerre est l'une des clientèles principalement visées dans la nouvelle stratégie de développement touristique.

Le budget de cette opération est de 20 400 euros à la charge de la Communauté de l'auxerrois.

Ce montant pourra être minoré en fonction des décisions des organismes financeurs sollicités, notamment l'Office de tourisme de Chablis.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'abroger la délibération n° 2022-141 du 30 juin 2022,
- D'autoriser le Président à signer la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget à l'article ECO – 95 – 65737 – TOUR.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-210 - Fête des vendanges de Montmartre - Convention de partenariat avec l'Office de Tourisme de Chablis

Rapporteur : Odile MALTOFF

La nouvelle stratégie de développement touristique de la Communauté de l'auxerrois adoptée en Conseil des maires le 26 avril 2022 place le développement de l'œnotourisme comme l'un de ses axes principaux. En effet, le terroir exceptionnel du Grand Auxerrois et sa proximité avec Chablis rendent évident le développement d'un tourisme orienté vers la découverte de la vigne, des paysages de l'Auxerrois et de la rencontre avec les vignerons.

Ainsi, la Communauté d'agglomération organise l'évènement Fleurs de vigne sur les quais d'Auxerre afin de mettre en valeur tous les cépages icaunais. La 10^e édition organisée le 22 mai 2022 a rassemblé 40 vignerons pour une journée basée sur le partage et la découverte des vins locaux.

Fort de ce succès, la Communauté d'agglomération souhaite aller plus loin dans la promotion de son riche patrimoine viticole. La Mairie du 18^e arrondissement de Paris célèbre depuis 1934 la nouvelle cuvée de ses vignes avec la fête des vendanges de Montmartre. Cet évènement disséminé dans tous les quartiers de l'arrondissement rassemble près de 500 000 visiteurs lors de chaque édition.

L'édition 2022 aura lieu du 5 au 9 octobre. La Communauté d'agglomération souhaite devenir partenaire de l'opération afin de promouvoir les vins de l'auxerrois auprès d'un large public. Cette opération permettrait aux vignerons ayant participé à la dernière édition de Fleurs de vigne de toucher un potentiel de clients/touristes très important. Cette clientèle parisienne vivant à moins de 2h d'Auxerre est l'une des clientèles principalement visées dans la nouvelle stratégie de développement touristique.

Le budget de cette opération est de 20 400 euros.

Dans le cadre des opérations de collaboration avec Chablis pour la promotion du territoire, l'Office de Tourisme de Chablis souhaite être un partenaire de l'Agglomération Auxerroise et souhaite s'engager financièrement à l'opération.

Ainsi, La communauté d'Agglomération s'engage à prendre en charge le paiement de 20 400 euros à l'Organisateur ainsi qu'à solliciter des subventions auprès d'organismes potentiellement co-financeurs.

La SPL Office de Tourisme Chablis, Cure, Yonne & Tonnerrois s'engage, quant à elle, à prendre en charge la moitié des frais restant à charge, une fois les subventions déduites, pour un montant maximum de 7 500 euros.

Les modalités pratiques de cette prise en charge sont renseignées dans la convention en annexe de la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président à signer la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- D'autoriser le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-211 - Association France Victimes 89 - Convention de partenariat dans le cadre de la Politique de la Ville

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

France Victimes 89 a pour objet d'apporter, gratuitement et de manière confidentielle, une aide juridique et psychologique à toute personne qui s'estime victime d'une infraction à caractère pénal, à n'importe quel moment de la procédure (de la commission de l'infraction au recouvrement des dommages et intérêts).

Le pôle Victimes de l'association ADAVIRS, appelé France Victimes 89, a pu démontrer son efficacité notamment pendant cette période de crise sanitaire.

En 2021, l'association a respecté ses engagements vis à vis de la collectivité.

En effet, elle a

- mis en place des permanences les vendredis au sein des 5 Espaces d'Accueils et d'Animations de la ville d'Auxerre et sur les communes d'Appoigny et Augy au sein de leurs Maisons des Services Publics
- formé 16 personnes des EAA des Rosoirs et de Saint Siméon.

Dans le cadre de cette convention 2022, l'association s'engage donc à :

- mettre en place des permanences sur d'autres communes de l'agglomération et d'assurer la formation des agents d'accueil
- continuer de former les équipes des EAA en l'occurrence des quartiers de Sainte-Geneviève, Rive-Droite et des Piedalloues de la ville d'Auxerre
- lancer des questionnaires de satisfaction auprès des habitants sur les permanences mises en place.

La convention est prévue pour la période de septembre 2022 à septembre 2023.

Il est proposé d'apporter un soutien financier à France Victimes 89 à hauteur de **2 500 €** dans le cadre du droit commun de la Politique de la Ville, pour :

- Contribuer aux frais de structure et à son activité principale ;
- Contribuer au fonctionnement des actions visées ci-dessus.

Une fois les engagements respectés ci-dessus, la politique de la ville n'aura plus à financer cette association car les financements relèveront du droit commun. L'association pourra donc répondre à l'Appel à projet de la ville d'Auxerre afin de financer le fonctionnement habituel de la structure.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président à signer la convention jointe en annexe ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la politique de la ville.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-212 - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi porté par la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois - Protocole d'Accord 2022-2026

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

La Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois propose de prolonger son PLIE sur la période 2022-2026.

Pour rappel, le PLIE fonctionne depuis 27 ans sur l'Auxerrois. Il intervient sur le public éloigné de l'emploi et en l'occurrence des habitants des Quartiers de la Ville et les bénéficiaires du RSA.

Il permet aux personnes ayant peu ou pas de qualifications d'être orientées et mobilisées sur leur projet professionnel.

Il est axé sur trois grands pôles : La Structure d'Animation et de Gestion du PLIE comprenant des animations internes - des animations externes et l'accompagnement des bénéficiaires PLIE par des Conseillers en Insertion professionnelle (CIP).

Les animations internes se traduisent par des visites d'entreprises, l'événement tapis rouge (journée autour d'ateliers sur l'importance de l'image dans le décrochage d'un emploi lors d'un entretien d'embauche), atelier de rédaction de CV, interventions d'employeurs, ateliers sur les bulletins de paies et contrats de travail... Les animations externes sont des actions portées par des intervenants extérieurs comme la valorisation de parcours professionnels de salariés en insertion, la mise en situation d'emploi pour des travailleurs handicapés, des actions sur l'estime de soi, la confiance en soi, des ateliers de

préparation à l'accès à l'entreprise, des tests de capacité, la préparation au permis de conduire pour public en difficulté...

Sur la période 2016-2020, il a permis de :

- démontrer des évolutions positives de retour à l'emploi et un taux de sortie positive de 51 % enregistré. Les sorties positives du PLIE sont majoritairement dans les secteurs du nettoyage, des services à la personne et de l'administratif.
- accompagner 750 personnes dont 50 % domiciliés en QPV.

Pour cette nouvelle période, il est prévu de :

- renforcer les actions du PLIE (internes et externes comme « tapis rouge »...)
- améliorer le partenariat avec les prescripteurs
- permettre aux employeurs d'être prescripteur du PLIE
- mettre en place des permanences dans différentes structures (pôle emploi, les EAA...)
- assurer une prestation de qualité.

Dans le cadre de ce protocole, la Maison de l'Emploi s'engage auprès de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois notamment :

- à augmenter le nombre de bénéficiaires QPV soit 65 % annuel ;
- à renforcer l'accompagnement des demandeurs d'emplois ;
- mieux mettre en relation le monde de l'entreprise et celle de l'insertion ;
- former et qualifier les participants du PLIE

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président à signer le protocole d'accord 2022-2026 et tout acte nécessaire aux fins d'exécution de la présente délibération.



communauté
de l'auxerrois

[Pour accéder à l'annexe, cliquez ici](#)

N° 2022-213 - Contrat de ville - Avenant n° 2 au Règlement Financier de la Communauté d'Agglomération

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

Pour rappel, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA) attribue des subventions spécifiques dans le cadre de l'outil contrat de ville. Les élus communautaires décident de l'attribution de ces subventions via des groupes de travail lors des instances de négociation avec les co-financeurs du contrat de ville une fois l'Appel à Projet annuel du contrat de ville lancé et après réception des dossiers de demande de subvention.

Les subventions attribuées par la CA dans le cadre du contrat de ville ont pour objet de permettre la réalisation d'actions par des porteurs de projets, publics ou privés, en direction des habitants des

Quartiers Politique de la Ville (QPV) de l'agglomération de l'Auxerrois (Sainte Geneviève/Brichères, les Rosoires, Rive-droite et Saint Siméon), validées lors des programmations annuelles.

Le service politique de la ville de la CA assure la gestion des enveloppes financières de la CA, de la Ville d'Auxerre (VA) et du Conseil Départemental (CD) pour le compte du contrat de ville de l'Auxerrois.

Dans un souci d'harmonisation des enveloppes financières et de transparence vis à vis des porteurs de projets, un 1^{er} avenant au règlement d'intervention financier de l'agglomération spécifique au dispositif du contrat de ville a été validé en 2021. Après une année d'effectivité, ce dernier se doit d'être actualisé dans les termes précisés par l'avenant ci-joint.

Par conséquent, le nouveau règlement, applicable pour 2023, permettra :

- de rappeler les obligations des porteurs de projets dans le cadre du contrat de ville :

- répondre à un besoin repéré et aux axes de l'appel à projet ;
- avoir un partenariat local actif en amont de l'action ;
- respecter les valeurs de la république et les principes de laïcité ;
- proposer des projets nouveaux ou renouvelés mais évolutifs ;
- informer des dates précises d'interventions des projets au service politique de la ville et ses élus référents ;
- évoquer la participation financière du contrat de ville dans les manifestations, ateliers, outils de communication ... liées aux actions.

- de clarifier les conditions d'instruction, d'attribution, de versement et de contrôle des subventions attribuées par la CA dans le cadre du contrat de ville :

- un courrier de notification des subventions est envoyé au porteur de projet concerné comprenant les montants de subventions actés et demandant les statuts et comptes actuels de la structure ;
- une fois réception du dossier de demande de subvention actualisé, une convention financière lie les 2 parties et permet de procéder au versement d'acomptes à hauteur de 80 % si les montants de subventions sont supérieurs à 2000€, en dessous le versement est intégral ;
- si le dossier de demande n'est pas actualisé, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser les subventions attendues ;
- un compte-rendu qualitatif, quantitatif et financier de l'action doit être remis au service politique de la ville une fois l'action terminée. En cas de non-réception de ce dernier, le remboursement de la subvention versée pourra être demandé par la collectivité ;
- la collectivité se réserve également le droit de demander le remboursement des subventions en cas d'inexactitude, de non-conformité ou de non-exécution de l'action. Des visites inopinées sont prévues à cet effet.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président à signer l'avenant n° 2 joint à la présente délibération.

N° 2022-214 - Evaluation du contrat de ville de l'auxerrois 2015-2021 - Validation

Rapporteur : Dominique CHAMBENOIT

Cette évaluation a pour objectif final de dessiner les préconisations du territoire pour son nouveau contrat de ville 2024-2027.

Les différentes phases de ce rapport ont été :

- la validation et l'information de la démarche en comité de pilotage restreint et comité de direction ;
- l'évolution de chaque quartier politique de la ville via des données froides et chaudes ;
- l'Analyse du dispositif du contrat de ville sur des actions structurantes par pilier et via des données chaudes à partir de focus groupes et des données froides à partir des programmations d'actions de 2015 à 2021 et des questionnaires ;
- La Mobilisation des financements de droit commun politique de la ville de la CA en faveur des QPV mais également de la prise en compte de ce public dans les orientations de travail de la collectivité ;
- La Gouvernance et l'animation du contrat de ville ;
- La réflexion sur l'évolution de la géographie prioritaire (périmètre des quartiers définis par l'État) ;
- Les enseignements généraux de l'évaluation et une synthèse des préconisations pour la future contractualisation.

Une fois que les territoires auront remis leurs évaluations aux services de l'État au niveau national, nous connaissons, en fin d'année 2022, le cadre du prochain dispositif prévu.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De valider l'évaluation du contrat de ville



N° 2022-215 - Personnel communautaire – Modification du tableau des effectifs réglementaires

Rapporteur : Carole CRESSON-GIRAUD

Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, « les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ».

L'effectif réglementaire du personnel de la Communauté de l'Auxerrois doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnels.
Il prendra effet au 01/10/2022.

motifs	GRADE	CATEGORIE	Suppression TC	Suppression TNC	Création TC
Poste chef de projet mobilités	attaché	A			1
poste technicien mobilités	technicien	B	1		
adaptation du grade pour recrutement	adjt tech ppal 1è cl	C	1		
adaptation du grade pour recrutement	adjt tech	C			1
suppression suite recrutement sur autre grade	rédacteur ppal 2	B	1		
adaptation du grade pour recrutement	adjt tech ppal 2è cl	C	1		
adaptation du grade pour recrutement	adjt tech	C			1
Postes agents de collecte	adjt tech	C			4

Les postes pourront être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle. Les recrutements par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique répondent à la notion des besoins du service afin d'assurer la continuité du service public. Un tableau récapitulatif des postes susceptibles d'être pourvus par voie contractuelle est annexé à la présente délibération.

A la suite du conseil des maires du 5 septembre 2022, 4 postes d'adjoints techniques sont intégrés aux effectifs permanents. De même, les retenues sur salaire de 40% des jours de grève seront étalées sur plusieurs mois.

Le comité technique paritaire a été consulté et a émis un avis favorable.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver l'effectif réglementaire tel qu'il apparaît dans le tableau ci-joint,
- D'autoriser le Président à signer tous actes à intervenir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-216 - Personnel communautaire - Remboursement aux agents des aides accordées par le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique

Rapporteur : Carole CRESSON-GIRAUD

Le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) est l'organisme qui collecte les contributions des établissements publics qui ne satisfont pas à l'emploi d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés. Grâce à ces contributions le FIPHFP peut aider les employeurs publics à financer, au cas par cas, des aides techniques et humaines pour favoriser l'insertion professionnelle ou le maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Dans certaines situations les agents communautaires sont amenés à faire l'avance des frais relatifs à leurs équipement de protection spécifiques : achat de prothèses auditives, orthèses.... Le reliquat de la somme, après d'autres prises en charges (CPAM, Mutuelle...) peut faire l'objet d'une prise en charge complémentaire par le FIPHFP pour toute ou partie de la dépense. Dans ce cas, la somme est versée à la collectivité employeur.

Il convient donc de délibérer afin de permettre à la collectivité de procéder au remboursement des agents des sommes engagées dans la limite de l'aide attribuée par le FIPHFP à la collectivité.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter le principe du remboursement aux agents selon les modalités ci-dessus,
- D'autoriser le Président à signer tous les actes à intervenir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-217 - Pôle d'équilibre Territorial et Rural du Grand Auxerrois - Désignation des représentants de la Communauté de l'Auxerrois (PETR) – Modification d'un représentant titulaire

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n° 2020-060 du 30 juillet 2020, le conseil communautaire a désigné les membres suivants pour siéger au comité syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand auxerrois (PETR), établissement public pour développer la transversalité et coordonner les débats autour de la complémentarité des services, des équipements et des projets pour mieux aménager, promouvoir, accueillir et organiser l'avenir à l'échelle du bassin de vie.

13 représentants titulaires :

- Bernard Riant
- Jean-Luc Liverneaux
- Magloire Siopathis
- Christophe Bonnefond
- Chrystelle Edouard
- Stéphane Antunes
- Armina Guiblain
- Mani Cambefort
- Céline Bähr
- Emmanuelle Miredin
- Sébastien Dolozilek
- Crescent Marault
- Denis Roycourt

3 représentants suppléants :

- Lionel Mion
- Odile Maltoff
- Dominique Chambenoit

Madame Céline Bähr a fait connaître son souhait de ne plus siéger au sein du comité syndical de cette instance et par conséquent, il convient que le conseil communautaire désigne un délégué pour la remplacer dans ces fonctions.

Il est proposé de désigner Monsieur Francis Heurley en tant que représentant titulaire.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De désigner Monsieur Francis Heurley pour remplacer Madame Céline Bähr en tant que représentant titulaire au sein du comité syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand auxerrois (PETR).



communauté
de l'auxerrois

N° 2022-218 - Décisions prises par délégation du Conseil communautaire - Compte rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n° 2020-244 du 17 décembre 2020, le conseil communautaire a donné délégation au Président pour signer des actes de gestion courante.

Le Conseil communautaire doit être informé des décisions prises dans le cadre de cette délégation et prend acte des décisions suivantes :

Décisions du Président :

N°	Date	Objet
DIEPP-017-2022	13.06.22	Portant demande de subvention auprès de l'Etat pour le financement de l'élaboration d'un plan paysage, à hauteur de 30 000 € sur le montant total du projet de 60 000 € HT.
DIEPP-018-2022	16.06.22	Portant demande de subvention pour les travaux d'assainissement rue Prés de Goix et de Gouaix à Saint-Bris-le-Vineux, à hauteur de : <ul style="list-style-type: none">- 97 050.88 € auprès de l'AESN- 72 788.06 € auprès de l'Etat (DETR) Sur un montant total du projet de 242 627.21 € HT.
DIEPP-019-2022	28.06.22	Portant demande de subvention auprès de l'Etat pour le financement des travaux de rénovation de l'éclairage en LED des zones d'activités, à hauteur de 101 068.00 € sur un montant total de 336 893.00 € HT.
DIEPP-020-2022	08.08.22	Portant demande de subvention pour les travaux d'assainissement à Appoigny rue du Pont et rue de la Planchette, à hauteur de : <ul style="list-style-type: none">- 199 755.34 € auprès de l'AESN- 99 877.67 € auprès de l'AESN (avance)- 149 816.50 € auprès de l'Etat (DETR) Sur un montant total du projet de 499 388.34 € HT.
DIEPP-021-2022	01.08.22	Portant demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN) pour le financement d'une étude pour la mise en place d'une zone tampon en amont du captage de puits de Vernats à Escolives Sainte Camille, à hauteur de 6 528.00 € sur un montant total de 6 528 € HT.
DIEPP-022-2022	08.08.22	Portant demande de subvention pour les travaux de mise en séparatif du réseau d'assainissement à Quenne, à hauteur de : <ul style="list-style-type: none">- 327 500.18 € auprès de l'AESN- 94 764.81 € auprès de l'AESN (avance)- 109 166.73 € auprès de l'Etat (DETR)

		Sur un montant total du projet de 545 833.63 €.
--	--	---

Conventions :

N°	Date	Objet
2022-002	21/09/22	Convention de mise à disposition du stade nautique avec le club de plongée Paul Bert à titre gracieux du 5 septembre 2022 au 31 août 2023.
2022-003	21/09/22	Convention de mise à disposition du stade nautique avec l'AJA triathlon à titre gracieux du 5 septembre 2022 au 31 août 2023.
2022-004	21/09/22	Convention de mise à disposition du stade nautique avec le club Eau Vive à titre gracieux du 5 septembre 2022 au 31 août 2023.
2022-005	21/09/22	Convention de mise à disposition du stade nautique avec le baby club auxerrois à titre gracieux du 5 septembre 2022 au 31 août 2023.
2022-006	21/09/22	Convention de mise à disposition du stade nautique avec l'association Natation maternité pour Auxerre et sa région à titre gracieux du 5 septembre 2022 au 31 août 2023.

Marchés et avenants :

N°	Date de notification	Objet	Montant (TTC)
22CA02	17/06/2022	Acquisition de droits d'usage de longue durée de fibres optiques noires	497719.08€
21CA23	06/07/22	Réhabilitation de la station d'épuration du bourg de Charbuy Avt 1	-3 1667.06€
20CA09	09/07/22	Réhabilitation des anciens vestiaires de l'usine Guillet Aménagement d'un tiers lieu Lot 5 Avt3	3 360€
20CA16	13/07/22	Travaux d'assainissement 2020 - Travaux de mise en conformité en domaine privé des rejets d'assainissement sur la Commune d'Auxerre Avt2	33 273.84€
22CA13	20/07/22	Mise en séparatif du réseau assainissement de Quenne Tranche 1	1 577 845.52€
22CA03	27/07/22	Travaux sur le réseau d'eau potable Avt1	Pas d'incidence financière
20CA09	27/07/22	Travaux sur le réseau d'eau potable conduites et branchements Lot 7 Avt1	Pas d'incidence financière

AS200200268	27/07/22	Aménagement piétonnier et cyclable rue de l'île aux plaisirs Lot 2Avt1	7416.00€
22CA15	10/08/22	Aménagement d'une aire de covoiturage Entrée du péage A6 Nord Lot1	370 487.23€
22CA15	10/08/22	Aménagement d'une aire de covoiturage Entrée du péage A6 Nord Lot2	27 086.73€
2018-24	26/08/22	Traitement et valorisation des déchets recyclables issus de la collecte sélective aux portes à porte sur le territoire de la Communauté de l'auxerrois Avt2	40 800.00€
22CA03	27/08/22	Travaux sur le réseau d'eau potable (conduites et branchements) Avt2	Pas d'incidence financière
22CA23	05/09/22	Accord-Cadre à bon de commandes multi-attributaires Portant sur la collecte en porte à porte des déchets des communes de la Communauté de l'auxerrois	Montant annuel minimum 50 000€ Montant annuel maximum 214 000€
22CA03	17/09/22	Travaux sur le réseau d'eau potable (conduites et branchements) Avt3	Pas d'incidence financière
22CA12	17/09/22	Traitement et valorisation des déchets recyclables issus de la collecte sélective en porte à porte sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois	3 073 356.00€
169063	17/09/22	Création du nouveau site internet de la ville d'Auxerre maintenance et hébergement sur 4 ans Avt2	2 160.00€

POUVOIR

Je soussigné(e) M..... donne pouvoir à
M..... de me représenter et de voter au
Conseil communautaire du

Fait à, le

(Signature précédée de la mention manuscrite « bon pour pouvoir »)

Acceptation du pouvoir

(Signature précédée de la mention manuscrite « bon pour acceptation »)



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU

JEUDI 30 JUIN 2022

Le conseil de la Communauté de l'auxerrois, convoqué le 24 juin 2022, s'est réuni le jeudi 30 juin 2022 à 09 h 00 à l'Espace culturel de la commune d'Appoigny, sous la présidence du Président, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 64

présents : 50

votants : 60 dont 10 pouvoirs

Etaient présents : Crescent MARAULT, Stéphane ANTUNES, Céline BÄHR, Pascal BARBERET, Patrick BARBOTIN, Marie-Ange BAULU, Véronique BESNARD, Christophe BONNEFOND, Michel BOUBOULEIX, Nordine BOUCHROU, Sylvie DUMESNIL, Auria BOUROUBA, Jean-Luc BRETAGNE, Nicolas BRIOLLAND, Mani CAMBEFORT, Anna CONTANT, Daniel CRENE, Gérard DELILLE, Sébastien DOLOZILEK, Chrystelle EDOUARD, Hicham EL MEHDI, Olivier FELIX, Margaux GRANDRUE, Arminda GUIBLAIN, Pascal HENRIAT, Francis HEURLEY, Julien JOUVET, Emilie LAFORGE, Jean-Luc LIVERNEAUX, Florence LOURY, Odile MALTOFF, Bruno MARMAGNE, Lionel MION, Emmanuelle MIREDDIN, Maryse NAUDIN, Maud NAVARRE, Pierre FERRIER, Patrick PICARD, Stéphan PODOR, Guido ROMANO, Denis ROYCOURT, Maryline SAINT-ANTONIN, Magloire SIOPATHIS, Michaël TATON, Dominique TORCOL, Vincent VALLÉ, Philippe VANTHEEMSCHE, Yves VECTEN, Patricia VOYE, Farah ZIANI.

Pouvoirs : Dominique CHAMBENOIT à Anna CONTANT, Carole CRESSON-GIRAUD à Crescent MARAULT, Mathieu DEBAIN à Nicolas BRIOLLAND, Raymonde DELAGE à Céline BÄHR, Sophie FEVRE à Mani CAMBEFORT, Isabelle JOAQUINA à Emmanuelle MIREDDIN, Souleymane KONÉ à Vincent VALLÉ, Laurent PONROY à Pascal HENRIAT, Sylvie PREAU à Emilie LAFORGE, Rémi PROU-MÉLINE à Mani CAMBEFORT.

Absents non représentés : Michel DUCROUX, Mostafa OUZMERKOU, Philippe RADET, Bernard RIAnt.

Secrétaire de séance : Marie-Ange BAULU.

Magloire SIOPATHIS, Maire de la commune d'Appoigny, accueille les conseillers communautaires.

Philippe VANTHEEMSCHE demande que l'assemblée procède à une minute de silence afin de rendre hommage à Stéphane CUZON, Directeur de la Valorisation du Cadre de Vie, décédé le 27 mai dernier.

Procès-verbal de la séance du 19.05.22 – Adoption

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

N° 2022-116

Objet : Compte de gestion 2021 Budget principal et budgets annexes - Approbation

Rapporteur : Pascal HENRIAT

L'article L 1612-12 du code général des collectivités territoriales dispose que « *l'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif présenté selon le cas par le maire, le président du conseil général ou le président du conseil régional après transmission, au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale.* » ; et que conformément aux dispositions de ce même article, le vote de l'organe délibérant arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.

Les comptes de gestion 2021 des budgets principal et annexes de la communauté de l'auxerrois établis par le trésorier, comportent une balance générale de tous les comptes tenus par le trésorier (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la collectivité) et le bilan comptable de la collectivité, qui décrit de façon synthétique l'actif et le passif de la collectivité.

Les chiffres du compte de gestion en exécution concordent avec ceux de la comptabilité de l'ordonnateur tels qu'ils ressortent des comptes administratifs relatifs au budget principal et aux budgets annexes.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les comptes de gestion dressés par le receveur pour l'exercice 2021 du budget principal et des budgets annexes comme suit :

- Budget principal 60000 – Budget principal
- Budget annexe 60005 - mobilité durable
- Budget annexe 60004 - eau potable
- Budget annexe 60006 - parc d'activités d'Appoigny
- Budget annexe 60008 - zone des macherins
- Budget annexe 60002 - SPANC
- Budget annexe 60007 -prestations de service
- Budget annexe 60003 - déchets redevance incitative
- Budget annexe 60001 – assainissement
- Budget annexe 60009 - Eco pôle ZAE Venoy

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 53
- voix contre : 0
- abstentions : 7 F. ZIANI, M. NAVARRE, M. CAMBEFORT, R. PROU-MÉLINE, S. FEVRE, D. ROYCOURT, F. LOURY
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

N° 2022-117

Objet : – Compte administratif 2021 Budget principal et budgets annexes – Approbation

Rapporteur : Pascal HENRIAT

L'article L.1612-12 du code général des collectivités territoriales dispose que « *l'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif présenté selon le cas par le maire, le président du conseil général ou le président du conseil régional après transmission, au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale.* » ; que conformément aux dispositions de ce même article, le vote de l'organe délibérant arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.

Les comptes administratifs du budget principal et des budgets annexes 2021 se présentent comme suit :

BUDGET PRINCIPAL		
SECTION DE FONCTIONNEMENT		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	45 810 362,59	a
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	46 091 549,05	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	-281 186,46	c= a-b
RESULTAT REPORTE 2020	7 963 368,03	d
RESULTAT FINAL 2021	7 682 181,57	e=c+d
SECTION D'INVESTISSEMENT		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	8 038 404,14	a
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	8 149 849,45	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	-111 445,31	c= a-b
RESULTAT REPORTE 2020	2 903 598,82	d
RESULTAT FINAL 2021	2 792 153,51	e=c+d
RESTE A REALISER RECETTES	446 626,36	f
RESTE A REALISER DE PENSES	2 740 775,02	g
SOLDE RAR 2021	-2 294 148,66	h=f-g
Solde d'investissement corrigé des RAR	498 004,85	i=e+h

BUDGET MOBILITE DURABLE		
SECTION DE FONCTIONNEMENT		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	7 917 363,66	a
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	7 917 363,66	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	0,00	c= a-b
RESULTAT REPORTE 2020	0,00	d
RESULTAT FINAL 2021	0,00	e=c+d
SECTION D'INVESTISSEMENT		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	2 470 192,56	a
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	3 000 258,71	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	-530 066,15	c= a-b
RESULTAT REPORTE 2020	-11 929,79	d
RESULTAT FINAL 2021	-541 995,94	e=c+d
RESTE A REALISER RECETTES	1 396 363,49	f
RESTE A REALISER DEPENSES	5 379,33	g
SOLDE RAR 2021	1 390 984,16	h=f-g
Solde d'investissement corrigé des RAR	848 988,22	i=e+h

BUDGET EAU POTABLE		
SECTION DE FONCTIONNEMENT		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 553 235,44	a
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 569 639,00	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	1 983 596,44	c=a-b
RESULTAT REPORTE 2020	2 673 939,52	d
RESULTAT FINAL 2021	4 657 535,96	e=c+d
SECTION D'INVESTISSEMENT		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	2 270 869,19	a
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	3 144 838,32	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	-873 969,13	c=a-b
RESULTAT REPORTE 2020	1 842 938,46	d
RESULTAT FINAL 2021	968 969,33	e=c+d
RESTE A REALISER RECETTES	744 301,20	f
RESTE A REALISER DEPENSES	3 185 479,42	g
SOLDE RAR 2021	-2 441 178,22	h=f-g
Solde d'investissement corrigé des RAR	-1 472 208,89	i=e+h

BUDGET PARC D'ACTIVITES APOIGNY		
SECTION DE FONCTIONNEMENT		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	19 118 427,75	a
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	18 281 590,67	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	836 837,08	c=a-b
RESULTAT REPORTE 2020	-836 837,08	d
RESULTAT FINAL 2021	0,00	e=c+d
SECTION D'INVESTISSEMENT		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	21 807 276,68	a
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	16 583 116,52	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	5 224 160,16	c=a-b
RESULTAT REPORTE 2020	-4 854 327,84	d
RESULTAT FINAL 2021	369 832,32	e=c+d
RESTE A REALISER RECETTES	0,00	f
RESTE A REALISER DE PENSES	0,00	g
SOLDE RAR 2021	0,00	h=f-g
Solde d'investissement corrigé des RAR	369 832,32	i=e+h

BUDGET ZONE DES MACHERINS		
SECTION DE FONCTIONNEMENT		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	9 379,57	a
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 262,34	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	8 117,23	c= a-b
RESULTAT REPORTE 2020	-5 607,46	d
RESULTAT FINAL 2021	2 509,77	e=c+d
SECTION D'INVESTISSEMENT		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	a
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	0,00	c= a-b
RESULTAT REPORTE 2020	310 185,00	d
RESULTAT FINAL 2021	310 185,00	e=c+d
RESTE A REALISER RECETTES		f
RESTE A REALISER DE PENSES	455,00	g
SOLDE RAR 2021	-455,00	h=f-g
Solde d'investissement corrigé des RAR	309 730,00	i=e+h

BUDGET SPANC		
SECTION DE FONCTIONNEMENT		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	9 150,75	a
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	8 422,65	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	728,10	c= a-b
RESULTAT REPORTE 2020	18 473,27	d
RESULTAT FINAL 2021	19 201,37	e=c+d
SECTION D'INVESTISSEMENT		
RECETTES D'INVESTISSEMENT		a
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	0,00	c= a-b
RESULTAT REPORTE 2020		d
RESULTAT FINAL 2021	0,00	e=c+d
RESTE A REALISER RECETTES		f
RESTE A REALISER DE PENSES		g
SOLDE RAR 2021	0,00	h=f-g
Solde d'investissement corrigé des RAR	0,00	i=e+h

BUDGET PRESTATIONS DE SERVICES		
SECTION DE FONCTIONNEMENT		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	191 979,76	a
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	191 978,70	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	1,06	c= a-b
RESULTAT REPORTE 2020	664,85	d
RESULTAT FINAL 2021	665,91	e=c+d
SECTION D'INVESTISSEMENT		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	a
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	0,00	c= a-b
RESULTAT REPORTE 2020		d
RESULTAT FINAL 2021	0,00	e=c+d
RESTE A REALISER RECETTES		f
RESTE A REALISER DE PENSES		g
SOLDE RAR 2021	0,00	h=f-g
Solde d'investissement corrigé des RAR	0,00	i=e+h

BUDGET DECHETS - REDEVANCE INCITATIVE		
SECTION DE FONCTIONNEMENT		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	543 176,57	a
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	506 133,87	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	37 042,70	c= a-b
RESULTAT REPORTE 2020	65 575,70	d
RESULTAT FINAL 2021	102 618,40	e=c+d
SECTION D'INVESTISSEMENT		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	73 963,23	a
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	45 874,72	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	28 088,51	c= a-b
RESULTAT REPORTE 2020	170 204,51	d
RESULTAT FINAL 2021	198 293,02	e=c+d
RESTE A REALISER RECETTES	0,00	f
RESTE A REALISER DE PENSES	3 778,52	g
SOLDE RAR 2021	-3 778,52	h=f-g
Solde d'investissement corrigé des RAR	194 514,50	i=e+h

BUDGET assainissement		
SECTION DE FONCTIONNEMENT		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	6 673 597,83	a
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	5 751 517,50	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	922 080,33	c=a-b
RESULTAT REPORTE 2020	1 788 211,85	d
RESULTAT FINAL 2021	2 710 292,18	e=c+d
SECTION D'INVESTISSEMENT		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	6 748 970,89	a
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4 832 474,19	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	1 916 496,70	c=a-b
RESULTAT REPORTE 2020	-659 965,83	d
RESULTAT FINAL 2021	1 256 530,87	e=c+d
RESTE A REALISER RECETTES	2 893 151,30	f
RESTE A REALISER DEPENSES	2 782 498,20	g
SOLDE RAR 2021	110 653,10	h=f-g
Solde d'investissement corrigé des RAR	1 367 183,97	i=e+h

BUDGET ECO POLE ZAE VENOV		
SECTION DE FONCTIONNEMENT		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 750,00	a
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	3 750,00	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	0,00	c=a-b
RESULTAT REPORTE 2020	0,00	d
RESULTAT FINAL 2021	0,00	e=c+d
SECTION D'INVESTISSEMENT		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	a
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	3 750,00	b
RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	-3 750,00	c=a-b
RESULTAT REPORTE 2020	0,00	d
RESULTAT FINAL 2021	-3 750,00	e=c+d
RESTE A REALISER RECETTES	0,00	f
RESTE A REALISER DE PENSES	0,00	g
SOLDE RAR 2021	0,00	h=f-g
Solde d'investissement corrigé des RAR	-3 750,00	i=e+h

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- d'approuver le compte administratif 2021 du budget principal et des budgets annexes de la communauté.

Vote du conseil communautaire :

Budget principal

- voix pour : 49
- voix contre : 3 M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE
- abstentions : 7 M. DEBAIN, M. NAVARRE, F. ZIANI, F. LOURY, D. ROYCOURT, J.L. BRETAGNE, P. BARBOTIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

Budget mobilités

- voix pour : 50
- voix contre : 0
- abstentions : 9 M. DEBAIN, M. NAVARRE, F. ZIANI, F. LOURY, D. ROYCOURT, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE, P. BARBOTIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

Budget eau potable

- voix pour : 50
- voix contre : 0
- abstentions : 9 M. DEBAIN, M. NAVARRE, F. ZIANI, F. LOURY, D. ROYCOURT, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE, P. BARBOTIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

Budget parc d'activités à Appoigny

- voix pour : 50
- voix contre : 3 F. LOURY, D. ROYCOURT, P. BARBOTIN
- abstention : 6 M. DEBAIN, M. NAVARRE, F. ZIANI, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

Budget zone des Macherins

- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstention : 1 M. DEBAIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

Budget SPANC

- voix pour : 51
- voix contre : 0
- abstentions : 8 M. DEBAIN, M. NAVARRE, F. ZIANI, F. LOURY, D. ROYCOURT, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

Budget prestations de services

- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstention : 1 M. DEBAIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

Budget déchets – redevance incitative

- voix pour : 49
- voix contre : 5 Y. VECTEN, F. ZIANI, M. NAVARRE, D. ROYCOURT, F. LOURY
- abstentions : 5 M. DEBAIN, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE, G. ROMANO
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

Budget assainissement

- voix pour : 56

- voix contre : 0
- abstentions : 3 F. LOURY, D. ROYCOURT, M. DEBAIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

Budget éco pôle ZAE Venoy

- voix pour : 48
- voix contre : 8 Y. VECTEN, M. NAVARRE, F. ZIANI, F. LOURY, D. ROYCOURT, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE,
- abstentions : 3 M. DEBAIN, J. L BRETAGNE, P. BARBOTIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

Francis HEURLEY précise que la commission des finances, réunie le 20 juin dernier, a donné un avis favorable.

Il indique qu'une attention particulière devra être apportée pour la construction des budgets 2023 au regard des dépenses supplémentaires que la collectivité devra supporter notamment en matière d'énergies et de masse salariale.

Il fait part de la perte de produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qui concerne les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 000 € et qui se verra diminué à cause des années de crise sanitaire.

Par ailleurs, il précise que le déficit de 200 000 € est lié notamment à la subvention allouée pour équilibrer le budget d'AuxR_Parc.

Pascal HENRIAT ajoute que le prochain budget sera voté en décembre 2022 avec un débat d'orientations budgétaires en novembre et confirme qu'il faudra tenir les dépenses au regard de ces éléments.

Denis ROYCOURT regrette le manque d'anticipation sur les conséquences de l'inflation et la hausse des prix de l'énergie notamment et fait remarquer des sommes importantes dans les restes à réaliser.

Mani CAMBEFORT pense que le vote du compte administratif est un moment intéressant qui permet d'avoir une vision des politiques publiques menées en 2021, première année pleine de ce nouveau mandat qui a connu en début d'année des restrictions sanitaires fortes puis une reprise économique.

Concernant le budget principal, il développe un début d'inquiétude notamment par rapport à la somme d'un million d'euros versée sur le budget AuxR_Parc et espère que cela sera compensé par des créations d'emplois et de l'impôt économique.

Crescent MARAULT confirme le coût élevé d'AuxR_Parc mais précise que le retour sur investissement se fera avec des entreprises extérieures au territoire.

Aussi, au titre de la solidarité départementale, il ne souhaite pas absorber des entreprises en provenance d'autres territoires limitrophes.

Mani CAMBEFORT remarque une hausse importante de l'en cours de la dette et s'interroge sur la possibilité du financement de l'investissement emblématique de la déviation sud d'Auxerre.

En ce qui concerne le fonctionnement, il observe une diminution des charges liée notamment à la crise sanitaire ainsi qu'une baisse des charges de personnel et rappelle son opposition sur ce dernier point.

Il note un véritable changement dans la typologie des dépenses d'investissement et remarque que la ligne aménagement a largement diminué et que celle du développement économique est en forte augmentation ce qui est dû à des choix politiques et à la montée en puissance des investissements pour le pôle environnemental et AuxR_Parc notamment.

Crescent MARAULT rappelle que cela est lié à la loi NOTRe et que par conséquent il est normal et logique d'observer une montée en puissance de la compétence économique qui a d'ailleurs vocation à augmenter davantage.

Il assume le choix de prioriser le développement économique pour récupérer de l'impôt et pouvoir ainsi se donner les moyens d'abonder le budget mobilités par exemple et de développer les autres politiques publiques.

Mani CAMBEFORT rappelle son désaccord sur ce choix de mettre le curseur au maximum sur le développement économique au détriment des autres politiques publiques.

Crescent MARAULT indique que les économistes prédisent une transformation de l'économie mondiale à moyen termes et la possibilité d'une réindustrialisation en Europe.

A cet égard, il faut que la collectivité soit agile en créant les conditions propices à cette réindustrialisation et former les employés à de nouvelles filières pour anticiper ce changement.

Mani CAMBEFORT répond que la réindustrialisation a déjà commencé et rappelle à ce titre la contractualisation « territoires d'industries ».

Crescent MARAULT fait remarquer que la collectivité a été la dernière à signer la convention afférente.

Mani CAMBEFORT répond que cela était dû à des questions politiques et des différences de territoires entre Sens et Auxerre.

Il ajoute que l'enjeu des prochaines années est de redonner des marges de manœuvre supplémentaires en investissement.

Pascal HENRIAT précise que 70 % des charges de personnel étaient portées par la ville d'Auxerre et que cela sera remis en attribution de compensation.

Maud NAVARRE est gênée par la souscription de deux emprunts à hauteur de 3,8 millions sur 15 ans, certes à un taux intéressant, mais estime que cela est inquiétant au regard des autres projets prévus dans les années à venir, notamment le financement de la déviation Sud.

Concernant AuxR_Parc, elle s'interroge sur le prix de vente fixé à 45 € le m² alors que le prix de revient est de 53 €.

Crescent MARAULT rappelle que le prix de revient se situe plutôt entre de 80 et 90 € et que le prix de vente est le même que celui pratiqué par l'ancienne municipalité.

Maud NAVARRE est favorable au développement économique mais pense que la création des zones d'activités supplémentaires aura un impact négatif sur la vente des lots d'AuxR_Parc.

Crescent MARAULT répond qu'il ne souhaite pas communiquer sur l'état d'avancement des projets avant une signature définitive mais indique qu'il y a des pré-réservations et que des accords de principe sont en cours de rédaction avec des porteurs de projets et qu'il n'est pas inquiet de l'occupation d'AuxR_Parc qui a priori serait à hauteur de 95 %.

A ce titre, il pense qu'il convient de développer des autres zones d'activités pour avoir du foncier disponible.

Maud NAVARRE demande pour quelles raisons ce foncier est vendu si peu cher alors qu'il devient rare et que par conséquent le prix devrait être plus important.

Crescent MARAULT répond que ce sont les prix du marché et rappelle qu'il faut être attractif par rapport à la concurrence avec d'autres territoires.

Il ajoute que dans une démarche technopolitaine il est très important de disposer de plusieurs zones d'activités pour créer une attractivité pour les porteurs de projets.

Sur la capacité d'emprunt, il rappelle la mise en place d'un plan pluriannuel d'investissements, mis à jour régulièrement, qui donne une vraie visibilité sur l'échelonnement des projets identifiés et le phasage permet de mettre en place une stratégie financière pour être capable de financer les différents projets.

Concernant les emprunts pour la zone d'activités à Appoigny dont le budget est déficitaire il précise qu'il est judicieux de profiter de prêts à des taux intéressants et que la stratégie consiste à essayer de lisser cette dette et les flux financiers et de prévoir la tendance pour anticiper les effets négatifs.

Maud NAVARRE comprend l'intention mais elle attend des chiffres et du concret.

Crescent MARAULT répond que l'épargne a augmenté de 250 000 €.

Pascal HENRIAT rappelle que les emprunts pour AuxR_Parc représentent 11 millions d'euros en tout et qu'ils sont remboursables à tout moment, au fur et à mesure des ventes sans frais et sans pénalité.

Il précise que le reste du déficit est pris sur l'épargne nette disponible, à savoir un million d'euros cette année pour arriver à un déficit de 1,5 millions d'euros et que l'année prochaine il est prévu la même opération pour résorber le déficit d'opération.

Il ajoute que la durée des emprunts est fixée à 10 ans maximum avec l'objectif d'un remboursement par anticipation dans un délai de 4 ans.

Maud NAVARRE demande si la collectivité dispose d'engagements écrits sur les réservations de lots à AuxR_Parc.

Crescent MARAULT répond que les opérations de vente sont encore en cours de négociation notamment avec un grand groupe allemand qui a été fortement séduit par la stratégie environnementale et les propositions en matière d'énergie renouvelable.

Il précise que la stratégie globale et la démarche technopolitaine mises en place pour attirer les entreprises est un atout supplémentaire par rapport à d'autres territoires.

Maud NAVARRE est surprise de la baisse de 100 000 € de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) alors que beaucoup d'opérations ont été réalisées pour augmenter le coefficient d'intégration fiscale.

Pascal HENRIAT répond que la dotation en baisse est celle allouée par l'Etat par habitant qui n'a pas de rapport avec l'intégration fiscale.

Maud NAVARRE pense que la somme de 6 000 € inscrite au titre de Cit'ergie est très faible par rapport à l'ampleur de la démarche.

Crescent MARAULT répond que cette somme correspond seulement au coût de la labellisation de l'agglomération.

Concernant la DGF, il rappelle que cette dernière a vocation à baisser encore chaque année et que la collectivité doit anticiper cette perte de recettes et mettre en place une stratégie pour atténuer ses effets sans augmenter la fiscalité pour les administrés surtout en période d'inflation.

Concernant le budget mobilités, Mani CAMBEFORT rappelle qu'aucune collectivité n'a un budget équilibré en ce domaine et qu'il est nécessaire d'apporter une subvention pour atteindre l'équilibre et constate que celle versée est moins élevée que prévu.

Il observe une baisse des recettes en 2021 et demande s'il y a une visibilité sur les six premiers mois de l'année 2022 pour savoir si la situation revient à la normale ou si elle est toujours soumise aux conséquences de la crise sanitaire.

Il ajoute qu'il faudra que l'agglomération pense à intégrer une flotte complète de bus dans le nouveau contrat de délégation de service public (DSP).

Crescent MARAULT répond que le mode de fonctionnement de ce début d'année 2022 est quasiment normal et précise que la hausse des prix du carburant incite la population à utiliser davantage les transports collectifs.

Concernant le parc de bus, il rappelle que pour répondre à l'obligation de disposer de véhicules décarbonés la collectivité a fait le choix de se doter de bus à hydrogène et qu'il conviendra de voir comment le nouveau délégataire pourrait porter une part de l'investissement pour conserver un certain équilibre budgétaire.

Il indique que la piste du « rétrofitage » des véhicules est étudiée pour éviter l'achat de nouveau bus en transformant le parc diesel existant afin qu'il fonctionne à l'hydrogène.

Il ajoute que ce procédé pourrait être financé par l'ADEME et pris en charge par le délégataire et qu'il faut affiner cette stratégie afin de l'intégrer au cahier des charges de la consultation pour le nouveau contrat.

Il précise que ce procédé innovant pourrait être utile à de nombreuses collectivités de la région et qu'un opérateur pourrait s'installer sur le territoire afin de répondre à la demande et dans la mesure où cette technologie est trois fois moins chère que l'achat d'un bus neuf.

Maud NAVARRE rappelle que l'objectif de la collectivité était d'être propriétaire des bus afin de pouvoir élargir un maximum la concurrence lors de la consultation pour le nouveau contrat or, aujourd'hui il est question que le délégataire reste propriétaire des bus.

Crescent MARAULT répond que le véritable enjeu en termes financiers et de concurrence des prestataires n'est pas la propriété des bus mais la propriété du dépôt de bus.

Maud NAVARRE rappelle qu'il s'agissait d'être propriétaire du dépôt et des bus.

Crescent MARAULT répond qu'il s'agira de trouver un équilibre dans le nouveau contrat pour répondre aux enjeux financiers de la collectivité et à ceux de la délégation.

Denis ROYCOURT confirme qu'il faudra maîtriser le coût des bus afin que les usagers ne supportent pas une augmentation du prix du service de transports et que cette question avait déjà été étudiée au cours du précédent mandat.

Par ailleurs, il constate des sommes importantes inscrites en reste à réaliser sur les budgets notamment celui de l'assainissement.

Crescent MARAULT répond que cela correspond à des travaux qui n'ont pas été réalisés comme par exemple des travaux d'assainissement sur la commune de Gy l'Evêque.

Pascal BARBERRET précise que la collectivité connaît des difficultés pour trouver des entreprises pour la réalisation des travaux, notamment à cause des conséquences de la crise sanitaire et subit une hausse des coûts très importante.

Mani CAMBEFORT fait remarquer que ce débat sur le compte administratif permet d'apprendre la modification de la stratégie concernant le parc de bus.

Crescent MARAULT répond qu'il s'agit d'être pragmatique et de trouver la stratégie la plus adaptée au regard des coûts très élevés des bus neufs que la collectivité n'a pas les moyens de supporter et rappelle qu'il faut trouver un équilibre pour amener la concurrence tout en respectant les contraintes financières.

Il rappelle qu'il faut acquérir le dépôt de bus pour lever une barrière dans la mise en concurrence.

Mani CAMBEFORT rappelle que l'acquisition du dépôt de bus était envisagée par l'ancienne équipe municipale.

Crescent MARAULT fait remarquer qu'il aurait fallu que la collectivité soit propriétaire du dépôt dès la DSP de 2011 et que depuis 10 ans rien n'a été fait pour l'acquérir.

Il ajoute que le délégataire a finalement vendu ce dépôt à une personne privée.

Maud NAVARRE répond que lors de la DSP passée en 2018 il était déjà prévu que la collectivité détienne le dépôt mais que cela n'a pu être intégré au regard des coûts déjà très importants des bus et de la station.

Crescent MARAULT confirme que les coûts sont difficiles à supporter et qu'il aurait fallu trouver une alternative pour pouvoir les financer, ce qui est fait aujourd'hui.

Mani CAMBEFORT fait remarquer que l'ancienne équipe avait une stratégie et une projection définie.

Crescent MARAULT répond que cette stratégie n'était pas clairement décrite et ajoute qu'il fallait raisonner plus loin que la DSP.

Mani CAMBEFORT précise qu'entre temps il y a eu des changements et demande quelle est la stratégie prévue pour la nouvelle DSP.

Crescent MARAULT répond que le projet de contrat est au stade de la construction et que la réflexion globale est en cours.

Denis ROYCOURT précise qu'un cabinet spécialisé avait été recruté pour étudier les possibilités et qu'il a été décidé de raccourcir la durée du contrat en cours pour pouvoir intégrer dans la prochaine consultation le rachat des bus et par conséquent la maîtrise du matériel.

Crescent MARAULT rappelle que penser que la propriété des bus constitue un frein à la mise en concurrence est une erreur et précise que l'élément le plus important est le dépôt dans la mesure où le délégataire n'en dispose pas forcément.

Il ajoute que le délégataire doit trouver un intérêt économique pour proposer une offre satisfaisante et que la durée du contrat ne doit pas être trop courte par rapport au délai de retour sur investissement.

Magloire SIOPATHIS concernant la situation de ce début d'année 2022, confirme une dynamique des recettes et une nette progression des kilomètres commerciaux.

Il indique qu'un assistant à maîtrise d'ouvrage a été recruté pour établir un diagnostic notamment sur les aspects financiers du prochain contrat de DSP et que les résultats seront connus au mois de septembre.

Il confirme que la maîtrise du dépôt de bus est essentielle et qu'il faut définir sous quelle forme et dans quelles conditions cela peut être mis en œuvre.

Il craint qu'une trop grande exigence dans le cahier des charges ne mène à une réduction significative des opérateurs pouvant se positionner sur l'appel d'offres.

Nicolas BRIOLLAND rappelle qu'il est important de prendre en compte dans le nouveau contrat la desserte de toutes les communes en transports collectifs et rappelle qu'actuellement l'offre en la matière n'est pas satisfaisante dans la mesure où il n'y a plus de trains et peu de transports à la demande.

Crescent MARAULT répond que la voie ferrée est une infrastructure existante qui pourrait être exploitée.

Nicolas BRIOLLAND précise qu'en 2008 la gare d'Augy disposait de 8 arrêts et qu'ils ont tous été supprimés malgré la demande de la commune et des administrés de les conserver au regard de leur utilité.

Maud NAVARRE fait remarquer que la file d'attente est encore longue pour louer des vélos à assistance électrique auprès de la maison des mobilités et rappelle qu'en 2020 il était prévu d'acheter des vélos supplémentaires.

Aussi, elle indique, par rapport à la hausse de prix du carburant, qu'il serait nécessaire de développer cette mobilité.

Crescent MARAULT répond qu'il faut revoir tout le fonctionnement de la maison des mobilités et être plus ambitieux en développant le service à l'échelle de l'agglomération.

Il précise qu'il étudie les différents modèles économiques et les possibilités pour étendre le maillage existant.

Maud NAVARRE rappelle que ces questions se sont déjà posées sous l'ancien mandat et que cela n'était pas possible techniquement et espère qu'aujourd'hui cela est possible.

Néanmoins, elle pense qu'il faut intervenir rapidement pour apporter une réponse aux auxerrois qui sont en situation d'attente depuis deux ans.

Crescent MARAULT répond que pour développer les mobilités douces et que les usagers puissent circuler en toute sécurité, il faut déjà déployer les voies dédiées avec la mise en place d'un schéma directeur cyclable sur toute l'agglomération et un plan pluriannuel d'aménagement pour prévoir le phasage et le financement par année.

Maud NAVARRE rappelle qu'un schéma existait déjà mais qu'il n'a pas été mis en œuvre totalement.

Magloire SIOPATHIS indique que ce sujet sera sur la table de la prochaine commission des transports.

Sur le budget de l'eau potable, Denis ROYCOURT s'interroge sur l'augmentation de la surtaxe alors qu'il n'y a pas eu de travaux réalisés puisque que les sommes dédiées sont en reste en réaliser.

Crescent MARAULT répond que cette augmentation est justement en prévision des travaux de renouvellement du réseau qui sont à réaliser.

Il ajoute que la gestion de ce service public est compliquée, devient de plus en plus technique et qu'il faudra trouver la meilleure façon de contractualiser cette gestion qui est un vrai métier et difficilement réalisable en régie.

Michaël TATON précise qu'il est prévu de passer le taux de renouvellement à plus de 1 % au lieu de 0,7 %.

Concernant le budget Redevance Incitative, Patrick BARBOTIN rappelle qu'il faut revoir les chiffres qui posent problème.

Denis ROYCOURT rappelle que la compétence liée au SPANC est limitée et qu'un transfert avait été évoqué.

Pascal BARBERET précise que des personnes refusent les contrôles et qu'il proposera à ce titre de mettre en place des pénalités pour dissuader le refus des usagers.

Néanmoins, il indique que lors de la cession d'un bien il y a désormais l'obligation de faire réaliser un contrôle de l'installation d'assainissement qu'elle soit individuelle ou collective et que les acquéreurs sont obligés de faire réaliser les travaux nécessaires.

Il ajoute qu'il est compliqué de faire réaliser les travaux sauf en cas de fort risque de pollution du milieu naturel et que cela relève de la police du maire.

Il rappelle que les travaux sur un dispositif d'assainissement se situent entre 15 000 et 20 000 €.

Christophe BONNEFOND ne voit pas ce qui pourrait être transféré et indique que certaines communes dont celle de Venoy ont plus de 200 installations individuelles et que 57 ont pu être subventionnées pour effectuer des travaux de mise aux normes.

Il rappelle que les contrôles systématiques réalisés à l'occasion des ventes mis en place depuis quelques années ont permis d'améliorer la situation.

Il confirme que la collectivité dispose de peu de moyens coercitifs pour faire respecter l'obligation de réaliser les travaux et indique que malgré tout un travail conséquent a été effectué sur le territoire sur ce sujet.

Nicolas BRIOLLAND demande si ce pouvoir de police a été transféré au Président de l'agglomération.

Pascal BARBERET répond que cela n'en fait pas partie.

Denis ROYCOURT indique qu'un transfert a été évoqué depuis plusieurs années et fait remarquer que le même débat a lieu chaque année.

Pascal BARBERET rappelle que le pouvoir de police du maire ne permet pas d'obliger les usagers à réaliser les travaux nécessaires sauf en cas de problématique de pollution importante où une procédure peut être engagée pour mettre en demeure les propriétaires d'effectuer les travaux à condition qu'ils soient en capacité de les financer.

Farah ZIANI indique que les contrôles pourraient être réalisés par le service urbanisme de la collectivité.

Pascal BARBERET répond que c'est le pouvoir de police du maire qui intervient pour faire respecter la législation en vigueur et que l'urbanisme n'a rien à voir sur ce sujet.

Francis HEURLEY rappelle que le contrôle effectué lors de la vente est notifié à l'acquéreur et qu'en cas de non-conformité de l'installation le prix du bien peut être négocié à la baisse.

Pascal BARBERET confirme que l'acheteur du bien est informé de l'état de l'installation et dispose d'un délai de deux ans pour réaliser les travaux.

Il rappelle qu'il est nécessaire que le législateur donne plus de moyens à la collectivité pour faire respecter les obligations en la matière.

Concernant le budget assainissement, Denis ROYCOURT note que des autorisations de programme ont été modifiées notamment celle relative au frais d'étude prévus pour la station de Vaux qui ne fonctionne plus depuis des années et s'étonne que 30 % du budget ne soit pas réalisé.

Il pense qu'il faut revoir globalement la question de l'assainissement notamment la question du traitement des eaux parasites.

Il rappelle l'épisode climatique dangereux de ce mois de juin au cours duquel les eaux sont remontées par les égouts suite à orage violent.

A ce titre, il insiste sur l'importance de lutter contre l'imperméabilisation des sols et la nécessité d'une bonne gestion des eaux pluviales.

Il ajoute qu'il est toujours en attente de la végétalisation des cours d'écoles qui devient une priorité pour lutter contre la chaleur, d'une part, et contre l'infiltration des eaux, d'autre part.

Pascal BARBERET rappelle que la station de Vaux sera raccordée à Appoigny comme cela a été fait pour Augy afin de traiter les eaux parasites et pour des raisons économiques.

Il confirme qu'il est nécessaire d'investir plus rapidement et que les élus conservent la maîtrise du choix des investissements et ainsi déterminer les priorités.

N° 2022-118

Objet : Affectation des résultats 2021 – Approbation

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Le compte administratif 2021 du budget principal et des budgets annexes a été approuvé. Il convient donc de procéder à l'affectation des résultats aux budgets 2022.

Les montants non affectés restent, de fait, au compte 002 : « excédent de fonctionnement N-1 reporté ».

Il convient de délibérer pour affecter le résultat de fonctionnement si besoin de financement en investissement est nécessaire.

Il est proposé au conseil communautaire d'affecter les résultats comme suit :

- **Budget principal :**

R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 7 682 181,57 €

R 001 Résultat d'investissement reporté : 2 792 153,51 €

- **Budget annexe 60005 - mobilité durable :**

R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 0.00 €

D 001 Résultat d'investissement reporté : -541 995,94 €

- **Budget annexe 60004 - eau potable :**

R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 3 185 327,07 €

R 001 Résultat d'investissement reporté : 968 969,33 €
1068 Excédent de fonctionnement capitalisé : 1 472 208,89 €

• **Budget annexe 60006 - parc d'activités d'Appoigny :**

R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 0.00 €
R 001 Résultat d'investissement reporté : 369 832,32 €

• **Budget annexe 60008 - zone des Macherins :**

R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 2 509,77 €
R 001 Résultat d'investissement reporté : 310 185,00 €

• **Budget annexe 60002 - SPANC :**

R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 19 201,37 €

• **Budget annexe 60007 -prestations de service :**

R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 665,91 €

• **Budget annexe 60003 - déchets redevance incitative :**

R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 102 618,40 €
R 001 Résultat d'investissement reporté : 198 293,02 €

• **Budget annexe 60001 – assainissement :**

R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 2 710 292,18 €
R 001 Résultat d'investissement reporté : 1 256 530,87 €

• **Budget annexe 6000X – Eco pôle Venoy :**

R 002 Résultat de fonctionnement reporté : 0.00 €
D 001 Résultat d'investissement reporté : -3 750,00 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter l'affectation des résultats 2021 aux budgets 2022.
-

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 52
- voix contre : 0
- abstentions : 8 M. DEBAIN, M. NAVARRE, F. ZIANI, F. LOURY, D. ROYCOURT, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

N° 2022-119

Objet : Budget Principal et Budget Mobilités – Modification des autorisations de programmes et crédits de paiements

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Il est proposé de procéder à la modification de l'Autorisation de programme **AP2011 TIERS LIEU** et des crédits de paiement afférents comme suit :

- les crédits de paiements prévus en 2023 sont basculés sur l'exercice 2022 compte tenu du programme des travaux. Détail sous ciril : travaux supplémentaires suite à la demande du maître d'ouvrage en lien avec l'évolution de la structure.

Programme	AP			Montant AP	Répartition par Exercice				
					<2022	2022	2023	2024	2025
AP 2011 BPL TIERS LIEU	2020	Dépenses	AP	1100000	509982,96	519055,18	70961,86	0	0
			Proposition	0	0	70961,86	-70961,86	0	0
			Total	1100000	509982,96	590017,04	0	0	0

Il est proposé de procéder à la modification de l'Autorisation de programme **AP22005 PSMV Plan de sauvegarde et mise en valeur**, et des crédits de paiement afférents comme suit :

- les crédits de paiements prévus en 2022 sont augmentés de 40 000 euros sur l'exercice 2022 afin de pouvoir intégrer les engagements pris avant la création de l'AP, dans le décompte de celle-ci. Les crédits de paiement de la dernière année de l'AP sont réduits d'autant.

Programme	AP			Montant AP	Répartition par Exercice				
					<2022	2022	2023	2024	2025
AP 22005 PSMV - PLAN DE SAUVEGARDE ET MISE EN VA	2022	Dépenses	AP	600000	0	30000	190000	190000	190000
			Proposition	0	0	40000	0	0	-40000
			Total	600000	0	70000	190000	190000	150000

Budget annexe Mobilité durable

Il est proposé de procéder à la modification de l'Autorisation de programme **AP2003 ACQUISITION BUS A HYDROGENE** et des crédits de paiement afférents comme suit :

- réduction du montant de l'AP à un montant total de 3 151 780 euros, celle-ci ayant été créée initialement avec un montant de dépenses TTC mais le budget a été assujéti à la TVA depuis. Il convient donc d'ajuster le montant de l'AP sur les dépenses HT.

- les crédits de paiement inscrits en 2022 pour un montant de 489 00 euros correspondent au solde du montant de l'acquisition dû au titre de la bonne réception et versé un an après la livraison pour 469 000 € auquel s'ajoutent 20 000 euros pour la vidéo protection

- la durée de l'AP est allongée jusqu'en 2023 afin de permettre le cas échéant un paiement de solde de facture.

Programme	AP			Montant AP	Répartition par Exercice						
					<2022	2022	2023	2024	2025	2026	>= 2027
AP 2003 AP ACQUISITION BUS HYDROGENE	2020	Dépense	AP	3773200	2657780	1115420	0	0	0	0	0
			Proposition	-621420	0	-626420	5000	0	0	0	0
			Total	3151780	2657780	489000	5000	0	0	0	0

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter les modifications des autorisations de programme et crédits de paiements.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 1 M. DEBAIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

N° 2022-120

Objet : Budget Assainissement – Modification des autorisations de programmes et crédits de paiements

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Il est proposé de procéder aux modifications des crédits de paiements des autorisations de programmes suivantes :

APCP ASST CREATION STEP EXT RESEAU LINDRY	FRAIS D'ETUDES	-40 000	Report réhabilitation STEP des Houches en attente des conclusions du schéma directeur
APCP ASSAINISSEMENT MISE EN SEPRATIF QUENNE	FRAIS D'ETUDES	78 000	Complément crédit de paiements maîtrise d'œuvre, relevé topographique et diagnostic voirie et enquêtes préalables
APCP CREATION STEP VAUX	FRAIS D'ETUDES	5 000	
APCP ASST REHABILITATION RESEAU VINCELLES	FRAIS D'ETUDES	7 500	Complément maîtrise d'œuvre réhabilitation du réseau d'assainissement
APCP ASST REHABILITATION RESEAU VINCELLES	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	188 000	Compléments Travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement
APCP ASST MISE EN CONFORMITE STEP GY LEVEQUE	FRAIS D'ETUDES	36 000	Compléments maîtrise d'œuvre, contrôleurs techniques, coordonnateur Sécurité et protection de la Santé, diagnostic amiante
APCP ASST MISE EN CONFORMITE STEP GY LEVEQUE	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	35 000	Complément pour travaux d'amélioration de la STEP de Gy l'Evêque et création de filière boue
APCP ASST CREATION SYSTEME EPURATION CHITRY	FRAIS D'ETUDES	1 500	Complément maîtrise d'œuvre

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter les modifications des autorisations de programme et crédits de paiements ci-dessus,
- De dire que les modifications de crédits correspondants sont proposées au budget supplémentaire 2022.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 1 M. DEBAIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

N° 2022-121

Objet : Budget supplémentaire 2022 – Approbation

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Le budget supplémentaire 2022 du budget principal et des budgets annexes de la communauté se présente comme suit :

- **BUDGET PRINCIPAL**

Pour la section d'investissement, les principales dépenses ajoutées par chapitre concernent :

- Au chapitre 16 Emprunts

- la mise à jour du montant des remboursements d'emprunt en capital suite à l'encaissement du prêt classique pour le financement d'AuxRparc en décembre 2021

- Au chapitre 204 Subventions d'équipement versées

- un montant de 192.000€ pour la réalisation de la véloroute

- Au chapitre 20 immobilisations incorporelles

- des crédits supplémentaires pour la réalisation des documents d'urbanisme : notamment la mise à jour du montant des crédits de paiement de l'autorisation de programme pour le PLUI + 40 000 €

- l'acquisition de logiciel informatique pour la dématérialisation des arrêtés d'occupation du domaine public + 16 300 €

- Au chapitre 21 immobilisations corporelles

- 134.000€ pour l'acquisition du local vagemestre rue Faillot

- 111.000€ pour l'acquisition de machines pour le Tiers Lieu

- Mobilier du Tiers Lieu

- le remplacement de l'architecture serveur

- enveloppe en réserve pour des surcoûts éventuels liés aux marchés de travaux

- Au chapitre 23 travaux en cours

- 170.000 € pour le réseau d'eau chaude du SNAS

- 112.000 € pour l'aire de co-voiturage de Monéteau

- 70 000 € pour l'adaptation des locaux du tiers lieu

- 70 000 € pour des travaux d'extension du réseau d'eaux pluviales ce qui porte l'enveloppe globale pour ces travaux sur 2022 à 270 000 € compte tenu de l'enveloppe de 200 000 € déjà inscrite au BP 2022.

- Au chapitre 041 Opérations patrimoniales :

- l'augmentation des crédits nécessaires pour le transfert des travaux imputés au compte 23 qu'il convient de basculer au compte 21 lorsqu'ils sont achevés : + 146 000 euros. S'agissant d'une opération d'ordre, un montant similaire est inscrit en recettes d'investissement.

Le montant des reports en dépenses d'investissement est de 2.74 M€ et de 0.45 M€ en recettes.

Ces dépenses supplémentaires sont financées par le report du résultat d'investissement et l'abondement depuis la section de fonctionnement.

On peut également noter l'inscription de 526 176 € de recettes de subventions (solde de subvention pôle environnemental et tiers lieu).

La prévision d'emprunt d'équilibre est ainsi revue à la baisse et est annulée, les 14.000€ restant en compte 16 représentant des remboursements de cautions.

Investissement

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	51 717,00	35 000,00	0,00	0,00	5 542,00	40 542,00
041 OPERATIONS PATRIMONIALES	20 220,00	100 000,00	0,00	0,00	146 000,00	246 000,00
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	114 449,52	121 000,00	0,00	0,00	90 000,00	211 000,00
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	336 630,59	825 254,00	0,00	215 002,17	109 900,00	1 150 156,17
204 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	902 151,72	1 176 500,00	0,00	1 294 463,38	213 800,00	2 684 763,38
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 624 184,71	2 599 310,00	0,00	1 074 152,95	1 854 453,21	5 527 916,16
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	789 693,68	2 798 008,03	0,00	138 778,52	428 961,86	3 365 748,41
26 PARTICIPATIONS, CREANCES RATTACHEES A DES PARTICI.	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 878 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	427 802,23	50 000,00	0,00	18 378,00	0,00	68 378,00
Total Dépenses	8 149 849,45	7 705 072,03	0,00	2 740 775,02	2 848 657,07	13 294 504,12

Investissement

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
001 RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	2 903 598,82	0,00	0,00	0,00	2 792 153,51	2 792 153,51
021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	5 468 679,25	5 468 679,25
024 PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0,00	402 000,00	0,00	0,00	0,00	402 000,00
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 717 827,06	902 000,00	0,00	0,00	14 889,00	916 889,00
041 OPERATIONS PATRIMONIALES	20 220,00	0,00	100 000,00	0,00	146 000,00	246 000,00
10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	651 654,53	846 000,00	0,00	0,00	0,00	846 000,00
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	986 846,51	1 585 980,00	0,00	446 626,36	526 176,00	2 558 782,36
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	3 883 804,00	3 819 092,03	0,00	0,00	-3 805 092,03	14 000,00
204 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	200 099,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	42 079,84	100 000,00	-100 000,00	0,00	0,00	0,00
45 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	535 872,80	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
Total Recettes	10 942 002,96	7 705 072,03	0,00	446 626,36	5 142 805,73	13 294 504,12

Pour la section de fonctionnement, les principales dépenses ajoutées par chapitre concernent :

- Au chapitre 011 charges à caractère général
 - le surcoût de l'énergie et du marché de chauffe + 470 000 euros
 - AMI centrales photovoltaïques au sol et ombrières : +46 920 €
 - Assistance pour la mise en place d'une société foncière : + 32 370 €
 - Prestation complémentaire pour la partie technopôle du marché du pôle environnemental : 44 269 €
 - Audit de sécurité informatique : + 28 500 €
 - prestation pour mise en place application de covoiturage : +32 000 euros
 - cotisation au pôle métropolitain : + 20 167 €.

- Au chapitre 012 charges de personnel

Un montant estimé de 260 000 euros a été inscrit pour la prise en compte des mesures salariales à venir.

- Au chapitre 014 Atténuation de charges

Le montant de l'attribution de compensation a été réajusté.

- Au chapitre 65 autres charges de gestion courante

- la subvention du budget transport a été ajustée à la baisse – 729 043 € ainsi que la cotisation que la cotisation au Syndicat Mixte Yonne Médian suite au vote de la cotisation (-83 493 €)
- dans un même temps, les crédits en matière économique ont été augmentés de 50 000 euros pour le paiement de la subvention à VNF afférente à l'organisation des rencontres fluviales à Auxerre et 20 000 € pour la participation à la fête des vendanges de Montmartre
- 53 000 euros supplémentaires ont été inscrits pour le versement de subventions (notamment pour l'Ukraine, Maison des Jumelages, DECA Bourgogne Franche Comté)

- Au chapitre 66 charges financières

- la mise à jour du montant des remboursement d'emprunt en intérêt suite à l'encaissement des prêts pour le financement d'AuxRparc en décembre 2021

- Au chapitre 67 charges exceptionnelles

- inscription d'une subvention de 1 M € pour le budget annexe AuxRparc afin de poursuivre l'effort engagé pour apurer la perte sur les ventes liée à la différence entre coût de revient et prix de vente des terrains.

Le budget supplémentaire en fonctionnement s'équilibre :

- grâce à la reprise du résultat de 2021
- par l'ajustement des recettes de fiscalité et compensations suite aux notifications reçues aux chapitre 73 et 74
- l'augmentation des produits des services au chapitre 70 portant notamment sur la régularisation de remboursement de frais par le budget annexe redevance incitative
- une recette exceptionnelle au chapitre 77 au titre d'indemnités suite au jugement rendu par la cour administrative d'appel de Lyon sur le contentieux des travaux de l'aire d'accueil des gens du voyage pour un montant de 362 020 €.

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	8 998 793,93	4 519 320,96	0,00	0,00	1 049 347,93	5 568 668,89
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	17 487 026,00	15 357 000,00	0,00	0,00	260 000,00	15 617 000,00
014 ATTENUATIONS DE PRODUITS	13 667 972,66	13 305 103,00	0,00	0,00	-158 700,00	13 146 403,00
023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	5 468 679,25	5 468 679,25
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 717 827,06	902 000,00	0,00	0,00	14 889,00	916 889,00
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	3 200 505,29	3 912 100,84	0,00	0,00	-683 626,00	3 228 474,84
66 CHARGES FINANCIERES	9 477,09	9 182,00	0,00	0,00	18 218,00	27 400,00
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 009 947,02	8 500,00	0,00	0,00	1 031 600,00	1 040 100,00
Total Dépenses	46 091 549,05	38 013 206,80	0,00	0,00	7 000 408,18	45 013 614,98

Fonctionnement

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
002 RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	7 963 368,03	1 583 700,00	0,00	0,00	6 098 481,57	7 682 181,57
013 ATTENUATIONS DE CHARGES	29 058,40	17 000,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	51 717,00	35 000,00	0,00	0,00	5 542,00	40 542,00
70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSE	2 818 008,58	1 510 825,80	0,00	0,00	136 413,37	1 647 239,17
73 IMPOTS ET TAXES	31 216 561,15	24 254 944,00	0,00	0,00	302 788,24	24 557 732,24
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	11 445 995,85	10 583 501,00	0,00	0,00	51 016,00	10 634 517,00
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	28 295,69	23 236,00	0,00	0,00	0,00	23 236,00
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	220 725,92	5 000,00	0,00	0,00	406 167,00	411 167,00
Total Recettes	53 773 730,62	38 013 206,80	0,00	0,00	7 000 408,18	45 013 614,98

- **MOBILITE DURABLE**

En investissement, le budget supplémentaire permet de revoir les crédits de paiement de l'autorisation de programme liée à l'acquisition du bus hydrogène. Sur 2022, il s'agit du solde de montant de l'acquisition du au titre de la bonne réception et versée un an après la livraison pour 469 000 € auquel s'ajoutent 20 000 euros pour la vidéo protection.

Le montant des reports de subventions 2021 permet de financer ces dépenses ainsi que le résultat reporté déficitaire, et d'annuler le virement à la section d'investissement.

Investissement

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
001 RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	11 929,79	0,00	0,00	0,00	541 995,94	541 995,94
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	16 069,00	16 100,00	0,00	0,00	0,00	16 100,00
041 OPERATIONS PATRIMONIALES	562 230,00	0,00	0,00	0,00	49 000,00	49 000,00
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	216 992,46	273 100,00	0,00	0,00	0,00	273 100,00
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 204 967,25	0,00	0,00	5 379,33	587 388,22	592 767,55
Total Dépenses	3 012 188,50	289 200,00	0,00	5 379,33	1 178 384,16	1 472 963,49

Investissement

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	261 600,00	0,00	0,00	-261 600,00	0,00
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	36 633,60	27 600,00	0,00	0,00	0,00	27 600,00
041 OPERATIONS PATRIMONIALES	562 230,00	0,00	0,00	0,00	49 000,00	49 000,00
10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	165 402,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	85 926,81	0,00	0,00	1 396 363,49	0,00	1 396 363,49
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 620 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Recettes	2 470 192,56	289 200,00	0,00	1 396 363,49	-212 600,00	1 472 963,49

Pour la section de fonctionnement, les prévisions de dépenses supplémentaires prennent en compte les prestations de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la DSP.

L'équilibre du budget est obtenu par l'ajustement du versement mobilité, l'inscription de la redevance versée par TRANSDEV pour l'utilisation des bus H2.

Globalement, cela permet de diminuer le versement de la subvention d'équilibre du budget principal.

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	7 587 309,80	7 835 360,00	0,00	0,00	52 790,00	7 888 150,00
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	216 901,83	245 700,00	0,00	0,00	-20 000,00	225 700,00
014 ATTENUATIONS DE PRODUITS	445,61	0,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00
023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	261 600,00	0,00	0,00	-261 600,00	0,00
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	36 633,60	27 600,00	0,00	0,00	0,00	27 600,00
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	36 009,41	29 310,00	0,00	0,00	0,00	29 310,00
66 CHARGES FINANCIERES	40 063,41	43 518,00	0,00	0,00	0,00	43 518,00
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	0,00	0,00	0,00	94 361,08	94 361,08
Total Dépenses	7 917 363,66	8 443 088,00	0,00	0,00	-131 448,92	8 311 639,08

Fonctionnement

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
013 ATTENUATIONS DE CHARGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	16 069,00	16 100,00	0,00	0,00	0,00	16 100,00
70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSE:	802 725,63	1 016 000,00	0,00	0,00	0,00	1 016 000,00
73 IMPOTS ET TAXES	3 853 624,95	3 803 000,00	0,00	0,00	75 000,00	3 878 000,00
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 794 447,50	1 847 000,00	0,00	0,00	-90 000,00	1 757 000,00
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	208 235,71	25 000,00	0,00	0,00	208 233,00	233 233,00
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 242 260,87	1 735 988,00	0,00	0,00	-324 681,92	1 411 306,08
Total Recettes	7 917 363,66	8 443 088,00	0,00	0,00	-131 448,92	8 311 639,08

- EAU POTABLE**

Des ajustements de dépenses sont faits en investissement afin de prendre en compte les surcoûts sur les marchés de travaux 2022 portant essentiellement sur les remplacements de conduite.

A noter que le montant des reports 2021 en dépenses d'investissement s'élève à plus de 3.1 M € et 744 301.20 en recettes.

Ces dépenses supplémentaires sont financées par le report du résultat d'investissement et l'abondement depuis la section de fonctionnement (au 1068 et au 021) ; la prévision d'emprunt d'équilibre est ainsi annulée.

Investissement

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	67 808,06	69 000,00	0,00	0,00	0,00	69 000,00
041 OPERATIONS PATRIMONIALES	396 780,49	400 000,00	0,00	0,00	161 000,00	561 000,00
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	361 452,04	265 000,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	79 434,55	55 000,00	0,00	5 724,00	16 000,00	76 724,00
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 028,38	30 000,00	0,00	15 782,02	0,00	45 782,02
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	2 231 194,80	3 496 995,00	0,00	3 163 973,40	1 353 429,00	8 014 397,40
Total Dépenses	3 144 838,32	4 315 995,00	0,00	3 185 479,42	1 530 429,00	9 031 903,42

Investissement

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
001 RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	1 842 938,46	0,00	0,00	0,00	968 969,33	968 969,33
021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	1 760 200,00	0,00	0,00	2 176 867,00	3 937 067,00
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	895 486,67	890 000,00	0,00	0,00	0,00	890 000,00
041 OPERATIONS PATRIMONIALES	389 867,53	400 000,00	0,00	0,00	161 000,00	561 000,00
10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	0,00	0,00	0,00	0,00	1 472 208,89	1 472 208,89
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	588 734,50	58 357,00	0,00	744 301,20	0,00	802 658,20
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00	807 438,00	0,00	0,00	-807 438,00	0,00
27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	389 867,53	400 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
Total Recettes	4 106 894,69	4 315 995,00	0,00	744 301,20	3 971 607,22	9 031 903,42

En dépenses de fonctionnement, les réajustements permettent d'intégrer des crédits au chapitre 011. Le reliquat de crédits non affecté est inscrit en dépenses au compte 618 (793 368 euros) pour équilibre de la section.

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	159 709,24	298 912,00	0,00	0,00	733 640,07	1 032 552,07
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	357 149,22	341 580,00	0,00	0,00	95 000,00	436 580,00
022 DEPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00	75 000,00
023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	1 760 200,00	0,00	0,00	2 176 687,00	3 936 887,00
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	895 486,67	890 000,00	0,00	0,00	0,00	890 000,00
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	49 138,60	54 300,00	0,00	0,00	0,00	54 300,00
66 CHARGES FINANCIERES	102 288,27	72 812,00	0,00	0,00	0,00	72 812,00
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	5 867,00	206 196,00	0,00	0,00	105 000,00	311 196,00
Total Dépenses	1 569 639,00	3 624 000,00	0,00	0,00	3 185 327,07	6 809 327,07

Fonctionnement

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
002 RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	2 673 939,52	0,00	0,00	0,00	3 185 327,07	3 185 327,07
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	67 808,06	69 000,00	0,00	0,00	0,00	69 000,00
70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSE:	3 483 979,41	3 555 000,00	0,00	0,00	0,00	3 555 000,00
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	7,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Recettes	6 227 174,96	3 624 000,00	0,00	0,00	3 185 327,07	6 809 327,07

- BUDGET AUXR_PARC**

Les écritures du budget supplémentaires permettent d'intégrer les résultats 2021.

On peut noter en recettes de fonctionnement la prévision d'abondement de 660 000 euros en provenance du budget principal (soit un montant total de 1M€ BP + BS). Les écritures de stocks sont modifiées en conséquence permettant ainsi de baisser la valeur du stock final. En fonction de l'exécution définitive du budget, il pourrait être procédé à un remboursement partiel du prêt in fine inscrit en dépense d'investissement.

Investissement

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
001 RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	4 854 327,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENT	16 010 137,27	16 320 868,70	58 625,00	0,00	0,00	16 379 493,70
10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	0,00	58 625,00	-58 625,00	0,00	0,00	0,00
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	572 979,25	242 000,00	0,00	0,00	1 017 332,32	1 259 332,32
Total Dépenses	21 437 444,36	16 621 493,70	0,00	0,00	1 017 332,32	17 638 826,02

Investissement

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
001 RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	369 832,32	369 832,32
021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEI	0,00	242 000,00	0,00	0,00	0,00	242 000,00
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENT	17 929 276,68	15 993 493,70	0,00	0,00	647 500,00	16 640 993,70
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	3 878 000,00	386 000,00	0,00	0,00	0,00	386 000,00
Total Recettes	21 807 276,68	16 621 493,70	0,00	0,00	1 017 332,32	17 638 826,02

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
002 RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	836 837,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	148 730,25	386 000,00	0,00	0,00	12 500,00	398 500,00
023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	242 000,00	0,00	0,00	0,00	242 000,00
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	929 276,68	15 993 493,70	0,00	0,00	647 500,00	16 640 993,70
043 OPERATIONS ORDRE INTERIEUR SECTION FONCTIONNEMENT	101 791,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
66 CHARGES FINANCIERES	101 791,87	98 000,00	0,00	0,00	0,00	98 000,00
Total Dépenses	19 118 427,75	16 719 503,70	0,00	0,00	660 000,00	17 379 503,70

Fonctionnement

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	16 010 137,27	16 379 493,70	0,00	0,00	0,00	16 379 493,70
043 OPERATIONS ORDRE INTERIEUR SECTION FONCTIONNEMENT	101 791,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES	1 637 279,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	369 219,61	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 000 000,00	340 000,00	0,00	0,00	660 000,00	1 000 000,00
Total Recettes	19 118 427,75	16 719 503,70	0,00	0,00	660 000,00	17 379 503,70

- BUDGET ZONE DES MACHERINS**

Le budget supplémentaire intègre la reprise des résultats 2021 et des prévisions de ventes de terrains (lots 3 et 4) avec les opérations d'ordre afférentes.

Le budget s'équilibre en investissement par une inscription de dépenses d'équipement à hauteur de 607.468,05€ qui ne seront pas forcément réalisées.

Si toutes les ventes se déroulent au rythme prévu, ce budget devrait être clôturé à la fin de l'année.

Investissement

Dépenses

Chapitre	CA 2021	Budget primitif 2022	Reports	BS	Total Budget BP+DM+ BS
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00	0,00	455,00	607 468,05	607 923,05
Total Dépenses	0,00	0,00	455,00	607 468,05	607 923,05

Recettes

Chapitre	CA -1	Budget primitif N	Reports	Demandes BS	Total Budget BP+DM+ DDES BS
001 RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	310 185,00	0,00	0,00	310 185,00	310 185,00
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0,00	0,00	0,00	297 738,05	297 738,05
Total Recettes	310 185,00	0,00	0,00	607 923,05	607 923,05

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	CA -1	Budget primitif N	Reports	Demandes BS	Total Budget BP+DM+ DDES BS
002 RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	5 607,46	0,00	0,00	0,00	0,00
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 261,00	54 842,00	0,00	0,00	54 842,00
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0,00	0,00	0,00	297 738,05	297 738,05
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1,34	10,00	0,00	0,00	10,00
Total Dépenses	6 869,80	54 852,00	0,00	297 738,05	352 590,05

Recettes

Chapitre	CA -1	Budget primitif N	Reports	Demandes BS	Total Budget BP+DM+ DDES BS
002 RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	2 509,77	2 509,77
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	8 999,57	8 900,00	0,00	0,00	8 900,00
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	380,00	45 952,00	0,00	295 228,28	341 180,28
Total Recettes	9 379,57	54 852,00	0,00	297 738,05	352 590,05

- BUDGET SPANC**

L'excédent 2021 de ce budget est repris en recettes de fonctionnement pour 19.201,37€. Des crédits pour des charges générales sont inscrits à due concurrence.

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	CA 2021	Budget primitif 2022	BS	Total Budget BP+DM+ BS
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	8 422,65	19 990,00	19 201,37	39 191,37
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00	510,00	0,00	510,00
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	500,00	0,00	500,00
Total Dépenses	8 422,65	21 000,00	19 201,37	40 201,37

Recettes

Chapitre	CA 2021	Budget primitif 2022	BS	Total Budget BP+DM+ BS
002 RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	18 473,27	0,00	19 201,37	19 201,37
70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSE	8 982,75	21 000,00	0,00	21 000,00
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	168,00	0,00	0,00	0,00
Total Recettes	27 624,02	21 000,00	19 201,37	40 201,37

- BUDGET PRESTATIONS DE SERVICE**

L'équilibre du budget après intégration du résultat est obtenu par inscription de 665.91 € de dépenses en charges à caractère général.

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	BS	Total budget avec BS	Total du réalisé	Dispo après vote BS
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	39 429,15	71 120,00	665,91	71 785,91	16 268,66	55 517,25
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILE	152 548,93	21 760,00	0,00	21 760,00	0,00	21 760,00
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Dépenses	191 978,70	92 880,00	665,91	93 545,91	16 268,66	77 277,25

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	BS	Total budget avec BS	Total du réalisé	Dispo après vote BS
002 RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	664,85	0,00	665,91	665,91	0,00	665,91
70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENT	41 096,12	92 880,00	0,00	92 880,00	0,00	92 880,00
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	150 882,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Recettes	192 644,61	92 880,00	665,91	93 545,91	0,00	93 545,91

- BUDGET REDEVANCE INCITATIVE**

Le résultat d'investissement 2021 excédentaire de 198 293.02 € est intégré au budget supplémentaire. Il conduit à une inscription en dépense de 194 514.50 € pour équilibrer la section compte tenu du report de 3 778.52 €.

Investissement
Dépenses

Chapitre	CA -1	Budget primitif N	DM + AS	Reports	Demandes BS	Total Budget BP+DM+ DDES BS	Total Mandat + ENS	Dispo après vote BS
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	15 754,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00	3 206,55	10 793,45
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00	9 150,00	0,00	3 778,52	194 514,50	207 443,02	3 778,52	203 664,50
Total Dépenses	15 754,00	23 150,00	0,00	3 778,52	194 514,50	221 443,02	6 985,07	214 457,95

Investissement
Recettes

Chapitre	CA -1	Budget primitif N	DM + AS	Reports	Demandes BS	Total Budget BP+DM+ DDES BS	Total Mandat + ENS	Dispo après vote BS
001 RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	198 293,02	198 293,02	0,00	198 293,02
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0,00	23 150,00	0,00	0,00	0,00	23 150,00	0,00	23 150,00
Total Recettes	0,00	23 150,00	0,00	0,00	198 293,02	221 443,02	0,00	221 443,02

En fonctionnement, un montant de 146 836.56 euros est inscrit au chapitre 011. Il s'agit notamment de :

- 88 636.56 € de remboursement au budget principal des prestations de traitement des ordures ménagères et tri des emballages afférents à 2021. En effet, sur un montant total de 112 873.37 €, seuls 24 237.81 € avaient pu être mandatés en 2021 faute de crédits suffisants,
- 55 000 euros pour réabonder le chapitre suite à la DM passée pour permettre la régularisation des factures de redevance du 2^{ème} semestre 2021.

Pour mémoire, au budget primitif il avait été proposé une augmentation de la part fixe de la redevance incitative de 33 € à l'année. Suite au vote, cette augmentation a été ramenée à 16.50 €. Lors de l'élaboration de ce budget supplémentaire, force est de constater que les recettes ne sont pas suffisantes pour assurer l'équilibre de ce budget. Il est donc nécessaire d'alimenter le budget déchet redevance incitative par le budget annexe déchets collecte à hauteur de 44.118,16 €

Fonctionnement
Dépenses

Chapitre	CA -1	Budget primitif N	DM + AS	Reports	Demandes BS	Total Budget BP+DM+ DDES BS	Total Mandat + ENS	Dispo après vote BS
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	312 234,20	466 526,00	-55 000,00	0,00	146 836,56	558 362,56	312 985,29	245 377,27
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	74 408,58	99 900,00	0,00	0,00	0,00	99 900,00	20 027,46	79 872,54
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0,00	23 150,00	0,00	0,00	0,00	23 150,00	0,00	23 150,00
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 604,02	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,85	4 999,15
66 CHARGES FINANCIERES	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	100,00	0,00	100,00
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	10 000,00	55 000,00	0,00	0,00	65 000,00	17,80	64 982,20
Total Dépenses	388 246,80	604 576,00	0,00	0,00	146 936,56	751 512,56	333 031,40	418 481,16

Fonctionnement
Recettes

Chapitre	CA -1	Budget primitif N	DM + AS	Reports	Demandes BS	Total Budget BP+DM+ DDES BS	Total Mandat + ENS	Dispo après vote BS
002 RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	102 618,40	102 618,40	0,00	102 618,40
013 ATTENUATIONS DE CHARGES	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	200,00	200,00	0,00
70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSE:	0,00	603 576,00	0,00	0,00	0,00	603 576,00	0,00	603 576,00
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,44	-0,44
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	1 000,00	0,00	0,00	44 118,16	45 118,16	0,00	45 118,16
Total Recettes	1,33	604 576,00	0,00	0,00	146 936,56	751 512,56	200,44	751 312,12

• BUDGET ASSAINISSEMENT

Le budget supplémentaire intègre les résultats 2021 ainsi que des inscriptions nouvelles qui sont détaillées par section.

Section d'investissement - dépenses

• **Hors APCR**

Au 2031 :

5 000	Études non programmées (géotechnique, topographiques, autres)
30 000	Études préliminaires de réhabilitation et de mise en séparatif du réseau lié à l'opération cœur de village
19 500	Complément maîtrise d'œuvre, contrôleur SPS, contrôleur technique
3 200	Complément maîtrise d'œuvre pour le remplacement du collecteur rue des Champs Casselins
40 000	Complément maîtrise d'œuvre, études géotechniques, géo-détection et diagnostic amiante
4 500	Solde Maîtrise d'œuvre des travaux de création d'un système d'assainissement à Montallery
1 500	Solde de la maîtrise d'oeuvre de la station d'épuration

Au 2315 :

-85 000	Report du remplacement du collecteur rue des Champs Casselins
125 000	Compléments travaux d'extension et de mise en séparatif rues du pont et de la Planchette
-100 000	Report du remplacement du dégrilleur de la station d'épuration d'Appoigny
-10 000	Extension du réseau d'assainissement rue du cimetière (consultation faite)
-4 000	Extension du collecteur Petite Rue (consultation effectuée)
-30 000	Report ventilation de l'aire de stockage des boues
15 000	Complément pour travaux de réhabilitation de poste de relevage
1 300	Complément extension de réseau allée de l'Hermitage
50 000	Compléments remplacement du collecteur rue du Près de Goix et de Gouaix (consultation en cours)
30 000	Complément travaux remplacement des déversoirs d'orage rues de Gouaix et de Paris
-30 000	Report réhabilitation collecteur à l'arrière de la salle des fêtes
1 000	Complément déconnexion d'un réseau d'eau pluvial rue des Vierges des Aides (consultation faite)
-60 000	Déconnexion d'un réseau d'eau pluviale route de Bailly (consultation faite)
-170 000	Report du remplacement du collecteur rue des Tournants
100 000	Complément travaux interconnexion
1 300	Solde travaux station d'épuration Montallery
-75 000	Annulation travaux d'extension de réseaux rues Barrée et du Transformateur
70 000	Extension de réseau dans le cadre d'une nouvelle voie entre les rues du Transformateur et du Bois

En opérations pour compte de tiers :

AUXERRE AV LAROUSSE RUE VIELLARD	40 000	Complément pour travaux de mise en séparatif en domaine privé (amiante) rue Vieillard
VENOY HAMEAU DE MONTALLERY	20 000	Solde mise en conformité des installations en domaine privé

VENOY HAMEAU DE MONTALLERY	10 801	Solde des mises en conformité des installations privées hameau de Montallery
APPOIGNY VOIE DES LYS	7 500	Complément Travaux de mise en conformité en domaine privé voie des Lys
APPOIGNY VOIE DES LYS	-108 800	Erreur d'affectation des travaux de mise en conformité en domaine privée de la rue du Pont et de la Planchette
APPOIGNY RUES PONT PLANCHETTE	11 000	Maîtrise d'oeuvre pour les travaux de mise en conformité en domaine privé lié aux travaux d'extension et de mise en séparatif rues de la Planchette et du Pont
OPCT APPOIGNY RUES ORMES SENTIERS VOSVES	5 200	Maîtrise d'oeuvre pour les travaux de mise en conformité en domaine privé
OPCT APPOIGNY RUES ORMES SENTIERS VOSVES	31 000	Travaux de mise en conformité en domaine privée liés à la mise en séparatif des réseaux rues des Ormes, Sentier et Vosves

Les AP/CP ci-dessous voient leurs crédits de paiement 2022 modifiés :

APCP ASST CREATION STEP EXT RESEAU LINDRY	FRAIS D'ETUDES	-40 000	Report réhabilitation STEP des Houches en attente des conclusions du schéma directeur
APCP ASSAINISSEMENT MISE EN SEPRATIF QUENNE	FRAIS D'ETUDES	78 000	Complément crédit de paiements maîtrise d'oeuvre, relevé topographique et diagnostic voirie et enquêtes préalables
APCP CREATION STEP VAUX	FRAIS D'ETUDES	5 000	
APCP ASST REHABILITATION RESEAU VINCELLES	FRAIS D'ETUDES	7 500	Complément maîtrise d'oeuvre réhabilitation du réseau d'assainissement
APCP ASST REHABILITATION RESEAU VINCELLES	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	188 000	Compléments Travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement
APCP ASST MISE EN CONFORMITE STEP GY LEVEQUE	FRAIS D'ETUDES	36 000	Compléments maîtrise d'oeuvre, contrôleurs techniques, coordonnateur Sécurité et protection de la Santé, diagnostic amiante
APCP ASST MISE EN CONFORMITE STEP GY LEVEQUE	INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	35 000	Complément pour travaux d'amélioration de la STEP de Gy l'Evêque et création de filière boue
APCP ASST CREATION SYSTEME EPURATION CHITRY	FRAIS D'ETUDES	1 500	Complément maîtrise d'oeuvre

Section d'investissement - recettes

L'emprunt prévu au BP est diminué de 1 344 371,00 euros, et les recettes des opérations pour compte de tiers sont ajustées à hauteur de + 16 700 euros.

Le virement de la section de fonctionnement est comptabilisé pour 916 140 euros

Les opérations d'ordres concernent des reprises sur amortissement à hauteur de 50 000 euros.

Investissement

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
001 RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	659 965,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	400 467,00	427 000,00	0,00	0,00	50 000,00	477 000,00
041 OPERATIONS PATRIMONIALES	39 725,22	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	170 487,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	32 154,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 852 989,22	1 711 500,00	0,00	0,00	0,00	1 711 500,00
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	540 718,03	288 920,00	0,00	1 378 811,07	191 700,00	1 859 431,07
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 922,94	16 000,00	0,00	30 726,86	0,00	46 726,86
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	1 349 373,94	6 174 500,00	0,00	1 282 699,49	697 253,10	8 154 452,59
45 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	436 636,36	976 200,00	0,00	90 260,78	16 700,60	1 083 161,38
Total Dépenses	5 492 440,02	10 194 120,00	0,00	2 782 498,20	955 653,70	13 932 271,90

Investissement

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
001 RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	1 256 530,87	1 256 530,87
021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	351 230,00	0,00	0,00	916 140,13	1 267 370,13
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	2 541 626,75	2 900 000,00	0,00	0,00	0,00	2 900 000,00
041 OPERATIONS PATRIMONIALES	39 725,22	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	2 140 052,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	555 055,84	4 154 519,00	0,00	2 563 649,30	0,00	6 718 168,30
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	1 200 000,00	1 212 171,00	0,00	136 200,00	-1 344 371,00	4 000,00
45 OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	272 511,00	976 200,00	0,00	193 302,00	16 700,60	1 186 202,60
Total Recettes	6 748 970,89	10 194 120,00	0,00	2 893 151,30	845 000,60	13 932 271,90

Section de fonctionnement – dépenses

Au chapitre 011, notons :

- +160 000 euros pour l'actualisation du marché d'exploitation de la station d'épuration d'Appoigny,
- 25 000 euros pour la mise en sécurité de la station d'épuration d'Appoigny,
- 40 000 euros pour l'épandage des boues des station d'épuration de St Georges sur Baulches et Champs sur Yonne,
- + 44 990 euro de commandes non rattachés en 2021,
- + 28938 pour la régularisation d'AMO comptabilisés en 2019 sur le budget principal de la CA.

Au chapitre 012 :

- +12 000 euros d'ajustement des charges de personnel.

Au chapitre 65 :

- + 8 600 euros pour des créances éteintes ou admises en non valeurs, et 350 000 € de réserves.

Au chapitre 67 :

- + 20 000 euros au titre de la régularisation de la PFAC 2021, 350 000 € de réserves.
- + 600 000 euros sont prévus au titre des dépenses imprévues de fonctionnement.
- +916 140 euros sont prélevés pour le financement de la section d'investissement.

Au chapitre 022 :

+ 600 000 euros sont inscrits au titre des dépenses imprévues de fonctionnement

+916 140 euros sont prélevés pour le financement de la section d'investissement.

Section de fonctionnement – recettes

Le résultat 2021 est inscrit pour un montant de 2 710 292.18 € ainsi qu'au chapitre 74 +31 555 euros de subventions de l'AESN et 7888 de régularisation de subventions perçues en 2019 par le budget principal.

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 296 553,95	2 604 849,00	0,00	0,00	542 995,05	3 147 844,05
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	411 019,73	386 110,00	0,00	0,00	12 000,00	398 110,00
022 DEPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00	600 000,00
023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	351 230,00	0,00	0,00	916 140,13	1 267 370,13
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	2 541 626,75	2 900 000,00	0,00	0,00	0,00	2 900 000,00
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	19 888,56	20 010,00	0,00	0,00	358 600,00	378 610,00
66 CHARGES FINANCIERES	471 993,79	294 301,00	0,00	0,00	0,00	294 301,00
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 434,72	500,00	0,00	0,00	370 000,00	370 500,00

Total Dépenses	5 751 517,50	6 557 000,00	0,00	0,00	2 799 735,18	9 356 735,18
----------------	--------------	--------------	------	------	--------------	--------------

Fonctionnement

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
002 RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	1 788 211,85	0,00	0,00	0,00	2 710 292,18	2 710 292,18
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	400 467,00	427 000,00	0,00	0,00	50 000,00	477 000,00
70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSE:	5 621 956,78	5 990 000,00	0,00	0,00	0,00	5 990 000,00
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	367 154,98	140 000,00	0,00	0,00	39 443,00	179 443,00
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	284 017,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Total Recettes	8 461 809,68	6 557 000,00	0,00	0,00	2 799 735,18	9 356 735,18
----------------	--------------	--------------	------	------	--------------	--------------

• BUDGET ECO POLE VENOY

Ce nouveau budget d'aménagement de zone d'activité a été créé fin 2021. Le déficit d'investissement 2021 de 3.750€ est repris. Les écritures de stocks sont modifiées suivant la valeur du stock final 2021.

Investissement

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
001 RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	3 750,00	3 750,00
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 750,00	2 786 500,00	0,00	0,00	3 750,00	2 790 250,00

Total Dépenses	3 750,00	2 786 500,00	0,00	0,00	7 500,00	2 794 000,00
----------------	----------	--------------	------	------	----------	--------------

Investissement

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0,00	0,00	0,00	0,00	3 750,00	3 750,00
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00	2 786 500,00	0,00	0,00	3 750,00	2 790 250,00

Total Recettes	0,00	2 786 500,00	0,00	0,00	7 500,00	2 794 000,00
----------------	------	--------------	------	------	----------	--------------

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	3 750,00	3 786 500,00	0,00	0,00	0,00	3 786 500,00
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0,00	0,00	0,00	0,00	3 750,00	3 750,00

Total Dépenses	3 750,00	3 786 500,00	0,00	0,00	3 750,00	3 790 250,00
----------------	----------	--------------	------	------	----------	--------------

Fonctionnement

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	3 750,00	2 786 500,00	0,00	0,00	3 750,00	2 790 250,00
70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSE:	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00

Total Recettes	3 750,00	3 786 500,00	0,00	0,00	3 750,00	3 790 250,00
----------------	----------	--------------	------	------	----------	--------------

- BUDGET DECHETS - COLLECTE**

Le budget supplémentaire n'intègre pas de résultat puisqu'il s'agit de la première année d'exercice du budget. Les inscriptions nouvelles portent sur les points suivants :

En section d'investissement – dépenses

- l'inscription de 100 000 euros pour les travaux des Cassoirs : en 2021, les travaux étaient prévus sur le budget principal. Il n'a pas été possible d'établir des restes à réaliser sur ce budget principal puisqu'au 01/01/2022, toutes les dépenses sont imputées sur le budget annexe.

En recettes d'investissement, le virement reçu de la section de fonctionnement est annulé compte tenu de la hausse des dépenses sur cette section. L'investissement est donc équilibré par le recours à l'emprunt.

Investissement

Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0,00	49 000,00	0,00	0,00	0,00	49 000,00
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0,00	1 602 900,00	0,00	0,00	100 000,00	1 702 900,00

Total Dépenses	0,00	1 656 900,00	0,00	0,00	100 000,00	1 756 900,00
----------------	------	--------------	------	------	------------	--------------

Investissement

Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,00	551 429,00	0,00	0,00	-551 429,00	0,00
040 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0,00	793 000,00	0,00	0,00	0,00	793 000,00
10 DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	0,00	146 471,00	0,00	0,00	0,00	146 471,00
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0,00	166 000,00	0,00	0,00	0,00	166 000,00
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	0,00	0,00	0,00	0,00	651 429,00	651 429,00

Total Recettes	0,00	1 656 900,00	0,00	0,00	100 000,00	1 756 900,00
----------------	------	--------------	------	------	------------	--------------

Pour la section de fonctionnement, on note une forte augmentation des dépenses au chapitre 011 pour plus de 500 000 euros. La hausse des prix, notamment des carburants impacte la collecte en régie (+92 000 €), mais également près de 300 000 euros sur les marchés de prestations de services qui font l'objet de révision de prix annuelle avec une actualisation des indices à un niveau plus élevé que la prévision.

A noter également à ce chapitre :

+ 30 000 euros de crédits supplémentaires pour l'acquisition de composteurs en raison de l'accroissement de la demande des usagers
+ 20 000 euros pour l'étude optimisation déchets
+ 20 000 euros pour la réparation des bennes à ordures, les plus anciennes étant fort sollicitées depuis l'incendie de 3 bennes en août 2021
+ 27 000 euros pour prolongation de location de bennes par sécurité, compte tenu de la difficulté à trouver des opportunités d'achat.

Au chapitre 012, augmentation des crédits de 109 000 euros dont 50 000 euros pour le recours à du personnel extérieur et 59 000 euros en vue de l'augmentation du point d'indice.

Au chapitre 65 figure la subvention au budget annexe déchets collecte pour un montant de 44 118.16 €

Compte de ces éléments, le virement à la section d'investissement a été annulé. Un montant a été inscrit en dépenses imprévues de fonctionnement pour 282 829.35 € compte tenu de l'incertitude pesant sur l'évolution des prix.

En recettes de fonctionnement, le montant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères a été réajusté compte tenu des états de notification reçus de l'Etat.

Les recettes liées à la vente de matériaux ont été revues à la hausse en raison de l'augmentation des tarifs de reprises notamment papiers, plastiques et cartons.

Fonctionnement
Dépenses

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	0,00	6 179 922,00	0,00	0,00	516 975,08	6 696 897,08
012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	0,00	2 952 155,00	0,00	0,00	109 000,00	3 061 155,00
022 DEPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	0,00	0,00	282 829,35	282 829,35
023 VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	551 429,00	0,00	0,00	-551 429,00	0,00
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0,00	793 000,00	0,00	0,00	0,00	793 000,00
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00	41 350,00	0,00	0,00	44 118,16	85 468,16
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
Total Dépenses	0,00	10 518 856,00	0,00	0,00	401 493,59	10 920 349,59

Fonctionnement
Recettes

Chapitre	CA N-1	BP N	DM + AS	Report	Demandes BS	Total budget avec BS
013 ATTENUATIONS DE CHARGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042 OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	0,00	49 000,00	0,00	0,00	0,00	49 000,00
70 PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSE:	0,00	1 673 471,00	0,00	0,00	176 840,00	1 850 311,00
73 IMPOTS ET TAXES	0,00	8 025 385,00	0,00	0,00	224 653,59	8 250 038,59
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	0,00	771 000,00	0,00	0,00	0,00	771 000,00
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Recettes	0,00	10 518 856,00	0,00	0,00	401 493,59	10 920 349,59

• **BUDGET ZONE D'ACTIVITES H2 MIGNOTTES**

Le budget Zone d'activité H2 Mignottes est créé à compter du 1er janvier 2022. Il a vocation à retracer les dépenses et recettes d'aménagement de la zone.

Aucune modification n'est prévue sur ce budget au budget supplémentaire.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget principal et des budgets annexes de la communauté.
-

Vote du conseil communautaire :

Budget principal

- voix pour : 51
- voix contre : 0
- abstentions : 9 M. DEBAIN, M. NAVARRE, F. ZIANI, F. LOURY, D. ROYCOURT, P. BARBOTIN, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Budget mobilités

- voix pour : 52
- voix contre : 0
- abstentions : 8 M. DEBAIN, M. NAVARRE, F. ZIANI, F. LOURY, D. ROYCOURT, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Budget eau potable

- voix pour : 52
- voix contre : 0
- abstentions : 8 M. DEBAIN, M. NAVARRE, F. ZIANI, F. LOURY, D. ROYCOURT, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Budget parc d'activités à Appoigny

- voix pour : 52
- voix contre : 0
- abstention : 8 M. DEBAIN, M. NAVARRE, F. ZIANI, F. LOURY, D. ROYCOURT, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Budget zone des Macherins

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 1 M. DEBAIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Budget éco pôle ZAE Venoy

- voix pour : 52
- voix contre : 7 M. NAVARRE, F. ZIANI, F. LOURY, D. ROYCOURT, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE,
- abstention : 1 M. DEBAIN

- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Budget prestations de services

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 1 M. DEBAIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Budget redevance incitative

- voix pour : 52
- voix contre : 0
- abstentions : 8 M. DEBAIN, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE, F. ZIANI, M. NAVARRE, D. ROYCOURT, F. LOURY
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Budget déchets

- voix pour : 57
- voix contre : 0
- abstentions : 3 M. DEBAIN, D. ROYCOURT, F. LOURY
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Budget assainissement

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 1 M. DEBAIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Budget SPANC

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 1 M. DEBAIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Mani CAMBEFORT demande à quoi correspondent la somme de 70 000 € en investissement pour l'adaptation du tiers lieu et les 32 000 € en fonctionnement pour la mise place d'une application de covoiturage.

Pascal HENRIAT répond que pour le tiers lieu il s'agit de travaux et d'acquisition d'équipements et que le détail sera inscrit au procès-verbal de la séance :

Les modifications apportées au tiers lieu visaient à remodeler les espaces, notamment du 1er étage afin de les mettre en adéquations avec les objectifs du développement économique.

De plus, une redistribution des locaux a été opérée ainsi que des travaux de modification des cloisons et du câblage informatique et électrique.

Crescent MARAULT précise que l'application a pour objectif de développer le covoiturage sur les trajets domicile – travail en partenariat avec une start up.

Mani CAMBEFORT est dubitatif sur les applications de covoiturage et rappelle que la Région a déjà mis en place ce type de produit.

Crescent MARAULT indique qu'il s'agit de compléter l'outil de la Région et que l'application est en phase expérimentale.

N° 2022-122

Objet : Attribution des subventions 2022 - Complément

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Un règlement d'intervention en matière de subventions aux associations et organismes a été adopté lors du conseil communautaire du 4 février 2021 par la délibération n° 2021-003.

Ce règlement permet :

- de donner un cadre commun aux relations entre les bénéficiaires de subvention et la collectivité ;
- de rappeler un certain nombre d'obligations législatives ;
- de clarifier les conditions d'attributions et de versement des subventions par la collectivité vis à vis des bénéficiaires ;
- de préciser les engagements de la collectivité et des bénéficiaires.

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention, il est proposé d'attribuer un ensemble de subventions à diverses associations locales aux montants précisés dans la liste ci-dessous pour une enveloppe globale de 38 000 €.

n°	Bénéficiaire	Objet	Montant accordé
1	Service compris	Festival Catalpa 2022	25 000€
2	PLPB	Cyclo-cross international 12 et 13 novembre 2022	5 000€
3	ARTEM	Itinérance Canal du Nivernais – Juillet 2022	5 000€
4	Les Terres des arts de la Bazine	Théâtre Bazine Festival	3 000€

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer les subventions proposées ci-dessus,
 - De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022, imputation 6574,
 - D'autoriser le président à signer les conventions ou avenants nécessaires au versement de ces subventions.
-

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 1 M.A. BAULU
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

N° 2022-123

Objet : Fonds de concours enseignements musical 2022 – Approbation

Rapporteur : Pascal HENRIAT

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois compte plusieurs structures d'enseignement musical sur son territoire, à savoir les écoles de musique de type associatif sur les communes de Charbuy, Chevannes, Monéteau, Coulanges-la-Vineuse et le conservatoire d'Auxerre.

Pour l'année 2022, il convient de déterminer le montant qui sera attribué à chaque école de musique en fonction du nombre d'élèves faisant partie de l'intercommunalité inscrits dans chaque structure.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer un fonds de concours de 143 685,54 € pour soutenir l'enseignement musical dans l'auxerrois selon la répartition suivante :
- 91 991,30 € à la ville d'Auxerre,
- 10 990,11 € à la commune de Charbuy,
- 16 485,17 € à la commune de Chevannes,
- 12 211,24 € à la commune de Monéteau,
- 12 007,72 € à la commune de Coulanges-la-Vineuse.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 60
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Maud NAVARRE demande comment est calculé le montant de chaque subvention.

Pascal HENRIAT répond que le calcul est effectué en fonction du nombre d'élèves.

Maud NAVARRE fait remarquer que le conservatoire compte 600 élèves et demande quelle est la proportion pour les autres communes.

Pascal BARBERET précise que les élèves hors communauté sont exclus.

N° 2022-124

Objet : Intérêt communautaire – Attribution d'un fonds de concours à la commune de Lindry pour le projet d'équipement du restaurant scolaire

Rapporteur : Pascal HENRIAT

La commune de Lindry souhaite faire évoluer son restaurant scolaire pour permettre l'amélioration de l'alimentation de ses élèves.

Les repas des enfants seront confectionnés sur place et l'approvisionnement de produits frais et locaux sera privilégié.

Cette démarche s'inscrit dans l'esprit des politiques des projets alimentaires territoriaux.

La commune de Lindry sollicite la communauté de l'auxerrois pour l'aider à financer l'acquisition d'équipements permettant l'utilisation de produits frais et locaux.

Le coût global de l'opération est estimé à 109 000 € HT.

Le montant de la subvention est plafonné à 20 % du montant HT du projet, soit une subvention de 21 800 €.

Aucun acompte ne pourra être versé et le règlement de la subvention interviendra sur présentation d'un état récapitulatif des mandats visé par l'ordonnateur et le comptable public.

La subvention pourra être recalculée en fonction des dépenses réellement réalisées.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer une subvention de 21 800 € à la commune de Lindry pour le financement de son projet d'acquisition de matériel de cuisine permettant l'utilisation de produits frais et locaux pour le restaurant scolaire,
- De dire que les crédits seront proposés au vote du budget supplémentaire au chapitre 204.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 56
- voix contre : 0
- abstentions : 4 M. TATON, R. PROU-MÉLINE, M. CAMBEFORT, S. FEVRE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Nicolas BRIOLLAND fait remarquer deux délibérations présentées au titre de l'intérêt communautaire mais sur deux financements différents, à savoir un fonds de concours et une subvention et demande quelles sont les règles d'attribution en la matière.

Pascal HENRIAT précise que ces deux projets d'intérêt communautaire sont financés différemment au regard du rayonnement des équipements, à savoir un destiné aux habitants de la commune de Lindry et un qui concerne un équipement dont le rayonnement dépasse la communauté.

Crescent MARAULT rappelle qu'il était contre le fond de concours pour les communes à faible potentiel fiscal dans la mesure où il finançait des dépenses de fonctionnement et qu'il préfère privilégier l'investissement sur des projets d'intérêt communautaire.

Nicolas BRIOLLAND demande quel est le montant maximum et pense qu'un règlement devrait le préciser.

Crescent MARAULT répond que les montants attribués dépendent de la nature des projets.

Mani CAMBEFORT confirme que le conservatoire est un équipement à rayonnement départemental et indique que ces attributions nécessitent des règlements d'attribution.

Crescent MARAULT précise que pour le moment il s'agit de s'appuyer sur l'intérêt communautaire des projets et que cela sera affirmé par un règlement de ces financements qui sont plus ambitieux et concernent toutes les communes de l'agglomération.

Objet : Intérêt communautaire - Attribution d'une subvention à la Ville d'Auxerre pour les travaux du Conservatoire à Rayonnement Départemental

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Le Conservatoire à Rayonnement Départemental musique et danse d'Auxerre propose un cursus d'enseignement complet bien au-delà de la Ville d'Auxerre. Des travaux d'envergure sont nécessaires afin de créer un véritable pôle musique et danse.

Par ses orientations pédagogiques, le Conservatoire à Rayonnement Départemental d'Auxerre ambitionne d'offrir aux habitants d'Auxerre et de sa région un enseignement ouvert, diversifié, épanouissant, exigeant et qualitatif.

L'implantation actuelle des locaux sur deux sites est inadaptée en termes de fonctionnalité. Le conservatoire nécessite d'importants travaux en matière d'acoustique, thermique et d'accessibilité.

Le coût global de l'opération est évalué à 5 850 420 € HT.

Afin de permettre le financement de cette opération, la ville d'Auxerre sollicite l'aide de la Communauté de l'auxerrois à hauteur de 400 000 €.

Le versement de la subvention sera effectué comme suit :

- Une avance pouvant représenter jusqu'à 30 % du montant prévisionnel de la subvention sera versé à compter du commencement d'exécution de l'opération,
- Le versement d'acomptes est possible dans la limite de 80 % du montant de la subvention accordée sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses daté et signé par l'ordonnateur et le comptable public,
- Le solde de la subvention sera effectué sur présentation d'un état récapitulatifs des dépenses daté et signé l'ordonnateur et le comptable public et d'un certificat attestant de l'achèvement de l'opération.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'attribuer une subvention 400 000 € à la ville d'Auxerre pour les travaux du conservatoire à rayonnement Départemental d'Auxerre,
- De dire que les crédits ont été inscrits au budget primitif au chapitre 204.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 60
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

Nicolas BRIOLLAND pense que le financement de l'agglomération sur ce projet est un peu faible.

Crescent MARAULT répond que le plan de financement du projet a été revu dans la mesure où peuvent s'intégrer les financements du plan d'accélération et du plan de relance et que cela permet à l'agglomération de flécher autrement sa capacité d'investissement.

Nicolas BRIOLLAND fait remarquer que ce projet structurant est important pour l'attractivité du territoire.

Crescent MARAULT indique que le conseil des Maires a commencé à réfléchir sur le montage d'une matrice pour optimiser les différents dispositifs de financement selon la nature des projets et aller chercher les subventions au maximum.

Nicolas BRIOLLAND pense qu'il reste compliqué d'avoir une visibilité sur les différents dispositifs.

Francis HEURLEY ajoute qu'il est nécessaire que les communes informent la communauté des subventions reçues afin que les services puissent suivre les différentes attributions.

Mani CAMBEFORT rappelle que tous les conseillers communautaires ne siègent pas au conseil des maires et souhaite que les éléments relatifs aux dispositifs de financement soient plus largement communiqués.

Crescent MARAULT rappelle qu'il conviendra d'affiner les règles en la matière pour que toutes les communes puissent bénéficier des financements.

N° 2022-126

Objet : Admissions en non-valeur - Approbation

Rapporteur : Pascal HENRIAT

Le trésorier de la Communauté de l'Auxerrois, a dressé l'état des taxes et produits irrécouvrables du fait de la disparition, de l'insolvabilité ou de l'indigence des débiteurs.

L'admission en non-valeur prononcée par l'assemblée délibérante et la décharge prononcée par le juge des comptes ne mettent pas obstacle à l'exercice des poursuites. La décision prise par ces autorités n'éteint pas la dette du redevable. Le titre émis garde son caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît de nouveaux éléments ou que le débiteur revient à "meilleure fortune".

En cas de refus d'admettre la non-valeur, l'assemblée doit motiver sa décision et préciser au comptable les moyens de recouvrement légaux et non diligents qu'elle souhaite qu'il mette en œuvre (article R 2321-1 & 2321-2 du CGCT).

Considérant que les sommes dont il s'agit ne sont pas susceptibles de recouvrement, il est proposé d'accepter l'admission en non valeurs des sommes suivantes :

Budget principal Numéro de la liste 5554270133 en annexe

Compte	Montants présentés
6541 CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	1 057,06 €
Total	1 057,06 €

Budget annexe Assainissement Numéro de la liste 5442700233 en annexe

Il s'agit de créances issues du budget du syndicat Vincelles/Vincelottes

Compte	Montants présentés
6541 CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	7 458,51 €
6542 CREANCES ETEINTES	665,73 €
Total	8 124,24 €

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'admettre en non valeurs les titres de recettes correspondants aux sommes indiquées ci-dessus ;
- D'autoriser le Président à signer tous actes à intervenir ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 60
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

N° 2022-127

Objet : Budget annexe AuxR_Parc - Subvention

Rapporteur : Pascal HENRIAT

La communauté de l'Auxerrois a procédé à une opération d'aménagement d'un parc d'activités sur la commune d'Appoigny dans une perspective de développement économique du territoire. Cette opération fait l'objet d'un budget annexe assujetti à TVA et soumis à une comptabilité de stock.

Les recettes attendues de la vente des terrains sont inférieures au coût de revient de l'opération d'aménagement, le prix de vente ayant été défini au regard de la carence de l'offre foncière entravant le développement local, et pour favoriser le développement économique, dans l'intérêt général. La perte sur les ventes est financée par un abondement du budget principal au budget annexe AuxRparc.

En 2021, il a été procédé à la cession de 3 lots pour un montant 1 637 279 euros et au versement d'une subvention de 1 million d'euros du budget principal au budget annexe afin de commencer à financer la perte sur les ventes. Compte tenu de ces flux financiers, au terme de l'exercice 2021, la valeur du stock final de terrain s'établit à 16 010 137.27 euros pour une surface restant à vendre de 301 804 m².

Valeur du stock final de terrains aménagés au 31/12/2021	16 010 137,27 €
surface restant à vendre en m ²	301 804
px de revient au m ²	53,05 €
prix de vente au m ² fixé par délibération	45,00 €
perte estimée au m ² sur les ventes	8,05 €
prix de vente total de la surface à 45€/m ²	13 581 180,00 €
total estimé de la perte sur vente de la totalité de la surface	2 428 957,27 €

Ainsi, la perte à financer sur les ventes a été ramenée de 3.5 millions d'euros à près de 2.5 millions d'euros.

Il est admis que les budgets annexes de lotissements ou d'aménagement de zones d'activités peuvent être subventionnés par le budget principal à condition que cela ne conduise pas à des tarifs anormalement bas pour l'utilisateur qui seraient constitutifs de libéralités, et à condition que cela n'entraîne pas une méconnaissance des règles afférentes aux interventions économiques des collectivités territoriales.

Au regard de ces éléments et dans un souci de bonne gestion de cette opération, il est proposé au conseil communautaire de verser sur l'exercice 2022 une subvention d'1 million d'euros du budget principal au budget annexe AuxRparc afin de poursuivre l'effort engagé pour apurer la perte sur les ventes.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De verser une subvention de 1 million d'euros du budget principal de la communauté de l'Auxerrois en dépenses de fonctionnement au budget annexe Parc d'activités Appoigny en recettes d'exploitation.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 60
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

N° 2022-128

Objet : Construction de 18 logements – résidence Gembloux à Auxerre - Garantie d'emprunt au profit de l'OAH

Rapporteur : Pascal HENRIAT

- VU l'article L 511-4 et L 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriale,
- VU l'article 2298 du Code civil,
- VU la délibération du 18 Octobre 2021 du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat portant souscription d'un contrat de prêt composé de 5 lignes de prêts pour un montant total de 2 450 798 euros, dont le détail figure en annexe de la présente délibération, auprès de la Banques des Territoires pour une opération de construction de 18 logements locatifs sis rue de Gembloux à Auxerre,
- Vu le Contrat de Prêt n°134553 en annexe signé entre l'Office Auxerrois de l'Habitat, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations ;
- Considérant la demande de l'Office Auxerrois de l'Habitat auprès de la Communauté de l'Auxerrois pour que celle-ci se porte garante de cet emprunt à hauteur de 50 %,
- Considérant qu'en complément de la demande de garantie de cet emprunt la commune d'Auxerre est également sollicitée à hauteur de 50 % ,

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- Article 1^{er} : La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois accorde sa garantie d'emprunt à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 450 798 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n°134553, constitué de 5 Lignes de prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 225 399 euros – un million deux cent vingt cinq mille trois cent quatre vingt dix neuf euros, augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5473400	5473399	5473398	5473397
Montant de la Ligne du Prêt	499 561 €	104 933 €	1 311 262 €	265 042 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,53 %	0,53 %
Taux d'intérêt ²	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	Prêt Booster			
Enveloppe	Taux fixe - Soutien à la production			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5473401			
Montant de la Ligne du Prêt	270 000 €			
Commission d'instruction	0 €			
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,72 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,72 %			
Phase d'amortissement				
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	1,72 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe OAT			
Modalité de révision	Sans objet			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Article 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstentions : 2 S. DOLOZILEK, V. VALLÉ
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 4

N° 2022-129

Objet : Opération au 1 rue Joubert à Auxerre - Garantie d'emprunt au profit de La Familiale Auxerroise

Rapporteur : Pascal HENRIAT

- VU l'article L 511-4 et L 5216-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'article 2298 du Code civil ;
- Considérant la réalisation par l'association LA FAMILIALE AUXERROISE sise 5 place de l'Abbé Deschamps à AUXERRE d'une opération d'acquisition réhabilitation d'un bien immobilier sis 1, rue Joubert à Auxerre afin de permettre la création de 9 logements conventionnés ANAH – parc social privé,
- VU la demande de l'association LA FAMILIALE AUXERROISE auprès de ACTION LOGEMENT SERVICE, société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, dont le siège social est situé 19/21 quai d'Austerlitz à PARIS (75013) et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 824.541.148, pour le financement de cette opération, par convention ACTION CŒUR DE VILLE n°ACV0000659 avec prêt long terme dont le détail figure en annexe de la présente délibération,

Considérant la demande de l'association LA FAMILIALE AUXERROISE auprès de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois pour que celle-ci se porte garant de cet emprunt à hauteur de 50 %,

Considérant qu'en complément de la demande de garantie de cet emprunt la ville d'Auxerre est également sollicitée à hauteur de 50 %,

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

Article 1er : La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois accorde sa garantie d'emprunt à l'association LA FAMILIALE pour une opération de réhabilitation d'un immeuble portant création de 9 logements comportant 5 logements de norme ANAH Social, 4 logements de norme ANAH Intermédiaire, à hauteur de

50 % pour le remboursement d'un contrat de Prêt Long Terme d'un montant total de 318 141 euros comportant 2 lignes, souscrit auprès de ACTION LOGEMENT SERVICE,

Article 2 : Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

Objet : ligne 1 prêt filière ANAH Social

Nature : prêt dont les fonds sont issus de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction « PEEC »

Montant : 182 938 euros (cent quatre-vingt-deux mille neuf cent trente-huit euros)

Durée du prêt : 180 mois

Différé : 24 mois

Taux fixe : 0.25%

Périodicité des échéances : échéances mensuelles constantes

Coût total du prêt : 3 922.40 €

Objet : ligne 2 prêt filière ANAH Intermédiaire

Nature : prêt dont les fonds sont issus de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction « PEEC »

Montant : 135 203 euros (cent trente-cinq mille deux cent trois euros)

Durée du prêt : 180 mois

Différé : 24 mois

Taux fixe : 0.25%

Périodicité des échéances : échéances mensuelles constantes

Coût total du prêt : 2 897.92 euros

Article 3 : La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de ACTION LOGEMENT SERVICE, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement

Article 4 : Le Conseil Communautaire s'engage pendant toute la durée du prêt à créer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil Communautaire autorise le Président, avec faculté de lui substituer le Vice-président ayant délégation, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre l'association LA FAMILIALE et ACTION LOGEMENT SERVICE.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 58

- voix contre : 0

- abstentions : 2 D. DOLOZILEK, M. DEBAIN

- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 4

Mani CAMBEFORT fait remarquer qu'il s'agit de la première garantie d'emprunt accordée à La Familiale Auxerroise.

Pascal HENRIAT confirme que les garanties d'emprunt octroyées concernent à 95 % l'Office auxerrois de l'Habitat.

Mani CAMBEFORT demande quelles sont les règles en la matière.

Crescent MARAULT répond que l'organisme doit détenir un agrément pour la réalisation de logements sociaux.

N° 2022-130

Objet : Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Escamps– Approbation du projet de PLU

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Monsieur Christophe Bonnefond, 1^{er} Vice-président en charge des infrastructures, de l'habitat, des aménagements publics et des travaux, rappelle au Conseil communautaire les conditions dans lesquelles le projet de plan local d'urbanisme de la commune d'Escamps a été élaboré et à quelle étape de la procédure le projet se situe. (Code de l'urbanisme et notamment les articles L151-1 à L151-4 (rapport de présentation du PLU) et R151-1 à R151-55 (contenu du PLU) et R. 153-1 à 153-22 (procédure d'élaboration, d'évaluation et d'évolution du PLU))

Le Conseil municipal de la commune d'Escamps a prescrit par délibération en date du 23 novembre 2006 l'élaboration d'un plan local d'urbanisme.

Le Conseil communautaire, par délibération en date du 23 mars 2017, a accepté de reprendre la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune d'Escamps, le Conseil municipal de la commune d'Escamps autorisant la poursuite de la procédure par la Communauté d'Agglomération par délibération en date du 15 février 2018.

Le Conseil municipal de la commune d'Escamps a débattu sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables en date du 18 novembre 2019. Le Conseil communautaire a procédé à ce même débat en date du 16 décembre 2019.

Le Conseil communautaire, en date du 29 juin 2021 :

- a décidé de l'application des dispositions des articles R151-1 à R151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 ;
- a décidé de l'application des dispositions de l'article R151-28 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er février 2020 ;
- a tiré le bilan de la concertation ;
- a arrêté le projet de PLU de la commune d'Escamps.

Le Conseil municipal d'Escamps a délibéré le 03 mars 2022 pour donner son avis sur le projet de PDA du monument historique proposé par l'Architecte des Bâtiments de France.

Suite à la consultation des personnes publiques associées, la Communauté d'Agglomération avec le groupe de travail de la commune, composé d'élus, a répondu aux avis. La Communauté d'agglomération a également missionné une étude pédologique pour caractériser la nature du sol/sous-sol de la zone 1AUa, suite aux avis de la CDPENAF et de l'Etat. L'étude démontre l'absence de zone humide sur la zone 1AUa.

Le projet de PLU a été mis à l'enquête publique du 15 mars 2022 au 15 avril 2022, soit durant 32 jours consécutifs. Elle portait sur l'élaboration du PLU et la création d'un périmètre délimité des abords des monuments historiques de l'église Saint-Georges et du château d'Avigneau. Au cours de l'enquête, 31 observations ont été formulées, dont 28 par courrier/courriel, 2 sur le registre et 1 verbale, auxquelles la Communauté d'agglomération, avec le groupe de travail de la Commune a répondu. A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve et sans recommandation.

Les avis des personnes publiques associées, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur a été présenté lors de la conférence intercommunale des maires des communes membres de la Communauté d'Agglomération de l'auxerrois en date du 30 mai 2022.

Le projet de PLU est annexé à la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Escamps tel qu'il est annexé à la présente délibération
- De tenir le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Escamps à la disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de l'auxerrois, à la mairie d'Escamps ainsi qu'à la Préfecture.
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet et fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération de l'auxerrois et à la mairie d'Escamps pendant un mois conformément à l'article R153-21 du Code de l'urbanisme. Mention de cet affichage sera insérée en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération deviendra exécutoire après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicités visées ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué, et à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission au Préfet.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

N° 2022-131

Objet : Périmètre Délimité des Abords (PDA) des Monuments Historiques (MH) de la commune d'Escamps - Approbation

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016 consacre la possibilité de substituer aux périmètres de protection d'un rayon de 500 m autour des monuments historiques instaurés par la loi du 25 février 1943, des Périmètres Délimités des Abords (PDA)

Le conseil municipal d'Escamps, par délibération en date du 03 mars 2022, a délivré un avis favorable au projet de PDA proposé par l'Architecte des Bâtiments de France et annexé à la présente délibération

L'Eglise Saint-Georges est inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 01 mars 1926 (fiche Mérimée n° PA00113682) ;

Le château d'Avigneau est inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 21 mars 1988 (fiche Mérimée n° PA00113681)

Il a été décidé de mener une procédure de mise en place d'un périmètre délimité des abords des monuments historiques, via l'élaboration du plan local d'urbanisme ;

Une enquête publique conjointe s'est déroulée 15 mars 2022 au 15 avril 2022 inclus. A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve et sans recommandation.

Monsieur Christophe Bonnefond, 1er Vice-président en charge des infrastructures, de l'habitat, des aménagements publics et des travaux expose le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le périmètre délimité des abords autour de l'Eglise Saint-Georges d'Escamps et du château d'Avigneau.

- Aucune observation n'a été consignée sur le registre et/ou en annexes concernant le projet de PDA ;
- Aucune observation des personnes publiques associées et autres institutions consultées ;
- Les propriétaires des monuments historiques ne sont pas opposés au projet de PDA.

L'exposé du 1er Vice-président entendu,

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour de l'Eglise Saint-Georges d'Escamps et du château d'Avigneau, tel qu'il est annexé à la présente délibération
- De tenir le projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour de l'Eglise Saint-Georges d'Escamps et du château d'Avigneau à la disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération de l'auxerrois, à la mairie d'Escamps ainsi qu'à la Préfecture.
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

N° 2022-132

Objet : Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Escamps – Instauration de la déclaration préalable à l'édification d'une clôture
Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Au regard des dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article R 421-12 c) et d), il est souhaité soumettre l'édification d'une clôture à déclaration préalable sur l'ensemble du territoire de la commune d'Escamps afin d'assurer une cohérence avec le règlement du Plan Local d'Urbanisme.

Cette obligation ne s'applique pas aux clôtures nécessaires à l'activité agricole ou forestière conformément aux dispositions de l'article R.421-2 g) du Code de l'urbanisme.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De soumettre à déclaration préalable les clôtures édifiées sur le territoire de la commune d'Escamps,
- De dire que cette obligation ne s'applique pas aux clôtures nécessaires à l'activité agricole ou forestière conformément aux dispositions de l'article R.421-2 g) du Code de l'urbanisme.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

N° 2022-133

Objet : Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Escamps – Instauration du permis de démolir

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Au regard des dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article R.421-27, il est souhaité soumettre à autorisation les démolitions sur l'ensemble du territoire de la commune d'Escamps, afin de conserver l'unicité des règles d'urbanisme sur le territoire de la commune, mais également d'assurer la préservation de certains éléments identifiés dans le Plan Local d'Urbanisme.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De soumettre à permis de démolir, tous les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre partiellement inutilisable tout ou partie d'une construction sur l'ensemble du territoire de la commune d'Escamps.
-

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

N° 2022-134

Objet : Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Escamps – Instauration de la déclaration préalable lors des travaux de ravalement de façade

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Au regard des dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article R 421-17-1, il est souhaité soumettre à déclaration préalable sur l'ensemble du territoire de la commune d'Escamps, les travaux de ravalement de façade afin d'assurer une cohérence avec le règlement du Plan Local d'Urbanisme.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De soumettre à déclaration préalable les travaux de ravalement de façades sur le territoire de la commune d'Escamps.
-

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

N° 2022-135

Objet : Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Escamps – Instauration du Droit de Prémption Urbain (DPU)

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Le droit de préemption urbain offre la possibilité à une collectivité locale, sur tout ou partie des zones urbaines et des zones à urbaniser du Plan Local d'Urbanisme (PLU), de se substituer à l'acquéreur éventuel d'un bien mis en vente et devenir ainsi propriétaire du bien en vue de réaliser, dans l'intérêt général, des actions ou opérations visant par exemple à : (Code de l'urbanisme et notamment les articles L210-1 et suivants et R*211-1 et suivants)

- Mettre en œuvre un projet urbain,
- Permettre le renouvellement urbain,
- Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, ou relocaliser des d'activités industrielles, commerciales, artisanales ou de services,
- Favoriser le développement des loisirs et du tourisme,
- Mettre en œuvre une politique locale de l'habitat, lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, ou reloger les occupants définitivement évincés d'un bien à usage d'habitation ou mixte en raison de la réalisation de travaux nécessaires à certaines opérations d'aménagement,
- Réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
- Sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti,
- Constituer des réserves foncières en vue de réaliser les opérations ci-dessus
- etc...

(liste complète fixée par le code de l'urbanisme).

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'instituer un droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et des zones à urbaniser du PLU de la commune d'Escamps ;
- De charger le Président d'adresser sans délai aux organismes et services mentionnés à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme la présente délibération et un plan précisant le champ d'application du DPU (au directeur départemental ou régional des finances publiques, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près les tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux)

La présente délibération sera transmise au Préfet et fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois conformément à l'article R211-2 du Code de l'urbanisme. Mention de cet affichage sera insérée en caractère apparents dans deux journaux diffusés dans le département.

Les effets juridiques attachés à la présente délibération ont pour point de départ l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité. La date à prendre en considération pour l'affichage en mairie est celle du premier jour où il est effectué.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

N° 2022-136

**Objet : Projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Augy -
Approbation des modalités de mise à disposition du public**

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

L'arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois n° 2022-DSAT-0046 en date du 16 juin 2022 a prescrit la modification simplifiée du PLU de la commune d'Augy afin d'opérer le changement suivant :

- Créer un secteur Nz en lieu et place d'une partie d'un secteur Nj afin d'intégrer des maisons d'habitation préexistantes qui n'avaient pas été pris en compte lors de l'élaboration du PLU.

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de définir les mesures de concertation avec le public. Il est proposé les mesures suivantes

- Le dossier de modification simplifiée sera mis à disposition du public pendant une durée de 1 mois.
- L'exposé des motifs et un registre, permettant au public de consigner ses observations, seront mis à disposition au siège de la Communauté de l'Auxerrois ainsi qu'à la Mairie d'Augy, aux dates et jours d'ouverture habituels.
- Un avis au public précisant l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié dans un journal diffusé dans le département et affiché au siège de la Communauté de l'Auxerrois et à la Mairie d'Augy, au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition.

Le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme sera transmis pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les modalités de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme d'Augy,
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

N° 2022-137

**Objet : Projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Irancy -
Approbation des modalités de mise à disposition du public**

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

L'arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois n° 2022-DSAT-044 en date du 16 mai 2022 a prescrit la modification simplifiée du PLU de la commune d'Irancy afin d'opérer le changement suivant :

- Créer un secteur NPv sur une zone Np afin de permettre l'implantation de constructions et installations nécessaires à la production d'électricité à partir d'une source renouvelable.

Considérant qu'il appartient au Conseil Communautaire de définir les mesures de concertation avec le public. Il est proposé les mesures suivantes

- Le dossier de modification simplifiée sera mis à disposition du public pendant une durée de 1 mois.
- L'exposé des motifs et un registre, permettant au public de consigner ses observations, seront mis à disposition au siège de la Communauté de l'Auxerrois ainsi qu'à la Mairie d'Irancy, aux dates et jours d'ouverture habituels.
- Un avis au public précisant l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié dans un journal diffusé dans le département et affiché au siège de la Communauté de l'Auxerrois et à la Mairie d'Irancy, au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition.

Le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme sera transmis pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les modalités de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme d'Irancy,
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 59
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 5

N° 2022-138

Objet : Ecopôle de Venoy – Acquisitions de terrains à la SAFER

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

La future zone d'activités de Venoy, appelée Ecopôle sera dédiée à l'implantation de sociétés travaillant sur le traitement et la valorisation des déchets.

Depuis 2003, la Communauté de l'Auxerrois a établi un partenariat avec la SAFER Bourgogne Franche-Comté afin de mener les négociations avec les propriétaires et exploitants agricoles, en fonction des besoins de maîtrise foncière.

Une convention a été signée à l'automne 2021, pour les besoins de la Collectivité de maîtriser le foncier dans la zone d'activités de l'Ecopôle.

La SAFER a et continue de mener pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois, les négociations auprès des propriétaires et des exploitants.

A ce jour, la SAFER a signé des actes d'acquisitions pour 15 parcelles, représentant 16 hectares pour un montant de 649 744 euros, les dossiers d'indemnisations auprès de deux exploitants pour un montant de 47 702.24 euros.

Les parcelles concernées par ces premiers actes sont :

- Parcelle ZS 6
- Parcelle ZS 7
- Parcelle ZS 8
- Parcelle C 837
- Parcelle ZB 20
- Parcelle ZB 22
- Parcelle ZB 82
- Parcelle ZB 83
- Parcelle ZB 106
- Parcelle ZB 110
- Parcelle ZB 110
- Parcelle ZB 112
- Parcelle ZB 114
- Parcelle ZB 144
- Parcelle ZB 146
- Parcelle ZR 10

Pour ces négociations et conformément à la convention de partenariat signée entre la SAFER et la Communauté de l'Auxerrois, la Collectivité versera la somme de 61 578 euros de rémunération, portant ainsi le coût total à 759 024.24 euros (acquisitions et indemnisations comprises).

La SAFER a d'ores et déjà pris attache auprès des autres propriétaires et exploitants, afin de continuer les acquisitions qui feront l'objet de nouvelles délibérations lors de prochains conseils communautaires.

Aujourd'hui le dossier « Ecopôle », entre dans sa phase d'acquisitions et d'échanges du foncier. Il vous est donc proposé de signer les promesses de vente et procéder aux acquisitions ; ainsi que les actes d'indemnisation proposés aux exploitants ; ainsi que la rémunération de la SAFER

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser l'acquisition des terrains ci-dessus mentionnés (plan en annexe),
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous actes à intervenir,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe 2022.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 48

- voix contre : 6 M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE, D. ROYCOURT, F. LOURY, P. BARBOTIN

- abstentions : 4 M. DEBAIN, S. PODOR, M. NAVARRE, F. ZIANI

- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 6

Florence LOURY indique qu'elle a remis sur table un document permettant d'appuyer ses propos.

Elle indique que lorsque les sujets de la mobilité et de l'assainissement notamment sont évoqués, il est souvent renvoyé à ce qui n'a pas été fait avant et à ce titre, demande ce qui a été fait depuis ces deux dernières années sous cette nouvelle présidence.

Elle estime qu'il est temps d'assumer les choix politiques fait en matière de gestion des politiques publiques et rappelle que certaines collectivités choisissent de gérer en régie les services de l'eau et des transports par exemple et que cela est possible en se dotant des personnels nécessaires et compétents.

Au sujet d'AuxR_Parc, elle fait remarquer l'installation d'une entreprise de logistique sur deux entrepôts alors qu'il n'était absolument pas question que ce type d'activité soit exercé sur cette zone.

Elle indique son opposition à ce type d'entreprises qui génèrent plus de transports et par conséquent d'émission de gaz à effet de serre et qui contribuent au développement du commerce en ligne profitant fortement à des grands groupes et au détriment des commerçants locaux.

Concernant le projet sur Venoy elle rappelle qu'il était prévu l'acquisition de 40 hectares lors du conseil de novembre 2021 et qu'aujourd'hui l'avis des domaines communiqué fait état d'une superficie de 92 hectares de terres et de zones naturelles.

Elle fait part de l'étonnement des propriétaires qui ne savaient pas que leurs parcelles étaient concernées et pense qu'il est gênant qu'une partie de la réalité soit cachée.

Elle regrette qu'une commission générale n'ait pas eu lieu sur le sujet pour informer les élus, la population et les propriétaires.

Elle attire l'attention sur l'aspect légal de la procédure et déclare que si cela est nécessaire le tribunal administratif sera saisi.

Par ailleurs, elle fait remarquer que le coût est bien plus élevé que l'estimation financière des services des domaines et pense que le coût de plus de 3 millions d'euros pour la collectivité est très conséquent surtout en cette période de rigueur.

Elle rappelle qu'en novembre 2021, elle s'était prononcée contre ce projet d'implanter une ZAE sur une zone naturelle pour plusieurs raisons, à savoir l'artificialisation des sols qui est la première cause du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité, les pollutions liées à la construction de bâtiments, le dépôt de déchets à ciel ouvert et les particules de plastiques notamment qui ont un impact sur la faune, la flore et la nappe phréatique.

Elle pense que la collectivité est mal engagée par rapport à l'objectif légal de zéro artificialisation d'ici 2050.

Elle déplore les nuisances visuelles et sonores supplémentaires subies par les riverains qui sont déjà impactés par l'autoroute à proximité.

Elle rappelle qu'une étude de sol, réalisée dans le cadre d'une étude de faisabilité, avait révélé que le terrain était trop fragile pour accueillir ce type de projet.

Elle indique que ce projet impacte le secteur naturel aux portes du circuit touristique du Chablisien et va à l'encontre du développement du vignoble à Venoy.

Elle ajoute qu'il existe des alternatives pour implanter des zones d'activités économiques, notamment en réhabilitant des friches industrielles avec les aides de l'Etat.

Elle n'est pas contre le développement économique mais souhaite que l'environnement soit respecté et demande à ce titre l'abandon de ce projet de zone d'activités à Venoy.

Mani CAMBEFORT remarque une importante différence de coût d'achat des parcelles, à savoir que la délibération mentionne l'achat de 15 parcelles d'une superficie totale de 16 hectares à un coût de 649 000 € alors que l'estimation des domaines fixe un montant de 272 255 € pour 30 parcelles.

Bien qu'il comprenne la nécessité du développement économique, il a de nombreuses réserves sur ce projet notamment quant à la perte de terres utilisées par le lycée de Labrosse et au regard de l'opposition de certains propriétaires de parcelles.

Il indique que ce projet va à l'encontre des politiques publiques mise en œuvre depuis plusieurs années par rapport à l'urbanisation des sols et l'objectif légal à atteindre d'ici 2030-2050.

Il rappelle l'engagement pris par rapport à une démarche visant à aller vers l'autonomie alimentaire sur le territoire qui risque de se retrouver en péril au regard de la réduction des terres disponibles et des aléas climatiques qui conduisent déjà à des situations tendues.

Christophe BONNEFOND répond que la publicité nécessaire a été réalisée pour informer les propriétaires.

Il précise que le projet a démarré en 2000 et était prévu sur 130 hectares et que le PLU de la commune, validé en 2013, prévoyait déjà que ces terrains soient en zone à urbaniser.

Il indique que la zone a été réduite à 90 hectares notamment pour défendre les intérêts du lycée de Labrosse et rappelle qu'il est Vice-président au sein du conseil de cet établissement et que le projet est phase avec ses souhaits de respect du visuel et de l'environnement.

Crescent MARAULT répond qu'AuxR_Parc n'accueillera pas de la vulgaire logistique et qu'il s'agit d'une logi-industrie qui permettra une création d'emplois et un retour sur investissement bien supérieur.

Il remarque une incohérence dans les propos tenus par l'opposition concernant le refus de l'installation de Paprec sur le site de Venoy mais qui est favorable à son installation sur AuxR_Parc à Appoigny.

Il regrette cette vision passéiste de la logistique et indique que les nouveaux procédés permettent de répondre aux besoins et aux usages de la population.

Par ailleurs, Il invite à aller voir les centres de tri modernes qui sont fermés et automatisés dont les nuisances sont très faibles.

Il rappelle que ce projet présente l'intérêt d'allier le développement économique, l'économie circulaire et la transition écologique en valorisant les déchets du territoire plutôt que trier à un endroit puis enfouir à un autre.

Il indique que face à l'inflation il faut investir davantage et ne pas se replier sur soi.

Par rapport à l'aménagement bétonné, il fait remarquer que les nouveaux bâtiments sont certifiés par des labels de qualité environnemental et que pour ne pas mettre en difficulté les agriculteurs, des mesures compensatoires seront effectuées avec d'autres achats gérés par la SAFER qui connaît les enjeux agricoles et les équilibres des exploitations.

Il rappelle qu'il faut aider les jeunes agriculteurs à s'installer et permettre le développement du plan alimentaire au-delà du périmètre de l'agglomération.

Concernant les friches industrielles, il indique qu'elles sont clairement identifiées et qu'il faut essayer de trouver des projets qui vont dans l'intérêt du territoire et dans l'environnement des friches avec un modèle économique qui prend en compte les dépollutions éventuelles.

Il ajoute que tous ces dossiers sont traités en même temps avec une vision globale.

Il rappelle que le projet hydrogène tel qu'il est conçu aujourd'hui permet d'avoir un impact environnemental positif au regard de la réduction des émissions de CO2.

Maud NAVARRE demande quelles mesures compensatoires sont prévues par rapport aux agriculteurs concernés et au lycée de Labrosse pour répondre aux tensions occasionnées par ce projet.

Crescent MARAULT rappelle que ce travail est à la charge de la SAFER et indique qu'il n'y a pas de tension avec le lycée.

Christophe BONNEFOND précise qu'une seule personne est contre au sein de l'établissement et indique que le travail sur la compensation est en cours.

Il ajoute que sur les parcelles concernées par la délibération pas une n'est exploitée par le lycée.

Maud NAVARRE demande quelle sera la compensation par rapport à ces hectares qui seront bétonnés.

Crescent MARAULT répond qu'il ne s'agit pas d'une bétonisation et regrette cette vision archaïque en matière de création de zone d'activités.

Il précise que l'impact environnemental est compensé par la désimperméabilisations de certains secteurs notamment celui des Batardeaux-Montardoins.

Maud NAVARRE n'apprécie pas ces propos concernant sa vision de la situation.

Christophe BONNEFOND rappelle que Plan local d'urbanisme intercommunal concerne les 29 communes et qu'il raisonne à l'échelle de l'agglomération notamment en termes de mesures compensatoires qui interviennent sur tout le territoire.

Mani CAMBEFORT fait remarquer que le point de vue sur l'hydrogène a changé et qu'il n'a pas eu de réponse concernant sa demande sur la différence importante du coût d'acquisition des parcelles par rapport à l'estimation des domaines qui dépasse largement les 15 %.

Crescent MARAULT répond que son avis a changé parce que le projet fait état d'un retour sur investissement qui n'existait pas auparavant.

Concernant l'estimation des domaines, il indique qu'elle a été demandée pour tous les terrains mais que seulement une partie sera achetée et qu'il est possible de dépasser les 15 % en fonction des résultats des négociations.

Céline BÄHR précise qu'il faut concilier les différents enjeux, à savoir disposer de terres agricoles pour l'exploitation, développer l'économie circulaire sur le territoire.

Elle indique que ce projet nécessite l'acquisition de foncier et qu'il est cohérent que Venoy soit choisi au regard notamment de la proximité avec l'autoroute.

Elle indique qu'un reportage a été réalisé sur le fonctionnement de l'usine Paprec et qu'il faudra rester vigilant sur ce point.

Crescent MARAULT répond que c'est pour cette raison qu'une attention particulière sera apportée à la rédaction du cahier des charges.

Magloire SIOPATHIS rappelle qu'il est déjà arrivé d'acheter au-delà du prix fixé par les domaines au regard de l'intérêt général du projet prévu.

Florence LOURY ne pense avoir une vision archaïque et estime que les compensations ne suffisent pas et que le mieux est de réduire l'impact des consommations voire l'éviter totalement.

Mani CAMBEFORT réitère ses propos quant au coût d'acquisition des parcelles qui est 14,5 fois plus cher que le prix estimé.

Crescent MARAULT répond que cela est un choix politique.

Pascal BARBERET précise que le prix plus élevé est en partie justifié par le fait que les parcelles se trouvent en zone U ou AU.

Crescent MARAULT rappelle l'importance de maîtriser le foncier en premier lieu afin d'éviter d'exposer la collectivité à des spéculations.

Denis ROYCOURT indique que l'opposition au projet est également dû au manque d'informations sur son contenu.

Il fait remarquer que l'économie circulaire est mise en avant mais que cela ressemble plus à une organisation pour que des entreprises travaillent ensemble notamment le centre de tri.

Il indique que la valorisation des déchets en matière première ne représente qu'une petite partie de ce mode d'économie.

Il précise qu'il a entendu parler de méthanisation et rappelle que ce procédé a un impact environnemental et crée des nuisances.

Crescent MARAULT répond que la méthanisation fonctionne avec un nouveau procédé qui n'émet plus d'odeur et permet même de capter les émissions de CO2.

Il ajoute que le développement de ces systèmes évolue très rapidement au regard des forts besoins des territoires et des enjeux.

Denis ROYCOURT regrette la méthode de travail et pense que des bonnes explications permettraient de mieux appréhender ce projet.

Christophe BONNEFOND fait part des différentes visites qu'il a pu faire dans des centrales de tri et des usines de méthanisation et pense que ce nouveau site sera bien plus efficace et respectueux que ce qui se fait actuellement en termes de gestion des déchets sur le territoire.

Il pense que les élus écologistes devraient être moteurs sur ce type de projet.

Denis ROYCOURT répond qu'il ne dispose pas de détails sur le projet et regrette d'être mis à l'écart.

Crescent MARAULT fait remarquer que les a priori sur les centres de tri et de méthanisation sont encore très présents et qu'il faut être curieux sur ce sujet.

Denis ROYCOURT répond qu'il a visité de nombreuses installations et qu'il connaît bien ce sujet.

Il aurait souhaité être associé à la construction de ce projet.

N° 2022-139

Objet : Aux'R Parc – Désaffectation et déclassement de délaissés de lots, en vue de leur cession

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Par délibération n° 2022-016 du 10 février 2022, la Communauté de l'Auxerrois a approuvé la désaffectation et le déclassement et la cession de l'allée de l'Astrolabe.

Par délibération n° 2022-049 du 31 mars 2022, la Communauté de l'Auxerrois a approuvé la cession des lots 12 à 15, situés en partie Sud du parc d'activités Aux'R Parc à Appoigny.

La Société VIRTUO Industrial Property s'est portée acquéreur de cet ensemble.

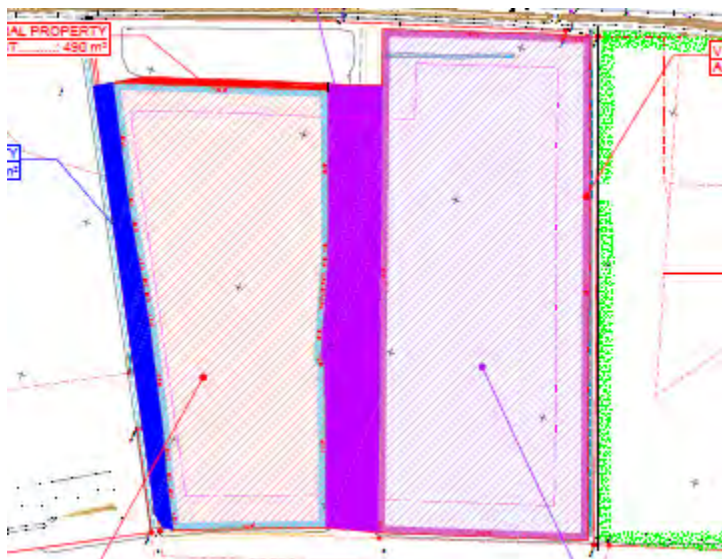
Pour une meilleure connexité du projet et définir un périmètre cohérent, il a été acté d'intégrer des délaissés de parcelles, en partie Nord et Est de la parcelle cadastrée BL 149 (zones bleue et rouge au plan ci-dessous). Ces bandes de terrain (en cours de division) correspondent à un merlon et une zone non aedificandi séparant la future unité foncière, des parcelles riveraines et du bassin de rétention.

Afin de permettre la réalisation de ce projet, il est nécessaire de désaffecter ces espaces qui ne présentent plus d'intérêt au vu du périmètre cédé et de les déclasser du domaine public.

La désaffectation est complémentaire à l'unification des 4 lots et l'implantation d'une construction sur cette nouvelle unité foncière.

Sur la base de ce constat, il est proposé de procéder à son déclassement du domaine public permettant à la Communauté de l'agglomération d'engager sa vente.

Le déclassement est, conformément à l'article L 141-3 du Code de la Voirie routière, dispensé d'une enquête publique, dans la mesure où il ne porte pas atteinte à la fonction de desserte et de circulation.



Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De constater la désaffectation de ces délaissés de terrain bordant la parcelle BL 149,
- De prononcer leur déclassement du domaine public communautaire,
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout acte à intervenir, portant sur leur cession.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 53
- voix contre : 0
- abstentions : 5 M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE, F. LOURY, D. ROYCOURT

- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 6

Christophe BONNEFOND rappelle qu'il avait soulevé les difficultés liées à cette configuration auprès de l'équipe municipale précédente mais qu'il n'en a pas été tenu compte.

Nicolas BRIOLLAND pense qu'à l'époque cela apparaissait certainement comme étant une bonne décision et que la collectivité était assistée par un cabinet spécialisé.

Pascal BARBERET fait remarquer que la collectivité avait peut-être été mal conseillée à l'époque sur le découpage de la zone mais que cela n'a pas empêché une bonne commercialisation.

N° 2022-140

Objet : Appel à projet national « Plan Paysage » - Candidature

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

Le paysage, qu'il soit naturel, façonné par l'homme ou construit, présente une lecture de l'évolution d'un territoire. Fruit notamment de l'action des communautés humaines dans leur recherche d'adaptation à leur environnement et de développement, il est le marqueur visible de l'histoire du territoire, au travers notamment de l'évolution des techniques, des modes de vies, des pratiques...

Inscrit dans le cadre de la convention européenne du paysage, le Plan Paysage porté par le ministère de la transition écologique et l'ADEME permet un accompagnement technique et financier des collectivités dans l'élaboration de leur plan paysage. Ce document doit servir de porte d'entrée paysagère dans l'élaboration de projets d'aménagements au service de la qualité de vie et des espaces, dans un contexte de transitions.

Le territoire de l'auxerrois, fort de ses caractéristiques géographiques et de son histoire présente une grande diversité de paysages, qu'ils soient naturels, cultivés ou bâtis. La grande qualité de cette mosaïque constitue un élément essentiel de la qualité de vie et de l'attractivité qu'il convient de préserver et de faire connaître.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, au travers notamment de son projet de territoire ; de sa convention Pays d'Art et d'Histoire, de son Plan Climat, Air, Énergie Territorial (PCAET), en cours de construction ; ou de son futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Déplacement (PLUiHD) ; a placé le paysage, dans toutes ses composantes, comme un élément important dans la préservation du cadre de vie des habitants, et de l'attractivité de son territoire.

L'objectif dans la réalisation d'un Plan Paysage sur le territoire des 29 communes sera d'accompagner la construction des différents plans et projets en cours afin de construire un plan paysage transversal et partagé.

Pour cela le Plan Paysage s'appuiera en particulier sur le travail réalisé au travers de la convention Pays d'Art et d'Histoire, de celui qui sera réalisé en 2022-2023 sur le PLUiHD et sur l'élaboration du PCAET qui doit s'achever en 2023. Les éléments qui ressortiront de ces deux documents permettront de servir de base de diagnostic pour le plan paysage.

Sous réserve de l'accompagnement par l'appel à projet « Plan Paysage », pourra ensuite être lancée l'élaboration du document sur le territoire. Ce travail permettra d'échanger avec l'ensemble des composantes du territoire afin d'aboutir à un Plan Paysage pour l'Auxerrois qui devra être largement partagé par tous les partenaires. Ainsi, sera mis en place une co-élaboration devant fixer des objectifs permettant de préserver et de renforcer la qualité et la diversité des paysages locaux dans toutes leurs dimensions, puis à la mise en place d'actions à même de les atteindre.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De déposer la candidature à l'appel à projet « Plan Paysage » 2022,

- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 6

Florence LOURY pense que ce Plan paysage est peu concret et demande quel service travail sur ce projet.

Elle rappelle la demande des services d'aller vers l'atlas de la biodiversité et demande à cet égard si le poste vacant de l'agent en charge de la mission relative à la biodiversité a été pourvu.

Céline BÄHR répond que le recrutement est en cours pour le chargé de mission et que l'étude sur l'atlas de la biodiversité est inscrite au budget 2022.

Florence LOURY demande quel est l'intérêt d'un « Plan paysage » pour la collectivité.

Christophe BONNEFOND répond qu'il s'agira de travailler également en lien avec la biodiversité et que le sujet sera approfondi si la candidature est retenue.

N° 2022-141

Objet : Fêtes des vendanges de Montmartre - Convention de partenariat avec la Mairie du 18^e arrondissement de Paris

Rapporteur : Crescent MARAULT

La nouvelle stratégie de développement touristique de la Communauté de l'auxerrois adoptée en Conseil des maires le 26 avril 2022 place le développement de l'œnotourisme comme l'un de ses axes principaux. En effet, le terroir exceptionnel du Grand Auxerrois et sa proximité avec Chablis rendent évident le développement d'un tourisme orienté vers la découverte de la vigne, des paysages de l'Auxerrois et de la rencontre avec les vignerons.

Ainsi, la Communauté d'agglomération organise l'évènement Fleurs de vigne sur les quais d'Auxerre afin de mettre en valeur tous les cépages icaunais. La 10^e édition organisée le 22 mai 2022 a rassemblé 40 vignerons pour une journée basée sur le partage et la découverte des vins locaux.

Forte de ce succès, la Communauté d'agglomération souhaite aller plus loin dans la promotion de son riche patrimoine viticole. La Mairie du 18^e arrondissement de Paris célèbre depuis 1934 la nouvelle cuvée de ses vignes avec la fête des vendanges de Montmartre. Cet évènement disséminé dans tous les quartiers de l'arrondissement rassemble près de 500 000 visiteurs lors de chaque édition.

L'édition 2022 aura lieu du 5 au 9 octobre. La Communauté d'agglomération souhaite devenir partenaire de l'opération afin de promouvoir les vins de l'auxerrois auprès d'un large public.

Cette opération permettrait aux vignerons ayant participé à la dernière édition de Fleurs de vigne de toucher un potentiel de clients/touristes très important. Cette clientèle parisienne vivant à moins de 2h d'Auxerre est l'une des clientèles principalement visées dans la nouvelle stratégie de développement touristique.

Le budget prévisionnel (sous réserve des décisions des organismes sollicités infra) s'établit comme suit, le budget global maximum étant 20 400 euros :

FETE DES VENDANGES MONTMARTRE 2022	
Budget	
Dépenses:	
Partenariat coût inscription	20400
Financement:	
CA Auxerroise	5200
CC Chablis	5200
BIVB	2000
CR BFC	4000
CD 89	4000

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter les termes de la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- D'autoriser le Président de la Communauté de l'auxerrois à signer cette convention de partenariat et tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- D'autoriser le Président de la Communauté de l'auxerrois à solliciter les subventions auprès du Conseil Régional, du Conseil département, du BIVB ou tout autre organisme pouvant verser des aides pour ce dossier,
- D'autoriser le Président de la Communauté de l'auxerrois à signer une convention avec la ville ou l'Office de Tourisme ou la communauté de commune de Chablis pour sa participation financière et matérielle à l'opération à hauteur de 5 200 euros ou jusqu'à 7 500 euros si les subventions étaient moins importantes que dans le tableau de financement présenté,
- De dire que les crédits nécessaires seront proposés lors du vote du budget supplémentaire.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 6

Mani CAMBEFORT fait remarquer que la stratégie de développement touristique a été présentée en conseil des maires et pense qu'elle devrait faire l'objet d'une présentation au conseil communautaire avec tous les éléments notamment ceux liés à l'œnotourisme.

A ce titre, il demande si la collectivité prévoit de conventionner régulièrement avec d'autres territoires.

Crescent MARAULT répond qu'il s'agit pour l'instant de participer à une opération en lien avec la promotion touristique du territoire et que ce sujet sera évoqué au sein de l'instance de l'Office de tourisme.

N° 2022-142

Objet : Activité de barbecue sur l'eau à Gurgy - Convention de sous-occupation du Domaine Public Fluvial

Rapporteur : Crescent MARAULT

La Communauté de l'auxerrois exerce les compétences déterminées par la loi et celles ayant été définies d'intérêt communautaire. Depuis le 1er janvier 2020, de nouvelles compétences facultatives ont été ajoutés aux statuts de la Communauté de l'auxerrois en matière de « création, aménagement, entretien et gestion des installations portuaires sur les voies d'eau traversant la Communauté de l'auxerrois dont les haltes nautiques ».

Dès lors, la Communauté de l'auxerrois a signé une convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial avec Voies navigables de France sur le périmètre des haltes nautiques de l'agglomération.

La SASU Barbecue sur l'eau représentée par Monsieur Charles Rousseau souhaite installer une nouvelle activité économique sur la halte de nautique de Gurgy. Monsieur Rousseau dispose de deux embarcations motorisées sans permis de 6 places qu'il désire amarrer au ponton de la halte de Gurgy afin de proposer des balades et barbecues sur l'eau durant la période estivale.

La SASU Barbecue sur l'eau souhaite sous-occuper une partie du Domaine Public Fluvial située en rive Droite de l'Yonne en vue de l'installation d'une activité économique sur une partie du ponton appartenant à l'agglomération auxerroise. L'emprise de la Convention d'Occupation Temporaire est principalement constituée d'une partie à l'extrémité nord du ponton pour 6m², d'un bollard et d'une surface de 20m² du plan d'eau. Les constructions et aménagements ne sont pas autorisés.

L'emplacement autorisé sera uniquement réservé aux stationnements des deux bouées barbecue. L'hivernage n'est pas autorisé sur les pontons. L'occupant s'engagera par convention à verser à l'agglomération auxerroise une redevance annuelle d'un montant de 537,56 euros pour la durée de la convention. La convention prend fin le 31 mars 2024.

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'autoriser l'activité « Barbecue sur l'eau » à sous-occuper une partie du domaine public fluvial confiée à la Communauté de l'auxerrois,
- D'autoriser le Président de la Communauté de l'auxerrois à signer la convention annexée à la présente délibération,
- D'autoriser le Président de la Communauté de l'auxerrois de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 58
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 6

Jean-Luc LIVERNEAUX fait remarquer qu'il est indiqué que l'installation se trouve sur une partie du ponton appartenant à l'agglomération mais selon lui, le ponton appartient à la commune de Gurgy.

Crescent MARAULT répond que suite au transfert, la Communauté est devenue propriétaire mais que la gestion est assurée par la commune.

N° 2022-143

Objet : Haltes nautiques – Reconduction de la convention de gestion des équipements aux communes pour l'année 2022

Rapporteur : Crescent MARAULT

En application de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe), la compétence « développement économique » a été redéfinie.

L'article L. 5216-5 modifié du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que : « *La communauté d'agglomération exerce de plein droit aux lieu et place des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre* »

La Communauté de l'Auxerrois est donc compétente en lieu et place de leurs communes membres, pour aménager, entretenir et gérer les zones d'activités portuaires.

Les communes d'Auxerre, de Monéteau, de Gurgy, de Vincelles, de Saint-Bris-le-Vineux et de Champs-sur-Yonne ont été répertoriées comme disposant d'une halte nautique ou d'une zone de stationnement selon le périmètre de la compétence « *création, aménagement, entretien des zones d'activités portuaires* » défini par délibération n°2021-023 du 25 mars 2021.

L'article L1321-1 du CGCT dispose que « *Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence* ».

Cette procédure de mise à disposition des biens fait l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition entre la commune propriétaire et la communauté gestionnaire.

L'article L 5215-27 CGCT dispose que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

L'article L 5216-7-1 prévoit que les dispositions de l'article L 5215-27 sont applicables à la communauté d'agglomération.

Aussi, par délibération n°2021-218 du 16 décembre 2021, la communauté a souhaité confier, pour l'année 2021, la gestion des équipements des zones d'activités portuaires relevant de son attribution à la commune propriétaire de la halte ou zone de stationnement via une convention de gestion.

Pour l'année 2022, il est proposé de reconduire cette convention auprès des 6 communes identifiées.

Les conventions de gestion sont annexées à la présente délibération.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'adopter les termes des conventions de gestion ;
- D'autoriser le Président à signer les conventions de gestion et tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- De dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2022.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 57
- voix contre : 0

- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 7

Francis HEURLEY indique qu'il convient de retirer la délibération « Zones d'activités économiques – Reconduction des conventions de gestion » dans l'attente d'une remise au point des conventions avec les communes concernées.

N° 2022-144

Objet : Espaces publics liés au technopôle AuxR_Green Lab – Dénomination

Rapporteur : Crescent MARAULT

La démarche technopolitaine vise à mutualiser des compétences et des moyens autour d'un objectif de développement économique et d'attractivité territoriale. L'émergence d'une technopôle favorise l'approche écosystémique et partenariale des industriels, des startups, des laboratoires de recherche publique et privé, des partenaires économiques et des acteurs de la formation. La technopôle permet une accélération de la montée en compétence des partenaires tout en facilitant l'émergence de synergies porteuses.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois initie une démarche technopolitaine dédiée aux entreprises engagées dans l'innovation, la transition énergétique et l'hydrogène. Cette démarche s'appuie sur six sites de l'agglomération auxerroise. AuxR_Green Lab va permettre de renforcer l'attractivité économique de la Communauté de l'Auxerrois en attirant des startups qui pourront se développer sur le territoire.

Cette technopôle prend ancrage sur plusieurs sites du territoire, à Auxerre, Appoigny ou Venoy, pour lesquels il est nécessaire de présenter une démarche marketing harmonieuse afin qu'ils soient bien identifiés en ce sens.

À ce titre, il est proposé de nommer ou renommer les sites technopolitains suivants :

1. Le Pôle Environnemental devient : "AuxR_Lab"

Le Lab (anciennement Pôle Environnemental) est le site central de l'écosystème technopolitain. Idéalement situé à proximité d'Auxerrexpo et du campus de l'Université de Bourgogne, ce lieu totem de 800 m² est un incubateur qui a vocation à héberger les startups innovantes, en lien avec l'économie verte (transition écologique, hydrogène) et à leur proposer un accompagnement personnalisé, des services mutualisés et des moments de réseautage. Le Lab est également un site dédié à la sensibilisation du grand public sur les thématiques d'avenir.

2. Le Vestiaire Guilliet devient : "AuxR_Factory"

Le site des anciens vestiaires Guilliet, tiers-lieu en cours de réhabilitation et opérationnel d'ici à la fin 2022, devient AuxR_Factory. Ce fab-lab est le point d'entrée pour les entreprises qui souhaitent prototyper et innover. Les porteurs de projets innovants, ainsi que les entreprises du territoire, trouveront dans la Factory un parc machines ainsi qu'un écosystème industriel et technologique propice à l'accélération des projets de R&D.

3. AuxR_Campus

Le Campus du Technopôle offre à partir de la rentrée 2022 trois formations dédiées aux univers de la transition écologique, de l'hydrogène et de l'innovation. La première est une formation professionnelle continue CQPM de technicien de maintenance, la seconde un BTS de maintenance et la troisième un master QHSE (Qualité, hygiène, sécurité, environnement). Les cours se tiendront dans différents lieux d'enseignement de l'agglomération (Pôle Formation 58-89, lycée Joseph Fourier, IET). Objectif : proposer aux entreprises une main d'œuvre spécialement formée pour leurs besoins et immédiatement opérationnelle sur le terrain.

Les trois zones d'activités économiques (ZAE) de l'Auxerrois, qui viennent compléter le dispositif d'accueil des entreprises, sont désormais thématiques selon les secteurs d'activité identifiés dans notre stratégie de développement selon les besoins des entreprises.

4. AuxR_Parc

Logistique et industrie

Localisée à Appoigny, la zone AuxR_Parc (50 hectares) a pour vocation d'accueillir des entreprises spécialisées dans des activités logistiques compatibles avec la qualité paysagère et environnementale du site.

5. AuxR_Eco Parc

Valorisation des déchets et économie circulaire

Située à Venoy, la zone AuxR_Eco Parc (40 hectares) est dédiée aux entreprises engagées dans la valorisation des déchets avec pour ambition d'instaurer le développement d'un cercle vertueux basé sur l'économie circulaire.

6. AuxR_H2 Parc

Déploiement de la filière hydrogène

Localisée à proximité de la gare Saint-Gervais d'Auxerre et de la station de production d'hydrogène, la zone AuxR_H2 Parc (15 hectares) est destinée à accueillir les entreprises en lien avec le déploiement de la filière hydrogène.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De dénommer AuxR_Lab, AuxR_Factory, AuxR_Campus, AuxR_Parc, AuxR_Eco Parc, AuxR_H2 Parc, les sites technopolitains,
- D'autoriser le Président à enregistrer : AuxR_Green Lab, AuxR_Lab, AuxR_Factory, AuxR_Campus, AuxR_Parc, AuxR_Eco Parc, AuxR_H2 Parc en tant que marques auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI),
- D'autoriser le Président à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 55
- voix contre : 0
- abstentions : 2 D. ROYCOURT, F. LOURY
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 7

Denis ROYCOURT regrette l'utilisation de néologismes et d'anglicismes dans la rédaction de cette délibération dont le vocabulaire est peu compréhensible et pense que le changement de noms des lieux les rend difficilement reconnaissable par les auxerrois.

Philippe VANTHEEMSCHE indique qu'il est important de se rendre sur d'autres territoires similaires pour regarder leur mode de fonctionnement et cite en exemple la technopôle de la ville de Laval.

Il précise que cette ville a fait le choix de l'innovation avec la création d'un centre virtuel qui est aujourd'hui à renommée internationale et qui a permis la création de nombreux emplois.

Il pense que l'opportunité d'une technopôle autour de l'hydrogène notamment est une chance à saisir et ajoute que les noms ont été choisis pour s'intégrer dans les échanges dans le cadre de la mondialisation.

Objet : AJA – Convention de partenariat
Rapporteur : Stéphane ANTUNES

L'AJ Auxerre, après 10 ans de relégation en Ligue 2 va de nouveau connaître les matchs de la Ligue 1. Pour l'agglomération de l'Auxerrois, c'est un coup de projecteur important sur le territoire qui va devenir encore plus attractif. Les médias vont s'intéresser de plus en plus au parcours du club et des matchs palpitants vont de nouveau avoir lieu au stade de l'Abbé Deschamps. L'AJ Auxerre est un baromètre du moral des auxerrois, il a suffi d'observer l'engouement suscité par les matchs d'accession pour s'en apercevoir.

Le club participe au développement de l'auxerrois, en donnant par exemple des milliers de masques à l'hôpital, en soutenant le sport féminin et l'école de football pour les plus jeunes ou en créant prochainement un musée, qui sera un élément important du développement touristique local.

L'agglomération de l'auxerrois souhaite construire avec l'AJ Auxerre un partenariat durable, basé sur les valeurs du sport, le développement économique de l'agglomération, l'accompagnement des plus jeunes et du sport féminin.

Pour cela il est important que l'agglomération de l'auxerrois apporte sa contribution aux efforts fournis par le club, et sa réussite sportive rejaillira sur l'ensemble de nos domaines d'intervention.

Le partenariat porte sur quatre axes principaux :

- L'achat de places, billetterie et hospitalité, afin d'amener aux stades des personnes éloignées du sport et des événements sportifs, ainsi que des futurs investisseurs,
- Le soutien à l'équipe féminine, afin d'accompagner les joueuses dans leurs choix de carrière et le financement de leurs formations,
- Le développement de l'accueil des jeunes, futurs joueurs des équipes auxerroises ou au-delà,
- La promotion du territoire à l'échelle locale et nationale sur les différents supports de visibilité du club.

Une convention de partenariat, pour la période de juillet 2022 à juin 2025, soit trois saisons sportives, pose les fondements de ce projet avec un soutien financier pluriannuel dont une subvention d'un montant de 30 000 € HT pour l'année 2022.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les termes du partenariat entre l'AJ Auxerre et la Communauté de l'auxerrois,
- D'approuver le versement d'une subvention de 30 000 € HT pour soutenir les actions du club au titre de l'année 2022,
- D'autoriser le Président à signer les conventions afférentes.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 52
- voix contre : 0
- abstentions : 5 D. ROYCOURT, F. LOURY, M. DEBAIN, N. BRIOLLAND, P. BARBERET
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 7

Mani CAMBEFORT est favorable au soutien de ce club et, par rapport aux places offertes, demande quel public éloigné du sport a pu en bénéficier.

Pascal BARBERET indique que les places octroyées ne le gênent pas si cela ne profite pas aux élus et que cela doit plutôt s'adresser aux associations et aux personnels municipaux par exemple.

Crescent MARAULT précise que la ville d'Auxerre ne sera pas bénéficiaire de ces places et que les maires seront chargés de l'attribution des places dans leur commune.

Stéphane ANTUNES indique qu'il sera procédé à un tirage au sort pour attribuer les différents matchs aux communes de l'agglomération.

Hicham EL MEHDI fait remarquer que le plus important dans ce partenariat n'est pas l'attribution de places pour les matchs mais plutôt le soutien apporté au club et le développement du territoire.

Il indique que les places destinées aux élus ne sont pas un simple avantage puisque l'objectif est de leur permettre de rencontrer des partenaires et des investisseurs.

Florence LOURY précise qu'elle n'est pas contre ce sport ni ce club mais estime qu'il ne revient pas à une collectivité de financer un club de sport professionnel et préférerait que cette somme soit à destination des sportifs amateurs de l'agglomération.

Néanmoins, elle remarque que cette convention pour l'agglomération complète bien celle conclue avec la ville d'Auxerre, dans la mesure où cela permet à toutes les communes d'avoir accès à ce sport.

Par ailleurs, elle demande pourquoi la collectivité ne met pas en œuvre des actions au niveau culturel comme une offre de places pour le théâtre par exemple.

Crescent MARAULT rappelle que différentes actions culturelles sont déployées sur l'agglomération telles que des concerts gratuits avec Garçon la note et des séances de cinéma en plein air.

Céline BÄHR ajoute que le théâtre va prochainement proposer des tarifs avantageux pour les jeunes avec une carte d'abonnement au prix de 15 € qui peut être financée par le pass culture et des places de spectacles à 3 € pour les moins de 26 ans.

Pascal BARBERET est d'accord avec le rôle de l'élu rappelé par Hicham EL MEHDI mais pense que la gratuité des places pour les élus est gênante notamment par rapport à des personnes aux revenus modestes qui paient eux-mêmes leurs places pour aller aux matchs.

N° 2022-146

Objet : Mesures compensatoires AuxR_Parc - Plan de coupe de la forêt de la Communauté de l'Agglomération de l'Auxerrois

Rapporteur : Philippe VANTHEEMSCHE

L'Office National des Forêts a proposé le plan de coupe pour l'exercice 2023.

Conformément au document d'aménagement validé lors du Conseil communautaire du 31 mars 2022, il est proposé d'ouvrir des cloisonnements d'exploitation dans la parcelle 1.

Ces cloisonnements installés tous les 24 mètres permettront la circulation des tracteurs nécessaires à l'évacuation des bois, et les éclaircies futures.

Les produits récoltés lors de cette exploitation sont du bois de feu pour environ 300 stères, et sont de faible valeur.

La coupe représentera une recette d'environ 2 000 euros. Elle ne générera pas de frais pour la Communauté de l'Auxerrois, en dehors des frais de garderie (12 % de la vente).

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- d'autoriser le martelage des cloisonnements d'exploitation de la parcelle 1 (12.75 ha) sise à Pien,
- d'autoriser la vente de l'ensemble des produits issus de cette coupe,
- d'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération,
- de dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 57
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 7

N° 2022-147

Objet : Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement Yonne-Nièvre – Attribution d'une subvention

Rapporteur : Philippe VANTHEEMSCHE

Le CPIE Yonne Nièvre s'est entouré du CAUE de l'Yonne, de l'association Bonjour Cascade, de l'association Le P.A.R.C, d'AgroParisTech et de Polytechnique Milan, autour d'un projet de paysages alimentaires.

Cette équipe pluridisciplinaire s'intéresse aux paysages alimentaires d'hier, aujourd'hui et demain, de la Forterre, du Sud de l'Auxerrois, et du Nord de la Nièvre. Ce projet entend faciliter, avec et pour les acteurs du territoire, en partant des paysages, l'émergence de projets favorisant une eau et une alimentation saines pour tous. Il propose de nourrir la mise en œuvre de politiques publiques, telles les projets alimentaires territoriaux.

Le projet associe un cycle d'animations, une enquête de chercheurs et la création d'outils graphiques de médiation (concertation de restitution). Le CPIE propose à la Communauté de participer au cycle suivant :

- Une lecture de paysages et un atelier de cuisine des paysages ouverts à toute la population, mobilisant des acteurs publics et privés de l'Auxerrois
- Une enquête des paysages alimentaires incluant le Sud de l'Auxerrois (Irancy, Jussy, Vallan, Gy l'Évêque...)
- Une réunion entre chargés de mission Eau et alimentation des territoires mobilisés pour le projet, le 16 juin, à Coulanges la Vineuse
- Une journée « Tréteaux des paysages », permettant la mise en débat des éléments collectés et une projection dans les paysages alimentaires de demain, qui serait organisée à l'automne dans l'Auxerrois.

Pour clore le premier cycle du projet et restituer les prospectives « Paysages alimentaires de demain, un banquet des territoires sera organisé en 2023.

Le CPIE sollicite un cofinancement auprès de la Communauté de l'Auxerrois à hauteur de 1300 €.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 1 300 € au profit du Centre permanent d'initiatives pour l'environnement Yonne Nièvre,
- D'autoriser le Président à tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision,

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 de l'eau potable au compte 658 – charges de gestion courante.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 57
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 7

N° 2022-148

Objet : Service Public d'Eau Potable – Choix du mode de gestion

Rapporteur : Michaël TATON

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois dans sa forme actuelle est issue de la fusion au 1^{er} janvier 2017 de 2 EPCI à fiscalité propre existant. Elle est compétente à titre obligatoire en matière de production et de distribution d'eau potable sur le périmètre de ses 29 communes membres.

Compte tenu de la jeunesse de la Communauté et des contraintes géographiques, la gestion du service public de l'eau potable n'est pas encore harmonisée et est actuellement assurée comme suit :

- Le syndicat mixte de la Fédération des Eaux de Puisaye Forterre assure la gestion du service sur le périmètre de la commune d'Escamps dans le cadre d'une régie, la Communauté de l'Auxerrois s'étant substituée à la commune au sein de ce syndicat au moment du transfert de la compétence « eau » ;
- La société Veolia assure, en tant que délégataire du service public de l'eau potable, la gestion sur le périmètre de la commune de Chitry-le-Fort, dans le cadre d'un contrat dont l'échéance initiale était prévue pour le 31 mars 2024. Cette échéance a été ramenée au 30 juin 2023 (Avenant n°3 approuvé par délibération du conseil communautaire du 31 mars 2022) ;
- La Société SUEZ EAU France assure la gestion du service sur le reste du territoire de la Communauté (soit 27 communes) dans le cadre d'un contrat ayant pour échéance le 30 septembre 2022, dont la durée est prolongée par l'avenant n°9, soumis à délibération du conseil communautaire de juin 2022, jusqu'au 30 juin 2023.

Choix d'un mode de gestion harmonisé et du recours à la concession de service de type délégation de service public

Dans le cadre de l'harmonisation de la gestion du service, la Communauté, qui ne dispose pas au sein de ses services du personnel et des compétences nécessaires pour assumer directement l'exploitation des installations, a fait le choix, par une délibération 2021-116 du 24 juin 2021 de recourir à une gestion déléguée, en concluant un contrat de concession de service public de type délégation de service public avec travaux qui lui permettra de :

- profiter de l'expertise d'un opérateur privé qui sera à même de mettre à la disposition du service des moyens humains qualifiés et optimisés ;
- garantir au mieux la continuité du service en faisant profiter le service de sa structure globale.

La délégation de service public permet **une gestion aux risques et périls d'un opérateur économique** ou d'un groupement d'opérateurs économiques - choisi après mise en concurrence - **ce qui conduit à une prise en charge par ce dernier de tout ou partie de :**

1. **l'aléa économique**, tenant à l'évolution de l'activité ;
2. **l'aléa financier**, tenant à la gestion de l'activité. Le concessionnaire finance et assure, sous sa maîtrise d'ouvrage, tout ou partie des investissements nécessaires à l'exploitation des services ;

3. **l'aléa technique**, tenant à l'obligation de maintenir le bon fonctionnement continu du service. Le concessionnaire sera responsable à la fois au niveau contractuel et réglementaire de la qualité du service public et du bon fonctionnement des ouvrages.

• **Caractéristiques générales du futur Contrat de concession**

La finalisation du schéma directeur d'eau potable ainsi que l'étude des ressources en eau potable conduisent à affiner les caractéristiques générales du futur Contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'eau potable.

Ces caractéristiques, déterminées en partie dans la délibération du 24 juin 2021 précitée sont donc précisées ci-après :

Objet du Contrat	Le délégataire du service public d'eau potable devra en tout temps assurer le service public de production et de distribution de l'eau potable
Périmètre	Le périmètre du contrat concerne l'ensemble des communes de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois à l'exception d'Escamps.
Caractéristiques techniques et économiques du service	<p>Nombre d'utilisateurs (2020) : 35 580 abonnés Volume produit (2020) : 6 089 000 m³/an Volume vendu aux abonnés (2020) : 3 890 000 m³/an Volume vendu en gros (2020) : 201 000 m³/an (sur le périmètre total) Linéaire de réseau : 736 km Nombre de réservoirs : 39 réservoirs pour une capacité de 35 500 m³</p>
Financement	<p>Le délégataire assurera le financement de tout ou partie des dépenses liées à la création et à l'exploitation du service. Il sera mis à sa charge un risque d'exploitation en contrepartie du droit d'exploiter le service.</p>
Conditions d'exploitation	<p>Le délégataire aura principalement pour mission d'assurer les prestations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages de production, transport, et de distribution d'eau potable, conformément aux réglementations en vigueur, en assurant la continuité du service de l'eau en tout temps ; • La conduite des actions nécessaires, en situation de crise, pour assurer un service minimum de distribution d'eau potable, et en mettant tout en œuvre pour rétablir le service dans les meilleurs délais ; • Le renouvellement des matériels tournants, des accessoires hydrauliques, des équipements électromécaniques des installations indispensables à la continuité du service, ainsi que des branchements ; • Les travaux de réparation des canalisations et des branchements ; • La réalisation de branchements neufs et à titre exclusif des raccordements sur les réseaux de distribution ; • La réalisation de travaux à caractère concessif, visant notamment la création d'unités de traitement nécessaires à la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable, la réalisation de nouvelles interconnexions ; <p>Pour mener à bien ces travaux, le concessionnaire établira les études et tous les dossiers nécessaires à leur autorisation et à l'obtention de subvention ; il procédera à la dévolution des travaux selon des dispositions encadrées par le contrat de concession garantissant la transparence des contrats et des montants dépensés ;</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • La réalisation de travaux dont les conditions de réalisation, notamment de délai, ne permettent pas de les réaliser sous maîtrise d'ouvrage communautaire ; le montant de ces travaux et leurs caractéristiques sont encadrés par le contrat ; • La mise en œuvre du télérelève des compteurs de distribution et le développement des services afférents pour les usagers et pour la maîtrise du rendement des réseaux ; • La tenue à jour des plans, du système d'information géographique et de l'inventaire technique des installations ; • L'instruction des demandes de travaux et des déclarations d'intention de commencer les travaux ; • La gestion des relations du service avec les usagers ; • La facturation et perception des redevances relatives à l'eau dues par les usagers et le reversement à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois des parts qui lui reviennent ; • La mise en œuvre de toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect d'engagements spécifiques concernant le suivi et l'amélioration des réseaux et des installations du service ; • La fourniture de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation du service et sa qualité globale, notamment sur la gestion des ressources et la qualité du service rendu à l'utilisateur. <p>Ces caractéristiques pourront être précisées dans le cadre des négociations avec le ou les candidats.</p>
<p>Précisions sur les travaux à la charge du futur délégataire</p>	<p>Actuellement aucune ressource ne peut permettre d'assurer seule l'alimentation en eau du territoire communautaire : la capacité de la ressource la plus importante, Plaine du Saulce, est autorisée à un niveau de prélèvement de 14 000 m³/j quand le besoin maximal de la communauté dépasse 20 000 m³/j.</p> <p>Afin de garantir la sécurité de l'alimentation en eau de la Communauté, le service de l'eau potable doit maintenir les deux principaux pôles de production d'eau : Plaine du Saulce au Sud et l'ensemble Boisseaux / plaine des Isles au Nord. Il est par conséquent envisagé la construction d'une unité de traitement sur chacun de ces deux sites.</p> <p>Les interconnexions envisagées visent à garantir à l'ensemble du territoire, à l'exception de la commune d'Escamps, le bénéfice de l'eau traitée sur les futures unités.</p> <p>Des travaux et aménagements que pourra proposer le concessionnaire dans son offre pour améliorer le rendement et mieux localiser les fuites.</p> <p>Le montant des travaux qui seront confiés au concessionnaire représente une enveloppe estimée à 27 M€ hors travaux de renouvellement (réseaux, branchements, compteurs).</p> <p>La Communauté conservera sous sa responsabilité les travaux qui ne seront pas identifiés dans le contrat de concession, dont les travaux sur les réservoirs. Elle portera, comme actuellement, les travaux de renouvellement des réseaux de distribution.</p>
<p>Durée</p>	<p>La durée prévue est de 20 ans, compte tenu des investissements demandés au délégataire</p> <p>Le contrat prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2023 ou de sa date de notification</p>
<p>Rémunération du service</p>	<p>Le délégataire se rémunérera sur les redevances perçues auprès des usagers.</p>

Contrôle de la Communauté	<p>Le concessionnaire sera soumis à diverses mesures de contrôle relevant à la fois des obligations contractuelles et des obligations réglementaires.</p> <p>Le contrat définira précisément les objectifs assignés au délégataire et les critères de performance correspondants, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Collectivité, les modalités de transmission et les moyens de contrôle effectifs dont cette dernière pourra faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.</p> <p>Des pénalités proportionnées et dissuasives viendront sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles. Ces sanctions pourront aller, selon les cas, de sanctions pécuniaires à la sanction résolutoire.</p>
Exclusivité	La Communauté confiera au délégataire l'exclusivité de l'exploitation du service pendant toute la durée du contrat.
Assurance	<p>Le délégataire sera tenu de souscrire les assurances liées à sa responsabilité de constructeur et d'exploitant.</p> <p>Les obligations du délégataire en matière d'assurance seront précisées dans le dossier de consultation.</p>
Fin de Contrat	<p>La convention de délégation de service public ne pourra être tacitement reconduite.</p> <p>Au terme du contrat et ce, pour quelque raison que ce soit, l'ensemble des biens, équipements et installations nécessaires à l'exploitation des services seront remis par le concessionnaire à la Communauté en bon état d'entretien, compte tenu de leur âge, selon les modalités et aux conditions à définir dans le contrat.</p>

Il vous est donc demandé, au vu de ces éléments, de bien vouloir confirmer le choix du recours à une délégation de service public pour la gestion du service public de production et de distribution de l'eau potable et d'approuver les caractéristiques générales du futur contrat.

Pour rappel, la procédure de passation de la délégation de service public devra être lancée conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ainsi qu'aux dispositions des articles L.3121-1 du code de la commande publique. Elle implique les étapes suivantes :

- Délibération du conseil communautaire sur le principe de la délégation de service public et le lancement de la procédure ;
- Publication d'un avis de concession et mise à disposition du dossier d'appel d'offres dans le cadre d'une procédure ouverte ;
- Analyse et sélection des candidats par la Commission de délégation de service public ;
- Analyse et avis de la Commission de délégation de service public sur les offres initiales ;
- Décision du Président sur les candidats invités à négocier ;
- Négociations avec le(s) candidat(s) ;
- Réception, analyse et choix du Président sur les offres finales ;
- Délibération du Conseil communautaire en fin de procédure, sur le choix du Président.

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- de confirmer le choix du recours à une délégation de service public pour la gestion du service public de l'eau potable sur le périmètre de la Communauté (à l'exception de la Commune d'Escamps),
- d'approuver les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, telles que prévues dans l'exposé des motifs de la présente délibération,
- d'autoriser le Président à lancer la procédure de consultation conformément aux dispositions afférentes du code général des collectivités territoriales et du code de la commande publique et à prendre tous les actes nécessaires dans le cadre de cette procédure,
- de charger le Président de l'exécution de la présente délibération.

Avis de la Commission consultative des services publics locaux du 16.06.22 :

Pour : 1

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Avis du Comité technique du 20.06.22 : Favorable

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 45

- voix contre : 6 P. BARBOTIN, M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE ; D. ROYCOURT, F. LOURY

- abstentions : 4 M. DEBAIN, M. NAVARRE, F. ZIANI, J.L. BRETAGNE

- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 9

Michaël TATON ne comprend pas les propos qui visent à faire croire que la Communauté d'agglomération abandonne sa politique préventive des captages d'eau potable en concluant ce nouveau contrat de délégation de service public (DSP) et rappelle que la collectivité a repris les missions de l'association de la qualité de l'eau potable cette année.

Il ajoute que l'agglomération prévoit un programme de soutien aux agriculteurs à hauteur de 300 000 €.

Denis ROYCOURT rappelle que l'Agence de l'Eau Seine Normandie oblige à mener une politique préventive et qu'il y a plus de 20 ans, les différents acteurs ont su faire taire leurs divergences pour s'engager ensemble dans une démarche de prévention.

Il déplore ce bouleversement stratégique dans l'auxerrois qui aura pour conséquence une augmentation des coûts sans assurer la qualité des ressources.

Il pense que la durée du contrat fixée à 20 ans est beaucoup trop longue et s'interroge sur le caractère concessif.

Il fait remarquer que les caractéristiques de la DSP avaient été définies l'année dernière et qu'aujourd'hui ce vote est remis en cause pour ajouter la création de deux unités de traitement.

Il estime que l'enveloppe de travaux à hauteur de 27 millions d'euros, hors travaux de renouvellement, confiée au délégataire aura pour conséquence d'étouffer la prévention et la transition agricole.

Il rappelle que les études menées par l'Agence de l'eau démontre qu'une solution curative est plus coûteuse et non durable alors qu'il coûte 97 fois moins cher de donner des subventions aux agriculteurs pour protéger les captages que de dépolluer par la suite.

Il pense que cette proposition est un non-sens écologique au moment où l'on prend conscience de l'importance de protéger la faune, la flore et la santé de la population.

Il s'inquiète de l'augmentation du prix de l'eau pour le consommateur qui connaît déjà une baisse de son pouvoir d'achat et demande si cela a été pris en compte.

Il rappelle que l'agglomération a été retenue pour pouvoir octroyer des paiements pour services environnementaux aux agriculteurs mais n'a jamais mis en œuvre cette opération.

Il fait remarquer que le terme « concession » est employé dans la délibération alors que les anciens contrats étaient sous la forme d'affermage avec un fermier qui se contentait d'exploiter le réseau.

Il indique à ce titre, qu'un concessionnaire assure le financement et l'exploitation et que les décisions échappent aux élus et que cela s'ajoute au retrait des missions de l'association de la qualité de l'eau potable.

Mani CAMBEFORT rappelle sa préférence pour une gestion en régie plutôt qu'une délégation du service et a conscience que cela peut être compliqué pour un territoire comme l'auxerrois.

Néanmoins, il précise que de plus en plus de collectivités reprennent la main sur la gestion de l'eau qui est un bien public à protéger et à partager.

A ce titre, il indique que la métropole de Dijon a fait le choix de créer une société d'économie mixte avec le délégataire qui a l'avantage de permettre aux élus de garder la main sur les décisions stratégiques ainsi que sur les flux financiers générés.

Il pense que ce système qui se situe entre le privé et le public est intéressant et aurait pu être étudié pour l'auxerrois dans le but de concilier toutes les positions sur le sujet.

Yves VECTEN précise que c'est le consommateur qui payait pour l'association pour la qualité de l'eau potable et non l'agglomération.

Il pense que la proposition de mise en place de traitements de l'eau va démotiver les acteurs du milieu agricole.

Crescent MARAULT rappelle que le curatif n'empêche pas le préventif et qu'il faut mettre en place tous les outils qui permettront d'anticiper les conséquences des aléas climatiques qui auront un effet sur le cycle de l'eau.

Par ailleurs, il rappelle l'élaboration du Plan alimentaire territorial et la mise en place d'actions de prévention à destination des agriculteurs en culture biologique pour leur garantir des débouchés sur le territoire.

Il indique à cet égard, qu'il a rencontré certains agriculteurs qui souhaitent arrêter ce mode de culture parce qu'il n'y a pas de débouchés sur la consommation des produits biologiques.

Concernant le prix de l'eau et la facturation, il indique que tout l'intérêt est de faire évoluer le dispositif de facturation dans ce nouveau contrat parce qu'il n'est pas juste que l'on demande aux consommateurs de consommer moins d'eau et de leur faire payer une augmentation du prix pour pouvoir financer le service.

Il précise que dans le cadre de la stratégie de gestion des ressources, il pourrait être envisagé de facturer des prix différents en fonction des saisons et des usages notamment pour les piscines privées.

Il pense qu'il faudra trouver un équilibre entre les actions curatives et préventives, toutes deux nécessaires, et sensibiliser les pollueurs sur leur responsabilité.

Il fait part des difficultés de certaines entreprises qui envisagent déjà de se délocaliser des territoires qui manquent d'eau dans la mesure où leurs systèmes de production nécessitent des volumes d'eau importants.

Il ajoute qu'il faudra également optimiser les installations d'assainissement et que les stations soient en mesure de traiter les médicaments par exemple et trouver des partenaires qui pourront supporter les investissements nécessaires.

Il pense que face aux incertitudes sur la situation qui est déjà critique, il faut se donner les moyens pour garantir les ressources qui deviennent rares et préserver leur qualité en mettant en avant le préventif notamment.

Il rappelle que les enjeux sont majeurs pour la population mondiale et que certains pays souffrent déjà beaucoup des conséquences du réchauffement climatique et que l'alimentation est étroitement liée à la gestion de la ressource en eau.

Il fait remarquer que le curatif n'est certes pas l'idéal mais permettra de gérer la transition.

Florence LOURY est satisfaite de la prise de conscience des enjeux par rapport aux conditions climatiques mais n'est pas d'accord sur les solutions proposées en matière de préservation de la qualité de l'eau potable.

Elle regrette le désengagement financier auprès des agriculteurs et pense que la somme de 27 millions d'euros prévue pour des travaux devrait être utilisée en paiement pour services environnementaux.

Elle souhaite que les moyens financiers soient utilisés différemment et qu'ils ne soient pas destinés aux usines de traitement.

Elle s'interroge sur les producteurs de cultures biologiques qui souhaiterait arrêter ce type de culture.

Crescent MARAULT regrette cette position qui se base encore sur un système de subvention alors qu'il est proposé de trouver un système économique pérenne.

Il rappelle que la qualité de l'eau n'est pas totalement satisfaisante aujourd'hui sur le territoire et qu'il faudra des solutions à courts termes.

Denis ROYCOURT répond que c'est pour cela qu'il faut mettre l'accent sur les actions préventives.

Michaël TATON précise que le préventif a permis de stabiliser la situation mais qu'il faut déjà prévoir des alternatives.

Denis ROYCOURT fait remarquer que les conditions du contrat actuel en termes de qualité ne sont pas totalement respectées et que le modèle de contrat proposé décourage les producteurs qui souhaitent déjà se retirer de la charte.

Par ailleurs, il réitère ses propos concernant l'augmentation du prix de l'eau pour les consommateurs dans la mesure où il est inscrit dans la délibération que le délégataire se fera rembourser par l'utilisateur.

Florence LOURY demande quel sera le prix de l'eau pour les usagers.

Crescent MARAULT répond que le prix sera différent en fonction des usages des consommateurs et que celui qui ne respectera l'eau payera plus cher que ceux qui feront attention à leur consommation.

Jean-Luc BRETAGNE espère que cela ne démotivera pas les agriculteurs qui ont fait des efforts et rappelle qu'il avait été envisagé il y a quelques temps, en cas de forte perturbation de la qualité de l'eau, de disposer d'une unité de traitement mobile beaucoup moins coûteuse que ce qui est proposé aujourd'hui.

Par ailleurs, il pense que ce contrat d'une durée de 20 ans constitue un engagement très long et qu'en général les durées n'excèdent pas 5 à 10 ans.

Crescent MARAULT répond que cette durée est liée à l'investissement conséquent qui doit être réalisé.

Par ailleurs, il pense qu'au regard des enjeux vitaux que la gestion de l'eau représente, il est fort probable que l'Etat reprenne la main sur cette politique publique pour imposer les règles en la matière et éviter qu'une trop grande précarité ne se crée.

Yves VECTEN fait remarquer que les élus qui travaillent depuis près de 20 ans sur la problématique de l'eau potable avaient déjà pris conscience des différents enjeux et attire l'attention sur l'idée de traiter différemment les utilisateurs de piscines qui pourront trouver des astuces pour déroger à la règle qui leur serait applicable.

Patrick BARBOTIN fait remarquer que le mode de DSP passera d'une gestion de fonctionnement en gestion d'investissement qui a pour conséquence de rogner le rôle des élus notamment la prise de décisions sur la priorisation des investissements à réaliser.

Il estime que cette conséquence qui a un impact sur le pouvoir décisionnaire des élus est grave.

Il pense que ce débat aurait dû intervenir en commission et être débattu plus longuement et largement.

Il souhaite que l'agglomération mette en place les paiements pour services environnementaux comme cela était initialement prévu.

Il ajoute que la perte de prérogative consiste à renier complètement le travail réalisé par l'association de la qualité de l'eau.

Crescent MARAULT répond que le travail réalisé par l'association pour la qualité de l'eau n'est pas remis en cause et que le contrat même en concession peut prévoir tout ce que la collectivité souhaite mettre en œuvre.

Il précise que le montant des travaux d'investissement et les décisions restent aux élus et qu'il faut prévoir une certaine souplesse dans les négociations pour attirer les délégataires qui doivent y trouver un intérêt économique et des marges de manœuvre.

Patrick BARBOTIN indique que ce n'est pas clairement inscrit dans la délibération.

Crescent MARAULT répond qu'il ne faut pas proposer un contrat complètement ficelé pour permettre la phase de négociations qui permettra de définir les clauses définitives.

N° 2022-149

Objet : Service Public d'Eau Potable – Avenant à la Convention pour la fourniture d'eau potable en gros avec la Fédération des Eaux de Puisaye Forterre pour les communes de Val de Mercy et Migé

Rapporteur : Michaël TATON

La Communauté de l'Auxerrois et le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région de Toucy ont signé une convention le 23 décembre 2011 pour la fourniture d'eau potable en gros pour une durée de 10 ans. Par cette convention, la Communauté de l'Auxerrois fournissait notamment en eau, le hameau de Mormont de la commune de Saint-Maurice-Thizouaille et le hameau de Chaillot de la commune de Saint-Maurice-le-Vieil. Cette convention est, désormais, caduque.

Une convention avec Fédération des Eaux de Puisaye Forterre, signée le 9 novembre 2017 avait été conclue afin que la Communauté de l'Auxerrois fournisse en eau les communes de Val de Mercy et Migé.

Aussi, afin d'assurer la continuité de l'alimentation en eau potable des hameaux de Mormont et de Chaillot, il est proposé un avenant à la convention pour la fourniture d'eau potable en gros avec la Fédération des Eaux de Puisaye Forterre pour les communes de Val de Mercy et Migé, en y intégrant la fourniture en eau des hameaux susmentionnés.

Cet avenant indique :

- La Communauté de l'auxerrois, par le biais de son délégataire la société Suez Eau France livrera et comptabilisera l'eau potable à la Fédération Eaux Puisaye Forterre au moyen d'un compteur propriété de la Fédération des Eaux de Puisaye Forterre en limite de la commune d'Egleny ;
- La Fédération Eaux Puisaye Forterre assure l'entretien et le renouvellement du compteur ;
- Les dispositions de la convention, non expressément modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président à signer l'avenant à la fourniture d'eau potable pour les communes de Val de Mercy et de Migé jointe en annexe.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 55
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 9

N° 2022-150

Objet : Service Public d'Eau Potable – Convention pour la fourniture d'eau potable en gros avec la Fédération des Eaux de Puisaye Forterre

Rapporteur : Michaël TATON

La Communauté de l'Auxerrois et le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de la région de Toucy ont signé une convention le 23 décembre 2011 pour la fourniture d'eau potable en gros pour une durée de 10 ans. Par cette convention, la Communauté de l'Auxerrois achetait de l'eau potable pour fournir le secteur de Lindry.

Cette convention étant caduque, il est nécessaire d'en contractualiser une nouvelle avec la Fédération Eaux Puisaye Forterre pour l'achat d'eau potable dont les caractéristiques sont les suivantes :

- La livraison d'eau se fait aux compteurs situés au hameau de Chazelle à Lindry et sur la RD22 au carrefour des routes du Hameau de Nantou (Pourrain) et de Vau (Beauvoir),
- La fourniture d'eau donne lieu à une facture annuelle selon le tarif voté par la Fédération Eaux Puisaye. Le tarif est de 0,66 € HT/m³ pour 2022,
- La future convention aura pour date d'échéance le 30 juin 2023.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'autoriser le Président à signer la convention de fourniture d'eau potable jointe en annexe.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 55
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 9

N° 2022-151

Objet : Service Public d'Eau Potable – Rapport d'activité des Délégations de Service Public

Rapporteur : Michaël TATON

L'article L. 3131-5 du Code de la commande publique prévoit que le concessionnaire doit produire chaque année, avant le 1er juin, un rapport comportant notamment le compte retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages et/ou des services.

Lorsque la gestion d'un service est concédée, ce rapport permet en outre, aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Les rapports d'activité des délégataires relatifs à l'eau potable sont en pièces jointes comme détaillés ci-après :

- Rapport annuel de VEOLIA pour la commune de Chitry-le-Fort,
- Rapport annuel de Suez pour les communes de la Communauté de l'Auxerrois, exception faites des communes de Chitry-le-Fort

Après avoir délibéré, le conseil communautaire :

- prend acte des rapports d'activité 2020 des Délégations de Service Public d'Eau Potable.

Vote du conseil communautaire : sans objet

N° 2022-152

Objet : Service Public d'Assainissement Collectif – Choix du mode de gestion

Rapporteur : Pascal BARBERET

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois dans sa forme actuelle est issue de la fusion au 1^{er} janvier 2017 de 2 EPCI à fiscalité propre existant. Elle est compétente à titre obligatoire en matière d'assainissement collectif pour la collecte et le traitement des eaux résiduaires sur les 29 communes de son territoire.

Elle exerce également la compétence liée à la gestion des eaux pluviales [Claire HA1][Claire HA2][FOUCHIER 3], selon les limites définies par délibération du conseil communautaire du 17 décembre 2020. Dans le cadre de cette compétence, la Communauté confie à des prestataires les prestations de curage et de maintenance.

Compte tenu de la jeunesse de la Communauté, la gestion du service public de l'assainissement collectif n'est pas encore harmonisée et est actuellement assurée comme suit :

MODE DE GESTION	DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (11 contrats)			RÉGIE avec prestations de services
MISSIONS	Collecte des eaux usées	Collecte et traitement des eaux usées	Traitement seul	
COMMUNES CONCERNÉES	Appoigny, Auxerre, Gurgy, Monéteau, Perrigny, Saint-Georges-sur-Baulche, Villefargeau	Champs-sur-Yonne, Chevannes, Venoy		Autres communes
INTERCOMMUNAL			Communes de Saint-Georges-sur-Baulche et Villefargeau	Transport et traitement sur la station d'épuration d'Appoigny
Contrats	7 contrats de DSP	3 contrats de DSP	1 contrat de DSP	1 contrats de prestations

Mis à part le contrat de DSP sur la commune de Venoy, dont l'échéance est le 30 juin 2031, les échéances de tous les autres contrats de DSP ont été harmonisées pour une fin de Contrat au 30 juin 2023.

- Choix du mode de gestion de la compétence « assainissement collectif »

Par délibération 2021-107 du 24 juin 2021, la Communauté a fait le choix de recourir à une gestion déléguée sur l'ensemble de son territoire, en concluant un contrat de concession de service public de type délégation de service public avec travaux qui lui permettra, sur le secteur concerné (ensemble du territoire sauf Venoy qui fait l'objet d'un contrat de concession en cours, de :

- profiter de l'expertise d'un opérateur privé qui sera à même de mettre à la disposition du service des moyens humains qualifiés et optimisés ;
- garantir au mieux la continuité du service en faisant profiter le service de sa structure globale.

La délégation de service public permet une gestion aux risques et périls d'un opérateur économique ou d'un groupement d'opérateurs économiques - choisi après mise en concurrence - ce qui conduit à une prise en charge par ce dernier de tout ou partie de :

1. l'aléa économique, tenant à l'évolution de l'activité ;
2. l'aléa financier, tenant à la gestion de l'activité. Le concessionnaire finance et assure, sous sa maîtrise d'ouvrage, tout ou partie des investissements nécessaires à l'exploitation des services;
3. l'aléa technique, tenant à l'obligation de maintenir le bon fonctionnement continu du service. Le concessionnaire sera responsable à la fois au niveau contractuel et réglementaire de la qualité du service public et du bon fonctionnement des ouvrages.

- Caractéristiques générales du futur Contrat de concession

L'étude du schéma directeur d'assainissement a débuté en octobre 2021 mais est toutefois encore au stade de diagnostic des installations du service. Cette étude ne dégage pas encore de programme de travaux précis.

Des opérations de suppressions de stations d'épuration, de transferts d'eaux résiduaire, de création d'une nouvelle station d'épuration intercommunale sont identifiées mais des études doivent encore être avancées avant de définir des programmes d'opération précis.

Une étude de faisabilité de méthanisation des boues de la station d'épuration d'Appoigny a permis de montrer que la méthanisation des boues de l'agglomération n'est pas économiquement viable. De plus, un projet de décret sur la qualité des boues admises à une valorisation agricole induit une forte incertitude sur la conformité des boues après méthanisation dans le cas de la station d'épuration d'Appoigny.

Ces éléments conduisent à envisager un contrat de délégation de service court, le temps de préciser les opérations qui préfigureront le service d'assainissement collectif communautaire et de limiter les travaux qui pourraient être confiés au concessionnaire.

Il est donc proposé une durée de 5 ans pour ce Contrat. À son échéance, le service d'assainissement collectif communautaire sera suffisamment défini pour permettre, le cas échéant, de consulter des opérateurs sur la base d'une projection claire du devenir du service d'assainissement collectif.

Les caractéristiques du futur contrat déterminées en partie dans la délibération du 24 juin 2021 sont donc précisées :

Objet du Contrat	Gestion du service public de l'assainissement collectif [Claire HA4][FOUCHIER 5]
Périmètre	Le périmètre du Contrat inclus l'ensemble des communes de l'Agglomération, à l'exception de la Commune de Venoy [Claire HA6][FOUCHIER 7]
Caractéristiques techniques et économiques du service	28 stations de traitement des eaux usées dont celle d'Appoigny de plus de 80 000 EH : 13 stations de traitement par boues activées, 1 station avec décanteur digesteur, 10 unités de filtres plantés de roseaux, 4 unités de lagunage 104 postes de relèvement, 485 km de réseau de collecte de type séparatif et unitaire et de refoulement, 29 620 abonnés en 2020 3 440 000 m ³ assujettis en 2020 Tarifs variés en fonction des communes, des modes de gestion et des contrats d'affermage (de 1,50 € TTC à 3,84 € TTC) [Claire HA8][FOUCHIER 9]
Financement	Le concessionnaire assurera le financement de tout ou partie des dépenses liées à la création et à l'exploitation du service. Il sera mis à sa charge un risque d'exploitation en contrepartie du droit d'exploiter le service. Les tarifs actuels sont variés en fonction des communes, des modes de gestion et des contrats : de 1,50 €TTC à 3,84 €TTC. Le concessionnaire appliquera un tarif unique pour sa rémunération. La redevance communautaire sera adaptée à chaque commune selon la projection de convergence tarifaire actée par le Conseil communautaire.
Conditions d'exploitation	Les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, en matière d'assainissement collectif seront principalement les suivantes : - Le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages et installations de traitement des eaux usées ainsi que de leurs ouvrages annexes, conformément aux réglementations en vigueur, en assurant la continuité du service ; - Le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées, en assurant la continuité du service ; - Le renouvellement des matériels tournants, des accessoires hydrauliques, des équipements électromécaniques des installations indispensables à la continuité du service, ainsi que des branchements ; - Les travaux de réparation des canalisations et de branchement ; - La réalisation de branchements neufs ;

	<ul style="list-style-type: none"> - La réalisation de travaux à caractère concessif, visant notamment des adaptations de la station d'épuration ; - La réalisation de travaux dont les conditions de réalisation, notamment de délai, ne permettent pas de les réaliser sous maîtrise d'ouvrage communautaire ; le montant de ces travaux et leurs caractéristiques sont encadrés par le contrat ; - La tenue à jour des plans, du système d'information géographique et de l'inventaire technique des installations ; - L'instruction des demandes de travaux et des déclarations d'intention de commencer les travaux ; - La gestion des relations du service avec les usagers ; - La facturation et perception des redevances relatives à l'assainissement collectif dues par les usagers et le reversement à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois des parts qui lui reviennent ; - La mise en œuvre de toutes les dispositions nécessaires pour garantir le respect d'engagements spécifiques concernant le suivi et l'amélioration des réseaux et des installations du service ; - La fourniture de conseils, avis et mises en garde sur toutes les questions intéressant la bonne marche de l'exploitation du service et sa qualité globale, notamment sur la gestion des stations d'épuration et la qualité du service rendu à l'utilisateur. <p>Ces caractéristiques pourront être précisées dans le cadre des négociations avec le ou les candidats.</p> <p>Le contrat prévoira également des prestations de curage et d'entretien des réseaux et ouvrages d'eaux pluviales selon un programme défini et pour une rémunération fixée par un bordereau de prix unitaires.</p>
Précisions sur les travaux à la charge du futur délégataire	<p>Les travaux qui seront confiés au concessionnaire sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des travaux de réparation du canal d'arrivée des eaux résiduaires sur la station d'épuration, travaux fortement interfacés avec l'exploitation qui doit se poursuivre sans rejet d'eaux résiduaires brutes dans l'Yonne. - Des travaux d'extension de la réception et du traitement des matières de vidange et de produits de curage, afin d'adapter la capacité au périmètre communautaire. <p>Le montant de ces travaux est estimé à 860 k€ hors travaux de renouvellement (réseaux, branchements).</p> <p>La Communauté conservera sous sa responsabilité les travaux qui ne seront pas identifiés dans le contrat de concession, dont les travaux sur les réseaux (séparation des eaux pluviales et des eaux parasites, réhabilitation des réseaux).</p>
Durée	<p>La durée prévue est de 5 ans, compte tenu des investissements demandés au délégataire</p> <p>Le contrat prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2023[Claire HA10] ou de sa date de notification</p>
Rémunération du service	<p>Le délégataire se rémunérera sur les redevances perçues auprès des usagers.</p>
Contrôle de la Communauté	<p>Le concessionnaire sera soumis à diverses mesures de contrôle relevant à la fois des obligations contractuelles et des obligations réglementaires.</p> <p>Le contrat définira précisément les objectifs assignés au délégataire et les critères de performance correspondants, les informations que le délégataire tiendra à la disposition de la Collectivité, les modalités de transmission et les moyens de contrôle effectifs dont cette dernière pourra</p>

	<p>faire usage pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.</p> <p>Des pénalités proportionnées et dissuasives viendront sanctionner le non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles. Ces sanctions pourront aller, selon les cas, de sanctions pécuniaires à la sanction résolutoire.</p>
Exclusivité	La Communauté confiera au délégataire l'exclusivité de l'exploitation du service pendant toute la durée du contrat.
Assurance	<p>Le délégataire sera tenu de souscrire les assurances liées à sa responsabilité de constructeur et d'exploitant.</p> <p>Les obligations du délégataire en matière d'assurance seront précisées dans le dossier de consultation.</p>
Fin de Contrat	<p>La convention de délégation de service public ne pourra être tacitement reconduite.</p> <p>Au terme du contrat et ce, pour quelque raison que ce soit, l'ensemble des biens, équipements et installations nécessaires à l'exploitation des services seront remis par le concessionnaire à la Communauté en bon état d'entretien, compte tenu de leur âge, selon les modalités et aux conditions à définir dans le contrat.</p>

Il vous est donc demandé, au vu de ces éléments, de bien vouloir confirmer le choix du recours à une délégation de service public pour la gestion du service public de l'assainissement collectif et d'approuver les caractéristiques générales du futur contrat.

Pour rappel, la procédure de passation de la délégation de service public devra être lancée conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ainsi qu'aux dispositions des articles L.3121-1 du code de la commande publique. Elle implique les étapes suivantes :

- Délibération du conseil communautaire sur le principe de la délégation de service public et le lancement de la procédure ;
- Publication d'un avis de concession ;
- Réception des candidatures et des offres ;
- Analyse et sélection des candidatures par la Commission de délégation de service public ;
- Analyse et avis de la Commission de délégation de service public sur les offres initiales ;
- Décision du Président sur les candidats invités à négocier ;
- Négociations avec le(s) candidat(s) ;
- Réception, analyse et choix du Président sur les offres finales ;
- Délibération du Conseil communautaire en fin de procédure, sur le choix du Président.

Après avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- de confirmer le choix du recours à une délégation de service public pour la gestion du service public de l'assainissement collectif sur le périmètre de la Communauté (à l'exception de la Commune de Venoy[Claire HA11][FOUCHIER 12]),
- d'approuver les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, telles que prévues dans l'exposé des motifs de la présente délibération,
- d'autoriser le Président à lancer la procédure de consultation conformément aux dispositions afférentes du code général des collectivités territoriales et du code de la commande publique et à prendre tous les actes nécessaires dans le cadre de cette procédure,

- de charger le Président de l'exécution de la présente délibération.

Avis de la Commission consultative des services publics locaux du 16.06.22 : Favorable

Avis du Comité technique du 20.06.22 : Favorable

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 50
- voix contre : 0
- abstentions : 3 M. DEBAIN, F. LOURY, D. ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 11

Gérard DELILE demande quand la collectivité disposera du schéma directeur.

Pascal BARBERET répond que le schéma directeur sera connu en 2023 et qu'il permettra d'avoir une meilleure visibilité sur la gestion à adopter.

Mani CAMBEFORT est favorable à cette proposition dans la mesure où le contrat est établi sur une période courte dans l'attente du schéma directeur.

N° 2022-153

Objet : Service Public d'Assainissement Collectif – Convention relative aux travaux de mise en conformité en domaine privé – Demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et reversement aux tiers identifiés

Rapporteur : Pascal BARBERET

Par délibération n° 2020-155, la Communauté de l'Auxerrois a rendu obligatoires les contrôles des installations d'assainissement privées préalablement aux ventes de biens immobiliers.

Ces contrôles ont permis de constater que près de 20 % des biens en question étaient non-conformes vis-à-vis des normes d'assainissement.

Aussi ces travaux de mise en conformité induisent une forte dépense pour les particuliers concernés. A cet effet, l'Agence de l'Eau Seine Normandie a mis en place un système de subventions sous forme d'aides forfaitaires.

Leur montant maximal s'élève à :

- 3000 euros par logement individuel,
- 300 euros par équivalent habitant pour un logement collectif et/ou une activité.

Pour cela, l'opération doit être portée par la Communauté qui sollicitera les aides de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour le compte des propriétaires de l'opération et reversera l'intégralité de leur montant aux propriétaires, sans être maître d'ouvrage des travaux.

En parallèle, la Communauté instruit le dossier avec, pour chaque bien concerné, la signature d'une convention de mandat avec le propriétaire et réalisera le contrôle de la bonne exécution des travaux avant de reverser l'aide.

Il est ainsi proposé de solliciter les aides auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie, de les collecter et de les reverser en totalité aux tiers intégrés dans l'opération et de signer les conventions de mandat précisant notamment les modalités d'attribution des aides aux propriétaires de l'opération.

Après avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- de percevoir les subventions émanant des financeurs, en l'espèce l'Agence de l'Eau Seine Normandie, et de les reverser aux tiers intégrés dans l'opération,
- d'autoriser le Président à signer les conventions de mandat de travaux en domaine privé pour le raccordement d'habitation au réseau public d'assainissement.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 53
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 11

N° 2022-154

Objet : Service Public d'Assainissement Collectif – Résiliation de convention d'Assistance technique avec l'Agence technique départementale

Rapporteur : Pascal BARBERET

Dans le cadre de la prise de la compétence assainissement par la Communauté de l'auxerrois au 1^{er} janvier 2020, trois conventions passées avec l'Agence Technique Départementale ont été transférées.

Il s'agit :

- De la convention n°2019-A-180 pour l'amélioration de la station de Gy l'Evêque,
- De la convention n°2019-A-014 concernant les travaux sur le système d'assainissement – Hameau « les Houches » à Lindry,
- De la convention n°2019-A-036 pour la réhabilitation du réseau d'assainissement des eaux usées de Vincelles.

Du fait des ressources internes de la Communauté de l'auxerrois et de la suspension des travaux sur Lindry en attendant les conclusions du schéma directeur, il est proposé de les résilier.

Conformément à l'article 6 « Résiliation » de ces conventions, 50 % de la rémunération prévue pour la phase en cours de réalisation est due, ce qui représente une dépense globale de 2 531,34 € TTC.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De résilier les conventions n° n° 2019-A-180, n°2019-A-014 et 2019-A-36 passées avec l'Agence Technique Départementale ;
- D'autoriser le Président à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 53
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 11

N° 2022-155**Objet : Service Public d'Assainissement Collectif – Rapports d'activité des Délégations de Service Public****Rapporteur : Pascal BARBERET**

L'article L. 3131-5 du Code de la commande publique prévoit que le concessionnaire doit produire chaque année, avant le 1er juin, un rapport comportant notamment le compte retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages et/ou des services.

Lorsque la gestion d'un service est concédée, ce rapport permet en outre, aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Les rapports d'activité des délégataires relatifs à l'assainissement collectif sont en pièces jointes comme détaillés ci-après :

- Rapport annuel de VEOLIA pour la collectivité d'Auxerre
- Rapport annuel de Bertrand pour la collectivité d'Appoigny
- Rapport annuel de Bertrand pour la collectivité de Chevannes
- Rapport annuel de Bertrand pour la collectivité de Gurgy
- Rapport annuel de Bertrand pour la collectivité de Monéteau
- Rapport annuel de Bertrand pour la collectivité de Perrigny
- Rapport annuel de Suez pour la collectivité de Champs sur Yonne
- Rapport annuel de Suez pour la collectivité de Saint Georges sur Baulche
- Rapport annuel de Suez pour la collectivité de Venoy
- Rapport annuel de Suez pour la collectivité de Villefargeau
- Rapport annuel de Suez pour le syndicat du Val de Baulche

Après avoir délibéré, le conseil communautaire :

- prend acte des rapports d'activité 2021 des Délégations de Service Publics de l'Assainissement collectif.

Vote du conseil communautaire : sans objet**N° 2022-156****Objet : Redevance Spéciale pour l'élimination des déchets non ménagers – Tarifs pour 2023****Rapporteur : Lionel MION**

La Communauté de l'auxerrois finance son service d'élimination des déchets ménagers et assimilés par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).

Par délibération du Conseil communautaire du 17 novembre 2010, les élus ont approuvé le règlement de collecte définissant les modalités d'intervention du service de collecte des déchets ménagers et assimilés. Puis par délibération en date du 29 mars 2012, les élus ont validé le dispositif de mise en œuvre d'une redevance spéciale pour la prise en charge des déchets des activités non ménagères.

Sont concernés par ce dispositif les services publics (administrations, collectivités territoriales...), les entreprises commerciales, industrielles, artisanales et de services, les professions libérales, les terrains de camping, les centres de vacances et les associations implantées sur le territoire communautaire faisant appel à la Communauté de l'auxerrois pour la collecte et le traitement de tout ou partie de leurs déchets.

L'institution de la redevance ne dispense pas les producteurs de déchets non ménagers du paiement de la TEOM. Le produit de la redevance doit équilibrer le montant des dépenses. La redevance est calculée en fonction de l'importance du service rendu. (Quantité de déchets collectés, fréquence de collecte, ...)

La redevance spéciale est recouvrée par les services de la collectivité.

Dans la pratique, la redevance spéciale permet une meilleure répercussion des coûts, car elle évite de faire payer aux ménages les coûts relatifs à l'élimination des déchets non ménagers.

Un règlement précisant les conditions d'application de la redevance spéciale a été défini. Les points clé de ce règlement sont :

- que la redevance s'applique à l'ensemble des déchets produits (ordures ménagères assimilées et emballages recyclables dont les cartons),
- que le seuil d'application est fixé au 1er litre pour les établissements ne payant de TEOM,
- que le seuil d'application est fixé à 1500 litres hebdomadaires pour les établissements payant une TEOM,
- que tout établissement s'acquittant déjà d'une TEOM verra le montant de sa redevance diminuer d'autant,
- que la TEOM reste due même si l'établissement ne présente peu ou pas de déchets.

Une convention particulière est signée avec chaque redevable.

A l'origine, une approche des coûts actualisés par le service a été réalisée, permettant d'obtenir une grille tarifaire, définissant les bases de calcul de la redevance en fonction des types de déchets collectés. (Ordures ménagères assimilées et emballages recyclables dont les cartons).

Sur la base de la matrice des coûts (méthode standardisée de l'ADEME d'expression des coûts du service d'élimination des déchets) il est proposé, pour le prochain exercice 2023, d'actualiser la grille tarifaire afin de tenir compte des modifications des modalités de gestion des déchets et des coûts associés (augmentation de la Taxe TGAP, les tarifs des nouveaux marchés d'élimination et de tri, ...)

Pour rappel, les tarifs en vigueur pour les années 2019 à 2022 était de :

- 0.0312 euros / litre d'ordures ménagères et assimilées
- 0.0142 euros / litre d'emballages recyclables (TRI)

La grille tarifaire proposée pour l'année 2023 est la suivante :

	Ordures ménagères résiduelles	Papiers et emballages hors verre Cartons
Tarif REDEVANCE SPECIALE	0,0365 € / litre 36,50 € / m3	0,0184 € / litre 18,40 € / m3

Ces tarifs s'appliqueront à compter du 1^{er} janvier 2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- de valider la grille tarifaire pour l'exercice 2023,
 - d'autoriser le Président à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
-

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 50
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 14

N° 2022-157

Objet : Service de gestion des déchets – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service 2021

Rapporteur : Lionel MION

Selon l'article L. 2224-17-1 du Code général des collectivités territoriales, le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente, à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets, destiné notamment à l'information des usagers.

Le rapport rend compte de la situation de la collectivité territoriale par rapport à l'atteinte des objectifs de prévention et de gestion des déchets fixés au niveau national. Il présente notamment la performance du service en termes de quantités d'ordures ménagères résiduelles et sa chronique d'évolution dans le temps.

Le rapport présente les recettes et les dépenses du service public de gestion des déchets par flux de déchets et par étape technique.

Le contenu du rapport est tenu à la disposition du public au siège de la Communauté de l'Auxerrois, sur le site de la Communauté de l'Auxerrois et, dès sa transmission, dans les mairies des communes membres.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- De prend acte du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets pour l'année 2021.
-

Vote du conseil communautaire : sans objet

Denis ROYCOURT demande pour quelle raisons les emballages sont gérés sur deux sites d'enfouissement différents selon le mode de collecte que ce soit en porte à porte ou en en apports volontaires.

Lionel MION répond que cela est dû aux contrats différents conclus avec les anciennes communes du coulangeois et que cela sera harmonisé à la fin des contrats.

Denis ROYCOURT demande combien coûte l'utilisation du quai de transfert.

Crescent MARAULT répond que cela coûte environ 400 000 €.

Denis ROYCOURT remarque que la population trie mieux mais qu'elle produit toujours autant de déchets.

Il demande comment la collectivité envisage de répondre à l'objectif d'une réduction des déchets de 10 % d'ici 2031.

Crescent MARAULT répond qu'il y a déjà un travail réalisé sur la réduction des déchets ultimes avec la création de nouveaux emballages recyclés et recyclables.

Il ajoute à ce titre, qu'au regard des enjeux de ressources, il ne sera plus possible d'utiliser des matières premières non recyclées et que des nouvelles filières vont se créer en matière de tri sélectif.

Denis ROYCOURT fait remarquer qu'il faudrait que ces déchets ne passent pas par les déchetteries.

Lionel MION répond que c'est l'intérêt de la création du site de Venoy et que des dispositifs existent déjà notamment pour les cartons qui sont directement collectés et qui ne passe pas par les déchetteries.

Il précise que les bio-déchets seront prochainement sortis des ordures ménagères et qu'il faudra ajouter des nouveaux flux en déchetteries et améliorer leur configuration pour augmenter la valorisation de certains déchets et ainsi faire baisser les tonnages des déchets ultimes.

N° 2022-158

Objet : Délégation de service public des transports – Rapport d'activités 2021

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

La Communauté de l'Auxerrois a confié le service public de transport de personnes et de location de bicyclettes, à travers une concession, à la société Transdev Auxerrois à compter du 1er septembre 2018 pour une durée de cinq ans.

Présentation de l'offre

C'est un réseau qui comprend :

- 1 navette de centre-ville électrique
- 1 ligne forte toutes les 15 minutes
- 2 lignes urbaines structurantes toutes les 20/30 minutes
- 4 lignes urbaines de maillage toutes les 40/60 minutes
- 1 service de transport à la demande périurbain avec 3 allers et 3 retours par jour
- 47 lignes scolaires

Les modes actifs

C'est un service de location d'engins de déplacement personnel depuis avril 2019 :

- 60 vélos à assistance électrique
- 15 trottinettes électriques
- 25 vélos classiques

Cette offre a engendré un véritable engouement auprès des usagers. Ainsi, l'ensemble de la flotte est loué et une liste d'attente a été mise en place.

Faits marquants

Le mercredi 1er septembre 2021 restera comme une date clé de l'histoire de l'Auxerrois. C'est en cette veille de rentrée scolaire que la Communauté d'agglomération a mis en circulation les cinq premiers bus à hydrogène qui circulent sur la ligne 1, entre la gare Saint-Gervais et les Clairions. Ces Businova H2, des bus à hydrogène conçus et fabriqués en France par Safran, ne rejettent que de l'eau et de l'oxygène dans l'atmosphère. Ils sont alimentés par la station de production d'hydrogène vert construite avenue de la Turgotine, près de la gare. La transition énergétique du territoire vers l'utilisation de carburants non polluants est en route.

•Avenant 2 ayant pour objets d'apporter les changements nécessaires à la DSP liés à l'introduction d'une nouvelle énergie de roulage grâce à la construction d'une station de distribution d'hydrogène vert produit au sein de la Communauté de l'Auxerrois et d'adapter les incidences financières sur le forfait de charges relatif aux années 2021 et suivantes.

Indicateurs

1,3 millions de kilomètres parcourus par les transports en commun

1,7 millions de voyages effectués par les usagers

122 locations de modes actifs

7,3 millions d'euros de charges financées par la Communauté

0,9 M € de recettes commerciales reversées à la Communauté

14 360 personnes accueillies à la maison des mobilités

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

– de prendre acte du rapport annuel de la délégation de service public de transport joint à la présente délibération.

Vote du conseil communautaire : sans objet

Nicolas BRIOLLAND indique qu'il existe deux maisons France services sur le territoire de l'agglomération et souhaite qu'une réflexion soit engagée pour permettre à ces structures d'accompagner les administrés dans leur démarches liées aux transports collectifs.

Magloire SIOPATHIS répond que cette réflexion est engagée sera poursuivie dans le cadre de la commission transports et qu'une des pistes serait que ces structures soient depositaires pour vendre des titres de transport par exemple.

N° 2022-159

Objet : Politique de la ville – Rapport annuel 2020

Rapporteur : Maryline SAINT-ANTONIN

Le présent rapport 2020 de la Politique de la Ville sur l'Auxerrois élaboré par le Service compétent, comprend les points suivants, comme indiqué par le décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 :

- Les rappels du cadre ;

- La situation géographique, statistiques, services existants et évolution dans les Quartiers Politique de la Ville ;

- Les plans d'actions 2020 du contrat de ville ;

- Les démarches mises en place en 2020 pour rendre l'outil contrat de ville plus efficient ;
- Les avis des co-financeurs sur ce Rapport Annuel 2020.

Ayant obtenu des avis favorables de l'État, la Région, le Département, et la Ville d'Auxerre, ce rapport doit être approuvé, désormais, par le conseil communautaire.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver le rapport annuel politique de la ville 2020 ci-annexé.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 49
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 15

N° 2022-160

Objet : Colonies apprenantes - Convention de partenariat avec la Ligue de l'enseignement

Rapporteur : Maryline SAINT-ANTONIN

Sous l'impulsion de l'État, via la DSDEN, le dispositif « des colos apprenantes » est relancé pour 2022.

Pour rappel, les colonies apprenantes sont des séjours de vacances collectifs en France, d'au moins 5 jours, pendant les congés d'été 2022, à l'attention d'enfants résidants en Quartiers Politique de la Ville (QPV) mais aussi d'enfants en situation de handicap, en décrochage scolaire ou accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance...

Ces colonies ont pour objectif de renforcer les apprentissages et activités de loisirs autour de la culture, du sport, du développement durable, des sciences, du numérique, des langues étrangères... des enfants, tout en favorisant la découverte de territoire nouveau.

Ces colonies de vacances spécifiques répondent à un cahier des charges précis.

Les collectivités souhaitent s'investir de nouveau dans ce dispositif pour favoriser le départ d'enfants auxerrois. Au vu des contraintes imposés à nouveau cette année par le dispositif, de ses critères (enfants QPV...) et au vu du seul prestataire éligible dans le département, il est proposé de conventionner avec la ligue de l'enseignement, opérateur spécialisé en matière de séjours pour mineurs, qui a obtenu les places par l'État dans le cadre de l'Appel à Projet Colos Apprenantes 2022. Les enfants sélectionnés relèveront d'un repérage précis de la part des écoles des quartiers et des services compétents de la Ville d'Auxerre.

Le coût du séjour sera de l'ordre de 649 € par enfant. L'État via le service Jeunesse et des Sports, versera 500 € par enfant à l'opérateur pour 25 places réservées UNIQUEMENT pour l'auxerrois au niveau départemental.

Il est proposé d'apporter le complément à hauteur de 3 725 € dans le cadre des reliquats des enveloppes financières prévues au titre de l'année 2022 du Contrat de Ville de l'Auxerrois venant de la communauté d'agglomération de l'auxerrois, du conseil départemental et de la ville d'Auxerre.

Le détail du séjour et de la tranche d'âge choisi sont inscrits dans le projet de convention ci-joint.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver les termes de la convention jointe ;
 - D'autoriser le Président à signer la convention de partenariat avec la Ligue de l'enseignement ;
 - De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022.
-

Vote du conseil communautaire :

- voix pour	: 49
- voix contre	: 0
- abstention	: 0
- n'a pas pris part au vote	: 0
- absents lors du vote	: 15

N° 2022-161

Objet : Programmation d'actions 2022 du Contrat de ville de l'auxerrois – Modification d'un porteur de projet

Rapporteur : Maryline SAINT-ANTONIN

L'association CLEF a déposé un dossier de demande de subvention au titre du contrat de ville pour la programmation d'actions 2022. Un courrier de notification les avait informé de l'accord des subventions et des démarches à effectuer pour les obtenir.

Le 25 avril 2022, le délégué du Préfet en charge de la politique de la ville a fait part de la cessation d'activité de l'association CLEF depuis le 30 mars 2022 au service Politique de la ville de l'agglomération.

L'association n'a pas transmis l'information officielle au service politique de la ville de l'agglomération.

Toutefois, afin de permettre que les actions de CLEF, financées au titre du contrat de ville, qui concernent des ateliers de formation d'apprentissage du français pour les débutants, intermédiaires et confirmés sur l'écrit et l'oral, puissent s'effectuer pour 2022, une réflexion avec les co-financeurs du contrat de ville a été menée pour les transferts des actions vers un autre porteur de projet.

La SCOP Poinfor, organisme de formation financé par le conseil régional pour le département de l'Yonne, a été choisi pour reprendre les activités de l'association CLEF et notamment les actions financées au titre du contrat de ville de l'auxerrois. Cette société a accepté. Elle a donc repris le dossier de demande de subvention de l'association CLEF et l'a actualisé. Les ateliers d'apprentissage du français auront lieu de septembre à décembre 2022.

Par conséquent, les 5 000 € de la communauté d'agglomération de l'auxerrois fléchés au titre de la programmation 2022 du contrat de ville seront versés à la SCOP Poinfor.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- de modifier le porteur de projet concernant l'action 68 de la programmation d'actions 2022 du contrat de ville, intitulé « ateliers socio-linguistique Lire/Ecrire/oralité »,
 - de verser la subvention de la Communauté d'Agglomération à la SCOP Poinfor.
-

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 49
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 15

N° 2022-162**Objet : Contrat Local de Santé - Engagement de la Communauté de l'Auxerrois****Rapporteur : Maryline SAINT-ANTONIN**

Un Contrat Local de Santé (CLS) est une démarche contractuelle, partenariale et intersectorielle, lancée à l'initiative d'une collectivité territoriale, associant des partenaires signataires institutionnels, des acteurs du champ sanitaire du médico-social et du social, et des habitants.

Cet outil favorise la coordination de tous les acteurs impliqués dans cette démarche projet, au niveau d'un territoire donné.

Un CLS, d'une durée de 5 ans, permet de trouver des solutions concrètes aux problématiques de Santé spécifiques d'un territoire.

Les Contrats Locaux de Santé s'appuient sur l'article L. 1434-10 IV du Code de la santé publique, qui précise en effet la possibilité aux Agences Régionales de Santé de conclure des CLS avec notamment des collectivités territoriales et leurs groupements, portant sur la promotion de la santé, la prévention, la démographie médicale et l'et l'accompagnement médico-social.

Désireuses d'agir sur les enjeux de santé locaux, notamment en termes de lutte contre les inégalités sociales territoriales de santé, de promotion de la santé et d'amélioration de l'offre de soins de premier recours, la Communauté de Communes de l'Aillantais et la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois souhaitent initier de manière conjointe une démarche de co-construction d'un Contrat Local de Santé avec différents partenaires locaux et départementaux.

La démarche sera appuyée par l'Agence Régionale de Santé et un animateur santé, chargé de coordonner la démarche au sein des deux collectivités avec un financement conjoint collectivités et Agence Régionale de Santé.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De valider l'engagement de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois dans une démarche de Contrat Local de Santé conjointement avec la communauté de communes de l'aillantais,
 - De valider l'animation du Contrat Local de Santé en lien avec l'Agence Régionale de santé,
 - D'autoriser le Président à signer les documents afférents.
-

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 46
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 18

Mani CAMBEFORT pense que ce partenariat est une très bonne chose pour le territoire notamment au niveau de l'ingénierie proposée.

Il indique que cette démarche est très positive et qu'elle aurait pu s'étendre à l'échelle du grand auxerrois avec les 5 intercommunalités qui le composent.

Crescent MARAULT répond que c'est ce qu'il aurait souhaitait mais précise que ce n'est pas possible dans la mesure où le chablisien est déjà inscrit dans cette démarche avec le tonnerrois.

Il ajoute qu'une continuité s'opérera avec l'avalonnais à l'échelle du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

N° 2022-163

Objet : Personnel communautaire – Modification de l'effectif réglementaire

Rapporteur : Gérard DELILLE

Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, « les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ».

L'effectif réglementaire du personnel de la Communauté de l'Auxerrois doit être modifié pour tenir compte des mouvements de personnels ainsi que des avancements de grade et promotions internes.

Il prendra effet au 01/07/2022.

Les postes pourront être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle sur le fondement des articles L332-8 et L 332-14 du Code Général de la Fonction Publique. Les recrutements par voie contractuelle sur le fondement de l'article L 332-8 du Code Général de la Fonction Publique répondent à la notion des besoins du service afin d'assurer la continuité du service public. Un tableau récapitulatif des postes susceptibles d'être pourvus par voie contractuelle est annexé à la présente délibération.

Le comité technique paritaire a été consulté et a émis un avis favorable.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver l'effectif réglementaire tel qu'il apparaît dans le tableau ci-joint,
 - D'autoriser le Président à signer tous actes à intervenir, en application de la présente délibération,
 - De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.
-

Vote du conseil communautaire :

- | | |
|-----------------------------|------|
| - voix pour | : 46 |
| - voix contre | : 0 |
| - abstention | : 0 |
| - n'a pas pris part au vote | : 0 |
| - absents lors du vote | : 18 |

N° 2022-164

Objet : Rapport d'activités 2021

Rapporteur : Gérard DELILLE

L'article L.5211-39 du CGCT dispose qu'avant le 30 septembre de chaque année, le président d'un établissement public de coopération intercommunale comprenant au moins une commune de plus de trois

mille cinq cent habitants doit adresser un rapport d'activités aux maires de chaque commune membre du groupement. Ce rapport retraçant l'activité de l'établissement est accompagné du compte administratif.

L'Auxerrois dispose depuis 2021 d'un projet de territoire Transformons l'Auxerrois 2021-2031.

Dans ce cadre, le rapport annuel d'activités produit au titre de l'exercice 2021 retrace à la fois les réalisations de la Communauté de l'Auxerrois et de la Ville d'Auxerre.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- De prendre acte du contenu de ce rapport d'activités 2021 qui sera transmis aux maires des communes membres pour mise à l'ordre du jour de leur Conseil Municipal.
-

Vote du conseil communautaire : sans objet

N° 2022-165

Objet : Renouvellement des contrats d'assurances - Convention de groupement de commandes entre la ville d'Auxerre et la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Crescent MARAULT

Les contrats d'assurance de la Ville d'Auxerre et de la Communauté de l'Auxerrois prennent fin au 31 décembre 2022.

Les différents contrats doivent donc être renouvelés.

Après analyse des besoins en terme assurantiel sur les deux structures, il est nécessaire de lancer un marché public de services pour des services d'assurances pour les lots suivants :

- Assurance dommage aux biens
- Assurance véhicules à moteur
- Assurance responsabilité civile
- Assurance protection fonctionnelle
- Assurance tout risque expositions
- Assurance cyber risques

Dans le but d'optimiser les coûts des primes d'assurance et rationaliser les coûts de gestion, il est proposé de créer un groupement de commandes pour la passation de contrats de la commande publique qui porteront sur la prestation de services d'assurance.

Les articles L 2113-6 et suivants du Code de la commande publique prévoient que des groupements de commandes peuvent être constitués entre des acheteurs afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés. La convention constitutive du groupement, signée par ses membres, en définit les règles de fonctionnement.

La Communauté d'agglomération de l'auxerrois est à ce titre désignée coordonnateur du groupement et sera notamment chargée d'organiser la consultation relative au(x) contrat(s), en conformité avec les règles de la commande publique.

Les modalités de fonctionnement du groupement ainsi que la répartition des missions sont détaillées dans la convention ci-annexée.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

– D'autoriser le Président à signer la convention de groupement de commandes ci-annexée, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 45
- voix contre : 0
- abstention : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 19

N° 2022-166

Objet : Délégation d'attributions du Conseil communautaire au Président – Modification

Rapporteur : Crescent MARAULT

L'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales prévoit que « *Le président (peut) recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :*

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public ;

7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville ».

Par délibération n°2020-244 du 17 décembre 2020, le conseil communautaire a consenti au Président une délégation dans un certain nombre de matières. Il convient aujourd'hui de compléter ces délégations en y ajoutant les possibilités offertes par la loi n°2022-217 du 21 février 2022 dite loi « 3DS ».

En application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, le Président peut par délégation du conseil communautaire être chargé en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

1. D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la Communauté de l'Auxerrois ;

1. De procéder, dans les limites fixées par le conseil communautaire, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques et taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a) de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Les délégations consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil communautaire.

Le conseil communautaire délègue au Président la réalisation de l'ensemble des emprunts et opérations financières s'y rapportant.

2. De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

3. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

4. De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
5. De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires ;
6. D'accepter les dons et legs qui ne sont pas grevés ni de conditions ni de charges ;
7. De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
8. De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
9. De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la communauté à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
10. D'exercer, au nom de la communauté, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal;

Le conseil communautaire délègue au Président l'ensemble des droits de préemption urbain.

11. D'intenter au nom de la communauté des actions en justice ou de défendre la communauté dans les actions intentées contre elle dans les cas définis par le conseil communautaire et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ;

Le conseil communautaire délègue au Président le pouvoir d'ester en justice, tant en demande qu'en défense, en toutes matières et devant toutes les juridictions y compris la constitution de partie civile.

12. De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules communautaires ;

Le conseil communautaire délègue au Président le pouvoir de régler, dans le respect des contrats d'assurances prévus dans le point 5), toutes les conséquences des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules communautaires.

13. De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la (*communauté*) préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

14. De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

15. De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant autorisé par le conseil communautaire ;

Le conseil communautaire fixe le montant maximum des lignes de trésorerie à réaliser à 5 000 000 €.

16. D'exercer, au nom de la communauté et dans les conditions fixées par le conseil communautaire, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;

Le conseil communautaire délègue au Président l'ensemble des droits de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce, les baux commerciaux et les terrains faisant l'objet de projets d'aménagement commercial.

17. D'exercer au nom de la communauté le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme.

18. De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la communauté ;

19. D'autoriser, au nom de la communauté, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

20. De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil communautaire, l'attribution de subventions ;

Le conseil communautaire délègue l'intégralité des demandes de subventions à son profit dans tous les domaines.

21. D'attribuer les aides à l'accession à la propriété dans l'ancien et les aides à la réhabilitation du parc privé dans l'ancien dans le respect, pour chacune de ces aides, du règlement d'intervention défini par le conseil communautaire.

22. D'octroyer des aides financières préalablement mise en place par le conseil communautaire.

23. D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du présent code.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

La loi du 21 février 2022 dite loi « 3DS » a également ajouté la possibilité de déléguer l'attribution suivante : *« D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à un seuil fixé par délibération du conseil municipal, qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret. Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation ».*

Le Décret susmentionné n'étant pas encore publié, cette délégation sera proposée lors d'un prochain conseil.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- de déléguer au Président les attributions énumérées ci-dessus,
- de confirmer que le conseil communautaire sera tenu informé des décisions prises en application de cette délégation dans les conditions prévues à l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales,
- de dire que les décisions prises en application de cette délibération peuvent, par délégation du président, être signées par un autre élu ou par un agent agissant dans les conditions fixées à l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales,

- de préciser que sans préjudice des délégations de fonctions octroyées par le président et conseillers délégués en application de l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du maire, par l'élu assurant le remplacement du maire en vertu de l'article L. 5211-2 du Code général des collectivités territoriales.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 41
- voix contre : 3 M. CAMBEFORT, S. FEVRE, R. PROU-MÉLINE
- abstention : 1 M. DEBAIN
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 19

N° 2022-167

Objet : Décisions prises par délégation du Conseil communautaire - Compte rendu

Rapporteur : Crescent MARAULT

Par délibération n° 2020-244 du 17 décembre 2020, le conseil communautaire a donné délégation au Président pour signer des actes de gestion courante.

Le Conseil communautaire doit être informé des décisions prises dans le cadre de cette délégation et prend acte des décisions suivantes :

Décisions du Président :

N°	Date	Objet
DIEPP-015-2022	25/05/22	Portant demande de subvention auprès de l'ANAH pour le financement d'une étude pré-opérationnelle sur le parc privé existant de l'habitat, à hauteur de 54 212.50 HT sur un montant total de 108 425.00 € HT.
DIEPP-016-2022	31/05/22	Portant demande de subventions pour la réalisation d'une cartographie des sols sur le territoire de la Communauté de l'auxerrois, auprès de : - L'ADEME : 23 333.00 € HT - L'INRAE : 9 590.00 € HT Sur un montant total de 49 150.00 € HT.

Marchés et avenants :

N°	Date de notification	Objet	Montant (TTC)
Assainissement 2020 ASS- MOE-ch1 Chitry	24/03	Régularisation forfait définitif de rémunération EXE10 Marché système assainissement Chitry Verdi Ingénierie BFC 2 rue Fontaine lès Dijon 21000 Dijon	10.000,00 €
ASS-API	29/04	Marché de prestations de services relatif au transport et au traitement des eaux usées Avenant 2	759431.88€

Assainissement AC 20CA03 Subséquent 15	29/04	Assainissement commune de St Bris le vineux -rue de la vierge aux aides Lot 1 : assainissement	53 560.93 €
Assainissement AC 20CA03 Subséquent 16	12/06	Assainissement commune de Bleigny le carreau - rue petite rue Lot 1 : assainissement	32 891.88 €
Assainissement AC 20CA03 Subséquent 17	29/04	Assainissement commune de St Bris le vineux, rue de Gouaix Lot 1 : assainissement	55 149.25€
Assainissement AC 20CA03 Subséquent 18	27/05	Assainissement commune d'Auxerre, hameau de Laborde rue du cimetière Lot 1 : assainissement	12 600.00€
Assainissement AC 20CA03 Subséquent 19	27/05	Assainissement commune de St Bris le vineux – route de Bailly Lot 1 : assainissement	43 429.07€
Assainissement AC 20CA03 Subséquent 20	05/06	Assainissement commune de St Bris – rue de Gouaix, rue près Goix Lot 1 : assainissement	283 978.45€
20CA09	25/05	Anciens vestiaires de l'usine Guillet _ Aménagement d'un tiers lieu Avenant 2 Lot 10	-1132.8€
20CA09	05/05	Anciens vestiaires de l'usine Guillet Aménagement d'un tiers lieu Avenant 2 Lot 6	-3 260.81€
21CA09	03/05	Relance – Travaux de sécurisation de l'alimentation en eau potable de Champs sur Yonne Lot1 : Forage dirigé Avenant 1	15 000€
22CA05	27/05	Mise en œuvre et maintenance d'une solution dématérialisée de gestion des arrêtes de voirie gestion domaine public et acquisition et maintenance d'un outil de gestion de l'occupation du domaine public Lot1	94344.00€
22CA05	27/05	Mise en œuvre et maintenance d'une solution dématérialisée de gestion des arrêtes de voirie gestion domaine public et acquisition et maintenance d'un outil de gestion de l'occupation du domaine public Lot2	65205.60€
22CA08	27/05/2022	Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage – Etude pré opérationnelle sur le parc privé existant de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois	130 110.00€
22CA07	01/06/2022	Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage – cartographie des sols sur la communauté d'agglomération de l'Auxerrois	58 980,00€

Vote du conseil communautaire : sans objet

Questions diverses :

Nicolas BRIOLLAND souhaite que les rapports annuels fassent l'objet de synthèse et que les délibérations et documents annexes soient projetés en séance.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

[Pour retourner à la délibération, cliquez ici](#)

Numéro SIRET 20006711400047	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS
--	---

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE D'AUXERRE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Décision modificative 1 (3)

BUDGET : EAU POTABLE (3)

ANNEE 2022

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget	3
-----------------------------	---

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	25
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes	27
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	29
A3.2 - Etalement des provisions	30
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	32
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	33
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	34
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	35
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	36
A6 - Etat des charges transférées	37
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers	38

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	39
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	40
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	41
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	42
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé	43
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	44
B1.7 - Etat des engagements reçus	45
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	46
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	47

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	48
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	50
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	51
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	52

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	53
--------------------------	----

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00

+

+

+

R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=

=

=

TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00
---	-------------	-------------

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	400 000,00	400 000,00

+

+

+

R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=

=

=

TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	400 000,00	400 000,00
---	-------------------	-------------------

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	400 000,00	400 000,00
----------------------------	-------------------	-------------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	1 032 552,07	0,00	399 820,00	399 820,00	1 432 372,07
012	Charges de personnel, frais assimilés	436 580,00	0,00	0,00	0,00	436 580,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	54 300,00	0,00	0,00	0,00	54 300,00
Total des dépenses de gestion des services		1 523 432,07	0,00	399 820,00	399 820,00	1 923 252,07
66	Charges financières	72 812,00	0,00	0,00	0,00	72 812,00
67	Charges exceptionnelles	311 196,00	0,00	0,00	0,00	311 196,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	75 000,00		0,00	0,00	75 000,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		1 982 440,07	0,00	399 820,00	399 820,00	2 382 260,07
023	Virement à la section d'investissement (6)	3 936 887,00		-399 820,00	-399 820,00	3 537 067,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	890 000,00		0,00	0,00	890 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		4 826 887,00		-399 820,00	-399 820,00	4 427 067,00
TOTAL		6 809 327,07	0,00	0,00	0,00	6 809 327,07

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 809 327,07
---	---------------------

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 555 000,00	0,00	0,00	0,00	3 555 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		3 555 000,00	0,00	0,00	0,00	3 555 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		3 555 000,00	0,00	0,00	0,00	3 555 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	69 000,00		0,00	0,00	69 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		69 000,00		0,00	0,00	69 000,00
TOTAL		3 624 000,00	0,00	0,00	0,00	3 624 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	3 185 327,07
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 809 327,07
---	---------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	4 358 067,00
---	---------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

- (1) Cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
- (5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
- (6) $DE\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RE\ 042$; $RI\ 040 = DE\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DE\ 043 = RE\ 043$.
- (7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
- (8) Solde de l'opération $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	76 724,00	0,00	0,00	0,00	76 724,00
21	Immobilisations corporelles	45 782,02	0,00	0,00	0,00	45 782,02
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	8 014 397,40	0,00	0,00	0,00	8 014 397,40
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		8 136 903,42	0,00	0,00	0,00	8 136 903,42
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	265 000,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		265 000,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		8 401 903,42	0,00	0,00	0,00	8 401 903,42
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	69 000,00		0,00	0,00	69 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	561 000,00		400 000,00	400 000,00	961 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		630 000,00		400 000,00	400 000,00	1 030 000,00
TOTAL		9 031 903,42	0,00	400 000,00	400 000,00	9 431 903,42

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	9 431 903,42
---	---------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	802 658,20	0,00	0,00	0,00	802 658,20
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		802 658,20	0,00	0,00	0,00	802 658,20
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	1 472 208,89	0,00	0,00	0,00	1 472 208,89
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	800 000,00
Total des recettes financières		1 872 208,89	0,00	400 000,00	400 000,00	2 272 208,89
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		2 674 867,09	0,00	400 000,00	400 000,00	3 074 867,09
021	Virement de la section d'exploitation (4)	3 937 067,00		-400 000,00	-400 000,00	3 537 067,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	890 000,00		0,00	0,00	890 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	561 000,00		400 000,00	400 000,00	961 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		5 388 067,00		0,00	0,00	5 388 067,00
TOTAL		8 062 934,09	0,00	400 000,00	400 000,00	8 462 934,09

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	968 969,33
--	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	9 431 903,42
---	---------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	4 358 067,00
---	---------------------

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) $DE\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RE\ 042$; $RI\ 040 = DE\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DE\ 043 = RE\ 043$.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	399 820,00		399 820,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés (4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	<i>Virement à la section d'investissement</i>		-399 820,00	-399 820,00
	Dépenses d'exploitation – Total	399 820,00	-399 820,00	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00
---	-------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	400 000,00	400 000,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	0,00	400 000,00	400 000,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	400 000,00
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
72	<i>Production immobilisée</i>		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	<i>Transferts de charges</i>		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00
---	-------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (4)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	400 000,00	400 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	400 000,00	0,00	400 000,00
28	<i>Amortissement des immobilisations</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations (4)</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	<i>Virement de la section d'exploitation</i>		-400 000,00	-400 000,00
Recettes d'investissement – Total		400 000,00	0,00	400 000,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	400 000,00
---	-------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES				A1
Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général (5) (6)	1 032 552,07	399 820,00	399 820,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	2 250,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	500,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	50,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	23 672,00	399 820,00	399 820,00
6135	Locations mobilières	500,00	0,00	0,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	3 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	137 000,00	0,00	0,00
618	Divers	798 556,07	0,00	0,00
6226	Honoraires	22 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 500,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 500,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	6 000,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	2 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	1 024,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	2 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	30 000,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	436 580,00	0,00	0,00
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	146 000,00	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	715,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	650,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 000,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	192 000,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	27 000,00	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	12 000,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	3 315,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	29 500,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	24 400,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits (7)	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	54 300,00	0,00	0,00
6531	Indemnités élus	19 300,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	35 000,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		1 523 432,07	399 820,00	399 820,00
66	Charges financières (b) (8)	72 812,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	54 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	18 812,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	311 196,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	6 196,00	0,00	0,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	305 000,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (10)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	75 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		1 982 440,07	399 820,00	399 820,00
023	Virement à la section d'investissement	3 936 887,00	-399 820,00	-399 820,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)	890 000,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	890 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		4 826 887,00	-399 820,00	-399 820,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		4 826 887,00	-399 820,00	-399 820,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		6 809 327,07	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00
---	-------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	18 812,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	3 555 000,00	0,00	0,00
70121	Contre-valeur taxe consommat° eau	3 500 000,00	0,00	0,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	55 000,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		3 555 000,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		3 555 000,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	69 000,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	69 000,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		69 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		3 624 000,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00
---	-------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	76 724,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	71 724,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	5 000,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	45 782,02	0,00	0,00
2111	Terrains nus	17 958,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	27 824,02	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	8 014 397,40	0,00	0,00
2313	Constructions	123 000,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	7 891 397,40	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		8 136 903,42	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	265 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	158 000,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	84 000,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	19 000,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	4 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		265 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		8 401 903,42	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)	69 000,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur	69 000,00	0,00	0,00
139111	Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau	69 000,00	0,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	561 000,00	400 000,00	400 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	161 000,00	0,00	0,00
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	400 000,00	400 000,00	400 000,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		630 000,00	400 000,00	400 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		9 031 903,42	400 000,00	400 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	400 000,00
---	-------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES				B2
Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	802 658,20	0,00	0,00
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	459 953,00	0,00	0,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	342 705,20	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		802 658,20	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 472 208,89	0,00	0,00
1068	Autres réserves	1 472 208,89	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	400 000,00	400 000,00	400 000,00
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	400 000,00	400 000,00	400 000,00
Total des recettes financières		1 872 208,89	400 000,00	400 000,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		2 674 867,09	400 000,00	400 000,00
021	Virement de la section d'exploitation	3 937 067,00	-400 000,00	-400 000,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	890 000,00	0,00	0,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	890 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		4 827 067,00	-400 000,00	-400 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	561 000,00	400 000,00	400 000,00
2031	Frais d'études	161 000,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	400 000,00	400 000,00	400 000,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		5 388 067,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		8 062 934,09	400 000,00	400 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
----------------------------------	-------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	400 000,00
---	-------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

- (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
- (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
- (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	
Total général		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 1000.00 €	2019-10-10

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		I 334 000,00	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		265 000,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	158 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	84 000,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	19 000,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	4 000,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		69 000,00	0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	69 000,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	334 000,00	3 185 479,42	0,00	3 519 479,42

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 5 227 067,00	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		400 000,00	400 000,00	400 000,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	400 000,00	400 000,00	400 000,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		4 827 067,00	-400 000,00	-400 000,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
281531	Réseaux d'adduction d'eau	890 000,00	0,00	0,00
29...	Dépréciation des immobilisations			
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours			
481...	Charges à répartir plusieurs exercices			
021	Virement de la section d'exploitation	3 937 067,00	-400 000,00	-400 000,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	5 227 067,00	744 301,20	968 969,33	1 472 208,89	8 412 546,42

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	3 519 479,42
Ressources propres disponibles	VIII	8 412 546,42
Solde	IX = VIII – IV (5)	4 893 067,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	A5.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta- lement	Date de la délibéra- tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
TOTAL GENERAL					0,00	0,00										0,00	0,00	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	0.00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0.00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0.00

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

- (1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.5

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
	8017 Subventions à verser en annuités				0,00	0,00	0,00
	8018 Autres engagements donnés				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
- (3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel.
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS	
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

OFFICE AUXERROIS DE L'HABITAT
OPH DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

EXTRAIT
REGISTRE DES DELIBERATIONS

CONSEIL d'ADMINISTRATION

REUNION DU LUNDI 27 JUIN 2022

L'an deux mille vingt-deux, le lundi 27 juin, à 18 heures, les membres du Conseil d'Administration de l'Office Auxerrois de l'Habitat se sont réunis à la Salle Polyvalente de Venoy.

PRESENTS : Christiane ANTENNI, Christophe BONNEFOND, Auria BOUROUBA, Oujdia FAÏZ NAJIA, Jean-Michel FREVILLE, Christian LALANDRE, Samira MARCHOUD, Abderahmane NASSOUR, Vincent VALLE, Bruno AGEZ, Manuella INES

EXCUSES : Bernard BUFFAUT, Anna CONTANT (Pouvoir à Christophe BONNEFOND) Mathieu DEBAIN, Raymonde DELAGE (Pouvoir à Vincent VALLE), Sylvain DUVAL, Ouafaa EL KHOUDAR (Pouvoir à Christian LALANDRE), Elisabeth GERARD-BILLEBAULT, Valérie GIABBANI, Gilles JACQUEMARD, Isabelle JOAQUINA, Bernard Riant, Alain THUAULT (Pouvoir à Abderahmane NASSOUR), Sophie DIEMUNSCH

13 RESULTAT CONSULTATION BANCAIRE – RENOUELEMENT DE COMPOSANTS

Un budget est voté tous les ans et dédié aux renouvellements de composants du patrimoine de l'OAH. Il est prévu de financer ces renouvellements de composants à hauteur de **70 % par emprunts** et **30 % par fonds propres**.

Le Conseil d'Administration du 28 mars 2022 a validé les affectations de fonds propres correspondant à **30 %** du montant des travaux effectués soit **771 428,17 €**.

Afin de financer la part restante des travaux et après consultations de nos partenaires bancaires, il est proposé de retenir la proposition de financement suivante :

AUTORISATION D'UN CONCOURS AUPRES DU CIC

OBJET DU CONCOURS : financement de renouvellement de composants

NATURE DU CONCOURS : prêt long terme

MONTANT : 1 232 826 € (un million deux cent trente-deux mille huit cent vingt-six euros)

DUREE : 15 ans

TAUX ANNUEL D'INTERET : taux fixe 1,15 %

PERIODICITE DES ECHEANCES : trimestrielle

MODE D'AMORTISSEMENT DU CAPITAL : constant

GARANTIE :

Garantie à hauteur de **40 % pour la Ville d'Auxerre** et **45 % pour la Communauté de l'Auxerrois**, pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du contrat à venir, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion.

SOUSCRIPTIONS ET COMMISSIONS :

Frais de dossier : **800 €**

Préfecture de l'Yonne-service du courrier

30 JUIN 2022

ARRIVÉE

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'Administration, à l'unanimité :

- ✦ Décident, pour financer l'opération ci-dessus, de contracter auprès du CIC ledit concours assorti des modalités et conditions ci-dessus indiquées,
- ✦ Délèguent tous pouvoirs et autorisations nécessaires au Directeur Général à l'effet de contracter ledit concours pour le compte de l'Office Auxerrois de l'Habitat, obligent ce dernier au remboursement de ce concours en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires, aux échéances qui seront convenues, ainsi qu'à l'exécution des garanties et conditions dont ce concours sera assorti ; en conséquence, confèrent toutes garanties sur les biens sociaux ou autrement, consentent toutes délégations d'indemnités d'assurance, faire toutes déclarations qui seront nécessaires ; aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an, que dessus.
Certifié exécutoire, dûment habilité aux présentes.

Pour copie conforme

OFFICE AUXEROIS DE L'HABITAT
OPH de la Communauté de l'Auxerrois
12 avenue des Brichères
BP 357 - 89006 AUXERRE CEDEX
278 900 014 RCS AUXERRE
Tél. : 03.86.72.59.00

Le Directeur Général,


Eric CAMPOY

Préfecture de l'Yonne-service du courrier

30 JUN 2022

ARRIVÉE

Auxerre, le 7 juillet 2022

Monsieur Le Maire
6 bis place du Maréchal Leclerc
BP 58
89010 AUXERRE Cedex

Nos réf. : Département Administratif et Financier – AB/SR

Dossier suivi par : Sandrine REY – 03.86.72.59.23

Objet : Garantie d'emprunt renouvellement de composants 2021

Monsieur,

Nous avons obtenu un accord de principe du Crédit Industriel et Commercial pour un prêt d'un montant de 1 232 826 € pour le financement de renouvellement de composants 2021 du patrimoine de l'OAH.

L'office sollicite auprès de la **Ville d'Auxerre** la garantie de cet emprunt à hauteur de **40%** et la **Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois** à hauteur de **45%**.

Les caractéristiques du prêt sont les suivantes :

- Montant 1 232 826 €
- Durée du prêt : 15 ans
- Taux fixe : 1,15%
- Périodicité des échéances : trimestrielle
- Amortissement : constant

Vous trouverez ci-joint, le détail des dépenses à financer, le tableau d'amortissement prévisionnel et la délibération d'autorisation d'emprunt de l'OAH.

Je vous remercie de bien vouloir inscrire ce sujet à l'ordre du jour du prochain Conseil Municipal pour la Ville d'Auxerre et du prochain Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Directeur Général



Éric CAMPOY

Réf: 52 - 33530 / - - / code produit : 200

TABLEAU D'AMORTISSEMENT
SIMULATION REMBOURSEMENT
DEGRESSIF

Prêt de	1232826,00	(*)		
Remboursable par	60	échéances en CAPITAL de	20547,10	
		dont assurance	0,00	
taux du prêt	1,150	%		
Total des intérêts	108103,42		Incidence en taux	1,155 %
Cotisation totale assurance	0,00			
Total des frais	0,00			
Coût total	108103,42		TAEG	1,155 %
Date de 1ere échéance	05/09/2022			

(*) Tous les montants sont exprimés en EUROS

Bon pour accord



Le Directeur Général,

Ete CAMPOY

La convention AERAS est destinée à faciliter l'accès à l'assurance et à l'emprunt des personnes présentant un risque de santé aggravé. Si vous souhaitez plus d'information vous pouvez en parler à votre chargé de clientèle ou téléphoner au n° 0820.377.377.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PRÉVISIONNEL

Emprunteur(s) : OFFICE AUXERROIS DE L HABITAT OPH DE LA COMMUNAUTE DE L AUXERROI
 Référence : 300873353000020094805
 Edité le : 16/06/2022

PRET TRANSITION ENERGETIQUE
 Montant nominal : 1 232 826,00 EUR
 Taux initial : 1,15% fixe
 Durée d'amortissement : 180 mois

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

	DATE	CAPITAL RESTANT DU EN DEBUT DE PERIODE	CAPITAL AMORTI	INTERETS	ASSURANCE*	TOTAL ECHEANCE
1	05/10/2022	1 232 826,00	20 547,10	1 165,27	0,00	21 712,37
	Total 2022		20 547,10	1 165,27	0,00	21 712,37
2	05/01/2023	1 212 278,90	20 547,10	3 485,30	0,00	24 032,40
3	05/04/2023	1 191 731,80	20 547,10	3 426,23	0,00	23 973,33
4	05/07/2023	1 171 184,70	20 547,10	3 367,16	0,00	23 914,26
5	05/10/2023	1 150 637,60	20 547,10	3 308,08	0,00	23 855,18
	Total 2023		82 188,40	13 586,77	0,00	95 775,17
6	05/01/2024	1 130 090,50	20 547,10	3 249,01	0,00	23 796,11
7	05/04/2024	1 109 543,40	20 547,10	3 189,94	0,00	23 737,04
8	05/07/2024	1 088 996,30	20 547,10	3 130,86	0,00	23 677,96
9	05/10/2024	1 068 449,20	20 547,10	3 071,79	0,00	23 618,89
	Total 2024		82 188,40	12 641,60	0,00	94 830,00
10	05/01/2025	1 047 902,10	20 547,10	3 012,72	0,00	23 559,82
11	05/04/2025	1 027 355,00	20 547,10	2 953,65	0,00	23 500,75
12	05/07/2025	1 006 807,90	20 547,10	2 894,57	0,00	23 441,67
13	05/10/2025	986 260,80	20 547,10	2 835,50	0,00	23 382,60
	Total 2025		82 188,40	11 696,44	0,00	93 884,84
14	05/01/2026	965 713,70	20 547,10	2 776,43	0,00	23 323,53
15	05/04/2026	945 166,60	20 547,10	2 717,35	0,00	23 264,45
16	05/07/2026	924 619,50	20 547,10	2 658,28	0,00	23 205,38
17	05/10/2026	904 072,40	20 547,10	2 599,21	0,00	23 146,31
	Total 2026		82 188,40	10 751,27	0,00	92 939,67
18	05/01/2027	883 525,30	20 547,10	2 540,14	0,00	23 087,24
19	05/04/2027	862 978,20	20 547,10	2 481,06	0,00	23 028,16
20	05/07/2027	842 431,10	20 547,10	2 421,99	0,00	22 969,09
21	05/10/2027	821 884,00	20 547,10	2 362,92	0,00	22 910,02
	Total 2027		82 188,40	9 806,11	0,00	91 994,51
22	05/01/2028	801 336,90	20 547,10	2 303,84	0,00	22 850,94
23	05/04/2028	780 789,80	20 547,10	2 244,77	0,00	22 791,87
24	05/07/2028	760 242,70	20 547,10	2 185,70	0,00	22 732,80

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

	DATE	CAPITAL RESTANT DU EN DEBUT DE PERIODE	CAPITAL AMORTI	INTERETS	ASSURANCE*	TOTAL ECHEANCE
25	05/10/2028	739 695,60	20 547,10	2 126,62	0,00	22 673,72
	Total 2028		82 188,40	8 860,93	0,00	91 049,33
26	05/01/2029	719 148,50	20 547,10	2 067,55	0,00	22 614,65
27	05/04/2029	698 601,40	20 547,10	2 008,48	0,00	22 555,58
28	05/07/2029	678 054,30	20 547,10	1 949,41	0,00	22 496,51
29	05/10/2029	657 507,20	20 547,10	1 890,33	0,00	22 437,43
	Total 2029		82 188,40	7 915,77	0,00	90 104,17
30	05/01/2030	636 960,10	20 547,10	1 831,26	0,00	22 378,36
31	05/04/2030	616 413,00	20 547,10	1 772,19	0,00	22 319,29
32	05/07/2030	595 865,90	20 547,10	1 713,11	0,00	22 260,21
33	05/10/2030	575 318,80	20 547,10	1 654,04	0,00	22 201,14
	Total 2030		82 188,40	6 970,60	0,00	89 159,00
34	05/01/2031	554 771,70	20 547,10	1 594,97	0,00	22 142,07
35	05/04/2031	534 224,60	20 547,10	1 535,90	0,00	22 083,00
36	05/07/2031	513 677,50	20 547,10	1 476,82	0,00	22 023,92
37	05/10/2031	493 130,40	20 547,10	1 417,75	0,00	21 964,85
	Total 2031		82 188,40	6 025,44	0,00	88 213,84
38	05/01/2032	472 583,30	20 547,10	1 358,68	0,00	21 905,78
39	05/04/2032	452 036,20	20 547,10	1 299,60	0,00	21 846,70
40	05/07/2032	431 489,10	20 547,10	1 240,53	0,00	21 787,63
41	05/10/2032	410 942,00	20 547,10	1 181,46	0,00	21 728,56
	Total 2032		82 188,40	5 080,27	0,00	87 268,67
42	05/01/2033	390 394,90	20 547,10	1 122,39	0,00	21 669,49
43	05/04/2033	369 847,80	20 547,10	1 063,31	0,00	21 610,41
44	05/07/2033	349 300,70	20 547,10	1 004,24	0,00	21 551,34
45	05/10/2033	328 753,60	20 547,10	945,17	0,00	21 492,27
	Total 2033		82 188,40	4 135,11	0,00	86 323,51
46	05/01/2034	308 206,50	20 547,10	886,09	0,00	21 433,19
47	05/04/2034	287 659,40	20 547,10	827,02	0,00	21 374,12
48	05/07/2034	267 112,30	20 547,10	767,95	0,00	21 315,05
49	05/10/2034	246 565,20	20 547,10	708,87	0,00	21 255,97
	Total 2034		82 188,40	3 189,93	0,00	85 378,33
50	05/01/2035	226 018,10	20 547,10	649,80	0,00	21 196,90
51	05/04/2035	205 471,00	20 547,10	590,73	0,00	21 137,83
52	05/07/2035	184 923,90	20 547,10	531,66	0,00	21 078,76
53	05/10/2035	164 376,80	20 547,10	472,58	0,00	21 019,68
	Total 2035		82 188,40	2 244,77	0,00	84 433,17
54	05/01/2036	143 829,70	20 547,10	413,51	0,00	20 960,61
55	05/04/2036	123 282,60	20 547,10	354,44	0,00	20 901,54
56	05/07/2036	102 735,50	20 547,10	295,36	0,00	20 842,46

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

	DATE	CAPITAL RESTANT DU EN DEBUT DE PERIODE	CAPITAL AMORTI	INTERETS	ASSURANCE*	TOTAL ECHEANCE
57	05/10/2036	82 188,40	20 547,10	236,29	0,00	20 783,39
	Total 2036		82 188,40	1 299,60	0,00	83 488,00
58	05/01/2037	61 641,30	20 547,10	177,22	0,00	20 724,32
59	05/04/2037	41 094,20	20 547,10	118,15	0,00	20 665,25
60	05/07/2037	20 547,10	20 547,10	59,07	0,00	20 606,17
	Total 2037		61 641,30	354,44	0,00	61 995,74
	TOTAL		1 232 826,00	105 724,32	0,00	1 338 550,32

*Dans le cas où l'assurance groupe n'est pas prélevée par le prêteur, l'échéancier de prélèvement des cotisations sera communiqué par l'assureur.

La convention AERAS est destinée à faciliter l'accès à l'assurance et à l'emprunt des personnes présentant un risque de santé aggravé.
Si vous souhaitez plus d'information vous pouvez en parler à votre chargé de clientèle ou téléphoner au n° 0 820 377 377 (service 0,12€/min + prix appel).

Opération	Phase	Libellé Operation	Dépenses comptabilisées	70%	30%	
				Emprunt à réaliser en 2022	Fonds propres à affecter en 2022	
BAGR AE	BAGR	AE	TVX AMENAGEMENT EXT- BAT ADMINISTRATIFS - AUXERRE	7 938,05	5 557,00	2 381,05
BAGR AS	BAGR	AS	BAT ADMINISTRATIFS - TVX ASCENSEURS - AUXERRE	2 388,67	1 672,00	716,67
BAGR CI	BAGR	CI	BAT ADMINISTRATIFS - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	1 173,32	821,00	352,32
BAGR EL	BAGR	EL	TVX ELECTRCITE - BAT ADMINISTRATIFS - AUXERRE	8 679,91	6 076,00	2 603,91
BAGR PL	BAGR	PL	TVX PLOMBERIE - BAT ADMINISTRATIFS - AUXERRE	2 460,50	1 722,00	738,50
BAGR ST	BAGR	ST	TVX STRUCTURE - BAT ADMINISTRATIFS - AUXERRE	4 202,00	2 941,00	1 261,00
ERP1 EL	ERP1	EL	ELECTRICITE - ERP - AUXERRE	7 082,69	4 958,00	2 124,69
ERP1 ME	ERP1	ME	MENUISERIES - ERP - AUXERRE	23 521,12	16 465,00	7 056,12
ERP1 ST	ERP1	ST	STRUCTURE ET OUVRAGES ASSIMILES ERP - AUXERRE	6 125,86	4 288,00	1 837,86
ERP1 01	ERP1	01	ACCESSIBILITE ERP - AUXERRE	675,00	473,00	202,00
01GR AE	01GR	AE	BOUSSICATS AMENAGEMENTS EXTERIEURS - AUXERRE	30 700,23	21 490,00	9 210,23
01GR CI	01GR	CI	BOUSSICATS TVX CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	2 901,06	2 031,00	870,06
01GR ST	01GR	ST	TVX STRUCTURE - BOUSSICATS -AUXERRE	22 187,81	15 531,00	6 656,81
02GR ET	02GR	ET	CLAIRIONS 6 TRAVAUX - AUXERRE	715,19	501,00	214,19
02GR PL	02GR	PL	TVX PLOMBERIE - LES CLAIRIONS - AUXERRE	13 763,68	9 635,00	4 128,68
03GR CI	03GR	CI	CLAIRIONS - TVX CHAUFFAGE INDIVIDUEL -AUXERRE	85,46	60,00	25,46
04GR AI	04GR	AI	ROSOIRS - AMENAGEMENTS INTERIEURS - AUXERRE	4 223,52	2 956,00	1 267,52
04GR CI	04GR	CI	ROSOIRS - CHAUFFAGE INDIVIDUELS - AUXERRE	18 511,00	12 958,00	5 553,00
04GR ME	04GR	ME	ROSOIRS - MENUISERIE - AUXERRE	1 679,81	1 176,00	503,81
04GR PL	04GR	PL	TX PLOMBERIE - ROSOIRS - AUXERRE	21 722,09	15 205,00	6 517,09
04GR ST	04GR	ST	ROSOIRS -TVX STRUCTURE - AUXERRE	75 492,69	52 845,00	22 647,69
06GR AI	06GR	AI	SAINT GERVAIS - AMENAGEMENT INTERIEUR COMMUN - AUXERRE	46 697,50	32 688,00	14 009,50
06GR CI	06GR	CI	SAINT GERVAIS - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	35 325,62	24 728,00	10 597,62
06GR PL	06GR	PL	TVX PLOMBERIE - ST GERVAIS - AUXERRE	35 562,08	24 893,00	10 669,08
09GR AI	09GR	AI	RES. COLLETTE - AMENAGEMENTS INTERIEURS - AUXERRE	7 099,73	4 970,00	2 129,73
09GR ME	09GR	ME	COLETTE - TVX MENUISERIES - AUXERRE	5 761,26	4 033,00	1 728,26
09GR ST	09GR	ST	RES. COLETTE - STRUCTURE ET OUVR.ASSIMILES - AUXERRE	798,05	559,00	239,05
10GR ME	10GR	ME	RES. LA BAHIA - MENUISERIES EXTERIEURES - AUXERRE	3 508,18	2 456,00	1 052,18
101G PL	101G	PL	RES. FONTAINE ROUGE - PLOMBERIE - AUXERRE	1 387,20	971,00	416,20
102G ME	102G	ME	RES. LES IMAGES 2 - MENUISERIES EXTERIEURES - AUXERRE	1 376,62	964,00	412,62
102G PL	102G	PL	RES. LES IMAGES 2 - PLOMBERIE - AUXERRE	152,78	107,00	45,78
102G ST	102G	ST	RES. LES IMAGES 2 - STRUCTURES - AUXERRE	30 611,39	21 428,00	9 183,39
103G AS	103G	AS	RESIDENCE LA ROUE - ASCENSEURS - AUXERRE	2 805,00	1 964,00	841,00
103G ST	103G	ST	RESIDENCE LA ROUE - STRUTURE - AUXERRE	11 732,23	8 213,00	3 519,23
110G AE	110G	AE	RES RTE DE TOUCY - AMENAGEMENT EXTERIEUR - AUXERRE	4 081,17	2 857,00	1 224,17
110G CI	110G	CI	RES ROUTE DE TOUCY - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	3 875,80	2 713,00	1 162,80
110G EL	110G	EL	RES RTE DE TOUCY - ELECTRICITE - AUXERRE	6 623,57	4 636,00	1 987,57
110G ME	110G	ME	RES RTE DE TOUCY - MENUISERIE - AUXERRE	10 630,71	7 441,00	3 189,71
110G PL	110G	PL	RES RTE DE TOUCY - PLOMBERIE - AUXERRE	5 624,45	3 937,00	1 687,45
110G ST	110G	ST	RES RTE DE TOUCY - STRUCTURE - AUXERRE	21 810,70	15 267,00	6 543,70
12GR ME	12GR	ME	RES.ST GEORGES - MENUISERIE EXT - AUXERRE	718,87	503,00	215,87
12GR PL	12GR	PL	TVX PLOMBERIE - RES.ST GEORGES - AUXERRE	6 774,13	4 742,00	2 032,13
13GR AI	13GR	AI	EGRISSELLES - TVX AMENAGEMENT INTERIEUR - AUXERRE	82 458,77	57 721,00	24 737,77
13GR AI	13GR	AI	EGRISSELLES - TVX AMENAGEMENT INTERIEUR - AUXERRE	607,20	425,00	182,20
16GR AE	16GR	AE	AMENAGT EXT. BOUSSICATS II - AUXERRE	2 290,86	1 604,00	686,86
16GR EL	16GR	EL	BOUSSICATS II - TRAVAUX ELECTRICITE - AUXERRE	1 571,45	1 100,00	471,45
16GR ST	16GR	ST	BOUSSICATS II - STRUCTURE ET OUVR.ASSIMILES - AUXERRE	2 428,67	1 700,00	728,67
18GR AE	18GR	AE	AMENAGEMENT EXTERIEUR - STE GENEVIEVE - AUXERRE	4 334,86	3 034,00	1 300,86
18GR AI	18GR	AI	STE GENEVIEVE - AMENAGEMTS INT - AUXERRE	5 126,06	3 588,00	1 538,06
18GR AS	18GR	AS	STE GENEVIEVE - TVX ASCESNSEURS - AUXERRE	47 377,43	33 164,00	14 213,43
18GR EL	18GR	EL	STE GENEVIEVE -TRAVAUX ELECTRICITE - AUXERRE	14 860,80	10 403,00	4 457,80
18GR ET	18GR	ET	STE GENEVIEVE - TVX ETANCHEITE - AUXERRE	6 721,67	4 705,00	2 016,67
18GR ME	18GR	ME	STE GENEV. TX MENUISERIE - AUXERRE	6 162,41	4 314,00	1 848,41
18GR PL	18GR	PL	PLOMBERIE STE GENEVIEVE - AUXERRE	9 717,18	6 802,00	2 915,18
18GR ST	18GR	ST	STE GENEVIEVE - STRUCTURE - AUXERRE	7 323,38	5 126,00	2 197,38
18GR TT	18GR	TT	REFECTION TOITURES TERRASSES STE GENEVIEVE - AUXERRE	214,50	150,00	64,50

20GR AE	20GR	AE	LES PLATTES - TRAVAUX AMENAGEMENTS EXT - AUXERRE	9 806,32	6 864,00	2 942,32
20GR AI	20GR	AI	LES PLATTES - AMENAGEMENT INTERIEUR - AUXERRE	15 912,75	11 139,00	4 773,75
20GR PL	20GR	PL	LES PLATTES - TX PLOMBERIE - AUXERRE	13 738,17	9 617,00	4 121,17
20GR TT	20GR	TT	TOITURES TERRASSES PLATTES - AUXERRE	214,50	150,00	64,50
23GR AE	23GR	AE	ST SIMEON - AMENAGEMENTS EXT - AUXERRE	2 713,52	1 899,00	814,52
23GR AS	23GR	AS	SAINT SIMEON - TVX ASCENSEUR - AUXERRE	73 434,90	51 404,00	22 030,90
23GR EL	23GR	EL	TRAVAUX SAINT SIMEON - ELECTRICITE - AUXERRE	7 711,46	5 398,00	2 313,46
23GR ET	23GR	ET	ST SIMEON ETANCHEITE - AUXERRE	10 784,44	7 549,00	3 235,44
23GR ME	23GR	ME	TVX MENUISERIE - ST SIMEON - AUXERRE	5 856,30	4 099,00	1 757,30
23GR PL	23GR	PL	ST SIMEON PLOMBERIE - AUXERRE	37 710,89	26 398,00	11 312,89
23GR ST	23GR	ST	ST SIMEON - STRUCTURE ET OUVRAGES ASSIMILES - AUXERRE	9 162,45	6 414,00	2 748,45
23GR TT	23GR	TT	REFECTION DE TOITURES TERRASSES - SAINT SIMEON - AUXERRE	643,50	450,00	193,50
28GR ME	28GR	ME	GOURE - MENUISERIE - AUXERRE	4 471,75	3 130,00	1 341,75
28GR PL	28GR	PL	GOURE - TX PLOMBERIE - AUXERRE	4 398,98	3 079,00	1 319,98
28GR ST	28GR	ST	GOURE TRAVAUX STRUCTURES - AUXERRE	2 039,68	1 428,00	611,68
29GR AI	29GR	AI	RES. MIDI-CADRAN - AMENAGEMENT INTERIEUR - AUXERRE	3 238,42	2 267,00	971,42
29GR CI	29GR	CI	RES. MIDI-CADRAN - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	20 164,99	14 115,00	6 049,99
29GR EL	29GR	EL	RES. MIDI-CADRAN - TVX ELECTRICITE - AUXERRE	3 215,03	2 251,00	964,03
29GR ME	29GR	ME	TVX MENUISERIES - PIEDALLOUES MIDI - AUXERRE	9 415,05	6 591,00	2 824,05
29GR ST	29GR	ST	PIEDALLOUES MIDI-CADRAN - STRUCTURE - AUXERRE	27 460,32	19 222,00	8 238,32
30GR CI	30GR	CI	CADRAN - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	10 920,13	7 644,00	3 276,13
30GR ME	30GR	ME	CADRAN - MENUISERIE - AUXERRE	499,27	349,00	150,27
30GR RA	30GR	RA	CADRAN TRAVAUX RAVALEMENT - AUXERRE	35 290,33	24 703,00	10 587,33
30GR ST	30GR	ST	CADRAN TRAVAUX STRUCTURE - AUXERRE	226,71	159,00	67,71
300G EL	300G	EL	LA CHALIFARDE - ELECTRICITE - CHAMPS SUR YONNE	3 788,17	2 652,00	1 136,17
300G ME	300G	ME	LA CHALIFARDE - MENUISERIES EXT - CHAMPS SUR YONNE	2 922,17	2 046,00	876,17
300G PL	300G	PL	LA CHALIFARDE - TVX PLOMBERIE - CHAMPS SUR YONNE	1 575,57	1 103,00	472,57
300G ST	300G	ST	LA CHALIFARDE - TVX STRUCTURE - CHAMPS SUR YONNE	1 967,45	1 377,00	590,45
301G CI	301G	CI	RES. DE LA VALLEE - TVX CHAUFFAGE INDIVIDUEL - GURGY	7 540,24	5 278,00	2 262,24
301G ME	301G	ME	RES. DE LA VALLEE - MENUISERIES EXTERIEURES - GURGY	1 616,18	1 131,00	485,18
32GR ET	32GR	ET	RES. NORMANDIE - ETANCHEITE - AUXERRE	10 897,58	7 628,00	3 269,58
32GR ME	32GR	ME	RES. NORMANDIE - MENUISERIE - AUXERRE	1 481,19	1 037,00	444,19
32GR PL	32GR	PL	RES. NORMANDIE TVX PLOMBERIE - AUXERRE	1 387,20	971,00	416,20
32GR ST	32GR	ST	RES. NORMANDIE TVX STRUCTURE - AUXERRE	31 120,30	21 784,00	9 336,30
33GR PL	33GR	PL	TRAVAUX RES DE L'YONNE - AUXERRE	2 700,10	1 890,00	810,10
350G AE	350G	AE	RES DU PARC - AMENAGEMENTS EXTERIEURS - AUXERRE	2 630,99	1 842,00	788,99
350G AI	350G	AI	RES DU PARC - AMENAGEMENTS INTERIEURS - AUXERRE	5 273,71	3 692,00	1 581,71
350G ME	350G	ME	RES. DU PARC - MENUISERIE EXTERIEURE - AUXERRE	2 756,36	1 929,00	827,36
350G ST	350G	ST	RES DU PARC- STRUCTURE ET OUVRAGES ASSIMILES - AUXERRE	7 363,82	5 155,00	2 208,82
357G ME	357G	ME	TVX MENUISERIES EXT - TONNERRE	8 701,34	6 091,00	2 610,34
359G AS	359G	AS	RES. MAURICE VILATTE - COULANGES LA VINEUSE - ASCENSEUR	37 022,88	25 916,00	11 106,88
359G EL	359G	EL	RES. MAURICE VILATTE - COULANGES LA VINEUSE - ELECTRICITE	370,87	260,00	110,87
359G PL	359G	PL	RES. MAURICE VILATTE - COULANGES LA VINEUSE - PLOMBERIE	1 072,33	751,00	321,33
359G ST	359G	ST	RES MAURICE VILATTE - COULANGES LA VINEUSE -STRUCTURE	31 959,60	22 372,00	9 587,60
364G EL	364G	EL	RES. LE VILLAGE - ELECTRICITE - SAINT GEORGES	2 042,83	1 430,00	612,83
364G ST	364G	ST	RES. LE VILLAGE - STRUCTURE - SAINT GEORGES	18 981,68	13 287,00	5 694,68
365G ME	365G	ME	HAMEAU DES GIVOIRS - MENUISERIES EXTERIEURES - AUXERRE	840,21	588,00	252,21
367G ME	367G	ME	RES GEROT TVX - MENUISERIE - AUXERRE	3 088,21	2 162,00	926,21
367G ST	367G	ST	RES GEROT - TVX STRUCTURE - AUXERRE	23 259,32	16 282,00	6 977,32
368G ME	368G	ME	RES DE L'ABREUVOIR -TVX MENUISERIE - VAL DE MERCY	1 822,77	1 276,00	546,77
370G ET	370G	ET	RES. DE LA VOIE NEUVE - BEINE - ETANCHEITE	51 331,73	35 932,00	15 399,73
370G ST	370G	ST	RES. DE LA VOIE NEUVE - BEINE - STRUCTURE	17 992,03	12 594,00	5 398,03
372G CI	372G	CI	RES. SEQUOIA - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - MONTEAU	12 943,69	9 061,00	3 882,69
372G ME	372G	ME	RES. SEQUOIA -MENUISERIES EXTERIEURES - MONTEAU	2 754,62	1 928,00	826,62
372G PL	372G	PL	RES. SEQUOIA - PLOMBERIE - MONTEAU	1 440,12	1 008,00	432,12
373G ST	373G	ST	RES. DU PONT - VAL DE MERCY - STRUCTURE ET OUV. ASSIMILE	7 105,08	4 974,00	2 131,08
376G ME	376G	ME	RESIDENCE VAULABELLE - MENUISERIES EXT - AUXERRE	1 308,36	916,00	392,36
377G AE	377G	AE	RESIDENCE DU PONT 2 - VAL DE MERCY - AMENAGEMENT EXTERIEUR	1 566,18	1 096,00	470,18
377G CI	377G	CI	RES. DU PONT - VAL DE MERCY - CHAUFFAGE INDIVIDUEL	170,91	120,00	50,91
379G CI	379G	CI	HAMEAU FLEURI - CHAMPS SUR YONNE - TVX CHAUFFAGE INDIVIDUEL	30 957,98	21 671,00	9 286,98
379G EL	379G	EL	HAMEAU FLEURI - CHAMPS SUR YONNE - ELECTRICITE	595,78	417,00	178,78
380G EL	380G	EL	RES. HAMEAU D'ALSACE - ELECTRICITE - AUXERRE	4 484,41	3 139,00	1 345,41
380G ST	380G	ST	RES. HAMEAU D'ALSACE - STRUCTURE - AUXERRE	85,80	60,00	25,80
381G ME	381G	ME	RES. LE FAUBOURG DU PRESOIR - TVX MENUISERIE - ESCAMP	2 290,61	1 603,00	687,61

382G CI	382G	CI	RESIDENCE MICHELET - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	85,46	60,00	25,46
383G CI	383G	CI	RES.BIENVENU MARTIN - ST BRIS - CHAUFFAGE INDIVIDUEL	170,91	120,00	50,91
383G ST	383G	ST	RES BIENVENU MARTIN - ST BRIS - STRUCTURE	1 712,26	1 199,00	513,26
384G AE	384G	AE	RESIDENCE SERVANDONI - COULANGES	2 789,85	1 953,00	836,85
385G ME	385G	ME	VERGERS ET FONTENAY - TVX MENUISERIE - VAL DE MERCY	3 379,66	2 366,00	1 013,66
390G CI	390G	CI	VAL DU VIGNEAU - GY L'EVEQUE - CHAUFFAGE INDIVIDUEL	2 283,57	1 598,00	685,57
391G CI	391G	CI	RES. ST LOUIS - CHAMPS SUR YONNE - CHAUFFAGE IND	3 770,12	2 639,00	1 131,12
402G ME	402G	ME	APPOIGNY - CHATEAU DE REGENNES - MENUISERIES EXTERIEU	2 066,14	1 446,00	620,14
41GR ET	41GR	ET	RES DES BONS ENFANTS - ETANCHEITE -AUXERRE	1 479,12	1 035,00	444,12
43GR CI	43GR	CI	RES. FRANCAISE - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	85,46	60,00	25,46
44GR AE	44GR	AE	PIEDALLOUES M.DE VILLES - AMENAGEMENT EXT - AUXERRE	4 701,80	3 291,00	1 410,80
44GR CI	44GR	CI	PIEDALLOUES M.DE VILLE - TX CHAUFFAGE IND AUXERRE	10 022,30	7 016,00	3 006,30
44GR ME	44GR	ME	PIEDALLOUES MDV MENUISERIES - AUXERRE	15 807,40	11 065,00	4 742,40
44GR ST	44GR	ST	PIEDALLOUES M DE VILLE - TX STRUCTURE - AUXERRE	7 623,01	5 336,00	2 287,01
48GR EL	48GR	EL	RES DES TANNERIES- ELECTRICITE - AUXERRE	1 396,97	978,00	418,97
48GR ME	48GR	ME	TVX MENUISERIE - LES TANNERIES - AUXERRE	1 060,10	742,00	318,10
49GR ET	49GR	ET	FONDATION DEMAUX - ETANCHEITE - GURGY	4 119,16	2 883,00	1 236,16
49GR ST	49GR	ST	FONDAT° DEMAUX - GURGY - STRUCTURE	5 398,49	3 779,00	1 619,49
52GR CI	52GR	CI	H.DU COTEAU - TVX CHAUFFAGE IND - AUXERRE	6 737,32	4 716,00	2 021,32
52GR ME	52GR	ME	TVX MENUISERIES - HAMEAU DU COTEAU - AUXERRE	4 000,57	2 800,00	1 200,57
52GR ST	52GR	ST	HAMEAU DU COTEAU - STRUCTURE - AUXERRE	1 407,23	985,00	422,23
53GR CI	53GR	CI	LES FORTES TERRES - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - PERRIGNY	2 454,48	1 718,00	736,48
53GR ME	53GR	ME	LES FORTES TERRES - PERRIGNY - MENUISERIES EXTERIEURE	1 048,70	734,00	314,70
53GR ST	53GR	ST	LES FORTES TERRES - PERRIGNY - STRUCTURE ET OUVRAGES	2 061,13	1 443,00	618,13
55GR CI	55GR	CI	THOMAS ANCEL- CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	6 998,78	4 899,00	2 099,78
57GR CI	57GR	CI	ANCIEN PRESBYTERE - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	256,37	179,00	77,37
62GR CI	62GR	CI	PLAI CHAMPS SUR YONNE - CHAUFFAGE INDIVIDUEL	3 383,16	2 368,00	1 015,16
65GR CI	65GR	CI	LES IMAGES - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	170,90	120,00	50,90
65GR ME	65GR	ME	TVX MENUISERIES - LES IMAGES - AUXERRE	19 102,31	13 372,00	5 730,31
65GR ST	65GR	ST	LES IMAGES - STRUCTURE ET OUVRAGES ASSIMILES - AUXERR	1 278,75	895,00	383,75
66GR ME	66GR	ME	HAMEAU DE LESSEPS - TRAVAUX DE MENUISERIES - AUXERRE	1 056,00	739,00	317,00
67GR CI	67GR	CI	GOURE 4 - TRAVAUX CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	341,82	239,00	102,82
67GR ME	67GR	ME	MENUISERIES GOURE 4 - AUXERRE	1 112,07	778,00	334,07
67GR ST	67GR	ST	GOURE 4 - STRUCTURE ET OUVRAGES ASSIMILES - AUXERRE	3 173,85	2 222,00	951,85
68GR AI	68GR	AI	MIGNOTTES - AMENAGEMENTS INTERIEURS - AUXERRE	4 853,27	3 397,00	1 456,27
68GR CI	68GR	CI	MIGNOTTES - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	3 330,43	2 331,00	999,43
68GR ME	68GR	ME	MIGNOTTES - TVX MENUISERIE - AUXERRE	3 092,74	2 165,00	927,74
68GR PL	68GR	PL	MIGNOTTES - TRAVAUX PLOMBERIE - AUXERRE	14 817,18	10 372,00	4 445,18
68GR ST	68GR	ST	MIGNOTTES - STRUCTURE ET OUVRAGES ASSIMILES - AUXERR	10 988,76	7 692,00	3 296,76
69GR CI	69GR	CI	PIERRE ET MARIE CURIE - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	2 139,09	1 497,00	642,09
69GR ME	69GR	ME	PIERRE ET MARIE CURIE - AUXERRE - MENUISERIE EXTERIEURE	902,51	632,00	270,51
70GR PL	70GR	PL	RES. LEON PEIGNE - TRAVAUX PLOMBERIE - AUXERRE	1 101,20	771,00	330,20
71GR CI	71GR	CI	RESIDENCE DE LA TURGOTINE - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUX	654,26	458,00	196,26
71GR ST	71GR	ST	RES. TURGOTINE - STRUCTURE - AUXERRE	979,81	686,00	293,81
72GR CI	72GR	CI	RES. DES PRES COULONS - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	1 885,06	1 320,00	565,06
73GR AE	73GR	AE	RES. PORTE D'EN BAS - CHEVANNES - AMENAGEMENTS EXT	1 643,95	1 151,00	492,95
75GR CI	75GR	CI	LE CLOS FABUREAU - TVX CHAUFFAGE INDIVIDUEL - AUXERRE	9 032,12	6 322,00	2 710,12
75GR ST	75GR	ST	LE CLOS FABUREAU - STRUCTURE - AUXERRE	4 934,60	3 454,00	1 480,60
77GR EL	77GR	EL	TX ELECTRICITE - RES JEUNES YONNES - AUXERRE	755,33	529,00	226,33
83GR AS	83GR	AS	CAMILLE DESMOULINS - ASCENSEURS - AUXERRE	1 113,20	779,00	334,20
83GR PL	83GR	PL	CAMILLE DESMOULINS TVX PLOMBERIE - AUXERRE	203,57	142,00	61,57
84GR AE	84GR	AE	HAMEAU DES BRICHERES - TVX AMENAGEMENTS EXT - AUXERRE	2 267,51	1 587,00	680,51
84GR CI	84GR	CI	HAMEAU DES BRICHERES - TVX CHAUFFAGE IND - AUXERRE	81 840,91	57 289,00	24 551,91
84GR ET	84GR	ET	HAMEAU DES BRICHERES - ETANCHEITE - AUXERRE	5 807,74	4 065,00	1 742,74
84GR ME	84GR	ME	TVX MENUISERIES - HAMEAU DES BRICHERES - AUXERRE	4 087,61	2 861,00	1 226,61
84GR PL	84GR	PL	HAMEAU DES BRICHERES - PLOMBERIE - AUXERRE	2 943,89	2 061,00	882,89
84GR ST	84GR	ST	HAMEAU DES BRICHERES - STRUCTURE - AUXERRE	27 673,13	19 371,00	8 302,13
87GR CI	87GR	CI	LE PRE JOLI - CHAUFFAGE INDIVIDUEL - SAUVIGNY LE BOIS	2 692,73	1 885,00	807,73
90GR PL	90GR	PL	TVX PLOMBERIE - GRATTEY - AUXERRE	2 843,96	1 991,00	852,96
91GR CI	91GR	CI	RESIDENCE MONIN - CHAUFFAGE INDV- SAUVIGNY LE BOIS	1 560,89	1 093,00	467,89
93GR AE	93GR	AE	LA CANNETIERE - AMENAGEMENTS EXT - GURGY	45 031,35	31 522,00	13 509,35
93GR AE	93GR	AE	LA CANNETIERE - AMENAGEMENTS EXT - GURGY	753,88	528,00	225,88
94GR ST	94GR	ST	JARDIN DES VEEN - STRUCTURE - AUXERRE	8 101,50	5 671,00	2 430,50
96GR AE	96GR	AE	RES DES CARRIERES - AMENAGEMENTS EXT - AUXERRE	2 893,87	2 026,00	867,87

96GR ME	96GR	ME	RES. DES CARRIERES - MENUISERIES EXT - AUXERRE	1 404,47	983,00	421,47
97GR AE	97GR	AE	LA COULEE VERTE - AMENAGEMENTS EXT - AUXERRE	2 210,38	1 547,00	663,38
97GR ET	97GR	ET	TX ETANCHEITE - LA COULEE VERTE - AUXERRE	1 458,99	1 021,00	437,99
97GR ST	97GR	ST	TVX STRUCTURES ET OUV ASSIM - LA COULEE VERTE - AUXERRE	27 450,68	19 215,00	8 235,68
98GR AE	98GR	AE	RES CHARLES DE FOUCAULD - AUXERRE - AMENAGEMENTS EX	3 148,75	2 204,00	944,75
98GR ET	98GR	ET	RES CHARLES DE FOUCAULD - TVX ETANCHEITE - AUXERRE	3 428,62	2 400,00	1 028,62
			TOTAL Grosse réparations	1 761 185,33	1 232 826,00	528 359,33

Ville AUXERRE (50% Auxerre + 50% Bat adm)	498 513,50	40%
CA (50% Auxerre + 50% Communes CA)	560 213,00	45%
Communes hors CA	67 427,00	5%
Bat administratis (50% restants)	22 486,50	2%
CA (50% restants communes CA)	84 186,00	7%
TOTAL	1 232 826,00	



Aurore BAUGÉ

CONVENTION DE REVERSEMENT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT ENTRE

La commune de xxxxxxxxxxxxxxx représentée par xxxxxxxxxxxxxxxxxxx, xxxxxxx, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal N° xxxxxxx en date du xx/xx/xxxx, certifiée conforme et exécutoire en date du xx/xx/xxx, ci-après dénommée « la commune »,

D'une part,

ET La communauté de l'Auxerrois, représentée par Monsieur Crescent Marault, président, agissant en vertu d'une délibération N° xxxxxxx en date du xx/xx/xxxx, certifiée conforme et exécutoire en date du xx/xx/xxx, ci-après dénommée « la communauté de l'auxerrois »,

D'autre part,

PREAMBULE

La commune, membre de la communauté de l'Auxerrois perçoit le produit de la taxe d'aménagement applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme. Jusqu'alors facultatif, le partage de la taxe d'aménagement au sein du bloc communal devient obligatoire tel que prévu à l'article 109 de la loi de finances pour 2022.

Cet article 109 indique en effet que « si la taxe d'aménagement est perçue par les communes membres, un reversement de tout ou partie de la taxe d'aménagement à l'EPCI est obligatoire (compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences) ». Par délibération en date du 29 septembre 2022, le conseil communautaire a décidé d'instaurer le reversement d'une part des taxes d'aménagement perçues par les communes. Par délibération concordante du conseil municipal N° xxxxxxx en date du xx/xx/xxxx, la commune a instauré le reversement à la communauté de l'auxerrois d'une part du produit de la taxe d'aménagement.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de reversement en vertu des délibérations concordantes prises par les 2 parties.

ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Le champ d'application de la présente convention porte sur toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme.

ARTICLE 3 : TAUX DE TAXE D'AMENAGEMENT REVERSEE

La commune s'engage à reverser à la communauté de l'auxerrois à compter du 01/01/2022 une part du produit de la taxe d'aménagement perçue comme suit :

- Périmètre de la commune xxxxxxxxxxxxxxx à l'exception des surfaces

- des parcs d'activités AuxRparc à Appoigny, et futurs parcs d'activités Eco-pôle à Venoy, H2 des mignotes à Auxerre (formulation à adapter à chaque commune pour ce qui la concerne)
- des surfaces de création ou extension de zones d'activités économiques
 - reversement de 100 % de la part communale de taxe d'aménagement à la communauté de l'auxerrois uniquement pour les opérations sous maîtrise d'ouvrage de la communauté de l'auxerrois,
 - reversement de 0% de la part communale de taxe d'aménagement pour les opérations qui ne sont pas sous maîtrise d'ouvrage de la communauté de l'auxerrois
- Périmètre des parcs d'activités AuxRparc à Appoigny, et futurs parcs d'activités Eco-pôle à Venoy, H2 des mignotes à Auxerre et toute autre création ou extension futures de zones d'activités économiques (formulation à adapter à chaque commune pour ce qui la concerne)
 - Principe de reversement de 100 % de la part communale de taxe d'aménagement à la communauté de l'auxerrois

ARTICLE 4 : MODALITES DE REVERSEMENT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Le reversement à la communauté de l'auxerrois du produit de la taxe d'aménagement perçu et entrant dans le champ d'application est annuel. L'année N+1, la commune reversera à la communauté de l'auxerrois la part communale de la taxe d'aménagement perçue l'année N. Ainsi, au plus tard le 1^{er} juin de chaque année, la commune transmettra à la communauté de l'auxerrois un état N-1 sur lequel figurera le montant détaillé de la taxe d'aménagement perçue rentrant dans le champ d'application du reversement. Les reversements seront imputés en section d'investissement.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant accepté par les parties.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique jusqu'au 31/12/2026 puis sera renouvelée par tacite reconduction par période de 6 ans.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de litige portant sur l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, et après épuisement des voies amiables en vigueur, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif, dans le respect des délais de recours.

La présente convention sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Yonne.

Fait à xxxx, le xx/xx/2022, en 2 exemplaires originaux.

Pour la communauté de l'auxerrois,

Pour la commune de xxxxxxxx,

Le Président,

Le Maire,

ANNEXES - Budget principal et budgets annexes - Modalités de refacturation des flux financiers

ANNEXE I - Agents entièrement portés par leur budget annexe d'affectation

Pour retourner à la délibération, cliquez [ici](#)

Refacturation des agents affectés à 100% aux BA		ETP
BA Collecte		69,80
BA Redevance incitative		1,55
BA Eau		4,15
BA Assainissement		3,65
BA Mobilités		1,45

ANNEXE II - Agents mis à disposition d'un budget annexe à un autre budget annexe

Refacturation des agents mis à disposition par un BA à un autre BA	Poste	Taux de MàD
BA Eau au BA assainissement	Responsable	50%
BA Redevance incitative au BA collecte	Responsable	50%
BA Collecte à Redevance incitative	Agent de terrain	20%
BA Collecte à Redevance incitative	Chef de service	5%
BA Collecte à Redevance incitative	Agent de terrain	20%

ANNEXE III - Agents encadrants partiellement mis à disposition

Refacturation des agents partiellement mis à disposition par le BP aux BA	Poste	Taux de MàD
BA Collecte	Directeur	25%
BA Redevance incitative	Directeur	5%
BA Eau	Assistante	50%
BA Eau	Directeur délégué	20%
BA Eau	Directeur	5%
BA Assainissement	Assistante	50%
BA Assainissement	Directeur délégué	20%
BA Assainissement	Directeur	5%
BA Mobilités	Driectrice déléguée	25%
BA Mobilités	Directeur	20%

ANNEXE IV – Application illustrée de la refacturation ci-avant proposée selon les dernières données disponibles.

BP

Dépenses	- €	Recettes	710 221,79 €
Refacturation des frais annexes des agents entièrement affectés aux BA	I.A.1.	Refacturation des frais annexes: agents entièrement affectés aux BA	44 426,33 €
Agents dont le salaire est porté par un BA mais affectés à plusieurs BA	I.A.2.	Refacturation frais annexes : agents dont le salaire est porté par un BA mais affectés à plusieurs BA	2 415,41 €
Agents encadrants et assistants	I.B.	Agents encadrants et assistants	136 980,07 €
Agents des services ressources	I.C.	Agents des services ressources	395 747,77 €
Charges de gestion relatives aux BA	II.A.	Charges de gestion relatives aux BA	74 223,65 €
Charges administratives	II.B.	Charges administratives	20 923,67 €
Charges des bâtiments administratifs	II.C.1.	Charges des bâtiments administratifs	4 702,76 €
Charges bâtimentaires selon les agents affectés aux BA	II.C.2.	Charges bâtimentaires selon les agents affectés aux BA	30 802,14 €

BA Collecte

Dépenses	423 988,55 €	Recettes	195 361,14 €
Refacturation des frais annexes des agents entièrement affectés aux BA	37 553,90 € I.A.1.	Refacturation des frais annexes: agents entièrement affectés aux BA	- €
Agents dont le salaire est porté par un BA mais affectés à plusieurs BA	19 658,17 € I.A.2.	Agents dont le salaire est porté par un BA mais affectés à plusieurs BA	17 652,89 €
Agents encadrants et assistants	24 145,34 € I.B.	Agents encadrants et assistants	- €
Agents des services ressources	127 943,76 € I.C.	Agents des services ressources	- €
Charges de gestion relatives aux BA	170 406,09 € II.A.	Charges de gestion relatives aux BA	177 708,26 €
Charges administratives	14 386,73 € II.B.	Charges administratives	- €
Charges des bâtiments administratifs	83,26 € II.C.1.	Charges des bâtiments administratifs	- €
Charges bâtimentaires selon les agents affectés aux BA	- € II.C.2.	Charges bâtimentaires selon les agents affectés aux BA	- €
Versement d'une part des aides perçues au titre des déchets et de reventes de matériaux au BA redevance incitative	29 811,29 €		

BA Redevance incitative

Dépenses	220 074,69 €	Recettes	150 452,89 €
Refacturation des frais annexes des agents entièrement affectés aux BA	1 150,20 € I.A.1.	Refacturation des frais annexes: agents entièrement affectés aux BA	- €
Agents dont le salaire est porté par un BA mais affectés à plusieurs BA	17 969,19 € I.A.2.	Agents dont le salaire est porté par un BA mais affectés à plusieurs BA	19 255,60 €
Agents encadrants et assistants	4 829,07 € I.B.	Agents encadrants et assistants	- €
Agents des services ressources	11 876,10 € I.C.	Agents des services ressources	- €
Charges de gestion relatives aux BA	182 739,79 € II.A.	Charges de gestion relatives aux BA	101 386,00 €
Charges administratives	1 094,05 € II.B.	Charges administratives	- €
Charges des bâtiments administratifs	416,30 € II.C.1.	Charges des bâtiments administratifs	- €
Charges bâtimentaires selon les agents affectés aux BA	- € II.C.2.	Charges bâtimentaires selon les agents affectés aux BA	- €
		Versement d'une part des aides perçues au titre des déchets et de reventes de matériaux au BA redevance incitative	29 811,29 €

BA Eau

Dépenses	89 297,01 €	Recettes	39 254,91 €
Refacturation des frais annexes des agents entièrement affectés aux BA	2 444,17 € I.A.1.	Refacturation des frais annexes: agents entièrement affectés aux BA	- €
Agents dont le salaire est porté par un BA mais affectés à plusieurs BA	718,87 € I.A.2.	Agents dont le salaire est porté par un BA mais affectés à plusieurs BA	39 254,91 €
Agents encadrants et assistants	31 515,62 € I.B.	Agents encadrants et assistants	- €
Agents des services ressources	36 818,95 € I.C.	Agents des services ressources	- €
Charges de gestion relatives aux BA	73,48 € II.A.	Charges de gestion relatives aux BA	- €
Charges administratives	2 324,85 € II.B.	Charges administratives	- €
Charges des bâtiments administratifs	- € II.C.1.	Charges des bâtiments administratifs	- €
Charges bâtementaires selon les agents affectés aux BA	15 401,07 € II.C.2.	Charges bâtementaires selon les agents affectés aux BA	- €

BA Assainissement

Dépenses	216 129,17 €	Recettes	- €
Refacturation des frais annexes des agents entièrement affectés aux BA	2 444,17 € I.A.1.	Refacturation des frais annexes: agents entièrement affectés aux BA	- €
Agents dont le salaire est porté par un BA mais affectés à plusieurs BA	39 973,78 € I.A.2.	Agents dont le salaire est porté par un BA mais affectés à plusieurs BA	- €
Agents encadrants et assistants	31 515,62 € I.B.	Agents encadrants et assistants	- €
Agents des services ressources	124 396,21 € I.C.	Agents des services ressources	- €
Charges de gestion relatives aux BA	73,48 € II.A.	Charges de gestion relatives aux BA	- €
Charges administratives	2 324,85 € II.B.	Charges administratives	- €
Charges des bâtiments administratifs	- € II.C.1.	Charges des bâtiments administratifs	- €
Charges bâtementaires selon les agents affectés aux BA	15 401,07 € II.C.2.	Charges bâtementaires selon les agents affectés aux BA	- €

BA Mobilité

Dépenses	145 801,31 €	Recettes	- €
Refacturation des frais annexes des agents entièrement affectés aux BA	833,89 € I.A.1.	Refacturation des frais annexes: agents entièrement affectés aux BA	- €
Agents dont le salaire est porté par un BA mais affectés à plusieurs BA	258,79 € I.A.2.	Agents dont le salaire est porté par un BA mais affectés à plusieurs BA	- €
Agents encadrants et assistants	44 974,43 € I.B.	Agents encadrants et assistants	- €
Agents des services ressources	94 712,75 € I.C.	Agents des services ressources	- €
Charges de gestion relatives aux BA	25,07 € II.A.	Charges de gestion relatives aux BA	- €
Charges administratives	793,18 € II.B.	Charges administratives	- €
Charges des bâtiments administratifs	4 203,20 € II.C.1.	Charges des bâtiments administratifs	- €
Charges bâtementaires selon les agents affectés aux BA	- € II.C.2.	Charges bâtementaires selon les agents affectés aux BA	- €

Direction Générale Des Finances Publiques

Le 17/06/2021

Direction régionale des Finances Publiques de
Bourgogne Franche Comté .

Pôle d'évaluation domaniale

16 Rue Jean Renaud

21000 DIJON

courriel : drfip21.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le Directeur régional des Finances publiques
de

à

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Emmanuelle DEHEDIN SAUVANET

téléphone : 06 19 02 00 82

courriel : drfip21.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

CA DE L'AUXERROIS

MME POINSOT

6 B PL MARECHAL LECLERC

BP 58

89010 AUXERRE CEDEX

Réf. DS: 3994940

Réf OSE : 2021-89024-22890

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Désignation du bien :	Immeuble à usage commercial
Adresse du bien :	42 rue de Paris – Auxerre
Valeur vénale :	360 000 € HT et hors droits d'enregistrement

1 - SERVICE CONSULTANT

CA DE L'AUXERROIS

Affaire suivie par : Corinne POINSOT

2 - DATE

de consultation : 29/03/2021

de réception : 29/03/2021

de visite : visite extérieure le 04/06/2021

de dossier en état : 14/06/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Acquisition par voie de préemption d'un immeuble à usage d'activité commerciale (DIA du 11/06/2021).

4 - DESCRIPTION DU BIEN

Références cadastrales : BH 244 (198 m²)

Description du bien :

Immeuble de 4 niveaux (R+3) sur sous sol édifié en 1883. Il fait l'angle des rues de Paris et d'Orbandelle et est de configuration allongée. Il abrite des locaux d'activités vacants et se compose comme suit :

- RDC : local commercial avec vitrines sur rues, doté de 2 entrées
- 1^{er} étage : local commercial accessible par ascenseur et escalier
- 2^e étage: réserves et sanitaires (escaliers + ascenseur)
- 3^e étage : grenier (escaliers)

Cave au sous sol. Bâtiment en état moyen, étages à rénover

Surface utile : 482 m² (données DIA)

5 – SITUATION JURIDIQUE

Propriétaire : SCI MARTIN

Situation d'occupation : biens libres d'occupation

6 - URBANISME – RÉSEAUX

Secteur central faisant l'objet d'un PSMV au PLU en vigueur. Desserte en VRD assurée

7 - DATE DE RÉFÉRENCE

Sans objet

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison, qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

Compte tenu des caractéristiques du bien, de son emplacement, de l'opération, et des données récentes du marché immobilier local, la valeur vénale est estimée à **360 000 € HT et hors droits d'enregistrement.**

Le prix de la DIA, soit 351 000 € hors taxes, hors frais et hors commission n'appelle pas d'observations

9 - DURÉE DE VALIDITÉ

La validité du présent avis est de 12 mois.

10 - OBSERVATIONS

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent avis.

Pour le Directeur régional des Finances publiques
et par délégation,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'V. Henry', with a long horizontal stroke extending to the right.

Valérie HENRY, Responsable du Pôle évaluation
domaniale

[Pour retourner à la délibération, cliquez ici](#)



COMMUNE DE SAINT-BRIS-LE-VINEUX (89)



Objet	Arrêté le 29 septembre 2022 par le Conseil d'Agglomération de l'Auxerrois
Approuvé le	
Révisé le	
Modifié le	
Mis à jour le	

DEPARTEMENT **DE L'YONNE**

Commune de SAINT-BRIS-LE-VINEUX

PLAN LOCAL D'URBANISME

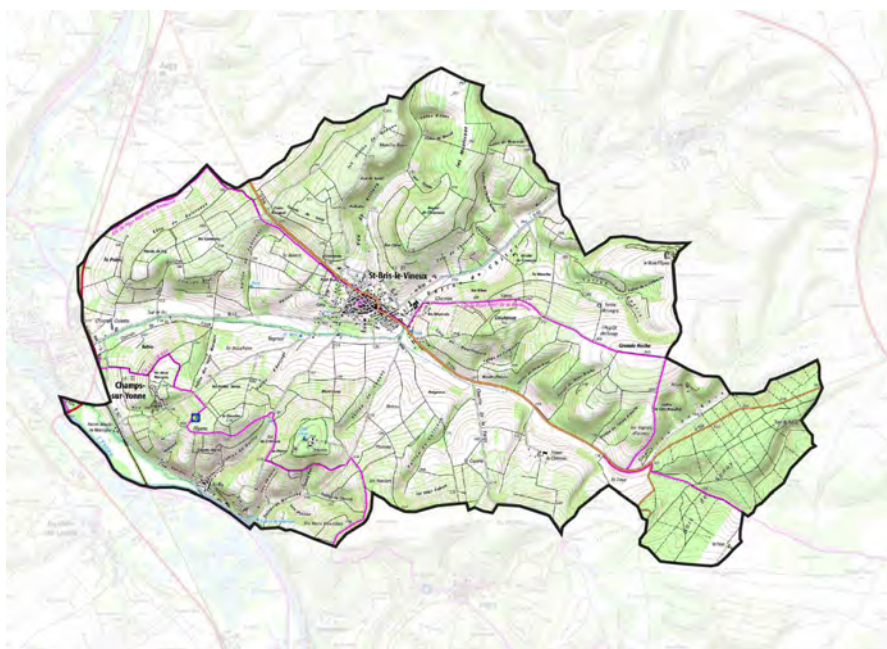
BORDEREAU DES PIECES

1. Rapport de présentation
2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)
3. Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)
4. Plans de zonage :
 - 4.1. Ouest
 - 4.2. Est
 - 4.3. Nord
 - 4.4. Le bourg
5. Règlement
6. Liste des servitudes d'utilité publique
7. Annexes sanitaires – Note technique
8. Etat des connaissances des sites archéologiques
9. Secteurs affectés par le bruit



COMMUNE DE SAINT-BRIS-LE-VINEUX (89)

Plan Local d'Urbanisme



RAPPORT DE PRESENTATION

Objet	Arrêté le 29 septembre 2022 par le Conseil d'Agglomération de l'Auxerrois
Approuvé le	
Révisé le	
Modifié le	
Mis à jour le	

1. PREAMBULE	5
1.1 Raisons de l'élaboration du PLU	6
1.2 Procédure	6
1.2.1 Prescription	6
1.2.2 Délibération du PADD	7
1.2.3 Déroulé de la concertation	7
1.2.4 Arrêt du projet	7
1.2.5 Régime de l'évaluation environnementale	8
2. DIAGNOSTIC TERRITORIAL	9
2.1 Présentation du territoire	10
2.1.1 Situation géographique	10
2.1.2 Situation administrative	11
2.2 Démographie	13
2.2.1 Evolution démographique	13
2.2.2 Structure de la population selon l'âge	15
2.2.3 Profil des ménages	16
SYNTHESE ET ENJEUX	19
2.3 Habitat	19
2.3.1 Un parc de logements composé majoritairement de maisons	19
2.3.2 Des résidences principales occupées par leurs propriétaires	23
2.3.3 Un parc de logements ancien	23
SYNTHESE ET ENJEUX	25
2.4 Fonctionnement urbain	25
2.4.1 Une commune offrant plusieurs équipements publics	25
2.4.2 Vie associative de la commune	27
SYNTHESE ET ENJEUX	27
2.5 Mobilité	28
2.5.1 Un territoire relativement bien desservi	28
2.5.2 Une place importante occupée par la voiture individuelle	29
2.5.3 Des capacités de stationnement limitées	30
2.5.4 Une desserte en transports en commun limitée	31
2.5.5 Des modes doux à développer	32
SYNTHESE ET ENJEUX	33
2.6 Economie	34
2.6.1 Une population active encore majoritaire	34
2.6.2 Des emplois hors de la commune	35
2.6.3 Une activité économique scindée entre la viticulture et les commerces de proximité	36

2.6.4	Une activité agricole essentiellement tournée vers la viticulture	39
	SYNTHESE ET ENJEUX	44
3.	ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	45
3.1	Environnement physique	46
3.1.1	Géologique	46
3.1.2	Topographie	48
3.1.3	Climatologie	49
3.1.4	Ressource en eau	51
3.2	Diversité des milieux naturels	54
3.2.1	Des espaces d'intérêt écologique reconnus	54
3.2.2	Les zones humides présentes sur le territoire	57
3.2.3	Trame verte et bleue (TVB)	58
3.3	Protection des biens et des personnes	64
3.3.1	Risques naturels	65
3.3.2	Risques industriels et technologiques	71
3.4	Pollutions et nuisances	72
3.4.1	Risques de pollutions	72
3.4.2	Nuisances sonores	73
3.5	Desserte en réseaux	74
3.6	Energie et électricité	77
3.6.1	Alimentation en électricité	77
3.6.2	Energie renouvelables	77
3.6.3	Réseaux divers	79
3.7	Paysages, urbanisme et patrimoine	80
3.7.1	Le paysage naturel	80
3.7.2	Le paysage bâti	83
3.7.3	Potentiel archéologique	93
3.7.4	Conclusion du diagnostic paysager	95
4.	JUSTIFICATION DES CHOIX OPERES PAR LE PLU	97
4.1	Choix retenus pour le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)	98
4.1.1	Axe 1 : Assurer un développement démographique cohérent en privilégiant l'optimisation des capacités foncières existantes	98
4.1.2	Axe 2 : Limiter la consommation foncière	101
4.1.3	Axe 3 : Renforcer l'offre en équipements et en mobilité pour améliorer la qualité du cadre de vie	104
4.1.4	Axe 4 : Valoriser les activités économiques du territoire	105
4.1.5	Axe 5 : Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux	106

4.2	Bilan de la compatibilité avec les objectifs du Grenelle de l'environnement et de la loi ALUR	108
4.2.1	Analyse de la consommation des espaces sur la période 2012-2021 ...	108
4.2.2	Consommation foncière prévisible	110
4.2.3	Analyse des incidences des objectifs et des orientations du PADD sur les milieux naturels et la biodiversité	118
4.3	Choix retenus pour les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) 125	
4.3.1	OAP « Grisy »	126
4.3.2	OAP « Saint-Blaise »	127
4.3.3	OAP « Champs Galottes »	127
4.4	Choix retenus pour établir le zonage	128
4.4.1	Tableau des surfaces des zones	128
4.4.2	La zone urbaine	129
4.4.3	Les zones à urbaniser	130
4.4.4	La zone agricole	131
4.4.5	La zone naturelle	132
4.4.6	Les STECAL et autres secteurs	133
4.4.7	Les différentes prescriptions qui s'appliquent	141
4.5	Choix retenus pour établir le règlement	143
4.5.1	Justifications et explications du règlement de la zone UA	143
4.5.2	Justifications et explications du règlement de la zone UB	155
4.5.3	Justifications et explications du règlement de la zone UX	168
4.5.4	Justifications et explications du règlement de la zone AU	177
4.5.5	Justifications et explications du règlement de la zone AUX	189
4.5.6	Justifications et explications du règlement de la zone A	198
4.5.7	Justifications et explications du règlement de la zone N	209
5.	ANNEXES	220
5.1	Le risque de retrait et gonflement des argiles	221
5.2	Les espèces exotiques envahissantes	225

1. PREAMBULE

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est un document local fixant le projet de territoire désiré par une collectivité et fixant les règles de planification urbaine sur celui-ci.

Il expose le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques, et précise les besoins répertoriés en matière de développement économiques, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

Son contenu est variable selon les cas. Il est généralement constitué des pièces suivantes :

- Le rapport de présentation
- Le Projet d'aménagement et de développements durables (PADD)
- Les Orientations d'Aménagement et Programmation (OAP)
- Le règlement
- Les documents graphiques (plans de zonage)
- Les documents annexes

Le Rapport de présentation, dont le contenu est précisé par les articles R.151-1 et suivants du Code de l'urbanisme, est l'un des documents essentiels du PLU, car il vient justifier l'ensemble des dispositions qui sont prises dans les documents opposables notamment.

1.1 RAISONS DE L'ELABORATION DU PLU

La commune de Saint-Bris-le-Vineux a engagé la révision de son Plan d'Occupation des Sols (POS) valant élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), de façon à atteindre les objectifs suivants :

- Rationaliser les zones constructibles en proscrivant tout mitage ;
- Préserver et offrir des possibilités de développements aux services publics (école, commune, etc.), aux artisans et aux commerçants présents sur la commune, afin de se projeter dans le contexte économique et touristique ;
- Préserver le secteur agricole et viticole ;
- Confectionner un règlement d'urbanisme simplifié, adapté aux attentes actuelles, permettant de conserver la typologie du bourg, mais intégrant également les innovations technologiques qui favorisent le développement durable et les économies d'énergie ;
- Préserver la biodiversité : maintien des écosystèmes, sensibilités écologiques, forestières et agricoles, impacts environnementaux du projet ;
- Préserver les paysages : ambiance urbaine, qualité paysagère du terroir à conserver ;
- Prendre en compte les risques naturels liés à l'inondation, aux coulées de boues et aux retraits en gonflement des argiles.

1.2 PROCEDURE

1.2.1 Prescription

Le 2 avril 2015, la commune de Saint-Bris-le-Vineux a décidé par délibération de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), en précisant les objectifs de ce PLU et les modalités de concertation.

Le 1^{er} janvier 2017, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, dont la commune de Saint-Bris-le-Vineux est membre, est devenue compétente en matière de « PLU, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ». Ainsi, en application de l'article L.153-9 du Code de l'Urbanisme, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois « peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence ».

Le 6 avril 2017, la commune de Saint-Bris-le-Vineux a décidé par délibération de laisser la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois poursuivre la procédure.

1.2.2 Délibération du PADD

Le débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables s'est déroulé au sein du Conseil communautaire le 16 décembre 2021.

Un débat complémentaire a eu lieu le 31 mars 2022 pour tenir compte du projet d'extension de la zone d'activités économiques des Champs Galottes.

1.2.3 Déroulé de la concertation

Les modalités de concertation ont été précisées lors de la prescription de l'élaboration du PLU. Parmi elles :

- Informations dans la presse
- Publications dans le bulletin municipal et communautaire
- Tenue d'un registre d'expressions à la disposition du public en mairie
- Réunions publiques avec la population
- Exposition
- Pages dédiées sur le site internet de la commune

Cette concertation s'est déroulée dès le début des études.

Parallèlement, quelques articles ont été diffusés dans le bulletin d'information local pour informer l'ensemble de la population sur l'avancée de l'études. Des publications ont été effectuées sur le site internet de la commune et dans la presse écrite locale.

Enfin des réunions publiques ont été organisées afin de présenter l'ensemble de l'étude.

1.2.4 Arrêt du projet

Le projet de PLU a été arrêté par le Conseil communautaire le 29 septembre 2022. Le projet présenté comporte les pièces suivantes :

- Le rapport de présentation
- Le PADD
- Les OAP
- Les plans de zonage
- Le règlement
- Les documents annexes

1.2.5 Régime de l'évaluation environnementale

La directive européenne n° 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a été transposée dans le droit français par l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004. La démarche d'évaluation environnementale vise à identifier les incidences d'un plan ou programme sur l'environnement et à l'adapter en conséquence, de façon à en supprimer, réduire ou à défaut compenser les impacts dommageables. Dans cet objectif, la directive prévoit :

- La réalisation, sous la responsabilité du maître d'ouvrage, d'une « évaluation environnementale » du plan ou du programme, qui donne lieu à la rédaction d'un rapport environnemental ;
- La consultation d'une « autorité environnementale », d'une part, à la libre initiative du maître d'ouvrage, en amont de la démarche (cadrage préalable), et d'autre part, de façon obligatoire à l'aval, pour exprimer un avis sur la qualité du rapport environnemental et sur la manière dont le plan ou programme a pris en compte l'environnement ; cet avis est rendu public ;
- L'information et la consultation du public ;
- Une information par le maître d'ouvrage sur la manière dont il a été tenu compte des résultats de la consultation du public et de l'avis de l'autorité environnementale.

Le décret n° 2005-608 du 27 mai 2005, relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement, intégré au Code de l'urbanisme, en précise les conditions de réalisation par le maître d'ouvrage et de validation par le Préfet de département. Le décret n° 2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme est venu amender le décret précédent. Ce texte est entré en vigueur le 1^{er} février 2013. Il détermine la liste des documents d'urbanisme soumis de manière systématique à évaluation environnementale et ceux qui peuvent l'être sur décision de l'autorité environnementale après un examen au cas par cas.

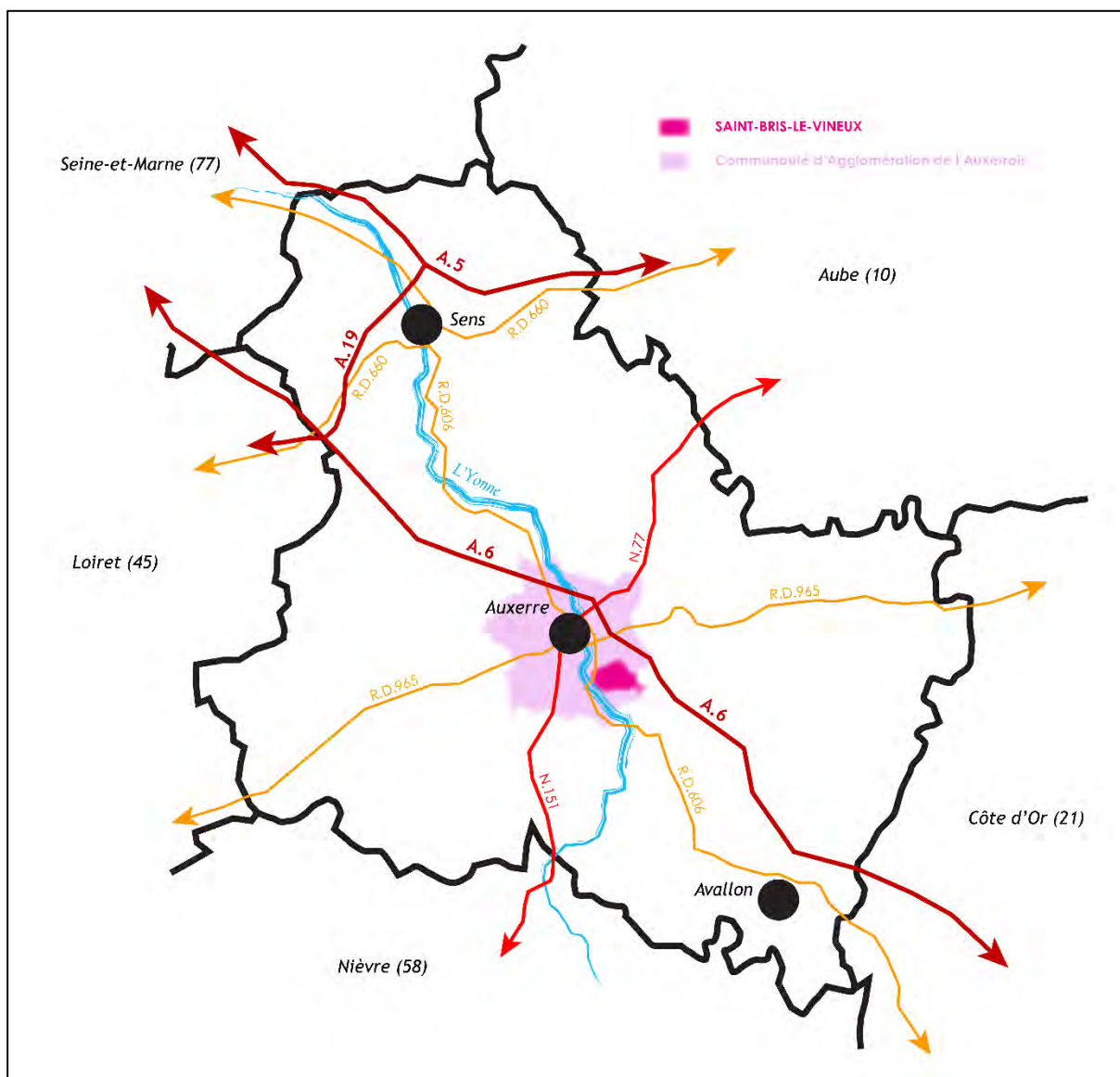
Compte tenu de la présence d'une zone Natura 2000, le document d'urbanisme de Saint-Bris-le-Vineux est soumis automatiquement à évaluation environnementale.

2. DIAGNOSTIC TERRITORIAL

2.1 PRESENTATION DU TERRITOIRE

2.1.1 Situation géographique

La commune de Saint-Bris-le-Vineux est située au cœur du département de l'Yonne, en région Bourgogne-Franche-Comté. La commune s'étend sur 3 123 ha, et comprend le hameau de Bailly qui se situe au Sud du territoire.



Carte 1 - Localisation de la commune à l'échelle du département

Idéalement située, la commune se trouve à 10 km environ au Sud-Est d'Auxerre. Parmi les communes limitrophes à Saint-Bris-le-Vineux se trouvent Irancy, Saint-Cyr-les-Colons, Chitry, Quenne, Augy, Champs-sur-Yonne et Escolives-Sainte-Camille.

2.1.2 Situation administrative

2.1.2.1 La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

La commune de Saint-Bris-le-Vineux fait partie de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois. Il s'agit de la plus importante communauté d'agglomération du département de l'Yonne, qui réunit près de 69 500 habitants. 21 communes sont ainsi regroupées autour de la ville-centre, Auxerre. La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois est idéalement située sur l'axe stratégique Paris-Lyon, à mi-parcours entre les pôles régionaux que sont Dijon et Orléans.

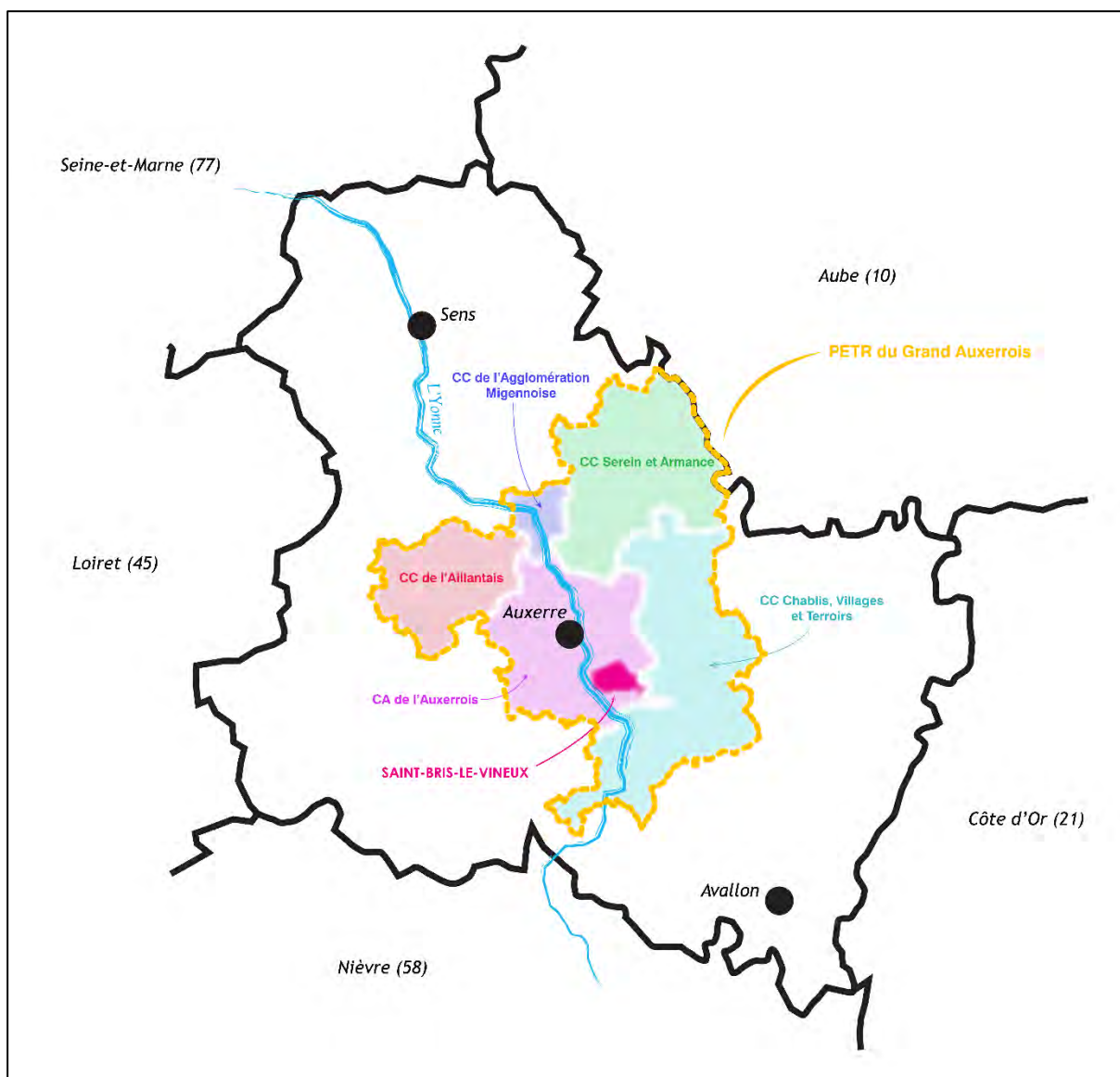
La communauté d'agglomération de l'Auxerrois dispose de plusieurs compétences, dont le développement économique, l'équilibre social de l'habitat, la politique de la ville, la question des gens du voyage, la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, ainsi que la collecte et le traitement des déchets. Depuis le 1^{er} janvier 2017, la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois est compétente en matière de « Plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale ».



Carte 2 - Territoire de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois (site internet de la CAA)

2.1.2.2 Le PETR du Grand Auxerrois

La commune de Saint-Bris-le-Vineux fait également partie du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Grand Auxerrois. Le PETR réunit la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, la Communauté de communes de l'Agglomération Migennoise, la Communauté de communes de l'Aillantais, et la Communauté de communes Armance et Serein.



Carte 3 - PETR du Grand Auxerrois

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du PETR est actuellement en cours de réalisation. Ce document doit définir les orientations d'aménagement à l'échelle d'un territoire assez large dans un souci d'harmonisation et de coordination des actions menées dans différents domaines : urbanisme, déplacements, économie, implantations commerciales, etc. Pour cela, les documents d'urbanisme de chacune des communes du PETR devront être compatibles avec le projet du SCoT.

2.2 DEMOGRAPHIE

2.2.1 Evolution démographique

La croissance démographique est constante depuis 1968 jusqu'en 2008. De 2008 à 2018, la population a connu une chute importante pour atteindre 1 021 habitants.

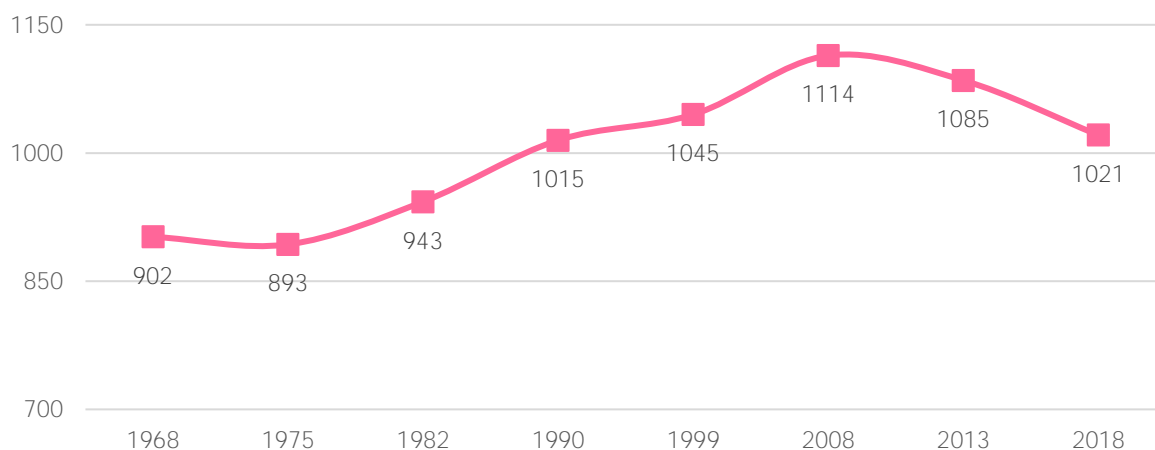


Figure 1 - Croissance de la population entre 1968 et 2018 (INSEE)

2.2.1.1 Croissance démographique jusqu'en 2008

Sur la première période, la croissance démographique est importante. Après une légère baisse entre 1968 et 1975, la population augmente de manière continue et de façon soutenue. En effet, elle a augmenté de 16,5 % en gagnant 155 habitants.

Dans le détail, on remarque que cette augmentation s'est surtout réalisée sur la période 1975-2008 avec une croissance annuelle de 0,6 % en moyenne. La croissance est cependant un peu moins forte entre 1990 et 1999 où elle descend en dessous de 0,5 % par an. Pendant la même période, les croissances démographiques de l'agglomération auxerroise et du département de l'Yonne sont moins fortes. Par exemple, sur la période 1982-1990, leurs taux de croissance sont deux fois moindres que celui de Saint-Bris-le-Vineux.

L'explication de ce dynamisme de la croissance se situe au niveau du solde migratoire positif sur la commune. On remarque que ce dernier est toujours positif et contrebalance le solde naturel négatif. En conséquence, la croissance de la population saint-brisienne est due à l'arrivée de nouveaux ménages et non pas à l'augmentation endogène de sa population. Cela démontre bien l'attractivité de ce territoire au sein de l'aire urbaine auxerroise.

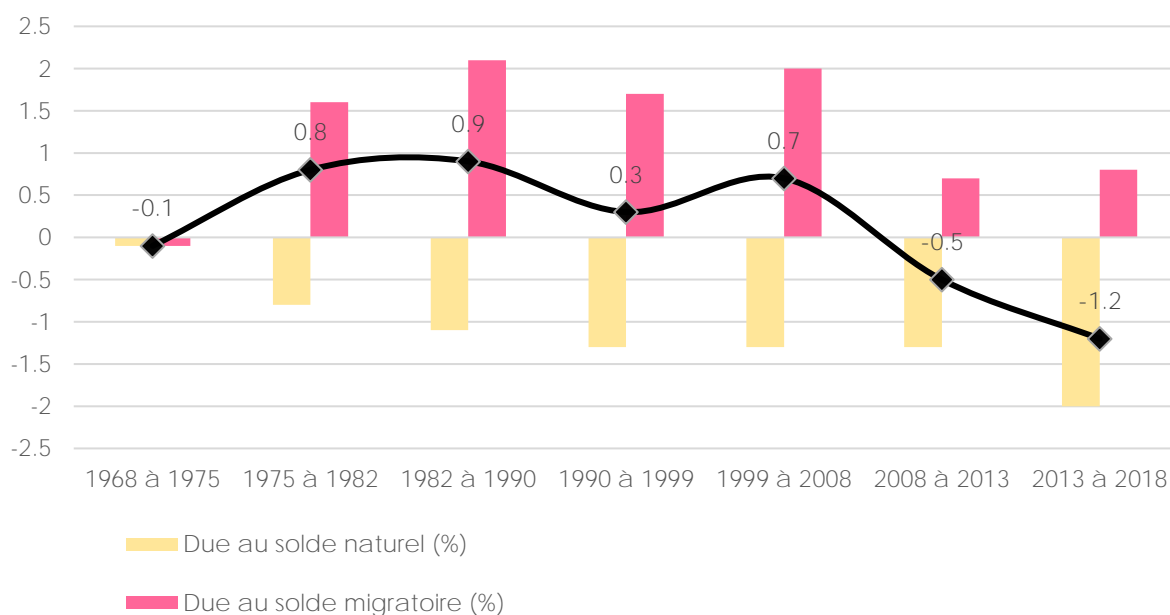


Figure 2 - Variation démographique entre 1968 et 2018 (INSEE)

2.2.1.2 Perte de population depuis 2008

La population de Saint-Bris-le-Vineux a connu une baisse importante de sa population entre 2008 et 2018. Elle a perdu 93 habitants soit 8 % de sa population. Cette baisse s'explique par un solde naturel négatif sur toute cette période, particulièrement entre 2013 et 2018 (-2%). Pourtant, le solde migratoire reste positif.

Cette baisse démographique globale peut s'expliquer par une augmentation du taux de mortalité qui était de 29,3 pour mille entre 2013 et 2018. Ce taux reste exceptionnel, car, sur les périodes précédentes, le taux de mortalité est plutôt stable et tourne autour de 20 pour mille. On peut donc estimer que la chute de la population de Saint-Bris-le-Vineux reste liée à un événement conjoncturel qui n'est pas amené à perdurer. En conséquence, on peut estimer que le retour à un taux de mortalité normal entrainera une variation de la population à un taux positif.

Ainsi, il convient de soutenir l'attractivité de la commune pour les nouveaux arrivants afin de maintenir un solde migratoire positif et contrebalancer le solde naturel qui reste négatif.

En comparaison, les croissances démographiques de l'agglomération auxerroise et de l'Yonne sont également négatives sur cette période.

2.2.2 Structure de la population selon l'âge

2.2.2.1 Âge de la population

La pyramide des âges de la commune montre une présence très forte de la population des 50-69 ans, qui représentent 30% de la population de la commune, soit 304 personnes.

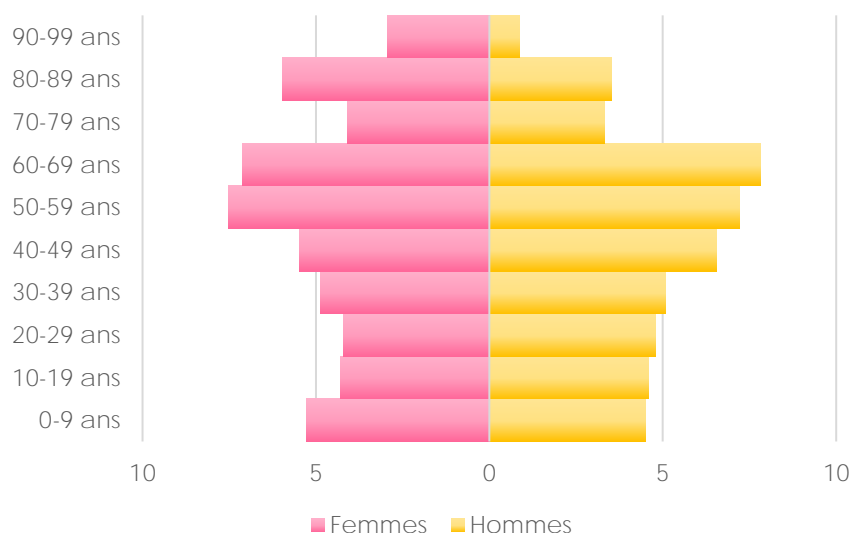


Figure 3 - Pyramide des âges en 2018 en % (INSEE)

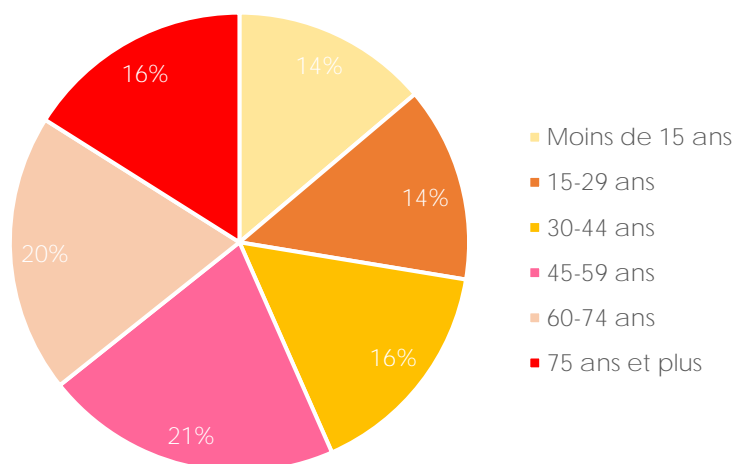


Figure 4 - Structure de la population selon l'âge en 2018 (INSEE)

Pour autant, si l'on regarde l'évolution de l'âge de la population entre 2008 et 2018, on constate que l'augmentation la plus remarquable concerne la tranche d'âge des 60-74 ans, qui passe de 13 % de la population de Saint-Bris-le-Vineux en 2008 à 20% en 2018. A contrario, la population qui chute le plus entre 2008 et 2018 est celle des 30-44 ans, qui passe de 20% à 16%.

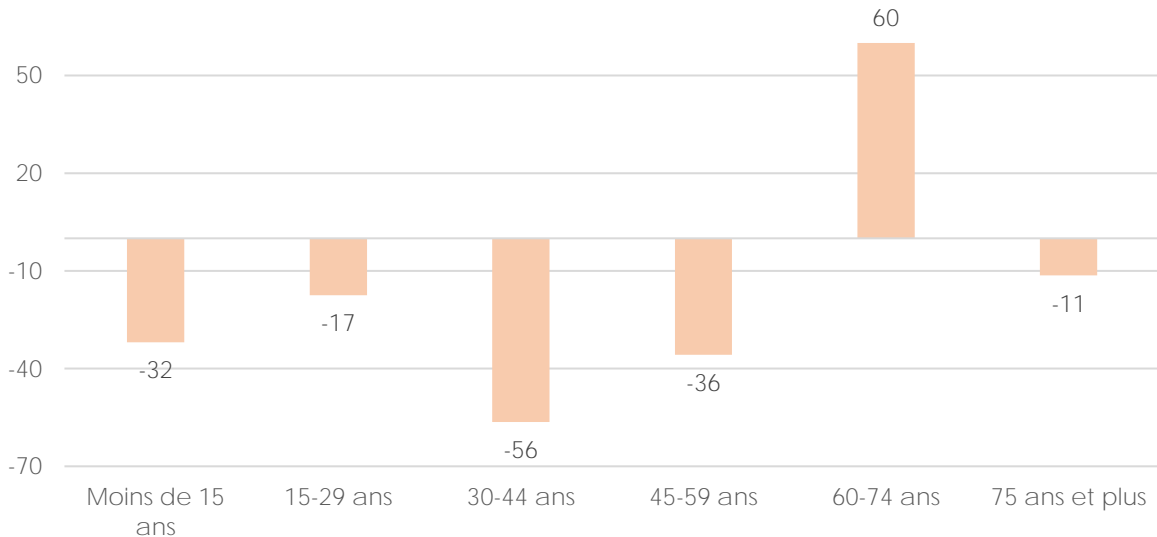


Figure 5 - Evolution de l'âge de la population entre 2008 et 2018 (INSEE)

2.2.2.2 Indice de jeunesse

Ainsi, la population de la commune de Saint-Bris-le-Vineux est vieillissante, en témoigne d'ailleurs l'indice de jeunesse qui est de 0,52. Pour rappel, l'indice de jeunesse permet d'évaluer le niveau de vieillissement d'une population en faisant le rapport entre le nombre de personnes de moins de 20 ans et celles de plus de 60 ans. Si ce rapport est supérieur à 1, alors la population est essentiellement jeune ; s'il est inférieur à 1, alors la population est âgée. Ainsi, dans le cas de Saint-Bris-le-Vineux, il s'agit majoritairement d'une population âgée.

	Nombre d'habitants
Moins de 20 ans	191
Plus de 60 ans	365
Indice de jeunesse	0.52

Tableau 1 - Indice de jeunesse (INSEE)

2.2.3 Profil des ménages

La commune de Saint-Bris-le-Vineux compte 434 ménages en 2018.

D'après l'INSEE, un ménage désigne l'ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, sans que ces personnes soient nécessairement unies par un lien de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne. Tandis que par définition, une famille est la partie d'un ménage qui comprend au moins deux personnes et qui est constituée :

- Soit d'un couple vivant au sein du ménage, avec le cas échéant son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage ;
- Soit d'un adulte avec son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage (famille monoparentale).

Ainsi, un ménage peut comprendre 0, 1 ou plusieurs familles.

2.2.3.1 Typologie des ménages

Les ménages sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux sont avant tout constitués de couples sans enfants et de personnes seules. Dans le premier cas, on dénombre 160 ménages, et dans le second cas 135 ménages en 2018.

Ces deux types de ménages principaux sont à mettre en parallèle de l'âge de la population : compte tenu du vieillissement de la population, les ménages sont composés pour la majorité de couples âgés dont les enfants sont déjà partis de la résidence principale familiale, ou de personnes âgées vivant seules.

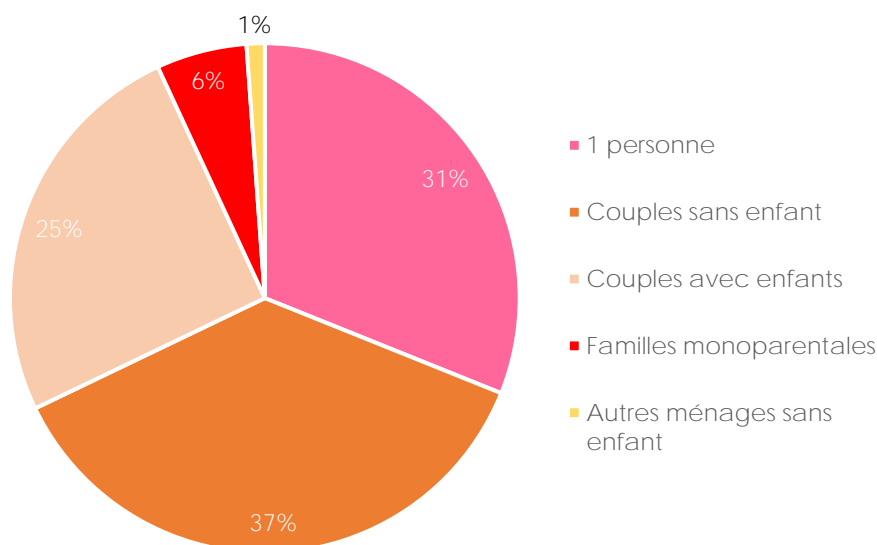


Figure 6 - Typologie des ménages en 2018 (INSEE)

Ainsi, les ménages avec des enfants se font de moins en moins nombreux sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux, ce qui explique une fois de plus que la population soit vieillissante. Entre 2008 et 2018, les couples avec enfants ont connu une baisse de -18%, soit 24 ménages.

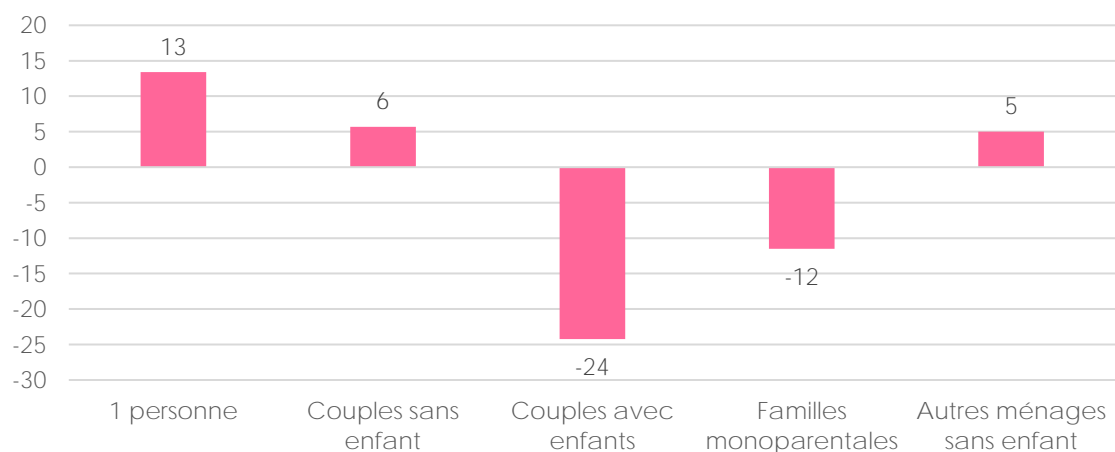


Figure 7 - Evolution de la typologie des ménages entre 2008 et 2018 (INSEE)

Si l'on regarde avec plus d'attention la composition des ménages, on remarque que ceux avec des enfants, quel que soit le nombre, ont diminué. Ainsi, les ménages sans enfants sont les plus nombreux sur la commune ; ils représentent 63% des ménages.

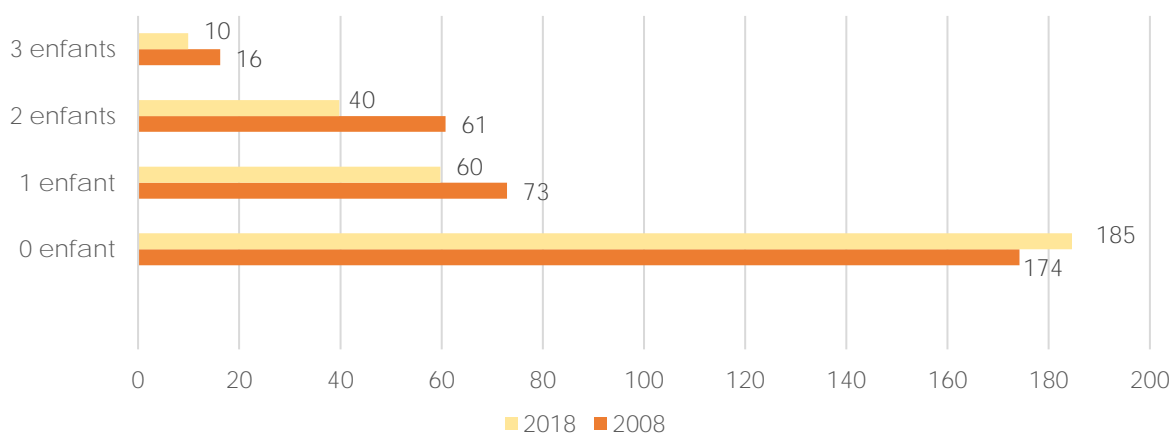


Figure 8 - Evolution de la composition des ménages entre 2008 et 2018 (INSEE)

2.2.3.2 Une diminution continue de la taille des ménages

Parmi les autres évolutions qui caractérisent les ménages, la commune de Saint-Bris-le-Vineux connaît également des changements dans la taille des ménages. En 2018, les ménages comptaient en moyenne 2,13 personnes. Cela représente une diminution de 30 % depuis 1969. On peut donc considérer que ce mouvement va se poursuivre tout en sachant que ce ratio ne peut chuter indéfiniment car il ne peut descendre en dessous de 1.

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2018
Nombre moyen d'occupants par résidence principale	2.97	2.76	2.62	2.48	2.35	2.29	2.15	2.13

Tableau 2 - Evolution de la taille moyenne des ménages (INSEE)

Une diminution constante de la taille des ménages se fait donc remarquer. Le desserrement des ménages recouvre un phénomène constaté au niveau national selon lequel chaque foyer compte de moins en moins de membres. Cette tendance est liée à l'évolution de la société française qui voit le développement de foyers peu peuplés (famille monoparentale, divorce, veuvage).

La conséquence de ce mouvement est qu'il nécessite la production de nouveaux logements pour maintenir le même niveau de population : le nombre d'habitants par foyers diminuant, le maintien du même nombre de logements sur la commune entraîne automatiquement une baisse de la population.

2.2.3.3 Des ménages présents sur la commune depuis longtemps

Les données de l'INSEE de 2018 mettent en avant l'ancienneté des ménages sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux. **64,1%** d'entre eux ont emménagé dans leur résidence principale depuis plus de 10 ans. Toutefois, la tendance évolue ces dernières années :

- Seulement 25,3% des ménages ont emménagé sur la commune entre les 2 et 9 dernières années, alors que la moyenne de la Communauté

d'agglomération de l'Auxerrois se situe plutôt autour de 36,3% des ménages. Cela signifie que peu de ménages se sont installés sur la commune à cette période.

- En revanche, les ménages qui ont emménagés sur la commune représentent 11,3% de l'ensemble, soit un taux à peu près équivalent à celui de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois. On en déduit donc un regain d'attractivité pour la commune et un renouvellement de sa population.

	Saint-Bris-le-Vineux	CAA
Plus de 10 ans	64,1%	51%
Entre 9 et 2 ans	25,3%	36,3%
Moins de 2 ans	11,3%	12,7%

Tableau 3 - Ancienneté d'emménagement des ménages (INSEE)

SYNTHESE ET ENJEUX

La commune de Saint-Bris-le-Vineux enregistre ces dernières années une baisse de sa population. Celle-ci est d'autant plus problématique que la population toujours présente dans la commune est vieillissante : les plus de 60 ans sont de plus en plus nombreux, et les ménages sans enfants sont majoritaires. Ainsi la taille des ménages diminue, comme sur l'ensemble du territoire national.

👉 La commune vise à maintenir à minima la population à son seuil actuel, mais cherche aussi à attirer de nouveaux habitants. Toutefois cela passe en partie par une offre de logements, de services, d'équipements, d'emplois et de transports qui soit adaptée afin de répondre aux besoins de tous les habitants. L'un des objectifs est donc de maintenir son attractivité, afin de poursuivre la dynamique engagée ces dernières années par l'accueil de nouveaux ménages.

2.3 HABITAT

2.3.1 Un parc de logements composé majoritairement de maisons

2.3.1.1 Composition du parc de logements

Le parc de logements sur la commune est composé principalement par des maisons, qui représentent 93% du parc. Il y a donc très peu d'appartements, 40 sont recensés sur la commune en 2018.

On peut également constater que cette prédominance des maisons est un phénomène qui tend à s'accroître avec le temps. En effet, le nombre de maisons sur la commune augmente depuis 2008, connaissant une croissance de 10% entre 2008 et 2018. Par contre, le nombre d'appartements a quant à lui diminué de 15%, passant de 55 logements à seulement 40.

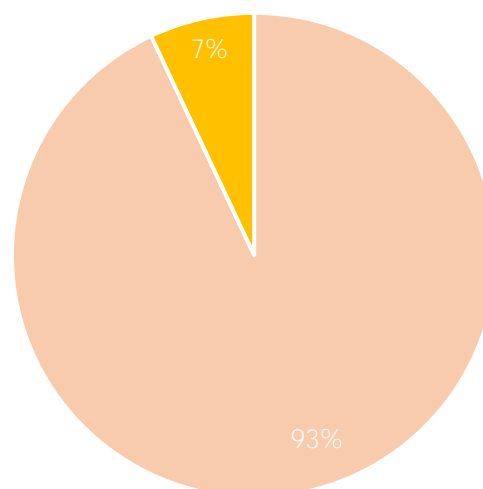
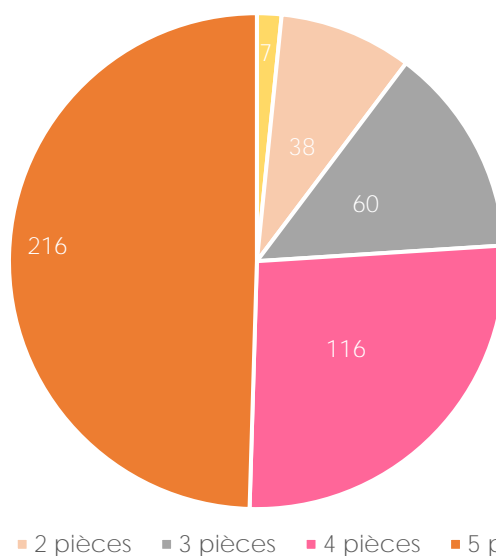


Figure 9 - Typologie des logements en 2018 (INSEE)

2.3.1.2 Taille des logements

Cette importance des maisons se constate également dans la répartition des logements en fonction du nombre de pièces. En effet, on remarque que les logements les plus grands sont extrêmement majoritaires.

Les logements de 5 pièces ou plus représentent environ la moitié du parc de logements (49,5% des résidences principales). Les logements de 4 pièces constituent un quart de ce parc. En conséquence, les logements de 3 pièces ou moins ne constituent qu'un quart des logements de la commune.



■ 1 pièce ■ 2 pièces ■ 3 pièces ■ 4 pièces ■ 5 pièces et plus
Figure 10 - Nombre de résidences principales en fonction de leur taille en 2018 (INSEE)

Ce constat amène plusieurs remarques. Les grands logements sont peu adaptés à certains publics, du fait de leur coût et des charges imposées par leur entretien. Ainsi, les jeunes entrant sur le marché du travail, les familles monoparentales peuvent préférer un logement de 3 pièces maximum. De plus, les personnes à mobilités réduites (personnes âgées ou handicapées) peuvent préférer des logements plus petits et n'ayant pas plusieurs niveaux.

Le manque de diversité du parc de logements saint-brisien peut donc freiner le parcours résidentiel de ses habitants. En effet, un individu n'a pas le même besoin en termes d'habitation tout au long de sa vie. Ainsi, les personnes se retrouvant seules, suite à un divorce, un veuvage ou au départ des enfants, peuvent estimer que leur logement est trop grand pour elles. Elles peuvent donc vouloir déménager tout en restant dans la commune. L'absence de logements plus petits pourraient les contraindre à quitter Saint-Bris-le-Vineux.

2.3.1.3 Structure du parc résidentiel

D'après l'INSEE :

- Une résidence principale est un logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage ;

- Une résidence secondaire est un logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires ;
- Un logement vacant est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :
 - Proposé à la vente, à la location ;
 - Déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
 - En attente de règlement de succession ;
 - Conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ;
 - Gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...).

En 2018, on remarque que le parc de logements est constitué très majoritairement par des résidences principales. En effet, celles-ci représentent 76% des logements présents sur la commune. Par contre, les logements vacants constituent 20% de ce parc. Les résidences secondaires ne représentent que 4% du parc.

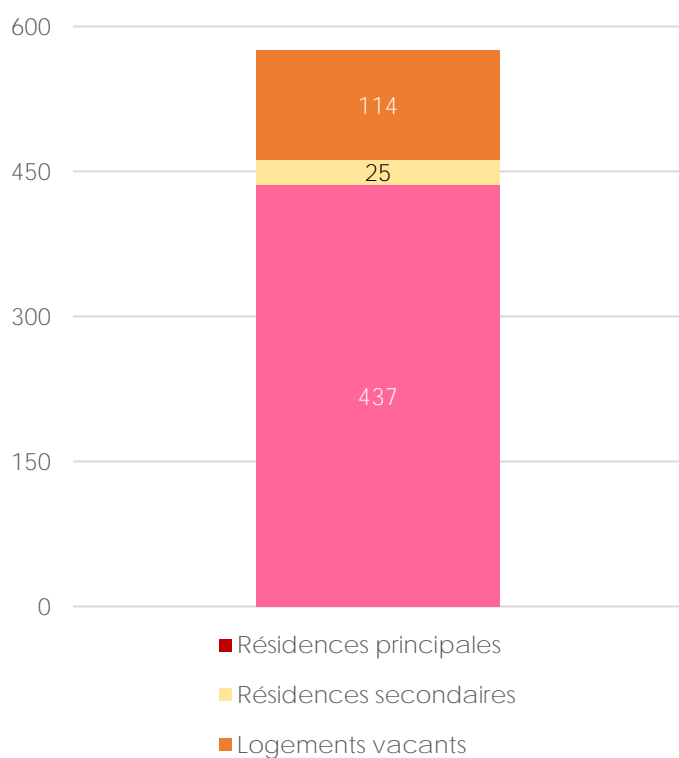


Figure 11 - Modes d'occupation des logements en 2018 (INSEE)

En comparant la situation de Saint-Bris-le-Vineux avec celles de l'agglomération auxerroise et du département de l'Yonne, on se rend compte que la part des logements vacants est beaucoup plus importante sur Saint-Bris-le-Vineux. En effet, ils représentent 20% des logements sur la commune alors qu'il n'y en a que 11,4% sur l'agglomération et 11,8% sur le département. En regardant la situation des résidences secondaires, on constate qu'il y en a moins sur Saint-Bris-le-Vineux (4%) que dans le département (10%). Par contre, le taux de ces résidences est sensiblement identique sur la commune que sur l'agglomération (3,5%).

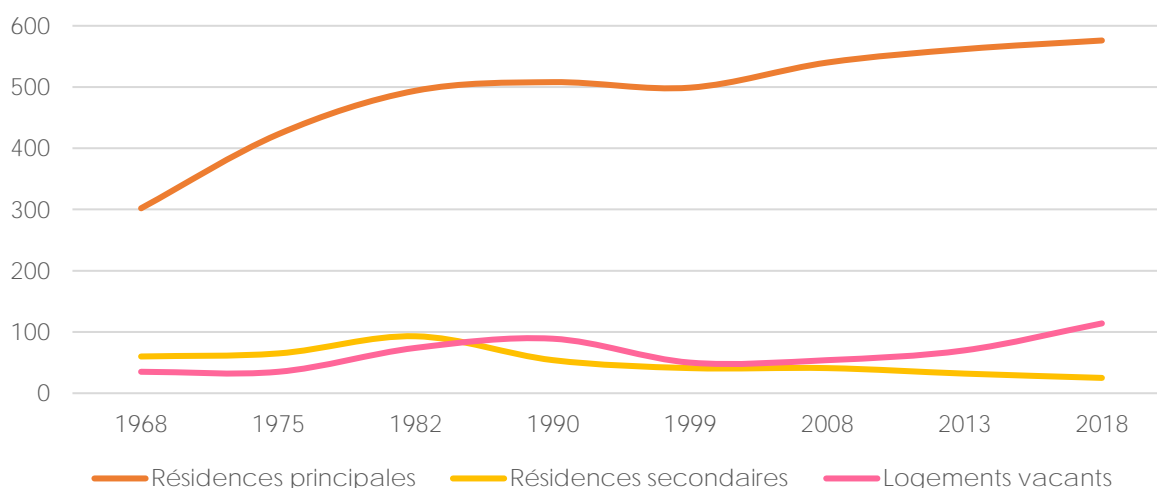


Figure 12 - Evolution des types de logements entre 1968 et 2018 (INSEE)

L'évolution de la répartition des logements sur Saint-Bris-le-Vineux permet de constater un changement récent dans l'équilibre entre les différentes occupations du parc de logements.

- Sur les résidences secondaires, leur nombre reste bas, atteignant un pic de 93 logements en 1982 puis connaissant une diminution constante jusqu'en 2018, où elles représentent 25 logements ;
- Par contre, la courbe des résidences principales suit celle du nombre total de logements jusqu'en 2013 car pendant cette période, il y a une augmentation constante des résidences principales. Une légère diminution du nombre de résidences principales est constatée à partir de 2013.
- Les logements vacants connaissent une évolution relativement stable entre 1968 et 2013. On peut toutefois remarquer une augmentation entre 1975 et 1990 qui peut s'expliquer par la chute du nombre de résidences secondaires. Par contre, entre 2013 et 2018, l'augmentation de la vacance est spectaculaire car elle est de 65%. C'est cette augmentation qui explique la surreprésentation de la vacance sur Saint-Bris-le-Vineux par rapport à l'agglomération et au département.

On peut ainsi constater que l'augmentation remarquable de la vacance de logements entre 2013 et 2018 est liée à deux facteurs :

- La continuation de la baisse du nombre de résidences secondaires qui se poursuit depuis 1982 ;
- Une baisse du nombre de résidences principales sur cette période.

C'est la cumulation de ces deux baisses qui explique que les logements vacants prennent une telle place sur Saint-Bris-le-Vineux. Pourtant, le nombre total de logements augmente encore sur cette même période, même si cette augmentation tend à diminuer par rapport aux périodes précédentes. Il est donc possible de conclure qu'il y a une production de logements neufs qui est réalisée en même temps que l'abandon d'une partie du parc de logements existants.

2.3.2 Des résidences principales occupées par leurs propriétaires

La grande majorité des résidences principales de Saint-Bris-le-Vineux est occupée par leurs propriétaires, soit 78%, ce qui représente exactement 343 logements. Seulement

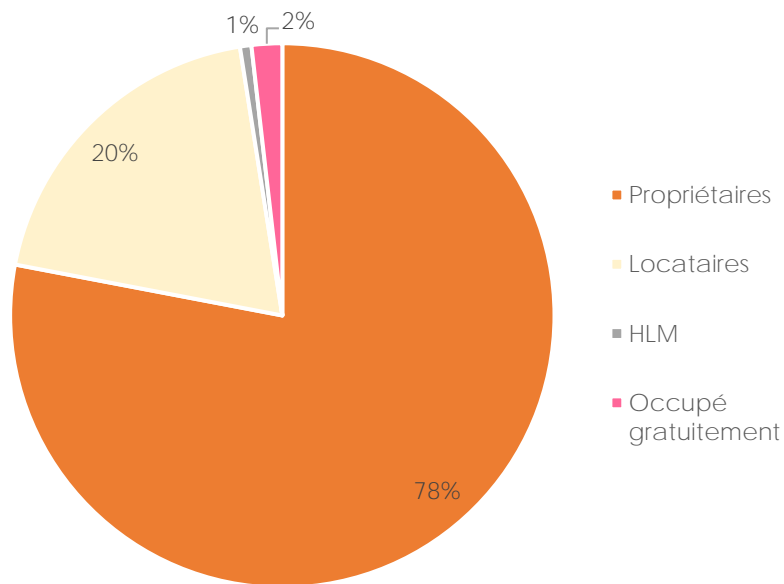


Figure 13 - Statut d'occupation des résidences principales en 2018 (INSEE)

20% des résidences principales est occupée par des locataires, soit 86 logements.

2.3.3 Un parc de logements ancien

2.3.3.1 Développement de l'habitat

En ce qui concerne l'âge du parc de logements, on remarque que celui-ci est assez ancien car 43% des résidences principales ont été édifiées avant 1919. Cela représente un inconvénient et un avantage.

- Ces habitations anciennes ne sont parfois plus adaptées aux usages actuels et peuvent nécessiter des travaux de réaménagement. De plus, leur entretien est plus coûteux.
- Par contre, elles peuvent bénéficier d'un certain cachet qui est attractif pour le public qui est sensible au patrimoine.

La majorité de ces logements se situe dans le centre ancien de la commune.

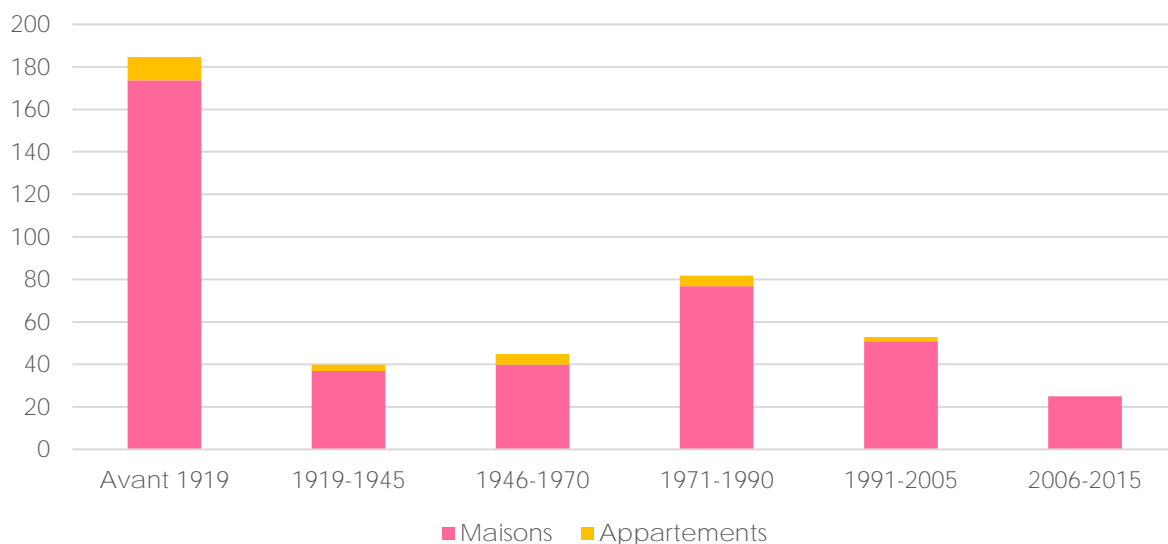


Figure 14 - Période de construction des résidences principales (INSEE)

Ainsi, le bâti communal est ancien et donc relativement fragile. L'entretien des structures peut être assez coûteux et devenir un frein à l'installation (ou même au maintien) de nouveaux ménages sur le territoire. En conséquence, un certain nombre de bâtiments sur la commune semblent être dégradés ou témoignent d'un manque d'entretien certain. Cependant, ce parc de logements anciens présente un certain cachet, notamment dans le bourg de Saint-Bris et dans le cœur du hameau de Bailly. Ce « charme de l'ancien » est donc à valoriser sur l'ensemble du territoire.

2.3.3.2 Confort des logements

Les logements construits entre 1919 et 1990 représentent environ un tiers des résidences principales de la commune. On peut noter que ces logements sont souvent peu isolés, même si les logements construits après 1975 commencent à prendre en compte la problématique thermique. Ces logements se situent majoritairement dans les faubourgs de Saint-Bris-le-Vineux.

A contrario, les bâtiments construits entre 2006 et 2014 et qui sont donc susceptibles d'avoir été conçus avec une isolation thermique réglementée, ne représentent que 5,3 % du parc.

Compte tenu de la disparité dans les périodes de construction des logements, le confort de ces derniers varie. En prenant en compte les systèmes de chauffage, il ressort que les logements sont essentiellement chauffés de façon individuelle.

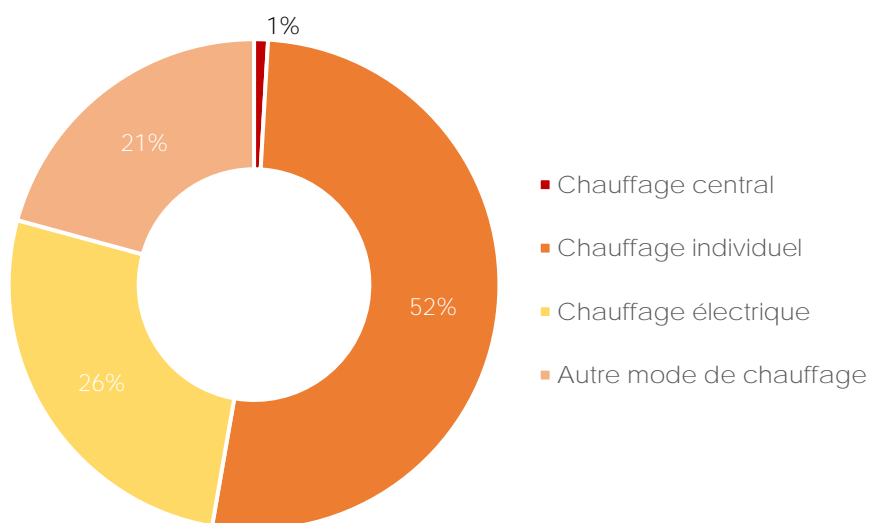


Figure 15 - Système de chauffage des résidences principales en 2018 (INSEE)

SYNTHESE ET ENJEUX

La commune de Saint-Bris-le-Vineux compte en majorité des résidences principales. Toutefois, le taux de vacance **important interroge sur l'adaptation des logements aux besoins des habitants**, mais également sur leur état. Compte tenu du fait que la majorité des logements ont été construits avant 1919, et que les grands logements sont très nombreux, on constate que cela ne correspond finalement pas au profil de la population actuelle de Saint-Bris-le-Vineux.

- L'augmentation de la population sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux passera par l'adaptation de l'offre de logements aux besoins de tous. Ainsi il faut encourager la diversification des logements, tant dans la typologie (maisons, appartement) que dans la taille (développer l'offre de logements de plus petite taille). Il s'agira aussi de veiller d'une façon générale à l'état du bâti sur la commune, afin d'avoir un parc de logements qualitatif et accueillant malgré son ancienneté, pour inciter de nouveaux ménages à s'installer. Ainsi, un travail sur les logements vacants est à mener afin de les réinvestir et de les adapter au mieux aux besoins des futurs habitants.

2.4 FONCTIONNEMENT URBAIN

2.4.1 Une commune offrant plusieurs équipements publics

La commune de Saint-Bris-le-Vineux compte plusieurs équipements publics, offrant ainsi un service minimum à sa population. Parmi les équipements présents se trouvent :

- La mairie
- L'école primaire
- La cantine et la garderie

- La salle des fêtes
- L'atelier municipal
- La résidence pour personnes âgées



Figure 16 - Carte de localisation de certains des équipements publics de la commune

2.4.1.1 Equipements scolaires

Les communes de Saint-Bris-le-Vineux et de Chitry sont associées au sein du regroupement pédagogique intercommunal. Ce statut permet de regrouper des élèves de plusieurs communes par niveau scolaire afin d'avoir des classes en nombre suffisant.

L'école de Saint-Bris-le-Vineux est publique et accueille deux classes en maternelle et une classe en primaire.

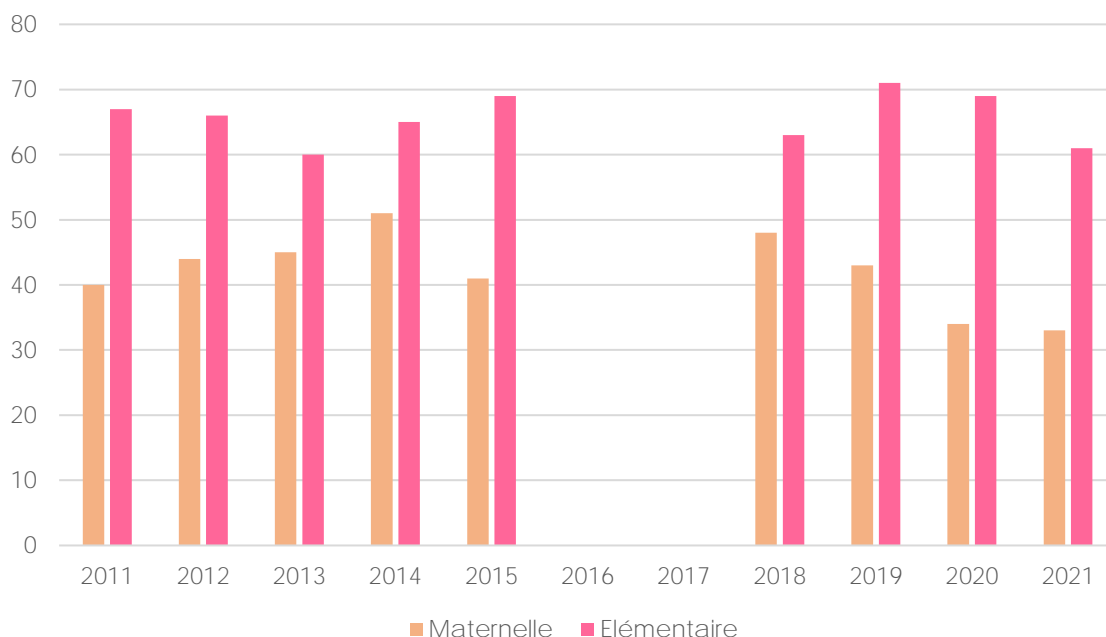


Figure 17 – Effectifs scolaires de l'école primaire
(données communales ; absence de données pour 2016 et 2017)

Une école Montessori est en cours de construction sur la commune dans la zone des Champs Galottes.

La poursuite des études s'effectue au collège Paul Bert et dans les lycées Jacques Amiot, Fourier et Saint-Joseph à Auxerre.

2.4.1.2 Equipements sportifs

Des équipements sportifs sont également présents, dont :

- Un terrain de football
- Un city stade
- Un terrain de tennis
- Un skate-park
- Des terrains de pétanque

2.4.2 Vie associative de la commune

Une vingtaine d'associations est répertoriée sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux. Plusieurs équipements communaux sont mis à leur disposition, notamment la salle des fêtes, la salle de la Grosse Cannelle et la salle de la Maison rose, ainsi que le terrain de sport.

SYNTHESE ET ENJEUX

La commune de Saint-Bris-le-Vineux compte quelques services publics et équipements qui permettent d'offrir un cadre de vie agréable et serein. L'école primaire et l'ensemble des équipements sportifs sont des éléments distinctifs de la commune.

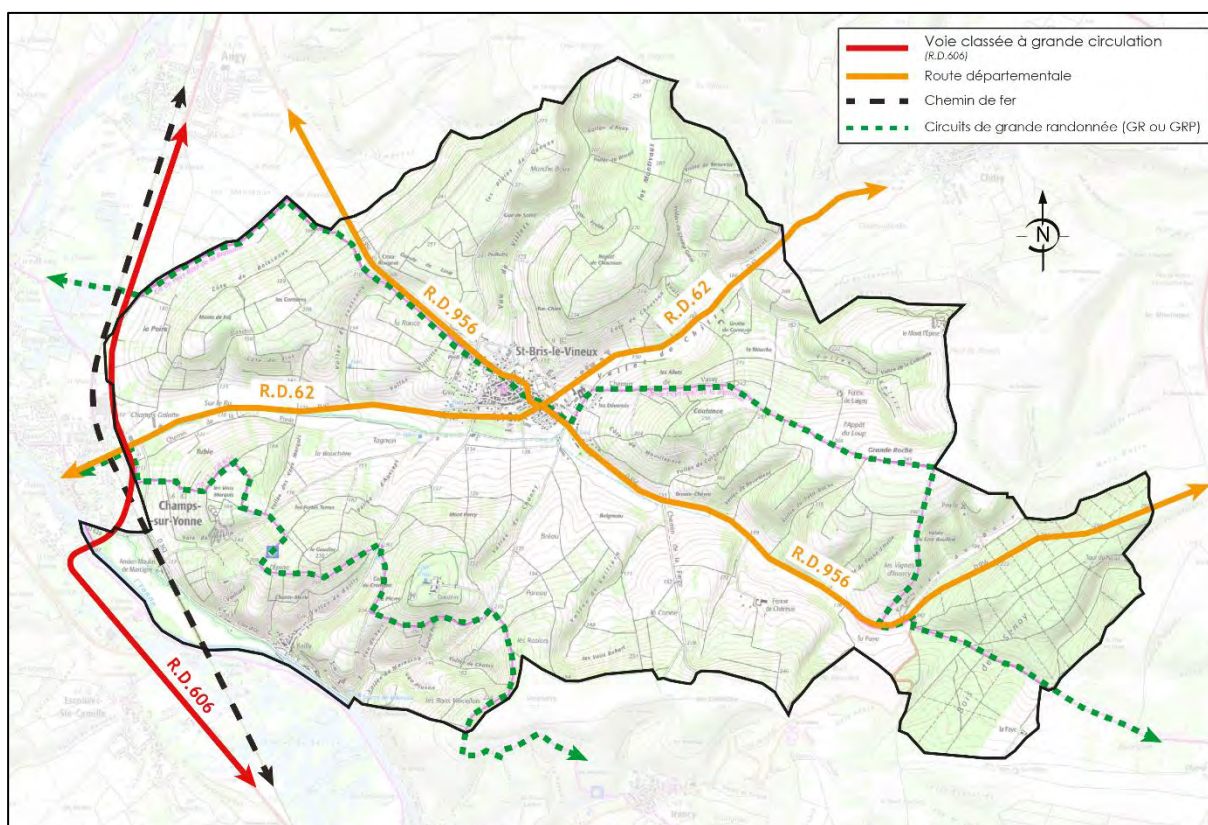
Il est important de veiller au maintien de l'ensemble des équipements et services publics sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux ; ces équipements permettent un certain dynamisme. La présence d'équipements « de base » peut être une condition sine qua non à l'installation de nouveaux ménages.

2.5 MOBILITE

2.5.1 Un territoire relativement bien desservi

La commune de Saint-Bris-le-Vineux est traversée par plusieurs axes routiers, notamment :

- La RD 606 à l'Ouest du territoire qui permet une liaison directe avec le pôle urbain d'Auxerre ;
- La RD 62 qui relie la commune à Chitry à l'Est
- La RD 956 qui traverse le territoire communal du Nord-Ouest au Sud-Est et qui permet la liaison avec Irancy et Saint-Cyr-les-Colons notamment.
- La RD 362 qui dessert le hameau de Bailly.



Carte 4 - Réseau routier à Saint-Bris-le-Vineux

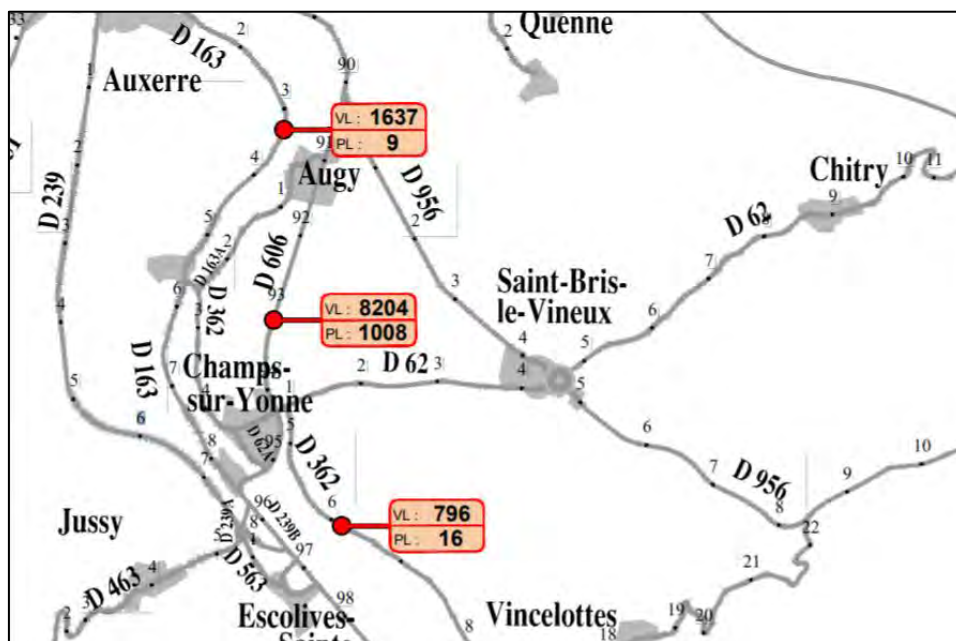
2.5.1.1 La RD 606 : route à grande circulation

Le trafic routier que supportent ces axes de communication est relativement faible, mis à part la RD 606. Cet axe a été identifié comme une route à grande circulation d'après le décret n°2009-615 du 3 juin 2009. Les routes à grandes circulation sont définies par l'article L.110-3 du Code de la route comme des « routes qui permettent d'assurer la continuité des itinéraires principaux et, notamment, le délestage du trafic,

la circulation des transports exceptionnels, des convois et des transports militaires et la desserte économique du territoire ».

Conformément à l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme, en dehors des zones agglomérées, une marge de recul de 75 mètres s'applique de part et d'autre de l'axe de la RD 606. Cette disposition réglementaire vise à mieux maîtriser le développement urbain aux abords des principaux axes routiers, en vue de limiter les extensions linéaires et mal coordonnées de l'urbanisation, de minimiser les effets de pollutions induites par le trafic routier, et de gérer l'insertion paysagère de ces grands axes.

D'après les comptages réalisés à l'échelle du département de l'Yonne en 2020 sur une semaine complète, 8 204 véhicules légers et 1 008 poids lourds circulent sur cet axe, entre Champs-sur-Yonne et Auxerre.



Carte 5 - Extrait de la carte des comptage routiers sur les routes départementales en 2020 (Département de l'Yonne)

2.5.1.2 Les convois exceptionnels

Les axes routiers départementaux qui traversent la commune ne sont pas identifiés comme des itinéraires à transports exceptionnels. Des autorisations ponctuelles peuvent être délivrées pour satisfaire aux besoins de l'économie locale.

2.5.2 Une place importante occupée par la voiture individuelle

Sur la commune, l'automobile est le moyen de transport privilégié, notamment pour se rendre au travail. Elle représente 80,4% des moyens de transport utilisés pour les déplacements domicile-travail. Cette prépondérance s'explique par l'offre d'emplois assez faible sur le territoire communal et la nécessité de se rendre sur une autre commune pour travailler. En effet, 65,9% des actifs travaillent sur une autre commune que la commune de résidence.

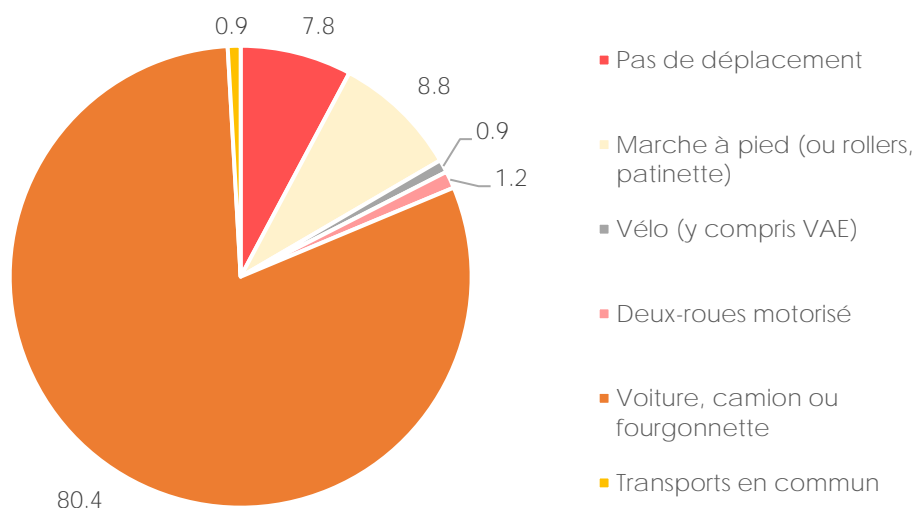


Figure 18 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2018 (INSEE)

La voiture occupe donc une place importante, même au sein des ménages, puisque 92,9% des ménages de la commune dispose d'au moins une voiture, soit 406 ménages en 2018.

	Nombre de ménages	%
1 voiture	202	46.1
2 voitures ou plus	204	46.8
Sans voiture	31	7.1
TOTAL des ménages avec une voiture	406	92.9
Nombre de ménages	437	100

Tableau 4 - Equipements des ménages en automobile en 2018 (INSEE)

2.5.3 Des capacités de stationnement limitées

2.5.3.1 Stationnement privé

Seulement 74,9% des ménages de Saint-Bris-le-Vineux dispose en 2018 d'au moins un emplacement réservé au stationnement ; il peut s'agir d'une place de stationnement privée, d'un garage, d'un box, etc. Autrement dit, 327 ménages disposent d'un espace de stationnement, tandis que 406 ménages déclarent avoir au moins une voiture. En conséquence, 79 ménages n'ont pas de places de stationnement dédiée, ce qui engendre un encombre de l'espace public.

2.5.3.2 Stationnement public

La commune de Saint-Bris-le-Vineux compte environ 250 places de stationnement sur l'espace public dans le bourg, et une trentaine de places supplémentaires dans le hameau de Bailly. Toutefois, cette capacité de stationnement ne semble pas répondre à la demande et engendre des problèmes de stationnement et de circulation, dans le bourg notamment.

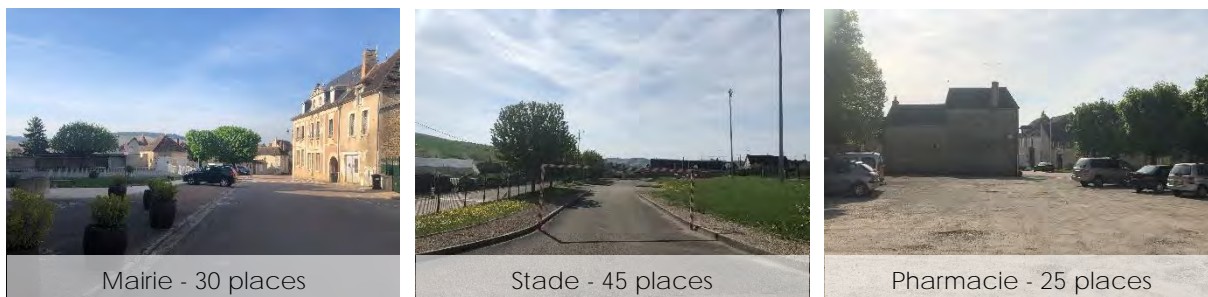
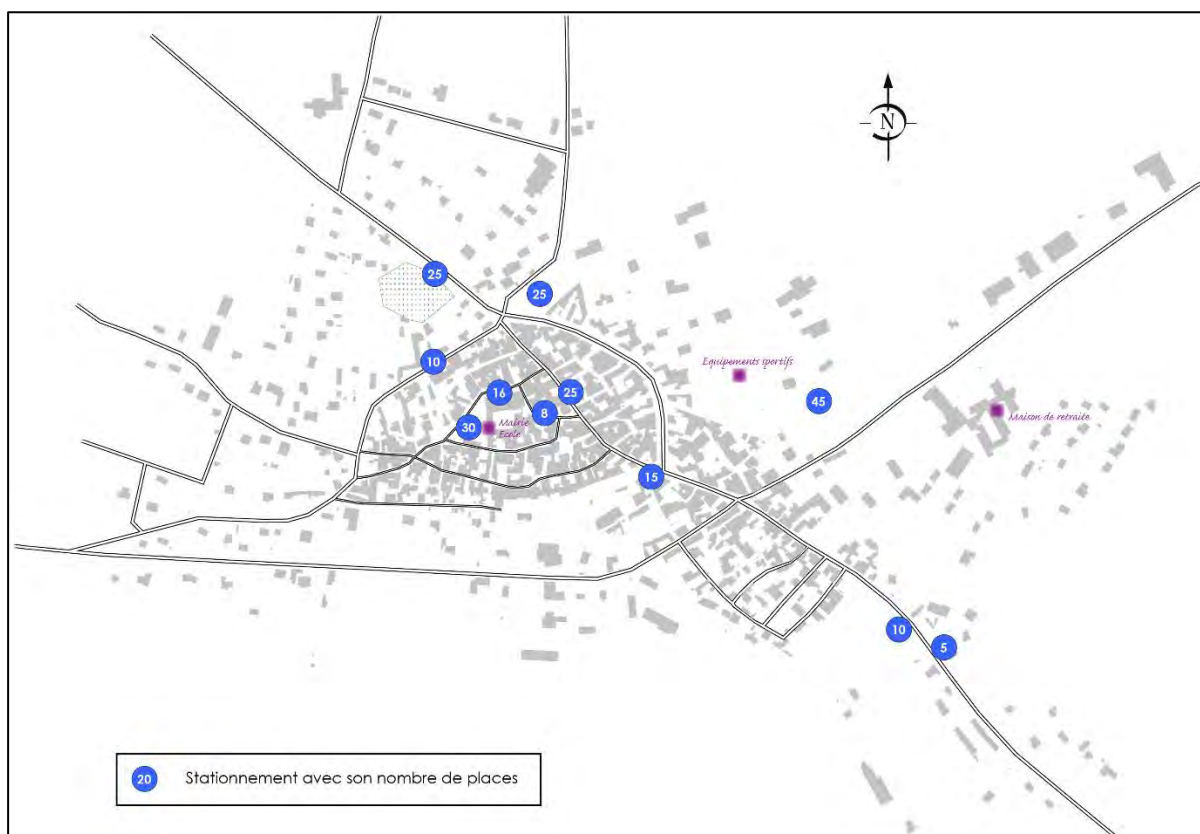


Photo 1 - Vue sur certains espaces de stationnement publics



Carte 6 - Localisation des espaces de stationnement dans le bourg de Saint-Bris-le-Vineux

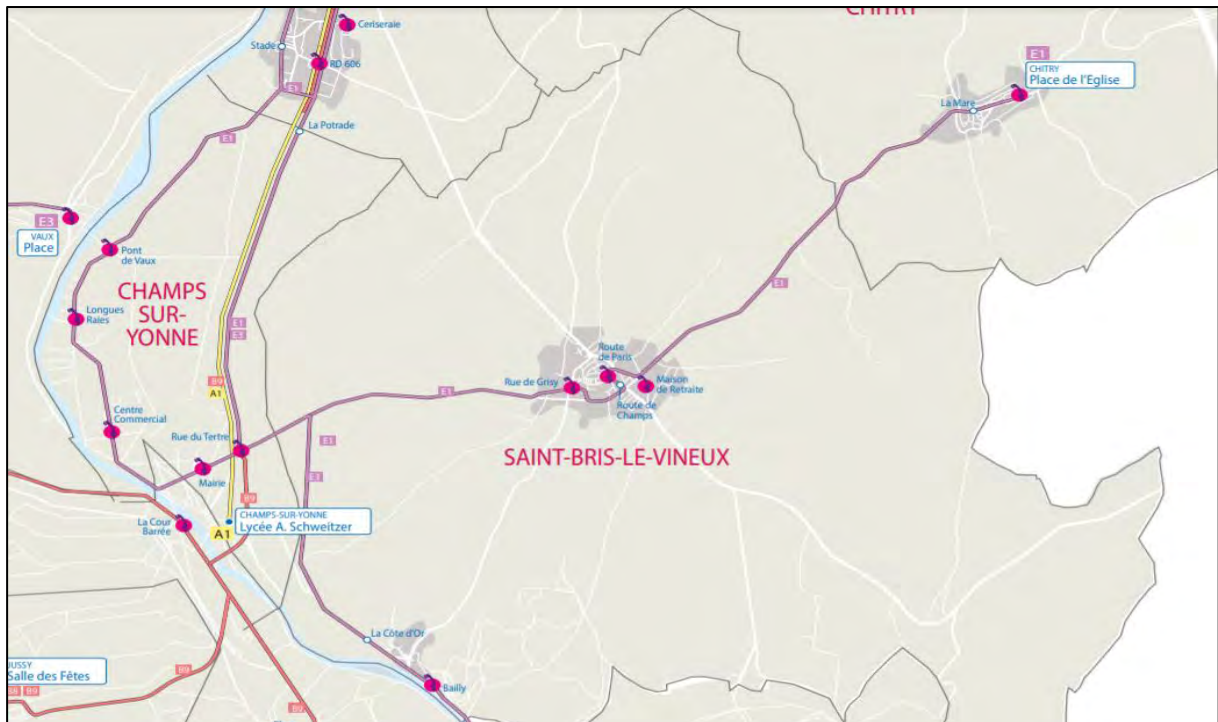
2.5.4 Une desserte en transports en commun limitée

2.5.4.1 Réseau de bus

Les transports en commun permettent à seulement 0,9% des actifs de se rendre au travail.

Le réseau de transports en commun « LEO » de l'agglomération auxerroise dessert la commune de Saint-Bris-le-Vineux. Plusieurs lignes de bus ont ainsi un arrêt programmé sur la commune :

- La ligne E01 : Auxerre – Pôle d'échange / Chitry le Fort – Place de l'église
- La ligne E03 : Auxerre – Lycée Fourier / Irancy – Bourg



Carte 7 - Extrait du plan de réseau "Léo" périurbain (CAA)

Cette offre de transports en commun est inadaptée et ne répond pas aux besoins de la population, qu'il s'agisse des actifs qui souhaitent effectuer leurs trajets domicile/trajet, ou bien de personnes ne disposant pas d'un véhicule personnel ou n'ayant pas le permis de conduire par exemple (jeunes, personnes âgées, etc.). L'offre en matière de transports en commun est donc à renforcer.

2.5.4.2 Proximité avec le réseau ferré

La halte ferroviaire « Champs-Saint-Bris » se situe sur la commune de Champs-sur-Yonne. Plusieurs destinations sont accessibles depuis cette gare, dont Paris-Bercy, Laroche-Migennes ou encore Clamecy.

La ligne de chemin de fer traverse le sud de la commune de Saint-Bris-le-Vineux à proximité de la rivière de l'Yonne.

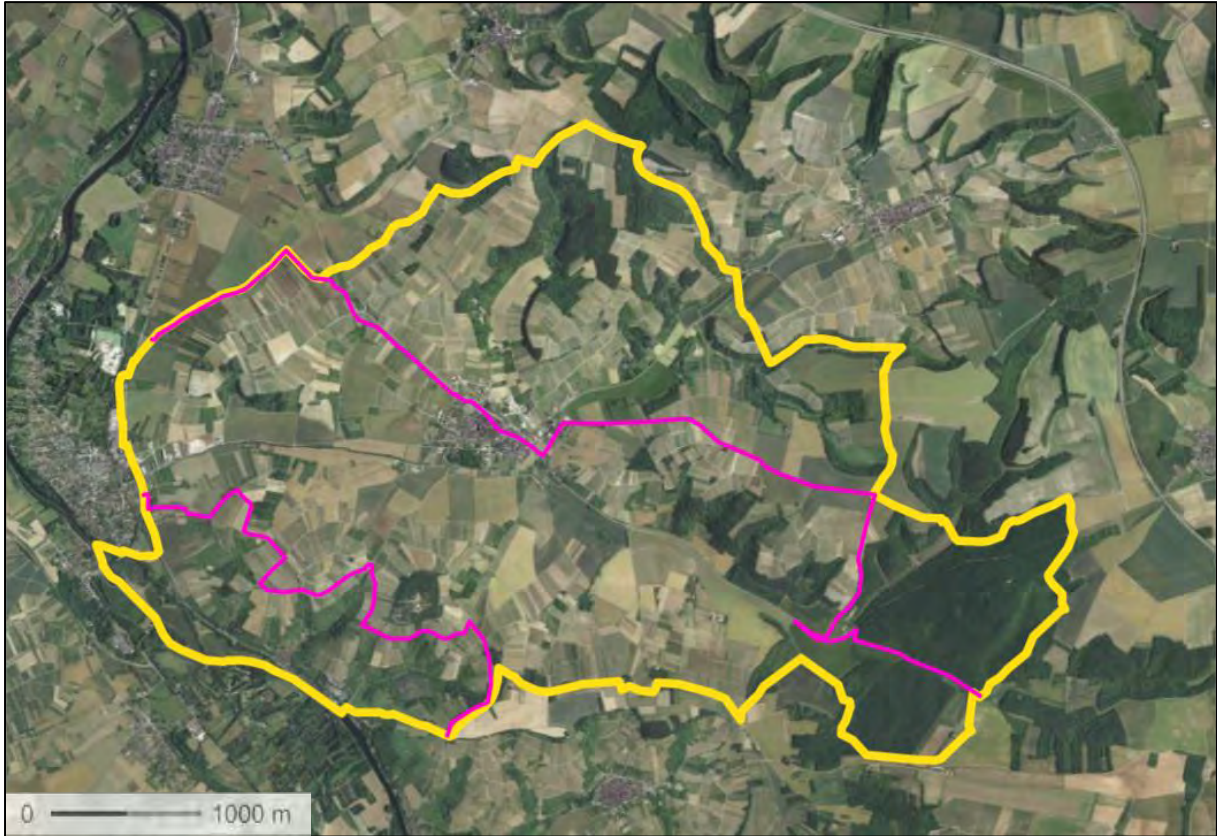
2.5.5 Des modes doux à développer

Le développement des modes doux à Saint-Bris-le-Vineux doit être renforcé. Toutefois, la topographie du territoire peut être un frein à ce développement, à cause des reliefs de coteaux typiques des secteurs viticoles.

Dans le bourg, les déplacements peuvent facilement être effectués à pied, bien que les trottoirs ne soient pas toujours adaptés ou en très bon état.

Le cadre naturel qu'offre la commune de Saint-Bris-le-Vineux est propice aux balades et aux randonnées. Ainsi, le territoire communal est traversé par deux sentiers de randonnées pédestres :

- GR de Pays Rétif de la Bretonne qui sillonne à travers la commune d'Est en Ouest ;
- GR 13 – GR 654 qui passe au Sud de la commune, et qui relie celle de Champs-sur-Yonne et d'Irancy. Le tracé de ce sentier de randonnée suit le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle.



Carte 8 - Itinéraires de randonnée (Géoportail)

SYNTHESE ET ENJEUX

Le territoire communal de Saint-Bris-le-Vineux dispose d'une relativement bonne accessibilité : la proximité avec Auxerre s'avère être un atout pour le développement et la connexion de la commune au reste du territoire départemental. Toutefois compte tenu de sa situation au cœur du vignoble icaunais, les déplacements motorisés sont nécessaires : une forte dépendance à la voiture individuelle est constatée compte tenu du manque de desserte en transports en commun.

➤ Dans une perspective d'accueillir de nouveaux habitants sur la commune, il semble nécessaire de renforcer la place des transports en commun et des modes doux. L'objectif est de viser une population plus large, mais aussi de permettre de profiter du territoire et de ses atouts autrement.

2.6 ECONOMIE

2.6.1 Une population active encore majoritaire

La commune de Saint-Bris-le-Vineux compte 586 personnes en âge de travailler, c'est-à-dire ayant entre 15 et 64 ans. Cela représente 57% de la population communale.

Population 15-64 ans 586			
Actifs 77%		Inactifs 23%	
En situation d'emploi	418	Elèves, étudiants, stagiaires	48
Chômeurs	33	Retraités, pré-retraités	52
		Autres inactifs	36
TOTAL	451		136

On distingue deux catégories : les actifs correspondant à l'ensemble des personnes en âge de travailler qui sont disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi (population active occupée) ou qu'elles soient au chômage, à la différence de celles ne cherchant pas d'emploi (les inactifs), comme les personnes au foyer, étudiants, personnes en incapacité de travailler, rentiers.

2.6.1.1 Représentation des actifs

Sur la commune, en 2018, 451 actifs sont recensés. Au total, les actifs représentent 44% de la population communale, ce qui laisse à penser que la population est relativement dynamique. Toutefois, la diminution de 15% du nombre d'actifs au cours de la décennie 2008-2018 souligne une fois de plus le caractère vieillissant de la population de la commune.

	2008	Evolution 2008-2018		2018
		Evolution	En %	
En situation d'emploi	502	-85	-17%	418
Chômeurs	27	6	20%	33
Total d'actifs	530	-79	-15%	451

Tableau 5 - Evolution de la représentation des actifs entre 2008 et 2018 (INSEE)

On observe ainsi une baisse assez importante du nombre d'actifs en situation d'emplois (85 personnes), à contrario du nombre de chômeurs qui a augmenté (6 personnes).

2.6.1.2 Représentation des inactifs

Les inactifs représentent au total 23% de la population des 15-64 ans. Sur l'ensemble de la période 2008-2018, une baisse de 6% du nombre des inactifs a été recensée, ce qui correspond à 8 personnes.

	2008	Evolution 2008-2018		2018
		Evolution	En %	
Elèves, étudiants, stagiaires	48	0	0%	48
Retraités et pré-retraités	51	1	2%	52
Autres inactifs	46	-10	-21%	36
Total des inactifs	144	-8	-6%	136

Tableau 6 - Evolution de la représentation des inactifs entre 2008 et 2018 (INSEE)

2.6.1.3 Evolution du chômage

Le taux de chômage en 2018 est estimé à 7,3%. C'est-à-dire que 33 personnes, considérées comme « actives », sont dans cette situation. Ce taux est inférieur à celui de l'Yonne à la même période (13,5%) et à celui de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (12,9%).

Toutefois, le nombre de chômeurs n'a cessé d'augmenter sur cette période, passant de 27 à 33 personnes, soit une augmentation de 20%. Ce sont les jeunes (15-24 ans), qui sont principalement concernés.

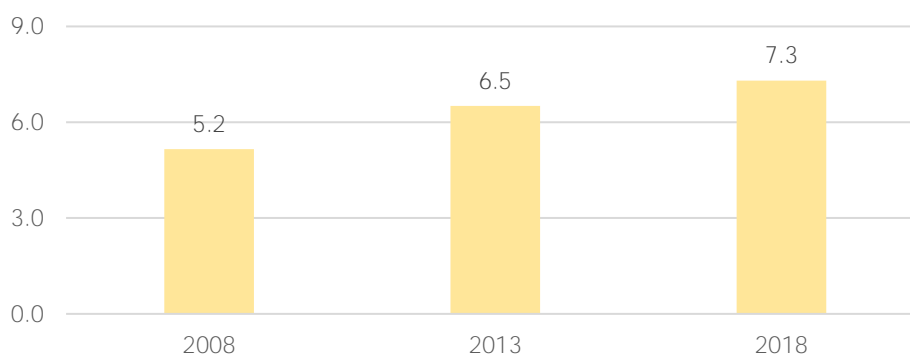


Figure 19 - Evolution du taux de chômage (en %) (INSEE)

2.6.2 Des emplois hors de la commune

2.6.2.1 Localisation des emplois

Par définition, le taux d'emploi est le rapport entre le nombre d'emplois existants et la population active ayant un emploi sur un territoire donné. L'indicateur de concentration de l'emploi proposé par l'INSEE permet d'estimer si le territoire est un pôle économique. Si l'indice est supérieur à 100, cela signifie que le nombre d'emplois proposés localement est plus important que le nombre d'actifs qui y résident et qui ont un emploi. C'est-à-dire que le territoire occupe une fonction de pôle d'emploi.

Ainsi, en 2018, la commune de Saint-Bris-le-Vineux comptait 376 emplois dans la zone, avec un indicateur de concentration de l'emploi de 86,9 pour 100 actifs occupés. Pour rappel, cet indicateur est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone. A titre indicatif, la ville d'Auxerre a un indicateur de concentration de l'emploi de 193,3.

Les actifs de la commune de Saint-Bris-le-Vineux travaillent en majorité dans d'autres communes du département de l'Yonne. Cela souligne le fait que l'offre et la diversité

d'emplois sur la commune sont assez restreintes. En conséquence, les déplacements quotidiens entre le lieu de résidence et le lieu de travail sont plus nombreux, et la dépendance à la voiture individuelle est accrue. On peut supposer qu'une majorité des actifs occupés travaillent à Auxerre, compte tenu de sa proximité.

	Nombre d'actifs occupés
Dans la commune de résidence	148
Dans une autre commune du même département	273
Dans une autre région en métropole	12

Tableau 7 - Lieu de travail des actifs occupés en 2018 (INSEE)

2.6.2.2 Les caractéristiques de l'emploi

L'analyse des catégories socio-professionnelles des actifs occupés fait ressortir une domination de trois d'entre elles : les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers.

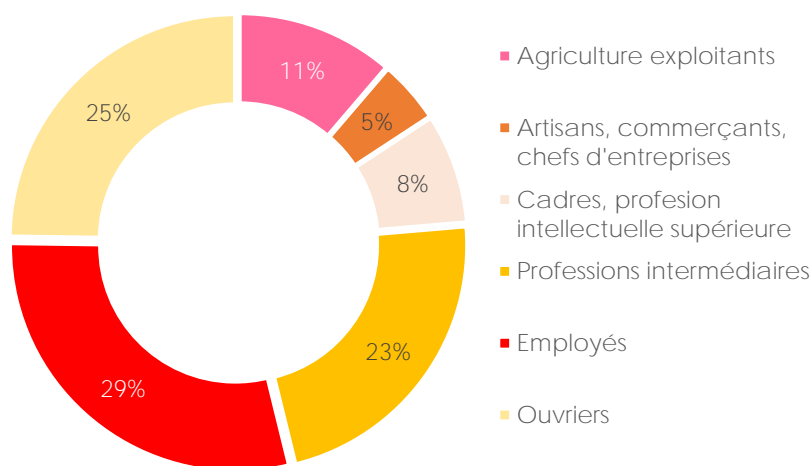


Figure 20 - Catégories socio-professionnelles des actifs occupés en 2018 (INSEE)

2.6.3 Une activité économique scindée entre la viticulture et les commerces de proximité

La commune de Saint-Bris-le-Vineux compte, d'après la Chambre de commerces et de l'industrie de l'Yonne, 237 établissements. Les secteurs d'activités les plus représentés parmi ce panel d'entreprises sont ceux de l'agriculture, sylviculture et pêche, ainsi que celui du commerce et des activités de service (activité immobilière particulièrement).

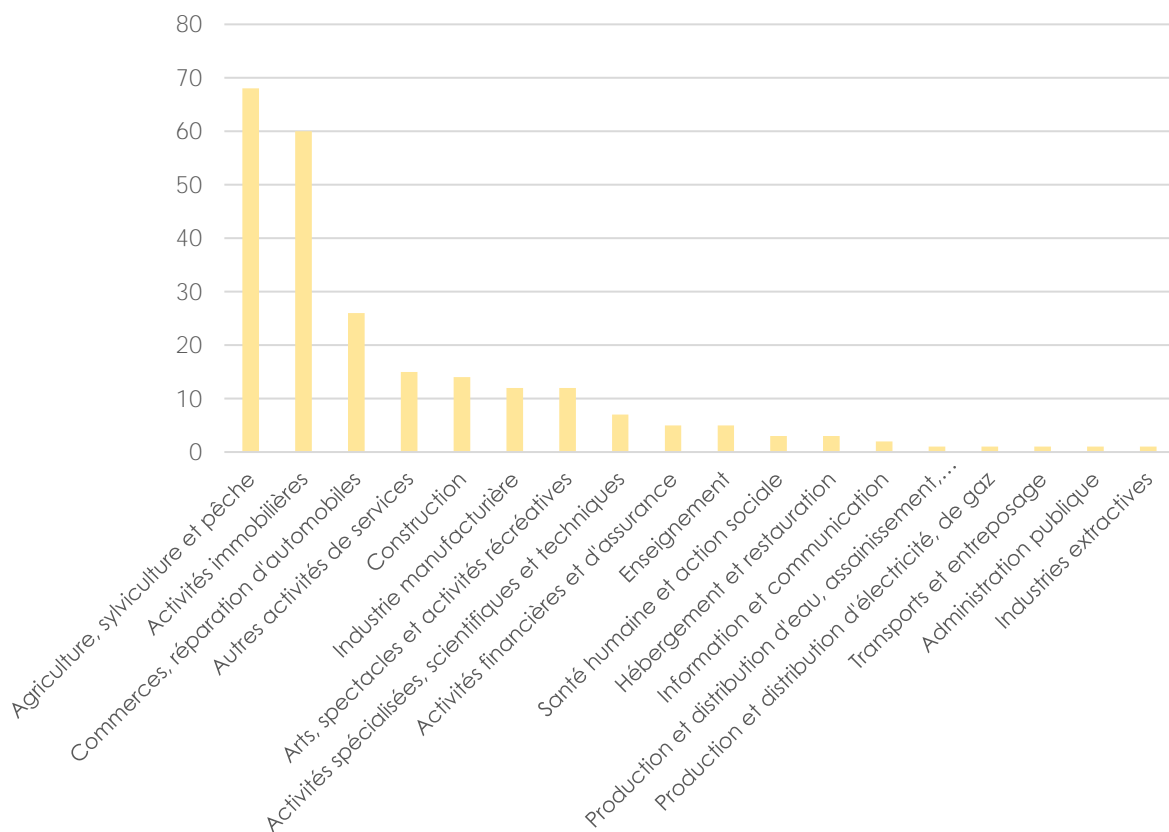


Figure 21 - Nombre d'entreprises par secteurs d'activités (CCI)

2.6.3.1 Agriculture et tourisme

D'après les données diffusées par l'INSEE, en 2018, tous les établissements sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux emploient du personnel. Il semble au regard de ces données que l'agriculture soit le secteur considéré comme le principal employeur, avec 22 établissements qui emploient des salariés.

	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus	TOTAL
Agriculture	0	20	1	1	0	22
Industrie	0	3	0	0	1	4
Construction	0	2	0	0	0	2
Commerce, transports et services marchands	0	11	1	1	0	13
Services non marchands	0	1	1	0	1	3
TOTAL	0	37	3	2	2	44

Tableau 8 - Nombre d'entreprises selon le nombre d'employés par secteurs d'activité (INSEE)

L'activité agricole permet également le développement de l'activité touristique sur la commune : l'œnotourisme. La commune est d'ailleurs l'un des hauts lieux historiques du commerce du vin en Bourgogne, et fait donc partie des routes touristiques. A ce titre, la Cave de Bailly-Lapierre est un site touristique renommé sur la commune, pour ses caves en pierres calcaires situées à 50 mètres sous terre d'une part, et pour ses créments d'autre part.

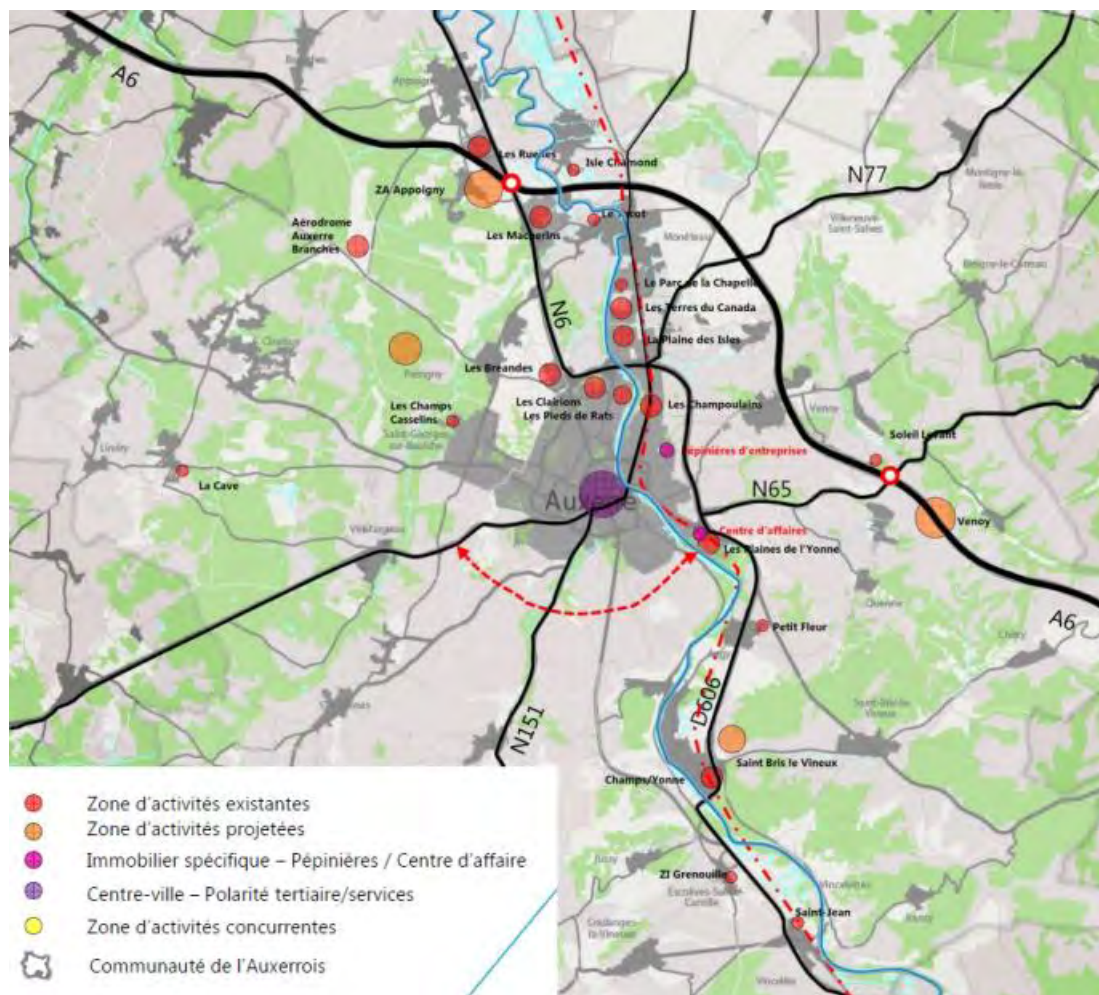
Le développement du tourisme et la promotion du territoire passent également par les possibilités d'hébergement. A ce titre, la commune de Saint-Bris-le-Vineux compte plusieurs gîtes et une chambre d'hôtes.

2.6.3.2 Artisanat et commerces de proximité

□ Zones d'activités économiques

Bien que l'activité viticole fasse la renommée du territoire et soit une ressource économique certaine pour la commune, d'autres activités se développent, notamment les activités artisanales qui sont implantées en partie :

- Dans la zone d'activités des Champs Galottes a été créée en 2015 et est gérée par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois. Elle accueille actuellement 6 entreprises sur 9 ha ; encore 1 ha est disponible.
- Dans la zone artisanale située sur la Route de Chitry, qui a été créée en 2011 et qui accueille 3 entreprises, spécialisée dans l'activité agricole.



Carte 9 - Localisation des zones d'activité de la CA de l'Auxerrois (Schéma de polarisation et de développement des zones d'activités à l'échelle du territoire communautaire, novembre 2016)

Pour rappel, la gestion des zones d'activité est une compétence qui revient à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Ainsi, à l'échelle du territoire communautaire, les principales zones d'activités économiques se trouvent à Auxerre, Monéteau, Venoy et Appoigny, c'est-à-dire dans le quart Nord-Est du territoire.

D'après les données transmises par la CCI dans le cadre du diagnostic économique du SCoT du Grand Auxerrois, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, le foncier disponible en ZAE représentait 237 ha en 2019, dont 51 ha en cours de viabilisation et 170 ha non viabilisés et prévus pour plus tard.

La présence d'une zone d'activité d'une superficie suffisante à Saint-Bris-le-Vineux, aux Champs Galottes, permet de rééquilibrer en partie la localisation des zones d'activités sur le territoire, avec un développement vers le Sud de l'agglomération.

□ Commerces de proximité

D'autres entreprises, notamment des commerces de proximité, sont implantées dans le bourg de Saint-Bris-le-Vineux. Plusieurs commerces sont ainsi présents :

- Boulangerie-pâtisserie
- Boucherie-charcuterie
- Bureau de tabac-presse
- Epicerie
- Pharmacie
- Salon de coiffure
- Institut de beauté



Photo 2 - Photos de certains commerces de Saint-Bris-le-Vineux

2.6.4 Une activité agricole essentiellement tournée vers la viticulture

2.6.4.1 Profil de l'activité agricole

La commune compte environ 1652 ha de terres agricoles inscrites au registre parcellaire graphique (RPG), soit environ 53 % de la superficie de la commune. Si l'agriculture tient une place importante autant dans l'économie, le paysage que l'identité de la commune, celle-ci est avant tout spécialisée dans l'activité viticole, d'où le toponyme « le vineux ». D'après le recensement agricole de 2020, la superficie agricole utilisée (SAU) représente 1 344 ha. Ce chiffre est en augmentation par rapport à 2010, où seulement 1 144 ha étaient inclus dans la SAU. Pareillement, la SAU moyenne par exploitation a augmenté en 10 ans, passant de 26 ha en 2010, à 27,4 ha en 2020.

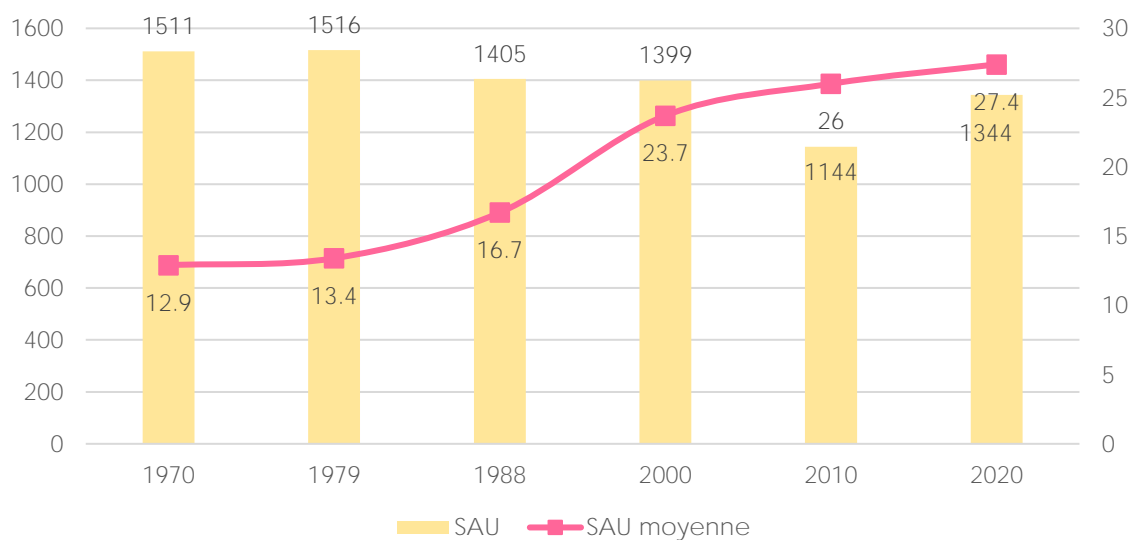
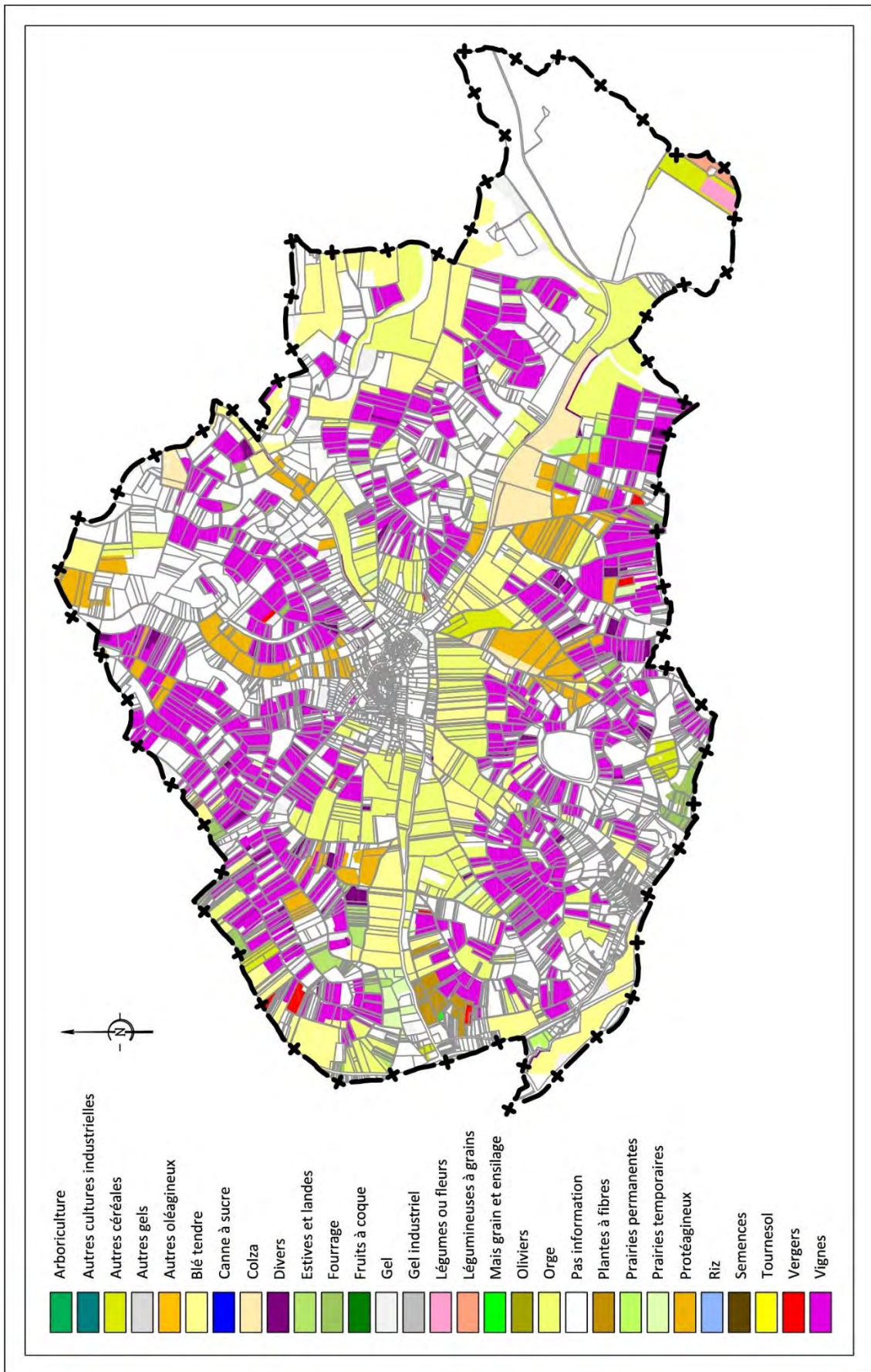


Figure 22 – SAU (ha) et évolution de la SAU moyenne (ha) entre 1970 et 2020 (Agreste)

Ainsi les espaces dédiés aux cultures sont essentiellement composés de vignes. Celles-ci sont présentes avant tout sur les côteaux et représentent plus de la moitié de la SAU (53,5%) en 2010. La commune compte également des espaces dédiés à la grande culture céréalière, qui représente 25,4% de la SAU.



Carte 10 - Registre parcellaire graphique (2020) à Saint-Bris-le-Vineux

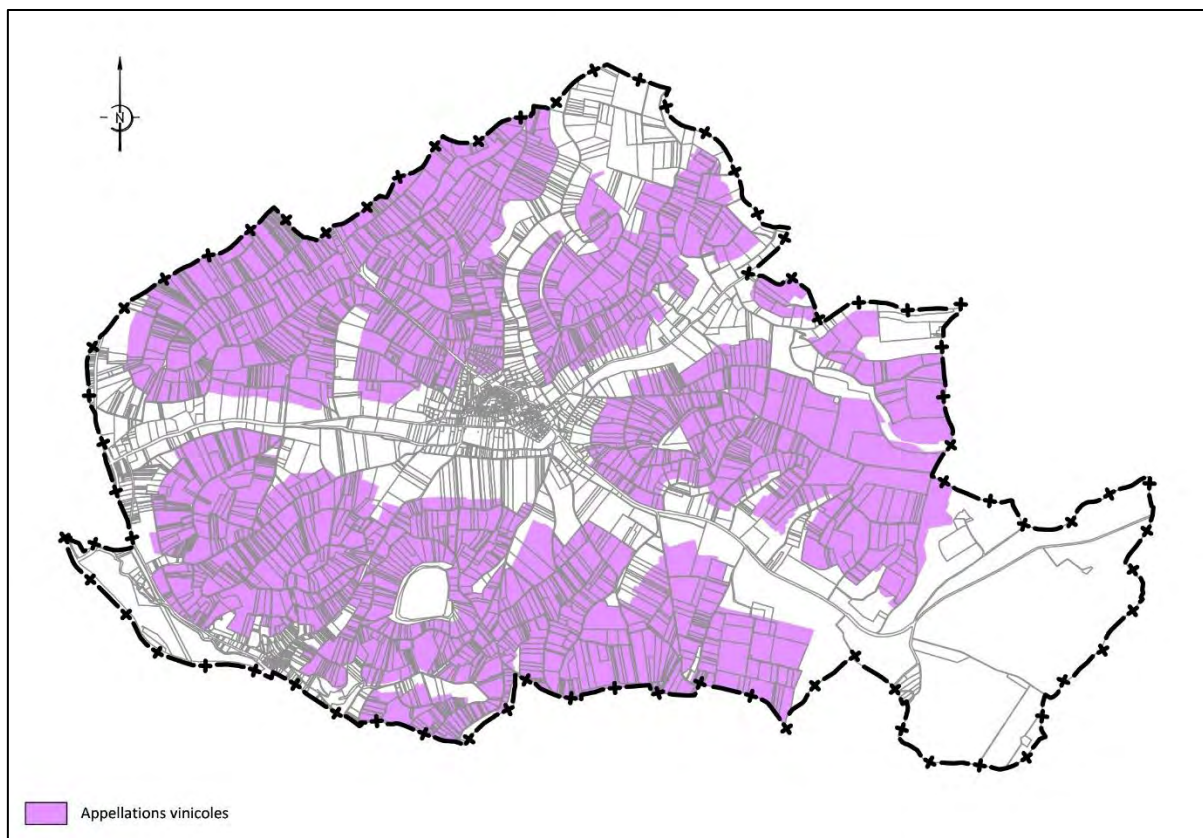
□ Classement AOC

La commune de Saint-Bris-le-Vineux produit du vin blanc sec, à partir d'un cépage sauvignon. Ce vin fait l'objet d'une appellation d'origine contrôlée depuis 2003, l'AOC Saint-Bris. Cette appellation est réservée uniquement aux vins produits à l'intérieur de l'aire qui concerne la commune de de Saint-Bris-le-Vineux, et de façon ponctuelle celles de Chitry, Irancy, Quenne et Vincelottes.

D'autres appellations sont présentes sur le territoire communal de Saint-Bris-le-Vineux, telles que :

- Les appellations « Bourgogne Côtes d'Auxerre », « Bourgogne » et « Coteaux bourguignons » qui correspondent à des vins blancs et rouges ;
- L'appellation « Crémant de Bourgogne » qui est réservée aux vins effervescents selon une méthode traditionnelle.

Les zones comprises dans les différentes appellations représentent environ 1 667 ha, soit environ 53 % de la superficie communale.



Carte 11 - Localisation des parcelles viticoles comprises dans les aires d'appellation

□ Population agricole

D'après les données du recensement agricole de 2020, la commune de Saint-Bris-le-Vineux compte 49 exploitations. En vingt ans, la commune a perdu dix exploitations ; toutefois, entre 2010 et 2020, cinq exploitations supplémentaires ont été créées, ce qui témoigne de la spécificité du territoire saint-brisien pour le développement de l'activité agricole, et notamment viticole.

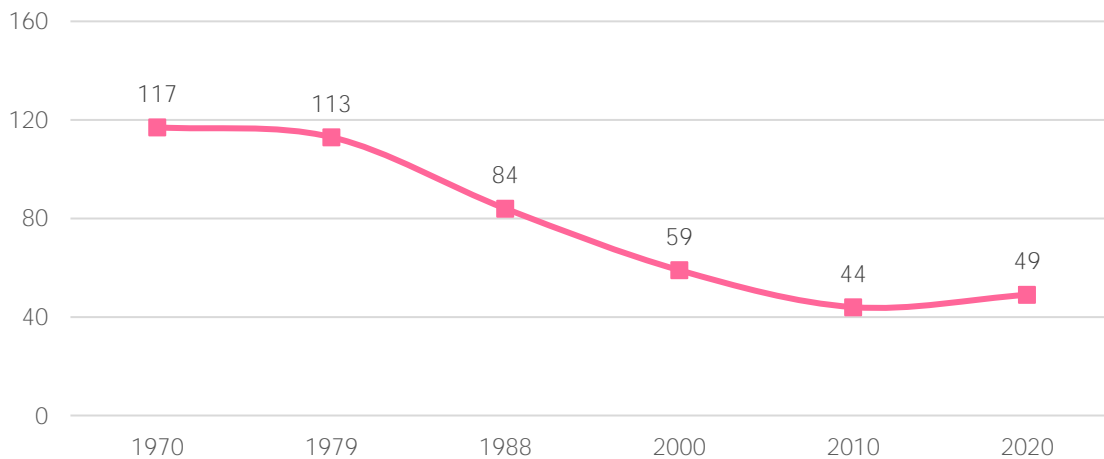
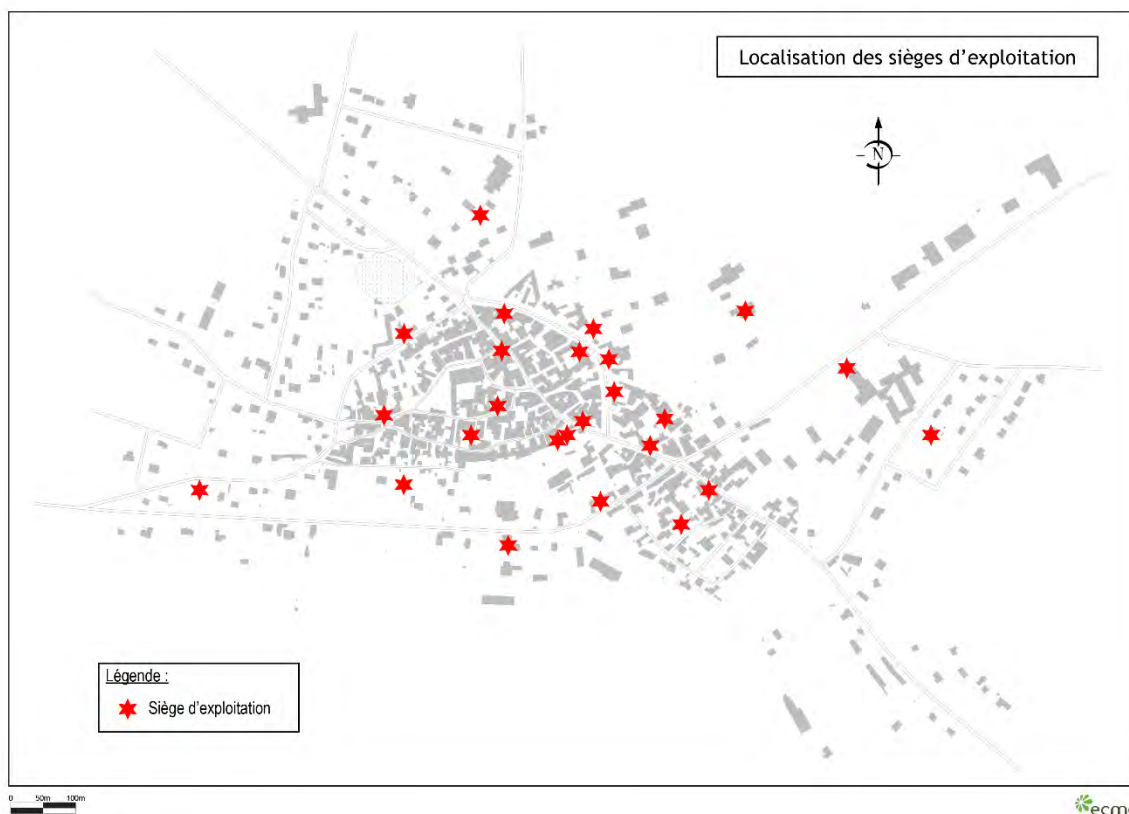


Figure 23 - Evolution du nombre d'exploitations agricoles entre 1970 et 2020 (Agreste)

En comparaison avec les communes limitrophes, Saint-Bris-le-Vineux fait partie des communes qui recensent le plus d'exploitations. En plus de Chablis situées un peu plus au Nord-Est, la commune fait donc partie des pôles d'implantation des exploitations. A l'échelle de la commune, les sièges d'exploitation sont majoritairement localisés au sein du bourg ; il s'agit notamment des chais et des espaces de vente des viticulteurs.



Carte 12 - Localisation des sièges d'exploitation

2.6.4.2 Dynamique en termes d'emplois

En 2018, d'après les données de l'INSEE, il y a 50 agriculteurs exploitants sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux ; ils présentent 11% des actifs de la commune.

L'avenir de la profession questionne à Saint-Bris-le-Vineux, autant qu'à l'échelle nationale. Seulement 21,9% des chefs d'exploitations ont moins de 40 ans. Toutefois, on remarque qu'entre 2000 et 2010, le nombre d'unité de travail annuel a augmenté, passant de 155,4 UTA en 2000 à 176,9 UTA en 2010, ce qui suppose une recrudescence du travail agricole. On peut associer ces chiffres à la forte présence de l'activité viticole qui nécessite l'emploi de beaucoup de main d'œuvre, notamment au moment des vendanges.

SYNTHESE ET ENJEUX

L'économie de la commune de Saint-Bris-le-Vineux est largement dominée par la viticulture. Une majorité des parcelles cultivées sont classées en AOC, gage de qualité et de reconnaissance des productions. Mis à part la viticulture, l'offre économique de la commune est complétée par quelques activités artisanales et des commerces de proximité présents dans le bourg. Cependant, ces quelques activités économiques ne suffisent pas à employer tous les actifs, dont la majorité travaille hors de leur commune de résidence. La diminution du nombre d'actifs au fil des années est à mettre en parallèle de la perte d'habitants et du vieillissement de la population.

✎ Il est primordial de pérenniser et de préserver l'activité viticole qui fait la renommée de la commune. Toutefois l'attractivité de la commune passe également par une offre économique diversifiée ; ainsi le maintien et le développement des commerces de proximité est primordial pour répondre aux besoins des habitants, dans un souci de réduction des déplacements quotidiens. Par ailleurs, le développement de l'offre économique est aussi un atout pour attirer des ménages jeunes et actifs sur la commune, en diversifiant l'emploi local.

3. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

3.1 ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

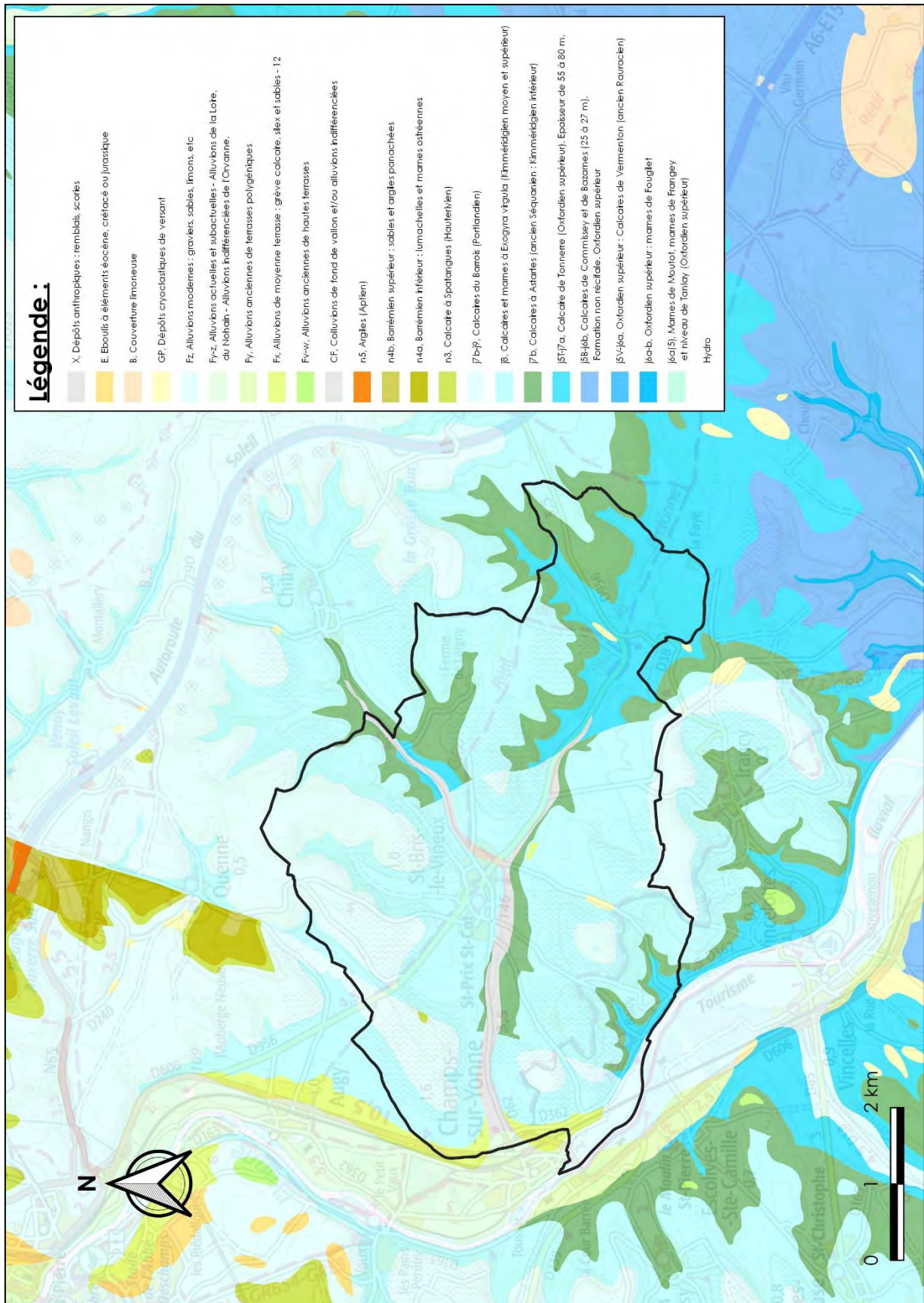
3.1.1 Géologique

La composition du sol et du sous-sol de la commune reflète l'influence du bassin parisien. D'après le schéma départemental des carrières, « la géologie de l'Yonne s'explique par sa position en bordure Sud-Est du bassin parisien. S'appuyant sur le socle du Morvan dans la région d'Avallon, les formations sédimentaires plongent avec un pendage faible de quelques degrés vers Paris, constituant des auréoles successives (structure monoclinale), les plus anciennes constituant les coteaux de la périphérie, les plus récentes étant au centre ».

Le territoire de Saint-Bris-le-Vineux comprend plusieurs types de roches superposées, en particulier (d'après la notice BRGM) :

- Des calcaires et marnes à Exogyra virgula (Kimmeridgien moyen et supérieur) – j8 : il s'agit d'une alternance de marnes et de calcaires. Cette formation se retrouve essentiellement en flanc de coteaux et en fond de vallée.
- Des calcaires du Barrois (Portlandien) – j7b-j9 : à Saint-Bris-le-Vineux, cette formation est surtout localisée au sommet des coteaux, notamment au nord du territoire et au niveau du site du Douzein.
- Des calcaires à Astartes (ancien Séquanien) – j7b : il s'agit « de calcaires de teinte beige offrant de très nombreuses variations de faciès », que l'on retrouve essentiellement en pied de coteaux, majoritairement à l'Est du territoire.
- Des calcaires de Tonnerre (Oxfordien supérieur) – j5t-j7a : cette formation se retrouve essentiellement en fond de vallée et au pied des coteaux. Elle est notamment présente au Sud-Est du territoire, et le long de la vallée de l'Yonne.

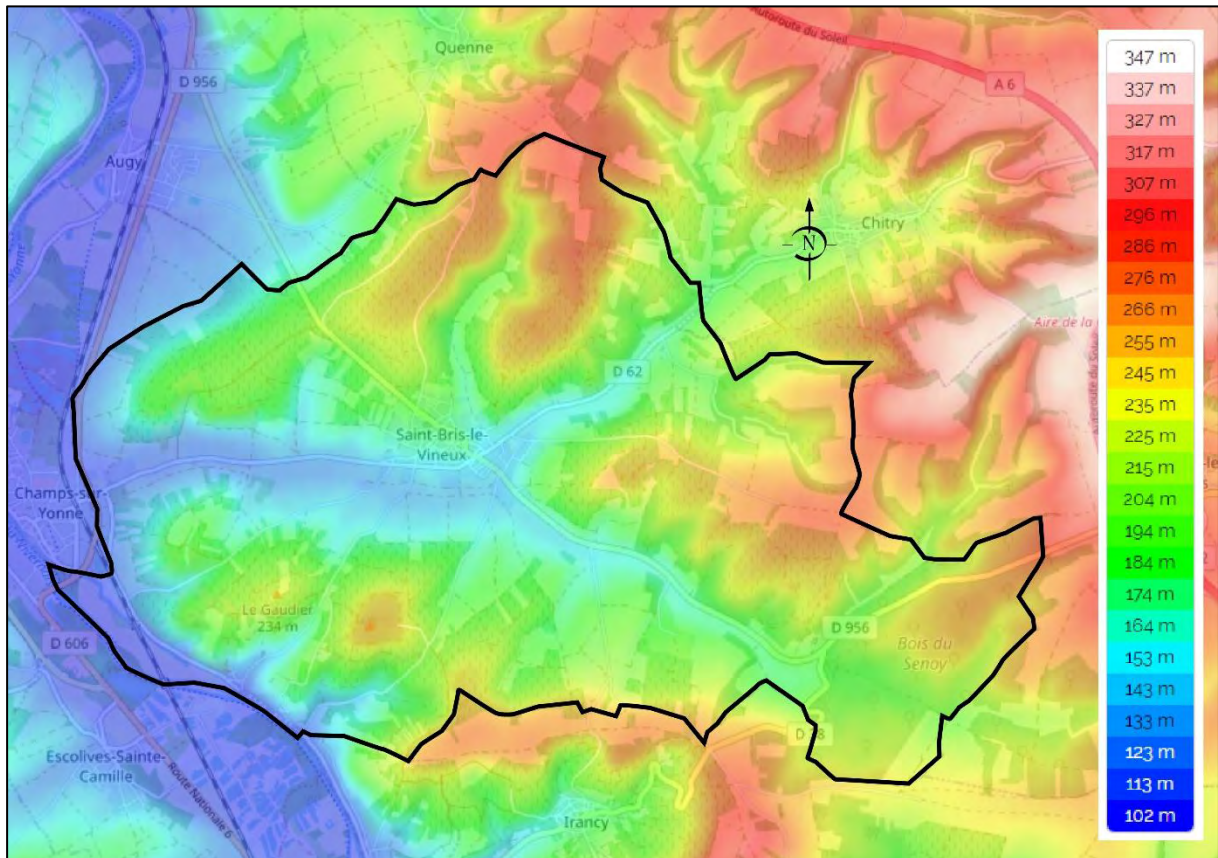
D'autres formations, moins représentées, sont aussi répertoriées à Saint-Bris-le-Vineux.



3.1.2 Topographie

Le territoire communal de Saint-Bris-le-Vineux se caractérise par ses irrégularités topographiques. La commune est située à l'Est de la vallée de l'Yonne qui traverse la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois. Les coteaux sont entaillés par une série de vallées relativement humides. Ils viennent dominer le bourg de Saint-Bris qui s'est développé plus particulièrement le long du vallon du Ru de Champs.

La commune se trouve à l'Ouest de l'unité paysagère des « Plateaux de l'Auxerrois et du Tonerrois », au sein de la sous-entité « Jardin de l'Auxerrois ».



Carte 14 - Carte topographique de Saint-Bris-le-Vineux (topographic-map.com)

Les profils altimétriques de la commune font eux aussi ressortir les variations topographiques du territoire, avec des coteaux abrupts qui donnent sur des plateaux cultivés, tandis que la vallée qui s'est formée le long du Ru de Champs accueille les secteurs urbanisés.

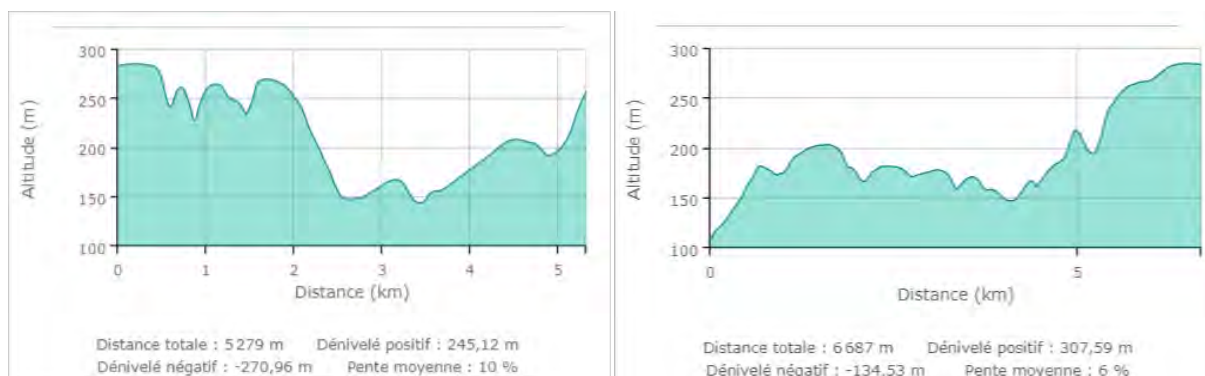


Figure 24 - Profils altimétriques de Saint-Bris-le-Vineux (à gauche : Nord/sud, à droite : Ouest/Est) (Géoportail)

3.1.3 Climatologie

Le climat à Saint-Bris-le-Vineux est un climat de type océanique dégradé, du fait de son éloignement avec le littoral. Le climat est chaud et humide.

A Saint-Bris-le-Vineux, comme ailleurs dans le département, le changement climatique est perceptible. En témoignent les vagues de fortes chaleurs qui ont touché le territoire en 2019. La station météorologique d'Auxerre a enregistré par exemple un pic de chaleur le 25 juillet 2019 à 41,6°C.

La station météorologique d'Auxerre, qui se situe à 207 mètres d'altitudes, est la plus proche de Saint-Bris-le-Vineux. Les données relevées sur cette station reflètent donc les tendances climatiques de la commune.

3.1.3.1 Etude des températures

La station d'Auxerre révèle une température annuelle moyenne de 11,32°C, avec une température maximale moyenne de 15,56°C et une température minimale moyenne de 6,86°C. Les écarts de températures sont relativement modérés tout au long de l'année. La période estivale est la plus chaude, avec le mois de juillet qui figure comme le mois le plus chaud.

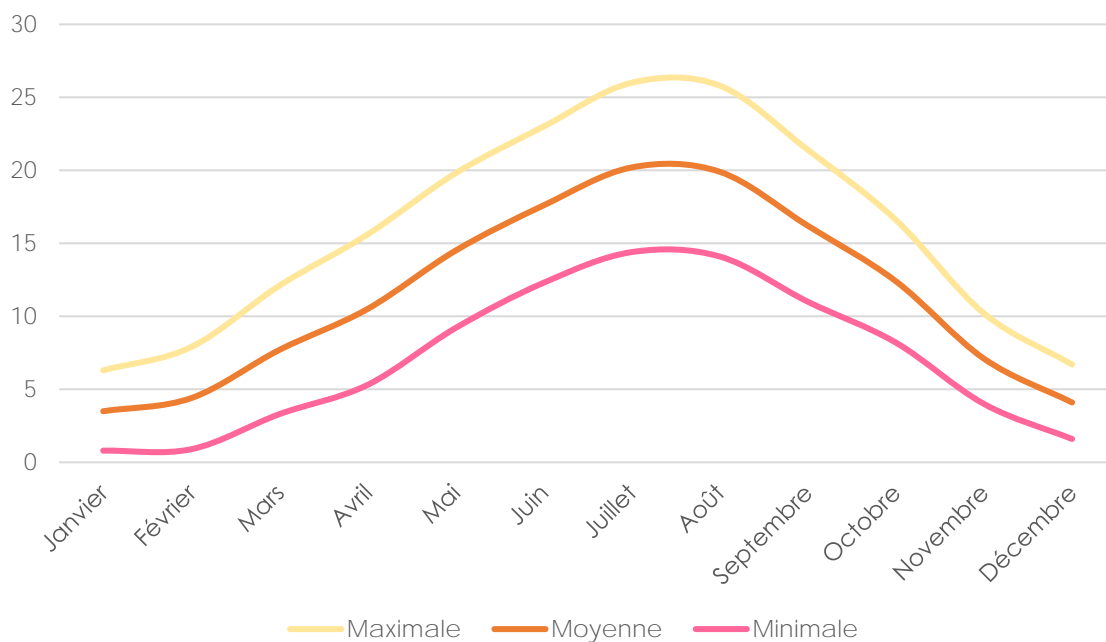


Figure 25 - Moyenne des températures (en °C) entre 1981 et 2010 à la station météorologique Auxerre (météo-concept.fr)

3.1.3.2 Etude des précipitations

On constate que les précipitations sont relativement régulières au fil de l'année, avec une moyenne annuelle de 708 mm/an, réparties sur 119,2 jours (avec un minimum de 1 mm/jour). Les mois d'octobre et de mai sont ceux qui enregistrent le plus de précipitation, avec respectivement 71 mm et 70 mm de pluie en moyenne. A contrario, les mois de février, mars et juillet sont les mois les plus secs.

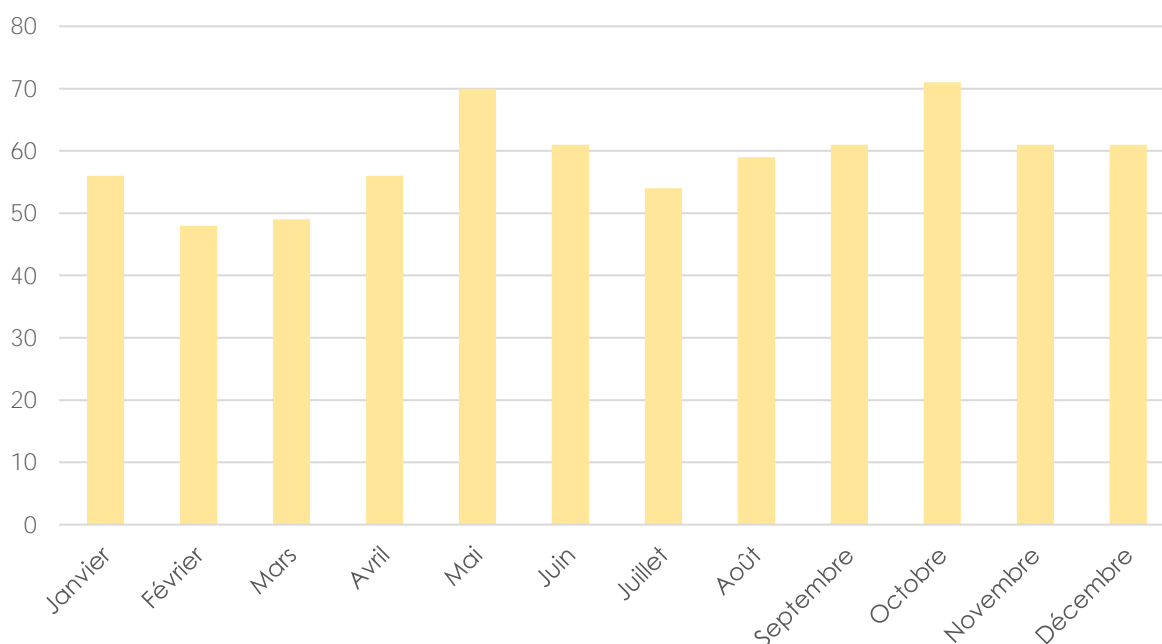


Figure 26 - Moyenne des précipitations (en mm) entre 1981 et 2010 à la station météorologique Auxerre Perrigny (meteo-concept.fr)

3.1.3.3 Etude de l'ensoleillement

L'ensoleillement moyen annuel s'élève à 104916 minutes. Les mois les plus ensoleillés sont les mois d'été, tandis que les mois d'hiver sont peu propices à l'ensoleillement.

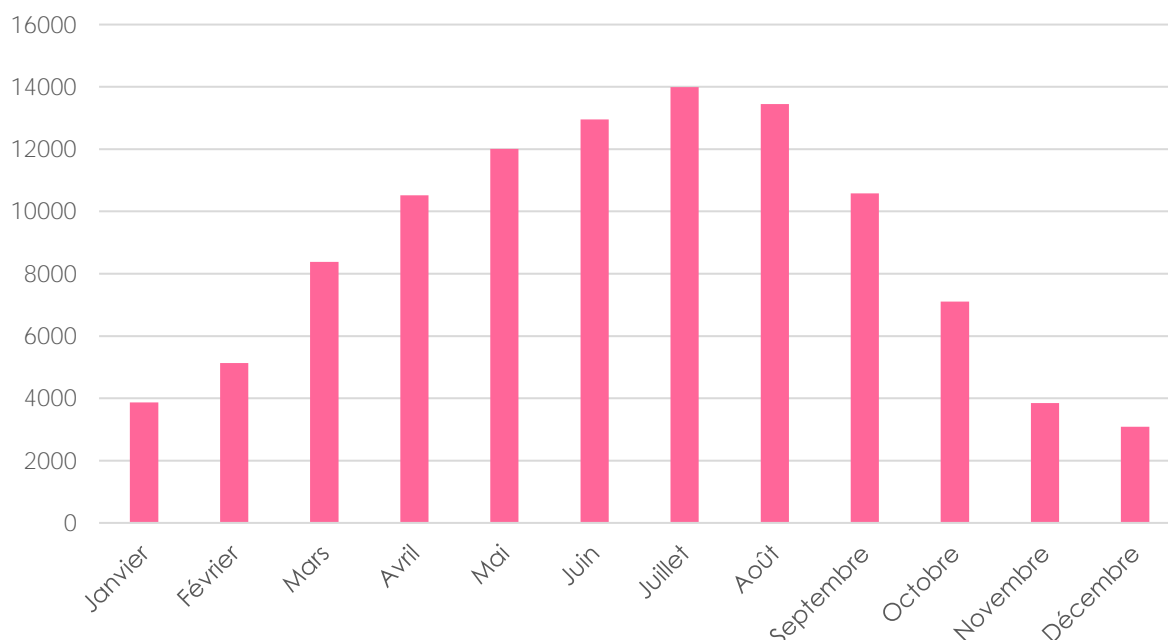


Figure 27 - Moyenne de l'ensoleillement (en minutes) relevé à la station météorologique d'Auxerre entre 1981 et 2010 (météo-concept.fr)

3.1.4 Ressource en eau

👉 Le Schéma Directeur **d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie**

Le SDAGE est un document de planification qui fixe, pour les grands bassins hydrographiques du territoire national, les orientations permettant d'assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau pour tous. Il détermine des objectifs de qualité et de quantité pour chaque cours d'eau, plan d'eau, nappe souterraine, etc. Les dispositions à mettre en place pour prévenir la dégradation des milieux aquatiques et des eaux sont aussi définies.

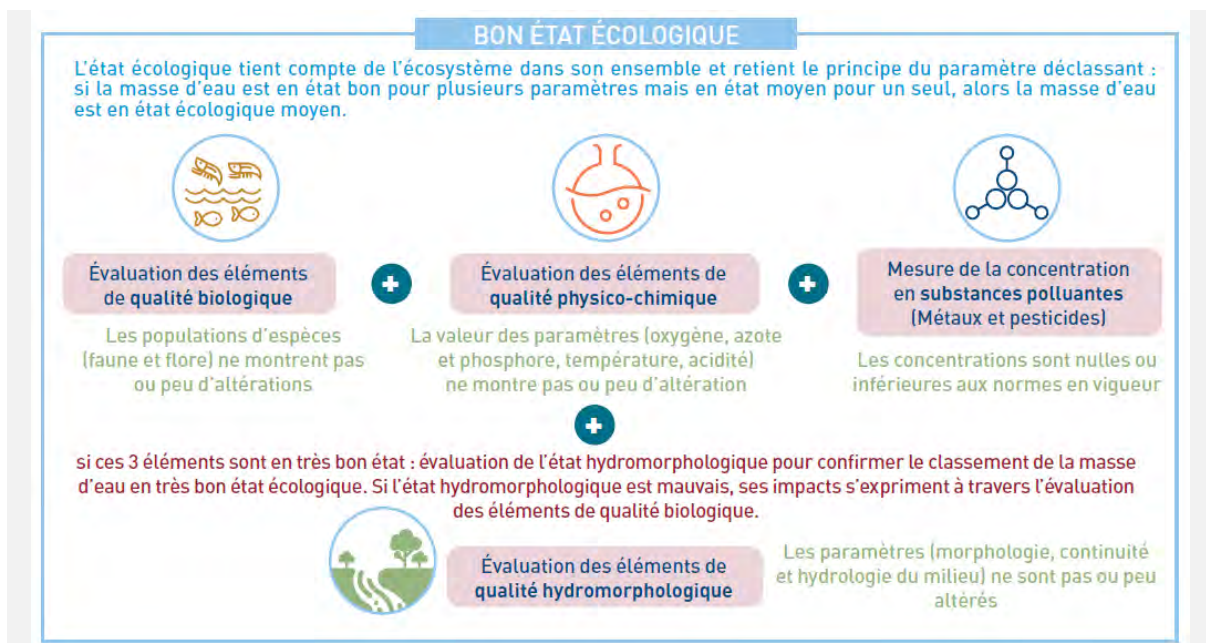


Figure 28 - Comprendre le "bon état écologique" des cours d'eau
(Etat des lieux 2019, SDAGE Seine Normandie)

La commune de Saint-Bris-le-Vineux est comprise au sein du SDAGE Seine-Normandie. Le document fixant les orientations pour 2022-2027 a été adopté par le comité de bassin, qui rassemble à la fois des usages, des associations, des collectivités et l'Etat, le 23 mars 2022. Cinq orientations fondamentales ont été définies :

1. Des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée ;
2. Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation de captages d'eau potable ;
3. Pour un territoire sain, réduire les pressions ponctuelles ;
4. Assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique ;
5. Agir du bassin à la côte pour protéger et restaurer la mer et le littoral.

Conformément à l'article L.131-1 (8°) du Code de l'Urbanisme, le PLU de Saint-Bris-le-Vineux doit être compatible avec « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par [le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux Seine-Normandie] ».

En revanche, aucun Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ne couvre la commune de Saint-Bris-le-Vineux.

L'eau est présente à Saint-Bris-le-Vineux à travers plusieurs cours d'eau qui traversent le territoire communal. Parmi eux :

- La rivière de l'Yonne, qui marque la limite communale à l'Ouest du territoire, avec la commune d'Escolives-Sainte-Camille. L'Yonne contribue à rendre le cadre de vie agréable, notamment à hauteur du hameau de Bailly, qui est implanté sur la rive droite du cours d'eau. Les abords de l'Yonne sont d'ailleurs valorisés pour des projets touristiques (existants ou à venir). Sur la

partie saint-brisienne de la rivière, l'Yonne est divisée en deux chenaux, de taille inégale (l'un ;

- Les rus de Champs et de Chitry, qui ne sont pas navigables et qui se caractérisent chacun par leur étroitesse.

Le tableau ci-dessous évalue la qualité des eaux des cours d'eau de la commune.

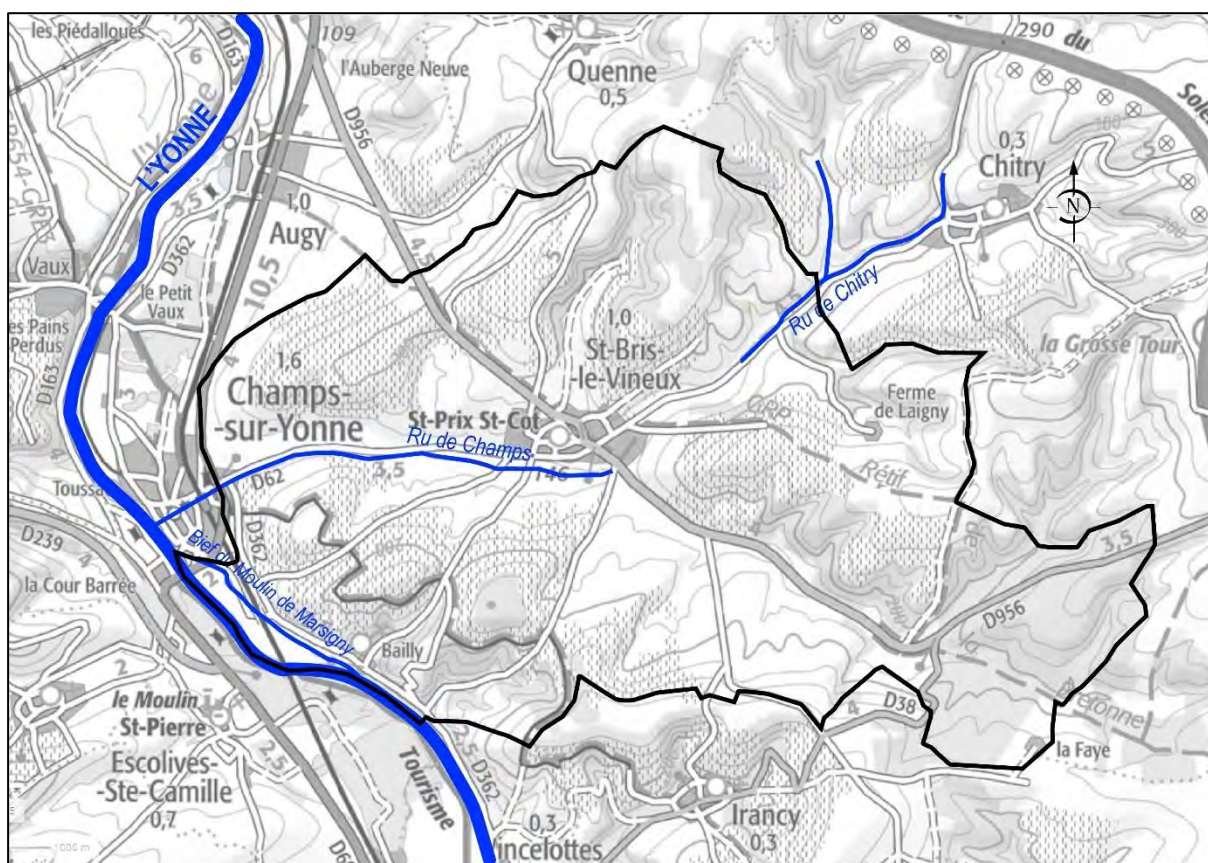
Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais
----------	-----	-------	----------	---------

Nom de la masse d'eau	Code	Etat chimique	Etat écologique
L'Yonne du confluent de la Cure au confluent du Ru de Baulche (exclu)	FRHR46B	Bon	Bon
Rue de Saint-Bris Chitry	FRHR46B	Bon	Moyen

Tableau 9 - Etat des masses d'eau superficielles à Saint-Bris-le-Vineux en 2019 (SDAGE Seine-Normandie)

En plus de ces cours d'eaux, deux masses d'eaux souterraines sont recensées sur la commune :

- La masse d'eau « Calcaires Dogger entre Armançon et limite de district » (FRHG310)
- La masse d'eau « Calcaires Kimmeridgien-Oxfordien Karstique entre Yonne et Seine » (FRHG307)



Carte 15 - Réseau hydrographique à Saint-Bris-le-Vineux (Géoportail)

3.2 DIVERSITE DES MILIEUX NATURELS

Certains espaces naturels remarquables ou présentant un intérêt naturel, paysager ou historique montrent une qualité ou un intérêt qui se traduit par une reconnaissance au niveau européen, national ou régional. Ces sites peuvent alors faire l'objet de classements ou d'inventaires, qui contribuent à leur préservation à long terme. Bien que tous ces zonages n'aient pas obligatoirement une portée réglementaire, ils doivent néanmoins être pris en compte par le PLU afin de définir un projet de territoire qui permette :

- La pérennité d'un cadre rural de qualité ;
- Une meilleure prise en compte des incidences potentielles des aménagements et la définition des modalités d'aménagement qui évitent une pression anthropique sur les espaces naturels les plus fragiles.

3.2.1 Des espaces d'intérêt écologique reconnus

Plusieurs sites sont reconnus sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux et font l'objet d'un classement spécifique, preuve d'un patrimoine naturel remarquable.

3.2.1.1 ZNIEFF

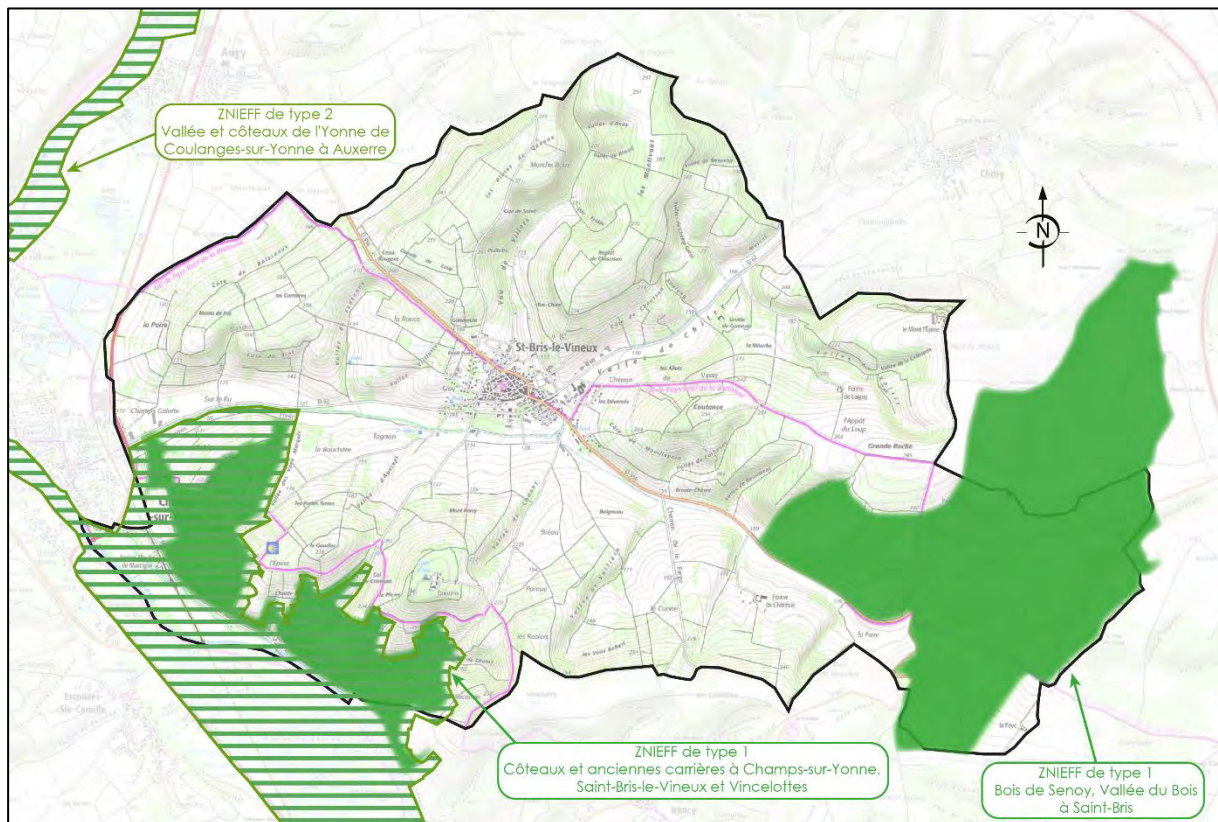
L'inventaire des ZNIEFF (Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique) a été lancé en 1982 afin d'identifier sur le territoire français les espaces avec un intérêt particulier du point de vue écologique pour créer un socle de connaissances à leur sujet mais aussi pour servir d'outil d'aide à la décision. Deux types de ZNIEFF ont été créés (d'après l'INPN) :

- Les ZNIEFF de type I : espaces homogènes écologiquement, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou d'habitats rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional. Ce sont les zones les plus remarquables du territoire ;
- Les ZNIEFF de type II : espaces qui intègrent des ensembles naturels fonctionnels et paysagers, possédant une cohésion élevée et plus riches que les milieux alentours.

A Saint-Bris-le-Vineux, trois ZNIEFF ont été recensées :

ZNIEFF	Descriptif (d'après l'INPN)
Bois de Senoy, vallée du Bois à Saint Bris (ZNIEFF de type I)	Au cœur des plateaux de Basse Bourgogne, le territoire est constitué d'un ensemble forestier entrecoupé de nombreux milieux ouverts (prairies, cultures, friches). Plusieurs vallons offrent des conditions écologiques diversifiées en fonction essentiellement de l'orientation des pentes et de la nature du substrat. Ce site est d'intérêt régional pour ses milieux variés et les espèces de faune et de flore inféodées.
Coteaux et anciennes carrières à Champs-sur-Yonne, Saint-Bris-le-Vineux et Vincelotte (ZNIEFF de type I)	Au cœur de la Basse Bourgogne et de ses plateaux de calcaire du Jurassique supérieur, la zone comprend un coteau à l'Est de la rivière Yonne. Il se compose de vignobles, de vergers, de pelouses relictuelles, de fourrés,

	<p>de jeunes boisements ainsi que deux anciennes carrières souterraines à Vincelottes et Saint-Bris-le-Vineux. Ce site est d'intérêt régional pour ses habitats souterrains, ses pelouses sèches et les espèces de faune et de flore associées. Les 2 anciennes carrières constituent un site majeur pour l'hibernation de 5 espèces de chauves-souris d'intérêt européen et déterminantes pour l'inventaire ZNIEFF.</p>
<p>Vallée et coteaux de l'Yonne de Coulanges-sur-Yonne à Auxerre (ZNIEFF de type II)</p>	<p>Le territoire comprend un tronçon de la vallée de l'Yonne, qui traverse les plateaux de calcaires d'âge jurassique supérieur de Basse Bourgogne. Le fond de vallée est dominé par des prairies bocagères accompagnées de ripisylves, de peupleraies et de rares parcelles cultivées. Quelques gravières en eau complètent le panel des milieux présents vers l'aval. Sur les versants de la vallée, l'Yonne a entaillé les calcaires et a créé des milieux remarquables (Rochers du Saussois, Bois du Parc, etc.) : coteaux, éboulis, falaises, boisements de pentes, pelouses sèches, fruticées, plantations de pins et carrières de pierres se côtoient. Ce site est d'intérêt régional pour ses habitats alluviaux (forêts, prairies, plans d'eau et cours d'eau), ses milieux secs (roches, pelouses, bois de pente) et les espèces de faune et de flore qui en dépendent.</p>



Carte 16 - Localisation des ZNIEFF

3.2.1.2 Natura 2000

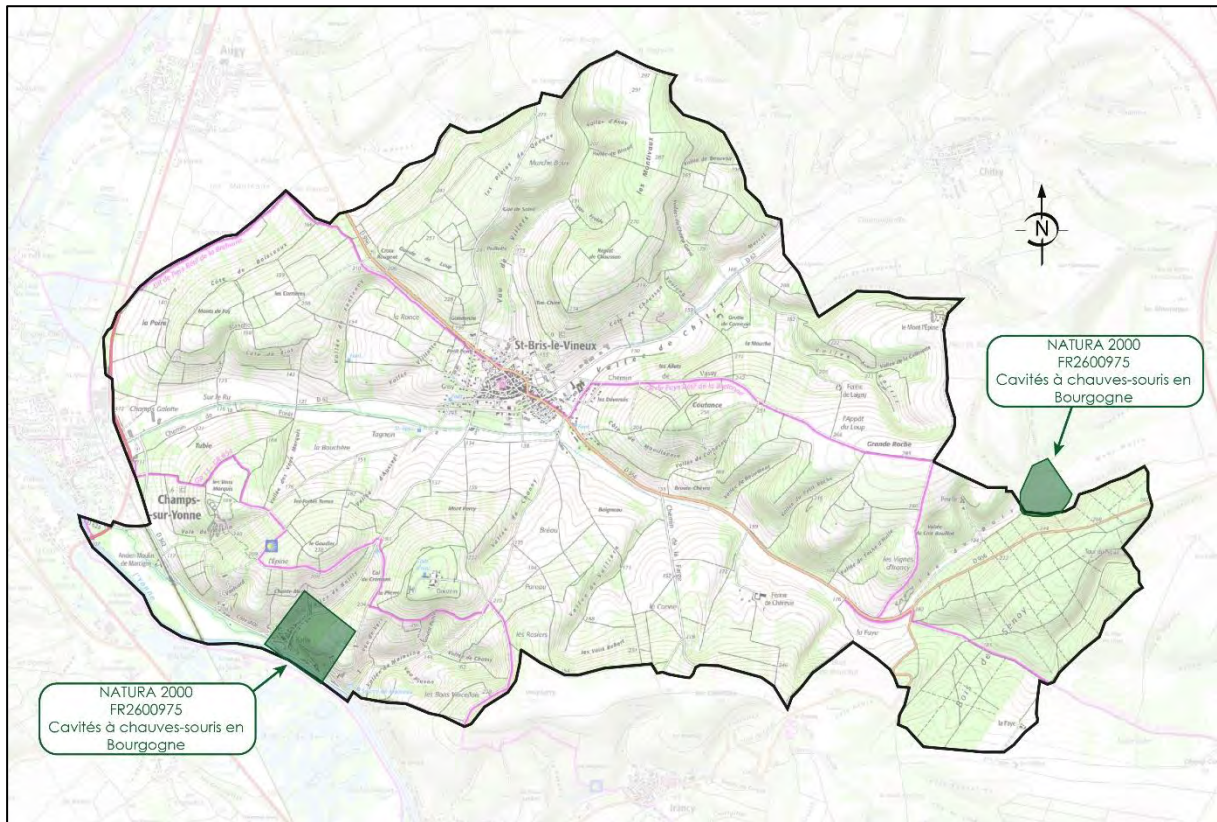
Le réseau Natura 2000 s'étend à l'échelle de l'Union Européenne avec pour objectif d'enrayer l'érosion de la biodiversité. Il s'appuie sur deux directives : la Directive « Oiseaux » (1979) et la Directive « Habitats » (1992) et vise à permettre la survie des espèces et habitats menacés, à forts enjeux de conservation (INPN). Dans le droit français, la traduction de ces directives a donné lieu à la création de :

- Zones de protection spéciales (ZPS) issues de la Directive « Oiseaux »
- Zones spéciales de conservation (ZSC) issues de la directive « Habitats »

Tout projet susceptible de porter atteinte à ces sites doit faire l'objet d'une évaluation de ces incidences.

La commune de Saint-Bris-le-Vineux est concernée par une zone Natural 2000 « Cavités à chauves-souris en Bourgogne » qui relève de la Directive « Habitats ». Ce site présente un intérêt particulier pour la reproduction et l'hibernation des chiroptères.

Zone Natura 2000	Descriptif (d'après l'INPN)
Cavités à chauves-souris en Bourgogne	Ce site est constitué d'un ensemble de grottes et de cavités naturelles réparties sur les départements de la Côte d'Or, de l'Yonne et de la Nièvre, et présentent un très grand intérêt pour la reproduction et l'hibernation de nombreuses espèces de chiroptères.



Carte 17 - Localisation des zones Natura 2000

3.2.2 Les zones humides présentes sur le territoire

D'après l'article L.211-1 du Code de l'Environnement, « on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

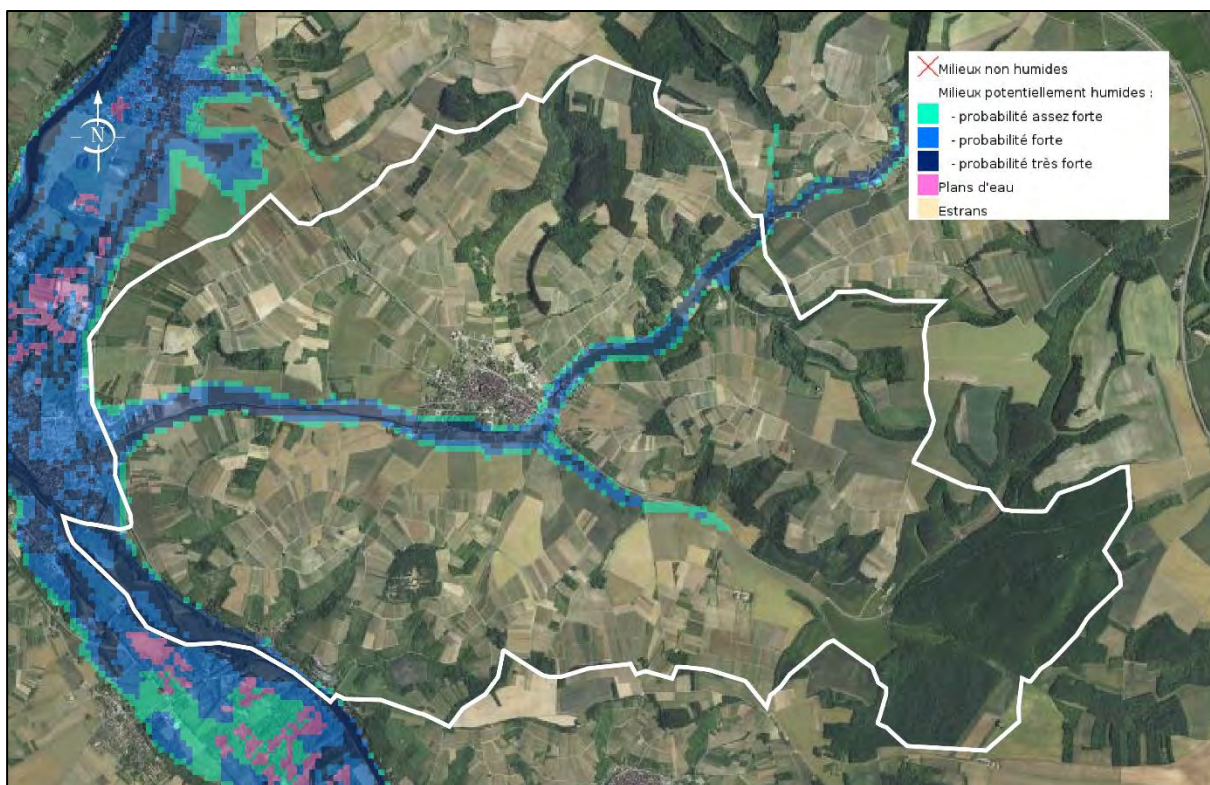
Les zones humides sont des éléments naturels essentiels pour le maintien de l'équilibre du vivant. Leur préservation permet de conserver les multiples intérêts auxquels elles répondent : écrêtement des crues, épuration naturelle, support pour la biodiversité, valeur touristique/culturelles/patrimoniales, etc. En conséquence, les zones humides constituent des espaces présentant des enjeux importants qu'ils soient écologiques, économiques et/ou sociaux.

L'identification d'une zone humide, depuis l'adoption par le Parlement et la promulgation de la loi portant création de l'Office Français de la Biodiversité du 27 juillet 2019, s'effectue grâce à deux critères non cumulatifs, à savoir :

- Le critère botanique, relatif à la présence d'espèces végétales propres aux zones humides ;
- Le critère pédologique, qui révèle la présence ou non dans le sol de traces d'oxydo-réduction.

L'étude de prélocalisation des zones humides, menée par l'UMR SAS INRA-AGROCAMPUS OUEST, permet de relever la présence de zones humides sur le territoire. Cette étude identifie trois niveaux de probabilité de présence des zones humides : probabilité assez forte, probabilité forte et probabilité très forte.

Dans le cas de Saint-Bris-le-Vineux, les zones humides sont localisées principalement aux abords des cours d'eau recensés sur la commune, à savoir la rivière de l'Yonne et le Ru de Champ/Saint-Bris.



Carte 18 - Prélocalisation des zones humides à Saint-Bris-le-Vineux (sig.reseau-zones-humides.org)

3.2.3 Trame verte et bleue (TVB)

La trame verte et bleue a été instituée par le Grenelle de l'Environnement (2007) avec « l'objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humides, et notamment agricoles, en milieu rural ». Elle consiste en une cartographie des continuités écologiques et des discontinuités, qui doit être réalisée à l'échelle nationale.

Plusieurs éléments composent la TVB :

- Les réservoirs de biodiversité : espaces où la biodiversité est la mieux représentée (zones Natura 2000, ZNIEFF, réserves naturelles, etc) ;
- Les corridors écologiques : voies de déplacement empruntée par la faune et la flore et qui relient les réservoirs de biodiversité entre eux ;
- Les espaces relais : zones où aucune espèce déterminante n'a été repérée, mais qui présentent des conditions favorables à la faune et à la flore.

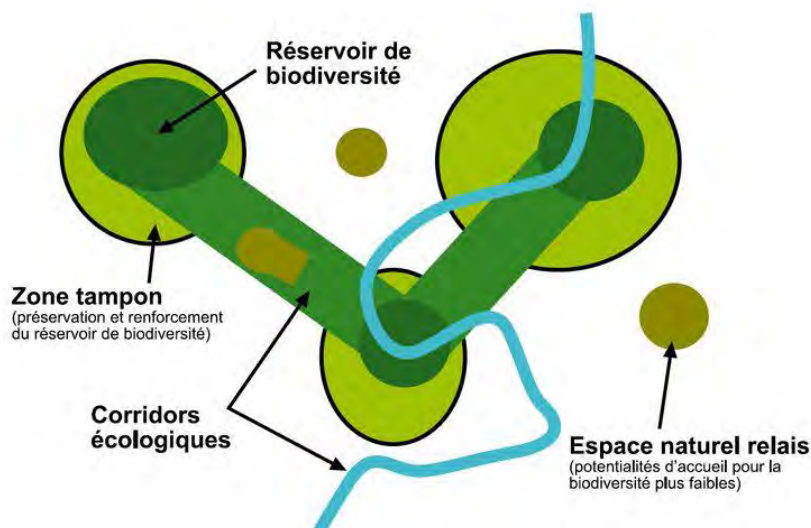


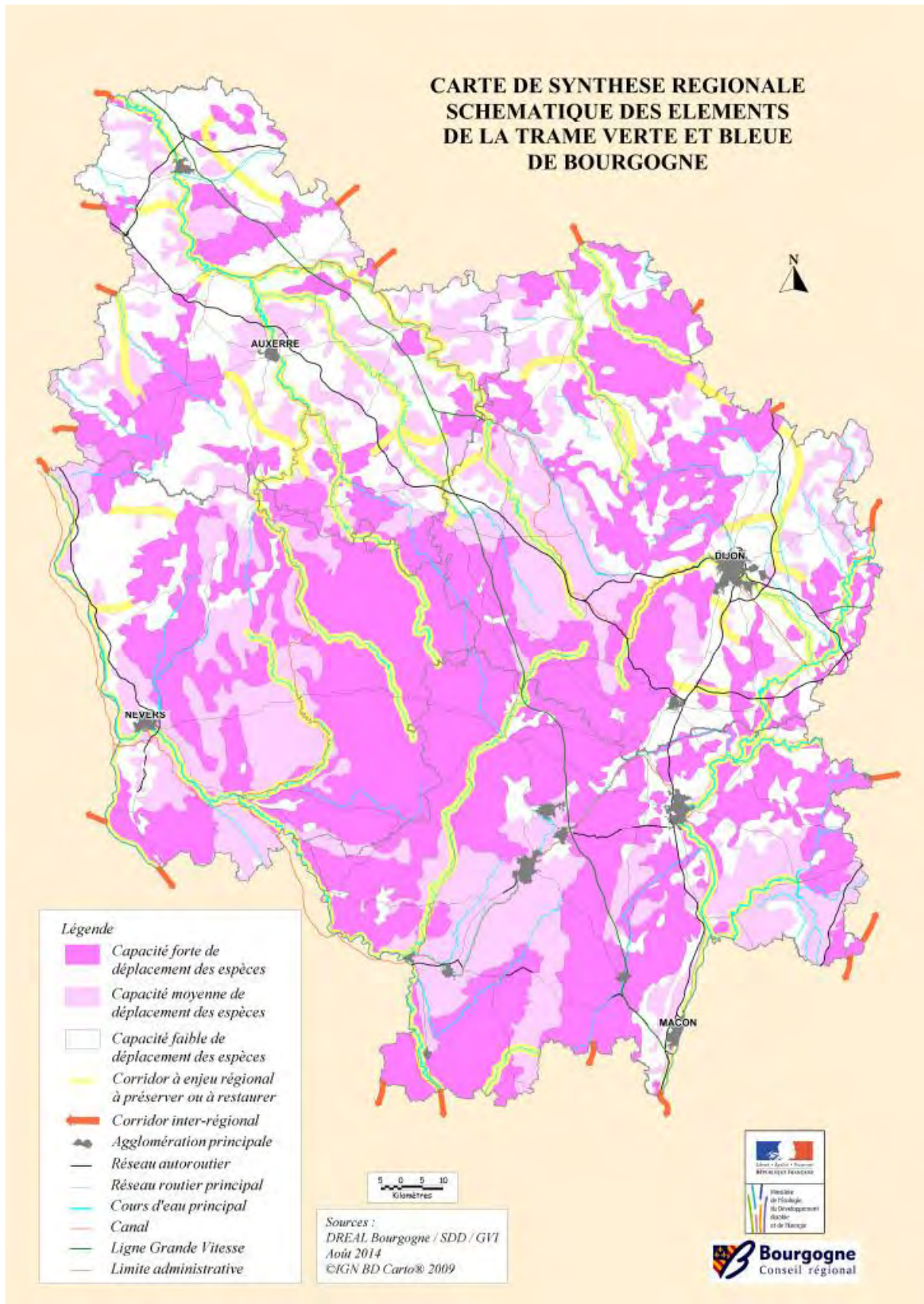
Figure 29 - Représentation schématique du fonctionnement de la trame verte et bleue

La TVB est un outil d'aménagement durable du territoire, qui est repris dans les documents d'aménagement (PLU/PLUi, SCoT). En ce sens, les continuités écologiques qui sont identifiées dans les Schéma Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) doivent être prises en compte dans les documents d'urbanisme locaux (SCoT et PLU).

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la région Bourgogne, adopté par arrêté préfectoral le 6 mai 2015, représente le volet régional de l'application de la TVB sur le territoire. La loi NOTRe du 7 août 2015 prévoit l'intégration du SRCE dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de Bourgogne-Franche Comté.

Le SRCE Bourgogne identifie cinq sous-trames, qui correspondent à cinq types de milieux caractéristiques de la région. Ces sous-trames sont les suivantes : forêts, prairies et bocages, pelouses sèches, plans d'eau et zones humides, ainsi que cours d'eau et milieux humides associés.

**CARTE DE SYNTHÈSE REGIONALE
SCHEMATIQUE DES ELEMENTS
DE LA TRAME VERTE ET BLEUE
DE BOURGOGNE**



Carte 19 - Synthèse schématique de la TVB en Bourgogne (SRCE Bourgogne)

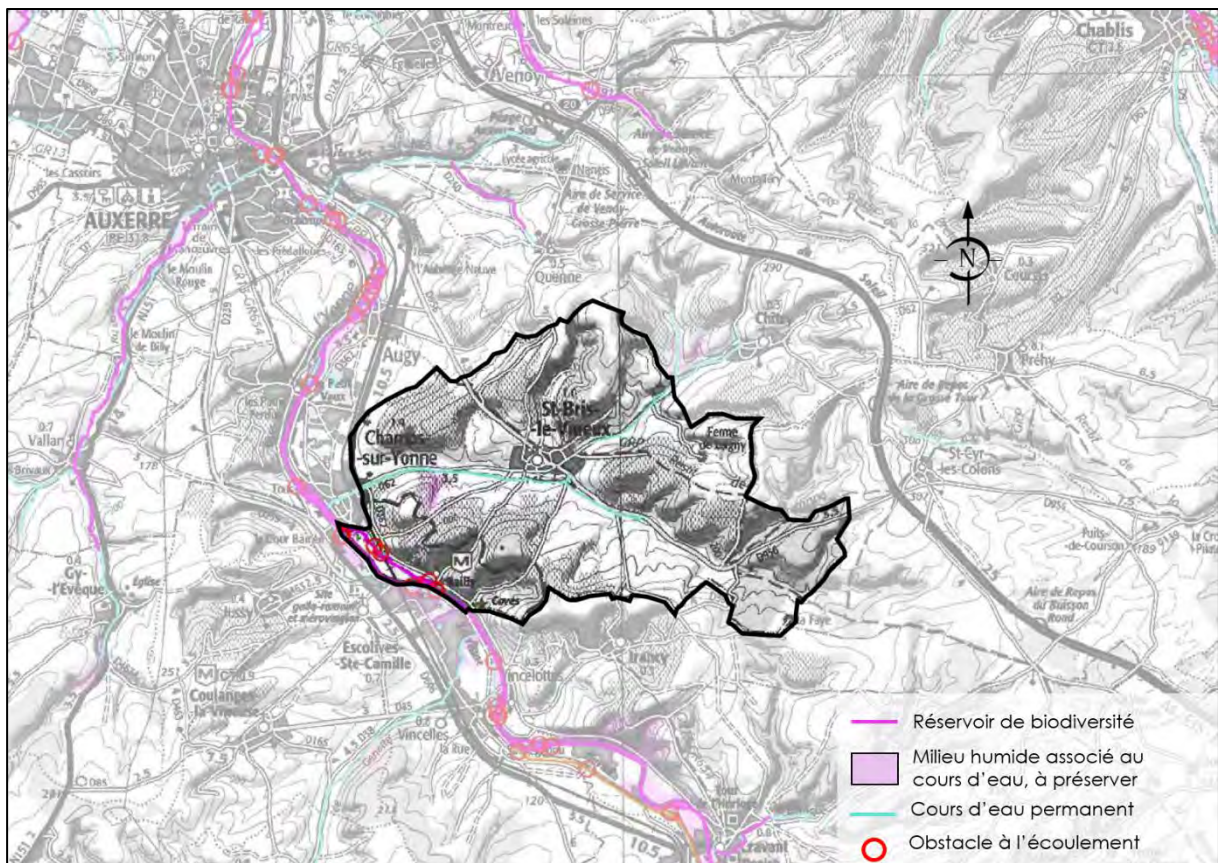
Au sein du SRADDET de Bourgogne-Franche Comté, les règles édictées en matière de préservation de la biodiversité sont les suivantes :

Règle n°23	<p>Les documents d'urbanisme déclinent localement la trame verte et bleue en respectant la nomenclature définie par les SRCE (respect des sous-trames, de leur individualisation et de leur terminologie)</p> <p>La traduction de cet exercice apparaît dans toutes les pièces constitutives du document : rapport de présentation, PADD, DOO, OAP, règlement.</p>
Règle n°24	<p>Les documents d'urbanisme dans la limite de leurs compétences :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Explicitent et assurent les modalités de préservation des continuités écologiques en bon état ; - Identifient les zones de dysfonctionnement des continuités écologiques : discontinuité écologique ou obstacle, faible perméabilité des milieux, fonctionnalité écologique dégradée, ... ; - Explicitent et assurent les modalités de remise en bon état des continuités écologiques dégradées. <p>En cas d'opération d'aménagement ultérieurs sur le territoire, les compensations écologiques éventuellement issues de l'application de la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC) sont orientées prioritairement vers les zones dégradées identifiées.</p>
Règle n°25	<p>Les documents d'urbanisme et les chartes de PNR, dans la limite de leurs compétences, traitent la question des pollutions lumineuses dans le cadre de la trame noire.</p>
Règle n°26	<p>Les documents d'urbanisme identifient, dans la limite de leurs compétences, les zones humides en vue de les préserver. Ils inscrivent la préservation de ces zones dans la séquence ERC.</p>

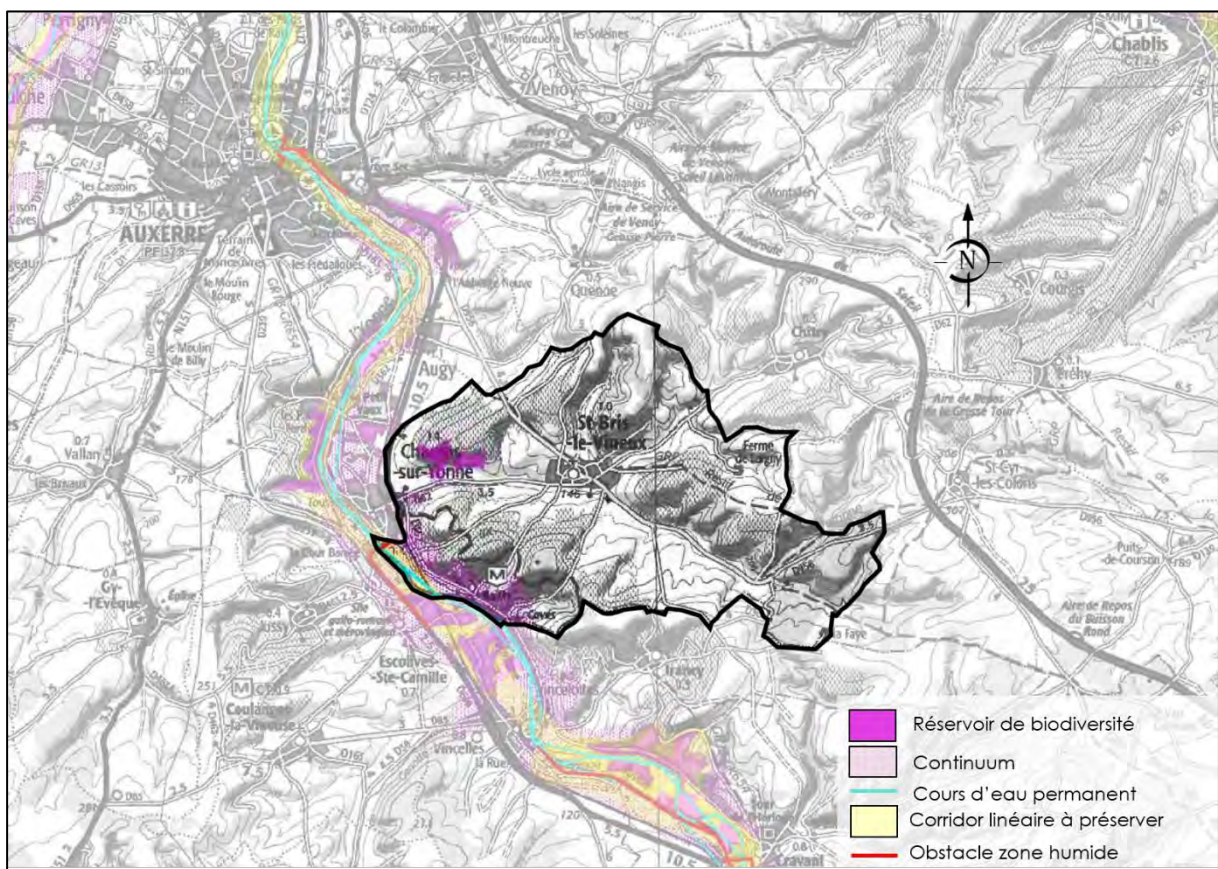
En l'absence de SCoT applicable sur le territoire communal, le PLU de Saint-Bris-le-Vineux doit être compatible avec les règles du SRADDET.

Sur le territoire communal de Saint-Bris-le-Vineux, plusieurs éléments constitutifs de la TVB ont été identifiés, preuve de la richesse floristique et des milieux naturels sur la commune. D'après les sous-trames qui ont été définies par le SRCE, plusieurs espaces ont été identifiés :

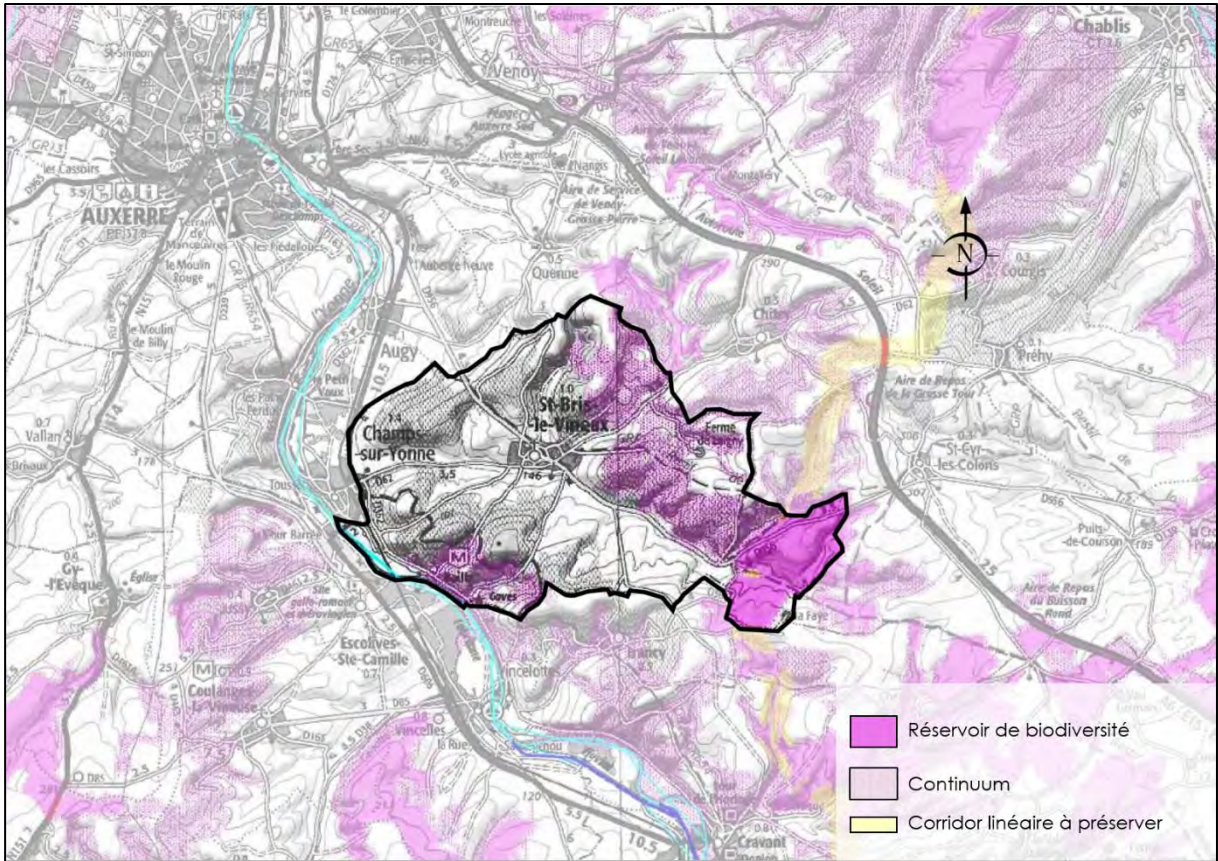
- Des réservoirs de biodiversité ;
- Des milieux humides à préserver ;
- Des continuums ;
- Des corridors linéaires à préserver ;
- Des espaces à prospecter ;
- Des corridors linéaires à remettre en bon état ;
- Des obstacles potentiels.



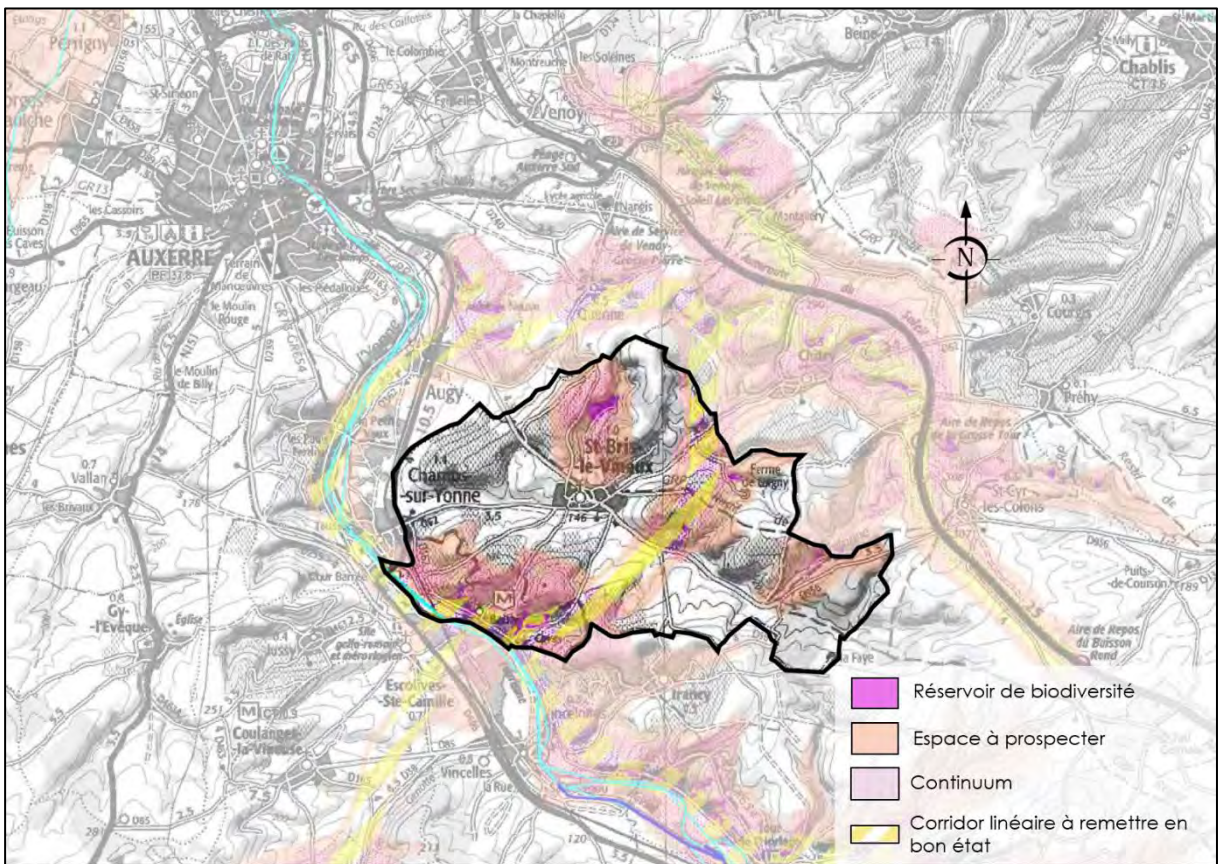
Carte 20 – Sous-trame « cours d'eau et milieux humides associés » (SRCE Bourgogne)



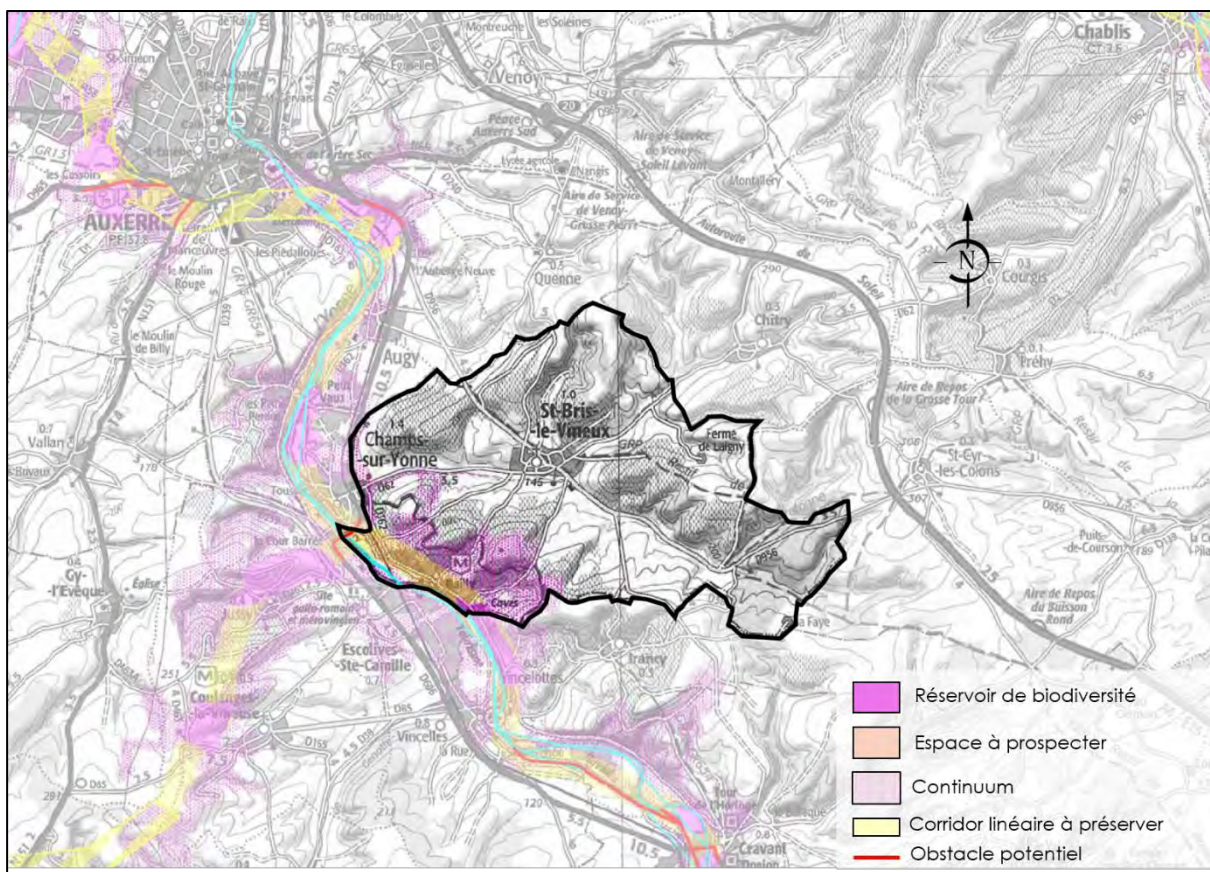
Carte 21 – Sous-trame « plans d'eau et zones humides » (SRCE Bourgogne)



Carte 22 - Sous-trame "forêt" (SRCE Bourgogne)



Carte 23 - Sous-trame "Pelouses sèches" (SRCE Bourgogne)



Carte 24 - Sous-trame "Prairies et bocages" (SRCE Bourgogne)

A Saint-Bris-le-Vineux, les sous-trames du SRCE Bourgogne « Forêt » et « Pelouses sèches » sont celles qui représentent le plus de superficie. Ces espaces sont avant tout localisés au niveau des côteaux, étant donné qu'il s'agit d'espaces plus difficiles à mettre en valeur.

Quelques obstacles potentiels ont été identifiés, notamment le long de l'Yonne.

Mis à part la rivière de l'Yonne et les rus qui traversent le bourg, le territoire communal ne compte pas d'autres éléments hydrographiques constitutifs de la trame bleue.

3.3 PROTECTION DES BIENS ET DES PERSONNES

📁 Dossier départemental des risques majeurs

Le département de l'Yonne a mis à jour en 2010 son Dossier Départemental des risques Majeurs (DDRM), qui « présente les risques naturels et technologiques auxquels est soumis le département [...] ainsi que les conséquences prévisibles sur la population, les biens et l'environnement ». Par définition, un risque majeur est « un aléa d'origine naturelle ou anthropique, dont les effets prévisibles mettent en jeu un grand nombre de personnes, des dommages importants et dépassent les capacités de réaction des instances directement concernées » (Géorisques).

Dans le cas de l'Yonne, ont été identifiés comme risques majeurs :

- Trois risques naturels : inondation par débordement de cours d'eau, inondations par ruissellement et/ou coulées de boues, et mouvements de terrains ;
- Quatre risques technologiques : risque industriel, risque de rupture de barrage, risque lié au transport de matières dangereuses, et dans une moindre mesure le risque nucléaire.

A Saint-Bris-le-Vineux, les risques majeurs répertoriés dans le DDRM concernent : les inondations par débordement de cours d'eau (Yonne), les mouvements de terrains lents (retrait et gonflement des argiles), les ruptures de grands barrages (Chaumecon et Pannecièrre), et les canalisations de transport de gaz.

3.3.1 Risques naturels

La commune de Saint-Bris-le-Vineux est en partie concernée par des risques naturels qui doivent être pris en compte dans la politique d'aménagement communale. Les risques présents sont liés principalement aux inondations de l'Yonne et à la géologie de la commune.

3.3.1.1 Catastrophes naturelles

La commune de Saint-Bris-le-Vineux a fait l'objet de plusieurs arrêtés de catastrophes naturelles :

Cause	Arrêté	Journal officiel
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boues	04/11/2014	07/11/2014
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	21/05/2019	22/06/2019
Mouvements de terrains différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	30/09/2019	12/06/2020
	18/05/2021	06/06/2021

Figure 30 - Arrêtés de catastrophes naturelles à Saint-Bris-le-Vineux (Géorisques)

3.3.1.2 Inondation

Le territoire communal de Saint-Bris-le-Vineux est en partie exposé au risque d'inondation par débordement de cours d'eau. D'après la base de données historiques sur les inondations (BDHI), plusieurs phénomènes de submersions ont été recensés. Plusieurs outils sont mis en place pour lutter contre ce risque inondation et ainsi protéger les populations et les biens qui y sont exposés.

□ Plan de prévention du risque inondation (PPRI)

Parmi les plans de prévention des risques naturels prévisibles, institués par la loi du 2 février 1995 (Loi Barnier), se trouve le plan de prévention du risque inondation (PPRI), qui vaut servitude d'utilité publique. Les dispositions qui sont prises s'appliquent lors de l'instruction des dossiers d'autorisation d'urbanisme.

Le PPRI de l'Yonne est actuellement en cours d'élaboration. Une partie du territoire de Saint-Bris-le-Vineux va être concerné par les dispositions prises au sein de ce document.

□ Plan de surface submersible (PSS)

Ce document, qui a la même valeur qu'un PPR depuis la Loi Barnier, a pour objectif de cartographier le risque inondation, selon la vulnérabilité et l'exposition de chaque territoire. Le PSS de la vallée de l'Yonne a été approuvé par décret du 13 janvier 1949. Il définit deux types de zones : les zones A, dites « de grand débit », et les zones B, dites « complémentaires ».

Le sud-ouest du territoire communal de Saint-Bris-le-Vineux est concerné par le PSS.

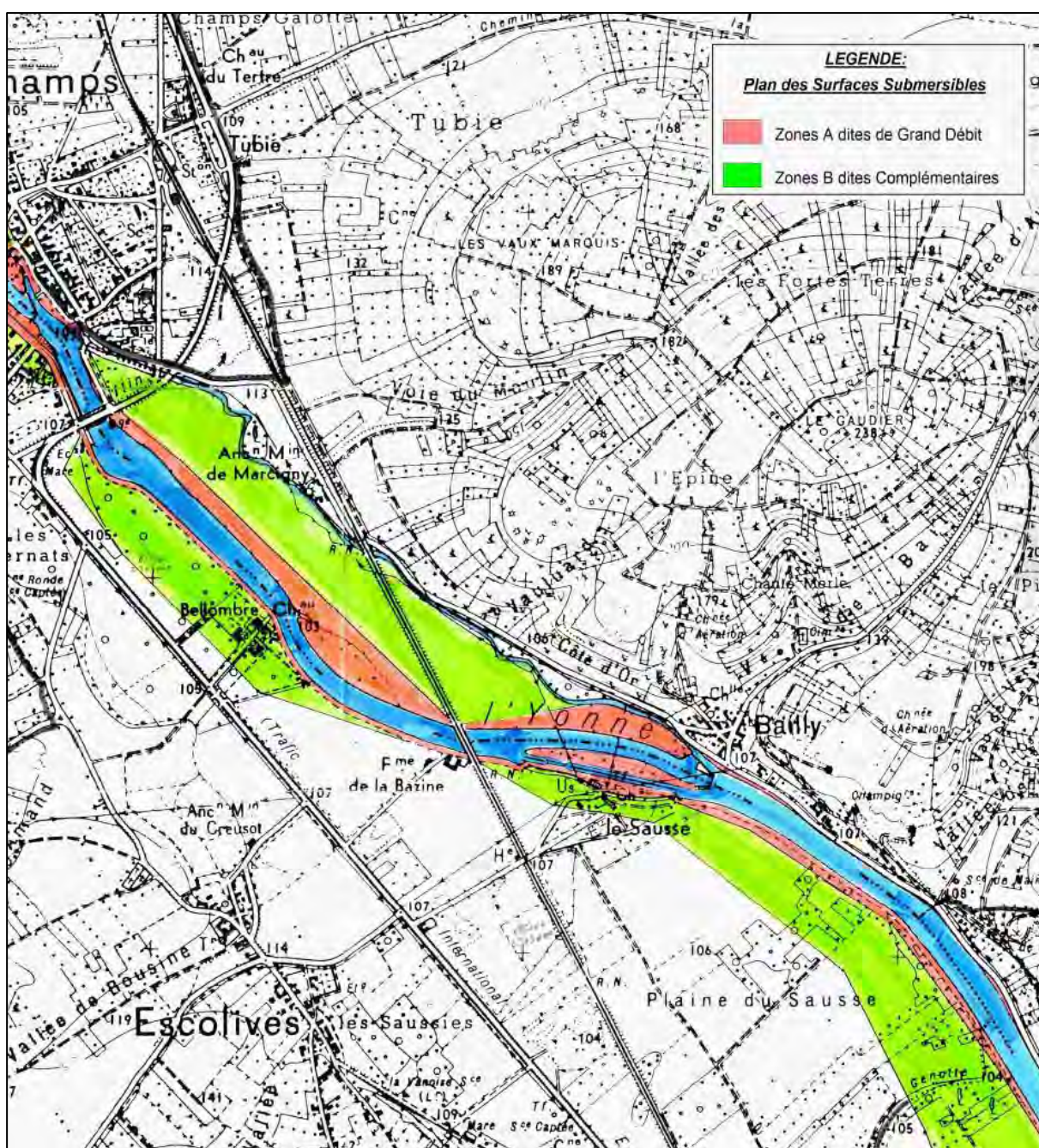


Figure 31 - PSS de Saint-Bris-le-Vineux (Préfecture de l'Yonne)

- Plan particulier d'intervention (PPI) – Risque d'inondation par rupture de barrage

Les barrages sont concernés par un plan particulier d'intervention. Dans le département de l'Yonne, deux ouvrages sont visés particulièrement :

- Le barrage de Pannecière

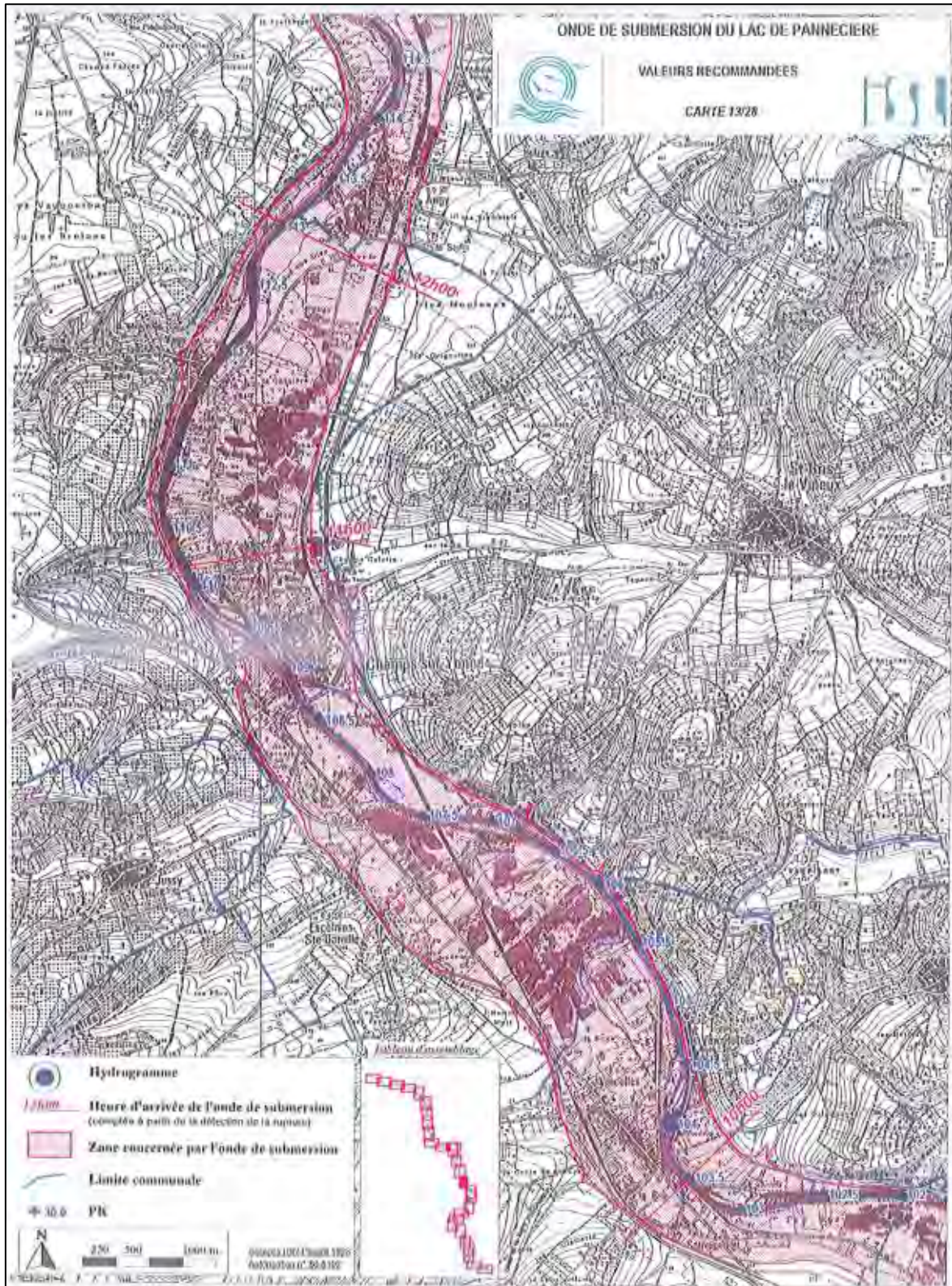


Figure 32 - PPI du barrage de Pannecière (Préfecture de l'Yonne)

- Le barrage de Chaumeçon

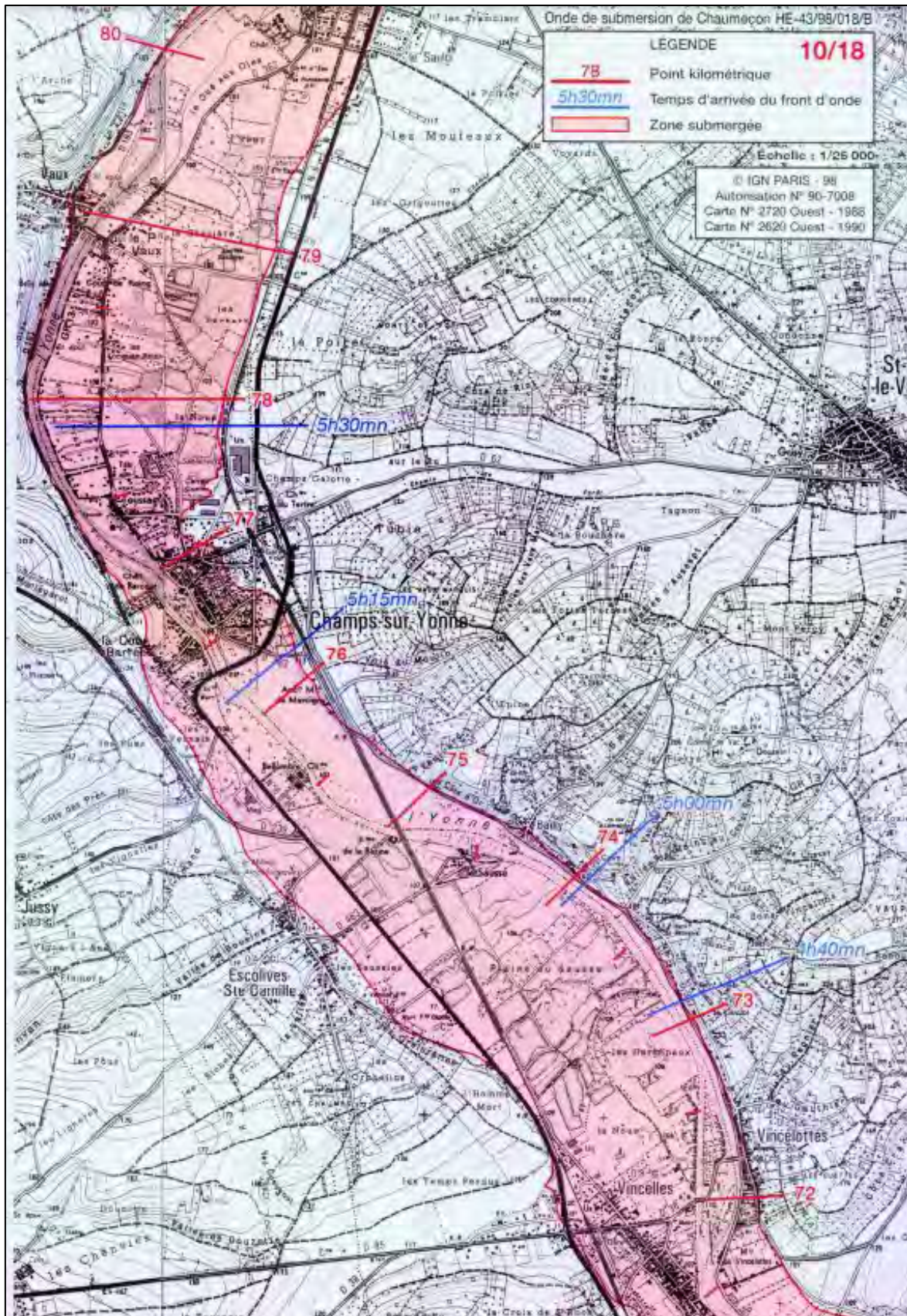


Figure 33 - PPI de Chaumeçon (Préfecture de l'Yonne)

3.3.1.3 Mouvements de terrains

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol et du sous-sol. On distingue :

- Les mouvements lents, qui entraînent une déformation progressive des terrains, pas toujours perceptible par l'homme. Il s'agit principalement des affaissements, tassements, glissements et retraits/gonflements,
- Les mouvements rapides, qui se propagent de manière brutale et soudaine. Il s'agit des effondrements, chutes de pierres et de blocs, éboulements et coulées boueuses.

□ Cavités souterraines

Les cavités souterraines sont des « trous » présents dans le sous-sol, qui peuvent être naturelles (liées à la nature du sous-sol) ou artificielles (liées exploitation du sous-sol). Ces cavités peuvent présenter un risque d'effondrement ou d'affaissement.

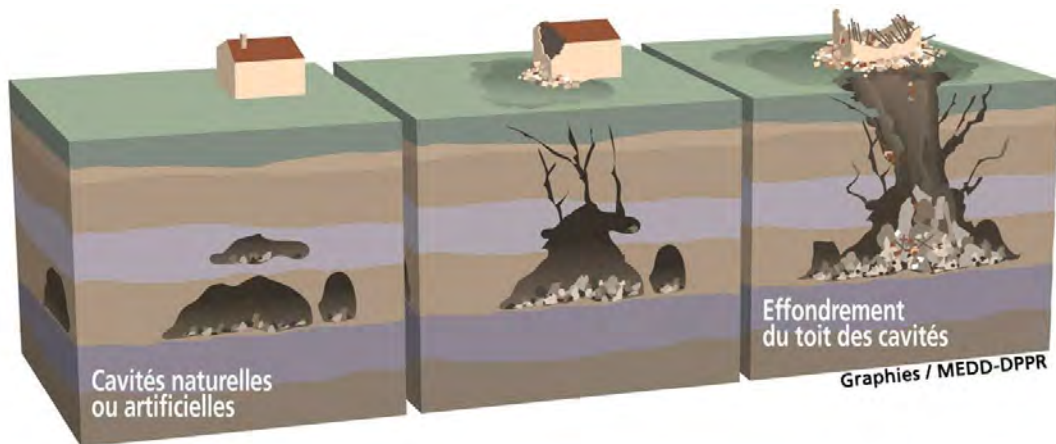
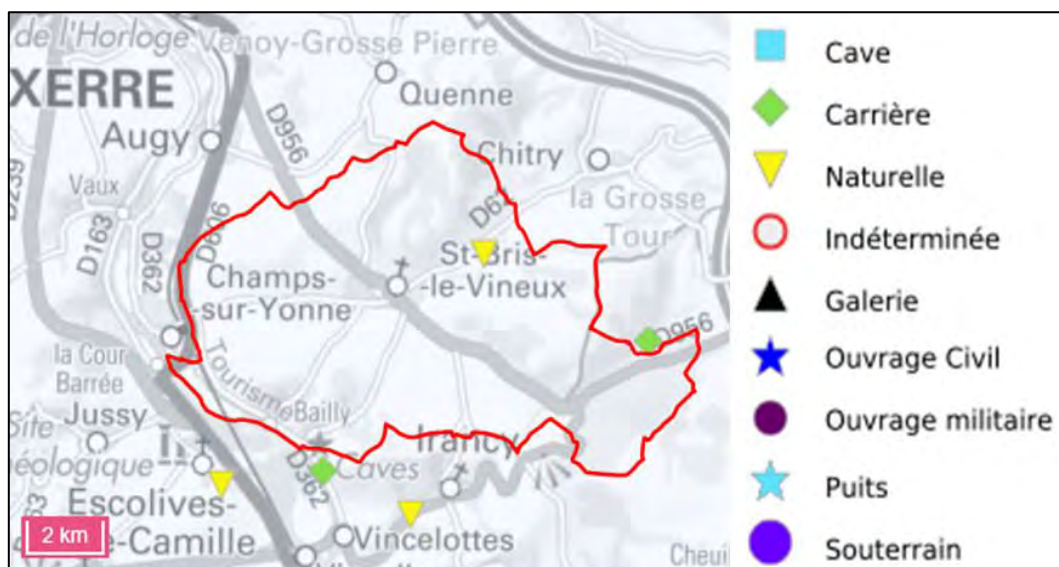


Figure 34 - Risque d'effondrement des cavités souterraines

A Saint-Bris-le-Vineux, une seule cavité naturelle est présente, à l'Est de la commune.



Carte 25 - Localisation des cavités souterraines (Géorisques)

□ Risque de retrait et gonflement des argiles

Les sols argileux se rétractent en période de sécheresse et gonflent en période de pluie, ce qui peut se traduire par des tassements différentiels pouvant occasionner des dégâts parfois importants aux constructions (fissures dans les murs...). Ce risque est gradué selon une échelle de mesures allant de « quasi nul » à « fort ». Toutefois, la lenteur et la faible amplitude de ce phénomène le rendent sans danger pour l'homme.

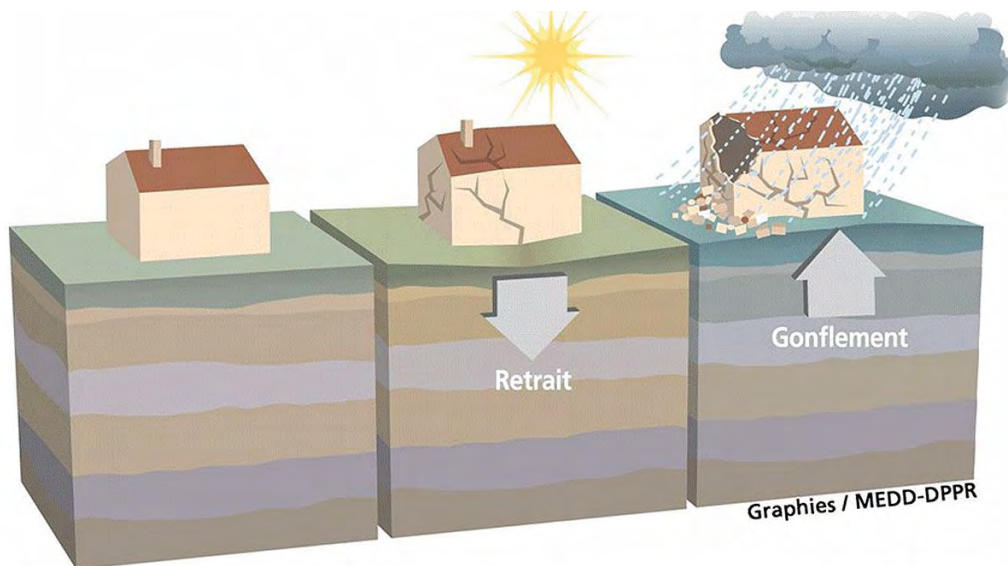
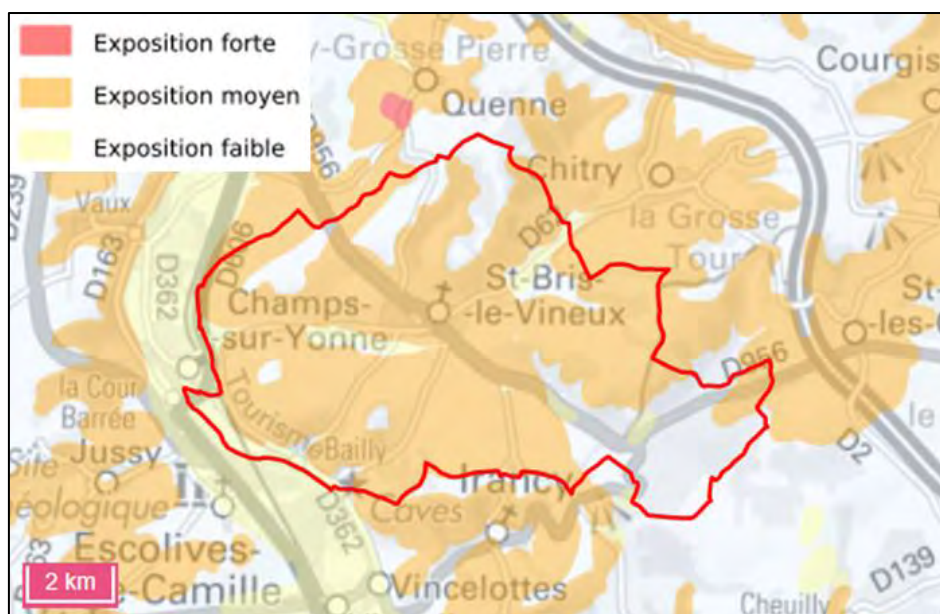


Figure 35 - Fonctionnement du risque de retrait et gonflement des argiles

La majorité du territoire de la commune de Saint-Bris-le-Vineux est concernée par une exposition « moyenne » au risque de retrait et gonflement des argiles. Dans les zones à risque, il est recommandé de réaliser une étude géotechnique afin d'adapter les fondations du bâti à construire ainsi que les aménagements extérieurs adéquats (plantation, système pluvial...).



Carte 26 - Risque de retrait et gonflement des argiles (Géorisques)

3.3.2 Risques industriels et technologiques

3.3.2.1 Installations classées pour la protection de l'environnement

Une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) est une installation exploitée ou détenue par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peut présenter des dangers ou des nuisances pour la commodité des riverains, la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, la conservation des sites et des monuments.

Dans le but de réduire les risques et impacts de ces installations, et d'évaluer leurs aléas technologiques, la loi définit et encadre de manière relativement précise les procédures relatives aux ICPE, ainsi que la manière dont ces installations doivent être gérées. En cas d'activité dangereuse, certains établissements sont classés SEVESO.

A Saint-Bris-le-Vineux, six ICPE sont recensées :

Nom de l'établissement	Régime	Statut SEVESO
Renard Jacky	Autres régimes	Non renseigné
EARL de la cave du Maitre de Poste	Autres régimes	Non renseigné
Sorin Jean-Michel	Autres régimes	Non renseigné
Mobil Wood – Franck et compagnie	Enregistrement	Non SEVESO
Caves de Bailly	Enregistrement	Non SEVESO
Cloutier	Autorisation	Non SEVESO

Tableau 10 - Liste des ICPE à Saint-Bris-le-Vineux (Géorisques)

3.3.2.2 Transport de matières dangereuses

Le risque relatif au transport de matière dangereuses est souvent lié à la présence d'une canalisation de matières dangereuses, qui achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination des réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transports, d'entreprises industrielles, etc. Les principaux dangers liés au transport de matières dangereuses sont : l'explosion, l'incendie, le dégagement de nuage toxique, la pollution de l'air, de l'eau ou du sol.

Le territoire communal de Saint-Bris-le-Vineux est traversé d'Est en Ouest par une canalisation de gaz naturel.

3.3.2.3 Risque nucléaire

L'exposition au risque nucléaire est liée à un éventuel accident d'un site de production d'électricité par l'énergie nucléaire. Un accident sur ce type de site peut conduire au rejet d'élément radioactif.

Le territoire communal de Saint-Bris-le-Vineux n'est pas exposé à ce risque. Les centrales les plus proches sont situées à plus de 10 km : il s'agit de celles de Belleville-sur-Loire (78 km) et de Dampierre-en-Burly (105 km). D'après EDF, le risque de contamination en cas d'accident majeur porte sur un rayon de 5 km autour de la centrale, et une zone de sécurité est instaurée dans un rayon de 10 km.

3.4 POLLUTIONS ET NUISANCES

3.4.1 Risques de pollutions

3.4.1.1 Pollution de l'air

Le registre des rejets et des transferts de polluants effectue un inventaire national :

- Des substances chimiques et/ou polluants potentiellement dangereux rejetés dans l'air, l'eau et le sol ;
- De la production et du traitement des déchets dangereux et non dangereux.

Aucune installation industrielle rejetant des polluants n'est recensée à Saint-Bris-le-Vineux.

3.4.1.2 Pollution du sol et du sous-sol

D'après la base de données BASOL qui recense les sites et sols pollués, aucun site n'est répertorié à Saint-Bris-le-Vineux.

D'après la base de données BASIAS qui effectue un inventaire historique des activités de services et des sites industriels susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement, il y a 7 sites qui sont concernés à Saint-Bris-le-Vineux :

N° identifiant BASIAS	Raison sociale / nom	Adresse	Etat de l'activité
BOU8900956	SARL Croisiard Frères	4 rue Charles de Gaulle	Indéterminé
BOU8900957	SARL AGIR	Route de St Bris à Chitry	Indéterminé
BOU8900958	SARL TMS	Route de St Bris le Vineux	Indéterminé
BOU8900959	Ets Merlier	11 rue de Gouaix	Indéterminé
BOU8900960	Mr Duret	Chemin départemental 62	Indéterminé
BOU8900962	Mr Merlier Henry	Promenade du Tilleul	En arrêt
BOU8900963	Mr Merlier Henri	Chemin de Chaussan	En arrêt

Tableau 11 - Liste des activités recensées BASIAS à Saint-Bris-le-Vineux (Géorisques)

3.4.2 Nuisances sonores

Le bruit peut avoir des effets néfastes pour la santé humaine. En conséquence, des mesures sont prises pour tenter de réduire nuisances et de limiter les expositions des populations.

3.4.2.1 Classement sonore des infrastructures de transport terrestre

C'est le cas notamment du classement sonore des infrastructures de transport terrestre, défini par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2013, qui étudie entre autres les routes qui supportent plus de 5 000 véhicules quotidiennement. Parmi les paramètres qui sont pris en compte dans l'étude de l'infrastructure :

- Sa caractéristique : largeur, pente, nombre de voies, revêtement ;
- Son usage : trafic automobile, trafic poids lourds, vitesse autorisée ;
- Son environnement immédiat : rase campagne, secteur urbain.

Les résultats de l'étude conduisent à classer l'infrastructure dans l'une des cinq catégories établies, selon l'exposition acoustique.

A Saint-Bris-le-Vineux, la RD 606 est l'infrastructure de transport terrestre qui génère le plus de bruit. Les différents tronçons de la voie sont classés, soit en catégorie 2 ou en catégorie 3. Mis à part la zone d'activités économiques des Champs Galottes, les secteurs urbanisés de la commune ne sont pas compris dans les zones de bruit délimitées le long de la RD 606.

Catégorie	Niveau sonore LAeq 6h-22h	Niveau sonore LAeq 22h-6h	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
2	76 < 81	71 < 76	250 m
3	70 < 76	65 < 71	100 m

Tableau 12 - Classement sonore des infrastructures routières à Saint-Bris-le-Vineux

3.4.2.2 Routes à grande circulation

Les routes à grande circulation permettent d'assurer la continuité des itinéraires principaux et, notamment, le délestage du trafic, la circulation des transports exceptionnels, des convois et transports militaires, et la desserte économique du territoire. Ce classement justifie des règles particulières en matière de la police de la circulation.

A Saint-Bris-le-Vineux, la RD606 est classée comme route à grande circulation. A ce titre, cet axe routier est concerné par l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme qui interdit les constructions et installations en dehors des espaces urbanisés, dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de voie.

3.5 DESSERTE EN RESEAUX

3.5.1.1 Adduction en eau potable

Le réseau d'eau potable de la commune de Saint-Bris-le-Vineux a été créé vers 1950. Il est actuellement géré par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, qui assure les missions suivantes : la protection des captages, ainsi que la production, le traitement, le stockage et la distribution en eau potable.

L'adduction en eau potable sur la commune est permise grâce à :

- La station de pompage de la plaine du Saulce ;
- Le réservoir sur la colline de Bailly (environ 100 m³) ;
- Le château d'eau de Douzein (environ 50 m³) ;
- Le réseau de la rue Croix Bersan (environ 100 m³)

Une délégation de service public a été passée avec SUEZ Eaux France, du 26 octobre 2012 au 26 octobre 2022. En 2020, 618 abonnés sont recensés sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Volume (m ³)	137 280	103 227	109 136	86 199	108 149	118 085	99 002	103 753

Tableau 13 - Volume d'eau prélevé à Saint-Bris-le-Vineux (Rapport annuel SUEZ)

3.5.1.2 Assainissement

A Saint-Bris-le-Vineux, l'assainissement est encadré par un zonage d'assainissement approuvé en 2002. Un nouveau zonage d'assainissement est en cours de réalisation.

□ Eaux usées

L'assainissement des eaux usées regroupe la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites et le contrôle des raccordements aux réseaux publics.

Le bourg de Saint-Bris-le-Vineux est en assainissement collectif, unitaire ou séparatif selon les cas. Le réseau est de type unitaire sur 48% du linéaire (bourg ancien) et de type séparatif sur les 52% restants (secteurs en périphérie du bourg).

La commune dispose d'une station d'épuration, implantée sur le Chemin de la Forêt, au sud-ouest du bourg. Elle fonctionne avec un traitement par boues actives à faible charge avec une aération prolongée. La capacité estimée de la station d'épuration est de 2 400 équivalents habitants, ce qui est suffisant actuellement pour la commune. Toutefois, le rejet des eaux traitées se fait dans le ru de Champs.

Cependant, des effluents non domestiques parviennent jusqu'à la station d'épuration ; ceux-ci sont principalement liés à l'activité viticole et entraînent une surcharge de la station d'épuration lors de la période de vendange (septembre/octobre).

Plusieurs secteurs de la commune relèvent de l'assainissement non collectif, c'est-à-dire que les habitations ne sont pas desservies par le réseau public de collecte. C'est le cas notamment du hameau de Bailly, ainsi que des secteurs de la Route de Chitry et de la Rue de Grisy dans le bourg. Environ 120 habitations sont recensées comme étant en assainissement non collectif. L'assainissement non collectif est géré par la Communauté d'Agglomération d'Auxerre, qui contrôle les installations d'assainissement. Toutefois un projet de création de station d'épuration est en cours pour le hameau.

□ Eaux pluviales

Les eaux pluviales doivent être principalement infiltrées à la parcelle. Un réseau de collecte des eaux pluviales est toutefois présent sur la commune, et permet de compenser l'imperméabilisation importante des sols, notamment dans les espaces agglomérés de la commune. Cette imperméabilisation peut conduire à des problèmes de ruissellements.

D'après le zonage d'assainissement, le système d'assainissement doit être en mesure de pouvoir intercepter et traiter l'ensemble des pluies d'occurrence de moins d'un mois (5,6 mm/h pendant une heure).

Des déversoirs sont aussi présents pour éviter une surcharge de la station d'épuration en temps de pluie. Ces déversoirs sont situés Chemin sous le parc, Route de Bailly, Rue de Gouaix, Rue de Bougeilles et Promenade du parc.

3.5.1.3 Défense incendie

La défense incendie est placée sous l'autorité et la responsabilité principale du Maire, au titre de ses pouvoirs de police administrative. Elle est actuellement réglementée par l'arrêté préfectoral du 4 mai 2018 dans l'Yonne. La règle générale est la suivante : 60m³ d'eau par heure, pendant 2 heures, ou un volume d'eau de 120 m³ à moins de 200 mètres.

3.5.1.4 Gestion des déchets

👉 Plan régional de prévention et de gestion des déchets

Les PRPGD ont été rendus obligatoires par la loi NOTRe du 7 août 2015, afin de mieux encadrer la prévention et la gestion des déchets. Ils portent autant sur les déchets dangereux, non dangereux et inertes. Plusieurs éléments composent le PRPGD : un état des lieux, une prospective à 6 et 12 ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets produites, des objectifs de prévention, recyclage et valorisation des déchets, et une liste d'actions pour atteindre ces objectifs.

Le PRPGD de la région Bourgogne-Franche Comté a été adopté le 15 novembre 2019.

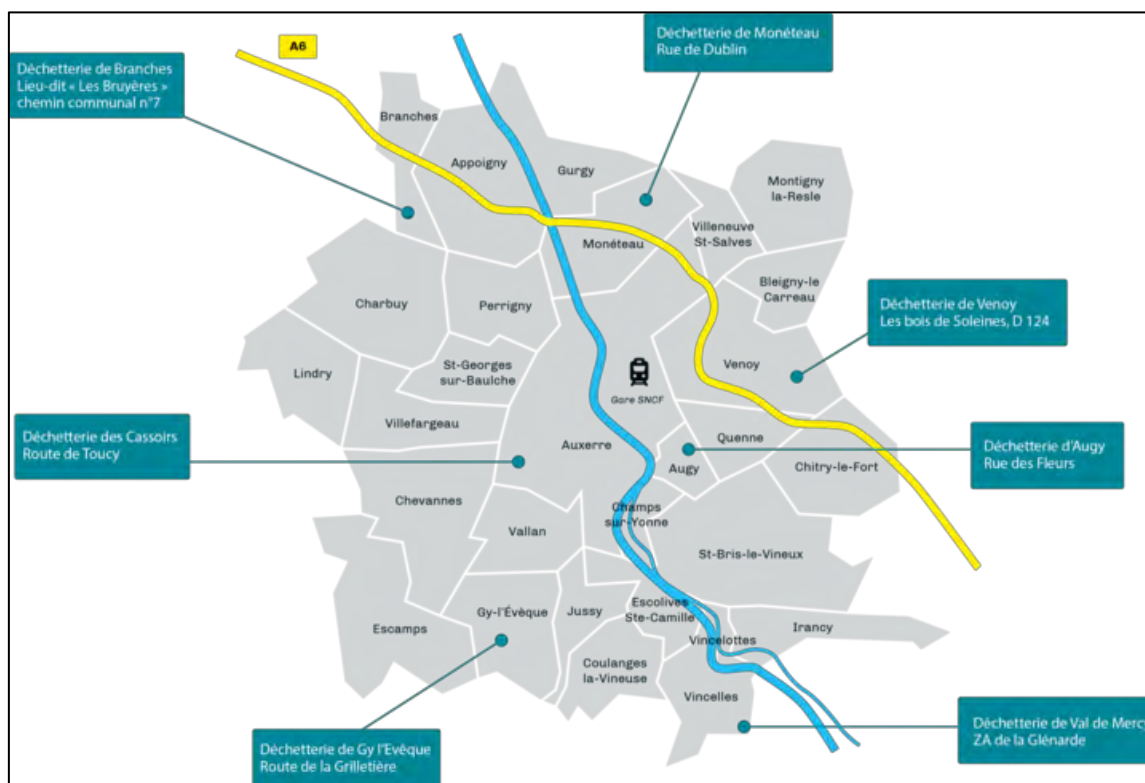
👉 Plan départemental de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés

Le PDPGDMA a été approuvé pour le département de l'Yonne le 23 septembre 2011. Il fixe des objectifs et des moyens de réduction des déchets, de recyclage de matière organique et de traitement des déchets résiduels. Ces objectifs sont fixés à l'horizon 2020 :

- Réduire la quantité d'ordures ménagères ;
- Réduire la nocivité des déchets collectés ;
- Double la collecte des déchets dangereux diffus par des actions d'information et un accueil généralisé à toutes les déchetteries ;
- Renforcer l'information et la sensibilisation aux entreprises pour réduire les déchets à la source et développer les collectes sélectives ;
- Améliorer le tri et la valorisation, et recycler vers les filières matières et organiques 45% des déchets en 2015 et 47% en 2020 ;
- Stabiliser à 200 kg/hab/an les apports en déchetteries et encombrant en porte à porte.

La gestion des déchets est une des compétences attribuées à la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois. Un schéma d'optimisation de la gestion des déchets a été développé pour le territoire communautaire afin d'inciter les habitants à réduire leurs déchets et à procéder au tri sélectif. A Saint-Bris-le-Vineux, les ordures ménagères sont collectées chaque semaine en porte à porte, tandis que le tri sélectif fait l'objet d'un ramassage bimensuel.

Sur le territoire communautaire, sept déchetteries sont à disposition des habitants ; toutes ces déchetteries sont accessibles aux habitants de Saint-Bris-le-Vineux aux horaires et jours d'ouverture. La déchetterie la plus proche est celle d'Augy.



Carte 27 - Localisation des déchetteries (CAA)

3.6 ENERGIE ET ELECTRICITE

3.6.1 Alimentation en électricité

L'aménagement énergétique de la commune est géré par le Syndicat départemental d'énergies de l'Yonne. Le SDEY est l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité et de la fourniture d'électricité dans le département.

3.6.2 Energie renouvelables

👉 Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE)

La réalisation d'un schéma régional climat air énergie vise à définir les grandes orientations et objectifs régionaux, à l'horizon 2050, concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la réduction de la consommation d'énergie, le développement des énergies renouvelables, etc. Dans le cas de la région Bourgogne-Franche Comté, deux SRCAE s'appliquent : le SRCAE de Bourgogne (approuvé le 26 juin 2012) et celui de Franche-Comté (approuvé le 22 novembre 2012).

La commune de Saint-Bris-le-Vineux est concernée par le SRCAE de Bourgogne, qui a cependant été annulé par la Cour Administrative d'Appel de Lyon, par jugement du 3 novembre 2016.

👉 Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)

Le PCAET est un outil de planification qui permet aux collectivités d'aborder l'ensemble de la problématique air-énergie-climat. Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, un Plan Climat Energie Territorial (antérieur au PCAET), a été réalisé pour la période 2011-2016. Depuis novembre 2016, la réalisation d'un nouveau PCAET a été engagée.

3.6.2.1 L'énergie solaire

La région Bourgogne-Franche Comté se caractérise par un potentiel solaire qui offre des possibilités intéressantes de valorisation. Elle présente un potentiel d'ensoleillement non négligeable, situé entre 1 220 à 1 350 kWh/m² : il correspond à la couverture nécessaire pour répondre à 50% des besoins d'eau chaude sanitaire d'un foyer type et jusqu'à 40% des besoins de chauffage (planche basse température). Ce gisement solaire est donc largement suffisant pour envisager une exploitation rentable de panneaux solaires. Les exemples allemands et danois, bénéficiant d'un ensoleillement moindre, l'illustrent bien.

Une centrale photovoltaïque est en cours de développement au Sud-Est du territoire communal de Saint-Bris-le-Vineux.

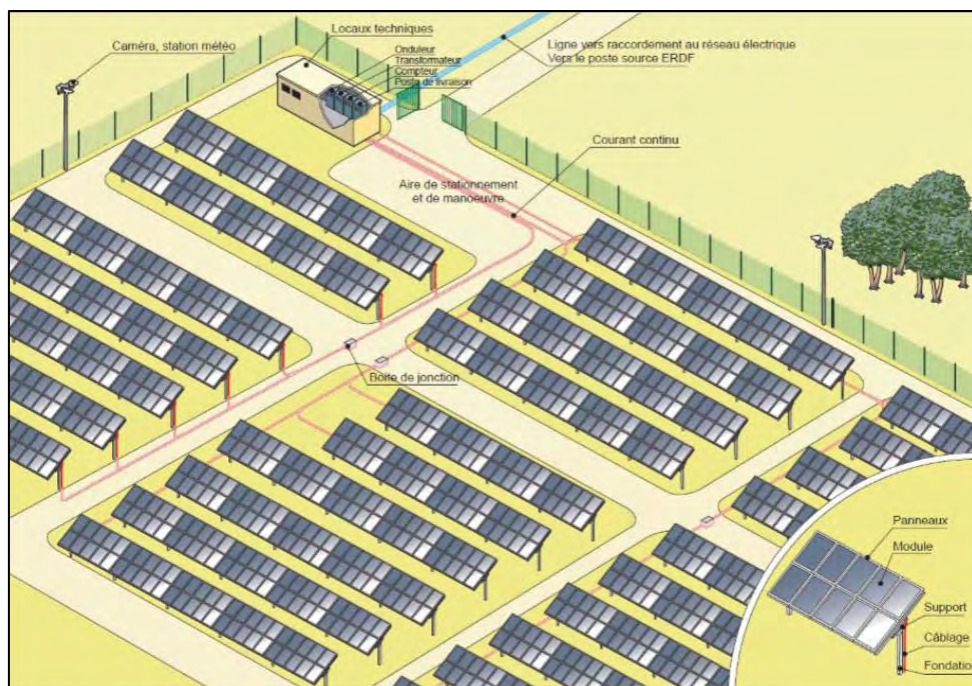


Figure 36 - Schéma de principe d'une installation photovoltaïque
(Guide des installations photovoltaïques au sol, 2011)

3.6.2.2 L'énergie éolienne

Un Schéma Régional Eolien a été imposé dans chaque région, en annexe du SRCAE, avec la loi du 12 juillet 2010. Celui-ci devait définir les zones géographiques les plus adaptées à accueillir des projets éoliens, compte tenu du potentiel éolien, des règles de protection des espaces naturels et des paysages, etc. Toutefois, avec l'abrogation du SRCAE en 2016, le SRE ne s'applique plus non plus sur le territoire.

D'une façon générale, la Bourgogne-Franche Comté se trouve dans une partie du territoire national moyennement à faiblement ventée. La commune de Saint-Bris-le-Vineux se situe donc sur un territoire favorable aux installations éoliennes. Pour autant, aucun parc éolien n'a pour le moment été développé sur la commune.

3.6.2.3 Méthanisation

La méthanisation est un procédé de dégradation de la matière organique en absence d'oxygène, qui répond à plusieurs intérêts, notamment la production d'énergie renouvelable et la valorisation des effluents agricoles, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

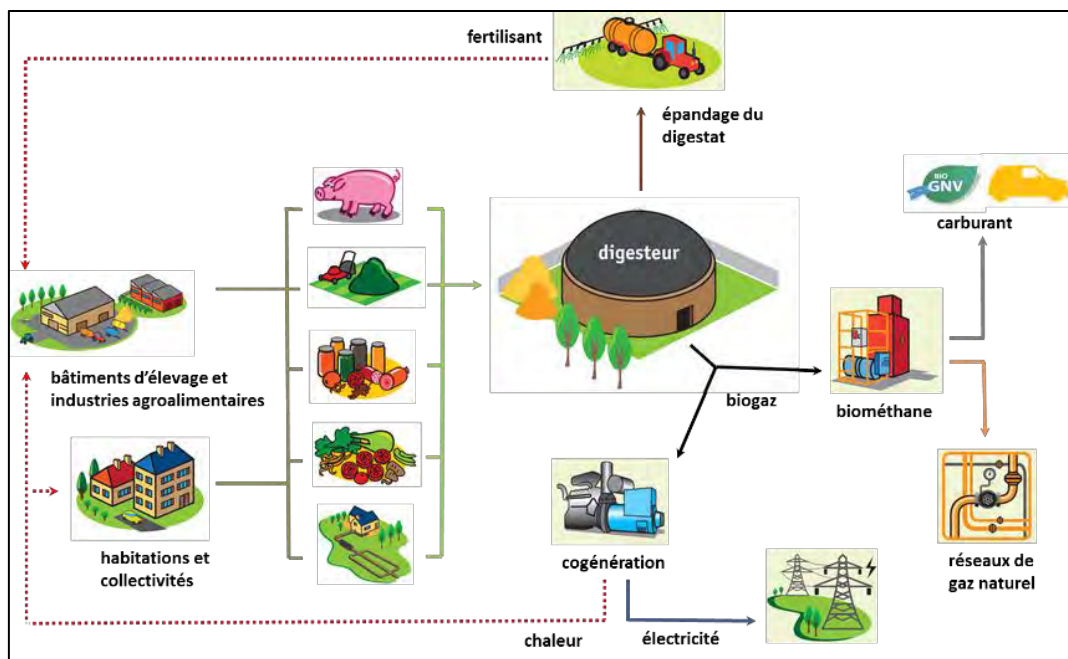
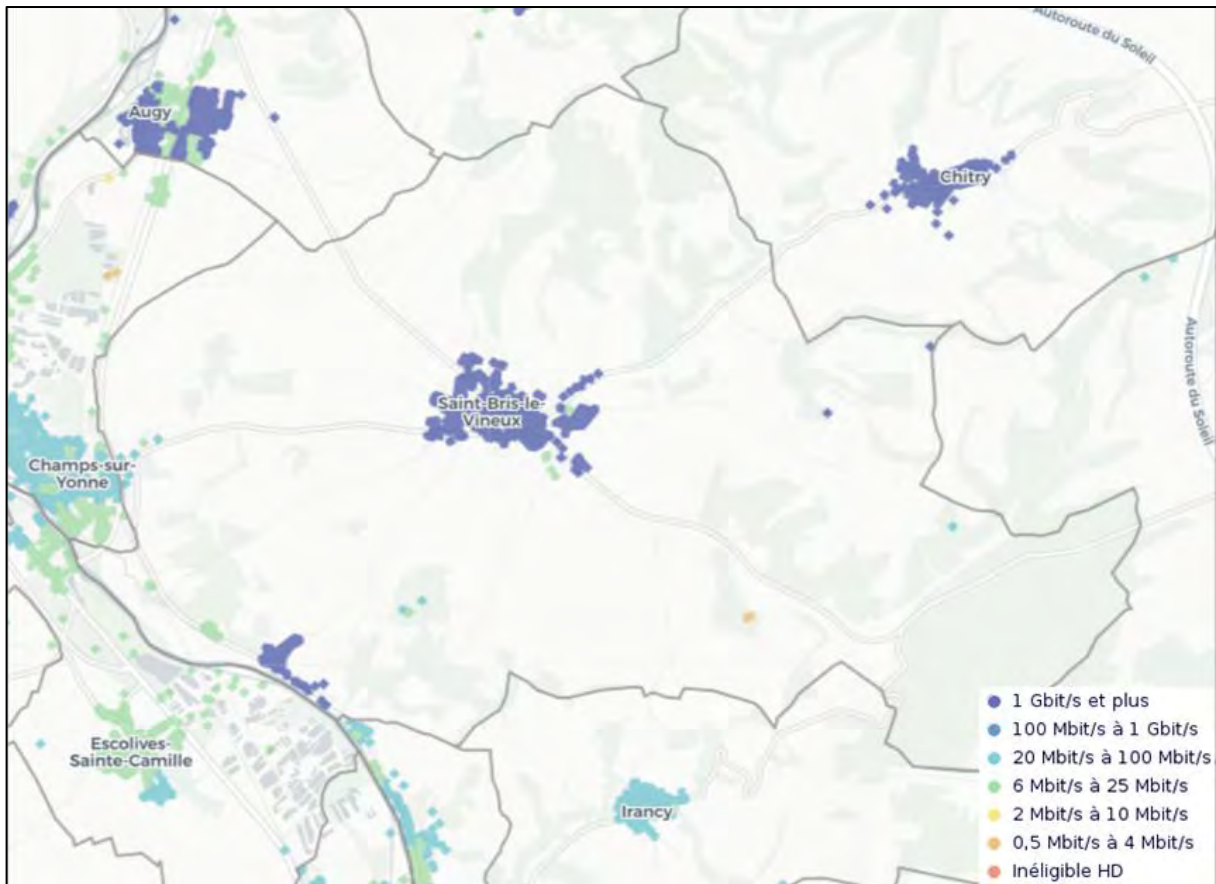


Figure 37 - Schéma de fonctionnement d'une unité de méthanisation (Chambre d'agriculture)

Ce procédé est peu développé encore sur le territoire. A Saint-Bris-le-Vineux, aucune unité de méthanisation n'est recensée.

3.6.3 Réseaux divers

Le débit internet sur la commune est globalement bon. L'ensemble des secteurs bâtis semble être desservi par le réseau numérique, avec un réseau généralement supérieur à 1 Gbit par seconde.



Carte 28 - Déploiement du très haut débit à Saint-Bris-le-Vineux (maconnexioninternet.arcep.fr)

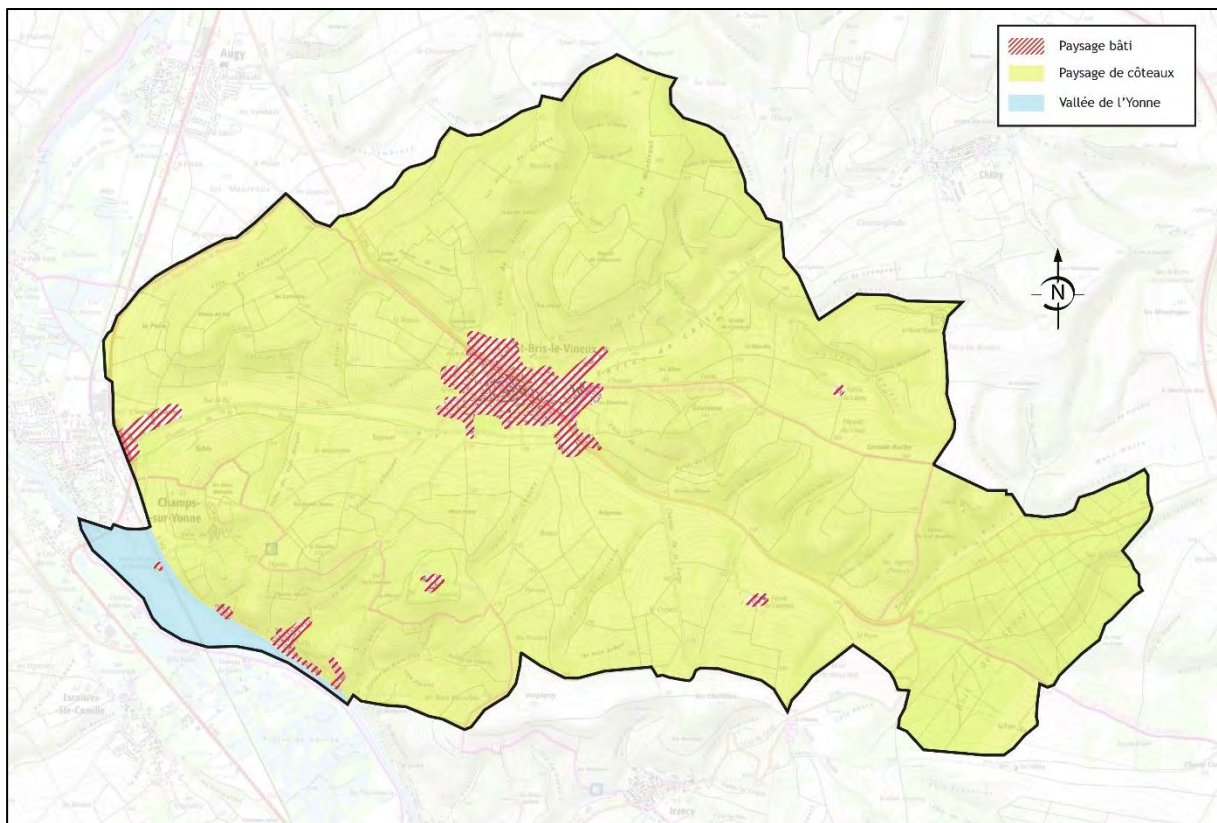
3.7 PAYSAGES, URBANISME ET PATRIMOINE

3.7.1 Le paysage naturel

La commune de Saint-Bris-le-Vineux est localisée au Sud de la préfecture. Selon l'Atlas des paysages de l'Yonne, elle appartient aux plateaux de Bourgogne et plus précisément au « jardin de l'auxerrois » qui correspond à un paysage de vignes associées à des vergers de cerisiers sur les pentes des coteaux.

Elle offre différentes ambiances avec :

- Les coteaux aux différentes facettes
- La vallée de l'Yonne



Carte 29 - Carte des entités paysagères à Saint-Bris-le-Vineux

3.7.1.1 Le paysage de coteaux

Ce paysage occupe la majeure partie du paysage communal. Il est lié au relief et à la qualité des sols. On peut ainsi observer de nombreux vignobles accompagnés de quelques vergers en lanières et d'espaces naturels sur les pentes les plus importantes et les sols les plus pauvres.



Photo 3 – La vallée de Bailly occupée par un espace naturel



Photo 4 - Vignes avec une plantation de cerisiers et un espace naturel au sommet

Les parcelles à la pente moins prononcée sont occupées par des cultures céréalières. Ce paysage composé de nombreuses vallées offre plusieurs points de vue remarquables avec le bourg et parfois Auxerre en fond de perspective.



Photo 6 - Cultures céréalières sur les pentes moins prononcées



Photo 5 - Point de vue depuis les abords de



Photo 8 - Perception en arrivant de Quenne avec le bourg en fond de perspective

On observe également quelques zones plus boisées offrant ainsi un paysage fermé comme le bois de Senoy en extrémité Est de la commune ou en fond de certains vallons.



Photo 7 - Vallée de Valtir



Photo 9 - Bois de Senoy



3.7.1.2 Le paysage de la **vallée de l'Yonne**

Il occupe la partie Sud-Est du territoire communal. L'Yonne avec le canal du Nivernais forment une petite partie de la limite communale. C'est aux abords du hameau de Bailly que ce paysage participe le plus à l'ambiance communale. On notera que ce paysage composé de prairies humides est traversé par la ligne de chemin de fer qui reste cependant très discrète, car masquée par la ripisylve et de la végétation qui accompagnent cette voie de chemin de fer.



Photo 10 - Déversoir au niveau du hameau de Bailly



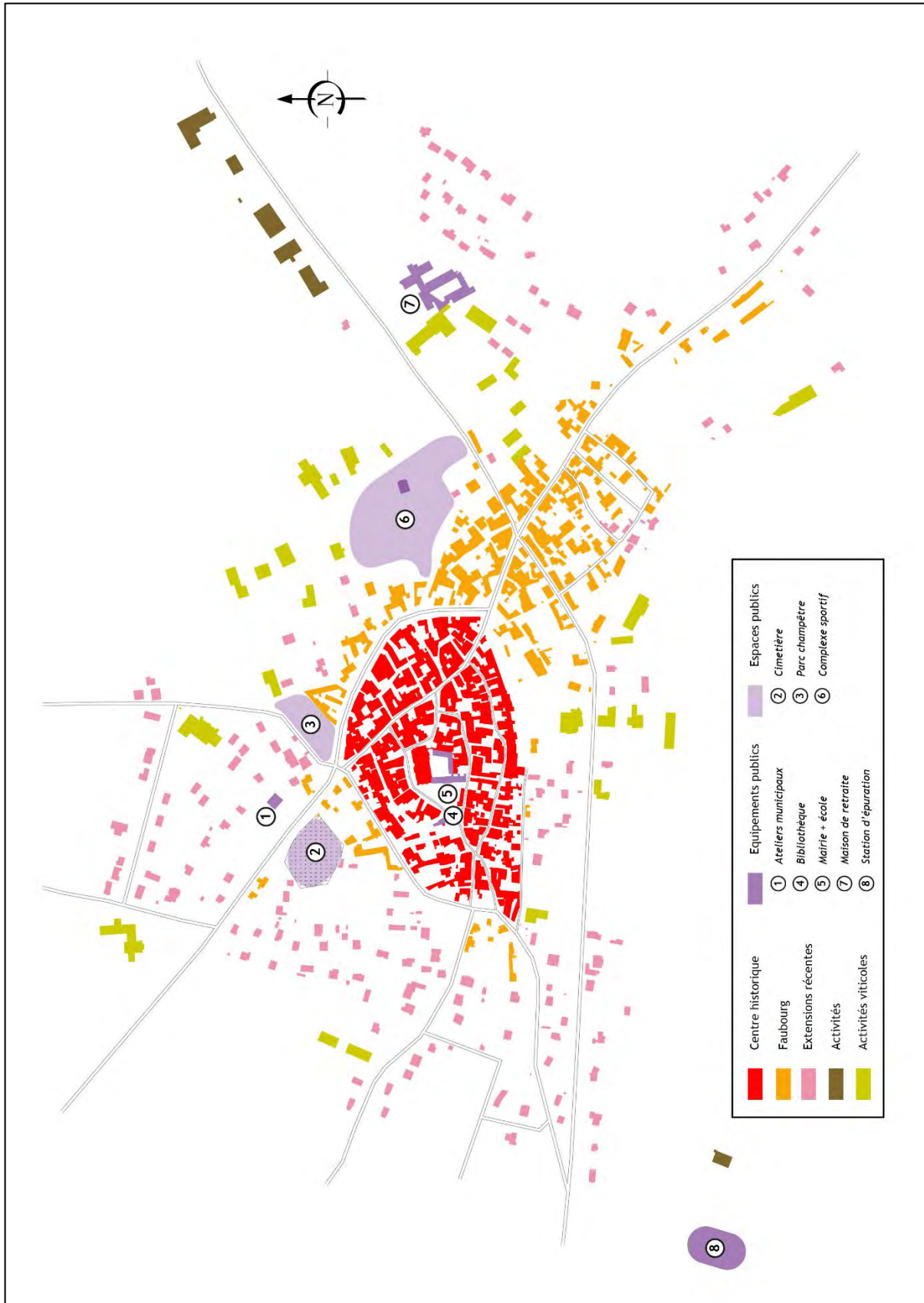
Photo 10 - Vue sur la vallée depuis les hauteurs du coteau

3.7.2 Le paysage bâti

3.7.2.1 Organisation générale du territoire

La commune est constituée :

- D'un bourg implanté au centre du territoire communal, avec plusieurs entités bien distinctes,
- Du hameau de Bailly sur le coteau de la vallée de l'Yonne,
- De deux zones d'activités : dans le bourg et aux abords de la RD 606,
- De quelques écarts bâtis.



Carte 30 - Les différentes entités bâties dans le bourg

3.7.2.2 Les perceptions lointaines du bourg

Dans ce paysage au relief prononcé, les perceptions sur le bourg sont nombreuses. Les plus importantes sont possibles depuis les coteaux situés au Sud du bourg. Elles permettent des vues remarquables sur l'ensemble de l'entité urbaine.



Photo 12 - Vue depuis les abords Douzein



Photo 13 - Vue en arrivant de Bailly



Photo 11 - Vue en arrivant de Chitry

3.7.2.3 Les entrées de bourgs

Les vues lointaines sont souvent marquées par des perceptions de l'ensemble du bourg avec le clocher de l'église qui forme parfois un signal. En arrivant sur la zone urbaine la silhouette du bourg s'efface et les entrées sont souvent marquées par les extensions récentes comme au niveau des axes principaux de la RD 956 et de la RD 62.

Les autres entrées restent plus discrètes mais les extensions récentes y sont également présentes.



Photo 15 - Entrée en arrivant d'Auxerre par la RD 956



Photo 16 - Entrée en arrivant de l'Est par la RD 956



Photo 17 - En arrivant de Quenne la vue sur le bourg avec l'église laisse place à une vue sur les extensions récentes au niveau de l'entrée de bourg.



Photo 19 - Entrée en arrivant de Champs-sur-Yonne



Photo 20 - Les bâtiments d'activités marquent l'entrée en arrivant de Chitry

On notera également que l'entrée Est par la RD 956 est marquée par la présence imposante des bâtiments du centre de vacances de la ville de Montreuil.



Photo 21 - Centre de vacances de la ville de Montreuil

3.7.2.4 Le cœur historique

Le cœur historique est bien délimité par la promenade des Tilleuls, la promenade du Parc et la rue de Paris. Il subsiste encore les deux portes, vestiges des anciennes fortifications. Cette entité présente une urbanisation dense à l'alignement avec des voies de faible emprise.



Photo 22 - Bâti à l'alignement avec présence de maisons à pans de bois

Le bâti se compose principalement de constructions R + 1 + combles et R + 2.

De nombreux bâtiments témoignent de la richesse du bourg d'autrefois. On peut observer une architecture en pierre calcaire avec de nombreux détails architecturaux ornant les façades, des toitures principalement en tuiles plates de pays et quelques constructions à pans de bois. On notera que plusieurs constructions vacantes sont en mauvais état.



Photo 13 - Voie de faible emprise



Photo 24 - Bâti vacant non entretenu

3.7.2.5 Le faubourg

Le bourg s'est ensuite développé au-delà des anciennes fortifications, principalement à l'Est et au Sud-Est du cœur historique. On retrouve un bâti ancien mais moins dense

avec parfois des potagers et jardins. L'alignement bâti est parfois complété par des murs de clôture. Les constructions sont généralement plus modestes.



Photo 25 - Potagers au cœur du faubourg



Photo 26 - Bâti plus modeste

3.7.2.6 Les extensions récentes

Les constructions récentes sont implantées essentiellement à l'Ouest avec également un secteur au Sud-Est, non loin de la maison de retraite. L'alignement bâti disparaît au profit de la construction implantée au cœur de la parcelle.

Les premières extensions sont reconnaissables avec leurs toitures à quatre pans. L'architecture s'inspire ensuite des constructions traditionnelles avec les toitures à deux pans. On observe également dans les constructions récentes avec une architecture plus contemporaine.



Photo 27 - Lotissement aux abords de la maison de retraite



Photo 28 - Lotissement récent au Nord-Ouest du bourg



Photo 29 - Toiture à 4 pans des premières extensions



Photo 30 - Architecture plus contemporaine

Plusieurs lotissements sont en cours de développement avec encore quelques « dents creuses ».

3.7.2.7 Le hameau de Bailly

Le hameau de Bailly présente une urbanisation dense typique des anciens bourgs avec un bâti à l'alignement, des voies étroites, des constructions R + combles ou R + 1 implantées dans le coteau. On peut y observer la chapelle et l'ancienne école, vestiges de l'époque où Bailly était indépendante de Saint-Bris-le-Vineux. Les extensions récentes sont présentes en périphérie, principalement au Nord, entre le centre ancien et le cimetière.



Photo 31 - Chapelle de Bailly



Photo 32 - Ancienne école de Bailly



Photo 33 - Extensions récentes au Nord du hameau

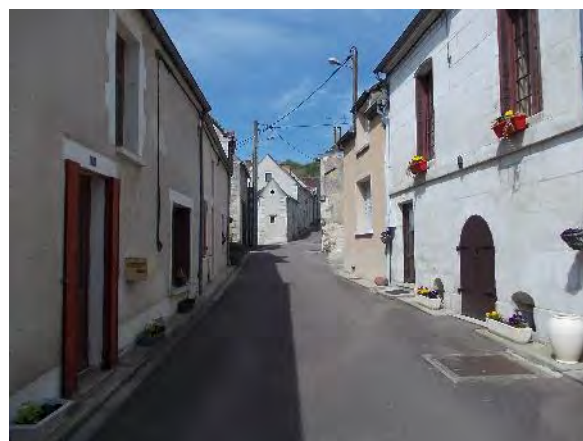


Photo 34 - Voie étroite et bâti à l'alignement

3.7.2.8 Les zones **d'activités**

Les zones d'activités sont localisées en deux emplacements.

A la sortie Est du bourg en direction de Chitry, plusieurs entreprises sont liées au monde agricole et viticole.



Photo 35 - Activités à la sortie du bourg en direction de Chitry

En limite Ouest de la commune, plusieurs entreprises sont venues s'implanter en rive de la RD 62, dans la zone des Champs Galottes, afin de bénéficier de la proximité de la RD 606. On notera la présence d'une ancienne carrière qui pourra être utilisée pour l'extension de cette zone d'activités. En limite en direction du bourg une chèvrerie est également venue s'implanter dans ce secteur.



Photo 36 - Activités en rive de la RD 62

Dans cette commune à forte vocation viticole plusieurs hangars et chais liés à cette activité marquent également le paysage aux abords des extensions récentes du bourg.



Photo 37 - Exploitation viticole à l'entrée Nord-Ouest

3.7.2.9 Les écarts bâtis

Les écarts bâtis sont peu nombreux. Ils se limitent à quelques fermes isolées, à quelques maisons à la Côte d'Or en rive de la RD 362, aux caves de Bailly et à Douzein qui regroupe plusieurs bâtiments dont plusieurs sont en ruines.



Photo 14 - Ferme de Chèrevie en retrait de la RD 956



Photo 39 - Bâtiment de la ferme isolée de Laigny



Photo 40 - Douzein implanté en haut de coteaux

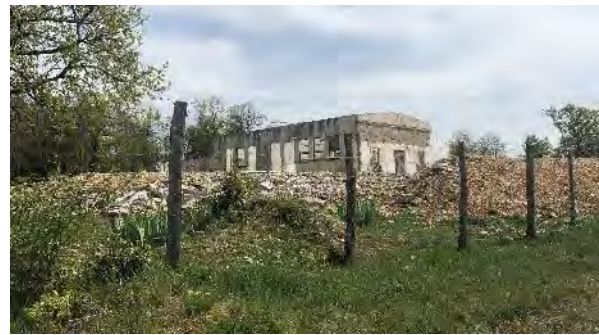


Photo 41 - La Côte d'Or



Figure 42 - Cave de Bailly

3.7.2.10 Les espaces publics

Les espaces publics permettant un rassemblement de la population sont peu nombreux, en dehors du parc champêtre situé au Nord du centre historique. Les principaux espaces ouverts comme en façade de la mairie sont dédiés au stationnement.

Les équipements sportifs sont regroupés au même endroit offrant une certaine diversité allant du terrain de pétanque au city-stade.

On notera également que le hameau de Bailly a son terrain de pétanque et quelques bancs pour profiter de la quiétude des bords de l'Yonne.



Photo 43 - Parvis de l'église et abords de la mairie



Photo 44 - Aménagement en rive de l'Yonne à Bailly

3.7.2.11 Le patrimoine

▣ Les monuments historiques

L'église Saint-Prix Saint-Cot est classée monument historique par arrêté du 30 mars 1904. Erigée entre le XIII^{ème} et XVI^{ème} siècle, elle présente des éléments architecturaux gothiques et Renaissance qui en font une des plus belles églises du département.

Le portail Renaissance attenant à l'église est également classé monument historique par arrêté du 28 janvier 1960.



Photo 45 - Eglise Saint-Prix Saint-Cot



Photo 46 - Portail Renaissance

❑ Le patrimoine témoin de l'histoire du bourg

De nombreux autres bâtiments témoignent de l'importance du bourg par le passé. Des éléments des anciennes fortifications, le château du XVII^{ème} siècle qui abrite aujourd'hui la mairie et l'école, les maisons à pans de bois, le lavoir, les fontaines, ...



Photo 47 - Ancienne porte du bourg



Photo 48 - Château du XVII^{ème} siècle



Photo 15 - Fontaine



Photo 50 - Maison à pans de bois



Photo 51 - Fontaine



Photo 52 - Lavoir

3.7.3 Potentiel archéologique

La Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne (DRAC) tient à jour la liste des sites archéologiques de la commune de Saint-Bris-le-Vineux. Il est rappelé que cet état des connaissances est l'image des données archéologiques (sites et indices de sites) connues à l'heure actuelle (issue principalement d'opérations de terrain et de dépouillement bibliographique).

En application des articles L.531-14 et R.531-18 du Code du Patrimoine, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalées au Maire de la commune, lequel prévient alors la DRAC.

N° d'EA	Lieu dit carte IGN	Chrono debut	Chrono fin	Vestiges
1	Le Bas de la Ronce, Vallée de Fontenoy	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	enclos funéraire
2	La Croix Rougeot	Haut-empire	Bas-empire	dépôt monétaire
3	Fontaine d'Aucept	Haut moyen-âge	Epoque moderne	église village
4	Le Noua	Moyen-âge classique	Bas moyen-âge	château fort
5	Le Temple	Gallo-romain	Gallo-romain	bâtiment
6	Le Temple	Moyen-âge classique	Bas moyen-âge	chapelle commanderie
7	Bourg	Haut moyen-âge	Epoque moderne	église
8	Bourg	Haut moyen-âge	Epoque moderne	enceinte urbaine tour de guet
9	Faubourg de Gouaix	Epoque moderne	Epoque moderne	enceinte urbaine rempart
10	Bailly	Moyen-âge classique	Moyen-âge classique	carrière
11	Bailly	Moyen-âge classique	Epoque moderne	église habitat groupé
12	Cave de Bailly	Epoque moderne	Epoque moderne	anomalie
13	Eourg	Moyen-âge classique	Moyen-âge classique	parcellaire
14	Bourg SE	Epoque moderne	Epoque moderne	maison château fort château non fortifié
15	Moulin de Marcigny	Moyen-âge	Période récente	habitat

15	Moulin de Marcigny	Moyen-âge	Période récente	moulin à eau
16	Grisy	Moyen-âge	Période récente	faubourg
17	25, route des Champs	Gallo-romain	Gallo-romain	
18	25, route des Champs	Moyen-âge classique	Epoque moderne	crypte église
19	25, route des Champs	Moyen-âge classique	Epoque moderne	cimetière inhumation
20	Le Baigneau, La Terre Rouge,	Haut-empire	Haut-empire	construction villa
21	Le Court Vit	Epoque moderne	Epoque moderne	mur
22	Gouai, La Ville, Goix	Haut moyen-âge	Epoque moderne	parcellaire
23	Le Temple	Gallo-romain	Moyen-âge	faubourg commanderie
24	Chely, Mainciau	Moyen-âge classique	Moyen-âge classique	fosse habitat groupé
25	Marcel	Haut moyen-âge	Haut moyen-âge	cimetière sarcophage
26	Laigny, Loigny	Haut moyen-âge	Epoque moderne	ferme
27	Grotte de Cornevin, Les Perriers	Moyen-âge classique	Epoque moderne	carrière
28	Ile de Marcigny, Isle de Marsigny	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	habitat parcellaire
29	Marcigny, Per Pro	Haut-empire	Epoque moderne	villa
30	Bourg	Moyen-âge classique	Epoque moderne	château fort
31	Fontenoy, sur la Fontaine de Fontenoy	Gallo-romain	Gallo-romain	occupation
32	Vallée de Vallière, La Vau d'Irancy,	Epoque moderne	Epoque moderne	parcellaire
33	Les Cornières, Croix Rouge ouest	Epoque moderne	Epoque moderne	
35	Vallée d'Anay	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	habitat
36	Bois de Senoy,	Second Age du fer	Second Age du fer	occupation
37	D'Augy Est au Bois de Bouchal	Epoque moderne	Epoque moderne	voie
38	D'Augy au Vau Lacasse	Gallo-romain	Période récente	voie
39	?	Bas moyen-âge	Bas moyen-âge	dépôt monétaire
40	Vallée de Chassy	Gallo-romain	Moyen-âge	habitat
41	Les Déverses,	Epoque moderne	Epoque moderne	bâtiment parcellaire

42	Ferme de Chêrevie ouest, Côte de Chêrevie	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	fosse
				fossé
				parcellaire
43	Vallée de Chanoy, Les Grains d'Argent	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	chemin
				fosse
				parcellaire
44	Vallée d'Aucep, La Fontaine d'Aussept	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	parcellaire
45	L'Epine, Le Temple	Epoque moderne	Epoque moderne	construction
				parcellaire
46	Vallière	Epoque moderne	Epoque moderne	fosse
				parcellaire
47	Voie de la Forêt, Chemin de Champs	Gallo-romain	Moyen-âge	voie
48	La Farge	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	fosse
49	Bailly ouest, Isle de Marcigny	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	adduction
				fossé
50	Ferme de Chêrevie E	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	occupation
51	Bailly nord-ouest, Chante Merte	Epoque moderne	Epoque moderne	parcellaire
52	Cave de Bailly nord-est, Mont Morin	Epoque moderne	Epoque moderne	parcellaire
				viticulture
53	Vallée de Chitry,	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	bâtiment
				enceinte
54	Carrière du Pain de Sucre, Pain de	Moyen-âge	Période récente	carrière
55	Carrière de Vau-Long ou de Marcel, Champ Garni	Epoque moderne	Epoque moderne	carrière
56	Les Champs Galoties	Age du bronze	Age du fer	fosse
58	Ferme du Mont de L'Epine, Le Branloire	Epoque moderne	Epoque moderne	ferme
59	Pinelle	Bas moyen-âge	Epoque moderne	ferme
61	Sur le Ru	Epoque moderne	Epoque contemporaine	chemin
				parcellaire
62	Sur le Ru	Bas-empire	Haut moyen-âge	fosse
				occupation
				trou de poteau
63	?	Haut moyen-âge	Haut moyen-âge	
64	Rue Saint-Blaise	Bas moyen-âge	Bas moyen-âge	fosse
65	Route des Champs	Gallo-romain	Période récente	fosse

En application de l'article R.523-1 du Code du Patrimoine, « Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations d'aménagement. »

De plus, le Code du Patrimoine indique qu' « En dehors des cas prévus au 1° de l'article R. 523-4, les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux mentionnés au même article, ou pour recevoir la déclaration mentionnée au dernier alinéa de l'article R. 523-7, peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance » (article R.523-8).

3.7.4 Conclusion du diagnostic paysager

3.7.4.1 Le paysage naturel

Bien que majoritairement occupé par le paysage de coteaux, la commune offre une importante diversité de paysage liée notamment :

- A l'occupation des sols avec du vignoble, de la culture céréalière, des espaces naturels et du boisement qui donnent ainsi des espaces ouverts et d'autres fermés,
- Au relief qui offre de nombreux points de vue, dont certains remarquables,

- A la présence d'eau au niveau de la vallée de l'Yonne en contraste aux coteaux calcaires qui offrent ainsi une faune et une flore très variée.

3.7.4.2 Le paysage bâti

Une composition urbaine qui témoigne bien de l'évolution et du développement du bourg avec :

- Un centre historique préservé à l'urbanisation dense et à l'architecture de qualité,
- Un faubourg qui représente les premières extensions en dehors des fortifications,
- Des extensions récentes plus anarchiques qui se sont implantées au gré des opportunités et en contrastes avec l'urbanisation dense du centre ancien.

On notera dans le centre ancien, la présence de bâtiments vacants qui témoignent de la difficulté à adapter certaines constructions aux exigences du confort demandé aujourd'hui.

Le paysage bâti est également marqué par la présence des nombreux bâtiments liés à l'activité viticole.

3.7.4.3 Les atouts de la commune

Des espaces naturels et architecturaux garants d'un cadre de vie de qualité avec :

- Un paysage naturel varié et riche, propice au développement touristique,
- Une architecture témoin de l'histoire de la commune.

Ces atouts peuvent être combiné à l'attractivité liée à l'activité viticole de la commune pour enrichir et renforcer la qualité de ses aménagements et ainsi renforcer son attrait local et touristique.

4. JUSTIFICATION DES CHOIX OPÉRES PAR LE PLU

4.1 CHOIX RETENUS POUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

L'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) s'appuie sur les caractéristiques du territoire identifiées lors du diagnostic.

Le PADD du PLU de Saint-Bris-le-Vineux est réparti en 5 axes thématiques :

- AXE 1 : Assurer un développement démographique cohérent en privilégiant l'optimisation des capacités foncières existantes
- AXE 2 : Limiter la consommation foncière
- AXE 3 : Renforcer l'offre en équipements et en mobilité pour améliorer la qualité du cadre de vie
- AXE 4 : Valoriser les activités économiques du territoire
- AXE 5 : Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux

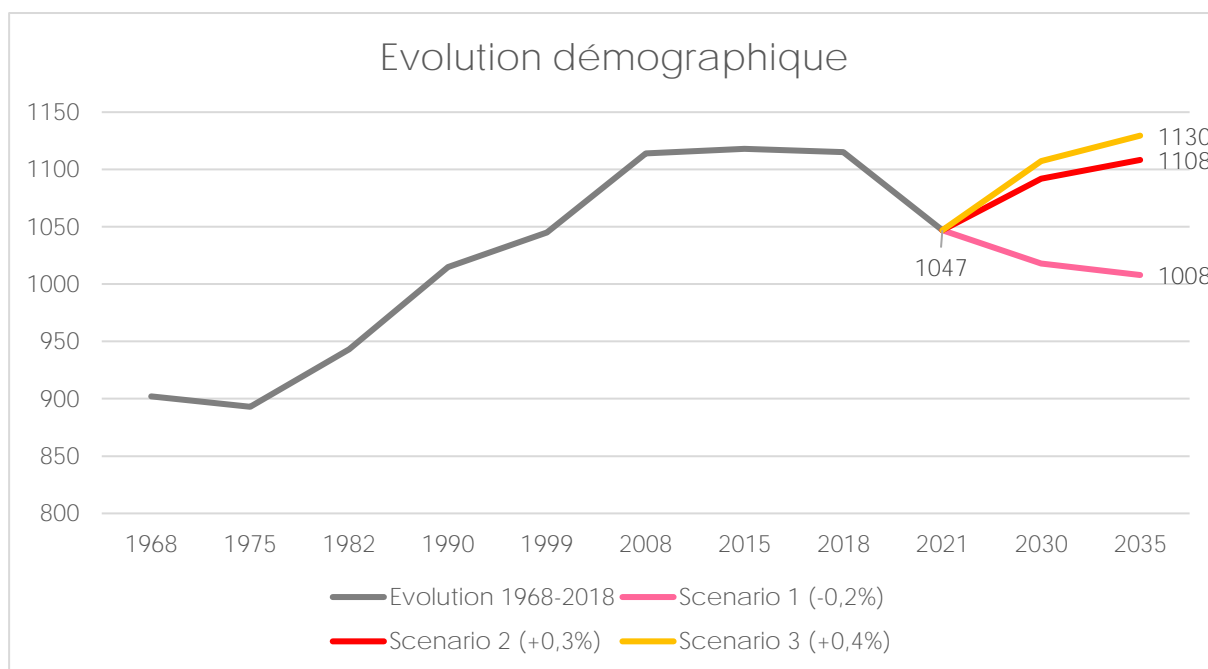
4.1.1 Axe 1 : Assurer un développement démographique cohérent en privilégiant l'optimisation des capacités foncières existantes

4.1.1.1 Encourager une croissance démographique maîtrisée et en cohérence avec le territoire

La commune souhaite inverser la tendance démographique à la baisse de ces dernières années, de façon à retrouver une croissance démographique positive. Pour rappel, entre 2008 et 2021, la commune a enregistré un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de -0,5%.

L'objectif de croissance démographique inscrit dans le PADD a été envisagé au regard de trois scénarii :

- Scénario 1 : croissance de -0,2% par an
- Scénario 2 : croissance de +0,3% par an
- Scénario 3 : croissance de +0,4% par an



Le PADD tient compte des variations démographiques qu'a connues la commune et qui ont été mises en évidence dans le diagnostic.

En 2021, la population communale est estimée à 1 047 habitants. Le scénario retenu (le n°2) se base sur une augmentation de la population de +0,3% par an, car il semble être le plus adapté aux réalités locales. La crise sanitaire de la covid-19 vient renforcer ce constat, dans la mesure où les communes rurales, à l'image de Saint-Bris-le-Vineux, assistent à un retour des populations sur leur territoire. La commune souhaite ainsi inverser la tendance démographique qui est à la baisse depuis les années 2010. Ainsi, si on applique un taux de croissance annuel moyen de +0,3%, la commune devrait gagner 61 nouveaux habitants d'ici 2035, c'est-à-dire parvenir à 1 108 habitants.

A titre comparatif, entre 2008 et 2018, le département de l'Yonne a enregistré un taux de croissance annuel moyen de -0,1%, et la communauté d'agglomération de l'auxerrois a enregistré pour sa part un taux de croissance annuel moyen de -0,2%.

4.1.1.2 Adapter l'offre de logements en fonction des évolutions sociétales

Les évolutions démographiques des années à venir vont engendrer un besoin de logements sur la commune. Plusieurs facteurs entrent en compte :

- Les évolutions liées au changement des modes de vie, c'est-à-dire la diminution de la taille moyenne des ménages et leur desserrement ;
- L'arrivée de nouveaux habitants sur la commune.

La commune souhaite donc accueillir de nouveaux habitants, mais également agrandir son parc de logements, dans la mesure où les équipements publics aujourd'hui disponibles sont adaptés pour répondre aux besoins futurs.

□ Diminution de la taille moyenne et desserrement des ménages

Cette situation concerne l'ensemble du territoire national. La commune de Saint-Bris-le-Vineux est aussi concernée par ce phénomène : alors que la taille moyenne des ménages était de 3 personnes en 1968, elle n'est plus que de 2,13

personnes en 2018. Compte tenu de cette diminution continue, il est pris pour hypothèse dans le cas de la commune de Saint-Bris-le-Vineux une taille moyenne des ménages de 2,09 personnes d'ici 2035.

Cette diminution de la taille moyenne des ménages peut s'expliquer par des évolutions sociétales : vieillissement de la population, phénomène de décohabitation (séparation des couples, départ des enfants), etc. Le desserrement des ménages est une tendance générale qui doit être prise en compte pour évaluer efficacement le rythme de production des logements nécessaires.

Cette tendance à la baisse du nombre de personnes dans les ménages nécessite **inévitablement de créer d'autres logements afin de maintenir le nombre d'habitants actuels** ; 50 logements sont prévus à ce titre.

	Nombre d'habitants	Taille des ménages	Nombre de logements*
En 2021	1 047	2.13	451
Prévision pour 2035		2.09	501
Nombre de logements à créer : 501 - 451 = 50			

* Le nombre de logements évoqué ci-dessus se réfère au nombre de résidences principales en 2018 (437) auquel a été ajouté le nombre de permis de construire accordés pour des maisons nouvelles entre 2019 et 2021 (14), soit $437+14 = 451$ logements.

□ L'arrivée de nouveaux habitants

Le solde migratoire est l'un des principaux atouts de la commune de Saint-Bris-le-Vineux pour permettre de retrouver une croissance démographique positive. Autrement dit, l'arrivée de nouveaux habitants permettrait de retrouver le rythme de croissance +0,3% d'avant 2011. Pour rappel, entre 2013 et 2018, alors que le solde naturel est négatif, le solde migratoire est resté positif (+ 0,8%).

L'attractivité de la commune est à renforcer afin d'inverser la tendance de la courbe de la croissance démographique. Pour ce faire, la commune peut s'appuyer sur le cadre de vie agréable qu'elle propose et qui se situe à proximité du pôle urbain d'Auxerre et de toutes les commodités qui y sont attachées. Par ailleurs, l'arrivée de nouveaux habitants serait un moyen de rajeunir la population communale, en attirant des ménages jeunes avec des enfants notamment.

L'arrivée de nouveaux habitants permettrait à la commune de retrouver son rythme de croissance démographique d'avant 2011. 61 nouveaux habitants sont ainsi estimés d'ici 2035, ce qui nécessite la création de 29 nouveaux logements, en tenant compte de la diminution de la taille des ménages à 2.09 personnes.

En appliquant un taux de croissance annuel moyen de +0,3%			
2021	2030	2035	Evolution entre 2018-2035
1047	1092	1108	+ 61
Besoin en logements : $61 \div 2.09 = 29$			

4.1.1.3 Mettre en œuvre un développement urbain soucieux du cadre de vie rural

Dans un souci de préservation du cadre de vie et de l'identité territoriale de la commune, des espaces stratégiques ont été définis pour assurer le développement urbain. Il y a ainsi le besoin de conserver un bourg dynamique, et le besoin de protéger les terres agricoles qui symbolisent le terroir de Saint-Bris-le-Vineux.

↳ Ainsi, à l'horizon 2035, il est prévu la création de 79 logements au total pour répondre au besoin des ménages, dans une perspective de maintenir d'une part la population déjà présente sur la commune, mais également d'accueillir de nouveaux ménages. Ce chiffre a été retenu car :

- Il permet de maintenir une croissance régulière du parc de logements ;
- Il correspond aux équipements déjà présents sur la commune.

	Nombre de logements
Desserrement des ménages	50
Croissance démographique	29
Viellissement du parc de logements	0
TOTAL	79

4.1.2 Axe 2 : Limiter la consommation foncière

4.1.2.1 Réinvestir l'offre de logements existants pour limiter la consommation foncière

La commune souhaite valoriser autant que possible le bâti existant afin de limiter la consommation du foncier disponible. Ce souhait est à mettre en correspondance avec l'augmentation du parc vacant sur la commune et la volonté de lutter contre l'inoccupation ou la sous-occupation des bâtiments : les logements vacants représentent une vraie problématique pour la commune, puisqu'en 2020 il y en avait 74, dont 37 qui étaient vacants depuis plus de 2 ans. On constate par ailleurs que leur nombre a augmenté ces dernières années : entre 2008 et 2018, 60 logements vacants supplémentaires ont été dénombrés, ce qui laisse supposer que l'offre de logements est actuellement inadaptée au nombre d'habitants de la commune et à leurs besoins.

L'intérêt de la commune est donc de valoriser ce parc de logements vacants afin de ne pas détériorer l'ambiance du bourg et la qualité du cadre de vie. Cette valorisation passe notamment par la réhabilitation d'une partie des logements vacants, afin qu'ils répondent aux normes techniques et qu'ils puissent plaire davantage.

Ainsi 36 logements actuellement vacants peuvent être réhabilités pour répondre aux besoins futurs de la commune, soit près de 50% du parc de logements vacants. En **conséquence, la production de logements à l'horizon 2035 est estimée à 43** nouveaux logements.

	Nombre de logements
Besoin de logements	79
Logements vacants en 2020	74

Logements pouvant être réhabilités ($\approx 50\%$)	36
Nombre de logements à produire	$79 - 36 = 43$

4.1.2.2 Favoriser le développement urbain en densification plutôt qu'en extension

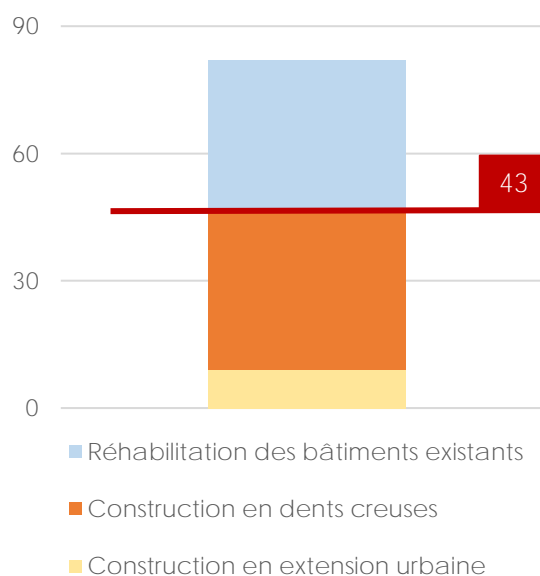
Il est souhaité de limiter autant que possible la consommation du foncier sur la commune. L'utilisation optimale des disponibilités au sein de l'enveloppe urbaine existante est privilégiée, afin d'éviter son extension. Ce souhait coïncide avec les objectifs définis par le SRADDET de la région Bourgogne-Franche-Comté qui vise l'objectif de zéro artificialisation nette à l'horizon 2050. Autrement dit, il s'agit de privilégier les espaces urbanisés existants et leur requalification, avant d'étendre l'enveloppe urbaine. Cet objectif vise à préserver les espaces à haute valeur environnementale et le foncier agricole notamment.

En conséquence, la croissance démographique à venir et le développement économique devront être maîtrisés afin d'assurer la limitation de la consommation foncière.

La mobilisation des dents creuses et des cœurs d'îlots est dans ce contexte à prioriser. Ainsi, il semble que la commune puisse produire environ 75% du besoin en logements au cœur de son tissu urbain actuel. Cela correspond ainsi à la production de 33 logements.

Les extensions du tissu urbain pourront accueillir au moins 10 logements. Mais ces extensions devront être situées dans la continuité directe de l'enveloppe urbaine existante.

Il faut remarquer qu'aux 79 logements nécessaires évoqués précédemment, **36 d'entre eux vont être fournis grâce** au réinvestissement de logements laissés vacants. Autrement dit, 43 nouveaux logements devront être **construits à l'horizon 2035** pour répondre aux besoins de la population.



	Nombre de logements
Dents creuses	33
Extension du tissu urbain	10
TOTAL	43

Après l'analyse du potentiel foncier de la commune de Saint-Bris-le-Vineux, les dents creuses représentent environ 4,6 ha et les espaces identifiés en extension environ 1,1 ha.

Dents creuses	Extensions
---------------	------------

≈ 4.6 ha	≈ 1.1 ha
Taux de rétention (30%)	Aménagement des espaces publics* (20%)
≈ 3.22 ha	≈ 0.88 ha
Soit $3.22 + 0.88 = 4.1$ ha	
Densité de logements : 15 logements/ha	
Soit un besoin foncier de $43 \div 15 =$ environ 3 ha	
4.1 ha > 3 ha	

* Correspond à la gestion des eaux pluviales par infiltration

SYNTHESE DU NOMBRE DE LOGEMENTS NECESSAIRES	
<i>Taille des ménages estimée</i>	2.09 personnes
Desserrement des ménages	50
<i>Croissance démographique prévue</i>	+0,3%
Nombre de logements à créer	29
Vieillessement du parc de logements	0
TOTAL	79
Réhabilitation des logements vacants	36
Construction en dents creuses	33
Construction en extension	10

L'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones constructibles répond à deux objectifs majeurs, à savoir satisfaire les besoins des nouveaux ménages, et également répondre à la demande croissante de terrains sur la commune.

❑ Satisfaire les besoins des nouveaux ménages

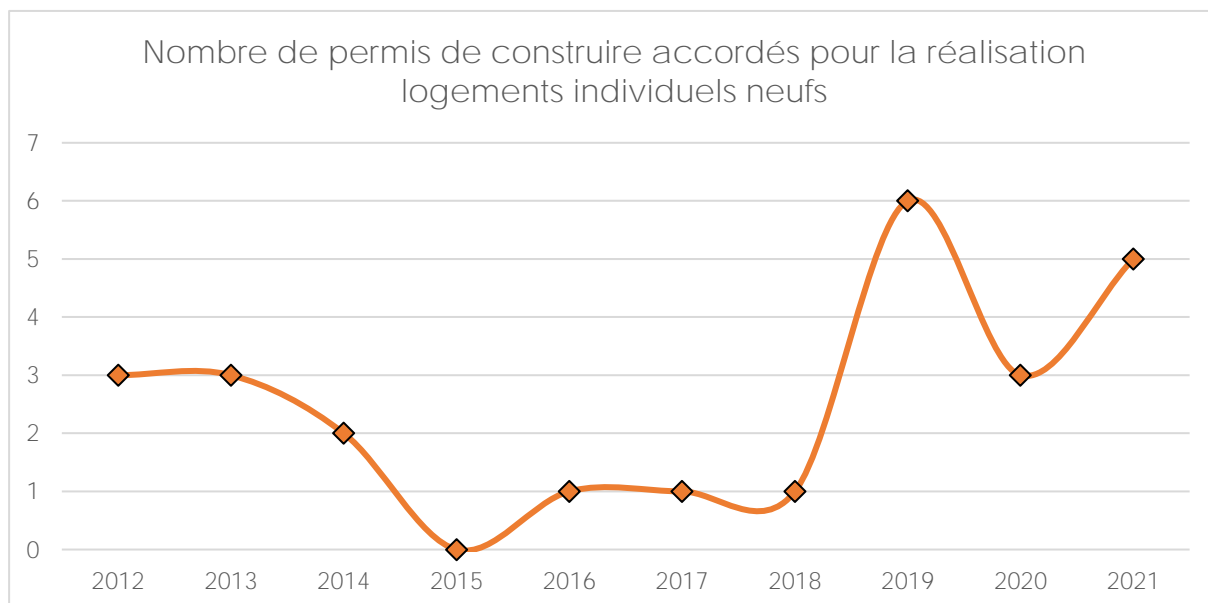
Bien que le potentiel foncier urbanisable soit supérieur au besoin estimé (4,1 ha, contre 3 ha nécessaires), l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones permet à la commune de répondre aux souhaits d'installation de nouveaux ménages. En effet, sans l'ouverture d'espaces à urbaniser en extension, alors la commune n'aurait pas d'autres possibilités d'accueil en dehors des dents creuses disponibles. Ce choix limité pourrait être un frein à l'installation de nouveaux ménages, ce qui ralentirait potentiellement la croissance démographique envisagée.

❑ Répondre à la demande croissante de terrains disponibles

Par ailleurs, la commune a ciblé deux zones d'extensions sur son territoire, à proximité directe du bourg afin de profiter des services, équipements et commerces qui y sont installés. Ces deux zones, Grisy et Saint-Blaise, sont destinées à accueillir des logements construits sur des terrains représentant une superficie d'environ 650m². L'ouverture de ces zones va ainsi permettre de répondre aux besoins des ménages souhaitant s'installer, tout en encourageant la densification, puisqu'elle envisage ainsi réduire la taille moyenne des terrains : après une analyse des permis de construire accordés entre 2012 et 2021, la taille moyenne des terrains était estimée à 1 100m².

De plus, cette analyse souligne l'attrait au cours de ces dernières années de la commune. Si l'année 2019 s'avère être le point culminant en termes de permis de construire accordés, l'année 2021 n'est pas en reste avec une reprise du rythme de construction. L'intérêt des ménages à s'installer à Saint-Bris-le-Vineux n'est que

renforcé dans un contexte de crise sanitaire, où la recherche d'un cadre de vie agréable est devenue primordiale.



4.1.3 Axe 3 : Renforcer l'offre en équipements et en mobilité pour améliorer la qualité du cadre de vie

4.1.3.1 Renforcer l'offre en équipements

Les équipements actuellement présents sur la commune doivent être maintenus, et peuvent, dans certains cas, être renforcés dans la perspective de répondre aux besoins futurs des habitants. Ces équipements sont d'autant plus importants qu'ils participent à la mixité générationnelle. Pour rappel, la commune dispose d'une école maternelle et élémentaire, ainsi que d'une maison de retraite et de plusieurs équipements sportifs.

4.1.3.2 Favoriser le développement de la mobilité douce et de proximité

Saint-Bris-le-Vineux est une commune rurale confrontée à des impératifs et problématiques nationales en matière de déplacements. Il est ainsi ressorti du diagnostic l'importance de la place de l'automobile qui permet aux ménages d'être connectés au reste du territoire. Cependant, ces déplacements individuels pèsent de plus en plus pour les ménages, qu'il s'agisse du budget qui y est consacré, mais également de l'impossibilité pour certains d'y avoir accès.

Cette situation amène donc la commune à repenser les déplacements au sein de son territoire et à favoriser notamment les modes de déplacement doux. Autrement dit, il s'agit de favoriser les déplacements à pied et à vélo. La commune de Saint-Bris-le-Vineux a donc traduit dans son PADD la volonté de :

- Promouvoir les circulations douces sur la commune, et notamment au sein des nouvelles opérations de logements, mais aussi par l'aménagement d'une voie douce sur le pourtour du bourg ;

- Renforcer les réseaux de transports en commun afin de permettre à tous les habitants de la commune de se déplacer et d'être connectés au reste du territoire, dans un contexte où les ménages sont de plus en plus vulnérables concernant les déplacements (budget lié à l'acquisition, à l'entretien et au stationnement des véhicules qui ne cesse d'augmenter).

Ces choix soulignent la volonté générale de la commune de s'engager dans un développement durable et mixte, où la dépendance à la voiture est réduite et où sa place au sein du territoire est repensée.

4.1.3.3 Réduire les contraintes liées aux déplacements automobiles

Malgré les ambitions affichées de réduction de la place de l'automobile, le caractère rural de Saint-Bris-le-Vineux ne permet pas pour le moment de se passer totalement de ce mode de transport. En conséquence, les élus souhaitent prendre des mesures visant à réduire les nuisances et les contraintes qui s'appliquent sur leur territoire. Il s'agit notamment :

- D'encourager le stationnement sur le domaine privé, afin de désencombrer l'espace public, car c'est à minima 630 véhicules qui circulent dans la commune.
- De veiller à ce que l'exposition des populations aux nuisances causées par les déplacements ne soit pas accrue ; pour rappel, la commune est traversée par de nombreuses routes départementales, dont la RD 606 qui est classée comme route à grande circulation.

4.1.4 Axe 4 : Valoriser les activités économiques du territoire

4.1.4.1 Préserver l'activité agri-viticole comme activité forte du territoire

L'activité agri-viticole fait partie intégrante de l'identité de la commune. Il est donc important de préserver et valoriser cette activité qui participe activement à la vie économique de Saint-Bris-le-Vineux. Cela passe par la protection des espaces de production, afin d'assurer la continuité et le développement de cette activité économique. Tout particulièrement, les espaces de production viticole compris dans l'AOC Saint Bris de l'appellation village du Grand Auxerrois sont concernés par cette protection.

Dans ce sens, il est également important de protéger les constructions et installations nécessaires à cette activité ; les changements de destination des bâtiments agricoles et viticoles vont donc être limités sur la commune afin de les préserver et d'assurer le maintien des exploitations.

Le développement de l'activité agri-viticole doit également intégrer la protection sanitaire des habitants de la commune. En effet, la culture de la vigne nécessite l'utilisation de nombreux produits phytosanitaires qui peuvent entraîner des problèmes de santé suite à une exposition trop importante. La commune souhaite donc protéger la santé de ses habitants en veillant à éloigner les zones ouvertes à l'urbanisation des zones cultivées. Une organisation globale depuis le bourg jusque dans les opérations les plus proches du vignoble doit intégrer cette problématique.

4.1.4.2 Permettre l'accueil de nouvelles entreprises et activités

La commune de Saint-Bris-le-Vineux a la chance de compter sur son territoire deux zones d'activités : l'une sur la route de Chitry et l'autre à proximité de Champs-sur-Yonne (zone des Champs Galottes). La Communauté d'agglomération de l'auxerrois qui a la compétence « développement économique » ainsi que la commune de Saint-Bris-le-Vineux souhaitent permettre l'accueil de nouvelles activités et de nouvelles entreprises afin de renforcer le tissu économique local. Cet objectif est renforcé par le vif intérêt des entreprises à s'installer à Saint-Bris-le-Vineux ces dernières années, engendrant de fait une raréfaction du foncier disponible dans les zones d'activités.

Bien que la mobilisation et l'optimisation du foncier encore libre au sein de ces espaces soit à privilégier quand cela est possible, l'agrandissement de la zone d'activités économiques des Champs Galottes est envisagé. En effet, cette zone représente un atout majeur pour la commune et la Communauté d'agglomération, compte tenu de sa situation géographique idéale, à proximité de la RD 606. En conséquence, une extension de cette zone est prévue, dans un premier temps au Nord de la zone existante, et dans un second temps au Sud de la RD 62. Le développement de cette zone permet également de rééquilibrer à l'échelle du territoire de l'agglomération les disponibilités foncières dans ces zones, puisqu'une grande majorité d'entre elles sont situées au Nord d'Auxerre.

4.1.4.3 Maintenir l'offre en commerces de proximité et développer le secteur touristique

L'offre commerciale disponible sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux est limitée aux commerces proximité qui sont essentiels pour les habitants. Ce tissu économique local est à valoriser car il permet de maintenir le dynamisme de la commune et figure comme un atout pour l'accueil de nouveaux habitants.

La proximité du pôle urbain d'Auxerre a également ses avantages, car des commerces plus importants et des services spécifiques sont facilement accessibles. Ainsi, il s'agit de veiller sur la préservation de la distinction entre ces différents types d'activités économiques, afin que les activités nouvelles qui s'implanteront sur la commune ne dénaturent pas le caractère rural.

Le riche patrimoine bâti et naturel de la commune favorise la mise en tourisme du territoire. Le développement d'une offre globale, tournée avant tout vers le tourisme vert et l'œnotourisme, est envisagé :

- L'accueil et la mise en réseau des activités existantes assurant la promotion des paysages et de la nature, notamment les domaines viticoles et l'Yonne (création d'une halte nautique et/ou d'une guinguette) ;
- La création d'un site expérimental pour le tourisme et l'intergénérationnel sur le site du Douzein.

4.1.5 Axe 5 : Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux

4.1.5.1 Conserver l'identité territoriale

La commune de Saint-Bris-le-Vineux souhaite valoriser l'identité territoriale. L'important héritage patrimonial et architectural de la commune est témoin du riche passé. La préservation de ces éléments est pensée dans un objectif de transmission aux générations futures. Ainsi, les nouvelles constructions sur la commune devront tenir compte des marqueurs existants afin d'assurer leur bonne intégration et de préserver l'identité et le caractère qui sont présents.

Dans ce contexte, la commune souhaite mettre en place des outils pour préserver son identité et son patrimoine.

4.1.5.2 Protéger, gérer et valoriser le contexte environnemental communal

Le patrimoine naturel tient une place importante dans la commune, au même titre que le patrimoine bâti. L'identification et la préservation de la trame verte et bleue permet donc le maintien du caractère rural de Saint-Bris-le-Vineux et la perpétuation de son identité. Les espaces boisés, les vignes, les cours d'eaux, les jardins notamment sont concernés ; ces espaces figurent comme des continuités écologiques qu'il faut préserver.

De plus, la préservation du contexte environnemental devra également prendre en compte la préservation des biens et des personnes, face au risque inondation qui est causé par la présence de l'Yonne à l'Ouest du territoire. En conséquence, le PPRI actuellement en cours d'élaboration devra être pris en compte pour les projets qui souhaitent se développer dans les zones à risque.

4.1.5.3 Rationnaliser et repenser l'utilisation des ressources énergétiques

Dans un souci de développement durable, la question de l'énergie est à développer à Saint-Bris-le-Vineux. La consommation énergétique doit être réduite grâce à une amélioration des performances énergétiques des bâtiments existants ; les nouvelles constructions doivent nécessairement prendre en considération cette problématique.

La question des énergies renouvelables est également prise en compte sur la commune. Le territoire communal est favorable à l'implantation des dispositifs de production d'énergies renouvelables, telles que les centrales photovoltaïques. Pour permettre le développement de ces projets, des secteurs spécifiques ont été délimités sur le territoire (zone Nenr).

4.2 BILAN DE LA COMPATIBILITE AVEC LES OBJECTIFS DU GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LOI ALUR

Au titre de la loi ALUR, le rapport de présentation du PLU doit présenter « une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturale » (L.151-4 du Code de l'Urbanisme).

Cette analyse s'inscrit dans le cadre plus général de la lutte contre l'étalement urbain, devenu un axe majeur de la réglementation nationale. Il incombe désormais aux documents d'urbanisme de lutter contre ces phénomènes source de nuisances : l'allongement des déplacements quotidiens, la hausse des émissions de gaz à effet de serre, la diminution et le mitage des espaces naturels et agricoles, et l'irréversibilité quasi systématique de l'imperméabilisation des sols, etc.

4.2.1 Analyse de la consommation des espaces sur la période 2012-2021

4.2.1.1 Bilan de la consommation foncière sur la période 2012-2021

D'après l'analyse des permis de construire qui ont été acceptés, au cours des dix dernières années (2012-2021), l'artificialisation des sols a représenté 9 ha.

Habitat	Equipement	Activité
2.9 ha	1.6 ha	4.5 ha

Tableau 14 - Calcul de la superficie consommée entre 2012 et 2021 (établi le 21/03/2022)

La consommation foncière a particulièrement concerné la destination « activité », avec 4,5 ha, soit 50%.

Quant à la destination habitat, elle a concerné 2.9 ha, soit 32% de la consommation foncière globale. Celle-ci a permis la construction de 25 logements sur la commune, soit :

- 2,5 logements par an
- Une consommation foncière de 1 100m² en moyenne pour chaque logement.

4.2.1.2 Localisation de la consommation foncière

Les nouvelles constructions à destination de l'habitat se sont implantées majoritairement dans la continuité directe du bourg. Plusieurs logements ont d'ailleurs été construits dans un nouveau lotissement situé au Nord du bourg. Les constructions à usage d'activité quant à elles ont été construites à l'Est du bourg ou dans la zone d'activité des Champs Galottes.

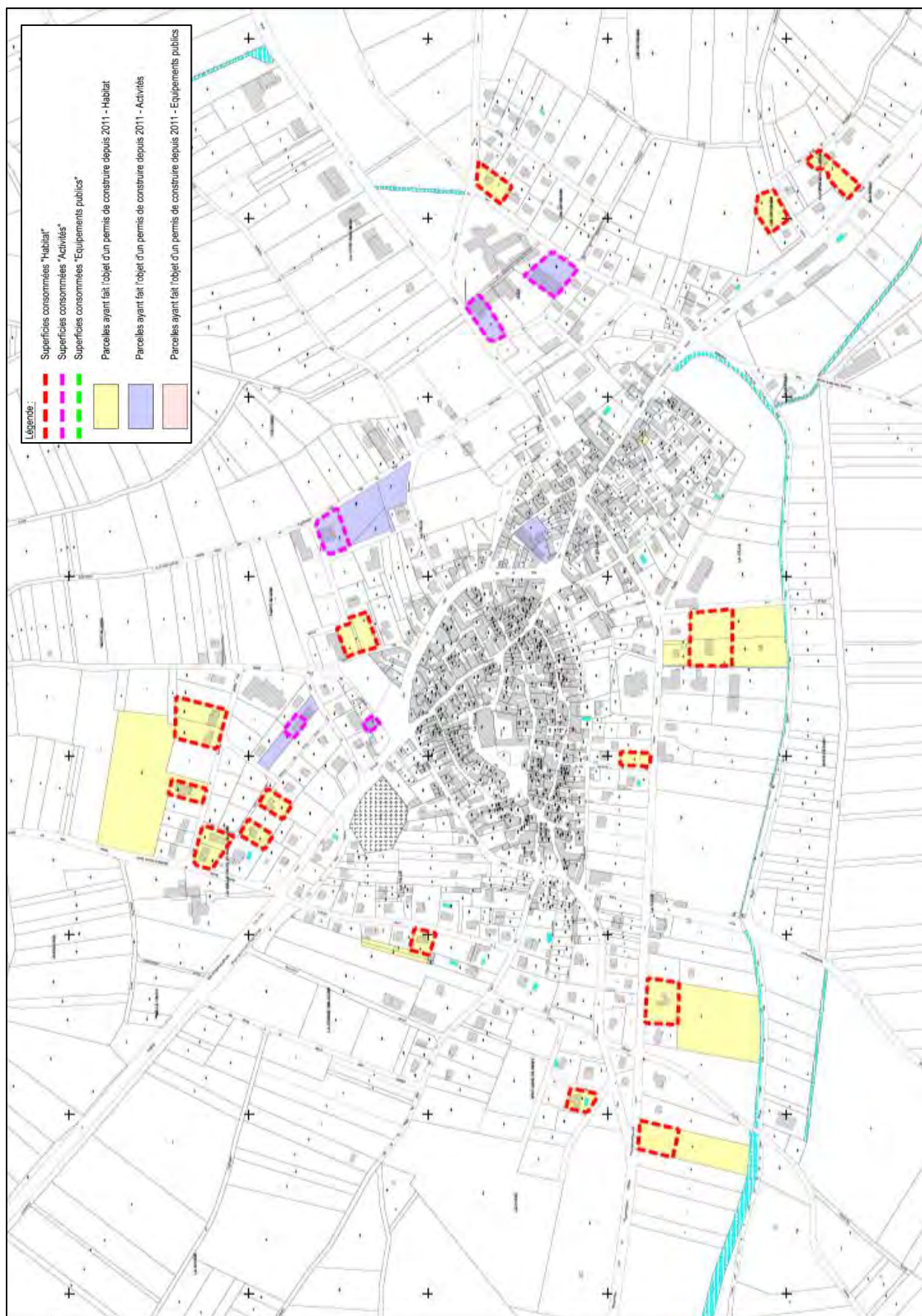


Figure 38 - Consommation foncière depuis 2011 dans le bourg de Saint-Bris-le-Vineux

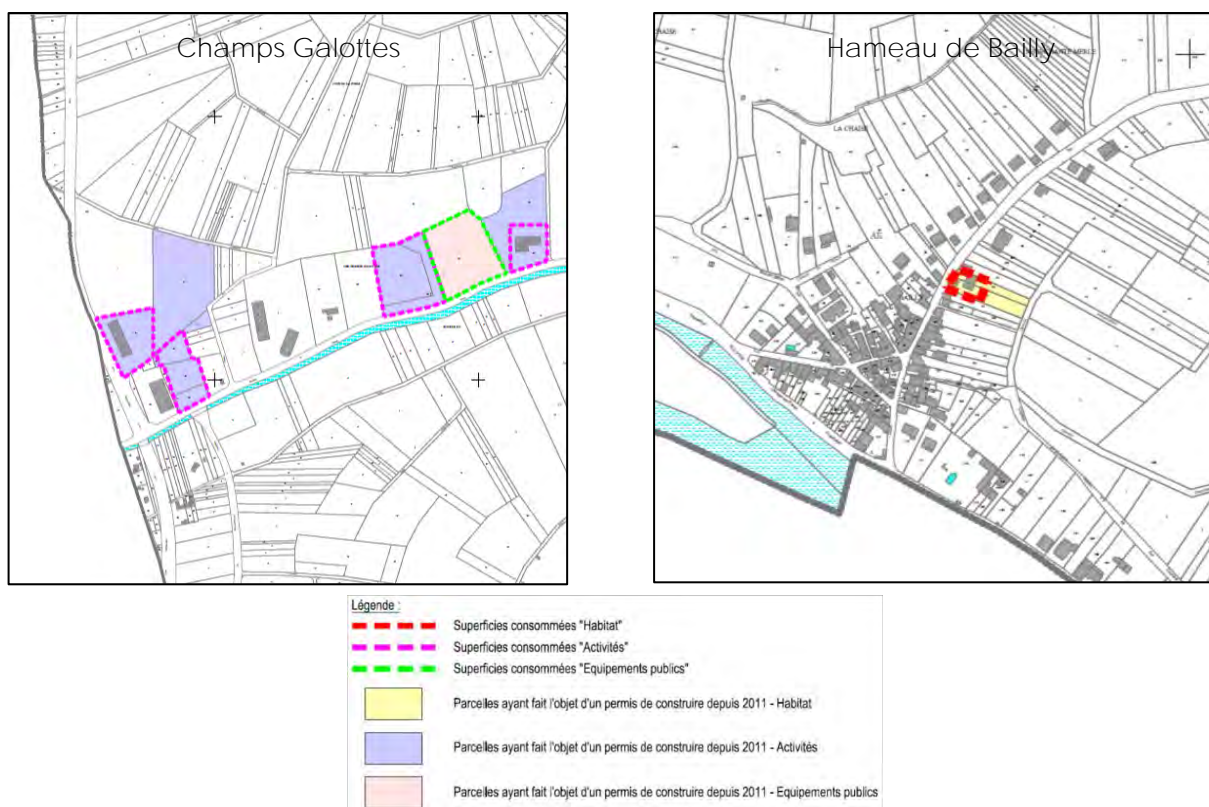


Figure 39 - Consommation foncière depuis 2011 à l'Ouest de la commune de Saint-Bris-le-Vineux

4.2.2 Consommation foncière prévisible

4.2.2.1 Consommation foncière prévisionnelle sur la période 2021-2035

La commune, dans son projet de développement, dégage un potentiel constructible d'environ 15.9 ha (toutes destinations confondues).

Habitat	Activité	Equipement
5.8 ha	9.9 ha	0.2 ha

▣ Surfaces à destination d'habitats

La consommation de l'espace sur le territoire communal, pour la destination habitat, représente une moyenne d'environ 0.4 ha par an.

Le projet de la commune, pour répondre aux enjeux nationaux de lutte contre la consommation de l'espace et de densification du tissu bâti, a identifié 4.6 ha d'espaces situés en dents creuses, au sein des 5.8 ha du potentiel urbanisable. Notons cependant qu'un taux de rétention foncière moyen de 30% s'applique sur cette superficie (lié à l'absence de volonté de vendre, à d'éventuels problèmes de succession, etc.).

↳ Ainsi, on considère que 3.22 ha seront consommés sur 14 ans au sein de l'enveloppe urbaine actuel, pour accueillir de nouveaux logements

Enfin, pour pouvoir réaliser son projet communal, et afin de permettre l'accueil de nouveaux ménages sur son territoire, la commune de Saint-Bris-le-Vineux a identifié

deux zones AU qui se situent en extension du tissu actuel bâti. L'objectif de ces deux zones, situées dans la continuité directe du tissu bâti, est de pouvoir accueillir environ une dizaine de logements. Il est envisagé que les terrains qui seront proposés sur ces secteurs soient d'une superficie comprise entre 650 m² et 800 m², afin de répondre à deux impératifs :

- D'une part une volonté de densification, grâce à une réduction de la taille moyenne des terrains (pour rappel, la taille moyenne des terrains qui ont été consommés pour les constructions à destination d'habitat, entre 2012 et 2021, était de 1 100 m²) ;
- D'autre part une volonté de conserver l'identité du village et son caractère rural, à travers des terrains qui ne soient pas trop étroits et qui permettent aux futurs habitants de profiter du cadre de vie agréable.

Ainsi les secteurs considérés en extension représenteront une superficie de 1.1 ha, à laquelle s'applique un coefficient de Voirie et Réseaux Divers (VRD) de 20%, permettant l'aménagement des voies et emprises publiques, des bassins de rétention liés, des stationnements publics et des espaces verts.

👉 En conséquence, pour répondre aux besoins en logements futurs, 0.88 ha en extension seront ouverts à l'urbanisation sur le territoire communal.

Les surfaces constructibles dégagées par le zonage permettent à la commune, dans un souci de développement durable :

- De répondre à la croissance démographique projetée ;
- De maintenir les équipements existants et futurs (scolaires notamment) ;
- D'optimiser et valoriser les surfaces non construites dans le cœur du bourg.

📦 Surfaces à destination d'activités

La zone des Champs Galottes représente le secteur principal d'accueil des activités économiques. Les projets économiques en cours de développement à Saint-Bris-le-Vineux sont de plus en plus nombreux, ce qui nécessite de prévoir une extension future de la zone.

👉 Afin de permettre l'accueil de nouvelles activités économiques à Saint-Bris-le-Vineux, 9.9 ha ont été assignés à cette destination.

📦 Surfaces à destination d'équipements

Afin d'assurer l'accueil des habitants dans un cadre de vie agréable, avec notamment les équipements suffisants pour répondre aux besoins de chacun, la commune a identifié des secteurs pour le développement de futurs projets d'équipements. Il s'agit notamment de réaliser un bassin de rétention des eaux pluviales à l'Est du bourg.

👉 La superficie allouée aux projets à destination d'équipements à Saint-Bris-le-Vineux représente 0.2 ha.

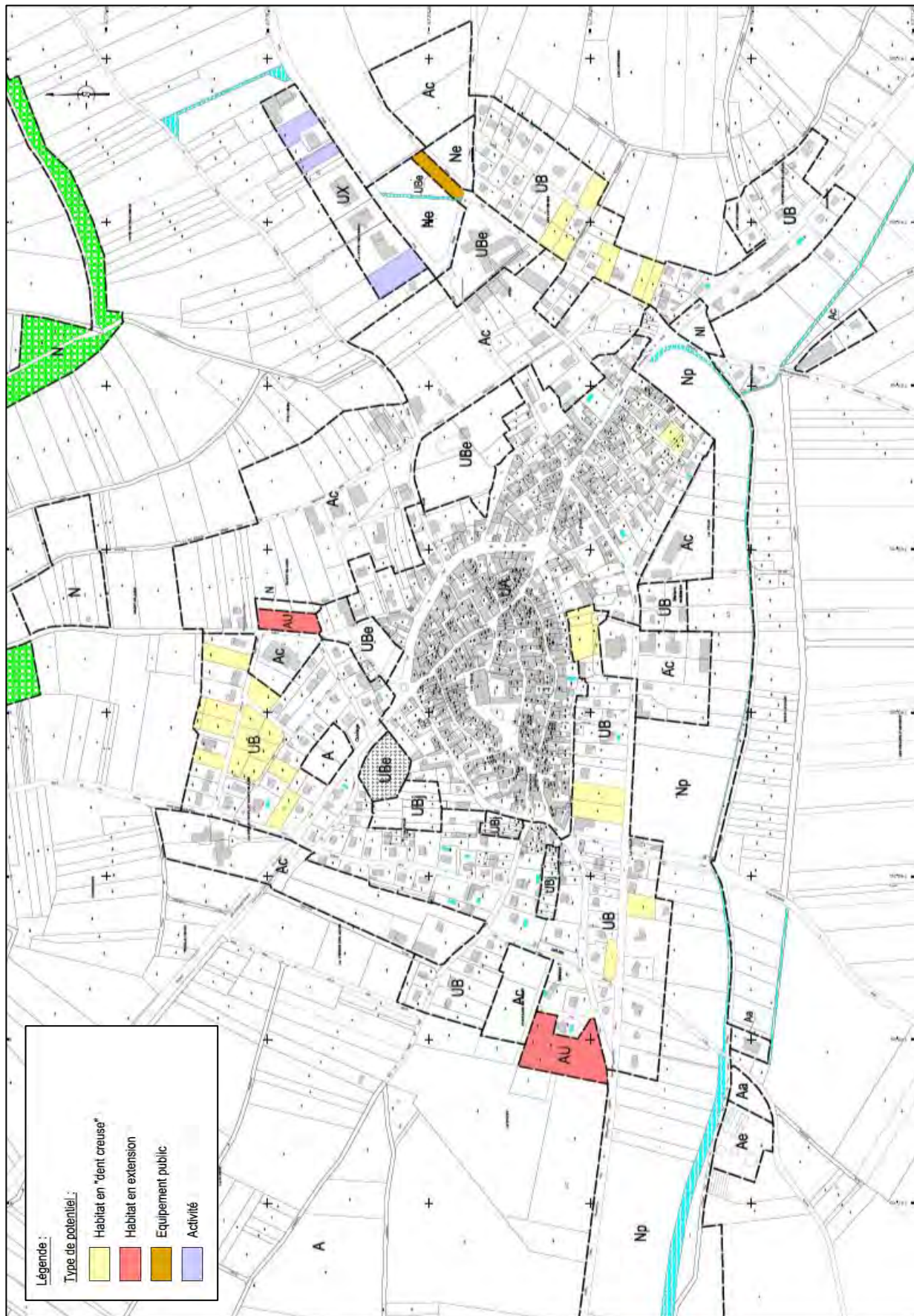


Figure 40 - Plan de localisation du potentiel de développement dans le bourg

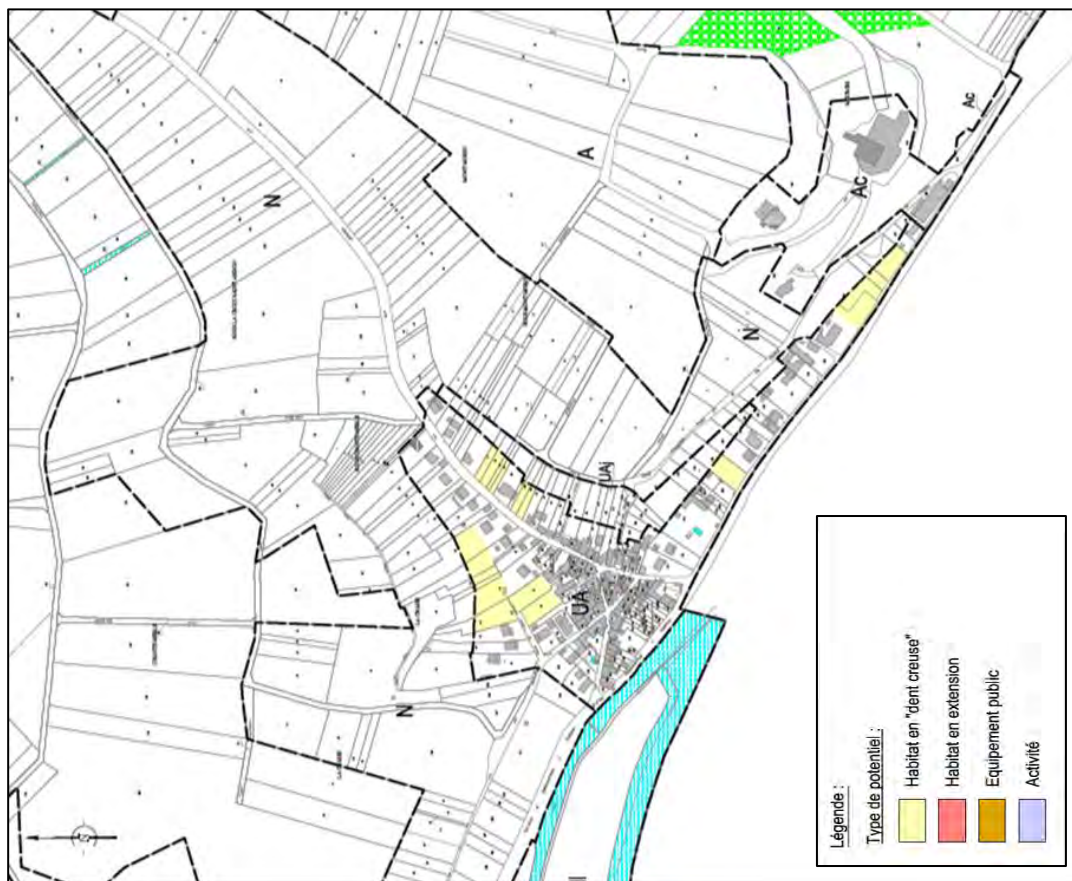


Figure 42 - Plan de localisation du potentiel de développement dans le hameau de Bailly

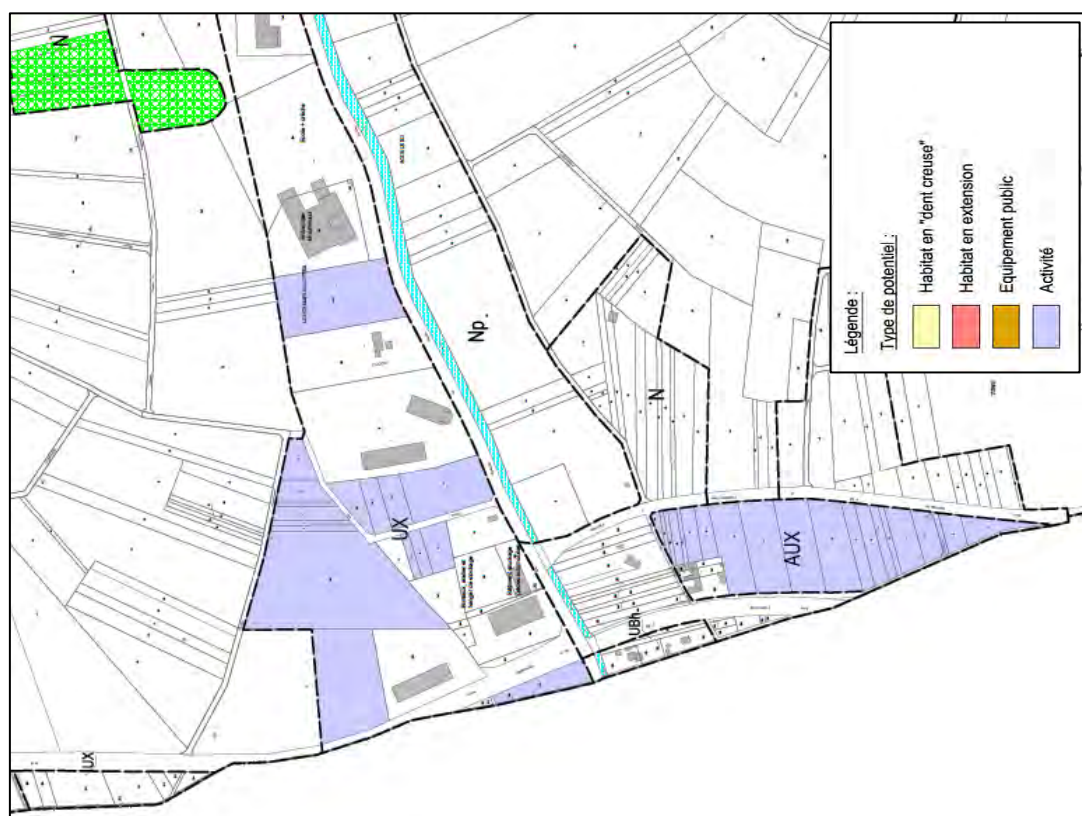


Figure 41 - Plan de localisation du potentiel de développement aux Champs Galottes

4.2.2.2 Bilan de la consommation des espaces du PLU

□ Nature des terres consommées

L'agriculture, et tout particulièrement la viticulture, tient une place importante à Saint-Bris-le-Vineux. Les terres agricoles représentent une majorité de l'occupation des sols de la commune.

Les projets d'urbanisation de la commune ont été envisagés essentiellement au sein du bourg en densification, grâce à la mobilisation des dents creuses. Des espaces à urbaniser en extension ont été identifiés, et se situent en continuité directe des espaces déjà bâtis. Ainsi, la mobilisation foncière se répartie comme suit :

Nature des sols potentiellement consommés	En ha	% de la consommation totale
Terres agricoles	4.6	28.9 %
<i>Dont inscrites à la PAC</i>	<i>3.0</i>	<i>18.9 %</i>
Espaces naturels	8.8	55.3 %
Espaces forestiers	2.5	15.7 %
Consommation totale	15.9	-

Ainsi, toutes natures de sols confondues, le projet de Saint-Bris-le-Vineux consomme au maximum 15.9 ha, représentant 0.5 % de la superficie communale. Cela représente une consommation moyenne de 1.2 ha/an, d'ici 2035.

□ Effets sur les terres agricoles

D'après les données énoncées précédemment, le projet de Saint-Bris-le-Vineux prévoit la consommation de 4.6 ha de terres agricoles. Au sein des terres agricoles consommées, 3 ha sont inscrits à la Politique Agricole Commune. Les espaces agricoles consommés le sont avant tout pour des constructions à destination d'habitat (2.2 ha) et d'activités (2.2 ha également).

Les espaces qui sont consommés sur les terres agricoles sont souvent situés en bordure directe de zones déjà urbanisées, ou compris dans des interstices du tissu urbain, ce qui rend d'autant plus difficile leur valorisation agricole, compte tenu des distances nécessaires liés à l'utilisation de produits phytosanitaires.

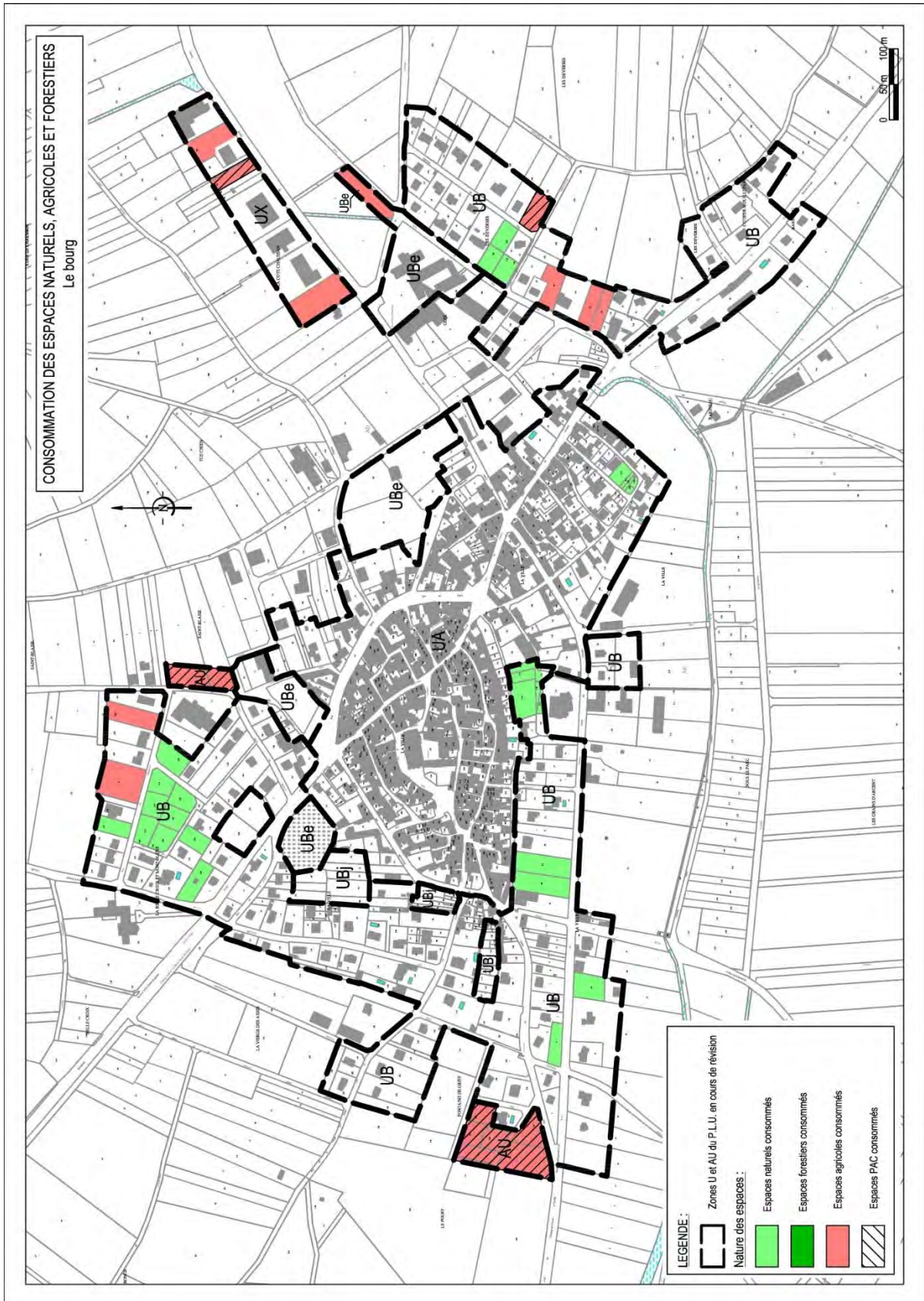
□ Effets sur les espaces naturels

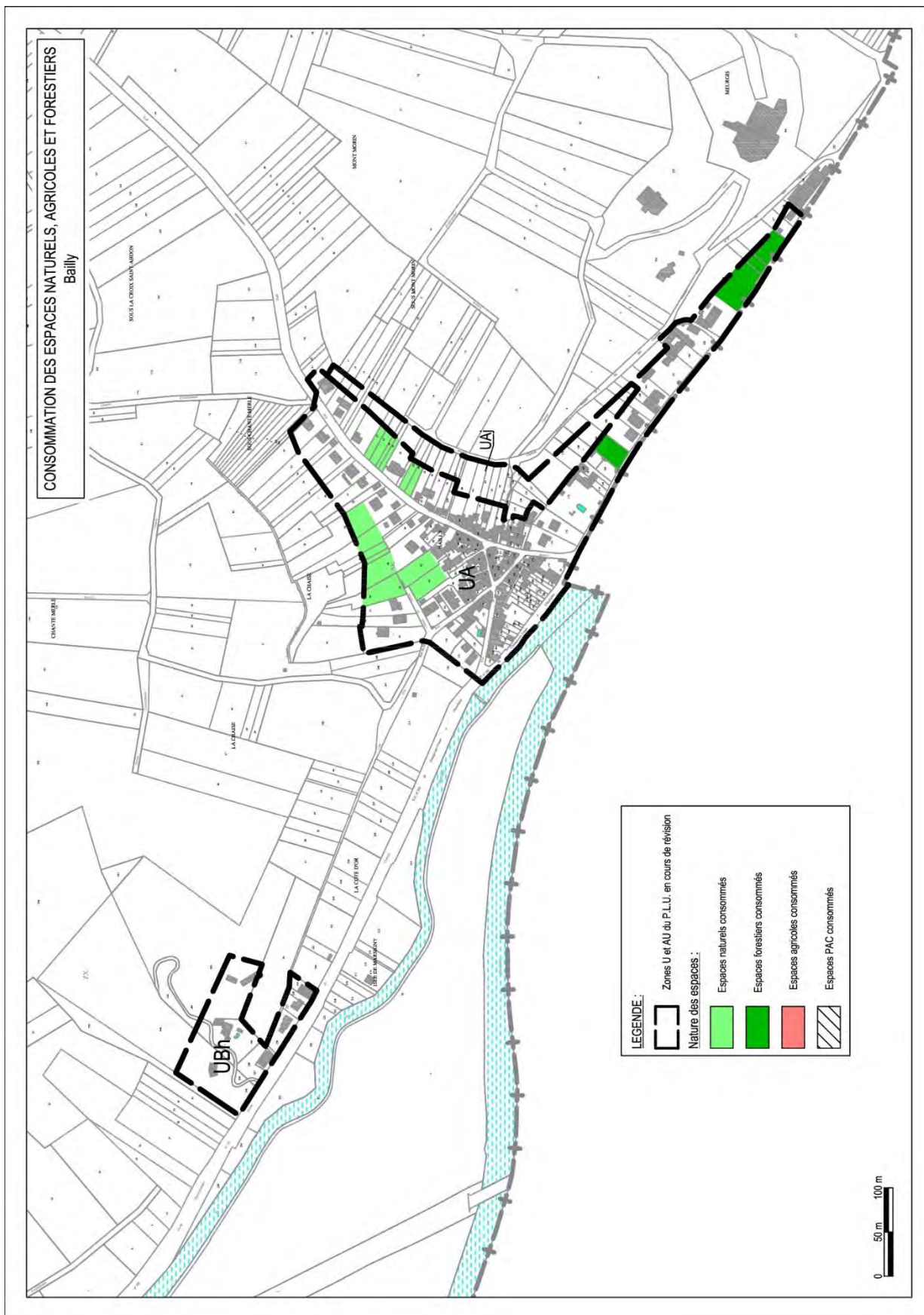
Le projet communal de Saint-Bris-le-Vineux prévoit la consommation de 8.8 ha d'espaces naturels. Cette consommation ne remet pas en question la préservation des grands ensembles paysagers ni celles des continuités écologiques. Il s'agit dans la majeure partie des cas de parcelles laissées à l'état naturel dans un contexte urbain, c'est-à-dire des fonds de lots, des jardins, des espaces vacants, etc. Les constructions à usage d'activité sont celles qui vont engendrer la plus grosse consommation d'espaces naturels (5.5 ha).

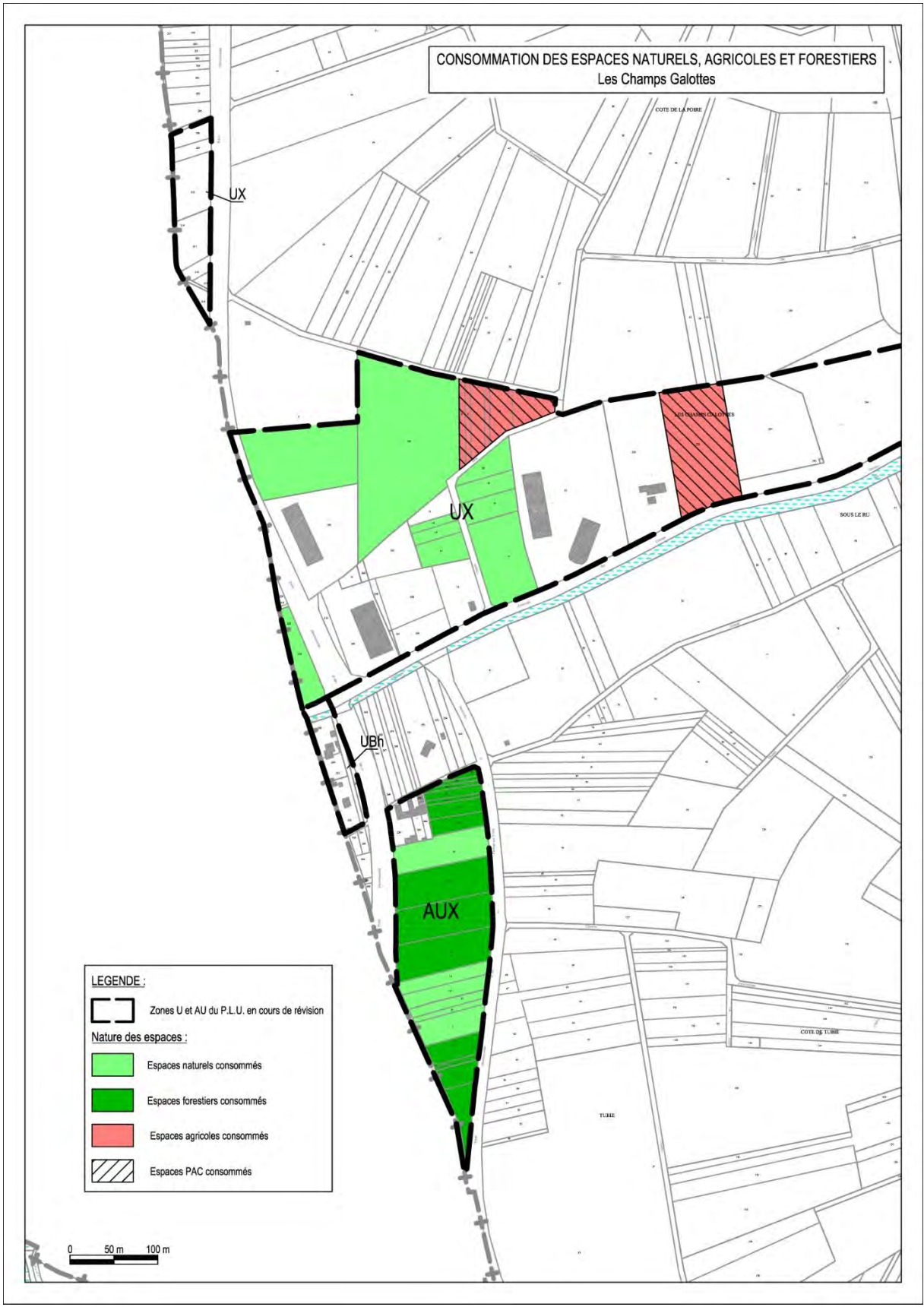
□ Effets sur les espaces forestiers

Les espaces forestiers qui vont certainement être consommés, compte tenu du projet de la commune, représentent une superficie de 2.5 ha. Ces espaces sont situés à l'Ouest de la commune, au Sud de l'actuelle zone d'activités des Champs Galottes.

Cet espace forestier ne présente pas un grand intérêt en termes de préservation des milieux.







	Espaces agricoles	Espaces naturels	Espaces forestiers	TOTAL
Habitat	2.2 ha	3.3 ha	0.3 ha	5.8 ha
Activités	2.2 ha	5.5 ha	2.2 ha	9.9 ha
Équipement	0.2 ha	0.0 ha	0.0 ha	0.2 ha
TOTAL	4.6 ha	8.8 ha	2.5 ha	15.9 ha

Tableau 15 - Tableau de synthèse de la nature des sols consommés par type de destination

4.2.3 Analyse des incidences des objectifs et des orientations du PADD sur les milieux naturels et la biodiversité

Cette partie vise à dresser le bilan des incidences du PADD sur l'environnement. Chaque orientation et objectif du PADD a été analysé afin d'établir, dans la mesure du possible, l'incidence sur le patrimoine naturel et la biodiversité, au regard des enjeux identifiés dans l'état initial de l'environnement.

Le PADD place l'environnement comme un des axes majeurs du projet de territoire. Toutefois, certains éléments sont à souligner et à analyser par leur effet potentiellement négatif mais inévitable (développement de tissu urbain et des activités, augmentation de la population, etc.).

	Incidence potentielle positive
	Incidence potentielle nulle
	Incidence potentielle négative

Figure 43 - Légende du tableau de synthèse

Axe	Orientation	Objectif	Incidences potentielles sur le patrimoine naturel	Analyse
Assurer un développement démographique cohérent en privilégiant l'optimisation des capacités foncières existantes	Encourager une croissance démographique maîtrisée et en cohérence avec le territoire	Poursuivre une croissance démographique mesurée afin que les équipements présents répondent aux besoins des habitants		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
		Inverser la tendance démographique de ces dernières années, avec une croissance démographique positive (+0,3% par an).		L'objectif affiché ici témoigne d'une volonté d'accueil de nouveaux habitants, ce qui indique en filigrane la volonté d'artificialiser de nouveaux espaces. L'impact sur les milieux naturels reste toutefois limité compte tenu de l'objectif de croissance visé.
	Adapter l'offre de logements en fonction des évolutions sociétales	Compenser les phénomènes démographiques actuels (diminution de la taille des ménages)		Il s'agit d'autoriser une artificialisation potentielle des sols pour répondre au besoin en logements sur le territoire.
		Offrir des possibilités d'accueil pour les nouveaux habitants		Il s'agit d'autoriser une artificialisation potentielle des sols pour permettre l'accueil de nouveaux habitants sur la commune.
	Mettre en œuvre un développement	Encourager la conservation d'un bourg dynamique où il est possible de se déplacer		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.

	urbain soucieux du cadre de vie rural	sans dépendre d'un véhicule ou des autres		
		Protéger les terres agricoles de l'urbanisation (poumon économique et symbole du territoire)		Le PADD souligne ainsi l'importance des terres agricoles dans l'identité et la richesse de la commune. L'impact sur les milieux naturels est ainsi positif.
limiter la consommation foncière	Réinvestir l'offre de logements existants pour limiter la consommation foncière	Réhabiliter les logements vacants existants.		L'objectif est ainsi de réutiliser les logements qui sont vacants au sein du bourg dans l'optique d'éviter de consommer de nouveaux espaces naturels. L'impact sur les milieux naturels est donc positif.
	Favoriser le développement urbain en densification plutôt qu'en extension	Mobiliser les potentiels constructibles au sein du tissu urbain existant (mobilisation des dents creuses et des grandes parcelles densifiables par division foncière)		L'objectif vise à densifier le tissu urbain plutôt qu'à l'étendre, luttant ainsi contre la consommation des espaces naturels et agricoles. Toutefois, la consommation des dents creuses peut conduire à la perte en espaces perméables au sein du bourg.
		Organiser les extensions urbaines de façon à ce qu'elles soient liées au tissu urbain existant et que les aménagements favorisent les déplacements sécurisés pour tous les modes.		Le PADD autorise les extensions du tissu bâti, dans ses continuités existantes. Cela conduit à autoriser l'artificialisation des sols, notamment de certains espaces agricoles. L'impact sur les milieux naturels et agricoles est toutefois relativement faible compte tenu de la faible superficie autorisée pour les zones à urbaniser.

Renforcer l'offre en équipements et en mobilité pour améliorer la qualité du cadre de vie	Renforcer l'offre en équipements	Adapter les équipements publics à la population actuelle et à venir.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
	Favoriser le développement de la mobilité douce	Renforcer l'offre en transports collectifs.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
		Promouvoir les circulations douce, notamment à vélo et/ou à pied, en valorisant les liaisons déjà existantes et en encourageant la création de nouvelles.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
		Adapter le bourg aux évolutions récentes pour qu'il soit possible de circuler quel que soit le mode de transport choisi et que la sécurité des usagers soit garantie.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
		Prévoir suffisamment d'espaces de stationnement dans les nouveaux projets de logements hors du domaine public.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
	Réduire les contraintes liées aux déplacements automobiles	Régler la question du stationnement sauvage qui se développe dans le bourg.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
		Limitier l'exposition des habitants aux nuisances		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.

		causées par les déplacements.		
Valoriser les activités économiques du territoire	Préserver l'activité agri-viticole comme activité forte du territoire	Limiter la consommation des terres agro-naturelles et protéger les espaces viticoles compris dans l'AOC Saint-Bris.		L'objectif conduit au maintien des terres agricoles.
		Autoriser le changement de destination sous certaines conditions.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
		Maitriser l'exposition aux produits phytosanitaires utilisés pour la production agri-viticole.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
	Permettre l'accueil de nouvelles entreprises et activités	Pérenniser les zones d'activités économiques présentes pour assurer le renforcer du tissu d'activités locales et le maintien d'emplois sur le territoire.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
		Permettre l'extension de la zone d'activités des Champs Galottes.		L'extension de la zone d'activités va entrainer la consommation d'une importante surface d'espaces naturels. L'impact sur les milieux naturels est fort.
	Maintenir l'offre en commerces de proximité et développer le	Soutenir le développement des commerces de proximité au sein du bourg et dans le hameau de Bailly.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.

	secteur touristique	Encourager la mise en tourisme du territoire par la promotion des paysages et de la nature.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux	Conserver l'identité territoriale	Assurer la bonne intégration des nouvelles constructions.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
		Valoriser le territoire avec la définition de cônes de vue.		Le PADD souligne la volonté de mettre en avant le patrimoine de la commune, et plus particulièrement le patrimoine naturel. Cette mise en avant passe par une conservation de ce patrimoine.
		Sauvegarder le patrimoine bâti de Saint-Bris-le-Vineux.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
		Préserver et restaurer les continuités urbaines et paysagères.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
	Protéger, gérer et valoriser le contexte environnemental communal	Favoriser les connexions entre les différentes trames végétales et aquatiques dans les nouvelles opérations d'aménagement.		L'objectif ici souhaité est d'assurer une connexion paysagère et naturelle entre les différents secteurs de la commune, afin de permettre une meilleure transition entre les espaces bâtis anciens et les nouveaux quartiers. Cet objectif permet d'assurer un respect de la trame verte initiale de la commune.
		Assurer la continuité des espaces naturels d'intérêt écologique.		Le PADD affiche une volonté des élus de préserver les milieux boisés et naturels qui sont présents sur le territoire et qui

				participent à la définition de l'identité patrimoniale et territoriale de la commune. LE PADD assure ainsi une préservation des milieux naturels et plus particulièrement de la trame verte.
		Préserver la trame bleue et limiter l'exposition des biens et des personnes au risque inondation.		Les milieux humides doivent être préservés autant que possible (Ru de Champs, Yonne) compte tenu de la faune et de flore qu'ils abritent. Le PADD assure ainsi la préservation de ces milieux et de l'ensemble des éléments qui les composent, tout en prenant en compte que risque qu'ils peuvent présenter pour les biens et les personnes.
	Rationaliser et repenser l'utilisation des ressources énergétiques	Permettre l'évolution du bâti existant pour de meilleurs performances énergétiques.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
		Privilégier les formes urbaines qui économisent l'énergie naturellement.		L'incidence sur les milieux naturels est nulle.
		Etudier le développement de la production d'énergies renouvelables sur le territoire.		Les projets qui vont être développés en termes de production d'énergies renouvelables vont très certainement entrainer la consommation d'espaces naturels. L'impact sur les espaces naturels est toutefois faible.

4.3 CHOIX RETENUS POUR LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) viennent compléter le dispositif du Plan Local d'Urbanisme, en précisant les dispositions applicables dans le respect du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Etablies dans le respect des orientations définies dans le PADD, elles constituent l'un des instruments permettant la mise en œuvre du projet communal. Les articles R.151-6 et suivants du Code de l'Urbanisme viennent préciser son champ d'application.

Les OAP sont opposables aux demandes d'urbanisme dans un rapport de compatibilité.

Le présent document expose les orientations retenues dans le cadre du PLU de la commune de Saint-Bris-le-Vineux. Il s'agit d'OAP dites « sectorielles », régies par l'article R.151-8 du Code de l'Urbanisme, visant à définir les principes d'aménagement à suivre dans l'aménagement des secteurs de développement en cœur d'îlot ou en zone d'extension du territoire communal.

Les deux OAP de la commune de Saint-Bris-le-Vineux portent sur la thématique « habitat » et visent à répondre aux besoins résidentiels sur le territoire, pour la population actuelle mais aussi future ; il s'agit des OAP Saint-Blaise et Grisy, qui sont situées dans la continuité directe du bourg.



Figure 44 - Carte de localisation des deux OAP habitat

De plus, une OAP porte sur la thématique « activité » et se situe dans la continuité de l'actuelle zone d'activités économiques des Champs Galottes. Cette OAP vise à répondre aux besoins fonciers pour développer des activités économiques sur le territoire.



Figure 45 - Carte de localisation de l'OAP "activité"

Conformément à la loi Climat et Résilience de 2021, les OAP doivent présenter un échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation des différentes zones concernées.

4.3.1 OAP « Grisy »

La zone de l'OAP « Grisy » est située à l'Ouest du bourg de Saint-Bris-le-Vineux, dans sa continuité directe.

□ Axe 2 : Limiter la consommation foncière

Le projet d'aménagement de la zone est situé dans les limites cohérentes du bourg, afin de limiter le mitage urbain. Par ailleurs, le positionnement de la zone en continuité directe du tissu urbain existant va permettre d'assurer une urbanisation à coûts limités, bien que l'aménagement du réseau viaire soit à prévoir afin de prévoir une connexion de l'ensemble de la zone au reste du territoire.

□ Axe 3 : Renforcer l'offre en équipements et mobilités pour améliorer la qualité du cadre de vie

La zone de Grisy se situe à proximité de la RD62 qui relie les communes de Saint-Bris-le-Vineux et de Champs-sur-Yonne. Cet axe routier assure une bonne desserte, d'autant qu'il s'agit du tracé des transports en commun, ce qui permet de répondre à l'un des objectifs fixés par l'axe 3 du PADD, à savoir de « favoriser le développement de la mobilité douce et de proximité ».

- ❑ Axe 5 : Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux

Enfin, l'aménagement de cette zone va permettre d'appliquer en partie les objectifs définis dans l'axe 4 du PADD, puisqu'il s'agit d'encourager un traitement paysager qualitatif. Cela passe notamment par la plantation d'une haie végétalisée sur les pourtours de la zone, afin de limiter l'impact visuel de l'urbanisation depuis la RD62, mais également pour assurer une entrée de ville qualitative. Ainsi, compte tenu de la localisation de la zone, une bonne intégration paysagère des constructions sera de mise.

4.3.2 OAP « Saint-Blaise »

- ❑ Axe 2 : Limiter la consommation foncière

La zone dite de « Saint-Blaise » répond à l'objectif fixé par la commune de privilégier le développement urbain en densification plutôt qu'en extension. En effet la zone se trouve au cœur du tissu urbain, au sein du bourg de Saint-Bris-le-Vineux. Cette localisation idéale va permettre d'assurer une urbanisation à coût maîtrisé, surtout pour le réseau viaire déjà existant. Cette localisation répond à l'enjeu d'économie des ressources foncières du territoire.

- ❑ Axe 3 : Renforcer l'offre en équipements et en mobilité pour améliorer la qualité du cadre de vie

Etant donné sa localisation, la zone va pouvoir profiter pleinement des équipements et des services qui sont disponibles à Saint-Bris-le-Vineux. En plus de profiter des équipements, cette localisation va encourager le développement des mobilités douces, au sein du bourg. Ainsi, cette zone va permettre de répondre notamment aux besoins des jeunes ménages, avec des enfants par exemple.

- ❑ Axe 5 : Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux

Le secteur de « Saint-Blaise » se trouve à la limite entre les zones urbanisées et les zones dédiées à l'activité agricole. Afin de permettre une meilleure transition entre ces deux occupations, il est souhaité que le traitement paysager soit renforcé, avec la plantation d'une haie végétale sur le pourtour de la zone. De plus, compte tenu de la topographie du site, cette haie permettra également de masquer le vis-à-vis sur ce nouvel espace aménagé.

4.3.3 OAP « Champs Galottes »

Cette OAP sectorielle a pour objectif d'accueillir de nouvelles activités sur le territoire de Saint-Bris-le-Vineux. Elle se situe donc dans la continuité Sud de l'actuelle zone, le long de la RD 606, classée route à grande circulation.

- ❑ Axe 3 : Renforcer l'offre en équipements et en mobilités pour améliorer la qualité du cadre de vie

La bonne accessibilité est généralement une condition nécessaire à l'implantation d'une entreprise sur un territoire. Dans le cas de Saint-Bris-le-Vineux, et plus particulièrement de la zone d'activités des Champs Galottes, la proximité avec la

RD 606 qui assure une connexion directe à Auxerre et à l'autoroute A6 (Paris-Lyon) est un atout. Cependant, pour des raisons évidentes de sécurité, aussi pour les usagers de la RD 606 que pour les personnes présentes sur la zone d'activité, tout accès direct de la RD 606 au site est proscrit. Les accès se feront uniquement depuis la RD 362.

□ Axe 4 : Valoriser les activités économiques du territoire

Le développement d'une nouvelle zone d'activité au Sud de l'actuelle zone des Champs Galottes va permettre l'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire. La présence d'entreprises et potentiellement l'offre d'emplois associés est un atout majeur pour l'attrait de nouveaux habitants sur la commune. De plus, dans un souci de limitation de la consommation foncière, le choix d'extension de la zone des Champs Galottes est plus pertinent que la création d'une nouvelle zone ex-nihilo. En effet il s'agira plutôt de regrouper les activités.

□ Axe 5 : Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux

Compte tenu de la localisation de zone d'activités en entrée de ville, des dispositions spécifiques ont été établies afin d'assurer un traitement qualitatif de ses abords. Il s'agit notamment d'inciter les futures entreprises qui s'y installeront à végétaliser les pourtours de leurs parcelles, notamment le long de la RD 606. Etant donné la proximité avec les espaces naturels et agricoles, la végétalisation des espaces d'activités, dans la mesure du possible, permettra d'assurer une transition.

4.4 CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE ZONAGE

4.4.1 Tableau des surfaces des zones

ZONES	SURFACE (ha)	SURFACE TOTALE (ha)
UA	27.9	29.1
UAj	1.2	
UB	29.8	37.6
UBe	4.9	
UBh	1.7	
UBj	1.2	
UX	20.1	20.1
AU	1.2	1.2
AUX	3.5	3.5
A	1 994.0	2 024.1
Aa	0.5	
Ac	28.5	
Ae	1.1	
N	902.0	1 015.8
Ne	2.0	
Nenr	47.3	
NI	8.4	
Np	48.5	
Nt	7.6	

4.4.2 La zone urbaine

4.4.2.1 La zone UA

La zone UA correspond au tissu bâti historique du village de Saint-Bris-le-Vineux, c'est-à-dire les anciens bourgs de Saint-Bris et de Bailly. Cette zone se caractérise sur le plan morphologique avec un bâti ancien, implanté dans la majeure partie des cas à l'alignement et au moins sur une limite séparative.

La zone UA est une zone qui assure la mixité des fonctions et au sein desquelles les activités, les équipements, les services etc. côtoient l'habitat tant qu'elles n'induisent pas des problèmes de sécurité et/ou de salubrité publique.

Cette zone dispose de l'assainissement collectif.

Dans cette zone sont classés aux Monuments historiques l'église Saint-Prix Saint-Cot et le Portail renaissance attenant à l'église.

La zone UA inclut le secteur suivant :

- UAj qui correspond à des secteurs de jardins en cœur d'îlot difficilement accessibles et qui ont un rôle important dans la trame verte en secteur urbanisé, permettant le maintien de la faune commune et constituent des îlots de fraîcheur. Ils peuvent également constituer des parties d'unité foncière, partiellement constructibles, à destination de jardins d'agrément constituant des zones tampons entre le tissu urbanisé et les grands espaces naturels et/ou agricoles qui n'ont pas pour vocation à se densifier mais à être conservés en jardin.

Objectifs du PADD justifiant les dispositions réglementaires

- « Encourager une croissance démographique maîtrisée et en cohérence avec le territoire »
- « Adapter l'offre de logements en fonction des évolutions sociétales »
- « Mettre en œuvre un développement urbain soucieux du cadre de vie rural »
- « Réinvestir l'offre de logements existants pour limiter la consommation foncière »

4.4.2.2 La zone UB

La zone UB correspond au tissu plus récent des territoires (faubourgs, lotissements, nouveaux quartiers etc...). Il se caractérise sur le plan morphologique avec un tissu moins dense qu'en zone UA, particulièrement végétalisé (jardins) et avec des implantations en retrait par rapport aux limites séparatives et aux alignements. Les constructions sont de conception moderne à contemporaine. Les emprises au sol sont également plus faibles qu'en zone UA.

La zone UB, tout comme la zone UA, est une zone qui assure la mixité des fonctions et au sein desquelles les activités, les équipements, les services etc. côtoient l'habitat tant qu'elles n'induisent pas des problèmes de sécurité et/ou de salubrité publique.

La zone UB comprend les secteurs suivants :

- UBe qui est réservé uniquement aux constructions et installations nécessaires aux équipements d'intérêt collectif (cimetière, école, maison de retraite) ;
- UBh qui correspond aux zones d'habitat en hameaux ou en site isolés dans lesquelles les possibilités d'aménagement sont limitées. Cette zone permet ainsi de contenir l'urbanisation afin d'assurer et de renforcer les qualités paysagères de ces espaces et de prévenir le mitage urbain. Les hameaux de Côte d'Or et Champs à l'Ouest territoire communal sont compris dans cette zone.
- UBj qui correspond à des secteurs de jardins en cœur d'îlot difficilement accessibles et qui ont un rôle important dans la trame verte en secteur urbanisé, permettant le maintien de la faune commune et constituent des îlots de fraîcheur. Ils peuvent également constituer des parties d'unité foncière, partiellement constructibles, à destination de jardins d'agrément constituant des zones tampons entre le tissu urbanisé et les grands espaces naturels et/ou agricoles qui n'ont pas pour vocation à se densifier mais à être conservés en jardin.

Objectifs du PADD justifiant les dispositions réglementaires

- « Encourager une croissance démographique maîtrisée et en cohérence avec le territoire »
- « Adapter l'offre de logements en fonction des évolutions sociétales »
- « Mettre en œuvre un développement urbain soucieux du cadre de vie rural »
- « Réinvestir l'offre de logements existants pour limiter la consommation foncière »
- « Favoriser le développement urbain en densification plutôt qu'en extension »
- « Renforcer l'offre en équipements »
- « Favoriser le développement de la mobilité douce et de proximité »

4.4.2.3 La zone UX

La zone UX est dédiée spécialement aux activités économiques. Elle regroupe les zones d'activités économiques du bourg de Saint-Bris et de Champs Galottes.

Objectifs du PADD justifiant les dispositions réglementaires

- « Maintenir l'offre en commerces de proximité et développer le secteur touristique »

4.4.3 Les zones à urbaniser

4.4.3.1 La zone AU

La zone AU se caractérise par des secteurs non bâtis et possédant tous les réseaux à proximité et en capacité suffisante ; il s'agit donc des secteurs correspondant à l'extension planifiée sur la commune pour accueillir de nouveaux logements. Deux zones AU ont été définies sur la commune : Grisy et Saint-Blaise. Ces zones sont en continuité directe du tissu urbain existant, afin de limiter la consommation d'espaces et de réduire l'impact paysager des nouvelles constructions.

Il existe deux façons d'aménager une zone AU :

- Une opération au fur et à mesure. Dans ce cadre, les opérations peuvent être délivrées au fur et à mesure (DP, PC, PA etc...). Les zones en aménagement au

fur et à mesure sont globalement de maîtrise foncière communale avec donc un engagement de la commune à réaliser les dessertes internes à la zone.

- Une opération d'aménagement d'ensemble. Dans ce cadre, la zone doit faire l'objet d'une seule et unique demande d'autorisation (permis groupé ou permis d'aménager) intégrant l'ensemble de la zone dans une réflexion cohérente.

Sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux, la zone AU située à Grisy sera aménagée en priorité, puis ensuite celle de Saint-Blaise.

Objectifs du PADD justifiant les dispositions règlementaires

- « Encourager une croissance démographique maîtrisée et en cohérence avec le territoire »
- « Adapter l'offre de logements en fonction des évolutions sociétales »
- « Favoriser le développement urbain en densification plutôt qu'en extension »

4.4.3.2 La zone AUX

La zone AUX de la commune de Saint-Bris-le-Vineux se caractérise par des secteurs non bâtis, qui disposent toutefois des réseaux à proximité en capacité suffisante. Il n'existe pas de zone 2AUX.

Cette zone vise à accueillir les activités qui peuvent potentiellement émettre des nuisances, et qui ne sont pas compatibles avec dans les secteurs mixtes (zones UA, UB), et doit pouvoir être aménagée pour accueillir des entreprises avec des besoins importants en équipements et en foncier.

Cette zone se situe dans la continuité de la zone UX des Champs-Galottes. Ainsi, elle ne sera ouverte à l'urbanisation qu'une fois que la présente zone UX sera aménagée à 80% de sa superficie.

Objectifs du PADD justifiant les dispositions règlementaires

- « Permettre l'accueil de nouvelles entreprises et activités »

4.4.4 La zone agricole

La zone A regroupe l'ensemble des terres cultivées ou potentiellement cultivables, qui ont été identifiées à partir des déclarations PAC des exploitants intervenant sur le territoire communal.

Elle a été définie afin de préserver les enjeux économiques liés à l'activité agricole et aux sièges d'exploitation identifiés. Ainsi elle est définie comme étant inconstructible, afin de protéger l'outil agricole, mais également de préserver les parcelles AOC. Elle intègre toutefois les dernières dispositions de la loi ELAN et autorise les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production.

La zone A comprend plusieurs secteurs :

- Aa qui correspond à des Secteurs de Tailles et de Capacité Limitée (STECAL) au titre de l'article L.151-13 1° du Code de l'Urbanisme. Ces STECAL intègrent

les activités déjà existantes sur le territoire afin de permettre leurs évolutions ponctuelles.

- Ac qui est destinée aux constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole.
- Ae qui correspond à des secteurs d'équipements d'intérêt collectif situés dans des environnements agricoles : station d'épuration, etc. Pour rappel, ces secteurs ne sont pas des STECAL. En effet, l'article L.151-11 du code de l'urbanisme indique que « dans les zones agricoles [...] le règlement peut autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ».

Objectifs du PADD justifiant les dispositions réglementaires

- « Mettre en œuvre un développement urbain soucieux du cadre de vie rural »
- « Préserver l'activité agri-viticole comme activité forte du territoire »
- « Conserver l'identité territoriale »

4.4.5 La zone naturelle

La zone N est une zone naturelle et forestière, dans laquelle peuvent être classés les secteurs de la commune, équipés ou non, qu'il y a lieu de protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère naturel.

Cette zone également riche pour ses paysages est le support du développement d'activités de loisirs et/ou touristiques. Enfin, elle comporte un certain nombre d'activités isolées dont il conviendra d'en permettre l'évolution mesurée.

Cette zone N comprend les secteurs suivants :

- Ne qui correspond à des secteurs d'équipements d'intérêt collectif situés dans des environnements naturels : station d'épuration, etc. Pour rappel, ces secteurs ne sont pas des STECAL. En effet, l'article L.151-11 du code de l'urbanisme indique que « dans les zones agricoles [...] le règlement peut autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ».
- Ni qui correspond à une zone naturelle à vocation touristique, sportive et/ou de loisirs qui tient compte de la qualité paysagère. Elle permet d'accueillir des installations et équipements liés et nécessaires aux activités autorisées dans la zone.
- Np qui correspond à une zone naturelle à protéger de toute construction, y compris agricole, au regard des enjeux paysagers. L'objectif est d'assurer une protection stricte des espaces sensibles, au regard de l'environnement et des paysages.
- Nenr qui correspond à un Secteur de Taille et de Capacité Limitée au titre de l'article L.151-13 1° du Code de l'Urbanisme. Ce STECAL permet l'implantation d'installations de production d'énergie renouvelable.
- Nt qui correspond à un Secteur de Taille et de Capacité Limitée au titre de l'article L.151-13 1° du Code de l'Urbanisme. Ce STECAL correspond aux sites dédiés aux activités de loisirs et de tourisme, notamment sur le site du Douzein.

Objectifs du PADD justifiant les dispositions réglementaires

- « Conserver l'identité territoriale »
- « Protéger, gérer et valoriser le contexte environnemental communal »
- « Rationnaliser et repenser l'utilisation des ressources énergétiques »
- « Maintenir l'offre en commerces de proximité et développer le secteur touristique »

4.4.6 Les STECAL et autres secteurs

Les Secteur de Taille et de Capacité Limitée (STECAL) sont définis à l'article L.151-13 du Code de l'Urbanisme :

« Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

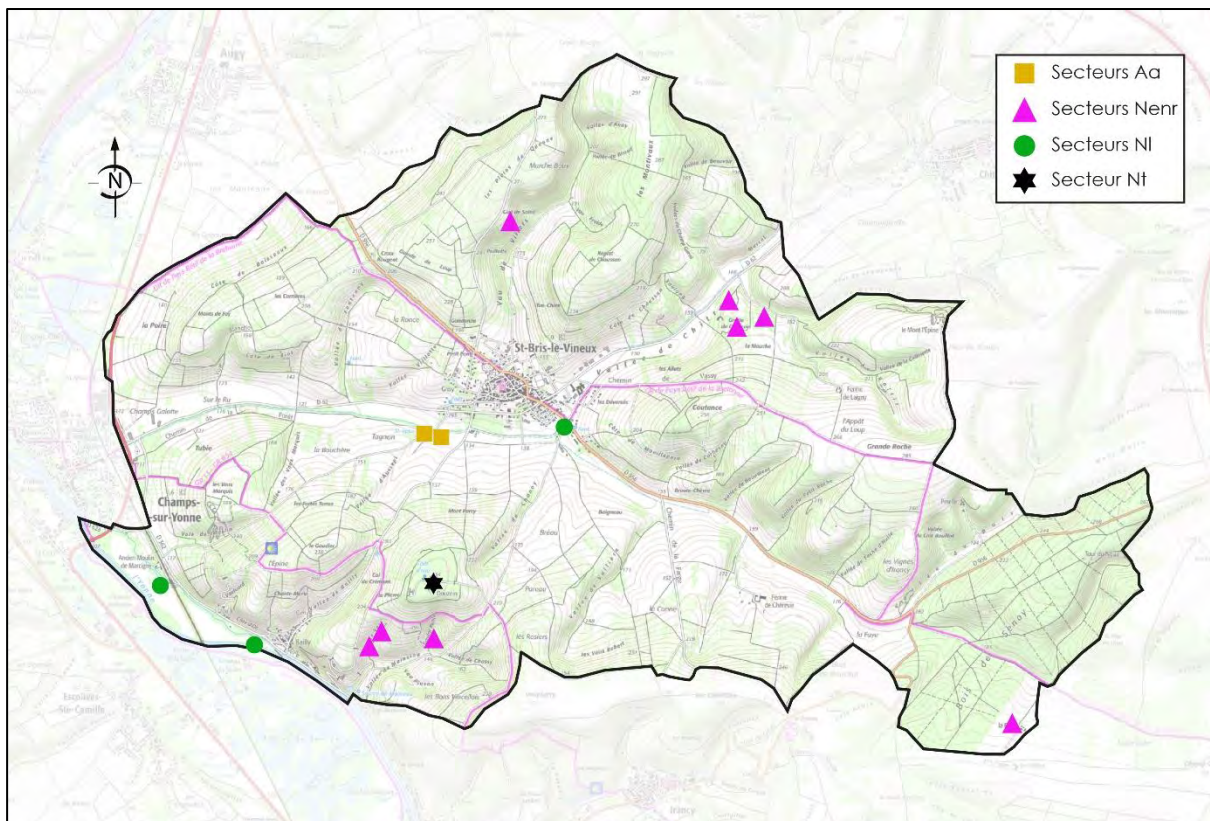
3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévu à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.


Leur caractère exceptionnel s'apprécie, entre autres critères, en fonction des caractéristiques du territoire, du type d'urbanisation du secteur, de la distance entre les constructions ou de la desserte par les réseaux ou par les équipements collectifs. »




Carte 31 - Localisation des STECAL à Saint-Bris-le-Vineux



4.4.6.1 Les STECAL pour les activités économiques

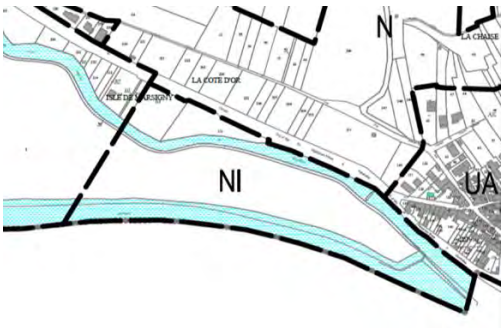

Secteur Aa « La Fontaine d'Aussept »	
Références cadastrales	ZW n°50
Superficie du secteur	2 150 m ²
Emprise des bâtiments existants	400 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	30%
Description	Il s'agit d'une entreprise de maçonnerie.

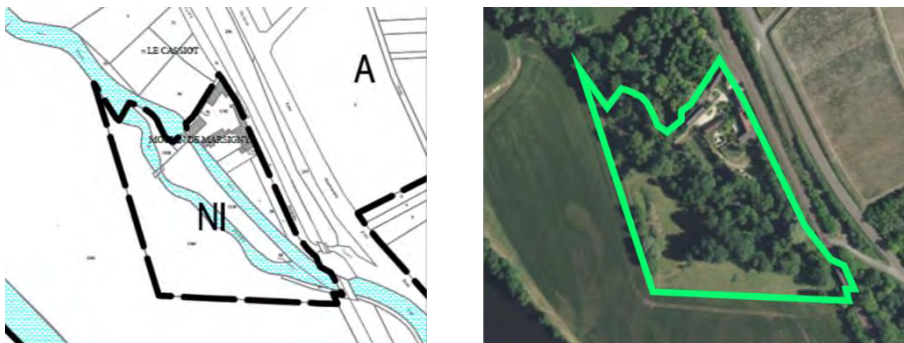
Secteur Aa « Tagnon »	
Références cadastrales	ZW n°154
Superficie du secteur	2 860 m ²
Emprise des bâtiments existants	0 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	30%
Description	Il s'agit d'un espace de stockage d'une entreprise de maçonnerie.
	

4.4.6.2 Les STECAL pour les activités touristiques et de loisirs


Secteur Nt « Douzein »	
Références cadastrales	ZT n°231p
Superficie du secteur	76 130 m ²
Emprise des bâtiments existants	4 235 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	250 m ²
Description	Un projet d'hébergement touristique est en cours sur ce secteur.
	



Secteur NI « Baigneau »	
Références cadastrales	ZP n°1
Superficie du secteur	3 515 m ²
Emprise des bâtiments existants	0 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	50 m ²
Description	La commune souhaite aménager sur ce site une aire d'accueil pour les campings car.
	

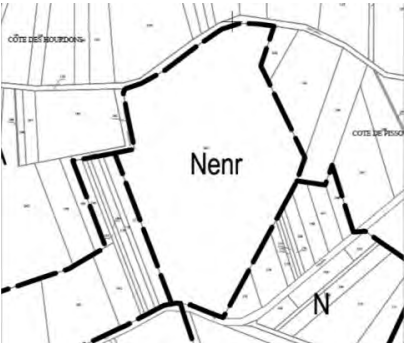

Secteur NI « Isle de Marsigny »	
Références cadastrales	H n°6p, 55p, 56p, et ZX n°212 et 213
Superficie du secteur	52 340 m ²
Emprise des bâtiments existants	0 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	50 m ²
Description	La commune souhaite y développer une guinguette lors de la période estivale. Compte tenu de la localisation dans zone inondable de l'Yonne, cette guinguette sera démontable.
	

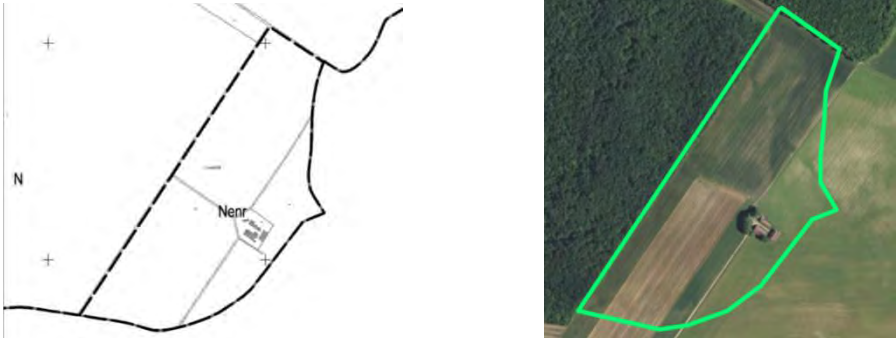
Secteur NI « Moulin de Marsigny »	
Références cadastrales	H n°57, 58, 60p, 76, 78, 1137, 1141, 1142, 1338, 1339 et 1340
Superficie du secteur	28 290 m ²
Emprise des bâtiments existants	1 100 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	50 m ²
Description	Il s'agit d'un projet d'hébergement insolite.
	


4.4.6.3 Les secteurs d'accueil pour les dispositifs de production d'énergie renouvelable


Secteur Nenr « Les Hourdrons »	
Références cadastrales	ZT n°210
Superficie du secteur	18 645 m ²
Emprise des bâtiments existants	0 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	Non réglementée
Description	Projet de développement des dispositifs de production d'énergie renouvelable sur les parcelles appartenant à la commune.
	


Secteur Nenr « Mainciau »	
Références cadastrales	ZT n°221
Superficie du secteur	1 725 m ²
Emprise des bâtiments existants	0 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	Non règlementée
Description	Projet de développement des dispositifs de production d'énergie renouvelable sur les parcelles appartenant à la commune.
 	

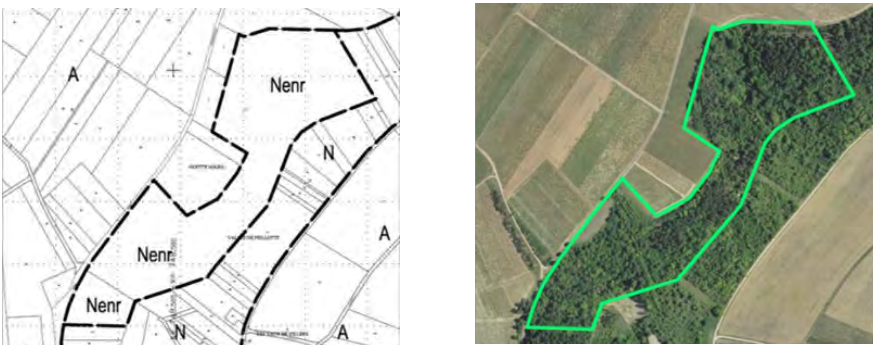
Secteur Nenr « Mainciau »	
Références cadastrales	ZT n°241
Superficie du secteur	54 955 m ²
Emprise des bâtiments existants	0 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	Non règlementée
Description	Projet de développement des dispositifs de production d'énergie renouvelable sur les parcelles appartenant à la commune.
 	

Secteur Nenr « Lafaye »	
Références cadastrales	E n°69, 70 et 71
Superficie du secteur	191 260 m ²
Emprise des bâtiments existants	1 040 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	Non réglementée
Description	Projet de développement d'une centrale photovoltaïque
	

Secteur Nenr « Les Perrières »	
Références cadastrales	ZI n°55
Superficie du secteur	26 930 m ²
Emprise des bâtiments existants	0 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	Non réglementée
Description	Projet de développement des dispositifs de production d'énergie renouvelable sur les parcelles appartenant à la commune.
	

Secteur Nenr « Les Perrières »	
Références cadastrales	ZI n°46
Superficie du secteur	46 171 m ²
Emprise des bâtiments existants	0 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	Non réglementée
Description	Projet de développement des dispositifs de production d'énergie renouvelable sur les parcelles appartenant à la commune.
	

Secteur Nenr « Les Perrières »	
Références cadastrales	ZI n°39 et 43
Superficie du secteur	29 095 m ²
Emprise des bâtiments existants	0 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	Non réglementée
Description	Projet de développement des dispositifs de production d'énergie renouvelable sur les parcelles appartenant à la commune.
	

Secteur Nenr « Guette Soleil »	
Références cadastrales	ZB n°1 et ZD n°51
Superficie du secteur	104 360 m ²
Emprise des bâtiments existants	0 m ²
Emprise au sol autorisée par le règlement	Non réglementée
Description	Projet de développement des dispositifs de production d'énergie renouvelable sur les parcelles appartenant à la commune.
	

4.4.7 Les différentes prescriptions qui s'appliquent

Le plan de zonage comprend des prescriptions qui s'appliquent à des éléments spécifiques du territoire communal. La protection de ces éléments relève des objectifs et des orientations fixés par le PADD.

4.4.7.1 Les espaces boisés classés

Le classement des espaces boisés a pour objectif de préserver les boisements existants selon les objectifs définis ci-dessous :

- Les boisements qui jouent un rôle paysager : entrée de ville, transition entre les espaces naturels et les périphéries urbanisées, maintien d'une trame de grand paysage fermé avec des système de clairières, etc.
- Les boisements qui jouent un rôle tampon de protection : entre les espaces urbanisés et les grands axes générateurs de nuisances.
- Les boisements qui jouent un rôle au niveau du maintien de la biodiversité : continuité des corridors écologique, système de pas japonais entre les grands massifs, continuité de la trame végétale en lisière de bourg, etc.

Les grands massifs de plus de 4 ha n'ont pas été répertoriés comme EBC car ils sont déjà couverts par le Code Forestier ; l'objectif est de ne pas accumuler les régimes juridiques sur ces espaces et laisser les plans de gestion pouvoir être mis en œuvre librement.

Ainsi, le territoire communal comprend 38.9 ha environ d'espaces boisés classés.



Figure 46 - Carte de localisation des espaces boisés classés du PLU

4.4.7.2 Les emplacements réservés

Les emplacements réservés, tels que définis à l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme, sont des servitudes qui visent la réalisation de projets d'intérêt général, à disposition des collectivités : aménagement d'espaces publics, élargissement des voiries, création de liaisons douces et de cheminements piétons, etc. La délimitation des emplacements réservés permet d'anticiper l'acquisition de terrains pour développer ces projets, et permet d'empêcher la réalisation d'autres projets jugés incompatibles avec l'objectif fixé.

Le propriétaire d'un terrain concerné par un emplacement réservé se voit octroyer un droit de délaissement qui lui autorise d'exiger de la collectivité publique bénéficiaire de l'emplacement réservé, d'acquiescer le terrain.

Sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux, 10 emplacements réservés ont été identifiés.

ER n°	Bénéficiaire	Vocation de l'emplacement réservé
1a à 1r	Commune	Voie douce
2	Commune	Contournement agricole
3	Commune	Plantation d'arbres
4	Commune	Agrandissement du parc champêtre
5	Commune	Commerce et logements
6	Commune	Stationnement
7	Commune	Agrandissement de la cantine et de la garderie périscolaire

8	Commune	Foyer socio-éducatif
9	Commune	Maison des associations
10	Commune	Gestion des eaux pluviales

4.5 CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE REGLEMENT

4.5.1 Justifications et explications du règlement de la zone UA

REGLEMENT	JUSTIFICATIF
SECTION 1 – Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité	
<i>Article UA 1 – Constructions interdites</i>	
<p>1.1 - Les commerces de gros. 1.2 - Les constructions à usage industriel. 1.3 - Les entrepôts. 1.4 - Le camping. 1.5 - Les parcs résidentiels de loisirs. 1.6 - Les dépôts de véhicules. 1.7 - Les garages collectifs de caravanes. 1.8 - L'aménagement des terrains destinés aux aires d'accueil et aux terrains familiaux des gens du voyage. 1.9 - L'aménagement de terrains pour permettre l'installation de plusieurs résidences démontables. 1.10 - L'aménagement des terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés. 1.11 - Les parcs d'attraction. 1.12 - Les golfs. 1.13 - En secteur UAj, toutes les constructions et installations autres que celles visées à l'article UA2 sont interdites. 1.14 - Sont également interdites les occupations et utilisations du sol visées à l'article UA2 et qui ne répondent pas aux conditions imposées à cet article.</p>	<p>La zone UA a pour vocation d'accueillir toutes les destinations, dans un principe de mixité fonctionnelle. En revanche, les constructions et installations qui, en raison de leur aspect, ou de leur condition de fonctionnement, risqueraient de porter atteinte au caractère urbain de la zone et celles qui, par leur nature ou leur importance seraient incompatibles avec la sécurité ou la salubrité de la zone sont interdites.</p>
<i>Article UA 2 – Constructions soumises à condition</i>	
<p>Sont admis sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte à la salubrité ou la sécurité publique. 2.1 - Les constructions et installations nouvelles, l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes, de quelque destination que ce soit, autres que celles visées à l'article UA1. 2.2 – Les locaux artisanaux sont autorisés à condition de ne pas générer de nuisances (sonores, olfactives) incompatibles avec le voisinage de logements. 2.3 - Les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient liés et nécessaires aux constructions et installations autorisées dans la zone.</p>	<p>Les possibilités de constructibilité ouvertes à l'article UA1 sont pondérées par le respect de la sécurité et de la salubrité de la zone.</p> <p>Les secteurs UAj sont des reliquats d'unités foncières constructibles, des espaces de jardins ou naturels en cœur d'îlot. Ils constituent généralement une zone tampon entre les zones naturelles/agricoles, et le tissu urbain, ou bien des espaces de nature dans la zone urbaine permettant le développement et le maintien de la faune et de la flore locales. Ils n'ont pas pour vocation à être densifiés mais plutôt à être conservés comme des espaces de jardin, afin de maintenir des zones vertes pour éviter</p>

2.4 - En secteur UAj, seules sont admises les annexes aux constructions principales.

notamment les îlots de chaleur urbains. En conséquence, seules les annexes aux constructions principales sont autorisées.

SECTION 2 – Caractéristique urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Article UA 3 – Volumétrie et implantation des constructions

3.1 Emprise au sol

Dans l'ensemble de la zone, hormis en secteur UAj, l'emprise au sol des constructions ne devra pas excéder 70% par rapport à la superficie totale de l'unité foncière.

Les constructions destinées aux équipements d'intérêt collectif et de services publics ne font pas l'objet d'une l'emprise au sol réglementée.

En secteur UAj, l'emprise au sol des nouvelles annexes à la date d'approbation du PLU est limitée à 9 m².

Afin de permettre les objectifs de densification, mais également de conserver un minimum d'espaces verts au sein de la trame urbaine, la commune a souhaité limiter les emprises des constructions à 70%. Cette emprise étant maximale, en cas de nouvelles constructions, les superficies seront déduites de celles déjà existantes.

3.2 Hauteur des constructions

3.2.1 – Prescriptions générales

La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'égout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.

3.2.2 – Constructions à pans

Lorsque les constructions possèdent une toiture à pans, la hauteur ne doit pas excéder 9 mètres.

3.2.3 – Constructions en toiture plate

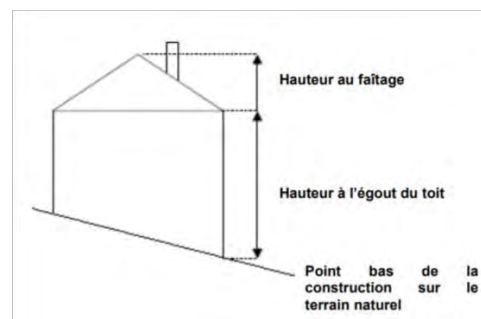
Lorsque les constructions possèdent une toiture plate, la hauteur ne doit pas excéder 7 mètres.

3.2.4 – Constructions en secteur UAj

La hauteur ne doit pas excéder 3 mètres.

La commune a souhaité dissocier les hauteurs autorisées en fonction de la typologie des constructions. En effet, les tissus historiques du centre-bourg et du hameau de Bailly se caractérisent avant tout par des constructions à pans majoritaires. Cependant, l'insertion d'une construction avec une toiture plate n'est pas exclue, mais elle requiert une volumétrie plus faible afin de bien s'insérer dans l'environnement.

Il est rappelé que la hauteur est calculée depuis le sol naturel jusqu'à l'égout de la toiture, et non jusqu'au faîtage, pour les constructions à pans. En revanche, pour les constructions en toiture plate, la hauteur est calculée jusqu'à l'acrotère.



Le secteur UAj accueillant uniquement des annexes, du type cabanon de jardin, une hauteur plus faible a volontairement été imposée.

3.2.5 – Règle alternative

- En cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la vocation nécessite une grande hauteur et qui présentent des qualités architecturales compatibles avec leur environnement.

3.3 Implantation des constructions

3.3.1 – Dispositions générales

Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les constructions de moins de 9 m² d'emprise au sol, les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.

Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

3.3.2 – Règles alternatives

Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée :

- Soit lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement.
- Soit en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle sans aggraver la non-conformité.

3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Définition

Les constructions et installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif échappent à toute règle. En effet, les compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité. L'objectif est de ne pas venir contrarier un projet marquant. La clause de l'insertion dans l'environnement sert de garde-fou. Enfin, il est nécessaire de prendre en compte les constructions déjà existantes qui auraient besoins d'évoluer et ce afin qu'elles puissent le faire dans un souci de cohérence.

La commune a souhaité laisser libre de règles les constructions de faible emprise (moins de 9m²). Elle préfère se focaliser sur les volumes ayant plus d'impact dans l'environnement. Il en va de même pour les piscines.

Les installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif nécessitent aussi de la souplesse, et ce d'autant qu'ils sont souvent issus d'un projet architectural qu'il est intéressant de laisser s'exprimer.

Afin de lever toute ambiguïté sur les ouvrages enterrés, il n'est pas non plus fixé de règle d'implantation sur ces éléments.

Etant donné la diversité du tissu, des règles alternatives ont été prévues. L'objectif est de ne pas rendre la règle absurde en permettant une adaptation en cas d'extension d'une construction existante mais qui ne respecterait pas la présente règle. La non-conformité à la règle devra néanmoins ne pas être aggravée. Cela signifie que le service instructeur et les élus en charge de la délivrance de l'autorisation devront juger s'il s'agit d'une exception mineure ou si l'impact est trop important vis-à-vis des constructions environnantes et de la cohérence du tissu urbain.

De la même manière, la notion d'alignement peut être réhibitoire pour certaines parcelles, enclavées ou avec une forme géométrique complexe (trapèze par exemple). Pour s'adapter à ce contexte, la collectivité a donc prévu une règle dérogatoire. Il s'agit ainsi de pouvoir traiter à part certains cas particuliers.

La zone UA correspond aux tissus anciens de Saint-Bris-le-Vineux. Historiquement, les constructions étaient implantées dans la

<p>Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques.</p> <p><i>Règles d'implantation</i> Hormis en secteur UAj et pour les annexes, les constructions doivent être implantées, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'alignement - Avec un recul de 6 mètres maximum <p>En secteur UAj et pour les annexes, il n'est pas fixé de règle.</p> <p>3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Les constructions peuvent être implantées soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En limites séparatives, - En retrait de la limite séparative. Dans ce cas, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction à édifier au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 1,5 mètres. <p>3.3.5 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres Non réglementée.</p>	<p>majeure partie des cas à l'alignement et au moins sur une limite séparative. L'objectif du règlement est d'encourager cela, avec une implantation soit à l'alignement ou avec un retrait de 6m maximum.</p> <p>Les secteurs UAj étant généralement des jardins situés en arrière des unités foncières, ils ne sont globalement pas concernés par la règle d'alignement donc aucune règle n'est fixée.</p>
<p><i>Article UA 4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère</i></p> <p>4.1 – Prescriptions générales Toute architecture d'une autre région est interdite (chalet savoyard, ferme normande, etc.). Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après. Les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une performance énergétique ou de l'utilisation des énergies ou ressources renouvelables sont admis. Les dispositions du présent article n'excluent pas la réalisation d'éléments de toiture ponctuels justifiés par les besoins de la composition (lucarnes, tourelles, terrassons, croupes, etc.) à condition que ceux-ci ne dénaturent pas le volume général de la construction.</p>	<p>Les prescriptions générales ont pour objectif de rappeler que les constructions allant dans le sens du Grenelle de l'environnement en déployant des techniques de récupération des eaux pluviales, d'infiltration sur place (les toitures végétalisées) d'énergie renouvelable (éolienne, panneaux solaires etc...) ou tout autre moyen permettant d'économiser de l'énergie et de valoriser les ressources naturelles, ne peuvent être interdites. Il est également rappelé pour une plus grande cohérence et une meilleure insertion dans l'environnement qu'en cas de rénovation, les mêmes matériaux sont exigés. L'objectif est d'éviter un patchwork de matériaux sur une même construction. D'autres matériaux pourront être utilisés si cela améliore l'aspect de la construction. Cette interprétation est laissée à la charge de l'instructeur et des élus signataires. Afin de préserver la cohérence architecturale du tissu urbain des tissus historiques des villes et villages du territoire, il</p>

Dans le cas des terrains dont la pente est supérieure ou égale à 5%, les constructions devront présenter une bonne insertion dans la pente.

Les tonalités vives, brillantes sont interdites.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9 m², les dispositions du 4.1 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du UA4 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du UA4.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles énoncées au 4.3 pourront être admises pour l'animation ponctuelle des façades.

4.3 – Façades

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Selon la typologie de la construction, les façades en moellons de pierre doivent être enduites d'un enduit couvrant ou rejointoyées à joints beurrés.

Les bardages en tôle sont interdits.

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

est également précisé que les architectures d'une autre région sont interdites.

La commune a conscience que les règles d'un règlement ne permettent pas de prévoir tous les cas de figure. Elle souhaite donc ne pas s'empêcher de pouvoir accueillir des projets architecturaux sortant du cadre classique des constructions traditionnelles. Elle a donc instauré une règle dérogatoire.

La commune a souhaité laisser libre de règles les constructions de faible emprise (0 m² maximum). Elle préfère se focaliser sur les volumes ayant plus d'impact dans l'environnement. Une adaptation est permise pour les constructions déjà existantes, l'objectif étant de ne pas créer des incohérences architecturales au nom de la règle actuelle et de faire preuve d'intelligence en prenant en compte le contexte du bâti existant.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif échappent à toute règle. En effet, les compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité. Il est important de pouvoir lui laisser exprimer librement son sens artistique sans le cloîtrer dans l'architecture traditionnelle.

Les constructions contemporaines possèdent des animations de façades avec des couleurs parfois différentes des teintes traditionnelles : encadrement de fenêtres, bandes marquant les ouvertures, volumes secondaires etc... La commune a souhaité permettre ce type de vocabulaire architecturale qui de surcroît peut éviter la banalisation des styles d'habitation. L'objectif de préciser les revêtements est d'éviter d'avoir des clôtures en parpaings non enduits par exemple qui esthétiquement sont peu heureuses. A contrario certaines constructions en pierre ne doivent pas être enduites sous peine de créer des soucis structurels : humidité dans les murs, dégradation de la pierre etc...

Certaines teintes ont été interdites car elles ne sont pas présentes sur le territoire communal. C'est le cas notamment du blanc pur qui est interdit, bien que son usage se soit démultiplié au travers des menuiseries

Constructions principales et leurs extensions

Sous réserve des règles définies par le PPRI, le niveau de rez-de-chaussée des constructions à usage d'habitation doit être situé entre 0,20m et 0,50m par rapport au niveau du sol naturel, relevé au droit du milieu de la façade réglementée par rapport à la voie publique ou privée ou à l'espace public.

Les enduits de ravalement doivent être de nuance claire et de teinte gris clair à sombre, blanc cassé, beige, ocre jaune ou de teinte similaire.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

Les matériaux translucides ou transparents sont autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées et les abris de piscine.

Constructions annexes indépendantes

La tonalité des façades des constructions annexes sera en harmonie avec celle de la construction principale.

Pour les abris de piscine et les serres, les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés.

4.4 – Toitures

Constructions principales et leurs extensions

Pente et pans

La toiture de la construction principale comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

La pente pourra être adoucie en débord de toiture (prolongement par coyaux, vérandas, appentis, etc.).

Les toitures plates sont autorisées à condition qu'elles ne concernent qu'une partie de la surface de la construction.

Aspect et teintes

Pour les toitures à pan, seules les ardoises, les tuiles plates, les tuiles à emboîtement et le zinc sont autorisés.

Seules les teintes rouges, brun-rouge, ardoisés, zinc ou teintes similaires seront autorisées.

Les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées, les pergolas et les abris de piscine.

et des clôtures avec l'introduction du PVC dans les matériaux de construction. L'utilisation de teintes plus neutres et moins voyantes est recommandée.

Par ailleurs, la zone UA étant une zone historique gage d'une certaine qualité architecturale, les constructions en tôle, qui peuvent être dissonantes avec les constructions traditionnelles, ne sont pas autorisées.

L'objectif majeur du règlement des aspects extérieurs de la zone UA est le maintien des caractéristiques historiquement présentes au sein des centres bourgs, et centres villes :

- Des façades plutôt claires dans les ocres, beige etc... qui rappellent les enduits à la chaux issus de matériaux naturels (ton pierre, ton brique etc...).
- Des toitures dont les tuiles et les ardoises sont plates, avec des couleurs gris anthracite, brun rouge (terre cuite).
- Des toitures majoritairement à deux pans avec des pentes comprises entre 35° et 45°.

En complément de ce style architectural, la commune a souhaité également s'adapter aux nouvelles formes et usages des constructions. Dans ce cadre elle a écrit des règles permettant :

- La réalisation des serres, verrières, vérandas, pergolas, abris de piscine etc...
- Les toitures plates ou à faible pente à condition qu'elles ne représentent qu'une minorité du volume de la construction. Il est à noter que les conditions énoncées sont cumulatives.
- Les panneaux solaires à conditions qu'ils soient bien intégrés dans les volumes.
- Les volets roulants à condition qu'ils soient complètement intégrés dans la nouvelle construction.

Dans le cadre des annexes, seules une notion d'harmonie est retenue pour une plus grande souplesse. Il appartiendra au service instructeur et aux élus signataire de déterminer cette notion d'harmonie. Un architecte conseil et/ou le CAUE pourront être des appuis intéressants pour cette interprétation.

Constructions annexes indépendantes

Les toitures des constructions annexes doivent comporter au moins un pan avec une pente adaptée à la nature des matériaux employés, sans pouvoir être inférieure à 25°.

Les toitures plates sont également autorisées. Les matériaux de couverture seront en harmonie avec la construction principale.

Pour les serres et les abris de piscine, les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés. Pour ces cas, les toitures peuvent comporter un ou plusieurs pans dont la pente n'est pas réglementée.

Installations de panneaux solaires

Une pose discrète doit être recherchée par une implantation privilégiée sur les volumes secondaires (toitures plus basses par exemple) ou sur les dépendances plutôt que sur les toitures principales. La mise en œuvre des panneaux devra s'effectuer avec une intégration au plus près du nu du matériau de couverture de la toiture (pose encastrée), selon une implantation horizontale du champ de capteurs de préférence en partie basse de la toiture.

4.5 – Ouvertures

Les coffrets de volets roulants s'inscrivant en surépaisseur de la toiture ou de la façade et/ou sous linteau (ou voussure) de l'ouverture sont interdits.

4.6 – Clôtures

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture hormis lorsque leur entretien peut le nécessiter (bois etc....).

Les clôtures constituées de plaques et de poteaux bétons sont interdites à l'exception de celles constituées d'une plaque en soubassement de 30 cm maximum surmontées d'un grillage.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2 mètres.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle

La clôture est un des espaces les plus importants dans le développement des espaces urbains puisqu'elle constitue l'élément de transition entre l'espace privé et l'espace public. La commune a cependant fait le choix de réglementer aussi bien les clôtures sur rue qu'en limite séparative, en termes de hauteur mais aussi d'aspect.

Les styles de clôtures se veulent dans la continuité de l'existant, en encourageant notamment le recours à la haie végétale.

sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité.

Clôtures sur rue

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein réalisé avec un enduit dont l'aspect et la couleur seront en harmonie avec la construction principale ;
- Un mur bahut de 0,80 mètre de hauteur maximum surmonté d'un ouvrage en serrurerie à barreaudage simple et vertical, sans volute, doublé par une haie vive composée d'essences locales

Clôture entre deux limites séparatives

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein enduit ;
- Des panneaux en bois qui ne sont pas des éléments de récupération ;
- Un grillage éventuellement doublé par une haie vive

Les murets existants en pierre sèche devront être conservés et entretenus.

Article UA 5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis

5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables)
Les terrains dont l'unité foncière est supérieure ou égale à 200 m² doivent comprendre 15% de leur surface totale en espaces verts de pleine terre végétalisés. Le traitement végétalisé doit consister en la plantation au choix :

- De haie au port libre
- D'arbres isolés
- De bosquets d'arbres
- D'alignements d'arbres

5.2 – Espaces libres et plantations

Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées.

Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.

Afin de conserver l'ambiance rurale du territoire et de maintenir la présence de la nature dans le tissu urbain, des règles ont été fixées. Celles-ci sont d'autant plus importantes que la nature en ville répond à plusieurs fonctions : maintien des corridors écologiques, maintien d'îlots de fraîcheur en période de sécheresse, etc. Il est donc imposé un pourcentage de surface de pleine terre végétalisé et la plantation d'arbres sur les terrains.

Article UA 6 - Stationnement

6.1 – Prescriptions générales

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée.

La taille minimale d'une place de stationnement pour les véhicules motorisés est de 2,30 mètres par 5 mètres.

La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1,5m².

La commune souhaite garder une marge de manœuvre pour juger de la suffisance du stationnement ou non dans la réalisation des projets. Le pétitionnaire devra donc justifier du stationnement client, fournisseur, visiteur, etc. dans la notice explicative de la demande d'autorisation d'urbanisme. Il s'agira de s'assurer que le projet prend en compte cette problématique sans report sur le domaine public, tout en laissant de la

6.2 – Règle applicable aux constructions à usage d'habitation

Il est exigé sur le terrain d'assiette au minimum 1 place de stationnement par logement.

Cette règle n'est pas applicable aux logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat pour lesquels il ne peut pas être exigé plus d'une place ainsi que pour les résidences universitaires et l'hébergement destiné aux personnes âgées pour lesquels il ne peut pas être exigé plus d'une place pour trois places d'hébergement.

6.3 – Règle applicable aux autres constructions

Pour les hébergements, il est exigé au minimum 1 place pour 3 chambres.

Dans les autres cas, il est exigé un nombre de places de stationnement correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles.

6.4 – Aire de stationnement pour véhicules à énergie renouvelable

Lors de la création ou de la modification d'aires de stationnement destinées aux véhicules automobiles, un minimum de 10% des places, sans être inférieur à une place, résultant de l'application des articles 6.2 et 6.3 ci-dessus, seront équipés par un circuit électrique spécialisé pour permettre la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Cette disposition ne s'applique pas aux aires de stationnement de moins de 10 places.

6.5 – Dispositions relatives aux cycles

Toute nouvelle construction devra prévoir du stationnement cycle à minima couvert et sécurisé.

Cette disposition ne s'applique pas aux constructions à destination d'habitation comprenant jusqu'à trois logements.

Tout local affecté à un usage de stationnement doit avoir une surface d'au moins 10 m² à destination du stationnement cycle. Ces dispositions concernent les parcs de stationnements d'accès destinés aux seuls occupants de l'immeuble ou salariés de l'entreprise.

souplesse au pétitionnaire quant au nombre exact de places requis.

Dans le cadre de la transition énergétique, la commune souhaite qu'un effort particulier soit porté sur la création des bornes de recharges qui doivent accompagner le développement de la flotte de véhicules électriques. Cette règle vise principalement les activités, services et commerces et les constructions de logements groupés d'importance. Ainsi, en deçà de 3 logements créés, il n'a pas semblé opportun d'appliquer cette exigence.

Afin de limiter l'émission de gaz à effet de serre et donc d'encourager la pratique du vélo, il est nécessaire de développer les structures accompagnant ce mode de déplacement. Dans ce cadre, la commune a souhaité instaurer l'obligation de création de stationnement cycle pour toute nouvelle construction, hormis les programmes de logements jusqu'à 3 logements maximum. L'objectif est d'obtenir un impact sur les constructions générant des flux importants : entreprises, services, activités commerciales, gros programme de logements etc... Il est attendu que ce stationnement soit couvert de telle sorte que les vélos puissent être protégés des intempéries et être en sécurité. Une définition de la taille des stationnements (cycle et automobile) est précisée pour faciliter l'instruction des dossiers.

6.6 – Règle alternative

Les obligations de l'alinéa 6.2 ne sont pas applicables aux aménagements ou aux extensions limitées de la surface de plancher des constructions existantes, si leur affectation reste inchangée ou s'il n'y a pas de création de logements supplémentaires. Les obligations de l'alinéa 6.5 ne sont pas applicables aux activités qui pourraient justifier d'un stationnement cycle à proximité direct au sein des espaces publics.

Enfin, il est imposé que tout local destiné à de stationnement automobile devra comprendre du stationnement cycle à hauteur de 10 m² minimum consacré à cet usage.

Les obligations en matière de stationnement connaissent deux dérogations :

- Lorsqu'une construction possède un projet d'extension limitée qui ne vient pas remettre en cause l'occupation de la construction, ces règles ne s'imposent pas. L'objectif est de ne pas contraindre les petites évolutions des constructions en place. En revanche, lorsque cette extension peut engendrer un besoin de stationnement par sa superficie (exemple : extension importante d'une entreprise) alors, pour éviter tout souci lié au stationnement, les règles s'imposent.
- Lorsqu'une activité souhaite se développer mais qu'elle n'a pas le foncier disponible pour créer du stationnement cycle et qu'en plus il en existe sur le domaine public à proximité immédiate (l'instructeur et les élus devront déterminer la suffisance en quantité et en distance de ce stationnement) alors cette activité sera exonérée de stationnement cycle. Nous sommes en zone UA, où les commerces doivent se développer. L'objectif de la commune est de pallier au manquement en termes de stationnement cycle dans cette zone et donc alléger les contraintes des activités commerciales en la matière à partir du moment où l'infrastructure a été créée.

SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Article UA 7 – Desserte par les voies publiques ou privées

7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes

L'objectif de l'article UA7 est d'imposer des conditions de circulation minimum pour en assurer la sécurité et le confort. En effet, dans le cas du développement en double rideau ou de petites opérations de lotissement dont les espaces communs sont ensuite gérés en indivision, bien souvent l'accès est trop étroit ou sans visibilité sécurisée lors du raccordement à l'emprise publique. La commune rappelle donc qu'en cas de problème de sécurité (sortie dans un virage par exemple), elle peut s'opposer au projet. De même, elle exige 3 mètres minimum concernant les accès privés, y compris les

utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, **soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin.**

Nonobstant les dispositions ci-dessus, la **largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique** ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagées de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à **effectuer des manœuvres dangereuses** sur la voie ;
- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées **aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.** Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre **l'incendie**, protection civile, brancardage, ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

servitudes. Un rappel est également fait **concernant l'obligation en matière d'accessibilité aux personnes handicapées** en matière de création de voirie et/ou d'emprise publique.

Article UA 8 – Condition de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

La commune a souhaité encadrer le raccordement au réseau afin de limiter

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eaux devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec les caractéristiques du réseau. L'évacuation des eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et comptent les caractéristiques du milieu récepteur.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.3 – Eaux pluviales

notamment l'impact sur l'eau en tant que ressource et en tant que milieu récepteur mais aussi pour assurer la salubrité publique.

Dans ce cadre, elle a imposé le raccordement au réseau collectif d'eau potable et d'assainissement des eaux usées lorsque ce dernier existe.

En cas d'inexistence de ce réseau, il est rappelé que la mise en place d'un dispositif autonome est obligatoire afin d'éviter tout rejet non traité dans l'environnement.

Concernant le réseau d'eau potable, la commune souhaite ne pas avoir à subir de façon imprévue une surcharge éventuelle du réseau due à l'implantation d'une entreprise fortement consommatrice en eau (ex : agro-industrie, papeterie etc...). Par conséquent, elle indique qu'elle se réserve le droit de pouvoir choisir ou non le raccordement et donc le renforcement éventuel par la collectivité, du réseau. En cas de refus du raccordement, elle laisse la possibilité à l'entreprise de pouvoir trouver ses propres ressources en eau (via un forage par exemple) et ce, en conformité avec les exigences de l'Agence Régionale pour la Santé.

Il en va de même pour les eaux usées non domestiques. Elle rappelle que le rejet direct, sans pré traitement est interdit afin de ne pas polluer le réseau, la station et éventuellement le milieu récepteur in fine. Si jamais la commune refuse le branchement sur le réseau d'assainissement collectif, le porteur de projet peut trouver des solutions de traitement sur son unité foncière avec un rejet dans le réseau conformément aux exigences du gestionnaire.

Globalement la commune souhaite contrôler les raccordements aux réseaux afin de contrôler les prélèvements de la ressource en eau mais également les rejets pollués dans les milieux.

Concernant les eaux pluviales, la commune connaît parfois des surcharges du réseau unitaire qui peuvent mettre en difficulté les stations d'épurations ou surcharger le réseau

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privatives doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

d'eau pluvial séparé. Par conséquent, la commune a souhaité réguler l'apport des eaux pluviales dans son réseau en imposant une infiltration systématique. Néanmoins certaines zones peuvent être argileuses et/ou infiltrées difficilement. Le pétitionnaire devra donc prouver les difficultés ou l'impossibilité d'infiltration (grâce à une étude de sol) pour demander un rejet dans le réseau.

Enfin, dans le cadre du développement des communications numérique, la commune reconferme les pratiques des travaux de VRD en imposant les fourreaux d'attente pour le développement de la fibre optique.

4.5.2 Justifications et explications du règlement de la zone UB

REGLEMENT	JUSTIFICATIF
SECTION 1 – Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité	
<i>Article UB 1 – Constructions interdites</i>	
1.1 - Les commerces de gros. 1.2 - Les constructions à usage industriel. 1.3 - Les entrepôts. 1.4 - Le camping. 1.5 - Les parcs résidentiels de loisirs. 1.6 - Les dépôts de véhicules. 1.7 - Les garages collectifs de caravanes. 1.8 - L'aménagement des terrains destinés aux aires d'accueil et aux terrains familiaux des gens du voyage. 1.9 - L'aménagement de terrains pour permettre l'installation de plusieurs résidences démontables. 1.10 - L'aménagement des terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés. 1.11 - Les parcs d'attraction. 1.12 - Les golfs. 1.13 - En secteur UBj, toutes les constructions et installations autres que celles visées à l'article UA2 sont interdites. 1.14 - Sont également interdites les occupations et utilisations du sol visées à	La zone UB, au même titre que la zone UA, a pour vocation d'accueillir toutes les destinations, dans un principe de mixité fonctionnelle. En revanche, les constructions et installations qui, en raison de leur aspect, ou de leur condition de fonctionnement, risqueraient de porter atteinte au caractère urbain de la zone et celles qui, par leur nature ou leur importance seraient incompatibles avec la sécurité ou la salubrité de la zone sont interdites.

<p>l'article UA2 et qui ne répondent pas aux conditions imposées à cet article.</p>	
<p><i>Article UB 2 – Constructions soumises à condition</i></p>	
<p>Sont admis sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte à la salubrité ou la sécurité publique.</p> <p>2.1 – Les constructions et installations nouvelles, l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes, de quelque destination que ce soit, autres que celles visées à l'article UB1.</p> <p>2.2 – Les locaux artisanaux sont autorisés à condition de ne pas générer de nuisances (sonores, olfactives, ...) incompatibles avec le voisinage de logements.</p> <p>2.3 – Les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient liés et nécessaires aux constructions et installations autorisées dans la zone.</p> <p>2.4 – En secteur UBj, seules sont admises les annexes aux constructions principales.</p> <p>2.5 – En secteur UBh, seuls sont admis l'adaptation, la réfection, les annexes et l'extensions des constructions existantes quel que soit leur nature, ainsi que les équipements d'intérêt collectifs et de services publics.</p> <p>2.6 – En secteur UBe, seuls sont autorisées les constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et/ou de services publics ainsi que les dépôts, les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient liés et nécessaires aux constructions et installations autorisées dans la zone.</p>	<p>Les possibilités de constructibilité ouvertes à l'article UB1 sont pondérées par le respect de la sécurité et de la salubrité de la zone.</p> <p>Les secteurs UBh correspondent à des hameaux qui sont le produit d'une urbanisation ex nihilo, des années 60/70 généralement, qui ne prend aucunement sa source sur un bâti et une morphologie du tissu ancien. Dans ce cadre, le secteur UBh permet de reconnaître le contexte urbanisé du secteur mais limite la constructibilité aux annexes et extensions afin d'être conforme aux objectifs de développement durable : protection des espaces naturels, groupement des habitants près des centralités, limitation des déplacements pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, etc.</p> <p>Les secteurs UBe sont des secteurs uniquement destinés aux services publics et/ou d'intérêt collectif. Aucune autre destination n'est autorisée.</p> <p>Les secteurs UBj sont des reliquats d'unités foncières constructibles, des espaces de jardins ou naturels en cœur d'îlot. Ils constituent une zone tampon entre les zones naturelles et agricole et le tissu urbain ou une espace de nature dans les tissus urbains plus ou moins denses. Ils permettent le maintien et le développement de la faune et la fore locales. Ils n'ont pas pour vocation à se densifier mais à être conservés en jardin afin de maintenir des espaces de respiration. Seules les annexes aux constructions principales y sont autorisées.</p>
<p>SECTION 2 – Caractéristique urbaine, architecturale, environnementale et paysagère</p>	
<p><i>Article UB 3 – Volumétrie et implantation des constructions</i></p>	
<p>3.1 Emprise au sol</p> <p>Dans l'ensemble de la zone, hormis en secteurs UBe, UBh et UBj, l'emprise au sol des constructions ne devra pas excéder 60% par rapport à la superficie totale de l'unité foncière, hormis pour les constructions destinées aux équipements d'intérêt collectif et de services publics dont l'emprise au sol n'est pas réglementée.</p> <p>En secteur UBe, l'emprise au sol des constructions n'est pas réglementée.</p>	<p>Afin de permettre les objectifs de densification, mais également de conserver un minimum d'espaces verts au sein de la trame urbaine, la commune a souhaité limiter les emprises des constructions à 60%. Cette emprise étant maximale, en cas de nouvelles constructions, les superficies seront déduites de celles déjà existantes.</p>

En secteur UBh :

- L'emprise au sol des extensions des constructions principales est limitée à 30% de l'emprise au sol de la construction principale à la date d'approbation du PLU.

- L'emprise au sol des nouvelles annexes à la date d'approbation du PLU est limitée à 40 m².

- L'emprise au sol des piscines est limitée à 75 m² à la date d'approbation du PLU.

En secteur UBj, l'emprise au sol des nouvelles annexes à la date d'approbation du PLU est limitée à 9 m².

3.2 Hauteur des constructions

3.2.1 – Prescriptions générales

La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'égout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.

3.2.2 – Constructions à pans

Lorsque les constructions possèdent une toiture à pans, la hauteur ne doit pas excéder 9 mètres.

3.2.3 – Constructions en toiture plate

Lorsque les constructions possèdent une toiture plate, la hauteur ne doit pas excéder 7 mètres.

3.2.4 – Constructions en secteur UBh

La hauteur des nouvelles constructions ne doit pas excéder 8 mètres.

3.2.5 - Constructions en secteur UAj

La hauteur ne doit pas excéder 3 mètres.

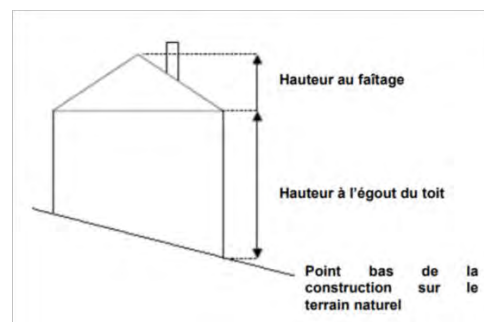
3.2.6 – Règle alternative

- En cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.

Pour le secteur UBh, seuls les annexes et les extensions sont permises.

La commune a souhaité dissocier les hauteurs autorisées en fonction de la typologie des constructions. En effet la zone UB regroupe des constructions plus hétérogènes compte tenu des différentes époques de constructions (faubourg, lotissement, extensions récentes, ...). La diversité des constructions est maintenue. A ce titre, l'insertion d'une construction avec une toiture plate n'est pas exclue, mais elle requiert une volumétrie plus faible afin de bien s'insérer dans l'environnement.

Il est rappelé que la hauteur est calculée depuis le sol naturel jusqu'à l'égout de la toiture, et non jusqu'au faîtage, pour les constructions à pans. En revanche, pour les constructions en toiture plate, la hauteur est calculée jusqu'à l'acrotère.



Le secteur UBj accueillant uniquement des annexes, du type cabanon de jardin, une hauteur plus faible a volontairement été imposée.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif échappent à toute règle. En effet, les compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité.

- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la vocation nécessite une grande hauteur et qui présentent des qualités architecturales compatibles avec leur environnement.

3.3 Implantation des constructions

3.3.1 – Dispositions générales

Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les constructions de moins de 9 m² d'emprise au sol, les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.

Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

3.3.2 – Règles alternatives

Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée :

- Soit lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement.
- Soit en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle sans aggraver la non-conformité.

3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Définition

Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques.

Règles d'implantation

L'objectif est de ne pas venir contrarier un projet marquant. La clause de l'insertion dans l'environnement sert de garde-fou. Enfin, il est nécessaire de prendre en compte les constructions déjà existantes qui auraient besoins d'évoluer et ce afin qu'elles puissent le faire dans un souci de cohérence.

La commune a souhaité laisser libre de règles les constructions de faible emprise (moins de 9m²). Elle préfère se focaliser sur les volumes ayant plus d'impact dans l'environnement. Il en va de même pour les piscines.

Les installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif nécessitent aussi de la souplesse, et ce d'autant qu'ils sont souvent issus d'un projet architectural qu'il est intéressant de laisser s'exprimer.

Afin de lever toute ambiguïté sur les ouvrages enterrés, il n'est pas non plus fixé de règle d'implantation sur ces éléments.

Etant donné la diversité du tissu, des règles alternatives ont été prévues. L'objectif est de ne pas rendre la règle absurde en permettant une adaptation en cas d'extension d'une construction existante mais qui ne respecterait pas la présente règle. La non-conformité à la règle devra néanmoins ne pas être aggravée. Cela signifie que le service instructeur et les élus en charge de la délivrance de l'autorisation devront juger s'il s'agit d'une exception mineure ou si l'impact est trop important vis-à-vis des constructions environnantes et de la cohérence du tissu urbain.

De la même manière, la notion d'alignement peut être réductrice pour certaines parcelles, enclavées ou avec une forme géométrique complexe (trapèze par exemple). Pour s'adapter à ce contexte, la collectivité a donc prévu une règle dérogatoire. Il s'agit ainsi de pouvoir traiter à part certains cas particuliers.

La zone UB correspond aux tissus plus récents de Saint-Bris-le-Vineux. Ce tissu se caractérise par son aération, avec des parcelles plus grandes et une implantation des constructions généralement en retrait de l'alignement. L'objectif de la présente règle est de maintenir une aération du tissu en favorisant le développement du végétal notamment. Toutefois, il est laissé la possibilité

<p>Hormis en secteur U_{Bj}, U_{Be} et U_{Bh} et pour les annexes, les constructions doivent être implantées, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'alignement - Avec un recul de 6 mètres maximum <p>En secteurs U_{Bj} et U_{Be} et pour les annexes, il n'est pas fixé de règle.</p> <p>En secteur U_{Bh}, par rapport au réseau routier de désenclavement de 2^e catégorie (RD 606), les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement de la voie.</p> <p>3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Les constructions peuvent être implantées soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En limites séparatives, - En retrait de la limite séparative. Dans ce cas, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction à édifier au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 3 mètres. <p>3.3.5 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres Non réglementée.</p>	<p>de retrouver les implantations historiques du bâti avec la possibilité d'une implantation à l'alignement ce qui contribue notamment à la limitation de la consommation foncière.</p> <p>Les secteurs U_{Bj} étant généralement des jardins situés en arrière des unités foncières, ils ne sont globalement pas concernés par la règle d'alignement donc aucune règle n'est fixée.</p> <p>Dans le cas des secteurs U_{Bh}, des préconisations spécifiques s'appliquent compte tenu de la proximité avec la RD 606 classée route à grande circulation.</p> <p>Les distances minimales en cas de retrait visent à limiter les conflits d'usage en garantissant un passage pour l'entretien des parcelles (3 mètres par rapport aux limites séparatives).</p>
<p><i>Article UB 4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère</i></p>	
<p>4.1 – Prescriptions générales Toute architecture d'une autre région est interdite (chalet savoyard, ferme normande, etc.). Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après. Les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une performance énergétique ou de l'utilisation des énergies ou ressources renouvelables sont admis. Les dispositions du présent article n'excluent pas la réalisation d'éléments de toiture ponctuels justifiés par les besoins de la composition (lucarnes, tourelles, terrassons, croupes, etc.) à condition que ceux-ci ne dénaturent pas le volume général de la construction.</p>	<p>Les prescriptions générales ont pour objectif de rappeler que les constructions allant dans le sens du Grenelle de l'environnement en déployant des techniques de récupération des eaux pluviales, d'infiltration sur place (les toitures végétalisées) d'énergie renouvelable (éolienne, panneaux solaires etc...) ou tout autre moyen permettant d'économiser de l'énergie et de valoriser les ressources naturelles, ne peuvent être interdites. Il est également rappelé pour une plus grande cohérence et une meilleure insertion dans l'environnement qu'en cas de rénovation, les mêmes matériaux sont exigés. L'objectif est d'éviter un patchwork de matériaux sur une même construction. D'autres matériaux pourront être utilisés si cela améliore l'aspect de la construction. Cette interprétation est laissée à la charge de l'instructeur et des élus signataires. Afin de préserver la cohérence architecturale du tissu urbain des tissus</p>

Dans le cas des terrains dont la pente est supérieure ou égale à 5%, les constructions devront présenter une bonne insertion dans la pente.

Les tonalités vives, brillantes sont interdites.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9 m², les dispositions du 4.1 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du UB4 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du UB4.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles énoncées au 4.3 pourront être admises pour l'animation ponctuelle des façades.

4.3 – Façades

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Les bardages en tôle sont interdits.

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

Constructions principales et leurs extensions

Sous réserve des règles définies par le PPRI, le niveau de rez-de-chaussée des

urbains (faubourg, lotissement, nouveaux quartiers, etc.), il est également précisé que **les architectures d'une autre région sont interdites.**

La commune a conscience que les règles d'un règlement ne permettent pas de prévoir tous les cas de figure. Elle souhaite donc ne pas s'empêcher de pouvoir accueillir des projets architecturaux sortant du cadre classique des constructions traditionnelles. Elle a donc instauré une règle dérogatoire.

La commune a souhaité laisser libre de règles les constructions de faible emprise (9 m² maximum). Elle préfère se focaliser sur les volumes ayant plus d'impact dans l'environnement. Une adaptation est permise pour les constructions déjà existantes, l'objectif étant de ne pas créer des incohérences architecturales au nom de la règle actuelle et de faire preuve d'intelligence en prenant en compte le contexte du bâti existant.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif échappent à toute règle. En effet, les compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité. Il est important de pouvoir lui laisser exprimer librement son sens artistique sans le cloîtrer dans l'architecture traditionnelle.

Les constructions contemporaines possèdent des animations de façades avec des couleurs parfois différentes des teintes traditionnelles : encadrement de fenêtres, bandes marquant les ouvertures, volumes secondaires etc... La commune a souhaité permettre ce type de vocabulaire architecturale qui de surcroît peut éviter la banalisation des styles d'habitation. L'objectif de repréciser les revêtements est d'éviter d'avoir des clôtures en parpaings non enduits par exemple qui esthétiquement sont peu heureuses. A contrario certaines constructions en pierre ne doivent pas être enduites sous peine de créer des soucis structurels : humidité dans les murs, dégradation de la pierre etc...

Certaines teintes ont été interdites car elles ne sont pas présentes sur le territoire communal. C'est le cas notamment du blanc pur qui est interdit, bien que son usage

constructions à usage d'habitation doit être situé entre 0,20m et 0,50m par rapport au niveau du sol naturel, relevé au droit du milieu de la façade réglementée par rapport à la voie publique ou privée ou à l'espace public.

Les enduits de ravalement doivent être de nuance claire et de teinte gris clair à sombre, blanc cassé, beige, ocre jaune ou de teinte similaire.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

Les matériaux translucides ou transparents sont autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées et les abris de piscine.

Constructions annexes indépendantes

La tonalité des façades des constructions annexes sera en harmonie avec celle de la construction principale.

Pour les abris de piscine et les serres, les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés.

4.4 – Toitures

Constructions principales et leurs extensions

Pente et pans

La toiture de la construction principale comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

La pente pourra être adoucie en débord de toiture (prolongement par coyaux, vérandas, appentis, etc.).

Les toitures plates sont autorisées à condition qu'elles soient végétalisées ou qu'elles fassent l'objet d'un traitement architectural visant à assurer son intégration paysagère.

Les toitures des constructions qui ne sont pas à usage d'habitation pourront être constituées d'un bac acier.

Aspect et teintes

Pour les toitures à pan, seules les ardoises, les tuiles plates, les tuiles à emboîtement et le zinc sont autorisés.

Seules les teintes rouges, brun-rouge, ardoisés, zinc ou teintes similaires seront autorisées.

Les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées, les pergolas et les abris de piscine.

se soit démultiplié au travers des menuiseries et des clôtures avec l'introduction du PVC dans les matériaux de construction. L'utilisation de teintes plus neutres et moins voyantes est recommandée.

Par ailleurs, la zone UB étant une zone historique gage d'une certaine qualité architecturale, les constructions en tôle, qui peuvent être dissonantes avec les constructions traditionnelles, ne sont pas autorisées.

L'objectif majeur du règlement des aspects extérieurs de la zone UB est le maintien des caractéristiques historiquement présentes au sein des centres bourgs, et centres villes :

- Des façades plutôt claires dans les ocres, beige etc... qui rappellent les enduits à la chaux issus de matériaux naturels (ton pierre, ton brique etc...).
- Des toitures dont les tuiles et les ardoises sont plates, avec des couleurs gris anthracite, brun rouge (terre cuite).
- Des toitures majoritairement à deux pans avec des pentes comprises entre 35° et 45°.

En complément de ce style architectural, la commune a souhaité également s'adapter aux nouvelles formes et usages des constructions. Dans ce cadre elle a écrit des règles permettant :

- La réalisation des serres, verrières, vérandas, pergolas, abris de piscine etc...
- Les toitures plates ou à faible pente à condition qu'elles soient végétalisées ou qu'elles fassent l'objet d'un traitement architectural spécifique.
- Les panneaux solaires à conditions qu'ils soient bien intégrés dans les volumes.
- Les volets roulants à condition qu'ils soient complètement intégrés dans la nouvelle construction.

Dans le cadre des annexes, seules une notion d'harmonie est retenue pour une plus grande souplesse. Il appartiendra au service instructeur et aux élus signataire de déterminer cette notion d'harmonie. Un architecte conseil et/ou le CAUE pourront être des appuis intéressants pour cette interprétation.

Constructions annexes indépendantes

Les toitures des constructions annexes doivent comporter au moins un pan avec une pente adaptée à la nature des matériaux employés, sans pouvoir être inférieure à 25°.

Les toitures plates sont également autorisées. Les matériaux de couverture seront en harmonie avec la construction principale. Pour les serres et les abris de piscine, les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés. Pour ces cas, les toitures peuvent comporter un ou plusieurs pans dont la pente n'est pas réglementée.

Installations de panneaux solaires

Une pose discrète doit être recherchée par une implantation privilégiée sur les volumes secondaires (toitures plus basses par exemple) ou sur les dépendances plutôt que sur les toitures principales. La mise en œuvre des panneaux devra s'effectuer avec une intégration au plus près du nu du matériau de couverture de la toiture (pose encastrée pour les constructions neuves ou en superposition estompée pour les constructions existantes), selon une implantation horizontale du champ de capteurs de préférence en partie basse de la toiture.

4.5 – Ouvertures

Les coffrets de volets roulants s'inscrivant en surépaisseur de la toiture ou de la façade et/ou sous linteau (ou voussure) de l'ouverture sont interdits.

4.6 – Clôtures

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture hormis lorsque leur entretien peut le nécessiter (bois etc....).

Les clôtures constituées de plaques et de poteaux bétons sont interdites à l'exception de celles constituées d'une plaque en soubassement de 30 cm maximum surmontées d'un grillage.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2 mètres.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de

La clôture est un des espaces les plus importants dans le développement des espaces urbains puisqu'elle constitue l'élément de transition entre l'espace privé et l'espace public. La commune a cependant fait le choix de réglementer aussi bien les clôtures sur rue qu'en limite séparative, en termes de hauteur mais aussi d'aspect.

Les styles de clôtures se veulent dans la continuité de l'existant, en encourageant notamment le recours à la haie végétale.

modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité.

Les nouvelles clôtures devront intégrer dans le choix des matériaux, coloris et aspects un rappel de la construction située sur la parcelle qu'elle va clore, tout en prenant en compte les caractéristiques des autres clôtures du quartier dans lequel elles sont situées.

Les clôtures pouvant générer une gêne pour la circulation des véhicules pourront être limitées.

Clôtures sur rue

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein réalisé avec un enduit dont l'aspect et la couleur seront en harmonie avec la construction principale ;
- Un mur bahut de 0,80 mètre de hauteur maximum surmonté d'un ouvrage en serrurerie à barreaudage simple et vertical, sans volute, doublé par une haie vive composée d'essences locales ;
- Un grillage éventuellement doublé d'une haie vive composée d'essences locales ou d'un système d'occultation ;
- Une haie vive composée d'essences locales.

Clôture entre deux limites séparatives

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein enduit ;
- Des panneaux en bois qui ne sont pas des éléments de récupération ;
- Un grillage éventuellement doublé par une haie vive

Les murets existants en pierre sèche devront être conservés et entretenus.

En secteur UBe, il n'est pas fixé de règles.

Article UB 5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis

5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables)
Les terrains dont l'unité foncière est supérieure ou égale à 200 m² doivent comprendre 20% de leur surface totale en espaces verts de pleine terre végétalisés. Le traitement végétalisé doit consister en la plantation au choix :

- De haie au port libre

Afin de conserver l'ambiance rurale du territoire et de maintenir la présence de la nature dans le tissu urbain, des règles ont été fixées. Celles-ci sont d'autant plus importantes que la nature en ville répond à plusieurs fonctions : maintien des corridors écologiques, maintien d'îlots de fraîcheur en période de sécheresse, etc. Il est donc imposé un pourcentage de surface de

<ul style="list-style-type: none"> - D'arbres isolés - De bosquets d'arbres - D'alignements d'arbres <p>5.2 – Espaces libres et plantations Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées. Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.</p>	<p>pleine terre végétalisée et la plantation d'arbres sur les terrains.</p>
<p><i>Article UB 6 - Stationnement</i></p>	
<p>6.1 – Prescriptions générales Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée. La taille minimale d'une place de stationnement pour les véhicules motorisés est de 2,30 mètres par 5 mètres. La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1,5m².</p> <p>6.2 – Règle applicable aux constructions à usage d'habitation En zone UB et en secteur UBh, il est exigé sur le terrain d'assiette au minimum 3 places de stationnement par logement, dont au moins 1 couverte. Il est également exigé la création de minimum 1 place de stationnement visiteur par tranche de 4 logements commencée. Cette règle n'est pas applicable aux logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat pour lesquels il ne peut pas être exigé plus d'une place ainsi que pour les résidences universitaires et l'hébergement destiné aux personnes âgées pour lesquels il ne peut pas être exigé plus d'une place pour trois places d'hébergement.</p> <p>6.3 – Règle applicable aux autres constructions En zone UB et en secteur UBh, pour les hébergements, il est exigé au minimum 1 place pour 3 chambres. Dans les autres cas, il est exigé un nombre de places de stationnement correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles.</p> <p>6.4 – Aire de stationnement pour véhicules à énergie renouvelable Lors de la création ou de la modification d'aires de stationnement destinées aux véhicules automobiles, un minimum de 10% des places, sans être inférieur à une place, résultant de l'application des articles 6.2 et</p>	<p>La commune souhaite garder une marge de manœuvre pour juger de la suffisance du stationnement ou non dans la réalisation des projets. Le pétitionnaire devra donc justifier du stationnement client, fournisseur, visiteur, etc. dans la notice explicative de la demande d'autorisation d'urbanisme. Il s'agira de s'assurer que le projet prend en compte cette problématique sans report sur le domaine public, tout en laissant de la souplesse au pétitionnaire quant au nombre exact de places requis.</p> <p>Dans le cadre de la transition énergétique, la commune souhaite qu'un effort particulier soit porté sur la création des bornes de recharges qui doivent accompagner le développement de la flotte de véhicules électriques. Cette règle vise principalement les activités, services et commerces et les</p>

6.3 ci-dessus, seront équipés par un circuit électrique spécialisé pour permettre la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Cette disposition ne s'applique pas aux aires de stationnement de moins de 10 places.

6.5 – Dispositions relatives aux cycles

Toute nouvelle construction devra prévoir du stationnement cycle à minima couvert et sécurisé.

Cette disposition ne s'applique pas aux constructions à destination d'habitation comprenant jusqu'à trois logements.

Tout local affecté à un usage de stationnement doit avoir une surface d'au moins 10 m² à destination du stationnement cycle. Ces dispositions concernent les parcs de stationnements d'accès destinés aux seuls occupants de l'immeuble ou salariés de l'entreprise.

6.6 – Règle alternative

Les obligations de l'alinéa 6.2 ne sont pas applicables aux aménagements ou aux extensions limitées de la surface de plancher des constructions existantes, si leur affectation reste inchangée ou s'il n'y a pas de création de logements supplémentaires.

Les obligations de l'alinéa 6.5 ne sont pas applicables aux activités qui pourraient justifier d'un stationnement cycle à proximité direct au sein des espaces publics.

constructions de logements groupés d'importance. Ainsi, en deçà de 3 logements créés, il n'a pas semblé opportun d'appliquer cette exigence.

Afin de limiter l'émission de gaz à effet de serre et donc d'encourager la pratique du vélo, il est nécessaire de développer les structures accompagnant ce mode de déplacement. Dans ce cadre, la commune a souhaité instaurer l'obligation de création de stationnement cycle pour toute nouvelle construction, hormis les programmes de logements jusqu'à 3 logements maximum. L'objectif est d'obtenir un impact sur les constructions générant des flux importants : entreprises, services, activités commerciales, gros programme de logements etc... Il est attendu que ce stationnement soit couvert de telle sorte que les vélos puissent être protégés des intempéries et être en sécurité. Une définition de la taille des stationnements (cycle et automobile) est précisée pour faciliter l'instruction des dossiers.

Enfin, il est imposé que tout local destiné à de stationnement automobile devra comprendre du stationnement cycle à hauteur de 10 m² minimum consacré à cet usage.

Les obligations en matière de stationnement connaissent deux dérogations :

- Lorsqu'une construction possède un projet d'extension limitée qui ne vient pas remettre en cause l'occupation de la construction, ces règles ne s'imposent pas. L'objectif est de ne pas contraindre les petites évolutions des constructions en place. En revanche, lorsque cette extension peut engendrer un besoin de stationnement par sa superficie (exemple : extension importante d'une entreprise) alors, pour éviter tout souci lié au stationnement, les règles s'imposent.
- Lorsqu'une activité souhaite se développer mais qu'elle n'a pas le foncier disponible pour créer du stationnement cycle et qu'en plus il en existe sur le domaine public à proximité immédiate (l'instructeur et les élus devront déterminer la suffisance en quantité et en distance de ce stationnement) alors cette activité sera exonérée de stationnement cycle. Nous sommes en zone UA, où les commerces

doivent se développer. L'objectif de la commune est de pallier au manquement en termes de stationnement cycle dans cette zone et donc alléger les contraintes des activités commerciales en la matière à partir du moment où l'infrastructure a été créée.

SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Article UB 7 – Desserte par les voies publiques ou privées

7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagées de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à effectuer des manœuvres dangereuses sur la voie ;
- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées

L'objectif de l'article UA7 est d'imposer des conditions de circulation minimum pour en assurer la sécurité et le confort. En effet, dans le cas du développement en double rideau ou de petites opérations de lotissement dont les espaces communs sont ensuite gérés en indivision, bien souvent l'accès est trop étroit ou sans visibilité sécurisée lors du raccordement à l'emprise publique. La commune rappelle donc qu'en cas de problème de sécurité (sortie dans un virage par exemple), elle peut s'opposer au projet. De même, elle exige 3 mètres minimum concernant les accès privés, y compris les servitudes. Un rappel est également fait concernant l'obligation en matière d'accessibilité aux personnes handicapées en matière de création de voirie et/ou d'emprise publique.

aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir. Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

Article UB 8 – Condition de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eaux devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

La commune a souhaité encadrer le raccordement au réseau afin de limiter notamment l'impact sur l'eau en tant que ressource et en tant que milieu récepteur mais aussi pour assurer la salubrité publique.

Dans ce cadre, elle a imposé le raccordement au réseau collectif d'eau potable et d'assainissement des eaux usées lorsque ce dernier existe.

En cas d'inexistence de ce réseau, il est rappelé que la mise en place d'un dispositif autonome est obligatoire afin d'éviter tout rejet non traité dans l'environnement.

Concernant le réseau d'eau potable, la commune souhaite ne pas avoir à subir de façon imprévue une surcharge éventuelle du réseau due à l'implantation d'une entreprise fortement consommatrice en eau (ex : agro-industrie, papeterie etc...). Par conséquent, elle indique qu'elle se réserve le droit de pouvoir choisir ou non le raccordement et donc le renforcement éventuel par la collectivité, du réseau. En cas de refus du raccordement, elle laisse la possibilité à l'entreprise de pouvoir trouver ses propres ressources en eau (via un forage par exemple) et ce, en conformité avec les exigences de l'Agence Régionale pour la Santé.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec **les caractéristiques du réseau**. L'évacuation des eaux usées non domestiques dans le **réseau collectif d'assainissement** est subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et compte-tenu des caractéristiques du milieu récepteur.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privatives doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

Il en va de même pour les eaux usées non domestiques. Elle rappelle que le rejet direct, sans pré traitement est interdit afin de ne pas polluer le réseau, la station et éventuellement le milieu récepteur in fine. Si jamais la commune refuse le branchement sur le réseau d'assainissement collectif, le porteur de projet peut trouver des solutions de traitement sur son unité foncière avec un rejet dans le réseau conformément aux exigences du gestionnaire.

Globalement la commune souhaite contrôler les raccordements aux réseaux afin de contrôler les prélèvements de la ressource en eau mais également les rejets pollués dans les milieux.

Concernant les eaux pluviales, la commune connaît parfois des surcharges du réseau unitaire qui peuvent mettre en difficulté les stations d'épurations ou surcharger le réseau d'eau pluvial séparé. Par conséquent, la commune a souhaité réguler l'apport des eaux pluviales dans son réseau en imposant une infiltration systématique. Néanmoins certaines zones peuvent être argileuses et/ou infiltrées difficilement. Le pétitionnaire devra donc prouver les difficultés ou l'impossibilité d'infiltration (grâce à une étude de sol) pour demander un rejet dans le réseau.

Enfin, dans le cadre du développement des communications numérique, la commune reconferme les pratiques des travaux de VRD en imposant les fourreaux d'attente pour le développement de la fibre optique.

4.5.3 Justifications et explications du règlement de la zone UX

REGLEMENT	JUSTIFICATIF
SECTION 1 – Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité	
<i>Article UX 1 – Constructions interdites</i>	
1.1 – Les exploitations agricoles et forestières.	La zone UX a pour vocation d'accueillir les activités économiques et l'ensemble des

<p>1.2 – Les habitations autres que celles mentionnées à l'article UX2.</p> <p>1.3 – Les restaurants.</p> <p>1.4 – Les hébergements hôteliers et touristiques.</p> <p>1.5 – Les cinémas.</p> <p>1.6 – Les centres de congrès et d'exposition.</p> <p>1.7 - Sont également interdites les occupations et utilisations du sol visées à l'article UX2 et qui ne répondent pas aux conditions imposées à cet article.</p>	<p>destinations qui, pour des raisons de sécurité et dans une perspective de réduction des nuisances, ne sont pas autorisées dans les secteurs dédiés avant tout à l'habitat (zone UA et UB).</p>
<p><i>Article UX 2 – Constructions soumises à condition</i></p>	
<p>2.1 – Les constructions et installations nouvelles, l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes, de quelque destination que ce soit, autres que celles visées à l'article UX1.</p> <p>2.2 – Les locaux à usage d'habitation et leurs extensions destinés aux personnes dont la présence est strictement nécessaire pour la bonne marche et la surveillance des occupations et des utilisations du sol autorisées dans la zone et à condition qu'ils soient compris dans le volume des constructions à usage d'activité.</p> <p>2.3 – Pour les constructions à usage agricole, en zone UX, seules sont autorisées les extensions des constructions existantes.</p>	<p>Compte tenu du caractère de la zone, les logements sont interdits, mis à part ceux qui sont liés et nécessaires aux destinations autorisées. L'objectif est de limiter l'exposition des biens et des personnes aux nuisances qui pourraient être générées par les activités présentes dans la zone UX.</p>
<p>SECTION 2 – Caractéristique urbaine, architecturale, environnementale et paysagère</p>	
<p><i>Article UX 3 – Volumétrie et implantation des constructions</i></p>	
<p>3.1 Emprise au sol Dans l'ensemble de la zone, l'emprise au sol des constructions à usage d'activité ne devra pas excéder 80% par rapport à la superficie totale de l'unité foncière. L'emprise au sol des nouveaux logements nécessaires au bon fonctionnement de l'activité doit représenter moins de 75 m².</p> <p>3.2 Hauteur des constructions 3.2.1 – Prescriptions générales La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'égout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.</p>	<p>Afin de permettre les objectifs de densification, mais également de conserver un minimum d'espaces verts au sein de la trame urbaine, la commune a souhaité limiter les emprises des constructions à 80%.</p> <p>La volumétrie est particulièrement importante en zone UX puisque pour rappel, elle a pour vocation à accueillir les futures industries et activités économiques. Or, ces activités peuvent nécessiter de grandes hauteurs.</p>

Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.

3.2.2 – La hauteur des constructions calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel, ne doit pas excéder 16 mètres.

3.2.3 – Règle alternative

Toutefois, une hauteur différente pourra être autorisée ou imposée en cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.

3.3 Implantation des constructions

3.3.1 – Dispositions générales

Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.

Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

3.3.2 – Règles alternatives

Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée :

- Soit lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement.
- Soit en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle sans aggraver la non-conformité.

3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Définition

Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif échappent à toute règle. En effet, les compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité. L'objectif est de ne pas venir contrarier un projet marquant. La clause de l'insertion dans l'environnement sert de garde-fou. Enfin, il est nécessaire de prendre en compte les constructions déjà existantes qui auraient besoins d'évoluer et ce afin qu'elles puissent le faire dans un souci de cohérence.

La commune a souhaité laisser libre de règles les piscines, les ouvrages enterrés, etc. Elle préfère se focaliser sur les volumes ayant plus d'impact dans l'environnement.

Les installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif nécessitent aussi de la souplesse, et ce d'autant qu'ils sont souvent issus d'un projet architectural qu'il est intéressant de laisser s'exprimer.

Afin de lever toute ambiguïté sur les ouvrages enterrés, il n'est pas non plus fixé de règle d'implantation sur ces éléments.

Pour des raisons évidentes de sécurité et de salubrité publique, un retrait minimum a été imposé aux constructions et installations autorisées dans la zone.

Règles d'implantation

Les constructions doivent être implantées avec un recul de 10 mètres minimum.

Les extensions des constructions ne respectant par les règles d'alignement peuvent être édifiées dans le prolongement des constructions existantes.

3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Non réglementée.

L'implantation des constructions entre elles a été laissée libre afin de pouvoir optimiser le foncier et sa consommation.

Article UX 4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

4.1 – Prescriptions générales

Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9 m², les dispositions du 4.1 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du UX4 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du UX4.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles énoncées au 4.3 pourront être admises pour l'animation ponctuelle des façades.

4.3 – Façades

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Les prescriptions générales ont pour objectif de rappeler que les constructions allant dans le sens du Grenelle de l'environnement en déployant des techniques de récupération des eaux pluviales, d'infiltration sur place (les toitures végétalisées) d'énergie renouvelable (éolienne, panneaux solaires etc...) ou tout autre moyen permettant d'économiser de l'énergie et de valoriser les ressources naturelles, ne peuvent être interdites.

Il est également rappelé pour une plus grande cohérence et une meilleure insertion dans l'environnement qu'en cas de rénovation, les mêmes matériaux sont exigés. L'objectif est d'éviter un patchwork de matériaux sur une même construction. D'autres matériaux pourront être utilisés si cela améliore l'aspect de la construction. Cette interprétation est laissée à la charge de l'instructeur et des élus signataires.

La commune a conscience que les règles d'un règlement ne permettent pas de prévoir tous les cas de figure. Elle souhaite donc ne pas s'empêcher de pouvoir accueillir des projets architecturaux sortant du cadre classique des constructions traditionnelles. Elle a donc instauré une règle dérogatoire.

La commune a souhaité laisser libre de règles les constructions de faible emprise (9 m² maximum). Elle préfère se focaliser sur les volumes ayant plus d'impact dans l'environnement. Une adaptation est permise pour les constructions déjà existantes, l'objectif étant de ne pas créer des incohérences architecturales au nom de la règle actuelle et de faire preuve

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

Les façades doivent être de nuance sombre et les teintes devront s'intégrer dans l'environnement.

L'utilisation de tôles laquées de couleur est autorisée.

L'emploi de matériaux brillants réverbérant (tôle ondulée, bac aluminium) est interdit.

Le blanc pur est interdit en grande surface, mais reste possible pour des éléments architecturaux ponctuels de façade.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

4.4 – Toitures

Les toitures à pans comprendront au moins deux pans égaux compris entre 35° et 45°.

Les toitures plates devront être masquées par un acrotère.

4.5 – Clôtures

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

Les nouvelles clôtures devront intégrer dans le choix des matériaux, coloris et aspects un rappel de la construction située sur la parcelle qu'elle va clore, tout en prenant en compte les caractéristiques des autres clôtures du quartier dans lequel elles sont situées.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle

d'intelligence en prenant en compte le contexte du bâti existant.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif échappent à toute règle. En effet, les compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité. Il est important de pouvoir lui laisser exprimer librement son sens artistique sans le cloitrer dans l'architecture traditionnelle.

Les constructions à usage d'activité possèdent parfois des animations ponctuelles de façade, avec des couleurs parfois différentes des teintes traditionnelles (ex : code couleur de l'enseigne). La commune a souhaité permettre ce type de vocabulaire architectural.

Certaines teintes ont été interdites car elles ne sont pas présentes sur le territoire communal. C'est le cas notamment du blanc pur qui est interdit, bien que son usage se soit démultiplié au travers des menuiseries et des clôtures avec l'introduction du PVC dans les matériaux de construction. L'utilisation de teintes plus neutres et moins voyantes est recommandée.

Les volumes étant généralement importants, il est exigé des teintes plutôt sombres afin de s'assurer une bonne intégration dans l'environnement.

La clôture est un des espaces les plus importants dans le développement des espaces urbains puisqu'elle constitue l'élément de transition entre l'espace privé et l'espace public. Les clôtures seront traitées de façon à ce que leur aspect soit le plus discret possible.

<p>sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité. Les clôtures pouvant générer une gêne pour la circulation des véhicules pourront être limitées.</p> <p><u>Clôtures sur rue</u> La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2,5 mètres. Seuls sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un mur plein réalisé avec un enduit dont l'aspect et la couleur seront en harmonie avec la construction principale ; - Un grillage à mailles rigides doublé d'une haie vive composée d'essences locales. 	<p>La hauteur est fixée à 2,5m, ce qui correspond généralement à la hauteur exigée par les assurances pour des questions de sécurité.</p>
<p><i>Article UX 5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis</i></p>	
<p>5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables) En dehors du bâtiment principal, 20% de l'emprise foncière sera occupée par du végétal de pleine terre, de deux tenants maximums, ou en revêtement favorisant la perméabilité à la parcelle. Le traitement végétalisé doit consister en la plantation au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De haie au port libre - D'arbres isolés - De bosquets d'arbres - D'alignements d'arbres <p>5.2 – Espaces libres et plantations Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées. Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.</p>	<p>Afin de conserver l'ambiance rurale du territoire et de maintenir la présence de la nature dans le tissu urbain, des règles ont été fixées. Celles-ci sont d'autant plus importantes que la nature en ville répond à plusieurs fonctions : maintien des corridors écologiques, maintien d'îlots de fraîcheur en période de sécheresse, etc. Il est donc imposé un pourcentage de surface de pleine terre végétalisée et la plantation d'arbres sur les terrains.</p>
<p><i>Article UX 6 - Stationnement</i></p>	
<p>6.1 – Prescriptions générales Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations en ce qui concerne les véhicules de service, les véhicules du personnel et les véhicules des visiteurs, doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée et soustrait au maximum de la vue du public par un espace vert planté. La taille minimale d'une place de stationnement pour les véhicules motorisés est de 2,30 mètres par 5 mètres. La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1.5 m².</p> <p>6.2 – Règle applicable aux constructions à usage commercial et d'activité</p>	<p>L'encombrement du domaine public par du stationnement a été une des problématiques soulevées dans le diagnostic. L'objectif est donc d'obliger les pétitionnaires à gérer sur leur parcelle privée leur stationnement.</p>

Il est exigé un nombre de places de stationnement correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles.

6.3 – Aire de stationnement pour véhicules à énergie renouvelable

Lors de la création ou de la modification d'aires de stationnement destinées aux véhicules automobiles, un minimum de 10% des places, sans être inférieur à une place, seront équipés par un circuit électrique spécialisé pour permettre la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Les obligations de l'alinéa 6.2 ne sont pas applicables aux activités qui pourraient justifier de bornes de recharge à proximité directe au sein des espaces publics.

6.4 – Dispositions relatives aux cycles

Toute nouvelle construction devra prévoir du stationnement cycle à minima couvert et sécurisé.

Cette disposition ne s'applique pas aux constructions à destination d'habitation comprenant jusqu'à trois logements.

Tout local affecté à un usage de stationnement doit avoir une surface d'au moins 10 m² à destination du stationnement cycle. Ces dispositions concernent les parcs de stationnements d'accès destinés aux seuls occupants de l'immeuble ou salariés de l'entreprise.

6.5 – Règle alternative

Les obligations de l'alinéa 6.2 ne sont pas applicables aux aménagements ou aux extensions limitées de la surface de plancher des constructions existantes, si leur affectation reste inchangée ou s'il n'y a pas de création de logements supplémentaires.

Les obligations de l'alinéa 6.4 ne sont pas applicables :

- Aux activités qui pourraient justifier d'un stationnement cycle à proximité directe au sein des espaces publics.
- Aux aménagements d'une construction existante.
- Aux extensions de moins de 30% des constructions existantes.

Dans le cadre de la transition énergétique, la commune **souhaite qu'un effort particulier** soit porté sur la création des bornes de recharges qui doivent accompagner le développement de la flotte de véhicules électriques. Néanmoins, ce développement doit rester cohérent. Aussi si des bornes de recharge existent à proximité au sein des **espaces publics, l'activité peut déroger à la règle.**

Afin de limiter l'émission de gaz à effet de serre et donc d'encourager la pratique du vélo, il est nécessaire de développer les structures accompagnant ce mode de déplacement. Dans ce cadre, la commune a souhaité instaurer l'obligation de création de stationnement cycle pour toute nouvelle construction, hormis les programmes de logements jusqu'à 3 logements maximum. **L'objectif est d'obtenir un impact sur les constructions générant des flux importants : entreprises, services, activités commerciales, gros programme de logements etc... Il est attendu que ce stationnement soit couvert de telle sorte que les vélos puissent être protégés des intempéries et être en sécurité. Une définition de la taille des stationnements (cycle et automobile) est précisée pour faciliter l'instruction des dossiers.**

Enfin, il est imposé que tout local destiné à de stationnement automobile devra comprendre du stationnement cycle à hauteur de 10 m² minimum consacré à cet usage.

Les obligations en matière de stationnement connaissent deux dérogations :

- **Lorsqu'une construction possède un projet d'extension limitée qui ne vient pas remettre en cause l'occupation de la construction, ces règles ne s'imposent pas. L'objectif est de ne pas contraindre les petites évolutions des constructions en place. En revanche, lorsque cette extension peut engendrer un besoin de stationnement par sa superficie (exemple : extension importante d'une entreprise) alors, pour éviter tout souci lié au stationnement, les règles s'imposent.**

- Lorsqu'une activité souhaite se développer mais qu'elle n'a pas le foncier disponible pour créer du stationnement cycle et qu'en plus il en existe sur le domaine public à proximité immédiate (l'instructeur et les élus devront déterminer la suffisance en quantité et en distance de ce stationnement) alors cette activité sera exonérée de stationnement cycle.

SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Article UX 7 – Desserte par les voies publiques ou privées

7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagées de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à effectuer des manœuvres dangereuses sur la voie ;
- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

L'objectif de l'article UX7 est d'imposer des conditions de circulation minimum pour en assurer la sécurité et le confort. En effet, dans le cas du développement en double rideau ou de petites opérations de lotissement dont les espaces communs sont ensuite gérés en indivision, bien souvent l'accès est trop étroit ou sans visibilité sécurisée lors du raccordement à l'emprise publique. La commune rappelle donc qu'en cas de problème de sécurité (sortie dans un virage par exemple), elle peut s'opposer au projet. De même, elle exige 3 mètres minimum concernant les accès privés, y compris les servitudes. Un rappel est également fait concernant l'obligation en matière d'accessibilité aux personnes handicapées en matière de création de voirie et/ou d'emprise publique.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir. Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

Article UX 8 – Condition de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eaux devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

La commune a souhaité encadrer le raccordement au réseau afin de limiter notamment l'impact sur l'eau en tant que ressource et en tant que milieu récepteur mais aussi pour assurer la salubrité publique.

Dans ce cadre, elle a imposé le raccordement au réseau collectif d'eau potable et d'assainissement des eaux usées lorsque ce dernier existe.

En cas d'inexistence de ce réseau, il est rappelé que la mise en place d'un dispositif autonome est obligatoire afin d'éviter tout rejet non traité dans l'environnement.

Concernant le réseau d'eau potable, la commune souhaite ne pas avoir à subir de façon imprévue une surcharge éventuelle du réseau due à l'implantation d'une entreprise fortement consommatrice en eau (ex : agro-industrie, papeterie etc...). Par conséquent, elle indique qu'elle se réserve le droit de pouvoir choisir ou non le raccordement et donc le renforcement éventuel par la collectivité, du réseau. En cas de refus du raccordement, elle laisse la possibilité à l'entreprise de pouvoir trouver ses propres ressources en eau (via un forage par exemple) et ce, en conformité avec les exigences de l'Agence Régionale pour la Santé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec les caractéristiques du réseau. L'évacuation des eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et compte-tenu des caractéristiques du milieu récepteur.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privatives doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

Il en va de même pour les eaux usées non domestiques. Elle rappelle que le rejet direct, sans pré traitement est interdit afin de ne pas polluer le réseau, la station et éventuellement le milieu récepteur in fine. Si jamais la commune refuse le branchement sur le réseau d'assainissement collectif, le porteur de projet peut trouver des solutions de traitement sur son unité foncière avec un rejet dans le réseau conformément aux exigences du gestionnaire.

Globalement la commune souhaite contrôler les raccordements aux réseaux afin de contrôler les prélèvements de la ressource en eau mais également les rejets pollués dans les milieux.

Concernant les eaux pluviales, la commune connaît parfois des surcharges du réseau unitaire qui peuvent mettre en difficulté les stations d'épurations ou surcharger le réseau d'eau pluvial séparé. Par conséquent, la commune a souhaité réguler l'apport des eaux pluviales dans son réseau en imposant une infiltration systématique. Néanmoins certaines zones peuvent être argileuses et/ou infiltrées difficilement. Le pétitionnaire devra donc prouver les difficultés ou l'impossibilité d'infiltration (grâce à une étude de sol) pour demander un rejet dans le réseau.

Enfin, dans le cadre du développement des communications numérique, la commune reconferme les pratiques des travaux de VRD en imposant les fourreaux d'attente pour le développement de la fibre optique.

4.5.4 Justifications et explications du règlement de la zone AU

REGLEMENT	JUSTIFICATIF
SECTION 1 – Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité	

Article AU 1 – Constructions interdites

- 1.1 - Les exploitations agricoles et forestières.
- 1.2 - Les commerces de gros.
- 1.3 - Les constructions à usage industriel.
- 1.4 - Les entrepôts.
- 1.5 – Les bureaux.
- 1.6 - Le camping.
- 1.7 - Les parcs résidentiels de loisirs.
- 1.8 - Les dépôts de véhicules.
- 1.9 - Les garages collectifs de caravanes.
- 1.10 - L'aménagement des terrains destinés aux aires d'accueil et aux terrains familiaux des gens du voyage.
- 1.11 - L'aménagement de terrains pour permettre l'installation de plusieurs résidences démontables.
- 1.12 - L'aménagement des terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés.
- 1.13 - Les parcs d'attraction.
- 1.14 - Les golfs.
- 1.15 – Les centres de congrès et d'exposition.
- 1.16 - Sont également interdites les occupations et utilisations du sol visées à l'article AU2 et qui ne répondent pas aux conditions imposées à cet article.

La zone AU, a pour vocation d'accueillir toutes les destinations, dans un principe de mixité fonctionnelle. En revanche, les constructions et installations qui, en raison de leur aspect, ou de leur condition de fonctionnement, risqueraient de porter atteinte au caractère urbain de la zone et celles qui, par leur nature ou leur importance seraient incompatibles avec la sécurité ou la salubrité de la zone sont interdites. Il en est de même pour les exploitations agricoles et forestières qui sont également interdites.

Article AU 2 – Constructions soumises à condition

Sont admis sous réserve :

- D'être compatible avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation,
- Qu'ils ne portent pas atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique,
- Que l'aménagement des zones se fasse au fur et à mesure.

2.1 - Les constructions et installations nouvelles, l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes, de quelque destination que ce soit, autres que celles visées à l'article AU1.

2.2 - Les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient liés et nécessaires aux constructions et installations autorisées dans la zone.

Les possibilités de constructibilité ouvertes à l'article AU1 sont pondérées par le respect de la sécurité et de la salubrité de la zone. Le règlement, dans le cadre de la zone AU, est complété par des OAP sectorielles. Les constructions et installations de cette zone devront être compatibles avec cette pièce du PLU.

SECTION 2 – Caractéristique urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Article AU 3 – Volumétrie et implantation des constructions

3.1 Emprise au sol

L'emprise au sol des constructions ne devra pas excéder 60% par rapport à la superficie totale de l'unité foncière, hormis pour les constructions destinées aux équipements d'intérêt collectif et de services publics dont l'emprise au sol n'est pas réglementée.

Afin de permettre les objectifs de densification, mais également de conserver un minimum d'espaces verts au sein de la trame urbaine, la commune a souhaité limiter les emprises des constructions à 60%. Cette emprise étant maximale, en cas de nouvelles constructions, les superficies seront déduites de celles déjà existantes.

3.2 Hauteur des constructions

3.2.1 – Prescriptions générales

La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'égout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.

3.2.2 – Constructions à pans

Lorsque les constructions possèdent une toiture à pans, la hauteur ne doit pas excéder 9 mètres.

3.2.3 – Constructions en toiture plate

Lorsque les constructions possèdent une toiture plate, la hauteur ne doit pas excéder 7 mètres.

3.2.4 – Règle alternative

- En cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la vocation nécessite une grande hauteur et qui présentent des qualités architecturales compatibles avec leur environnement.

3.3 Implantation des constructions

3.3.1 – Dispositions générales

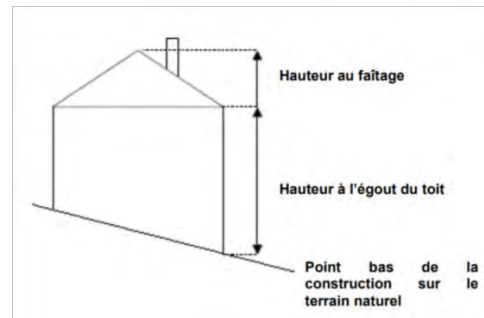
Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les constructions de moins de 9 m² d'emprise au sol, les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.

Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

3.3.2 – Règles alternatives

Les hauteurs des constructions ont été fixées de façon à ce qu'elles s'inscrivent dans la continuité du tissu urbain existant, des zones UA et UB. Les hauteurs diffèrent selon la typologie de la construction (toiture à pan ou plate).

Il est rappelé que la hauteur est calculée depuis le sol naturel jusqu'à l'égout de la toiture, et non jusqu'au faîtage, pour les constructions à pans. En revanche, pour les constructions en toiture plate, la hauteur est calculée jusqu'à l'acrotère.



Les constructions et installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif échappent à toute règle. En effet, les compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité. L'objectif est de ne pas venir contrarier un projet marquant. La clause de l'insertion dans l'environnement sert de garde-fou. Enfin, il est nécessaire de prendre en compte les constructions déjà existantes qui auraient besoins d'évoluer et ce afin qu'elles puissent le faire dans un souci de cohérence.

La commune a souhaité laisser libre de règles les constructions de faible emprise (moins de 9m²). Elle préfère se focaliser sur les volumes ayant plus d'impact dans l'environnement. Il en va de même pour les piscines.

Les installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif nécessitent aussi de la souplesse, et ce d'autant qu'ils sont souvent issus d'un projet architectural qu'il est intéressant de laisser s'exprimer.

Afin de lever toute ambiguïté sur les ouvrages enterrés, il n'est pas non plus fixé de règle d'implantation sur ces éléments.

<p>Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement.</p> <p><u>3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</u> <i>Définition</i> Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques. <i>Règles d'implantation</i> Les constructions doivent être implantées soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'alignement - Avec un recul maximum de 6 mètres <p><u>3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</u> Les constructions peuvent être implantées soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En limites séparatives, - En retrait de la limite séparative. Dans ce cas, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction à édifier au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 3 mètres. <p><u>3.3.5 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres</u> Non réglementée.</p>	<p>La zone AU correspond au tissu urbain le plus récent et contemporain, en passe de s'urbaniser. Les parcelles devront donc être aérées afin de maintenir une présence du végétale importante, et une densité permettant de s'assurer le stationnement sur la parcelle, de paysager l'unité foncière, etc.</p> <p>L'objectif des règles d'alignement et de limite séparative est à la fois de maintenir une aération partielle du tissu favorisant le développement du végétal et donc du maintien de la biodiversité en ville, des îlots de fraîcheur etc... (possibilité de retrait de 6 m maximum par rapport à l'alignement et de 3 mètres par rapport aux limites séparatives) mais également de laisser la possibilité de retrouver les implantations historiques du bâti avec la possibilité d'une implantation en alignement et ou en limite séparative.</p> <p>Les distances minimales en cas de retrait visent à limiter les conflits d'usage en garantissant un passage pour l'entretien des parcelles (3 mètres par rapport aux limites séparatives).</p>
<p>Article AU 4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère</p> <p>4.1 – Prescriptions générales Toute architecture d'une autre région est interdite (chalet savoyard, ferme normande, etc.). Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après. Les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une performance énergétique ou de l'utilisation des énergies ou ressources renouvelables sont admis. Les dispositions du présent article n'excluent pas la réalisation d'éléments de toiture ponctuels justifiés par les besoins de la</p>	<p>Les prescriptions générales ont pour objectif de rappeler que les constructions allant dans le sens du Grenelle de l'environnement en déployant des techniques de récupération des eaux pluviales, d'infiltration sur place (les toitures végétalisées) d'énergie renouvelable (éolienne, panneaux solaires etc...) ou tout autre moyen permettant d'économiser de l'énergie et de valoriser les ressources naturelles, ne peuvent être interdites.</p> <p>Il est également rappelé pour une plus grande cohérence et une meilleure insertion dans l'environnement qu'en cas de rénovation, les mêmes matériaux sont exigés. L'objectif est d'éviter un patchwork de matériaux sur une même construction. D'autres matériaux pourront être utilisés si cela améliore l'aspect de la construction.</p>

composition (lucarnes, tourelles, terrassons, croupes, etc.) à condition que ceux-ci ne dénaturent pas le volume général de la construction.

Dans le cas des terrains dont la pente est supérieure ou égale à 5%, les constructions devront présenter une bonne insertion dans la pente.

Les tonalités vives, brillantes sont interdites.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9 m², les dispositions du 4.1 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du AU4 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du AU4.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles énoncées au 4.3 pourront être admises pour **l'animation ponctuelle des façades.**

4.3 – Façades

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Les bardages en tôle sont interdits.

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

Constructions principales et leurs extensions

Sous réserve des règles définies par le PPRI, le niveau de rez-de-chaussée des **constructions à usage d'habitation doit être** situé entre 0,20m et 0,50m par rapport au niveau du sol naturel, relevé au droit du milieu de la façade réglementée par rapport

Cette interprétation est laissée à la charge **de l'instructeur et des élus signataires.**

Afin de préserver la cohérence architecturale du tissu urbain des tissus urbains (faubourg, lotissement, nouveaux quartiers, etc.), il est également précisé que **les architectures d'une autre région sont interdites.**

La commune a conscience que les règles **d'un règlement ne permettent pas de** prévoir tous les cas de figure. Elle souhaite **donc ne pas s'empêcher de pouvoir** accueillir des projets architecturaux sortant du cadre classique des constructions traditionnelles. Elle a donc instauré une règle dérogatoire.

La commune a souhaité laisser libre de règles les constructions de faible emprise (9 m² maximum). Elle préfère se focaliser sur les **volumes ayant plus d'impact dans l'environnement.** Une adaptation est permise pour les constructions déjà **existantes, l'objectif étant de ne pas créer** des incohérences architecturales au nom de la règle actuelle et de faire preuve **d'intelligence en prenant en compte le** contexte du bâti existant.

Les constructions et installations nécessaires **aux services publics et/ou d'intérêt collectif** échappent à toute règle. En effet, les **compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité.** Il est important de pouvoir lui laisser exprimer librement son sens artistique sans le cloîtrer **dans l'architecture traditionnelle.**

Les constructions contemporaines possèdent des animations de façades avec des couleurs parfois différentes des teintes traditionnelles : encadrement de fenêtres, bandes marquant les ouvertures, volumes **secondaires etc...** La commune a souhaité permettre ce type de vocabulaire architecturale qui de surcroît peut éviter la **banalisation des styles d'habitation.** L'objectif de repréciser les revêtements est **d'éviter d'avoir des clôtures en parpaings non enduits par exemple qui esthétiquement** sont peu heureuses. A contrario certaines constructions en pierre ne doivent pas être enduites sous peine de créer des soucis structurels : humidité dans les murs, **dégradation de la pierre etc...**

Certaines teintes ont été interdites car elles ne sont pas présentes sur le territoire

à la voie publique ou privée ou à l'espace public.

Les enduits de ravalement doivent être de nuance claire et de teinte gris clair à sombre, blanc cassé, beige, ocre jaune ou de teinte similaire.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

Les matériaux translucides ou transparents sont autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées et les abris de piscine.

Constructions annexes indépendantes

La tonalité des façades des constructions annexes sera en harmonie avec celle de la construction principale.

Pour les abris de piscine et les serres, les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés.

4.4 – Toitures

Constructions principales et leurs extensions

Pente et pans

La toiture de la construction principale comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

La pente pourra être adoucie en débord de toiture (prolongement par coyaux, vérandas, appentis, etc.).

Les toitures plates sont autorisées à condition qu'elles soient végétalisées ou qu'elles fassent l'objet d'un traitement architectural visant à assurer son intégration paysagère.

Les toitures des constructions qui ne sont pas à usage d'habitation pourront être constituées d'un bac acier.

Aspect et teintes

Pour les toitures à pan, seules les ardoises, les tuiles plates, les tuiles à emboîtement et le zinc sont autorisés.

Seules les teintes rouges, brun-rouge, ardoisés, zinc ou teintes similaires seront autorisées.

Les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées, les pergolas et les abris de piscine.

Constructions annexes indépendantes

Les toitures des constructions annexes doivent comporter au moins un pan avec une pente adaptée à la nature des

communal. C'est le cas notamment du blanc pur qui est interdit, bien que son usage se soit démultiplié au travers des menuiseries et des clôtures avec l'introduction du PVC dans les matériaux de construction. L'utilisation de teintes plus neutres et moins voyantes est recommandée.

Par ailleurs, la zone AU étant la future zone urbanisée de la commune gage d'une certaine qualité architecturale, les constructions en tôle, qui peuvent être dissonantes avec les constructions traditionnelles, ne sont pas autorisées.

L'objectif majeur du règlement des aspects extérieurs de la zone AU est le maintien des caractéristiques historiquement présentes au sein des centres bourgs, et centres villes :

- Des façades plutôt claires dans les ocres, beige etc... qui rappellent les enduits à la chaux issus de matériaux naturels (ton pierre, ton brique etc...).
- Des toitures dont les tuiles et les ardoises sont plates, avec des couleurs gris anthracite, brun rouge (terre cuite).
- Des toitures majoritairement à deux pans avec des pentes comprises entre 35° et 45°.

En complément de ce style architectural, la commune a souhaité également s'adapter aux nouvelles formes et usages des constructions. Dans ce cadre elle a écrit des règles permettant :

- La réalisation des serres, verrières, vérandas, pergolas, abris de piscine etc...
- Les toitures plates ou à faible pente à condition qu'elles soient végétalisées ou qu'elles fassent l'objet d'un traitement architectural spécifique.
- Les panneaux solaires à conditions qu'ils soient bien intégrés dans les volumes.
- Les volets roulants à condition qu'ils soient complètement intégrés dans la nouvelle construction.

Dans le cadre des annexes, seules une notion d'harmonie est retenue pour une plus grande souplesse. Il appartiendra au service instructeur et aux élus signataire de déterminer cette notion d'harmonie. Un architecte conseil et/ou le CAUE pourront être des appuis intéressants pour cette interprétation.

matériaux employés, sans pouvoir être inférieure à 25°.

Les toitures plates sont également autorisées. Les matériaux de couverture seront en harmonie avec la construction principale.

Pour les serres et les abris de piscine, les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés. Pour ces cas, les toitures peuvent comporter un ou plusieurs pans dont la pente n'est pas réglementée.

Installations de panneaux solaires

Une pose discrète doit être recherchée par une implantation privilégiée sur les volumes secondaires (toitures plus basses par exemple) ou sur les dépendances plutôt que sur les toitures principales. La mise en œuvre des panneaux devra s'effectuer avec une intégration au plus près du nu du matériau de couverture de la toiture (pose encastrée), selon une implantation horizontale du champ de capteurs de préférence en partie basse de la toiture.

4.5 – Ouvertures

Les coffrets de volets roulants s'inscrivant en surépaisseur de la toiture ou de la façade et/ou sous linteau (ou voussure) de l'ouverture sont interdits.

4.6 – Clôtures

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture hormis lorsque leur entretien peut le nécessiter (bois etc...).

Les clôtures constituées de plaques et de poteaux bétons sont interdites à l'exception de celles constituées d'une plaque en soubassement de 30 cm maximum surmontées d'un grillage.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2 mètres.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité.

Les nouvelles clôtures devront intégrer dans le choix des matériaux, coloris et aspects un

La clôture est un des espaces les plus importants dans le développement des espaces urbains puisqu'elle constitue l'élément de transition entre l'espace privé et l'espace public. La commune a cependant fait le choix de réglementer aussi bien les clôtures sur rue qu'en limite séparative, en termes de hauteur mais aussi d'aspect.

Les styles de clôtures se veulent dans la continuité de l'existant, en encourageant notamment le recours à la haie végétale.

rappel de la construction située sur la parcelle qu'elle va clore, tout en prenant en compte les caractéristiques des autres clôtures du quartier dans lequel elles sont situées.

Les clôtures pouvant générer une gêne pour la circulation des véhicules pourront être limitées.

Clôtures sur rue

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein réalisé avec un enduit dont l'aspect et la couleur seront en harmonie avec la construction principale ;
- Un mur bahut de 0,80 mètre de hauteur maximum surmonté d'un ouvrage en serrurerie à barreaudage simple et vertical, sans volute, doublé par une haie vive composée d'essences locales ;
- Un grillage éventuellement doublé d'une haie vive composée d'essences locales ou d'un système d'occultation ;
- Une haie vive composée d'essences locales.

Clôture entre deux limites séparatives

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein enduit ;
- Des panneaux en bois qui ne sont pas des éléments de récupération ;
- Un grillage éventuellement doublé par une haie vive composée d'essences locales ou d'un système d'occultation

Les murets existants en pierre sèche devront être conservés et entretenus.

Article AU 5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis

5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables)

Les terrains dont l'unité foncière est supérieure ou égale à 200 m² doivent comprendre 20% de leur surface totale en espaces verts de pleine terre végétalisés. Le traitement végétalisé doit consister en la plantation au choix :

- De haie au port libre
- D'arbres isolés
- De bosquets d'arbres
- D'alignements d'arbres

5.2 – Espaces libres et plantations

Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées.

Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.

Afin de conserver l'ambiance rurale du territoire et de maintenir la présence de la nature dans le tissu urbain, des règles ont été fixées. Celles-ci sont d'autant plus importantes que la nature en ville répond à plusieurs fonctions : maintien des corridors écologiques, maintien d'îlots de fraîcheur en période de sécheresse, etc. Il est donc imposé un pourcentage de surface de pleine terre végétalisée et la plantation d'arbres sur les terrains.

Article AU 6 - Stationnement

6.1 – Prescriptions générales

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée.

La taille minimale d'une place de stationnement pour les véhicules motorisés est de 2,30 mètres par 5 mètres.

La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1,5m².

6.2 – Règle applicable aux constructions à **usage d'habitation**

Il est exigé sur le terrain d'assiette au minimum 3 places de stationnement par logement, dont au moins 1 couverte. Il est également exigé la création de minimum 1 place de stationnement visiteur par tranche de 4 logements commencée.

Cette règle n'est pas applicable aux logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat pour lesquels il ne peut pas être exigé plus d'une place ainsi que pour les résidences universitaires et l'hébergement destiné aux personnes âgées pour lesquels il ne peut pas être exigé plus d'une place pour trois places d'hébergement.

6.3 – Règle applicable aux autres constructions

Pour les hébergements, il est exigé au minimum 1 place par chambre.

Dans les autres cas, il est exigé un nombre de places de stationnement correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles.

6.4 – Aire de stationnement pour véhicules à énergie renouvelable

Lors de la création ou de la modification d'aires de stationnement destinées aux véhicules automobiles, un minimum de 10% des places, sans être inférieur à une place, résultant de l'application des articles 6.2 et 6.3 ci-dessus, seront équipés par un circuit électrique spécialisé pour permettre la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Cette disposition ne s'applique pas aux aires de stationnement de moins de 10 places.

6.5 – Dispositions relatives aux cycles

Toute nouvelle construction devra prévoir du stationnement cycle à minima couvert et sécurisé.

La commune souhaite garder une marge de manœuvre pour juger de la suffisance du stationnement ou non dans la réalisation des projets. Le pétitionnaire devra donc justifier du stationnement client, fournisseur, visiteur, etc. dans la notice explicative de la demande d'autorisation d'urbanisme. Il s'agira de s'assurer que le projet prend en compte cette problématique sans report sur le domaine public, tout en laissant de la souplesse au pétitionnaire quant au nombre exact de places requis.

Dans le cadre de la transition énergétique, la commune souhaite qu'un effort particulier soit porté sur la création des bornes de recharges qui doivent accompagner le développement de la flotte de véhicules électriques. Cette règle vise principalement les activités, services et commerces et les constructions de logements groupés d'importance. Ainsi, en deçà de 3 logements créés, il n'a pas semblé opportun d'appliquer cette exigence.

Afin de limiter l'émission de gaz à effet de serre et donc d'encourager la pratique du

Cette disposition ne s'applique pas aux constructions à destination d'habitation comprenant jusqu'à trois logements.

Tout local affecté à un usage de stationnement doit avoir une surface d'au moins 10 m² à destination du stationnement cycle. Ces dispositions concernent les parcs de stationnements d'accès destinés aux seuls occupants de l'immeuble ou salariés de l'entreprise.

6.6 – Règle alternative

Les obligations de l'alinéa 6.2 ne sont pas applicables aux aménagements ou aux extensions limitées de la surface de plancher des constructions existantes, si leur affectation reste inchangée ou s'il n'y a pas de création de logements supplémentaires.

Les obligations de l'alinéa 6.5 ne sont pas applicables aux activités qui pourraient justifier d'un stationnement cycle à proximité direct au sein des espaces publics.

vélo, il est nécessaire de développer les structures accompagnant ce mode de déplacement. Dans ce cadre, la commune a souhaité instaurer l'obligation de création de stationnement cycle pour toute nouvelle construction, hormis les programmes de logements jusqu'à 3 logements maximum. L'objectif est d'obtenir un impact sur les constructions générant des flux importants : entreprises, services, activités commerciales, gros programme de logements etc... Il est attendu que ce stationnement soit couvert de telle sorte que les vélos puissent être protégés des intempéries et être en sécurité. Une définition de la taille des stationnements (cycle et automobile) est précisée pour faciliter l'instruction des dossiers.

Enfin, il est imposé que tout local destiné à de stationnement automobile devra comprendre du stationnement cycle à hauteur de 10 m² minimum consacré à cet usage.

Les obligations en matière de stationnement connaissent deux dérogations :

- Lorsqu'une construction possède un projet d'extension limitée qui ne vient pas remettre en cause l'occupation de la construction, ces règles ne s'imposent pas. L'objectif est de ne pas contraindre les petites évolutions des constructions en place. En revanche, lorsque cette extension peut engendrer un besoin de stationnement par sa superficie (exemple : extension importante d'une entreprise) alors, pour éviter tout souci lié au stationnement, les règles s'imposent.
- Lorsqu'une activité souhaite se développer mais qu'elle n'a pas le foncier disponible pour créer du stationnement cycle et qu'en plus il en existe sur le domaine public à proximité immédiate (l'instructeur et les élus devront déterminer la suffisance en quantité et en distance de ce stationnement) alors cette activité sera exonérée de stationnement cycle.

SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Article AU 7 – Desserte par les voies publiques ou privées

7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent

L'objectif de l'article AU7 est d'imposer des conditions de circulation minimum pour en assurer la sécurité et le confort. En effet, dans le cas du développement en double rideau ou de petites opérations de lotissement dont les espaces communs sont ensuite gérés en indivision, bien souvent l'accès est trop étroit

difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, **soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin.**

Nonobstant les dispositions ci-dessus, la **largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres.** Cette règle ne s'applique pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagées de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à **effectuer des manœuvres dangereuses** sur la voie ;
- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées **aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.** Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre **l'incendie, protection civile, brancardage,** ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes

ou sans visibilité sécurisée lors du **raccordement à l'emprise publique.** La commune rappelle donc qu'en cas de problème de sécurité (sortie dans un virage **par exemple**), **elle peut s'opposer au projet.** De même, elle exige 3 mètres minimum concernant les accès privés, y compris les servitudes. Un rappel est également fait **concernant l'obligation en matière d'accessibilité aux personnes handicapées** en matière de création de voirie et/ou d'emprise publique.

d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

Article AU 8 – Condition de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eaux devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec **les caractéristiques du réseau. L'évacuation des eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.**

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et compte-tenu des caractéristiques du milieu récepteur.

La commune a souhaité encadrer le raccordement au réseau afin de limiter notamment l'impact sur l'eau en tant que ressource et en tant que milieu récepteur mais aussi pour assurer la salubrité publique.

Dans ce cadre, elle a imposé le raccordement au réseau collectif d'eau potable et d'assainissement des eaux usées lorsque ce dernier existe.

En cas d'inexistence de ce réseau, il est rappelé que la mise en place d'un dispositif autonome est obligatoire afin d'éviter tout rejet non traité dans l'environnement.

Concernant le réseau d'eau potable, la commune souhaite ne pas avoir à subir de façon imprévue une surcharge éventuelle du réseau due à l'implantation d'une entreprise fortement consommatrice en eau (ex : agro-industrie, papeterie etc...). Par conséquent, elle indique qu'elle se réserve le droit de pouvoir choisir ou non le raccordement et donc le renforcement éventuel par la collectivité, du réseau. En cas de refus du raccordement, elle laisse la possibilité à l'entreprise de pouvoir trouver ses propres ressources en eau (via un forage par exemple) et ce, en conformité avec les exigences de l'Agence Régionale pour la Santé.

Il en va de même pour les eaux usées non domestiques. Elle rappelle que le rejet direct, sans pré traitement est interdit afin de ne pas polluer le réseau, la station et éventuellement le milieu récepteur in fine. Si jamais la commune refuse le branchement sur le réseau d'assainissement collectif, le porteur de projet peut trouver des solutions de traitement sur son unité foncière avec un rejet dans le réseau conformément aux exigences du gestionnaire.

Globalement la commune souhaite contrôler les raccordements aux réseaux afin de contrôler les prélèvements de la ressource en eau mais également les rejets pollués dans les milieux.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privatives doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

Concernant les eaux pluviales, la commune connaît parfois des surcharges du réseau unitaire qui peuvent mettre en difficulté les stations d'épurations ou surcharger le réseau d'eau pluvial séparé. Par conséquent, la commune a souhaité réguler l'apport des eaux pluviales dans son réseau en imposant une infiltration systématique. Néanmoins certaines zones peuvent être argileuses et/ou infiltrées difficilement. Le pétitionnaire devra donc prouver les difficultés ou l'impossibilité d'infiltration (grâce à une étude de sol) pour demander un rejet dans le réseau.

Enfin, dans le cadre du développement des communications numérique, la commune reconferme les pratiques des travaux de VRD en imposant les fourreaux d'attente pour le développement de la fibre optique.

4.5.5 Justifications et explications du règlement de la zone AUX

REGLEMENT	JUSTIFICATIF
SECTION 1 – Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité	
<i>Article AUX 1 – Constructions interdites</i>	
1.1 – Les exploitations agricoles et forestières. 1.2 – Les habitations autres que celles mentionnées à l'article AUX2. 1.3 – Les restaurants. 1.4 – Les hébergements hôteliers et touristiques. 1.5 – Les cinémas. 1.6 – Les centres de congrès et d'exposition. 1.7 – Sont également interdites les occupations et utilisations du sol visées à l'article AUX2 et qui ne répondent pas aux conditions imposées à cet article.	La zone AUX a pour vocation d'accueillir les futures activités économiques et l'ensemble des destinations qui, pour des raisons de sécurité et dans une perspective de réduction des nuisances, ne sont pas autorisées dans les secteurs dédiés avant tout à l'habitat (zones UA, UB et AU).
<i>Article UX 2 – Constructions soumises à condition</i>	
2.1 – Les constructions et installations nouvelles, l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes, de quelque	Le possibilités de constructibilité ouvertes par l'article AUX 1 doivent également prendre en compte les dispositions édictées au sein de l'OAP sectorielle qui s'applique sur le secteur.

<p>destination que ce soit, autres que celles visées à l'article AUX1.</p> <p>2.2 – Les locaux à usage d'habitation et leurs extensions destinés aux personnes dont la présence est strictement nécessaire pour la bonne marche et la surveillance des occupations et des utilisations du sol autorisées dans la zone et à condition qu'ils soient compris dans le volume des constructions à usage d'activité.</p>	<p>Compte tenu du caractère de la zone, les logements sont interdits, mis à part ceux qui sont liés et nécessaires aux destinations autorisées. L'objectif est de limiter l'exposition des biens et des personnes aux nuisances qui pourraient être générées par les activités présentes dans la zone AUX.</p>
---	--

SECTION 2 – Caractéristique urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Article AUX 3 – Volumétrie et implantation des constructions

<p>3.1 Emprise au sol Dans l'ensemble de la zone, l'emprise au sol des constructions à usage d'activité ne devra pas excéder 80% par rapport à la superficie totale de l'unité foncière. L'emprise au sol des nouveaux logements nécessaires au bon fonctionnement de l'activité doit représenter moins de 75 m².</p> <p>3.2 Hauteur des constructions <u>3.2.1 – Prescriptions générales</u> La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'éégout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article. Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.</p> <p>3.2.2 – La hauteur des constructions calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel, ne doit pas excéder 16 mètres.</p> <p><u>3.2.3 – Règle alternative</u> Toutefois, une hauteur différente pourra être autorisée ou imposée en cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.</p>	<p>Afin de permettre les objectifs de densification, mais également de conserver un minimum d'espaces verts au sein de la trame urbaine, la commune a souhaité limiter les emprises des constructions à 80%.</p> <p>La volumétrie est particulièrement importante en zone AUX puisque pour rappel, elle a pour vocation à accueillir les futures industries et activités économiques. Or, ces activités peuvent nécessiter de grandes hauteurs.</p> <p>Les constructions et installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif échappent à toute règle. En effet, les compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité. L'objectif est de ne pas venir contrarier un projet marquant. La clause de l'insertion dans l'environnement sert de garde-fou. Enfin, il est nécessaire de prendre en compte les constructions déjà existantes qui auraient</p>
--	---

<p>3.3 Implantation des constructions</p> <p><u>3.3.1 – Dispositions générales</u></p> <p>Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.</p> <p>Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.</p> <p><u>3.3.2 – Règles alternatives</u></p> <p>Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement. - Soit en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle sans aggraver la non-conformité. <p><u>3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</u></p> <p><i>Définition</i></p> <p>Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques.</p> <p><i>Règles d'implantation</i></p> <p>Les constructions doivent être implantées avec un recul de 10 mètres minimum.</p> <p>Les extensions des constructions ne respectant pas les règles d'alignement peuvent être édifiées dans le prolongement des constructions existantes.</p> <p><u>3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives</u></p> <p>Non réglementée.</p>	<p>besoins d'évoluer et ce afin qu'elles puissent le faire dans un souci de cohérence.</p> <p>La commune a souhaité laisser libre de règles les piscines, les ouvrages enterrés, etc. Elle préfère se focaliser sur les volumes ayant plus d'impact dans l'environnement.</p> <p>Les installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif nécessitent aussi de la souplesse, et ce d'autant qu'ils sont souvent issus d'un projet architectural qu'il est intéressant de laisser s'exprimer.</p> <p>Afin de lever toute ambiguïté sur les ouvrages enterrés, il n'est pas non plus fixé de règle d'implantation sur ces éléments.</p> <p>Pour des raisons évidentes de sécurité et de salubrité publique, un retrait minimum a été imposé aux constructions et installations autorisées dans la zone.</p> <p>L'implantation des constructions entre elles a été laissée libre afin de pouvoir optimiser le foncier et sa consommation.</p>
<p><i>Article AUX 4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère</i></p>	
<p>4.1 – Prescriptions générales</p> <p>Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la</p>	<p>Les prescriptions générales ont pour objectif de rappeler que les constructions allant dans le sens du Grenelle de l'environnement en déployant des techniques de récupération des eaux pluviales, d'infiltration sur place (les</p>

construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9 m², les dispositions du 4.1 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du AUX4 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du AUX4.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles énoncées au 4.3 pourront être admises pour l'animation ponctuelle des façades.

4.3 – Façades

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

Les façades doivent être de nuance sombre et les teintes devront s'intégrer dans l'environnement.

L'utilisation de tôles laquées de couleur est autorisée.

L'emploi de matériaux brillants réverbérant (tôle ondulée, bac aluminium) est interdit.

Le blanc pur est interdit en grande surface, mais reste possible pour des éléments architecturaux ponctuels de façade.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

toitures végétalisées) d'énergie renouvelable (éolienne, panneaux solaires etc...) ou tout autre moyen permettant d'économiser de l'énergie et de valoriser les ressources naturelles, ne peuvent être interdites.

Il est également rappelé pour une plus grande cohérence et une meilleure insertion dans l'environnement qu'en cas de rénovation, les mêmes matériaux sont exigés. L'objectif est d'éviter un patchwork de matériaux sur une même construction. D'autres matériaux pourront être utilisés si cela améliore l'aspect de la construction. Cette interprétation est laissée à la charge de l'instructeur et des élus signataires.

La commune a conscience que les règles d'un règlement ne permettent pas de prévoir tous les cas de figure. Elle souhaite donc ne pas s'empêcher de pouvoir accueillir des projets architecturaux sortant du cadre classique des constructions traditionnelles. Elle a donc instauré une règle dérogatoire.

La commune a souhaité laisser libre de règles les constructions de faible emprise (9 m² maximum). Elle préfère se focaliser sur les volumes ayant plus d'impact dans l'environnement. Une adaptation est permise pour les constructions déjà existantes, l'objectif étant de ne pas créer des incohérences architecturales au nom de la règle actuelle et de faire preuve d'intelligence en prenant en compte le contexte du bâti existant.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif échappent à toute règle. En effet, les compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité. Il est important de pouvoir lui laisser exprimer librement son sens artistique sans le cloîtrer dans l'architecture traditionnelle.

Les constructions à usage d'activité possèdent parfois des animations ponctuelles de façade, avec des couleurs parfois différentes des teintes traditionnelles (ex : code couleur de l'enseigne). La commune a souhaité permettre ce type de vocabulaire architectural.

Certaines teintes ont été interdites car elles ne sont pas présentes sur le territoire communal. C'est le cas notamment du blanc pur qui est interdit, bien que son usage

4.4 – Toitures

Les toitures à pans comprendront au moins deux pans égaux compris entre 35° et 45°.

Les toitures plates devront être masquées par un acrotère.

4.5 – Clôtures

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

Les nouvelles clôtures devront intégrer dans le choix des matériaux, coloris et aspects un rappel de la construction située sur la parcelle qu'elle va clore, tout en prenant en compte les caractéristiques des autres clôtures du quartier dans lequel elles sont situées.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité. Les clôtures pouvant générer une gêne pour la circulation des véhicules pourront être limitées.

Clôtures sur rue

La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2,5 mètres.

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein réalisé avec un enduit dont l'aspect et la couleur seront en harmonie avec la construction principale ;
- Un grillage à mailles rigides doublé d'une haie vive composée d'essences locales.

se soit démultiplié au travers des menuiseries et des clôtures avec l'introduction du PVC dans les matériaux de construction. L'utilisation de teintes plus neutres et moins voyantes est recommandée.

Les volumes étant généralement importants, il est exigé des teintes plutôt sombres afin de s'assurer une bonne intégration dans l'environnement.

La clôture est un des espaces les plus importants dans le développement des espaces urbains puisqu'elle constitue l'élément de transition entre l'espace privé et l'espace public. Les clôtures seront traitées de façon à ce que leur aspect soit le plus discret possible.

La hauteur est fixée à 2,5m, ce qui correspond généralement à la hauteur exigée par les assurances pour des questions de sécurité.

Article AUX 5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis

5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables)

En dehors du bâtiment principal, 20% de l'emprise foncière sera occupée par du végétal de pleine terre, de deux tenants maximums, ou en revêtement favorisant la perméabilité à la parcelle. Le traitement

Afin de conserver l'ambiance rurale du territoire et de maintenir la présence de la nature dans le tissu urbain, des règles ont été fixées. Celles-ci sont d'autant plus importantes que la nature en ville répond à plusieurs fonctions : maintien des corridors écologiques, maintien d'îlots de fraîcheur en période de sécheresse, etc. Il est donc

<p>végétalisé doit consister en la plantation au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De haie au port libre - D'arbres isolés - De bosquets d'arbres - D'alignements d'arbres <p>5.2 – Espaces libres et plantations Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées. Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.</p>	<p>imposé un pourcentage de surface de pleine terre végétalisé et la plantation d'arbres sur les terrains.</p>
<p><i>Article AUX 6 - Stationnement</i></p>	
<p>6.1 – Prescriptions générales Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations en ce qui concerne les véhicules de service, les véhicules du personnel et les véhicules des visiteurs, doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée et soustrait au maximum de la vue du public par un espace vert planté. La taille minimale d'une place de stationnement pour les véhicules motorisés est de 2,30 mètres par 5 mètres. La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1.5 m².</p> <p>6.2 – Règle applicable aux constructions à usage commercial et d'activité Il est exigé un nombre de places de stationnement correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles.</p> <p>6.3 – Aire de stationnement pour véhicules à énergie renouvelable Lors de la création ou de la modification d'aires de stationnement destinées aux véhicules automobiles, un minimum de 10% des places, sans être inférieur à une place, seront équipés par un circuit électrique spécialisé pour permettre la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables. Les obligations de l'alinéa 6.2 ne sont pas applicables aux activités qui pourraient justifier la présence de bornes de recharge à proximité directe au sein des espaces publics.</p> <p>6.4 – Dispositions relatives aux cycles Toute nouvelle construction devra prévoir du stationnement cycle à minima couvert et sécurisé. Tout local affecté à un usage de stationnement doit avoir une surface d'au</p>	<p>L'encombrement du domaine public par du stationnement a été une des problématiques soulevées dans le diagnostic. L'objectif est donc d'obliger les pétitionnaires à gérer sur leur parcelle privée leur stationnement.</p> <p>Dans le cadre de la transition énergétique, la commune souhaite qu'un effort particulier soit porté sur la création des bornes de recharges qui doivent accompagner le développement de la flotte de véhicules électriques. Néanmoins, ce développement doit rester cohérent. Aussi si des bornes de recharge existent à proximité au sein des espaces publics, l'activité peut déroger à la règle.</p> <p>Afin de limiter l'émission de gaz à effet de serre et donc d'encourager la pratique du vélo, il est nécessaire de développer les structures accompagnant ce mode de déplacement. Dans ce cadre, la commune a souhaité instaurer l'obligation de création</p>

moins 10 m² à destination du stationnement cycle. Ces dispositions concernent les parcs de stationnements d'accès destinés aux seuls occupants de l'immeuble ou salariés de l'entreprise.

6.5 – Règle alternative

Les obligations de l'alinéa 6.2 ne sont pas applicables aux aménagements ou aux extensions limitées de la surface de plancher des constructions existantes, si leur affectation reste inchangée ou s'il n'y a pas de création de logements supplémentaires.

Les obligations de l'alinéa 6.4 ne sont pas applicables :

- Aux activités qui pourraient justifier d'un stationnement cycle à proximité directe au sein des espaces publics.
- Aux aménagements d'une construction existante.
- Aux extensions de moins de 30% des constructions existantes.

de stationnement cycle pour toute nouvelle construction, hormis les programmes de logements jusqu'à 3 logements maximum. L'objectif est d'obtenir un impact sur les constructions générant des flux importants : entreprises, services, activités commerciales, gros programme de logements etc... Il est attendu que ce stationnement soit couvert de telle sorte que les vélos puissent être protégés des intempéries et être en sécurité. Une définition de la taille des stationnements (cycle et automobile) est précisée pour faciliter l'instruction des dossiers.

Enfin, il est imposé que tout local destiné à de stationnement automobile devra comprendre du stationnement cycle à hauteur de 10 m² minimum consacré à cet usage.

Les obligations en matière de stationnement connaissent deux dérogations :

- Lorsqu'une construction possède un projet d'extension limitée qui ne vient pas remettre en cause l'occupation de la construction, ces règles ne s'imposent pas. L'objectif est de ne pas contraindre les petites évolutions des constructions en place. En revanche, lorsque cette extension peut engendrer un besoin de stationnement par sa superficie (exemple : extension importante d'une entreprise) alors, pour éviter tout souci lié au stationnement, les règles s'imposent.
- Lorsqu'une activité souhaite se développer mais qu'elle n'a pas le foncier disponible pour créer du stationnement cycle et qu'en plus il en existe sur le domaine public à proximité immédiate (l'instructeur et les élus devront déterminer la suffisance en quantité et en distance de ce stationnement) alors cette activité sera exonérée de stationnement cycle.

SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Article AUX 7 – Desserte par les voies publiques ou privées

7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions

L'objectif de l'article AUX7 est d'imposer des conditions de circulation minimum pour en assurer la sécurité et le confort. En effet, dans le cas du développement en double rideau ou de petites opérations de lotissement dont les espaces communs sont ensuite gérés en indivision, bien souvent l'accès est trop étroit ou sans visibilité sécurisée lors du raccordement à l'emprise publique. La commune rappelle donc qu'en cas de problème de sécurité (sortie dans un virage

spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, **soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin.**

Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagés de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à **effectuer des manœuvres dangereuses** sur la voie ;
- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées **aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.** Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

par exemple), elle peut s'opposer au projet. De même, elle exige 3 mètres minimum concernant les accès privés, y compris les servitudes. Un rappel est également fait concernant l'obligation en matière d'accessibilité aux personnes handicapées en matière de création de voirie et/ou d'emprise publique.

Article AUX 8 – Condition de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eau devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec les caractéristiques du réseau. L'évacuation des eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et compte-tenu des caractéristiques du milieu récepteur.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

La commune a souhaité encadrer le raccordement au réseau afin de limiter notamment l'impact sur l'eau en tant que ressource et en tant que milieu récepteur mais aussi pour assurer la salubrité publique.

Dans ce cadre, elle a imposé le raccordement au réseau collectif d'eau potable et d'assainissement des eaux usées lorsque ce dernier existe.

En cas d'inexistence de ce réseau, il est rappelé que la mise en place d'un dispositif autonome est obligatoire afin d'éviter tout rejet non traité dans l'environnement.

Concernant le réseau d'eau potable, la commune souhaite ne pas avoir à subir de façon imprévue une surcharge éventuelle du réseau due à l'implantation d'une entreprise fortement consommatrice en eau (ex : agro-industrie, papeterie etc...). Par conséquent, elle indique qu'elle se réserve le droit de pouvoir choisir ou non le raccordement et donc le renforcement éventuel par la collectivité, du réseau. En cas de refus du raccordement, elle laisse la possibilité à l'entreprise de pouvoir trouver ses propres ressources en eau (via un forage par exemple) et ce, en conformité avec les exigences de l'Agence Régionale pour la Santé.

Il en va de même pour les eaux usées non domestiques. Elle rappelle que le rejet direct, sans pré traitement est interdit afin de ne pas polluer le réseau, la station et éventuellement le milieu récepteur in fine. Si jamais la commune refuse le branchement sur le réseau d'assainissement collectif, le porteur de projet peut trouver des solutions de traitement sur son unité foncière avec un rejet dans le réseau conformément aux exigences du gestionnaire.

Globalement la commune souhaite contrôler les raccordements aux réseaux afin de contrôler les prélèvements de la ressource en eau mais également les rejets pollués dans les milieux.

8.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privatives doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

Concernant les eaux pluviales, la commune connaît parfois des surcharges du réseau unitaire qui peuvent mettre en difficulté les stations d'épurations ou surcharger le réseau d'eau pluvial séparé. Par conséquent, la commune a souhaité réguler l'apport des eaux pluviales dans son réseau en imposant une infiltration systématique. Néanmoins certaines zones peuvent être argileuses et/ou infiltrées difficilement. Le pétitionnaire devra donc prouver les difficultés ou l'impossibilité d'infiltration (grâce à une étude de sol) pour demander un rejet dans le réseau.

Enfin, dans le cadre du développement des communications numérique, la commune reconferme les pratiques des travaux de VRD en imposant les fourreaux d'attente pour le développement de la fibre optique.

4.5.6 Justifications et explications du règlement de la zone A

REGLEMENT	JUSTIFICATIF
SECTION 1 – Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité	
<i>Article A 1 – Constructions interdites</i>	
Sont interdites toute les occupations et utilisations du sol autres que les occupations et utilisations du sol visées à l'article A2.	La zone agricole est une zone réservée à l'économie agricole (siège d'exploitation, terres potentiellement cultivables, terres possédant un potentiel agronomique, terres cultivées etc...). Dans ce cadre, le règlement précise que toutes les constructions et installations sont interdites.
<i>Article AU 2 – Constructions soumises à condition</i>	
Dans l'ensemble de la zone A, sont admis sous réserve : <ul style="list-style-type: none">- D'être compatible avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain,- De ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages,- D'avoir obtenu l'avis préalable de l'INAO en cas de constructions situées sur une zone d'Appellation Contrôlée.	Les possibilités de constructibilité en zone A sont pondérées par plusieurs éléments. Notamment, celles-ci ne doivent pas porter atteinte à la sauvegarde de l'activité agricole, qui est particulièrement présente à Saint-Bris-le-Vineux. Le règlement a par ailleurs défini plusieurs STECAL, conformément à l'article L.151-13 1° du Code de l'Urbanisme. Les STECAL ont une possibilité de développement limitée. <ul style="list-style-type: none">- Aa qui permet l'adaptation, le changement de destination, la réfection

<p>2. 1 – Hormis en secteurs Aa, Ac et Ae, sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les annexes à usage d'habitation ; - L'extension, la réfection et l'adaptation des constructions existantes à usage d'habitation ; - Les constructions et les installations à destination des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés ; - Les dépôts, les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient liés et nécessaires aux constructions et installations autorisées dans la zone. <p>2. 2 – En secteur Ac, sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les habitations nécessaires et liées aux exploitations agricoles à condition de constituer un regroupement architectural ; - Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées ; - Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production. <p>2.3 – En secteur Ae, seuls sont admis les équipements d'intérêt collectif et/ou de services publics.</p> <p>2.4 – En secteur Aa, seuls sont admis l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions artisanales et les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.</p>	<p>ou l'extension des activités existantes à vocation économiques ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ac qui permet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions à usage agricole. <p>Également, d'autres sous-secteurs ont été identifiés conformément à l'article L.151-11 du Code de l'Urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ae qui correspond à des secteurs d'équipements d'intérêt collectif situés dans un milieu agricole (station d'épuration, etc.). <p>Ce secteur vise à garantir une préservation des espaces agricoles ayant des enjeux paysagers particuliers de toute nouvelle construction.</p>
<p>SECTION 2 – Caractéristique urbaine, architecturale, environnementale et paysagère</p>	
<p><i>Article A 3 – Volumétrie et implantation des constructions</i></p>	
<p>3.1 Emprise au sol</p> <p>Dans l'ensemble de la zone A, hormis en secteur Aa, et pour les constructions à usage d'habitation non liées et nécessaires à l'activité agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'emprise au sol des extensions des constructions principales est limitée à 30% de l'emprise au sol de la construction principale à la date d'approbation du PLU. - L'emprise au sol des nouvelles annexes à la date d'approbation du PLU est limitée à 40 m². 	<p>La zone A est une zone protégée pour optimiser le développement de l'activité agricole. Dans ce cadre, les constructions qui n'ont pas cette vocation peuvent évoluer mais selon un critère de développement limité. L'objectif de cette limitation, portée par le législateur, est de ne pas encourager le mitage et donc la concurrence de l'espace entre l'activité économique agricole et les autres usages. Dans ce cadre les extensions des constructions principales à usage d'habitation ne peuvent s'étendre de plus</p>

- L'emprise au sol des piscines est limitée à 75 m² à la date d'approbation du PLU.

En secteur Aa, l'emprise au sol des extensions et des annexes des constructions est limitée à 30% de l'emprise au sol de la construction principale à la date d'approbation du PLU. Il n'est pas fixé d'emprise au sol pour les secteurs Ac et Ae.

3.2 Hauteur des constructions

3.2.1 – Prescriptions générales

La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'égout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.

3.2.2 – Constructions à usage d'habitation

La hauteur des constructions principales ne doit pas excéder 9 mètres.

La hauteur des constructions annexes ne doit pas dépasser 5 mètres.

3.2.3 – Constructions agricoles et sylvicoles, et à usage d'activité

La hauteur ne doit pas excéder 12 mètres. Une hauteur différente pourra être autorisée pour les silos agricoles.

3.2.4 – Règle alternative

Toutefois, une hauteur différente pourra être autorisée ou imposée dans les cas suivants :

- En cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la vocation nécessite une grande hauteur et qui

de 30% à la date d'approbation du PLU. Les nouvelles annexes ne peuvent excéder 40 m² et les piscines 75 m².

Au sein du STECAL Aa, l'emprise au sol est limitée à 30% pour les extension afin de ne pas porter atteinte de façon trop importante au milieu agricole.

En revanche, aucune emprise au sol n'a été imposée aux secteurs Ac et Ae pour permettre le développement de l'activité agricole dans un cas, et pour tenir compte du caractère d'équipement d'intérêt collectif et/ou de service public dans l'autre.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif échappent à toute règle de hauteur. En effet, les compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité. Par ailleurs la zone accueille également des installations comme les pylônes électriques qui nécessitent des grandes hauteurs. L'objectif est donc de ne pas venir contrarier ce type de projet. La clause de l'insertion dans l'environnement sert de garde-fou.

Les constructions existantes qui ne répondent pas à la nouvelle règle et ont besoin de s'étendre et les constructions et installations de loisirs dans les arbres dont la hauteur ne peut être mesurée à partir du sol naturel bénéficient également d'une dérogation.

- présentent des qualités architecturales compatibles avec leur environnement.
- Pour les silos nécessitant une grande hauteur sous réservoir d'une bonne insertion dans le paysage.

3.3 Implantation des constructions

3.3.1 – Dispositions générales

Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les constructions de moins de 9 m² d'emprise au sol, les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.

Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

3.3.2 – Règles alternatives

Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée :

- Soit lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement.
- Soit en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle sans aggraver la non-conformité.

3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Définition

Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques.

Règles d'implantation

Les constructions doivent être implantées soit :

- A l'alignement
- Avec un recul de 10 mètres minimum par rapport aux routes départementales ou un recul de 5 mètres minimum par rapport aux autres voies et emprises publiques.

3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions agricoles devront respecter une distance horizontale minimale de tout point de la construction à édifier au point le plus proche de la limite séparative au moins

La commune a souhaité laisser libre de règles les constructions de faible emprise (9 m² maximum) afin de ne pas gêner les cabanons de jardins. Il en va de même pour les piscines. Les installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif nécessitent aussi de la souplesse et ce d'autant qu'ils sont souvent issus d'un projet architectural qu'il est intéressant de laisser s'exprimer librement. Afin de lever toute ambiguïté sur les ouvrages enterrés (cuve de récupération d'eaux pluviales, assainissement individuel, cave etc...) il n'est pas non plus fixé de règle d'implantation sur ces éléments.

égale à la hauteur de la construction divisée par deux.

3.3.5 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres

Non réglementée.

Article A 4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

4.1 – Prescriptions générales

Toute architecture d'une autre région est interdite (chalet savoyard, ferme normande, etc.).

Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après.

Les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une performance énergétique ou de l'utilisation des énergies ou ressources renouvelables sont admis.

Les dispositions du présent article n'excluent pas la réalisation d'éléments de toiture ponctuels justifiés par les besoins de la composition (lucarnes, tourelles, terrassons, croupes, etc.) à condition que ceux-ci ne dénaturent pas le volume général de la construction.

Dans le cas des terrains dont la pente est supérieure ou égale à 5%, les constructions devront présenter une bonne insertion dans la pente.

Les tonalités vives, brillantes sont interdites.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9 m², les dispositions du 4.1 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du 4.1 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du AU4.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles

Les prescriptions générales ont pour objectif de rappeler que les constructions allant dans le sens du Grenelle de l'environnement en déployant des techniques de récupération des eaux pluviales, d'infiltration sur place (les toitures végétalisées) d'énergie renouvelable (éolienne, panneaux solaires etc...) ou tout autre moyen permettant d'économiser de l'énergie et de valoriser les ressources naturelles, ne peuvent être interdites.

Il est également rappelé pour une plus grande cohérence et une meilleure insertion dans l'environnement qu'en cas de rénovation, les mêmes matériaux sont exigés. L'objectif est d'éviter un patchwork de matériaux sur une même construction. D'autres matériaux pourront être utilisés si cela améliore l'aspect de la construction. Cette interprétation est laissée à la charge de l'instructeur et des élus signataires.

Afin de préserver la cohérence architecturale du tissu urbain, il est également précisé que les architectures d'une autre région sont interdites.

La commune a conscience que les règles d'un règlement ne permettent pas de prévoir tous les cas de figure. Elle souhaite donc ne pas s'empêcher de pouvoir accueillir des projets architecturaux sortant du cadre classique des constructions traditionnelles. Elle a donc instauré une règle dérogatoire.

La commune a souhaité laisser libre de règles les constructions de faible emprise (9 m² maximum). Elle préfère se focaliser sur les volumes ayant plus d'impact dans l'environnement. Une adaptation est permise pour les constructions déjà existantes, l'objectif étant de ne pas créer des incohérences architecturales au nom de la règle actuelle et de faire preuve d'intelligence en prenant en compte le contexte du bâti existant.

énoncées au 4.3 pourront être admises pour l'animation ponctuelle des façades.

4.3 – Façades

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Les bardages en tôle sont interdits, à l'exception des constructions à usage d'activités.

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

Constructions principales à usage d'habitation, leurs extensions et les annexes

Sous réserve des règles définies par le PPRI, le niveau de rez-de-chaussée des constructions à usage d'habitation doit être situé entre 0,20m et 0,50m par rapport au niveau du sol naturel, relevé au droit du milieu de la façade réglementée par rapport à la voie publique ou privée ou à l'espace public.

Les enduits de ravalement doivent être de nuance claire et de teinte gris clair à sombre, blanc cassé, beige, ocre jaune ou de teinte similaire.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

Les matériaux translucides ou transparents sont autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées et les abris de piscine.

Constructions à usage agricole ou d'activité

Les façades doivent être de nuance sombre et les teintes devront s'intégrer dans l'environnement.

L'utilisation de tôles laquées de couleur est autorisée.

Le blanc pur est interdit en grande surface, mais reste possible pour des éléments architecturaux ponctuels de façade.

4.4 – Toitures

Les constructions et installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif échappent à toute règle. En effet, les compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité. Il est important de pouvoir lui laisser exprimer librement son sens artistique sans le cloîtrer dans l'architecture traditionnelle.

Les constructions contemporaines possèdent des animations de façades avec des couleurs parfois différentes des teintes traditionnelles : encadrement de fenêtres, bandes marquant les ouvertures, volumes secondaires etc... La commune a souhaité permettre ce type de vocabulaire architecturale qui de surcroît peut éviter la banalisation des styles d'habitation. L'objectif de préciser les revêtements est d'éviter d'avoir des clôtures en parpaings non enduits par exemple qui esthétiquement sont peu heureuses. A contrario certaines constructions en pierre ne doivent pas être enduites sous peine de créer des soucis structurels : humidité dans les murs, dégradation de la pierre etc...

Certaines teintes ont été interdites car elles ne sont pas présentes sur le territoire communal. C'est le cas notamment du blanc pur qui est interdit, bien que son usage se soit démultiplié au travers des menuiseries et des clôtures avec l'introduction du PVC dans les matériaux de construction. L'utilisation de teintes plus neutres et moins voyantes est recommandée.

L'objectif majeur du règlement des aspects extérieurs de la zone A est le maintien des caractéristiques historiquement présentes sur le territoire communal :

- Des façades plutôt claires dans les ocres, beige etc... qui rappellent les enduits à la chaux issus de matériaux naturels (ton pierre, ton brique etc...).
- Des toitures dont les tuiles et les ardoises sont plates, avec des couleurs gris anthracite, brun rouge (terre cuite).
- Des toitures majoritairement à deux pans avec des pentes comprises entre 35° et 45°.

En complément de ce style architectural, la commune a souhaité également s'adapter aux nouvelles formes et usages des constructions. Dans ce cadre elle a écrit des règles permettant :

Constructions principales et leurs extensions Pente et pans

La toiture de la construction principale comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

La pente pourra être adoucie en débord de toiture (prolongement par coyaux, vérandas, appentis, etc.).

Les toitures plates sont autorisées à condition qu'elles ne concernent qu'une partie de la surface de la construction.

Les bacs aciers sont interdits sur les constructions à usage d'habitation.

Aspect et teintes

Pour les toitures à pan, seules les ardoises, les tuiles plates, les tuiles à emboitement et le zinc sont autorisés.

Seules les teintes rouges, brun-rouge, ardoisés, zinc ou teintes similaires seront autorisées.

Les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées, les pergolas et les abris de piscine.

Constructions annexes indépendantes à usage d'habitation

Les toitures des constructions annexes doivent comporter au moins un pan avec une pente adaptée à la nature des matériaux employés, sans pouvoir être inférieure à 25°.

Les toitures plates sont autorisées.

Les matériaux de couverture seront en harmonie avec la construction principale.

Constructions à usage agricole et à usage d'activité

La toiture des constructions à usage agricole et à usage d'activité comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

Le fibrociment et les bacs aciers prépeints peuvent être admis comme matériau de couverture dans la mesure où leur teinte s'harmonise avec celles des toitures des autres constructions.

L'emploi de matériaux non peints, brillants est interdit.

Installations de panneaux solaires

Une pose discrète doit être recherchée par une implantation privilégiée sur les volumes secondaires (toitures plus basses par exemple) ou sur les dépendances plutôt que

- La réalisation des serres, verrières, vérandas, pergolas, abris de piscine etc...
- Les toitures plates ou à faible pente à condition qu'elles soient végétalisées ou qu'elles fassent l'objet d'un traitement architectural spécifique.
- Les panneaux solaires à conditions qu'ils soient bien intégrés dans les volumes.
- Les volets roulants à condition qu'ils soient complètement intégrés dans la nouvelle construction.

sur les toitures principales. La mise en œuvre des panneaux devra s'effectuer avec une intégration au plus près du nu du matériau de couverture de la toiture (pose encastrée ou en superposition estompée), selon une implantation horizontale du champ de capteurs de préférence en partie basse de la toiture.

4.5 – Ouvertures

Les coffrets de volets roulants s'inscrivant en surépaisseur de la toiture ou de la façade et/ou sous linteau (ou voussure) de l'ouverture sont interdits.

4.6 – Clôtures

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture hormis lorsque leur entretien peut le nécessiter (bois etc....).

Les clôtures constituées de plaques et de poteaux bétons sont interdites à l'exception de celles constituées d'une plaque en soubassement de 30 cm maximum surmontées d'un grillage.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2 mètres.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité.

Les nouvelles clôtures devront intégrer dans le choix des matériaux, coloris et aspects un rappel de la construction située sur la parcelle qu'elle va clore, tout en prenant en compte les caractéristiques des autres clôtures du quartier dans lequel elles sont situées.

Les clôtures pouvant générer une gêne pour la circulation des véhicules pourront être limitées.

La clôture est un des espaces les plus importants dans le développement des espaces urbains puisqu'elle constitue l'élément de transition entre l'espace privé et l'espace public. La commune a, dans le cas de la zone A, fait le choix de ne réglementer spécifiquement que la hauteur.

Article A 5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis

5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables)

Les terrains dont l'unité foncière est supérieure ou égale à 200 m² doivent comprendre 15% de leur surface totale en espaces verts de pleine terre végétalisés. Le

Afin de conserver l'ambiance rurale du territoire et de maintenir la présence de la nature dans le tissu urbain, des règles ont été fixées. Celles-ci sont d'autant plus importantes que la nature en ville répond à plusieurs fonctions : maintien des corridors

<p>traitement végétalisé doit consister en la plantation au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De haie au port libre - D'arbres isolés - De bosquets d'arbres - D'alignements d'arbres <p>5.2 – Espaces libres et plantations Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées. Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.</p>	<p>écologiques, maintien d'îlots de fraîcheur en période de sécheresse, etc. Il est donc imposé un pourcentage de surface de pleine terre végétalisée et la plantation d'arbres sur les terrains.</p>
<p><i>Article A 6 - Stationnement</i></p>	
<p>Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée. La taille minimale d'une place de stationnement est de 2.3 mètres par 5 mètres. La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1.5 m².</p>	<p>La commune souhaite garder une marge de manœuvre pour juger de la suffisance du stationnement ou non dans la réalisation des projets. Le pétitionnaire devra donc justifier du stationnement client, fournisseur, visiteur, etc. dans la notice explicative de la demande d'autorisation d'urbanisme. Il s'agira de s'assurer que le projet prend en compte cette problématique sans report sur le domaine public, tout en laissant de la souplesse au pétitionnaire quant au nombre exact de places requis.</p>
<p>SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX</p>	
<p><i>Article A 7- Desserte par les voies publiques ou privées</i></p>	
<p>7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie. Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.</p> <p>7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin. Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux</p>	<p>L'objectif de l'article AU7 est d'imposer des conditions de circulation minimum pour en assurer la sécurité et le confort. En effet, dans le cas du développement en double rideau ou de petites opérations de lotissement dont les espaces communs sont ensuite gérés en indivision, bien souvent l'accès est trop étroit ou sans visibilité sécurisée lors du raccordement à l'emprise publique. La commune rappelle donc qu'en cas de problème de sécurité (sortie dans un virage par exemple), elle peut s'opposer au projet. De même, elle exige 3 mètres minimum concernant les accès privés, y compris les servitudes. Un rappel est également fait concernant l'obligation en matière d'accessibilité aux personnes handicapées en matière de création de voirie et/ou d'emprise publique.</p>

constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagées de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à effectuer des manœuvres dangereuses sur la voie ;
- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir. Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

Article A 8 – Condition de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eaux devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou

La commune a souhaité encadrer le raccordement au réseau afin de limiter notamment l'impact sur l'eau en tant que ressource et en tant que milieu récepteur mais aussi pour assurer la salubrité publique.

Dans ce cadre, elle a imposé le raccordement au réseau collectif d'eau potable et d'assainissement des eaux usées lorsque ce dernier existe.

En cas d'inexistence de ce réseau, il est rappelé que la mise en place d'un dispositif autonome est obligatoire afin d'éviter tout rejet non traité dans l'environnement.

Concernant le réseau d'eau potable, la commune souhaite ne pas avoir à subir de façon imprévue une surcharge éventuelle

installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec les caractéristiques du réseau. L'évacuation des eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et compte-tenu des caractéristiques du milieu récepteur.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privatives doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

du réseau due à l'implantation d'une entreprise fortement consommatrice en eau (ex : agro-industrie, papeterie etc...). Par conséquent, elle indique qu'elle se réserve le droit de pouvoir choisir ou non le raccordement et donc le renforcement éventuel par la collectivité, du réseau. En cas de refus du raccordement, elle laisse la possibilité à l'entreprise de pouvoir trouver ses propres ressources en eau (via un forage par exemple) et ce, en conformité avec les exigences de l'Agence Régionale pour la Santé.

Il en va de même pour les eaux usées non domestiques. Elle rappelle que le rejet direct, sans pré traitement est interdit afin de ne pas polluer le réseau, la station et éventuellement le milieu récepteur in fine. Si jamais la commune refuse le branchement sur le réseau d'assainissement collectif, le porteur de projet peut trouver des solutions de traitement sur son unité foncière avec un rejet dans le réseau conformément aux exigences du gestionnaire.

Globalement la commune souhaite contrôler les raccordements aux réseaux afin de contrôler les prélèvements de la ressource en eau mais également les rejets pollués dans les milieux.

Concernant les eaux pluviales, la commune connaît parfois des surcharges du réseau unitaire qui peuvent mettre en difficulté les stations d'épurations ou surcharger le réseau d'eau pluvial séparé. Par conséquent, la commune a souhaité réguler l'apport des eaux pluviales dans son réseau en imposant une infiltration systématique. Néanmoins certaines zones peuvent être argileuses et/ou infiltrées difficilement. Le pétitionnaire devra donc prouver les difficultés ou l'impossibilité d'infiltration (grâce à une étude de sol) pour demander un rejet dans le réseau.

Enfin, dans le cadre du développement des communications numérique, la commune reconferme les pratiques des travaux de VRD

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.	en imposant les fourreaux d'attente pour le développement de la fibre optique.
---	--

4.5.7 Justifications et explications du règlement de la zone N

REGLEMENT	JUSTIFICATIF
SECTION 1 – Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité	
<i>Article N 1 – Constructions interdites</i>	
<p>Hormis en secteur Np, sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol autres que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation forestière. - Les occupations et utilisation du sol visées à l'article N2. <p>En secteur Np, toute construction et installation, autre que les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, est interdite.</p>	<p>La zone naturelle (et forestière) est une zone dans laquelle peuvent être classés les secteurs de la commune, équipés ou non, qu'il y a lieu de protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère naturel.</p> <p>Cette zone est également riche de ses paysages supports de développement d'activité de loisirs et/ou touristiques.</p>
<i>Article N 2 – Constructions soumises à condition</i>	
<p>Dans l'ensemble de la zone N, sont admis sous réserve :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De ne pas être incompatible avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain, - De ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. <p>2.1 – Les constructions et les installations à destination des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.</p> <p>2.2 – Les dépôts, les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient liés et nécessaires aux constructions et installations autorisées dans la zone.</p> <p>2.3 – Hormis dans les secteurs, Ne, NI, Nenr et Nt, sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les annexes à usage d'habitation ; L'extension, la réfection et l'adaptation des constructions existantes à usage d'habitation. <p>2.4 - En secteur Ne, seuls sont admis les équipements d'intérêt collectif et/ou de service public.</p>	<p>Le règlement a défini des STECAL au titre de l'article L.151-13 1° du Code de l'Urbanisme. Ces secteurs, comme le prévoit le code, ont une possibilité de développement limitée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NI qui correspond à des espaces dédiés aux activités de loisirs - Nt qui accueille des constructions et installations à destination d'habitation, de restauration, d'activité de services, d'hébergement hôtelier et touristique à condition qu'ils soient liés à une activité de loisir et/ou de tourisme. <p>D'autres secteurs, qui ne sont pas des STECAL, ont été définis conformément à l'article L.151-11 du Code de l'Urbanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ne qui correspond à des secteurs d'équipements d'intérêt collectif situés dans un environnement naturel - Nenr qui permet l'accueil des dispositifs de production d'énergie renouvelable sur le territoire. - Np qui correspond à une zone naturelle à protéger de toute construction au regard des enjeux paysagers et écologiques.

<p>2.5 – En secteur NI, seuls sont admis les installations et équipements légers liés et nécessaires aux activités sportives, touristiques et de loisirs, les aires de jeux et de sports ouvertes au publics et les chemins piétonniers et les objets de mobilier urbain s'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces.</p> <p>2.6 – En secteur Nenr, seuls sont admis les dispositifs de production d'énergie renouvelable.</p> <p>2.7 – En secteur Nt, seules sont admises les constructions et installations à destination d'habitation, de restauration, d'activité de services, d'hébergement hôtelier et touristique à condition qu'ils soient liés à une activité de loisir et/ou de tourisme.</p>	<p>Par ailleurs, pour autoriser les antennes téléphoniques, les forages, les poteaux électriques etc.... Les locaux techniques et industrielles des administrations publiques assimilées sont autorisés en zone N.</p>
---	--

SECTION 2 – Caractéristique urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Article N 3 – Volumétrie et implantation des constructions

<p>3.1 Emprise au sol Dans l'ensemble de la zone N et pour les constructions à usage d'habitation non liées et nécessaires à l'activité agricole et sylvicole :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'emprise au sol des extensions des constructions principales est limitée à 30% de l'emprise au sol de la construction principale à la date d'approbation du PLU. - L'emprise au sol des nouvelles annexes à la date d'approbation du PLU est limitée à 40 m². - L'emprise au sol des piscines est limitée à 75 m² à la date d'approbation de PLU. <p>En secteur NI, l'emprise au sol des constructions est limitée à 50m². En secteur Nt, l'emprise au sol des constructions est limitée à 250m². Il n'est pas fixé d'emprise au sol pour les secteurs Np, Nenr et Ne.</p> <p>3.2 Hauteur des constructions <u>3.2.1 – Prescriptions générales</u> La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'égout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels</p>	<p>La zone N est une zone protégée pour son caractère naturel et paysagé mais est également support d'élevage. Dans ce cadre, les constructions qui n'ont pas cette vocation peuvent évoluer mais selon un critère de développement limité. L'objectif de cette limitation, portée par le législateur, est de ne pas encourager le mitage et donc la concurrence de l'espace entre l'activité économique agricole et les autres usages. Dans ce cadre les extensions des constructions principales à usage d'habitation ne peuvent s'étendre de plus de 30% à la date d'approbation du PLU. Les nouvelles annexes ne peuvent excéder 40 m² et les piscines 75 m².</p> <p>Des emprises au sol spécifiques ont été déterminées pour les STECAL NI et Nt de façon à pouvoir autoriser leur développement sans toutefois compromettre la sauvegarde des espaces naturels et forestiers.</p> <p>En revanche, aucune emprise au sol n'a été imposée aux secteurs Np, Ne et Nenr pour tenir compte du caractère d'équipement d'intérêt collectif et/ou de service public de ces secteurs.</p> <p>La hauteur des constructions principales a été fixée à 8m afin d'assurer une meilleure intégration dans l'environnement.</p>
--	--

que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.

La hauteur des constructions principales ne doit pas excéder 8 mètres.

3.2.4 – Règle alternative

Toutefois, une hauteur différente pourra être autorisée ou imposée dans les cas suivants :

- En cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la vocation nécessite une grande hauteur et qui présentent des qualités architecturales compatibles avec leur environnement.
- Pour les constructions et installations de loisirs situées dans les arbres. Auquel cas, la hauteur de la construction se mesurera du point le plus bas du volume au point le plus haut.

3.3 Implantation des constructions

3.3.1 – Dispositions générales

Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les constructions de moins de 9 m² d'emprise au sol, les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.

Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

3.3.2 – Règles alternatives

Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée :

Les constructions et installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif échappent à toute règle de hauteur. En effet, les compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité. Par ailleurs la zone accueille également des installations comme les pylônes électriques qui nécessitent des grandes hauteurs. L'objectif est donc de ne pas venir contrarier ce type de projet. La clause de l'insertion dans l'environnement sert de garde-fou.

Les constructions existantes qui ne répondent pas à la nouvelle règle et ont besoin de s'étendre et les constructions et installations de loisirs dans les arbres dont la hauteur ne peut être mesurée à partir du sol naturel bénéficient également d'une dérogation.

La commune a souhaité laisser libre de règles les constructions de faible emprise (9 m² maximum) afin de ne pas gêner les cabanons de jardins. Il en va de même pour les piscines. Les installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif nécessitent aussi de la souplesse et ce d'autant qu'ils sont souvent issus d'un projet architectural qu'il est intéressant de laisser s'exprimer librement. Afin de lever toute ambiguïté sur les ouvrages enterrés (cuve de récupération d'eaux pluviales, assainissement individuel, cave etc...) il n'est pas non plus fixé de règle d'implantation sur ces éléments.

- Soit lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement.
- Soit en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle sans aggraver la non-conformité.

3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Définition

Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques.

Règles d'implantation

Hormis en secteur Nenr, les constructions doivent être implantées, soit :

- A l'alignement
- Avec un recul de 10 mètres minimum par rapport aux routes départementales ou un recul de 5 mètres minimum par rapport aux autres voies publiques.

En secteur Nenr, les constructions doivent être implantées à une distance de l'alignement d'au moins 6 mètres.

3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions agricoles devront respecter une distance horizontale minimale de tout point de la construction à édifier au point le plus proche de la limite séparative au moins égale à la hauteur de la construction divisée par deux.

3.3.5 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres

Non réglementée.

Pour des raisons de sécurité, une implantation plus importante a été imposée pour les constructions situées aux abords des routes départementales. Il s'agit effectivement d'axes routiers particulièrement empruntés, qui peuvent exposer les individus à divers risques et des nuisances.

Une distance spécifique a été établie pour le secteur Nenr afin d'assurer une végétalisation sur les pourtours des sites dédiés à l'accueil des dispositifs de production d'énergie. Cela permettra ainsi d'assurer une meilleure intégration des installations et constructions dans l'environnement.

Les distances minimales de retrait visent à limiter les conflits d'usage en garantissant un passage pour l'entretien des parcelles et assurer un espace suffisant entre espace naturel et espace d'habitation.

Article N 4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

4.1 – Prescriptions générales

Toute architecture d'une autre région est interdite (chalet savoyard, ferme normande, etc.).

Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après.

Les prescriptions générales ont pour objectif de rappeler que les constructions allant dans le sens du Grenelle de l'environnement en déployant des techniques de récupération des eaux pluviales, d'infiltration sur place (les toitures végétalisées) d'énergie renouvelable (éolienne, panneaux solaires etc...) ou tout autre moyen permettant d'économiser de l'énergie et de valoriser les ressources naturelles, ne peuvent être interdites.

Les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une performance énergétique ou de l'utilisation des énergies ou ressources renouvelables sont admis.

Les dispositions du présent article n'excluent pas la réalisation d'éléments de toiture ponctuels justifiés par les besoins de la composition (lucarnes, tourelles, terrassons, croupes, etc.) à condition que ceux-ci ne dénaturent pas le volume général de la construction.

Dans le cas des terrains dont la pente est supérieure ou égale à 5%, les constructions devront présenter une bonne insertion dans la pente.

Les tonalités vives, brillantes sont interdites.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9 m², les dispositions du 4.1 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du N4 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du N4.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles énoncées au 4.3 pourront être admises pour l'animation ponctuelle des façades.

4.3 – Façades

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

Il est également rappelé pour une plus grande cohérence et une meilleure insertion dans l'environnement qu'en cas de rénovation, les mêmes matériaux sont exigés. L'objectif est d'éviter un patchwork de matériaux sur une même construction. D'autres matériaux pourront être utilisés si cela améliore l'aspect de la construction. Cette interprétation est laissée à la charge de l'instructeur et des élus signataires.

Afin de préserver la cohérence architecturale du tissu urbain, il est également précisé que les architectures d'une autre région sont interdites.

La commune a conscience que les règles d'un règlement ne permettent pas de prévoir tous les cas de figure. Elle souhaite donc ne pas s'empêcher de pouvoir accueillir des projets architecturaux sortant du cadre classique des constructions traditionnelles. Elle a donc instauré une règle dérogatoire.

La commune a souhaité laisser libre de règles les constructions de faible emprise (9 m² maximum). Elle préfère se focaliser sur les volumes ayant plus d'impact dans l'environnement. Une adaptation est permise pour les constructions déjà existantes, l'objectif étant de ne pas créer des incohérences architecturales au nom de la règle actuelle et de faire preuve d'intelligence en prenant en compte le contexte du bâti existant.

Les constructions et installations nécessaires aux services publics et/ou d'intérêt collectif échappent à toute règle. En effet, les compétences d'un architecte sont souvent imposées, garant d'une certaine qualité. Il est important de pouvoir lui laisser exprimer librement son sens artistique sans le cloîtrer dans l'architecture traditionnelle.

Les constructions contemporaines possèdent des animations de façades avec des couleurs parfois différentes des teintes traditionnelles : encadrement de fenêtres, bandes marquant les ouvertures, volumes secondaires etc... La commune a souhaité permettre ce type de vocabulaire architecturale qui de surcroît peut éviter la banalisation des styles d'habitation. L'objectif de préciser les revêtements est d'éviter d'avoir des clôtures en parpaings

Constructions principales à usage d'habitation, leurs extensions et les annexes

Sous réserve des règles définies par le PPRI, le niveau de rez-de-chaussée des constructions à usage d'habitation doit être situé entre 0,20m et 0,50m par rapport au niveau du sol naturel, relevé au droit du milieu de la façade réglementée par rapport à la voie publique ou privée ou à l'espace public.

Les enduits de ravalement doivent être de nuance claire et de teinte gris clair à sombre, blanc cassé, beige, ocre jaune ou de teinte similaire.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

Les matériaux translucides ou transparents sont autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées et les abris de piscine.

Constructions à usage agricole ou d'activité

Les façades doivent être de nuance sombre et les teintes devront s'intégrer dans l'environnement.

L'utilisation de tôles laquées de couleur est autorisée.

Le blanc pur est interdit en grande surface, mais reste possible pour des éléments architecturaux ponctuels de façade.

4.4 – Toitures

Constructions principales et leurs extensions

Pente et pans

La toiture de la construction principale comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

La pente pourra être adoucie en débord de toiture (prolongement par coyaux, vérandas, appentis, etc.).

Les toitures plates sont autorisées à condition qu'elles ne concernent qu'une partie de la surface de la construction.

Les bacs aciers sont interdits sur les constructions à usage d'habitation.

Aspect et teintes

Pour les toitures à pan, seules les ardoises, les tuiles plates, les tuiles à emboîtement et le zinc sont autorisés.

Seules les teintes rouges, brun-rouge, ardoisés, zinc ou teintes similaires seront autorisées.

non enduits par exemple qui esthétiquement sont peu heureuses. A contrario certaines constructions en pierre ne doivent pas être enduites sous peine de créer des soucis structurels : humidité dans les murs, **dégradation de la pierre etc...**

Certaines teintes ont été interdites car elles ne sont pas présentes sur le territoire communal. C'est le cas notamment du blanc pur qui est interdit, bien que son usage se soit démultiplié au travers des menuiseries et des clôtures avec l'introduction du PVC dans les matériaux de construction. L'utilisation de teintes plus neutres et moins voyantes est recommandée.

L'objectif majeur du règlement des aspects extérieurs de la zone N est le maintien des caractéristiques historiquement présentes sur le territoire communal :

- Des façades plutôt claires dans les ocres, beige etc... qui rappellent les enduits à la chaux issus de matériaux naturels (ton pierre, ton brique etc...).
- Des toitures dont les tuiles et les ardoises sont plates, avec des couleurs gris anthracite, brun rouge (terre cuite).
- Des toitures majoritairement à deux pans avec des pentes comprises entre 35° et 45°.

En complément de ce style architectural, la commune a souhaité également s'adapter aux nouvelles formes et usages des constructions. Dans ce cadre elle a écrit des règles permettant :

- La réalisation des serres, verrières, vérandas, pergolas, abris de piscine etc...
- Les toitures plates ou à faible pente à condition qu'elles soient végétalisées ou qu'elles fassent l'objet d'un traitement architectural spécifique.
- Les panneaux solaires à conditions qu'ils soient bien intégrés dans les volumes.
- Les volets roulants à condition qu'ils soient complètement intégrés dans la nouvelle construction.

Les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées, les pergolas et les abris de piscine.

Constructions annexes

Les toitures des constructions annexes doivent comporter au moins un pan avec une pente adaptée à la nature des matériaux employés, sans pouvoir être inférieure à 25°.

Les toitures plates sont autorisées.

Les matériaux de couverture seront en harmonie avec la construction principale.

Constructions à usage agricole et à usage d'activité

La toiture des constructions à usage agricole et à usage d'activité comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

Le fibrociment et les bacs aciers prépeints peuvent être admis comme matériau de couverture dans la mesure où leur teinte s'harmonise avec celles des toitures des autres constructions.

L'emploi de matériaux non peints, brillants est interdit.

Installations de panneaux solaires

Une pose discrète doit être recherchée par une implantation privilégiée sur les volumes secondaires (toitures plus basses par exemple) ou sur les dépendances plutôt que sur les toitures principales. La mise en œuvre des panneaux devra s'effectuer avec une intégration au plus près du nu du matériau de couverture de la toiture (pose encastrée ou en superposition estompée), selon une implantation horizontale du champ de capteurs de préférence en partie basse de la toiture.

4.5 – Ouvertures

Les coffrets de volets roulants s'inscrivant en surépaisseur de la toiture ou de la façade et/ou sous linteau (ou voussure) de l'ouverture sont interdits.

4.6 – Clôtures

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture hormis lorsque leur entretien peut le nécessiter (bois etc....).

La clôture est un des espaces les plus importants dans le développement des espaces urbains puisqu'elle constitue l'élément de transition entre l'espace privé et l'espace public. La commune a, dans le cas de la zone N, fait le choix de ne réglementer spécifiquement que la hauteur.

Les clôtures constituées de plaques et de poteaux bétons sont interdites à l'exception de celles constituées d'une plaque en soubassement de 30 cm maximum surmontées d'un grillage.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2 mètres.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité.

Les nouvelles clôtures devront intégrer dans le choix des matériaux, coloris et aspects un rappel de la construction située sur la parcelle qu'elle va clore, tout en prenant en compte les caractéristiques des autres clôtures du quartier dans lequel elles sont situées.

Les clôtures pouvant générer une gêne pour la circulation des véhicules pourront être limitées.

Article N 5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis

5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables)

Les terrains dont l'unité foncière est supérieure ou égale à 200 m² doivent comprendre 15% de leur surface totale en espaces verts de pleine terre végétalisés. Le traitement végétalisé doit consister en la plantation au choix :

- De haie au port libre
- D'arbres isolés
- De bosquets d'arbres
- D'alignements d'arbres

5.2 – Espaces libres et plantations

Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées.

Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.

Afin de conserver l'ambiance rurale du territoire et de maintenir la présence de la nature dans le tissu urbain, des règles ont été fixées. Celles-ci sont d'autant plus importantes que la nature en ville répond à plusieurs fonctions : maintien des corridors écologiques, maintien d'îlots de fraîcheur en période de sécheresse, etc. Il est donc imposé un pourcentage de surface de pleine terre végétalisée et la plantation d'arbres sur les terrains.

Article N 6 - Stationnement

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée.

La taille minimale d'une place de stationnement est de 2.3 mètres par 5 mètres.

La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1.5 m².

La commune souhaite garder une marge de manœuvre pour juger de la suffisance du stationnement ou non dans la réalisation des projets. Le pétitionnaire devra donc justifier du stationnement client, fournisseur, visiteur, etc. dans la notice explicative de la demande d'autorisation d'urbanisme. Il s'agira de s'assurer que le projet prend en compte cette problématique sans report sur le domaine public, tout en laissant de la

souplesse au pétitionnaire quant au nombre exact de places requis.

SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Article N 7– Desserte par les voies publiques ou privées

7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagées de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à effectuer des manœuvres dangereuses sur la voie ;
- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir. Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage,

L'objectif de l'article AU7 est d'imposer des conditions de circulation minimum pour en assurer la sécurité et le confort. En effet, dans le cas du développement en double rideau ou de petites opérations de lotissement dont les espaces communs sont ensuite gérés en indivision, bien souvent l'accès est trop étroit ou sans visibilité sécurisée lors du raccordement à l'emprise publique. La commune rappelle donc qu'en cas de problème de sécurité (sortie dans un virage par exemple), elle peut s'opposer au projet. De même, elle exige 3 mètres minimum concernant les accès privés, y compris les servitudes. Un rappel est également fait concernant l'obligation en matière d'accessibilité aux personnes handicapées en matière de création de voirie et/ou d'emprise publique.

ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

Article N 8 – Condition de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eaux devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec les caractéristiques du réseau. L'évacuation

La commune a souhaité encadrer le raccordement au réseau afin de limiter notamment l'impact sur l'eau en tant que ressource et en tant que milieu récepteur mais aussi pour assurer la salubrité publique.

Dans ce cadre, elle a imposé le raccordement au réseau collectif d'eau potable et d'assainissement des eaux usées lorsque ce dernier existe.

En cas d'inexistence de ce réseau, il est rappelé que la mise en place d'un dispositif autonome est obligatoire afin d'éviter tout rejet non traité dans l'environnement.

Concernant le réseau d'eau potable, la commune souhaite ne pas avoir à subir de façon imprévue une surcharge éventuelle du réseau due à l'implantation d'une entreprise fortement consommatrice en eau (ex : agro-industrie, papeterie etc...). Par conséquent, elle indique qu'elle se réserve le droit de pouvoir choisir ou non le raccordement et donc le renforcement éventuel par la collectivité, du réseau. En cas de refus du raccordement, elle laisse la possibilité à l'entreprise de pouvoir trouver ses propres ressources en eau (via un forage par exemple) et ce, en conformité avec les exigences de l'Agence Régionale pour la Santé.

Il en va de même pour les eaux usées non domestiques. Elle rappelle que le rejet direct, sans pré traitement est interdit afin de ne pas polluer le réseau, la station et éventuellement le milieu récepteur in fine. Si

des eaux usées non domestiques dans le **réseau collectif d'assainissement est** subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et compte-tenu des caractéristiques du milieu récepteur.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privatives doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

jamais la commune refuse le branchement sur le réseau d'assainissement collectif, le porteur de projet peut trouver des solutions de traitement sur son unité foncière avec un rejet dans le réseau conformément aux exigences du gestionnaire.

Globalement la commune souhaite contrôler les raccordements aux réseaux afin de contrôler les prélèvements de la ressource en eau mais également les rejets pollués dans les milieux.

Concernant les eaux pluviales, la commune connaît parfois des surcharges du réseau unitaire qui peuvent mettre en difficulté les stations d'épurations ou surcharger le réseau d'eau pluvial séparé. Par conséquent, la commune a souhaité réguler l'apport des eaux pluviales dans son réseau en imposant une infiltration systématique. Néanmoins certaines zones peuvent être argileuses et/ou infiltrées difficilement. Le pétitionnaire devra donc prouver les difficultés ou **l'impossibilité d'infiltration (grâce à une étude de sol)** pour demander un rejet dans le réseau.

Enfin, dans le cadre du développement des communications numérique, la commune reconferme les pratiques des travaux de VRD **en imposant les fourreaux d'attente pour le développement de la fibre optique.**

5. ANNEXES



SÉCHERESSE ET CONSTRUCTION SUR SOL ARGILEUX :

réduire les dommages

Les désordres aux constructions consécutifs à la sécheresse touchent plus de 75 départements. Ils présentent un coût élevé pour la collectivité et gênent de très nombreux habitants. Cependant l'ampleur de cette sinistralité et des indemnités peut être largement limitée par le respect des règles de construction et par la prise en compte des conditions géologiques locales. En effet, le coût d'adaptation au sol, garant de la pérennité de la maison, est sans rapport avec les frais et les désagréments des désordres potentiels. C'est pourquoi agir pour la prévention est l'intérêt de tous.

Vous êtes constructeur : votre responsabilité peut être engagée. Même si la sécheresse était imprévisible, vous devez justifier d'avoir pris toutes les mesures utiles pour empêcher les dommages. La jurisprudence précise qu'un évènement relevant de la catégorie des catastrophes naturelles, au sens de la loi du 13/07/1982, ne constitue pas nécessairement pour autant un cas de force majeure exonératoire de la responsabilité des constructeurs. En effet, les deux conditions posées par l'article L 125-1 du code des assurances sont " que la cause déterminante des dommages soit l'intensité anormale d'un agent naturel et que les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'aient pu empêcher leur survenance " (Cour de Cassation, CIV 1^{ère} chambre 09/06/1998 et 07/07/1998, 3^{ème} CIV 27/06/2001).

Ensemble, mobilisés pour réduire les futurs dommages dus au retrait-gonflement. Cette brochure présente des recommandations préventives pour réaliser des bâtiments neufs sur sol argileux. En les mettant en œuvre, vous limitez le risque de désordres. De plus, lorsque la commune sur laquelle vous construisez est dotée d'un Plan de Prévention des Risques (PPR) retrait-gonflement, ces recommandations sont réglementaires et connues du grand public. Les techniques de réparation des constructions endommagées par la sécheresse ne sont pas abordées ici.



AGENCE QUALITÉ CONSTRUCTION

Avec le soutien du secrétariat d'État au logement (DGPU) et en collaboration avec les représentants des professionnels du bâtiment, de l'assurance et de la géotechnique.



Dispositions préventives : 2 cas

❶ Pour réaliser des maisons individuelles - hors permis groupé - en zones classées sensibles, le Plan de Prévention des Risques (PPR) retrait-gonflement prévoit la construction selon les missions géotechniques ou à défaut, le respect de dispositions constructives forfaitaires.

❷ Pour tous les autres projets de construction - hors bâtiments annexes non accolés et bâtiments à usage agricole - les missions géotechniques sont obligatoires afin d'adapter la réalisation en fonction des caractéristiques du sol.

DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES FORFAITAIRES

Le PPR distingue deux zones réglementaires caractérisées par des niveaux d'aléa croissants. Dans ces zones, pour les maisons individuelles, les dispositions constructives forfaitaires se distinguent par les profondeurs minimales de fondation préconisées en l'absence d'étude de sol : 1,20 m minimum en zone B1 (aléa fort) et 0,80 m minimum en zone B2 (aléa moyen à faible) - sauf rencontre de sols durs non argileux. Les conditions de dépassement sont relatives à l'exposition à un risque exceptionnel ou à l'examen du fond de fouille.



Avec ces profondeurs de fondations, il convient dans les deux zones de respecter les règles suivantes :

▪ Certaines dispositions sont **interdites**, telles que : exécuter un sous-sol partiel sous une même partie de bâtiment. ❶ Sous un sous-sol total, le sol d'assise est le même, ce qui limite le risque de tassement différentiel.



▪ Certaines dispositions sont **prescrites**, telles que :

- sur terrain en pente, descendre les fondations plus profondément à l'aval qu'à l'amont, afin de garantir l'homogénéité de l'ancrage ; ❷



- réaliser des fondations sur semelles continues, armées et bétonnées à pleine fouille, selon les préconisations du DTU 13.12 (Fondations superficielles) ;

- désolidariser les parties de construction fondées différemment au moyen d'un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ; ❸

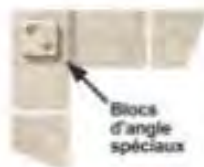


DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ADAPTÉES SELON LES MISSIONS GÉOTECHNIQUES

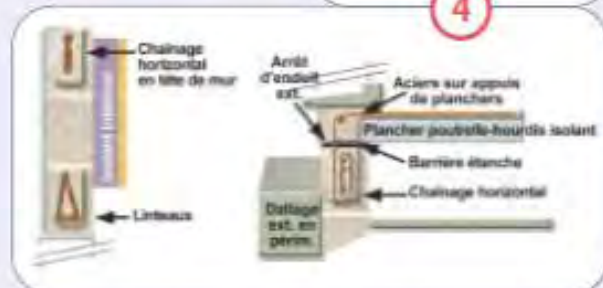
Le PPR préconise la réalisation de la maison individuelle à partir des missions G0 (sondages, essais et mesures) + G12 (exemples de pré-dimensionnement des fondations), définies dans la norme NF P 94-500.

OU

- mettre en œuvre des chaînages horizontaux et verticaux des murs porteurs liaisonnés selon les préconisations du DTU 20.1 (1) - en particulier au niveau de chaque plancher ainsi qu'au couronnement des murs; la continuité et le recouvrement des armatures de chaînage concourants en un même nœud permettent de prévenir la rotation de plancher. Ainsi, la structure résistera mieux aux mouvements différentiels;



4



- adapter le dallage sur terre plein, à défaut de la réalisation d'un plancher sur vide sanitaire ou sur sous-sol total. La présence d'une couche de forme en matériaux sélectionnés et compactés est nécessaire pour assurer la transition mécanique entre le sol et le corps du dallage. Le dallage sur terre plein doit être réalisé en béton armé, selon les préconisations du DTU 13.3;
- prévoir un dispositif spécifique d'isolation thermique des murs en cas de source de chaleur en sous-sol; (2)
- mettre en place un trottoir périphérique et/ou une géomembrane d'1.50 m de large pour limiter l'évaporation à proximité immédiate des murs de façade. (3)

DISPOSITIONS RELATIVES À LA VIABILITÉ ET À L'ENVIRONNEMENT

- **Certaines dispositions sont interdites, telles que :**
 - toute plantation d'arbre ou d'arbuste à une distance inférieure à la hauteur adulte H ($1 H$ pour les arbres solés et $1,5 H$ pour les haies) sauf mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m; (4)
 - le pompage dans une nappe superficielle à moins de 10 m de la construction; (5)
- **Certaines dispositions sont prescrites, telles que :**
 - les rejets d'eaux usées en réseau collectif ou à défaut, un assainissement autonome conforme aux dispositions de la norme XP P 16-603, référence DTU 64.1. Les rejets d'eaux pluviales doivent se faire à distance suffisante de la construction; (6)
 - l'étanchéité des canalisations d'évacuation et la mise en œuvre de joints souples aux raccordements; (7)
 - le captage des écoulements superficiels - avec une distance minimum de 2 m à respecter entre la construction et la présence éventuelle d'un drain, mis en place selon le DTU 20.1; (8)
 - sur une parcelle très boisée, le respect d'un délai minimal d'un an entre l'arrachage des arbres ou arbustes et le début des travaux de construction.



SINISTRALITÉ ET OUTILS DE PRÉVENTION

Phénomène naturel

Les variations de teneur en eau dans le sol induisent des variations de volume, à l'origine des tassements différentiels.

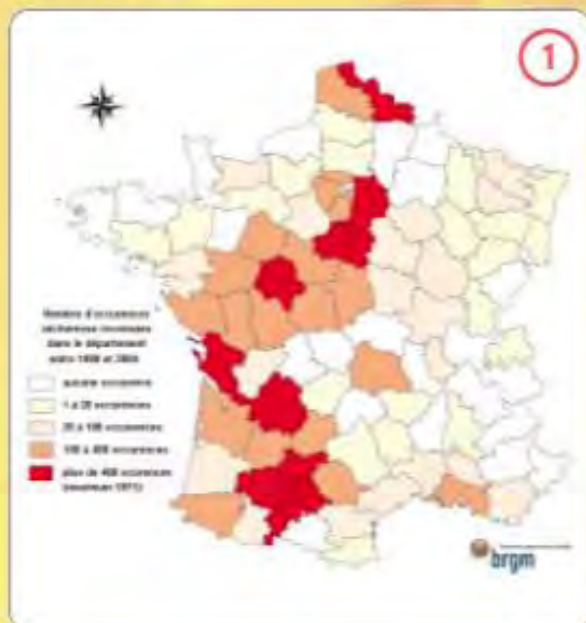
Dispositions constructives vulnérables

L'exemple type de la construction sinistrée par la sécheresse est une maison individuelle, avec sous-sol partiel ou à simple rez-de-chaussée et avec dallage sur terre plein, fondée sur semelles continues, peu ou non armées, pas assez profondes (moins de 80 cm voire moins de 40 cm) et reposant sur un sol argileux, avec une structure en maçonnerie, sans chaînage horizontal. Ce type de structure ne peut pas accepter sans dommages de mouvements différentiels supérieurs à 2 mm/m.

Sinistralité : combien et où ?

- Principales périodes de sécheresse : 1989/92 et 1996/97 - 5 000 communes dans 75 départements ; 2003 - 7 000 communes demandent leur classement en état de catastrophe naturelle. ①
- Coût global : 3.3 milliards d'euros de 1989 à 2002 hors coûts pris en charge par l'assurance construction.
- Coût moyen d'un sinistre : 10 000 €.

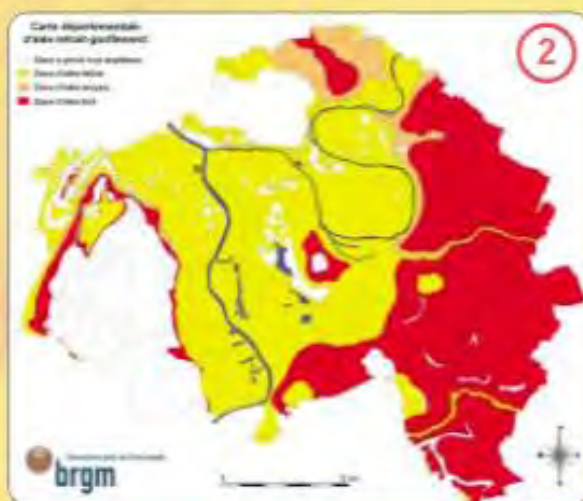
La sécheresse répétée, identifiée depuis 1976, a eu d'importantes répercussions sur le compartiment de certains sols argileux et par voie de conséquence, de nombreuses constructions fondées sur ces terrains ont subi des dommages plus ou moins graves. C'est un phénomène peu spectaculaire, qui ne met pas en danger de vie humaine mais qui a touché 300 000 maisons entre 1989 et 2002.



①

Qu'est-ce qu'une carte départementale d'aléa? ②

Un programme de cartographie de l'aléa retrait-gonflement est en cours sur une quarantaine de départements, les plus touchés par le phénomène. Établies par le BRGM, à la demande du ministère de l'Écologie et du développement durable et des préfetures, ces cartes départementales d'aléa, accessibles sur Internet (<http://www.argiles.fr>) au fur et à mesure de leur parution, visent à délimiter les zones qui sont susceptibles de contenir, dans le proche sous-sol, des argiles gonflantes et qui peuvent donc être affectées par des tassements différentiels par retrait, en période de sécheresse.



②

Plans de Prévention des Risques (PPR): quelles contraintes?

À partir des cartes d'aléa, les PPR retrait-gonflement des argiles ont pour objectif de faciliter la prise en compte du risque au stade de la conception des projets de construction dans les communes les plus affectées par le phénomène. Comme indiqué en pages centrales, ils contiennent : des prescriptions constructives simples, des exigences réglementaires peu contraignantes et n'entraînent pas d'inconstructibilité ; des recommandations pour une gestion de l'environnement proche de la maison afin de limiter les mouvements différentiels dus aux variations hydriques.

Pour en savoir plus

- Qualité Construction, n° 87 nov/déc. 2004, éd. AOC.
- Sinistres liés à la sécheresse, éd. CEBTP, 2001.
- La construction économique sur sols gonflants, P. Mouroux, P. Margon et J.-C. Pirie, Manuels et Méthodes n° 14, éd. BRGM, 1998.
- Guide de la Prévention Sécheresse et Construction ministère de l'Écologie et du développement durable, éd. la documentation française, 1993.

Sites Internet

- <http://www.qualiteconstruction.com>
- <http://www.prim.net>
- <http://www.brgm.fr>
- <http://www.argiles.fr>
- <http://www.mm-gpsa.org>

5.2 LES ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

LES ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

Selon l'évaluation des écosystèmes*, pour le millénaire, publiée par les nations unies en 2005, les invasions biologiques sont considérées comme la seconde cause de perte de la biodiversité* à l'échelle mondiale, après la destruction et la dégradation des habitats naturels.

Qu'est-ce qu'une espèce exotique envahissante ?

Une espèce exotique envahissante est une espèce exotique (allochtone**), dont l'introduction par l'homme (volontaire ou fortuite), l'implantation et la propagation menacent les écosystèmes, les habitats ou les espèces indigènes, avec des conséquences écologiques et/ou économiques et/ou sanitaires négatives.

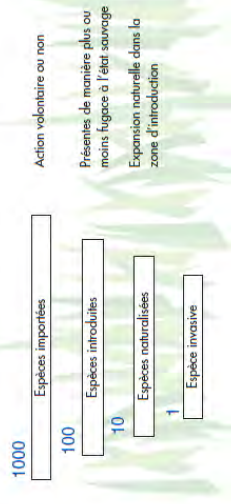
(définition de l'union internationale pour la conservation de la nature IUCN)



Balsamine de Himalaya

Toutes les espèces exotiques sont-elles envahissantes ?

Les espèces exotiques n'induisent pas toutes des conséquences néfastes. Seule une petite proportion devient invasive : sur 1 000 espèces importées, 1 devient invasive.



Quelques exemples

La renouée du Japon : cette plante, introduite à des fins ornementales, a conquis tout le territoire national. Elle montre des capacités d'invasion remarquables du fait d'une multiplication par simple bouturage de fragments végétaux.
Elle élimine les autres végétaux et conduit à une banalisation du milieu. Aucun moyen de lutte n'est réellement efficace.



Le raisin d'Amérique : cette plante toxique est reconnaissable à sa tige rouge violacée et à ses fruits noirs disposés en grappe. Outre sa nocivité lorsqu'il est ingéré en grande quantité, la présence du raisin d'Amérique conduit à une destruction de la microfaune et de la microflore du sol.
Une éradication par arrachage semble envisageable.



Le buddleia ou arbre à papillons : introduit après guerre, cet arbre produit un nectar qui attire les insectes pollinisateurs dont les papillons, ce qui a fait son succès dans les jardins.
Cette espèce concurrencie les espèces autochtones. Afin de lutter contre sa propagation, il est conseillé de couper les inflorescences.



L'écrevisse de Louisiane : introduite à des fins d'élevage, cette écrevisse a colonisé tout le territoire français. Multiplication efficace, forte adaptabilité, c'est l'espèce envahissante par excellence. Elle concourt à la disparition des écrevisses locales et elle déstabilise les berges des cours d'eau. Son éradication semble impossible.



La Bernache du Canada : introduite à des fins ornementales, cette oie, échappée de captivité, est en pleine expansion. Elle entre en compétition avec les espèces locales et s'hybride avec d'autres espèces d'oie. Un grand nombre sur certains étangs, leurs fientes peuvent altérer la qualité de l'eau.



Glossaire

Biodiversité : variétés des espèces vivantes, peuplant la biosphère ou un écosystème donné.

Ecosystème : unité écologique fonctionnelle constituée par un ensemble d'organismes vivants exploitant un milieu naturel déterminé.

Espèce allochtone ou non indigène : espèce d'origine étrangère à une zone déterminée, apparue par introduction volontaire ou non.

Espèce autochtone ou indigène : espèce originaire d'une zone déterminée.

Hybridation : croisement entre individus appartenant à deux espèces différentes.

Reproduction sexuée : phénomène par lequel les êtres vivants donnent une descendance, via la rencontre de cellules femelles et de cellules mâles.

Multiplication asexuée : capacité des organismes vivants à se multiplier seul (sans partenaire) : bourgeonnement, marottage, bouturage...

Contacts utiles

Direction départementale des Territoires de l'Yonne :
service environnement - 3 rue Monge BP 79 89011 Auxerre Cedex
ddt-se-nature-paysages@yonne.gouv.fr

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :
service départemental de l'Yonne - 90 avenue Jean Jaures 89400 Migennes
sd89@oncfs.gouv.fr

Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) :
service départemental de l'Yonne, 6 avenue Denfert-Rochereau 89000 Auxerre
sd89@onema.fr

Fédération départementale des groupements de défenses contre les organismes nuisibles (FDGDDN) :
service départemental de l'Yonne - Avenue du 4ème RI 89000 Auxerre
fdgden89@free.fr



Rédaction et conception : service environnement DDT de l'Yonne
Photos : DDT, ONEMA, ADAB, David Carmignac EFFY, FDGDDN
Imprimé par Filigrane Février 2012

Des informations sont disponibles sur le site internet EEE-FIF (Espèces Exotiques Envahissantes - Faune introduite en France) : <http://ees.mnh.fr>

Pourquoi certaines espèces exotiques deviennent-elles invasives ?



Rongeur

- Certaines espèces sont avantagées par leurs caractéristiques propres :
- reproduction sexuée* ou multiplication asexuée* efficace
 - forte adaptabilité (tolérance vis-à-vis des polluants)
 - grande capacité à utiliser les ressources du milieu
 - pouvoir de compétition supérieur

De plus, leurs causes de mortalités sont souvent réduites du fait de l'absence de prédateur, de parasite et d'exploitation par l'homme.

Dans leur aire d'origine, en Amérique du Sud, les populations de rongeurs sont régulées par les calmars et les punais. En Europe, ce rongeur, à l'état adulte, ne connaît aucun prédateur. L'absence de prédateur et une natalité explosive rend cet animal particulièrement invasif.

Comment ces espèces sont-elles introduites ?

Ces espèces sont introduites par :

- introduction volontaire directe dans l'environnement
- Les cochenilles asiatiques ont été introduites en Europe au début du XIXe siècle pour lutter biologiquement contre les pucerons.
- introduction volontaire après culture ou captivité
- Le vison d'Amérique, utilisé pour l'élevage de pelletter, a été relâché dans le milieu naturel suite à la crise de la fourrure dans les années 1980.
- introduction accidentelle
- Le triton asiatique est arrivé en France via des marchandises chinoises.



Cochenille asiatique

La circulation des espèces exotiques est favorisée par la mondialisation des échanges commerciaux et des transports.

Quels sont les impacts des espèces exotiques envahissantes ?

Les espèces exotiques envahissantes provoquent 3 types d'impacts :

- Impacts sanitaires : certaines espèces occasionnent directement des problèmes de santé publique, notamment l'ambrosie et la tige du Caucase (espèces allergènes). D'autres espèces sont des vecteurs ou des réservoirs de maladies transmissibles à l'homme (rage, leptospirose, maladie de Lyme...).



Frelon asiatique

Exemple : l'écureuil de Corée est un meilleur réservoir de la bactérie responsable de la maladie de Lyme que les rongeurs locaux.

- Impacts écologiques : ces espèces sont impliquées dans la régression et la disparition d'espèces indigènes*, par le biais de mécanismes tels que la compétition, la prédation, la modification voire la disparition des habitats, l'hybridation*, la transmission de maladies.

Exemple : outre le fait que l'écrevisse américaine soit plus compétitive que l'écrevisse à pieds blancs, elle lui transmet la peste de l'écrevisse dont elle est porteuse saine.

- Impacts socio-économiques : ces impacts incluent les effets préjudiciables sur les rendements agricoles, apicoles, forestiers, les coûts de la restauration des milieux naturels mais aussi les coûts dus à la modification des usages (pêche, tourisme...).

Exemple : l'étiquette voit dans le frelon asiatique un nouveau prédateur face auquel elle n'est pas armée. La diminution du nombre d'abeilles butineuses, dont il se nourrit, conduit à une baisse de la production en miel.

Quels sont les textes réglementaires de référence relatifs à ces espèces ?

L'article L.411-3 du code de l'Environnement
L'article R.432-5 du code de l'Environnement
L'arrêté du 6 avril 2007 relatif au contrôle des populations de rongeurs et de rats musqués
L'arrêté du 2 mai 2007 interdisant la commercialisation, l'utilisation et l'introduction dans le milieu naturel de la Jusie à grandes fleurs et de la Jusie rampante
L'arrêté du 30 juillet 2010 interdisant sur le territoire métropolitain l'introduction, dans le milieu naturel, de certaines espèces de vertébrés.

La réglementation en matière d'espèces exotiques envahissantes est en constante évolution. Les références présentées ne sont pas exhaustives.

Peut-on éliminer ces espèces ?

Dès lors qu'une espèce allochtone est installée et qu'elle commence à se disperser, il est quasiment impossible de l'éliminer. Même son confinement et la limitation de ses effectifs sont des opérations compliquées et coûteuses. Ces espèces peuvent être éliminées lorsqu'elles sont à un stade d'installation précoce.

La veille est donc un aspect important de la lutte contre les espèces exotiques envahissantes.



Ouette d'Égypte

Comment limiter la propagation de ces espèces ?

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

- Ne pas ramener d'espèces végétales et animales lors de voyages à l'étranger
- Ne pas cueillir, ramasser, transporter, déplacer une espèce animale ou végétale inconnue, ou exotique envahissante connue

RECOMMANDATIONS PROPRES AUX ESPÈCES ANIMALES

- Ne pas relâcher dans la nature des espèces animales exotiques : espèces aquariophiles, nouveaux animaux de compagnie, oiseaux...
- Ne pas favoriser les espèces exotiques envahissantes par nourrissage
- Prendre les précautions nécessaires lors de la manipulation des espèces animales exotiques pour éviter la fuite de spécimens dans le milieu naturel (vidange d'aquarium)

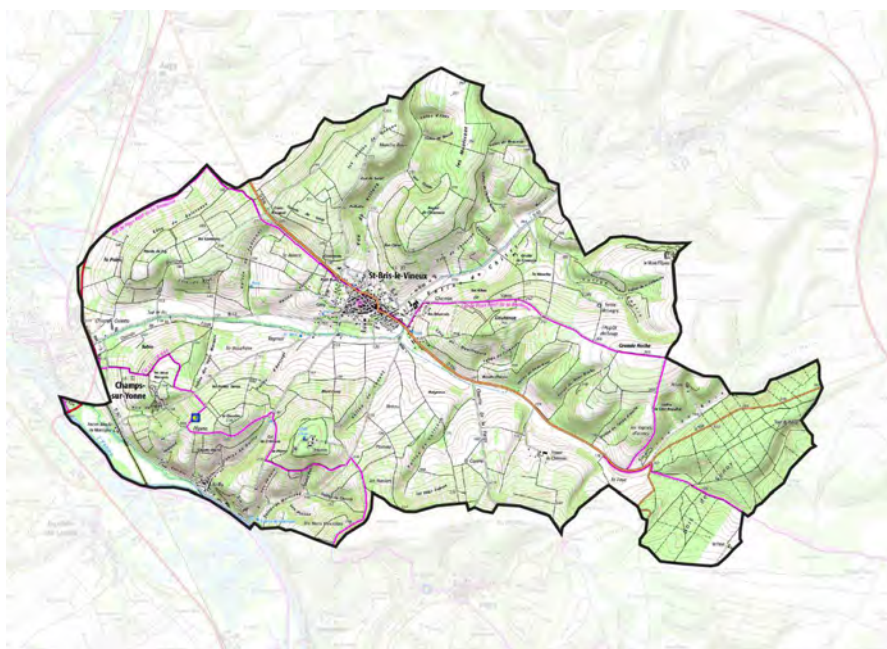
RECOMMANDATIONS PROPRES AUX ESPÈCES VÉGÉTALES

- Éviter d'implanter dans son jardin des espèces exotiques, préférer les espèces locales
- Ne pas tenter d'éliminer une espèce végétale exotique envahissante sans s'être renseigné auprès d'organismes compétents : le remède est parfois pire que le mal
- Ne pas se débarrasser de ses déchets verts dans le milieu naturel, mais les confier, si possible, à une déchetterie
- Ne pas laisser monter à graine, les espèces ornementales de jardin
- Ne pas transporter ou disséminer de la terre contaminée
- Nettoyer le matériel contaminé par une espèce exotique envahissante



COMMUNE DE SAINT-BRIS-LE-VINEUX (89)

Plan Local d'Urbanisme



PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Objet	Arrêté le 29 septembre 2022 par le Conseil d'Agglomération de l'Auxerrois
Approuvé le	
Révisé le	
Modifié le	
Mis à jour le	

1. Assurer un développement démographique cohérent en privilégiant l'optimisation des capacités foncières existantes.....	3
1.1 Encourager une croissance démographique maîtrisée et en cohérence avec le territoire	3
1.2 Adapter l'offre de logements en fonction des évolutions sociétales	3
1.3 Mettre en œuvre un développement urbain soucieux du cadre de vie rural	3
2. Limiter la consommation foncière.....	4
2.1 Réinvestir l'offre de logements existants pour limiter la consommation foncière	4
2.2 Favoriser le développement urbain en densification plutôt qu'en extension.	4
3. Renforcer l'offre en équipements et en mobilité pour améliorer la qualité du cadre de vie	5
3.1 Renforcer l'offre en équipements	5
3.2 Favoriser le développement de la mobilité douce	5
3.3 Réduire les contraintes liées aux déplacements automobiles	5
4. Valoriser les activités économiques du territoire	6
4.1 Préserver l'activité agri-viticole comme activité forte du territoire	6
4.2 Permettre l'accueil de nouvelles entreprises et activités.....	6
4.3 Maintenir l'offre en commerces de proximité et développer le secteur touristique.....	6
5. Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux	7
5.1 Conserver l'identité territoriale.....	7
5.2 Protéger, gérer et valoriser le contexte environnemental communal.....	7
5.3 Rationnaliser et repenser l'utilisation des ressources énergétiques.....	7

Saint-Bris-le-Vineux est une petite ville qui bénéficie d'une attractivité autour de ses caractéristiques géographiques, paysagères et architecturales :

- Une commune de proximité aux portes d'Auxerre,
- Un vignoble remarquable et remarqué source d'une économie importante et structurant les paysages,
- Le passage de l'Yonne au niveau de Bailly complétant le potentiel touristique de la commune.

Le développement de Saint-Bris-le-Vineux se base sur 5 axes dans lesquels des objectifs multi-thématiques seront abordés : socio-économique, environnemental, paysager, agri-viticole, etc.

Les axes fondateurs visent à :

1. Assurer un développement démographique cohérent en privilégiant l'optimisation des capacités foncières existantes
2. Limiter la consommation foncière
3. Renforcer l'offre en équipements et en mobilité pour améliorer la qualité du cadre de vie
4. Valoriser les activités économiques du territoire
5. Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux

1. Assurer un développement démographique cohérent en privilégiant l'optimisation des capacités foncières existantes

1.1 Encourager une croissance démographique maîtrisée et en cohérence avec le territoire

La commune de Saint-Bris-le-Vineux souhaite poursuivre une croissance démographique mesurée afin que les équipements présents sur le territoire soient toujours en capacité de répondre aux besoins des habitants.

La commune espère inverser la tendance démographique de ces dernières années, marquée par une perte constante du nombre d'habitants, en poursuivant une croissance moyenne de +0,3% par an, soit un gain de l'ordre de 61 habitants d'ici 2035 par rapport à 2021, pour atteindre un seuil de 1 108 habitants.

1.2 Adapter l'offre de logements en fonction des évolutions sociétales

Compte tenu des ambitions démographiques évoquées ci-dessus, la commune espère :

- Compenser les phénomènes démographiques actuels. Autrement dit, il s'agit d'adapter l'offre de logements pour que celle-ci réponde aux besoins actuels des ménages dont la taille diminue continuellement (d'ici 2035, la taille moyenne des ménages envisagée est de 2,09 personnes), due notamment au desserrement des ménages ;
- Offrir des possibilités d'accueil pour les nouveaux habitants qui représentent l'un des éléments majeurs pour assurer une croissance démographique positive dans les années à venir.

Ces éléments nécessitent la mise à disposition de 82 logements sur la commune.

1.3 Mettre en œuvre un développement urbain soucieux du cadre de vie rural

Le développement urbain de la commune de Saint-Bris-le-Vineux doit prioriser des sites stratégiques :

- Encourager la conservation d'un bourg dynamique où il est possible de se déplacer sans dépendre d'un véhicule ou des autres ;
- Protéger les terres agricoles de l'urbanisation puisqu'elles constituent un poumon économique et un symbole pour le territoire communal.

La proximité dans ce contexte doit rester l'un des principes fondamentaux du développement de la commune.

2. Limiter la consommation foncière

2.1 Réinvestir l'offre de logements existants pour limiter la consommation foncière

Afin de réduire la consommation des espaces naturels et agricoles, la commune de Saint-Bris-le-Vineux encourage le réinvestissement des logements existants. La réhabilitation de ces logements est une priorité communale ; ils sont estimés à 74 en 2020 (données LOVAC).

Ainsi, 36 logements (soit 50% des logements vacants) peuvent être mobilisés sans utiliser de nouveau foncier. Ces logements peuvent être le résultat soit de la réhabilitation d'anciens logements pour répondre aux besoins actuels des ménages, soit de la création de plusieurs logements au sein de grosses bâtisses.

2.2 Favoriser le développement urbain en densification plutôt qu'en extension

La commune souhaite atteindre une densité de 15 logements à l'hectare, permettant de répondre au besoin en logements dans une enveloppe foncière totale de 36,8 hectares maximum.

La mobilisation des potentiels constructibles disponibles au sein du tissu urbain existant est privilégiée avant le recours aux extensions de l'urbanisation, dans un souci de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers conformément aux objectifs nationaux. Il s'agit d'encourager :

- La mobilisation des dents creuses, c'est-à-dire des terrains non bâtis situés au cœur du tissu urbain et aptes à accueillir des constructions ;
- La mobilisation des grandes parcelles densifiables par division foncière par exemple.

Au total, 36 logements seront à créer dans cette optique de densification.

Les extensions urbaines devront être organisées, c'est-à-dire qu'elles devront être liées au tissu urbain existant et les aménagements devront favoriser les déplacements sécurisés pour tous les modes, afin d'assurer la transition entre le milieu urbain et les autres zones. 10 logements supplémentaires pourront ainsi être créés en extension.

3. Renforcer l'offre en équipements et en mobilité pour améliorer la qualité du cadre de vie

3.1 Renforcer l'offre en équipements

L'accueil de nouveaux habitants sur la commune se fera par un renforcement de l'offre en équipements ; cela concerne notamment l'école primaire, la maison de retraite et les équipements sportifs.

Ainsi les équipements publics existants devront être adaptés à la population actuelle et à venir.

3.2 Favoriser le développement de la mobilité douce

La question des mobilités est centrale dans la commune de Saint-Bris-le-Vineux et concerne plus largement les déplacements externes pour assurer la bonne connexion au reste du territoire. L'adaptation aux besoins de la population actuelle et à venir est nécessaire :

- Renforcer l'offre en transports collectifs, pour toutes les personnes qui n'ont pas accès à un déplacement autonome en voiture. Cela concerne notamment les personnes à mobilité réduite, les personnes âgées ainsi que les jeunes, mais également les populations modestes ;
- Promouvoir les circulations douces, notamment à vélo et/ou à pied, en valorisant les liaisons déjà existantes et en encourageant la création de nouvelles, telles que la voie douce autour du bourg. Les futures opérations de logements devront proposer des cheminements pour les modes de déplacements doux ;
- Adapter le bourg aux évolutions récentes pour qu'il soit possible de circuler quel que soit le mode de transport choisi et que la sécurité des usagers soit garantie.

3.3 Réduire les contraintes liées aux déplacements automobiles

Outre le développement d'une offre de déplacements adaptée, la question des mobilités inclue également celle du stationnement :

- Les nouveaux projets de logements devront prévoir suffisamment d'espaces de stationnement en fonction des usages en dehors du domaine public ;
- Des solutions devront être trouvées pour régler la question du stationnement sauvage qui se développe dans le bourg et qui empêche la circulation libre et sécurisée des modes doux.

De plus, les nouvelles opérations d'aménagement devront veiller à limiter l'exposition des habitants aux nuisances causées par les déplacements, notamment le long des routes départementales qui sillonnent le territoire communal.

4. Valoriser les activités économiques du territoire

4.1 Préserver l'activité agri-viticole comme activité forte du territoire

La terre est la matière première essentielle pour le bon développement de nos activités agri-viticoles. En conséquence :

- La limitation drastique de la consommation des terres agro-naturelles pour le logement et les autres activités est essentielle pour concilier tous les besoins de la commune.
- Les espaces viticoles compris dans l'AOC Saint-Bris, de l'appellation Village du vignoble de l'Auxerrois sont à protéger.

Les bâtiments agricoles évoluent, des besoins de création sont nécessaires pour accompagner la croissance économique, tandis que d'autres bâtiments intéressent moins parce qu'ils ne sont plus adaptés ou leur localisation rend leur fonctionnement compliqué.

- Le changement de destination de ces constructions ne pourra être autorisé que sous certaines conditions pour ne pas pénaliser le maintien de l'activité agricole.

Toutefois le développement de l'activité agri-viticole ne doit pas se faire aux dépens de la santé des habitants de la commune. L'exposition aux produits phytosanitaires utilisés pour la production agri-viticole doit être maîtrisée, grâce à l'ouverture de zones d'urbanisation suffisamment éloignées des terres cultivées.

4.2 Permettre l'accueil de nouvelles entreprises et activités

Le dynamisme de la commune, et plus largement celui de l'agglomération auxerroise, repose en partie sur son développement économique. Ainsi, les deux zones d'activités économiques présentent à Saint-Bris-le-Vineux doivent être pérennisées pour assurer le renforcement du tissu d'activités locales et le maintien d'emplois sur le territoire.

Dans ce contexte, une extension maîtrisée de la zone d'activités économiques des Champs Galottes est prévue, au sud de la RD 62, afin de pouvoir accueillir de nouvelles entreprises et d'assurer si besoin le déplacement d'activités existantes. Quant à la zone d'activités située à l'Est du bourg, le foncier libre devra être optimisé.

4.3 Maintenir l'offre en commerces de proximité et développer le secteur touristique

Le développement économique de la commune de Saint-Bris-le-Vineux va répondre à plusieurs objectifs :

- Soutenir le développement des commerces de proximité au sein du bourg et dans le hameau de Bailly. Le développement des grands commerces sera laissé aux autres villes de l'agglomération auxerroises dans un souci de préservation de l'identité communale ;
- Encourager la mise en tourisme du territoire par la promotion des paysages et de la nature (tourisme vert et bleu), et notamment des domaines viticoles, de l'Yonne et du site de Douzein.

5. Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux

5.1 Conserver l'identité territoriale

Plusieurs éléments distinctifs de la commune sont à préserver afin de conserver l'identité territoriale, notamment les aménagements urbains et les styles architecturaux. Ainsi :

- Assurer la bonne intégration des nouvelles constructions, avec la reprise de marqueurs identitaires de la commune ;
- Valoriser le territoire avec la définition de cônes de vues pour protéger les territoires ;
- Sauvegarder le patrimoine bâti de Saint-Bris-le-Vineux, notamment dans le centre-bourg ;
- Préserver et restaurer les continuités urbaines et paysagères afin de maintenir le caractère unitaire du territoire.

5.2 Protéger, gérer et valoriser le contexte environnemental communal

Dans un objectif de conservation de l'identité territoriale, le maintien d'une forte présence végétale au sein du tissu bâti est primordial. Les connexions entre les différentes trames végétales et aquatiques devront être favorisées dans les nouvelles opérations d'aménagement.

Il en est de même de la préservation des continuités naturelles apportées par les boisements, les cours d'eau (Ru de Champs), les jardins, etc. Il s'agit ainsi d'assurer la continuité des espaces naturels d'intérêt écologique.

La trame bleue devra être préservée, qu'il s'agisse du Ru de Champs ou de l'Yonne, tout en veillant à limiter l'exposition des biens et des personnes au risque inondation (PPRI de l'Yonne).

5.3 Rationnaliser et repenser l'utilisation des ressources énergétiques

La commune souhaite encourager la transition énergétique :

- Permettre l'évolution du bâti existant pour de meilleures performances énergétiques, en particulier pour les bâtiments anciens ;
- Privilégier les formes urbaines qui économisent l'énergie naturellement (bioclimatisme) puis anticiper les besoins liés aux équipements d'énergies renouvelables ;
- Etudier le développement de la production d'énergies renouvelables sur le territoire, en le conciliant avec la protection des espaces naturels et avec le maintien de l'activité agri-viticole.

Carte du PADD à l'échelle du territoire communal

1 - Assurer un développement démographique cohérent en privilégiant l'optimisation des capacités foncières existantes

● Développer le tissu urbanisé en mobilisant le foncier disponible dans le tissu urbain existant (Partie Actuellement Urbanisée)

2 - Limiter la consommation foncière

○ Proscrire le développement du hameau «Baillly»

3 - Renforcer l'offre en équipements et en mobilité pour améliorer la qualité du cadre de vie

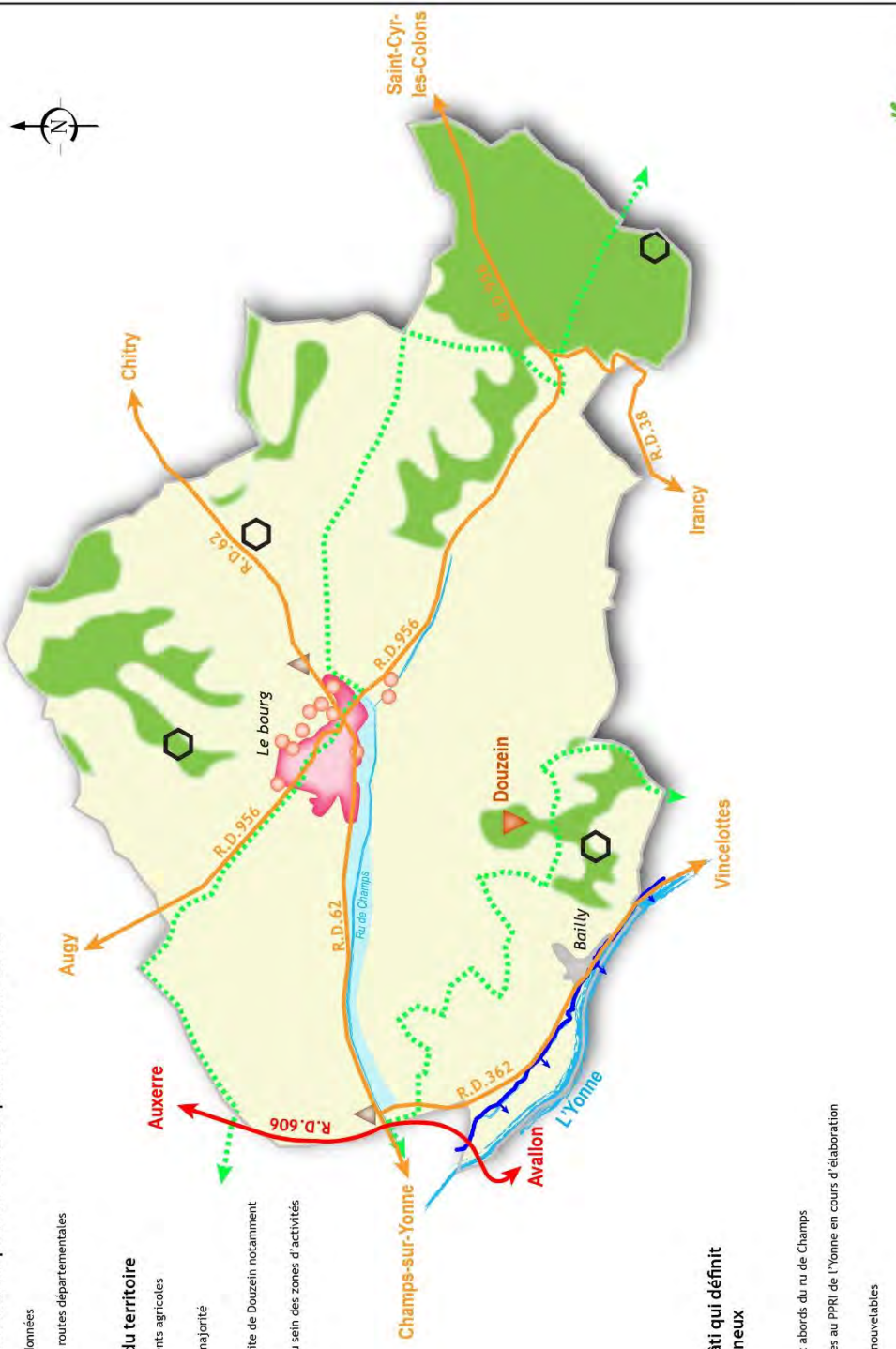
→ Valoriser les chemins de Grandes Randonnées
 ↔ Limiter l'exposition aux nuisances des routes départementales

4 - Valoriser les activités économiques du territoire

● Maintenir la fonctionnalité des bâtiments agricoles liés principalement à la viticulture
 ○ Préserver les terres agricoles dont la majorité est classée en AOC «Saint-Bris»
 ▲ Encourager le tourisme au niveau du site de Douzein notamment
 ▲ Renforcer le tissu économique local au sein des zones d'activités

5 - Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux

■ Maintenir la trame verte
 ■ Protéger les continuités naturelles aux abords du ru de Champs
 ⇄ Prendre en compte les contraintes liées au PPRI de l'Yonne en cours d'élaboration
 ○ Permettre la production d'énergies renouvelables



Carte du PADD au niveau du bourg

- 1 - Assurer un développement démographique cohérent en privilégiant l'optimisation des capacités foncières existantes**

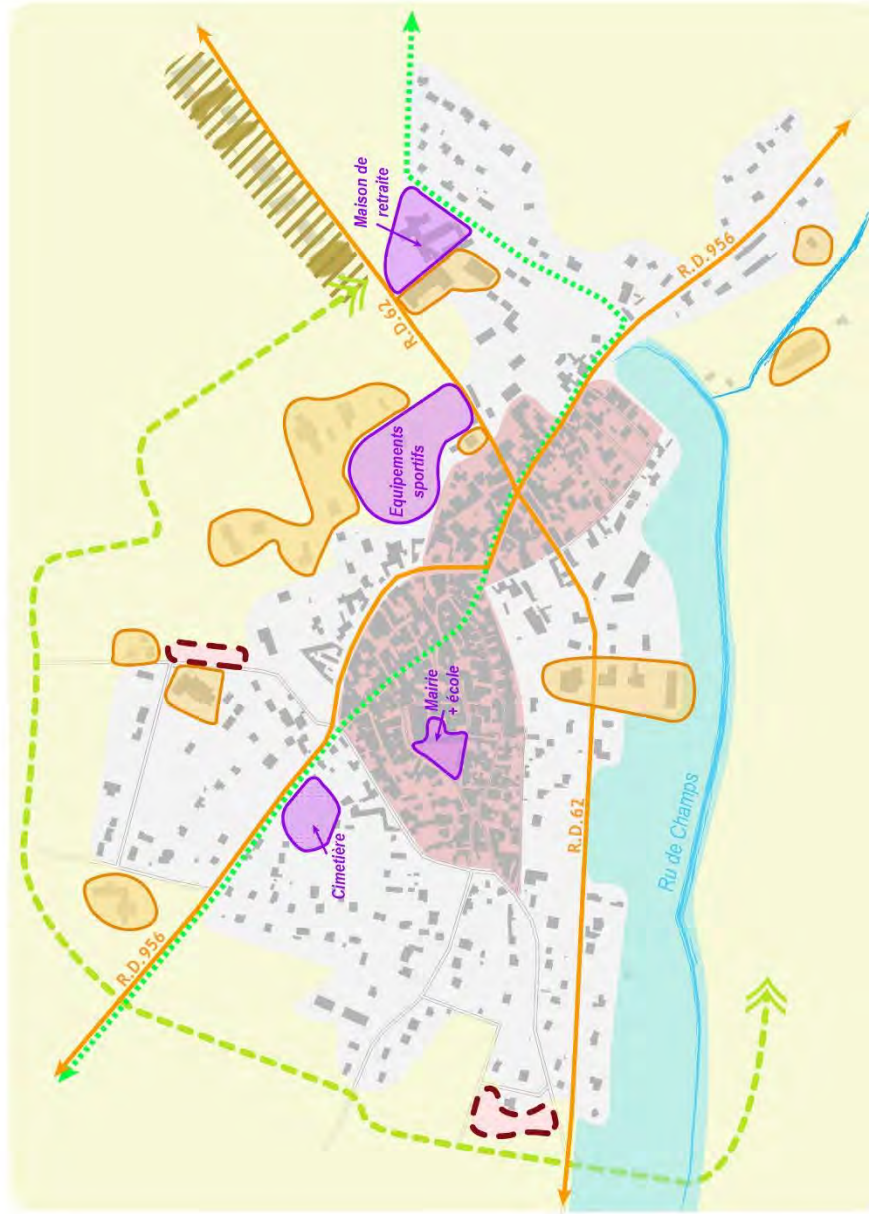
Développer le tissu urbanisé en mobilisant le foncier disponible dans le tissu urbain existant (Partie Actuellement Urbanisée)
- 2 - Limiter la consommation foncière**

Extensions maîtrisées autour du bourg
- 3 - Renforcer l'offre en équipements et en mobilité pour améliorer la qualité du cadre de vie**

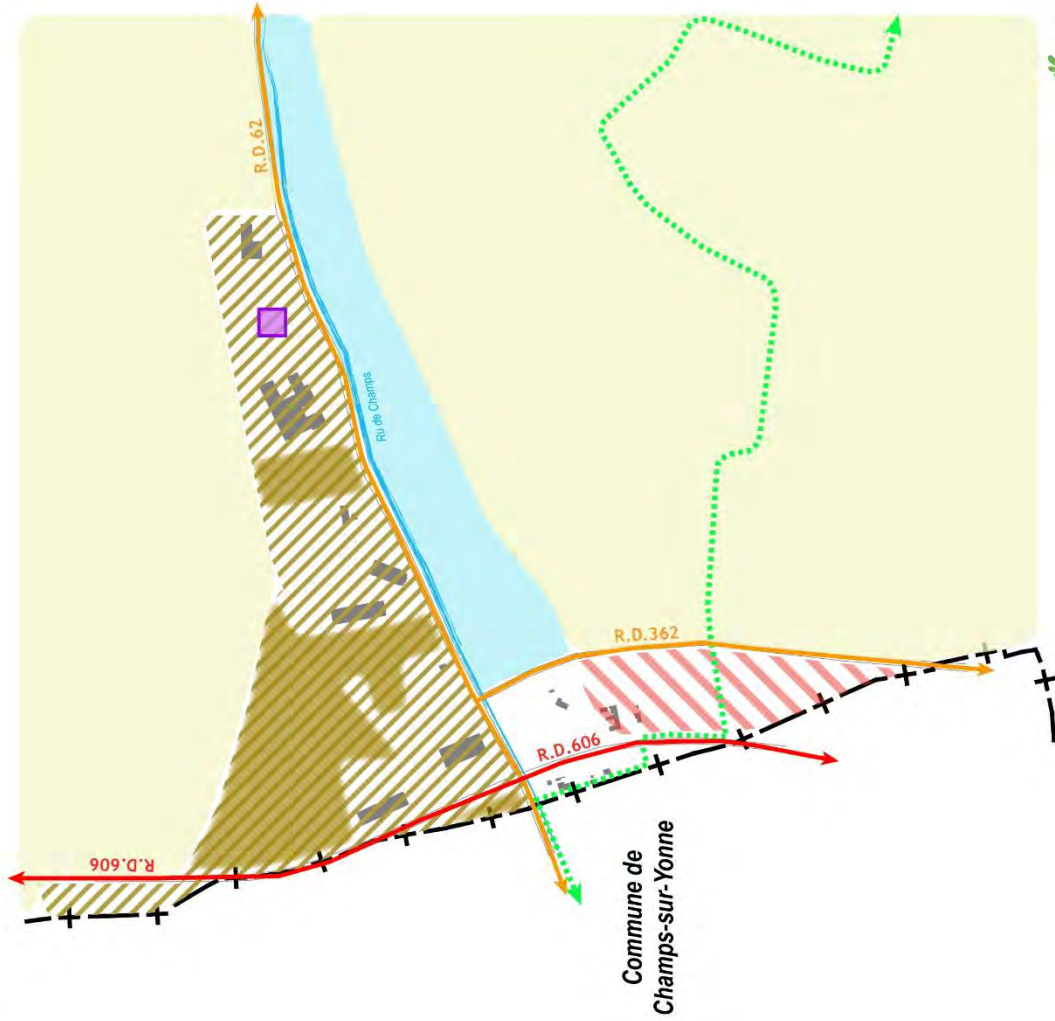
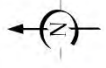
 - Renforcer l'offre d'équipements publics
 - Valoriser le chemin du GR de Pays Rétif de la Bretagne
 - Encourager les mobilités douces grâce à une voie dédiée
 - Limiter l'exposition aux nuisances des routes départementales
- 4 - Valoriser les activités économiques du territoire**

 - Préserver les terres agricoles dont la majorité est classée en AOC - "Saint-Bris"
 - Maintenir la fonctionnalité des bâtiments agricoles
 - Maintenir la zone d'activités existante
 - Optimiser le foncier libre existant à l'intérieur de la zone d'activités
- 5 - Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux**

 - Sauvegarder le patrimoine bâti de qualité
 - Protéger les continuités naturelles aux abords du ru de Champs



Carte du PADD au niveau des Champs Galottes



2 - Limiter la consommation foncière

Extension maîtrisée d'une future zone d'activités au sud de la RD n° 62

3 - Renforcer l'offre en équipements et en mobilité pour améliorer la qualité du cadre de vie

Renforcer l'offre d'équipements publics

Valoriser le chemin du GR 13 - GR 654

Limiter l'exposition aux nuisances des routes départementales

4 - Valoriser les activités économiques du territoire

Préserver les terres agricoles dont la majorité est classée en ADC «Saint-Bris»

Maintenir la zone d'activités existante

Optimiser le foncier libre existant à l'intérieur de la zone d'activités

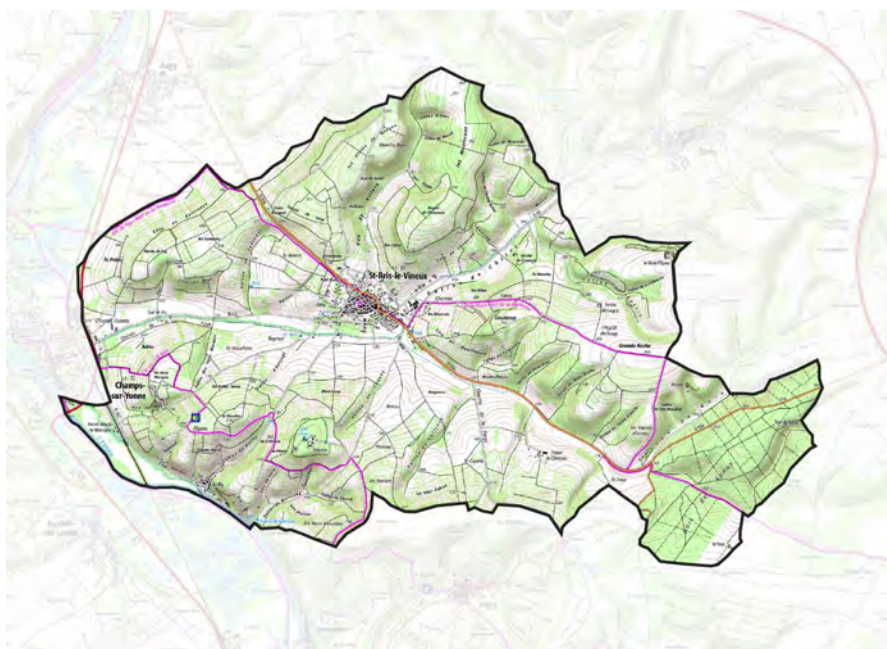
5 - Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux

Protéger les continuités naturelles aux abords du ru de Champs



COMMUNE DE SAINT-BRIS-LE-VINEUX (89)

Plan Local d'Urbanisme



ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Objet	Arrêté le 29 septembre 2022 par le Conseil d'Agglomération de l'Auxerrois
Approuvé le	
Révisé le	
Modifié le	
Mis à jour le	

1	PREAMBULE	3
2	OAP SECTORIELLE « HABITAT » - GRISY.....	6
3	OAP SECTORIELLE « HABITAT » - SAINT-BLAISE	8
4	OAP SECTORIELLE « ACTIVITES » - CHAMPS GALOTTES.....	10

1 PREAMBULE

Créées par la loi portant Engagement National pour l'Environnement de 2010 (dite loi Grenelle II), les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sont des pièces opposables du PLU, c'est-à-dire que les autorisations d'occupation du sol et les opérations d'aménagement doivent leur être compatibles.

Elles peuvent donc permettre d'identifier des éléments de patrimoine naturel ou de paysage à conserver, restaurer ou créer, définir des principes en termes de liaisons douces, de gestion des eaux pluviales, d'aménagement des entrées de ville, d'urbanisation adaptée aux tissus urbains environnants ou aux objectifs de protection patrimoniale, etc.

Les OAP sont régies par les articles L.151-6 et L.151-7 du Code de l'Urbanisme qui précisent que :

« Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

Elles peuvent notamment :

- 1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;
- 2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;
- 3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;
- 4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;
- 5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;
- 6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu à l'article L. 151-35. »

Ce présent document expose les choix retenus par la commune de Saint-Bris-le-Vineux dans le cadre de son PLU. Les présentes Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sont « sectorielles ». Elles visent à définir des principes d'aménagement à suivre dans le cadre de traitement des secteurs à enjeux de la commune.

➔ Les OAP sectorielles « Habitat »

Les deux zones identifiées sont situées dans les secteurs dits de « Grisy » et « Saint-Blaise ».

Conformément à la loi Climat et Résilience de 2021, les Orientations d'Aménagement et de Programmation doivent présenter un échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation des différentes zones concernées. Ainsi, la commune envisage d'ouvrir dans un premier temps à l'urbanisation la zone dite de « Grisy » ; la zone dite de « Saint-Blaise » sera ouverte à l'urbanisation 5 ans après l'ouverture de la première zone AU. Dans les deux cas, l'urbanisation des zones suivra un aménagement d'ensemble.



Figure 1 - Carte de localisation des OAP Grisy et Saint-Blaise

➔ Les OAP sectorielles « Activités »

La commune de Saint-Bris-le-Vineux a identifié une zone AUX, dédiée au développement des activités économiques sur son territoire. Cette zone est située au lieu-dit « Champs Galottes », à l'Ouest du territoire, à proximité avec la commune de Champs-sur-Yonne.

Cette zone sera ouverte à l'urbanisation une fois que l'actuelle zone UX de Champs Galottes sera occupée à 80% de sa superficie.



Figure 2 - Carte de localisation de l'OAP "Champs Galottes"

2 OAP SECTORIELLE « HABITAT » - GRISY

Mode d'aménagement : d'ensemble
Superficie totale : 0,9 ha

CONTEXTE

Le secteur dit de « Grisy » se situe au Sud-Ouest du bourg de Saint-Bris-le-Vineux, à proximité de la RD 62 qui mène directement à Champs-sur-Yonne.

ENJEUX ET OBJECTIFS

L'objectif est de permettre d'aménager et de développer un secteur dédié à l'habitat, à proximité du bourg et des équipements qui y sont disponibles. Ce secteur propose ainsi un cadre de vie privilégié. Sur ce secteur, une densité de 15 logements à l'hectare sera appliquée pour répondre aux besoins des ménages qui souhaitent s'installer sur la commune.

PRINCIPES D'AMENAGEMENTS

- *Desserte et déplacements*

L'accès à la zone se fera en partie depuis la Rue de Grisy qui relie le bourg de Saint-Bris-le-Vineux (Nord-Est) à la Route de Champs (Sud-Ouest). Une nouvelle voie prendra ainsi appui sur cette route pour permettre de desservir les lots qui sont situés au centre de la zone.

La circulation au sein de la zone s'effectuera à double sens.

Le secteur devra prévoir un stationnement suffisant et proportionnel aux besoins des constructions pour l'accueil des visiteurs.

- *Espaces verts, espaces publics et patrimoine*

L'aménagement de la zone devra permettre une gestion qualitative des différents espaces. Les espaces verts sont à privilégier sur ce secteur, pour permettre d'assurer au mieux le passage de la zone agricole et à la zone urbaine. Cet aménagement paysager pourra prendre plusieurs formes : plantation d'arbres d'alignement, haies vives composées d'essences locales, pieds d'arbres plantés, etc.

Une haie végétale devra être créée sur le pourtour de la zone, afin de limiter l'impact visuel de cette nouvelle extension depuis l'entrée de bourg et d'assurer un cadre de vie de qualité.










- *Desserte en réseaux et gestion des eaux pluviales*

L'aménagement de la zone devra permettre la conservation du bon écoulement des eaux pluviales. Une étude de sol déterminera la solution adéquate pour le recueil des eaux.

La gestion du pluviale devra être réalisée prioritairement en noues enherbées et en bassin paysager d'infiltration. Tout bassin bâché et grillagé est prohibé. L'objectif est de donner un usage récréatif au bassin en tant qu'espace vert paysagé. Pour ce faire, le mobilier adéquat devra être prévu. En cas d'incapacité technique, une gestion sous chaussée ou enterrée sera alors envisagée.

Orientations d'aménagement et de programmation «Grisy»

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

-  Zone dédiée à l'habitat
-  Les déplacements
-  Voirie à créer avec accompagnement végétal
-  Liaison douce à créer
-  Espace public paysager - Stationnement
-  La gestion des espaces
-  Bande paysagère à créer
-  Espace paysager avec trame arborée
-  Bassin de gestion des eaux pluviales



3 OAP SECTORIELLE « HABITAT » - SAINT-BLAISE

Mode d'aménagement : au fur et à mesure
Superficie totale : 0,3 ha

CONTEXTE

Le secteur dit de « Saint-Blaise » est situé au Nord du bourg de Saint-Bris-le-Vineux, le long du chemin des Vaux de Villiers. Cette voie permet une connexion directe avec le centre-bourg.

Ce secteur est situé au cœur d'une zone multifonctionnelle, mêlant à la fois l'activité viticole, compte tenu de la présence de chais notamment, et des maisons d'habitation.

ENJEUX ET OBJECTIFS

Ce secteur a pour objectif d'offrir des espaces supplémentaires pour développer l'habitat au cœur de Saint-Bris-le-Vineux. Ainsi, une densité de 15 logements par hectare sera appliquée sur ce secteur, répondant aux souhaits et aux critères actuels des ménages. Compte tenu de sa localisation, cette zone va ainsi permettre de densifier l'urbanisation dans le centre-bourg, en profitant des services et des équipements qui y sont proposés.

PRINCIPES D'AMENAGEMENTS

- *Desserte et déplacements*

La localisation du secteur ne nécessite pas la création d'une nouvelle voie. L'accès se fera directement depuis le chemin des Vaux de Villiers.

Le secteur devra prévoir un stationnement suffisant et proportionnel aux besoins des constructions pour l'accueil des visiteurs.

- *Espaces verts, espaces publics et patrimoine*

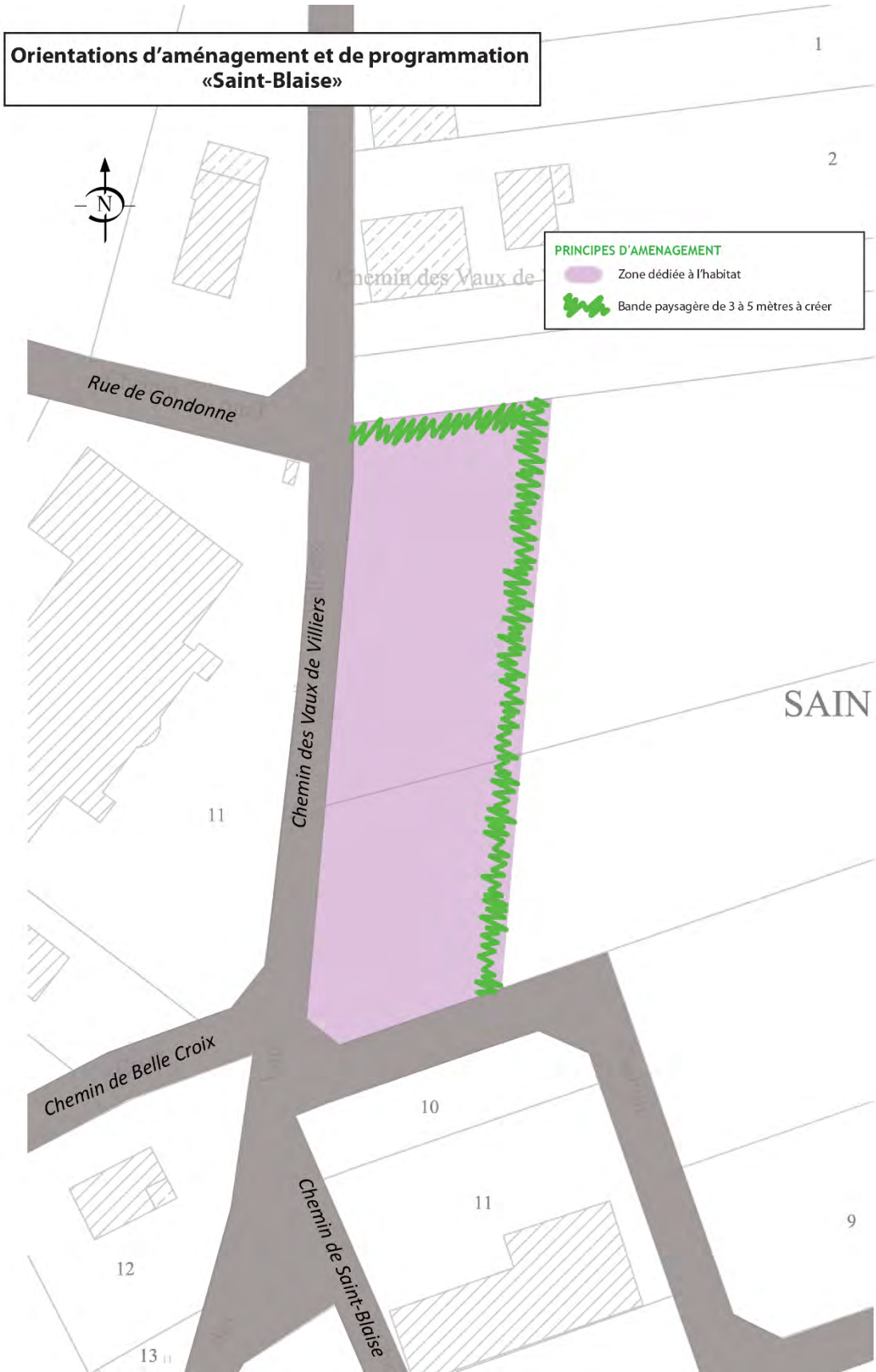
Une bande paysagère devra être créée à l'Est du secteur afin de faciliter la transition avec la zone agricole, mais également de limiter l'impact paysager induit par ces nouvelles constructions.

- *Desserte en réseaux et gestion des eaux pluviales*

L'aménagement de la zone devra permettre la conservation du bon écoulement des eaux pluviales. Une étude de sol déterminera la solution adéquate pour le recueil des eaux.

Les eaux devront être gérées sur l'emprise du projet, sauf impossibilité technique avérée.

**Orientations d'aménagement et de programmation
«Saint-Blaise»**



4 OAP SECTORIELLE « ACTIVITES » - CHAMPS GALOTTES

Mode d'aménagement : au fur et à mesure
Superficie totale : 3,5 ha

CONTEXTE

La zone AU des Champs Galottes s'inscrit dans la continuité Sud de l'actuelle zone des Champs Galottes, qui est située au Nord de la RD 62, qui relie Champs-sur-Yonne au bourg de Saint-Bris-le-Vineux. Cette zone bénéficie d'une bonne accessibilité et visibilité, grâce à sa proximité avec la RD 606.

ENJEUX ET OBJECTIFS

L'aménagement de ce secteur devra répondre à plusieurs objectifs :

- Offrir des disponibilités foncières supplémentaires pour les entrepreneurs locaux pour permettre l'implantation de nouvelles activités ;
- Regrouper les activités et éviter leur étalement en dehors des zones qui leur sont dédiées ;
- Mutualiser les accès par la voirie existante et par la RD 362 ;
- Permettre une bonne intégration de la zone en entrée de ville.

PRINCIPES D'AMENAGEMENTS

- *Desserte et déplacements*

L'accès à la zone sera rendu possible par la RD 362 ; chaque lot sera desservi par une entrée individuelle. Aucun accès direct ne sera autorisé depuis la RD 606, qui est classée route à grande circulation.

- *Espaces verts, espaces publics et patrimoine*

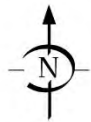
La façade principale des bâtiments sera orientée du côté de la RD 362.

Des bandes paysagères de taille suffisante devront être réalisées autour de la zone pour limiter l'impact des futurs bâtiments et offrir une bonne transition avec les espaces agricoles et naturels alentours.

- *Desserte en réseaux et gestion des eaux pluviales*

L'aménagement de la zone devra permettre la conservation du bon écoulement des eaux pluviales. Une étude de sol déterminera la solution adéquate pour le recueil des eaux pluviales. La gestion du pluvial devra être prioritairement réalisée en noues et en bassin paysager d'infiltration. Tout bassin bâché et grillagé est prohibé. La localisation se fera de préférence en point bas. En cas d'incapacité technique, une gestion sous chaussée ou enterrée sera alors envisagée.

**Orientations d'aménagement et de programmation
«Les Champs Galottes»**






Champs-sur-Yonne

Saint-Bris-le-Vineux

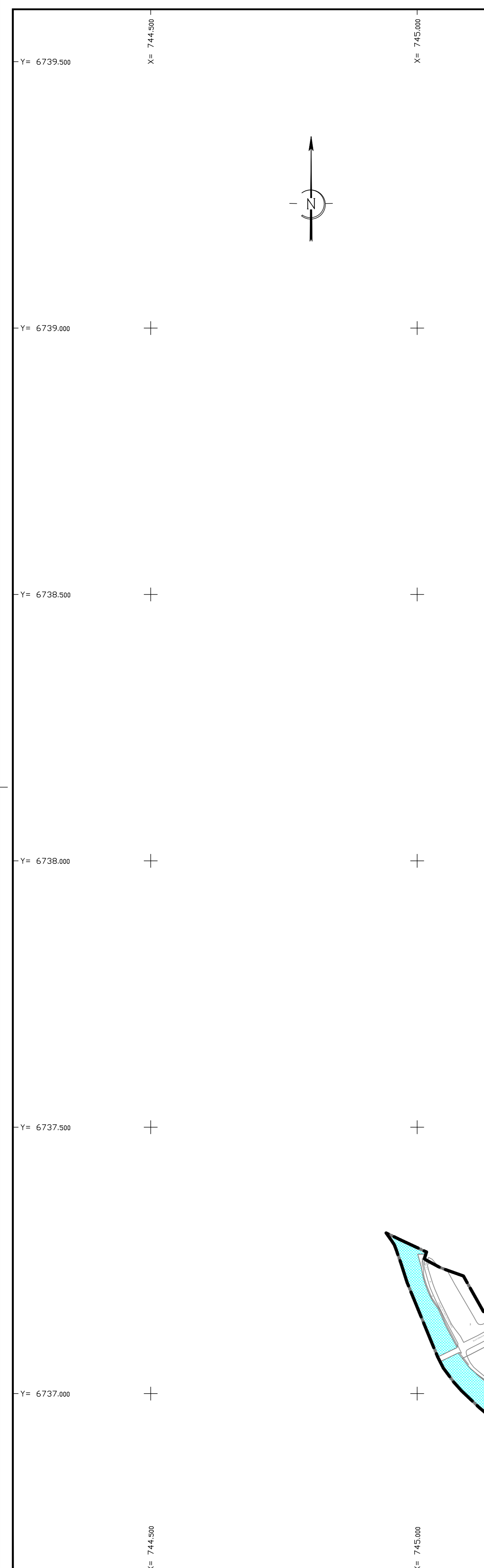
TUBIE

PRINCIPES D'AMENAGEMENT

-  Zone dédiée à l'activité
- Les déplacements**
-  Accès obligatoires à la zone
- La gestion des espaces**
-  Bande paysagère à créer



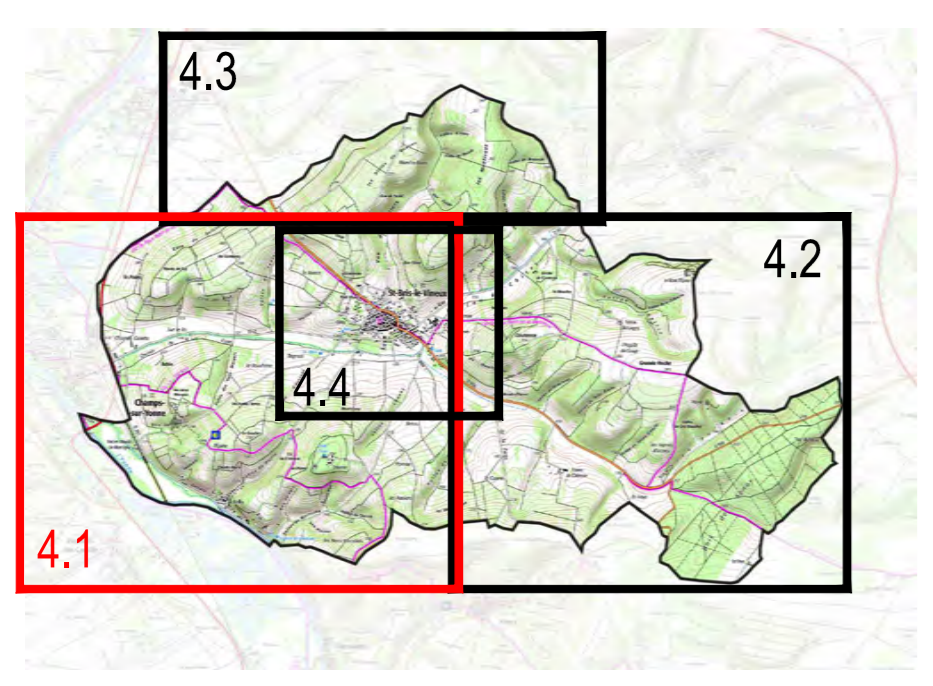
Le bourg (voir pièce n°4.4)



Pièce 4.1

COMMUNE DE SAINT-BRIS-LE-VINEUX (89)

Plan Local d'Urbanisme



PLAN DE ZONAGE
Ouest
Echelle : 1/5000

Objet	Arrêté le 29 septembre 2022 par le Conseil d'Agglomération de l'Auxerrois
Approuvé le	
Révisé le	
Modifié le	
Mis à jour le	

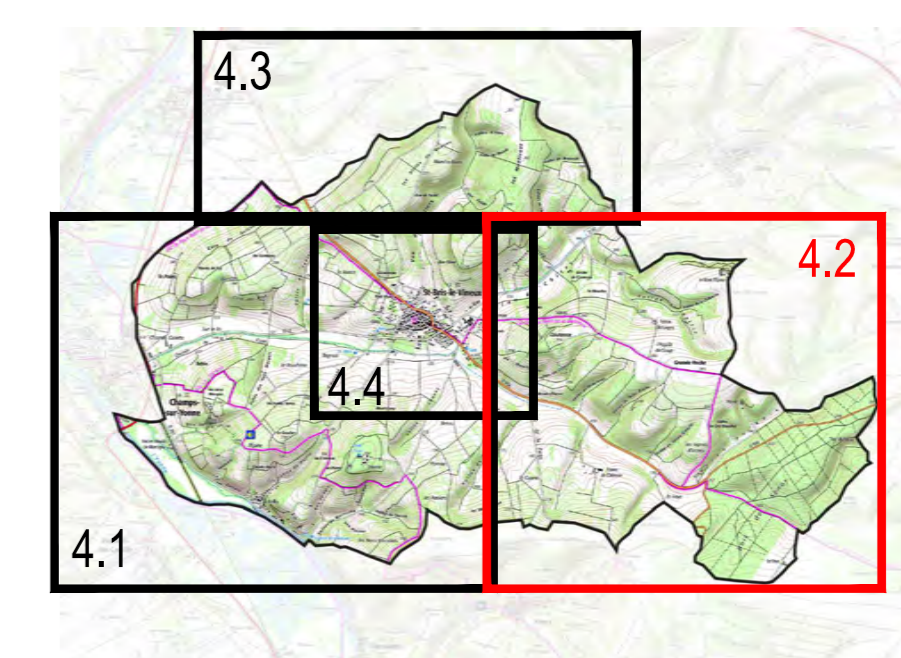
Légende :

	Limite des zones
	Espace boisé classé à conserver

	Emplacement réservé	
	Objet	Bénéficiaire
	Gestion des eaux pluviales	Commune



Plan Local d'Urbanisme



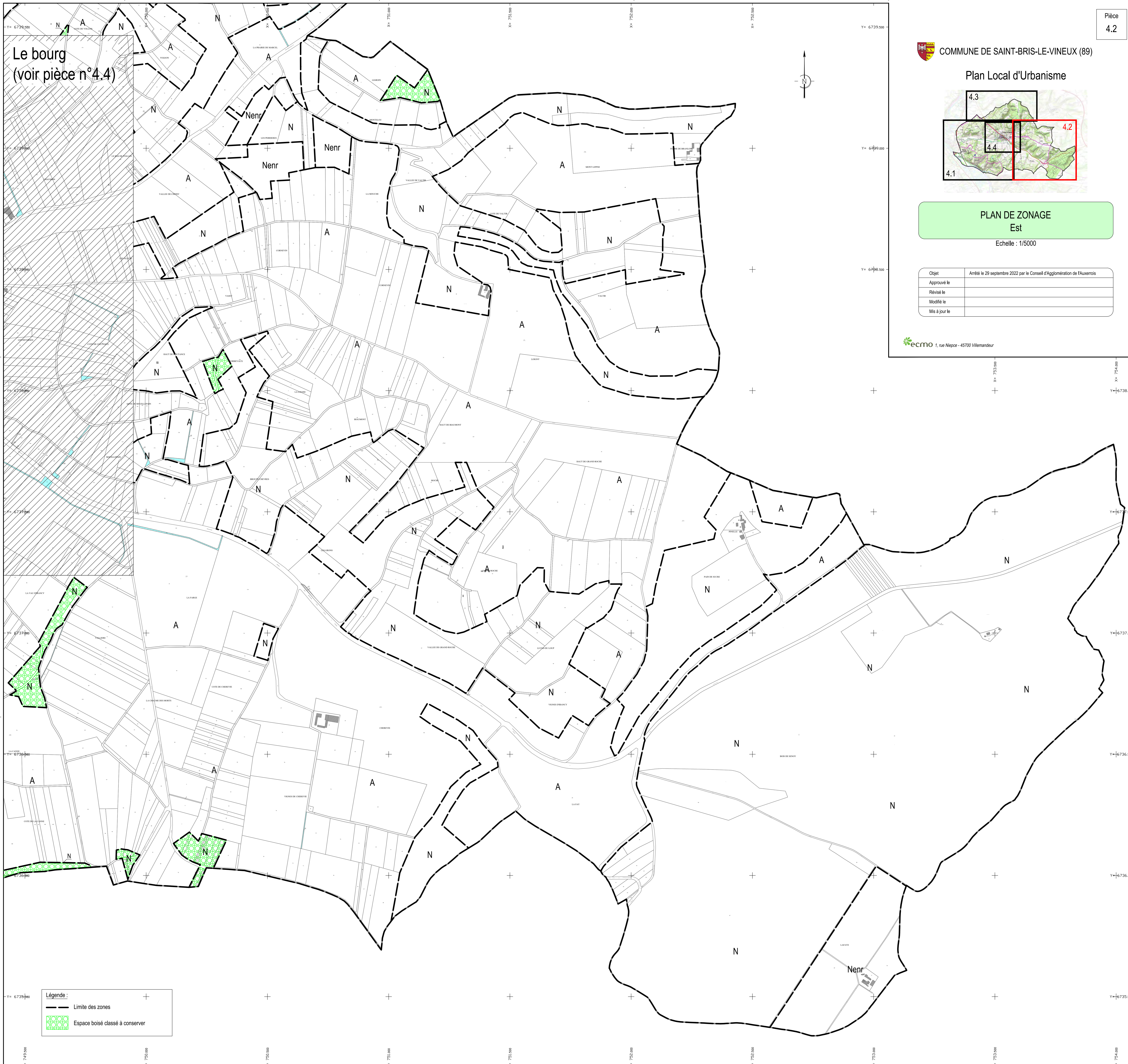
PLAN DE ZONAGE Est

Echelle : 1/5000

Objet	Arrêté le 29 septembre 2022 par le Conseil d'Agglomération de l'Auxerrois
Approuvé le	
Révisé le	
Modifié le	
Mis à jour le	

ecmo 1, rue Niepce - 45700 Villemandeur

Le bourg (voir pièce n°4.4)



Légende :

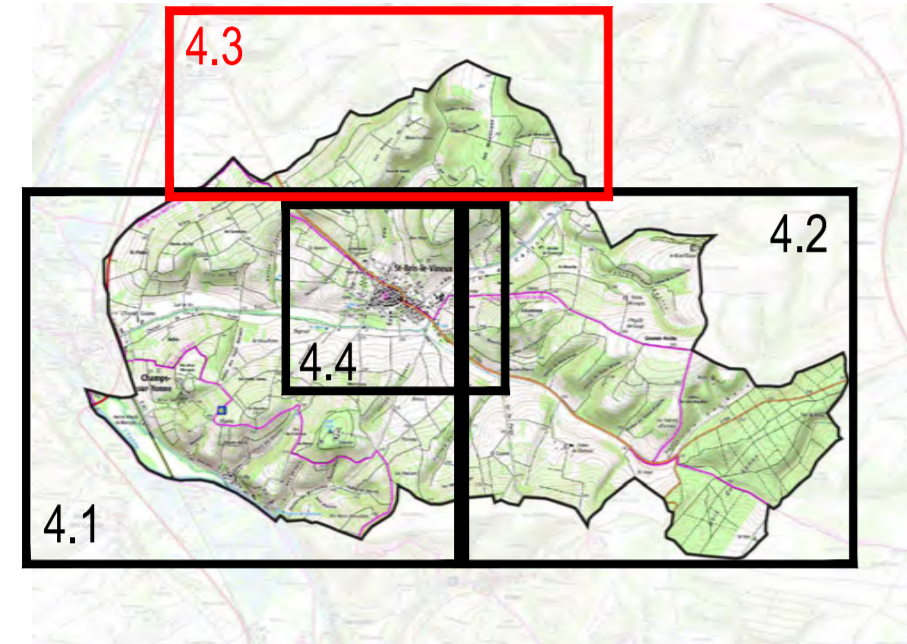
	Limite des zones
	Espace boisé classé à conserver

Y= 6739.000 X= 751.000 Y= 6739.500 X= 751.500 Y= 6740.000 X= 752.000 Y= 6740.500 X= 752.500 Y= 6741.000 X= 753.000 Y= 6741.500 X= 753.500 Y= 6742.000 X= 754.000



COMMUNE DE SAINT-BRIS-LE-VINEUX (89)

Plan Local d'Urbanisme



Pièce
4.3

PLAN DE ZONAGE Nord

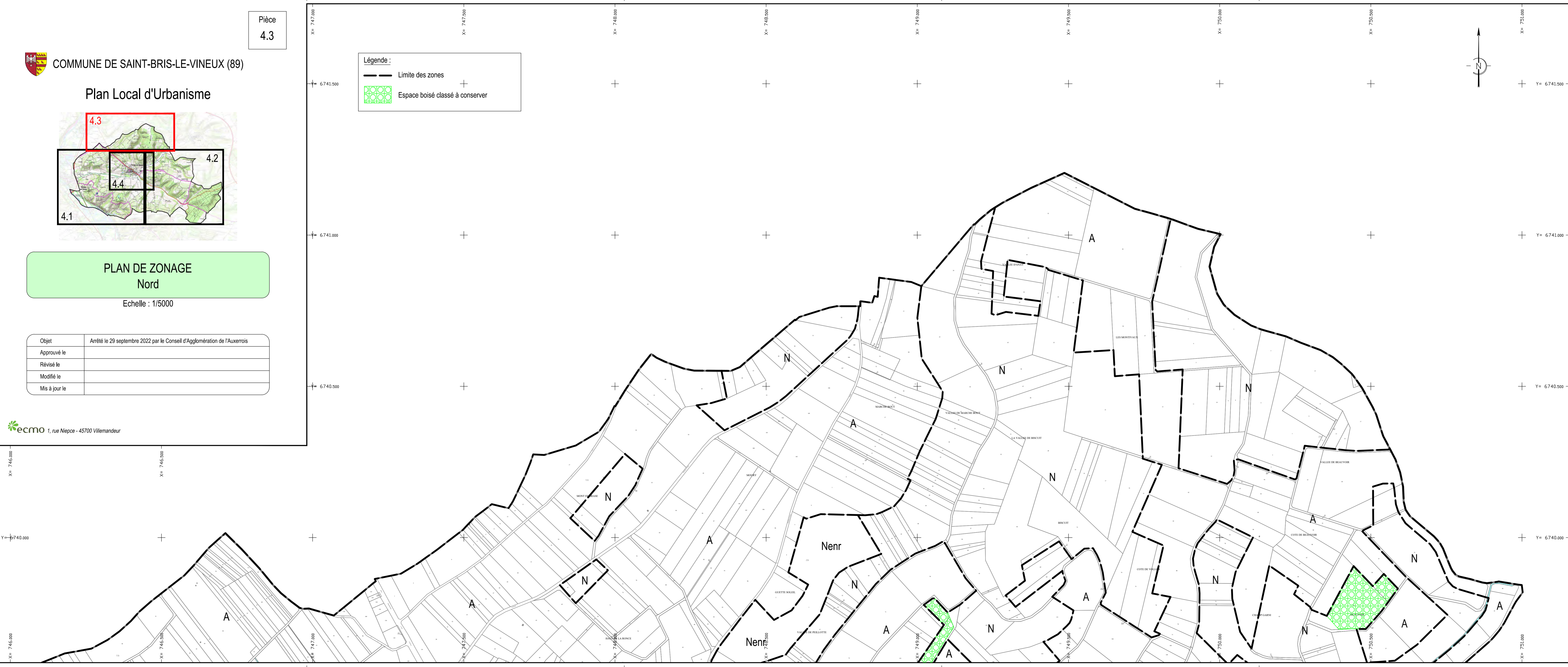
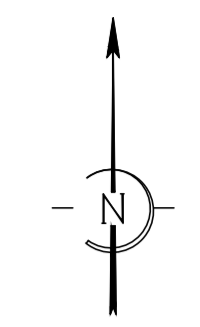
Echelle : 1/5000

Objet	Arrêté le 29 septembre 2022 par le Conseil d'Agglomération de l'Auxerrois
Approuvé le	
Révisé le	
Modifié le	
Mis à jour le	

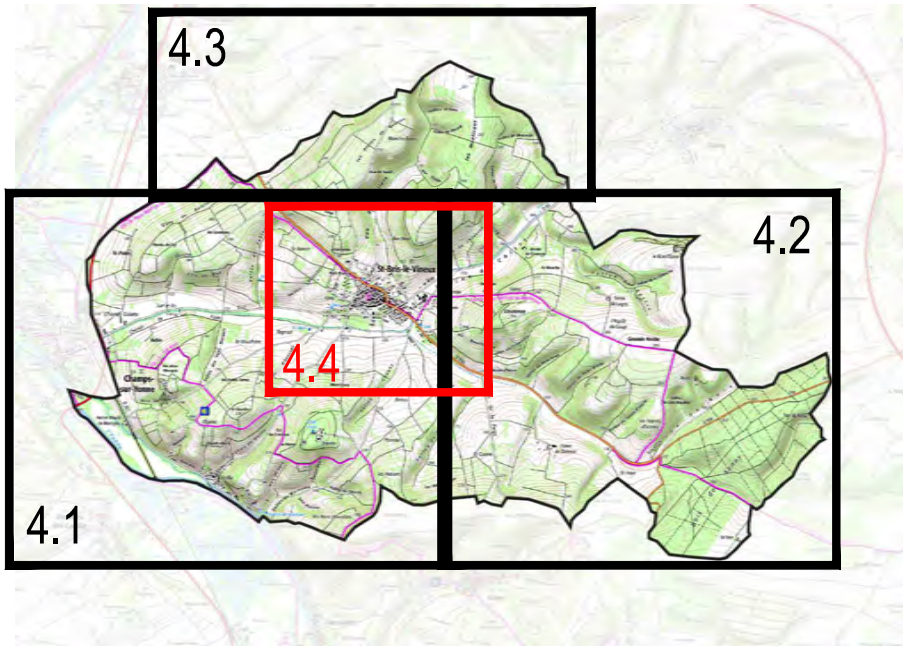
ecmo 1, rue Niepce - 45700 Villemandeur

Légende :

- Limite des zones
- ⊕ Espace boisé classé à conserver



Plan Local d'Urbanisme



PLAN DE ZONAGE
Le bourg
Echelle : 1/2500

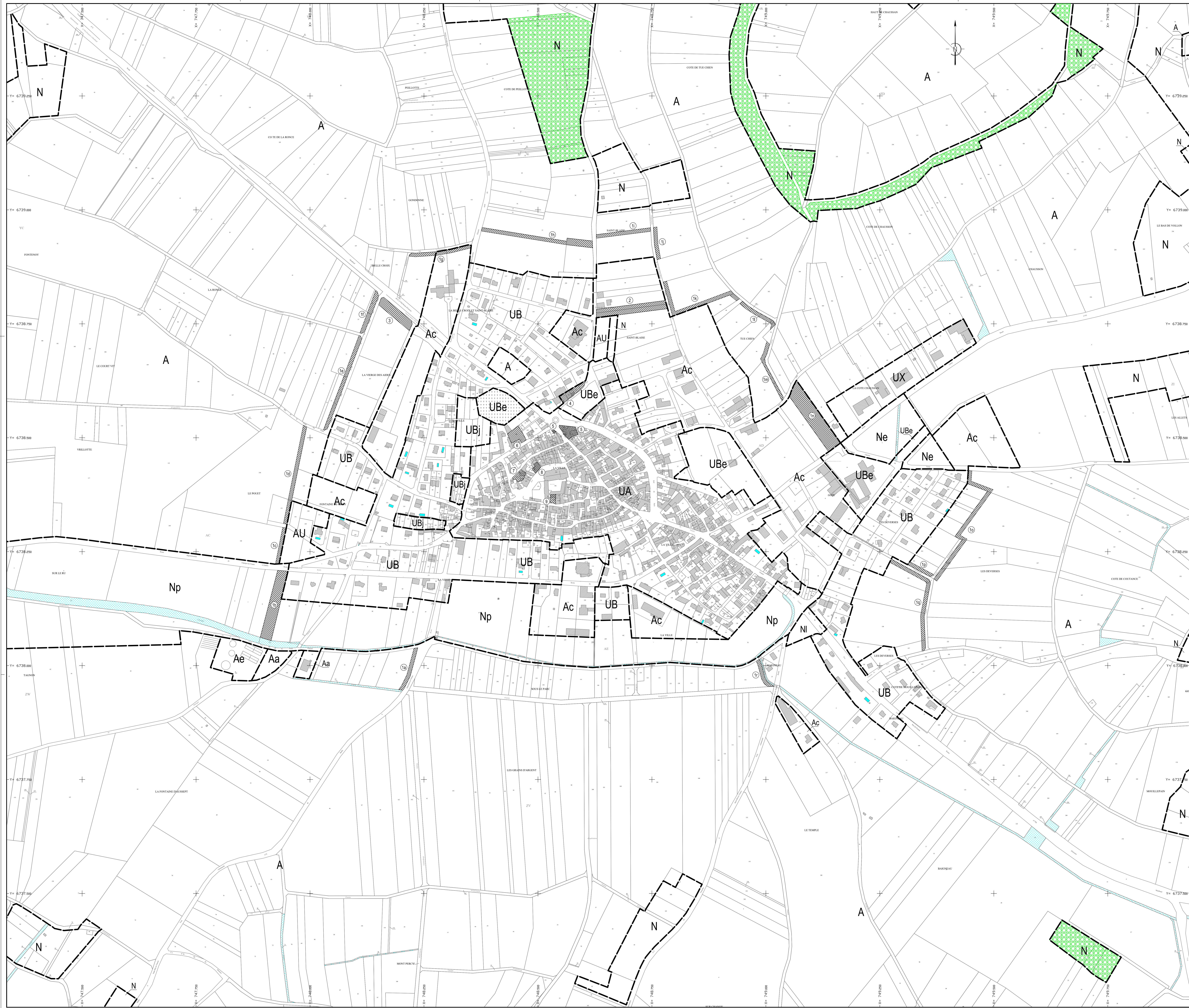
Objet	Adopté le 29 septembre 2022 par le Conseil d'Agglomération de l'Auxerrois
Approuvé le	
Révisé le	
Modifié le	
Mis à jour le	

ecmo 1, rue Niépo - 45700 Villemandeur

Légende :

- Limite des zones
- Espace boisé classé à conserver

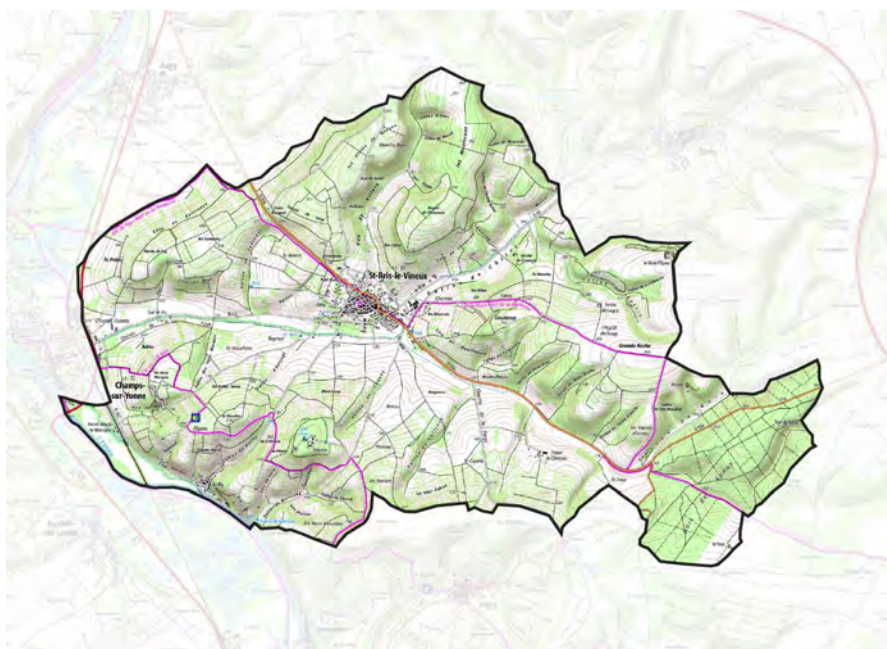
Emplacement réservé	Objet	Bénéficiaire		
①	Voie douce	Commune		
②				
③				
④				
⑤				
⑥				
⑦				
⑧				
⑨				
⑩				
⑪			Couronnement agricole	Commune
⑫			Plantation d'arbres	Commune
⑬	Agrandissement du parc champêtre	Commune		
⑭	Commerce + logements	Commune		
⑮	Stationnement	Commune		
⑯	Agrandissement de la cantine et de la garderie périscolaire	Commune		
⑰	Foyer socio-éducatif	Commune		
⑱	Maison des associations	Commune		





COMMUNE DE SAINT-BRIS-LE-VINEUX (89)

Plan Local d'Urbanisme



REGLEMENT

Objet	Arrêté le 29 septembre 2022 par le Conseil d'Agglomération de l'Auxerrois
Approuvé le	
Révisé le	
Modifié le	
Mis à jour le	

PREAMBULE.....	4
TITRE I : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE URBAINE (UA).....	5
SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE.....	6
SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE.....	7
SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX.....	15
TITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE URBAINE (UB).....	18
SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE.....	19
SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE.....	20
SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX.....	30
TITRE III : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE URBAINE (UX).....	33
SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE.....	34
SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE.....	34
SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX.....	39
TITRE IV : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A URBANISER (AU).....	42
SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE.....	43
SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE.....	43
SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX.....	52
TITRE V : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A URBANISER A VOCATION ECONOMIQUE (AUX).....	55
SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE.....	56
SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE.....	56
SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX.....	61
TITRE VI : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AGRICOLE (A).....	64
SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE.....	65
SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE.....	66
SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX.....	72
TITRE VII : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE NATURELLE (N).....	75
SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE.....	76

SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	77
SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX	83
ANNEXES	86
Lexique de l'urbanisme	86

PREAMBULE

Rappel de certaines obligations en matière d'autorisation d'urbanisme

Sont soumis à autorisation préalable :

- L'édification des clôtures non-agricoles ;
- Les travaux de démolition ;
- Le défrichement de végétaux repérés sur le règlement graphique du PLU.

Les espaces boisés non classés au Plan Local d'Urbanisme restent soumis aux dispositions du Code Forestier, notamment en ce qui concerne le défrichement.

La commune est concernée par la présence de sites archéologiques indiqués dans le rapport de présentation.

En application de l'article L.531-14 du code du patrimoine, les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent immédiatement être signalés au maire de la commune, lequel prévient la Direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne - Service régional de l'archéologie.

Le décret n° 2004-490 prévoit que : « les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux, qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance affectent ou sont susceptibles d'affecter les éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et le cas échéant de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations » (article 1) ;

Conformément à l'article 7 du même décret, « ... les autorités compétentes pour autoriser les aménagements, ouvrages ou travaux... » peuvent décider de saisir le préfet de région en se fondant sur les éléments de localisation du patrimoine archéologique dont elles ont connaissance.

TITRE I : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE URBAINE (UA)

Caractère général de la zone

La zone UA correspond au tissu bâti historique du village de Saint-Bris-le-Vineux, c'est-à-dire les anciens bourgs de Saint-Bris et de Bailly. Cette zone se caractérise sur le plan morphologique avec un bâti ancien, implanté dans la majeure partie des cas à l'alignement et au moins sur une limite séparative.

La zone UA est une zone qui assure la mixité des fonctions et au sein desquelles les activités, les équipements, les services etc. côtoient l'habitat tant qu'elles n'induisent pas des problèmes de sécurité et/ou de salubrité publique.

Cette zone dispose de l'assainissement collectif.

Dans cette zone sont classés aux Monuments historiques l'église Saint-Prix Saint-Cot et le Portail renaissance attenant à l'église.

La zone UA inclut le secteur suivant :

- UAj qui correspond à des secteurs de jardins en cœur d'îlot difficilement accessibles et qui ont un rôle important dans la trame verte en secteur urbanisé, permettant le maintien de la faune commune et constituent des îlots de fraîcheur. Ils peuvent également constituer des parties d'unité foncière, partiellement constructibles, à destination de jardins d'agrément constituant des zones tampons entre le tissu urbanisé et les grands espaces naturels et/ou agricoles qui n'ont pas pour vocation à se densifier mais à être conservés en jardin.

L'attention des pétitionnaires est attirée sur la présence possible dans le sol d'argiles et sur les risques de retrait et gonflement qui peuvent en résulter. Il est recommandé de faire procéder par un bureau d'études spécialisés à une étude géotechnique afin de déterminer les normes constructives qu'il y aura lieu de respecter pour garantir la viabilité des futures constructions.

SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Article UA1 – Constructions interdites

- 1.1 - Les commerces de gros.
- 1.2 - Les constructions à usage industriel.
- 1.3 - Les entrepôts.
- 1.4 - Le camping.
- 1.5 - Les parcs résidentiels de loisirs.
- 1.6 - Les dépôts de véhicules.
- 1.7 - Les garages collectifs de caravanes.
- 1.8 - L'aménagement des terrains destinés aux aires d'accueil et aux terrains familiaux des gens du voyage.
- 1.9 - L'aménagement de terrains pour permettre l'installation de plusieurs résidences démontables.
- 1.10 - L'aménagement des terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés.
- 1.11 - Les parcs d'attraction.
- 1.12 - Les golfs.
- 1.13 - En secteur UAj, toutes les constructions et installations autres que celles visées à l'article UA2 sont interdites.

- 1.14 - Sont également interdites les occupations et utilisations du sol visées à l'article UA2 et qui ne répondent pas aux conditions imposées à cet article.

Article UA2 – Constructions soumises à condition

Sont admis sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte à la salubrité ou la sécurité publique.

2.1 - Les constructions et installations nouvelles, l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes, de quelque destination que ce soit, autres que celles visées à l'article UA1.

2.2 – Les locaux artisanaux sont autorisés à condition de ne pas générer de nuisances (sonores, olfactives) incompatibles avec le voisinage de logements.

2.3 - Les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient liés et nécessaires aux constructions et installations autorisées dans la zone.

2.4 - En secteur UAj, seules sont admises les annexes aux constructions principales.

SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Article UA3 – Volumétrie et implantation des constructions

3.1 Emprise au sol

Dans l'ensemble de la zone, hormis en secteur UAj, l'emprise au sol des constructions ne devra pas excéder 70% par rapport à la superficie totale de l'unité foncière. Les constructions destinées aux équipements d'intérêt collectif et de services publics ne font pas l'objet d'une l'emprise au sol réglementée.

En secteur UAj, l'emprise au sol des nouvelles annexes à la date d'approbation du PLU est limitée à 9 m².

3.2 Hauteur des constructions

3.2.1 – Prescriptions générales

La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'égout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.

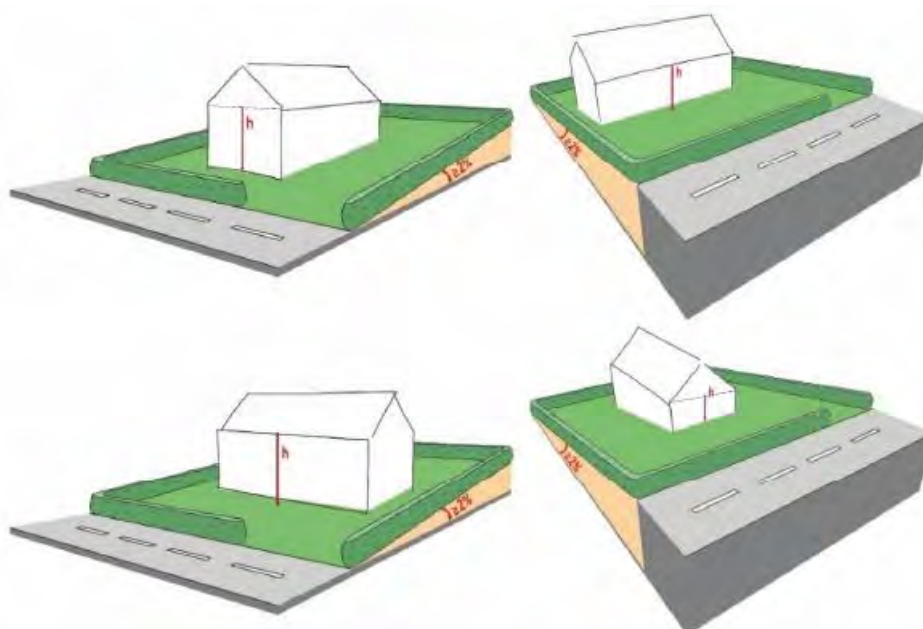


Schéma illustratif

3.2.2 – Constructions à pans

Lorsque les constructions possèdent une toiture à pans, la hauteur ne doit pas excéder 9 mètres.

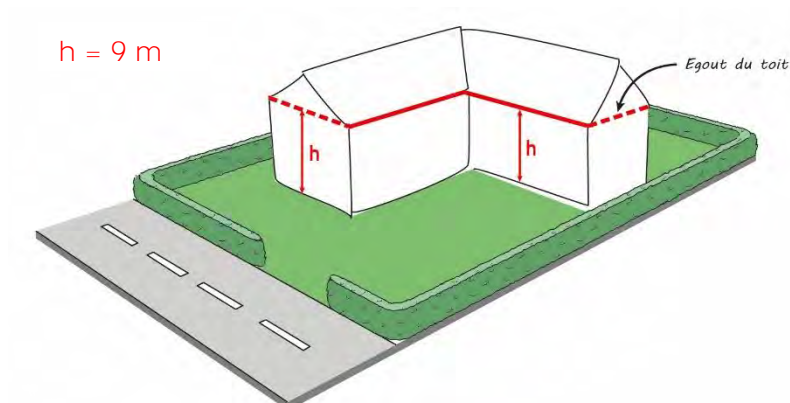


Schéma illustratif

3.2.3 – Constructions en toiture plate

Lorsque les constructions possèdent une toiture plate, la hauteur ne doit pas excéder 7 mètres.

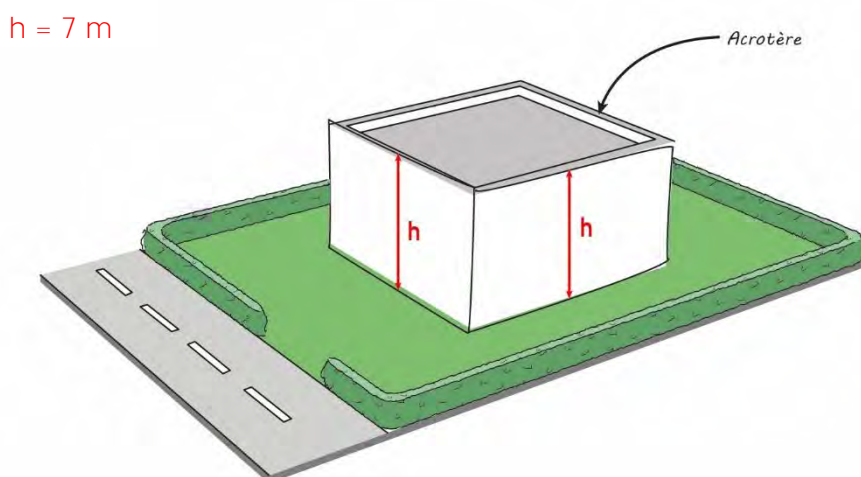


Schéma illustratif

3.2.4 – Constructions en secteur UAj

La hauteur ne doit pas excéder 3 mètres.

3.2.5 – Règle alternative

- En cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la vocation nécessite une grande hauteur et qui présentent des qualités architecturales compatibles avec leur environnement.

3.3 Implantation des constructions

3.3.1 – Dispositions générales

Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les constructions de moins de 9 m² d'emprise au sol, les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.

Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

3.3.2 – Règles alternatives

Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée :

- Soit lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement.

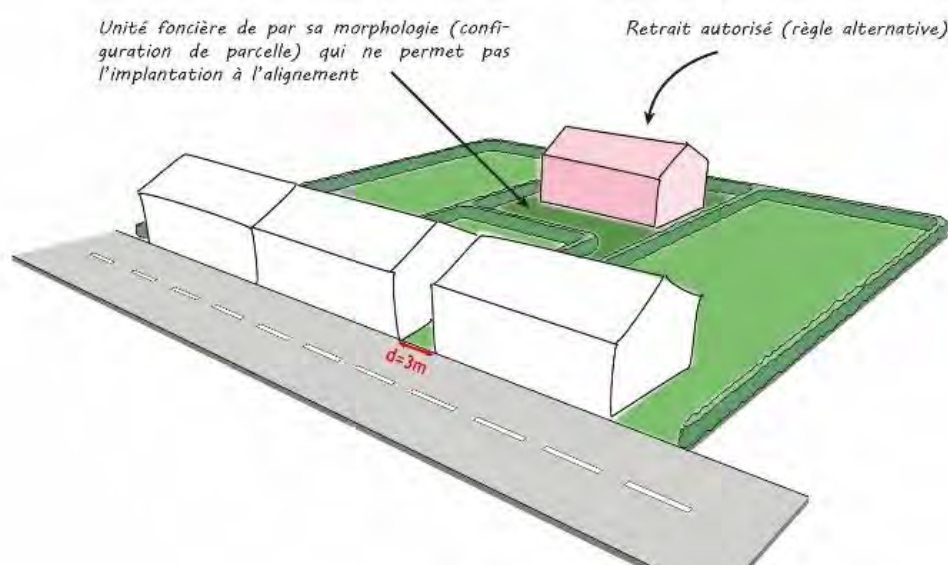


Schéma illustratif

- Soit en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle sans aggraver la non-conformité.

3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Définition

Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques.

Règles d'implantation

Hormis en secteur UAj et pour les annexes, les constructions doivent être implantées, soit :

- A l'alignement
- Avec un recul de 6 mètres maximum

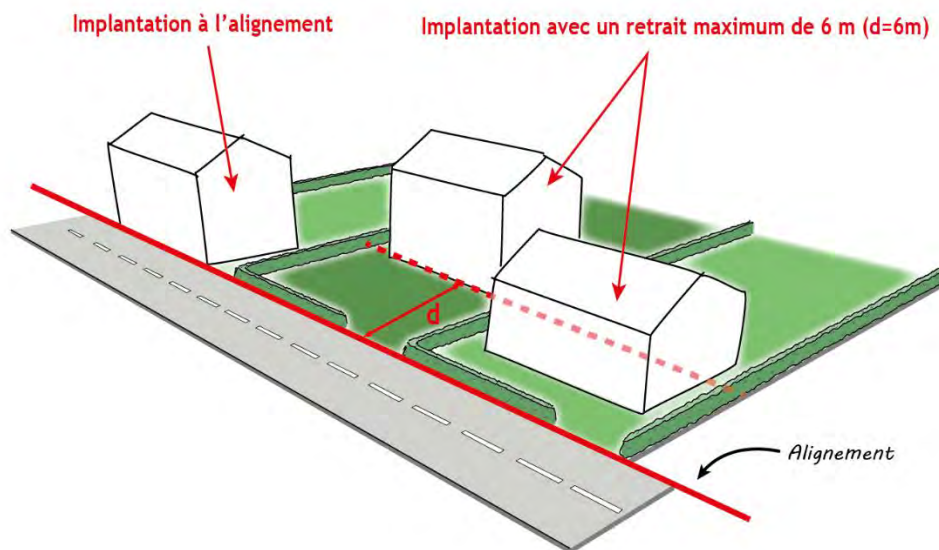


Schéma illustratif

En secteur UAj et pour les annexes, il n'est pas fixé de règle.

3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions peuvent être implantées soit :

- En limites séparatives,
- En retrait de la limite séparative. Dans ce cas, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction à édifier au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 1,5 mètres.

3.3.5 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres

Non réglementée.

Article UA4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

4.1 – Prescriptions générales

Toute architecture d'une autre région est interdite (chalet savoyard, ferme normande, etc.).

Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après.

Les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une performance énergétique ou de l'utilisation des énergies ou ressources renouvelables sont admis.

Les dispositions du présent article n'excluent pas la réalisation d'éléments de toiture ponctuels justifiés par les besoins de la composition (lucarnes, tourelles, terrassons, croupes, etc.) à condition que ceux-ci ne dénaturent pas le volume général de la construction.

Dans le cas des terrains dont la pente est supérieure ou égale à 5%, les constructions devront présenter une bonne insertion dans la pente.

Les tonalités vives, brillantes sont interdites.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9 m², les dispositions du 4.1 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du UA4 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du UA4.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles énoncées au 4.3 pourront être admises pour l'animation ponctuelle des façades.

4.3 – Façades

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Selon la typologie de la construction, les façades en moellons de pierre doivent être enduites d'un enduit couvrant ou rejointoyées à joints beurrés.

Les bardages en tôle sont interdits.

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

Constructions principales et leurs extensions

Sous réserve des règles définies par le PPRI, le niveau de rez-de-chaussée des constructions à usage d'habitation doit être situé entre 0,20m et 0,50m par rapport au niveau du sol naturel, relevé au droit du milieu de la façade réglementée par rapport à la voie publique ou privée ou à l'espace public.

Les enduits de ravalement doivent être de nuance claire et de teinte gris clair à sombre, blanc cassé, beige, ocre jaune ou de teinte similaire.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

Les matériaux translucides ou transparents sont autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées et les abris de piscine.

Constructions annexes indépendantes

La tonalité des façades des constructions annexes sera en harmonie avec celle de la construction principale.

Pour les abris de piscine et les serres, les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés.

4.4 – Toitures

Constructions principales et leurs extensions

Pente et pans

La toiture de la construction principale comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

La pente pourra être adoucie en débord de toiture (prolongement par coyaux, vérandas, appentis, etc.).

Les toitures plates sont autorisées à condition qu'elles ne concernent qu'une partie de la surface de la construction.

Aspect et teintes

Pour les toitures à pan, seules les ardoises, les tuiles plates, les tuiles à emboîtement et le zinc sont autorisés.

Seules les teintes rouges, brun-rouge, ardoisés, zinc ou teintes similaires seront autorisées.

Les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées, les pergolas et les abris de piscine.

Constructions annexes indépendantes

Les toitures des constructions annexes doivent comporter au moins un pan avec une pente adaptée à la nature des matériaux employés, sans pouvoir être inférieure à 25°.

Les toitures plates sont également autorisées.

Les matériaux de couverture seront en harmonie avec la construction principale.

Pour les serres et les abris de piscine, les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés. Pour ces cas, les toitures peuvent comporter un ou plusieurs pans dont la pente n'est pas réglementée.

Installations de panneaux solaires

Une pose discrète doit être recherchée par une implantation privilégiée sur les volumes secondaires (toitures plus basses par exemple) ou sur les dépendances plutôt que sur les toitures principales. La mise en œuvre des panneaux devra s'effectuer avec une intégration au plus près du nu du matériau de couverture de la toiture (pose encastrée), selon une implantation horizontale du champ de capteurs de préférence en partie basse de la toiture.

4.5 – Ouvertures

Les coffrets de volets roulants s'inscrivant en surépaisseur de la toiture ou de la façade et/ou sous linteau (ou voussure) de l'ouverture sont interdits.

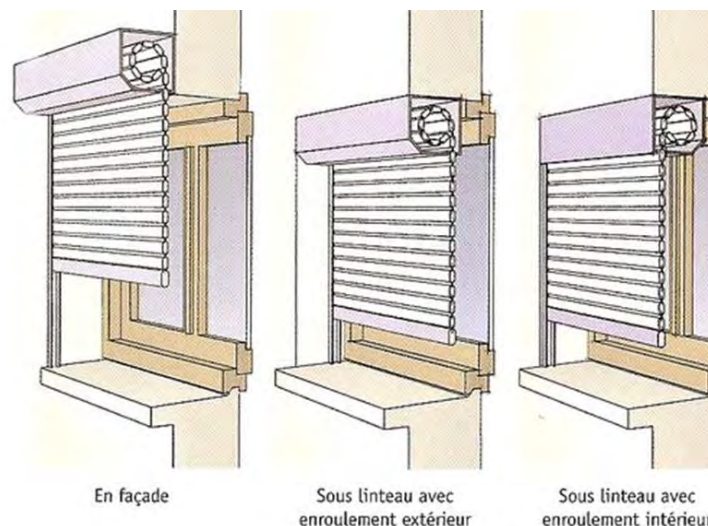


Schéma illustratif

4.6 – Clôtures

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture hormis lorsque leur entretien peut le nécessiter (bois etc....).

Les clôtures constituées de plaques et de poteaux bétons sont interdites à l'exception de celles constituées d'une plaque en soubassement de 30 cm maximum surmontées d'un grillage.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2 mètres.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité.

Clôtures sur rue

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein réalisé avec un enduit dont l'aspect et la couleur seront en harmonie avec la construction principale ;

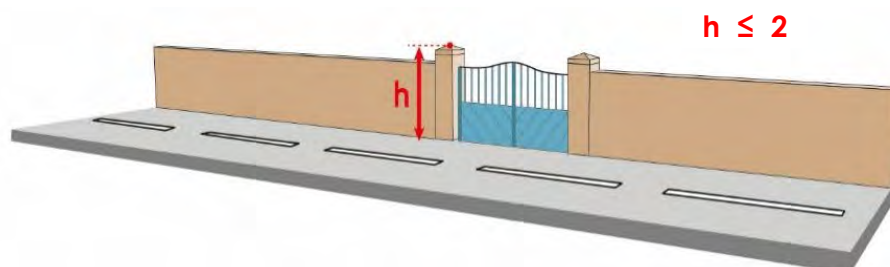


Schéma illustratif

- Un mur bahut de 0,80 mètre de hauteur maximum surmonté d'un ouvrage en serrurerie à barreaudage simple et vertical, sans volute, doublé par une haie vive composée d'essences locales.

$$h1 \leq 2 \text{ m}$$

$$h2 \leq 0,8 \text{ m}$$

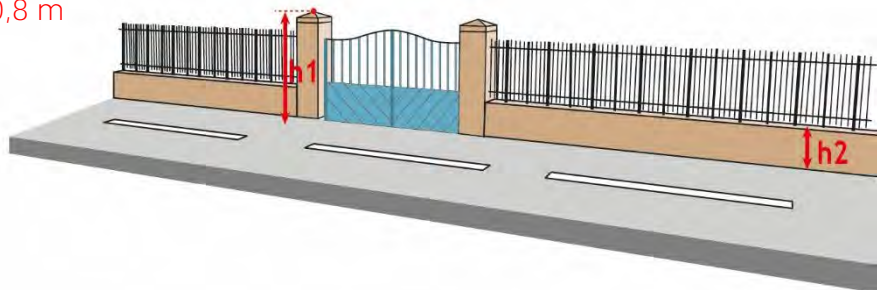


Schéma illustratif

Clôture entre deux limites séparatives

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein enduit ;
- Des panneaux en bois qui ne sont pas des éléments de récupération ;
- Un grillage éventuellement doublé par une haie vive

Les murets existants en pierre sèche devront être conservés et entretenus.

Article UA5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des abords des constructions

5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables)
Les terrains dont l'unité foncière est supérieure ou égale à 200 m² doivent comprendre 15% de leur surface totale en espaces verts de pleine terre végétalisés. Le traitement végétalisé doit consister en la plantation au choix :

- De haie au port libre
- D'arbres isolés
- De bosquets d'arbres
- D'alignements d'arbres

5.2 – Espaces libres et plantations

Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées.

Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.

Article UA6 – Stationnement

6.1 – Prescriptions générales

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée. La taille minimale d'une place de stationnement pour les véhicules motorisés est de 2,30 mètres par 5 mètres.

La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1,5m².

6.2 – Règle applicable aux constructions à usage **d'habitation**

Il est exigé sur le terrain d'assiette au minimum 1 place de stationnement par logement.

Cette règle n'est pas applicable aux logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat pour lesquels il ne peut pas être exigé plus d'une place ainsi que pour les résidences universitaires et l'hébergement destiné aux personnes âgées pour lesquels il ne peut pas être exigé plus d'une place pour trois places d'hébergement.

6.3 – Règle applicable aux autres constructions

Pour les hébergements, il est exigé au minimum 1 place pour 3 chambres.

Dans les autres cas, il est exigé un nombre de places de stationnement correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles.

6.4 – Aire de stationnement pour véhicules à énergie renouvelable

Lors de la création ou de la modification d'aires de stationnement destinées aux véhicules automobiles, un minimum de 10% des places, sans être inférieur à une place, résultant de l'application des articles 6.2 et 6.3 ci-dessus, seront équipés par un circuit électrique spécialisé pour permettre la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Cette disposition ne s'applique pas aux aires de stationnement de moins de 10 places.

6.5 – Dispositions relatives aux cycles

Toute nouvelle construction devra prévoir du stationnement cycle à minima couvert et sécurisé.

Cette disposition ne s'applique pas aux constructions à destination d'habitation comprenant jusqu'à trois logements.

Tout local affecté à un usage de stationnement doit avoir une surface d'au moins 10 m² à destination du stationnement cycle. Ces dispositions concernent les parcs de stationnements d'accès destinés aux seuls occupants de l'immeuble ou salariés de l'entreprise.

6.6 – Règle alternative

Les obligations de l'alinéa 6.2 ne sont pas applicables aux aménagements ou aux extensions limitées de la surface de plancher des constructions existantes, si leur affectation reste inchangée ou s'il n'y a pas de création de logements supplémentaires.

Les obligations de l'alinéa 6.5 ne sont pas applicables aux activités qui pourraient justifier d'un stationnement cycle à proximité direct au sein des espaces publics.

SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Tout projet devra intégrer dans ses aménagements et dans les choix des dispositifs la présence des réseaux existants (voiries, réseaux secs et humides). Il devra être conforme aux réglementations en vigueur et être relié aux réseaux existants sauf autorisation préalable.

Article UA7 – Desserte par les voies publiques ou privées

7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les

caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagées de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à effectuer des manœuvres dangereuses sur la voie ;
- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir. Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

Article UA8 – Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eaux devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec les caractéristiques du réseau. L'évacuation des eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et compte-tenu des caractéristiques du milieu récepteur.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privatives doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

TITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE URBAINE (UB)

Caractère général de la zone

La zone UB correspond au tissu plus récent du territoire (faubourgs, lotissements, nouveaux quartiers etc...). Il se caractérise sur le plan morphologique avec un tissu moins dense qu'en zone UA, particulièrement végétalisé (jardins) et avec des implantations en retrait par rapport aux limites séparatives et aux alignements. Les constructions sont de conception moderne à contemporaine. Les emprises au sol sont également plus faibles qu'en zone UA.

La zone UB, tout comme la zone UA, est une zone qui assure la mixité des fonctions et au sein desquelles les activités, les équipements, les services etc. côtoient l'habitat tant qu'elles n'induisent pas des problèmes de sécurité et/ou de salubrité publique.

La zone UB comprend les secteurs suivants :

- UBe qui est réservé uniquement aux constructions et installations nécessaires aux équipements d'intérêt collectif (cimetière, école, maison de retraite, ...) ;
- UBh qui correspond aux zones d'habitat en hameaux ou en site isolés dans lesquelles les possibilités d'aménagement sont limitées. Cette zone permet ainsi de contenir l'urbanisation afin d'assurer et de renforcer les qualités paysagères de ces espaces et de prévenir le mitage urbain. Les hameaux de Côte d'Or et Champs à l'Ouest du territoire communal sont compris dans cette zone.
- UBj qui correspond à des secteurs de jardins en cœur d'îlot difficilement accessibles et qui ont un rôle important dans la trame verte en secteur urbanisé, permettant le maintien de la faune commune et constituant des îlots de fraîcheur. Ils peuvent également constituer des parties d'unité foncière, partiellement constructibles, à destination de jardins d'agrément constituant des zones tampons entre le tissu urbanisé et les grands espaces naturels et/ou agricoles qui n'ont pas pour vocation à se densifier mais à être conservés en jardin.

L'attention des pétitionnaires est attirée sur la présence possible dans le sol d'argiles et sur les risques de retrait et gonflement qui peuvent en résulter. Il est recommandé de faire procéder par un bureau d'études spécialisés à une étude géotechnique afin de déterminer les normes constructives qu'il y aura lieu de respecter pour garantir la viabilité des futures constructions.

SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Article UB1 – Constructions interdites

- 1.1 - Les commerces de gros.
- 1.2 - Les constructions à usage industriel.
- 1.3 - Les entrepôts.
- 1.4 - Le camping.
- 1.5 - Les parcs résidentiels de loisirs.
- 1.6 - Les dépôts de véhicules.
- 1.7 - Les garages collectifs de caravanes.
- 1.8 - L'aménagement des terrains destinés aux aires d'accueil et aux terrains familiaux des gens du voyage.
- 1.9 - L'aménagement de terrains pour permettre l'installation de plusieurs résidences démontables.
- 1.10 - L'aménagement des terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés.
- 1.11 - Les parcs d'attraction.
- 1.12 - Les golfs.
- 1.13 - En secteurs UBj, UBe et UBh, toutes les constructions et installations autres que celles visées à l'article UA2 sont interdites.
- 1.14 - Sont également interdites les occupations et utilisations du sol visées à l'article UB2 et qui ne répondent pas aux conditions imposées à cet article.

Article UB2 – Constructions soumises à condition

Sont admis sous réserve qu'ils ne portent pas atteinte à la salubrité ou la sécurité publique.

2.1 – Les constructions et installations nouvelles, l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes, de quelque destination que ce soit, autres que celles visées à l'article UB1.

2.2 – Les locaux artisanaux sont autorisés à condition de ne pas générer de nuisances (sonores, olfactives, ...) incompatibles avec le voisinage de logements.

2.3 – Les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient liés et nécessaires aux constructions et installations autorisées dans la zone.

2.4 – En secteur UBj, seules sont admises les annexes aux constructions principales.

2.5 – En secteur UBh, seuls sont admis l'adaptation, la réfection, les annexes et l'extensions des constructions existantes quel que soit leur nature, ainsi que les équipements d'intérêt collectifs et de services publics.

2.6 – En secteur UBe, seuls sont autorisées les constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et/ou de services publics ainsi que les dépôts, les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient liés et nécessaires aux constructions et installations autorisées dans la zone.

SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Article UB3 – Volumétrie et implantation des constructions

3.1 Emprise au sol

Dans l'ensemble de la zone, hormis en secteurs UBe, UBh et UBJ, l'emprise au sol des constructions ne devra pas excéder 60% par rapport à la superficie totale de l'unité foncière, hormis pour les constructions destinées aux équipements d'intérêt collectif et de services publics dont l'emprise au sol n'est pas réglementée.

En secteur UBe, l'emprise au sol des constructions n'est pas réglementée.

En secteur UBh :

- L'emprise au sol des extensions des constructions principales est limitée à 30% de l'emprise au sol de la construction principale à la date d'approbation du PLU.
- L'emprise au sol des nouvelles annexes à la date d'approbation du PLU est limitée à 40 m².
- L'emprise au sol des piscines est limitée à 75 m² à la date d'approbation du PLU.

En secteur UBJ, l'emprise au sol des nouvelles annexes à la date d'approbation du PLU est limitée à 9 m².

3.2 Hauteur des constructions

3.2.1 – Prescriptions générales

La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'égout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.

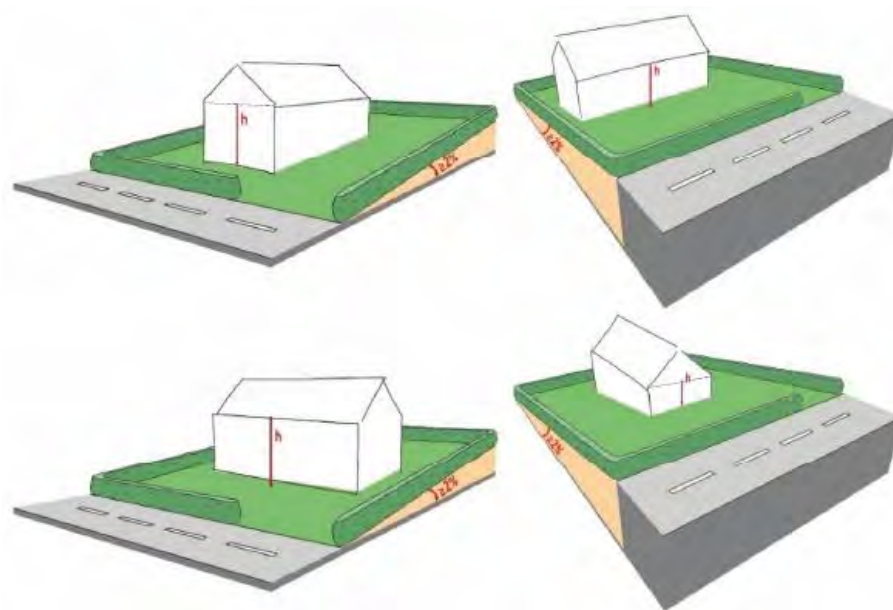


Schéma illustratif

3.2.2 – Constructions à pans

Lorsque les constructions possèdent une toiture avec au moins deux pans, la hauteur ne doit pas excéder 9 mètres.

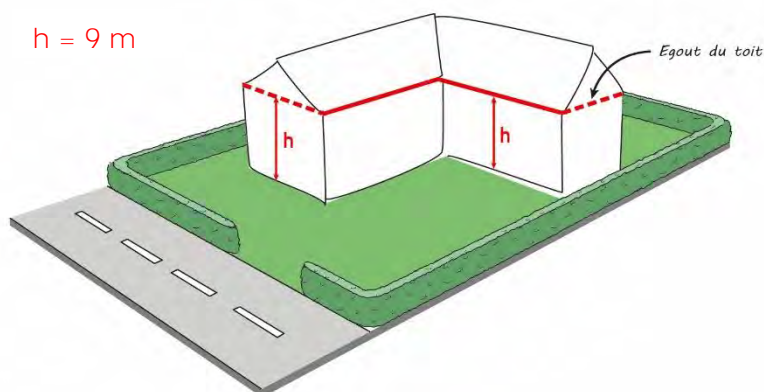


Schéma illustratif

3.2.3 – Constructions en toiture plate

Lorsque les constructions possèdent une toiture plate, la hauteur ne doit pas excéder 7 mètres.

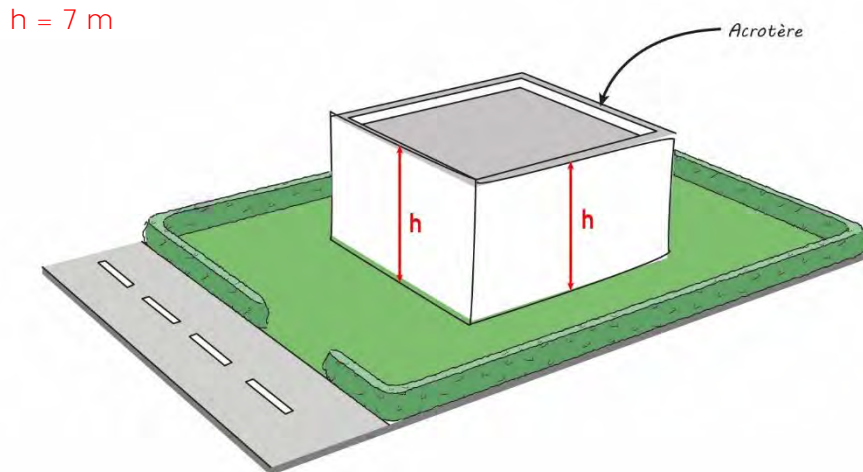


Schéma illustratif

3.2.4 – Constructions en secteur UBh

La hauteur des nouvelles constructions ne doit pas excéder 8 mètres.

3.2.5 – Constructions en secteur UBj

La hauteur ne doit pas excéder 3 mètres.

3.2.6 – Règle alternative

Toutefois, une hauteur différente pourra être autorisée ou imposée dans les cas suivants :

- En cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la vocation nécessite une grande hauteur et qui présentent des qualités architecturales compatibles avec leur environnement.

3.3 Implantation des constructions

3.3.1 – Dispositions générales

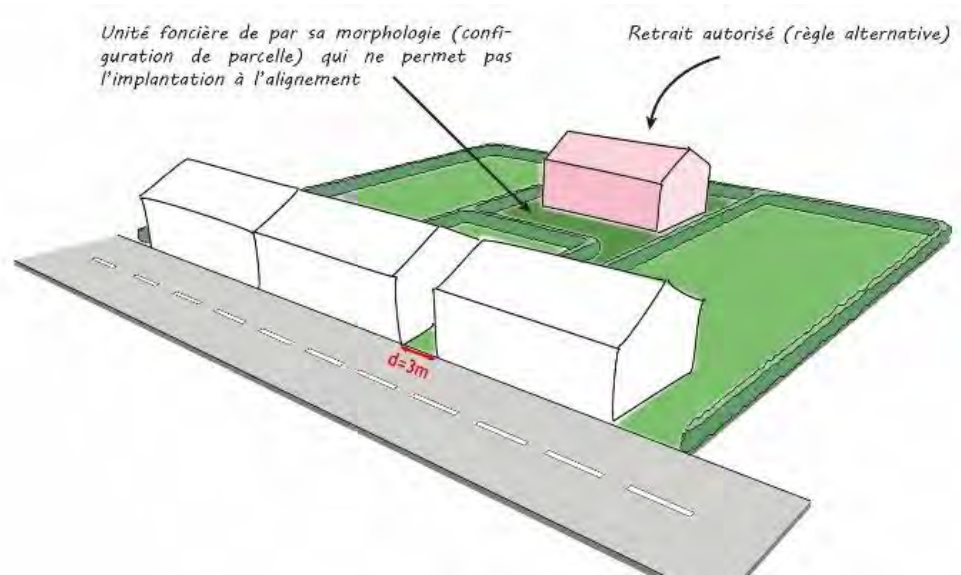
Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol, les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.

Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

3.3.2 – Règles alternatives

Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée :

- Soit lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement.



- Soit en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle sans aggraver la non-conformité.

3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Définition

Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques.

Règles d'implantation

Hormis en secteurs UBj, UBe et UBh, et pour les annexes, les constructions doivent être implantées, soit :

- A l'alignement
- Avec un recul de 6 mètres maximum sur au moins un point de la construction

En secteurs UBj et UBe, et les pour les annexes, il n'est pas fixé de règle.

En secteur UBh, par rapport au réseau routier de désenclavement de 2^e catégorie (RD 606), les constructions doivent être implantées avec un recul minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement de la voie.

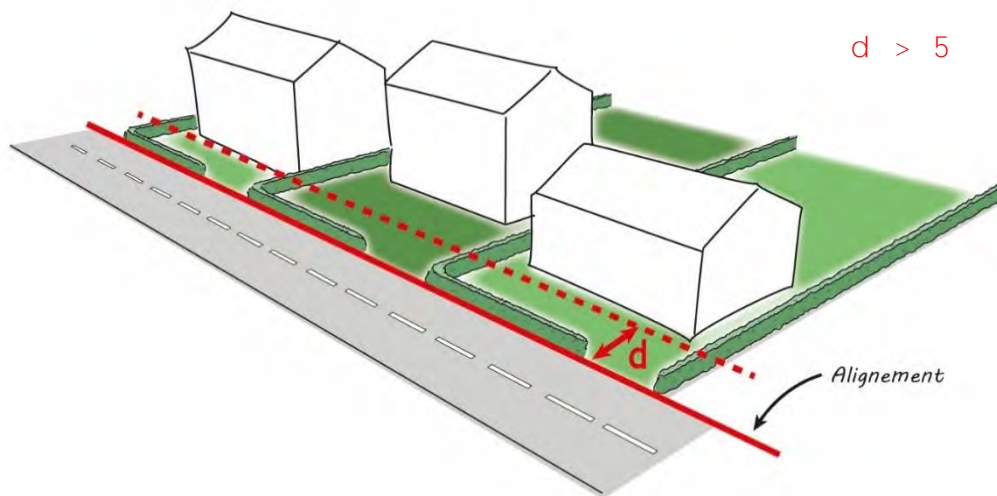


Schéma illustratif

3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions peuvent être implantées soit :

- En limites séparatives,
- En retrait de la limite séparative. Dans ce cas, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction à édifier au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 3 mètres.

3.3.5 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres

Non réglementée.

Article UB4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

4.1 – Prescriptions générales

Toute architecture d'une autre région est interdite (chalet savoyard, ferme normande, etc.).

Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après.

Les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une performance énergétique ou de l'utilisation des énergies ou ressources renouvelables sont admis.

Les dispositions du présent article n'excluent pas la réalisation d'éléments de toiture ponctuels justifiés par les besoins de la composition (lucarnes, tourelles, terrassons, croupes, etc.) à condition que ceux-ci ne dénaturent pas le volume général de la construction.

Dans le cas des terrains dont la pente est supérieure ou égale à 5%, les constructions devront présenter une bonne insertion dans la pente.

Les tonalités vives, brillantes sont interdites.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9 m², les dispositions du UB4 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du UB4 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du UB4.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles énoncées au 4.3 pourront être admises pour l'animation ponctuelle des façades.

4.3 – Façades

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Les bardages en tôle sont interdits.

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

Constructions principales et leurs extensions

Sous réserve des règles définies par le PPRI, le niveau de rez-de-chaussée des constructions à usage d'habitation doit être situé entre 0,20m et 0,50m par rapport au niveau du sol naturel, relevé au droit du milieu de la façade réglementée par rapport à la voie publique ou privée ou à l'espace public.

Les enduits de ravalement doivent être de nuance claire et de teinte gris clair à sombre, blanc cassé, beige, ocre jaune ou de teinte similaire.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

Les matériaux translucides ou transparents sont autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées et les abris de piscine.

Constructions annexes indépendantes

La tonalité des façades des constructions annexes sera en harmonie avec celle de la construction principale.

Pour les abris de piscine et les serres, les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés.

4.4 – Toitures

Constructions principales et leurs extensions

Pente et pans

La toiture de la construction principale comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

La pente pourra être adoucie en débord de toiture (prolongement par coyaux, vérandas, appentis, etc.).

Les toitures plates sont autorisées à condition qu'elles soient végétalisées ou qu'elles fassent l'objet d'un traitement architectural visant à assurer son intégration paysagère.

Les toitures des constructions qui ne sont pas à usage d'habitation pourront être constituées d'un bac acier.

Aspect et teintes

Pour les toitures à pan, seules les ardoises, les tuiles plates, les tuiles à emboitement, le zinc et matériaux similaires sont autorisés.

Seules les teintes rouges, brun-rouge, ardoisés, zinc ou teintes similaires seront autorisées.

Les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées, les pergolas et les abris de piscine.

Constructions annexes indépendantes

Les toitures des constructions annexes doivent comporter au moins un pan avec une pente adaptée à la nature des matériaux employés, sans pouvoir être inférieure à 25°. Les toitures plates sont également autorisées.

Les matériaux de couverture seront en harmonie avec la construction principale.

Pour les serres et les abris de piscine, les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés. Pour ces cas, les toitures peuvent comporter un ou plusieurs pans dont la pente n'est pas réglementée.

Installations de panneaux solaires

Une pose discrète doit être recherchée par une implantation privilégiée sur les volumes secondaires (toitures plus basses par exemple) ou sur les dépendances plutôt que sur les toitures principales. La mise en œuvre des panneaux devra s'effectuer avec une intégration au plus près du nu du matériau de couverture de la toiture (pose encastrée pour les constructions neuves, ou en superposition estompée pour les constructions existantes), selon une implantation horizontale du champ de capteurs de préférence en partie basse de la toiture.

4.5 – Ouvertures

Les coffrets de volets roulants s'inscrivant en surépaisseur de la toiture ou de la façade et/ou sous linteau (ou voussure) de l'ouverture sont interdits.

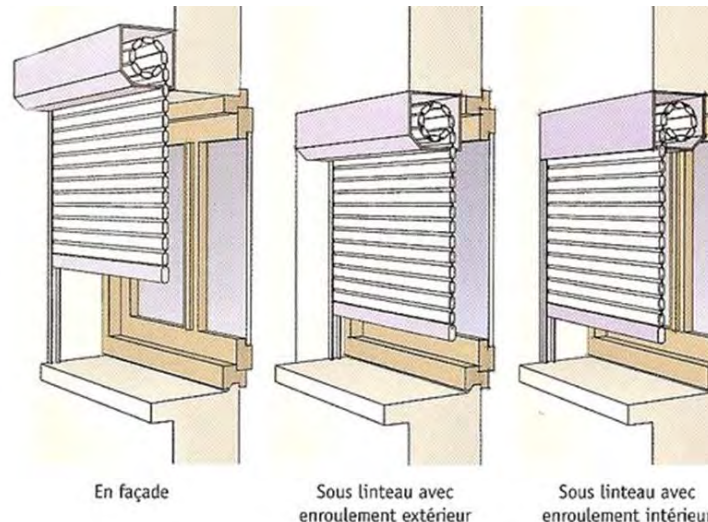


Schéma illustratif

4.6 – Clôtures

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture hormis lorsque leur entretien peut le nécessiter (bois etc....).

Les clôtures constituées de plaques et de poteaux bétons sont interdites à l'exception de celles constituées d'une plaque en soubassement de 30 cm maximum surmontées d'un grillage.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2 mètres.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité.

Les nouvelles clôtures devront intégrer dans le choix des matériaux, coloris et aspects un rappel de la construction située sur la parcelle qu'elle va clore, tout en prenant en compte les caractéristiques des autres clôtures du quartier dans lequel elles sont situées.

Les clôtures pouvant générer une gêne pour la circulation des véhicules pourront être limitées.

Clôtures sur rue

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein réalisé avec un enduit dont l'aspect et la couleur seront en harmonie avec la construction principale ;

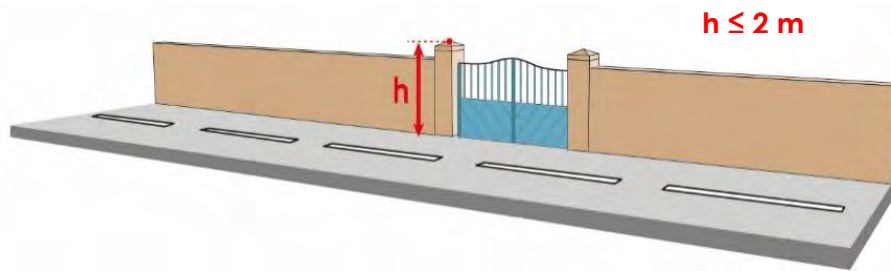


Schéma illustratif

- Un mur bahut de 0,80 mètre de hauteur maximum surmonté d'un ouvrage en serrurerie à barreaudage simple et verticale, sans volute, doublé par une haie vive composée d'essences locales ;

$h1 \leq 2 \text{ m}$
 $h2 \leq 0,8 \text{ m}$

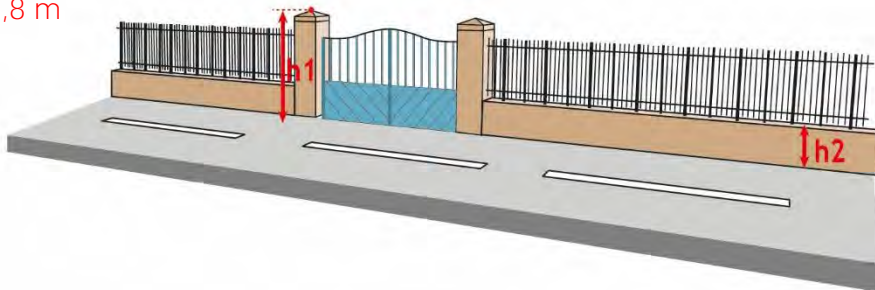


Schéma illustratif

- Un grillage éventuellement doublé d'une haie vive composée d'essences locales ou d'un système d'occultation ;
- Une haie vive composée d'essences locales.

Clôture entre deux limites séparatives

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein enduit ;
- Des panneaux en bois qui ne sont pas des éléments de récupération ;
- Un grillage éventuellement doublé par une haie vive composée d'essences locales ou d'un système d'occultation.

Les murets existants en pierre sèche devront être conservés et entretenus.

En secteur UBe, il n'est pas fixé de règles.

Article UB5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des abords des constructions

5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables)
 Les terrains dont l'unité foncière est supérieure ou égale à 200 m² doivent comprendre 20% de leur surface totale en espaces verts de pleine terre végétalisés. Le traitement végétalisé doit consister en la plantation au choix :

- De haie au port libre
- D'arbres isolés

- De bosquets d'arbres
- D'alignements d'arbres

5.2 – Espaces libres et plantations

Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées.

Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.

Article UB6 – Stationnement

6.1 – Prescriptions générales

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée.

La taille minimale d'une place de stationnement pour les véhicules motorisés est de 2,30 mètres par 5 mètres.

La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1,5m².

6.2 – Règle applicable aux constructions à usage d'habitation

En zone UB et en secteur UBh, il est exigé sur le terrain d'assiette au minimum 3 places de stationnement par logement, dont au moins 1 couverte. Il est également exigé la création de minimum 1 place de stationnement visiteur par tranche de 4 logements commencée.

Cette règle n'est pas applicable aux logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat pour lesquels il ne peut pas être exigé plus d'une place ainsi que pour les résidences universitaires et l'hébergement destiné aux personnes âgées pour lesquels il ne peut être exigé plus d'une place pour trois places d'hébergement.

6.3 – Règle applicable aux autres constructions

En zone UB et en secteur UBh, pour les hébergements, il est exigé au minimum 1 place pour 3 chambres.

Dans les autres cas, il est exigé un nombre de places de stationnement correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles.

6.4 – Aire de stationnement pour véhicules à énergie renouvelable

Lors de la création ou de la modification d'aires de stationnement destinées aux véhicules automobiles, un minimum de 10% des places, sans être inférieur à une place, résultant de l'application des articles 6.2 et 6.3 ci-dessus, seront équipés par un circuit électrique spécialisé pour permettre la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Cette disposition ne s'applique pas aux aires de stationnement de moins de 10 places.

6.5 – Dispositions relatives aux cycles

Toute nouvelle construction devra prévoir du stationnement cycle à minima couvert et sécurisé.

Cette disposition ne s'applique pas aux constructions à destination d'habitation comprenant jusqu'à trois logements, aux constructions liées à l'activité autoroutière et au projet de gendarmerie.

Tout local affecté à un usage de stationnement doit avoir une surface d'au moins 10 m² à destination du stationnement cycle. Ces dispositions concernent les parcs de stationnements d'accès destinés aux seuls occupants de l'immeuble ou salariés de l'entreprise.

6.6 – Règle alternative

Les obligations de l'alinéa 6.2 ne sont pas applicables aux aménagements ou aux extensions limitées de la surface de plancher des constructions existantes, si leur affectation reste inchangée ou s'il n'y a pas de création de logements supplémentaires.

Les obligations de l'alinéa 6.5 ne sont pas applicables aux activités qui pourraient justifier d'un stationnement cycle à proximité direct au sein des espaces publics.

SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Tout projet devra intégrer dans ses aménagements et dans les choix des dispositifs la présence des réseaux existants (voiries, réseaux secs et humides). Il devra être conforme aux réglementations en vigueur et être relié aux réseaux existants sauf autorisation préalable.

Article UB7 – Desserte par les voies publiques ou privées

7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin. Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagés de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à effectuer des manœuvres dangereuses sur la voie ;
- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir. Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

Article UB8 – Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eaux devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec les caractéristiques du réseau. L'évacuation des eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et compte-tenues des caractéristiques du milieu récepteur.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privatives doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

TITRE III : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE URBAINE (UX)

Caractère général de la zone

La zone UX est dédiée aux constructions pour les activités économiques. Elle regroupe les zones d'activités économiques du bourg de Saint-Bris et de Champs Galottes.

L'attention des pétitionnaires est attirée sur la présence possible dans le sol d'argiles et sur les risques de retrait et gonflement qui peuvent en résulter. Il est recommandé de faire procéder par un bureau d'études spécialisés à une étude géotechnique afin de déterminer les normes constructives qu'il y aura lieu de respecter pour garantir la viabilité des futures constructions.

SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Article UX1 – Constructions interdites

- 1.1 – Les exploitations agricoles et forestières.
- 1.2 – Les habitations autres que celles mentionnées à l'article UX2.
- 1.3 – Les restaurants.
- 1.4 – Les hébergements hôteliers et touristiques.
- 1.5 – Les cinémas.
- 1.6 – Les centres de congrès et d'exposition.
- 1.7 - Sont également interdites les occupations et utilisations du sol visées à l'article UX2 et qui ne répondent pas aux conditions imposées à cet article.

Article UX2 – Constructions soumises à condition

- 2.1 – Les constructions et installations nouvelles, l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes, de quelque destination que ce soit, autres que celles visées à l'article UX1.
- 2.2 – Les locaux à usage d'habitation et leurs extensions destinés aux personnes dont la présence est strictement nécessaire pour la bonne marche et la surveillance des occupations et des utilisations du sol autorisées dans la zone et à condition qu'ils soient compris dans le volume des constructions à usage d'activité.
- 2.3 – Pour les constructions à usage agricole, en zone UX, seules sont autorisées les extensions des constructions existantes.

SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Article UX3 – Volumétrie et implantation des constructions

3.1 Emprise au sol

Dans l'ensemble de la zone, l'emprise au sol des constructions à usage d'activité ne devra pas excéder 80% par rapport à la superficie totale de l'unité foncière.

L'emprise au sol des nouveaux logements nécessaires au bon fonctionnement de l'activité doit représenter moins de 75 m².

3.2 Hauteur des constructions

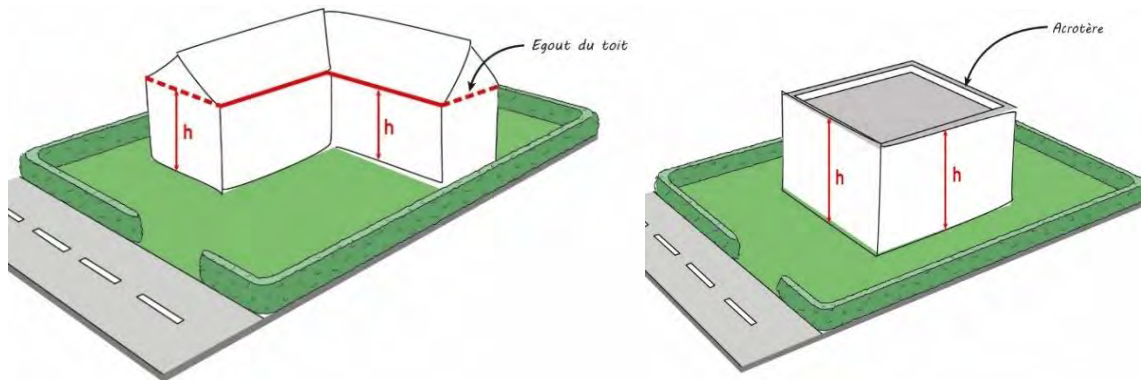
3.2.1 – Prescriptions générales

La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'égout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.

3.2.2 – La hauteur des constructions, calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel, ne doit pas excéder 16 mètres.

$h = 16$ mètres



Schémas illustratifs

3.2.3 – Règles alternatives

Toutefois, une hauteur différente pourra être autorisée ou imposée en cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.

3.3 Implantation des constructions

3.3.1 – Dispositions générales

Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.

Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

3.3.2 – Règle alternative

Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée :

- Soit lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement.
- Soit en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle sans aggraver la non-conformité.

3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Définition

Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques.

Règles d'implantation

Les constructions doivent être implantées avec un recul de 10 mètres minimum.

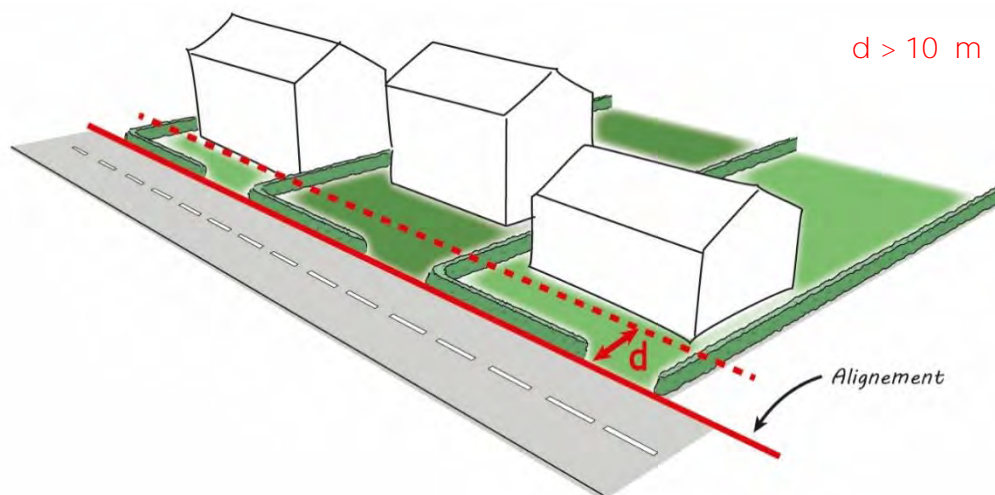


Schéma illustratif

Les extensions des constructions ne respectant pas les règles d'alignement peuvent être édifiées dans le prolongement des constructions existantes.

3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives
Non réglementée.

Article UX4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

4.1 – Prescriptions générales

Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9 m², les dispositions du UX4 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du UX4 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du UX4.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles énoncées au 4.3 pourront être admises pour l'animation ponctuelle des façades.

4.3 - Façades

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

Les façades doivent être de nuance sombre et les teintes devront s'intégrer dans l'environnement.

L'utilisation de tôles laquées de couleur est autorisée.

L'emploi de matériaux brillants réverbérant (tôle ondulée, bac aluminium) est interdit. Le blanc pur est interdit en grande surface, mais reste possible pour des éléments architecturaux ponctuels de façade.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

4.4 – Toitures

Les toitures à pans comprendront au moins deux pans égaux compris entre 35° et 45°. Les toitures plates devront être masquées par un acrotère.

4.5 – Clôtures

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

Les nouvelles clôtures devront intégrer dans le choix des matériaux, coloris et aspects un rappel de la construction située sur la parcelle qu'elle va clore, tout en prenant en compte les caractéristiques des autres clôtures du quartier dans lequel elles sont situées.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité.

Les clôtures pouvant générer une gêne pour la circulation des véhicules pourront être limitées.

Clôtures sur rue

La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2,5 mètres.

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein réalisé avec un enduit dont l'aspect et la couleur seront en harmonie avec la construction principale ;

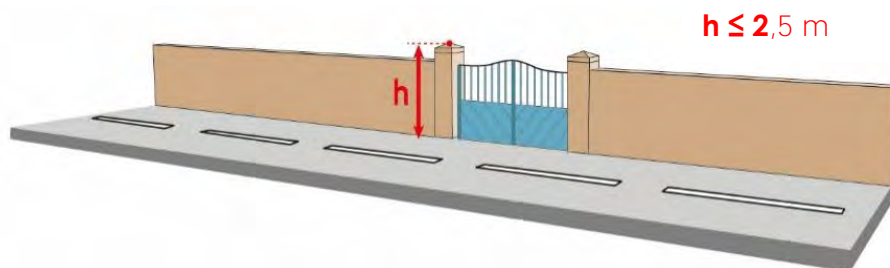


Schéma illustratif

- Un grillage à mailles rigides doublé d'une haie vive composée d'essences locales.

Article UX5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des abords des constructions

5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables)
En dehors du bâtiment principal, 20% de l'emprise foncière sera occupée par du végétal de pleine terre, de deux tenants maximums, ou en revêtement favorisant la perméabilité à la parcelle. Le traitement végétalisé doit consister en la plantation au choix :

- De haie au port libre
- D'arbres isolés
- De bosquets d'arbres
- D'alignements d'arbres

5.2 – Espaces libres et plantations

Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées.

Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.

Article UX6 – Stationnement

6.1 – Prescriptions générales

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations en ce qui concerne les véhicules de service, les véhicules du personnel et les véhicules des visiteurs, doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée et soustrait au maximum de la vue du public par un espace vert planté.

La taille minimale d'une place de stationnement pour les véhicules motorisés est de 2,30 mètres par 5 mètres.

La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1.5 m².

6.2 – Règle applicable aux constructions à usage commercial et d'activité

Il est exigé un nombre de places de stationnement correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles.

6.3 – Aire de stationnement pour véhicules à énergie renouvelable

Lors de la création ou de la modification d'aires de stationnement destinées aux véhicules automobiles, un minimum de 10% des places, sans être inférieur à une place,

seront équipés par un circuit électrique spécialisé pour permettre la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Les obligations de l'alinéa 6.2 ne sont pas applicables aux activités qui pourraient justifier la présence de bornes de recharge à proximité directe au sein des espaces publics.

6.4 – Dispositions relatives aux cycles

Toute nouvelle construction devra prévoir du stationnement cycle à minima couvert et sécurisé.

Tout local affecté à un usage de stationnement doit avoir une surface d'au moins 10 m² à destination du stationnement cycle. Ces dispositions concernent les parcs de stationnements d'accès destinés aux seuls occupants de l'immeuble ou salariés de l'entreprise.

6.5 – Règle alternative

Les obligations de l'alinéa 6.2 ne sont pas applicables aux aménagements ou aux extensions limitées de la surface de plancher des constructions existantes, si leur affectation reste inchangée ou s'il n'y a pas de création de logements supplémentaires.

Les obligations de l'alinéa 6.4 ne sont pas applicables :

- Aux activités qui pourraient justifier d'un stationnement cycle à proximité directe au sein des espaces publics.
- Aux aménagements d'une construction existante.
- Aux extensions de moins de 30% des constructions existantes.

SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Article UX7 – Desserte par les voies publiques ou privées

7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagés de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à effectuer des manœuvres dangereuses sur la voie ;

- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir. Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

Article UX8 – Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eaux devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec les caractéristiques du réseau. L'évacuation des eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et compte-tenu des caractéristiques du milieu récepteur.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privatives doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

TITRE IV : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A URBANISER (AU)

Caractère général de la zone

La zone AU se caractérise par des secteurs non bâtis et possédant tous les réseaux à proximité et en capacité suffisante ; il s'agit donc des secteurs correspondant à l'extension planifiée sur la commune pour accueillir de nouveaux logements. Deux zones AU ont été définies sur la commune : Grisy et Saint-Blaise. Ces zones sont en continuité directe du tissu urbain existant, afin de limiter la consommation d'espaces et de réduire l'impact paysager des nouvelles constructions.

Il existe deux façons d'aménager une zone AU :

- Une opération au fur et à mesure. Dans ce cadre, les autorisations peuvent être délivrées au fur et à mesure (DP, PC, PA etc...). Les zones en aménagement au fur et à mesure sont globalement de maîtrise foncière communale avec donc un engagement de la commune à réaliser les dessertes internes à la zone.
- Une opération d'aménagement d'ensemble. Dans ce cadre, la zone doit faire l'objet d'une seule et unique demande d'autorisation (permis groupé ou permis d'aménager) intégrant l'ensemble de la zone dans une réflexion cohérente.

Sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux, la zone AU située à Grisy sera aménagée en priorité, puis ensuite celle de Saint-Blaise.

L'attention des pétitionnaires est attirée sur la présence possible dans le sol d'argiles et sur les risques de retrait et gonflement qui peuvent en résulter. Il est recommandé de faire procéder par un bureau d'études spécialisés à une étude géotechnique afin de déterminer les normes constructives qu'il y aura lieu de respecter pour garantir la viabilité des futures constructions.

SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Article AU1 – Constructions interdites

- 1.1 - Les exploitations agricoles et forestières.
 - 1.2 - Les commerces de gros.
 - 1.3 - Les constructions à usage industriel.
 - 1.4 - Les entrepôts.
 - 1.5 – Les bureaux.
 - 1.6 - Le camping.
 - 1.7 - Les parcs résidentiels de loisirs.
 - 1.8 - Les dépôts de véhicules.
 - 1.9 - Les garages collectifs de caravanes.
 - 1.10 - L'aménagement des terrains destinés aux aires d'accueil et aux terrains familiaux des gens du voyage.
 - 1.11 - L'aménagement de terrains pour permettre l'installation de plusieurs résidences démontables.
 - 1.12 - L'aménagement des terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés.
 - 1.13 - Les parcs d'attraction.
 - 1.14 - Les golfs.
 - 1.15 – Les centres de congrès et d'exposition.
- 1.16 - Sont également interdites les occupations et utilisations du sol visées à l'article AU2 et qui ne répondent pas aux conditions imposées à cet article.

Article AU2 – Constructions soumises à condition

Sont admis sous réserve :

- D'être compatible avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation,
- Qu'ils ne portent pas atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique,
- Que l'aménagement des zones se fasse au fur et à mesure,

2.1 - Les constructions et installations nouvelles, l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes, de quelque destination que ce soit, autres que celles visées à l'article AU1.

2.2 - Les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient liés et nécessaires aux constructions et installations autorisées dans la zone.

SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Article AU3 – Volumétrie et implantation des constructions

3.1 Emprise au sol

L'emprise au sol des constructions ne devra pas excéder 60% par rapport à la superficie totale de l'unité foncière, hormis pour les constructions destinées aux

équipements d'intérêt collectif et de services publics dont l'emprise au sol n'est pas réglementée.

3.2 Hauteur des constructions

3.2.1 – Prescriptions générales

La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'égout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.

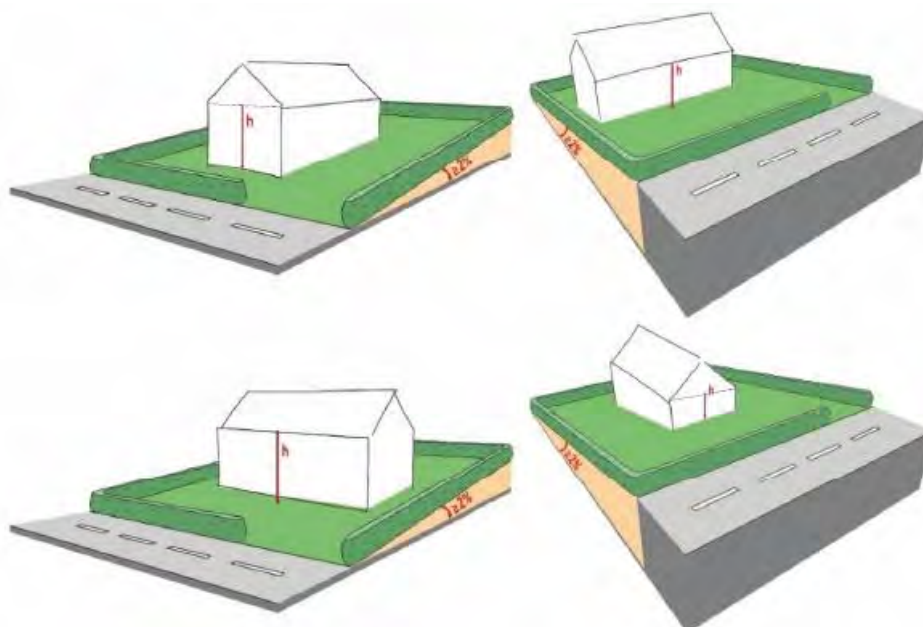


Schéma illustratif

3.2.2 – Constructions à pans

Lorsque les constructions possèdent une toiture avec au moins deux pans, la hauteur ne doit pas excéder 9 mètres.

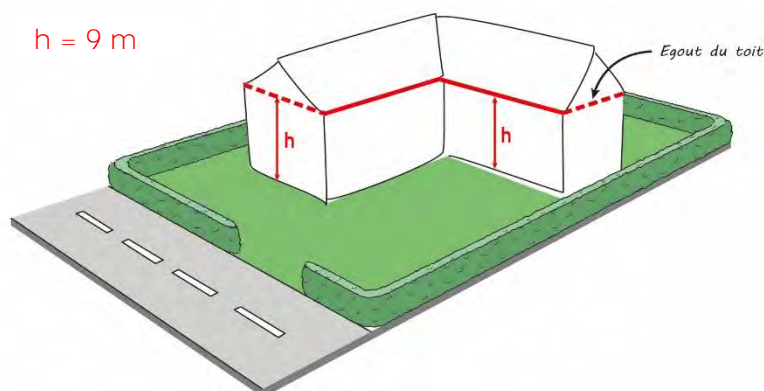


Schéma illustratif

3.2.3 – Constructions en toiture plate

Lorsque les constructions possèdent une toiture plate, la hauteur ne doit pas excéder 7 mètres à l'acrotère.

$h = 7 \text{ m}$

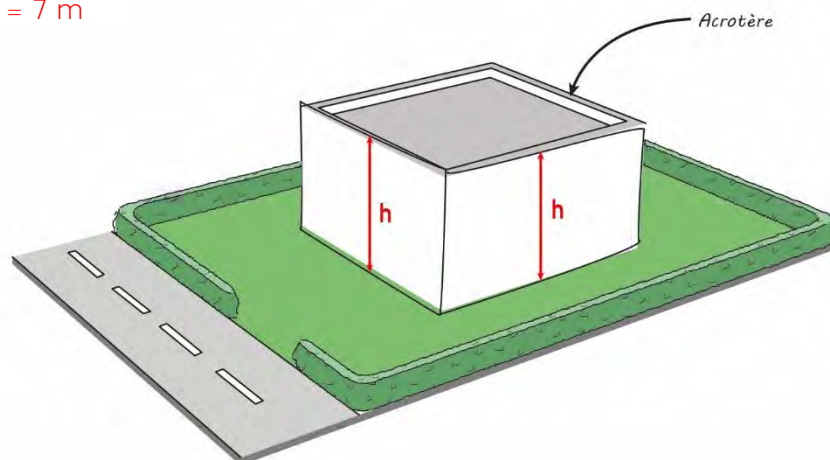


Schéma illustratif

3.2.4 – Règles alternatives

Toutefois, une hauteur différente pourra être autorisée ou imposée dans les cas suivants :

- En cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la vocation nécessite une grande hauteur et qui présentent des qualités architecturales compatibles avec leur environnement.

3.3 Implantation des constructions

3.3.1 – Dispositions générales

Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol, les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.

Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

3.3.2 – Règles alternatives

Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement.

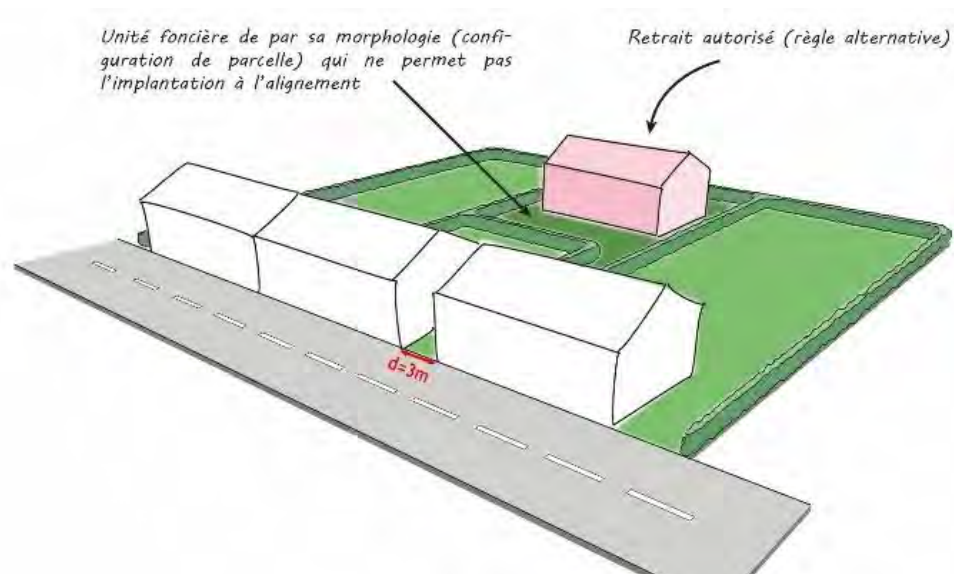


Schéma illustratif

3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Définition

Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques.

Règles d'implantation

Les constructions doivent être implantées, soit :

- A l'alignement
- Avec un recul maximum de 6 mètres.

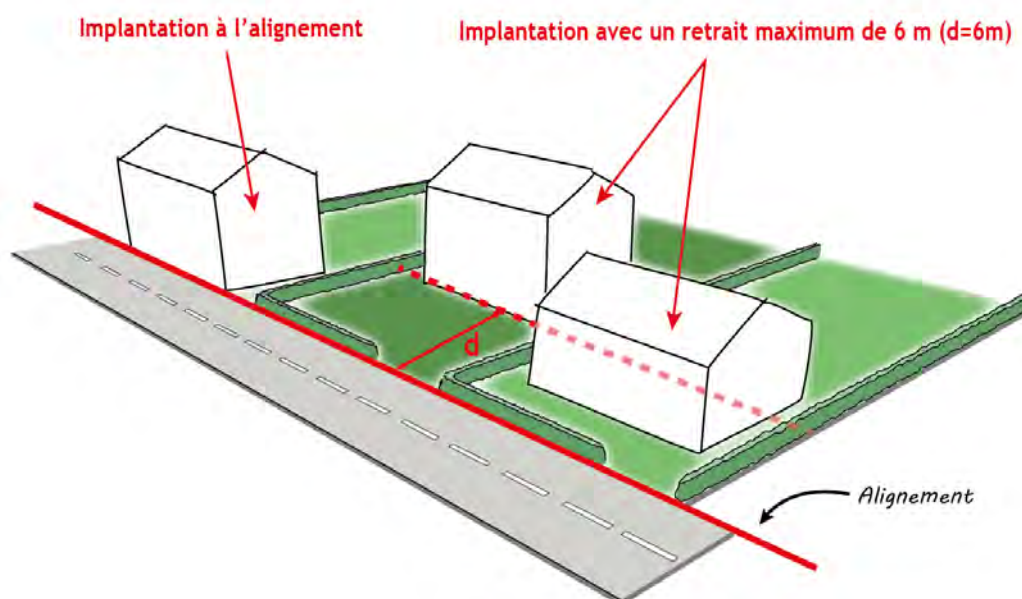


Schéma illustratif

3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions peuvent être implantées soit :

- En limites séparatives,
- En retrait de la limite séparative. Dans ce cas, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction à édifier au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 3 mètres.

3.3.5 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres
Non réglementée.

Article AU4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

4.1 – Prescriptions générales

Toute architecture d'une autre région est interdite (chalet savoyard, ferme normande, etc.).

Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après.

Les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une performance énergétique ou de l'utilisation des énergies ou ressources renouvelables sont admis.

Les dispositions du présent article n'excluent pas la réalisation d'éléments de toiture ponctuels justifiés par les besoins de la composition (lucarnes, tourelles, terrassons, croupes, etc.) à condition que ceux-ci ne dénaturent pas le volume général de la construction.

Dans le cas des terrains dont la pente est supérieure ou égale à 5%, les constructions devront présenter une bonne insertion dans la pente.

Les tonalités vives, brillantes sont interdites.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9 m², les dispositions du AU4 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du AU4 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du AU4.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles énoncées au 4.3 pourront être admises pour l'animation ponctuelle des façades.

4.3 – Façades

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester

apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Les bardages en tôle sont interdits.

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

Constructions principales et leurs extensions

Sous réserve des règles définies par le PPRI, le niveau de rez-de-chaussée des constructions à usage d'habitation doit être situé entre 0,20m et 0,50m par rapport au niveau du sol naturel, relevé au droit du milieu de la façade réglementée par rapport à la voie publique ou privée ou à l'espace public.

Les enduits de ravalement doivent être de nuance claire et de teinte gris clair à sombre, blanc cassé, beige, ocre jaune ou de teinte similaire.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

Les matériaux translucides ou transparents sont autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées et les abris de piscine.

Constructions annexes indépendantes

La tonalité des façades des constructions annexes sera en harmonie avec celle de la construction principale.

Pour les abris de piscine et les serres, les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés.

4.4 – Toitures

Constructions principales et leurs extensions

Pente et pans

La toiture de la construction principale comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

La pente pourra être adoucie en débord de toiture (prolongement par coyaux, vérandas, appentis, etc.).

Les toitures plates sont autorisées à condition qu'elles soient végétalisées ou qu'elles fassent l'objet d'un traitement architectural visant à assurer son intégration paysagère.

Les toitures des constructions qui ne sont pas à usage d'habitation pourront être constituée d'un bac acier.

Aspect et teintes

Pour les toitures à pan, seules les ardoises, les tuiles plates, les tuiles à emboitement, le zinc et matériaux similaires sont autorisés.

Seules les teintes rouges, brun-rouge, ardoisés, zinc ou teintes similaires seront autorisées.

Les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées, les pergolas et les abris de piscine.

Constructions annexes indépendantes

Les toitures des constructions annexes doivent comporter au moins un pan avec une pente adaptée à la nature des matériaux employés, sans pouvoir être inférieure à 25°. Les toitures plates sont également autorisées.

Les matériaux de couverture seront en harmonie avec la construction principale.

Pour les serres et les abris de piscine, les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés. Pour ces cas, les toitures peuvent comporter un ou plusieurs pans dont la pente n'est pas réglementée.

Installations de panneaux solaires

Une pose discrète doit être recherchée par une implantation privilégiée sur les volumes secondaires (toitures plus basses par exemple) ou sur les dépendances plutôt que sur les toitures principales. La mise en œuvre des panneaux devra s'effectuer avec une intégration au plus près du nu du matériau de couverture de la toiture (pose encastrée), selon une implantation horizontale du champ de capteurs de préférence en partie basse de la toiture.

4.5 – Ouvertures

Les coffrets de volets roulants s'inscrivant en surépaisseur de la toiture ou de la façade et/ou sous linteau (ou voussure) de l'ouverture sont interdits.

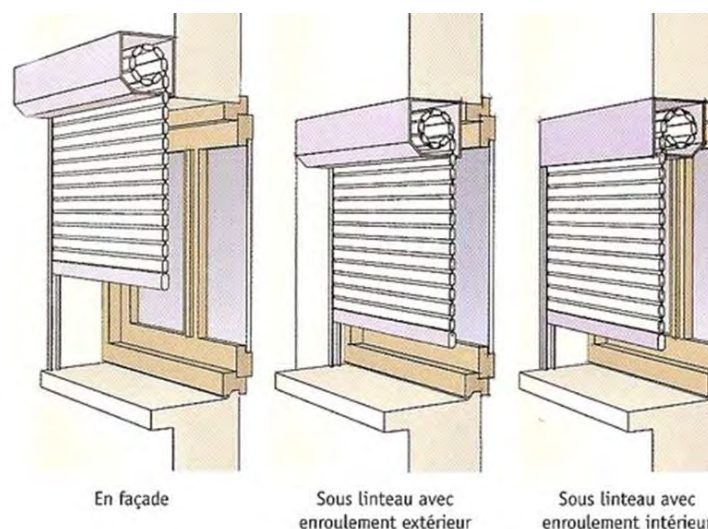


Schéma illustratif

4.6 – Clôtures

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture hormis lorsque leur entretien peut le nécessiter (bois etc....).

Les clôtures constituées de plaques et de poteaux bétons sont interdites à l'exception de celles constituées d'une plaque en soubassement de 30 cm maximum surmontées d'un grillage.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2 mètres.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité.

Les nouvelles clôtures devront intégrer dans le choix des matériaux, coloris et aspects un rappel de la construction située sur la parcelle qu'elle va clore, tout en prenant en compte les caractéristiques des autres clôtures du quartier dans lequel elles sont situées.

Les clôtures pouvant générer une gêne pour la circulation des véhicules pourront être limitées.

Clôtures sur rue

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein réalisé avec un enduit dont l'aspect et la couleur seront en harmonie avec la construction principale ;

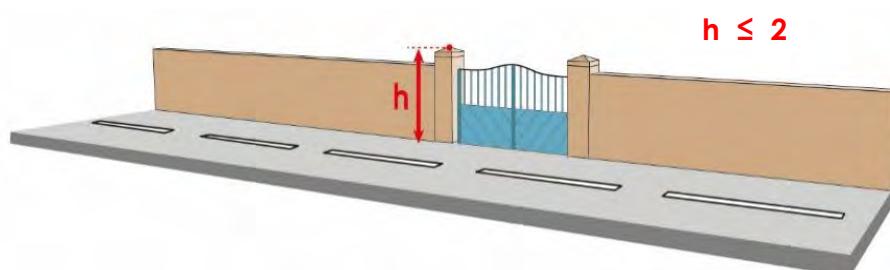


Schéma illustratif

- Un mur bahut de 0,80 mètre de hauteur maximum surmonté d'un ouvrage en serrure à barreaudage simple et verticale, sans volute, doublé par une haie vive composée d'essences locales ;

$h1 \leq 2 \text{ m}$
 $h2 \leq 0,8 \text{ m}$

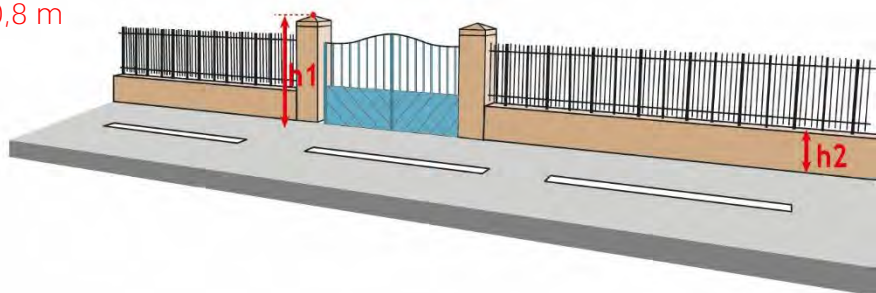


Schéma illustratif

- Un grillage éventuellement doublé d'une haie vive composée d'essences locales ou d'un système d'occultation ;
- Une haie vive composée d'essences locales.

Clôture entre deux limites séparatives

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein enduit ;
- Des panneaux en bois qui ne sont pas des éléments de récupération ;

- Un grillage éventuellement doublé par une haie vive composée d'essences locales ou d'un système d'occultation.

Les murets existants en pierre sèche devront être conservés et entretenus.

Article AU5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des abords des constructions

5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables)
Les terrains dont l'unité foncière est supérieure ou égale à 200 m² doivent comprendre 20% de leur surface totale en espaces verts de pleine terre végétalisés. Le traitement végétalisé doit consister en la plantation au choix :

- De haie au port libre
- D'arbres isolés
- De bosquets d'arbres
- D'alignements d'arbres

5.2 – Espaces libres et plantations

Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées.

Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.

Article AU6 – Stationnement

6.1 – Prescriptions générales

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée.

La taille minimale d'une place de stationnement est de 2.3 mètres par 5 mètres.

La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1.5 m².

6.2 – Règle applicable aux constructions à usage d'habitation

Il est exigé sur le terrain d'assiette au minimum 3 places de stationnement par logement, dont au moins 1 couverte. Il est également exigé la création de minimum 1 place de stationnement visiteur par tranche de 4 logements commencée.

Cette règle n'est pas applicable aux logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat pour lesquels il ne peut pas être exigé plus d'une place ainsi que pour les résidences universitaires et l'hébergement destiné aux personnes âgées pour lesquels il ne peut être pas exigé plus d'une place pour trois places d'hébergement.

6.3 – Règle applicable aux autres constructions

Pour les hébergements, il est exigé au minimum 1 place par chambre.

Dans les autres cas, il est exigé un nombre de places de stationnement correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles.

6.4 – Aire de stationnement pour véhicules à énergie renouvelable

Lors de la création ou de la modification d'aires de stationnement destinées aux véhicules automobiles, un minimum de 10% des places, sans être inférieur à une place, résultant de l'application des articles 6.2 et 6.3 ci-dessus, seront équipés par un circuit électrique spécialisé pour permettre la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Cette disposition ne s'applique pas aux aires de stationnement de moins de 10 places.

6.5 – Dispositions relatives aux cycles

Toute nouvelle construction devra prévoir du stationnement cycle à minima couvert et sécurisé.

Cette disposition ne s'applique pas aux constructions à destination d'habitation comprenant jusqu'à trois logements.

Tout local affecté à un usage de stationnement doit avoir une surface d'au moins 10 m² à destination du stationnement cycle. Ces dispositions concernent les parcs de stationnements d'accès destinés aux seuls occupants de l'immeuble ou salariés de l'entreprise.

6.6 – Règle alternative

Les obligations de l'alinéa 6.2 ne sont pas applicables aux aménagements ou aux extensions limitées de la surface de plancher des constructions existantes, si leur affectation reste inchangée ou s'il n'y a pas de création de logements supplémentaires.

Les obligations de l'alinéa 6.5 ne sont pas applicables aux activités qui pourraient justifier d'un stationnement cycle à proximité direct au sein des espaces publics.

SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Article AU7 – Desserte par les voies publiques ou privées

7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagés de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à effectuer des manœuvres dangereuses sur la voie ;
- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir. Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

Article AU8 – Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eaux devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec les caractéristiques du réseau. L'évacuation des eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et compte-tenu des caractéristiques du milieu récepteur.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privatives doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 – Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques
Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

TITRE V : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A URBANISER A VOCATION ECONOMIQUE (AUX)

Caractère général de la zone

La zone AUX de la commune de Saint-Bris-le-Vineux se caractérise par des secteurs non bâtis, qui disposent toutefois des réseaux à proximité en capacité suffisante. Il n'existe pas de zone 2AUX.

Cette zone vise à accueillir les activités qui peuvent potentiellement émettre des nuisances, et qui ne sont pas compatibles avec dans les secteurs mixtes (zones UA, UB), et doit pouvoir être aménagée pour accueillir des entreprises avec des besoins importants en équipements et en foncier.

Cette zone se situe dans la continuité de la zone UX des Champs-Galottes. Ainsi, elle ne sera ouverte à l'urbanisation qu'une fois que la présente zone UX sera aménagée à 80% de sa superficie.

L'attention des pétitionnaires est attirée sur la présence possible dans le sol d'argiles et sur les risques de retrait et gonflement qui peuvent en résulter. Il est recommandé de faire procéder par un bureau d'études spécialisés à une étude géotechnique afin de déterminer les normes constructives qu'il y aura lieu de respecter pour garantir la viabilité des futures constructions.

SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Article AUX1 – Constructions interdites

- 1.1 – Les exploitations agricoles et forestières.
- 1.2 – Les habitations autres que celles mentionnées à l'article AUX2.
- 1.3 – Les restaurants.
- 1.4 – Les hébergements hôteliers et touristiques.
- 1.5 – Les cinémas.
- 1.6 – Les centres de congrès et d'exposition.
- 1.7 - Sont également interdites les occupations et utilisations du sol visées à l'article AUX2 et qui ne répondent pas aux conditions imposées à cet article.

Article AUX2 – Constructions soumises à condition

- 2.1 – Les constructions et installations nouvelles, l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes, de quelque destination que ce soit, autres que celles visées à l'article AUX1.
- 2.2 – Les locaux à usage d'habitation et leurs extensions destinés aux personnes dont la présence est strictement nécessaire pour la bonne marche et la surveillance des occupations et des utilisations du sol autorisées dans la zone et à condition qu'ils soient compris dans le volume des constructions à usage d'activité.

SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Article AUX3 – Volumétrie et implantation des constructions

3.1 Emprise au sol

Dans l'ensemble de la zone, l'emprise au sol des constructions à usage d'activité ne devra pas excéder 80% par rapport à la superficie totale de l'unité foncière.

L'emprise au sol des nouveaux logements nécessaires au bon fonctionnement de l'activité doit représenter moins de 75 m².

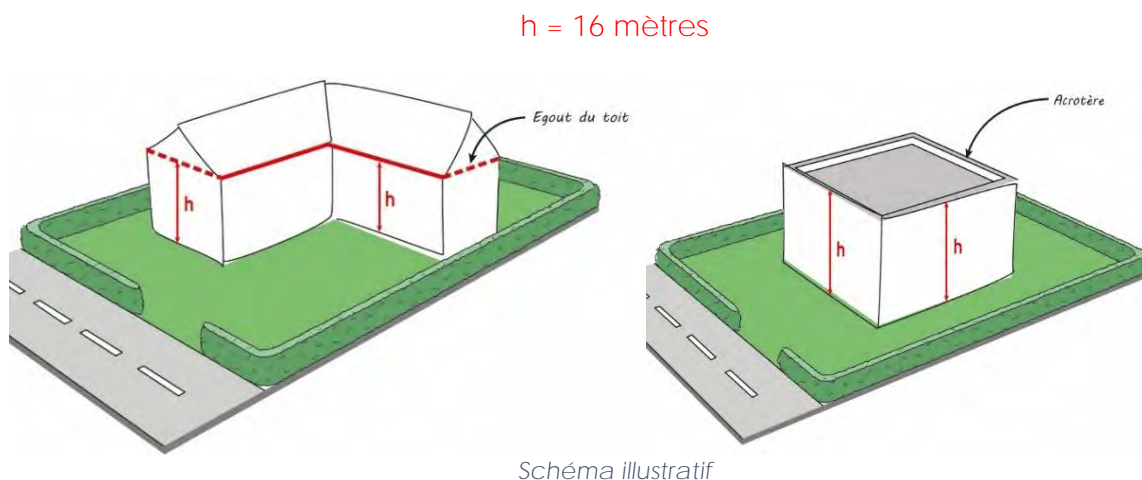
3.2 Hauteur des constructions

3.2.1 – Prescriptions générales

La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'égout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.

3.2.2 – La hauteur des constructions, calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel, ne doit pas excéder 16 mètres.



3.2.3 – Règles alternatives

Toutefois, une hauteur différente pourra être autorisée ou imposée en cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.

3.3 Implantation des constructions

3.3.1 – Dispositions générales

Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.

Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

3.3.2 – Règle alternative

Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée :

- Soit lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement.
- Soit en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle sans aggraver la non-conformité.

3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Définition

Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques.

Règles d'implantation

Les constructions doivent être implantées avec un recul de 10 mètres minimum.

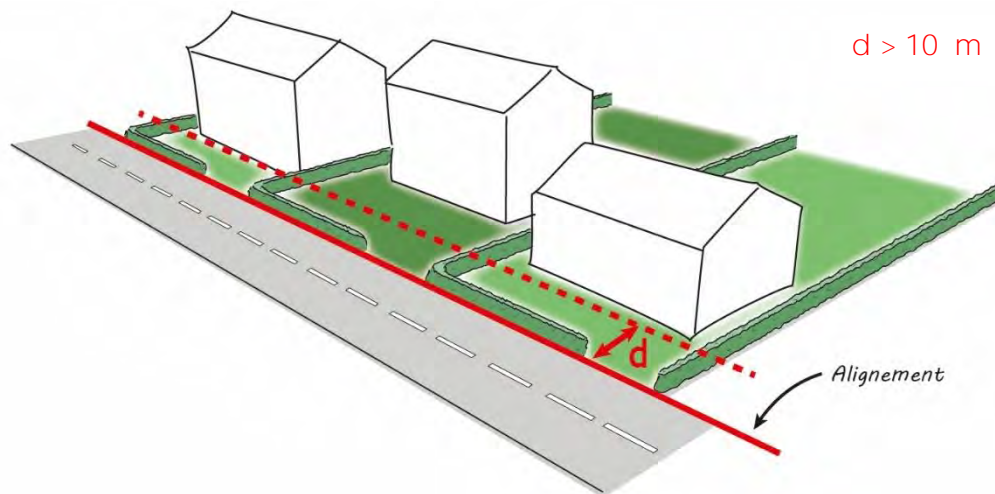


Schéma illustratif

Les extensions des constructions ne respectant pas les règles d'alignement peuvent être édifiées dans le prolongement des constructions existantes.

3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives
Non réglementée.

Article AUX4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

4.1 – Prescriptions générales

Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9 m², les dispositions du AUX4 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du AUX4 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du AUX4.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles énoncées au 4.3 pourront être admises pour l'animation ponctuelle des façades.

4.3 - Façades

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

Les façades doivent être de nuance sombre et les teintes devront s'intégrer dans l'environnement.

L'utilisation de tôles laquées de couleur est autorisée.

L'emploi de matériaux brillants réverbérant (tôle ondulée, bac aluminium) est interdit. Le blanc pur est interdit en grande surface, mais reste possible pour des éléments architecturaux ponctuels de façade.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

4.4 – Toitures

Les toitures à pans comprendront au moins deux pans égaux compris entre 35° et 45°. Les toitures plates devront être masquées par un acrotère.

4.5 – Clôtures

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

Les nouvelles clôtures devront intégrer dans le choix des matériaux, coloris et aspects un rappel de la construction située sur la parcelle qu'elle va clore, tout en prenant en compte les caractéristiques des autres clôtures du quartier dans lequel elles sont situées.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité.

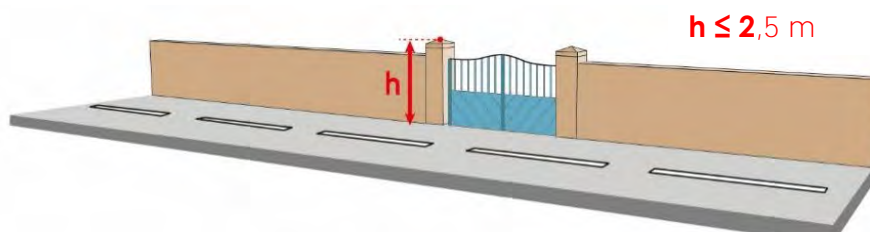
Les clôtures pouvant générer une gêne pour la circulation des véhicules pourront être limitées.

Clôtures sur rue

La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2,5 mètres.

Seuls sont autorisés :

- Un mur plein réalisé avec un enduit dont l'aspect et la couleur seront en harmonie avec la construction principale ;



- Un grillage à mailles rigides doublé d'une haie vive composée d'essences locales.

Article AUX5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des abords des constructions

5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables)
En dehors du bâtiment principal, 20% de l'emprise foncière sera occupée par du végétal de pleine terre, de deux tenants maximums, ou en revêtement favorisant la perméabilité à la parcelle. Le traitement végétalisé doit consister en la plantation au choix :

- De haie au port libre
- D'arbres isolés
- De bosquets d'arbres
- D'alignements d'arbres

5.2 – Espaces libres et plantations

Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées.

Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.

Article AUX6 – Stationnement

6.1 – Prescriptions générales

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations en ce qui concerne les véhicules de service, les véhicules du personnel et les véhicules des visiteurs, doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée et soustrait au maximum de la vue du public par un espace vert planté.

La taille minimale d'une place de stationnement pour les véhicules motorisés est de 2,30 mètres par 5 mètres.

La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1.5 m².

6.2 – Règle applicable aux constructions à usage commercial et d'activité

Il est exigé un nombre de places de stationnement correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles.

6.3 – Aire de stationnement pour véhicules à énergie renouvelable

Lors de la création ou de la modification d'aires de stationnement destinées aux véhicules automobiles, un minimum de 10% des places, sans être inférieur à une place, seront équipés par un circuit électrique spécialisé pour permettre la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables.

Les obligations de l'alinéa 6.2 sont pas applicables aux activités qui pourraient justifier la présence de bornes de recharge à proximité directe au sein des espaces publics.

6.4 – Dispositions relatives aux cycles

Toute nouvelle construction devra prévoir du stationnement cycle à minima couvert et sécurisé.

Tout local affecté à un usage de stationnement doit avoir une surface d'au moins 10 m² à destination du stationnement cycle. Ces dispositions concernent les parcs de stationnements d'accès destinés aux seuls occupants de l'immeuble ou salariés de l'entreprise.

6.5 – Règle alternative

Les obligations de l'alinéa 6.2 ne sont pas applicables aux aménagements ou aux extensions limitées de la surface de plancher des constructions existantes, si leur affectation reste inchangée ou s'il n'y a pas de création de logements supplémentaires.

Les obligations de l'alinéa 6.4 ne sont pas applicables :

- Aux activités qui pourraient justifier d'un stationnement cycle à proximité directe au sein des espaces publics.
- Aux aménagements d'une construction existante.
- Aux extensions de moins de 30% des constructions existantes.

SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Article AUX7 – Desserte par les voies publiques ou privées

7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagées de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à effectuer des manœuvres dangereuses sur la voie ;
- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir. Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

Article AUX8 – Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eaux devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec les caractéristiques du réseau. L'évacuation des eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et compte-tenu des caractéristiques du milieu récepteur.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privatives doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité

ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

TITRE VI : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AGRICOLE (A)

Caractère général de la zone

La zone A regroupe l'ensemble des terres cultivées ou potentiellement cultivables, qui ont été identifiées à partir des déclarations PAC des exploitants intervenant sur le territoire communal.

Elle a été définie afin de préserver les enjeux économiques liés à l'activité agricole et aux sièges d'exploitation identifiés. Ainsi elle est définie comme étant inconstructible, afin de protéger l'outil agricole, mais également de préserver les parcelles AOC. Elle intègre toutefois les dernières dispositions de la loi ELAN et autorise les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production.

La zone A comprend plusieurs secteurs :

- Aa qui correspond à des Secteurs de Tailles et de Capacité Limitée (STECAL) au titre de l'article L.151-13 1° du Code de l'Urbanisme. Ces STECAL intègrent les activités déjà existantes sur le territoire afin de permettre leurs évolutions ponctuelles.
- Ac qui est destiné aux constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole.
- Ae qui correspond à des secteurs d'équipements d'intérêt collectif situés dans des environnements naturels : station d'épuration, etc. Pour rappel, ces secteurs ne sont pas des STECAL. En effet, l'article L.151-11 du code de l'urbanisme indique que « dans les zones agricoles [...] le règlement peut autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ».

L'attention des pétitionnaires est attirée sur la présence possible dans le sol d'argiles et sur les risques de retrait et gonflement qui peuvent en résulter. Il est recommandé de faire procéder par un bureau d'études spécialisés à une étude géotechnique afin de déterminer les normes constructives qu'il y aura lieu de respecter pour garantir la viabilité des futures constructions.

SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Article A1 – Constructions interdites

Sont interdites toute les occupations et utilisations du sol autres que les occupations et utilisations du sol visées à l'article A2.

Article A2 – Constructions soumises à condition

Dans l'ensemble de la zone A, sont admis sous réserve :

- D'être compatible avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain,
- De ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages,
- D'avoir obtenu l'avis préalable de l'INAO en cas de constructions situées sur une zone d'Appellation Contrôlée.

2. 1 – Hormis en secteurs Aa, Ac et Ae, sont admis :

- Les annexes à usage d'habitation ;
- L'extension, la réfection et l'adaptation des constructions existantes à usage d'habitation ;
- Les constructions et les installations à destination des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés ;
- Les dépôts, les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient liés et nécessaires aux constructions et installations autorisées dans la zone.

2. 2 – En secteur Ac, sont admis :

- Les habitations nécessaires et liées aux exploitations agricoles à condition de constituer un regroupement architectural ;
- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées ;
- Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production.

2.3 – En secteur Ae, seuls sont admis les équipements d'intérêt collectif et/ou de services publics.

2.4 – En secteur Aa, seuls sont admis l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions artisanales et les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.

SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Article A3 – Volumétrie et implantation des constructions

3.1 Emprise au sol

Dans l'ensemble de la zone A, hormis en secteur Aa, et pour les constructions à usage d'habitation non liées et nécessaires à l'activité agricole :

- L'emprise au sol des extensions des constructions principales est limitée à 30% de l'emprise au sol de la construction principale à la date d'approbation du PLU.
- L'emprise au sol des nouvelles annexes à la date d'approbation du PLU est limitée à 40 m².
- L'emprise au sol des piscines est limitée à 75 m² à la date d'approbation du PLU.

En secteur Aa, l'emprise au sol des extensions et des annexes des constructions est limitée à 30% de l'emprise au sol de la construction principale à la date d'approbation du PLU.

Il n'est pas fixé d'emprise au sol pour les secteurs Ac et Ae.

3.2 Hauteur des constructions

3.2.1 – Prescriptions générales

La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'égout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.

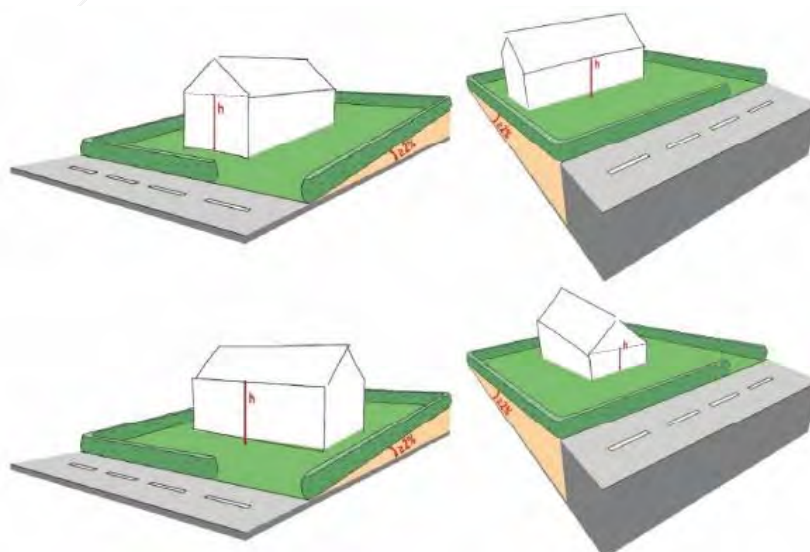


Schéma illustratif

3.2.2 – Constructions à usage d'habitation

La hauteur des constructions principales ne doit pas excéder 9 mètres.

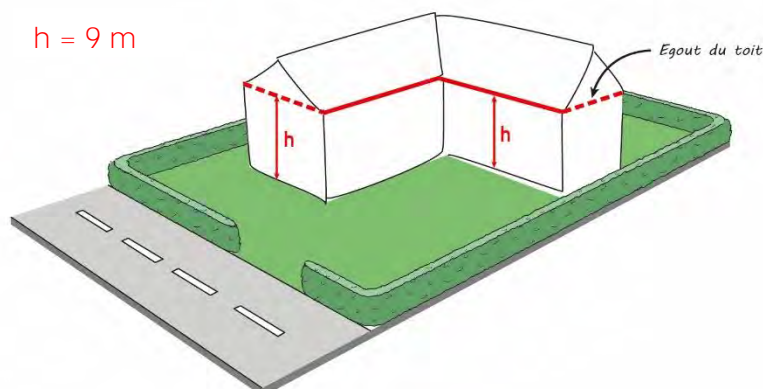


Schéma illustratif

La hauteur des constructions annexes ne doit pas dépasser 5 mètres.

3.2.3 – Constructions agricoles **et sylvicoles et à usage d'activité**

La hauteur ne doit pas excéder 12 mètres. Une hauteur différente pourra être autorisée pour les silos agricoles.

3.2.4 – Règles alternatives

Toutefois, une hauteur différente pourra être autorisée ou imposée dans les cas suivants :

- En cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la vocation nécessite une grande hauteur et qui présentent des qualités architecturales compatibles avec leur environnement.
- Pour les silos nécessitant une grande hauteur sous réserve d'une bonne insertion dans le paysage.

3.3 Implantation des constructions

3.3.1 – Dispositions générales

Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les constructions de moins de 9 m² d'emprise au sol, les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.

Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

3.3.2 – Règles alternatives

Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée :

- Soit lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement.

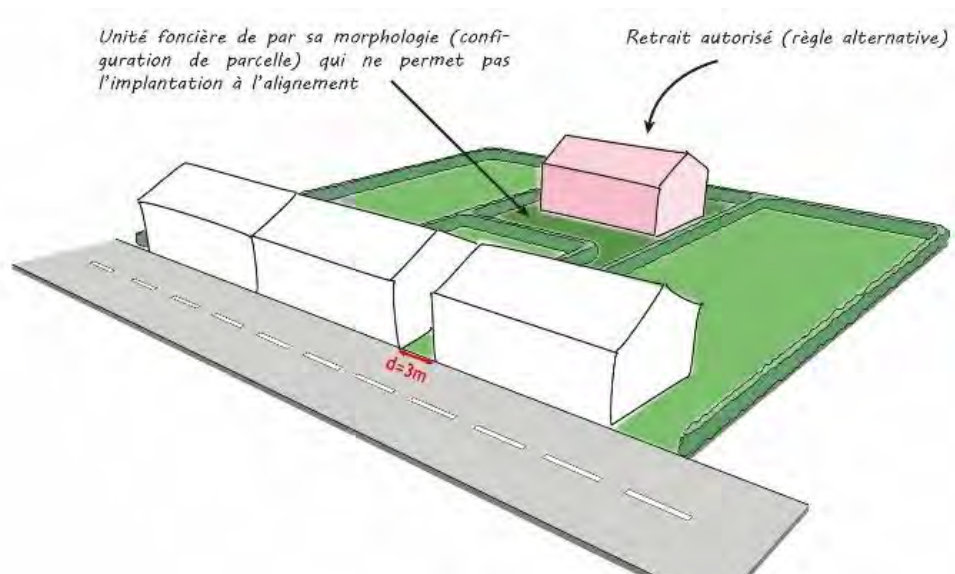


Schéma illustratif

- Soit en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle sans aggraver la non-conformité.

3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Définition

Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques.

Règles d'implantation

Les constructions doivent être implantées, soit :

- A l'alignement ;
- Avec un recul de 10 mètres minimum par rapport aux routes départementales ou un recul de 5 mètres minimum par rapport aux autres voies et emprises publiques.

3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions agricoles devront respecter une distance horizontale minimale de tout point de la construction à édifier au point le plus proche de la limite séparative au moins égale à la hauteur de la construction divisée par deux.

3.3.5 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres Non réglementée.

Article A4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

4.1 – Prescriptions générales

Toute architecture d'une autre région est interdite (chalet savoyard, ferme normande, etc.).

Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la

construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après.

Les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une performance énergétique ou de l'utilisation des énergies ou ressources renouvelables sont admis.

Les dispositions du présent article n'excluent pas la réalisation d'éléments de toiture ponctuels justifiés par les besoins de la composition (lucarnes, tourelles, terrassons, croupes, etc.) à condition que ceux-ci ne dénaturent pas le volume général de la construction.

Dans le cas des terrains dont la pente est supérieure ou égale à 5%, les constructions devront présenter une bonne insertion dans la pente.

Les tonalités vives, brillantes sont interdites.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9 m², les dispositions du 5.1 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du 4.1 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du 4.1.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles énoncées au 4.3 pourront être admises pour l'animation ponctuelle des façades.

4.3 – Façades

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Les bardages en tôle sont interdits, à l'exception des constructions à usage d'activités.

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

Constructions principales à usage d'habitation, leurs extensions et les annexes

Sous réserve des règles définies par le PPRI, le niveau de rez-de-chaussée des constructions à usage d'habitation doit être situé entre 0,20m et 0,50m par rapport au niveau du sol naturel, relevé au droit du milieu de la façade réglementée par rapport à la voie publique ou privée ou à l'espace public.

Les enduits des ravalements doivent être de nuance claire et de teintes gris clair à sombre, blanc cassé, beige, ocre jaune ou de teinte similaire.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

Les matériaux translucides ou transparents sont autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées et les abris de piscine.

Constructions à usage agricole ou d'activités

Les façades doivent être de nuance sombre et les teintes devront s'intégrer dans l'environnement.

L'utilisation de tôles laquées de couleur est autorisée.

Le blanc pur est interdit en grande surface, mais reste possible pour des éléments architecturaux ponctuels de façade.

4.4 – Toitures

Constructions principales à usage d'habitation et leurs extensions

Pente et pans

La toiture de la construction principale comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

La pente pourra être adoucie en débord de toiture (prolongement par coyaux, vérandas, appentis, etc.).

Les toitures plates sont autorisées à condition qu'elles ne concernent qu'une partie de la surface de la construction.

Les bacs aciers sont interdits sur les constructions à usage d'habitation.

Aspect et teintes

Pour les toitures à pan, seules les ardoises, les tuiles plates, les tuiles à emboîtement et le zinc sont autorisés.

Seules les teintes rouges, brun-rouge, ardoisés, zinc ou teintes similaires seront autorisées.

Les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées, les pergolas et les abris de piscine.

Constructions annexes indépendantes à usage d'habitation

La toiture des constructions annexes doit comporter au moins un pan avec une pente adaptée à la nature des matériaux employés, sans pouvoir être inférieure à 25°.

Les toitures plates sont autorisées.

Les matériaux de couverture seront en harmonie avec la construction principale.

Constructions à usage agricole et à usage d'activité

La toiture des constructions à usage agricole et à usage d'activité comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

Le fibrociment et les bacs aciers prépeints peuvent être admis comme matériau de couverture dans la mesure où leur teinte s'harmonise avec celles des toitures des autres constructions.

L'emploi de matériaux non peints, brillants est interdit.

Installations de panneaux solaires

Une pose discrète doit être recherchée par une implantation privilégiée sur les volumes secondaires (toitures plus basses par exemple) ou sur les dépendances plutôt que sur les toitures principales. La mise en œuvre des panneaux devra s'effectuer avec une intégration au plus près du nu du matériau de couverture de la toiture (pose encastrée ou en superposition estompée), selon une implantation horizontale du champ de capteurs de préférence en partie basse de la toiture.

4.5 – Ouvertures

Les coffrets de volets roulants s'inscrivant en surépaisseur de la toiture ou de la façade et/ou sous linteau (ou voussure) de l'ouverture sont interdits.

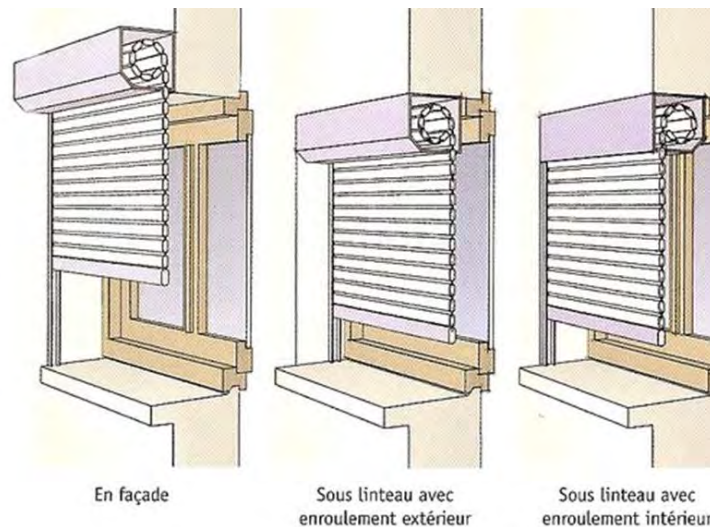


Schéma illustratif

4.6 – Clôtures

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture hormis lorsque leur entretien peut le nécessiter (bois etc....).

Les clôtures constituées de plaques et de poteaux bétons sont interdites à l'exception de celles constituées d'une plaque en soubassement de 30 cm maximum surmontées d'un grillage.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2 mètres.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité.

Les nouvelles clôtures devront intégrer dans le choix des matériaux, coloris et aspects un rappel de la construction située sur la parcelle qu'elle va clore, tout en prenant en compte les caractéristiques des autres clôtures du quartier dans lequel elles sont situées.

Les clôtures pouvant générer une gêne pour la circulation des véhicules pourront être limitées.

Article A5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des abords des constructions

5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables)
Les terrains dont l'unité foncière est supérieure ou égale à 200 m² doivent comprendre 15% de leur surface totale en espaces verts de pleine terre végétalisés. Le traitement végétalisé doit consister en la plantation au choix :

- De haie au port libre
- D'arbres isolés
- De bosquets d'arbres
- D'alignements d'arbres

5.2 – Espaces libres et plantations

Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées.

Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.

Article A6 – Stationnement

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée. La taille minimale d'une place de stationnement est de 2.3 mètres par 5 mètres. La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1.5 m².

SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Article A7 – Desserte par les voies publiques ou privées

7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin. Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagés de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à effectuer des manœuvres dangereuses sur la voie ;
- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir. Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

Article A8 – Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eaux devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec les caractéristiques du réseau. L'évacuation des eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et compte-tenues des caractéristiques du milieu récepteur.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privées doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

TITRE VII : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE NATURELLE (N)

Caractère général de la zone

La zone N est une zone naturelle et forestière, dans laquelle peuvent être classés les secteurs de la commune, équipés ou non, qu'il y a lieu de protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère naturel.

Cette zone également riche pour ses paysages est le support du développement d'activités de loisirs et/ou touristiques. Enfin, elle comporte un certain nombre d'activités isolées dont il conviendra d'en permettre l'évolution mesurée.

Cette zone N comprend les secteurs suivants :

- Ne qui correspond à des secteurs d'équipements d'intérêt collectif situés dans des environnements naturels : station d'épuration, etc. Pour rappel, ces secteurs ne sont pas des STECAL. En effet, l'article L.151-11 du code de l'urbanisme indique que « dans les zones agricoles [...] le règlement peut autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ».
- Nl qui correspond à un Secteur de Taille et de Capacité Limitée au titre de l'article L.151-13 1° du Code de l'Urbanisme. Il s'agit d'une zone naturelle à vocation touristique, sportive et/ou de loisirs qui tient compte de la qualité paysagère. Elle permet d'accueillir des installations et équipements liés et nécessaires aux activités autorisées dans la zone.
- Np qui correspond à une zone naturelle à protéger de toute construction, y compris agricole, au regard des enjeux paysagers. L'objectif est d'assurer une protection stricte des espaces sensibles, au regard de l'environnement et des paysages.
- Nenr qui correspond à un Secteur de Taille et de Capacité Limitée au titre de l'article L.151-13 1° du Code de l'Urbanisme. Ce STECAL permet l'implantation d'installations de production d'énergie renouvelable.
- Nt qui correspond à un Secteur de Taille et de Capacité Limitée au titre de l'article L.151-13 1° du Code de l'Urbanisme. Ce STECAL correspond aux sites dédiés aux activités de loisirs et de tourisme.

L'attention des pétitionnaires est attirée sur la présence possible dans le sol d'argiles et sur les risques de retrait et gonflement qui peuvent en résulter. Il est recommandé de faire procéder par un bureau d'études spécialisés à une étude géotechnique afin de déterminer les normes constructives qu'il y aura lieu de respecter pour garantir la viabilité des futures constructions.

SECTION 1 – DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE

Article N1 – Constructions interdites

Hormis en secteur Np, sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol autres que :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation forestière.
- Les occupations et utilisation du sol visées à l'article N2.

En secteur Np, toute construction et installation, autre que les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, est interdite.

Article N2 – Constructions soumises à condition

Dans l'ensemble de la zone N, sont admis sous réserve :

- De ne pas être incompatible avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain,
- De ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

2.1 – Les constructions et les installations à destination des locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.

2.2 – Les dépôts, les affouillements et exhaussements du sol à condition qu'ils soient liés et nécessaires aux constructions et installations autorisées dans la zone.

2.3 – Hormis dans les secteurs, Ne, NI, Nenr et Nt, sont admis :

- Les annexes à usage d'habitation ;
- L'extension, la réfection et l'adaptation des constructions existantes à usage d'habitation.

2.4 - En secteur Ne, seuls sont admis les équipements d'intérêt collectif et/ou de service public.

2.5 – En secteur NI, seuls sont admis les installations et équipements légers liés et nécessaires aux activités sportives, touristiques et de loisirs, les aires de jeux et de sports ouvertes au publics et les chemins piétonniers et les objets de mobilier urbain s'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces.

2.6 – En secteur Nenr, seuls sont admis les dispositifs de production d'énergie renouvelable.

2.7 – En secteur Nt, seules sont admises les constructions et installations à destination d'habitation, de restauration, d'activité de services, d'hébergement hôtelier et touristique à condition qu'ils soient liés à une activité de loisir et/ou de tourisme.

SECTION 2 – CARACTERISTIQUE URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Article N3 – Volumétrie et implantation des constructions

3.1 Emprise au sol

Dans l'ensemble de la zone N et pour les constructions à usage d'habitation non liées et nécessaires à l'activité agricole et sylvicole :

- L'emprise au sol des extensions des constructions principales est limitée à 30% de l'emprise au sol de la construction principale à la date d'approbation du PLU.
- L'emprise au sol des nouvelles annexes à la date d'approbation du PLU est limitée à 40 m².
- L'emprise au sol des piscines est limitée à 75 m² à la date d'approbation de PLU.

En secteur NI, l'emprise au sol des constructions est limitée à 50m².

En secteur Nt, l'emprise au sol des constructions est limitée à 250m².

Il n'est pas fixé d'emprise au sol pour les secteurs Np, Nenr et Ne.

3.2 Hauteur des constructions

3.2.1 – Prescriptions générales

La hauteur maximale des constructions est calculée en tout point du bâtiment par rapport au sol naturel jusqu'à l'égout de toiture. Les ouvrages de faible emprise, tels que les souches de cheminées et de ventilation, les locaux techniques d'ascenseurs, les clochetons, les tourelles, ainsi que les autres superstructures dépassant de la toiture (chaufferie, antennes, paratonnerres, garde-corps, capteurs solaires, etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

Lorsque le terrain est en pente (> 2%), le point de référence de la hauteur maximale est pris au milieu de la façade ou du pignon, par rapport à la rue où donne l'accès principal de la construction.

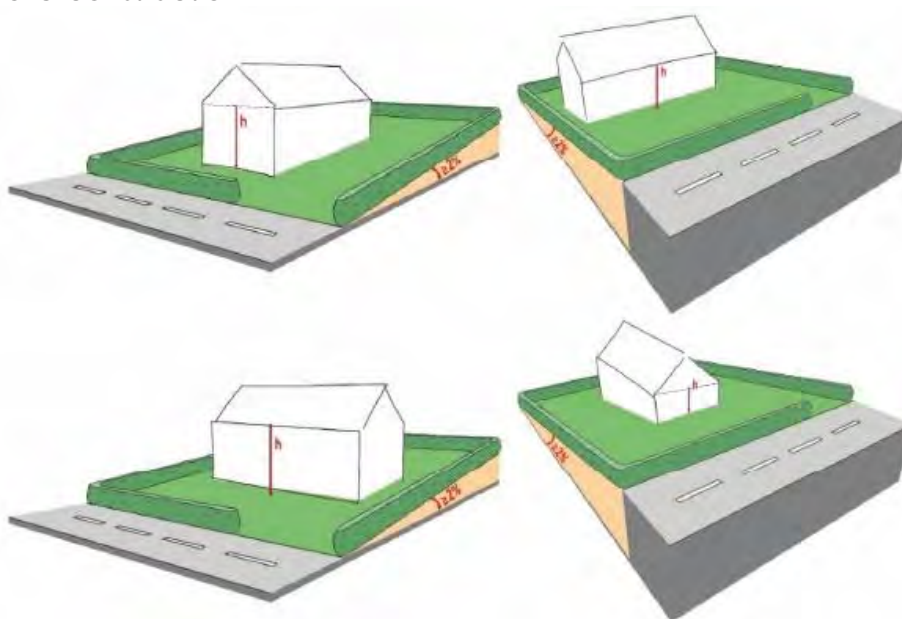


Schéma illustratif

La hauteur des constructions principales ne doit pas excéder 8 mètres.

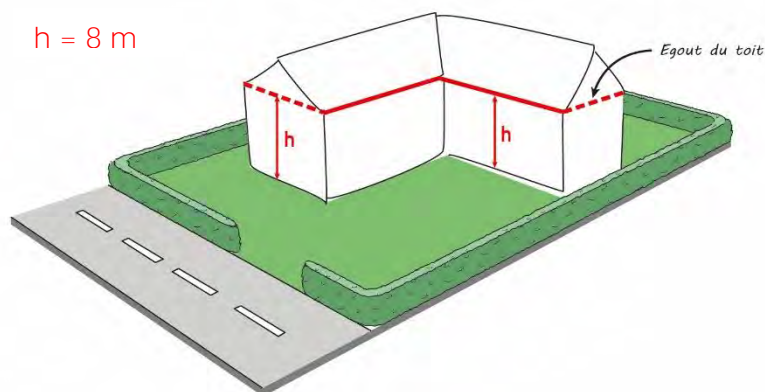


Schéma illustratif

3.2.2 – Règles alternatives

Toutefois, une hauteur différente pourra être autorisée ou imposée dans les cas suivants :

- En cas d'extension ou d'aménagement d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle. Dans ce cas, la hauteur maximale autorisée ne devra pas dépasser la hauteur initiale du bâtiment existant.
- Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dont la vocation nécessite une grande hauteur et qui présentent des qualités architecturales compatibles avec leur environnement.
- Pour les constructions et installations de loisirs situées dans les arbres. Auquel cas, la hauteur de la construction se mesurera du point le plus bas du volume au point le plus haut.

3.3 Implantation des constructions

3.3.1 – Dispositions générales

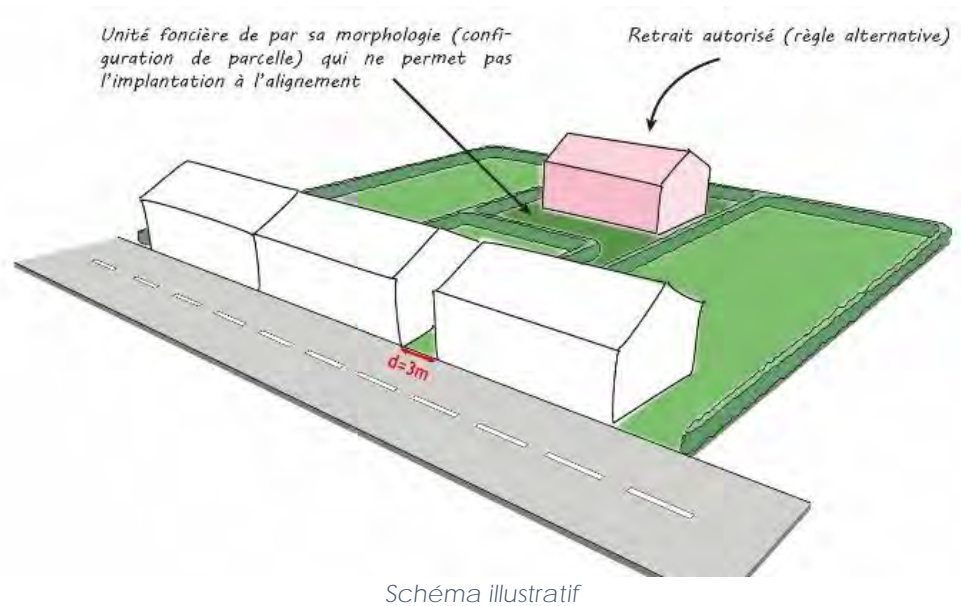
Les règles ci-après ne s'appliquent pas pour les constructions de moins de 9 m² d'emprise au sol, les ouvrages enterrés, les piscines et les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, pour lesquels il n'est pas fixé de règles.

Les ouvrages de faible emprise, tels que souches de cheminée et de ventilation, locaux techniques d'ascenseur (etc.) ne sont pas à prendre en compte pour l'application du présent article.

3.3.2 – Règles alternatives

Une implantation différente des constructions peut être autorisée ou imposée :

- Soit lorsque la situation des constructions existantes sur le terrain concerné ou la configuration du parcellaire ne permet pas l'implantation à l'alignement.



- Soit en cas d'extension ou d'aménagement d'une construction existante dont l'implantation n'est pas conforme à la présente règle sans aggraver la non-conformité.

3.3.3 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Définition

Les dispositions d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques s'appliquent à toutes voies publiques ou privées ouvertes à la circulation générale et aux emprises publiques.

Règles d'implantation

Hormis en secteur Nenr, les constructions doivent être implantées, soit :

- A l'alignement
- Avec un recul de 10 mètres minimum par rapport aux routes départementales ou un recul de 5 mètres minimum par rapport aux autres voies publiques.

En secteur Nenr, les constructions doivent être implantées à une distance de l'alignement d'au moins 6 mètres.

3.3.4 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions devront respecter une distance horizontale minimale de tout point de la construction à édifier au point le plus proche de la limite séparative au moins égale à la hauteur de la construction divisée par deux.

3.3.5 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres Non réglementée.

Article N4 – Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

4.1 – Prescriptions générales

Toute architecture d'une autre région est interdite (chalet savoyard, ferme normande, etc.).

Les matériaux utilisés pour restaurer ou transformer un bâtiment existant seront identiques ou similaires, en texture et en couleur, à ceux qui ont servi pour la construction d'origine, sauf s'il s'agit d'améliorer l'aspect extérieur en conformité avec les prescriptions ci-après.

Les matériaux ou les techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une performance énergétique ou de l'utilisation des énergies ou ressources renouvelables sont admis.

Les dispositions du présent article n'excluent pas la réalisation d'éléments de toiture ponctuels justifiés par les besoins de la composition (lucarnes, tourelles, terrassons, croupes, etc.) à condition que ceux-ci ne dénaturent pas le volume général de la construction.

Dans le cas des terrains dont la pente est supérieure ou égale à 5%, les constructions devront présenter une bonne insertion dans la pente.

Les tonalités vives, brillantes sont interdites.

4.2 – Règles alternatives

Les projets présentant une création ou une innovation architecturale peuvent être admis nonobstant les règles ci-après.

Pour les annexes inférieures à 9m², les dispositions du N4 ne sont pas applicables.

Sous réserve de l'application de l'article R. 111-27 du Code de l'Urbanisme, des dispositions différentes du N4 peuvent être admises ou imposées dans les cas suivants :

- Extension, réfection ou aménagement de bâtiments existants non conformes aux dispositions du N4.
- Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif nécessitant par leur fonction une forme architecturale spécifique.

Nonobstant les dispositifs du 4.1, des teintes et des tonalités différentes de celles énoncées au 4.3 pourront être admises pour l'animation ponctuelle des façades.

4.3 – Façades

Prescriptions générales

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture (modénatures, encadrement, bandeau, chaînage, corniche...).

Les teintes d'enduit et de menuiserie suivantes sont interdites :

- RAL 9003 (blanc de sécurité)
- RAL 9010 (blanc pur)
- RAL 9011 (noir graphique)
- RAL 9016 (blanc signalisation)
- RAL 9017 (noir signalisation)

Constructions principales à usage d'habitation, leurs extensions et les annexes

Sous réserve des règles définies par le PPRI, le niveau de rez-de-chaussée des constructions à usage d'habitation doit être situé entre 0,20m et 0,50m par rapport au niveau du sol naturel, relevé au droit du milieu de la façade réglementée par rapport à la voie publique ou privée ou à l'espace public.

Les enduits des ravalements doivent être de nuance claire et de teintes gris clair à sombre, blanc cassé, beige, ocre jaune ou de teinte similaire.

Lorsque les façades sont réalisées en bois, il est préconisé de les laisser à l'état naturel. En cas d'utilisation d'un produit de finition, le résultat devra être mat et dans les teintes définies au précédent alinéa.

Les matériaux translucides ou transparents sont autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées et les abris de piscine.

Constructions à usage agricole ou d'activités

Les façades doivent être de nuance sombre et les teintes devront s'intégrer dans l'environnement.

L'utilisation de tôles laquées de couleur est autorisée.

Le blanc pur est interdit en grande surface, mis reste possible pour des éléments architecturaux ponctuels de façade.

4.4 – Toitures

Constructions principales à usage d'habitation et leurs extensions

Pente et pans

La toiture de la construction principale comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

La pente pourra être adoucie en débord de toiture (prolongement par coyaux, vérandas, appentis, etc.).

Les toitures plates sont autorisées à condition qu'elles ne concernent qu'une partie de la surface de la construction.

Les bacs aciers sont interdits sur les constructions à usage d'habitation.

Aspect et teintes

Pour les toitures à pan, seules les ardoises, les tuiles plates, les tuiles à emboîtement et le zinc sont autorisés.

Seules les teintes rouges, brun-rouge, ardoisés, zinc ou teintes similaires seront autorisées.

Les matériaux translucides ou transparents peuvent être autorisés pour les vérandas, les verrières, les extensions vitrées, les pergolas et les abris de piscine.

Constructions annexes

La toiture des constructions annexes doit comporter au moins un pan avec une pente adaptée à la nature des matériaux employés, sans pouvoir être inférieure à 25°.

Les toitures plates sont autorisées.

Les matériaux de couverture seront en harmonie avec la construction principale.

Constructions à usage agricole et à usage d'activité

La toiture des constructions à usage agricole et à usage d'activité comporte au moins deux versants principaux respectant une inclinaison comprise entre 35° et 45°.

Le fibrociment et les bacs aciers prépeints peuvent être admis comme matériau de couverture dans la mesure où leur teinte s'harmonise avec celles des toitures des autres constructions.

L'emploi de matériaux non peints, brillants est interdit.

Installations de panneaux solaires

Une pose discrète doit être recherchée par une implantation privilégiée sur les volumes secondaires (toitures plus basses par exemple) ou sur les dépendances plutôt que sur les toitures principales. La mise en œuvre des panneaux devra s'effectuer avec une intégration au plus près du nu du matériau de couverture de la toiture (pose encastrée ou en superposition estompée), selon une implantation horizontale du champ de capteurs de préférence en partie basse de la toiture.

4.5 – Ouvertures

Les coffrets de volets roulants s'inscrivant en surépaisseur de la toiture ou de la façade et/ou sous linteau (ou voussure) de l'ouverture sont interdits.

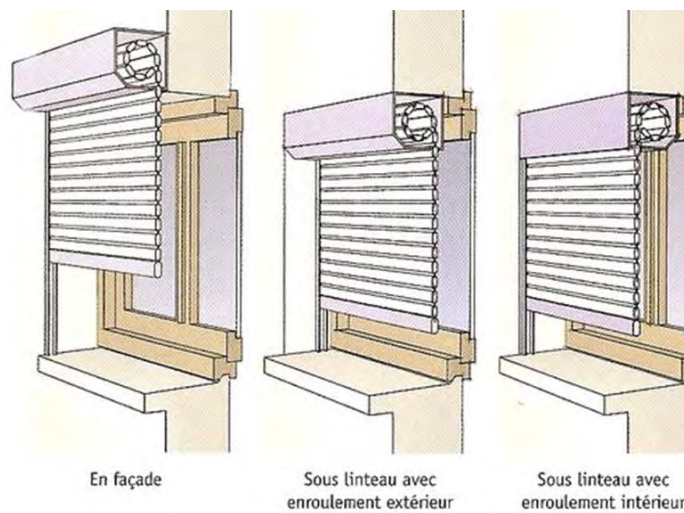


Schéma illustratif

4.6 – Clôtures

Les matériaux destinés à être recouverts (brique creuse, parpaing, etc.) doivent être enduits ou être doublés par un parement. Inversement, les matériaux destinés à rester apparents ne doivent pas recevoir de mise en peinture hormis lorsque leur entretien peut le nécessiter (bois etc....).

Les clôtures constituées de plaques et de poteaux bétons sont interdites à l'exception de celles constituées d'une plaque en soubassement de 30 cm maximum surmontées d'un grillage.

L'utilisation de matériaux de récupération est interdite pour la réalisation des clôtures.

La hauteur maximale de la clôture ne pourra pas excéder 2 mètres.

Une hauteur et des aspects différents pourront être autorisés pour les travaux de modification, de réfection ou d'extension d'une clôture déjà existante dont la hauteur ne serait pas conforme à la présente règle sous condition que ces travaux n'entraînent pas une aggravation de la non-conformité.

Les nouvelles clôtures devront intégrer dans le choix des matériaux, coloris et aspects un rappel de la construction située sur la parcelle qu'elle va clore, tout en prenant en compte les caractéristiques des autres clôtures du quartier dans lequel elles sont situées.

Les clôtures pouvant générer une gêne pour la circulation des véhicules pourront être limitées.

Article N5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et des abords des constructions

5.1 – Coefficient de biotope (surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables)
Les terrains dont l'unité foncière est supérieure ou égale à 200 m² doivent comprendre 15% de leur surface totale en espaces verts de pleine terre végétalisés. Le traitement végétalisé doit consister en la plantation au choix :

- De haie au port libre
- D'arbres isolés
- De bosquets d'arbres
- D'alignements d'arbres

5.2 – Espaces libres et plantations

Les plantations seront obligatoirement des essences locales et variées.

Il est exigé la plantation d'au moins un arbre pour 200m² d'espace de pleine terre.

Article N6 – Stationnement

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors de la voie publique ou privée. La taille minimale d'une place de stationnement est de 2.3 mètres par 5 mètres. La surface minimum d'une place de stationnement pour cycle est 1.5 m².

SECTION 3 – EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Article N7 – Desserte par les voies publiques ou privées

7.1 – Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à la destination des constructions ou aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.

Il peut également être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

7.2 – Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin. Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude, assurant l'accès à la voie publique ou privée, ne pourra être inférieure à 3 mètres. Cette règle ne s'applique pas aux constructions de moins de 10 m² d'emprise au sol.

7.3 – Les accès des constructions et installations à partir des voies ouvertes à la circulation publique doivent être aménagés de façon à :

- Assurer la sécurité de la circulation générale et celles des usagers de telle manière que les véhicules puissent entrer ou sortir des établissements sans avoir à effectuer des manœuvres dangereuses sur la voie ;
- Assurer la visibilité au droit de ces accès.

7.4 – Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir. Elles doivent notamment satisfaire aux règles minimales de desserte, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, ramassage des ordures ménagères, stationnement et déneigement.

Sauf impossibilité technique liée au bâti existant, les voies nouvelles, publiques ou privées, se terminant en impasse et desservant plusieurs parcelles doivent être aménagées de telle sorte que les véhicules puissent faire demi-tour.

7.5 – Lors de la réalisation de nouvelles voiries, qu'elles soient publiques ou privées, ces dernières doivent répondre aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite issues de la loi du 11 février 2005.

Article N8 – Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics

8.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau public d'eau potable est obligatoire pour toute construction à usage d'habitation.

Les constructions et installations à usage d'activité peuvent être raccordées au réseau public si ce dernier est susceptible de fournir les consommations prévisibles. Dans le cas contraire, les ressources en eaux devront être trouvées sur le terrain en accord avec la réglementation en vigueur.

8.2 Assainissement

8.2.1 – Eaux usées domestiques

Le branchement à un réseau collectif d'assainissement des eaux usées est obligatoire pour toute construction ou installation nouvelle qui requiert un dispositif d'assainissement. Si le terrain est en contrebas du réseau collectif d'assainissement, une pompe de relevage sera exigée.

Toutefois, en l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées devront être dirigées vers des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones prévues en assainissement collectif, ces dispositifs devront être conçus de manière à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.2 – Eaux usées non-domestiques

Tout déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement doit être compatible avec les caractéristiques du réseau. L'évacuation des eaux usées non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement est subordonnée à une convention de raccordement dans laquelle il sera prévu les conditions du pré-traitement.

A défaut de branchement sur le réseau collectif d'assainissement, les eaux usées non domestiques doivent être traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur et compte-tenues des caractéristiques du milieu récepteur.

L'évacuation des eaux usées dans le réseau d'eaux pluviales est interdite.

8.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance des parcelles privées doivent être infiltrées prioritairement sur le terrain.

Dans le cas d'une impossibilité d'infiltration avérée, tout rejet vers les infrastructures, lorsqu'elles existent, doit se faire en débit limité et/ou différé.

D'autre part, le rejet au réseau collectif peut faire l'objet, si nécessaire, d'un traitement qualitatif. Dans tous les cas, le gestionnaire du réseau sera sollicité pour donner son accord.

8.3 Conditions de desserte en infrastructure, réseaux électriques et électroniques

Tout raccordement d'une nouvelle installation devra être réalisé en souterrain depuis le domaine public.

Les infrastructures nouvelles ou la réfection des existantes devront être conçues de sorte à rendre possible le raccordement aux lignes de communications électroniques à Très haut Débit en fibre optique (FTTH) pour toutes constructions à usage d'activité ou d'habitat attenantes. Les opérations d'aménagement doivent prévoir la réalisation de fourreaux en attente sous les voies.

ANNEXES

Lexique de l'urbanisme

Fiche établie d'après le décret du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du Code de l'Urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme. Des définitions ont été ajoutées en complément.

Acrotère

Un acrotère est un muret en béton ou en maçonnerie couronnant généralement une terrasse ou toiture terrasse et destiné à recevoir les relevés d'étanchéité. Il sert éventuellement à masquer les éléments en saillies sur une toiture à faible pente.

Alignement

L'alignement est la limite séparant le domaine public de la propriété privée.

Annexes

Une annexe est une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la constructions principales, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale. Elle doit être implantée selon un éloignement restreint entre les deux constructions afin de marquer un lien d'usage. Elle peut être accolée ou non à la construction principale avec qui elle entretient un lien fonctionnel, sans disposer d'accès direct depuis la construction principale.

Bâtiment

Un bâtiment est une construction couverte et close.

Changement de destination

Un changement de destination consiste en la transformation d'une surface pour en changer l'usage.

Construction

Une construction est un ouvrage fixe et pérenne, comportant ou non des fondations et générant un espace utilisable par l'Homme en sous-sol ou en surface.

Construction existante

Une construction est considérée comme existante si elle est reconnue comme légalement construite et si la majorité des fondations ou des éléments hors fondations déterminant la résistance et la rigidité de l'ouvrage remplissent leurs fonctions. Une ruine ne peut pas être considérée comme une construction existante.

Emprise au sol

L'emprise au sol correspond à la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus. Toutefois, les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises sont exclus, ainsi que les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements.

Espaces libres

Les espaces libres correspondent à la surface du terrain non occupée par les constructions, imperméabilisés ou non. Ils comprennent les aires de stationnement, ainsi que les voiries d'accès. Les espaces libres de pleine terre correspondent aux espaces libres non imperméabilisés.

Extension

L'extension consiste en un agrandissement de la construction existante présentant des dimensions inférieures à celle-ci. L'extension peut être horizontale ou verticale (par surélévation, excavation ou agrandissement), et doit présenter un lien physique et fonctionnel avec la construction existante.

Façade

Les façades d'un bâtiment ou d'une construction correspondent à l'ensemble de ses parois extérieures hors toiture. Elles intègrent tous les éléments structurels, tels que les baies, les bardages, les ouvertures, l'isolation extérieure et les éléments de modénature.

Gabarit

Le gabarit désigne l'ensemble des plans verticaux, horizontaux ou obliques constituant la forme extérieure de la construction. Il résulte de la combinaison des règles de hauteur, de prospects et d'emprise au sol.

Hauteur

La hauteur totale d'une construction, d'une façade, ou d'une installation correspond à la différence de niveau entre son point le plus haut et son point le plus bas situé à sa verticale. Elle s'apprécie par rapport au niveau du terrain existant avant travaux, à la date de dépôt de la demande. Le point le plus haut à prendre comme référence correspond au faitage de la construction, ou au sommet de l'acrotère, dans le cas de toitures-terrasses ou de terrasses en attique. Les installations techniques sont exclues du calcul de la hauteur.

Limites séparatives

Les limites séparatives correspondent aux limites entre le terrain d'assiette de la construction, constitué d'une ou plusieurs unités foncières, et le ou les terrains contigus. Elles peuvent être distinguées en deux types : les limites latérales et les limites de fond de terrain. En sont exclues les limites de l'unité foncière par rapport aux voies et emprises publiques.

Local accessoire

Le local accessoire fait soit partie intégrante d'une construction principale, soit il en constitue une annexe, soit une extension. Il est indissociable du fonctionnement de la construction principale.

Unité foncière

Une unité foncière correspond à une propriété foncière d'un seul tenant, composée d'une parcelle ou d'un ensemble de parcelles contigües appartenant à un même propriétaire ou un même groupe de propriétaires.

Voies ou emprises publiques

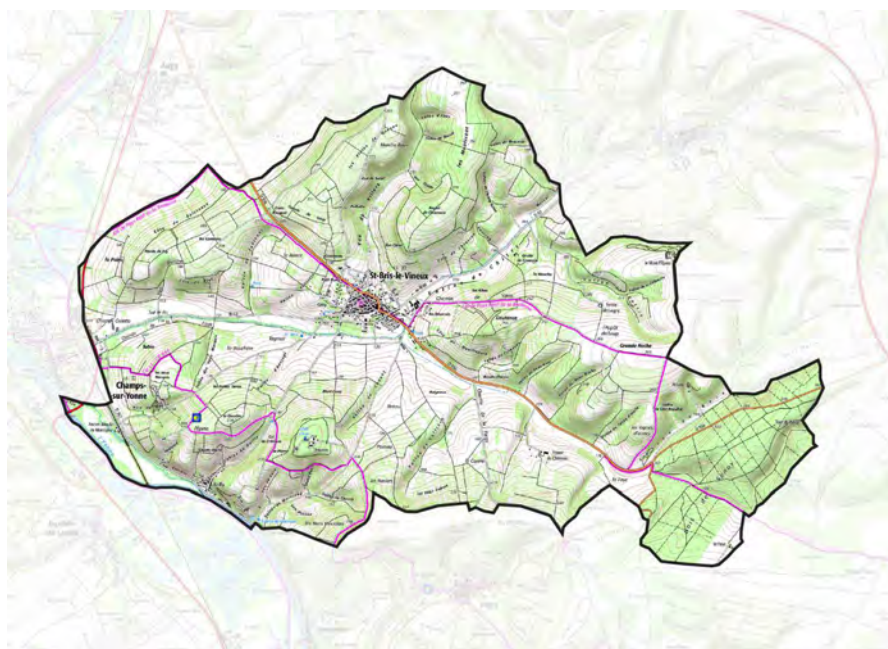
La voie publique s'entend comme l'espace ouvert à la circulation publique, qui comprend la partie de la chaussée ouverte à la circulation des véhicules motorisés, les itinéraires cyclables, l'emprise réservée au passage des piétons, et les fossés et talus la bordant.

L'emprise publique correspond aux espaces extérieurs ouverts au public qui ne répondent pas à la notion de voie ni d'équipement public.



COMMUNE DE SAINT-BRIS-LE-VINEUX (89)

Plan Local d'Urbanisme



LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Objet	Arrêté le 29 septembre 2022 par le Conseil d'Agglomération de l'Auxerrois
Approuvé le	
Révisé le	
Modifié le	
Mis à jour le	

Code	Objet de la servitude	Service gestionnaire
AC1	Monuments historiques	DRAC Bourgogne-Franche Comté 39-41 rue Vannerie BP 10578 21005 DIJON CEDEX
AS1	Captages	ARS Bourgogne Délégation territoriale de l'Yonne 25 Avenue Pasteur 89000 AUXERRE
EL3	Servitude de halage et de marchepied	VNF Direction territoriale Centre-Bourgogne Chemin Jacques de Baerze CS 36229 21062 DIJON CEDEX
EL7	Alignement	Commune de Saint-Bris-le-Vineux Département de l'Yonne Direction interdépartementale des routes Centre-Est
I3	Transport de gaz	GRDF Collectivités territoriales 65 rue de Longvic BP 40429 21004 DIJON CEDEX
I4	Electricité	Pour les lignes de transport : RTE – Délégation Est 8 rue de Versigny SA 30215 54608 Villiers-les-Nancy
PM1	Plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers	DDT de l'Yonne 3 rue Monge 89000 AUXERRE
PT2	Télécommunications – servitudes de protection contre les obstacles applicables autour de centres radioélectriques et sur le parcours des faisceau hertziens	Orange UPR/NE – Réglementation 26, avenue de Stalingrad 21000 DIJON
PT3	Télécommunications – servitudes attachées aux réseaux de télécommunication	Orange UPR/NE – Réglementation 26, avenue de Stalingrad 21000 DIJON
T1	Voies ferrées	SNCF Réseau Bourgogne Franche-Comté 22 rue de l'Arquebuse CS 17813 21078 DIJON CEDEX

Code	Objet de la servitude	Service gestionnaire
AC1	Monuments historiques	DRAC Bourgogne-Franche Comté 39-41 rue Vannerie BP 10578 21005 DIJON CEDEX

AC1

Servitudes de protection des monuments historiques

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Loi du 31 décembre 1913 modifiée et complétée par les lois du 31 décembre 1921, 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943, 10 mai 1946, 21 juillet 1962, 30 décembre 1966, 23 décembre 1970, 31 décembre 1976, 30 décembre 1977, 15 juillet 1980, 12 juillet 1985 et du 6 janvier 1986, et par les décrets du 7 janvier 1959, 18 avril 1961, 6 février 1969, 10 septembre 1970, 7 juillet 1977 et 15 novembre 1984

Loi du 2 mai 1930 (*article 28*) modifiée par l'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983

Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, complétée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 et décrets d'application n° 80-923 et 80-924 du 21 novembre 1980, n° 82-211 du 24 février 1982, n° 82-220 du 25 février 1982, n° 82-723 du 13 août 1982, n° 82-764 du 6 septembre 1982, n° 82-1044 du 7 décembre 1982 et n° 89-422 du 27 juin 1989

Décret du 18 mars 1924 modifié par le décret du 13 janvier 1940 et par le décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 (*article 11*), n° 84-1006 du 15 novembre 1984 Décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 pris pour l'application de la loi du 30 décembre 1966, complété par le décret n° 82-68 du 20 janvier 1982 (*article 4*)

Décret n° 70-837 du 10 septembre 1970 approuvant le Cahier des charges-types pour l'application de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1966

II - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

a) Monuments classés

Possibilité pour le Ministre des Affaires Culturelles de faire exécuter par les soins de l'administration et aux frais de l'Etat et avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien jugés indispensables à la conservation des monuments classés (*article 9 de la loi modifiée du 31 décembre 1913*).

Possibilité pour le Ministre des Affaires Culturelles de faire exécuter d'office par son administration les travaux de réparation ou d'entretien faute desquels la conservation serait gravement compromise et auxquels le propriétaire n'aurait pas procédé après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation. La participation de l'Etat au coût des travaux ne pourra être inférieure à 50 %. Le propriétaire peut s'exonérer de sa dette en faisant abandon de l'immeuble à l'Etat (*loi du 30 décembre 1966 - article 2 - décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 - titre II*).

Possibilité pour le Ministre des Affaires Culturelles de poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat (ce dernier pouvant se substituer à une collectivité publique ou locale ou à un établissement public), si les travaux de réparation et d'entretien indispensables n'ont pas été effectués par le propriétaire après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation (*article 2 de la loi du 31 décembre 1966 - article 9-I de la loi du 31 décembre 1913 - décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre III*).

Possibilité pour le Ministre des Affaires Culturelles, pour les départements et les communes, de poursuivre l'expropriation d'un immeuble déjà classé ou en voie de l'être en raison de l'intérêt public qu'il offre au point de vue de l'histoire ou de l'art. Tous les effets du classement s'appliquent de plein droit du jour où l'administration notifie au propriétaire de l'immeuble son intention de l'exproprier (*loi du 31 décembre 1913 - articles 6 et 7*).

Possibilité pour le Ministre chargé des Affaires Culturelles de poursuivre l'expropriation d'un immeuble non classé. Tous les effets du classement s'appliquent au propriétaire dès que l'administration lui a notifié son intention d'exproprier. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les douze mois de cette notification (*article 7 de la loi du 31 décembre 1913*).

Possibilité de rétrocéder de gré à gré à des personnes publiques ou privées les immeubles classés expropriés (*loi du 31 décembre 1913, article 9-2*).

b) Monuments inscrits

Possibilité pour le Ministre des Affaires Culturelles d'ordonner qu'il soit sursis pendant cinq ans à des travaux devant entraîner un morcellement ou un dépeçage de l'édifice dans le seul but de vendre les matériaux ainsi détachés (mesure de sauvegarde avant classement).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

a) Monuments classés

Obligation pour le propriétaire de demander l'accord du Ministre chargé des Monuments Historiques avant d'entreprendre tout travail de réparation, restauration ou de modification, de procéder à tout déplacement ou destruction de l'immeuble. Les travaux autorisés sont exécutés sous la surveillance du Service des Monuments Historiques.

Obligation pour le propriétaire dès mise en demeure par le Ministre des Affaires Culturelles, d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation faute desquels la conservation d'un immeuble classé serait gravement compromise. La mise en demeure doit préciser le délai d'exécution des travaux et la part des dépenses qui sera supportée par l'Etat et qui ne pourra être inférieure à 50 %.

Obligation d'obtenir du Ministre chargé des Monuments Historiques une autorisation spéciale pour adosser une construction neuve à un immeuble classé.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'aviser, en cas d'aliénation, l'acquéreur de l'existence de cette servitude.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé de notifier au Ministre des Affaires Culturelles toute aliénation quelle qu'elle soit, et ceci dans les quinze jours de sa date.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'obtenir du Ministre des Affaires Culturelles un accord préalable quant à l'établissement d'une servitude conventionnelle.

b) Monuments inscrits

Obligation, pour les propriétaires concernés, d'avertir le Directeur Régional des Affaires Culturelles, quatre mois avant d'entreprendre des travaux modifiant l'immeuble ou la partie d'immeuble inscrit.

Le Ministre ne peut interdire les travaux qu'en engageant la procédure de classement dans les quatre mois, sinon le propriétaire reprend sa liberté d'action.

Obligation pour le propriétaire qui désire démolir partiellement ou totalement un immeuble inscrit, de solliciter un permis de démolir.

c) Abords des monuments classés ou inscrits

Obligation au titre de l'article 13 bis de la loi de 1913, pour les propriétaires de tels immeubles, de solliciter l'autorisation préfectorale préalablement à tous travaux de construction nouvelle, de transformation et de modification de nature à en affecter l'aspect (ravalement, gros entretien, peinture, aménagement des toits et façades, etc...), de toute démolition et de tout déboisement.

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, ledit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut, en tout état de cause, excéder quatre mois (*article R.421-38-4 du Code de l'Urbanisme*).

L'évocation éventuelle du dossier par le Ministre chargé des monuments historiques empêche toute délivrance tacite du permis de construire.

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L.422-2 du Code de l'Urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R.421-38-4 du Code de l'Urbanisme. L'autorité ainsi consultée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (*article R.422-8 du Code de l'Urbanisme*).

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers, l'autorisation exigée par l'article R.442-2 du Code de l'Urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 lorsqu'elle est donnée avec l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France (*article R.442-13 du Code de l'Urbanisme*) et ce, dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R.442-2 du Code de l'Urbanisme, mentionnées à l'article R.442-1 dudit code.

Le permis de démolir visé à l'article L.430-1 du Code de l'Urbanisme tient lieu d'autorisation de démolir prévue par l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913. Dans ce cas, la décision doit être conforme à l'avis du Ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (*article R.430-12 du Code de l'Urbanisme*).

Lorsque l'immeuble est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit et que, par ailleurs, cet immeuble est insalubre, sa démolition est ordonnée par le Préfet (*article L.28 du Code de la Santé Publique*) après avis de l'Architecte des Bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de quinze jours (*article R.430-27 du Code de l'Urbanisme*).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine, est inscrit sur l'inventaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, et que, par ailleurs, cet immeuble est déclaré par le Maire "immeuble menaçant ruine", sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par ce dernier qu'après avis de l'Architecte des Bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de huit jours (*article R.430-26 du Code de l'Urbanisme*).

En cas de péril imminent donnant lieu à l'application de la procédure prévue à l'article L.511-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, le Maire en informe l'Architecte des Bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire.

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

Immeubles classés, inscrits sur l'inventaire ou situés dans le champ de visibilité des monuments classés ou inscrits.

Interdiction de toute publicité sur les immeubles classés ou inscrits (*article 4 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes*) ainsi que dans les zones de protection délimitées autour des monuments historiques classés, dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits et à moins de 100 mètres de ceux-ci (*article 7 de la loi du 29 décembre 1979*). Il peut être dérogé à ces interdictions dans les formes prévues à la section 4 de ladite loi, en ce qui concerne les zones mentionnées à l'article 7 de la loi du 29 décembre 1979.

Les préenseignes sont soumises aux dispositions visées ci-dessus concernant la publicité (*article 18 de la loi du 29 décembre 1979*). L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les lieux mentionnés aux articles 4 et 7 de la loi du 29 décembre 1979 (*article 17 de ladite loi*).

Interdiction d'installer des campings, sauf autorisation préfectorale, à moins de 500 mètres d'un monument classé ou inscrit. Obligation pour le Maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux points d'accès du monument, l'existence d'une zone interdite aux campeurs (*décret n° 68-134 du 9 février 1968*).

Interdiction du camping et du stationnement de caravanes pratiqués isolément, ainsi que l'installation de terrains de camping et de caravanage à l'intérieur des zones de protection autour d'un monument historique classé, inscrit ou en instance de classement, défini au 3° de l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 ; une dérogation peut être accordée par le Préfet ou le Maire après avis de l'Architecte des Bâtiments de France (*article R.443-9 du Code de l'Urbanisme*).

Obligation pour le Maire de faire connaître par affiche à la porte de la Mairie et aux principales voies d'accès de la commune, l'existence d'une zone de stationnement réglementé des caravanes.

2° Droits résiduels du propriétaire d'un monument classé

a) Classement

Le propriétaire d'un immeuble classé peut le louer, procéder aux réparations intérieures qui n'affectent pas les parties classées, notamment installer une salle de bains, le chauffage central. Il n'est jamais tenu d'ouvrir sa maison aux visiteurs et aux touristes par contre il est libre s'il le désire d'organiser une visite dans les conditions qu'il fixe lui-même.

Le propriétaire d'immeuble classé peut, si des travaux nécessaires à sa conservation sont exécutés d'office, solliciter, dans un délai de six mois à dater du jour de la notification de la demande de faire exécuter des travaux d'office, l'Etat d'engager la procédure d'expropriation. L'Etat doit faire connaître sa décision dans un délai de six mois, mais les travaux ne sont pas suspendus (*article 2 de la loi du 30 décembre 1966 ; articles 7 et 8 du décret du 10 septembre 1970*).

La collectivité publique (Etat, Département ou commune) devenue propriétaire d'un immeuble classé à la suite d'une procédure d'expropriation engagée dans les conditions prévues par la loi du 31 décembre 1913 (ratisse 6), peut le céder de gré à gré à une personne publique ou privée qui s'engage à l'utiliser aux fins et conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (*article 9-2 de la loi de 1913, article 10 du décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 et décret n° 70-837 du 10 septembre 1970*).

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Néant.

c) Abords des monuments historiques classés ou inscrits

Néant.

III - SERVICE(S) GESTIONNAIRE DE LA SERVITUDE

Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne Franche-Comté
39-41 rue Vannerie
BP 10578
21005 DIJON CEDEX

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine
de l'Yonne

SERVITUDE AC1

Servitudes de protection des monuments historiques

Le territoire communal compte plusieurs monuments historiques :

- Eglise Saint-Prix-Saint-Cot, classée monument historique le 30 mars 1904
- Portail Renaissance attenant à l'église, classé monument historique le 28 janvier 1960

Une servitude d'abords de Monuments Historiques concerne aussi la commune pour les monuments suivants, situés sur la commune d'Escolives-Sainte-Camille :

- Château de Belombre, classé monument historique le 6 décembre 1977
- Site gallo-romain et mérovingien, classé monument historique le 8 octobre 1992
- Château du Saulce, classé monument historique le 24 juin 2008
- Parc du château du Saulce, inscrit à l'inventaire général du patrimoine culturel

monuments historiques Saint Bris le Vineux

Ma sélection

Immeubles classés ou inscrits - Yonne - 89

- En instance de classement
- Partiellement Inscrit
- Inscrit
- Partiellement Classé-Inscrit
- Partiellement Classé
- Classé
- Par défaut

En date du : 2015-09-01
 Propriétaire : DRAC
 Bourgogne

Sites classés ou inscrits - Bourgogne

- Classé
- Inscrit

En date du : 2017-05-22
 Propriétaire : DREAL
 Bourgogne

Sites patrimoniaux remarquables - Bourgogne

- Sites patrimoniaux remarquables

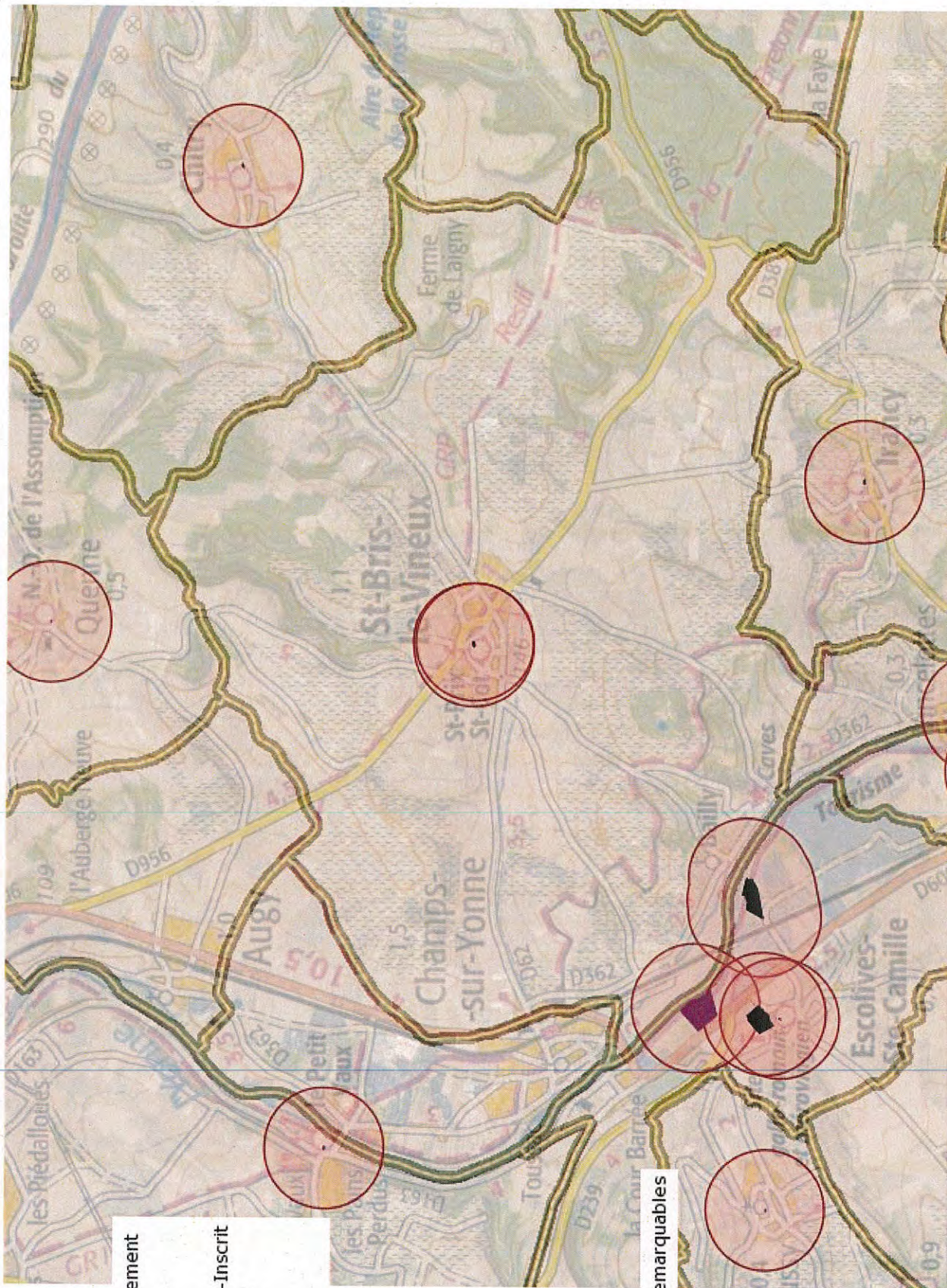
En date du : 2017-02-23
 Propriétaire : UDAP 71

Périmètre de protection d'un monument historique - Yonne - 89

- Abords MH

En date du : 2013-10-24
 Propriétaire : DRAC
 Bourgogne

Données de référence



Code	Objet de la servitude	Service gestionnaire
AS1	Captages	ARS Bourgogne Délégation territoriale de l'Yonne 25 Avenue Pasteur 89000 AUXERRE

SERVITUDE DE TYPE AS1

a) SERVITUDES ATTACHEES A LA PROTECTION DES EAUX POTABLES

b) SERVITUDES ATTACHEES A LA PROTECTION DES EAUX MINERALES

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

I - Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

B - Patrimoine naturel

c) Eaux

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Il convient de distinguer deux catégories de servitudes de protection des eaux, à savoir :

a) **Les périmètres de protection institués en vertu des articles L. 1321-2 et R. 1321-13 du Code de la Santé publique autour de points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines**, en vue d'assurer la protection de la qualité de cette eau, qu'il s'agisse de captage d'eaux de source, d'eaux souterraines ou d'eaux superficielles (cours d'eau, lacs, retenues,...) :

- **périmètre de protection immédiate** dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété par le bénéficiaire de la DUP et à l'intérieur duquel toute activité est interdite en dehors de celles expressément autorisées par l'acte déclaratif d'utilité publique ; périmètre obligatoirement clos sauf impossibilité matérielle ou obstacle topographique naturel assurant une protection équivalente,

- **périmètre de protection rapprochée** à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes sortes d'installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux,

- le cas échéant, **périmètre de protection éloignée** à l'intérieur duquel peuvent être réglementés les installations, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols et dépôts ci-dessus mentionnés.

b) **Le périmètre de protection institué en vertu des articles L. 1322-3 à L. 1322-13 du Code de la Santé publique autour d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public**, en vue d'éviter toute altération ou diminution de cette source. Il s'agit d'un périmètre à l'intérieur duquel :

- aucun sondage, aucun travail souterrain ne peuvent être pratiqués sans autorisation préalable du représentant de l'État dans le département,

- il peut être fait obligation de déclarer, au moins un mois à l'avance, des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert,

- les autres activités, dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux peuvent également être soumis à autorisation ou à déclaration par le décret instaurant le périmètre,

- les travaux, activités, dépôts ou installations précités et entrepris, soit en vertu d'une autorisation régulière, soit après une déclaration préalable, peuvent, sur la demande du propriétaire de la source, être interdits par le représentant de l'État dans le département.

1.2 - Références législatives et réglementaires

a) Concernant les périmètres de protection des eaux potables :

Anciens textes :

- **Code rural ancien : article 113** modifié par la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 art. 27 et abrogé par l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement
- **Code de la santé publique :**
 - **article 19** créé par par le décret n°53-1001 du 05 octobre 1953 portant codification des textes législatifs concernant la santé publique et instituant un seul périmètre de protection
 - **article 20** substitué à l'article 19 par l'ordonnance n°58-1265 du 20 décembre 1958 - modifié par la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, instituant plusieurs périmètres de protection
- **Décret n°61-859 du 01 août 1961** pris pour l'application de l'article 20 du Code de la santé publique. modifié par l'article 7 de la loi n°64-1245 précitée et par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967. puis abrogé et remplacé par le décret 89-3 du 03 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles (art. 16), lui-même abrogé et remplacé par le décret n°2001-1220 abrogé, à son tour, par le décret de codification n°2003-462.
- **Arrêtés pris pour l'application des décrets susvisés : arrêté du 10 juillet 1989** modifié abrogé par **arrêté du 24 mars 1998** lui-même abrogé par **arrêté du 26 juillet 2002**.

Textes en vigueur :

- **Code de l'environnement : article L215-13** se substituant à l'article 113 de l'ancien code rural,
- **Code de la santé publique :**
 - **article L.1321-2** issu de l'ordonnance de recodification n° 2000-548 du 15 juin 2000,
 - **article L. 1321-2-1** créé par la loi n°2004-806 du 9 août 2004 - art. 58.
 - **articles R. 1321-6 et suivants** créés par décret n°2003-462 du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II et III du Code de la Santé publique.
- **Circulaire du 24/07/1990** relative à la mise en place des périmètres de protection,
- **Guide technique - Protection des captages d'eau**, publié en mai 2008 et consultable sur le site Internet du Ministère de la santé.

b) Concernant les périmètres de protection des eaux minérales :

Anciens textes :

- **Ordonnance royale du 18 juin 1823** relative au règlement sur la police des eaux minérales.
- **Loi du 14 juillet 1856** relative à la déclaration d'intérêt public et au périmètre de protection des sources.
- **Décret d'application du 08 septembre 1856, modifié par décret du 02 décembre 1908 et par décret du 30 avril 1930.**
- **Articles L.735 et suivants du code de la santé publique** créés par le décret en conseil d'État n°53-1001 du 05 octobre 1953 portant codification des textes législatifs concernant la santé publique, conformément à la loi n°51-518 relative à la procédure de codification,
- **Note technique « Contexte environnemental » n°16** (octobre 1999) du Secrétariat d'État à l'Industrie, note conjointe de la Division nationale des eaux minérales et du thermalisme (DNEMT) et du Bureau de recherches minières et géologiques (BRGM).

Textes en vigueur :

- Code de la santé publique :

- articles L.1322-3 à L.1322-13 issus de l'ordonnance de recodification n° 2000-548 du 15 juin 2000 et modifié par la loi n°2004-806 du 09 août 2004,
- articles R. 1322-17 et suivants issus du décret 2003-462 du 21 mai 2003.

- **Arrêté du 26 février 2007** relatif à la constitution des dossiers de demande de déclaration d'intérêt public d'une source d'eau minérale naturelle, d'assignation d'un périmètre de protection et de travaux dans le périmètre de protection,

- **Circulaire DGS/EA4 n°2008-30 du 31 janvier 2008** relative à la sécurité sanitaire des eaux minérales naturelles et son annexe III,

- **Circulaire DGS n° 2001/305 du 02 juillet 2001** relative à l'opération de mise à jour par le BRGM des coordonnées Lambert II étendues et des codes de la banque de données du sous-sol (BSS) des captages d'eau. Données essentielles de SISE-EAUX.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
<p>a) <u>S'agissant des périmètres de protection des eaux potables :</u></p> <p>- les propriétaires de captage(s) d'eaux potables :</p> <ul style="list-style-type: none">- une collectivité publique ou son concessionnaire,- une association syndicale,- ou tout autre établissement public,- des personnes privées propriétaires d'ouvrages de prélèvement alimentant en eau potable une ou des collectivités territoriales et ne relevant pas d'une délégation de service public (prélèvements existants au 01 janvier 2004) (art. L. 1321-2-1).	<p>a) <u>S'agissant des périmètres de protection des eaux potables :</u></p> <p>- le préfet de département.</p> <p>- l'agence régionale de santé (ARS) et ses délégations territoriales départementales.</p>
<p>b) <u>S'agissant des périmètres de protection des eaux minérales :</u></p> <p>- le propriétaire de la source ou l'exploitant agissant en son nom (des personnes privées).</p>	<p>b) <u>S'agissant des périmètres de protection des eaux minérales :</u></p> <p>- le ministre chargé de la santé, avec le concours de l'agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES)</p> <p>- le préfet avec le concours de l'agence régionale de santé (ARS) et de ses délégations territoriales départementales.</p>

1.4 - Procédure d'instauration, de modification ou de suppression

▪ Procédure d'instauration :

a) Concernant les périmètres de protection des eaux potables.

Par acte déclaratif d'utilité publique, à savoir :

- soit l'arrêté préfectoral autorisant l'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine et déclarant d'utilité publique l'instauration ou la modification de périmètres de protection autour du point de prélèvement (art. R. 1321-6 et R. 1321-8),
- soit un arrêté préfectoral autonome déclarant d'utilité publique l'instauration ou la modification de périmètres de protection, notamment pour des captages existants déjà autorisés ou autour d'ouvrages d'adduction à écoulement libre ou de réservoirs enterrés,
- après enquête publique préalable à la DUP et conduite conformément au Code de l'expropriation (article R. 11-3-l).

Le dossier soumis à enquête publique comprend notamment :

- un rapport géologique déterminant notamment les périmètres de protection à assurer autour des ouvrages captants ,
- un plan de situation du ou des points de prélèvement, du ou des installations de traitement et de surveillance ;
- un plan parcellaire faisant apparaître, conformément à la circulaire du 24 juillet 1990, le périmètre délimitant les immeubles à exproprier et les périmètres limitant l'utilisation du sol,
- un support cartographique présentant l'environnement du captage et localisant les principales sources de pollution.

b) Concernant les périmètres de protection des eaux minérales.

Après autorisation d'exploitation de la source d'eau minérale naturelle concernée.

Après déclaration d'intérêt public de ladite source (DIP).

Sur demande d'assignation d'un périmètre (DPP) adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation d'exploiter.

(NB : les trois dossiers peuvent être déposés conjointement, mais la DIP ne vaut pas autorisation d'exploiter et la DDP est subordonnée à l'attribution de la DIP) :

- instruction locale par le préfet avec le concours du directeur général de l'Agence régionale de santé qui recueille l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique,
- enquête publique réalisée, à compter de l'entrée en vigueur de la loi ENE du 12 juillet 2010, conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement,
- rapport de synthèse du directeur général de l'agence régionale de santé sur la demande et sur les résultats de l'enquête,
- avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,
- un décret en Conseil d'Etat statue sur la demande de déclaration d'intérêt public d'une source d'eau minérale naturelle et d'assignation d'un périmètre de protection sur rapport du ministre chargé de la santé,

Pièces pouvant figurer, parmi d'autres, au dossier soumis à enquête publique

Aux termes du décret modifié portant application de la loi du 08 septembre 1956 :

- un plan à l'échelle d'un dixième de millimètre par mètre représentant les terrains à comprendre dans le périmètre et sur lequel sont indiqués l'allure présumée de la source et son point d'émergence .
- ou un plan à l'échelle de 1 millimètre par mètre, lorsque la surface des terrains est inférieure à 10 hectares (échelle obligatoire pour toute partie du plan située en agglomération).

Selon la note technique n°16 susvisée :

- des documents cartographiques au 1/100 000 et 1/25 000 donnant la situation de la source et des installations d'exploitation
- un plan à une échelle adaptée à l'importance de la surface du périmètre, avec indication des limites de celui-ci. Doivent y figurer les dépôts, installations et activités susceptibles d'avoir un impact sur la qualité de l'eau minérale.

En vertu de l'arrêté du 26 février 2007 :

- un **plan général de situation**, à une **échelle adaptée**, indiquant les implantations des installations et l'emprise du périmètre de protection sollicité.

▪ **Procédure de modification :**

Même procédure et mêmes formes que pour l'instauration de ces périmètres.

▪ **Procédure de suppression :**

Aucune précision dans les textes, sauf concernant les ouvrages de prélèvements, propriétés de personnes privées et ne relevant pas de délégation de service public (cf. art. L.1321-2-1 dernier alinéa : «Les interdictions, les réglementations et autres effets des dispositions des précédents alinéas [telles que l'instauration de périmètres] cessent de s'appliquer de plein droit dès lors que le point de prélèvement n'alimente plus en totalité le service public de distribution d'eau destinée à la consommation humaine»).

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - *Les générateurs*

a) Concernant les périmètres de protection des eaux potables :

- un point de prélèvement :

- un ou plusieurs captages proches exploités par le même service,
- un ou plusieurs forages proches exploités par le même service,
- une ou plusieurs sources proches exploitées par le même service,
- un champ captant,
- une prise d'eau de surface (en cours d'eau ou en retenue).

- l'usine de traitement à proximité de la prise d'eau,
- un ouvrage d'adduction à écoulement libre,
- un réservoir.

b) Concernant les périmètres de protection des eaux minérales :

- une source d'eau minérale naturelle.

1.5.2 - *Les assiettes*

a) Concernant les périmètres de protection des eaux potables :

- un périmètre de protection immédiate qui peut faire l'objet d'un emplacement réservé au POS/PLU,
- un périmètre de protection rapprochée,
- un périmètre de protection éloignée.

A noter que :

- ces périmètres peuvent comporter des terrains disjoints (notamment des périmètres « satellites » de protection immédiate autour de zones d'infiltration en relation directe avec les eaux prélevées),
- les limites des périmètres rapprochés et éloignés suivent si possible les limites cadastrales (communes ou parcelles) et géographiques (cours d'eau, voies de communication).

b) Concernant les périmètres de protection des eaux minérales :

- un seul périmètre qui peut porter sur des terrains disjoints.

A noter : qu'il peut apparaître sur les plans un périmètre sanitaire d'émergence (PSE) délimité par l'acte d'autorisation d'exploiter, périmètre obligatoirement clôturé à l'intérieur duquel des servitudes de droit privé peuvent être constituées par conventions entre l'exploitant et d'éventuels propriétaires de terrains situés dans ce périmètre (art. R. 1322-16 du Code de la santé publique).

SERVITUDE AS1

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables

Le territoire communal de Saint-Bris-le-Vineux est concerné par le périmètre de protection éloignée du captage « Puits de Potrade » situé sur la commune de Champs-sur-Yonne (arrêté préfectoral du 1^{er} mars 1995).

PREFECTURE DE L'YONNE

95/00158 .

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE
LA FORET**

SERVICE EQUIPEMENTS PUBLICS RURAUX

3, Rue Jehan Pinard

B.P 139

89011 AUXERRE CEDEX

Commune d'AUGY

Tél : 86.72.55.70

Télécopie : 86.72.55.01

ARRETE PREFECTORAL

– déclarant d'utilité publique l'établissement de périmètres de protection autour du puits de la Potrade situé à CHAMPS-SUR-YONNE.

– autorisant la dérivation des eaux souterraines.

– autorisant la mise en place de servitudes à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée.

LE PREFET

du Département de l'YONNE,

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code Rural et notamment l'article 113 sur la dérivation des eaux d'un cours d'eau non domanial, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.20 et L20-1 ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L.20 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des points de prélèvements d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines, abrogeant la circulaire du 10 décembre 1968 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 janvier 1994 portant ouverture d'enquêtes conjointes :

- préalable à la déclaration d'utilité publique de l'établissement de périmètres de protection autour du puits de la Potrade situé à CHAMPS-SUR-YONNE ;
- hydraulique, en vue d'autoriser la dérivation des eaux souterraines ;
- parcellaire, en vue de la mise en place de servitudes à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée ;

VU les dossiers d'enquêtes d'utilité publique et hydraulique et les registres y afférents ;

VU les pièces constatant qu'un avis d'ouverture d'enquêtes a été publié dans les journaux "L'YONNE REPUBLICAINE" et "TERRES DE BOURGOGNE" préalablement à l'ouverture des enquêtes et dans les huit premiers jours de celles-ci ;

VU les pièces constatant que cet avis a été affiché dans les Communes d'AUGY et de CHAMPS-SUR-YONNE, et que les dossiers d'enquêtes ont été déposés en mairies d'AUGY et de CHAMPS-SUR-YONNE du 14 février au 3 mars 1994 inclus ;

VU l'avis du Commissaire-Enquêteur sur l'utilité publique du projet en date du 9 mars 1994 ;

VU le rapport du Service Hydraulique chargé de la Police des Eaux en date du 17 février 1995 ;

VU le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt sur le résultat des enquêtes ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 9 février 1995 ;

VU le plan de situation, le plan parcellaire et l'état parcellaire ci-annexés ;

CONSIDERANT que toutes les formalités préalables à la déclaration d'utilité publique ont été régulièrement accomplies ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'YONNE ;

ARRETE

Article 1er

Est déclaré d'utilité publique l'établissement de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du puits de la Potrade situé à CHAMPS-SUR-YONNE ;

Article 2

Le périmètre de protection immédiate sera constitué par les limites de la parcelle cadastrée actuellement en section A sous le numéro 132 lieu-dit « Le Dessus de Regny ».

Il restera clôturé et propriété de la Commune d'AUGY, interdit de tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

Le périmètre de protection rapprochée sera défini par le tracé figurant sur le plan parcellaire ci-annexé.

A l'intérieur de ce périmètre, seront interdites les activités suivantes

le forage de puits ou puisards, exception faite pour les sondages de recherche de ressources complémentaires pour l'A.E.P.,

toute excavation et toute extraction, notamment sur les parcelles 428 et 434 (ouverture de carrières, de tranchées... à l'exception de celles qui seront réputées contribuer à l'amélioration de l'assainissement – tranchées pour la pose de conduites étanches, de collecte et d'évacuation des eaux usées, ...-),

l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine,

les constructions d'habitation et autres établissements existants et ceux non encore édifiés pour lesquels un permis de construire aurait pu être délivré seront soumis à la réglementation sanitaire la plus stricte, et en particulier pour tout ce qui concerne le rejet des eaux vannes et des eaux usées, et toute activité à caractère insalubre pouvant porter préjudice à la qualité des eaux prélevées,

le rejet dans le sol des eaux vannes et des eaux usées, et de tout produit liquide, solide et soluble dans l'eau, pouvant altérer la qualité des eaux prélevées au captage,

le dépôt sur le sol naturel d'ordures ménagères, d'immondices et de détritiques de toute nature, d'engrais et de déchets agricoles et notamment de produits fermentescibles,

l'emploi des engrais chimiques ou naturels, ainsi que des produits destinés à la lutte contre les ennemis des cultures sera autorisé sous la réserve expresse qu'ils seront épandus ou appliqués en quantités normales conformément aux usages locaux et qu'il n'en sera pas constitué de dépôts à l'intérieur de ce périmètre.

Le périmètre de protection éloignée sera défini par le tracé figurant sur le plan de situation ci-annexé. A l'intérieur de ce périmètre, toute activité susceptible d'altérer le débit ou la qualité de l'eau sera réglementée, notamment :

la constitution de dépôts d'ordures ménagères et d'une façon générale de tous les établissements dangereux relevant de la loi du 19 décembre 1917, et installations classées au titre de la protection de la nature et de l'environnement, seront soumis à la réglementation,

- l'ouverture et l'exploitation de carrières de sables et de graviers, dans la plaine des alluvions de l'Yonne, ainsi que leur remblaiement ou leur aménagement en cours et en fin d'exploitation seront soumis au préalable à l'Avis d'un Hydrogéologue agréé du Département.

Ces carrières devront satisfaire à la réglementation en vigueur (Art. 83, 84, 106, 109-1 du Code Minier et Décret n° 79-1108 du 20 décembre 1979) et aux prescriptions suivantes :

1. Protection contre le ruissellement :

Les eaux des ruisseaux, fossés, drains existants ou susceptibles d'être créés seront détournées des plans d'eau des carrières où elles ne pourront s'écouler en période normale.

Les travaux de dérivation seront assez durables de façon à résister aux crues locales et générales.

En fin d'exploitation, les communications directes avec la rivière seront interrompues dans des conditions à fixer dans chaque cas particulier, de façon à empêcher que des arrivées d'eau sans filtration préalable par les alluvions nuisent avoir lieu

2. Remblaiement :

Le remblaiement, s'il est opéré, ne pourra avoir lieu qu'à partir de produits naturels, imputrescibles et insolubles, à l'exclusion de tous déchets organiques ou industriels.

Toutes les fois que le remblaiement d'une carrière sera envisagé à partir de substances autres que les produits extraits de la même carrière et non utilisés, il sera soumis à autorisation préfectorale qui ne sera accordée qu'après consultation du Conseil Départemental d'Hygiène délibérant après avis d'un Géologue agréé.

3. Utilisation :

L'utilisation des plans d'eau subsistant après la fin d'exploitation de la carrière sera strictement limitée et soumise dans chaque cas particulier à autorisation préfectorale accordée après consultation du Conseil Départemental d'Hygiène.

Sera interdit dans ces plans d'eau tout apport de matière organique (et, en particulier, celle nécessaire à la pisciculture).

La navigation à voile pourra y être autorisée. Le motonautisme sera interdit.

Pour garantir l'application des restrictions d'usage ci-dessus énumérées, les plans d'eau seront clos (clôture légère au moins) et l'accès du public y sera interdit ou réglementé.

N.B. : Les prescriptions relatives aux carrières ouvertes dans le périmètre de protection éloignée s'appliqueront non seulement aux parties des carrières situées dans ce périmètre, mais aussi, à la totalité des carrières ayant une partie de leur plan d'eau, si minime soit-elle, dans ce périmètre.

Seront réputées formant une seule et même carrière, pour l'application de ces prescriptions, deux carrières dont les plans d'eau seront situés à moins de 15 m l'un de l'autre.

les constructions et ouvrages divers soumis au permis de construire (Articles L. 421-1 et suivants, ainsi que R. 111-21 du Code de l'Urbanisme), la création de campings (Décret R. 443.6.1 du Code de l'Urbanisme), et toute modification importante de la surface topographique (création d'un axe routier, etc...) devront faire l'objet d'un Avis préalable de l'Hydrogéologue agréé.

Ces établissements seront soumis au règlement sanitaire départemental.

En outre, la stérilisation par chloration des eaux prélevées sera maintenue.

Une surveillance particulière devra être réalisée en ce qui concerne certaines substances toxiques (Plomb, Hydrocarbures) dont des teneurs anormalement élevées ont déjà été observées.

Les besoins sans cesse croissants de l'A.E.P., l'évolution possible de la teneur en Nitrates des eaux prélevées au forage, du fait de la position géographique et du contexte hydrogéologique, devraient conduire dans un avenir proche, la collectivité d'Augy à créer une ressource A.E.P. complémentaire.

Article 3

La Commune d'AUGY est autorisée à dériver par pompage une partie des eaux souterraines recueillies dans le puits de la Potrade.

Article 4

Le prélèvement d'eau par la Commune d'AUGY ne pourra excéder 30 m³/h ou 700 m³/j.

La Commune d'AUGY devra laisser toutes autres collectivités dûment autorisées par arrêté préfectoral utiliser les ouvrages visés par le présent arrêté en vue de la dérivation à leur profit de tout ou partie des eaux surabondantes.

Ces dernières collectivités prendront à leur charge les frais d'installation de leurs propres ouvrages, sans préjudice de leur participation à l'amortissement des ouvrages empruntés ou aux dépenses de première installation, l'amortissement courra à compter de la date d'utilisation de l'ouvrage.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, les collectivités pourront être mises en demeure de restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'YONNE.

Article 5

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils nécessaires devront être soumis par la Commune d'AUGY à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'YONNE.

Article 6

Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 22 juin 1990, la Commune d'AUGY devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 7

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection décrits dans l'article 2 du présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations relevant de l'institution des-dits périmètres dans un délai de DEUX ANS.

Article 8

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'YONNE, les Maires d'AUGY et de CHAMPS-SUR-YONNE, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera, en outre, l'objet d'une mention au Recueil des Actes Administratifs.

AUXERRE, le MARS 1995

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

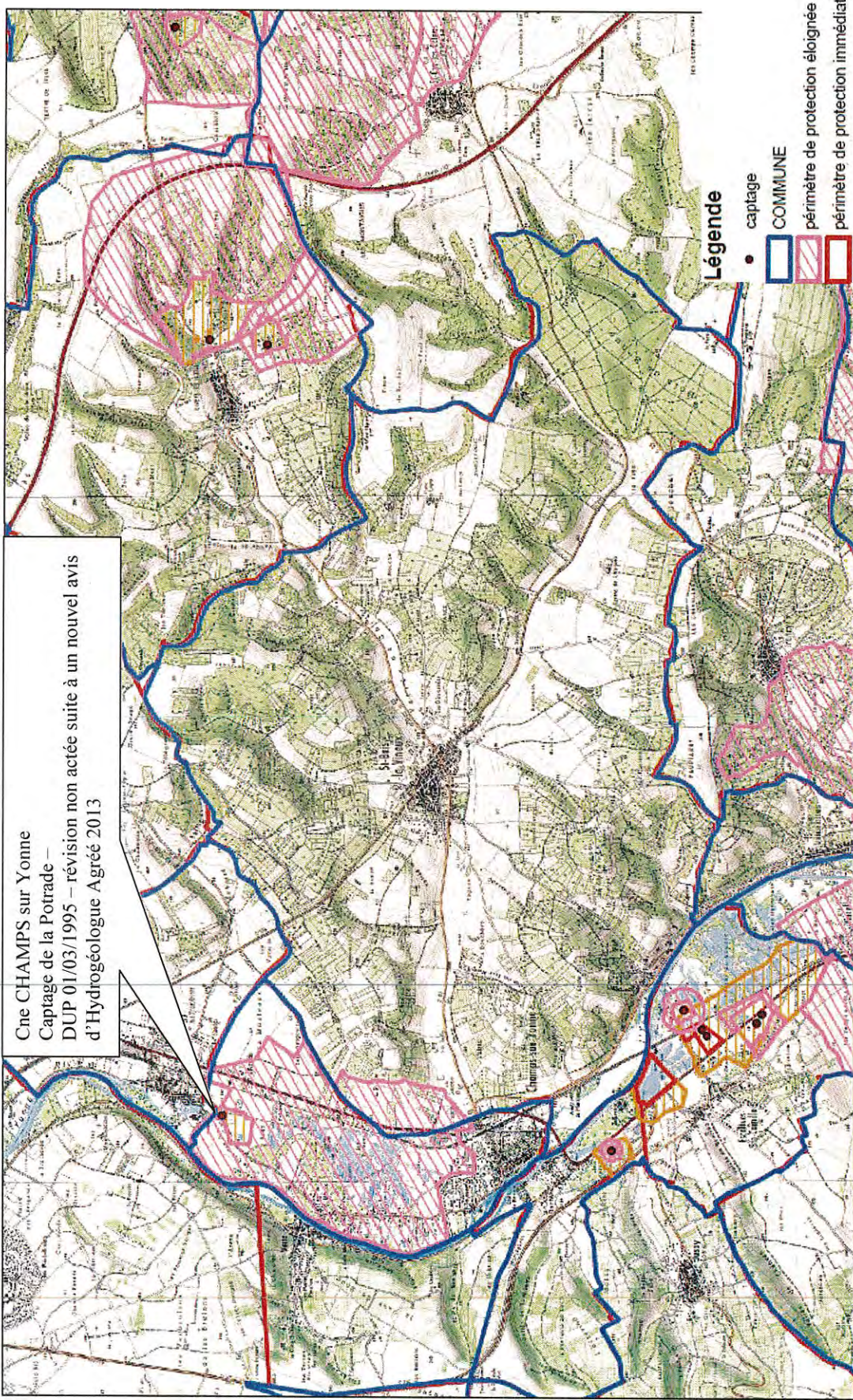
Charles AZERAD

Pour ampliation,
P/Le Chef de Bureau Délégué,

Michel VANIN



Périmètres de protection de captage : SAINT BRIS le VINEUX



Cne CHAMPS sur Yonne
 Captage de la Potrade —
 DUP 01/03/1995 — révision non actée suite à un nouvel avis
 d'Hydrogéologue Agréé 2013

Légende

- captage
- COMMUNE
- ▨ périmètre de protection éloignée
- ▭ périmètre de protection immédiate
- ▭ périmètre de protection rapprochée
- ▭ 089_UDI

0 0.5 1 2 Kilometers

Code	Objet de la servitude	Service gestionnaire
EL3	Servitude de halage et de marchepied	VNF Direction territoriale Centre- Bourgogne Chemin Jacques de Baerze CS 36229 21062 DIJON CEDEX

SERVITUDES DE TYPE EL3

SERVITUDES DE HALAGE ET DE MARCHEPIED

Servitudes reportées en annexe des articles R. 151-51 et R. 161-8 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II – Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
D – Communications
a) Cours d'eau

1 Fondements juridiques

1.1 Définition

Les cours d'eau et lacs domaniaux, c'est-à-dire les cours d'eau et lacs appartenant au domaine public fluvial naturel, font l'objet des servitudes suivantes :

Servitude de marchepied :

Les propriétés riveraines d'un cours d'eau ou d'un lac domanial sont grevées d'une servitude dite de marchepied. La servitude de marchepied s'étend sur une bande de 3,25 mètres sur chaque rive à partir de la limite du domaine public fluvial. Cependant, lorsque l'exercice de la pêche, le passage des piétons et les nécessités d'entretien et de surveillance du cours d'eau ou du lac le permettent, la distance de 3,25 mètres peut être exceptionnellement réduite, sur décision de l'autorité gestionnaire, jusqu'à 1,50 mètre.

Dans cette bande, la servitude :

- oblige les propriétaires, locataires, fermiers ou titulaires d'un droit réel riverains à laisser les terrains grevés de cette servitude à l'usage du gestionnaire du cours d'eau ou du lac domanial (accès, entretien, etc) ; ;
- interdit aux propriétaires riverains de planter des arbres ou de se clore par des haies ou autrement¹.

La continuité de la servitude doit être assurée tout au long du cours d'eau ou du lac domanial. La ligne délimitative ne peut s'écarter de celle du domaine fluvial, sauf à titre exceptionnel lorsque la présence d'un obstacle naturel ou patrimonial rend nécessaire son détournement. Dans ce cas, la ligne délimitative de la servitude est tracée au plus près de celle du domaine public fluvial, dans la propriété concernée. En effet, la servitude de marchepied doit être praticable sans danger ni difficulté.

¹ Article L. 2111-9 du code général de la propriété des personnes publiques : "Les limites des cours d'eau domaniaux sont déterminées par la hauteur des eaux coulant à pleins bords avant de déborder".

Servitude de halage :

Les propriétés riveraines d'un cours d'eau domanial où il existe un chemin de halage ou d'exploitation présentant un intérêt pour le service de la navigation sont grevées d'une servitude dite de halage. La servitude de halage n'est donc applicable qu'aux seuls cours d'eau domaniaux navigables ou flottables.

Le long des bords de ces cours d'eau domaniaux, la servitude :

- oblige les propriétaires riverains de laisser le long des bords des cours d'eau ainsi que sur les îles où il en est besoin, un espace de 7,80 mètres de largeur ;
- interdit aux propriétaires riverains de planter des arbres ou de se clore par des haies ou autrement à moins de 9,75 mètres de la limite du domaine public fluvial, sur les rives où il existe un chemin de halage ou d'exploitation.

La servitude de halage ne s'applique pas sur les rives des lacs domaniaux.

Le long des cours d'eau où il en est besoin, les distances de 7,80 mètres et 9,75 mètres sont calculées à partir de la limite du domaine public fluvial. Lorsque l'intérêt du service de la navigation le permet, ces distances peuvent être réduites sur décision de l'autorité gestionnaire.

Servitude à l'usage des pêcheurs :

Il existe sur les terrains grevés des servitudes de marchepied et de halage, une servitude dite « à l'usage des pêcheurs ». Il s'agit de l'extension de l'usage de la servitude de marchepied aux pêcheurs par la loi n°65-409 du 28 mai 1965 relative aux droits d'usage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public. La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques fait correspondre passage des pêcheurs et servitude de marchepied sur les lacs et cours d'eau domaniaux. La servitude de passage pour la pêche n'existe donc plus sur les cours d'eau domaniaux en tant que servitude distincte de la servitude de marchepied. Elle perdure toutefois sur les cours d'eau non domaniaux.

Cette servitude :

- oblige les propriétaires, locataires, fermiers ou titulaires d'un droit réel, riverains d'un cours d'eau ou d'un lac domanial à laisser les terrains grevés de la servitude de marchepied à l'usage des pêcheurs et des piétons ;
- autorisent, le long des canaux de navigation, les pêcheurs et les piétons à user du chemin de halage et de la portion de berge faisant partie du domaine public, dans la mesure où le permet l'exploitation de la navigation.

Sur décision de l'autorité administrative, ce droit peut exceptionnellement être supprimé soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de sécurité lorsque les berges sont incluses dans des établissements industriels.

1.2 Références législatives et réglementaires

Anciens textes :

Articles 15, 16 et 28 du code du domaine public fluvial abrogés

Articles 424 du Code rural et L. 235-9 du code rural et de la pêche maritime abrogés

Textes en vigueur :

Articles L. 2131-2 à L. 2131-6 du Code général de la propriété des personnes publiques :

- Servitude de marchepied : L.2131-2 al 1 et 2 ;
- Servitude de halage : L.2131-2 al 4 et 5 ;
- Servitude à l'usage des pêcheurs : L.2131- al 2 et 6.

Attention : Réglementation spécifique dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

Conformément à l'article L. 2124-19 du CGPPP, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la servitude de halage et marchepied est régie par les articles 18 et 19 de loi locale du 2 juillet 1891 sur l'utilisation des eaux et la protection contre les eaux et non par les articles L. 2131-2 à L. 2131-6 du CGPPP.

1.3 Décision

La servitude s'applique directement sans qu'une mesure réglementaire (décret ou arrêté) ne soit nécessaire.

1.4 Restriction Défense

Aucune restriction Défense pour cette catégorie de servitude.

La SUP peut être diffusée, visible et téléchargeable dans la totalité de ses détails.

SERVITUDE EL3

Servitudes de halage et de marchepied

Les servitudes de halage et de marchepied s'appliquent sur les rives de la rivière de l'Yonne.

Code	Objet de la servitude	Service gestionnaire
EL7	Alignement	Commune de Saint-Bris-le-Vineux Département de l'Yonne Direction interdépartementale des routes Centre-Est

SERVITUDES DE TYPE EL7

SERVITUDES D'ALIGNEMENT DES VOIES PUBLIQUES

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

I – Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

D – Communication

d) Réseau routier

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

L'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par un arrêté d'alignement individuel. Il constitue, pour l'autorité en charge de la voirie concernée, un moyen de protection contre les empiètements des propriétés riveraines.

Les servitudes d'utilité publique sont issues du plan d'alignement. Celui-ci permet de modifier l'assiette des voies publiques par déplacement des limites préexistantes et constitue de ce fait un moyen juridique d'élargissement et de modernisation des voies publiques.

L'alignement individuel ne peut, quant à lui, que reconnaître la limite du domaine public routier par rapport aux propriétés riveraines. Les arrêtés d'alignement, qui sont des actes purement déclaratifs et non créateurs de droits, sont délivrés conformément au plan d'alignement s'il en existe un, ou dans le cas contraire, à la limite de fait de la voie.

Le plan d'alignement entraîne des conséquences différentes selon que les propriétés sont bâties ou non.

Pour les terrains non bâtis, le plan attribue, dès sa publication, la propriété à la collectivité propriétaire de la voie. Les parcelles de terrains non bâtis sont ainsi immédiatement classées dans le domaine public de la collectivité propriétaire de la voie. Lors du transfert de propriété, l'indemnité est, à défaut d'accord amiable, fixée et payée comme en matière d'expropriation.

Pour les terrains bâtis, le sol des propriétés bâties sera attribué dès la destruction du bâtiment.

Elles sont en outre frappées d'une servitude de reculement qui suppose pour le propriétaire :

- l'interdiction de procéder, sur la partie frappée d'alignement, à l'édification de toute construction nouvelle (servitude *non aedificandi*). Toutefois, des règles particulières relatives aux saillies, c'est à dire certaines parties décoratives ou utilitaires de l'immeuble riverain de la voie publique, sont prévues dans des arrêtés portant règlement de voirie pris par le préfet, le président du conseil général ou le maire, selon qu'il s'agit d'une route nationale, d'une route départementale ou d'une voie communale. Ces arrêtés fixent les dimensions maximales des saillies autorisées.
- l'interdiction d'effectuer tout travail confortatif sur les bâtiments frappés d'alignement (servitude *non confortandi*). Cette interdiction ne s'applique pas s'il s'agit d'un immeuble classé parmi les monuments historiques.

Les propriétaires riverains des voies du domaine public routier ont une priorité pour l'acquisition des parcelles situées au droit de leur propriété et déclassées par suite d'un changement de tracé de ces voies, de l'ouverture d'une voie nouvelle ou d'une modification de l'alignement. Le prix de cession est estimé, à défaut d'accord amiable, comme en matière d'expropriation.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Anciens textes :

- Édît du 16 décembre 1607 réglant les fonctions et droits de l'office de grand voyer (art. 4 et 5) ;
- Arrêt du Conseil d'État du Roi du 27 février 1765 concernant les permissions de construire et les alignements sur les routes entretenues aux frais du roi ;
- Décret n° 62-1245 du 20 octobre 1962 relatif à l'approbation des plans généraux d'alignement des routes nationales et à ses effets en ce qui concerne les propriétés frappées d'alignement

Textes en vigueur :

Articles L. 112-1 à L. 112-8, L. 123-6, L. 123-7, L. 131-4, L. 131-6, L. 141-3, R.112-1 à R.112-3, R. 123-3, R. 123-4, R. 131-3 à R. 131-8 et R. 141-4 à R. 141-10 du code de la voirie routière.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
État Départements Communes	

1.4 - Procédures d'instauration, de modification ou de suppression

1.4.1 - Routes nationales

1. Élaboration du plan d'alignement ;
2. Avis du conseil municipal si la route nationale est située en agglomération ;
3. Le plan d'alignement, auquel est joint un plan parcellaire, est soumis à enquête publique organisée conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. Outre les pièces prévues à l'article R. 11-19 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le dossier soumis à enquête comprend une notice explicative
4. Approbation du plan d'alignement par :
 - arrêté motivé du préfet de département lorsque les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont favorables ;
 - décret en Conseil d'État lorsque les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont défavorables
5. Modalités de publicité et d'information et publication au bureau des hypothèques ;
6. Annexion au Plan Local d'Urbanisme approuvé (PLU).

1.4.2 - Routes départementales

1. Élaboration du plan d'alignement ;
2. Avis du conseil municipal si la route départementale est située en agglomération ;
3. Le plan d'alignement est soumis à enquête publique organisée conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
4. Approbation du plan d'alignement par délibération du conseil général ;
5. Modalités de publicité et d'information et publication au bureau des hypothèques ;
6. Annexion au Plan Local d'Urbanisme approuvé (PLU).

1.4.3 - Voies communales

1. Élaboration du plan d'alignement ;
2. Le plan d'alignement est soumis à enquête publique organisée conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. L'enquête prévue à l'article L. 318-3 du code de l'urbanisme ainsi que l'enquête d'utilité publique lorsque l'opération comporte une expropriation, tiennent lieu de l'enquête publique ;
3. Approbation du plan d'alignement par délibération du conseil municipal ;
4. Modalités de publicité et d'information et publication au bureau des hypothèques ;
5. Annexion au Plan Local d'Urbanisme approuvé (PLU).

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

La voie publique

1.5.2 - Les assiettes

Les parcelles identifiées dans le plan d'alignement

SERVITUDE EL7

Servitudes d'alignement

Plusieurs rues de Saint-Bris-le-Vineux sont soumises à la servitude d'alignement comme détaillé dans le procès-verbal ci-dessous.

DÉPARTEMENT

de

L'YONNE.

ARRONDISSEMENT

d'Auxerre

SERVICE VICINAL.

CANTON

d'Auxerre (Est)

COMMUNE

DE

S^TB R I S.

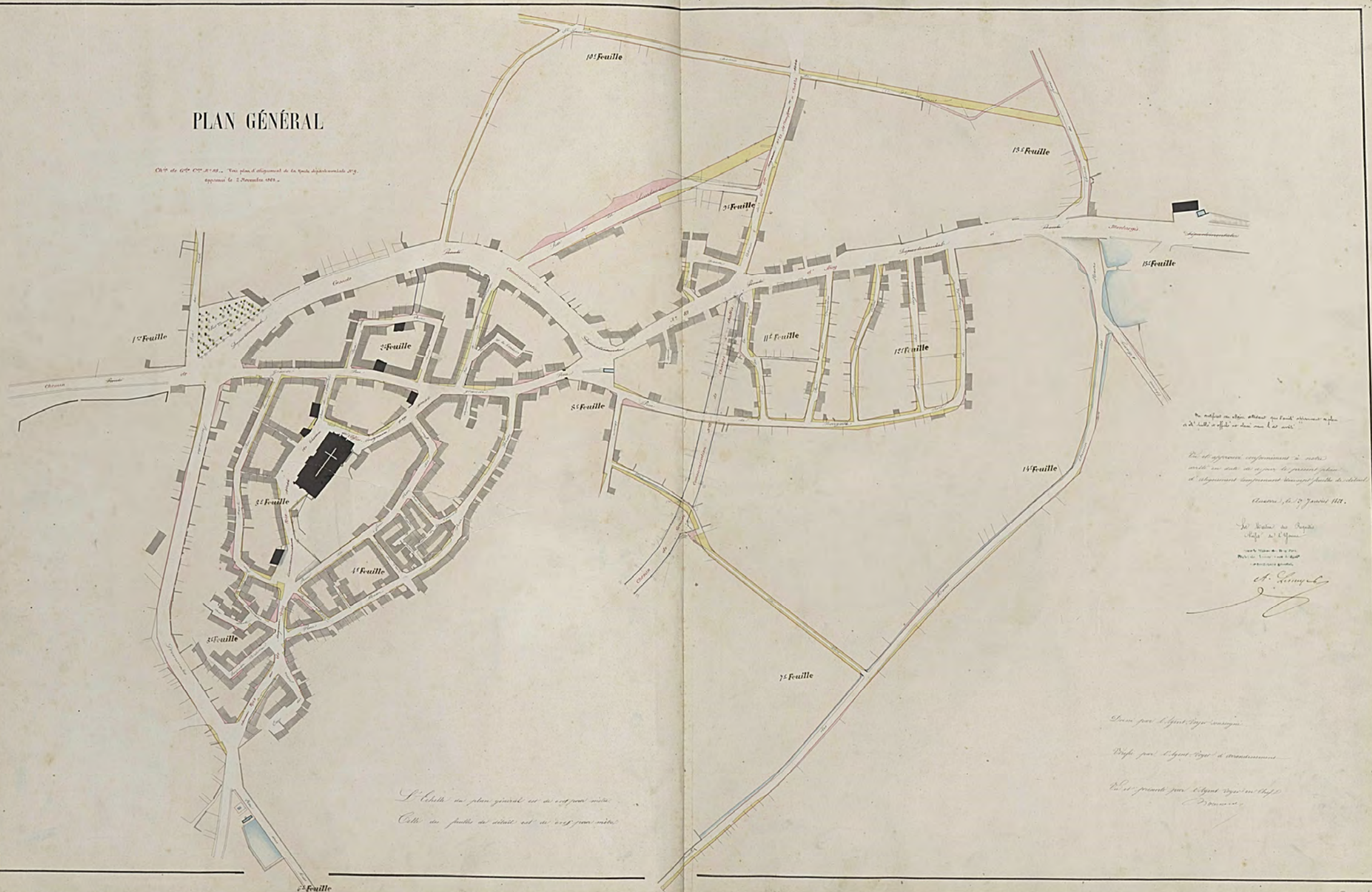
PLAN D'ALIGNEMENT.

PROCÈS-VERBAL DU TRACÉ DES ALIGNEMENTS.

NOMS DES RUES.	INDICATION DES ALIGNEMENTS.		NOMS DES RUES.	INDICATION DES ALIGNEMENTS.		LARGEURS MÉTRES.	LARGEURS MÉTRES.	
	CÔTÉ DROIT.	CÔTÉ GAUCHE.		CÔTÉ DROIT.	CÔTÉ GAUCHE.			
Grande Rue	1 ^{er} ligne droite entre les 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 12 et un point situé entre les lots N° 12 et N° 13	1 ^{er} ligne parallèle à l'avenue	Rue de la Sambarsie	1 ^{er} ligne droite entre le 1 ^{er} angle du lot N° 12 et le 1 ^{er} angle du lot N° 13	1 ^{er} ligne parallèle à l'avenue	6 m.	1 ^{er} ligne droite entre les 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 12 et un point situé entre les lots N° 12 et N° 13	
	2 ^{es} ligne droite entre les lots N° 12 et N° 13	2 ^{es} ligne parallèle à l'avenue		2 ^{es} ligne droite entre le 2 ^{es} angle du lot N° 12 et le 2 ^{es} angle du lot N° 13	2 ^{es} ligne parallèle à l'avenue			3 ^{es} ligne droite entre les 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 12
	3 ^{es} ligne droite entre les lots N° 12 et N° 13	3 ^{es} ligne parallèle à l'avenue		3 ^{es} ligne droite entre le 3 ^{es} angle du lot N° 12 et le 3 ^{es} angle du lot N° 13	3 ^{es} ligne parallèle à l'avenue			4 ^{es} ligne droite entre les 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 12
Rue du Cireuil	1 ^{er} ligne droite entre le 1 ^{er} angle du lot N° 14 et un point situé entre les lots N° 14 et N° 15	1 ^{er} ligne parallèle à l'avenue	Rue de la Sambarsie	1 ^{er} ligne droite entre le 1 ^{er} angle du lot N° 14 et le 1 ^{er} angle du lot N° 15	1 ^{er} ligne parallèle à l'avenue	6 m.	1 ^{er} ligne droite entre le 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 14 et un point situé entre les lots N° 14 et N° 15	
	2 ^{es} ligne droite entre les lots N° 14 et N° 15	2 ^{es} ligne parallèle à l'avenue		2 ^{es} ligne droite entre le 2 ^{es} angle du lot N° 14 et le 2 ^{es} angle du lot N° 15	2 ^{es} ligne parallèle à l'avenue			2 ^{es} ligne droite entre le 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 14
	3 ^{es} ligne droite entre les lots N° 14 et N° 15	3 ^{es} ligne parallèle à l'avenue		3 ^{es} ligne droite entre le 3 ^{es} angle du lot N° 14 et le 3 ^{es} angle du lot N° 15	3 ^{es} ligne parallèle à l'avenue			3 ^{es} ligne droite entre le 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 14
Rue sous Muis	1 ^{er} ligne droite entre le 1 ^{er} angle du lot N° 16 et un point situé entre les lots N° 16 et N° 17	1 ^{er} ligne parallèle à l'avenue	Rue de la Sambarsie	1 ^{er} ligne droite entre le 1 ^{er} angle du lot N° 16 et le 1 ^{er} angle du lot N° 17	1 ^{er} ligne parallèle à l'avenue	6 m.	1 ^{er} ligne droite entre le 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 16 et un point situé entre les lots N° 16 et N° 17	
	2 ^{es} ligne droite entre les lots N° 16 et N° 17	2 ^{es} ligne parallèle à l'avenue		2 ^{es} ligne droite entre le 2 ^{es} angle du lot N° 16 et le 2 ^{es} angle du lot N° 17	2 ^{es} ligne parallèle à l'avenue			2 ^{es} ligne droite entre le 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 16
	3 ^{es} ligne droite entre les lots N° 16 et N° 17	3 ^{es} ligne parallèle à l'avenue		3 ^{es} ligne droite entre le 3 ^{es} angle du lot N° 16 et le 3 ^{es} angle du lot N° 17	3 ^{es} ligne parallèle à l'avenue			3 ^{es} ligne droite entre le 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 16
Rue sous Muis	1 ^{er} ligne droite entre le 1 ^{er} angle du lot N° 18 et un point situé entre les lots N° 18 et N° 19	1 ^{er} ligne parallèle à l'avenue	Rue de la Sambarsie	1 ^{er} ligne droite entre le 1 ^{er} angle du lot N° 18 et le 1 ^{er} angle du lot N° 19	1 ^{er} ligne parallèle à l'avenue	6 m.	1 ^{er} ligne droite entre le 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 18 et un point situé entre les lots N° 18 et N° 19	
	2 ^{es} ligne droite entre les lots N° 18 et N° 19	2 ^{es} ligne parallèle à l'avenue		2 ^{es} ligne droite entre le 2 ^{es} angle du lot N° 18 et le 2 ^{es} angle du lot N° 19	2 ^{es} ligne parallèle à l'avenue			2 ^{es} ligne droite entre le 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 18
	3 ^{es} ligne droite entre les lots N° 18 et N° 19	3 ^{es} ligne parallèle à l'avenue		3 ^{es} ligne droite entre le 3 ^{es} angle du lot N° 18 et le 3 ^{es} angle du lot N° 19	3 ^{es} ligne parallèle à l'avenue			3 ^{es} ligne droite entre le 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 18
Rue sous Muis	1 ^{er} ligne droite entre le 1 ^{er} angle du lot N° 20 et un point situé entre les lots N° 20 et N° 21	1 ^{er} ligne parallèle à l'avenue	Rue de la Sambarsie	1 ^{er} ligne droite entre le 1 ^{er} angle du lot N° 20 et le 1 ^{er} angle du lot N° 21	1 ^{er} ligne parallèle à l'avenue	6 m.	1 ^{er} ligne droite entre le 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 20 et un point situé entre les lots N° 20 et N° 21	
	2 ^{es} ligne droite entre les lots N° 20 et N° 21	2 ^{es} ligne parallèle à l'avenue		2 ^{es} ligne droite entre le 2 ^{es} angle du lot N° 20 et le 2 ^{es} angle du lot N° 21	2 ^{es} ligne parallèle à l'avenue			2 ^{es} ligne droite entre le 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 20
	3 ^{es} ligne droite entre les lots N° 20 et N° 21	3 ^{es} ligne parallèle à l'avenue		3 ^{es} ligne droite entre le 3 ^{es} angle du lot N° 20 et le 3 ^{es} angle du lot N° 21	3 ^{es} ligne parallèle à l'avenue			3 ^{es} ligne droite entre le 1 ^{er} et 2 ^{es} angles du lot N° 20

PLAN GÉNÉRAL

Ch. de G. C. 2. 1842. - Plan d'alignement de la Ville départementale de
 Approuvé le 2 Mars 1842.



*L'alignement du plan général est de 1842 pour l'édifice
 Cette des feuilles de détail est de 1842 pour l'édifice*

Le plan est dressé en vertu de l'arrêté du Préfet de la Seine en date du 10 Mars 1842.

*Le plan est approuvé conformément à l'arrêté
 du Préfet de la Seine en date du 10 Mars 1842.*

Paris, le 10 Mars 1842.

M. de Sévigné, Préfet de la Seine

M. de Sévigné, Préfet de la Seine

M. de Sévigné, Préfet de la Seine

A. Lamy

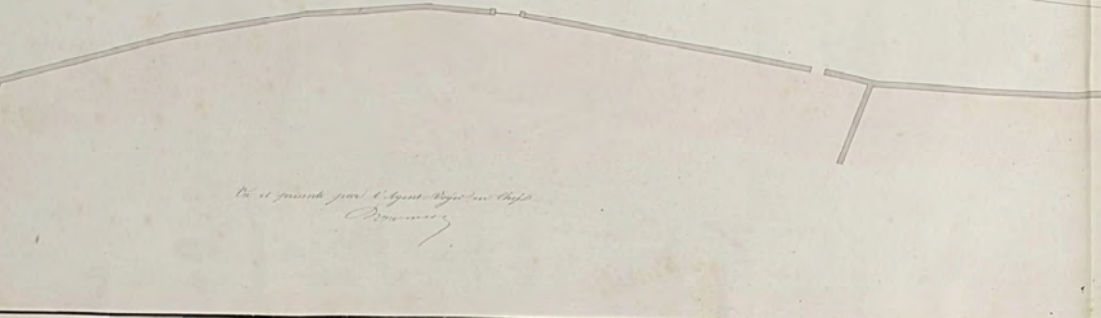
Donné pour l'alignement des constructions

Donné pour l'alignement des constructions

Donné pour l'alignement des constructions

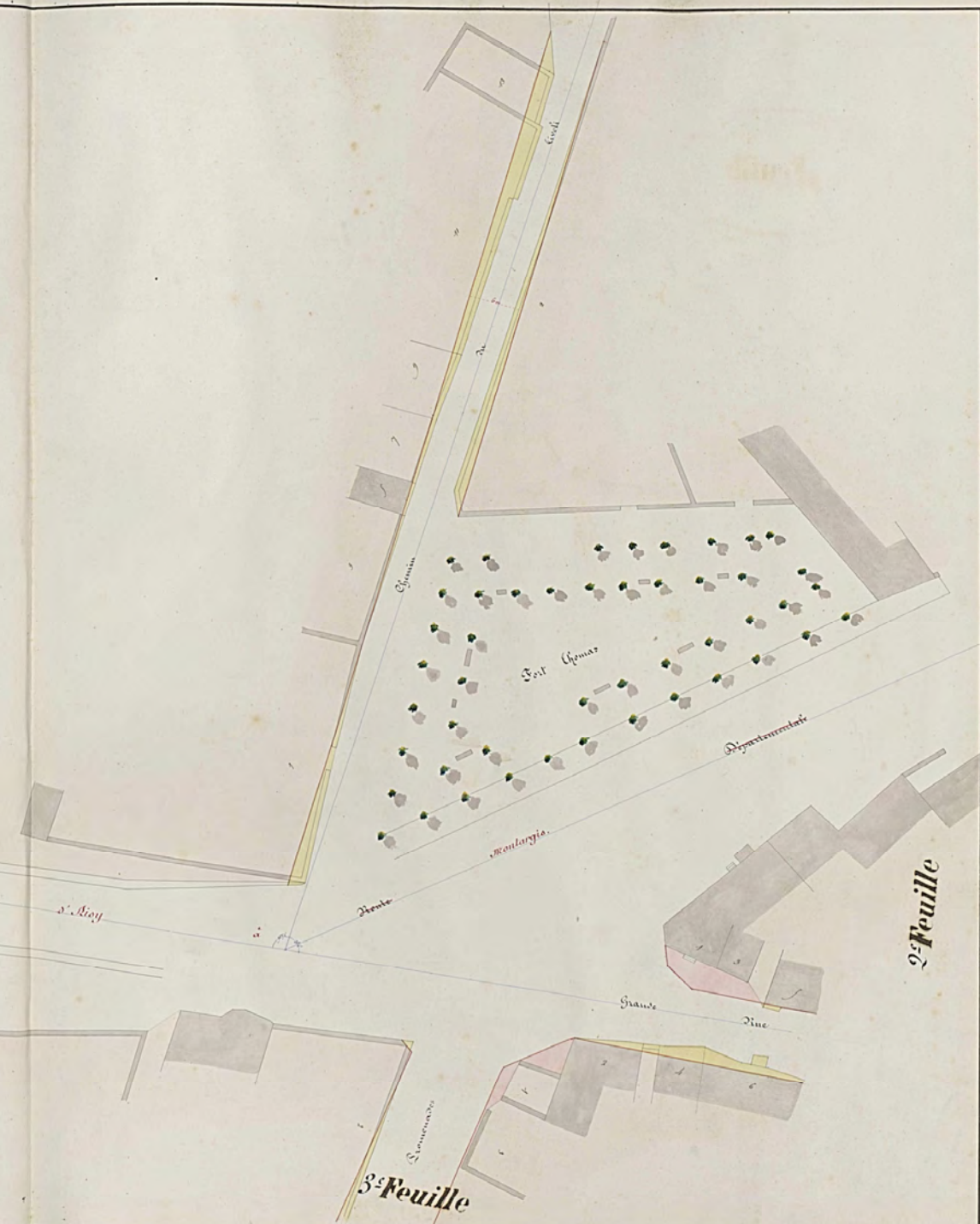
1^{re} Feuille

Chemin de Montre Grande
Communication
N. 289
Départementale
St. Ray



On se procure par l'Agent Régional de l'Etat
à Paris

3^e Feuille



2^e Feuille

2^e Feuille

10^e Feuille

9^e Feuille



3^e Feuille

4^e Feuille

9^e Feuille

3^e Feuille

4^e Feuille

4^e Feuille

5^e Feuille

5^e Feuille

Alignement modificatif des
Closés existants du 10 Juillet 1825

Alignement modificatif des
Closés existants du 10 Juillet 1825



*Voie de grande rue d'alignement des
Closés existants*

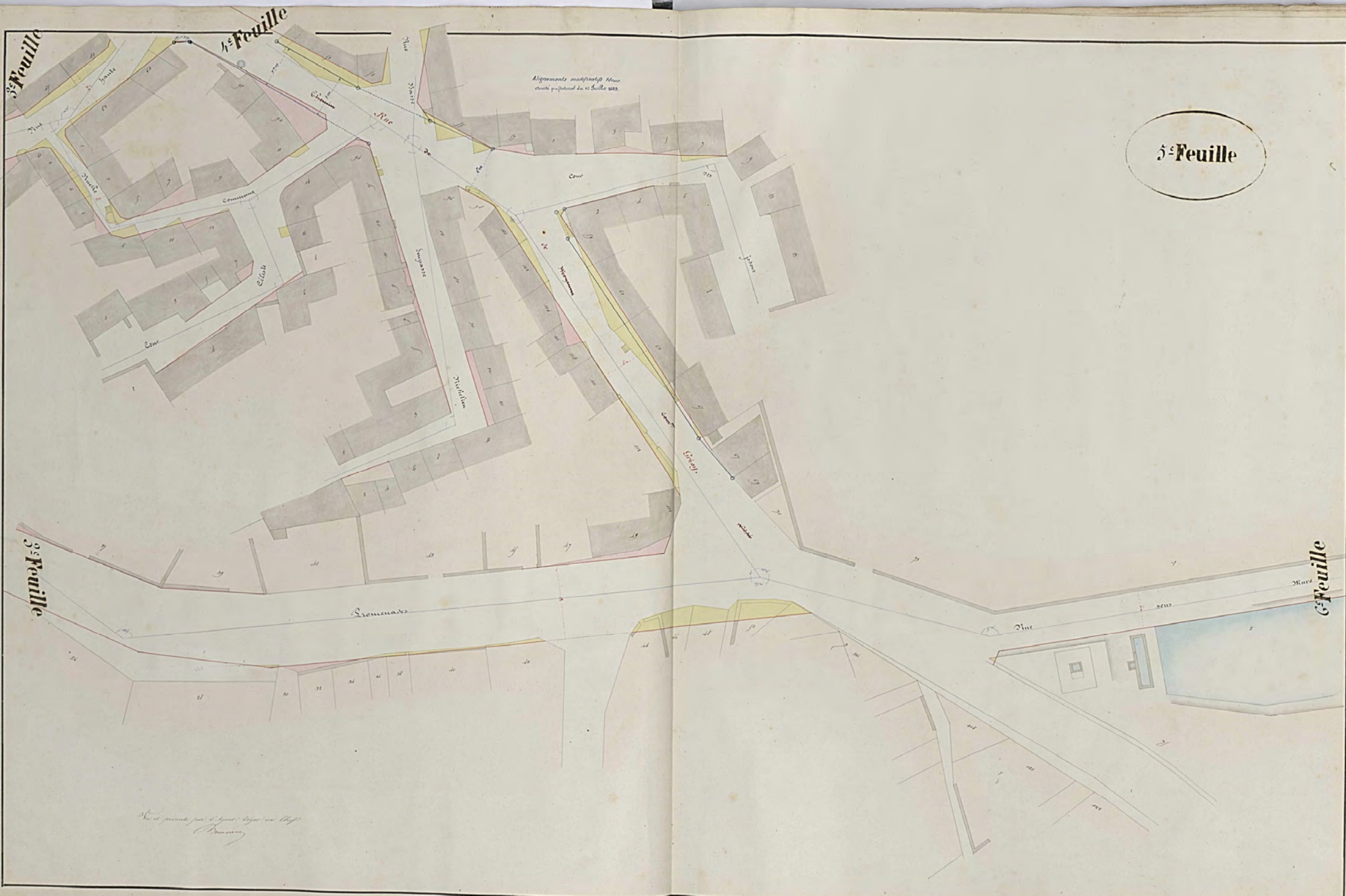
1^{re} Feuille



Alignement modifié sous
Ordi. N° 10261 du 15 Juin 1855.

Alignement modifié sous
Ordi. N° 10261 du 15 Juin 1855.

Plan de parcelles pour l'Église de la Chapelle
B. B. B.

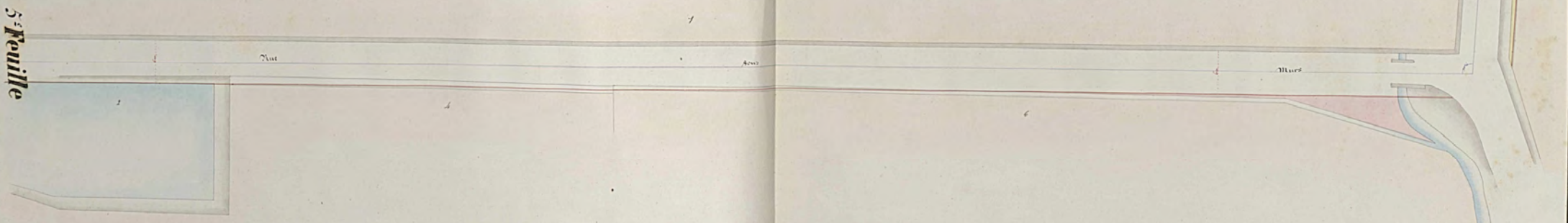
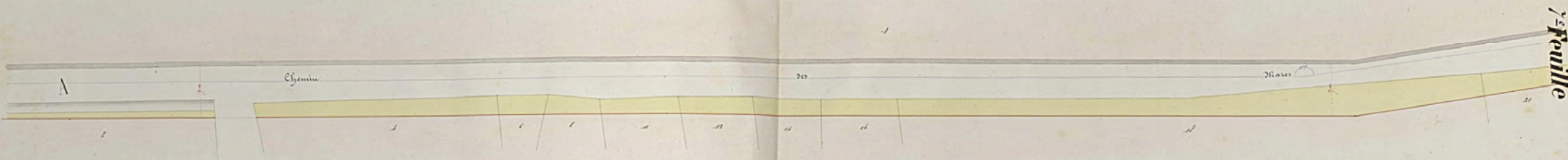


5^e Feuille

Alignement municipal des
cours appartenant à la ville 1803.

Sur et par le plan d'alignement des
cours appartenant à la ville
1803.

G^e Feuille



5^e Feuille

7^e Feuille

*Par le grand-père de l'abbé de la Roche
Cromart*

7^e Feuille

5^e Feuille

6^e Feuille

Alignement N° 101 du C.S.C. n° 02
Décret du Grand Conseil du 14 avril 1894

Chemin de Grande Communication n° 02 de Champ à Chablis

Case

Mixte

Ét. et proj. par l'ing. agr. H. B. B. B.
B. B. B.

8^e Feuille

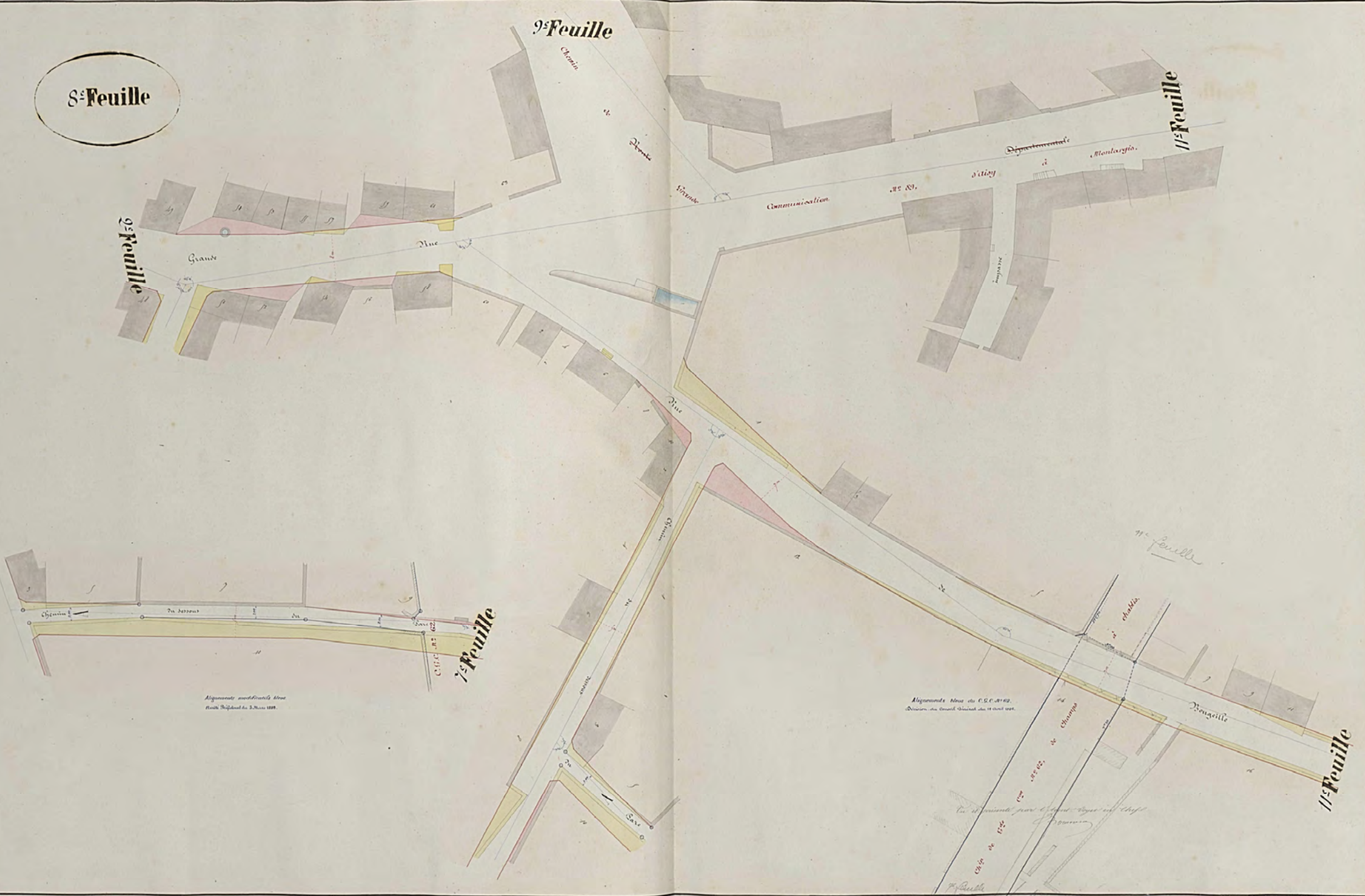
9^e Feuille

11^e Feuille

6^e Feuille

7^e Feuille

11^e Feuille



Alignement modifié sous
le n° 118 du 3 Mars 1858.

Alignement sous le n° 118
du 3 Mars 1858.

Le plan est par le n° 118 du 3 Mars 1858.

9^e Feuille

2^e Feuille

8^e Feuille

1^{re} Feuille

10^e Feuille

13^e Feuille

Rue

Loubarde

Chemise

Stance Monnaie

Cou^{rs} de Champe

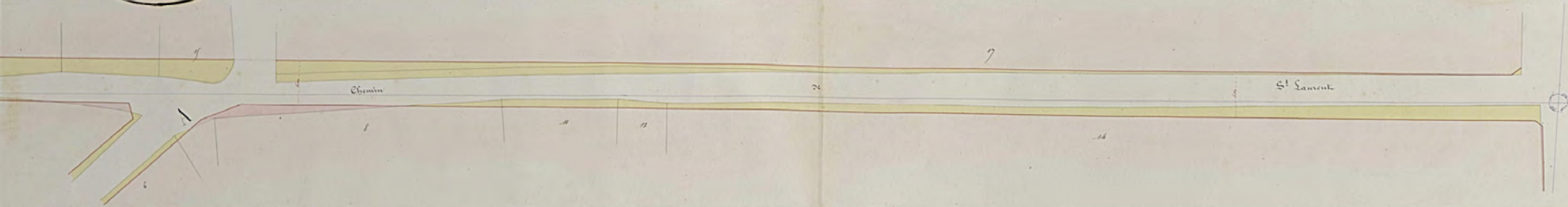
place challe

Anné Projet de construction approuvé le 7 Juin 1808 ...

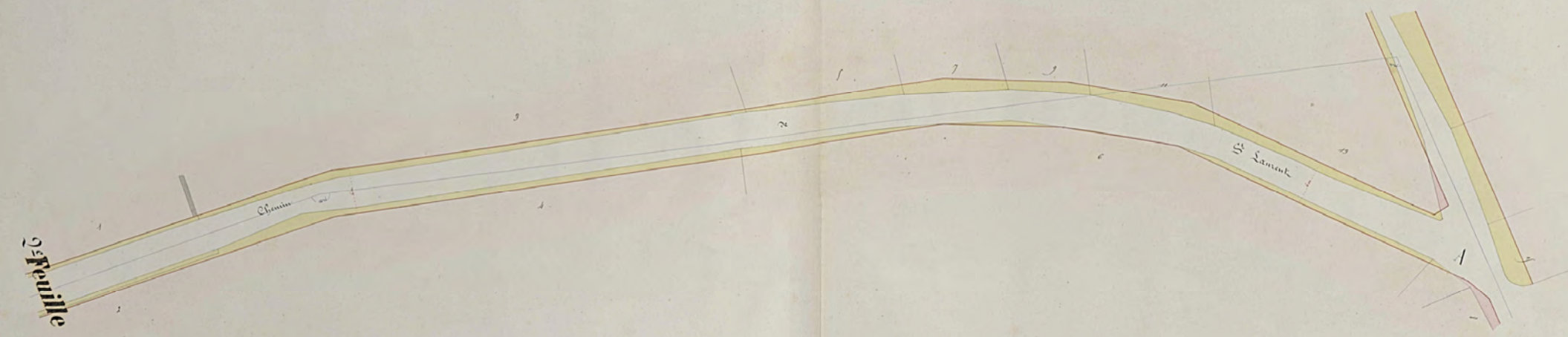
Alignement A B C D supprimé par arrêté préfectoral en 7 Juin 1890

Voie d'alignement par l'ajout d'un alignement

10^e Feuille



13^e Feuille



9^e Feuille

*Par et présent par l'agent voyer en chef
Bouvier*

1^{re} Feuille



1^{re} Feuille

S^t-Feuille

S^t-Feuille

3^e Feuille

1^{re} Feuille

1^{re} Feuille

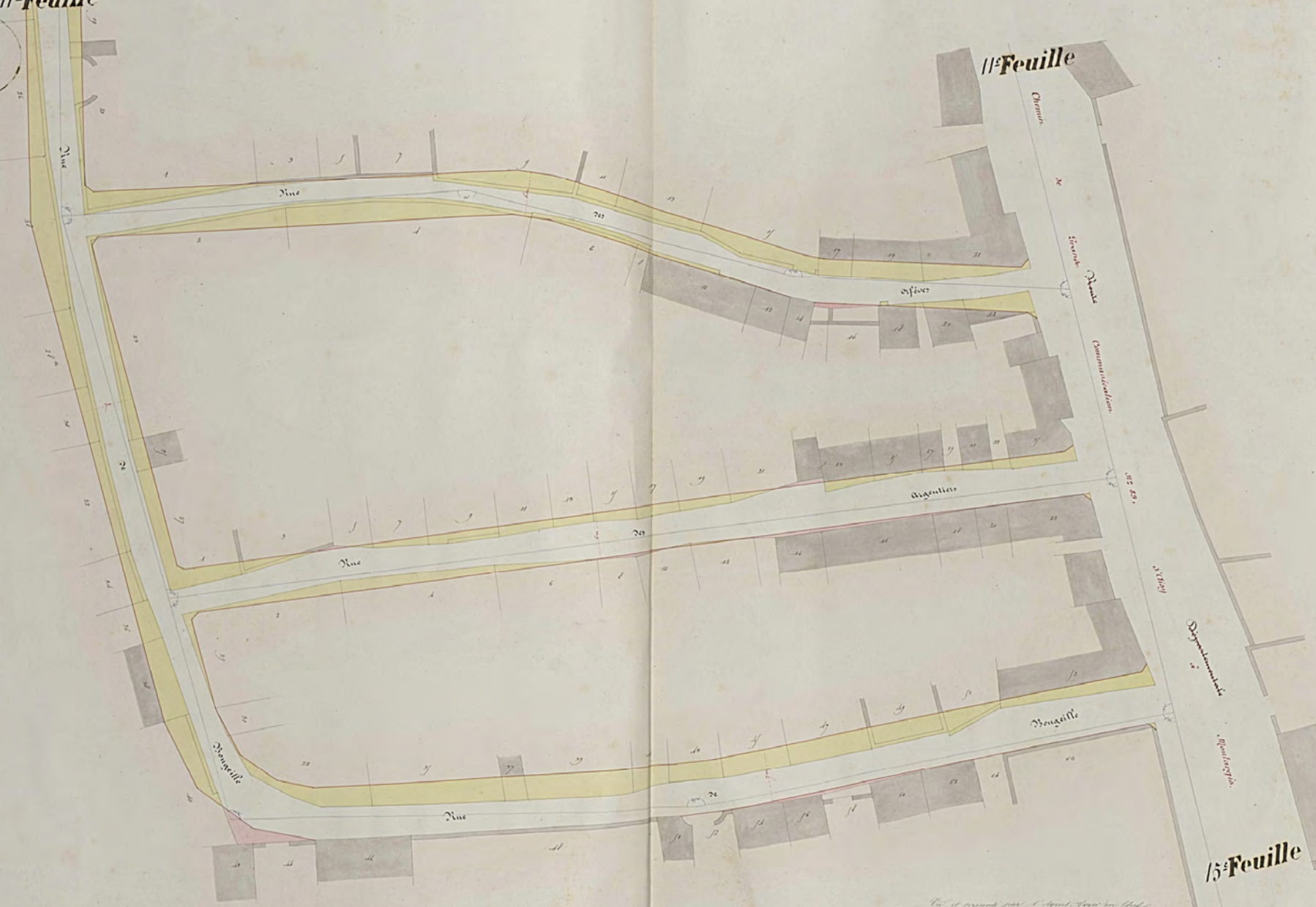
*Plan et planche pour le projet de voirie en 1892.
M. le Maire*

11^e Feuille

12^e Feuille

11^e Feuille

15^e Feuille



Plan et parcelles pour l'église, le presbytère
(Signature)

13^e Feuille

10^e Feuille



15^e Feuille

12^e Feuille

14^e Feuille

Par le plan de l'année 1808
[Signature]

14^e Feuille

13^e Feuille

Chemin

Chemin

A

Chemin

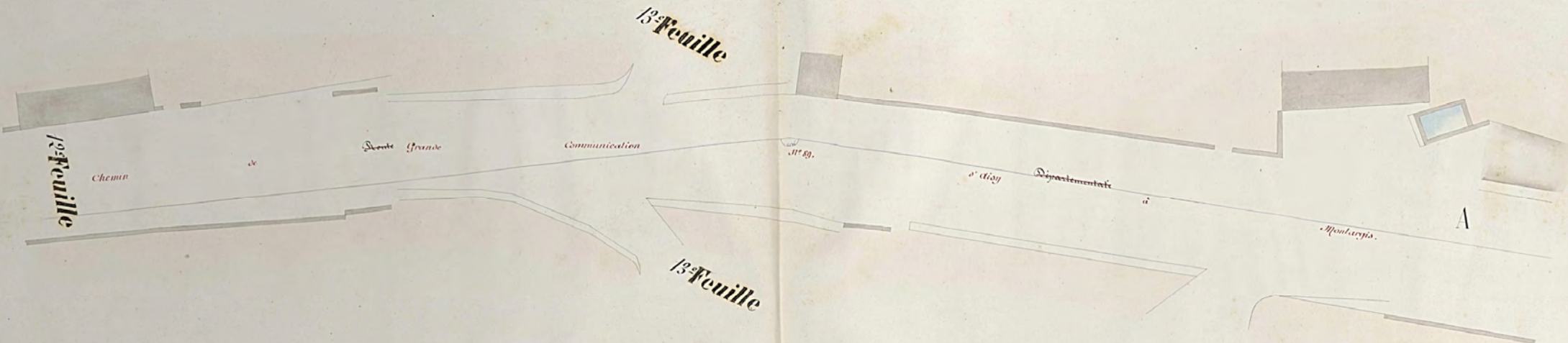
13^e Feuille

Chemin

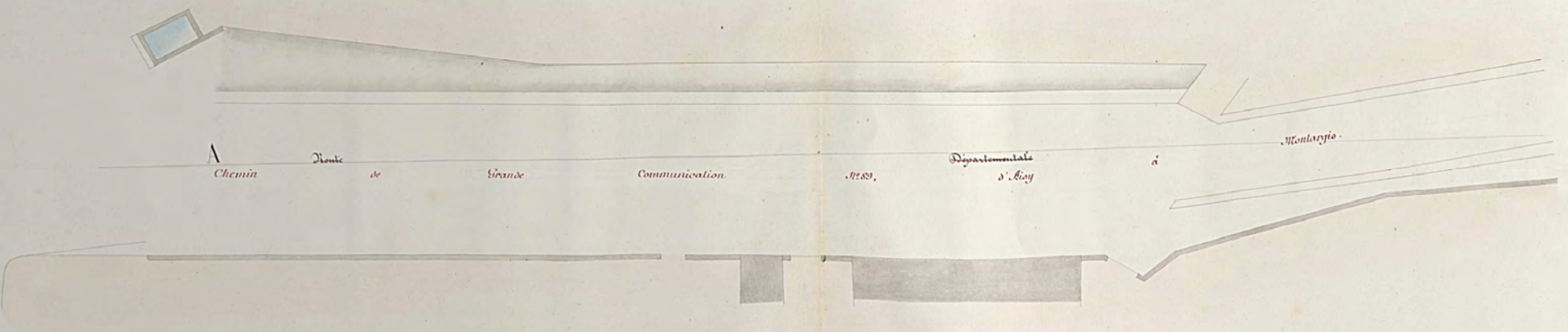
Chemin

Chemin

Plan de la commune de ...
...



15e Feuille



Voie et parcelles pour l'usage des communes de
Montargis

16^e Feuille

17^e Feuille

Maneu
de
Bailly



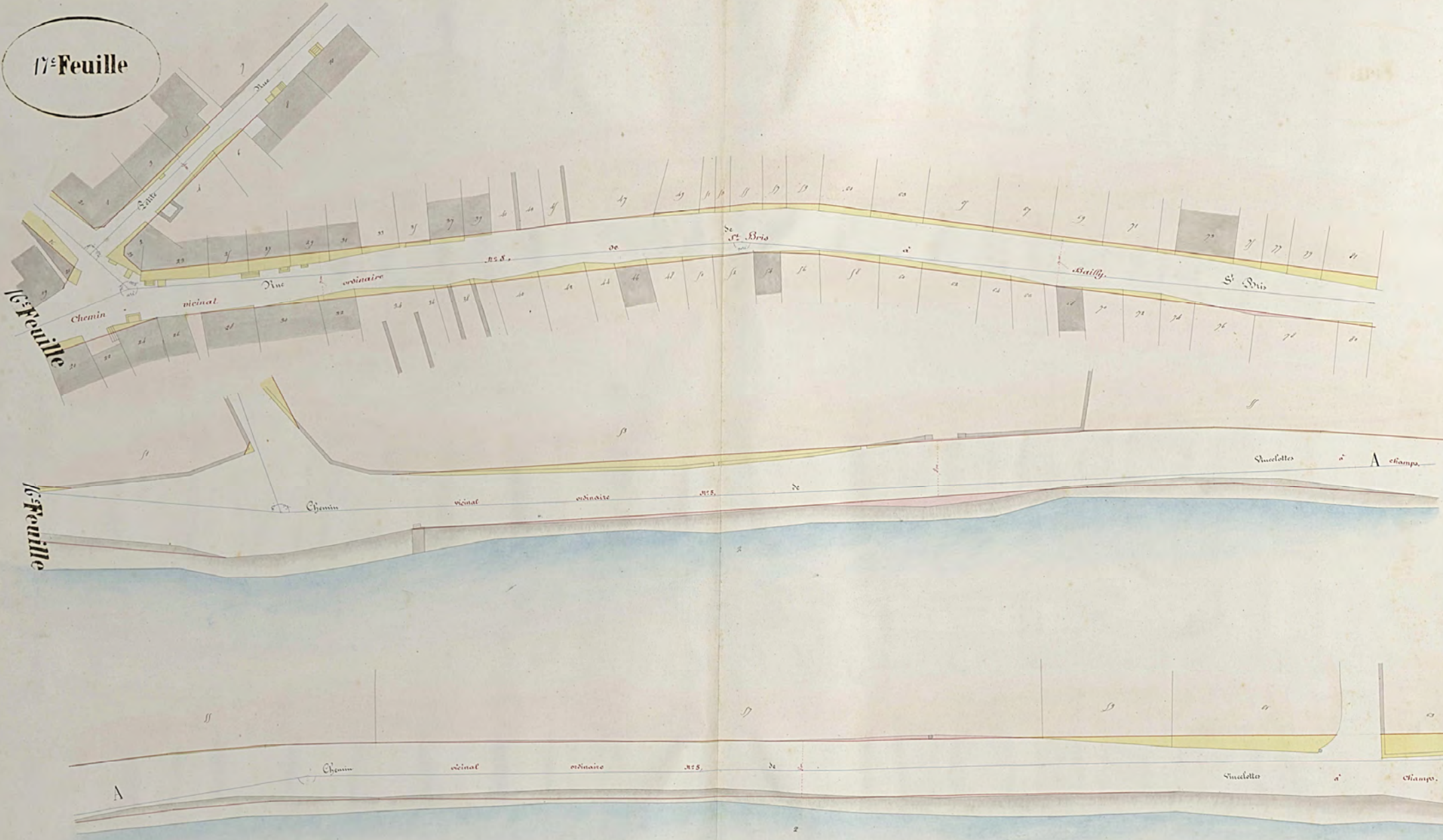
17^e Feuille

Plan de Vincennes par l'ingénieur de la place de Paris
1757

17^e Feuille

16^e Feuille

16^e Feuille



Le plan ci-dessus fait l'objet d'un acte notarié en date du 10 Mars 1855.

TABLEAU DES RUES ET AUTRES VOIES PUBLIQUES

avec les numéros des propriétés, leur nature et les noms des propriétaires.

NUMÉROS des RUES ET PLACES	NOMS des PROPRIÉTAIRES	NATURE des PROPRIÉTÉS	NUMÉROS des propriétés	NOMS des PROPRIÉTAIRES	NATURE des PROPRIÉTÉS	NUMÉROS des RUES ET PLACES	NOMS des PROPRIÉTAIRES	NATURE des PROPRIÉTÉS	NUMÉROS des propriétés	NOMS des PROPRIÉTAIRES	NATURE des PROPRIÉTÉS	NUMÉROS des RUES ET PLACES	NOMS des PROPRIÉTAIRES	NATURE des PROPRIÉTÉS		
Grande Rue	1	Maquet Louis	1	Barroy Joseph	lot	1	Laurent Thomas	lot	1	12	Robaux J ^{ce}	lot	1	12	Robaux J ^{ce}	lot
	2		2	Marcenay Jean	lot	2	Dyane Simon	lot	2	13	Thierc abt. 50	lot	2	13	Thierc abt. 50	lot
	3		3	Wagnon Louis	lot	3	Guarant abt. 50	lot	3	14	Marquet ambroise	lot	3	14	Marquet ambroise	lot
	4		4	Revaux Auguste	lot	4	Guarant abt. 50	lot	4	15	Colin Jean	lot	4	15	Colin Jean	lot
	5		5	Bayard & Béné	lot	5	Guarant abt. 50	lot	5	16	La Commune	lot	5	16	La Commune	lot
	6		6	Guarant Sébastien	lot	6	Guarant abt. 50	lot	6	17	Levêque Joseph	lot	6	17	Levêque Joseph	lot
	7		7		lot	7	Guarant abt. 50	lot	7	18	Levêque Joseph	lot	7	18	Levêque Joseph	lot
	8		8	Guarant Thomas	lot	8	Guarant abt. 50	lot	8	19	Levêque Joseph	lot	8	19	Levêque Joseph	lot
	9		9	Boulay J ^{ce} & Co	lot	9	Guarant abt. 50	lot	9	20	Levêque Joseph	lot	9	20	Levêque Joseph	lot
	10		10	Bachelot	lot	10	Guarant abt. 50	lot	10	21	Levêque Joseph	lot	10	21	Levêque Joseph	lot
Rue sous	1		1	Derbion J ^{ce}	lot	1	Guarant abt. 50	lot	1	22	Levêque Joseph	lot	1	22	Levêque Joseph	lot
	2		2	Dyane J ^{ce}	lot	2	Guarant abt. 50	lot	2	23	Levêque Joseph	lot	2	23	Levêque Joseph	lot
	3		3	Leary Jean	lot	3	Guarant abt. 50	lot	3	24	Levêque Joseph	lot	3	24	Levêque Joseph	lot
	4		4	Trichy J ^{ce} & Co	lot	4	Guarant abt. 50	lot	4	25	Levêque Joseph	lot	4	25	Levêque Joseph	lot
	5		5	Derbion Louis	lot	5	Guarant abt. 50	lot	5	26	Levêque Joseph	lot	5	26	Levêque Joseph	lot
	6		6	Drothe Joseph	lot	6	Guarant abt. 50	lot	6	27	Levêque Joseph	lot	6	27	Levêque Joseph	lot
	7		7	Baron Paul	lot	7	Guarant abt. 50	lot	7	28	Levêque Joseph	lot	7	28	Levêque Joseph	lot
	8		8	Robert Louis	lot	8	Guarant abt. 50	lot	8	29	Levêque Joseph	lot	8	29	Levêque Joseph	lot
	9		9	Robert Michel	lot	9	Guarant abt. 50	lot	9	30	Levêque Joseph	lot	9	30	Levêque Joseph	lot
	10		10		lot	10	Guarant abt. 50	lot	10	31	Levêque Joseph	lot	10	31	Levêque Joseph	lot
Rue de la	1		1	Guarant J ^{ce}	lot	1	Guarant abt. 50	lot	1	32	Levêque Joseph	lot	1	32	Levêque Joseph	lot
	2		2	Leary Michel	lot	2	Guarant abt. 50	lot	2	33	Levêque Joseph	lot	2	33	Levêque Joseph	lot
	3		3	Robert Louis	lot	3	Guarant abt. 50	lot	3	34	Levêque Joseph	lot	3	34	Levêque Joseph	lot
	4		4	Robert Michel	lot	4	Guarant abt. 50	lot	4	35	Levêque Joseph	lot	4	35	Levêque Joseph	lot
	5		5		lot	5	Guarant abt. 50	lot	5	36	Levêque Joseph	lot	5	36	Levêque Joseph	lot
	6		6	Chapuis	lot	6	Guarant abt. 50	lot	6	37	Levêque Joseph	lot	6	37	Levêque Joseph	lot
	7		7	Robert Louis	lot	7	Guarant abt. 50	lot	7	38	Levêque Joseph	lot	7	38	Levêque Joseph	lot
	8		8	Robert Louis	lot	8	Guarant abt. 50	lot	8	39	Levêque Joseph	lot	8	39	Levêque Joseph	lot
	9		9	Robert Louis	lot	9	Guarant abt. 50	lot	9	40	Levêque Joseph	lot	9	40	Levêque Joseph	lot
	10		10		lot	10	Guarant abt. 50	lot	10	41	Levêque Joseph	lot	10	41	Levêque Joseph	lot
Rue de la	1		1	Robert Louis	lot	1	Guarant abt. 50	lot	1	42	Levêque Joseph	lot	1	42	Levêque Joseph	lot
	2		2	Robert Louis	lot	2	Guarant abt. 50	lot	2	43	Levêque Joseph	lot	2	43	Levêque Joseph	lot
	3		3	Robert Louis	lot	3	Guarant abt. 50	lot	3	44	Levêque Joseph	lot	3	44	Levêque Joseph	lot
	4		4	Robert Louis	lot	4	Guarant abt. 50	lot	4	45	Levêque Joseph	lot	4	45	Levêque Joseph	lot
	5		5	Robert Louis	lot	5	Guarant abt. 50	lot	5	46	Levêque Joseph	lot	5	46	Levêque Joseph	lot
	6		6	Robert Louis	lot	6	Guarant abt. 50	lot	6	47	Levêque Joseph	lot	6	47	Levêque Joseph	lot
	7		7	Robert Louis	lot	7	Guarant abt. 50	lot	7	48	Levêque Joseph	lot	7	48	Levêque Joseph	lot
	8		8	Robert Louis	lot	8	Guarant abt. 50	lot	8	49	Levêque Joseph	lot	8	49	Levêque Joseph	lot
	9		9	Robert Louis	lot	9	Guarant abt. 50	lot	9	50	Levêque Joseph	lot	9	50	Levêque Joseph	lot
	10		10	Robert Louis	lot	10	Guarant abt. 50	lot	10	51	Levêque Joseph	lot	10	51	Levêque Joseph	lot

TABLEAU DES RUES ET AUTRES VOIES PUBLIQUES

avec les numéros des propriétés, leur nature et les noms des propriétaires.

NOMS des RUES ET PLACES.	NUMÉROS des propriétés.	NOMS des PROPRIÉTAIRES.	NATURE des PROPRIÉTÉS.	NOMS des RUES ET PLACES.	NUMÉROS des propriétés.	NOMS des PROPRIÉTAIRES.	NATURE des PROPRIÉTÉS.	NOMS des RUES ET PLACES.	NUMÉROS des propriétés.	NOMS des PROPRIÉTAIRES.	NATURE des PROPRIÉTÉS.
SAINTE-ANNE	1	M ^r Guerin	ter	SAINTE-ANNE	1	M ^r Guerin	ter	SAINTE-ANNE	1	M ^r Guerin	ter
	2	M ^r Guerin	ter		2	M ^r Guerin	ter		2	M ^r Guerin	ter
	3	M ^r Guerin	ter		3	M ^r Guerin	ter		3	M ^r Guerin	ter
	4	M ^r Guerin	ter		4	M ^r Guerin	ter		4	M ^r Guerin	ter
	5	M ^r Guerin	ter		5	M ^r Guerin	ter		5	M ^r Guerin	ter
	6	M ^r Guerin	ter		6	M ^r Guerin	ter		6	M ^r Guerin	ter
	7	M ^r Guerin	ter		7	M ^r Guerin	ter		7	M ^r Guerin	ter
	8	M ^r Guerin	ter		8	M ^r Guerin	ter		8	M ^r Guerin	ter
	9	M ^r Guerin	ter		9	M ^r Guerin	ter		9	M ^r Guerin	ter
	10	M ^r Guerin	ter		10	M ^r Guerin	ter		10	M ^r Guerin	ter
	11	M ^r Guerin	ter		11	M ^r Guerin	ter		11	M ^r Guerin	ter
	12	M ^r Guerin	ter		12	M ^r Guerin	ter		12	M ^r Guerin	ter
	13	M ^r Guerin	ter		13	M ^r Guerin	ter		13	M ^r Guerin	ter
	14	M ^r Guerin	ter		14	M ^r Guerin	ter		14	M ^r Guerin	ter
SAINTE-ANNE	1	M ^r Guerin	ter	SAINTE-ANNE	1	M ^r Guerin	ter	SAINTE-ANNE	1	M ^r Guerin	ter
	2	M ^r Guerin	ter		2	M ^r Guerin	ter		2	M ^r Guerin	ter
	3	M ^r Guerin	ter		3	M ^r Guerin	ter		3	M ^r Guerin	ter
	4	M ^r Guerin	ter		4	M ^r Guerin	ter		4	M ^r Guerin	ter
	5	M ^r Guerin	ter		5	M ^r Guerin	ter		5	M ^r Guerin	ter
	6	M ^r Guerin	ter		6	M ^r Guerin	ter		6	M ^r Guerin	ter
	7	M ^r Guerin	ter		7	M ^r Guerin	ter		7	M ^r Guerin	ter
	8	M ^r Guerin	ter		8	M ^r Guerin	ter		8	M ^r Guerin	ter
	9	M ^r Guerin	ter		9	M ^r Guerin	ter		9	M ^r Guerin	ter
	10	M ^r Guerin	ter		10	M ^r Guerin	ter		10	M ^r Guerin	ter
	11	M ^r Guerin	ter		11	M ^r Guerin	ter		11	M ^r Guerin	ter
	12	M ^r Guerin	ter		12	M ^r Guerin	ter		12	M ^r Guerin	ter
	13	M ^r Guerin	ter		13	M ^r Guerin	ter		13	M ^r Guerin	ter
	14	M ^r Guerin	ter		14	M ^r Guerin	ter		14	M ^r Guerin	ter

TABLEAU DES RUES ET AUTRES VOIES PUBLIQUES

avec les numéros des propriétés, leur nature et les noms des propriétaires.

NOMS des RUES ET PLACES.	NUMÉROS des propriétés.	NOMS des PROPRIÉTAIRES.	NATURE des PROPRIÉTÉS.	NOMS des RUES ET PLACES.	NUMÉROS des propriétés.	NOMS des PROPRIÉTAIRES.	NATURE des PROPRIÉTÉS.	NOMS des RUES ET PLACES.	NUMÉROS des propriétés.	NOMS des PROPRIÉTAIRES.	NATURE des PROPRIÉTÉS.
Chemin de St-Sauveur	14	M. J. Goussier	gazon	Rue de St-Sauveur	14	M. J. Goussier	gazon	Chemin de St-Sauveur	14	M. J. Goussier	gazon
	15	M. J. Goussier	gazon		15	M. J. Goussier	gazon		15	M. J. Goussier	gazon
	16	M. J. Goussier	gazon		16	M. J. Goussier	gazon		16	M. J. Goussier	gazon
	17	M. J. Goussier	gazon		17	M. J. Goussier	gazon		17	M. J. Goussier	gazon
	18	M. J. Goussier	gazon		18	M. J. Goussier	gazon		18	M. J. Goussier	gazon
	19	M. J. Goussier	gazon		19	M. J. Goussier	gazon		19	M. J. Goussier	gazon
	20	M. J. Goussier	gazon		20	M. J. Goussier	gazon		20	M. J. Goussier	gazon
	21	M. J. Goussier	gazon		21	M. J. Goussier	gazon		21	M. J. Goussier	gazon
	22	M. J. Goussier	gazon		22	M. J. Goussier	gazon		22	M. J. Goussier	gazon
	23	M. J. Goussier	gazon		23	M. J. Goussier	gazon		23	M. J. Goussier	gazon
Rue de St-Sauveur	24	M. J. Goussier	gazon	Rue de St-Sauveur	24	M. J. Goussier	gazon	Rue de St-Sauveur	24	M. J. Goussier	gazon
	25	M. J. Goussier	gazon		25	M. J. Goussier	gazon		25	M. J. Goussier	gazon
	26	M. J. Goussier	gazon		26	M. J. Goussier	gazon		26	M. J. Goussier	gazon
	27	M. J. Goussier	gazon		27	M. J. Goussier	gazon		27	M. J. Goussier	gazon
	28	M. J. Goussier	gazon		28	M. J. Goussier	gazon		28	M. J. Goussier	gazon
	29	M. J. Goussier	gazon		29	M. J. Goussier	gazon		29	M. J. Goussier	gazon
	30	M. J. Goussier	gazon		30	M. J. Goussier	gazon		30	M. J. Goussier	gazon
	31	M. J. Goussier	gazon		31	M. J. Goussier	gazon		31	M. J. Goussier	gazon
	32	M. J. Goussier	gazon		32	M. J. Goussier	gazon		32	M. J. Goussier	gazon
	33	M. J. Goussier	gazon		33	M. J. Goussier	gazon		33	M. J. Goussier	gazon
Rue de St-Sauveur	34	M. J. Goussier	gazon	Rue de St-Sauveur	34	M. J. Goussier	gazon	Rue de St-Sauveur	34	M. J. Goussier	gazon
	35	M. J. Goussier	gazon		35	M. J. Goussier	gazon		35	M. J. Goussier	gazon
	36	M. J. Goussier	gazon		36	M. J. Goussier	gazon		36	M. J. Goussier	gazon
	37	M. J. Goussier	gazon		37	M. J. Goussier	gazon		37	M. J. Goussier	gazon
	38	M. J. Goussier	gazon		38	M. J. Goussier	gazon		38	M. J. Goussier	gazon
	39	M. J. Goussier	gazon		39	M. J. Goussier	gazon		39	M. J. Goussier	gazon
	40	M. J. Goussier	gazon		40	M. J. Goussier	gazon		40	M. J. Goussier	gazon
	41	M. J. Goussier	gazon		41	M. J. Goussier	gazon		41	M. J. Goussier	gazon
	42	M. J. Goussier	gazon		42	M. J. Goussier	gazon		42	M. J. Goussier	gazon
	43	M. J. Goussier	gazon		43	M. J. Goussier	gazon		43	M. J. Goussier	gazon

Code	Objet de la servitude	Service gestionnaire
I3	Transport de gaz	GRDF Collectivités territoriales 65 rue de Longvic BP 40429 21004 DIJON CEDEX

SERVITUDE DE TYPE I3

SERVITUDES RELATIVES AU TRANSPORT DE GAZ NATUREL

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

- II - Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
 - A - Énergie
 - a) Électricité et gaz

1 - Fondements juridiques

1.1 - Définition

Il s'agit des servitudes énumérées à l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, ainsi qu'à l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, et plus particulièrement :

- de la servitude **d'abattage d'arbres** dont le titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel peut faire usage lors de la pose de canalisations ,
- et de la **servitude de passage** permettant d'établir à demeure des canalisations souterraines sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes.

Ces servitudes s'entendent sans dépossession de propriété : le propriétaire conserve le droit de démolir, réparer, surélever, de clore ou de bâtir, sous réserve de prévenir le concessionnaire un mois avant de démarrer les travaux.

1.2 - Références législatives et réglementaires

Chronologie des textes :

- **Loi du 15 juin 1906 (art. 12)** modifiée sur les distributions d'énergie,
- **Décret du 29 juillet 1927** portant règlement d'administration publique (RAP) pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie (**art. 52 et 53** modifiés concernant l'enquête relative aux servitudes de l'article 12) - *abrogé par le décret n° 50-640 du 7 juin 1950,*
- **Loi n° 46-628 du 8 avril 1946 (art. 35)** modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz,
- **Décret n°50-640 du 7 juin 1950** portant RAP pour l'application de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, en ce qui concerne la procédure de déclaration d'utilité publique en matière d'électricité et de gaz et pour l'établissement des servitudes prévues par la loi - *abrogés par le décret n° 70-492 du 11 juin 1970,*
- **Décret n° 64-81 du 23 janvier 1964** portant RAP en ce qui concerne le régime des transports de gaz combustibles par canalisations (**art. 25**) - *abrogé par le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985,*
- **Décret n° 70-492 du 11/06/1970** pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes, modifié notamment par :
 - **Décret n°85-1109 du 15 octobre 1985 (art. 2 et 8-1 à 10),**
 - **Décret n° 93-629 du 25 mars 1993,**
 - **Décret n° 2003-999 du 14 octobre 2003.**

- **Décret 85-1108 du 15 octobre 1985** relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations modifié (art. 5 et 29),
- **Loi 2003-8 du 3 janvier 2003** relative au marché du gaz et de l'électricité et aux services publics de l'énergie (art.24).

Textes de référence en vigueur :

- **Loi du 15 juin 1906** modifiée (art. 12),
- **Loi n° 46-628 du 8 avril 1946** modifiée (art. 35),
- **Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967** (art. 1 à 4),
- **Décret n° 70-492 du 1/06/1970** modifié (titre I – chapitre III et titre II),
- **Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985** modifié (art. 5 et 29),
- **Loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003** modifiée (art.24).

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires

Bénéficiaires	Gestionnaires
Les transporteurs de gaz naturel.	- les bénéficiaires , - le MEDDTL - Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), - les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

1.4 - Procédure d'instauration de modification ou de suppression

I - Déclaration préalable d'utilité publique (DUP) des ouvrages de transport et de distribution de gaz en vue de l'exercice de servitudes.

Conformément aux dispositions des **articles 2 à 4 et 8-1 à 10 du Décret n° 70-492** et des **articles 6 à 9-II du Décret n° 85-1108**,

a) Cette DUP est instruite :

- par le préfet ou les préfets des départements traversés par la canalisation

NB : pour les canalisations soumises à autorisation ministérielle, si plusieurs préfets sont concernés par la canalisation, un préfet coordonnateur désigné par le ministre chargé de l'énergie centralise les résultats de l'instruction.

- le dossier de DUP comprend notamment les pièces suivantes :

- Avant le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 :

- une **carte au 1/10 000** sur laquelle figurent le tracé des canalisations projetées et l'emplacement des autres ouvrages principaux existants ou à créer, tels que les postes de sectionnement ou de détente.

- Depuis le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 :

- une **carte au 1/25 000** comportant le tracé de la ou des canalisations projetées permettant de connaître les communes traversées, avec l'indication des emprunts envisagés du domaine public,
- **une seconde carte établie à l'échelle appropriée** et permettant de préciser, si nécessaire, l'implantation des ouvrages projetés.

b) La DUP est prononcée :

- par **Arrêté du préfet ou arrêté conjoint** des préfets intéressés,
- et en cas de désaccord, par **Arrêté du ministre chargé de l'énergie**.

NB : à compter du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 et jusqu'au Décret n° 2003-999 du 14 octobre 2003, la DUP était prononcée par **arrêté ministériel** pour les ouvrages soumis au régime de la concession.

II - Établissement des servitudes.

Conformément à l'article 11 et suivants du Décret n°70-492, les servitudes sont établies :

- après que le bénéficiaire ait notifié les travaux projetés directement aux propriétaires des fonds concernés par les ouvrages,
 - **par convention amiable** entre le bénéficiaire et les propriétaires concernés par les servitudes requises,
 - à défaut, **par arrêté préfectoral** pris :
 - sur requête adressée **par le bénéficiaire** au préfet précisant la nature et l'étendue des servitudes à établir,
 - au vu d'un **plan et d'un état parcellaire par commune** indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes,
 - après enquête publique.
- et notifié au demandeur, à chaque exploitant et à chaque propriétaire concerné.

1.5 - Logique d'établissement

1.5.1 - Les générateurs

- une ou des canalisations de transport et distribution de gaz,
- des ouvrages annexes tels que les postes de sectionnement ou de détente.

1.5.2 - Les assiettes

- le tracé de la ou des canalisations,
- l'emprise des annexes.

SERVITUDE I3

Servitudes de transport de gaz

Le territoire de la commune de Saint-Bris-le-Vineux est traversé par la canalisation de transport de gaz naturel « Auxerre-Clamecy-Avallon », ainsi que par une installation annexe « Saint-Bris-le-Vineux SECT DP ».

FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée à l'ouvrage «AUXERRE – CLAMECY - AVALLON» DN 200, une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable) **de 6 mètres de largeur totale** (4 mètres à droite et 2 mètres à gauche de l'axe de la canalisation en allant de PERRIGNY à CRAVANT).

Dans cette bande de terrain (*zone non aedificandi et non sylvandi*) aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessaires pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à notre ouvrage dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral va prochainement instaurer des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

En attendant la publication de l'arrêté préfectoral, vous pouvez vous appuyer sur les textes de la fiche précédente (fiche d'information sur le porter à connaissance dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses).

Par ailleurs, les distances précisées ci-dessous sont données à titre indicatif car elles correspondent aux SUP d'effets en projet.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité de la canalisation et de son installation annexe jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants.

Nom Canalisation	DN (-)	PMS (bar)	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
AUXERRE – CLAMECY - AVALLON	200	67,7	55	5	5

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

Nom Installation annexe	Zone SUP 1 (m)	Zone SUP 2 (m)	Zone SUP 3 (m)
SAINT BRIS LE VINEUX SECT DP	35	6	6

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16j du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n° 3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'environnement, dans ces servitudes d'utilité publique d'effets, **GRTgaz doit être informé** de toute évolution et souhaite être consulté pour tout nouveau projet d'aménagement ou de construction et ce, dès le stade d'avant-projet sommaire.

Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.

GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».

Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.

Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

COLLECTIVITÉS PARTICULIÈRES
 Tout ouvrage est soumis à l'urbanisme dans le bande d'effets réservés une consultation de l'Etat
 La plus part possible, il s'adresse indiquée ci-après afin de faciliter la compréhension.

Annexe n°1 (et n°2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 22

Code	Objet de la servitude	Service gestionnaire
I4	Electricité	Pour les lignes de transport : RTE – Délégation Est 8 rue de Versigny SA 30215 54608 Villiers-les-Nancy

Numérisation des servitudes d'utilité publique

SERVITUDES DE TYPE I4

SERVITUDES RELATIVES AUX OUVRAGES DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

Servitudes reportées en annexe des PLU et des cartes communales en application des articles R. 151-51 et R. 161-8 du code de l'urbanisme et figurant en annexe au Livre Ier dans les rubriques :

II- Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

A – Énergie

a) Électricité

1 Fondements juridiques

1.1 Définition

La servitude relative aux ouvrages de transport et de distribution d'électricité permet la mise en place de deux types de servitudes.

1.1.1 Les servitudes d'ancrage, de surplomb, d'appui, de passage et d'ébranchage ou d'abattage d'arbres

En vue de l'institution de servitudes d'utilité publique (SUP), des travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages de concession de transport ou de distribution d'électricité peuvent être, sur demande du concédant ou du concessionnaire, déclarés d'utilité publique par l'autorité administrative.

Objet des servitudes

Les concessionnaires peuvent établir sur les propriétés privées, sans entraîner de dépossession, les servitudes suivantes :

- une servitude d'ancrage : droit d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on puisse y accéder par l'extérieur. La pose des câbles respecte les règles techniques et de sécurité prévues par l'arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ;
- une servitude de surplomb : droit de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions et réserves que celles indiquées précédemment applicables aux servitudes d'ancrage ;

- une servitude d'appui et de passage : droit d'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;
- une servitude d'ébranchage ou d'abattage d'arbres : droit de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

Modalités d'institution des servitudes

Ces différentes SUP peuvent résulter d'une convention conclue entre le concessionnaire et le propriétaire en cas d'accord avec les propriétaires intéressés ou être instituées par arrêté préfectoral, en cas de désaccord avec au moins l'un des propriétaires intéressés.

Servitudes conventionnelles

Des conventions ayant pour objet la reconnaissance des servitudes d'ancrage, de surplomb, d'appui et de passage, d'ébranchage ou d'abattage peuvent être passées entre les concessionnaires et les propriétaires. Ces conventions ont valeur de SUP ([Cour de cassation, 3 civ, 8 septembre 2016, n°15-19.810](#)).

Ces conventions produisent, tant à l'égard des propriétaires et de leurs ayants droit que des tiers, les mêmes effets que l'arrêté préfectoral instituant les servitudes. Ces conventions peuvent intervenir en prévision de la déclaration d'utilité publique (DUP) des travaux ou après cette DUP (article 1^{er} du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique).

Servitudes instituées par arrêté préfectoral

Les ouvrages de transport et de distribution d'électricité sont déclarés d'utilité publique en vue de l'institution de servitudes dans les conditions prévues aux articles R. 323-1 à R. 323-6 du code de l'énergie. La procédure d'établissement des SUP instituées par arrêté préfectoral, à la suite d'une DUP est précisée aux articles R. 323-7 à R. 323-15 du code de l'énergie.

1.1.2 Servitudes au voisinage d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts

Après DUP précédée d'une enquête publique, une SUP peut être instituée de part et d'autre de toute ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts, existante ou à créer, dans un périmètre incluant au maximum les fonds situés à l'intérieur :

- de cercles dont le centre est constitué par l'axe vertical des supports de la ligne et dont le rayon est égal à 30 mètres ou à la hauteur des supports si celle-ci est supérieure. Pour les lignes électriques aériennes de tension égale ou supérieure à 350 kilovolts, ce rayon est porté à 40 mètres ou à une distance égale à la hauteur du support si celle-ci est supérieure ;
- d'une bande délimitée par la projection verticale au sol des câbles de la ligne électrique lorsqu'ils sont au repos ;
- de bandes d'une largeur de 10 mètres de part et d'autre du couloir prévu au précédent alinéa.

Pour les lignes électriques aériennes de tension égale ou supérieure à 350 kilovolts, la largeur des bandes est portée à 15 mètres.

Sous réserve des dispositions applicables aux lignes électriques aériennes de tension égale ou supérieure à 350 kilovolts, le champ d'application des servitudes peut être adapté en fonction des caractéristiques des lieux.

Dans le périmètre défini ci-dessus, sont interdits la construction ou l'aménagement :

- de bâtiments à usage d'habitation ou d'aires d'accueil des gens du voyage ;
- d'établissements recevant du public au sens du code de la construction et de l'habitation entrant dans les catégories suivantes : structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées, hôtels et structures d'hébergement, établissements d'enseignement, colonies de vacances, établissements sanitaires, établissements pénitentiaires, établissements de plein air.

Par exception, sont autorisés les travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension de constructions existantes édifiées en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur avant l'institution de ces SUP, à condition qu'ils n'entraînent pas d'augmentation significative de la capacité d'accueil dans les périmètres où les SUP ont été instituées.

Peuvent, en outre, être interdits ou soumis à des prescriptions particulières la construction ou l'aménagement des:

- établissements recevant du public au sens du code de la construction et de l'habitation autres que ceux mentionnés ci-dessus ;
- installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et fabriquant, utilisant ou stockant des substances comburantes, explosibles, inflammables ou combustibles.

Au 1^{er} janvier 2021, une seule servitude au voisinage d'une ligne aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts a été instituée.

1.2 Références législatives et réglementaires

Servitudes d'ancrage, de surplomb, d'appui et de passage et d'ébranchage ou d'abattage d'arbres :

Anciens textes :

-Article 12 de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie

-Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 pris pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes

Textes en vigueur :

- Articles L. 323-3 à L. 323-9, R. 323-1 à D.323-16 du code de l'énergie

- Article 1^{er} du décret n°67-886 du 6 octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique

- Arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique

Servitudes au voisinage d'une ligne aérienne de tension supérieure ou égale à 130 Kilovolts:

Anciens textes

Article 12 bis de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie

Textes en vigueur

- Article L. 323-10 du code de l'énergie
- Articles R. 323-19 à R. 323-22 du code de l'énergie

1.3 Décision

- Pour les servitudes d'ancrage, de surplomb, d'appui et de passage, d'ébranchage ou d'abattage d'arbres : Arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique ou convention signée entre le concessionnaire et le propriétaire.
- Pour les servitudes au voisinage d'une ligne aérienne de tension égale ou supérieure à 130 kilovolts : arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique les servitudes.

1.4 Restriction Défense

Aucune restriction Défense pour cette catégorie de servitude.

La SUP peut être diffusée, visible et téléchargeable dans la totalité de ses détails.

2 Processus de numérisation

2.1 Responsable de la numérisation

- Pour les ouvrages de transport d'électricité, le responsable de la numérisation et de la publication est RTE (Réseau de Transport d'Électricité).
- Pour les ouvrages de distribution d'électricité, les autorités compétentes sont :
 - essentiellement ENEDIS, anciennement ERDF, pour environ 95 % du réseau de distribution ;
 - dans les autres cas, les entreprises locales de distribution (ELD)¹.

2.2 Où trouver les documents de base

- Pour les arrêtés ministériels portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages de concession de transport ou de distribution d'électricité : Journal officiel de la République française
- Pour les arrêtés préfectoraux : recueil des actes administratifs de la préfecture

¹ Il existe environ 160 ELD qui assurent 5 % de la distribution d'énergie électrique dans 2800 communes.
Servitudes I4 – Servitudes relatives aux ouvrages de transport et de distribution d'électricité

Annexes des PLU et des cartes communales

- Pour les conventions : actes internes détenus par les autorités responsables de la numérisation, ne faisant pas l'objet d'une publication administrative et non annexés aux documents d'urbanisme. Ces conventions contenant des informations personnelles et financières, elles n'ont pas vocation à être publiées sur le Géoportail de l'urbanisme (GPU). Une fiche d'informations précisant la réglementation et les coordonnées des gestionnaires responsables de la numérisation est publiée sur le GPU.

2.3 Principes de numérisation

Application de la version la plus récente possible du standard CNIG SUP :
http://cnig.gouv.fr/?page_id=2732

Création d'une fiche de métadonnées complétée selon les [consignes données par le CNIG](#).

2.4 Numérisation de l'acte

- Pour les servitudes d'ancrage, de surplomb, d'appui et de passage et d'ébranchage ou d'abattage d'arbres :
 - Copie de l'arrêté ministériel ou préfectoral déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages de concession, de transport ou de distribution d'électricité en vue de l'établissement de servitudes
 - Fiche d'informations réglementaires (rappel des obligations légales, SUP applicables sur la parcelle et coordonnées des gestionnaires)

Lorsque l'arrêté déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages de concession, de transport ou de distribution d'électricité en vue de l'établissement de servitudes ne peut être produit par le gestionnaire, seule la fiche d'informations réglementaires sera publiée dans le GPU pour les parcelles concernées.

- Pour les servitudes au voisinage d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts : arrêté préfectoral déclarant d'utilité publique les SUP mentionnées à l'article L. 323-10 et R. 323-20 du code de l'énergie.

2.5 Référentiels géographiques et niveau de précision

Les informations ci-dessous précisent les types de référentiels géographiques et de méthodes d'acquisition à utiliser pour la numérisation des objets SUP de cette catégorie ainsi que la gamme de précision métrique correspondante. D'autres référentiels ou méthodes de précision équivalente peuvent également être utilisés.

Les informations de précision (mode de numérisation, échelle et nature du référentiel) relatives à chaque objet SUP seront à renseigner dans les attributs prévus à cet effet par le standard CNIG SUP.

Référentiels :	BD TOPO et BD Parcellaire
Précision :	1/200 à 1/5000

2.6 Numérisation du générateur et de l'assiette

2.6.1 Servitudes d'ancrage, de surplomb, d'appui et de passage et d'ébranchage ou d'abattage d'arbres

Le générateur

Les ouvrages de transport et de distribution d'électricité sont les générateurs. Les générateurs des SUP sont de type:

- linéaire pour les conducteurs aériens d'électricité et les canalisations souterraines
- ponctuel pour les supports et les ancrages pour conducteurs aériens.

L'assiette

L'assiette est de type surfacique. Elle est constituée pour les réseaux :

- aériens de tension inférieure à 45 kV : d'une bande de 10 mètres de part et d'autre de l'axe de l'ouvrage (générateur) ;
- aériens de tension supérieure à 45 kV : de la projection au sol de l'ouvrage de part et d'autre de l'axe de l'ouvrage (générateur) tenant compte du balancement des câbles dû aux conditions d'exploitation et météorologiques et tenant compte d'une marge de sécurité intégrant les incertitudes de positionnement ;
- souterrains : d'une bande de part et d'autre de l'axe de l'ouvrage (générateur) dépendant de l'encombrement de l'ouvrage avec une marge de sécurité intégrant les incertitudes de positionnement.

L'assiette des supports de réseaux aériens de tension supérieure à 45 kV est constituée d'un cercle de rayon dépendant de son encombrement.

L'assiette des supports et des ancrages de réseaux aériens de tension inférieure à 45 kV est constituée d'un cercle de rayon de 10 m.

Les parcelles concernées par les servitudes sont déterminées par croisement géographique par le GPU.

2.6.2 Servitudes au voisinage d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts

Le générateur

Les générateurs sont de type :

- ponctuel s'agissant des supports des lignes électriques aériennes de tension supérieure ou égale à 130 kV
- linéaire s'agissant des câbles de la ligne électrique lorsqu'ils sont au repos.

L'assiette

L'assiette est de type surfacique. Il s'agit de périmètres constitués :

- de cercles dont le centre est constitué par l'axe vertical des supports de la ligne et dont le rayon est égal à 30 mètres ou à la hauteur des supports si celle-ci est supérieure. Pour les lignes électriques aériennes de tension égale ou supérieure à 350 kilovolts, ce rayon est porté à 40 mètres ou à une distance égale à la hauteur du support si celle-ci est supérieure ;
- d'une bande délimitée par la projection verticale au sol des câbles de la ligne électrique lorsqu'ils sont au repos ;
- de bandes d'une largeur de 10 mètres de part et d'autre du couloir prévu au précédent alinéa. Pour les lignes électriques aériennes de tension égale ou supérieure à 350 kilovolts, la largeur des bandes est portée à 15 mètres.

3. Référent métier

Ministère de la Transition écologique
Direction générale de l'énergie et du climat
Tour Sequoia
92055 La Défense CEDEX

Annexe

Procédure d'institution des servitudes

1. Servitudes d'ancrage, d'appui, de surplomb, de passage et d'abattage d'arbres

1.1 Servitudes instituées par arrêté préfectoral

Déclaration d'utilité publique (DUP)

Les travaux nécessaires à l'établissement, à l'entretien des ouvrages de la concession de transport ou de distribution d'électricité peuvent être, sur demande du concédant ou du concessionnaire, déclarés d'utilité publique par l'autorité administrative (article L. 323-3 du code de l'énergie). Les demandes ayant pour objet la DUP des ouvrages d'électricité en vue de l'établissement de servitudes sans recours à l'expropriation sont instruites dans les conditions précisées à l'article R. 323-1 du code de l'énergie qui renvoie aux dispositions applicables en fonction des différents types d'ouvrages.

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'abattage d'arbres et d'occupation temporaire s'appliquent dès la déclaration d'utilité publique des travaux (article L. 323-5 du code de l'énergie).

Les dispositions relatives à la demande de DUP et à la procédure d'instruction applicables aux ouvrages sont précisées par les articles suivants :

- R. 323-2 à R. 323-4 du code de l'énergie s'agissant des ouvrages mentionnés au 1° de l'article R. 323-1 du code de l'énergie ;
- R. 323-5 du code de l'énergie s'agissant des ouvrages mentionnés au 3° de l'article R. 323-1 du code de l'énergie ;
- R. 323-6 du code de l'énergie s'agissant des ouvrages mentionnés au 4° de l'article R. 323-1 du code de l'énergie.

Arrêté instituant les servitudes

Les conditions d'établissement des servitudes instituées suite à une DUP sont précisées aux articles R. 323-8 et suivants du code de l'énergie :

- Notification par le pétitionnaire des dispositions projetées en vue de l'établissement des servitudes aux propriétaires des fonds concernés par les ouvrages (article R. 323-8).
- En cas de désaccord avec au moins un des propriétaires intéressés, le pétitionnaire présente une requête accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire par commune indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes (article R. 323-9).
La requête est adressée au préfet et comporte les renseignements nécessaires sur la nature et l'étendue de ces servitudes.
- Le préfet, dans les quinze jours suivant la réception de la requête, prescrit par arrêté une enquête et désigne un commissaire enquêteur. L'arrêté précise également l'objet de l'enquête, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête, dont la durée est fixée à huit jours, le lieu où siège le commissaire enquêteur, ainsi que les heures pendant lesquelles le dossier peut être consulté à la mairie de chacune des communes intéressées, où un registre est ouvert afin de recueillir les observations.
- Notification au pétitionnaire de l'arrêté et transmission de l'arrêté avec le dossier aux maires des communes intéressées.

- Publicité concernant l'enquête (article [R. 323-10](#)) : ouverture de l'enquête est annoncée par affichage à la mairie et éventuellement par tous autres procédés dans chacune des communes intéressées.
- Enquête publique (article R. 323-11 à R. 323-12).
- Transmission par le commissaire enquêteur du dossier d'enquête au préfet.
- Dès sa réception, le préfet communique le dossier de l'enquête au pétitionnaire qui examine les observations présentées et, le cas échéant, modifie le projet afin d'en tenir compte.
- Si les modifications apportées au projet frappent de servitudes des propriétés nouvelles ou aggravent des servitudes antérieurement prévues, il est fait application, pour l'institution de ces nouvelles servitudes, des dispositions de l'article [R. 323-8](#) et, au besoin, de celles des articles [R. 323-9 à R. 323-12](#).
- Arrêté préfectoral instituant les SUP (article R. 323-14).
- Notification au pétitionnaire et affichage à la mairie de chacune des communes intéressées.
- Notification par le pétitionnaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à chaque propriétaire intéressé ainsi qu'à chaque occupant pourvu d'un titre régulier.
- Après l'accomplissement des formalités mentionnées à l'article [R. 323-14](#), le pétitionnaire est autorisé à exercer les servitudes (article R. 323-15).
- Le propriétaire d'un terrain grevé de servitudes doit, avant d'entreprendre tous travaux de démolition, réparation, surélévation, toute clôture ou tout bâtiment mentionnés à l'article [L. 323-6](#), en prévenir par lettre recommandée, au moins un mois avant le début des travaux, le gestionnaire du réseau public de distribution concerné (article D. 323-16).

1.2 Servitudes instituées par conventions amiables

Une convention passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance des servitudes d'appui, de passage, d'ébranchage ou d'abattage. La convention dispense de l'enquête publique et de l'arrêté préfectoral établissant les servitudes. Elle produit, tant à l'égard des propriétaires et de leurs ayants droit que des tiers, les effets de l'approbation du projet de détail des tracés par le préfet, qu'elle intervienne en prévision de la déclaration d'utilité publique des travaux ou après cette déclaration (article 1^{er} du décret n°67-886 du 6 octobre 1967).

Les conventions prises sur le fondement des articles L. 323-4 et suivants, R. 323-1 et suivants du code de l'énergie et du décret n°67-886 du 6 octobre 1967 précisent notamment l'objet de la SUP, la parcelle concernée par les travaux et le montant des indemnités versées aux propriétaires.

2. Servitudes au voisinage d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts

Après déclaration d'utilité publique précédée d'une enquête publique, des SUP concernant l'utilisation du sol et l'exécution de travaux soumis au permis de construire peuvent être instituées par l'autorité administrative au voisinage d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts (article L. 323-10 du code de l'énergie).

La procédure d'institution des servitudes mentionnées à l'article [R. 323-20](#) est conduite sous l'autorité du préfet.

Les différentes phases de la procédure d'institution de ces SUP sont précisées à l'article R. 323-22 :

- le préfet sollicite l'avis de l'exploitant de la ou des lignes électriques, des services de l'Etat intéressés et des maires des communes sur le territoire desquelles est envisagée l'institution des servitudes en leur indiquant qu'un délai de deux mois leur est imparti pour se prononcer. En l'absence de réponse dans le délai imparti, l'avis est réputé favorable.
- une enquête publique est organisée dans les conditions fixées par les dispositions prévues au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicables aux enquêtes publiques préalables à une déclaration d'utilité publique, sous réserve des dispositions du présent article.

- le dossier soumis à l'enquête publique comporte :
 - o 1° une notice présentant la ou les lignes électriques concernées et exposant les raisons de l'institution des servitudes, les éléments retenus pour la délimitation des périmètres envisagés et la nature et l'importance des restrictions au droit de propriété en résultant ;
 - o 2° les avis prévus au deuxième alinéa recueillis préalablement à l'organisation de l'enquête publique ;
 - o 3° un plan parcellaire délimitant le périmètre établi en application de l'article R. 323-20,
- Les frais de constitution et de diffusion du dossier sont à la charge de l'exploitant de la ou des lignes électriques concernées.
- La déclaration d'utilité publique des servitudes mentionnées à l'article R. 323-20 est prononcée par arrêté du préfet du département. Elle emporte institution des servitudes à l'intérieur du périmètre délimité sur le plan parcellaire annexé.

La suppression de tout ou partie des servitudes mentionnées à l'article [L. 323-10](#) est prononcée par arrêté préfectoral.

Code	Objet de la servitude	Service gestionnaire
PM1	Plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers	DDT de l'Yonne 3 rue Monge 89000 AUXERRE

Numérisation des servitudes d'utilité publique

SERVITUDES DE TYPE PM1

PLANS DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES (PPRNP) PLANS DE PRÉVENTION DES RISQUES MINIERS (PPRM)

Servitudes reportées en annexe des PLU et des cartes communales en application des articles R. 151-51 et R. 161-8 du code de l'urbanisme et figurant en annexe au Livre 1er dans les rubriques :

IV- Servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques B - Sécurité publique

1 Fondements juridiques

1.1 Définition

Il s'agit des servitudes résultant de l'établissement des plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP), dont les plans d'exposition aux risques, les plans de surface submersibles et les périmètres de risques institués en application de l'article R. 111-3 du code de l'urbanisme (valant PPRN), et des plans de prévention des risques miniers (PPRM), établis en application des articles L. 562-1 et suivants du code de l'environnement.

Les PPRNP sont destinés à la prévention des risques naturels tels que les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêt, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes ou les cyclones.

Les PPRM sont quant à eux destinés à la prévention des risques miniers suivants : affaissements, effondrements, fontis, inondations, émanations de gaz dangereux, pollutions des sols ou des eaux, émissions de rayonnements ionisants.

Ces plans délimitent :

- les zones exposées aux risques dans lesquelles les constructions, ouvrages, aménagements et exploitations sont interdites ou soumises à prescriptions ;
- les zones non directement exposées aux risques dans lesquelles les constructions, ouvrages, aménagements et exploitations sont interdites ou soumises à prescriptions car susceptibles d'aggraver les risques ou d'en provoquer de nouveaux.

Dans ces zones, les plans définissent :

- les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;

- les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

1.2 Références législatives et réglementaires

Anciens textes :

→ Pour les PPRNP :

Article 5 (paragraphe1) de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, modifié par la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et abrogé par la Loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Décret n°84-328 du 3 mai 1984 relatif à l'élaboration des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles en application de l'article 5 de la Loi n°82-600 du 13 juillet 1982 précitée, abrogé et remplacé par le Décret n°93-351 du 15 mars 1993 relatif aux plans d'exposition aux risques naturels prévisibles, abrogé et remplacé par le Décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles.

→ Pour les PPRM :

Article 94 du code minier créé par la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation modifié par la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile et abrogé par l'ordonnance n°2011-91 du 20 janvier 2011 portant codification de la partie législative du code minier.

Textes en vigueur :

Les PPRNP et les PPRM sont soumis à la même réglementation. En effet, l'article L. 174-5 du nouveau code minier dispose « *L'État élabore et met en œuvre des plans de prévention des risques miniers, dans les conditions prévues par les articles L. 562-1 à L. 562-7 du code de l'environnement pour les plans de prévention des risques naturels prévisibles. Ces plans emportent les mêmes effets que les plans de prévention des risques naturels prévisibles.* ».

Articles L. 562-1 à L. 562-9 et R. 562-1 à R. 562-11 du code de l'environnement ;

Décret n°2000-547 du 16 juin 2000 modifié relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier qui prévoit quelques adaptations pour les PPRM.

1.3 Décision

Arrêté préfectoral

1.4 Restriction Défense

Aucune restriction Défense pour cette catégorie de servitude.

La SUP peut être diffusée, visible et téléchargeable dans la totalité de ses détails.

2 Processus de numérisation

2.1 Responsable de la numérisation

Le Responsable de la SUP est le Ministère de la Transition écologique et solidaire.

Le responsable de la numérisation et de la publication est l'autorité compétente créée par l'administrateur local du géoportail de l'urbanisme. L'administrateur local pour cette SUP est la DREAL. L'autorité compétente peut déléguer la réalisation de la numérisation aux Directions Départementales des Territoires (DDT-M) ou à d'autres prestataires.

2.2 Où trouver les documents de base

Standard CNIG SUP : Se reporter au [Standard CNIG SUP](#).

Préfecture du département

Services risques des DDT et/ou DREAL

Annexes des PLU et des cartes communales

2.3 Principes de numérisation

Application du standard CNIG 2016

Création d'une fiche de métadonnées complétée selon les consignes en vigueur au moment de sa création.

Versement de la SUP dans GeolDE. Le GPU moissonnera GeolDE.

Attention : Intégration du standard CNIG SUP 2016 dans GeolDE

Le serveur de gabarit de GeolDE ne peut actuellement accepter plusieurs formats de standards. En janvier 2018, le standard CNIG SUP 2016 sera substitué au standard 2013 dans le serveur de gabarit de GeolDE.

Pour la bonne articulation GeolDE/GPU, il est recommandé pour les services qui auraient d'ores et déjà publié des SUP PM1 dans GeolDE à la version CNIG v2013 de :

1. ré-crée les nouveaux jeux de données au standard CNIG V2016 avec le nouveau nommage des tables, les modifications des attributs et valeurs des attributs,
2. publier et répliquer les nouveaux jeux de données dans GeolDE Base,
3. remplacer les jeux de données SUP (standard CNIG v2013) par les nouveaux jeux de données (standard CNIG v2016) dans les fiches de Métadonnées (MD) de GeolDE catalogue,
4. modifier le standard de gabarit correspondant à la nouvelle version du standard CNIG SUP v2016 sur la fiche MD,
5. se référer aux CSMD SUP publiées sur le site du CNIG http://cnig.gouv.fr/?page_id=2732,

- supprimer les anciens jeux de données SUP (standard CNIG v2013) dans GeolDE-Base, après dé-réplication, dissociation de GeolDE catalogue et suppression des jeux de données des cartes de GeolDECarto.

Un convertisseur automatique du standard 2013 au standard 2016 est mis à disposition des services par le Cerema : <https://www.cerema.fr/fr/actualites/geo-convertisseur-du-cerema-servitudes-utilite-publique>.

2.4 Numérisation de l'acte

Copie de l'arrêté préfectoral ainsi que des pièces constitutives du PPR (rapport de présentation, règlement et zonage réglementaire).

2.5 Référentiels géographiques et niveau de précision

Référentiels : De préférence, cadastre DGI, BD Parcellaire
Précision : 1/5000 ou 1/10 000 selon le référentiel de la numérisation

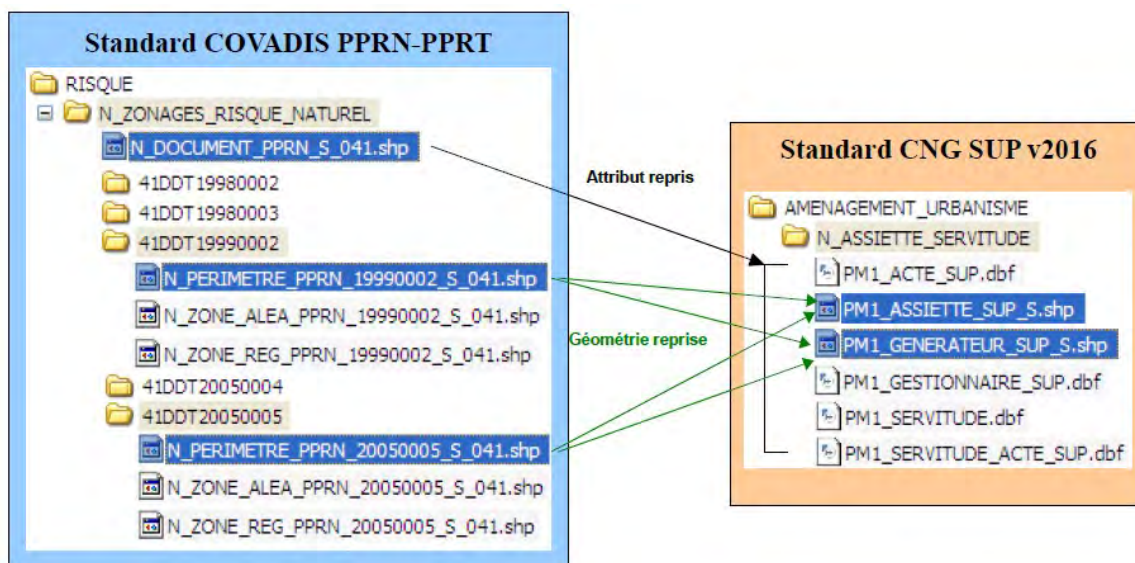
2.6 Numérisation du générateur et de l'assiette

Pour éviter une double numérisation des géométries (SUP et PPR) et limiter les incohérences géométriques et attributaires des données entre les standards COVADIS et CNIG, il est préconisé de numériser tout d'abord les données nécessaires à l'alimentation de Géorisques puis d'en déduire celles nécessaires à l'alimentation du GPU.

Il convient donc de numériser le zonage réglementaire du PPR dont sera déduit le périmètre pour composer l'assiette de la SUP PM1 après ajout des attributs propres aux servitudes.

Déroulement du processus de numérisation :

Articulations des standards entre COVADIS PPR et CNIG SUP



Les géométries des tables assiette et générateur de la servitude PM1 ne sont pas numérisées mais extraites à partir des géométries correspondantes aux différents périmètres des PPR.

Etapes pour les numérisations des PRR et des SUP

1. Numériser le zonage réglementaire du PPR. Si la géométrie du zonage réglementaire et des zones d'aléas est parfaitement cohérente, la numérisation du zonage des aléas peut-être déduite du zonage réglementaire par union des zones aléas. Cette pratique permet d'effectuer une seule opération de numérisation.
2. Créer le périmètre PPR (enveloppe) par union de l'ensemble des objets géographiques du zonage réglementaire ou du zonage des aléas (cas des atlas des zones inondables ou des zones de mouvement de terrain).
3. Saisir les données attributaires des tables du standard PPR afin de disposer de certaines informations pour les tables du standard CNIG SUP.
4. Créer la servitude PM1 (générateur et assiette) après la reprise intégrale de la géométrie du périmètre PPR.
5. Saisir les données attributaires associées aux tables des servitudes en cohérence avec les tables (N_DOCUMENT_PPR(N/T), N_PERIMETRE_PPR(N/T) du standard COVADIS PPR pour notamment les attributs : (nomSupLitt, dateMaj, srcGeoGen, dateSrcGen, srcGeoAss, dateSrcAss, dateDecis).

Le générateur et l'assiette

Le générateur et l'assiette sont des objets géométriques de type surfacique représentés par un ou plusieurs polygones.

L'assiette est systématiquement confondue avec le générateur, par duplication et correspond à l'enveloppe des secteurs du zonage réglementaire du PPRNP ou PPRM (cette enveloppe peut être une surface trouée). Le périmètre des terrains délimités par l'arrêté préfectoral instaurant la servitude est l'assiette.

3 Référent métier

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Direction générale de la prévention des risques
Tour Sequoia
92055 La Défense CEDEX

Annexe

Procédures d'instauration, de modification et de suppression de la servitude

Procédure d'élaboration (articles L. 562-1, L. 562-3, L. 562-4, L. 562-7, L. 562-9¹, R. 562-1 à R. 562-9 du code de l'environnement)

- Prescription de l'élaboration du plan par arrêté préfectoral ;
- Enquête publique ;
- Approbation du plan par arrêté préfectoral ;
- Annexion du PPR approuvé au document d'urbanisme PLUI, PLU ou à la carte communale.

Procédure de révision (articles L. 562-4-1 et R. 562-10 du code de l'environnement)

Dans les formes prévues pour son élaboration.

Cependant, lorsque la révision ne porte que sur une partie du territoire couvert par le plan, seuls sont associés les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale concernés et les consultations, la concertation et l'enquête publique sont effectuées dans les seules communes sur le territoire desquelles la révision est prescrite.

Procédure de modification (articles L. 562-4-1, R. 562-10-1 et R. 562-10-2 du code de l'environnement)

La modification ne doit pas porter atteinte à l'économie générale du plan et peut notamment être utilisée pour :

- rectifier une erreur matérielle ;
- modifier un élément mineur du règlement ou de la note de présentation ;
- modifier les documents graphiques pour prendre en compte un changement dans les circonstances de fait.

La modification prescrite par un arrêté préfectoral fait l'objet d'une mise à disposition du public (projet de modification et exposé des motifs).

Association des communes et EPCI concernés, concertation et consultations effectuées dans les seules communes sur le territoire desquelles la modification est prescrite.

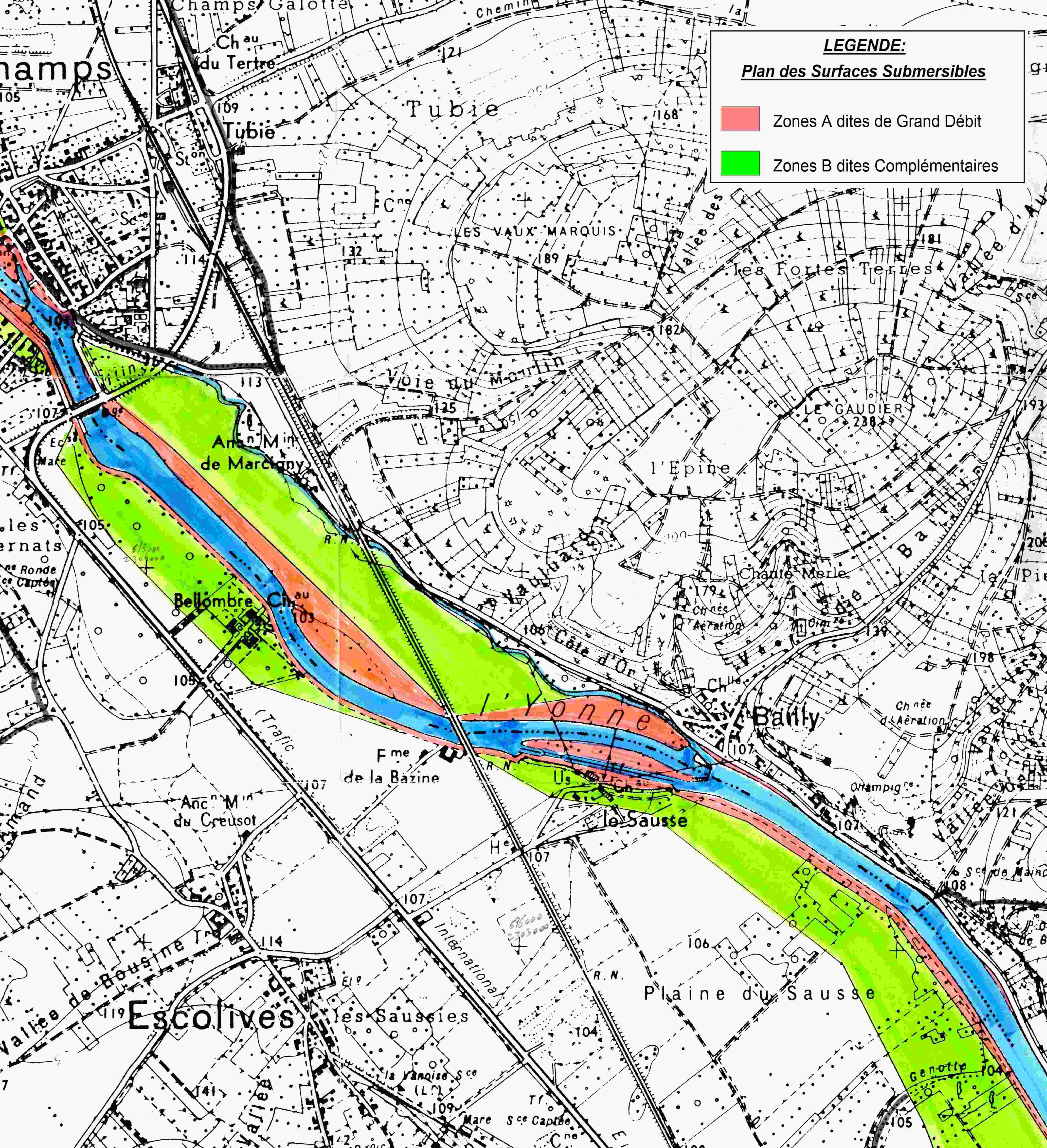
¹ L'article L. 562-9 du code de l'environnement n'est pas applicable aux PPRM.

SERVITUDE PM1

Plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP)

Plans de prévention des risques miniers (PPRM)

Le territoire communal est couvert en partie par un Plan des Surfaces Submersibles approuvé par décret du 13 janvier 1949 pour la vallée de la rivière de l'Yonne. Ce document cartographie une crue moyenne moins forte que la crue centennale servant de base à l'élaboration des Plans de Prévention des Risques d'inondation (PPRi). Un PPRi pour la Vallée de la rivière de l'Yonne est en cours d'élaboration.



Code	Objet de la servitude	Service gestionnaire
PT2	Télécommunications – servitudes de protection contre les obstacles applicables autour de centres radioélectriques et sur le parcours des faisceau hertziens	Orange UPR/NE – Réglementation 26, avenue de Stalingrad 21000 DIJON

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Articles L.54 à L.56 du Code des Postes et Télécommunications

Articles R.21 à R.26 et R.39 du Code des Postes et Télécommunications

Article L. 5113-1 du Code de la Défense

II - EFFETS DE LA SERVITUDE

A - Prérogatives de la puissance publique

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Droit pour l'administration, dans toutes les zones et le secteur de dégagement, de procéder à l'expropriation des immeubles par nature pour lesquels aucun accord amiable n'est intervenu quant à leur modification ou à leur suppression.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Obligations pour les propriétaires, dans toutes les zones et dans le secteur de dégagement, de procéder si nécessaire à la modification ou à la suppression des bâtiments constituant des immeubles par nature aux termes des articles 518 et 519 du Code Civil.

Obligations pour les propriétaires, dans la zone primaire de dégagement, de procéder si nécessaire à la suppression des excavations artificielles des ouvrages métalliques fixes ou mobiles, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature.

B - Limitation au droit d'utiliser le sol

1° Obligations passives

Interdiction, dans la zone primaire, de créer des excavations artificielles (pour les stations de sécurité aéronautique), de créer tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature, ayant pour résultat de perturber le fonctionnement du centre (pour les stations de sécurité, aéronautique et les centres radiogoniométriques).

Limitation, dans les zones primaires et secondaires de dégagement, ainsi que dans les secteurs de dégagement, de la hauteur des obstacles. Ces limites sont indiquées par des altitudes apparaissant sur les plans joints, d'une part pour les obstacles non métalliques, d'autre part pour les obstacles métalliques : altitudes des centres et courbes circulaires d'égale altitude. En un point d'une telle courbe, la hauteur autorisée pour un obstacle s'obtient en déduisant de l'altitude lue l'altitude du sol au point considéré.

Interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception sans, cependant, que la limitation de hauteur imposée puisse être inférieure à 25 mètres (*article R.23 du Code des Postes et Télécommunications*).

2° Droits résiduels du propriétaire

Droit pour le propriétaire de créer, dans toutes les zones de servitudes et dans les secteurs de dégagement, des obstacles fixes ou mobiles dépassant la cote fixée par le décret des servitudes à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du Ministre qui exploite ou contrôle le centre.

Droit pour les propriétaires, dont les immeubles, soumis à l'obligation de modification des installations préexistantes, ont été expropriés à défaut d'accord amiable, de faire état d'un droit de préemption, si l'administration procède à la revente de ces immeubles aménagés.

III- SERVICE GESTIONNAIRE DE LA SERVITUDE

Pour connaître le service gestionnaire de la servitude, consultez la base de données du site de l'Agence Nationale des Fréquences (ANFR).

<http://www.anfr.fr/gestion-des-frequences-sites/emploi-des-frequences-sites-et-servitudes/servitudes/nos-missions/#menu2>

SERVITUDE PT2

Servitudes de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles

A Saint-Bris-le-Vineux, la servitude PT2 concerne :

- Le centre de Bleigny-le-Carreau / Thureau-de-Saint-Denis (n° ANFR : 089 014 0044)
- Le centre d'Arcy-sur-Cure / Bois du Grand Tilleul (n°ANFR : 089 014 0060)
- Le faisceau hertzien de Bleigny-le-Carreau / Thureau-de-Saint-Denis à Arcy-sur-Cure / Bois du Grand Tilleul



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Secrétariat Général

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

*Cellule d'Ingénierie et de Servitudes
Section Sites et Servitudes*

MEMOIRE EXPLICATIF

Concernant le projet d'établissement de servitudes radioélectriques contre les obstacles au bénéfice du centre de :

BLEIGNY-LE-CARREAU/THUREAU DE ST DENIS (Yonne), n° ANFR : 089 014 0044

Dossier	Commentaires
<p>1 – <u>Emplacement du centre.</u></p> <p>Département de l'Yonne Commune de BLEIGNY-LE-CARREAU Lieu dit THUREAU DE ST DENIS Coordonnées géographiques Longitude : 003°E40'00.94" Latitude : 47°N50'25.48" Altitude : 287 mètres NGF</p> <p>2 – <u>Nature du centre.</u></p> <p>3 – <u>Rappel des textes établissant les servitudes.</u></p> <p>Les servitudes qui font l'objet du présent projet seront établies conformément aux dispositions du code des postes et des communications électroniques (art. L 54 à L 56 et art. R 21 à R 26).</p>	<p>Les coordonnées géographiques sont exprimées en degrés, minutes et secondes (WGS84). La longitude est comptée à partir du méridien origine de Greenwich.</p> <p>Station de terre du ministère de l'intérieur.</p>
<p>4 – <u>Etendue et nature des servitudes projetées.</u></p> <p>4a – Limites des zones de dégagement.</p> <p>Il sera créé autour du centre :</p> <p>- une zone primaire de 150 mètres.</p>	<p>Les limites de ces zones sont figurées sur les plans joints :</p> <p>- en rouge pour la zone primaire</p>

Dossier	Commentaires
<p>4b – Limite de cote des obstacles fixes ou mobiles dans les zones de dégagement.</p> <p>Dans les zones de dégagement, il sera interdit, sauf autorisation du ministre de l'intérieur, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède les cotes définies ci-après :</p> <p>- hauteur maximale autorisée dans la zone primaire de dégagement : 32 mètres hors-sol.</p> <p>4c- Etendues boisées.</p> <p>5 – <u>Obstacles existant dans les zones de servitudes envisagées.</u></p>	<p>Service à consulter seulement pour demande de dérogation :</p> <p style="text-align: center;">MONSIEUR LE PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST S.Z.S.I.C. ESPACE RIBERPRAY B.P. 51064 57036 METZ CEDEX</p> <p>Tél. : 03 87 16 10 00</p> <p>Pas de déboisement envisagé.</p> <p>Néant à la connaissance du demandeur.</p>



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Secrétariat Général

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Cellule d'Ingénierie et de Servitudes
Section Sites et Servitudes

MEMOIRE EXPLICATIF

Concernant le projet d'établissement de servitudes radioélectriques contre les obstacles au bénéfice du centre de :

ARCY-SUR-CURE/BOIS DU GRAND TILLEUL (Yonne), n° ANFR : 089 014 0060

Dossier	Commentaires
<p>1 - <u>Emplacement du centre.</u></p> <p>Département de l'Yonne Commune d'ARCY-SUR-CURE Lieu dit BOIS DU GRAND TILLEUL Coordonnées géographiques Longitude : 003°E43'52.04" Latitude : 47°N34'05.45" Altitude : 297 mètres NGF</p> <p>2 - <u>Nature du centre.</u></p> <p>3 - <u>Rappel des textes établissant les servitudes.</u></p> <p>Les servitudes qui font l'objet du présent projet seront établies conformément aux dispositions du code des postes et des communications électroniques (art. L 54 à L 56 et art. R 21 à R 26).</p>	<p>Les coordonnées géographiques sont exprimées en degrés, minutes et secondes (WGS84). La longitude est comptée à partir du méridien origine de Greenwich.</p> <p>Station de terre du ministère de l'intérieur.</p>
<p>4 - <u>Etendue et nature des servitudes projetées.</u></p> <p>4a - Limites des zones de dégagement.</p> <p>Il sera créé autour du centre :</p> <p>- une zone secondaire de largeur 134 mètres et de longueur 400 mètres.</p>	<p>Les limites de ces zones sont figurées sur les plans joints :</p> <p>- en noir pour la zone secondaire.</p>

Dossier	Commentaires
<p>4b - Limite de cote des obstacles fixes ou mobiles dans les zones de dégagement.</p> <p>Dans les zones de dégagement, il sera interdit, sauf autorisation du ministre de l'intérieur, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède les cotes définies ci-après :</p> <p>- hauteur maximale autorisée dans la zone secondaire de dégagement : 20 mètres hors-sol.</p> <p>4c- Etendues boisées.</p> <p>5 - <u>Obstacles existant dans les zones de servitudes envisagées.</u></p>	<p>Service à consulter seulement pour demande de dérogation :</p> <p style="text-align: center;">MONSIEUR LE PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST S.Z.S.I.C. ESPACE RIBERPRAY B.P. 51064 57036 METZ CEDEX</p> <p><u>Tél.</u> : 03 87 16 10 00</p> <p>Pas de déboisement envisagé.</p> <p>Néant à la connaissance du demandeur.</p>



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Secrétariat Général

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

*Cellule d'Ingénierie et de Servitudes
Section Sites et Servitudes*

MEMOIRE EXPLICATIF

Concernant le projet d'établissement de servitudes radioélectriques contre les obstacles au bénéfice du faisceau hertzien :

**De BLEIGNY-LE-CARREAU/THUREAU DE ST DENIS (Yonne), n° ANFR : 089 014 0044
à ARCY-SUR-CURE/BOIS DU GRAND TILLEUL (Yonne), n° ANFR : 089 014 0060**

Dossier	Commentaires
<p>1 – <u>Parcours du faisceau.</u></p> <p>Station terminale A Département de l'Yonne Commune de BLEIGNY-LE-CARREAU Lieu dit THUREAU DE ST DENIS Coordonnées géographiques Longitude : 003°E40'00.94" Latitude : 47°N50'25.48" Altitude : 287 mètres NGF</p> <p>Station terminale B Département de l'Yonne Commune d'ARCY-SUR-CURE Lieu dit BOIS DU GRAND TILLEUL Coordonnées géographiques Longitude : 003°E43'52.04" Latitude : 47°N34'05.45" Altitude : 297 mètres NGF</p>	<p>Les coordonnées géographiques sont exprimées en degrés, minutes et secondes (WGS84). La longitude est comptée à partir du méridien origine de Greenwich.</p>
<p>2 – <u>Rappel des textes établissant les servitudes.</u></p> <p>Les servitudes qui font l'objet du présent projet seront établies conformément aux dispositions du code des postes et des communications électroniques (art. L 54 à L 56 et art. R 23 à R 26).</p>	

Dossier	Commentaires
<p>3 – <u>Etendue et nature des servitudes projetées.</u></p> <p>3a – Limites de la zone spéciale de dégagement.</p> <p>Entre les deux stations mentionnées plus haut, il est créé une zone spéciale de dégagement dont la largeur est fixée à 134 mètres. Cette zone est figurée en VERT sur le plan joint.</p> <p>3b – Limite de cote des obstacles fixes ou mobiles dans la zone spéciale de dégagement.</p> <p>Dans la zone spéciale de dégagement ainsi définie, il sera interdit, sauf autorisation du ministre de l'intérieur, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède les cotes rapportées au nivellement mentionnées sur la coupe de terrain du plan joint.</p> <p>3c- Etendues boisées.</p> <p>4 – <u>Obstacles existant dans les zones de servitudes envisagées.</u></p>	<p>Service à consulter seulement pour demande de dérogation :</p> <p style="text-align: center;">MONSIEUR LE PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST S.Z.S.I.C. ESPACE RIBERPRAY B.P. 51064 57036 METZ CEDEX</p> <p>Tél. : 03 87 16 10 00</p> <p>Pas de déboisement envisagé.</p> <p>Néant à la connaissance du demandeur.</p>

Code	Objet de la servitude	Service gestionnaire
PT3	Télécommunications – servitudes attachées aux réseaux de télécommunication	Orange UPR/NE – Réglementation 26, avenue de Stalingrad 21000 DIJON

SERVITUDES DE TYPE PT3

SERVITUDES ATTACHEES AUX RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS

Servitudes reportées en annexe de l'article R. 126-1 du Code de l'urbanisme dans les rubriques :

II – Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements
E – Télécommunications

1 - Fondements juridiques.

1.1 - Définition.

Servitudes **sur les propriétés privées** instituées au bénéfice des exploitants de réseaux de télécommunication (communication électronique) ouverts au public en vue de permettre l'installation et l'exploitation des équipements du réseau, y compris les équipements des réseaux à très haut débit fixes et mobiles :

- sur et dans les parties des immeubles collectifs et des lotissements affectées à un usage commun, y compris celles pouvant accueillir des installations ou équipements radioélectriques ;
- sur le sol et dans le sous-sol des propriétés non bâties, y compris celles pouvant accueillir des installations ou équipements radioélectriques ;
- au-dessus des propriétés privées dans la mesure où l'exploitant se borne à utiliser l'installation d'un tiers bénéficiant de servitudes sans compromettre, le cas échéant, la mission propre de service public confiée à ce tiers.

L'installation des ouvrages du réseau de télécommunication (communication électronique) ne peut faire obstacle au droit des propriétaires ou copropriétaires de démolir, réparer, modifier ou clore leur propriété. Toutefois, les propriétaires ou copropriétaires doivent, au moins trois mois avant d'entreprendre des travaux de nature à affecter les ouvrages, prévenir le bénéficiaire de la servitude.

Les agents des opérateurs autorisés doivent être munis d'une attestation signée par le bénéficiaire de la servitude et de l'entreprise à laquelle appartient cet agent pour accéder à l'immeuble, au lotissement ou à la propriété non bâtie. Lorsque, pour l'étude, la réalisation et l'exploitation des installations, l'introduction de ces agents dans les propriétés privées est nécessaire, elle est, à défaut d'accord amiable, autorisée par le président du tribunal de grande instance, statuant comme en matière de référé, qui s'assure que la présence des agents est nécessaire.

Le bénéficiaire de la servitude est responsable de tous les dommages qui trouvent leur origine dans les équipements du réseau. Il est tenu d'indemniser l'ensemble des préjudices directs et certains causés tant par les travaux d'installation et d'entretien que par l'existence ou le fonctionnement des ouvrages. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par la juridiction de l'expropriation saisie par la partie la plus diligente.

1.2 - Références législatives et réglementaires.

Anciens textes :

- L. 46 à L. 53 et D. 408 0 D. 411 du code des postes et des télécommunications,

- L.45-1 du code des postes et des communications électroniques transféré à l'article L. 45-9 du même code par la loi n° 2011-302 du 22 mars 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques.

Textes en vigueur :

- L. 45-9, L. 48 et R. 20-55 à R. 20-62 du code des postes et des communications électroniques.

1.3 - Bénéficiaires et gestionnaires.

Bénéficiaires	Gestionnaires
Les exploitants de réseaux de télécommunication (communication électronique) ouverts au public	

1.4 - Procédures d'instauration, de modification ou de suppression.

1. Demande d'institution de la servitude par l'exploitant de réseau ouvert au public adressée au maire de la commune dans laquelle est située la propriété sur laquelle il envisage d'établir l'ouvrage, en autant d'exemplaires qu'il y a de propriétaires ou, en cas de copropriété, de syndic concernés plus trois. Le dossier de demande indique :

- La localisation cadastrale de l'immeuble, du groupe d'immeubles ou de la propriété, accompagnée de la liste des propriétaires concernés ;

- Les motifs qui justifient le recours à la servitude ;

- L'emplacement des installations, à l'aide notamment d'un schéma. Une notice précise les raisons pour lesquelles, en vue de respecter la qualité esthétique des lieux et d'éviter d'éventuelles conséquences dommageables pour la propriété, ces modalités ont été retenues ; elle précise éventuellement si l'utilisation d'installations existantes est souhaitée ou, à défaut, les raisons pour lesquelles il a été jugé préférable de ne pas utiliser ou emprunter les infrastructures existantes. Un échéancier prévisionnel de réalisation indique la date de commencement des travaux et leur durée prévisible.

2. Dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande d'institution de la servitude, le maire :

peut renvoyer vers une négociation pour le partage d'installations existantes : Invitation du demandeur par le maire, le cas échéant, à se rapprocher du propriétaire d'installations existantes, auquel il notifie cette invitation simultanément.

Si accord :

Les 2 parties conviennent des conditions techniques et financières d'une utilisation partagée.

Fin de la procédure si installation déjà autorisée et si l'atteinte à la propriété privée n'est pas accrue

Si désaccord :

Confirmation par l'opérateur au maire de sa demande initiale

Notifie au propriétaire ou, en cas de copropriété, au syndic identifié, ou à toute personne habilitée à recevoir la notification au nom des propriétaires, le nom ou la raison sociale de l'opérateur qui sollicite le bénéfice de la servitude.

Cette notification est accompagnée du dossier de demande d'institution de la servitude.

Les destinataires doivent pouvoir présenter leurs observations sur le projet dans un délai qui ne peut pas être inférieur à 3 mois.

3. Institution de la servitude par arrêté du maire agissant au nom de l'État. L'arrêté spécifie les opérations que comportent la réalisation et l'exploitation des installations et mentionne les motifs qui justifient l'institution de la servitude et le choix de l'emplacement.

4. Notification de l'arrêté du maire au propriétaire ou, en cas de copropriété, au syndic et affichage en mairie aux frais du pétitionnaire.

L'arrêté instituant la servitude est périmé de plein droit si l'exécution des travaux n'a pas commencé dans les douze mois suivant sa publication.

<p><u>Note importante</u> : suite à l'ouverture du marché à la concurrence, la plupart des servitudes de télécommunication gérée par l'opérateur historique pourraient être annulées pour éviter de fausser la concurrence.</p>

1.5 - Logique d'établissement.

1.5.1 - *Les générateurs.*

Les ouvrages du réseau de télécommunication (communication électronique).

1.5.2 - *Les assiettes.*

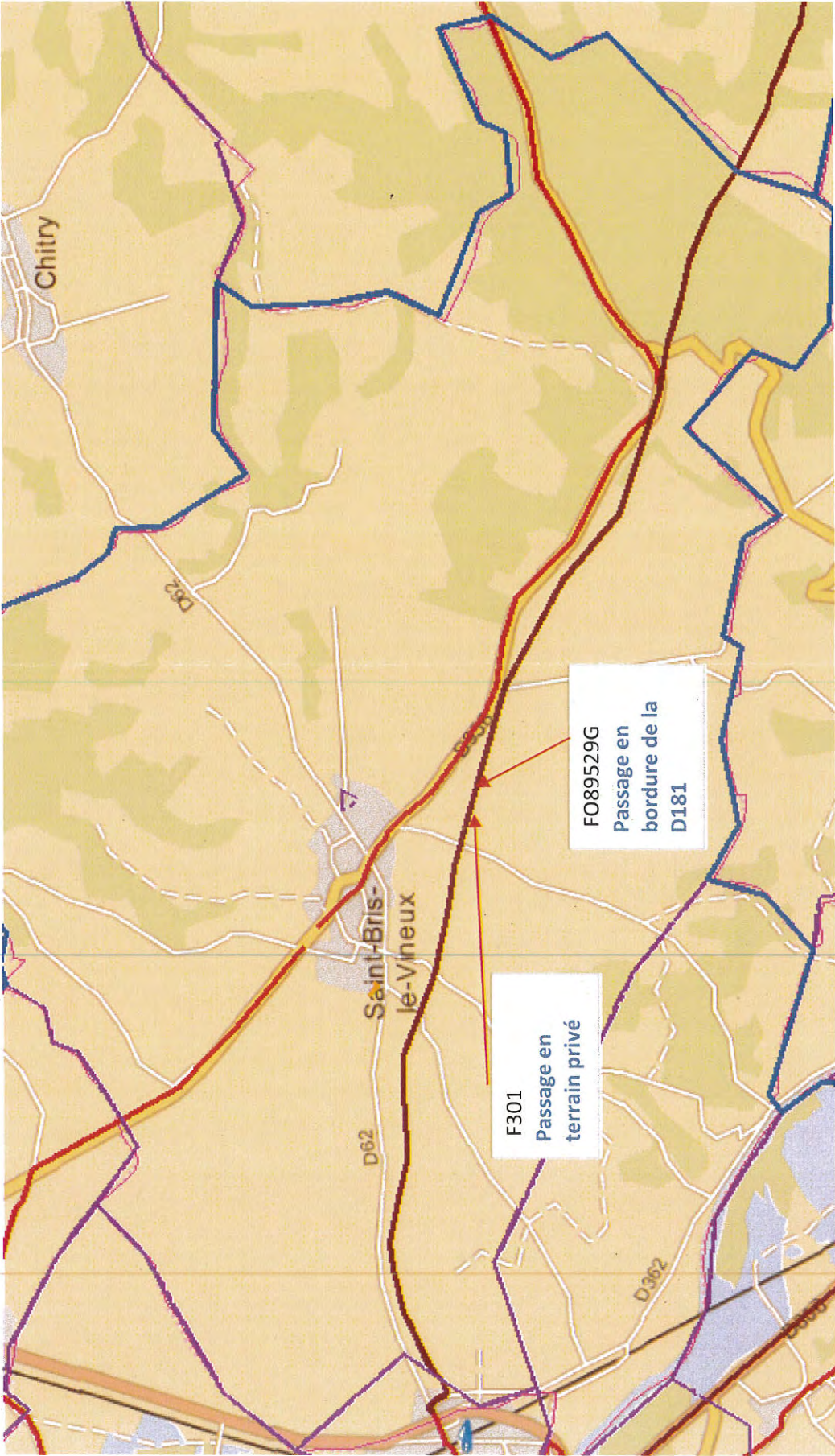
Les parcelles cadastrales figurant au plan joint à l'arrêté du maire instituant la servitude.

SERVITUDE PT3

Servitudes relatives aux télécommunications électroniques en terrain privé

Le territoire communal est traversé par :

- Le câble R301
- La fibre optique FO89529G en bordure de la D 181



F301
Passage en
terrain privé

FO89529G
Passage en
bordure de la
D181

Code	Objet de la servitude	Service gestionnaire
T1	Voies ferrées	SNCF Réseau Bourgogne Franche-Comté 22 rue de l'Arquebuse CS 17813 21078 DIJON CEDEX

NOTICE EXPLICATIVE SERVITUDE T1

de la loi du 15 juillet 1845
sur la police des chemins de fer

Le présent document a pour objet, d'une part, de définir les principales servitudes s'imposant aux propriétaires riverains du Chemin de Fer qui se proposent d'édifier des constructions à usage d'habitation, industriel ou commercial et, d'autre part, d'attirer l'attention des constructeurs sur la question des prospects susceptibles d'affecter le domaine ferroviaire.

1 / SERVITUDES GREVANT LES PROPRIETES RIVERAINES DU CHEMIN DE FER

L'article 3 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer rend applicable aux propriétés riveraines de la voie ferrée les servitudes prévues par les lois et règlements de la grande voirie et qui concerne notamment :

- l'alignement,
- l'écoulement des eaux,
- la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés.

D'autre part, les articles 5 et 6 de ladite loi instituent des servitudes spéciales en ce qui concerne les distances à respecter pour les constructions et les excavations le long de la voie ferrée.

De plus, en application du décret -loi du 30 novembre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942, des servitudes peuvent grever les propriétés riveraines du chemin de fer en vue d'améliorer la visibilité aux abords des passages à niveau.

Les distances fixées par la loi du 15 juillet 1845 sont calculées à partir de la limite légale du chemin de fer, laquelle est indépendante de la limite réelle du domaine concédé à la SNCF.

Selon l'article 5 de cette loi, la limite légale du chemin de fer est déterminée de la manière suivante :

a) Voie en plate-forme sans fossé :

Une ligne idéale tracée à 1,50 mètre du bord du rail extérieur (figure 1).

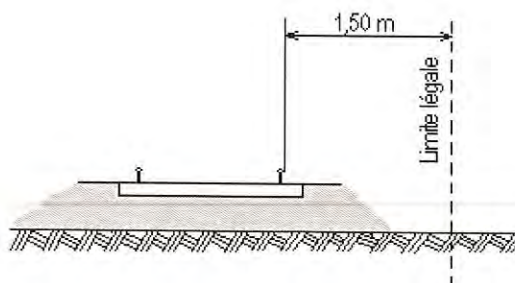


Figure 1

b) voie en plate-forme avec fossé :

Le bord extérieur du fossé (figure 2)

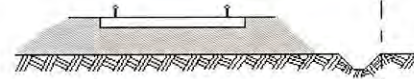


Figure 2

c) voie en remblai :

L'arête inférieure du talus de remblai (figure 3)

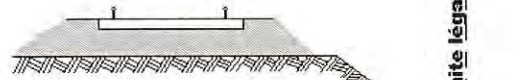


Figure 3

ou

le bord extérieur du fossé si cette voie en comporte un (figure 4)

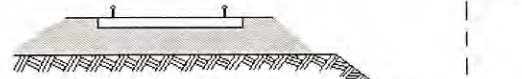


Figure 4

d) voie en déblai :

L'arête supérieure du talus de déblai (figure 5)

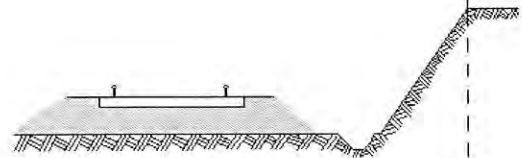


Figure 5

Dans le cas d'une voie posée à flan de coteau, la limite légale à considérer est constituée par le point extrême des déblais ou remblais effectués pour la construction de la ligne et non la limite du terrain naturel (figures 6 et 7).

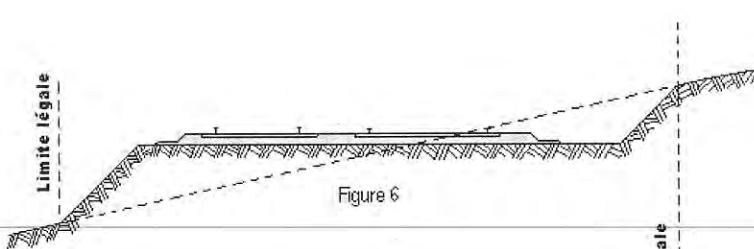


Figure 6

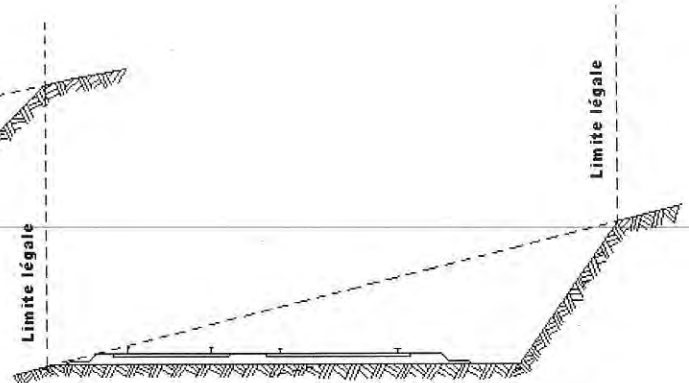
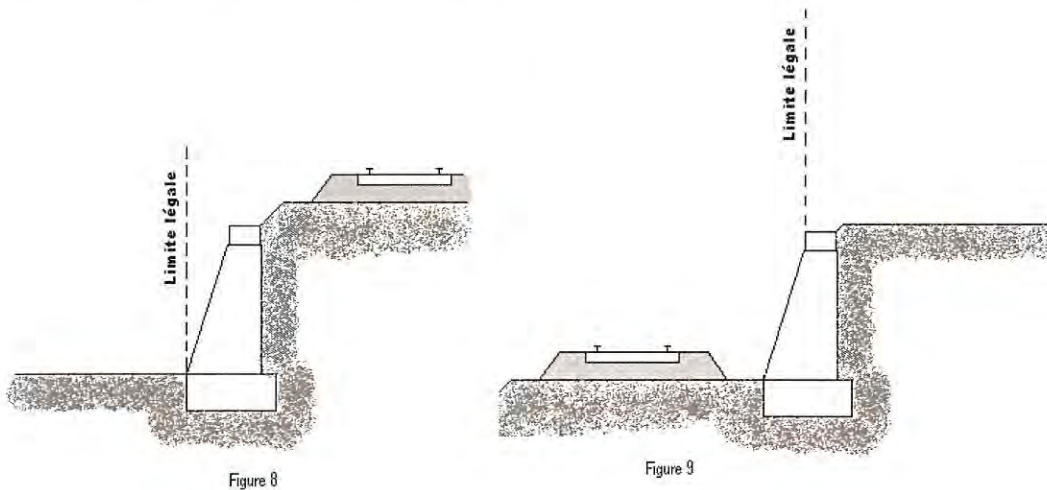


Figure 7

Lorsque le talus est remplacé par un mur de soutènement, la limite légale est, en cas de remblai, le pied, et, en cas de déblai, la crête de ce mur (figures 8 et 9).



Lorsque le chemin de fer est établi en remblai et que le talus a été rechargé ou modifié par suite d'apport de terre ou d'épuration de ballast, la limite légale pourra être déterminée à partir du pied du talus primitif, à moins toutefois que cet élargissement de plate-forme ne soit destiné à l'établissement prochain de nouvelles voies.

En bordure des lignes à voie unique dont la plate-forme a été acquise pour 2 voies, la limite légale est déterminée en supposant la deuxième voie construite avec ses talus et fossés.

Il est, par ailleurs, fait observer que les servitudes prévues par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

Enfin, il est rappelé qu'indépendamment des servitudes énumérées ci-dessus – dont les conditions d'application vont être maintenant précisées – les propriétaires riverains du chemin de fer doivent se conformer, le cas échéant, aux dispositions de la loi de 1845, concernant les dépôts temporaires et l'exploitation des mines et carrières à proximité des voies ferrées.

1 - ALIGNEMENT

L'alignement est la procédure par laquelle l'administration détermine les limites du domaine public ferroviaire.

Tout propriétaire riverain du chemin de fer qui désire élever une construction ou établir une clôture, doit demander l'alignement. Cette obligation s'impose non seulement aux riverains de la voie ferrée proprement dite, mais encore à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gares, cours de gares, avenues d'accès, etc.

L'alignement est délivré par arrêté préfectoral. Cet arrêté indique aussi les limites de la zone de servitudes à l'intérieur de laquelle il est interdit, en application de la loi du 15 juillet 1845, d'élever des constructions, d'établir des plantations ou d'effectuer des excavations.

L'alignement ne donne pas droit aux riverains du chemin de fer les droits qu'il confère le long des voies publiques, dits « aisances de voirie ». Ainsi, aucun accès ne peut être pris sur la voie ferrée.

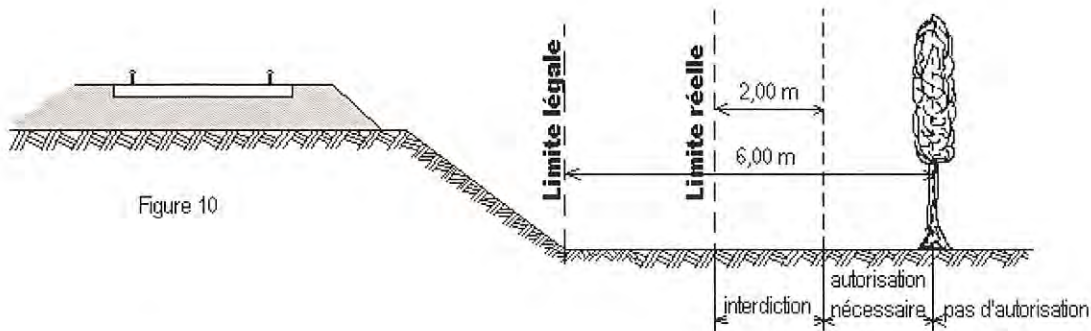
2 - ECOULEMENT DES EAUX

Les riverains du chemin de fer doivent recevoir les eaux naturelles telles qu'eaux pluviales, de source ou d'infiltration provenant normalement de la voie ferrée ; ils ne doivent rien entreprendre qui serait de nature à gêner leur libre écoulement ou à provoquer leur refoulement dans les emprises ferroviaires.

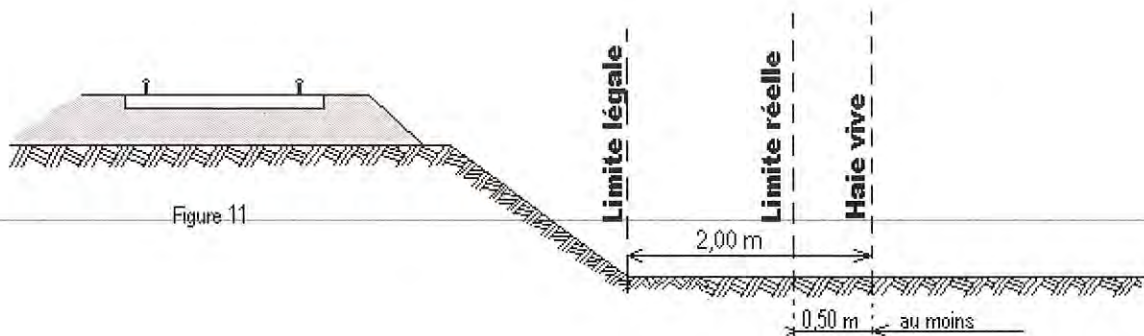
D'autres part, si les riverains peuvent laisser écouler sur le domaine ferroviaire les eaux naturelles de leurs fonds, dès l'instant qu'ils n'en modifient ni le cours ni le volume, par contre il leur est interdit de déverser leurs eaux usées dans les dépendances du chemin de fer.

3 - PLANTATIONS

- a) arbres à hautes tiges : aucune plantation d'arbres à haute tige ne peut être faite à moins de six mètres de la limite légale du chemin de fer. Toutefois, cette distance peut être ramenée à deux mètres de la limite réelle par autorisation préfectorale (figure 10).



- b) haies vives : Elles ne peuvent être plantées à l'extrême limite des propriétés riveraines : une distance de deux mètres de la limite légale doit être observée, sauf dérogation accordée par le Préfet qui peut réduire cette distance jusqu'à 0,50 m de la limite réelle (figure 11).



4 - CONSTRUCTIONS

Indépendamment des marges de reculement susceptibles d'être prévues dans les Plans Locaux d'Urbanisme (P.L.U.) ou dans les cartes communales pour les communes dépourvues de P.L.U., aucune construction autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer. (Figure 12)

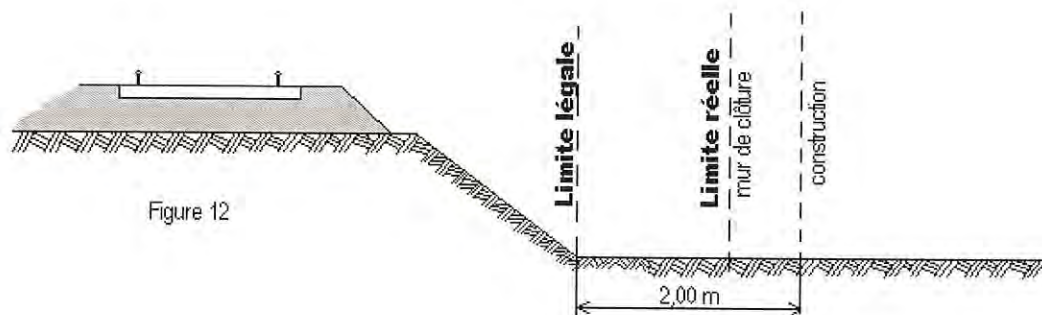


Figure 12

Il résulte des dispositions précédentes que si les clôtures sont autorisées à la limite réelle du chemin de fer, les constructions doivent être établies en retrait de cette limite dans le cas où celle-ci serait située à moins de deux mètres de la limite légale.

Cette servitude de reculement ne s'impose qu'aux propriétés riveraines de la voie ferrée proprement dite, qu'il s'agisse d'une voie principale ou d'une voie de garage ou encore de terrains acquis pour la pose d'une nouvelle voie.

Par ailleurs, il est rappelé qu'il est interdit aux propriétaires riverains du chemin de fer d'édifier, sans l'autorisation de la SNCF, des constructions qui, en raison de leur implantation, entraîneraient, par application des dispositions d'urbanisme, la création de zones de prospect sur le domaine public ferroviaire (cf. 2^{ème} partie ci-après).

5 - EXCAVATIONS

Aucune excavation ne peut être édiflée en bordure de la voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai, mesurée à partir du pied de talus (figure 13).

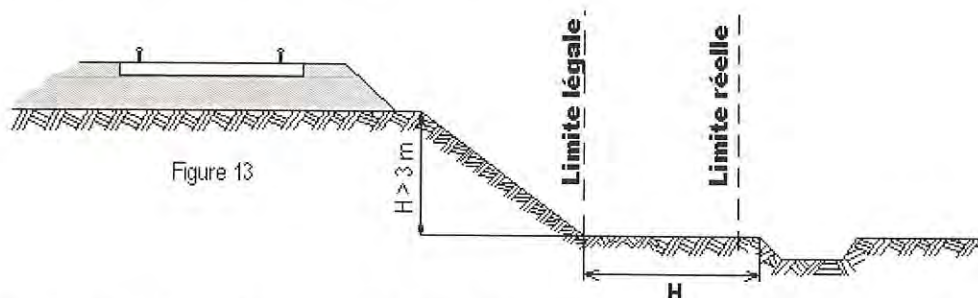


Figure 13

Est à considérer comme dangereux pour le chemin de fer, une excavation dont le fond de fouille entamerait un talus fictif dont la crête serait située à 1,50 m du rail le plus proche et ayant une inclinaison de 45° par rapport à la verticale, lorsque le terrain naturel a un coefficient de frottement⁽¹⁾ supérieur à 1 (figure 13bis) et une inclinaison de 60° par rapport à la verticale lorsque le terrain naturel, peu stable, a un coefficient de frottement inférieur à 1 (figure 13ter).

⁽¹⁾ coefficient de frottement

sable fin et sec	0,60
sable très fin	0,65
terre meuble très sèche	0,81
terre ordinaire bien sèche	1,07
terre ordinaire humectée	1,38
terre forte très compacte	1,43

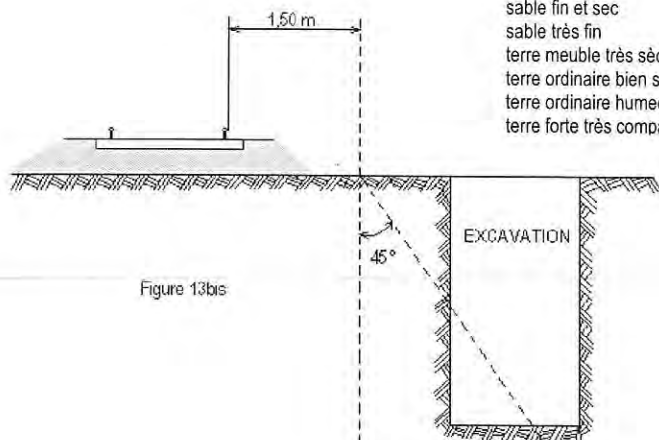


Figure 13bis

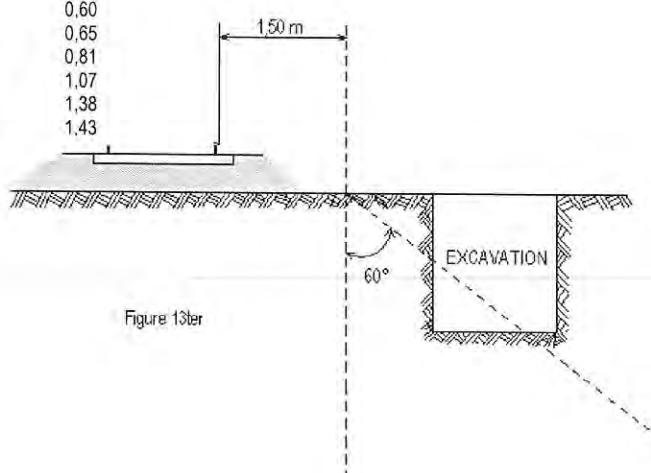


Figure 13ter

Sont considérés comme carrières les gîtes de matériaux de construction, de matériaux d'empierrement et de viabilité, de matériaux pour l'industrie céramique, de matériaux d'amendement pour la culture des terres et d'autres substances analogues, le tout exploité à ciel ouvert ou avec des galeries souterraines.

L'exploitation d'une carrière doit être déclarée au Maire qui transmet la déclaration au Préfet. Elle est soumise à la réglementation édictée par le décret 56.838 du 16 août 1956 portant code minier, et aux décrets pris en application de l'article 107 de ce code.

Lors de l'exploitation à ciel ouvert, les bords de fouilles ou excavations sont établis et tenus à une distance horizontale de 10 mètres au moins des bâtiments ou constructions quelconques, publics ou privés, des routes ou chemins, cours d'eau, canaux, fossés, rigoles, conduites d'eau, etc. L'exploitation de la masse est arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale réglée à un mètre pour chaque mètre d'épaisseur des terres de recouvrement, s'il s'agit d'une masse solide (figure 14) ou à un mètre pour chaque mètre de profondeur totale de fouille, si cette masse, par sa cohésion, est analogue à ces terres de recouvrement (figure 15).

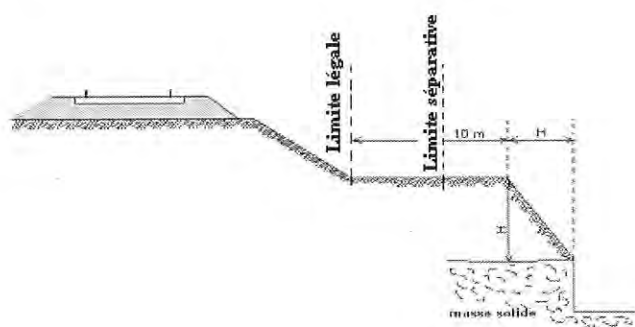


Figure 14

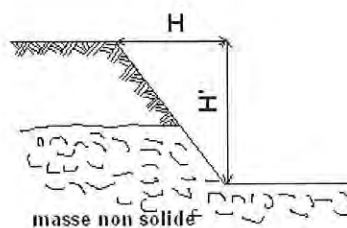


Figure 15

L'exploitation d'une carrière souterraine ne peut être poursuivie que jusqu'à une distance horizontale de 10 mètres des bâtiments et constructions quelconques, des routes et des chemins, etc. Cette distance est augmentée d'un mètre pour chaque mètre de hauteur de l'excavation (figure 16).

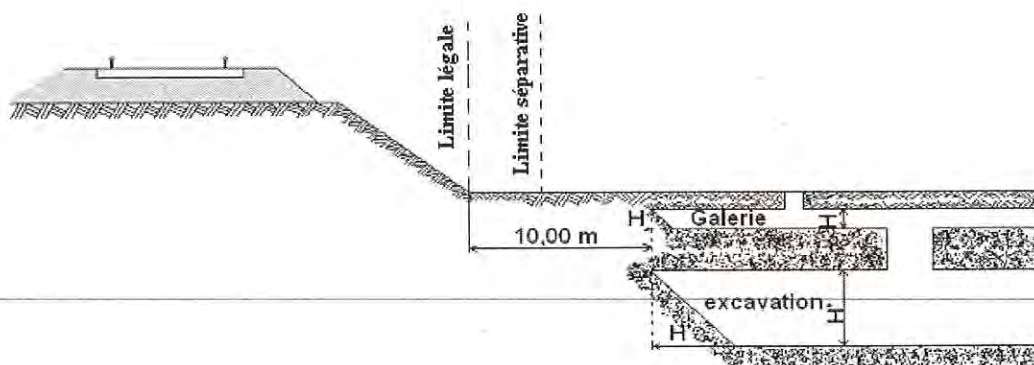


Figure 16

Si l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert ou d'une carrière souterraine à proximité du chemin de fer a pour effet de compromettre la solidité de la voie, la SNCF conserve la possibilité d'intervenir pour faire modifier les conditions de cette exploitation ou faire rapporter l'arrêté préfectoral qui l'a autorisée. Il appartient au chef de district d'alerter ses supérieurs et au Directeur d'Etablissement d'intervenir auprès du Préfet.

6 – DEPOTS

Dépôts de matières inflammables :

Les dépôts de matières inflammables ne peuvent être établis à moins de 20 mètres de la limite légale du chemin de fer (figure 17).

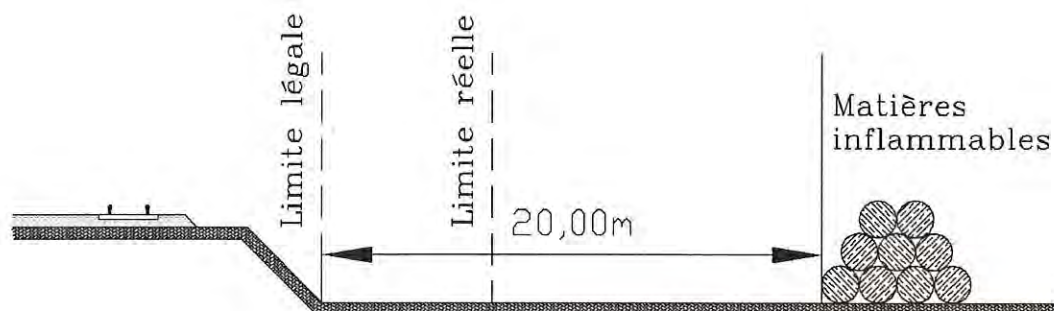


Figure 17

Cette interdiction ne s'applique pas aux dépôts provisoires de récoltes établis pendant le temps la moisson, et, par assimilation, aux dépôts de fumier et de gadoue pendant le laps de temps nécessaire à leur enfouissement.

Les principales matières inflammables sont :

- Les meules de céréales et de pailles diverses ;
- Les fumiers, les dépôts d'ordures et gadoues ;
- Les bois de mine, les bois de sciage, les planches de bois tendre, tels que pin, sapin, peuplier ;
- Les planches de bois dur d'une épaisseur inférieure à 26 mm, les déchets de bois, copeaux et sciures ;
- Les couvertures en chaume ;
- Les broussailles et herbes sèches coupées provenant spontanément du sol et amoncelées ou réunies, etc. ;
- Les hydrocarbures même enfermés dans des réservoirs hermétiquement clos,
- Les dépôts de vieux pneus à l'air libre.

Ne sont pas considérés comme matières inflammables :

- Les couvertures en carton bitumé et sablé ;
- Les bois en grumes, les planches de bois dur d'une épaisseur au moins égale à 26 mm, les poutrelles et chevrons à condition que les dépôts ne contiennent pas de déchets, de sciures, fagots ou autres menus bois.

D'une manière générale, le caractère inflammable des dépôts s'apprécie d'après la consistance physique et non d'après une référence à un règlement ministériel. Cette liste n'a pas pour objet d'être exhaustive.

Dépôts de matières non-inflammables :

Aucun dépôt de matières non-inflammables ne peut être constitué à moins de 5 mètres de la limite légale du chemin de fer (figure 18), sauf dérogation accordée par le Préfet, préalablement à l'installation du dépôt.

Ces prescriptions sont applicables même dans le cas où il existe un mur séparatif entre le chemin de fer et une propriété riveraine.

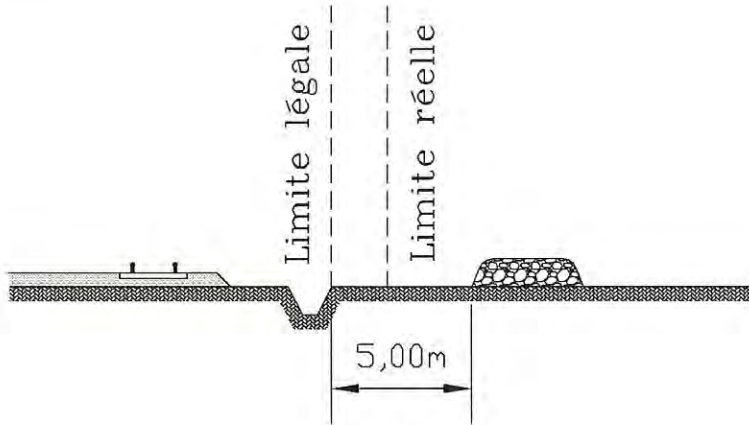


Figure 18

Les dépôts de matières non inflammables peuvent être constitués à la limite réelle du chemin de fer sans dérogation seulement dans les deux cas suivants :

- Si le chemin de fer est en remblai à la condition que la hauteur du dépôt n'excède pas la hauteur du remblai du chemin de fer (figure 19)
- S'il s'agit d'un dépôt temporaire d'engrais ou autres objets nécessaires à la culture des terres.

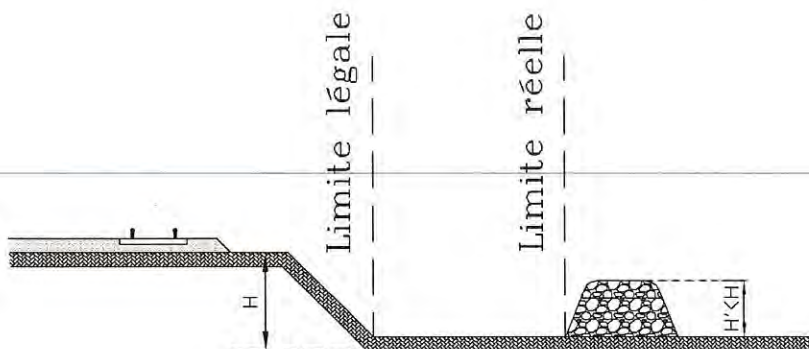


Figure 19

7 - SERVITUDES DE VISIBILITE AUX ABORDS DES PASSAGES A NIVEAU

Les propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée sont susceptibles d'être frappées de servitudes de visibilité en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Ces servitudes peuvent comporter, suivant les cas :

- l'obligation de supprimer les murs de clôture ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau déterminé,
- l'interdiction de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations au-dessus d'un certain niveau,
- la possibilité, pour l'administration, d'opérer la résection des talus, remblais et tout obstacle naturel, de manière à réaliser des conditions de vues satisfaisantes.

Un plan de dégagement soumis à enquête détermine, pour chaque parcelle, la nature des servitudes imposées, lesquelles ouvrent droit à indemnité.

A défaut de plan de dégagement, le DDT soumet à la SNCF, pour avis, les demandes de permis de construire intéressant une certaine zone au voisinage des passages à niveau non gardés.

Cette zone est teintée en gris sur le croquis ci-dessous (figure 20).

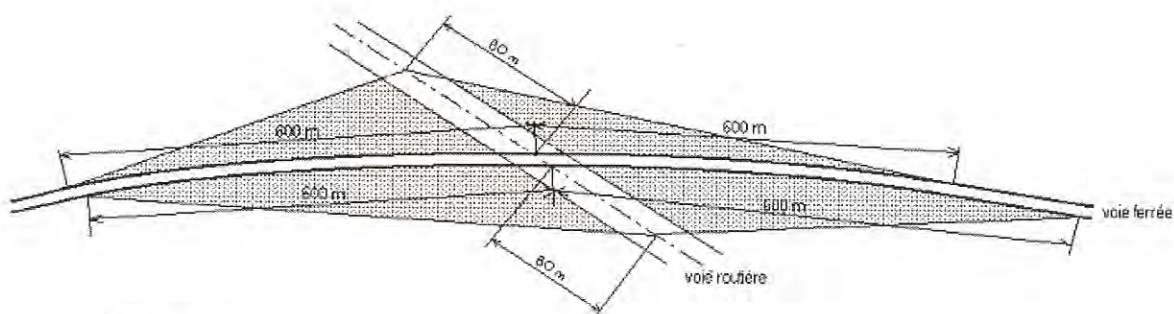


Figure 20

2 / PROSPECTS SUSCEPTIBLES D'AFFECTER LE DOMAINE FERROVIAIRE

L'attention des constructeurs est appelée sur le fait qu'au regard de l'application des règlements d'urbanisme, le domaine ferroviaire doit être assimilé, non pas à la voie routière, mais à une propriété privée, sous réserve, le cas échéant, des particularités tenant au régime de la domanialité publique.

Les constructeurs ne peuvent, par conséquent, constituer sur le domaine ferroviaire les prospects qu'ils sont en droit de prendre sur la voie routière. Ils sont tenus de se conformer aux dispositions relatives à l'implantation des bâtiments par rapport aux fonds voisins, telles qu'elles sont prévues par le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U), ou à défaut, par le règlement national d'urbanisme. En outre, compte tenu des nécessités du service public du chemin de fer, des prospects ne peuvent grever les emprises ferroviaires que dans la mesure où ils sont compatibles avec l'affectation donnée à ces emprises.

Dès lors, tout constructeur qui envisage d'édifier un bâtiment qui prendrait prospect sur le domaine ferroviaire, doit se rapprocher de la SNCF et, à cet effet, s'adresser au chef de la Direction Déléguée Infrastructure de la Région. La SNCF examine alors si les besoins du service public ne s'opposent pas à la création du prospect demandé. Dans l'affirmative, elle conclut, avec le propriétaire du prospect intéressé, une convention au terme de laquelle elle accepte, moyennant le versement d'une indemnité, de constituer une servitude de non aedificandi sur la partie du domaine ferroviaire frappé du prospect en cause.

Si cette servitude affecte une zone classée par sa destination dans le domaine public ferroviaire, la convention précitée ne deviendra définitive qu'après l'intervention d'une décision ministérielle ayant pour objet de soustraire cette zone au régime de la domanialité publique

SERVITUDE T1

Servitudes relatives aux voies ferrées

Le territoire de la commune est traversé par la ligne ferroviaire Laroche Migennes – Cosne.

LOI DU 15 JUILLET 1845
sur la police des chemins de fer - version consolidée au 20 octobre 2006

TITRE 1^{er}
MESURES RELATIVES A LA CONSERVATION DES CHEMINS DE FER

Article 1

Modifié par la Loi n° 97-135 du 13 février 1997 art. 12 (JORF 15 février 1997)

Les chemins de fer construits ou concédés par l'Etat font partie de la grande voirie. Cette disposition s'applique à l'ensemble du réseau ferré national.

Article 2

Sont applicables aux chemins de fer les lois et règlements sur la grande voirie, qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, levées et ouvrages d'art dépendant des routes, et d'interdire, sur toute leur étendue, le pacage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques.

Article 3

Sont applicables aux propriétés riveraines des chemins de fer les servitudes imposées par les lois et règlements sur la grande voirie, et qui concernent :

- L'alignement,
- L'écoulement des eaux,
- L'occupation temporaire des terrains en cas de réparation,
- La distance à observer pour les plantations, et l'élagage des arbres plantés,
- Le mode d'exploitation des mines, minières, tourbières et sablières, dans la zone déterminée à cet effet.

Sont également applicables à la confection et à l'entretien des chemins de fer, les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics.

Article 4

Abrogé par le Décret n° 2006-1279 du 19 octobre 2006 art. 58 (JORF 20 octobre 2006)

Article 5

Modifié par la Loi n° 80-514 du 7 juillet 1982 article unique (JORF 9 juillet 1982)

A l'avenir, aucune construction autre qu'un mur de clôture ne pourra être établie dans une distance de deux mètres du chemin de fer.

Cette distance sera mesurée soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus du remblai, soit du bord extérieur des fossés du chemin, et, à défaut d'une ligne tracée, à un mètre cinquante centimètres à partir des rails extérieurs de la voie de fer.

Les constructions existantes au moment de la promulgation de la présente loi, ou lors de l'établissement d'un nouveau chemin de fer, pourront être entretenues dans l'état où elles se trouveront à cette époque.

Un décret en Conseil d'Etat déterminera les formalités à remplir par les propriétaires pour faire constater l'état desdites constructions, et fixera le délai dans lequel ces formalités devront être remplies.

Article 6

Dans les localités où le chemin de fer se trouvera en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, il est interdit aux riverains de pratiquer, sans autorisation préalable, des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus.

Cette autorisation ne pourra être accordée sans que les concessionnaires ou fermiers de l'exploitation du chemin de fer aient été entendus ou dûment appelés.

Article 7

Il est défendu d'établir, à une distance de moins de vingt mètres d'un chemin de fer desservi par des machines à feu, des couvertures en chaume, des meules de pailles, de foin, et aucun autre dépôt de matières inflammables.

Cette prohibition ne s'étend pas aux dépôts de récoltes faits seulement pour le temps de la moisson.

Article 8

Dans une distance de moins de cinq mètres d'un chemin de fer, aucun dépôt de pierres, ou objets non inflammables, ne peut être établi sans autorisation préalable du préfet.

Cette autorisation sera toujours révocable.

L'autorisation n'est pas nécessaire :

1° Pour former dans les localités où le chemin de fer est en remblai, des dépôts de matières non inflammables, dont la hauteur n'excède pas celle du remblai du chemin.

2° Pour former des dépôts temporaires d'engrais et autres objets nécessaires à la culture des terres.

Article 9

Lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin et la disposition des lieux le permettront, les distances déterminées par les articles précédents pourront être diminuées en vertu *d'autorisations accordées* après enquête.

Article 10

Si, hors des cas d'urgence prévus par la loi des 16-24 août 1790, la sûreté publique ou la conservation du chemin de fer l'exige, l'administration pourra faire supprimer, moyennant une juste indemnité, les constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux combustibles ou autres, existant, dans les zones ci-dessus spécifiées, au moment de la promulgation de la présente loi, et, pour l'avenir, lors de l'établissement du chemin de fer.

L'indemnité sera réglée, pour la suppression des constructions, conformément aux titres IV et suivants de la loi du 3 mai 1841, et, pour tous les autres cas, conformément à la loi du 16 septembre 1807.

Article 11

*Modifié par l'Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3
(JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

Les contraventions aux dispositions du présent titre seront constatées, poursuivies et réprimées comme en matière de grande voirie.

Elles seront punies d'une amende 7,5 à 150 euros, sans préjudice, s'il y a lieu, des peines portées au Code pénal et au titre III de la présente loi. Les contrevenants seront, en outre, condamnés à supprimer, dans le délai déterminé par l'arrêté du conseil de préfecture, les excavations, couvertures, meules ou dépôts faits contrairement aux dispositions précédentes.

A défaut, par eux, de satisfaire à cette condamnation dans le délai fixé, la suppression aura lieu d'office, et le montant de la dépense sera recouvré contre eux par voie de contrainte, comme en matière de contributions publiques.

TITRE II

DES CONTRAVENTIONS DE VOIRIE COMMISES PAR LES CONCESSIONNAIRES OU FERMIER DE CHEMINS DE FER

Article 12

Lorsque le concessionnaire ou le fermier de l'exploitation d'un chemin de fer contreviendra aux clauses du cahier des charges, ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses, en ce qui concerne le service de la navigation, la viabilité des routes *nationales*, départementales et vicinales, ou le libre écoulement des eaux, procès-verbal sera dressé de la contravention, soit par les ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines, soit par les conducteurs, gardes-mines et piqueurs dûment assermentés.

Article 13

Les procès-verbaux, dans les quinze jours de leur date, seront notifiés administrativement au domicile élu par le concessionnaire ou le fermier, à la diligence du préfet, et transmis dans le même délai au tribunal administratif du lieu de la contravention.

Article 14

Les contraventions prévues à l'article 12 seront punies d'une amende de 150 à 1 500 euros.

Article 15

L'administration pourra, d'ailleurs, prendre immédiatement toutes mesures provisoires pour faire cesser le dommage, ainsi qu'il est procédé en matière de grande voirie.

Les frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures seront recouverts, contre le concessionnaire ou fermier, par voie de contrainte, comme en matière de contributions publiques.

TITRE III DES MESURES RELATIVES A LA SURETE DE LA CIRCULATION SUR LES CHEMINS DE FER

Article 16

*Modifié par la Loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 art. 322
(JORF 23 décembre 1992 en vigueur le 1^{er} mars 1994)*

Quiconque aura volontairement employé un moyen quelconque aux fins de faire dérailler les véhicules ou provoquer leur collision sera puni de la réclusion criminelle à temps de cinq à dix ans.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de la réclusion criminelle à perpétuité et, dans le second, de la peine de la réclusion criminelle à temps de dix à vingt ans.

Article 17

Modifié par la Loi n° 81-82 du 2 février 1981 art. 29 (JORF 3 février 1981)

Si le crime prévu par l'article 16 a été commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, il sera imputable aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, qui seront punis comme coupables du crime et condamnés aux mêmes peines que ceux qui l'auront personnellement commis lors même que la réunion séditieuse n'aura pas eu pour but direct et principal la destruction de la voie de fer.

Article 18

*Modifié par l'Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3
(JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, de commettre un des crimes prévus en l'article 16, sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.

Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 3 750 euros.

Si la menace avec ordre ou condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois, et d'une amende de 3 750 euros.

Article 19

Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre en vigueur le 1er janvier 2002

Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois ou règlements, aura involontairement causé sur un chemin de fer, ou dans les gares ou stations, un accident qui aura occasionné des blessures, sera puni de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 3 750 euros.

Si l'accident a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes, l'emprisonnement sera de cinq ans, et l'amende de 3 750 euros.

Article 20

Sera puni d'un emprisonnement de deux ans tout mécanicien ou conducteur garde-frein qui aura abandonné son poste pendant la marche du convoi.

Article 21

Est puni d'une peine de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 3 750 euros le fait pour toute personne :

- 1° De modifier ou déplacer sans autorisation ou de dégrader ou déranger la voie ferrée, les talus, clôtures, barrières, bâtiments et ouvrages d'art, les installations de production, de transport et de distribution d'énergie ainsi que les appareils et le matériel de toute nature servant à l'exploitation ;
- 2° De jeter ou déposer un matériau ou un objet quelconque sur les lignes de transport ou de distribution d'énergie ;
- 3° D'empêcher le fonctionnement des signaux ou appareils quelconques ou de manoeuvrer, sans en avoir mission, ceux qui ne sont pas à la disposition du public ;
- 4° De troubler ou entraver, par des signaux faits en dehors du service ou de toute autre façon, la mise en marche ou la circulation des trains ;
- 5° De pénétrer, circuler ou stationner sans autorisation régulière dans les parties de la voie ferrée ou de ses dépendances qui ne sont pas affectées à la circulation publique, d'y introduire des animaux ou d'y laisser introduire ceux dont elle est responsable, d'y faire circuler ou stationner un véhicule étranger au service, d'y jeter ou déposer un matériau ou un objet quelconque, d'entrer dans l'enceinte du chemin de fer ou d'en sortir par d'autres issues que celles affectées à cet usage ;
- 6° De laisser stationner sur les parties d'une voie publique suivie ou traversée à niveau par une voie ferrée des voitures ou des animaux, d'y jeter ou déposer un matériau ou un objet quelconque, de faire suivre les rails de la voie ferrée par des véhicules étrangers au service ;
- 7° De laisser subsister, après une mise en demeure de les supprimer faite par le représentant de l'Etat, toutes installations lumineuses et notamment toute publicité lumineuse au moyen d'affiches, enseignes ou panneaux lumineux ou réfléchissants, lorsqu'elles sont de nature à créer un danger pour la circulation des convois en raison de la gêne qu'elles apportent pour l'observation des signaux par les agents du chemin de fer ;
- 8° De faire usage du signal d'alarme ou d'arrêt mis à la disposition des voyageurs de manière illégitime et dans l'intention de troubler ou d'entraver la mise en marche ou la circulation des trains.

Article 22

Les concessionnaires ou fermiers d'un chemin de fer seront responsables, soit envers l'Etat, soit envers les particuliers, du dommage causé par les administrateurs, directeurs ou employés à un titre quelconque au service de l'exploitation du chemin de fer.

L'Etat sera soumis à la même responsabilité envers les particuliers, si le chemin de fer est exploité à ses frais et pour son compte.

Article 23

Modifié par Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 - art. 74 JORF 7 mars 2007

I. Les crimes, délits ou contraventions prévus dans les titres Ier et III de la présente loi, ainsi que les contraventions prévues par les textes réglementaires relatifs à la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées pourront être constatés par des procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs, gardes-mines, agents de surveillance et gardes nommés ou agréés par l'administration et dûment assermentés. A cette fin, ces personnels sont habilités selon les cas à recueillir ou à relever l'identité et l'adresse du contrevenant, selon les modalités et dans les conditions prévues par le II. La déclaration intentionnelle d'une fausse adresse ou d'une fausse identité auprès des agents assermentés mentionnés au présent article est punie de 3 750 euros d'amende.

Les procès-verbaux des délits et contraventions feront foi jusqu'à preuve contraire.

Au moyen du serment prêté devant le tribunal de grande instance de leur domicile, les agents de surveillance de l'administration et des concessionnaires ou fermiers pourront verbaliser sur toute la ligne du chemin de fer auquel ils seront attachés.

Les contraventions aux dispositions des arrêtés préfectoraux concernant la circulation, l'arrêt et le stationnement des véhicules dans les cours des gares pourront être constatées également par les gendarmes n'ayant pas la qualité d'officier de police judiciaire, les inspecteurs, commandants, officiers, gradés, sous-brigadiers et gardiens de la paix de la police nationale, les gradés et gardiens de police municipale et les gardes champêtres.

En outre, les auxiliaires contractuels de police seront habilités à relever les contraventions aux dispositions concernant l'arrêt et le stationnement.

En ce qui concerne les poursuites, l'amende forfaitaire, l'amende pénale fixe, la responsabilité pécuniaire, l'immobilisation, l'enlèvement et la mise en fourrière des véhicules, il sera procédé comme pour les infractions commises sur les voies ouvertes à la circulation publique.

II. - Outre les pouvoirs qu'ils tiennent de l'article 529-4 du code de procédure pénale, les agents mentionnés au I sont habilités à relever l'identité des auteurs d'infractions mentionnées audit I pour l'établissement des procès-verbaux y afférents.

Si le contrevenant refuse ou se trouve dans l'impossibilité de justifier de son identité, les agents de l'exploitant en avisent sans délai et par tout moyen un officier de police judiciaire territorialement compétent. Sur l'ordre de ce dernier, les agents de l'exploitant peuvent être autorisés à retenir l'auteur de l'infraction le temps strictement nécessaire à l'arrivée de l'officier de police judiciaire ou, le cas échéant, à le conduire sur-le-champ devant lui.

Lorsque l'officier de police judiciaire décide de procéder à une vérification d'identité, dans les conditions prévues à l'article 78-3 du code de procédure pénale, le délai prévu au troisième alinéa de cet article court à compter du relevé d'identité.

Article 23-1

Modifié par Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 - art. 74 JORF 7 mars 2007

Peuvent être saisies par les agents mentionnés au premier alinéa du I de l'article 23 de la présente loi, en vue de leur confiscation par le tribunal, les marchandises de toute nature offertes, mises en vente ou exposées en vue de la vente sans l'autorisation administrative nécessaire dans les trains, cours ou bâtiments des gares et stations et toutes dépendances du domaine public ferroviaire. Peuvent également être saisis dans les mêmes conditions les étals supportant ces marchandises.

Celles-ci sont détruites lorsqu'il s'agit de denrées impropres à la consommation. Elles sont remises à des organisations caritatives ou humanitaires d'intérêt général lorsqu'il s'agit de denrées périssables.

Il est rendu compte à l'officier de police judiciaire compétent de la saisie des marchandises et de leur destruction ou de leur remise à des organisations caritatives ou humanitaires d'intérêt général.

Article 23-2

Modifié par Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 - art. 74 JORF 7 mars 2007

Toute personne qui contrevient en cours de transport aux dispositions tarifaires ou à des dispositions dont l'inobservation est susceptible soit de compromettre la sécurité des personnes ou la régularité des circulations, soit de troubler l'ordre public, peut se voir enjoindre par les agents mentionnés à l'article 23 de descendre du véhicule de transport ferroviaire ou routier au premier point d'arrêt suivant la constatation des faits.

En cas de refus d'obtempérer, les agents spécialement désignés par l'exploitant peuvent contraindre l'intéressé à descendre du véhicule et, en tant que de besoin, requérir l'assistance de la force publique.

Ils informent de cette mesure, sans délai et par tout moyen, un officier de police judiciaire territorialement compétent.

Cette mesure ne peut être prise à l'encontre d'une personne vulnérable, à raison notamment de son âge ou de son état de santé.

Article 24

Modifié par la Loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 art. 49 II (JORF 16 novembre 2001)

Les procès-verbaux dressés en vertu de l'article 23 seront visés pour timbre et enregistrés en débet.

Article 24-1

Créé par la Loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 art. 50 (JORF 16 novembre 2001)

Toute personne qui aura, de manière habituelle, voyagé dans une voiture sans être munie d'un titre de transport valable sera punie de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende.

L'habitude est caractérisée dès lors qu'une personne concernée a fait l'objet, sur une période inférieure ou égale à douze mois, de plus de dix contraventions sanctionnées aux premier et deuxième alinéas de l'article 80-3 du décret n° 730 du 22 mars 1942, qui n'auront pas donné lieu à une transaction en application de l'article 529-3 du Code de Procédure Pénale.

Article 25

Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les agents de chemins de fer, dans l'exercice de leurs fonctions, sera puni des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions faites par le Code pénal.

Article 26

Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre en vigueur le 1er janvier 2002

L'outrage adressé à un agent d'un exploitant de réseau de transport public de voyageurs est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende.
Lorsqu'il est commis en réunion, l'outrage est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

Article 27

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente loi ou par le Code pénal, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Les peines encourues pour des faits postérieurs à la poursuite pourront être cumulées, sans préjudice des peines de la récidive.

Article 28

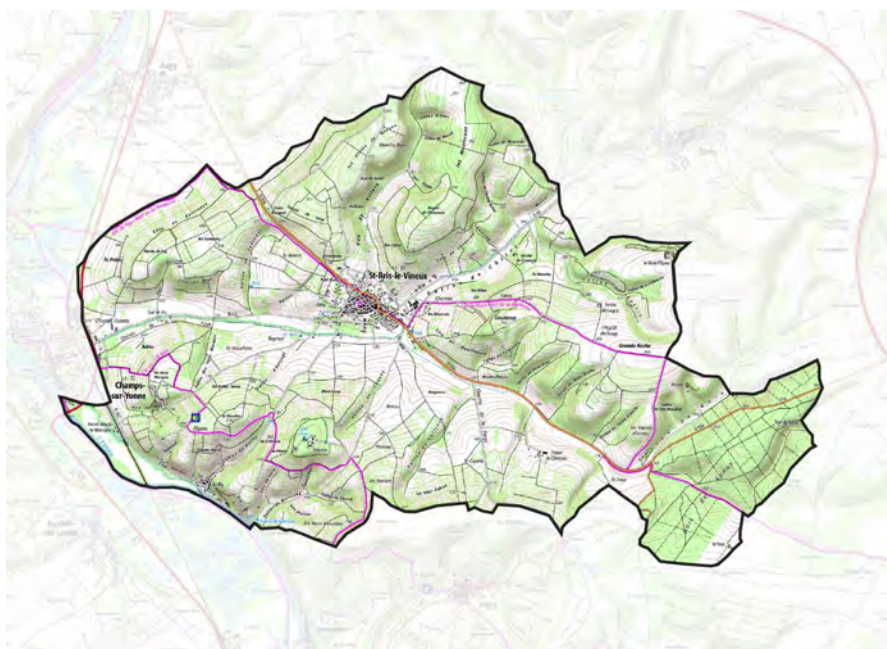
Créé par Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 - art. 79 JORF 7 mars 2007

La présente loi est applicable à tous les transports publics de personnes ou de marchandises guidés le long de leur parcours en site propre.



COMMUNE DE SAINT-BRIS-LE-VINEUX (89)

Plan Local d'Urbanisme



ANNEXES SANITAIRES Note technique

Objet	Arrêté le 29 septembre 2022 par le Conseil d'Agglomération de l'Auxerrois
Approuvé le	
Révisé le	
Modifié le	
Mis à jour le	

1	LE RESEAU D'EAU POTABLE	3
1.1	Document de cadrage	3
1.2	Gestion du réseau et distribution	3
1.3	Le prélèvement et le stockage	4
1.4	La défense incendie	4
1.5	Qualité des eaux captées et distribuées	6
2	L'ASSAINISSEMENT	7
2.1	Le réseau	7
2.2	L'assainissement individuel	8
2.3	Les eaux pluviales	8
3	ELIMINATION DES DECHETS	8
3.1	Document de cadrage	8
3.2	Gestion du ramassage	9
3.3	Collecte sélective des emballages papiers et du carton	9
3.4	Déchèterie	9
4	ANNEXES	11
4.1	Périmètre de protection autour du captage de la Plaine de Saulce à Escolives-Sainte-Camille alimentant la commune de Saint-Bris-le-Vineux	11
4.2	Arrêté préfectoral portant approbation des règles de dimensionnement des besoins en eau et aux voies d'accès pour la défense extérieure contre l'incendie dans l'Yonne	18

L'objectif des annexes sanitaires est de faire le point sur l'alimentation en eau, l'assainissement et l'élimination des déchets, à la date d'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Il s'agit également de prendre en compte les contraintes propres à ces équipements (capacités, possibilités d'extension) et d'étudier les grandes lignes de leurs extensions et leur renforcement en fonction des choix d'urbanisme.

1 LE RESEAU D'EAU POTABLE

1.1 Document de cadrage

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification qui fixe, pour les grands bassins hydrographiques du territoire national, les orientations permettant d'assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau pour tous. Il détermine des objectifs de qualité et de quantité pour chaque cours d'eau, plan d'eau, nappe souterraine, etc. Les dispositions à mettre en place pour prévenir la dégradation des milieux aquatique et des eaux sont aussi définies.

Le SDAGE Seine-Normandie 2022-2027, qui couvre notamment le territoire communal de Saint-Bris-le-Vineux, a été adopté par le Comité de Bassin le 23 mars 2022. Cinq orientations fondamentales ont été définies :

1. Des rivières fonctionnelles, des milieux humides préservés et une biodiversité en lien avec l'eau restaurée ;
2. Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation de captages d'eau potable ;
3. Pour un territoire sain, réduire les pressions ponctuelles ;
4. Assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique ;
5. Agir du bassin à la côte pour protéger et restaurer la mer et le littoral.

1.2 Gestion du réseau et distribution

La gestion et la distribution de l'eau potable relèvent de la compétence de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, qui a délégué la gestion à SUEZ. Seule la gestion et la distribution de l'eau sur la commune de Chitry-le-Fort fait l'objet d'une délégation de service public avec Véolia.

Le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est alimenté par plusieurs ressources :

- La plaine du Saulce (Escolives-Sainte-Camille)
- Plaine des Isles (Auxerre et Monéteau)
- Les Boisseaux (Monéteau)
- La Potrade (Champs-sur-Yonne)
- Le Petit Riot (Perrigny)
- Saint-Bris-le-Vineux
- Puits Près du Moulin (Saint-Georges)
- Puits de l'Etang (Escolives-Sainte-Camille)
- Puits coulanges (Escolives-Sainte-Camille)

- Puits du Parc (Vincelotte)
- Les Vernats (Jussyà)
- Sauvegenou (Vincelles)
- Source du Groix (Colanges-la-Vineuse)
- Talloué (Chitry-le-Fort / Véolia)

Cependant, certaines de ces sources ont été mises en sommeil par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois compte tenu de la qualité des eaux et des pollutions régulières relevées. Il s'agit notamment de la Potrade, de la Plaine des Isles, du Puits Près du Moulin ou encore de la Source du Groix.

La potabilité de l'eau est assurée par l'injection de chlore gazeux ou javel au niveau des captages et/ou dans le réseau.

A Saint-Bris-le-Vineux, en 2020, 618 abonnées étaient identifiées, dont 586 abonnées domestiques, c'est-à-dire ceux qui sont redevables à l'agence de l'eau, au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L.123-10-3 du Code de l'Environnement.

1.3 Le prélèvement et le stockage

La commune de Saint-Bris-le-Vineux est alimentée par le captage situé au lieu-dit « Plaine du Saulce » sur la commune d'Escolives-Sainte-Camille. Un périmètre de protection immédiate a été déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral en date du 25 mai 1981. Cet arrêté est annexé à la présente note sanitaire.

1.4 La défense incendie

La défense incendie est placée sous l'autorité et la responsabilité principale du Maire de la commune, au titre de ses pouvoirs de police administrative. Elle est actuellement réglementée par l'arrêté préfectoral du 4 mai 2018 dans l'Yonne.

La règle générale est la suivante : 60 m³ d'eau par heure, pendant 2 heures, ou un volume d'eau de 120 m³ à moins de 200 mètres.

Constructions concernées	Défense contre l'incendie
Maison d'habitation individuelle isolée d'une autre construction d'au moins 8 m et d'une surface de plancher développée de moins de 250 m ²	DECI de 30 m ³ d'eau minimum utilisable en 1 heure à moins de 400 m du risque.
ERP de 5 ^e catégorie sans locaux à sommeil isolés des tiers d'au moins 8 m et d'une surface de plancher développée de moins de 250 m ²	
Exploitations agricoles	DECI comprise entre 30 m ³ et 240 m ³ à 400 m (après étude des différents scénarios envisageables par le SDIS)
Petits bâtiments d'une surface développée de moins de 20 m ² isolés des tiers d'au moins 8 m	Absence de DECI tolérée mais il est recommandé d'avoir un extincteur

<p>Parcs photovoltaïques</p> <p>Un panneau photovoltaïque, bien que combustible, ne présente pas de risque notable. Néanmoins, la multitude de panneaux posés les uns à côté des autres ainsi que le bâtiment concentrant les batteries et les transformateurs font qu'un minimum de DECI doit être assurée.</p>	<p>Une réserve d'au moins 60 m³ accessible par tout temps à moins de 50 m de l'accès principal du parc.</p> <p>Une étude avec le SDIS devra être réalisée.</p>
<p>Parcs éoliens</p> <p>Les éoliennes ne présentent pas de risque au regard de l'incendie, ni de propagation notable.</p>	<p>Absence de DECI tolérée.</p>

Tableau 1 - Mesures de lutte contre la défense extérieure contre l'incendie (DECI) préconisées par le SDIS de l'Yonne

Plusieurs points d'eau incendie sont présents sur la commune. Certains d'entre eux présentent un débit m³/heure inférieur à 60. Il s'agit des poteaux incendie situés :

- Promenade des tilleuls (36 m³/h)
- Rue Charles de Gaulle (37 m³/h)
- Rue de Schoden (40 m³/h)
- Chemin des Près de Goix (45 m³/h)
- Rue de la Fontaine de Grisy (52 m³/h)

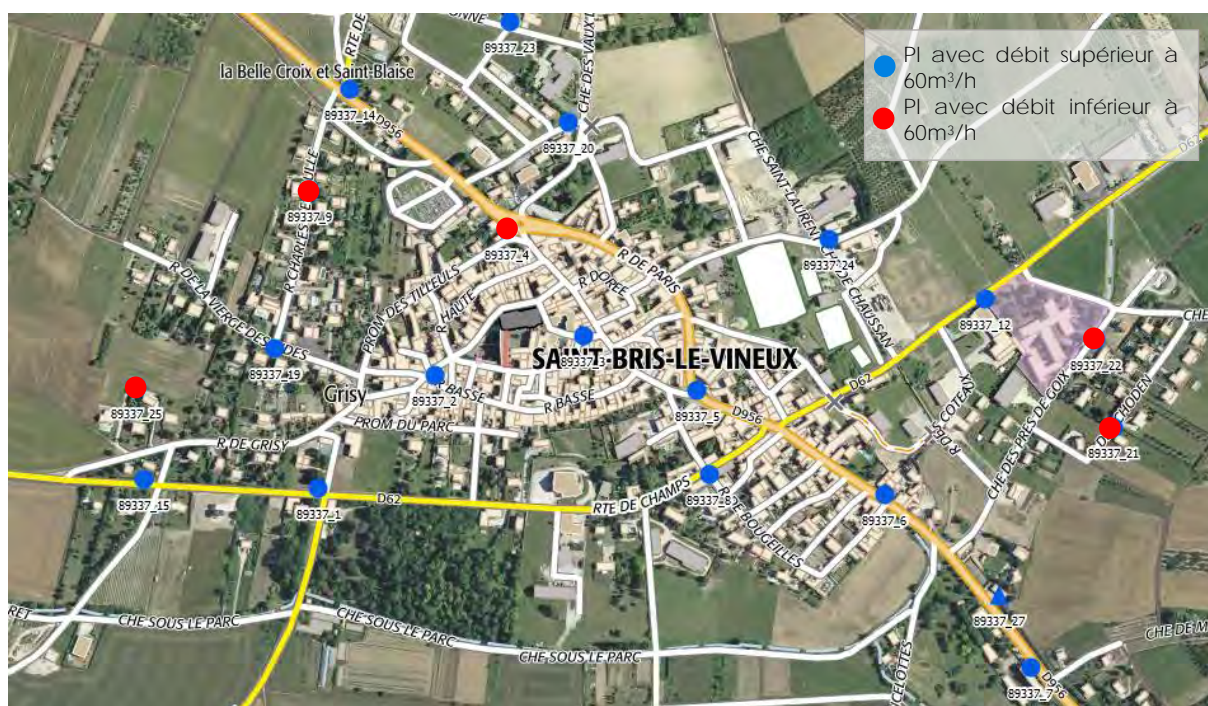


Figure 1 - Localisation des poteaux incendie dans le bourg de Saint-Bris-le-Vineux

Des mesures spécifiques sont fixées pour l'accès aux constructions par les véhicules de lutte contre les incendies (Annexe 4.2).

1.5 Qualité des eaux captées et distribuées

La potabilité des eaux doit être assurée par le respect des normes suivantes :

- La qualité bactériologique (virus, bactérie, parasites)
- La qualité physico-chimique (éléments chimiques indésirables ou toxiques : sels minéraux, nitrates, etc.)
- La qualité organoleptiques (l'eau doit être agréable à boire, claire, fraîche et sans odeur)

D'après les données communiquées par l'ARS et accessibles en ligne¹, l'eau d'alimentation à Saint-Bris-le-Vineux est conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés. Elle respecte les trois normes évoquées ci-dessus.

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Entérocoques /100ml-MS	<1 n/(100mL)	≤ 0 n/(100mL)	
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	<1 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	<1 n/mL		
Bactéries coliformes /100ml-MS	<1 n/(100mL)		≤ 0 n/(100mL)
Escherichia coli /100ml - MF	<1 n/(100mL)	≤ 0 n/(100mL)	
Température de l'eau *	20,0 °C	≥ et ≤ °C	≥ et ≤ 25 °C
Coloration	<5 mg(Pt)/L		≤ 15 mg(Pt)/L
Aspect (qualitatif)	Aspect normal		
Odeur (qualitatif)	Aucun changement anormal		
Saveur (qualitatif)	Aucun changement anormal		
Turbidité néphélométrique NFU	0,41 NFU		≤ 2 NFU
Chlore libre *	0,07 mg(Cl ₂)/L		
Chlore total *	0,10 mg(Cl ₂)/L		
pH	7,54 unité pH		≥6,5 et ≤ 9 unité pH
Conductivité à 25°C	501 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
Ammonium (en NH ₄)	<0,05 mg/L	≥ et ≤ mg/L	≥ et ≤ 0,1 mg/L

* Analyse réalisée sur le terrain

Figure 2 - Résultats des analyses de qualité de l'eau potable à Saint-Bris-le-Vineux en date du 7 juillet 2022 (ARS, sante.gouv.fr)

¹ Résultats des analyses du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaines, ARS : <https://orobnat.sante.gouv.fr/orobnat/rechercherResultatQualite.do>

2 L'ASSAINISSEMENT

2.1 Le réseau

□ Etat actuel

A Saint-Bris-le-Vineux, l'assainissement est encadré par un zonage d'assainissement approuvé en 2002. Un nouveau zonage d'assainissement est en cours de réalisation.

Le réseau

La collecte des eaux d'un service assainissement regroupe trois types de réseaux :

- Un réseau dit « unitaire » qui collecte les eaux usées des particuliers et les eaux pluviales ;
- Un réseau qui collecte uniquement les eaux usées ;
- Un réseau qui collecte uniquement les eaux pluviales.

Le transport des eaux usées s'effectue généralement par gravitation, c'est-à-dire sous l'effet de leur propre poids. Là où le relief ne le permet pas, le transport peut se faire par refoulement (sous pression).

Le traitement

Les eaux récoltées sont acheminées vers la station d'épuration qui est située sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux, au Sud-Ouest du bourg (chemin de la Forêt).

- Sa capacité est de 2 500 équivalents habitants.
- La population domestique raccordée est estimée à 720 branchements en 2020.

Notons qu'à Saint-Bris-le-Vineux, en plus des raccordements domestiques, des raccordements non domestiques sont recensés. Il s'agit d'établissements produisant des effluents non domestiques qui sont soumis à une autorisation de déversement, selon une quantité fixée. Dans le cas présent, les raccordements non domestiques concernent les activités viticoles. On constate d'ailleurs, d'après le bilan annuel sur le système de traitement, que les volumes entrants dans le système de traitement sont particulièrement importants entre septembre et octobre, ce qui correspond à la période des vendanges.

Rejet des eaux

Les effluents en sortie de la station d'épuration sont rejetés dans le Ru de Chitry, qui se jette ensuite dans la rivière de l'Yonne.

□ Etat futur

La station d'épuration de Saint-Bris-le-Vineux semble être dimensionnée pour pouvoir accueillir les futurs habitants. Rappelons que sa capacité nominale est de 2 500 équivalents habitants, et qu'il est prévu, à l'horizon 2035, 1 108 habitants. Les deux zones AU qui ont été identifiées se situent à proximité des réseaux nécessaires.

Cependant, deux éléments sont à remarquer et à prendre en compte :

- Les affluents importants vers la station d'épuration en période de vendage viennent perturber son bon fonctionnement. Ces éléments doivent être pris en

compte pour envisager, au besoin, la mise en place de solutions alternatives avec les viticulteurs notamment.

- La commune envisage de développer une station d'épuration pour le hameau de Bailly, afin que celui-ci bénéficie également de l'assainissement collectif.

2.2 L'assainissement individuel

En matière d'assainissement non collectif (ANC), c'est le SPANC, créé le 1^{er} janvier 2006, qui exerce la compétence. Ce dernier est exploité et régi par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois avec prestataire de service.

Le règlement du SPANC vise à déterminer les relations entre les usagers du service public et ses gestionnaires de l'assainissement non collectif, en fixant et rappelant les obligations de chacun.

A Saint-Bris-le-Vineux, l'assainissement non collectif concerne en particulier le hameau de Bailly et les quelques écarts bâtis.

2.3 Les eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales relève de la compétence de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Les eaux pluviales du bourg de Saint-Bris sont collectées par un réseau de type unitaire. Un réseau d'assainissement d'eaux pluviales est également déployé sur le hameau de Bailly.

3 ELIMINATION DES DECHETS

3.1 Document de cadrage

Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (PDPGDMA) a été approuvé pour le département de l'Yonne le 23 septembre 2011. Il fixe les objectifs et moyens de réduction des déchets, de recyclable de matière organique et de traitement des déchets résiduels. Ces objectifs sont :

- Réduire la quantité d'ordures ménagères ;
- Réduire la nocivité des déchets collectés ;
- Doubler la collecte des déchets dangereux diffus par des actions d'information et un accueil généralisé à toutes les déchèteries ;
- Renforcer l'information et la sensibilisation aux entreprises pour réduire les déchets à la source et développer les collectes sélectives ;
- Améliorer le tri et la valorisation, et recycler vers les filières matières et organiques 45% des déchets en 2015 et 47% en 2020 ;
- Stabiliser à 200 kg/hab/an les apports en déchetteries et encombrant en porte à porte.

3.2 Gestion du ramassage

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois assure sur son territoire le service de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés. Elle est assurée en régie en porte à porte, de façon hebdomadaire (le mardi), par des camions bennes à chargement arrière.

3.3 Collecte sélective des emballages papiers et du carton

Effectuée également en régie, la collecte des emballages papiers et du carton est réalisée en porte à porte. Le ramassage des sacs jaunes est effectué par des camions bennes.

Le ramassage du tri sélectif a lieu tous les quinze jours, le lundi matin. En parallèle, des équipements pour l'apport volontaires des déchets recyclables sont mis à disposition des habitants de Saint-Bris-le-Vineux. Il repose sur l'équipement de colonnes jaunes et bleues, accompagnées de colonnes vertes pour le verre.

3.4 Déchèterie

Une déchèterie est un site aménagé, ouvert au public pour le dépôt sélectif de déchets qui ne peuvent être éliminés de manière satisfaisante par la collecte traditionnelle des déchets ménagers, du fait de leur encombrement, de leur nature ou de leur quantité.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois met à des dispositions des habitants un réseau de sept déchèteries. Aucune d'entre elles n'est présente à Saint-Bris-le-Vineux. La déchèterie la plus proche se situe sur la commune voisine d'Augy.



Figure 3 - Localisation des déchèteries (site internet de la CAA)

4 ANNEXES

4.1 Périmètre de protection autour du captage de la Plaine de Saulce à Escolives-Sainte-Camille alimentant la commune de Saint-Bris-le-Vineux

PREFECTURE de L'YONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
de l'AGRICULTURE

Commune de ST-BRIS-LE-VINEUX

JMS/MP

JAA 81.94.

A R R Ê T É

déclarant d'utilité publique l'établissement de périmètres de protection
autour du captage situé sur le territoire de la commune d'ESCOLIVES-STE-CAMILLE
et alimentant la commune de ST-BRIS-LE-VINEUX

LE PREFET DE L'YONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de l'Expropriation ;

VU le Code des Communes et notamment son article L 315-11 ;

VU le Code Rural et notamment son article 113 ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 20 et L 20-1 ;

VU le décret n° 61-859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret
n° 67-1093 du 15 décembre 1967 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 février 1981 portant ouverture
d'enquêtes conjointes - préalable à la déclaration d'utilité publique du projet
d'établissement de périmètres de protection autour du captage situé sur le territoire
de la commune d'ESCOLIVES-STE-CAMILLE alimentant la commune de ST-BRIS-LE-VINEUX et
parcellaire, en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la réalisation du dit
projet ;

VU les pièces constatant qu'un avis d'ouverture d'enquêtes a été, par les
soins de la Direction Départementale de l'Agriculture, publié en caractères apparents
préalablement à l'ouverture de celles-ci, et dans les huit premiers jours de celles-ci
dans les journaux "L'YONNE REPUBLICAINE" et "LA LIBERTE DE L'YONNE" ;

VU les pièces constatant que cet avis a été affiché dans les communes de
ST-BRIS-LE-VINEUX et d'ESCOLIVES-STE-CAMILLE et que les dossiers d'enquêtes sont
restés déposés pendant 15 jours consécutifs dans les mairies de ST-BRIS-LE-VINEUX
et d'ESCOLIVES-STE-CAMILLE ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur en date du 10 avril 1981 sur l'utilité
publique du projet d'établissement de périmètres de protection autour du captage
alimentant la commune de ST-BRIS-LE-VINEUX et les limites des terrains à acquérir
par la commune pour la réalisation du dit projet ;

VU le plan de situation, le plan parcellaire et l'état parcellaire
ci-annexés ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture en date
du 11 mai 1981 ;

.../...

CONSIDERANT que toutes les formalités préalables à la déclaration d'utilité publique ont été régulièrement accomplies ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de l'Yonne,

A R R E T E :

ARTICLE 1er

En application de l'article L-20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 67-1095 du 15 décembre 1967, sont déclarés d'utilité publique les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage situé au lieu-dit "Plaine du Saulois" sur le territoire de la commune d'ESCOLIVES-SUR-CHARENTON alimentant la commune de ST-BRIS-LE-VINEUX.

ARTICLE 2

Le périmètre de protection immédiate englobera :

- la totalité de la parcelle K. 296,
- la partie de la parcelle K. 5 constituée par le rectangle longeant sur 35 mètres les parcelles K. 296 et 297 et sur 9 mètres le chemin rural n° 34,
- la partie de la parcelle K. 297 constituée par l'ensemble des points de la parcelle situés à 10 mètres au plus de la parcelle K. 296.

Le terrain ainsi délimité sera acquis en toute propriété par la commune de ST-BRIS-LE-VINEUX, clos dans sa totalité et interdit de pacage, d'apport d'engrais et de toute activité qui n'est pas nécessaire à l'entretien du captage.

Le périmètre de protection rapprochée suivra au plus près la circonférence du cercle de 100 m de rayon autour du captage - englobant ainsi une partie des parcelles K. 1, 2, 3, 5, 258, 259, 260, 297, 301 et ZH. 109 - comme l'indique le plan d'implantation du captage ci-annexé.

A l'intérieur de ce périmètre, seront interdits :

- le forage de puits, l'exploitation de carrières et l'ouverture de toutes excavations,
- le dépôt d'ordures ménagères, de détritus et de débris de toutes sortes,
- l'installation de canalisations, de réservoirs ou de dépôts d'hydrocarbures, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- l'établissement de toutes constructions, superficielles ou souterraines,
- l'irrigation intensive susceptible de provoquer des infiltrations anormales dans la nappe.

Le périmètre de protection éloignée, tracé sur le plan d'implantation du captage ci-annexé, suivra au plus près la circonférence d'un cercle de 200 m de rayon ayant son centre au point de captage.

.../...

A l'intérieur de ce périmètre, seront interdites :

- le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices et de débris,
- le déversement d'eaux usées dans le sol,
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, à l'exception des réservoirs et des canalisations de faible capacité à usage domestique.

Par ailleurs, l'établissement de constructions sera soumis au règlement sanitaire départemental, les effluents d'eaux usées seront conduits à l'aval du périmètre.

De plus, les carrières ouvertes dans ce périmètre seront à leur périphérie abritées contre le ruissellement d'eaux usées ou superficielles et aucun fossé ne pourra y aboutir.

Enfin, après exploitation, une carrière ne pourra être remblayée qu'avec des matériaux naturels, à l'exclusion de tous produits organiques, ordures ménagères, produits de démolition et déchets ou débris de toutes origines.

ARTICLE 3

Monsieur le Maire de ST-BRIS-LE-VINEUX, agissant au nom de la commune, est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains situés à l'intérieur du périmètre de protection immédiate définis dans l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4

Le périmètre de protection immédiate sera clôturé à la diligence et aux frais de la commune de ST-BRIS-LE-VINEUX sous le contrôle de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture qui dressera procès-verbal de l'opération.

ARTICLE 5

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de la publication du présent arrêté situés à l'intérieur des périmètres de protection décrite dans l'article 2, il devra être satisfait aux obligations relevant de l'institution des dits périmètres dans un délai de deux ans.

ARTICLE 6

M. le Secrétaire Général de l'Yonne, MM. les Maires de ST-BRIS-LE-VINEUX et ESCOLIVRES-SUR-CAVILLE, Mlle le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera en outre l'objet d'une mention au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à AUXERRE, le 25 MAI 1981

LE PREFET
DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE

Jean DESGRANGES

27. MAI 1981

DE L'YONNE

Pour ampliation,
Le Chef de Service délégué

Pour le Chef de Service et par délégation,
Le Chef du Bureau de la Coopération

J. COMBES



DEPARTEMENT DE L'YONNE

3

5

COMMUNE DE
SAINTE-BRIS-LE-VINEUX

ALIMENTATION
EN
EAU POTABLE

PLAN D'IMPLANTATION
DU CAPTAGE

ECHELLE 1/2500

BUREAU D'ETUDES J.GALLERONT 22 rue des Abbeys Paris 6^{ème} ST-JEAN DE LA BELLE GARDIENNE

DATE	DESSINATEUR	MODIFICATIONS	
05/03/76	J.G.		



DEPARTEMENT DE L'YONNE

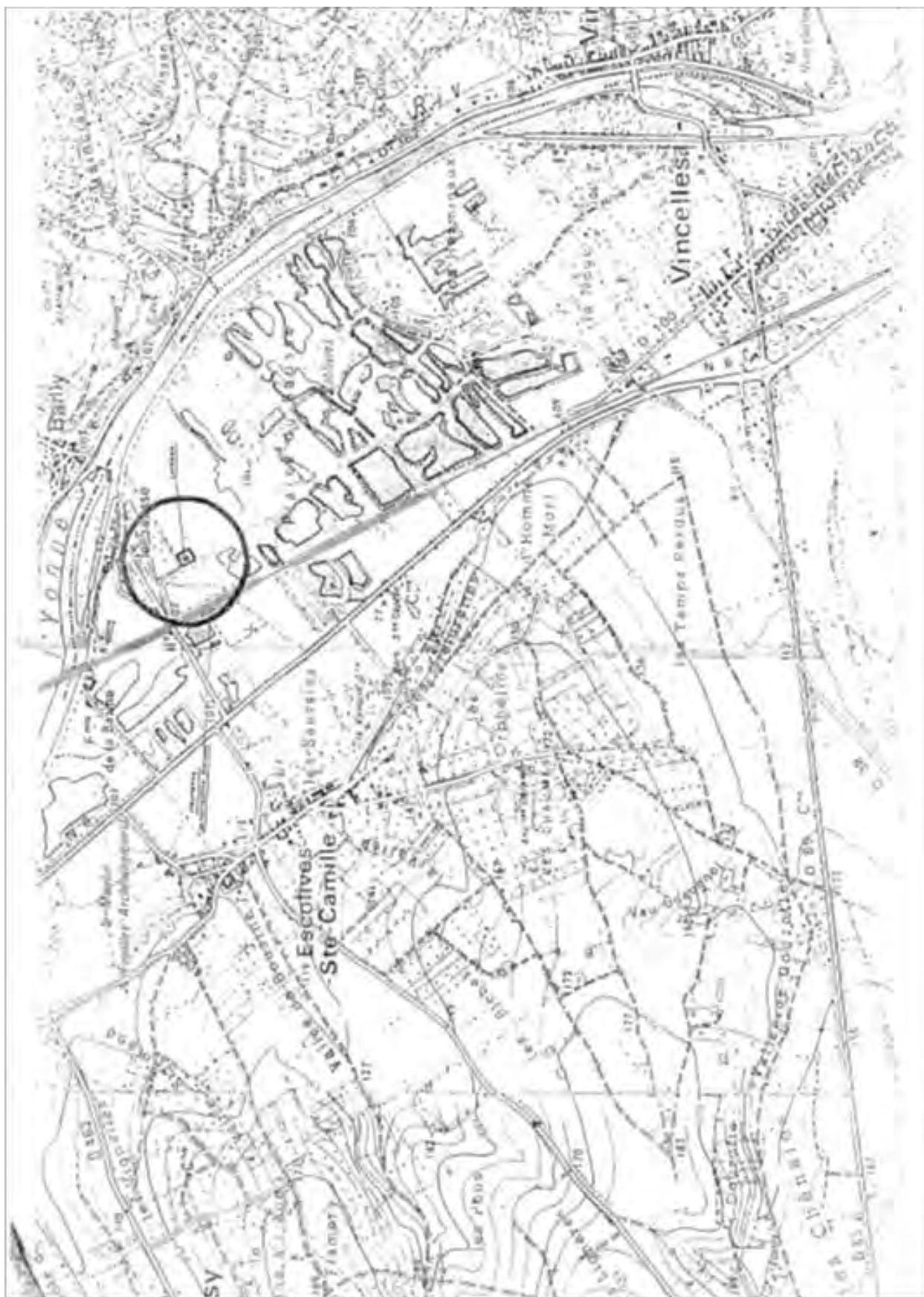
4

COMMUNE DE
S A I N T - B R I S - L E - V I N E U X

ALIMENTATION
EN
EAU POTABLE

PLAN DE SITUATION
DU CAPTAGE

Echelle 1/10 000



4.2 Arrêté préfectoral portant approbation des règles de dimensionnement des besoins en eau et aux voies d'accès pour la défense extérieure contre l'incendie dans l'Yonne



PRÉFET DE L'YONNE

Direction
Départementale des
Territoires

Service Départemental
d'Incendie de Secours

ARRETE N° PREF-CAB-2014-0652

**portant approbation des règles de dimensionnement
des besoins en eau et aux voies d'accès
pour la défense extérieure contre l'incendie dans l'Yonne**

**Le préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-24, L.2111-1, L.2212-2 § 5, L.2321-1, L.2323-2 et L.1424-2 ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R.111-2 ;
- Vu la loi n°92-3 modifiée en date du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- Vu la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 portant sur la défense contre l'incendie ;
- Vu la circulaire interministérielle du 20 février 1957 portant sur la protection contre l'incendie dans les communes rurales ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 décembre 1999 portant approbation du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 11/2003/ DDSIS du 17 janvier 2003 modifié portant règlement opérationnel du département de l'Yonne ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° PREF-CAB-SSI-2013-0166 du 22 mai 2013 portant approbation des règles de dimensionnement des besoins en eau et aux voies d'accès pour la défense extérieure contre l'incendie dans l'Yonne ;

Considérant qu'en milieu rural, il convient d'adapter les dispositifs de sécurité incendie aux possibilités de collectivités locales et à la nature et l'importance des risques à défendre ;
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,

1/2

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Les dispositions relatives aux règles de dimensionnement des besoins en eau et aux voies d'accès aux bâtiments pour la défense extérieure contre l'incendie dans le département de l'Yonne, telles qu'elles sont annexées au présent arrêté, sont approuvées.

ARTICLE 2 :


L'arrêté n°PREF-CAB-SSI-2013-0166 du 22 mai 2013 portant approbation des règles de dimensionnement des besoins en eau et aux voies d'accès pour la défense extérieure contre l'incendie dans l'Yonne est abrogé.

ARTICLE 3 :

L'arrêté PREF/DDISIS/2007/0569 du 25 juillet 2007 déterminant les conditions auxquelles devront répondre les voies d'accès des bâtiments d'habitation des 1^{ère} et 2^{ème} famille est abrogé.

Fait à Auxerre le 14 NOV. 2014

Le préfet,



Raymond LE DEUN

Madame la Secrétaire Général de la préfecture, M. le Directeur de Cabinet, M. le Sous-Préfet de SENS, M. le Sous-Préfet d'AVALLON, M. le Directeur Départemental des Territoires, M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs. Il sera notifié à l'ensemble des maires du département.

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- soit par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision et/ou un recours auprès du ministre. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant son intervention. Il en est de même en cas de décision explicite à compter de sa notification.

- soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent

**INSTRUCTION
RELATIVE AUX REGLES DE DIMENSIONNEMENT
DES BESOINS EN EAU
et
AUX VOIES D'ACCES AUX BATIMENTS
POUR LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE
DANS LE DEPARTEMENT DE L'YONNE**

Annexe à l'arrêté préfectoral n° PREF-CAB-2014-0652 du 14 novembre 2014

1 - PROBLÉMATIQUE

Les besoins en dimensionnement de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) font l'objet de références réglementaires incomplètes. Elles sont aujourd'hui basées sur un principe datant de 1951 et indiquant que les sapeurs-pompiers doivent trouver en tout lieu 120 m³ utilisables en 2 heures.

L'évolution des risques, des matériels et techniques de lutte contre l'incendie fait qu'aujourd'hui les besoins en eau ont changé. Les maires rencontrent des difficultés en matière de DECI dans le cadre de l'instruction des certificats d'urbanisme et des permis de construire.

Une nouvelle approche de conception de la défense contre l'incendie est définie : l'analyse des risques est au cœur de la définition des ressources en eau pour l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie.

Aussi, afin de permettre la mise en œuvre des moyens mécanisés de lutte contre l'incendie, les bâtiments, hormis pour ceux où une défense extérieure contre l'incendie ne semble pas nécessaire, devront être accessibles par des voies compatibles à la circulation et/ou au stationnement des engins.

2 – DEFINITION DES RISQUES ET DIMENSIONNEMENT

2.1- RISQUE COURANT

2.1-1. Risque courant faible : il peut être défini comme un risque d'incendie dont l'enjeu est faible et limité en terme patrimonial, environnemental, isolé, à faible potentiel calorifique ou à risque de propagation quasi nul. Il concerne notamment les hameaux, les zones d'habitat dispersé ou isolé en zone rurale. La quantité d'eau demandée doit correspondre à un besoin au regard du risque réel que constitue le bâtiment.

On peut distinguer les bâtiments ayant une surface au sol inférieure ou égale à 20 m², isolés de toute autre construction ou d'élément facilitant une propagation extérieure à moins de 8 mètres. Ce risque étant très limité, aucune défense extérieure contre l'incendie n'est nécessaire.

Les bâtiments à usage d'habitations individuelles, lotissement pavillonnaire compris, tout comme les établissements recevant du public de la 5ème catégorie n'ayant pas de locaux à sommeil, ayant une surface de plancher développée d'au maximum 250 m², et isolés de 8 mètres de tout autre risque ou autre construction de plus de 20 m², doivent avoir au minimum une défense extérieure contre l'incendie de 30 m³ utilisable en 1 heure, et distante de moins de 400 mètres par rapport au risque.

2.1.2. Risque courant ordinaire : il peut être défini comme étant un risque d'incendie à potentiel calorifique modéré et à risque de propagation faible ou moyen. Il peut concerner par exemple un lotissement de pavillons à moins de 8 mètres les uns des autres, un immeuble d'habitations collectives ou une zone d'habitats mitoyens. Les établissements recevant du public de la 3ème et 4ème catégorie, ainsi que les établissements de 5ème catégorie avec locaux à sommeil, sont généralement dans ce cadre, sauf dispositions plus contraignantes dans l'étude du permis de construire au regard d'une analyse de risque.

La quantité d'eau demandée est de 120 m³ utilisables en 2 heures, ou 60 m³/h, et distance de 200 mètres par rapport au risque, distance pouvant être portée à 400 mètres dans les écarts ou hameaux.

2.1.3. Risque courant important : il peut être défini comme un risque d'incendie à enjeux humains, à fort potentiel calorifique et/ou à risque de propagation fort. Les immeubles d'habitation de la 3ème et 4ème famille, et les établissements recevant du public de la 1ère et 2ème catégorie sont concernés.

La défense extérieure contre l'incendie doit être étudiée au cas par cas, au regard d'une analyse de risque en collaboration avec le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Yonne.

2.2- CAS PARTICULIERS

2.2-1. Secteurs sauvegardés – Monuments historiques

Cela concerne par exemple une agglomération avec des quartiers saturés d'habitations, un quartier historique (rues étroites, accès difficiles...), de vieux immeubles où le bois prédomine, une zone mixant l'habitation et des activités artisanales ou de petites industries à fort potentiel calorifique.

La défense extérieure contre l'incendie doit être étudiée au cas par cas, au regard d'une analyse de risque en collaboration avec le SDIS.

2.2-2. Exploitations agricoles

Les éléments à prendre en compte étant multiples, une analyse doit être réalisée par le SDIS au regard des moyens opérationnels à mettre en œuvre pour combattre les différents sinistres envisageables.

Dans tous les cas, la défense incendie doit être comprise entre 30m² et 240m² à une distance maximale de 400 mètres et minimale de 8 mètres, distances mesurées entre le point d'eau et le bâtiment.

2.2-3. Parcs éoliens

Les éoliennes ne présentant pas de risque au regard de l'incendie, ni de propagation notable, on peut considérer qu'aucune défense extérieure contre l'incendie n'est nécessaire.

2.2-4. Parcs photovoltaïques

Un panneau photovoltaïque, bien que combustible, ne présente pas de risque notable. Néanmoins, la multitude de panneaux posés les uns à côtés des autres ainsi que le bâtiment concentrant les batteries et les transformateurs font qu'un minimum de défense extérieure contre l'incendie doit être assuré.

Une réserve d'au moins 60 m³ doit donc être accessible en tout temps et située à moins de 50 mètres de l'accès principal du parc. En tout état de cause, une étude portant notamment sur le cheminement à l'intérieur du parc et la sectorisation des risques devra être réalisée avec le SDIS.

2.2-5. Risques industriels

Les éléments à prendre en compte étant multiples, une analyse doit être réalisée par le service départemental d'incendie et de secours au regard des moyens opérationnels à mettre en œuvre pour combattre les différents sinistres envisageables.

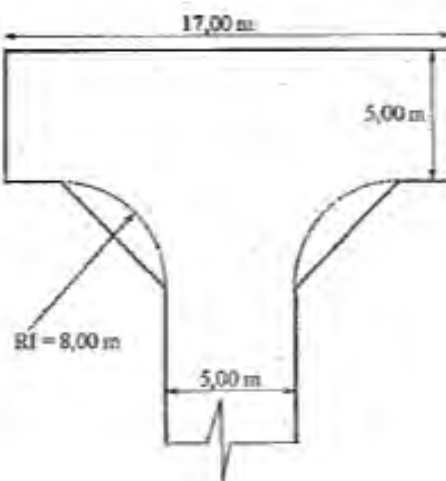
3 – VOIES D'ACCES POUR LES VEHICULES D'INCENDIE DE SECOURS

En dehors d'une réglementation plus contraignante, et hormis le cas où une défense extérieure contre l'incendie n'est pas requise, le terrain prévu pour la construction d'un bâtiment devra être desservi par une voie possédant les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la voie : 3 mètres ;
- hauteur libre de passage : 3,50 mètres ;
- rayon intérieur : 11 mètres ;
- pente inférieure à 15%
- stabilité de la bande de roulement permettant le passage des véhicules : 130 kN.

Si cette voie est en cul-de-sac (distance entre l'entrée du terrain la plus éloignée et la voie accessible aux engins d'incendie ≥ 60 m), une aire de retournement devra être aménagée selon l'une des solutions suivantes :

- raquette de 9 mètres de rayon minimum ;
- « T », possédant les caractéristiques suivantes :



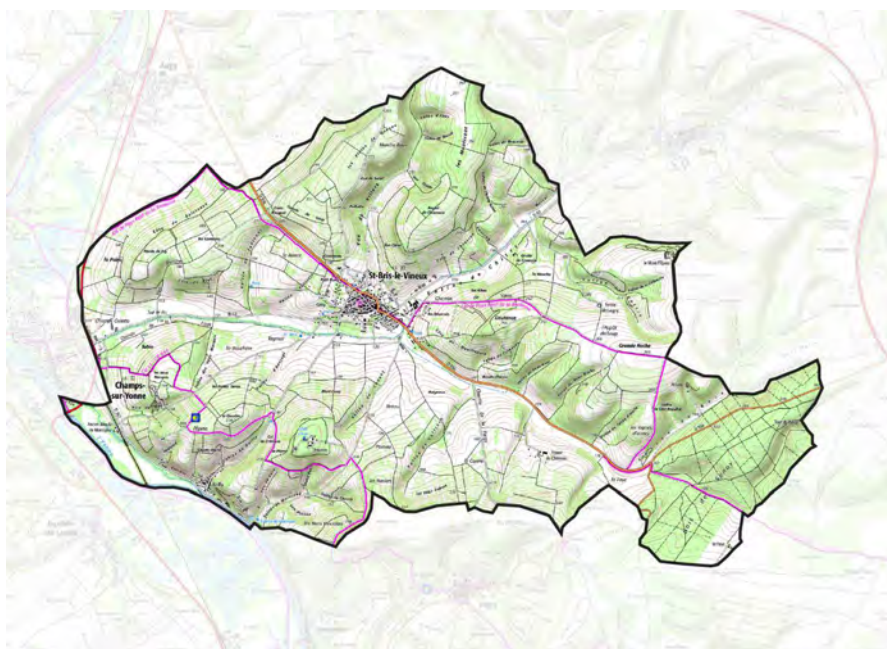
L'aire de stationnement des engins de lutte contre l'incendie devra répondre aux caractéristiques minimales suivantes :

- largeur minimale : 5 mètres ;
- longueur minimale : 10 mètres ;
- pente inférieure à 10%
- stabilité de la bande de roulement permettant le passage des véhicules : 130 kN.



COMMUNE DE SAINT-BRIS-LE-VINEUX (89)

Plan Local d'Urbanisme



ETAT DES CONNAISSANCES DES SITES ARCHEOLOGIQUES

Objet	Arrêté le 29 septembre 2022 par le Conseil d'Agglomération de l'Auxerrois
Approuvé le	
Révisé le	
Modifié le	
Mis à jour le	

Liste des sites archéologiques

SAINT-BRIS-LE-VINEUX

lundi 23 mai 2022

N° d'EA	Lieu dit carte IGN	Chrono debut	Chrono fin	Vestiges
1	Le Bas de la Ronce, Vallée de Fontenoy	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	enclos funéraire
2	La Croix Rougeot	Haut-empire	Bas-empire	dépôt monétaire
3	Fontaine d'Aucept	Haut moyen-âge	Epoque moderne	église village
4	Le Noua	Moyen-âge classique	Bas moyen-âge	château fort
5	Le Temple	Gallo-romain	Gallo-romain	bâtiment
6	Le Temple	Moyen-âge classique	Bas moyen-âge	chapelle
7	Bourg	Haut moyen-âge	Epoque moderne	commanderie
8	Bourg	Haut moyen-âge	Epoque moderne	église
9	Faubourg de Gouaix	Epoque moderne	Epoque moderne	enceinte urbaine tour de guet
10	Bailly	Moyen-âge classique	Moyen-âge classique	enceinte urbaine
11	Bailly	Moyen-âge classique	Epoque moderne	rempart carrière
12	Cave de Bailly	Epoque moderne	Epoque moderne	église habitat groupé
13	Bourg	Moyen-âge classique	Moyen-âge classique	anomalie parcelle
14	Bourg SE	Epoque moderne	Epoque moderne	maison château fort
15	Moulin de Marcigny	Moyen-âge	Période récente	château non fortifié habitat

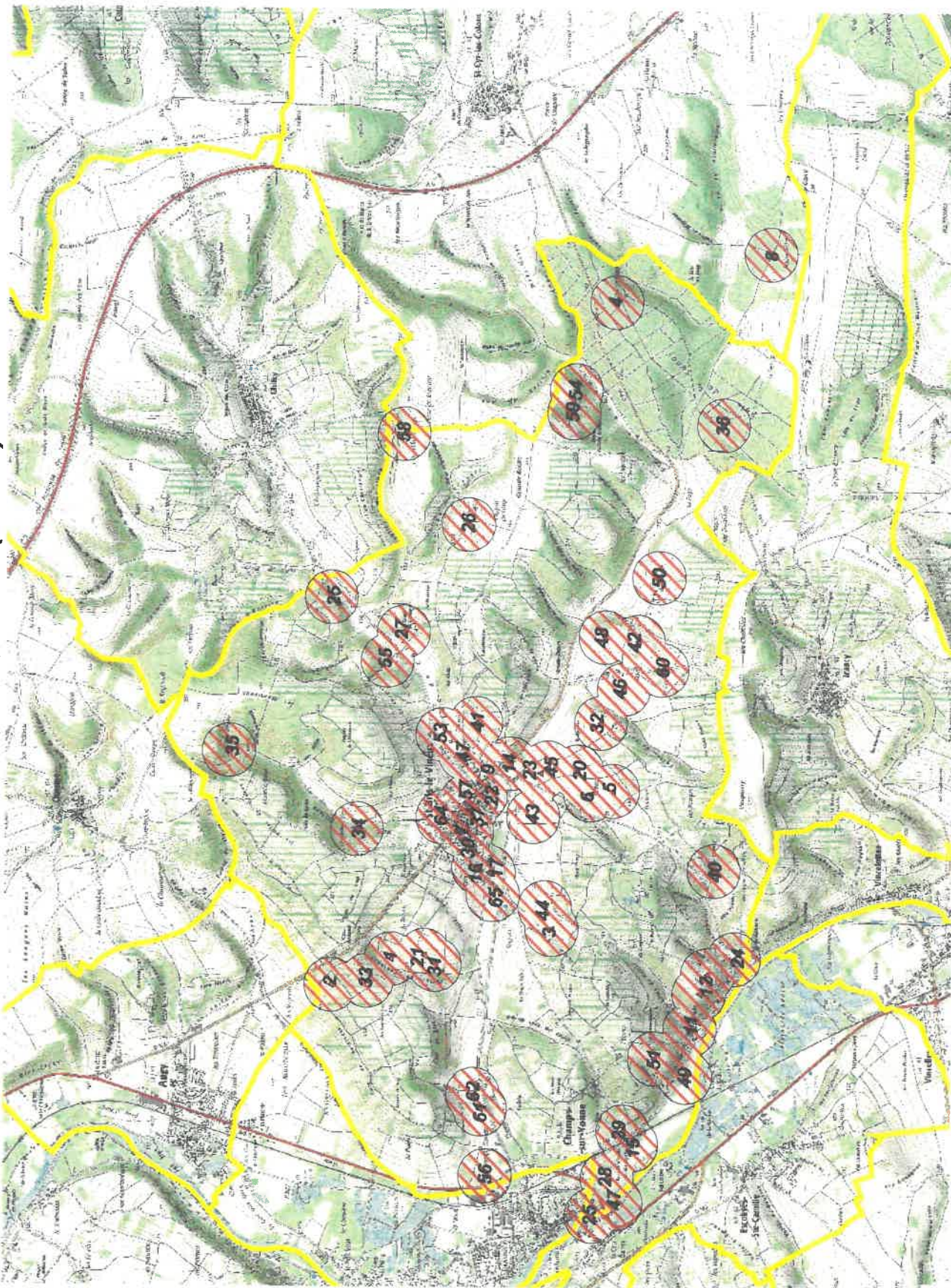
REÇU LE:
18 JUL. 2022



15	Moulin de Marcigny	Moyen-âge	Période récente	moulin à eau
16	Grisy	Moyen-âge	Période récente	faubourg
17	25, route des Champs	Gallo-romain	Gallo-romain	
18	25, route des Champs	Moyen-âge classique	Epoque moderne	crypte église
19	25, route des Champs	Moyen-âge classique	Epoque moderne	cimetière inhumation
20	Le Baigneau, La Terre Rouge,	Haut-empire	Haut-empire	construction villa
21	Le Court Vit	Epoque moderne	Epoque moderne	mur parcellaire
22	Gouai, La Ville, Goix	Haut moyen-âge	Epoque moderne	faubourg
23	Le Temple	Gallo-romain	Moyen-âge	commanderie
24	Choly, Mainciau	Moyen-âge classique	Moyen-âge classique	fosse habitat groupé
25	Marcel	Haut moyen-âge	Haut moyen-âge	cimetière sarcophage
26	Laigny, Loigny	Haut moyen-âge	Epoque moderne	ferme
27	Grotte de Comevin, Les Perriers	Moyen-âge classique	Epoque moderne	carrière
28	Ile de Marcigny, Isle de Marsigny	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	habitat parcellaire
29	Marcigny, Per Pro	Haut-empire	Epoque moderne	villa
30	Bourg	Moyen-âge classique	Epoque moderne	château fort
31	Fontenoy, sur la Fontaine de Fontenoy	Gallo-romain	Gallo-romain	occupation
32	Vallée de Vallière, La Vau d'Irancy,	Epoque moderne	Epoque moderne	parcellaire
33	Les Corrières, Croix Rouge ouest	Epoque moderne	Epoque moderne	
35	Vallée d'Anay	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	habitat
36	Bois de Senoy,	Second Age du fer	Second Age du fer	occupation
37	D'Augy Est au Bois de Bouchat	Epoque moderne	Epoque moderne	voie
38	D'Augy au Vau Lacasse	Gallo-romain	Période récente	voie
39	?	Bas moyen-âge	Bas moyen-âge	dépôt monétaire
40	Vallée de Chassy	Gallo-romain	Moyen-âge	habitat
41	Les Déversées,	Epoque moderne	Epoque moderne	bâtiment parcellaire

42	Ferme de Chêrevie ouest, Côte de Chêrevie	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	fosse fossé parcellaire
43	Vallée de Chanoy, Les Grains d'Argent	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	chemin fosse parcellaire
44	Vallée d'Aucep, La Fontaine d'Aussept	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	parcellaire parcellaire
45	L'Épine, Le Temple	Epoque moderne	Epoque moderne	construction parcellaire
46	Vallière	Epoque moderne	Epoque moderne	fosse parcellaire
47	Voie de la Forêt, Chemin de Champs	Gallo-romain	Moyen-âge	voie
48	La Farge	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	fosse
49	Bailly ouest, Isle de Marcigny	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	adduction fossé
50	Ferme de Chêrevie E	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	occupation
51	Bailly nord-ouest, Chante Merle	Epoque moderne	Epoque moderne	parcellaire
52	Cave de Bailly nord-est, Mont Morin	Epoque moderne	Epoque moderne	parcellaire viticulture
53	Vallée de Chitry,	Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	bâtiment enceinte
54	Carrière du Pain de Sucre, Pain de	Moyen-âge	Période récente	carrière
55	Carrière de Vau-Long ou de Marcel, Champ Garni	Epoque moderne	Epoque moderne	carrière
56	Les Champs Galottes	Age du bronze	Age du fer	fosse
58	Ferme du Mont de l'Épine, Le Branloire	Epoque moderne	Epoque moderne	ferme
59	Pinelle	Bas moyen-âge	Epoque moderne	ferme
61	Sur le Ru	Epoque moderne	Epoque contemporaine	chemin parcellaire
62	Sur le Ru	Bas-empire	Haut moyen-âge	fosse occupation
63	?	Haut moyen-âge	Haut moyen-âge	trou de poteau
64	Rue Saint-Blaise	Bas moyen-âge	Bas moyen-âge	fosse
65	Route des Champs	Gallo-romain	Période récente	fosse

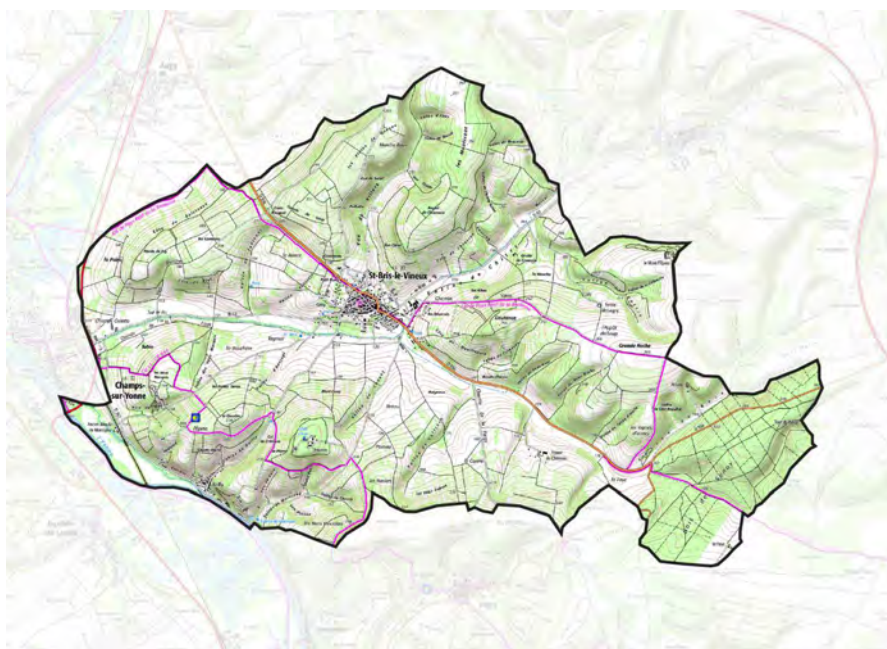
Elaboration du PLU de la commune de Saint-Bris-le-Vineux (Yonne)





COMMUNE DE SAINT-BRIS-LE-VINEUX (89)

Plan Local d'Urbanisme



SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT

Objet	Arrêté le 29 septembre 2022 par le Conseil d'Agglomération de l'Auxerrois
Approuvé le	
Révisé le	
Modifié le	
Mis à jour le	

PREFECTURE DE L'YONNE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU DEVELOPPEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

ARRETE n° PREF-DCLD-2001-0038

du 10 JANVIER 2001

portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre
Route Nationale n° 6

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment son article R 111.14.1 ;

VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14 ;

VU le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L 111.11.1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

VU le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

VU l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU l'avis des communes mentionnées à l'article 5 du présent arrêté ;

ARRETE

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de l'YONNE aux abords du tracé de la **route nationale numéro 6**.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons de la **route nationale numéro 6** le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit ainsi que le type de tissu urbain.

Article 3

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Article 4

Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Article 5

Les cinquante-sept communes (57) concernées par le présent arrêté sont les suivantes :

Accolay, Annéot, Appoigny, Arcy-sur-Cure, Armeau, Auxerre, Augy, Avallon, Bassou, Bazarnes, Béon, Bessy-sur-Cure, Cézy, Champigny, Champlay, Champs-sur-Yonne, Chamvres, Charmoy, Chaumont, Chichery, Cravant, Cussy-les-Forges, Cuy, Epineau-les-Voves, Escolives-Sainte-Camille, Gisy-les-Nobles, Givry, Joigny, Lucy-sur-Cure, Magny, Maillot, Monéteau, Paroy-sur-Tholon, Passy, Perrigny, Pontaubert, Pont-sur-Yonne, Saint-Bris-le-Vineux, Saint-Clément, Saint-Denis-les-Sens, Saint-Julien-du-Sault, Saint-Moré, Sainte-Magnance, Sauvigny-le-Bois, Sens, Sermizelles, Vault-de-Lugny (Valloux), Vermenton, Véron, Villeblevin, Villecien, Villemanoche, Villeneuve-la-Guyard, Villeneuve-sur-Yonne, Villevallier, Vincelles, Voutenay.

Article 6

Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie des communes visées à l'article 5 pendant un mois minimum.

Article 7

Le présent arrêté doit être annexé par les maires des communes visées à l'article 5 au plan d'occupation des sols.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 doivent être reportés par les maires des communes visées à l'article 5 dans les documents graphiques du plan d'occupation des sols.

Article 8

Ampliation du présent arrêté sera adressée au(x) :

- sous-préfets des arrondissements de Sens et d'Avallon
- maires des communes visées à l'article 5
- directeur départemental de l'équipement

Article 9

Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets des arrondissements de Sens et d'Avallon, les maires des communes visées à l'article 5 et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

signé

Philippe PORTAL

Annexe 3 : Carte de classement sonore des infrastructures de transport terrestre



BILAN DE LA CONCERTATION

REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Commune de Saint-Bris-le-Vineux

INTRODUCTION	4
I. LES PRINCIPES DE LA CONCERTATION.....	4
II. LES OUTILS DE LA CONCERTATION	5
1. LES MOYENS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION.....	5
<input type="checkbox"/> Publications dans la presse locale	5
<input type="checkbox"/> Publications dans le bulletin municipal	7
<input type="checkbox"/> Publication sur le site internet de la commune	10
<input type="checkbox"/> Exposition	11
<input type="checkbox"/> Mise à disposition des documents	Erreur ! Signet non défini.
2. LES MOYENS D'EXPRESSION	14
<input type="checkbox"/> Réunions publiques.....	14
<input type="checkbox"/> « Balades PLU » dans la commune	20
<input type="checkbox"/> Registre d'expression	20
III. CONCLUSION	20
IV. ANNEXE – Réponse aux remarques inscrites dans le registre d'expression	21

INTRODUCTION

Par délibération de la commune de Saint-Bris-le-Vineux, en date du 2 avril 2015, il a été décidé de prescrire la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Cette délibération définit les modalités de la concertation :

- Informations dans la presse
- Publications dans le bulletin municipal et communautaire
- Tenue d'un registre d'expressions à la disposition du public en mairie
- Réunions publiques avec la population
- Exposition
- Pages dédiées sur le site internet de la commune

La concertation a eu lieu tout au long de la démarche de révision du projet de PLU et a ponctué ses différentes étapes.

I. LES PRINCIPES DE LA CONCERTATION

La procédure de révision du PLU comprend plusieurs étapes :

- Une première phase technique
 - Le Conseil Municipal délibère sur le PLU et précise les modalités de concertation avec la population ;
 - Diagnostic territorial
 - Débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)
 - Elaboration des pièces règlementaires (règlement écrit, zonage, OAP)
- ➔ Première phase de concertation menée durant l'élaboration du projet de PLU
- Une seconde phase administrative
 - Le Conseil Municipal arrête le projet de PLU et tire le bilan de la concertation
 - Avis des PPA
 - Enquête publique
 - Le Conseil Municipal approuve le PLU
- ➔ Deuxième phase de la concertation menée pendant l'enquête publique

La concertation est ainsi présente tout au long de la démarche de l'élaboration du PLU, bien que deux phases principales se distinguent :

- La première lors de l'élaboration du projet de PLU. A l'issue de cette période, le bilan de la concertation doit être approuvé par le Conseil Municipal.
- La deuxième lors de la mise à disposition du public du projet de PLU lors de l'enquête publique. Cette phase dure un mois et a lieu après la consultation des Personnes Publiques Associées.

SAINT-BRIS-LE-VINEUX

Les habitants intéressés par le plan d'urbanisme

Mercredi, la salle des fêtes bien remplie accueillie une réunion de concertation et d'information, en direction de la population, autour du plan local d'urbanisme (PLU).

Une réunion s'était déjà tenue avec les viticulteurs et agriculteurs et une autre, avec les personnes publiques associées, devrait être organisée prochainement.

Le représentant du cabinet d'urbanisme Geostudio a présenté aux participants, les grandes lignes du PLU, dont « la définition des enjeux du développement durable du village ». Un certain nombre de questions ont été soulevées, portant sur le fait de savoir si à Saint-



Bris, il existait des zones de protection de la flore et de la faune, si le PLU englobait bien le hameau de Bailly, etc. Une balade Plu est prévue samedi. Rendez-vous à 9 heures à la

salle des fêtes. Ultérieurement, une balade est envisagée dans le hameau de Bailly. ■

Pratique. <http://plu-st-bris-le-vineux.fr/>

Le Plan Local d'Urbanisme

Où en est-on dans la démarche d'élaboration à Saint-Bris-le-Vineux ?



Les réunions publiques et « balades PLU » des 25 et 28 mai puis des 14 et 17 septembre, la concertation avec les viticulteurs le 20 avril, les suggestions contenues dans le cahier PLU en mairie et le travail de réflexion des élus... ont été autant d'étapes indispensables pour construire ensemble cette réflexion.

Les pages suivantes vous présentent les grandes orientations de notre futur Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ; document au cœur du processus de construction du PLU.

Nous aurons l'occasion de détailler ces éléments lors d'une prochaine réunion publique à programmer dans les premiers mois de 2017.

AXE 1 : MAINTENIR LE DYNAMISME DU TERRITOIRE

Le PLU accompagne la croissance démographique du village ; en vue d'atteindre 1 150 habitants d'ici 2030 (actuellement 1 065 hab), pour permettre de pérenniser des services faisant vivre le village comme l'école, les activités économiques ou encore les services administratifs. Le Conseil Municipal souhaite ainsi que la commune soit en capacité d'accueillir 60 habitants supplémentaires d'ici 2030 ; soit une croissance annuelle d'environ +0,3% / an.

Comment définir les besoins de logement pour accompagner cette croissance démographique ?
En partant du nombre d'habitants supplémentaires à intégrer d'ici 2030, tout en tenant compte des évolutions sociologiques modifiant nos habitudes de logement et de l'évolution du bâti existant, soumis à l'évolution de la réglementation.

- Trois éléments à prendre en compte :
- Les 60 habitants supplémentaires sont la conséquence de la politique de rénovation du centre bourg, visant à renforcer l'attractivité de notre village. Une trentaine de logements seront nécessaires pour accueillir ces nouveaux habitants.
 - La baisse du nombre d'habitants par logement est un phénomène sociétal qui devrait se poursuivre. Actuellement nous avons 2,4 habitants par logement ; en 2030 il faudra en compter 2,2. En conséquence une quarantaine de logements devraient être produits pour simplement maintenir le nombre d'habitants actuel.
 - L'évolution naturelle du bâti. L'urbanisme évolue en fonction des besoins : des logements se construisent, d'autres sont démolis ou réhabilités... Le vieillissement des constructions et les projets des ménages créent un dynamisme dans le parc de logements. On estime qu'une vingtaine de logements devraient être créés d'ici 2030.

Saint-Bris-le-Vineux aura donc besoin d'environ 90 nouveaux logements d'ici 2030.

Le Plan Local d'Urbanisme

Une stratégie foncière cohérente avec un développement urbain maîtrisé pour répondre à la réglementation et aux enjeux du territoire, tout en intégrant la nécessité de 90 nouveaux logements d'ici 2030.

Il convient de limiter le développement urbain dans une enveloppe foncière de 6 ha. La construction de logements n'est pas la seule priorité du développement de la commune, d'autres usages des sols sont primordiaux pour le cadre de vie, le développement économique et le maintien des ressources agro-naturelles.

- Ainsi, la stratégie foncière est axée sur :
- **La rénovation/réhabilitation du bâti inoccupé**
12% des logements de la commune sont vides. Subventionnable par la Région et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, la rénovation permet d'envisager environ 23 nouveaux logements sans extension du foncier, et au rythme de ce qui existe déjà : soit près du quart des besoins en nouveaux logements d'ici 2030.

- **Une production organisée de logements sur du foncier constructible.**
L'objectif est de produire des logements en limitant fortement la pression sur les terres agro-naturelles, plus particulièrement le vignoble. Le bourg et notre hameau sont en mesure d'intégrer 60 % du besoin en logement dans les dents creuses du tissu actuellement urbanisé (terrains non bâtis en milieu urbain et apte à accueillir des constructions) ou les grandes parcelles densifiables (division foncière par exemple). On définit ainsi 50 logements pouvant être créés.

- **Des surfaces proches du centre-bourg peuvent recevoir, de façon raisonnée et harmonieuse l'implantation de nouvelles constructions. Un potentiel de 17 logements.**



Un développement urbain soucieux de notre cadre de vie

Le territoire communal permet difficilement d'accueillir de nouveaux sites économiques autres que ceux existants sans risquer des problèmes de mitoyennetés ou de perte d'identité du territoire.



L'armature économique s'organisera donc sur :

- **Les bourgs de Saint-Bris-le-Vineux, bourg et de Bailly.** Les commerces et services destinés au public sont voués ici à une offre de proximité (à développer en cohérence avec les particularités historiques du bâti existant) pour un rayonnement principalement local.
- **Les activités en zones viticoles, agricoles et naturelles liées à l'occupation et la destination de ces sites,** principalement la production, l'exportation, la gestion et la valorisation des filières. Ces activités ont un potentiel de diversification en lien avec le tourisme.
- **Les sites d'activités dédiées existants qui seront maintenus dans leur positionnement.** Les aménagements devront permettre à ces espaces de soigner les entrées d'agglomération tout en intégrant plus fortement les questions des mobilités ainsi que des relations avec le vignoble.
- **La zone d'activité des Champs Galottes,** en limite de Champs-S/Yonne, qui devra améliorer son insertion dans le paysage.

Le territoire est en mesure de proposer aux touristes qui viennent découvrir l'Auxerrois une offre intéressante combinant :

- **Le tourisme fluvial avec une escale oenotouristique à Bailly,**
- **Le tourisme lié à la découverte du vignoble, de la rivière à Bailly et de l'architecture pittoresque dans le bourg de Saint-Bris-le-Vineux, où la présence d'un tissu commercial est essentielle,**
- **Un potentiel pour une nouvelle offre économique en lien avec les particularités du village et le territoire proche sur les sites de Douzein et de la colonie de Montreuil.**

Corrélativement, l'hébergement touristique reste à développer en priorité sur l'ensemble du village.

Avec une mobilité réfléchie...

L'automobile tient une place importante dans notre commune, que ce soit pour travailler, consommer, ou simplement se rejoindre pour se divertir. Les ménages possèdent souvent deux véhicules sinon plus (44 % des ménages en 2012). Ce sont à minima 630 véhicules dans la commune qui circulent ou qui sont censés être stationnés dans leur parcelle (au moins 0,42 ha de stationnement privé dénombré).

La vulnérabilité des ménages vis-à-vis des déplacements est de plus en plus forte : le budget lié à l'acquisition, l'entretien et le stationnement des véhicules ne cesse d'augmenter. Celui des deux-roues (motorisées ou non) prend aussi de l'ampleur.

Le PLU doit favoriser la réduction des déplacements inutiles en automobile pour réduire notre empreinte carbone, le poids de l'automobile dans le budget des ménages, la dépendance d'habitants qui ne conduisent pas (jeunes et seniors notamment) :

- Les futures opérations de logements devront proposer des chemins et des accès pour tous les modes de déplacements. Elles devront gérer le stationnement privé en fonction des usages, optimiser la réduction de la pollution visuelle du stationnement autant que l'emprise sur la voirie.
- Il faudra aussi s'adapter dans le bourg aux évolutions des usages : des quartiers anciens non prévus pour accueillir des automobiles ou aujourd'hui le stationnement sauvage gêne, des populations qui ont aussi besoin de se déplacer à pieds ou en vélo, avec ou sans poussette... en toute sécurité ... mais aussi des lieux de livraison, des espaces réservés pour l'accessibilité...

Préserver l'activité agri-viticole ; moteur de l'économie du territoire

La terre est une des matières premières essentielles pour le bon développement de l'activité de notre territoire. Nous limiterons drastiquement le prélèvement des terres agro-naturelles pour le logement et les autres activités pour concilier au mieux tous les besoins de la commune.

Les bâtiments agricoles évoluent ; des besoins de création ou d'extension sont nécessaires pour accompagner leur croissance. Certains autres bâtiments intéressent moins, car de moins en moins adaptés aux exigences réglementaires, à la localisation peu attractive ou au fonctionnement trop compliqué. Le devenir de ces constructions fera l'objet d'un traitement particulier pour évaluer l'intérêt de permettre ou interdire le changement de destination.



AXE 2 : CONSERVER L'IDENTITE TERRITORIALE

Valoriser le paysage architectural, urbain et environnemental

Bénéficier d'une vue panoramique sur le vignoble, admirer un patrimoine architectural, ... autant d'éléments qui contribuent à apprécier Saint-Bris-le-Vineux ; qu'on soit habitant ou visiteur.

Pour s'assurer de la préservation et la valorisation de la qualité de nos aménagements urbains, des styles architecturaux typiques, l'urbanisme communal doit donc :

- Conserver les marqueurs du territoire ancrés dans une histoire riche et attractive,
- Créer/développer de nouveaux atouts en veillant à l'intégration dans le contexte existant,
- Maintenir et développer l'intégration du végétal autour du bâti,
- Restaurer les continuités urbaines et paysagères.

L'évolution de nos pratiques et de nos besoins font que la gestion des abords de propriétés figure parmi les priorités du projet d'aménagement global de Saint-Bris-le-Vineux :

La transition entre le vignoble et la ville. De nombreux territoires font l'objet actuellement de craintes vis-à-vis de la promiscuité entre les pratiques culturelles et la population. Le PLU va ici être l'occasion de préparer sur le long terme une zone tampon paysagère pour limiter toute pression en périphérie d'agglomération.

Le besoin d'être bien chez soi s'accompagne de plus en plus par des aménagements de clôtures. Il nous faut revenir sur une réglementation cohérente et favoriser le caractère verdoyant des espaces urbanisés en incitant fortement à l'utilisation d'essences locales tout en évitant les aménagements aveuglant pauvres d'aspect.

Préserver l'identité paysagère et le patrimoine bâti valorisant pour la commune

- Identifier et classer certains éléments du patrimoine bâti et naturel de la commune comme Eléments Remarquables du Paysage au titre des articles du L123-1-5 du Code de l'Urbanisme.
- Améliorer l'intégration paysagère des bâtiments agricoles en agissant notamment sur leurs aspects et abords (végétalisation, haies, etc...).
- Exclure la construction de bâtiments sur les secteurs sensibles.
- Protéger les éléments constitutifs d'une trame verte et bleue (haies, bosquets, éléments aquatiques...) à développer ou reconstruire pour le respect de la biodiversité.



AXE 3 : PROTEGER, GERER ET VALORISER LE CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL COMMUNAL

Éviter l'urbanisation dans les sites à fortes sensibilités

- L'urbanisation se fera en fonction de la connaissance des risques, notamment du ruissellement et des débordements de la rivière. La gestion des eaux à la parcelle et la mise en place de gestion alternative favorisant l'infiltration naturelle des eaux est une des priorités.
- Les grands axes de ruissellement seront dans les grands critères des choix d'urbanisation futurs.
- Prendre en compte, de façon très stricte, le recensement des sites estimés dangereux ou sensibles afin de ne pas exposer la population à des risques supplémentaires.
- Cibler des secteurs privilégiés pour replanter des haies selon l'objectif (lutte contre le ruissellement, restauration de continuité écologique pour la protection de la biodiversité...)

Miser sur les activités valorisant le cadre de vie rural

- Poursuivre l'accueil et la mise en réseau des activités existantes assurant la promotion des paysages et de la nature (tourisme vert et bleu), notamment les domaines viticoles, et le lien avec le canal
- S'opposer à la résidentialisation de rez-de-chaussée à l'origine destinés au commerce



Rationaliser et repenser l'utilisation des ressources énergétiques

- Favoriser l'évolution du bâti existant vers de meilleures performances environnementales.
- Privilégier les dessins de construction économisant naturellement les besoins en énergie et orienter vers les équipements exploitant les énergies renouvelables : simplicité des volumes, implantations judicieuses au regard de l'ensoleillement, des vents dominants, des accès, des réseaux et de la végétation.



7

LE PLU – PLAN LOCAL D'URBANISME

Le PLU est le document de planification de l'urbanisme du village, anciennement appelé Plan d'Occupation des Sols (POS). C'est le projet d'aménagement global de la commune qui s'inscrit dans un souci de respect du développement durable, tout en respectant les politiques d'urbanisme, d'habitat et de déplacements urbains.

La procédure d'étude du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Bris a débuté en 2015, date de dénonciation du POS par la municipalité.

Depuis 5 ans, le vide créé par l'absence de règlement de construction et d'urbanisme propre à Saint-Bris nous place donc provisoirement sous le régime de l'état, le Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Il est donc prioritaire pour le Conseil Municipal de mener à bien et terminer le PLU dans le courant de l'année 2021 en collaboration avec le service Urbanisme de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Une réunion publique de présentation du PLU sera organisée prochainement.


Il n'y a pas de grands changements dans le schéma directeur car Saint-Bris ne subit pas une forte pression en matière de constructions nouvelles.

La principale nouveauté sera le tracé d'une voie douce arborée en périphérie du village.

L'objectif est d'améliorer l'aspect végétal des entrées du village, de préserver et développer la biodiversité utile aux cultures, de protéger le village des afflux des eaux de ruissellement en provenance des bassins versants de Chitry, de Quenne et de la route d'Auxerre.

L'Architecte des Bâtiments de France a fait remarquer que les menuiseries extérieures et volets roulants en PVC ou ALU sont proscrits, il faut privilégier les menuiseries en bois.

■ Publication sur le site internet de la commune



**Mairie de
Saint-Bris-le-Vieux**

- La Mairie
- Vos Démarches
- Histoire & Patrimoine
- Vigne & Vins
- Vivre à Saint-Bris
- Culture et Loisirs
- Vie économique

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en lieu et place du Plan d'Occupation des Sols, (POS)

D'ici fin 2017, les communes qui n'auront pas établi de PLU en succession au Plan d'Occupation des Sols (POS) n'auront plus la main sur les constructions et aménagements à venir, ce sera le préfet au vu des réglementations en cours qui accordera –ou non- les permis de construire. Le PLU est de prime abord similaire au PS, il organise le développement d'une commune en fixant les règles d'urbanisme : zones constructibles, coefficient d'occupation des sols, prescriptions architecturales, ... Plus ambitieux que le POS, le PLU est un document qui exprime un véritable projet pour la commune. Il en définit le projet global d'aménagement dans un souci de développement durable. (le développement durable est défini comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs »). Donc il englobe certes l'occupation des sols, mais aussi leur devenir, leurs orientations (agricole, préservation d'espace sauvage...), tous les aspects de vie comme les transports et déplacement.

Aussi le conseil municipal a décidé d'établir un PLU pour Saint-Bris le Vieux. Pour ce faire et après appel d'offre la commune sera accompagnée par un cabinet GEOSTUDIO (compétences urbanistiques et juridiques) associé à Atelier Nature pour les aspects environnementaux.

Le travail se fera en de nombreuses étapes ponctuées d'échanges avec toutes les personnes concernées et bien sûr, in fine une consultation générale avec un commissaire enquêteur avant l'adoption définitive du PLU.

Les consultations et réunion sont organisées avec

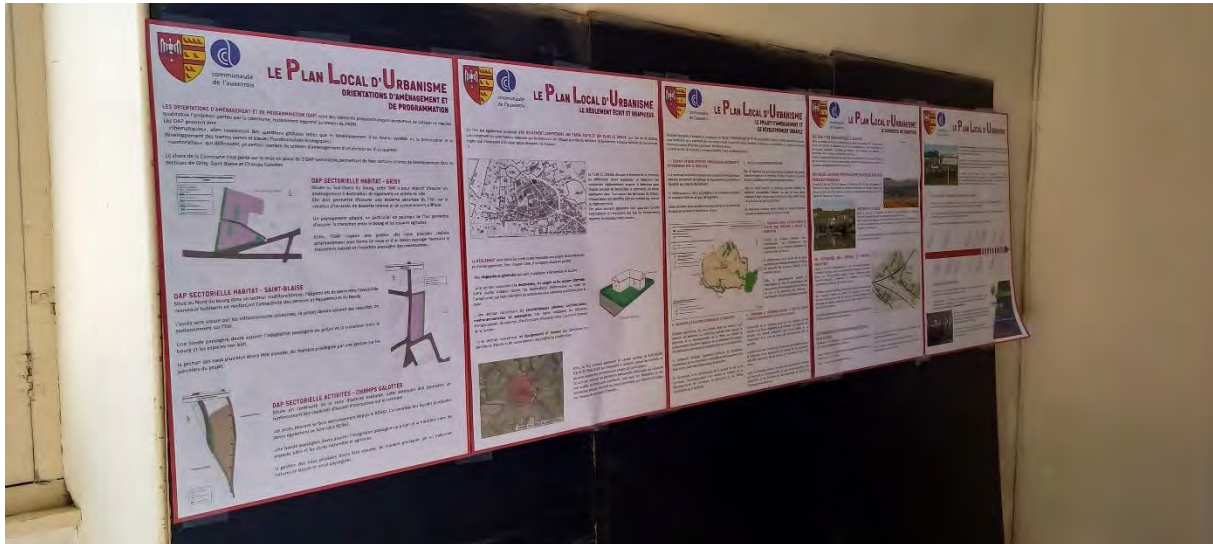
- la population
- les professionnels (agriculteurs et viticulteurs)
- les personnes publiques associés (les administrations, les communes voisines..)


Retenez d'ores et déjà les dates :			
28 janvier 2016	20 h	avec le conseil	
11 février 2016	9h30	avec les personnes publiques associées	
17 février 2016	14 h	réunion avec les viticulteurs/agriculteurs de la commune	
17 février 2016	14 h	avec le conseil	
09 mars 2016	18h30	avec la population	
19 mars 2016	9h30	balade pédagogique avec la population	

Un « cahier des observations » est à la disposition du public en mairie. Chacun peut y apporter une interrogation, un avis ou une suggestion. Le PLU engage notre commune sur les 20 ans à venir, c'est l'affaire de tous.

Exposition


Une exposition a été réalisée par les services de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois à destination des habitants de la commune de Saint-Bris-le-Vineux. Elle a été placée dès le début du mois de juillet 2022 dans le hall de la mairie de la commune, afin que les habitants puissent prendre connaissance des différents éléments relatifs au futur plan local d'urbanisme.





communauté de l'auxerrois

LE PLAN LOCAL D'URBANISME



BOURGOIGNES Saint-Bris

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est le principal outil de planification urbaine. Il s'agit d'un projet global, à l'échelle de l'ensemble du territoire, d'organisation et de gestion des constructibilités sur la commune.

S'appuyant sur les caractéristiques propres au territoire, il traduit la volonté locale de développement dans le respect des objectifs du développement durable et des normes supérieures, fixés notamment par les services de l'État.

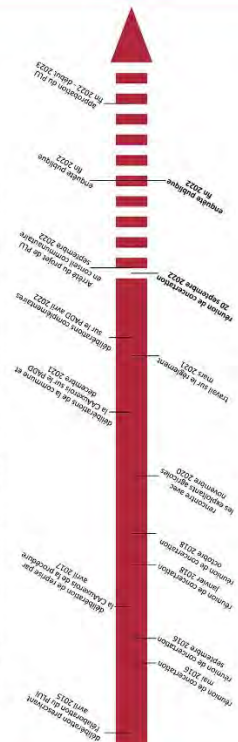
Il comprend plusieurs documents dont un diagnostic et un état initial de l'environnement, un Projet d'Aménagement et de Développement durable (PADD) et des orientations d'aménagement, ainsi qu'un règlement écrit et graphique qui fixe les règles à respecter dans le cadre des autorisations de travaux.

LE PLAN LOCAL D'URBANISME À SAINT-BRIS-LE-VINEUX

Débuté en 2015 par la Commune de Saint-Bris-le-Vineux, la révision de l'ancien Plan d'Occupation des Sols et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme connaît un long processus d'élaboration.

En 2017 la modification du périmètre de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et de son champ de compétences, entraîne une reprise par celle-ci du processus d'élaboration.

Ralenté, notamment par l'épisode pandémique de 2020, ce long processus arrive à son terme en 2022.




UNE CONCERTATION RÉGULIÈRE

Tout au long de ce processus, différents rendez-vous ont permis d'échanger avec la population sur le territoire communal et son avenir.

Plusieurs réunions et balades (re)découvertes ont ainsi été proposées aux Saint-Brisiens et Saint-Brisiennes. Une dernière réunion publique de présentation du projet est programmée pour le **20 septembre 2022**.

Ce travail a été complété par diverses réunions avec les élus ou des publics plus restreint comme les exploitants agricoles de la commune ainsi que divers articles dans l'Yonne Républicaine et Le Tambour.

Enfin, après l'arrêt du projet prévu en septembre 2022, une enquête publique permettra à chacun de donner son avis sur le document.



Réunion publique
en l'occasion du PADD
le 20 septembre 2022 à 19h
à la mairie de Saint-Bris-le-Vineux

Qualité de vie
Quel avenir pour Saint-Bris-le-Vineux ?
Avec



LE PLAN LOCAL D'URBANISME

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Véritable document d'orientations stratégiques, le PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (PADD) détermine les grands axes d'évolution de la commune pour les années à venir. À partir des enjeux identifiés, il détermine les dispositions en matière d'urbanisme, d'environnement, d'habitat, d'économie, de déplacements...

Le PADD du PLU de Saint-Bris-le-Vineux a identifié 5 axes de développement :

1 - ASSURER UN DÉVELOPPEMENT DÉMOGRAPHIQUE MAÎTRISÉ ET EN COHÉRENCE AVEC LE TERRITOIRE

La Commune souhaite encourager une croissance démographique mesurée permettant de conforter les équipements du territoire et répondre aux attentes des habitants.

Ce développement devra accompagner les évolutions sociétales en adaptant l'offre de son parc de logements.

Cette évolution devra toutefois être mise en oeuvre en préservant le cadre de vie rural de Saint-Bris-le-Vineux.

2 - LIMITER LA CONSOMMATION FONCIÈRE

Afin de répondre aux exigences légales et préserver les espaces naturels et agricoles du territoire, il s'agira de travailler en premier lieu à la mobilisation des logements vacants existants

Dans ce même objectif, la commune souhaite mobiliser les potentiels constructibles existants au sein du tissu urbain constitué. Il s'agit d'encourager la construction des « dents creuses » et la division des grandes parcelles.

les extensions urbaines seront limitées et devront permettre d'assurer la transition entre le bâti et le non bâti.



4 - VALORISER LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DU TERRITOIRE

L'activité agri-viticole est une activité forte du territoire qu'il convient de préserver. La commune souhaite donc assurer la pérennité et le développement de la filière en limitant la consommation des terres agricoles et en protégeant les espaces viticoles tout en permettant l'adaptation des outils de production.

La commune souhaite également renforcer le dynamisme économique de la commune en confortant le développement des deux zones d'activités économiques du territoire.

Ce dynamisme et le renforcement de la qualité de vie sur la commune s'accompagneront d'un soutien au maintien et au développement du commerce de proximité et des filières touristiques sur le territoire.

5 - PRÉSERVER LE PATRIMOINE NATUREL ET BÂTI QUI DÉFINIT L'IDENTITÉ TERRITORIALE DE SAINT-BRIS-LE-VINEUX

L'attractivité de la commune passe par son caractère et son identité. Il est donc important de la renforcer et la préserver en assurant une bonne intégration des futurs projets et la conservation et la mise en valeur de son patrimoine bâti et paysagé.

La préservation de l'identité de la commune passe également par la protection et la valorisation des trames et des continuités naturelles apportées par les jardins, les boisements et les cours d'eau.

Enfin, la commune souhaite s'inscrire dans une évolution d'avenir, en orientant un développement du bâti énergétiquement plus performant et de permettre le développement de production d'énergies renouvelables.

3 - RENFORCER L'OFFRE EN ÉQUIPEMENTS EN MOBILITÉ POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE

L'accueil de nouveaux habitants devra s'accompagner du renforcement des équipements de la commune permettant de conforter l'offre de services.

Le renforcement de la qualité de vie passe également par le développement des mobilités, en particulier les transports collectifs et les mobilités douces.

Enfin, ce développement passera le renforcement de l'offre en stationnement des futurs projets de la sécurisation des circulations de tous et la diminution des nuisances, notamment le long des routes départementales



LE PLAN LOCAL D'URBANISME

LE DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE

UNE ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE À LA BAISSE

Après une longue période de croissance jusqu'au début des années 2010, la commune a connu une période de stagnation puis de recul démographique. S'inscrivant dans les dynamiques observées à l'échelle de l'Auxerrois et de l'Yonne, elle apparaît plus accentuée sur la commune de Saint-Bris-le-Vineux.

Toutefois, l'aspect conjoncturel de cette baisse et les observations post-covid d'un retour des populations dans les communes rurales, renforcent les perspectives à un retour à la croissance démographique pour la commune.

UN PARC DE LOGEMENT PRINCIPALEMENT COMPOSÉ DE MAISON EN RESIDENCE PRINCIPALE

Composé à plus de 90 % de logements individuels, 80 % du parc de logements de Saint-Bris-le-Vineux est constitué de résidences principales. On constate toutefois une décline de cette part c'est dernières années et un taux de vacance élevé, avec 14 % de logements vacants sur la commune.



UNE IDENTITÉ VITICOLE

Niché au cœur de son vignoble, son histoire et son patrimoine bâti et paysagé, Saint-Bris-le-Vineux est constitué de communes résolument viticoles. Cette identité reste également visible dans son économie : 1/3 de ses emplois de la commune se concentre encore dans le domaine, son attractivité, notamment touristique s'appuie sur la viticulture.

La commune compte également une zone d'activité (Champs Gallotes) et des artisans et commerçants de proximité.

UN PATRIMOINE BÂTI, NATUREL ET PAYSAGÉ IMPORTANT

Village à la forme caractéristique et aux constructions typiques, Saint-Bris-le-Vineux avec son patrimoine bâti traditionnel concentré autour du Bourg (maisons typiques, maison vigneronne, église Saint-Prix-Saint-Conf.) confère à la commune une richesse patrimoniale à préserver et à mettre en valeur.

Installée sur un large territoire, Saint-Bris-le-Vineux conserve une large part d'espaces naturels et cultivés. Les vignobles, et les terres agricoles, mais aussi les bois, les ruis et les rivières constituent une mosaïque de paysages magnifiés par les divers points de vues qui ponctuent le territoire.

L'ensemble de ces éléments constituent un atout pour l'attractivité du territoire et la qualité de vie des habitants.

LES GRANDS AXES DE DÉVELOPPEMENT RETENU POUR LE PADD

- Axe 3 : Renforcer l'offre en équipements et en mobilité pour améliorer la qualité du cadre de vie
- Axe 4 : Valoriser les activités économiques du territoire
- Axe 5 : Préserver le patrimoine naturel et bâti qui définit l'identité territoriale de Saint-Bris-le-Vineux





LE PLAN LOCAL D'URBANISME

LE RÈGLEMENT ÉCRIT ET GRAPHIQUE

communauté de l'Auxerrois

Un PLU est également composé d'un **RÈGLEMENT COMPRENANT UNE PARTIE ÉCRITE ET DES PLANS DE ZONAGE**. Leur rôle est de traduire concrètement les orientations retenues par la commune sur chaque parcelle du territoire. Ils permettent à chaque habitant de connaître les règles qui s'imposent à lui pour toute demande de travaux.



Le **PLAN DE ZONAGE** découpe le territoire de la commune en différentes zones auxquelles se rattachent des contraintes réglementaires propres. Il détermine pour chaque parcelle les possibilités et contraintes qui seront appliquées dans l'instruction des demandes de travaux. Chaque zone y est identifiée (l'Ube par exemple) qui renvoie au règlement écrit.

Ces plans peuvent également faire apparaître d'autres informations et contraintes tels que les emplacements réservés, les espaces boisés classés...

Le **RÈGLEMENT** écrit détail les contraintes imposées aux projets de construction et d'aménagement. Pour chaque zone, il comporte plusieurs parties :

- des **dispositions générales** qui vont s'appliquer à l'ensemble de la zone
- une section concernant la **destination, les usages et les natures d'activités**. Cette partie indique toutes les destinations (référéncées au code de l'urbanisme) qui sont interdites ou autorisées sous certaines conditions pour la zone.
- une section concernant les **caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères**. Ces règles indiquent les éléments d'implantation, de volumes, d'architecture, d'espaces verts... qui sont imposés dans la zone.
- une section concernant les **équipements et réseaux** qui détermine les conditions d'accès et de raccordement des projets de construction.

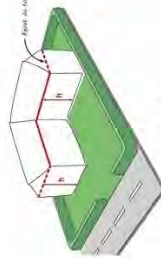


Schéma illustratif



extrait de l'Atlas du patrimoine

Enfin, le **PLU** contient également un certain nombre de **SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUES** qui s'imposent à certaines parties du territoire et peuvent aboutir des contraintes aux projets de constructions.

Ce sont par exemple les périmètres Monuments Historique, qui imposent une qualité architecturale supérieure, mais aussi des obligations ou des contraintes liées par exemple aux zones inondables, aux chemins de halage, aux réseaux de transport d'énergies...



LE PLAN LOCAL D'URBANISME

ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

communauté de l'Auxerrois

LES **ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)** sont des éléments programmatiques permettant de préciser de manière qualitative l'ambition portée par la commune, notamment exprimé au travers du PADD.

Les OAP peuvent être :

- «thématiques», elles recouvrent des questions globales telles que le développement d'un réseau cyclable ou la préservation et le développement des trames vertes et bleues (fonctionnalités écologiques).
- «sectorielles», qui définissent un certain nombre de critères d'aménagement d'un secteur ou d'un quartier

Le choix de la Commune s'est porté sur la mise en place de 3 OAP sectorielles permettant de fixer certains critères de développement dans les secteurs de Grisy, Saint-Blaise et Champs Galottes.

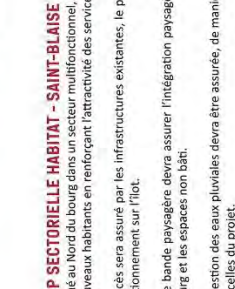


OAP SECTORIELLE HABITAT – GRISY

Située au Sud-Ouest du bourg, cette OAP a pour objectif d'assurer un aménagement à destination de logements en entrée de ville. Elle doit permettre d'assurer une desserte sécurisée de l'îlot par la création d'un accès de desserte interne et de stationnement suffisant.

Un paysagement adapté, en particulier en pourtour de l'îlot permettra d'assurer la transition entre le bourg et les espaces agricoles.

Enfin, l'OAP impose une gestion des eaux pluviales réalisée prioritairement sous forme de noue et d'un bassin paysager favorisant le traitement naturel et l'insertion paysagère des constructions.



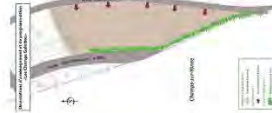
OAP SECTORIELLE HABITAT - SAINT-BLAISE

Situé au Nord du bourg dans un secteur multifonctionnel, l'objectif est de permettre l'accueil de nouveaux habitants en renforçant l'attractivité des services et équipements du bourg.

L'accès sera assuré par les infrastructures existantes, le projet devant assurer ses capacités en stationnement sur l'îlot.

Une bande paysagère devra assurer l'intégration paysagère du projet et la transition entre le bourg et les espaces non bâtis.

La gestion des eaux pluviales devra être assurée, de manière privilégiée par une gestion sur les parcelles du projet.



OAP SECTORIELLE ACTIVITÉS - CHAMPS GALOTTES

Situés en continuité de la zone d'activité existante, cette extension doit permettre un renforcement des capacités d'accueil d'entreprises sur le territoire.

Les accès devront se faire exclusivement depuis la RD362. L'orientation des façades principales devra également se faire côté RD362.

Une bande paysagère devra assurer l'intégration paysagère du projet et la transition entre les espaces bâtis et les zones naturelles et agricoles.

La gestion des eaux pluviales devra être assurée, de manière privilégiée par un traitement naturel en bassin et noue paysagères.

2. LES MOYENS D'EXPRESSION

□ Réunions publiques

Plusieurs réunions publiques ont été organisées afin de tenir informés les habitants de la commune de l'avancée de la révision du PLU de Saint-Bris-le-Vineux.

- Une réunion publique le 25 mai 2016
- Une réunion publique le 14 septembre 2016
- Une réunion publique le 25 janvier 2018
- Une réunion publique le 23 octobre 2018
- Une réunion publique le 20 septembre 2022

Ces réunions publiques permettent de structurer les temps forts de la concertation, c'est-à-dire : « comprendre », « proposer et construire » et « traduire ».

Réunion du 25 mai 2016



Saint Bris
le Vineux



Les rendez-vous
municipaux

Mercredi 25 Mai 2016 - 19h
salle des fêtes de Saint-Bris-Le-Vineux

Réunion
publique

PLU

(Plan Local d'Urbanisme)

en **succession du POS actuel**
(Plan d'Occupation des Sols)

Quelles **contraintes ?**
Quels **enjeux ?**
Quel **avenir pour Saint-Bris-le-Vineux ?**

Avec

la participation du cabinet

géostudio

La réunion sera suivie du verre de l'amitié

Pour en savoir plus voir
site web <http://plu-st-bris-le-vineux.fr/>
Application collaborative connectée

Cette première réunion publique vise à présenter aux habitants la démarche PLU, le contenu du document d'urbanisme mais aussi la démarche de concertation. L'idée est donc de permettre aux habitants de comprendre ce qu'est un PLU et de s'exprimer librement. En effet, l'objectif de la concertation est d'enrichir la réflexion et de nourrir le projet de PLU.



Saint-Bris
le-Vineux

Les rendez-vous
municipaux

Mercredi 14 Septembre 2016 - 19h
salle des fêtes de Saint-Bris-Le-Vineux

Réunion
publique

PLU
(Plan Local d'Urbanisme)

en succession du POS actuel
(Plan d'Occupation des Sols)

Avec
la participation du cabinet
géostudio

La réunion sera suivie du verre de l'amitié

Pour en savoir plus voir
site web <http://plu-st-bris-le-vineux.fr/>
Application collaborative connectée

L'objectif de cette réunion est de présenter aux habitants l'état d'avancement de la révision du PLU et de discuter de la démarche de concertation qui est portée par la municipalité.

Les habitants peuvent au cours de cette réunion s'exprimer sur les enjeux du village et débattre sur les grands principes réglementaires qui découlent du projet.



Plan Local d'Urbanisme
Réunion publique n° 3
SAINT-BRIS-LE-VINEUX (89)

ZONES DE CONSTRUCTIBILITÉS

4 grandes zones

- Urbaine : parties actuellement urbanisables
- A Urbainiser : parties vouées à être urbanisées
- Agricole : zone dédiée à l'agriculture
- Naturelle : zone protégeant les bois, forêts et espaces naturels



LES GRANDS AXES

Stabiliser une commune autour de 1 150 habitants d'ici 2030



Augmenter la population ?
Oui commune dynamique
Pas trop car territoire rural ...

Critères importants :
Des ménages de plus en plus petits (vieillessement de la population, décohabitation ...)

Accueillir de nouveaux ménages
Diminution naturelle du parc de logements...

On estime qu'il faut près de 90 logements dans les prochaines décennies pour atteindre cet objectif dans le parc existant et le logement neuf

ZONES DE CONSTRUCTIBILITÉS



Zone UA = centre ancien

Cette réunion vise à présenter l'état d'avancement du PLU et tout particulièrement les axes qui ont été retenus pour le PADD. Les différentes zones constructibles sont également présentées.



Les rendez-vous municipaux

Jeudi 25 janvier 2018 — 19h

Salle de la petite école à Bailly

Réunion publique **PLU**

(Plan Local d'Urbanisme)

en succession du POS actuel
(Plan d'Occupation des Sols)

Avec la participation du cabinet **géostudio**

La réunion sera suivie du verre de l'amitié

Pour en savoir plus voir
site web <http://plu-st-bris-le-vineux.fr/>
Application collaborative connectée

Réunion du 23 octobre 2018



Saint Bris
le Vineux

Les rendez-vous
municipaux

Mardi 23 octobre 2018 — 19h
Salle des Fêtes de Saint-Bris le Vineux

Réunion
publique **PLU**
(Plan Local d'Urbanisme)
en succession du POS actuel
(Plan d'Occupation des Sols)

Avec
la participation du cabinet
géostudio

La réunion sera suivie du verre de l'amitié

Pour en savoir plus voir
site web <http://plu-st-bris-le-vineux.fr/>
Application collaborative connectée

Cette réunion publique permet de faire un point d'une part sur l'avancement du PLU et d'autre part sur les grands enjeux du territoire.

Le plan d'ensemble du zonage de la commune est également présenté, ainsi que les spécificités de chacune des zones identifiées., qu'il s'agisse des zones urbaines ou agro-naturelles.



Réunion publique

INFORMATION
sur le Plan Local d'Urbanisme

le Mardi 20 septembre 2022

à partir de 18h30

Salle communale
à Saint-Bris-le-Vineux



03 86 53 31 79 - mairie@saint-bris-le-vineux.fr
www.saint-bris-le-vineux.fr

La communauté d'agglomération de l'auxerrois a animé une réunion publique avant l'arrêt du projet de PLU. Cette réunion visait à présenter aux habitants de Saint-Bris-le-Vineux et à toutes les autres personnes intéressées le projet de PLU et les dispositions réglementaires qui ont été décidées par les élus communaux et communautaires.

Une cinquantaine de personnes a assisté à la réunion. Cette réunion a été l'occasion pour les habitants de poser leurs questions concernant les projets communaux.

❑ « Balades PLU » dans la commune

Une balade a été organisée le 28 mai 2016, mais suite aux inondations qui ont touché la commune, celle-ci a été reportée au 17 septembre 2016.



La balade a donné lieu également à une partie en salle, avec l'organisation d'un quizz pour tester les habitants sur leur connaissance de la commune. Le but de cet atelier était de partager les données du diagnostic avec les habitants.

Saint Bris
le Vieux

Les rendez-vous
municipaux

Samedi 17 Septembre 2016 - 9h30
devant la mairie de Saint-Bris-Le-Vineux

RDV
Balade **PLU**
(Plan Local d'Urbanisme)

(re)découverte
des services
et du patrimoine

Avec
la participation du cabinet
géostudio

La réunion sera suivie du verre de l'amitié

Pour en savoir plus voir
site web <http://plu-st-bris-le-vieux.fr/>
Application collaborative connectée

❑ Registre d'expression

Depuis le début de la procédure, un cahier d'expression a été laissé à disposition des administrés afin qu'ils puissent y consigner leurs demandes, remarques, objections, sur le projet de PLU de la commune.

III. CONCLUSION

Les modalités de concertation exposées dans la délibération du conseil municipal du 2 avril 2015 ont été respectées.

IV. ANNEXE – Réponse aux remarques inscrites dans le registre d'expression

N°	Date	Nom du demandeur	Situation géographique	Objet de la demande		Réponse du bureau d'étude conseil
1	11-mai-16	Cabinet Branchu	?	Demande d'information	Souhait de constructibilité d'un hangar	Il n'est pas possible d'apporter une réponse à cette remarque compte tenu de l'absence de localisation.
2	19-mai-16	Mr et Mme CHATON	AK n°130 et 129	Constructibilité	Inscrire le terrain n°129 en zone UA et maintien le terrain n°130 en zone constructible	Seule la parcelle n°129 a été inscrite en zone UA. La parcelle n°130 est classée en zone N, pour répondre à l'objectif de ne pas entrainer la consommation d'espaces naturel et d'encourager la densification du potentiel foncier disponible dans le tissu bâti, plutôt que son extension.
3	24-mai-16	Mr TABIT Jean-Paul	ZB n°1	Energies renouvelables	Favorable au développement photovoltaïque sur la parcelle compte tenu des difficultés techniques pour une exploitation agricole	La parcelle a été classée en zone Nenr qui est destinée à recevoir les installations de production d'énergie renouvelable, notamment les centrales photovoltaïques.
4	24-juin-16	Mrs GOISOT	Le Parc	Equipements publics	Souhait d'échange avec la commune sur le projet de déménagement de l'école au lieu-dit Le Parc	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.
5	07-sept-16	Mme FERRASSE GOISOT Oriane	23 route de champs	Constructibilité	Projet de construction d'une résidence principale et d'un abri à chevaux	Ce terrain est situé en zone UB et permet donc la construction d'une résidence principale.
6a		Mr PINON Jean-Philippe	n°273 « Cote de Peillotte »	Constructibilité	Rendre constructible le terrain	Le contexte réglementaire en vigueur œuvre pour la protection des espaces agricoles, naturels et forestiers. En conséquence il n'est pas possible de donner une suite favorable à cette demande, dans la mesure où cela nuirait à la protection de l'outil agricole.

6b		Mr PINON Jean-Philippe	n°78 « La Ville »	Constructibilité	Rendre constructible le terrain	Dans un contexte de protection des biens et des personnes aux différents risques du territoire, mais également afin de préserver les milieux humides et la biodiversité, la parcelle a été classée en zone Np, qui interdit toute construction.
7		Mr QUEBRE Christian	ZJ n°228	Constructibilité	Rendre constructible l'entièreté du terrain	Le contexte réglementaire en vigueur œuvre pour la protection des espaces agricoles, naturels et forestiers. En conséquence il n'est pas possible de donner une suite favorable à cette demande, dans la mesure où cela nuirait à la protection de l'outil agricole.
8	30-mars-17	Mobil Wood	YA n°228, 229, 230, 231	Constructibilité	Faire en sorte que le PLU ne contraigne pas l'installation de l'entreprise	Les différentes parcelles ont été classées en zone UX qui est destinée à accueillir les activités économiques et artisanales sur la commune. L'entreprise Mobil Wood s'est installée sur le territoire communal au cours de la procédure de révision du PLU.
9	18-mai-17	Mr LAUMAIN Nicolas	ZI n°10	Demande d'information	Souhait de construire un hangar agricole pour le stockage des engins viticoles et des outils	Afin de préserver les terres agricoles, une zone spécifique a été créée pour permettre la construction des bâtiments nécessaires à l'activité agricole et viticole. La parcelle ZI n°10 est justement située en zone Ac ; il est donc possible d'y construire un hangar agricole.
10a	28-juil-17	Mr DESCROT Jacques	Hameau de Bailly	Proposition d'aménagement	Elargir la limite de construction à la sortie Est du hameau en direction de St Bris	Ces parcelles sont classées en zone UA et un secteur UAj a été défini à l'arrière des parcelles pour permettre l'aménagement des jardins, tout en garantissant le caractère naturel.
10b	28-juil-17	Mr DESCROT Jacques	Hameau de Bailly	Constructibilité	Autoriser les constructions dans le sens St Bris / Bailly à partir du chemin de Mazuelle	Le contexte réglementaire en vigueur œuvre pour la protection des espaces agricoles, naturels et forestiers. En conséquence il n'est pas possible de donner une suite favorable à cette demande, dans la mesure où cela nuirait à la protection de l'outil agricole.

10c	28-juil-17	Mr DESCROT Jacques	Hameau de Bailly	Constructibilité	Autoriser les constructions au-dessus de l'école, au niveau du chemin qui va au lieudit « La Chaise » et sur les bords de l'Yonne (parcelle n°130)	La législation en vigueur encourage les collectivités à privilégier l'urbanisation en densification du tissu urbain existant, plutôt qu'en extension, dans une logique de préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers. En conséquence, les parcelles qui sont situées en extension du hameau de Bailly, ne peuvent pas être rendues constructibles.
11a	13-oct-17	Association St Bris Bailly Patrimoine	-	Equipements publics	Demande de classement du parc champêtre en zone boisée protégée	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.
11b	13-oct-17	Association St Bris Bailly Patrimoine	-	Equipements publics	Demande le maintien des écoles au château et leur mise au norme	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.
12	24-nov-17	Mr CESHIN Patrick	-	Equipements publics	Opposition au transfert de l'école vers le Parc Champêtre	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.
13		Mme CHAPOTOT Céline	n°203, 9 et 8	Constructibilité	Etendre la zone UA jusqu'au chemin rural 119	La législation en vigueur encourage les collectivités à privilégier l'urbanisation en densification du tissu urbain existant, plutôt qu'en extension, dans une logique de préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers. En conséquence, les parcelles qui sont situées en extension du hameau de Bailly, ne peuvent pas être rendues constructibles.
14		Mr BERT	Le Parc	Equipements publics	Opposition au transfert de l'école vers le Parc Champêtre	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.
15	03-mai-18	Mme FRILLEY	Le Parc	Equipements publics	Opposition au transfert de l'école vers le Parc Champêtre	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.
16	03-mai-18	Mr FRILLEY	Le Parc	Equipements publics	Opposition au transfert de l'école vers le Parc Champêtre	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.

17	04-mai-18		Le Parc	Equipements publics	Classement du parc en zone boisée protégée	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.
18	05-mai-18	Mr et Mme FELIX	Le Parc	Equipements publics	Opposition au transfert de l'école vers le Parc Champêtre	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.
19	09-mai-18	Mr et Mme ROSE	Le Parc	Equipements publics	Opposition au transfert de l'école vers le Parc Champêtre	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.
20	09-mai-18	Mme RIMBAULT Josiane	Le Parc	Equipements publics	Opposition au transfert de l'école vers le Parc Champêtre	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.
21	09-mai-18	Mme ESCLAVY Noëlle	Le Parc	Equipements publics	Opposition au transfert de l'école vers le Parc Champêtre	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.
22	28-juin-18		Le Parc	Equipements publics	Opposition au transfert de l'école vers le Parc Champêtre	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.
23	28-juin-18	Mme BAHR Jacqueline	Le Parc	Equipements publics	Opposition au transfert de l'école vers le Parc Champêtre	Remarque qui n'est plus en lien avec le projet de PLU compte tenu de ses évolutions au fil de la procédure.
24	03-août-18	Mr GOISOT Gilles	AC n°179	Constructibilité	Rendre constructible le terrain	Afin de préserver les terres agricoles, une zone spécifique a été créée pour permettre la construction des bâtiments nécessaires à l'activité agricole et viticole. La parcelle n°179 a été classée au sein de la zone Ac, où seules les constructions liées et nécessaires à l'activité agricole sont possibles.
25	20-nov-18	Mr SORIN Christian	AD n°41	Constructibilité	Maintenir le terrain en zone UA (et non en UE)	Un secteur spécifique a été délimité pour accueillir les équipements publics au sein de la commune. Compte tenu de la présence d'équipements sportifs notamment à proximité, la parcelle n°41 a été inscrite en zone UE afin de pouvoir accueillir des constructions et installations répondant à un équipement collectif ou un service public. L'accueil de ces constructions et

						installations est nécessaire pour permettre la réalisation du projet défini par les élus (PADD).
26a	31-oct-18	Mr MILLOT Michel	n°158	Circulation	Ne pas inclure la parcelle dans le projet de passage piétons le long des anciens murs de fortification du village	Difficulté de localisation de la parcelle.
26b	31-oct-18	Mr MILLOT Michel	n°159	Constructibilité	Classer en zone jardin la partie sud de la parcelle pour masquer le bâtiment agricole	Difficulté de localisation de la parcelle.
26c	31-oct-18	Mr MILLOT Michel		Circulation	Permettre une réouverture du passage piéton entre les parcelles n°152 et 147	Difficulté de localisation de la parcelle.
26d	31-oct-18	Mr MILLOT Michel	n°159	Demande d'information	A quoi correspond le trait rouge dans la parcelle	Difficulté de localisation de la parcelle.
27	09-juil-21	Mr BERSAN Jean-Pierre	AC n°157	Réseaux	Etablir une convention avec la SDEY pour permettre le raccordement au réseau d'électricité de la parcelle afin la rendre constructible	Afin de préserver les terres agricoles, une zone spécifique a été créée pour permettre la construction des bâtiments nécessaires à l' activité agricole et viticole . La parcelle a été classée au sein de la zone Ac, où seules les constructions liées et nécessaires à l'activité agricole sont possibles.
28	08-oct-21	Mr PETITJEAN Romaric	Zone AU St Blaise	Constructibilité	Opposition au projet de zone AU à Saint Blaise compte tenu de la proximité avec les hangars agricoles	Le choix de cette zone pour accueillir de nouvelles habitations à Saint-Bris-le-Vineux est le fruit d'un travail de réflexion par les élus : en effet, les réseaux passent à proximité et des constructions sont présentes à proximité également.

[Pour retourner à la délibération, cliquez ici](#)

Délibération n° 40/2022

Délibérations du 30 août 2022
Conseil Municipal

Date de la convocation : 25 août 2022

Date d'affichage : 25 août 2022

Le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Christophe BONNEFOND, Maire

Présents : 14
Absents : 5
Votants :
14+1

Présents : Christophe BONNEFOND - Denis GABRIELLE - Maryline CHAMEROY - Alvaro DE CARVALHO - Christelle DUMAY MORIZOT - Laurent CHATEAU - Jean-Claude DUVAL - Luc FAUSSEY - Lauriane GABRIELLE - Marie-Thérèse HUGOT-GONZALEZ - Bernadette JAY - Cécile JOUBERT-VITELLIUS - Philippe MAILLET - Aurore RAMOS

Absents : Marie-Claude AUGÉ - Yohan DEVILLERS - Myriam HAUK - Jean-Pierre VAURY - Jean-Yves VIOUX

Procuration : Jean-Pierre VAURY à Christophe BONNEFOND

Secrétaire de séance : Lauriane GABRIELLE

Objet de la délibération : DEMANDE D'INSTITUTION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN RENFORCÉ SUR LE TERRITOIRE DE VENOY A LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

En application de la loi ALUR du 24 mars 2014, depuis 2017, les Communautés de Communes et les Communautés d'Agglomération sont compétentes de plein droit en matière de PLU et, donc, de DPU. Ainsi, il appartient à l'EPCI compétent de délibérer pour instituer le DPU (simple comme renforcé), en modifier le périmètre ou le supprimer.

Le droit de préemption urbain offre la possibilité à une collectivité publique, dans un périmètre prédéfini, de se substituer à l'acquéreur éventuel d'un bien immobilier mis en vente, pour réaliser une opération d'aménagement.

Toutefois, en vertu de l'article L 211-4 du Code de l'Urbanisme les biens suivants sont exclus du champ d'application du DPU :

- Les aliénations de lots (locaux d'habitation, professionnels ou mixtes) dans un immeuble soumis au statut de la copropriété ;
- les cessions de parts de certaines sociétés (sociétés d'attribution et sociétés coopératives de construction) qui donnent droit à l'attribution d'un local d'habitation, professionnel ou mixte ;
- les cessions d'immeubles construits depuis moins de 4 ans.

C'est pourquoi, par délibération motivée, l'EPCI peut décider de renforcer le DPU sur tout ou partie du territoire soumis à ce droit, ce qui a pour effet d'appliquer ce droit de

préemption aux aliénations et cessions mentionnées à l'article L211-4 du code de l'urbanisme.

Considérant que l'instauration du droit de préemption renforcé permettra sur la commune de VENOY de mener à bien la politique en considération de l'intérêt général de ses habitants à savoir : mettre en œuvre une politique locale de l'habitat, organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, réaliser des équipements collectifs, lutter contre l'insalubrité, permettre la restructuration urbaine, sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine et les espaces naturels,

Considérant que, pour les motivations suivantes :



- Mise en œuvre d'une politique d'habitat pour la diversification de l'offre de logement,
- Mise en œuvre d'une politique d'offre de terrain pour l'activité locale,
- Mise en œuvre d'une politique de développement des équipements nécessaires à la population,

Il est proposé au Conseil Municipal de demander à la Communauté de l'Auxerrois, compétente en la matière, d'instituer un droit de préemption urbain renforcé sur les secteurs du territoire communal UA, UB, UX, 1AU, UE et 2AUy, toutes les zones du PLU concernées de façon totale ou partielle par un emplacement réservé ou une orientation d'aménagement ou de programmation, ainsi que les rues en indivision dont la commune n'est pas totalement propriétaire, au profit de la commune de VENOY, lui permettant de mener à bien sa politique foncière ;

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- Décide de demander à la Communauté de l'Auxerrois d'instituer le droit de préemption urbain « renforcé » en application de l'article L211-4 du code de l'urbanisme sur les zones UA, UB, UX, 1AU, UE et 2AUy, telles que figurant sur le PLU de la commune de VENOY, compte tenu des circonstances particulières décrites dans l'exposé ci-dessus et pour permettre la réalisation des objectifs définis,
- D'autoriser le Maire ou son représentant à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

Pour copie conforme,
Le Maire,



Christophe BONNEFOND



AIDE_LOYERS

Soutien financier à l'implantation de commerces de proximité

INTRODUCTION

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015 impose aux régions l'élaboration d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) qui définit les orientations en matière d'aides aux entreprises, de soutien à l'internationalisation et d'aides à l'investissement immobilier et à l'innovation des entreprises, ainsi que les orientations relatives à l'attractivité du territoire régional.

Les actes des collectivités territoriales et de leurs groupements en matière d'aides aux entreprises doivent être compatibles avec le SRDEII Bourgogne-Franche-Comté 2017-2021.

Ce dernier propose une nouvelle donne pour l'économie et l'emploi, en déterminant plusieurs enjeux majeurs que sont l'internationalisation, l'innovation, le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS), l'entrepreneuriat, la transition énergétique et écologique, l'attractivité du territoire, l'intelligence collaborative, l'ingénierie de financement, l'agriculture et la filière forêt-bois, le tourisme, les compétences, la responsabilité sociétale des entreprises, l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et l'aménagement économique des territoires.

L'ambition de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois par l'intermédiaire du plan d'intervention détaillé ci-après est de dynamiser le commerce et l'artisanat en centres-villes et centres-bourg.

Ce plan est composé de 3 aides distinctes :

- Soutien financier à l'implantation de commerces de proximité (Aide_Loyers)
- Soutien financier aux associations de commerçants (Aide_Animations)
- Soutien financier à la rénovation des locaux commerciaux de centre-ville (Aide_Travaux)

ARTICLE 1 / OBJECTIF

L'objectif de ce dispositif est de favoriser l'implantation commerciale visant à revitaliser les centres-villes ou centres-bourgs. L'agglomération contribue à la réussite des nouveaux projets de commerce en sécurisant le porteur dans sa démarche en lui apportant une aide financière.

ARTICLE 2 / PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Cette aide financière s'applique sur l'ensemble des 29 communes de l'agglomération Auxerroise et s'adresse au porteur de projet qui a la volonté d'implanter son point de vente en centre-ville ou centre-bourg.

Liste des communes de l'intercommunalité : Appoigny, Augy, Auxerre, Bleigny le Carreau, Branches, Champs sur Yonne, Charbuy, Chevannes, Chitry, Coulanges la Vineuse, Escamps, Escolives Sainte Camille, Gurgy, Gy l'Evêque, Irancy, Jussy, Lindry, Monéteau, Montigny la Resle, Perrigny, Quenne, Saint Bris le Vineux, Saint Georges sur Baulche, Vallan, Venoy, Villefargeau, Villeneuve Saint Salves, Vincelles, Vincelottes.

ARTICLE 3 / ÉLIGIBILITÉ

Pour être éligible, le porteur devra présenter (critères cumulatifs) :

- Un projet d'expérimentation d'un nouveau point de vente¹ ouvert depuis moins de 3 mois (date de signature du bail commercial)
- Être inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés ou au Répertoire des Métiers,
- Mettre en place des actions en faveur de la préservation de l'environnement

Ce soutien financier n'est pas cumulable avec les autres aides mises en place dans le plan d'intervention.

ARTICLE 4 / MODALITÉS FINANCIÈRES

Le montant et la durée de l'aide accordée seront définis par l'analyse du projet selon les critères énoncés dans l'annexe 1.

Dépenses éligibles : le loyer de la boutique

Taux d'intervention : 50 à 70 % du loyer

Montant : Le montant de l'aide octroyée est plafonné à 500 € HT/mois

Durée : 6 mois renouvelable 1 fois (maximum 12 mois)

ARTICLE 5 / CONSTITUTION DU DOSSIER

Le candidat doit constituer un dossier de candidature comportant les pièces suivantes :

- Lettre de motivation présentant l'expérience et le projet de l'entreprise
- Business Plan
- Attestation sur l'honneur de la capacité du porteur de projet à financer 70 % du loyer HT mensuel de son point de vente
- L'extrait d'immatriculation au répertoire des métiers (RM) ou au registre du commerce et des sociétés (RCS) datant de moins de 3 mois
- IBAN et BIC du commerçant locataire
- Le présent règlement de l'aide daté et signé portant la mention « lu et approuvé »

¹ Un point de vente est un établissement de vente au détail avec un espace dédié dans le local d'accueil classé en ERP. Il doit accueillir la clientèle et disposer d'une vitrine

ARTICLE 6 / PROCÉDURE D'INSTRUCTION DU DOSSIER

a. Lorsque le dossier est complet, il est à transmettre à la :

Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Direction du Développement Économique
6 bis Place du Maréchal Leclerc
89000 AUXERRE

b. Le dossier sera instruit en **comité de sélection**, il sera composé d'acteurs locaux, tels que la Communauté de l'Auxerrois, la Commune sur laquelle le commerce ouvre, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Yonne, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, OAH, BGE ...

Le comité de sélection formule un **avis simple** sur l'éligibilité potentielle du projet vis-à-vis de l'aide sollicitée.

Le Comité de sélection s'engage au respect de la confidentialité des informations communiquées et des échanges tenus en réunions. Les données collectées à l'occasion de ces demandes feront l'objet d'un traitement conformément au règlement général sur la protection des données personnelles.

c. Le montant de l'aide sera arrêté par décision du Bureau Communautaire, dans le respect de l'enveloppe annuelle consacrée au règlement d'intervention par le Conseil communautaire, dans le cadre du Budget Primitif voté chaque année.

d. Après délibération du conseil communautaire, le commerçant reçoit par courrier ou mail la notification de la décision.

ARTICLE 7 / MODALITÉS DE VERSEMENT

Dans le cas où la demande de subvention reçoit un avis favorable, le versement de l'aide est effectué mensuellement au commerçant locataire pour une durée initiale de 6 mois sur présentation des quittances de loyer.

ARTICLE 8 / ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE

Dans un objectif de respect des principes de transparence d'octroi de fonds publics et de valorisation de la collectivité, le bénéficiaire de subvention a l'obligation de mettre en évidence le concours financier de l'agglomération, notamment par l'apposition de la vitrophanie fournie, sur la vitrine du magasin durant 6 mois. En l'absence de respect d'une telle obligation, l'Agglomération de l'Auxerrois se réserve le droit d'annuler le versement de la subvention ou d'en exiger son reversement.

ARTICLE 9 / MODIFICATIONS

La Communauté de l'Auxerrois se réserve le droit de modifier, à tout moment, le règlement d'attribution.

ARTICLE 10 / DATE D'EFFET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement entre en vigueur dès que la délibération afférente aura acquis son caractère exécutoire.

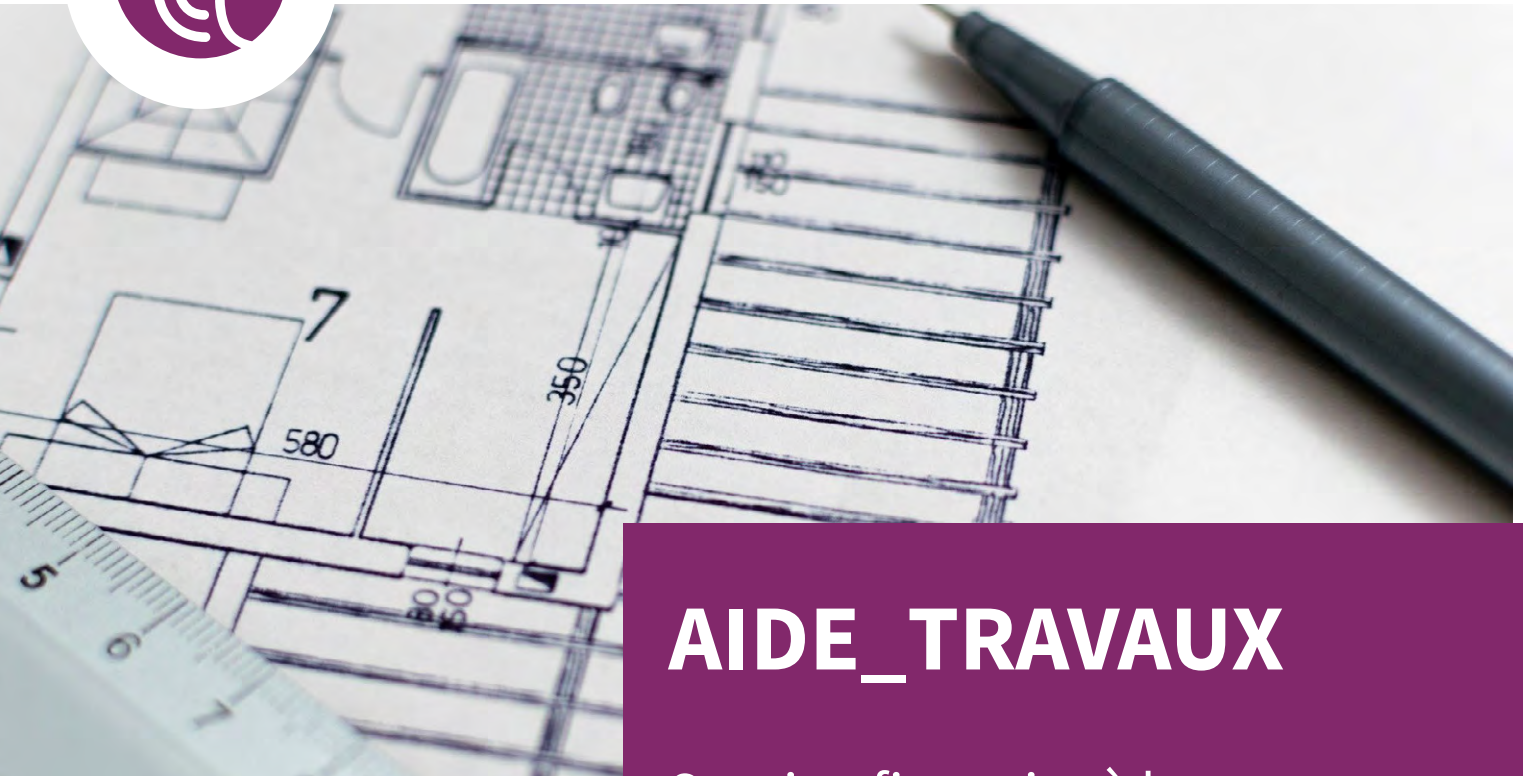
Date :

Mention « Lu et approuvé » :

Signature de l'entrepreneur :

ANNEXE 1 / GRILLE D'ÉVALUATION

Critères	Objectifs	Critères d'évaluation	Barème	Score
Viabilité financière	Favoriser des projets pérennes et éviter un mauvais fléchage des fonds publics	Mise à disposition des données comptables, documents justificatifs (RCS/RM, INSEE ...) et du business plan	3	
Profil du porteur de projet	Favoriser les entrepreneurs investi(e)s dans le territoire	Lettre de motivation et CV (expérience dans le commerce ou dans l'entrepreneuriat) Accompagnement par une structure (BGE, CCI ...) Adéquation projet et candidat	4	
Impact en terme d'emploi et d'implication dans la dynamique locale	Optimiser le ratio montant d'aides publiques/emplois créés	EMPLOI : Nombre d'emploi envisagés (type : CDD, CDI, intérim) Rapport du montant de l'aide demandé par le porteur de projet au nombre d'emplois envisagés	1	
	Adéquation projet/lieu	Implication dans une association en lien avec l'activité	1	
Stratégie commerciale et marketing	Conforter la cohérence et l'équilibre de la stratégie commerciale	MARKETING DIGITAL : Mise en place d'une stratégie marketing : présence sur Google My Business, sur les réseaux sociaux, création d'un site Internet incluant le référencement	3	
		CONCEPT : Innovant / ambiance intérieure de la boutique et qualité de la vitrine Diversification de l'offre existante (Nombre de code NAF identiques – Coeur de ville / Centre bourg) Activité cœur de cible de la CA : artisanat, art, culture, patrimoine, gastronomie	4	
		STRATÉGIE COMMERCIALE : Le commerce va-t-il attirer de nouveaux clients dans le centre-ville ? Exercer son activité au minimum cinq jours par semaine avec une amplitude horaire suffisante	2	
Eco-conditionnalité	Diminuer l'impact environnemental des activités économiques du territoire	Mise en place d'actions en faveur de la préservation de l'environnement	2	
			20	



AIDE_TRAVAUX

Soutien financier à la rénovation des locaux commerciaux de centres-villes

INTRODUCTION

La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015 impose aux régions l'élaboration d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) qui définit les orientations en matière d'aides aux entreprises, de soutien à l'internationalisation et d'aides à l'investissement immobilier et à l'innovation des entreprises, ainsi que les orientations relatives à l'attractivité du territoire régional.

Les actes des collectivités territoriales et de leurs groupements en matière d'aides aux entreprises doivent être compatibles avec le SRDEII Bourgogne-Franche-Comté 2017-2021.

Ce dernier propose une nouvelle donne pour l'économie et l'emploi, en déterminant plusieurs enjeux majeurs que sont l'internationalisation, l'innovation, le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS), l'entrepreneuriat, la transition énergétique et écologique, l'attractivité du territoire, l'intelligence collaborative, l'ingénierie de financement, l'agriculture et la filière forêt-bois, le tourisme, les compétences, la responsabilité sociétale des entreprises, l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et l'aménagement économique des territoires.

L'ambition de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois par l'intermédiaire du plan d'intervention détaillé ci-après est de dynamiser le commerce et l'artisanat en centres-villes et centres-bourg.

Ce plan est composé de 3 aides distinctes :

- Soutien financier à l'implantation de commerces de proximité (Aide_Loyers)
- Soutien financier aux associations de commerçants (Aide_Animations)
- Soutien financier à la rénovation des locaux commerciaux de centre-ville (Aide_Travaux)

ARTICLE 1 / OBJECTIF

L'objectif de ce dispositif est de favoriser l'implantation commerciale visant à revitaliser les centres-villes ou centres-bourgs. L'agglomération accompagne les commerçants qui développent ou créent leur point de vente en leur apportant une aide financière sur leur investissement (dépenses éligibles en article 4).

ARTICLE 2 / PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Cette aide financière s'applique sur l'ensemble des 29 communes de l'agglomération Auxerroise. Elle s'adresse au porteur de projet et au commerçant dont le point de vente¹ est, ou sera, implanté en centre-ville ou centre-bourg.

Liste des communes de l'intercommunalité : Appoigny, Augy, Auxerre, Bleigny le Carreau, Branches, Champs sur Yonne, Charbuy, Chevannes, Chitry, Coulanges la Vineuse, Escamps, Escolives Sainte Camille, Gurgy, Gy l'Evêque, Irancy, Jussy, Lindry, Monéteau, Montigny la Resle, Perrigny, Quenne, Saint Bris le Vineux, Saint Georges sur Baulche, Vallan, Venoy, Villefargeau, Villeneuve Saint Salves, Vincelles, Vincelottes.

ARTICLE 3 / ÉLIGIBILITÉ

Les bénéficiaires de ce dispositif doivent remplir les conditions ci-dessous :

- Être inscrit au Registre du Commerce et des Sociétés ou au Répertoire des Métiers,
- Avoir une situation économique et financière saine, et être à jour de leurs charges fiscales et de leurs cotisations sociales,
- Être en conformité avec la réglementation en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite ou a entrepris les démarches nécessaires, ou bien vise précisément à l'être à travers le projet d'investissement présenté,
- Accueillir une clientèle composée majoritairement de particuliers,

Conditions non cumulatives :

- Projet d'aménagement pour la création d'un commerce
- Projet d'aménagement pour la reprise d'un local commercial existant
- Projet d'aménagement pour la transformation profonde d'un commerce existant

Ne sont pas éligibles :

- Les activités libérales (cabinets d'infirmiers, spécialistes, ...)
- Les activités d'hôtellerie (indépendante, collective, de plein air, hybride)²
- Les propriétaires n'exploitant pas le local pour une activité inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés ou au Répertoire des Métiers

Important : Le commerçant devra avoir sollicité et obtenu les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation du projet auprès des services de la ville. Le projet devra avoir été réalisé conformément aux règles d'urbanisme en vigueur.

ARTICLE 4 / MODALITÉS FINANCIÈRES

Les dépenses éligibles sont :

- La rénovation des vitrines du local (façade, vitrine ou verre blindé, enseigne, travaux d'éclairage extérieur, store, frais de maîtrise d'œuvre)

¹ Un point de vente est un établissement de vente au détail avec un espace dédié dans le local d'accueil classé en ERP. Il doit accueillir la clientèle et disposer d'une vitrine.

² Un dispositif régional d'aides aux hébergements touristiques existe.

- Les équipements destinés à assurer la sécurité du local (caméra, rideau métallique, plafond coupe feu)
- Les équipements destinés à la mise en accessibilité du local

Taux d'intervention : 20 % du montant des travaux

Montant : l'aide octroyée est plafonnée à 5 000 € maximum

Le montant de l'aide accordée sera défini par l'analyse du projet selon les critères énoncés dans l'annexe 1.

Les travaux devront être réalisés par des entreprises ou des artisans du bâtiment, conformément aux caractéristiques architecturales locales, et lorsque le périmètre l'exige, avec les Architectes des Bâtiments de France.

ARTICLE 5 / CONSTITUTION DU DOSSIER

Liste des pièces à produire pour la constitution d'un dossier de demande de subvention :

- CV
- Courrier de motivation présentant le projet de l'entreprise et de l'investissement signé et adressé au Président de la Communauté de l'Auxerrois
- Extrait d'immatriculation au Répertoire des Métiers ou au Registre du commerce et des sociétés de l'entreprise
- RIB
- Attestation vigilance de l'URSAFF
- Devis des travaux
- Business plan

ARTICLE 6 / PROCÉDURE D'INSTRUCTION DU DOSSIER

a. Lorsque le dossier est complet, il est à transmettre à la :

Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Direction du Développement Économique

6 bis Place du Maréchal Leclerc

89000 AUXERRE

b. Le dossier sera instruit en **comité de sélection** selon les critères et barèmes indiqués en **Annexe 1**.

Ce comité est composé d'acteurs locaux, tels que : la Communauté de l'Auxerrois, la Commune sur laquelle les travaux seront réalisés, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Yonne, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, OAH, BGE ...

Le comité de sélection formule un **avis simple** sur l'éligibilité potentielle du projet vis-à-vis de l'aide sollicitée.

Le Comité de sélection s'engage au respect de la confidentialité des informations communiquées et des échanges tenus en réunions. Les données collectées à l'occasion de ces demandes feront l'objet d'un traitement conformément au règlement général sur la protection des données personnelles.

c. Le montant de l'aide sera arrêté par décision du Bureau Communautaire, dans le respect de l'enveloppe annuelle consacrée au règlement d'intervention par le Conseil communautaire, dans le cadre du Budget Primitif voté chaque année.

d. Après délibération du conseil communautaire, le commerçant reçoit par courrier ou mail la notification de la décision.

e. Lorsque les travaux sont terminés et que les factures sont acquittées en faire part au référent commerce.

ARTICLE 7 / MODALITÉS DE VERSEMENT

Dans le cas où la demande de subvention reçoit un avis favorable, elle sera versée en un seul versement, après exécution totale des travaux, sur présentation de :

- Une lettre de demande de versement de la subvention ;
- Un état récapitulatif daté et signé des dépenses hors taxes ;
- Des factures acquittées correspondantes ;
- Une présentation visuelle sera demandée pour apprécier les travaux engagés (avant/après travaux)

ARTICLE 8 / ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE

Dans un objectif de respect des principes de transparence d'octroi de fonds publics et de valorisation de la collectivité, le bénéficiaire de subvention a l'obligation de mettre en évidence le concours financier de l'agglomération, notamment par l'apposition de la vitrophanie fournie, sur la vitrine du magasin durant 6 mois. En l'absence de respect d'une telle obligation, l'Agglomération de l'Auxerrois se réserve le droit d'annuler le versement de la subvention ou d'en exiger son reversement.

ARTICLE 9 / DÉLAIS DE RÉALISATION

Les bénéficiaires disposent d'un délai de 6 mois pour engager les travaux ou investissements, et de 2 ans pour les achever. Passé ce délai, la subvention sera purement et simplement annulée.

ARTICLE 10 / MODIFICATIONS

La Communauté de l'Auxerrois se réserve le droit de modifier, à tout moment, le règlement d'attribution.

ARTICLE 11 / DATE D'EFFET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement entre en vigueur dès que la délibération afférente aura acquis son caractère exécutoire.

Date :

Mention « Lu et approuvé » :

Signature de l'entrepreneur :

ANNEXE 1 / GRILLE D'ÉVALUATION

Critères	Objectifs	Critères d'évaluation	Barème	Score
Entreprise	Favoriser des projets pérennes et éviter un mauvais fléchages des fonds publics	Évaluation des données comptable et/ou du business plan	2	
Profil du candidat	Favoriser les entrepreneur(e)s investi(e)s dans le territoire	Motivations du candidat dont son expérience du commerce et/ou de l'entrepreneuriat (Lettre de motivation + CV)	4	
		Accompagnement par une maîtrise d'oeuvre	1	
		Production des documents d'urbanisme	1	
Projet	Favoriser l'adéquation projet/ lieu	Évaluation de la plus-value du projet pour le centre-ville	4	
	Diminuer l'impact environnemental des activités économiques du territoire	Mise en place d'action en faveur de la préservation de l'environnement	4	
Stratégie marketing digital	Mettre en place des outils numériques contribuant à développer et valoriser l'activité	Mise en place d'une stratégie marketing : présence sur Google My Business, sur les réseaux sociaux, création d'un site internet	4	
			20	

AVENANT à la Convention cadre signée le 30/06/2003

entre la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois
et la Safer Bourgogne Franche-Comté

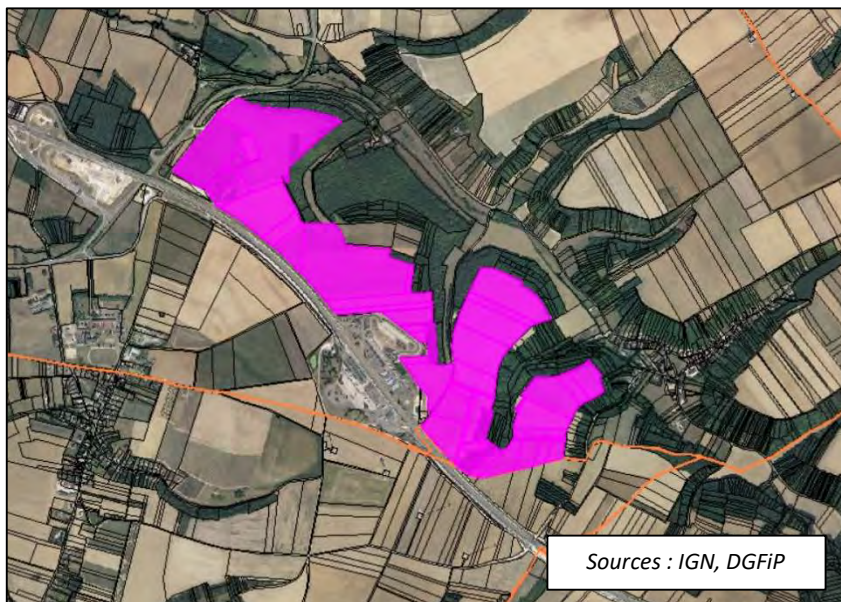
OBJET DU PRESENT AVENANT :

Le présent avenant est rédigé afin de mettre en compatibilité la convention cadre avec les évolutions des besoins de maîtrise foncière pour la zone d'activités des Mignottes à Auxerre, la zone d'activités de Venoy et le projet de développement de la station d'épuration d'APPOIGNY.

Complément de l'ARTICLE 2 : Modalités et limites d'intervention

Un mandat de négociation des transactions immobilières est confié par la Collectivité à la Safer et il porte sur les parcelles situées sur le périmètre suivant :

Une priorité sera donnée aux parcelles cadastrées section ZS 6, ZS 7, ZS 8, ZS 9 et ZS 19 commune de VENOY.



Les frais en cours pour cette mission sont pris en charge par la Collectivité pour un montant forfaitaire de 9 366 € HT (+ TVA) payable sur présentation d'une facture établie après remise du rapport.

La prestation se décompose comme suit :

Contenu	Valeur unitaire	Nombre	Soit un total en Euros
Travail préparatoire, visite de terrain, identification des exploitants agricoles concernés, veille foncière	673 € HT / journée	2	1 346
	678 € HT / journée	0.5	339
Rencontres exploitants	200 € HT	12*	2 400
Enquêtes propriétaires	50 € HT	31*	1 550
Analyse des entretiens, suivi Réalisation de supports cartographiques Bilan et rédaction du rapport	673 € HT / journée	4	2 692
	678 € HT / journée	0.5	339
Réunion de restitution	350 € HT	2	700
Sous-total HT			9 366.00 €
TOTAL TTC (TVA à 20 %)			11 239.20 €

* chiffres issu d'une analyse sommaire du périmètre, donnés à titre indicatif pour dimensionner la mission de la SAFER

Les modalités de rémunération de la Safer dans le cadre des négociations foncières restent celles de la convention cadre.

Les autres articles de la convention non expressément modifiés demeurent inchangés.

Fait en deux exemplaires originaux

A SAINT-APOLLINAIRE

Le

Pour la SAFER
Philippe de SEGONZAC
Directeur Général Délégué

A

Le

Pour la Collectivité
Crescent MARAULT
Président



Convention financière relative au reversement partiel de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçues sur les zones d'activités économiques par les communes

Entre

la commune de xxxx, représentée par xxxxxxxx, xxxxxxxx autorisé par délibération en date du xx/xx/xxxx

et la Communauté de l'Auxerrois, représentée par son Président, Monsieur Crescent Marault autorisé par délibération en date du xx/xx/xxxx,

Préambule :

- Vu l'article L5216-5 du Code Général des Collectivités territoriales qui dispose que : « *La communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; ...* »

- Vu l'article 29 de la Loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale modifié par la LOI n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 qui dernier précise que : « *Lorsqu'un groupement de communes ou un syndicat mixte crée ou gère une zone d'activités économiques, tout ou partie de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties acquittée par les entreprises implantées sur cette zone d'activités peut être affecté au groupement ou au syndicat mixte par délibérations concordantes de l'organe de gestion du groupement ou du syndicat mixte et de la ou des communes sur le territoire desquelles est installée la zone d'activités économiques.* »,

La Communauté de l'Auxerrois a la compétence exclusive pour la création, l'aménagement, l'entretien et gestion de zones d'activité et à ce titre, elle s'est engagée dans une politique de développement de son offre foncière économique au travers de l'aménagement de parc d'activités. Ces opérations d'aménagement nécessitent des investissements lourds de la part la collectivité.

Si la Loi a confié la compétence exclusive des zones à l'intercommunalité et donc les charges qui en découlent, pour autant l'affectation du produit de fiscalité collecté sur celles-ci n'a pas été modifié. La taxe foncière sur les propriétés bâties est perçue par la commune d'implantation de l'entreprise.

Dans un souci d'équité financière, il est proposé de mettre en place un mécanisme de reversement partiel de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les créations et extensions de zones d'activités de compétence communautaire. Cela permettra un retour de la fiscalité sur les ZAE gérées par la Communauté de l'auxerrois.

Ainsi, il est proposé aux communes membres de reverser 70% de la taxe foncière sur les propriétés bâties qui sera collectée à compter du 01/01/2022 sur le périmètre afférent aux zones d'activités économique d'AuxRparc, Ecopôle Venoy et H2 des Mignottes et aux créations et extensions de zones d'activités de compétence et d'investissement communautaire comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Il est précisé que pour les zones mentionnées ci-dessous, les communes conservent la totalité du produit de taxe foncière sur les propriétés bâties pour le périmètre des zones existantes lors du transfert de la compétence au 01/01/2019 (date du transfert effectif de la compétence).

Commune d'implantation	ZAE
Appoigny	Les ruelles
Augy	ZA Petits fleur boudin
Auxerre	Les clairions
	Les pieds de rats
	Plaine de l'Yonne
	Pépinières d'entreprises
	Les champoulains
	Les isles - Sud
Champs s/ Yonne	Champs sur Yonne
Escolives Ste Camille	ZI les Grenouilles
Gurgy	Zone artisanale village
Lindry	ZA de la Cave
Monéteau	Parc de la chapelle
	Les terres du canada
	Les macherins
	Les ilses - Nord
Perrigny	Les bréandes
Saint Bris le Vineux	Saint Bris le Vineux
Saint Georges	Les champs casselins
Venoy	ZA Soleil Levant
Vincelles	ZI Saint Jean

- Vu les statuts de la Communauté de l'Auxerrois et en particulier l'article 6.I.1 Développement économique,

- Considérant la liste des zones d'activités de compétence communautaire

il a été convenu ce qui suit,

Article 1 – Objet

La présente convention porte sur le reversement partiel du produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue par la commune de xxxx sur le périmètre défini à l'article 2 de la présente convention au profit de la Communauté de l'Auxerrois,

Article 2 – Champs d'application

Le champ d'application de la présente convention porte sur les parcelles situées sur le périmètre xxxxx (formulation à adapter par chaque commune pour ce qui la concerne suivant préambule), pour toute nouvelle construction ou extension d'établissement ayant une existence fiscale à compter ou postérieure au 1^{er} janvier 2022.

Article 3 – Modalités de répartition

3.1. Annualité et recensement

Chaque année, le reversement au profit de la Communauté de l'Auxerrois sera établi sur la base du produit de taxe foncière sur les propriétés bâties encaissé par la commune sur le périmètre défini à l'article 2 au cours de l'exercice concerné.

Ainsi, le reversement sera effectué sur les montants de taxe foncière sur les propriétés bâties perçus par la commune à partir du 1^{er} janvier 2022.

3.2. Modalités de calcul

Le montant du reversement au profit de la Communauté de l'Auxerrois au titre de l'année en cause s'effectue à hauteur de 70% des sommes perçues par la commune comme suit :

(Bases taxables de l'année N assujetties à la TFPB communale et objet de la convention de reversement) x (Taux communal de TFPB applicable sur la ZAE de la commune d'assiette) x 70%.

3.3. Paiement

Les versements seront établis sur une base annuelle et feront l'objet de titre de recettes émis par la Communauté de l'Auxerrois comme suit :

- Un titre de recettes sera établi au 1^{er} semestre de l'année N+1 sur la base des données fiscales définitives de l'année N.

3.4. Inscriptions budgétaires

Les reversements de taxe foncière sur les propriétés bâties seront imputés en section de fonctionnement, à l'article 739113 chapitre 014 en dépenses pour la commune, et à l'article 7328 chapitre 73 en recettes pour la Communauté d'agglomération. L'imputation suivra les modifications éventuelles de la nomenclature comptable M14 puis M57.

Article 4 – Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant accepté par les parties.

Article 5 – Durée de la convention

La présente convention s'applique jusqu'au 31/12/2026 puis sera renouvelée par tacite reconduction par période de 6 ans.

Article 6- litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente Convention avant de saisir le tribunal administratif de Dijon.

Article 7 – Annexes

- Annexe 1 : - plan de formulation à adapter par chaque commune pour ce qui la concerne suivant préambule.

Fait à xxxx, le xxxxxxxxx
Pour la commune xxxxx,
Le Maire xxxxxxx,
x xxxxxxxxxxxxx

Pour la Communauté de l'Auxerrois
Le Président
Monsieur Crescent Marault

Convention de gestion 2022

Proposition sur le régime financier :

--> reprise en directe des contrats d'électricité par l'agglomération (avec remboursement des factures déjà payées par les communes sur 2022) et gestion en direct de l'entretien de l'éclairage

--> **Montant à verser aux communes = [Montant évalué lors du transfert – consommation électrique / entretien des éclairages publics] * taux d'inflation cumulée depuis le transfert effectif en 2019**

Projection

Type de gestion	Montant actualisé de la convention					Patrimoine complémentaire à intégrer / post-transfert	proposition convention
	Montants évalués	Consommation énergétique + entretien	Reste à charge	Inflation cumulée 2019/2022 estimée	Reste à charge actualisé pour convention Montant provisoire		
Appoigny	Régie CA : Prestation de service	10 145,00 €		10 145,00 €		- €	
Augy	Convention de gestion	1 406,00 €	- 155,60 €	1 250,40 €			1 359,18 €
Auxerre	Régie CA	126 181,00 €		126 181,00 €			
Champs s/ Y	Convention de gestion	1 249,00 €	- 363,10 €	885,90 €			962,97 €
Escolives Ste C	Convention de gestion	1 297,00 €	- 259,40 €	1 037,60 €			1 127,87 €
Gurgy	Convention de gestion	1 611,00 €	- 259,40 €	1 351,60 €			1 469,19 €
Lindry	Convention de gestion	284,00 €	- 103,70 €	180,30 €	8,7%		195,99 €
Monéteau	Convention de gestion	71 343,00 €	- 10 529,50 €	60 813,50 €		3 740,00 €	69 844,27 €
Perrigny	Régie CA : Prestation de service	7 962,00 €		7 962,00 €			
Saint Bris le V	Convention de gestion	719,00 €	- €	719,00 €			781,55 €
Saint Georges	Convention de gestion	2 753,00 €	- 622,40 €	2 130,60 €			2 315,96 €
Venoy	Régie CA : Prestation de service	1 421,00 €		1 421,00 €			
Vincelles	Convention de gestion	3 545,00 €	- 363,10 €	3 181,90 €			3 458,73 €
TOTAL		229 916,00 €	- 12 656,20 €	217 259,80 €		3 740,00 €	81 515,72 €

Inflation 2022 estimée **5,50%**
 Inflation 2021 1,60%
 Inflation 2020 0,50%
 Inflation 2019 1,10%

Taux cumulé estimée

8,7%



**Convention fixant les modalités d'entretien des zones d'activités
économiques de la Communauté de l'Auxerrois
du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Communauté de l'Auxerrois, 6 bis Place du Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 AUXERRE Cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

ET

La commune d'Augy, 3 Rue Paul Vissé, 89290 AUGY, représentée par son maire, Monsieur Nicolas BRIOLLAND,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Compétence

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) prescrit de nouvelles compétences obligatoires pour les communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017. Dans ce cadre, la compétence « développement économique » est redéfinie.

L'article L5216-5 modifié du CGCT dispose que : « *La communauté d'agglomération exerce de plein droit aux lieu et place des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme...* ».

Par délibération du conseil communautaire n°2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'Auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

Mise à disposition des biens

Par ailleurs, l'article L1321-1 du CGCT dispose que « *Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence* ».

Cette procédure de mise à disposition des biens fait l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition entre la commune propriétaire et la communauté gestionnaire.

Gestion des équipements

Ensuite, l'article L 5215-27 CGCT dispose que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

L'article L 5216-7-1 prévoit que les dispositions de l'article L 5215-27 sont applicables à la communauté d'agglomération.

Par conséquent, la communauté souhaite confier la gestion des équipements des zones d'activités relevant de son attribution à la commune propriétaire de la zone.

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet d'organiser les conditions d'entretien de la zone d'activités ZA Petits Fleurs Boudins sise commune d'Augy.

Article 2. Définition du périmètre géographique d'entretien

La commune est responsable de l'entretien sur l'ensemble des biens de la zone d'activité qui ont été mis à disposition de la communauté comme défini à l'annexe 1 et 2 de la présente convention.

Article 3. Définition du périmètre fonctionnel d'entretien

Le périmètre fonctionnel d'entretien consiste à réaliser des opérations d'entretien sur la zone d'activités avec les moyens de la commune et/ou par le biais d'un prestataire avec qui la commune a contractualisé.

Ainsi, cet entretien portera notamment sur les aspects suivants :

VOIRIE

- Petit entretien de voirie
- Rebouchage, rechargement
- Rescellement de bordure
- Balayage mécanique
- Ramassage détritiques/vidage corbeille

ESPACES VERTS

- Petit élagage
- Grand élagage
- Taille des arbustes
- Désherbage de trottoir
- Tonte des pelouses
- Fauchage des accotements enherbés

SIGNALISATION VERTICALE

- Support de signalisation
- Panneaux de police
- Lames directionnelles
- Balises

SIGNALISATION HORIZONTALE

- Texte et logo
- Fleche
- Dent de requin
- Lignes longitudinales
- Lignes « STOP »
- Lignes « Cédez-le-passage »
- Passage piéton
- Zébra -Hachure
- Ilot marqué

MOBILIER URBAIN ET EQUIPEMENTS

- Potelet
- Borne
- Corbeille
- Barrière
- Bordure anti-stat
- Arceaux
- Arceaux de protection
- Arceaux pour vélo
- Banc
- Enrochement
- Totem
- Ralentisseur
- Dispositifs de retenue

Les dépenses relatives à ces missions seront assurées par la commune d'implantation de la zone.

Article 4. Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans soit pour l'année 2022, 2023, 2024, 2025 et 2026.

Article 5. Modalités d'exécution du service et situation des agents

Les agents publics qui interviendront sur la zone d'activités sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire de la commune, qui contrôle et surveille l'exécution de leurs tâches et de leurs missions.

Ils demeurent employés par la commune, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Article 6. Responsabilités

La responsabilité statutaire des agents communaux intervenant sur la zone d'activités est assurée par la commune employeur des agents.

Les autres responsabilités liées aux zones d'activités sont assurées par la communauté.

Article 7. Régime financier

La communauté versera à la commune la somme de 1 359,18 €. Ce montant est estimé sur la base du taux d'inflation 2022 projeté.

Ce versement s'effectuera par l'émission d'un titre de recettes de la commune auprès de la communauté au cours du quatrième trimestre de chaque année.

Article 8. Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment d'un commun accord entre la communauté et la commune.

La décision doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

La résiliation prend effet 2 mois après la notification.

Le montant annuel des transferts financiers sera alors réduit à due proportion par rapport à la date de fin du contrat pour l'année de résiliation.

Article 9. Juridiction compétente en cas de litige

Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Article 10. Entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.

Elle est conclue pour une durée non renouvelable de 5 ans.

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de
l'Auxerrois

Le Maire d'Augy

Crescent MARAULT

Nicolas BRIOLLAND



**Convention fixant les modalités d'entretien des zones d'activités
économiques de la Communauté de l'Auxerrois
du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Communauté de l'Auxerrois, 6 bis Place du Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 AUXERRE Cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

ET

La commune de Champs sur Yonne, 2 Place Binoche, 89290 CHAMPS-SUR-YONNE, représentée par son maire, Monsieur Stéphane ANTUNES,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Compétence

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) prescrit de nouvelles compétences obligatoires pour les communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017. Dans ce cadre, la compétence « développement économique » est redéfinie.

L'article L5216-5 modifié du CGCT dispose que : *« La communauté d'agglomération exerce de plein droit aux lieux et places des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme... ».*

Par délibération du conseil communautaire n°2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'Auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

Mise à disposition des biens

Par ailleurs, l'article L1321-1 du CGCT dispose que *« Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence ».*

Cette procédure de mise à disposition des biens fait l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition entre la commune propriétaire et la communauté gestionnaire.

Gestion des équipements

Ensuite, l'article L 5215-27 CGCT dispose que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

L'article L 5216-7-1 prévoit que les dispositions de l'article L 5215-27 sont applicables à la communauté d'agglomération.

Par conséquent, la communauté souhaite confier la gestion des équipements des zones d'activités relevant de son attribution à la commune propriétaire de la zone.

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet d'organiser les conditions d'entretien de la zone d'activités sise commune de Champs sur Yonne.

Article 2. Définition du périmètre géographique d'entretien

La commune est responsable de l'entretien sur l'ensemble des biens de la zone d'activité qui ont été mis à disposition de la communauté comme défini à l'annexe 1 et 2 de la présente convention.

Article 3. Définition du périmètre fonctionnel d'entretien

Le périmètre fonctionnel d'entretien consiste à réaliser des opérations d'entretien sur la zone d'activités avec les moyens de la commune et/ou par le biais d'un prestataire avec qui la commune a contractualisé.

Ainsi, cet entretien portera notamment sur les aspects suivants :

VOIRIE

- Petit entretien de voirie
- Rebouchage, rechargement
- Rescellement de bordure
- Balayage mécanique
- Ramassage détritiques/vidage corbeille

ESPACES VERTS

- Petit élagage
- Grand élagage
- Taille des arbustes
- Désherbage de trottoir
- Tonte des pelouses
- Fauchage des accotements enherbés

SIGNALISATION VERTICALE

- Support de signalisation
- Panneaux de police
- Lames directionnelles
- Balises

SIGNALISATION HORIZONTALE

- Texte et logo
- Fleche
- Dent de requin
- Lignes longitudinales
- Lignes « STOP »
- Lignes « Cédez-le-passage »
- Passage piéton
- Zébra -Hachure
- Ilot marqué

MOBILIER URBAIN ET EQUIPEMENTS

- Potelet
- Borne
- Corbeille
- Barrière
- Bordure anti-stat
- Arceaux
- Arceaux de protection
- Arceaux pour vélo
- Banc
- Enrochement
- Totem
- Ralentisseur
- Dispositifs de retenue

Les dépenses relatives à ces missions seront assurées par la commune d'implantation de la zone.

Article 4. Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans soit pour l'année 2022, 2023, 2024, 2025 et 2026.

Article 5. Modalités d'exécution du service et situation des agents

Les agents publics qui interviendront sur la zone d'activités sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire de la commune, qui contrôle et surveille l'exécution de leurs tâches et de leurs missions.

Ils demeurent employés par la commune, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Article 6. Responsabilités

La responsabilité statutaire des agents communaux intervenant sur la zone d'activités est assurée par la commune employeur des agents.

Les autres responsabilités liées aux zones d'activités sont assurées par la communauté.

Article 7. Régime financier

La communauté versera à la commune la somme de 962,97 €. Ce montant est estimé sur la base du taux d'inflation 2022 projeté.

Ce versement s'effectuera par l'émission d'un titre de recettes de la commune auprès de la communauté au cours du quatrième trimestre de chaque année.

Article 8. Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment d'un commun accord entre la communauté et la commune.

La décision doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

La résiliation prend effet 2 mois après la notification.

Le montant annuel des transferts financiers sera alors réduit à due proportion par rapport à la date de fin du contrat pour l'année de résiliation.

Article 9. Juridiction compétente en cas de litige

Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Article 10. Entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.

Elle est conclue pour une durée non renouvelable de 5 ans.

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de
l'Auxerrois

Le Maire de Champs sur Yonne

Crescent MARAULT

Stéphane ANTUNES



**Convention fixant les modalités d'entretien des zones d'activités
économiques de la Communauté de l'Auxerrois
du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Communauté de l'Auxerrois, 6 bis Place du Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 AUXERRE Cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

ET

La commune d'Escolives Sainte Camille, 2 Place de la Mairie, 89290 ESCOLIVES SAINTE CAMILLE, représentée par son maire, Monsieur Philippe VANTHEEMSCHE,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Compétence

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) prescrit de nouvelles compétences obligatoires pour les communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017. Dans ce cadre, la compétence « développement économique » est redéfinie.

L'article L5216-5 modifié du CGCT dispose que : « *La communauté d'agglomération exerce de plein droit aux lieu et place des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme...* ».

Par délibération du conseil communautaire n°2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'Auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

Mise à disposition des biens

Par ailleurs, l'article L1321-1 du CGCT dispose que « *Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence* ».

Cette procédure de mise à disposition des biens fait l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition entre la commune propriétaire et la communauté gestionnaire.

Gestion des équipements

Ensuite, l'article L 5215-27 CGCT dispose que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

L'article L 5216-7-1 prévoit que les dispositions de l'article L 5215-27 sont applicables à la communauté d'agglomération.

Par conséquent, la communauté souhaite confier la gestion des équipements des zones d'activités relevant de son attribution à la commune propriétaire de la zone.

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet d'organiser les conditions d'entretien de la zone d'activités ZI La Grenouille sise commune d'Escolives Sainte Camille.

Article 2. Définition du périmètre géographique d'entretien

La commune est responsable de l'entretien sur l'ensemble des biens de la zone d'activité qui ont été mis à disposition de la communauté comme défini à l'annexe 1 et 2 de la présente convention.

Article 3. Définition du périmètre fonctionnel d'entretien

Le périmètre fonctionnel d'entretien consiste à réaliser des opérations d'entretien sur la zone d'activités avec les moyens de la commune et/ou par le biais d'un prestataire avec qui la commune a contractualisé.

Ainsi, cet entretien portera notamment sur les aspects suivants :

VOIRIE

- Petit entretien de voirie
- Rebouchage, rechargement
- Rescellement de bordure
- Balayage mécanique
- Ramassage détritiques/vidage corbeille

ESPACES VERTS

- Petit élagage
- Grand élagage
- Taille des arbustes
- Désherbage de trottoir
- Tonte des pelouses
- Fauchage des accotements enherbés

SIGNALISATION VERTICALE

- Support de signalisation
- Panneaux de police
- Lames directionnelles
- Balises

SIGNALISATION HORIZONTALE

- Texte et logo
- Fleche
- Dent de requin
- Lignes longitudinales
- Lignes « STOP »
- Lignes « Cédez-le-passage »
- Passage piéton
- Zébra -Hachure
- Ilot marqué

MOBILIER URBAIN ET EQUIPEMENTS

- Potelet
- Borne
- Corbeille
- Barrière
- Bordure anti-stat
- Arceaux
- Arceaux de protection
- Arceaux pour vélo
- Banc
- Enrochement
- Totem
- Ralentisseur
- Dispositifs de retenue

Les dépenses relatives à ces missions seront assurées par la commune d’implantation de la zone.

Article 4. Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans soit pour l’année 2022, 2023, 2024, 2025 et 2026.

Article 5. Modalités d’exécution du service et situation des agents

Les agents publics qui interviendront sur la zone d’activités sont placés sous l’autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire de la commune, qui contrôle et surveille l’exécution de leurs tâches et de leurs missions.

Ils demeurent employés par la commune, dans les conditions de statut et d’emploi qui sont les leurs.

Article 6. Responsabilités

La responsabilité statutaire des agents communaux intervenant sur la zone d’activités est assurée par la commune employeur des agents.

Les autres responsabilités liées aux zones d’activités sont assurées par la communauté.

Article 7. Régime financier

La communauté versera à la commune la somme de 1 127,87 €. Ce montant est estimé sur la base du taux d’inflation 2022 projeté.

Ce versement s'effectuera par l'émission d'un titre de recettes de la commune auprès de la communauté au cours du quatrième trimestre de chaque année.

Article 8. Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment d'un commun accord entre la communauté et la commune.

La décision doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

La résiliation prend effet 2 mois après la notification.

Le montant annuel des transferts financiers sera alors réduit à due proportion par rapport à la date de fin du contrat pour l'année de résiliation.

Article 9. Juridiction compétente en cas de litige

Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Article 10. Entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.

Elle est conclue pour une durée non renouvelable de 5 ans.

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de
l'Auxerrois

Le Maire d'Escolives Sainte Camille

Crescent MARAULT

Philippe VANTHEEMSCHE



**Convention fixant les modalités d'entretien des zones d'activités
économiques de la Communauté de l'Auxerrois
du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Communauté de l'Auxerrois, 6 bis Place du Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 AUXERRE Cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

ET

La commune de Gurgy, 11 Rue de l'île Chamond, 89250 GURGY, représentée par son maire, Monsieur Jean-Luc LIVERNEAUX,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Compétence

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) prescrit de nouvelles compétences obligatoires pour les communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017. Dans ce cadre, la compétence « développement économique » est redéfinie.

L'article L5216-5 modifié du CGCT dispose que : « *La communauté d'agglomération exerce de plein droit aux lieux et places des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme...* ».

Par délibération du conseil communautaire n°2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'Auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

Mise à disposition des biens

Par ailleurs, l'article L1321-1 du CGCT dispose que « *Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence* ».

Cette procédure de mise à disposition des biens fait l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition entre la commune propriétaire et la communauté gestionnaire.

Gestion des équipements

Ensuite, l'article L 5215-27 CGCT dispose que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

L'article L 5216-7-1 prévoit que les dispositions de l'article L 5215-27 sont applicables à la communauté d'agglomération.

Par conséquent, la communauté souhaite confier la gestion des équipements des zones d'activités relevant de son attribution à la commune propriétaire de la zone.

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet d'organiser les conditions d'entretien de la zone d'activités ZA Village sise commune de Gurgy.

Article 2. Définition du périmètre géographique d'entretien

La commune est responsable de l'entretien sur l'ensemble des biens de la zone d'activité qui ont été mis à disposition de la communauté comme défini à l'annexe 1 et 2 de la présente convention.

Article 3. Définition du périmètre fonctionnel d'entretien

Le périmètre fonctionnel d'entretien consiste à réaliser des opérations d'entretien sur la zone d'activités avec les moyens de la commune et/ou par le biais d'un prestataire avec qui la commune a contractualisé.

Ainsi, cet entretien portera notamment sur les aspects suivants :

VOIRIE

- Petit entretien de voirie
- Rebouchage, rechargement
- Rescellement de bordure
- Balayage mécanique
- Ramassage détritiques/vidage corbeille

ESPACES VERTS

- Petit élagage
- Grand élagage
- Taille des arbustes
- Désherbage de trottoir
- Tonte des pelouses
- Fauchage des accotements enherbés

SIGNALISATION VERTICALE

- Support de signalisation
- Panneaux de police
- Lames directionnelles
- Balises

SIGNALISATION HORIZONTALE

- Texte et logo
- Fleche
- Dent de requin
- Lignes longitudinales
- Lignes « STOP »
- Lignes « Cédez-le-passage »
- Passage piéton
- Zébra -Hachure
- Ilot marqué

MOBILIER URBAIN ET EQUIPEMENTS

- Potelet
- Borne
- Corbeille
- Barrière
- Bordure anti-stat
- Arceaux
- Arceaux de protection
- Arceaux pour vélo
- Banc
- Enrochement
- Totem
- Ralentisseur
- Dispositifs de retenue

Les dépenses relatives à ces missions seront assurées par la commune d'implantation de la zone.

Article 4. Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans soit pour l'année 2022, 2023, 2024, 2025 et 2026.

Article 5. Modalités d'exécution du service et situation des agents

Les agents publics qui interviendront sur la zone d'activités sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire de la commune, qui contrôle et surveille l'exécution de leurs tâches et de leurs missions.

Ils demeurent employés par la commune, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Article 6. Responsabilités

La responsabilité statutaire des agents communaux intervenant sur la zone d'activités est assurée par la commune employeur des agents.

Les autres responsabilités liées aux zones d'activités sont assurées par la communauté.

Article 7. Régime financier

La communauté versera à la commune la somme de 1 469,19 €. Ce montant est estimé sur la base du taux d'inflation 2022 projeté.

Ce versement s'effectuera par l'émission d'un titre de recettes de la commune auprès de la communauté au cours du quatrième trimestre de chaque année.

Article 8. Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment d'un commun accord entre la communauté et la commune.

La décision doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

La résiliation prend effet 2 mois après la notification.

Le montant annuel des transferts financiers sera alors réduit à due proportion par rapport à la date de fin du contrat pour l'année de résiliation.

Article 9. Juridiction compétente en cas de litige

Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Article 10. Entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.

Elle est conclue pour une durée non renouvelable de 5 ans.

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de
l'Auxerrois

Le Maire de Gurgy

Crescent MARAULT

Jean-Luc LIVERNEAUX



**Convention fixant les modalités d'entretien des zones d'activités
économiques de la Communauté de l'Auxerrois
du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Communauté de l'Auxerrois, 6 bis Place du Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 AUXERRE Cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

ET

La commune de Lindry, 18 Rue du 14 Juillet, 89240 LINDRY, représentée par son maire, Monsieur Michaël TATON,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Compétence

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) prescrit de nouvelles compétences obligatoires pour les communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017. Dans ce cadre, la compétence « développement économique » est redéfinie.

L'article L5216-5 modifié du CGCT dispose que : « *La communauté d'agglomération exerce de plein droit aux lieu et place des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme...* ».

Par délibération du conseil communautaire n°2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'Auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

Mise à disposition des biens

Par ailleurs, l'article L1321-1 du CGCT dispose que « *Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence* ».

Cette procédure de mise à disposition des biens fait l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition entre la commune propriétaire et la communauté gestionnaire.

Gestion des équipements

Ensuite, l'article L 5215-27 CGCT dispose que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

L'article L 5216-7-1 prévoit que les dispositions de l'article L 5215-27 sont applicables à la communauté d'agglomération.

Par conséquent, la communauté souhaite confier la gestion des équipements des zones d'activités relevant de son attribution à la commune propriétaire de la zone.

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet d'organiser les conditions d'entretien de la zone d'activités ZA La Cave sise commune de Lindry.

Article 2. Définition du périmètre géographique d'entretien

La commune est responsable de l'entretien sur l'ensemble des biens de la zone d'activité qui ont été mis à disposition de la communauté comme défini à l'annexe 1 et 2 de la présente convention.

Article 3. Définition du périmètre fonctionnel d'entretien

Le périmètre fonctionnel d'entretien consiste à réaliser des opérations d'entretien sur la zone d'activités avec les moyens de la commune et/ou par le biais d'un prestataire avec qui la commune a contractualisé.

Ainsi, cet entretien portera notamment sur les aspects suivants :

VOIRIE

- Petit entretien de voirie
- Rebouchage, rechargement
- Rescellement de bordure
- Balayage mécanique
- Ramassage détritiques/vidage corbeille

ESPACES VERTS

- Petit élagage
- Grand élagage
- Taille des arbustes
- Désherbage de trottoir
- Tonte des pelouses
- Fauchage des accotements enherbés

SIGNALISATION VERTICALE

- Support de signalisation
- Panneaux de police
- Lames directionnelles
- Balises

SIGNALISATION HORIZONTALE

- Texte et logo
- Fleche
- Dent de requin
- Lignes longitudinales
- Lignes « STOP »
- Lignes « Cédez-le-passage »
- Passage piéton
- Zébra -Hachure
- Ilot marqué

MOBILIER URBAIN ET EQUIPEMENTS

- Potelet
- Borne
- Corbeille
- Barrière
- Bordure anti-stat
- Arceaux
- Arceaux de protection
- Arceaux pour vélo
- Banc
- Enrochement
- Totem
- Ralentisseur
- Dispositifs de retenue

Les dépenses relatives à ces missions seront assurées par la commune d'implantation de la zone.

Article 4. Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans soit pour l'année 2022, 2023, 2024, 2025 et 2026.

Article 5. Modalités d'exécution du service et situation des agents

Les agents publics qui interviendront sur la zone d'activités sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire de la commune, qui contrôle et surveille l'exécution de leurs tâches et de leurs missions.

Ils demeurent employés par la commune, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Article 6. Responsabilités

La responsabilité statutaire des agents communaux intervenant sur la zone d'activités est assurée par la commune employeur des agents.

Les autres responsabilités liées aux zones d'activités sont assurées par la communauté.

Article 7. Régime financier

La communauté versera à la commune la somme de 195,99 €. Ce montant est estimé sur la base du taux d'inflation 2022 projeté.

Ce versement s'effectuera par l'émission d'un titre de recettes de la commune auprès de la communauté au cours du quatrième trimestre de chaque année.

Article 8. Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment d'un commun accord entre la communauté et la commune.

La décision doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

La résiliation prend effet 2 mois après la notification.

Le montant annuel des transferts financiers sera alors réduit à due proportion par rapport à la date de fin du contrat pour l'année de résiliation.

Article 9. Juridiction compétente en cas de litige

Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Article 10. Entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.

Elle est conclue pour une durée non renouvelable de 5 ans.

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de
l'Auxerrois

Crescent MARAULT

Le Maire de Lindry

Michaël TATON



**Convention fixant les modalités d'entretien des zones d'activités
économiques de la Communauté de l'Auxerrois
du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Communauté de l'Auxerrois, 6 bis Place du Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 AUXERRE Cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

ET

La commune de Monéteau, Place de la Mairie, 89470 MONETEAU, représentée par son maire, Madame Arminda GUIBLAIN,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Compétence

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) prescrit de nouvelles compétences obligatoires pour les communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017. Dans ce cadre, la compétence « développement économique » est redéfinie.

L'article L5216-5 modifié du CGCT dispose que : « *La communauté d'agglomération exerce de plein droit aux lieu et place des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme...* ».

Par délibération du conseil communautaire n°2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'Auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

Mise à disposition des biens

Par ailleurs, l'article L1321-1 du CGCT dispose que « *Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence* ».

Cette procédure de mise à disposition des biens fait l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition entre la commune propriétaire et la communauté gestionnaire.

Gestion des équipements

Ensuite, l'article L 5215-27 CGCT dispose que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

L'article L 5216-7-1 prévoit que les dispositions de l'article L 5215-27 sont applicables à la communauté d'agglomération.

Par conséquent, la communauté souhaite confier la gestion des équipements des zones d'activités relevant de son attribution à la commune propriétaire de la zone.

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet d'organiser les conditions d'entretien de la zone d'activités Parc de la Chapelle, Les Terres du Canada, Les Macherins, Les Isles - Nord sise commune de Monéteau.

Article 2. Définition du périmètre géographique d'entretien

La commune est responsable de l'entretien sur l'ensemble des biens de la zone d'activité qui ont été mis à disposition de la communauté comme défini à l'annexe 1 et 2 de la présente convention.

Article 3. Définition du périmètre fonctionnel d'entretien

Le périmètre fonctionnel d'entretien consiste à réaliser des opérations d'entretien sur la zone d'activités avec les moyens de la commune et/ou par le biais d'un prestataire avec qui la commune a contractualisé.

Ainsi, cet entretien portera notamment sur les aspects suivants :

VOIRIE

- Petit entretien de voirie
- Rebouchage, rechargement
- Rescellement de bordure
- Balayage mécanique
- Ramassage détritrus/vidage corbeille

ESPACES VERTS

- Petit élagage
- Grand élagage
- Taille des arbustes
- Désherbage de trottoir
- Tonte des pelouses
- Fauchage des accotements enherbés

SIGNALISATION VERTICALE

- Support de signalisation
- Panneaux de police
- Lames directionnelles
- Balises

SIGNALISATION HORIZONTALE

- Texte et logo
- Fleche
- Dent de requin
- Lignes longitudinales
- Lignes « STOP »
- Lignes « Cédez-le-passage »
- Passage piéton
- Zébra -Hachure
- Ilot marqué

MOBILIER URBAIN ET EQUIPEMENTS

- Potelet
- Borne
- Corbeille
- Barrière
- Bordure anti-stat
- Arceaux
- Arceaux de protection
- Arceaux pour vélo
- Banc
- Enrochement
- Totem
- Ralentisseur
- Dispositifs de retenue

Les dépenses relatives à ces missions seront assurées par la commune d'implantation de la zone.

Article 4. Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans soit pour l'année 2022, 2023, 2024, 2025 et 2026.

Article 5. Modalités d'exécution du service et situation des agents

Les agents publics qui interviendront sur la zone d'activités sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire de la commune, qui contrôle et surveille l'exécution de leurs tâches et de leurs missions.

Ils demeurent employés par la commune, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Article 6. Responsabilités

La responsabilité statutaire des agents communaux intervenant sur la zone d'activités est assurée par la commune employeur des agents.

Les autres responsabilités liées aux zones d'activités sont assurées par la communauté.

Article 7. Régime financier

La communauté versera à la commune la somme de 69 844,27 €. Ce montant est estimé sur la base du taux d'inflation 2022 projeté.

Ce versement s'effectuera par l'émission d'un titre de recettes de la commune auprès de la communauté au cours du quatrième trimestre de chaque année.

Article 8. Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment d'un commun accord entre la communauté et la commune.

La décision doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

La résiliation prend effet 2 mois après la notification.

Le montant annuel des transferts financiers sera alors réduit à due proportion par rapport à la date de fin du contrat pour l'année de résiliation.

Article 9. Juridiction compétente en cas de litige

Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Article 10. Entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.

Elle est conclue pour une durée non renouvelable de 5 ans.

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de
l'Auxerrois

Le Maire de Monéteau

Crescent MARAULT

Arminde GUIBLAIN



**Convention fixant les modalités d'entretien des zones d'activités
économiques de la Communauté de l'Auxerrois
du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Communauté de l'Auxerrois, 6 bis Place du Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 AUXERRE Cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

ET

La commune de Saint-Bris-le Vineux, 1 Rue du Dr Tardieu, 89530 ST-BRIS-LE-VINEUX, représentée par son maire, Monsieur Olivier FELIX,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Compétence

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) prescrit de nouvelles compétences obligatoires pour les communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017. Dans ce cadre, la compétence « développement économique » est redéfinie.

L'article L5216-5 modifié du CGCT dispose que : « *La communauté d'agglomération exerce de plein droit aux lieu et place des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme...* ».

Par délibération du conseil communautaire n°2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'Auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

Mise à disposition des biens

Par ailleurs, l'article L1321-1 du CGCT dispose que « *Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence* ».

Cette procédure de mise à disposition des biens fait l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition entre la commune propriétaire et la communauté gestionnaire.

Gestion des équipements

Ensuite, l'article L 5215-27 CGCT dispose que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

L'article L 5216-7-1 prévoit que les dispositions de l'article L 5215-27 sont applicables à la communauté d'agglomération.

Par conséquent, la communauté souhaite confier la gestion des équipements des zones d'activités relevant de son attribution à la commune propriétaire de la zone.

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet d'organiser les conditions d'entretien de la zone d'activités Les Champs Galottes sise commune de Saint-Bris-le Vineux.

Article 2. Définition du périmètre géographique d'entretien

La commune est responsable de l'entretien sur l'ensemble des biens de la zone d'activité qui ont été mis à disposition de la communauté comme défini à l'annexe 1 et 2 de la présente convention.

Article 3. Définition du périmètre fonctionnel d'entretien

Le périmètre fonctionnel d'entretien consiste à réaliser des opérations d'entretien sur la zone d'activités avec les moyens de la commune et/ou par le biais d'un prestataire avec qui la commune a contractualisé.

Ainsi, cet entretien portera notamment sur les aspects suivants :

VOIRIE

- Petit entretien de voirie
- Rebouchage, rechargement
- Rescellement de bordure
- Balayage mécanique
- Ramassage détritiques/vidage corbeille

ESPACES VERTS

- Petit élagage
- Grand élagage
- Taille des arbustes
- Désherbage de trottoir
- Tonte des pelouses
- Fauchage des accotements enherbés

SIGNALISATION VERTICALE

- Support de signalisation
- Panneaux de police
- Lames directionnelles
- Balises

SIGNALISATION HORIZONTALE

- Texte et logo
- Fleche
- Dent de requin
- Lignes longitudinales
- Lignes « STOP »
- Lignes « Cédez-le-passage »
- Passage piéton
- Zébra -Hachure
- Ilot marqué

MOBILIER URBAIN ET EQUIPEMENTS

- Potelet
- Borne
- Corbeille
- Barrière
- Bordure anti-stat
- Arceaux
- Arceaux de protection
- Arceaux pour vélo
- Banc
- Enrochement
- Totem
- Ralentisseur
- Dispositifs de retenue

Les dépenses relatives à ces missions seront assurées par la commune d'implantation de la zone.

Article 4. Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans soit pour l'année 2022, 2023, 2024, 2025 et 2026.

Article 5. Modalités d'exécution du service et situation des agents

Les agents publics qui interviendront sur la zone d'activités sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire de la commune, qui contrôle et surveille l'exécution de leurs tâches et de leurs missions.

Ils demeurent employés par la commune, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Article 6. Responsabilités

La responsabilité statutaire des agents communaux intervenant sur la zone d'activités est assurée par la commune employeur des agents.

Les autres responsabilités liées aux zones d'activités sont assurées par la communauté.

Article 7. Régime financier

La communauté versera à la commune la somme de 781,55 €. Ce montant est estimé sur la base du taux d'inflation 2022 projeté.

Ce versement s'effectuera par l'émission d'un titre de recettes de la commune auprès de la communauté au cours du quatrième trimestre de chaque année.

Article 8. Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment d'un commun accord entre la communauté et la commune.

La décision doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

La résiliation prend effet 2 mois après la notification.

Le montant annuel des transferts financiers sera alors réduit à due proportion par rapport à la date de fin du contrat pour l'année de résiliation.

Article 9. Juridiction compétente en cas de litige

Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Article 10. Entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.

Elle est conclue pour une durée non renouvelable de 5 ans.

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de
l'Auxerrois

Le Maire de Saint-Bris-le Vineux

Crescent MARAULT

Olivier FELIX



communauté
de l'auxerrois

**Convention fixant les modalités d'entretien des zones d'activités
économiques de la Communauté de l'Auxerrois
du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Communauté de l'Auxerrois, 6 bis Place du Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 AUXERRE Cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

ET

La commune de Saint-Georges Sur Baulche, 37 Grande Rue, 89000 ST-GEORGES SUR BAULCHE, représentée par son maire, Madame Christiane LEPEIRE,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Compétence

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) prescrit de nouvelles compétences obligatoires pour les communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017. Dans ce cadre, la compétence « développement économique » est redéfinie.

L'article L5216-5 modifié du CGCT dispose que : *« La communauté d'agglomération exerce de plein droit aux lieu et place des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme... ».*

Par délibération du conseil communautaire n°2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'Auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

Mise à disposition des biens

Par ailleurs, l'article L1321-1 du CGCT dispose que *« Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence ».*

Cette procédure de mise à disposition des biens fait l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition entre la commune propriétaire et la communauté gestionnaire.

Gestion des équipements

Ensuite, l'article L 5215-27 CGCT dispose que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

L'article L 5216-7-1 prévoit que les dispositions de l'article L 5215-27 sont applicables à la communauté d'agglomération.

Par conséquent, la communauté souhaite confier la gestion des équipements des zones d'activités relevant de son attribution à la commune propriétaire de la zone.

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet d'organiser les conditions d'entretien de la zone d'activités Les Champs Casselins sise commune de Saint-Georges Sur Baulche.

Article 2. Définition du périmètre géographique d'entretien

La commune est responsable de l'entretien sur l'ensemble des biens de la zone d'activité qui ont été mis à disposition de la communauté comme défini à l'annexe 1 et 2 de la présente convention.

Article 3. Définition du périmètre fonctionnel d'entretien

Le périmètre fonctionnel d'entretien consiste à réaliser des opérations d'entretien sur la zone d'activités avec les moyens de la commune et/ou par le biais d'un prestataire avec qui la commune a contractualisé.

Ainsi, cet entretien portera notamment sur les aspects suivants :

VOIRIE

- Petit entretien de voirie
- Rebouchage, rechargement
- Rescellement de bordure
- Balayage mécanique
- Ramassage détritiques/vidage corbeille

ESPACES VERTS

- Petit élagage
- Grand élagage
- Taille des arbustes
- Désherbage de trottoir
- Tonte des pelouses
- Fauchage des accotements enherbés

SIGNALISATION VERTICALE

- Support de signalisation
- Panneaux de police
- Lames directionnelles
- Balises

SIGNALISATION HORIZONTALE

- Texte et logo
- Fleche
- Dent de requin
- Lignes longitudinales
- Lignes « STOP »
- Lignes « Cédez-le-passage »
- Passage piéton
- Zébra -Hachure
- Ilot marqué

MOBILIER URBAIN ET EQUIPEMENTS

- Potelet
- Borne
- Corbeille
- Barrière
- Bordure anti-stat
- Arceaux
- Arceaux de protection
- Arceaux pour vélo
- Banc
- Enrochement
- Totem
- Ralentisseur
- Dispositifs de retenue

Les dépenses relatives à ces missions seront assurées par la commune d'implantation de la zone.

Article 4. Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans soit pour l'année 2022, 2023, 2024, 2025 et 2026.

Article 5. Modalités d'exécution du service et situation des agents

Les agents publics qui interviendront sur la zone d'activités sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire de la commune, qui contrôle et surveille l'exécution de leurs tâches et de leurs missions.

Ils demeurent employés par la commune, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Article 6. Responsabilités

La responsabilité statutaire des agents communaux intervenant sur la zone d'activités est assurée par la commune employeur des agents.

Les autres responsabilités liées aux zones d'activités sont assurées par la communauté.

Article 7. Régime financier

La communauté versera à la commune la somme de 2 315,96 €. Ce montant est estimé sur la base du taux d'inflation 2022 projeté.

Ce versement s'effectuera par l'émission d'un titre de recettes de la commune auprès de la communauté au cours du quatrième trimestre de chaque année.

Article 8. Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment d'un commun accord entre la communauté et la commune.

La décision doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

La résiliation prend effet 2 mois après la notification.

Le montant annuel des transferts financiers sera alors réduit à due proportion par rapport à la date de fin du contrat pour l'année de résiliation.

Article 9. Juridiction compétente en cas de litige

Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Article 10. Entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.

Elle est conclue pour une durée non renouvelable de 5 ans.

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de
l'Auxerrois

Le Maire de Saint-Georges Sur Baulche

Crescent MARAULT

Christiane LEPEIRE



**Convention fixant les modalités d'entretien des zones d'activités
économiques de la Communauté de l'Auxerrois
du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Communauté de l'Auxerrois, 6 bis Place du Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 AUXERRE Cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

ET

La commune de Vincelles, 72 Grande Rue, 89290 VINCELLES, représentée par son maire, Monsieur Guido ROMANO,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Compétence

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) prescrit de nouvelles compétences obligatoires pour les communautés d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017. Dans ce cadre, la compétence « développement économique » est redéfinie.

L'article L5216-5 modifié du CGCT dispose que : « *La communauté d'agglomération exerce de plein droit aux lieux et places des communes membres les compétences suivantes : 1° En matière de développement économique : actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme...* ».

Par délibération du conseil communautaire n°2017-012 du 16 février 2017, la Communauté de l'Auxerrois a adopté ses nouveaux statuts intégrant ces évolutions législatives.

Mise à disposition des biens

Par ailleurs, l'article L1321-1 du CGCT dispose que « *Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence* ».

Cette procédure de mise à disposition des biens fait l'objet d'un procès-verbal de mise à disposition entre la commune propriétaire et la communauté gestionnaire.

Gestion des équipements

Ensuite, l'article L 5215-27 CGCT dispose que la communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

L'article L 5216-7-1 prévoit que les dispositions de l'article L 5215-27 sont applicables à la communauté d'agglomération.

Par conséquent, la communauté souhaite confier la gestion des équipements des zones d'activités relevant de son attribution à la commune propriétaire de la zone.

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet d'organiser les conditions d'entretien de la zone d'activités ZI Saint Jean sise commune de Vincelles.

Article 2. Définition du périmètre géographique d'entretien

La commune est responsable de l'entretien sur l'ensemble des biens de la zone d'activité qui ont été mis à disposition de la communauté comme défini à l'annexe 1 et 2 de la présente convention.

Article 3. Définition du périmètre fonctionnel d'entretien

Le périmètre fonctionnel d'entretien consiste à réaliser des opérations d'entretien sur la zone d'activités avec les moyens de la commune et/ou par le biais d'un prestataire avec qui la commune a contractualisé.

Ainsi, cet entretien portera notamment sur les aspects suivants :

VOIRIE

- Petit entretien de voirie
- Rebouchage, rechargement
- Rescellement de bordure
- Balayage mécanique
- Ramassage détritiques/vidage corbeille

ESPACES VERTS

- Petit élagage
- Grand élagage
- Taille des arbustes
- Désherbage de trottoir
- Tonte des pelouses
- Fauchage des accotements enherbés

SIGNALISATION VERTICALE

- Support de signalisation
- Panneaux de police
- Lames directionnelles
- Balises

SIGNALISATION HORIZONTALE

- Texte et logo
- Fleche
- Dent de requin
- Lignes longitudinales
- Lignes « STOP »
- Lignes « Cédez-le-passage »
- Passage piéton
- Zébra -Hachure
- Ilot marqué

MOBILIER URBAIN ET EQUIPEMENTS

- Potelet
- Borne
- Corbeille
- Barrière
- Bordure anti-stat
- Arceaux
- Arceaux de protection
- Arceaux pour vélo
- Banc
- Enrochement
- Totem
- Ralentisseur
- Dispositifs de retenue

Les dépenses relatives à ces missions seront assurées par la commune d'implantation de la zone.

Article 4. Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans soit pour l'année 2022, 2023, 2024, 2025 et 2026.

Article 5. Modalités d'exécution du service et situation des agents

Les agents publics qui interviendront sur la zone d'activités sont placés sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Maire de la commune, qui contrôle et surveille l'exécution de leurs tâches et de leurs missions.

Ils demeurent employés par la commune, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Article 6. Responsabilités

La responsabilité statutaire des agents communaux intervenant sur la zone d'activités est assurée par la commune employeur des agents.

Les autres responsabilités liées aux zones d'activités sont assurées par la communauté.

Article 7. Régime financier

La communauté versera à la commune la somme de 3 458,73 €. Ce montant est estimé sur la base du taux d'inflation 2022 projeté.

Ce versement s'effectuera par l'émission d'un titre de recettes de la commune auprès de la communauté au cours du quatrième trimestre de chaque année.

Article 8. Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment d'un commun accord entre la communauté et la commune.

La décision doit être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

La résiliation prend effet 2 mois après la notification.

Le montant annuel des transferts financiers sera alors réduit à due proportion par rapport à la date de fin du contrat pour l'année de résiliation.

Article 9. Juridiction compétente en cas de litige

Toutes contestations ou litiges pouvant survenir seront soumis au Tribunal administratif de Dijon.

Les parties s'engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Article 10. Entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.

Elle est conclue pour une durée non renouvelable de 5 ans.

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté de
l'Auxerrois

Le Maire de Vincelles

Crescent MARAULT

Guido ROMANO

**- Bilan –
Fonds d'Avances
Remboursables
Consolidation de la
Trésorerie des TPE
(FARCT)**

Le Fonds d'Avances Remboursables Consolidation de la Trésorerie des TPE (FARCT)

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie de proximité. A ce titre, la Région a proposé aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) un Pacte régional pour l'économie de proximité. Ce Pacte régional repose sur deux fonds :

- Un fonds régional d'avances remboursables « Consolidation de la Trésorerie des TPE » (FARCT), mutualisé et solidaire, auquel les EPCI contribuent par un versement à la Région à hauteur de au moins 1 € par habitant. Il visait à soutenir les petites entreprises rencontrant des difficultés conjoncturelles (crise du Covid-19) en les aidant à renforcer leur structure financière.
- Un fonds régional des territoires de subventions opéré par les EPCI, auquel la Région contribue par un versement à chaque EPCI à hauteur de 5 € par habitant.

Ce prêt régional était compris entre 3 000 € et 15 000 €, sans garantie personnelle, à taux zéro et avec la possibilité pour le bénéficiaire de disposer d'un différé de 2 ans maximum et d'étaler son remboursement jusqu'à 5 ans.

Le financement par la Région de cet outil financier intégrait une participation financière des EPCI (1 € par habitant). Ce fonds a ainsi pu être doté de 14,2 M€ dont 5,4 M€ de la Banque des Territoires, 2,76 M€ des EPCI signataires du Pacte et 6,04 M€ de la Région. L'objectif était de pouvoir financer 1 000 prêts d'un montant moyen de 8 000 € à 10 000 €.

Le process de ce fonds était le suivant : instruction par le réseau Initiative, vote des dossiers par les élus régionaux et décaissement et suivi par la Régie ARDEA. Les dossiers de demande par les TPE ont été déposés entre juillet 2020 et décembre 2021 – la phase d'instruction s'est terminée en mars 2022 et les derniers dossiers ont été présentés au vote lors de la commission permanente du 6 mai 2022.

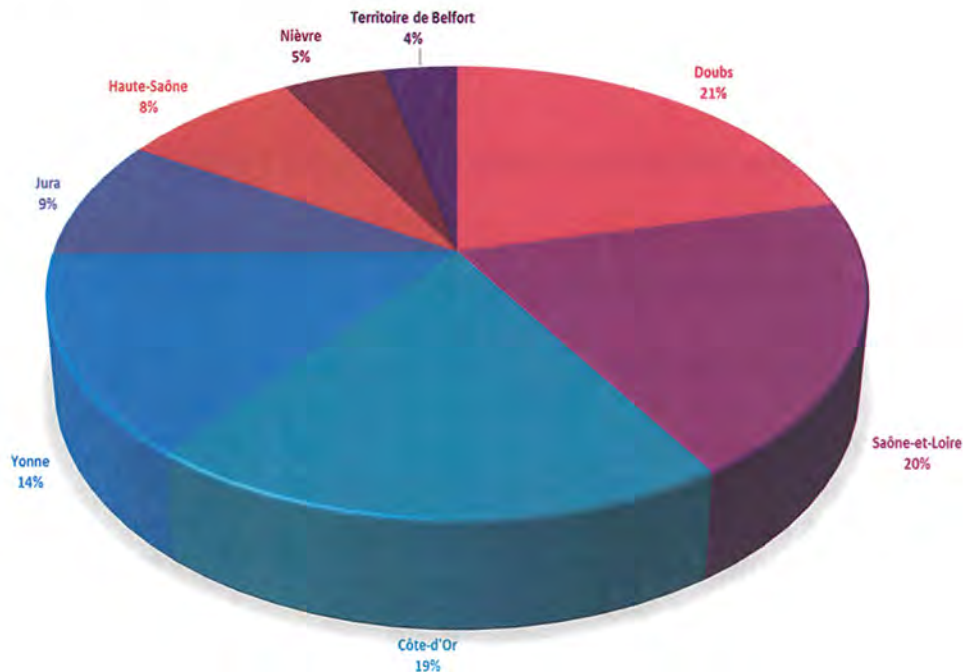
Le fonds est entré dans sa phase de gestion.

I. Données quantitatives pour l'ensemble du territoire Bourgogne-Franche-Comté :

- 2009 formulaires d'entreprises déposés

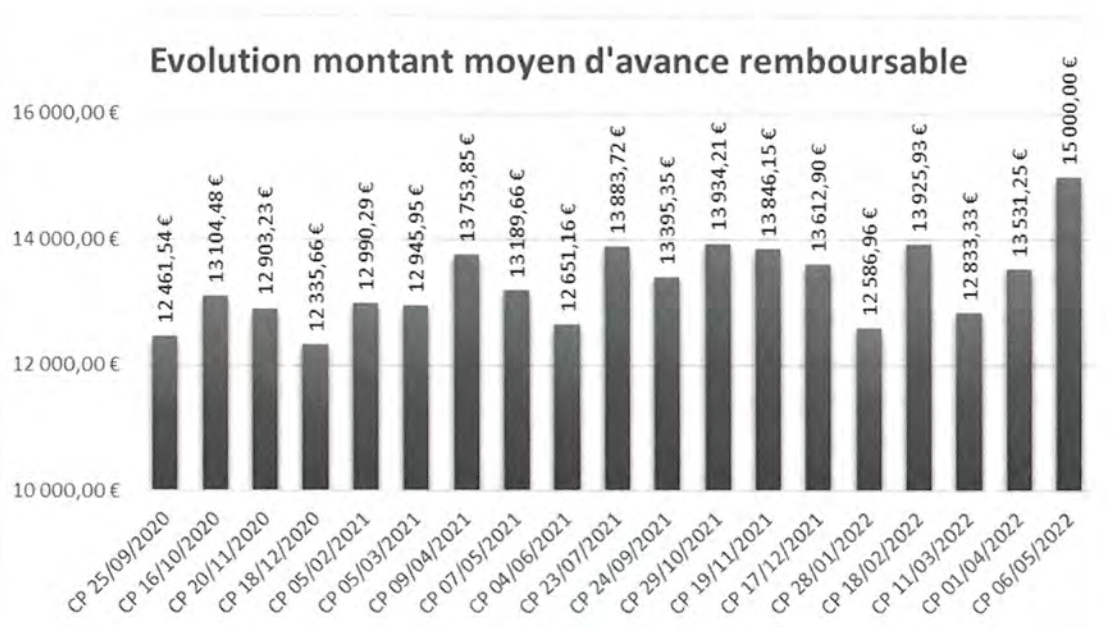


- 100 % des EPCI signataires du Pacte sont concernés par des dépôts de formulaires



- 1 001 dossiers expertisés pour **919 dossiers favorables votés soit 12 035 500,00 € d'Avances remboursables mobilisées** (utilisation du fonds à hauteur de 84,76 % du fonds de 14,2 millions d'€).

Cela représente un montant moyen global d'Avance remboursable de 13 096,00 € sur l'ensemble des 919 dossiers.



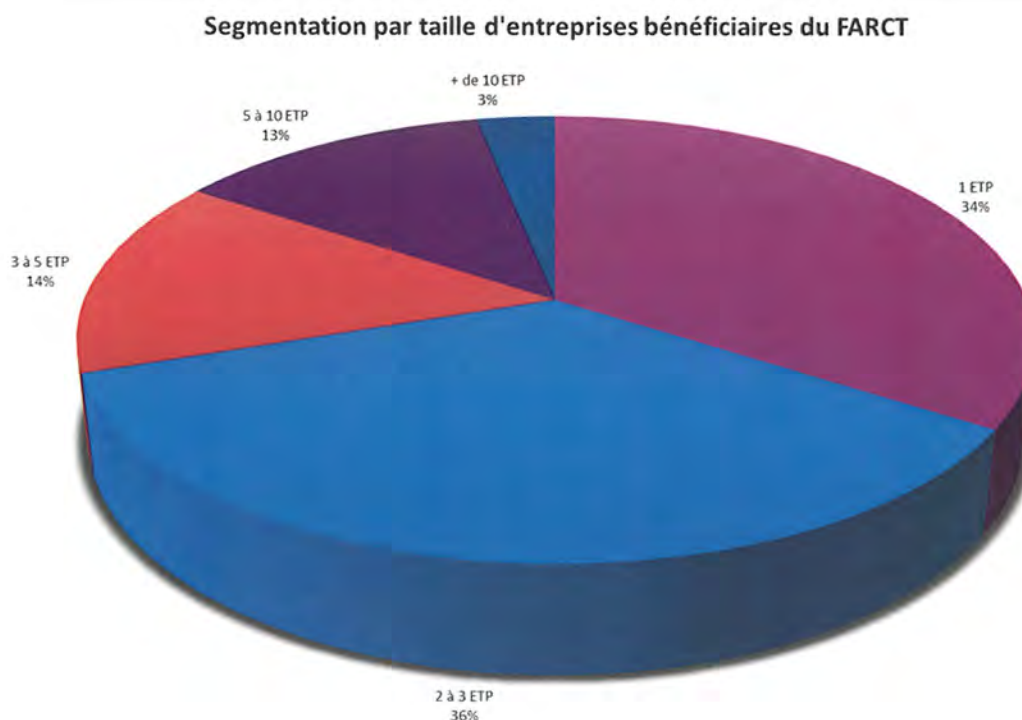
Ce dispositif a permis de **soutenir 2 925 emplois** (dont 2 695 emplois maintenus et 230 emplois créés).

Sur ces 919 dossiers votés, au 30 juin 2022, ce sont 95,59 % des dossiers qui ont été décaissés par la Régie ARDEA soit un montant total de **11 505 000,00 €**.

- Répartition des 919 dossiers votés par secteurs d'activité :

Secteurs	Répartition
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	23,45%
Hébergement et restauration	19,63%
Construction	10,25%
Autres activités de services	7,74%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6,22%
Arts, spectacles et activités récréatives	5,78%
Agriculture, sylviculture et pêche	5,78%
Industrie manufacturière (Industries alimentaires 2,62% - Fabrication de boissons 0,98% - Fabrication de textile 0,22% - Imprimerie et reproduction d'enregistrements 0,55%)	4,37%
Activités de services administratifs et de soutien	4,25%
Transports et entreposage	2,73%
Enseignement	2,62%
Industrie manufacturière (Fabrication de meubles 0,65% - Autres industries manufacturières 0,44% - Réparation et installation de machines et d'équipements 0,55% - Travail du bois (à l'exception des meubles) 0,22% - Fabrication de machines et équipements n.c.a 0,22% - Industrie du papier et du carton 0,11% - Fabrication d'autres matériels de transport 0,11%)	2,30%
Industrie manufacturière (Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique 0,22% - Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques 0,44% - Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements 1,20% - Industrie chimique 0,22%)	2,08%
Information et communication	1,09%
Santé humaine et action sociale	0,87%
Activités financières et d'assurance	0,65%
Activités immobilières	0,11%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur d'air conditionné	0,11%

- Répartition des dossiers favorables par taille de TPE :



II. Données quantitatives pour votre territoire

Les données précises sur les dossiers concernant votre territoire sont dans les tableaux joints à ce bilan :

- 1 page pour les dossiers favorables ;
- quand c'est le cas :
 - o 1 page pour les dossiers défavorables (= outil non adapté à la situation de l'entreprise) ;
 - o 1 page pour les dossiers clôturés (= dossier inéligible aux critères du règlement d'intervention du dispositif ou abandon du dirigeant).

LISTE DES DOSSIERS FAVORABLES FARCT (AR VOTEES) - CA DE L'AUXERROIS

Numero Inactive	NOI DE L'ENTREPRISE	Région d'origine	Adresse sociale au siège	CP	COMMUNE	PRENOM REPRESENTANT LEGAL	NAI DU REPRESENTANT LEGAL	QUALITE DU REPRESENTANT LEGAL	Date de création de l'entreprise	Code ADE	Secteur d'activité	Taux au 31/03/2021	Nombre d'emploi maximum	Montant d'emploi en €	Montant AR votée	ESB	Date de dépôt du dossier (en mois)	Date de remboursement (en €/M€)	Total (€) en 120j	Date de CP / N°CPA du 05/01/21	Nombre de jours	Régime d'Etat	
Inactive 80	FARMACIE GOMBAUD	EURL	8 RUE DU LANGUEDOC	89000	SANT-GERMES-SUR-BAILLE	DOBER	BARROT	GERANT	15/03/2018	92712	Traiter restaurant	2,8	2,80	0,00	15 600 €	3 353	24	60	64	19/10/20	2411/2020	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	ENTREPRISE QUEIRON	ENTREPRISE	1, RUE DES PATURÉS	89250	GIRY	PATRICK	TALLANDIER	GERANT	01/04/1982	4231A	Echelles pinsons	6	6,00	0,00	15 000 €	3 353	24	60	64	19/10/20	0812/2020	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	LA MIE DU BOLLANDER	EURL	5 RUE DANATO	89200	MONTON-VIA-RESLE	STEPHANE	CECILIENET	GERANT	22/02/2015	1071C	Fabrication Chocolat Caramels	1	1,00	0,00	8 000 €	1 758	24	60	64	19/10/20	2411/2020	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	GOULLIN TRAITEUR	GOULLIN TRAITEUR	L'AUBERGE NEIVE ROUTE DE SAINT BRIS	89293	AUSY	GAETAN	GAELAN	GERANT	01/07/2019	5921Z	Service traiteur	3,00	3,00	0,00	15 000 €	1 971	12	48	48	19/10/20	0812/2020	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	MICROCOM LASER SERVICES MULTIMEDIA	CO LOIRS	60 RUE QUINEMER	89000	AUXERRE	GAELAN	GAELAN	GERANT	01/07/2019	5921Z	Lasers	3	3,00	0,00	15 000 €	2 673	12	48	60	20/11/20	2310/2021	17/05/2022	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	NIGHT	SARL	17 ROUTE DE QUENNE	89293	VENOY	NORBERT	Fade	GERANT	04/10/2013	9022Z	Hôtels et installation de matériel événementiel	2,00	2,00	0,00	15 600 €	1 971	24	36	60	20/11/20	0307/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	ART ET REVOLUTION	SAS ART ET REVOLUTION	66 RUE GEORGES BROUSSE	89240	CHEVIGNES	BERNOT	CHADOT	PREBENT	27/04/2018	4334Z	Prints-placards	4,00	4,00	0,00	15 000 €	2 673	12	48	60	19/12/20	2303/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	PAYYAR	SAS PAYYAR	16 RUE DE PARIS	89330	SANT-BRIS-LE-VINEUX	SIHON	BERHAUT	PREBENT	19/10/2019	1102Z	Merc Bonnes	1,00	1,00	0,00	15 000 €	1 971	12	36	46	19/12/20	0203/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	BR INDUSTRIE	SASU	8713 PARC D'ACTIVITE LA CHAPELLE	89470	MONTEAU	KEVIN	BOLLIER	DIRECANT	18/12/2019	2592B	Françaises unipola microtransac industries	1,00	1,00	0,00	15 000 €	1 314	12	48	46	19/12/20	0203/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	LATELIER	ENTREPRISE INDIVIDUELLE	31 RUE DU PONT	89000	AUXERRE	JOSE	COTTRET	ENTREPRENEUR	07/12/2009	9928Z	Merc Bonnes	1,00	1,00	0,00	15 000 €	2 673	24	48	72	19/12/20	1102/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	SASU NOUVEAU RENOVATION	SASU NOUVEAU RENOVATION	11 ALLEE DES VOLETTES	89300	APPOHNY	NICOLAS	DUCONDE	PREBENT	20/02/2020	4331Z	Peinture placards	1,00	1,00	0,00	15 000 €	1 971	24	36	60	19/12/20	2101/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	FRANCE CUSTHONNE	FRANCE CUSTHONNE	33 RUE DES FRÈRES HAUTS	89470	MONTEAU	MOULDO	EL LOHESI	POO	18/09/2018	4735A	Vente et pose de menuiseries d'extérieur	5,00	5,00	0,00	15 000 €	1 971	24	36	60	19/12/20	2101/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	LE CLUS DE LEBROT	SARL LE CLUS DE LEBROT	7 ALLEE JACQUETTES	89000	AUXERRE	FLORENT	LESPERT	GERANT	17/04/2009	4735Z	Merc Bonnes	1,00	1,00	0,00	15 600 €	2 673	12	48	60	19/12/20	10/02/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	COULEUR VANILLE	BIGOTTE PASCOT	23 TERMIER DU PROFESSEUR MCCOUDOT	89300	APPOHNY	FLORENT	PASCOT	CHEF D'ENTREPRISE	29/11/2006	4692Z	Confiserie	2,00	2,00	0,00	7 000 €	566	12	34	36	19/12/20	10/02/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	SESER-PRO.COM	SESER-PRO.COM	CHAMPS CASSELIN	89000	SANT-GERMES-SUR-BAILLE	MARTIN	SESER	GERANT	01/03/2016	7071Z	consultant	2,00	2,00	0,00	14 000 €	14 000	12	48	60	19/12/20	04/05/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	BRUYATTECH	FOLLON ALEXANDRE HEURI FRANCE	3 ALLEE SURCOUF	89000	AUXERRE	ALEXANDRE	FOLLON	DIRECTEUR	15/02/2016	4736C	Services	1,00	1,00	0,00	7 000 €	7 000	12	48	60	19/12/20	2104/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	TROPHEE #8	EURL JOSE VE	31 RUE LOUIS BRALLE	89000	AUXERRE	JOSE	VE	GERANT	02/05/2003	4262Z	Commerce	6,00	6,00	0,00	15 600 €	15 600	12	48	60	19/12/20	09/04/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	HA BURSAUTOQUE	SARL	8 BIS RUE DE L'ALCE	89000	PERRIGNY	HERNE	ABOUMAM	GERANT	01/10/2010	4332B	Commerce	6,00	6,00	0,00	15 600 €	15 600	12	48	60	19/12/20	09/04/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	RYFENETRES	RYFENETRES	5 RUE LOUIS REMALT	89000	AUXERRE	RENAUD	VINCENT	GERANT	01/03/1991	8311Z	Commerce	9,50	9,50	0,00	15 600 €	15 600	12	48	60	19/12/20	09/04/21	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	AUX 28	SARL	2 AVENUE DE L'EUROPE BRZ	89470	MONTEAU	ALAIN	HENRY-BELJARD	GERANT	15/03/20	7890	Duflé sans bourgeoisie	1,00	1,00	0,00	15 600 €	15 600	12	36	46	19/12/20	18/05/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	CYCLE DWIN	EURL	11 CALLE DE LYONNE	89290	VINCLOTTES	GREGORY	MALLET	GERANT	17/05/2008	7811Z	Agence de voyages	5,00	5,00	0,00	15 600 €	15 600	12	48	60	19/12/20	21/02/2022	17/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	RICHOUX VOYAGES	SARL	1 PLACE ACHILLE RIHOUX	89000	AUXERRE	LAURENT	RIHOUX	GERANT	20/07/2018	3913Z	Agence de voyages	3,30	3,30	0,00	15 600 €	15 600	24	48	72	19/12/20	21/02/2022	17/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	VITALO 89	SARL	57 BIS AVENUE JEAN JEROMEZ	89000	AUXERRE	MATHIEU	CASADO	GERANT	01/04/2019	4841Z	Agence de voyages	1,00	1,00	0,00	15 600 €	15 600	12	48	60	19/12/20	09/04/21	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	TABR9	SASU	10 TER ROUTE DE VALAIN	89000	AUXERRE	ABDELOUJAB	BELVIDZ	PREBENT	01/09/2018	4841Z	Traport en + de 35	11,00	11,00	0,00	15 600 €	15 600	12	48	60	19/12/20	09/04/21	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	PIFFOU STEPHANE	SARL	1 RUE PINON	89290	AUSY	STEPHANE	PIFFOUX	GERANT	01/11/2009	9011Z	dateuses	1	1,00	0,00	15 600 €	15 600	12	48	60	19/12/20	19/07/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	AS INFORMATIQUE	ENTREPRENEUR INDIVIDUEL	105 RUE DES MAGNOTES	90000	AUXERRE	JEROME	TEJU	RESPONSABLE	18/09/2011	4941B	Transport	12,0	12,00	0,00	15 000 €	15 000	24	36	60	23/07/21	18/03/2022	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	QZSERRET	SA	56 AVENUE JEAN JAURES	89000	AUXERRE	FLORYAN	REULLIER	DIRECANT	28/03/2017	0171Z	Vendeur	1,0	1,00	0,00	15 000 €	15 000	24	36	60	23/07/21	22/09/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima
Inactive 80	DOMAINE RICHELIEU	ENTREPRISE INDIVIDUELLE	28IS RUE RICHELIEU	89500	SANT-BRIS-LE-VINEUX	NICOLAS	LAMMAN	CHEF DEVELOPATION	28/03/2017	0171Z	Vendeur	1,0	1,00	0,00	15 000 €	15 000	24	36	60	23/07/21	22/09/2021	18/05/2021	Régime d'Etat UE n° 407/2013 - Ades DA Minima

LISTE DES DOSSIERS FAVORABLES FARCT (AR VOTEES) - CA DE L'AUXERROIS

Inactive 89	LE FLYOU - HOTEL DU CYONE	SAS	14 RUE DU 24 AOÛT	89000	AUXERRE	TATIANA	SECURIN	MADAME	PRESIDENTE	29/03/2020	53102	Hotel	2,00	2,00	0,00	18.000 €	15.000	24	36	60	24/09/21	181070201	Regime d'etat SA 55985 (2020N) - France - COVID-19
Inactive 89	20 CREATIONS, 4 CAMILLE BORDA	ENTREPRISE INDIVIDUELLE	50 RUE LOUIS BRALLE	89000	AUXERRE	CAMILLE	BORDA	MADAME	RESPONSABLE ET COMPTABLE	17/06/2006	88984	Fermeture	2,00	2,00	0,00	16.000 €	15.000	12	48	60	24/09/21	181070201	Regime d'etat SA 55985 (2020N) - France - COVID-19
Inactive 89	BX INDUSTRIE	SASU	BAT 13 PARC D'ACTIVITES CHAMPELROY ANT 2	89410	MONTEBAU	KEVIN	BOLLVIER	MONSIEUR	GERANT	18/12/2018	25828	Frais de nettoyage maintenance hebdomadaire	1,00	1,00	0,00	5.000 €	5000	12	36	48	29/10/21	118107022	Regime d'etat SA 55985 (2020N) - France - COVID-19
Inactive 89	BENJAMIN ENBROMMENT	SASU	27 AVENUE DE CHAMPELROY ANT 2	89000	AUXERRE	ADOLPHE	GUDY	MONSIEUR	PRESIDENT	21/07/2017	81222	Natigeage individuel	4,00	4,00	0,00	16.000 €	15000	12	48	60	29/10/21	201110201	Regime d'etat SA 55985 (2020N) - France - COVID-19
Inactive 89	FABRE	EI	1 RUE DE LA ROSSE AUX ANGLAIS	89300	APPOIGNY	MARCELIN	FABRE	MADAME	ENTREPRENEUR INDIVIDUEL	02/11/2018	89392	SALLE DE SPORT	1,00	1,00	0,00	16.000 €	15000	12	48	60	19/11/21	190170202	Regime d'etat SA 55985 (2020N) - France - COVID-19
Inactive 89	CYBERGLACE	SARL	4 RUE DE LONDRES	89410	MONTEBAU	ALEXANDRE	PECTELU	MONSIEUR	GERANT	19/09/1986	93112	Patinoire	2,75	2,75	0,00	16.000 €	15000	12	24	36	17/12/21	281070202	Regime d'etat SA 55985 (2020N) - France - COVID-19
Inactive 89	AUXERRE BOX	EURL	3 BIS RUE LOUIS FENELLET	89000	AUXERRE	LAURENT	SALAMONDJANO	MONSIEUR	GERANT	01/06/2018	82168	Location de boxes	1,00	1,00	0,00	16.000 €	15000	12	48	60	17/12/21	090202022	Regime d'etat SA 55985 (2020N) - France - COVID-19
Inactive 89	AO EVENTS	EURL	59 RUE HOLLAÏOU PRESIDENT	89000	AUXERRE	ADRIEN	ONZIA	MONSIEUR	DIRECTEUR GENERAL	01/03/2020	90022	Frais de vente sponsorship événementielle	1,5	1,50	0,00	16.000 €	15000	12	48	60	18/02/22	130420202	Regime d'etat SA 55985 (2020N) - France - COVID-19


LISTE DES DOSSIERS CLOTURES FARCT (INELIGIBLES OU ABANDON) - CA DE L'AUXERROIS

Plateforme Initiative	NOM DE L'ENTREPRISE	Raison sociale	Adresse postale du siège social	CP	COMMUNE	PRENOM DU REPRESENTANT LEGAL	NOM DU REPRESENTANT LEGAL	CIVILITE	QUALITE DU REPRESENTANT LEGAL	Date de création de l'entreprise	Code APE	Secteur d'activité	Effectifs de l'entreprise au 29/02/20	Stade du dossier
Initiative 89	ART ET PEINTURE	SAS - ART ET PEINTURE	86 RUE GEORGES BRASSEMS	89240	CHEVANNES	BENOIT	CHAPOT	MONSIEUR	PRESIDENT	27/04/2018	4334Z	Peintre-plaquiste	4	abandon du dirigeant
Initiative 89	HOTEL DU CYGNE	LE LYLOU	14 RUE DU 24 AOÛT	89000	AUXERRE	TATIANA	SEGUN	MADAME	PRESIDENTE	01/04/1982	551A	Hôtel touristique avec restaurant	2	inéligible (critères RI)
Initiative 89	SASU CABOTTE PASCAL ROBIN	SASU	4ROUTE DE BAT DANE -NANGIS RUE ROBERT RACLOT	89290	QUENNE	PASCAL	ROBIN	MONSIEUR	GERANT	21/07/2018	4634Z	Commerce de gros	1	inéligible (critères RI)
Initiative 89	AO EVENTS	SASU AO EVENTS	RUE ROBERT RACLOT	89290	CHAMPS-SUR-YONNE	ADRIEN	ONZIA	MONSIEUR	PRESIDENT	01/03/2020	9002Z	Arts du spectacle vivant	1,00	abandon du dirigeant
Initiative 89	DUSSOL FLORENCE	LE BAR A ONGLES	44 RUE DU TEMPLE	89000	AUXERRE	FLORENCE	DUSSOL	MADAME	GERANTE	20/02/1994	4789Z	Commerce de détails	3,00	abandon du dirigeant
Initiative 89	CERAMICANA	ARTISAN CERAMISTE D'ART	4 RUE DE LA PREFECTURE	89000	AUXERRE	LONGIER	ANNE	MADAME	CERAMISTE	26/06/2001	2341Z	Fabrication d'articles en céramique	1,00	inéligible (critères RI)
Initiative 89	CF PRESTATION SERVICES	AUTOENTREPRENEUR	12 QUAI DE LYONNE VAUX MERRAOZ	89000	AUXERRE	VITOR	CAPELA FERREIRA	MONSIEUR	REPRESENTANT	13/10/2020	8121Z	Nettoyage courant des bâtiments	0,00	inéligible (critères RI)
Initiative 89	LE MILLESIME	LE MILLESIME	53 AVENUE JEAN MERRAOZ	89000	AUXERRE	MOHAMMED	HAOJADJ	MONSIEUR	GERANT	02/01/2014	5610A	Restauration traditionnelle	4,00	abandon du dirigeant
Initiative 89	PHILCREATIF	SASU	5 RUE DAMPIERRE	89000	AUXERRE	PHILIPPE	GAUGY	MONSIEUR	GERANT	10/06/2015	9602A	Coffure	2,00	abandon du dirigeant
Initiative 89	POIVRETEL	EURL	32 PLACE DES CORRELIERS	89000	AUXERRE	FARID	KHELIFI	MONSIEUR	GERANT	01/03/2009	5610A	Restauration traditionnelle	2,00	abandon du dirigeant
Initiative 89	OUAKRIME HOUSSINE	MICRO-ENTREPRENEUR	124 ROUTE DE PARIS	89380	APPOIGNY	HOUSSINE	OUAKRIME	MONSIEUR	DIRIGEANT	10/03/2014	3250A	Fabrication de matériels médico-chirurgicaux	0,00	abandon du dirigeant
Initiative 89	VLMC	SARL PARC DE LOISIRS DU CHABLISIEN	9 RUE DU MOULIN DU PRESIDENT	89000	AUXERRE	CHRISTOPHE	ROLLET	MONSIEUR	GERANT	11/09/2006	4540Z	Commerce de réparation de motos	2	abandon du dirigeant
Initiative 89	IS O COURANT	SAS	5 RUE DES COMPAGNONS	89290	CHAMPS-SUR-YONNE	LOIC	BIZOT	MONSIEUR	PRESIDENT	01/12/2015	4321A	Travaux d'installation électrique	2	abandon du dirigeant
Initiative 89	FLORENCE MARLE	FLORENCE MARLE	3 RUE DES CAPUCINES APT 60	89000	AUXERRE	FLORENCE	MARLE	MADAME	AUTOENTREPRENEUR	09/11/2016	6622Z	Assurance	0	abandon du dirigeant
Initiative 89	STAR PALETTES	STAR PALETTES	13 RUE JULES FERRY	89000	AUXERRE	SAMAR	ATIA	MADAME	GERANTE	01/01/2019	4698B	Commerce de gros	4	abandon du dirigeant
Initiative 89	ALPHA EPSILON	SASU	HOTEL LE MAXIME 2 QUAI DE LA MARINE	89000	AUXERRE	DELPHINE	LEFEBVRE	MADAME	P.D.G.	09/05/2017	5510Z	Hébergement	9	abandon du dirigeant
Initiative 89	L'ILE DE L'ESPOIR	ASSOCIATION	99 RUE DE LA NOUE RESIDENCE CHANTIERIE APT 5	89000	AUXERRE	MAITE	NIRLO	MADAME	DIRIGEANTE	11/03/2022	8898B	Action sociale sans hébergement	2	abandon du dirigeant
Initiative 89	IKB INGENIERIE	AUTOENTREPRENEUR	9 RUE JEAN MICHEL DOSNON	89000	AUXERRE	BOUTERFASS	BOUTERFASS	MONSIEUR	GERANT	16/01/2020	7112B	Ingénierie	1	inéligible (critères RI)
Initiative 89	AIZA	Sarl	1 RUE FOURIER	89000	AUXERRE	JAMEELA	BEGUM	MADAME	GERANT	20/09/2019	5610C	Restauration de type rapide	2	inéligible (critères RI)
Initiative 89	CILE	SASU	5 TER RUE PHILIBERT ROUX	89000	AUXERRE	CECILE	PASQUIER	MADAME	PRESIDENTE	08/08/2019	1724Z	Fabrication de papier peint	1	inéligible (critères RI)
Initiative 89	SUNPIZZA	SARL	41 RUE ROUGET DE LISLE	89000	AUXERRE	HAMID	HAFED	MONSIEUR	GERANT	02/01/2019	5610C	Restauration de type rapide	1	abandon du dirigeant
Initiative 89	RELAIS DE LA VALLEE	EI	8 AVENUE DE LA PUISAYE	89240	VILLEGARDEAU	FREDERIC	TRON	MONSIEUR	CHEF D'ENTREPRISE	04/04/2006	5610C	Restauration de type rapide	0	abandon du dirigeant
Initiative 89	ADE FABRIK	SARL	41 RUE DES BOIS	89113	CHARBUY	ADERALD	CARON	MONSIEUR	CO-GERANT	29/06/2020	1071D	Pâtisserie	1	abandon du dirigeant
Initiative 89	SAS DIVIVINS	SAS	105 RUE DES MINGOTTES	89000	AUXERRE	BIANCA	BERNARDI	MADAME	GERANTE	01/03/2018	4834Z	Commerce de gros	1	inéligible (critères RI)

LISTE DES DOSSIERS CLOTURES FARCT (INELIGIBLES OU ABANDON) - CA DE L'AUXERROIS

Initiative 89	BG SPORT	SARL	60 RUE GUYENEMER	89000	AUXERRE	RADOIEN	BENCHABANE	MONSIEUR	GERANT	01/06/2012	9311Z	Sports et loisirs	3	Ineligible (critères RI)
Initiative 89	DOMAINE JACQUET L&S	EARL	7, RUE DE BEUGNON	89530	CHITRY	LIONEL	JACQUET	MONSIEUR	GERANT	15/01/2002	0121Z	Culture de la vigne	3	abandon du dirigeant
Initiative 89	CYRILLE ET FANNY	SARL	56 RUE SAINT PELEGRIN	89000	AUXERRE	CYRILLE	BARTHELEMY	MONSIEUR	GERANT	25/04/2008	5810A	Restauration traditionnelle	2	abandon du dirigeant
Initiative 89	MINI MARKET	EI	29 RUE DU 24 AOUT	89000	AUXERRE	HANANE	EL HARRAB	MADAME	GERANT	28/05/2019	4632A	Commerce de gros	0	abandon du dirigeant
Initiative 89	AG2L SAS	SAS	5 RUE JULES FERRY	89000	AUXERRE	SANDRINE	LHJILLIER	MADAME	PRESIDENT	09/08/2018	6920Z	Comptabilité	3	abandon du dirigeant
Initiative 89	AARFA ASSURANCES	SAS	105 RUE DE PARIS	89000	AUXERRE	KARIM	SAHMAOUI	MONSIEUR	PRESIDENT	11/04/2018	6622Z	Assurance	1	abandon du dirigeant

**RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTE**



4, square Castan
CS 51857
25031 Besançon

0 970 289 000
www.bourgognefranche-comte.fr



Convention de partenariat entre la Région Bourgogne France Comte et
CA de l'Auxerrois
relative au droit de reprise du fonds régional d'avances remboursables
« Consolidation de la trésorerie des TPE » (FARCT)

Entre

La région Bourgogne-Franche-Comté, sise 4, square Castan - CS 51857 - 25031 BESANCON CEDEX, représentée par Madame Marie-Guite DUFAY, Présidente du Conseil régional, dûment habilité à l'effet de signer la présente par délibération du Conseil régional n° 22CP.689 en date du 8 juillet 2022, ci-après désignée par le terme « la Région »

et

CA de l'Auxerrois, ci-après désignée par le terme EPCI « Etablissement Public de Coopération Intercommunale », représentée par Monsieur Crescent MARAULT, Président, dûment habilitée à l'effet de signer la présente convention.

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte du COVID-19 du 20/03/2020 (Journal officiel de l'Union européenne / 2020/C 91 I/01),
- VU le régime d'Aide d'État SA.100959 (2021/N) – France – COVID-19 : Prolongation des régimes d'aides d'Etat SA.56709, SA.56985, SA.57367, SA.57695, SA.57754, SA.61330, SA.62568, SA.62999, SA.63564 et SA.63656, tels que modifiés,
- VU le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,
- VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM,

- VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,
- VU l'instruction NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issue de l'application de la loi NOTRe,
- VU l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19,
- VU la convention relative au « Pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité : Fonds Régional d'avances remboursables » entre la Région Bourgogne-Franche-Comté et l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) CA de l'Auxerrois, adoptée lors de l'assemblée plénière en date des 25 et 26 juin 2020 et signée le 9 octobre 2020,
- VU la convention de partenariat entre la Région Bourgogne-Franche-Comté et la Banque des Territoires portant création d'un fonds de prêt régional pour la « consolidation de la trésorerie des Très Petites Entreprises » (FARCT) dans le cadre du Plan de relance COVID 19 adoptée lors de l'assemblée plénière en date des 25 et 26 juin 2020 et ses 2 avenants,
- VU la convention « fonds régional d'avances remboursables » entre l'ARDEA et la région Bourgogne Franche Comte adoptée lors de l'assemblée plénière en date des 25 et 26 juin 2020 et son avenant,
- VU la délibération du Conseil Régional en date du 8 juillet 2022 transmise au Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté le 13 juillet 2022,
- VU la délibération du Conseil de CA de l'Auxerrois en date du

I. PREALABLEMENT, IL EST RAPPELE :

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie de proximité. A ce titre, la Région et les EPCI ont convenu d'un Pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité. Ce Pacte régional reposait sur deux fonds complémentaires :

- Un **fonds régional des territoires** en subventions opéré par les EPCI, auquel la Région contribue par un versement à chaque EPCI à hauteur de 5€ par habitant.
- Un **fonds régional** d'avances remboursables, mutualisé et solidaire, auquel les EPCI contribuent par un versement à la Région à hauteur de 1€ par habitant : le fonds régional d'avances remboursables « Consolidation de la trésorerie des TPE » (FARCT).

Les deux fonds de ce dispositif étaient dédiés à cette cible des TPE (très petites entreprises de 0 à 10 salariés) de l'économie de proximité de la Bourgogne-Franche-Comté.

Le fonds régional d'avances remboursables « Consolidation de la trésorerie des TPE » (FARCT) a été mis en place par la Région pour soutenir les petites entreprises rencontrant des difficultés conjoncturelles, dans le cadre de mesures de relance post crise, permettant notamment à ces entreprises touchées par la crise du COVID 19 de renforcer leur structure financière dans une logique d'ingénierie financière. Dans ce cadre, la régie ARDEA a pour mission de gérer l'enveloppe financière destinée au financement des prêts, avec l'appui de partenaires techniques choisis dans le cadre d'un marché. Ce prêt régional a été accordé,

selon les besoins et la situation économique du bénéficiaire, sous forme de prêt à l'entreprise (avance remboursable), pour des entreprises locales déjà immatriculées. Les prêts consentis étaient compris entre 3 000 € et 15 000 €, sans garantie personnelle, à taux zéro et avec la possibilité pour le bénéficiaire de disposer d'un différé de 2 ans et d'étaler son remboursement jusqu'à 7 ans.

Le financement par la Région de cet outil financier intègre, de manière mutualisée à l'échelle de la Bourgogne-Franche-Comté, la participation financière des EPCI.

La Région définit par la présente convention les conditions et les modalités du droit de reprise de la contrepartie financière de l'EPCI.

II. IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités du droit de reprise de la participation financière de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) CA de l'Auxerrois.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

Au titre de sa compétence exclusive en matière d'aide aux entreprises, la région abonde des outils financiers, soit en portage propre (régie...), soit par l'intermédiaire d'opérateurs habilités à gérer des outils financiers. La Région a décidé de soutenir les TPE à travers un fonds géré par sa régie l'ARDEA : le fonds d'avances remboursable « Consolidation de la trésorerie des TPE » (FARCT).

A ce titre, la Région engage la totalité de l'aide prévue sur ce fonds régional d'avances remboursables pour la part régionale et pour la part intercommunale en commission permanente.

Dans le cadre d'un objectif de mutualisation des moyens budgétaires attribués à ce dispositif à l'échelle de la Bourgogne-Franche-Comté, la Région s'engage à rembourser aux EPCI signataires du Pacte et ayant versé leur contribution financière, leur participation financière selon les modalités définies aux articles 3 et 4 de la présente convention.

ARTICLE 3 : MODALITES FINANCIERES

L'EPCI a versé une participation au fonds régional d'avances remboursables au prorata de sa population (selon la dernière source INSEE connue) sur la base d'un euro par habitant. Cette participation visait à soutenir les TPE de l'ensemble du territoire de la région Bourgogne-Franche-Comté car le fonds régional d'avances remboursables est un fonds mutualisé à l'échelle régionale. Cette participation financière de l'EPCI est venue exclusivement alimenter l'enveloppe budgétaire du fonds régional d'avances remboursables.

En conséquence, CA de l'Auxerrois a versé à la Région sa participation d'un montant de 67 832 € calculé sur la base de son nombre d'habitant (soit 1 € x 67832 habitants). La participation de CA de l'Auxerrois, d'un montant de 67 832 € correspond à 0,478 % des cofinancements apportés. Les remboursements seront calculés sur cette base.

Le fonds régional d'avances remboursables est un dispositif imputé en dépenses d'investissement. Les recettes qui seront remboursées à l'EPCI seront donc à imputer également en investissement.

ARTICLE 4 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Le droit de reprise du fonds de l'apport versé par l'EPCI est restitué à ce dernier selon les modalités suivantes :

1. A la fin de la période d'investissement du fonds

Depuis le 31 décembre 2021, plus aucun dossier ne peut être déposé au titre du FARCT. Le prestataire choisi a géré jusqu'au 31 mars 2022 l'instruction des dossiers déposés jusqu'au 31 décembre 2021 inclus dans la cadre du marché dont il est attributaire. Ces dossiers ont ensuite été présentés au vote à la Région (dernier vote : commission permanente du 6 mai 2022). A la suite de ce vote, un état du fonds a été réalisé permettant de déterminer le reliquat de la dotation non investie à l'échéance.

Sur une dotation de 14,2 M€, le montant total des dossiers votés s'établit à 12 035 500 € ; un reliquat non engagé de 2 164 500 € a été constaté. Ce reliquat non investi doit être restitué aux financeurs du fonds à due proportion de leur quote-part de dotation initiale du fonds.

La quote-part des financeurs sur la dotation globale de 14,2 M€ est la suivante :

- 6,04 M€ Région soit 42,53 %,
- 2,76 M€ pour 108 EPCI signataires soit 19,44 % (dont 0,478 % pour la quote-part de CA de l'Auxerrois, soit un montant de 10 339,60 €),
- 5,4 M€ Banque des Territoires soit 38,03 %.

Cette répartition prend en compte la dotation de la Banque des Territoires mais également l'ajustement du montant des recettes récupérées auprès des EPCI sur leur participation au fonds - la Région prend à sa charge le delta entre les 2,8 M€ qu'elle avait estimés et le montant qui sera effectivement récupéré (2,76 M€) compte tenu de l'adhésion ou non de certains EPCI.

Le versement de la quote-part du reliquat non engagé s'effectuera uniquement après vote et signature de la convention par l'EPCI (délai estimatif prévisionnel : au cours de l'année 2023).

2. A l'extinction du fonds

L'extinction définitive du fonds est établie prévisionnellement au 31 décembre 2029**. Il comprend la durée du différé maximum de 2 ans, celle du remboursement des bénéficiaires de 5 ans maximum ainsi qu'un délai d'un an correspondant à la transmission par la Paierie régionale des sinistres enregistrés sur le fonds dont l'ARDEA a connaissance avec une année de décalage. Le dispositif est entré en vigueur le 29 juillet 2020 ; de ce fait, l'extinction de l'outil est programmée prévisionnellement jusqu'au 31 décembre 2029 pour tenir compte de l'ensemble des paramètres indiqués ci-dessus.

Le montant total prévisionnel de la participation des EPCI dans le fonds était estimé à 2,8 M€. A ce jour, cette participation s'élève à 2,76 M€ ce qui représente 19,44 % de la dotation totale de 14,2 M€. Sur cette participation totale des EPCI, celle de CA de l'Auxerrois correspond à 0,478 %.

Le droit de reprise est appliqué selon la modalité suivante : remboursement de la contribution de l'EPCI à due proportion déduction faite de la « casse » selon les principes de mutualisation et de solidarité.

Par « casse », il faut entendre :

- les dossiers comptabilisés en tant que sinistres (créances définitivement irrécouvrables après mise en jeu des garanties, exercice et épuisement de toutes les voies de recours) ;
- les dossiers caducs et non décaissés.

L'imputation de tout sinistre sur le montant de la reprise ne pourra s'exercer qu'à concurrence de la quote-part représentée par le montant de l'apport objet de la présente convention, rapporté au montant global du fonds.

Compte tenu de la mécanique de reversement, liée à l'établissement définitif des comptes de l'ARDEA le 31 mars de l'année N pour l'année N-1, les 2 périodes de remboursement seront les suivantes :

- Un 1^{er} versement qui interviendrait fin 2026 (= 1 mandat) pour la période concernée 2022-2025. Ce versement prendra en compte les 1^{ers} remboursements de prêts diminués de la casse afférente à ces prêts et des dossiers caducs non décaissés (un an de caducité prévu sur les dossiers votés donc à partir du 6 mai 2023, il n'y aura plus de caducités à comptabiliser).
- Le versement du solde en 2030 après la clôture du fonds le 31 décembre 2029 (= 1 mandat) pour la période concernée 2026-2029 et sous réserve du maintien de cette date de clôture théorique du fonds**. Ce versement correspondra au remboursement des prêts diminués de la casse afférente.

*** La date théorique d'extinction du fonds pourra être prorogée pour tenir compte de l'allongement des durées de remboursements par les bénéficiaires en cas de reports d'échéances. Dans ce cas, la prorogation sera réalisée par voie d'avenant entre la Région et l'EPCI.*

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties et restera en vigueur jusqu'à la restitution intégrale de l'ensemble des sommes dues par la Région à l'EPCI, au titre de la reprise ci-dessus définie aux articles 3 et 4.

ARTICLE 6 : RESILIATION

La convention sera résiliée de plein droit et sans indemnités par la Région en cas de :

- manquement total ou partiel de l'EPCI à l'un des engagements de la présente convention,

- d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par l'EPCI à la Région.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui ne peut avoir pour objet de modifier l'objet de la convention tel que prévu à l'article 1^{er},

ARTICLE 8 : REGLEMENT AMIABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

En cas de litiges éventuels nés du fait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties sont tenues de mettre tous leurs efforts en œuvre afin de résoudre leur différend de façon amiable et de bonne foi, avant de soumettre le litige au tribunal administratif de Besançon.

Fait à Besançon, le

La présidente du conseil régional
de Bourgogne-Franche-Comté

Président de
CA de l'Auxerrois

Madame Marie-Guite DUFAY

Monsieur Crescent MARAULT

Convention de partenariat Du Guide des stages et de l'alternance

Entre

La communauté d'agglomération de l'auxerrois, la communauté d'Agglomération de Troyes Champagne Métropole, La communauté d'agglomération du grand Sennonnais, la communauté d'Agglomération de Chaumont, du bassin nogentais et du bassin bologne, Vignory Froncles

Et

La Chambre de commerce et d'Industrie de Troyes et Aube, la chambre de commerce et d'industrie de l'Yonne, la chambre de Commerce et d'Industrie de la Haute-Marne

La Communauté d'Agglomération de Troyes Champagne Métropole représentée par son Président, Monsieur François Baroin dûment habilité,

Et

La communauté du Grand Sénonais représentée par sa présidente, Madame Marie-Louise Fort, dûment habilitée,

Et

La communauté d'agglomération de Chaumont représentée par son Président Monsieur Stéphane Martinelli, dûment habilité

Et

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois représentée par son président Monsieur Crescent Marault dûment habilité

Et

- la Chambre de commerce et d'Industrie de Troyes et Aube représentée par son Président, Monsieur Sylvain Convers dûment habilité
- La chambre de Commerce et d'Industrie de l'Yonne, représentée par son Président dûment habilité
- La chambre de commerce et d'Industrie de la Haute-Marne représentée par son Président dûment habilité
- Désignées ensemble « les parties »

Article 1^{er} Objet du partenariat

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions dans lesquelles s'inscrivent les opérations de partenariat entre les parties dans le

cadre de la promotion du guide des stages et de l'alternance, mis en place, dans le cadre du pôle métropolitain et du pacte de coopération signé en 2018.

L'objectif est d'élargir le guide des stages et de l'alternance (mis en place en 2017 dans le cadre du pôle métropolitain).

Ce guide répertorie les formations supérieures proposant un stage ou une alternance dans son cursus, aux établissements d'enseignement supérieur de la communauté d'agglomération sénonaise, chaumontaise, Troyenne. Cette convention a pour objectif de pérenniser le dispositif et de l'élargir aux établissements d'enseignement supérieur installés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Le guide sera consultable sur le site internet dédié, géré par Troyes Champagne Métropole.

Article 2 Droits et Obligations

Article 2.1 droits et obligations des CCI de L'Yonne et de la Haute-Marne
Chaque CCI s'engage à promouvoir le Guide des stages et de l'Alternance auprès des entreprises de son territoire.

Article 2.2 Droits et obligations de la CCI Troyes et Aube

La CCI de Troyes et Aube s'engage à :

- Transmettre à Troyes Champagne Métropole, le logo de sa structure et à promouvoir le guide des stages et de l'alternance auprès des entreprises de son territoire
- A mettre à jour les informations nationales relatives au stage et à l'alternance qui seront sur le site internet dédié : <http://guide-stage-alternance.fr>

Article 3 Droits et obligations des communautés d'Agglomération

Dans le cadre de l'élargissement du pôle métropolitain, les impressions des différents supports seront partagées entre les établissements publics membre de ce dernier

3.1 Droits et Obligations de la Communauté d'Agglomération de Troyes Champagne Métropole

La Communauté d'Agglomération de Troyes Champagne Metropole s'engage :

- A assurer la maintenance du guide des stages et de l'alternance et son contenu sur un site internet dédié (<http://guide-stage-alternance.fr>) et à assurer l'actualisation du guide des stages et de l'alternance en collaboration

avec les agglomérations auxerroise, sénonaise et chaumontaise ainsi qu'avec les trois CCI.

La mise en ligne du contenu relatif aux informations provenant des établissements d'enseignement supérieur des quatre territoires (Troyes, Sens, Chaumont, Auxerre) reste sous la responsabilité de chaque établissement qui transfèrera ses informations à la communauté d'Agglomération de Troyes Champagne Métropole.

Un document type à remplir par chaque établissement d'enseignement supérieur sera envoyé par la Communauté d'Agglomération de Troyes Champagne Métropole .

Cette dernière assure la collecte et retransmission de ces informations, ainsi récupérées, sur le site internet dédié sans y apporter des modifications sur le contenu (hormis les cas où pour des raisons techniques notamment elle devrait les modifier. En cas d'erreur (s) ou de manquement(s) constaté (s), le partenaire ou l'Etablissement d'enseignement supérieur pourra demander sa modification auprès de Troyes Champagne Métropole, sur le site internet dédié.

- A promouvoir le guide des stages et de l'alternance auprès des étudiants et des entreprises du territoire de l'agglomération troyenne.

3.2 Droits et Obligations de la Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais, de la communauté d'Agglomération de Chaumont et de la communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Chaque Communauté d'agglomération s'engage ;

- A intervenir auprès des établissements de leur territoire pour faciliter la transmission des informations qui seront disponibles sur le site internet du guide des stages et de l'alternance (période de stages ou l'alternance , contact, durée, date de début, etc)
- A promouvoir le guide des stages et de l'alternance auprès des étudiants et des entreprises de leur territoire.

Article 4 Partenariat

Les signataires de la présente convention s'engagent à faire apparaître les logos des six entités sur tous les supports de communication destinés à promouvoir le guide ou toute autre manifestation, animation en lien avec l'objet de la convention. Les différents supports de communication seront validés par les parties avant toute diffusion.

Ce partenariat exclut, par ailleurs, tout flux financier.

Article 5 Durée

La présente convention entre en vigueur dès sa notification, par Troyes Champagne Métropole aux parties et expire le 31 décembre 2026.

Article 6 Modification

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un accord préalable des parties et donnera lieu à la signature d'un avenant.

Article 7 Retrait d'un partenaire

En cours d'exécution de la présente convention, tout signataire peut faire une demande de retrait, sous -réserve qu'il ait notifié par lettre recommandée avec accusé Réception , à Troyes champagne Métropole, son intention de se retirer.

Le retrait du demandeur prendra effet deux mois après la date de réception de cette demande par Troyes Champagne Métropole.

Article 8 responsabilité

Chacune des parties est responsable, dans les conditions qui lui sont propres, des modalités de mises en œuvre de la présente convention.

Article 9 litiges

9.1 En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, les autres parties peuvent résilier de plein droit la présente convention après un délai de 20 jours suivants mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception restée sans effet.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 20 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, sauf si dans ce délai :

- Les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution.
- L'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

9.2 En cas de litiges quant à l'interprétation ou l'exécution de la présente et après épuisement des voies de recours amiables, les parties conviennent de porter leur différend devant le tribunal administratif de Châlons en Champagne.

Fait à Troyes

Pour La Communauté d'Agglomération de Troyes Champagne

Pour La Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais

Pour la Communauté d'Agglomération de Chaumont

Pour la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Pour La CCI de l'Yonne

Pour la CCI Troyes et Aube

Pour la Cci de la haute Marne

Convention de partenariat financier pour l'implantation de couverts dans le cadre de la charte locale

Entre les soussignés :

- ✕ La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, établissement public de coopération intercommunale inscrit au SIRET sous le numéro 248 900 532 00016, sise 6 bis, place du Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 AUXERRE cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT et dénommée ci-après « la communauté »

ET

- ✕ Entre (nom de l'exploitant ou de la société) _____ ,
(adresse) _____ ,
dénommé ci-après « l'exploitant »
Numéro PACAGE :

Objet de la convention

Aux dépassements des taux de nitrates, subis depuis les années 60/70, ont succédé l'apparition de résidus de pesticides, et plus particulièrement leurs produits de dégradation, appelés métabolites. Cette dégradation a entraîné la fermeture des captages de la Potrade (Augy, 2014), de la plaine des Isles (Auxerre, 2014), des prés du moulin (Perrigny, 2018) et celle du captage de Talloué (Chitry).

Pour faire face à cette évolution, la Communauté sur l'impulsion de l'administration, a travaillé à l'élaboration d'une charte locale en partenariat avec l'association de la qualité de l'eau potable en lien avec les enjeux du territoire. Il s'agit d'un plan d'actions collectif et partagé par les agriculteurs et les viticulteurs. Parmi les mesures proposées, il est préconisé l'implantation de couverts après légumineuses annuelles et protéagineux ainsi qu'entre deux céréales à paille d'hiver (sur une parcelle positionnée sur les bassins d'alimentation de captage).

La communauté consciente des coûts supplémentaires occasionnés, propose de prendre en charge l'implantation de ces couverts à hauteur de 50€ par hectare semé pour les agriculteurs signataires de la charte.

Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la campagne 2022-2023 soit une durée d'un an.

Engagement de la communauté

Selon la décision du conseil communautaire en date du septembre 2022, la communauté s'engage à verser à l'agriculteur une subvention à hauteur de :

- 50 €/ha pour l'implantation de couverts préconisés par les mesures indiquées dans la charte locale pour la campagne 2022-2023

Le versement de la compensation financière sera effectué par la communauté après vérification du respect des engagements en fonction des éléments d'enregistrement des pratiques et du contrôle des parcelles de visu en partenariat avec l'exploitant.

Engagement de l'agriculteur

L'agriculteur s'engage :

- A planter après une légumineuse annuelle ou un protéagineux, un couvert contenant au moins une crucifère ou planter un colza
- Mettre un couvert entre 2 céréales à pailles d'hiver sur au moins une parcelle incluse dans le zonage des bassins d'alimentation de captage concernés par la charte locale.
- A mettre tous les moyens nécessaires en œuvre pour une implantation optimale des couverts
- A transmettre tous les éléments permettant à la communauté de contrôler l'implantation des couverts :
 - Le registre parcellaire graphique avec identification des parcelles implantées avec un couvert
 - L'assolement de l'année 2022 et celui prévu pour 2023
 - Liste des espèces implantées sur les couverts
- D'assurer la visite des parcelles concernées en compagnie de l'animateur (rice) de la communauté

Résiliation de la convention

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de défaut de paiement de la communauté.

La convention sera également résiliée en cas de non-respect des conditions d'éligibilité à la subvention par les agriculteurs signataires de la convention.

Fait à Auxerre en deux exemplaires le

Le Président de la Communauté
d'Agglomération de l'Auxerrois,

L'exploitant

Crescent MARAULT



Charte locale pour la qualité de l'eau

Captages de la plaine du Saulce, de la plaine des Isles et des Boisseaux

Table des matières

PRÉAMBULE.....	2
PÉRIMÈTRE DE LA CHARTE.....	2
ENJEUX ET OBJECTIFS.....	4
ACTIONS AGRICOLES.....	4
PROGRAMME D' ACTIONS POUR LA VITICULTURE.....	5
PROGRAMME D' ACTIONS POUR LES GRANDES CULTURES.....	7
ANIMATION ET SUIVI DES ACTIONS AGRICOLES.....	10
PROGRAMME D' ACTIONS NON AGRICOLES.....	10
ACTIONS COMPLÉMENTAIRES.....	10
ACTIONS INCITATIVES NITRATES.....	11
RÉHABILITATION DES SYSTÈMES DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES.....	11
MISE EN ŒUVRE DE PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX (PSE).....	12
CONVENTION-TYPE POUR LA VITICULTURE.....	13
CONVENTION-TYPE POUR LES GRANDES CULTURES.....	14

Préambule

La charte locale est un engagement en faveur de la reconquête de la qualité de la ressource en eau potable de captages prioritaires. Elle est la déclinaison de la charte départementale des aires d'alimentation de captages (AAC) de 2016.

La charte locale comprend deux parties : le cadre de la gouvernance (rôle et engagement des acteurs locaux) et le programme d'actions.

L'objectif de la charte locale pour la qualité de l'eau est de développer la gestion locale à travers un débat consensuel de l'ensemble des acteurs concernés, un cadre et des actions adaptés au contexte local.

Pour ce faire, la charte repose sur :

- Des règles claires sur les modes de décisions
- Un objectif final partagé
- Des actions évaluables
- Des indicateurs opérationnels, avec des coûts de mise en œuvre acceptables
- Un engagement massif des acteurs sur les actions définies dans ce cadre

Les règles de fonctionnement sont définies dans le règlement intérieur du Comité de pilotage en annexe.

Le programme d'actions est défini localement, et tient compte du contexte et des enjeux. Il a été construit par les acteurs locaux concernés, lors d'ateliers de travail, avec l'appui de la cellule d'animation de l'association pour la qualité de l'eau potable et de la Chambre d'Agriculture. Il comprend des actions agricoles conformément à l'article R 114-6 du Code Rural, et des actions non agricoles.

Le programme d'action précise également de manière détaillée les objectifs à atteindre selon le type d'action, et les délais correspondants. Chaque objectif est associé à des indicateurs de moyens et de résultats et à un calendrier d'évaluation et de réalisation.

Périmètre de la charte

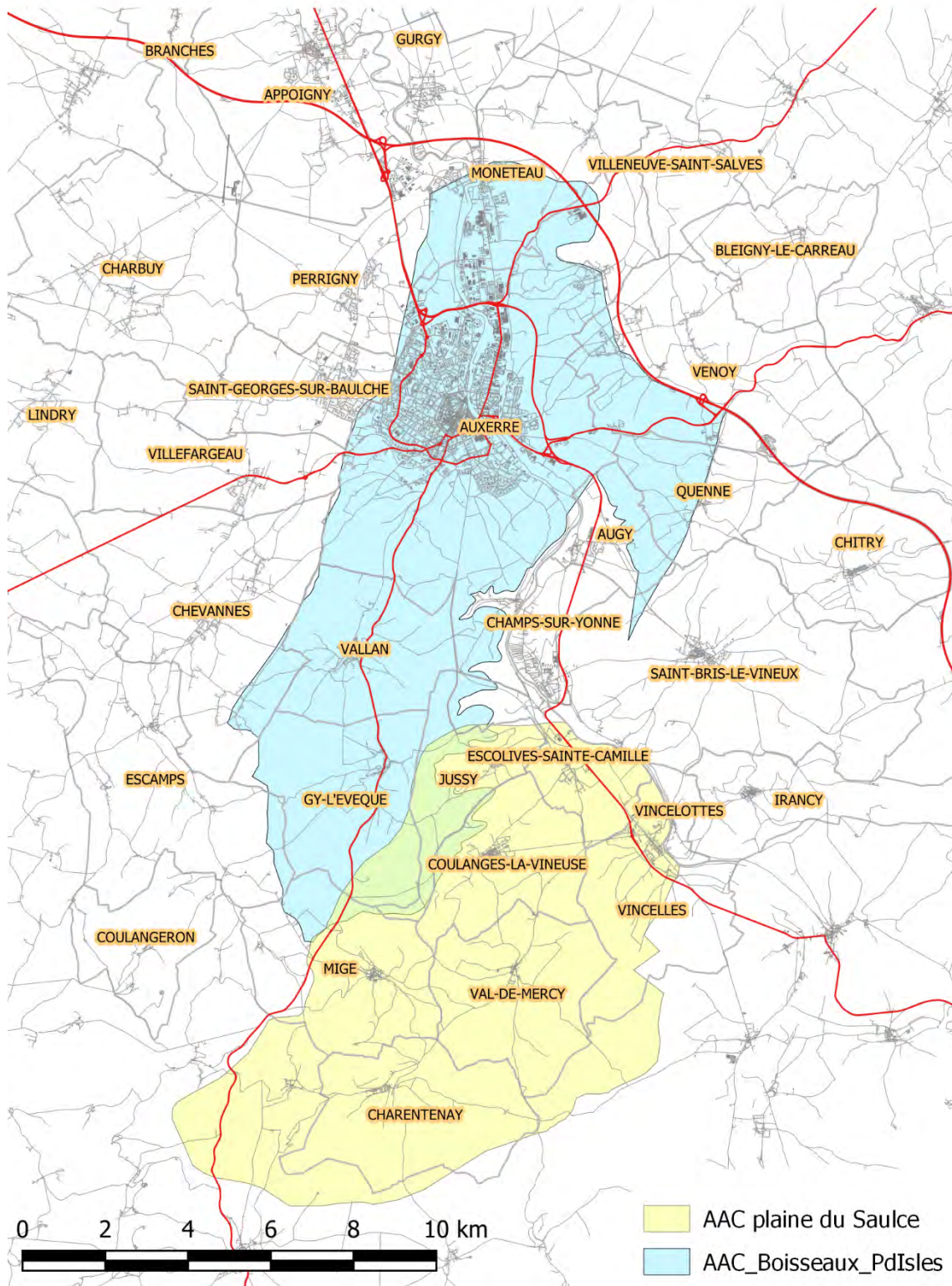
La charte locale pour la qualité de l'eau s'applique aux aires d'alimentation des captages suivants :

- Plaine du Saulce (BSS¹ 04035X0040), localisé à Escolives Sainte-Camille
- Plaine des Isles (BSS 04024X0004) et Boisseaux (BSS 04024X0085, 04024X0110, 04024X0111), localisés à Auxerre et Monéteau

1 Numéro identifiant Banque de données du Sous-Sol

Projet de charte locale pour l'eau

Aire d'alimentation du captage de la plaine du Saulce, et aire d'alimentation des captage des Boisseaux / plaine des Isles



Enjeux et objectifs

Les enjeux sur les captages sont la présence de nitrates à des concentrations pouvant dépasser la norme de 50 mg/l, et des produits phytosanitaires, notamment les métabolites du métazachlore et du dimétachlore.

L'objectif de la charte est de retrouver une eau potable conforme aux normes 100% du temps.

Actions agricoles

Un groupe de 8 agriculteurs a été constitué pour représenter l'ensemble des agriculteurs des aires d'alimentation de captage. Des agriculteurs du groupe, ainsi que d'autres agriculteurs du territoire, se sont réunis à l'occasion d'une quinzaine de réunions pour réfléchir ensemble aux actions agricoles pouvant être proposées dans la charte. Deux sous-groupes se sont constitués, l'un orienté grandes cultures, et l'autre orienté viticulture.

Le rôle de l'animation a notamment consisté à faire travailler les agriculteurs sur des actions :

- Facilement applicables par la majorité des agriculteurs
- Ayant un effet sur la qualité de l'eau
- Observables sur le terrain pour limiter les contrôles de documents

La charte a également été envisagée comme outil d'animation, pour mobiliser les agriculteurs et avoir un résultat sur l'eau.

En complément des réunions de travail, l'accent a été mis sur la communication avec l'envoi d'une lettre signée par les agriculteurs référents à tous les agriculteurs des AAC, et la tenue d'une réunion d'information sur la démarche.

Une communication spécifique a également été réalisée par sous-groupe de production. Les organismes de défense et de gestion (ODG) ont été des relais de communication en viticulture. En grande culture, un questionnaire sur les actions envisagées a été envoyé aux agriculteurs, et une réunion s'est tenue avec les représentants des coopératives et négoce.

Certaines propositions ont été retenues comme actions à inscrire dans le projet de charte locale, du fait de la qualité des indicateurs de suivi, de l'adhésion massive des exploitants et de leur efficacité environnementale.

D'autres propositions concernant les nitrates ont été envisagées. Elles entraînent des contraintes spécifiques. De ce fait, elles seront proposées en complément de la charte, dans le cadre de l'animation agricole réalisée par la cellule d'animation de l'association pour la qualité de l'eau potable. L'appui des filières économiques locales sera recherché.

L'efficacité du programme de la charte relève de l'engagement des agriculteurs à mettre en place des actions permettant de réduire les fuites de nitrates et limiter le recours aux matières actives à risque. Mais elle est aussi conditionnée par les conditions météorologiques qui peuvent influencer la réussite de certaines actions et les phénomènes de transfert.

Les actions retenues concernent les parcelles situées sur l'AAC de la plaine du Saulce, d'une part, et sur l'AAC des Boisseaux et de la plaine des Isles d'autre part. Dans le tableau ci-dessous, elles sont présentées par thème et objectif global. Les indicateurs de suivi sont précisés avec les objectifs

spécifiques à atteindre pour chacun. Le mode d'évaluation et le suivi réalisé dans le cadre de l'animation sont mentionnés dans ce tableau.

Programme d'actions pour la viticulture

Objectifs :

Mettre en place des actions visant à réduire le risque de transferts des matières actives (MA) à risque et surtout des herbicides (produits les plus couramment retrouvés dans l'eau), malgré l'absence de problèmes sur les captages Auxerrois liés à des produits phytosanitaires viticoles.

Rechercher la faisabilité technique par tous les viticulteurs à terme.


Contexte :

Existence d'une charte régionale visant à maîtriser les risques des pratiques phytosanitaires des Vins de Bourgogne.

Cadre de communication et sensibilisation des viticulteurs permettant d'introduire des mesures spécifiques au contexte de la qualité de l'eau des AAC de l'Auxerrois.

Engagement des viticulteurs :

Chaque viticulteur signataire de la charte s'engage sur les 3 mesures proposées.

Thème	Principe de l'action	Action à mettre en œuvre sur les parcelles des AAC	Indicateur	Objectif à atteindre	Suivi à réaliser (≠ contrôle)	Éléments d'évaluation
Diminuer l'emploi d'herbicide et limiter le risque de transfert	Ne plus désherber avec des MA de synthèses à l'automne (sauf en cas d'infestation de vivaces et de dévitalisation*)	Ne pas utiliser de désherbants de synthèse des vendanges à fin janvier. Les dates proposées pour définir cette période sont : 15/09 à 31/01	Proportion de parcelles non désherbées chimiquement à l'automne/ parcelles des AAC	100% des parcelles viticoles des AAC non désherbées chimiquement à l'automne	Visite terrain en novembre ou décembre selon les conditions de l'année et observation de l'état des parcelles viticoles	Cartographie du vignoble dans les AAC. Indicateur global établi par AAC par analyse des observations du parcellaire viticole
	Introduire des méthodes alternatives au désherbage chimique intégral pour réduire l'emploi d'herbicide.	Introduire les leviers alternatifs sur 10% minimum de la surface viticole de l'exploitation et à mettre en place en priorité sur les parcelles situées sur les AAC	Proportion de parcelles ayant été travaillées ou enherbées/ parcelles dans AAC	10% 		Indicateur global établi par AAC, avec la proportion des différents leviers alternatifs mis en place
Promotion de la diminution de la quantité de MA à risque pour l'eau	Proposer des itinéraires techniques concertés Tous les prescripteurs et distributeurs doivent adapter leur conseil pour limiter l'emploi de toutes les MA à risque (MA retrouvées dans l'eau des captages de l'Auxerrois et de façon significative dans les secteurs viticoles de l'Yonne)	Chaque prescripteur et distributeur propose un conseil à ses clients sans MA à risque	Proportion de parcelles ayant eu un conseil sans MA à risque	100% des prescriptions de conseils données sur les parcelles dans les AAC	Le prescripteur transmet une copie de sa ou ses prescriptions sans MA à risque/viticulteur concerné par les AAC. Nécessite des compétences spécifiques viti pour l'analyse des itinéraires techniques	Indicateur global établi par AAC, avec la diversité des itinéraires proposés

Programme d'actions pour les grandes cultures

Actions visant les matières actives de la famille des chloroacétamides

Action générale	Effet de l'action sur la qualité de l'eau	Suivi de la mise en œuvre de l'action générale	
		Indicateur	Objectif à atteindre
Les moyens utilisés par chaque exploitant seront différents (choix parmi les leviers ci-dessous). Ils ont une efficacité variable mais doivent être mis en place avec l'objectif du -50% minimum des « Chlores » utilisés sur les AAC	Réduire les concentrations de métazachlore et dimétachlore, et leurs métabolites	Quantité de MA utilisée chaque année sur les AAC	Pas plus de 360g/ha de métazachlore et 60 g/ha de dimétachlore en moyenne utilisés sur les BAC par campagne

L'objectif collectif est de réduire globalement de 50% la quantité de métazachlore/dimétachlore appliquée sur les AAC. Les moyens utilisés par chaque exploitant seront différents (choix parmi les leviers ci-dessous, 1 au minimum). Ils ont une efficacité variable mais doivent être mis en place avec l'objectif du -50% minimum des « Chlores » utilisés sur les AAC.

Leviers		Principe / effets des actions sur la qualité de l'eau	Suivi de la mise en œuvre des actions	
			Indicateurs	Méthodes de suivi
Allongement de la rotation	Rotation sur 5 ans	Réduire l'application de métazachlore/dimétachlore sur une période de 5 ans ou plus	% de surfaces avec retour du colza tous les 5 ans ou plus	Observation terrain
Réduction de la quantité de métazachlore et de dimétachlore utilisée	Colza associé à des plantes compagnes	Couvrir au maximum le sol pour limiter le développement des adventices et notamment du géranium (cible principale des produits métazachlore et dimétachlore) Limiter l'utilisation de métazachlore et de dimétachlore pour ne pas détruire les plantes compagnes	% de surfaces en colza associé	Observation terrain
	Semis direct du colza	Limiter les germinations de géranium (cible principale du métazachlore et dimétachlore)	% de surfaces en colza sans travail du sol	Observation terrain
	Décalage de la date de semis (avant le 10 août)	Éviter la période de levée préférentielle du géranium (cible principale du métazachlore et dimétachlore)	% de surfaces en colza semée avant le 10 août	Vérification des enregistrements phytos (date, produit et doses)
	Réduire les doses de métazachlore et dimétachlore	Réduire la quantité de métazachlore et de dimétachlore appliqués de 50% par rapport à une quantité « généralement » appliquée	% de surfaces en colza en réduction de quantité de métazachlore et dimétachlore appliquée	Vérification des enregistrements phytos (date, produit et doses)
	Arrêt de l'utilisation de produits contenant du métazachlore et dimétachlore	Aucun produit commercial contenant du métazachlore et dimétachlore	% de surfaces en colza avec un arrêt de l'utilisation de métazachlore et dimétachlore	Vérification des enregistrements phytos (date, produit et doses)
	Désherbage mécanique	Enlever les adventices mécaniquement entre les rangs de colza (certains agriculteurs désherbent néanmoins chimiquement sur le rang de colza)	% de surfaces en colza avec du désherbage mécanique	Observation terrain

Actions visant les nitrates

L'objectif est de réduire les fuites de nitrates grâce à la couverture des sols. Chaque agriculteur s'engage sur les 3 mesures proposées.

Actions		Principe / effets des actions sur la qualité de l'eau	Suivi de la mise en œuvre des actions		
			Indicateurs	Objectif de réalisation	Méthodes de suivi
Gestion post légumineuses annuelles/protéagineux	Mettre un couvert contenant des crucifères ² OU semer un colza après des légumineuses annuelles	Absorber l'azote apporté par la dégradation des résidus de légumineuses (résidus très riches en azote)	% de surfaces post légumineuses annuelles couvertes par un couvert composé de crucifères ET % de surfaces post légumineuses annuelles en colza	50% de la surface post légumineuses annuelles	Observation terrain (pour le colza) Vérification des enregistrements (pour les couverts)
Gestion post colza	Après une culture de colza, laisser les repousses de colza/mettre un couvert jusqu'au 15 septembre ³	Absorber l'azote apporté par la dégradation des résidus de colza (résidus très riches en azote)	% de surfaces post colza couvertes jusqu'au 15 septembre	100% de la surface post colza	Observation terrain
Autre	Mettre un couvert entre 2 céréales à pailles d'hiver sur 1 parcelle de chaque exploitation du AAC ⁴	Mettre un couvert pour garantir une meilleure absorption de l'azote du sol (les céréales d'hiver absorbant peu d'azote à l'automne et en hiver)	Nb de parcelles avec un couvert ET % de surfaces entre 2 céréales à paille d'hiver avec un couvert	1 parcelle sur l'ensemble des AAC sur 100% des exploitations	Observation terrain

2 Mise en place du couvert : sauf si infestation de vivaces et ramassage/ broyage des cailloux

3 Sauf si ramassage/ broyage des cailloux

4 Sauf pour les agriculteurs en bio

Animation et suivi des actions agricoles

La construction d'un tableau de bord de suivi, validé en comité de pilotage, va permettre de faire une évaluation annuelle, puis une évaluation dynamique sur les années de mise en œuvre de la charte.

Le tableau de bord est un des outils au service du pilotage de la charte. Il est basé sur des éléments factuels et compréhensibles par l'ensemble des membres du copil, pour permettre un débat local argumenté, constructif, et permettant d'aboutir à des décisions consensuelles.

Les indicateurs du tableau de bord proviennent du tableau des actions ci-avant. Leur acquisition et leur mise en forme sont réalisées par la cellule d'animation de l'association pour la qualité de l'eau potable.

Programme d'actions non agricoles

La Communauté de l'Auxerrois s'engage à réaliser les actions suivantes :

Action n°1

Informier chaque année le Comité de pilotage de la liste des agriculteurs et viticulteurs signataires de la charte, et publier cette liste sur le site internet de la Communauté, sous réserve de leur accord.

Action n°2

Mettre en place un signe de reconnaissance pour les agriculteurs et viticulteurs signataires de la charte.

Action n°3

Organiser une manifestation de promotion avec les viticulteurs, à l'occasion de la manifestation « Fleurs de vigne », labellisée Vignobles & Découvertes, et visant à promouvoir l'engagement des viticulteurs signataires de la charte dans la préservation des captages.

Action n°4

Sensibiliser et accompagner les communes afin de maîtriser les populations de corbeaux et de pigeons.

Action n°5

Poursuivre le financement pour l'animation de la charte, l'acquisition et le suivi des connaissances locales.

Actions complémentaires

D'autres actions ont été travaillées dans le cadre des réunions de construction de la charte par les agriculteurs et par la collectivité. Ces actions seront développées notamment dans le cadre de l'animation agricole, réalisée par la cellule d'animation de l'association pour la qualité de l'eau potable.

Elles pourront amener à définir des indicateurs supplémentaires qui seront en priorité utilisés dans le cadre de l'animation agricole, à des buts pédagogiques et d'amélioration des connaissances. Le mode de travail sur ces actions complémentaires sera présenté en COPIL. Un bilan sera fait annuellement.

Actions incitatives nitrates

Actions	Effets des actions sur la qualité de l'eau		Suivi de la mise en œuvre des actions		
		Principe de l'action	Surfaces concernées	Indicateurs suivis	Méthodes de suivi
Gestion post légumineuses pluriannuelles	Privilégier les cultures de printemps et les destructions tardives (fin automne/hiver)	<p>Culture de printemps : Absorber l'azote apporté par la dégradation des résidus de légumineuses pluriannuelles (résidus très riches en azote)</p> <p>Destructions tardives Pour empêcher la minéralisation des résidus de légumineuses pluriannuelles (résidus très riches en azote) à l'automne et donc limiter les risques de lessivage</p>	150 ha	En construction	Observation terrain
Autre	Mettre une culture bas niveau d'intrants (100 UN) dans la rotation	Réduire les doses d'azote appliquées sur une culture de la rotation	-	<p>% de la surface des AAC avec des culture BNI</p> <p>Diversité des cultures BNI du territoire</p>	<p>Observations terrain pour cultures BNI de printemps hors céréales + légumineuses)</p> <p>Présentation d'un justificatif pour céréales d'hivers et de printemps)</p>

Réhabilitation des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées

En complément, la Communauté de l'Auxerrois prévoit un programme ambitieux d'investissement en faveur de la qualité des eaux superficielles et souterraines, à travers la réhabilitation des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées. Ce programme a été évalué à 18 millions d'euros pour la période 2020-2022.

Mise en œuvre de paiements pour services environnementaux (PSE)

L'objectif de ce dispositif expérimental est de financer des actions environnementales, pour une durée de 5 ans, avec un système de rémunération basé sur des indicateurs de performance environnementale. Il reprend en partie les actions grandes cultures de la charte. Il permettrait en outre d'y associer facultativement une certification haute valeur environnementale (HVE) de niveau 3, à l'occasion du contrôle des actions réalisées dans le cadre des engagements PSE.

Le plan de financement et les détails de ce dispositif sont en cours de finalisation, avec l'agence de l'eau Seine-Normandie et le ministère de la transition écologique et solidaire.

Convention-type pour la viticulture

Charte locale des BAC de l'Auxerrois

Engagement pour limiter le risque de transfert des produits phytosanitaires vers les eaux des captages de la plaine du Saulce, de la plaine des îles et des Boisseaux

Entre : Monsieur....., viticulteur sur l'aire d'alimentation de captage de (à préciser Saulce ou Boisseaux/Isles),

Et

Monsieur le Président du Comité de pilotage, Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Engagement pour le viticulteur de réaliser les actions suivantes en faveur de la qualité de l'eau, sur ses parcelles incluses dans les AAC :

Action n°1 : Ne pas utiliser de désherbants de synthèse du 15/09 au 31/01

Action n°2 : Mettre en place des méthodes alternatives au désherbage chimique intégral sur au moins 10 % de sa surface viticole, en priorité sur ses parcelles situées dans les AAC de l'Auxerrois

Action n°3 : Demander à ses prescripteurs et distributeurs un conseil écrit limitant l'emploi des matières actives à risque (liste fournie par l'animation viticole)

Action n°4 : Fournir annuellement, et au plus tard le 15/12, ses calendriers de traitement à minima sur les parcelles situées dans les BAC de l'Auxerrois

Engagement du Président du Comité de pilotage local de réaliser les actions suivantes en faveur de la qualité de l'eau et du maintien d'une activité agricole économiquement viable :

Action n°1 : Informer chaque année le Comité de pilotage de la liste des viticulteurs signataires de la charte, et publier cette liste sur le site internet de la Communauté, sous réserve de leur accord.

Action n°2 : mettre en place un signe de reconnaissance (à définir) pour valoriser les viticulteurs signataires de la charte.

Action n°3 : Organiser une manifestation de promotion avec les viticulteurs, à l'occasion de la manifestation « Fleurs de vigne », labellisée Vignobles & Découvertes, et visant à promouvoir l'engagement des viticulteurs signataires de la charte dans la préservation des captages

Action n°4 : Poursuivre le financement pour l'animation de la charte, l'acquisition et le suivi des connaissances locales.

Cet engagement est reconduit tacitement sous réserve du respect des engagements réciproques. Il est individuel dans le cadre de la Charte locale des BAC de l'Auxerrois, opération collective de protection de la ressource en eau.

Le présent engagement a été établi le (date), en 2 exemplaires

Convention-type pour les grandes cultures

Charte locale des BAC de l'Auxerrois

Engagement pour limiter le risque de transfert des nitrates et produits phytosanitaires vers les eaux des captages de la plaine du Saulce, de la plaine des îles et des Boisseaux

Entre : (Nom prénom)PACAGE.....

agriculteur sur l'aire d'alimentation de captage de (préciser Saulce ou Boisseaux/Isles),

Et

Monsieur le Président du Comité de pilotage, Président de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Engagement pour l'agriculteur de réaliser les actions suivantes en faveur de la qualité de l'eau, sur ses parcelles incluses dans les AAC :

Action n°1 : Mettre en place au moins un des leviers suivant sur l'ensemble de ses parcelles en colza situées sur les bassins d'alimentation de captages, dans le but de réduire son utilisation de métazachlore et dimétachlore (cocher le(s) levier(s) souhaitant être mis en place par l'agriculteur)

- Allongement de la rotation sur 5 ans
- Colza associé à des plantes compagnes
- Semis direct du colza
- Désherbage mécanique du colza
- Décalage de la date de semis du colza (semis avant le 10 aout)
- Ne pas utiliser plus de 360g de métazachlore et 120g de dimétachlore en moyenne par hectare et par campagne.
- Arrêt de l'utilisation de produits contenant du métazachlore et du dimétachlore.

Action n°2 : Mettre un couvert contenant des crucifères **OU** semer un colza, sur 50 % de ses parcelles ayant pour précédent une légumineuse annuelle ou un protéagineux annuel (sauf si infestation de vivaces et ramassage/ broyage des cailloux).

Action n°3 : Laisser les repousses de colza jusqu'au 15 septembre **OU** mettre un couvert jusqu'au 15 septembre sur l'ensemble des parcelles ayant pour précédent un colza

Action n°4 : Mettre un couvert sur au moins une parcelle en céréales d'hiver et ayant pour précédent une céréale à paille d'hiver (sauf pour les agriculteurs en bio).

Engagement du Président du Comité de pilotage local de réaliser les actions suivantes en faveur de la qualité de l'eau et du maintien d'une activité agricole économiquement viable :

Action n°1 : Informer chaque année le Comité de pilotage de la liste des agriculteur signataires de la charte, et publier cette liste sur le site internet de la Communauté, sous réserve de leur accord.

Action n°2 : mettre en place un signe de reconnaissance (à définir) pour valoriser les agriculteurs signataires de la charte.

Action n°3 : Sensibiliser et accompagner les communes afin de maîtriser les populations de corbeaux et de pigeons.

Action n°4 : Poursuivre le financement pour l’animation de la charte, l’acquisition et le suivi des connaissances locales.

Cet engagement est reconduit tacitement sous réserve du respect des engagements réciproques. Il est individuel dans le cadre de la Charte locale des BAC de l’Auxerrois, opération collective de protection de la ressource en eau.

Mise à disposition de données à caractère personnel

Le suivi des actions de la charte implique de collecter les enregistrements de pratiques agricoles et le registre parcellaire graphique, chaque année et pendant toute la durée de la charte. Le traitement des données recueillies consiste à établir un bilan annuel d’évolution des actions.

Le traitement est réalisé conjointement par la mission eau, agriculture, alimentation du service eau et assainissement de la Communauté de l’Auxerrois et par la cellule d’animation de l’association pour la qualité de l’eau potable. Ce traitement est anonyme. Il n’est fait aucune communication nominative des données collectées par les personnes responsables des traitements.

Les données sont conservées pendant toute la durée de la charte.

Engagement pour le suivi de la charte : L’agriculteur s’engage à fournir ses enregistrements de pratiques et autorise la transmission par les services de l’État du registre parcellaire graphique de son exploitation.

Le présent engagement a été établi le (date)....., en 2 exemplaires

Signature Exploitant

Signature Président Copil

La Communauté d’agglomération de l’Auxerrois et l’Association pour la qualité de l’eau potable, agissant en tant que responsables conjoints de traitement, mettent en œuvre des traitements sur les données à caractère personnel des exploitants (agriculteurs et viticulteurs), dans le cadre de l’exécution de la charte locale pour la qualité de l’eau. Ces traitements sont fondés sur la mission d’intérêt public ou relevant de l’exercice de l’autorité publique et ont pour finalités l’évaluation de l’évolution des surfaces en agriculture biologique, l’information et l’accompagnement de tous les exploitants des aires d’alimentation de captage afin de réduire le risque de transferts des matières actives et établir un bilan annuel d’évolution des actions.

Les données à caractère personnel sont issues du registre parcellaire graphique (RPG) et sont aussi collectées à travers les conventions pour la viticulture et les grandes cultures. Ces données sont mises à jour chaque année et sont conservées pendant toute la durée de vie de la charte.

La catégorie des données concernées sont: Civilité, Nom, prénom, numéro de pacage, lieu d’installation (aire d’alimentation de captage), adresse mail, adresse du siège, numéro de téléphone du siège, code postale, commune, pratiques agricoles.

Les destinataires des données recueillies sont les agents habilités du service eau et assainissement, et ceux de la cellule d’animation de l’association pour la qualité de l’eau potable, dans les limites du strict besoin d’en connaître le contenu.

Conformément au RGPD et la Loi informatique et libertés modifiée, chaque exploitant dispose des droits d’accès, de rectification, de limitation du traitement, d’effacement et d’opposition. Ces droits peuvent s’exercer en contactant le service eau et assainissement par courrier au : 6bis, place du maréchal Leclerc BP 58 AUXERRE 89010 Cedex ou par mail à developpement.durable@auxerre.com. L’exploitant peut aussi contacter la déléguée à la protection des données de la Communauté d’Agglomération à l’adresse dpo@auxerre.com ou un courrier au 6 bis Place du Maréchal Leclerc 89 000 Auxerre. Il a également la possibilité d’introduire une réclamation auprès de la CNIL (<https://www.cnil.fr>).

Convention zone vulnérable captages

Année 2022 - Captage de la plaine du Saulce

Entre les soussignés :

- ✖ La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, établissement public de coopération intercommunale inscrit au SIRET sous le numéro 248 900 532 00016, sise 6 bis, place du Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 AUXERRE cedex, représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT,

ET

- ✖ (exploitant agricole), dénommé ci-après « l'exploitant ».

Article I. Objet de la convention

L'objectif de cette convention est d'améliorer la qualité de l'eau potable des captages de la plaine de la plaine du Saulce et de la plaine des Isles, en accompagnant le changement des pratiques agricoles sur les zones les plus vulnérables de ce captage, directement soumises à l'influence du pompage.

Pour cela, l'exploitant s'engage à ne plus utiliser de produits phytosanitaires.

Article II. Durée de la convention

La convention est signée pour une durée d'un an et pourra être reconductible tant que les termes de la convention sont respectés.

Article III. Engagement de la Communauté

La Communauté s'engage à vérifier l'engagement de l'agriculteur avec d'une part des contrôles visuels des parcelles et d'autre part des contrôles du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires de l'exploitant.

Article IV. Engagement de l'agriculteur

L'agriculteur s'engage :

- À n'appliquer aucun traitement phytosanitaire de synthèse (sauf traitement localisé, conforme à un éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes qui serait pris au titre de l'article L.251-8 du code rural).

- À informer la Communauté dans les meilleurs délais de toute modification vis-à-vis des engagements inscrits dans la convention

Liste des parcelles :

Communes	Parcelles / îlot	Surface (ha)
	x parcelles	x

Article V. Conditions financières

La Communauté soutient financièrement le bénéfice écologique rendu par l'agriculteur à hauteur de 200 €/ha. La surface des parcelles utilisée pour le calcul correspond à celui déclaré à la PAC de l'année en cours.

La surface totale étant de x ha, la subvention annuelle est de xx €.

Le versement de la compensation financière sera effectué à la signature de la convention.

Il sera mis fin à ladite convention en cas de non-respect des conditions fixées par celle-ci.

Fait à Auxerre en deux exemplaires le

Le Président de la Communauté
d'Agglomération de l'Auxerrois,

L'exploitant

Crescent MARAULT

[Pour retourner à la délibération, cliquez ici](#)

COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

Département de l'Yonne



communauté
de l'auxerrois

Avenant n°10

Au contrat pour la délégation par
affermage du service public d'eau
potable



ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Désignée dans ce qui suit par « la Collectivité »,

Représentée par son Président, **Monsieur Crescent MARAULT**, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil communautaire suivant délibération en date du 17 avril 2014, sis 6bis place du Maréchal Leclerc, BP58, 89010 AUXERRE Cedex,

et dénommée ci-après « la Collectivité »

d'une part

ET,

La société SUEZ Eau France SAS,

Désignée dans ce qui suit par « le Délégué », Société par Actions Simplifiée au capital de 422.224.040 €uros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 410 034 607, ayant son siège social Tour CB21, 16, Place de l'Iris 92040 PARIS LA DEFENSE,

Représentée par **Monsieur Pierre KLONINGER**, agissant en qualité de Directeur Régional EST, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués,

et dénommée ci-après « le Délégué »

d'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

EXPOSÉ PRÉALABLE

Par contrat d'Affermage en date du 1^{er} octobre 2012, la Collectivité a confié la gestion de son service public d'eau potable à Lyonnaise des Eaux, devenue SUEZ Eau France. La date d'échéance est fixée au 30 septembre 2022.

Il a été modifié par neuf avenants successifs.

- L'avenant n°1 pour l'extension du périmètre à la commune de Champs sur Yonne,
- L'avenant n°2 pour l'interconnexion du réseau potable de Lindry au réseau principal de la Communauté de l'Auxerrois
- L'avenant n°3 pour la mise à jour du bordereau des prix et du règlement de service
- L'avenant n°4 pour la prise en compte de la Réforme de la réglementation visant à prévenir les dommages causés aux réseaux lors de travaux
- L'avenant n°5 pour prise en compte de la mise en sommeil du captage de la Potrade
- L'avenant n°6 pour l'extension du périmètre à la commune de Charbuy
- L'avenant n°7 pour l'extension du périmètre aux communes de Coulanges-la-Vineuse, Escolives-Sainte-Camille, Gy-l'Evêque, Irancy, Jussy, Vincelles, et Vincelottes
- L'avenant n°8 pour décrire les aménagements nécessaires à la réalisation des travaux de réalimentation de la nappe de la Plaine de Saulce et leur prise en charge dans le cadre du fonds de travaux, ainsi que les évolutions (réglementaires, techniques et de périmètres) à intégrer au contrat
- L'avenant n°9 pour intégrer l'interconnexion pour alimenter Chitry, les surcoûts des équipements du Coulangeois, l'application des lois Hamon et Brottes, le renouvellement des branchements plomb, l'interconnexion de St-Bris-le-Vineux au captage de la Plaine du Saulce, la modification du BPU et la télésurveillance de la source du Groie.

Le contexte du présent avenant est le suivant :

PREMIEREMENT

- **Prolongation**
La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public eau potable de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est le 30 septembre 2022.

La Collectivité souhaite mettre en place une organisation cohérente et structurée de la gestion de l'eau potable et de l'assainissement sur tout le périmètre de la Communauté d'Agglomération.

Le Conseil Communautaire du 24 juin 2021 a approuvé le principe d'un mode de gestion concessif pour les Services Publics d'Eau potable et d'Assainissement collectif à compter du 1^{er} juillet 2023.

Pour ce faire, la Collectivité a besoin de prolonger le présent contrat de 9 mois. Ainsi, les deux parties ont convenu de prolonger la durée du contrat et de porter son échéance au 30 juin 2023.

DEUXIEMEMENT

- **Renouvellement des branchements plomb**

Afin de tenir compte de la prolongation du contrat par le biais du présent avenant, il convient de mettre à jour le nombre de branchements plomb à renouveler jusqu'à la fin du contrat.

TROISIEMEMENT

- **Fond de travaux canalisations et branchements**

Dans le cadre du présent avenant de prolongation de 9 mois, il convient de mettre à jour le montant de la dotation annuelle de renouvellement « canalisations et branchements ».

QUATRIEMEMENT

- **Dotations de renouvellement**

Dans le cadre du présent avenant de prolongation de 9 mois, il convient de mettre à jour le montant des dotations annuelles de renouvellement du Plan Technique de Renouvellement et du Gros Entretien de Renouvellement.

L'ensemble des conditions contractuelles restent inchangées.

En outre, il résulte de ce qui précède que les modifications envisagées dans le cadre du présent avenant ne sont pas substantielles, satisfaisant ainsi aux conditions prévues par les articles L.3135-1 et R.3135-1 à 9 du Code de la Commande Publique.

En conséquence, les parties ont convenu des dispositions suivantes :

Article 1. Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet :

- De prolonger le contrat initial d'une durée de 9 mois ;
- De mettre à jour le nombre de branchements plomb à renouveler, lié à la prolongation ;
- De préciser la dotation du fonds de travaux « canalisations et branchements » liée à la prolongation ;
- De préciser les dotations du Plan Technique de Renouvellement et du Gros Entretien liées à la prolongation.

Article 2. Durée du contrat d'affermage

L'article 3 du contrat « Durée » est abrogé et remplacé par l'article suivant :

« ARTICLE.3 - DUREE

La durée du présent contrat d'affermage est fixée à dix ans et neufs mois (10,75) ans.

Le contrat prend effet à compter de la date de sa notification au fermier par la Communauté de l'Auxerrois, sous réserve de sa transmission préalable au représentant de l'Etat, dans les conditions prévues par l'article L1411-9 du code général des collectivités territoriales.

Son échéance est portée au 30 juin 2023. »

Article 3. Renouvellement des branchements plomb

Le contrat amendé par ses avenants et notamment l'article 6 de l'avenant n°9, prévoyait le renouvellement de 1 418 branchements plomb sur la durée du contrat.

Au 30/09/2021, 1 255 branchements plomb auront été renouvelés selon l'échéancier ci-dessous :

2013 : 69

2014 : 61

2015 : 72

2016 : 187

2017 : 176

2018 : 230

2019 : 30

2020 : 202

2021 : 228 (jusqu'au 30/09)

L'avenant n°9 a prévu de compenser les surcoûts supportés par cet avenant par la réduction de l'engagement initial du nombre de branchement plomb à renouveler à hauteur de 282 branchements sur la durée résiduelle initiale du contrat soit 2,75 ans (janvier 2020 à

septembre 2022). Cela équivaut à une réduction de 102 branchements par an à comparer aux 170 branchements de l'engagement initial soit 68 branchements à renouveler par an à compter du 1^{er} janvier 2020.

La prolongation du contrat de 9 mois engendrera la réalisation de 51 branchements supplémentaires.

A noter qu'en cas de dépassement ponctuel de la limite de qualité sur un branchement plomb restant, celui-ci sera immédiatement renouvelé dans le respect de directive européenne 98/83/CE du 3 novembre 1998 et son décret d'application du 20 décembre 2001.

L'article 26.3.3 Renouvellement des branchements plomb à la charge du Concessionnaire est modifié et remplacé par ce qui suit :

« Sont à la charge du Fermier les travaux de renouvellement de 1469 branchements en plomb réalisés sur la durée du contrat, hors travaux de la Communauté de l'Auxerrois. »

Article 4. Fonds de travaux « Canalisations et branchements »

Dans le cadre du présent avenant de prolongation de 9 mois, il convient de mettre à jour le montant de la dotation annuelle de renouvellement « canalisations et branchements » :

Le montant de la dotation annuelle de renouvellement « canalisations et branchements », prévu dans le contrat initial est de 168 000 €HT/an (en valeur de base).

Suite à l'avenant n°9 et pour prendre en compte la non réalisation complète des travaux d'interconnexion de la commune de Saint Bris le Vineux prévus au contrat initial, cette dotation a été augmentée à hauteur de 189 947 €HT jusqu'à la fin initiale du contrat soit le 30 septembre 2022.

Pour la durée de prolongation objet du présent contrat du 30 septembre 2022 au 30 juin 2023, la dotation complémentaire sera recalculée au prorata du montant de la dotation du contrat initial (168 000 €HT) et s'élèvera ainsi à 126 000 €HT pour la période de prolongation de 9 mois.

Cette dotation est actualisée par application du coefficient K1 prévu à l'article 34 du contrat initial.

Article 5. Renouvellement

Dans le cadre du présent avenant de prolongation de 9 mois, il convient de mettre à jour le montant des dotations annuelles de renouvellement du Plan Technique de Renouvellement et du Gros Entretien de Renouvellement (défini à l'article 43. du contrat initial et modifié par les avenants successifs).

Le montant initial des dotations de renouvellement a été revu à la hausse au travers des avenants 5, 6 et 7. Ces dotations s'établissent à compter du 1^{er} octobre 2022, aux montants suivants :

- Dotation annuelle du Plan Technique de Renouvellement : 52 356 €
- Dotation annuelle du Gros Entretien de Renouvellement : 35 850 €.

Par conséquent, les montants des dotations de renouvellement pour la période de prolongation de 9 mois, du 1/10/2022 au 30/6/2023, sont les suivants :

- Dotation annuelle du Plan Technique de Renouvellement : 39 267 €
- Dotation annuelle du Gros Entretien de Renouvellement : 26 887 €.

Ces dotations sont actualisées par application du coefficient K1 prévu à l'article 34 du contrat initial.

En fin de contrat le solde positif du compte est remis à la Communauté de l'Auxerrois.

L'ensemble des conditions contractuelles restent inchangées.

Article 6. Date d'effet et autres clauses

Le présent avenant prendra effet à compter de sa signature ou à la date de visa de dépôt en Préfecture si cette date est postérieure.

Toutes les dispositions du Contrat et des précédents avenants non expressément modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

Fait en deux exemplaires originaux à _____, le

Pour la Collectivité,
Le Président,

Pour le Délégué,
Le Directeur Régional

Monsieur Crescent MARAULT

Monsieur Pierre KLONINGER

Communauté de l'Auxerrois

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2021

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007

1- Caractérisation technique du service

1.1 Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau intercommunal.

- Nom de la collectivité : Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA)
- Caractéristique : Établissement public de coopération intercommunale
- Territoire desservi : Appoigny ; Augy ; Auxerre ; Bleigny le Carreau ; Branches ; Champs sur Yonne ; Charbuy ; Chevannes ; Chitry le Fort ; Coulanges la Vineuse ; Escamps, Escolives Saint Camille, Gurgy ; Gy l'Evêque ; Irancy ; Jussy ; Lindry ; Monéteau ; Montigny la Resle ; Perrigny ; Quenne ; Saint Bris le Vineux ; Saint Georges sur Baulches ; Vallan ; Venoy ; Villefargeau ; Villeneuve Saint Salves ; Vincelles, Vincelottes.
- Existence d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux : Oui
- Existence d'un schéma de distribution : Oui
- Existence d'un règlement de service : Il existe deux règlements de service en fonction des gestionnaires.

Cas particulier d'Escamps :

Le conseil communautaire dans sa délibération n°223 en date du 9 novembre 2017 a confié l'exercice de la compétence eau potable sur la commune d'Escamps à la « Fédération des Eaux Puisaye Forterre » dans le cadre d'une représentation substitution.

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en délégation de service :

- Délégation de service public sur les communes d'Appoigny, Augy, Auxerre, Bleigny le Carreau, Branches, Champs sur Yonne, Charbuy, Chevannes, Coulanges la Vineuse, Escolives Sainte Camille, Gurgy, Gy l'Evêque ; Irancy, Jussy, Lindry, Monéteau, Montigny la Resle, Perrigny, Quenne, Saint Bris le Vineux, Saint Georges sur Baulches, Vallan, Venoy, Villefargeau, Villeneuve Saint Salves ; Vincelles ; Vincelottes :

- Nature du contrat :
 - Nom du délégataire : Suez Eaux France
 - Date de début de contrat : 26 octobre 2012
 - Date de fin de contrat initial : 26 octobre 2022
 - Nombre d'avenants et nature des avenants : 7
- Avenant n°1 : intégration de la commune de Champs sur Yonne
- Avenant n°2 : Interconnexion du réseau de Lindry au réseau principal
- Avenant n°3 : mise à jour du bordereau des prix et du règlement de service
- Avenant n°4 : Réforme de la réglementation visant à prévenir les dommages causés aux réseaux lors des travaux
- Avenant n°5 : mise en sommeil du captage de la Potrade
- Avenant n°6 : intégration de la commune de Charbuy
- Avenant n°7 : intégration des communes de Coulanges la Vineuse, Escolives Sainte Camille, Gy L'Evêque, Irancy, Jussy, Vincelles, Vincelottes au 1^{er} janvier 2018
- Avenant n°8 : financement du surcoût de la réalimentation de la nappe alluviale du captage de la plaine du Saulce
- Avenant n°9 : Interconnexion avec le réseau de Chitry le Fort
- Nature exacte de la mission du délégataire :
 - Le droit exclusif pour le fermier d'assurer le service public de la production, du traitement, du transport, du stockage et de la distribution de l'eau potable aux usagers à l'intérieur du périmètre d'affermage,
 - L'exploitation par le fermier de la totalité des installations de distribution d'eau potable qui lui sont remises,
 - Le droit pour le fermier de percevoir auprès des abonnés du service de distribution d'eau potable les tarifs correspondants aux prestations qu'il leur fournit.

- Délégation de service public sur la commune de Chitry le Fort :

- Nature du contrat :
 - Nom du délégataire : Véolia
 - Date de début de contrat : 1^{er} Avril 2005
 - Date de fin de contrat initial : 31 Mars 2024

- Date effective de fin de contrat : 31 Mars 2024
- Nombre d'avenants et nature des avenants : 1
- Avenant n°1 : transfert du contrat de la commune à la Communauté de l'Auxerrois au 1^{er} Janvier 2006
- Avenant n°2 : interconnexion avec le réseau principal
- Nature exacte de la mission du délégataire :
- Le délégataire, responsable du fonctionnement du service le gère conformément au contrat d'affermage. Il a droit aux rémunérations fixées au chapitre IV du contrat en contrepartie de ses obligations. Il exploite le service à ses risques et périls.

NB : Les rapports relatifs au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2021 établis par les délégataires sont consultables à la Communauté de l'Auxerrois.

1.3 Estimation de la population desservie (D101.1)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée. La population est la suivante :

- Périmètre du contrat de Suez Eau France (population de la communauté, hors celles des communes d'Escamps et de Chitry le Fort) : 68547
- Périmètre du contrat de Véolia (population de Chitry le Fort) : 358

1.4 Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Abonnés domestiques	Abonnés non domestiques	Total abonnés
Appoigny	1685	26	1711
Augy	513	11	524
Auxerre	16706	278	16984
Bleigny le Carreau	149	3	152
Branches	203	5	208
Champs sur Yonne	807	7	814
Charbuy	904	2	906
Chevannes	1064	20	1084
Chitry le Fort	239	0	239
Coulanges la Vineuse	438	5	443
Escolives sainte Camille	359	1	360
Gurgy	818	7	825
Gy l'Evêque	236	0	236
Irancy	259	0	259
Jussy	221	1	222
Lindry	611	0	611
Monéteau	2053	46	2099
Montigny la Resle	296	7	303
Perrigny	622	8	630
Quenne	230	1	231
Saint Bris le Vineux	603	29	632
Saint Georges sur Baulche	1531	29	1560
Vallan	361	6	367
Venoy	824	9	833
Villefargeau	487	14	501
Villeneuve Saint salves	128	4	132
Vincelles	533	2	535
Vincelottes	231	0	231
Total	33111	521	33632

1.5 Eaux brutes

1.5.1 Prélèvement sur les ressources en eau

Captage de la Plaine du Saulce :

En 2021, le taux de nitrates n'a pas dépassé la limite de qualité de 50 mg/l avec une concentration maximale atteinte de 49 mg/l. Ce paramètre a pu être maîtrisé grâce au fonctionnement de la réalimentation de nappe.

Captage des Boisseaux :

La communauté de l'Auxerrois a réalisé les travaux d'équipements du quatrième forage en 2017, réceptionnés en 2018. Cependant les tests de pompage effectués ont démontré que la productivité de l'ouvrage n'est pas conforme à celle prévue par l'étude hydrogéologique réalisée en 2012. En 2020, SUEZ a conseillé les services techniques de la communauté pour procéder dans un premier temps à un test de pompage de l'ouvrage avant d'envisager une expertise hydrogéologique et des actions correctives si nécessaire. La communauté de l'Auxerrois a effectué une expertise hydrogéologique en 2021 qui a conclu à une productivité du puit limitée à 30 m³/h.

Captage du Puits de l'Etang, de Coulanges et d'Irancy :

En 2021, le taux de nitrates a dépassé la limite de qualité de 50 mg/l sur ces ressources. SUEZ a mis en service l'interconnexion de ces deux ressources au réseau de la Plaine du Saulce, il n'y pas eu de dépassement de nitrates sur le réseau de distribution.

Captage d'Irancy :

Des dépassements de la limite de qualité du taux de nitrates ont été observés en 2021. Cette ressource n'étant pas interconnectée, un suivi renforcé a été mis en place avec une analyse hebdomadaire et une restriction aux femmes enceintes et nourrissons a été imposée par l'ARS. Des bouteilles d'eau ont été mises à disposition par SUEZ.

Captage de la Plaine des Isles :

Suite au rapport de l'hydrogéologue agréé sur le devenir du captage, l'Agence Régionale de la Santé a demandé à la Communauté de l'Auxerrois de prélever et d'analyser mensuellement l'eau brute. SUEZ a été mandaté pour effectuer ces prélèvements et analyses.

Ressource et implantation (100% eaux d'origine souterraine)	2019	2020	2021	Ecart en % (N/N-1)
Ressources gérées par Suez Eaux France				
Plaine du Saulce - Escolives Ste C.	2819617	2626805	2499339	-4,85
Plaine des Isles - Auxerre Monéteau	6910	0	4465	
les Boisseaux - Monéteau	3003589	3032940	2980210	-1,74
La Potrade - Champs sur Yonne	0	0	0	
Le Petit Riot - Perrigny	2763	74	0	-100,00
Saint Bris le Vineux	99 002	103 753	92 696	-10,66
Puits Prés du Moulin - St Georges/B.	0	0	0	
Puits de l'Etangs - Escolives Ste Camille	37692	32839	38323	16,70
Puits de Coulanges - Escolives Ste Camille	178820	166539	177490	6,58
Puits du Parc - Vincelottes	18599	19631	20107	2,42
Les Vernats - Jussy- Escolives	21637	22083	33620	52,24
Sauvegenou - Vincelles	105855	84010	77178	-8,13
Source du Groix - Coulanges la Vineuse	0	0	0	
Total	6 294 484	6 088 674	5 923 428	-2,71
Ressources gérées par Véolia				
Talloué - commune de Chitry le Fort	23613	3544	0	-100,00
Total	23 613	3 544	0	-100,00
Total général	6 318 097	6 092 218	5 923 428	-2,77

1.5.2 Achats d'eaux brutes : Sans objet.

1.6 Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable pour l'exercice en cours (pendant la période de relève) :

Contrat Suez Eau France

Volume produit : 5943783m3	Volume mis en distribution : 5748571m3	Volume consommé autorisé : 4269350m3	Consommation comptabilisée : 3930459m3
Volume importé : 44548m3	Volume exporté : 239760m3	Perte : 1674433m3	Consommation sans comptage estimée : 283891m3
			Volume de service : 55000m3

Contrat Veolia

Volume produit : m3	Volume mis en distribution : 21672m3	Volume consommé autorisé : 20690m3	Consommation comptabilisée : 19327m3
Volume importé : 21672m3	Volume exporté : m3	Perte : 982m3	Consommation sans comptage estimée : 271m3
			Volume de service : 1092m3

Réseau communautaire

Volume produit : 5943783m3	Volume mis en distribution : 5770243m3	Volume consommé autorisé : 4290040m3	Consommation comptabilisée : 3949786m3
Volume importé : 66220m3	Volume exporté : 239760m3	Perte : 1675415m3	Consommation sans comptage estimée : 284162m3
			Volume de service : 56092m3

NB :

- Les consommations comptabilisées résultent du relevé des compteurs chez les abonnés et autres usagers équipés de compteurs (particulier, industriels, services municipaux, fontaines avec compteurs, bornes incendies avec compteurs, ...),
- Les consommations sans comptage estimé sont ceux consommés par les usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux bornes manœuvres de pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement,
- Les volumes de service du réseau sont estimés et ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges /lavage/désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.
- Les volumes consommés autorisés sont la somme des consommations comptabilisées, des consommations sans comptage estimés et des volumes de service.

1.6.2 Evolution des différents volumes

Contrat Suez Eaux France	2019	2020	2021	Ecart %
Volumes produits (V1)	6 091 871	6 113 298	5 943 783	-2,77
Volumes importés (V2)	8 743	37 343	44 548	19,29
Volumes exportés (V3)	189 591	236 966	239 760	1,18
Volumes mis en distribution (V4)	5 911 023	5 913 675	5 748 571	-2,79
Volumes perdus (V5)	1 627 194	1 601 841	1 479 221	-7,65
Volumes consommés autorisés (V6)	4 283 829	4 311 834	4 269 350	-0,99
Consommations comptabilisées (V7)	4 002 740	4 028 655	3 930 459	-2,44
Cons. sans comptage estimées (V8)	247 202	248 223	283 891	14,37
Volume de service (V9)	33 887	34 956	55 000	57,34

Contrat Véolia	2019	2020	2021	Ecart %
Volumes produits (V1)	23 613	3 544	0	-100,00
Volumes importés (V2)	0	21 011	21 672	3,15
Volumes exportés (V3)	0	0	0	
Volumes mis en distribution (V4)	23 613	24 555	21 672	-11,74
Volumes perdus (V5)	1 760	4 678	982	-79,01
Volumes consommés autorisés (V6)	21 853	19 877	20 690	4,09
Consommations comptabilisées (V7)	20 450	18 911	19 327	2,20
Cons. sans comptage estimées (V8)	0	200	271	35,50
Volume de service (V9)	1 403	766	1 092	42,56

Volumes globaux du réseau	2019	2020	2021	Ecart %
Volumes produits (V1)	6 115 484	6 116 842	5 943 783	-2,83
Volumes importés (V2)	8 743	58 354	66 220	13,48
Volumes exportés (V3)	189 591	236 966	239 760	1,18
Volumes mis en distribution (V4)	5 934 636	5 938 230	5 770 243	-2,83
Volumes perdus (V5)	1 628 954	1 606 519	1 480 203	-7,86
Volumes consommés autorisés (V6)	4 305 682	4 331 711	4 290 040	-0,96
Consommations comptabilisées (V7)	4 023 190	4 047 566	3 949 786	-2,42
Consommations sans comptage estimées (V8)	247 202	248 423	284 162	14,39
Volume de service (V9)	35 290	35 722	56 092	57,02

Production :

Il n'existe pas de station de traitement, à l'exception d'une unité de décarbonatation située au puits du Moulin.

La potabilité de l'eau est assurée par l'injection de chlore gazeux ou javel au niveau des captages et/ou dans le réseau.

La définition de protection est définie à l'article 3.4.

Achats d'eaux traitées

Les importations d'eau concernent :

- Pour l'alimentation d'un hameau de la commune de Lindry, la société Suez Eaux France achète de l'eau auprès de la Fédération des Eaux de Puisaye Forterre,
- Pour la commune de Chitry le Fort suite à l'interconnexion de son réseau au réseau principal, le captage de Talloué n'est plus sollicité. Dans ce cadre la société Véolia achète de l'eau à la Société Suez.

1.7 Linéaire de réseaux de desserte (hors branchement)

Linéaire de conduite (km)	2019	2020	2021	Ecart %
Contrat Suez Eaux France	721,96	734,10	734,92	0,11
Contrat Véolia	5,19	10,06	10,06	0,00
Linéaire de conduite global (km)	727,15	744,16	744,98	0,11

2 Tarification de l'eau et recettes du service

2.1 Modalités de tarification

La facture d'eau comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et inclut une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables sont les suivants :

		Tarifs au 1er janvier			
		Janv-2013 (€)	2020	2021	Variation (%)
Communauté de l'Auxerrois					
Part proportionnelle (€HT/m3)	Sans tranche	0,4720	0,9200	0,9800	6,52
Suez Eaux France					
Part fixe (€ HT/an) en fonction Ø compteur (mm)	10 à 15	31,00	32,26	32,65	1,21
	20,00	40,50	42,15	42,65	1,21
	25 à 30	135,50	141,01	142,70	1,21
	40	155,50	161,82	163,77	1,21
	50 et 60	305,50	317,91	321,74	1,21
	80	405,50	421,98	427,06	1,21
	100	635,50	661,32	669,29	1,21
	150	705,50	734,16	743,01	1,21
		Au-delà de 150	805,50	838,23	848,33
Part proportionnelle (€ HT/m3)					
	De 0 à 15	0,1166	0,1213	0,1228	1,21
	De 16 à 90	0,3878	0,4036	0,4084	1,21
	De 91 à 120	0,5258	0,5472	0,5538	1,21
	Au-delà de 120	0,7639	0,7949	0,8045	1,21
Véolia					
Part fixe (€ HT/an)		36,33	39,17	39,77	1,53
Part proportionnelle (€ HT/m3)		0,8100	0,8690	0,8913	2,57
Etat					
Taxe sur la valeur ajoutée (%)		5,50	5,50		-100,00
Agence de l'eau					
Préservation des ressources - Suez		0,1401	0,0700	0,0700	0,00
Préservation des ressources - Véolia			0,0937	0,0937	0,00
Lutte contre la pollution domestique - Véolia		0,4000	0,3800	0,3800	0,00
Lutte contre la pollution domestique - Suez			0,3800	0,3800	0,00

Les tarifs des prestations complémentaires principales sont les suivants :

Au 1er janvier (€)	2020	2021	2022	Variation (%)
Suez Eaux France				
Frais d'accès au service	41,63	42,13	43,26	2,68
Pénalités pour retard de paiement "lettre simple"	15,61	15,80	16,22	2,68
Frais d'impayés (TIP, chèque, prélèvement)	8,33	8,43	8,65	2,68
Location prise d'eau portative	36,42	36,86	37,85	2,68
Caution location prise d'eau portative	156,09	157,98	162,21	2,68
Frais d'accès au service sans déplacement	41,63	42,13	43,26	2,68
Frais d'accès au service avec déplacement (demande du client, vérification d'index,)	62,44	63,19	64,89	2,68
Forfait journalier en cas d'impossibilité d'accéder à l'installation pour contrôler ou remplacer le compteur et/ou le dispositif de télé relève	15,61	15,80	16,22	2,68
Pénalité en cas dégradation du compteur ou de son dispositif de télé relevé	1 560,95	1 579,76	1 622,13	2,68
Forfait d'intervention pour travaux minimes y compris frais de déplacement	48,91	49,50	50,83	2,68
Dépose d'un compteur de diamètre 15 mm ou 20 mm	48,91	49,50	50,83	2,68
Duplicata de facture	6,24	6,32	6,49	2,68

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes

• **Pour la part de la Communauté de l'Auxerrois :**

Délibération	Date du vote	Date d'effet	Montant de la surtaxe
13	3/2/10	15/02/2010	0,4098 €
11	31/3/11	11/04/2011	0,4255 €
9	2/2/12	09/02/2012	0,4605 €
125	13/12/12	01/01/2013	0,4720 €
99	12/12/13	01/01/2014	0,4885 €
142	18/12/14	01/01/2015	0,5227 €
200	14/12/15	01/01/2016	0,5593 €
155	15/12/16	01/01/2017	0,5984 €
2017-266	12/12/17	01/01/2018	0,6403 €
2018-90	21/6/18	01/07/2018	0,8000 €
2018-184	20/12/18	01/01/2019	0,8600 €
2019-196	16/12/19	01/01/2020	0,9200 €
2020-231	17/12/20	01/01/2021	0,9800 €
2021-236	16/12/21	01/01/2022	1,0490 €

L'évolution progressive annuelle de la surtaxe est destinée à augmenter les capacités d'investissement, notamment pour améliorer le taux de renouvellement des canalisations et pour réhabiliter les ouvrages de stockage.

• **Pour la part des délégataires :**

- **Contrat avec Suez Eaux France :** Délibération n°80 du 20 Septembre 2012 effective à compter du 1^{er} Octobre 2012 autorisant la signature du contrat de délégation visé en préfecture le 26 Octobre 2012. Le contrat fixe l'évolution de la rémunération du fermier.
- **Contrat avec Véolia :** Délibération du 21 Décembre 2004 effective à compter du 24 Décembre 2004 autorisant la signature du contrat de délégation visé en préfecture le 25 Mars 2005. Le contrat fixe l'évolution de la rémunération du fermier.

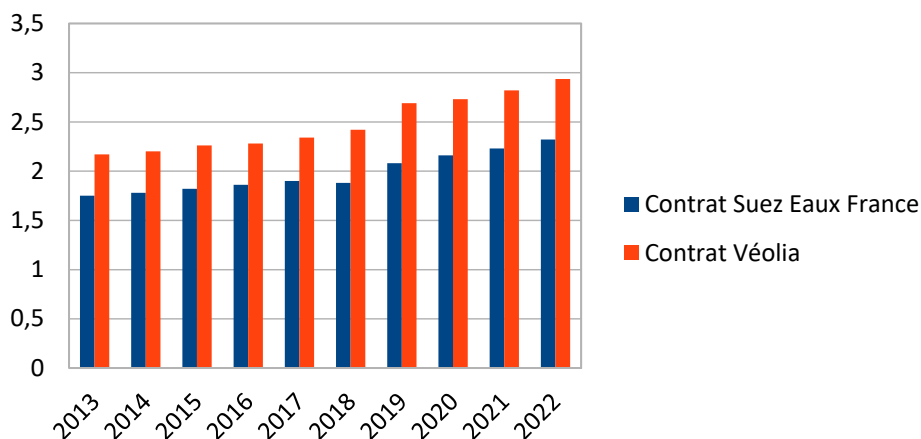
La facture type de 120m3

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence annuelle et la facturation est effectuée avec une fréquence semestrielle dans le cadre des contrats d'affermage.

Facture 120 m ³ au 1er janvier – contrat Suez		2020		2021		2022		Ecart (%)	
		Quantité	Prix	Prix	Prix	Prix	Prix		
Part de la Communauté de l'Auxerrois									
Part proportionnelle		120	0,92	110,40	0,98	117,60	1,049	125,88	7,04
Montant hors taxe de la facture de 120m3 revenant à la Communauté de l'Auxerrois				110,40		117,60		125,88	7,04
Part du délégataire Suez Eaux France									
Part fixe	Abonnement DN10 ou 15 mm	1	32,26	32,26	32,65	32,65	33,52	33,52	2,66
Part proportionnelle	Tranche 1 : de 0 à 15 m ³	15	0,1213	1,82	0,1228	1,84	0,1261	1,89	2,69
	Tranche 2 : de 16 à 90 m ³	75	0,4036	30,27	0,4084	30,63	0,4194	31,46	2,69
	Tranche 3 : de 91 à 120 m ³	30	0,5472	16,42	0,5538	16,61	0,5686	17,06	2,67
Montant hors taxe de la facture de 120m3 revenant au délégataire			0,92	80,77		81,74		83,92	2,68
Taxe et redevance									
Redevance pour prélèvement de la ressource (AESN)		120	0,0700	8,40	0,07	8,40	0,07	8,40	0,00
Redevance pour pollution domestique (AESN)		120	0,3800	45,60	0,38	45,60	0,38	45,60	0,00
Taxe sur la valeur ajoutée 5,5%)				13,48		13,93		14,51	4,13
Montant des taxes et redevances pour 120m3				67,48		67,93		68,51	0,85
Prix toutes taxes comprises pour 120 m³				258,65		267,27		278,31	4,13
Prix toutes taxes comprises au m³				2,16		2,23		2,32	4,13

Facture 120 m ³ au 1er janvier – contrat Véolia		2020		2021		2022		Ecart (%)	
		Quantité	Prix	Prix	Prix	Prix	Prix		
Part de la Communauté de l'Auxerrois									
Part proportionnelle		120	0,9200	110,4	0,98	117,60	1,049	125,88	7,04
Montant hors taxe de la facture de 120m3 revenant à la Communauté de l'Auxerrois				110,4		117,60		125,88	7,04
Part du délégataire Véolia									
Part fixe	Abonnement DN10 ou 15 mm	1	39,17	39,17	39,77	39,77	41,66	41,66	4,75
Part proportionnelle	Pas de tranche	120	0,8690	104,28	0,89	106,96	0,91	109,52	2,40
Montant hors taxe de la facture de 120m3 revenant au délégataire				143,45		146,73		151,18	3,04
Taxe et redevance									
Redevance pour prélèvement de la ressource (AESN)		120	0,0937	11,24	0,0937	11,24	0,0937	11,24	0,00
Redevance pour pollution domestique (AESN)		120	0,3800	45,60	0,3800	45,60	0,38	45,60	0,00
Taxe sur la valeur ajoutée 5,5%)				17,09		17,66		18,36	3,97
Montant des taxes et redevances pour 120m3				73,93		74,51		75,21	0,94
Prix toutes taxes comprises pour 120 m³				327,78		338,83		352,27	3,97
Prix toutes taxes comprises au m³				2,73		2,82		2,94	3,97

Prix du m3 (€TTC - base facture de 120 m3)



2.3 Recettes

Recette de fonctionnement de la Communauté de l'Auxerrois

	Recettes réelles (€)	2019	2020	2021	Variation%
70	Vente produits fabriqués, services, marchandises	3 185 300,29	3 418 143,45	3 444 724,50	0,78
70111	Vente d'eau aux abonnés				
70121	Contre-valeur taxe sur les consommations d'eau	3 182 910,10	3 415 705,46	3 442 237,75	
70128	Surtaxe				
7083	Locations diverses	2 390,19	2 437,99	2 486,75	
7084	Mise à disposition de personnel facturée				
74	Subvention d'exploitation	362 080,00	27 200,00	0,00	-100,00
748	Autres subventions d'exploitation	362 080,00	27 200,00	0,00	
75	Autres produits de gestion courantes	8,83	7,81	7,97	2,05
7588	Autres produits divers de gestion courante	8,83	7,81	7,97	
	Total des recettes réelles	3 547 389,12	3 445 351,26	3 444 732,47	-0,02

Compte annuel de résultats d'exploitation des contrats d'affermage

Compte annuel de résultat contrat Suez Eaux France (€)	2019	2020	2021	Ecart en%
Produits	8 406 450	8 822 793	9 072 407	2,83
Exploitation du service	3 393 882	3 404 223	3 496 651	
Partie fixe	1 243 806	1 246 615	1 269 633	
Partie proportionnelle	2 069 716	2 131 763	2 142 703	
Cession d'eau	80 360	25 293	113 800	
Variation de la part estimée sur consommation		552	-29 563	
Autres produits			78	
Collectivités et autres organismes publics	4 754 611	5 089 009	5 200 607	
Part Communauté de l'Auxerrois	3 214 902	3 493 933	3 657 653	
Redevance prélèvement (AESN)	261 549	281 312	286 342	
Redevance pour pollution d'origine domestique (AESN)	1 278 160	1 313 764	1 256 612	
Travaux attribués à titre exclusif				
Produits accessoires	257 957	329 561	375 149	
Facturation et recouvrement de la redevance assainissement	78 002	120 858	96 049	
Facturation recouvrement autres comptes de tiers	37 406	18 909	20 078	
Autres produits accessoires	142 549	189 794	259 022	
Charges	8 622 898	8 952 680	9 226 872	3,06
Personnel	1 427 372	1 540 422	1 565 291	
Energie électrique	322 285	343 084	343 137	
Achats d'eau	9 574	7 509	9 960	
Produits de traitements	14 076	15 899	20 095	
Analyses	27 972	22 842	22 757	
Sous-traitance, matières et fournitures	320 960	320 554	339 123	
Impôts locaux et axes	124 067	119 509	113 084	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	655 181	634 020	641 606	
télécommunication , postes et télégestion	43951	34 918	56 084	
engins et véhicules	120971	122 699	121 774	
informatique	316288	292 415	290 270	
assurance	14787	15 454	22 017	
locaux	41954	75 750	92 921	
autres	117230	92 784	58 540	
Ristournes et redevances contractuelles	400	0	15	
Contributions des services centraux et recherche	119 667	124 059	127 009	
Collectivités et autres organismes publics	4 754 611	5 089 008	5 200 608	
Charges relatives aux renouvellements	569 504	485 986	540 462	
pour garantie de continuité du service	12 250	13 110	60 493	
programme contractuel	381 580	280 080	284 281	
fonds contractuel	175 674	192 796	195 688	
Charges relatives aux investissements	173 719	176 772	179 879	
programme contractuel	173 719	176 772	179 879	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	26 636	24 705	31 805	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrements	76 874	48 311	92 041	
Résultat avant impôt	-216 448	-129 887	-154 465	
Impôt sur les sociétés				
Résultat	-216 448	-129 887	-154 465	

Concernant le déséquilibre du contrat présenté dans le compte annuel de résultat, la société Suez Eau France apporte les explications suivantes :

- L'évolution à la hausse du nombre d'abonnés est en retrait par rapport aux hypothèses contractuelles envisagées. L'assiette des volumes facturés reste inférieure aux perspectives d'évolution là aussi envisagées et ce malgré l'intégration de la commune de Champs sur Yonne en 2013, de Charbuy en 2017 et des 7 communes du Coulangeois en 2018.
- La stagnation des tarifs du délégataire avec l'application dans la formule d'actualisation

d'un facteur de productivité de 1% par an depuis le début du contrat. Les parts (fixe et variable) n'ont pas évolué et ce malgré l'inflation et la hausse des charges directes.

- La forte augmentation de la tarification de l'énergie de l'ordre de 20% non répercutée en totalité par le coefficient d'actualisation. La hausse des créances irrécouvrables et des contentieux, incidence directe de l'application de la loi Brottes notamment.

Compte annuel de résultat contrat Véolia (€)	2019	2020	2021	Ecart en%
Produits	58 519	53 084	53 162	0,15
Exploitation du service	27 608	26 542	26 051	
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	26975	26837	25147	
dont variation de la part estimée sur consommations	633	-295	904	
Collectivités et autres organisme publics	29 327	25 837	26 133	
Part Communauté de l'Auxerrois	18 290	17 868	17 560	
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	16831	17698	16447	
dont variation de la part estimée sur consommations	1459	170	1113	
Redevance prélèvement (AESN)	2 061	1 796	1 697	
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	1947	1843	1618	
dont variation de la part estimée sur consommations	114	-47	79	
Redevance pour pollution d'origine domestique (AESN)	8 976	6 173	6 876	
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	8723	6677	6556	
dont variation de la part estimée sur consommations	253	-504	320	
Produits accessoires	1 584	705	978	
Charges	68251	67099	43311	-35,45
Personnel	15189	11865	12962	
Energie électrique	1405	880	377	
Achat d'eau		13264	-10712	
Combustibles	0	0	0	
Produits de traitement	88	16	0	
Analyses	2580	-383	578	
Sous-traitance, matières et fournitures	7268	4296	5994	
Impôts locaux et axes	1654	1441	1049	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	5056	4305	1942	
télécommunication , postes et télégestion	472	321	529	
engins et véhicules	2554	2333	1171	
informatique	1092	556	1480	
assurance	317	134	492	
locaux	1027	557	627	
autres	-406	404	-2357	
Contributions des services centraux et recherche	880	661	747	
Collectivités et autres organismes publics	29328	25838	26133	
Charges relatives aux renouvellements	2773	2705	2646	
pour garantie de continuité du service	2773	2705	2646	
Charges relative aux investissements	530	538	546	
programme contractuel (investissements)	41	42	42	
investissements incorporels	489	496	504	
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	1336	1380	939	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrements	164	293	110	
Résultat avant impôt	-9732	-14015	9851	
Impôt sur les sociétés	0	0	2708	
Résultat	-9732	-14015	7143	

3 Indicateurs de performance

3.1 Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence Régionale de la Santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique.

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante:

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non conforme à une limite de qualité.

Contrat d'affermage Suez Eaux France

Contrat Suez Eaux France

Indicateurs de performance sur la qualité de l'eau - décret du 2 mai 2007	2019	2020	2021
Taux de conformité microbiologique (paramètres avec une limite de qualité unique-ment)	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Nombre de prélèvements	195	199	228
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0
Taux de conformité physico-chimique (paramètres avec une limite de qualité unique-ment)	98,94 %	97,04 %	93,39 %
Nombre de prélèvements	94	135	121
Nombre de prélèvements non conformes	1	4	8

Commune	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil haut
Escolives Sainte Camille	30/06/21	sortie station Puits de Coulanges	Equilibre Calco-carbonique	3	sans objet	≤2	≥1
Irancy	11/10/21	Irancy sortie station	Equilibre Calco-carbonique total	2,6	sans objet	≤2	
Irancy	11/10/21	Irancy sortie station	Equilibre Calco-carbonique	3	sans objet	≤2	≥1
Irancy	13/04/21	Irancy sortie station	Nitrates	64	mg/l	≤50	
Monéteau	18/01/21	Refoulement Boisseaux 1 local des pompes	Equilibre Calco-carbonique	4	sans objet	≤2	≥1
Monéteau	18/01/21	Refoulement Boisseaux 1 local des pompes	Turbidité	2,2	NFU	≤2	
Monéteau	03/05/21	Refoulement Boisseaux 3 local des pompes	Equilibre Calco-carbonique	3	sans objet	≤2	≥1
Monéteau	20/09/21	Refoulement Boisseaux 3 local des pompes	Equilibre Calco-carbonique	4	sans objet	≤2	≥1
Monéteau	08/11/21	Refoulement Boisseaux 3 local des pompes	Equilibre Calco-carbonique	4,4	sans objet	≤2	≥1

En 2021, La qualité de l'eau a été conforme aux normes en vigueur sur les paramètres microbiologiques tout au long de l'année et sur 100% des prélèvements.

Pour mémoire, en 2018, des traces de métabolites de pesticides (CGA 369873, ESA Méta-zachlore, ESA Métolachore...) ont été détectées sur les ouvrages de production des Boisseaux P1 et P2, de la Plaine du Saulce P1 et P2, de Vincelles et Coulanges la Vineuse.

En 2019, l'ANSES a statué sur le caractère non pertinent de ces métabolites de pesticides. De ce fait, ils ne représentent pas une limite de qualité pour ces paramètres.

Cas particulier du captage d'Irancy (Puits du Parc)

Pendant la période de dépassement de la norme des nitrates au captage d'Irancy, un suivi renforcé a été mis en place avec une analyse hebdomadaire et une restriction de consommation aux femmes et nourrissons a été imposée par l'Agence régionale de la Santé. Des bouteilles d'eau ont été mis à disposition par Suez dans le cadre du contrat d'affermage. Un nitrate-mètre en continu a été installé au niveau de ce captage afin de suivre au quotidien ce paramètre.

En 2022 l'interconnexion du réseau d'Irancy au réseau de Vincelles et de Vincelottes va être réalisée pour distribuer l'eau du captage de Sauvegenou à Irancy.

Contrat d'affermage Véolia

Indicateurs de performance sur la qualité de l'eau - décret du 2 mai 2007	2019	2020	2021
Taux de conformité microbiologique (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Nombre de prélèvements	6	5	4
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0
Taux de conformité physico-chimique (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	55,56 %	60,00 %	100,00 %
Nombre de prélèvements	9	5	2
Nombre de prélèvements non conformes	4	2	0

L'interconnexion au réseau principal du réseau de Chitry le Fort en 2020 a permis d'améliorer la qualité de l'eau distribuée.

3.2 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2)

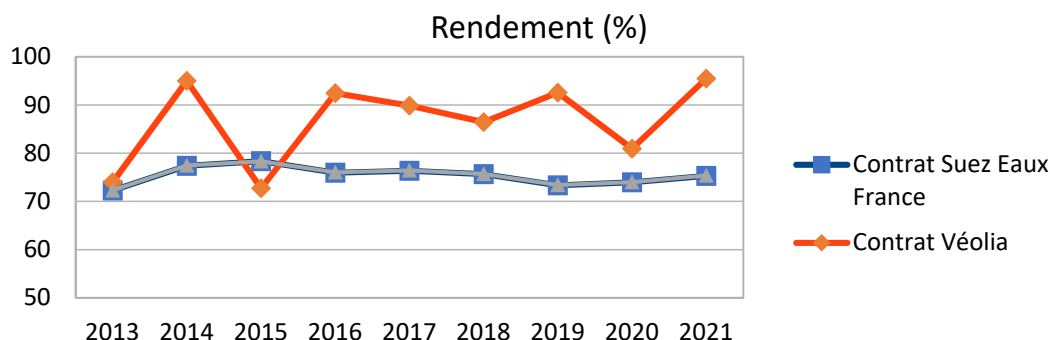
Code VP		Ba-rème	Suez	Véolia
Plan des réseaux (15 points)				
10 points	● VP 236 existence d'un plan des réseaux...	10 points	10	10
5 points	● VP 237 définition d'une procédure de mise à jour des réseaux...	5 points	5	5
Total partie A			15	15
Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)				
Combinaisons des variables VP238, VP 239 et VP 240	● Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres	10 points	10	10
VP 239	● Pourcentage du linéaire du réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres	5 points	5	5
VP 241	● Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15 points	13	15
Total parties B			28	30
Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour les parties A et B)				
10 points	● VP 242 localisation des ouvrages annexes...	10 points	10	10
10 points	● VP 243 mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques...	10 points	10	10
10 points	● VP 244 localisation des branchements ...	10 points	0	0
10 points	● VP 245 document mentionnant pour chaque branchement les caractéristiques des compteurs...	10 points	10	10
10 points	● VP 246 document identifiant les secteurs où ont été réalisées les recherches de fuites...	10 points	10	10
10 points	● VP 247 maintien à jour d'un document mentionnant les interventions des autres interventions...	10 points	10	10
10 points	● VP 248 existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement de canalisation...	10 points	10	0
5 points	● VP 249 existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux...	5 points	5	0
Total partie C			65	50
Total		120	108	95

3.3. Indicateur de performance du réseau

3.3.1 Rendement du réseau de distribution

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommé ou vendu à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Rendement (V3+V6)/(V1+V2)	2019	2020	2021	Ecart %
Contrat Suez Eaux France	73,33	73,96	75,30	1,81
Contrat Véolia	92,55	80,95	95,47	17,94
Rendement global du réseau	73,40	73,98	75,37	1,87



Contrat Suez Eaux France

Pour l'année 2021 le rendement global s'établit à 75,3 % sur l'ensemble du périmètre et à 66 % sur les 7 communes du Coulangeois intégrées en 2018. Le rendement contractuel (sans le Coulangeois) est de 76 % pour l'année 2021. A noter que l'attention portée sur ces communes du Coulangeois depuis leur intégration a permis d'améliorer significativement les rendements. Cela a notamment permis de dépasser les rendements minimums réglementaires et ainsi éviter tout risque de doublement de la redevance prélèvement.

En 2021, 803 kilomètres de réseau ont été auscultés par notre service recherche de fuites et de nombreuses fuites ont été décelées et réparées. Les renouvellements de canalisation de ces dernières années à hauteur d'environ 0,82% du parc complet se sont surtout orientés sur les réseaux ruraux et semi-urbains avec pour conséquence une dégradation patrimoniale plus importante sur les réseaux urbains. Le rendement du secteur de la rive gauche d'Auxerre n'a un rendement que de 74 % pour l'année 2021.

Les objectifs de rendements ruraux et semi urbains sont atteints. Les baisses de volumes consommés depuis le début du contrat induisent des rendements plus faibles qu'attendus. Cependant les objectifs d'indices linéaires de perte des réseaux urbains, semi-urbains et ruraux, non impactés par les baisses de volumes sont atteints.

Rendement de réseau par type de secteur (contrat Suez)				
Secteurs ruraux	2019	2020	2021	Ecart %
Branches	80,98	87,09	84,76	-2,68
Sougères sur Sinotte	91,03	88,16	86,69	-1,67
Bleigny le Carreau	59,45	66,14	72,91	10,24
Vallan	82,05	65,57	75,1	14,53
Vaux	78,07	83	79,85	-3,80
Lindry	81,87	83	77,65	-6,45
Charbuy	85,66	88,09	84,7	-3,85
Irancy		76,86	70,26	-8,59
Coulanges la Vineuse		64,85	66,48	2,51
Jussy		75,27	70,94	-5,75
Escolives sainte Camilles		68,2	63,27	-7,23

Gy l'Evêque		64,49	67,14	4,11
Vincelles/Vincelottes		67,42	64,42	-4,45
Secteurs semi urbain	2019	2020	2021	Ecart %
Appoigny	68,02	72,6	70,94	-2,29
Gurgy	80,24	86,75	86,81	0,07
Chevannes	77,58	82,42	82,21	-0,25
Venoy-Laborde-Montallery	73,02	89,55	86,67	-3,22
Saint Georges sur Baulche - Villefargeau	76,09	75,03	75,83	1,07
Augy	83,81	70,46	74,17	5,27
Perrigny	87,94	77,13	74,34	-3,62
Rive droite - Plaine des Isles	75,6	73,28	75,84	3,49
Saint Bris le Vineux	61,16	64,47	70,11	8,75
Champs sur Yonne	68,78	70,03	76,08	8,64
Secteur urbain	2019	2020	2021	Ecart %
Monéteau	74,98	78,48	76,86	-2,06
ZAC Saint Siméon	76,39	73,77	75,96	2,97
Rive Gauche	71,56	71,34	74,19	3,99

Rendement de réseau	Objectif contrat (Suez)	2019	2020	2020	Ecart %
Rural	70	74,97	78,1	78,99	1,14
Semi urbain	75	73,86	76,12	77	1,16
Urbain	80	72,27	72,38	74,62	3,09
Coulangeois		63,12	66,8	66,06	-1,11

3.3.2 Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

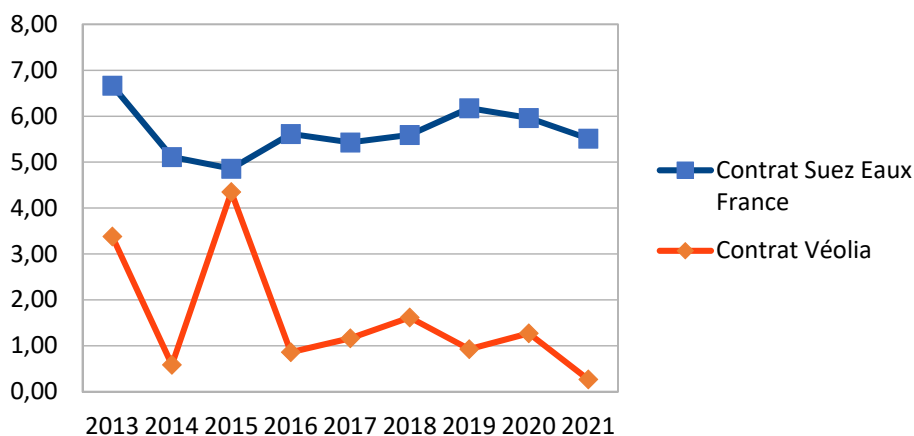
Indice linéaire des volumes non comptés (V4-V7)/(365*lin.rés.)	2019	2020	2021	Ecart %
Contrat Suez Eaux France	7,24	7,02	6,78	-3,39
Contrat Véolia	1,67	1,53	0,64	-58,34

3.3.3 Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

Indice linéaire de perte (V4-V6)/(lin.Rés*365)	2019	2020	2021	Ecart %
Contrat Suez Eaux France	6,17	5,96	5,51	-7,50
Contrat Véolia	0,93	1,27	0,27	-78,95

Indice linéaire de perte (m³/j/km)



Secteur	Objectif contrat fin 2021	ILP 2021
Rural	3,4	3,06
Semi urbain	3,95	3,93
Urbain	9,95	9,16

Les objectifs contractuels globaux par type de secteur sont respectés. Toutefois, ils ne le sont pas pour certains secteurs, pour lesquels des améliorations devront être faites (renouvellement de conduites, accentuation des recherches de fuites...).

Secteurs ruraux	2020	2021
Branches	2,13	2,56
Sougères sur Sinotte	1,74	1,51
Bleigny le Carreau	7,24	5,21
Vallan	4,82	2,69
Vaux	4,77	5,27
Lindry	1,55	2,03
Charbuy	1,77	2,24
Irancy	3,18	4,84
Coulanges la Vineuse	20,2	18,29
Jussy	2,26	2,83
Escolives sainte Camilles	2,56	3,34
Gy l'Evêque	3,46	3,99
Vincelles/Vincelottes	5,46	6,29
Secteurs semi urbain	2020	2021
Appoigny	6,15	6,19
Gurgy	1,32	1,18
Chevannes	1,92	1,73
Venoy-Laborde-Montallery	1,6	1,97
Saint Georges sur Baulche - Villefargeau	4,06	3,35
Augy	5,29	3,4
Perrigny	3,12	3,39
Rive droite - Plaine des Isles	6,5	6,75
Saint Bris le Vineux	5,16	3,95
Champs sur Yonne	7,12	5,68
Secteur urbain	2020	2021
Monéteau	4,77	4,91
ZAC Saint Siméon	38,01	30,18
Rive Gauche	11,07	9,18

3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Exercice	2017	2018	2019	2020	2021	Total linéaire ren.5 ans	Linéaire de réseau en 2021	Taux en %
Linéaire renouvelé en km par Suez Eaux France	1,093	0,33	0,433	0,025	0,125	0,583	744,98	0,82
Linéaire renouvelé en km par la Communauté de l'Auxerrois	3,362	4,795	6,476	5,281	8,705	20,462		
Total	4,455	5,125	6,909	5,306	8,830	30,625		

Renouvellement de conduite en 2021				
Commune	Rue /lieu	Diamètre	Matériau	Linéaire (m)
Travaux réalisés dans le cadre du contrat d'af. Passé avec Suez Eaux France				
Venoy	Rue de Courgy	60	fonte	125
Total				125
Travaux réalisés par la CA (inclus travaux de renforcement ou de déplacement)				
Augy	Rue du Moulin	60	fonte	125
Augy	Rue de la Fontaine	40	PEHD	50
Auxerre	Rue Basse Moquette	100	fonte	195
Auxerre	Rue Bourneil	125	fonte	220
Auxerre	Rue du Château d'eau Rue Robert Rimbert	350	fonte	1130
Auxerre	Boulevard Gallieni Avenue Delacroix	300	fonte	405
Auxerre	rue de Paris	250	fonte	30
Auxerre	rue de Paris	200	fonte	10
Auxerre	rue de Paris	150	fonte	20
Auxerre	rue du Paty	60	fonte	130
Auxerre	Rue de Venoy	125	fonte	95
Auxerre	Rue de Venoy	60	fonte	285
Auxerre	Rue Viellard	60	fonte	155
Chevannes	rue de la Liberté	60	fonte	225
Chevannes	Rue Porte d'en bas	150	fonte	200
Moneteau	Allée de l'Ermitage	100	fonte	135
Moneteau	Rue de l'Ermitage	100	fonte	465
Moneteau	Rue de l'Ermitage	80	fonte	330
Moneteau	Chemin des Chataigners	80	fonte	440
St Bris	Le Douzein	63	PEHD	910
St Georges	Le Bon Pain	150	fonte	260
St Georges	Rue des Champs St Eusèbe	125	fonte	665
St Georges	Rue du Thureau	300	fonte	575
Villefargeau	Bois L'abbé	90	PEHD	1070
Villefargeau	Route de Montmercy	125	fonte	580
Total				8705
Total des conduites renouvelées				8830
Extension de conduites réalisée par la Communauté de l'Auxerrois en 2020				
Commune	Rue /lieu	Diamètre	Matériau	Linéaire (m)
Auxerre	Rue de la Tour Coulon	50	PEHD	30
Auxerre	Rue de la Source	60	fonte	55
Bleigny	Route de la Coudre	100	fonte	50
Charbuy	Route d'Aillant	40	PEHD	330
Champs	Rue de la Poire	60	fonte	80
St Georges	Allée des grandes rayes	60	fonte	100
St Georges	Impasse Compérat	50	PEHD	60

Moneteau	Rue Perrière	63	PVC	40
Montigny	Rue Fournaise	60	fonte	80
Venoy	Rue des Marmousets	100	fonte	130
Vincelles	La pointe des Bruants	125	fonte	605
Total des extensions de conduite				1425

NB : Le contrat d'affermage de Véolia ne prévoit pas de travaux de renouvellement de conduite.

3.4 Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

00%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Arrêté préfectoral	Indice de protection	Commentaires
Plaine du Saulce - Escolives Sainte Camille	Souterraine	Arrêté n°PREF-DCPP-SE-2016-0423 du 26 septembre 2016 (5 110 000 m ³ /an)	60	Réalimentation de la nappe alluviale finalisée en 2019 (solution/ nitrates)
Plaine des Isles - Auxerre et de Monéteau	Souterraine	Arrêté du 24 mars 1981 –périmètres de protection	80	Captage à l'arrêt (pollution) – étude en cours sur son devenir
Les Boisseaux - Monéteau	Souterraine	Arrêté n°PREF-DCPP-SE-2016-0062 du 4 mai 2016 (3 650 000 m ³ /an)	80	
La Potrade - Champs sur Yonne	Souterraine	Arrêté préfectoral 95/00158 - Prélèvement maximum : 30 m ³ /h ou 700 m ³ /j	80	Captage à l'arrêt (pollution)
Le Petit Riot - Perrigny	Souterraine	Arrêté préfectoral du 23 janvier 1975 – périmètre de protection	80	Captage à l'arrêt (nécessite de réhabiliter le réservoir le au captage)
Saint Bris le Vineux	Souterraine	Arrêté préfectoral du 25 mai 1981 - périmètre de protection	80	
Puits des Prés du Moulin - St Georges/Baulche	Souterraine	Arrêté préfectoral en date du 15 Avril 1987 - 50 m ³ /h	80	Captage à l'arrêt en 2019 (pollution) – remise en route en 2020
Puits de l'Etangs - Escolives Sainte Camille	Souterraine	Arrêté préfectoral 91-065 en date du 19 février 1991 -	60	Obligation de réaliser des fossés bétonnés de part et d'autre de la RN6
Puits de Coulanges - Escolives Ste Camille	Souterraine	Arrêté n°94/01072 du 17 novembre 1994 - 30m ³ /h	60	Obligation de réaliser des fossés bétonnés de part et d'autre de la RN6
Puits du Parc - Vincelottes	Souterraine	Arrêté préfectoral en date du 3 novembre 1994 - 20m ³ /h	60	Révision des Périmètres de protection sous 5 ans non réalisé
Les Vernats - Jussy/Escolives	Souterraine	Arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-BE-2018-0056 du 6 avril 2018- 10m ³ /h	60	Acquisition foncière en cours
Sauvegenou - Vincelles	Souterraine	Arrêté DDA81-12 du 2 février 1981 - 20m ³ /h	80	
Source du Groix - Coulanges la Vineuse		Arrêté préfectoral n°85-73 du 16 avril 1985	0	Arrêté caduc (non -respect d'acquisition foncière)
Talloué - commune de Chitry le Fort	Souterraine	Arrêté n°PREF-DCPP-SE-2016-0687 du 28 novembre 2016 (29 000 m ³ /an)	60	Captage à l'arrêt en 2020 suite interconnexion

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurrence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

Taux d'occurrence	2019	2020	2021
Contrat Suez Eaux France	0,81	1,50	0,90
Contrat Véolia	8,37	8,37	4,18

Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 1 jour ouvré après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (préexistant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Contrat d'affermage avec Suez Eaux France

	2019	2020	2021
Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés définis dans le règlement de service	1 jour	1 jour	1 jour
Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés définis dans le règlement de service	97,62%	90,30%	88,76%

Contrat d'affermage avec Véolia

	2019	2020	2021
Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés définis dans le règlement de service	1 jour	1 jour	1 jour
Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés définis dans le règlement de service	100%	100%	100%

Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021
Encours de la dette en €	1 257 562,00	1 941 976,00	1 686 159,00
Épargne brute en €	2 716 194,00	2 909 488,00	2 811 275,05
Durée d'extension de la dette en années	0,46	0,67	0,60

Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).

Toute facture impayée au 31/12/2019 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

Taux d'impayés %	2019	2020	2021
Contrat Suez Eaux France	2,25	2,23	2,76
Contrat Véolia	0,18	0,27	0,13

Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relative au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

	2019	2020	2021
Contrat Suez eau France	9,12	9,36	11,14
Contrat Véolia	0	0	4,18

4 Financement des investissements

4.1 Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Branchements	en Pb	hors Pb	Total	% branchement en Pb
Appoigny	2	1770	1772	0,1%
Augy	0	548	548	0,0%
Auxerre	863	12080	12943	6,7%
Bleigny le Carreau	0	155	155	0,0%
Branches	0	221	221	0,0%
Champs sur Yonne	8	830	838	1,0%
Charbuy	0	918	918	0,0%
Chevannes	32	1011	1043	3,1%
Chitry le Fort	95	169	264	36,0%
Coulanges la Vineuse	0	491	491	0,0%
Escolives Sainte Camille	5	373	378	1,3%
Gurgy	0	847	847	0,0%
Gy l'Evêque	3	248	251	1,2%
Irancy	0	281	281	0,0%
Jussy	1	232	233	0,4%
Lindry	17	616	633	2,7%
Monéteau	25	2003	2028	1,2%
Montigny la Resles	0	327	327	0,0%
Perrigny	17	648	665	2,6%
Quenne	0	247	247	0,0%
Saint Bris le Vineux	0	692	692	0,0%
Saint Georges sur Baulches	3	1576	1579	0,2%
Vallan	1	379	380	0,3%
Venoy	9	837	846	1,1%
Villefargeau	17	501	518	3,3%
Villeneuve Saint Salves	2	142	144	1,4%
Vincelles	24	529	553	4,3%
Vincelottes	5	238	243	2,1%
Totaux	1129	28909	30038	3,8%

	2019	2020	2021	Evolution %
Nombre de branchement en pb	2032	1919	1129	-41,17



En 2021, les remplacements des branchements en plomb ont été effectués :

- Par la société Suez dans le cadre de l'obligation contractuelle d'investissement (228 branchements),
- Lors des opérations de renouvellement de conduite réalisée par la Communauté de l'auxerrois.

4.2 Montants financiers

Montants consacrés aux investissements par la Communauté de l'Auxerrois

Dépenses d'équipements (€TTC)		2019	2020	2021
20	Immobilisations Incorporelles			
2031	Frais d'études	51 572,30	36 125,02	79 434,55
21	Immobilisations Incorporelles			
2111	Terrains nus	330,00	0,00	1 316,00
21531	Installations à caractère spécifique réseaux d'adduction d'eau	7 137,79	9 785,12	0,00
23	Immobilisations en cours			
2313	Constructions	81 868,36	133 089,57	91 270,89
2315	Installations, matériels et outillage techniques	2 569 484,02	2 648 727,02	2 146 836,87
	Total des dépenses d'équipement	2 710 392,47	2 827 726,73	2 318 858,31

4.3 Etat de la dette du service

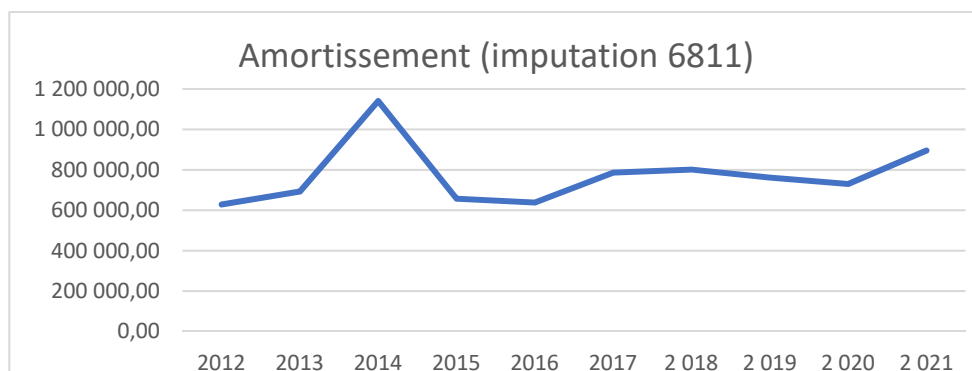
	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû)	1 257 562,00	1 941 976,00	1 686 159,00
Montant remboursé durant l'exercice en €	En capital	204 544,43	248 480,01
	En intérêts	60 655,38	73 272,26

L'état de la dette au 31 décembre 2021 fait apparaître les valeurs suivantes :

	CRD début d'exercice	Capital amorti	Amortissement CT	Intérêts	Flux total	CRD fin d'exercice
2021	1 941 976,48 €	175 817,84 €	80 000,00 €	62 906,68 €	318 724,52 €	1 686 158,64 €
2022	1 686 158,64 €	179 149,73 €	84 000,00 €	53 655,27 €	316 805,00 €	1 423 008,91 €
2023	1 423 008,91 €	137 635,06 €	88 000,00 €	45 672,54 €	271 307,60 €	1 197 373,85 €
2024	1 197 373,85 €	91 777,98 €	92 000,00 €	38 728,33 €	222 506,31 €	1 013 595,87 €
2025	1 013 595,87 €	92 766,08 €	97 000,00 €	31 484,09 €	221 250,17 €	823 829,79 €
2026	823 829,79 €	95 088,26 €	0,00 €	23 152,27 €	118 240,53 €	728 741,53 €
2027	728 741,53 €	94 517,47 €	0,00 €	19 953,10 €	114 470,57 €	634 224,06 €
2028	634 224,06 €	94 058,94 €	0,00 €	16 987,12 €	111 046,06 €	540 165,12 €
2029	540 165,12 €	54 198,41 €	0,00 €	13 952,89 €	68 151,30 €	485 966,71 €
2030	485 966,71 €	54 968,84 €	0,00 €	12 857,91 €	67 826,75 €	430 997,87 €
2031	430 997,87 €	55 772,81 €	0,00 €	11 777,45 €	67 550,26 €	375 225,06 €
2032	375 225,06 €	51 782,02 €	0,00 €	10 574,22 €	62 356,24 €	323 443,04 €
2033	323 443,04 €	43 654,49 €	0,00 €	9 671,25 €	53 325,74 €	279 788,55 €
2034	279 788,55 €	40 282,60 €	0,00 €	8 852,42 €	49 135,02 €	239 505,95 €
2035	239 505,95 €	40 806,37 €	0,00 €	7 955,50 €	48 761,87 €	198 699,58 €
2036	198 699,58 €	28 333,03 €	0,00 €	7 048,87 €	35 381,90 €	170 366,55 €
2037	170 366,55 €	28 906,62 €	0,00 €	6 037,89 €	34 944,51 €	141 459,93 €
2038	141 459,93 €	29 507,01 €	0,00 €	4 977,98 €	34 484,99 €	111 952,92 €
2039	111 952,92 €	30 135,59 €	0,00 €	3 918,15 €	34 053,74 €	81 817,33 €
2040	81 817,33 €	30 793,81 €	0,00 €	2 862,49 €	33 656,30 €	51 023,52 €
2041	51 023,52 €	31 483,16 €	0,00 €	1 780,56 €	33 263,72 €	19 540,36 €
2042	19 540,36 €	19 540,36 €	0,00 €	692,46 €	20 232,82 €	0,00 €

4.4 Amortissements

	2 019	2 020	2 021
Amortissement (imputation 6811)	761 861,29	729 992,75	895 486,67



4.5 Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service – Communauté de l'Auxerrois

Le schéma directeur

La communauté d'agglomération de l'auxerrois a fait réaliser le schéma directeur du réseau d'eau potable (2021-2022).

Il a permis la mise en évidence des différents enjeux tels que :

- La sécurisation de la production d'eau potable,
- La sécurisation de la distribution via la finalisation des interconnexions,
- Le renouvellement du réseau et l'amélioration du rendement,
- La maintenance du patrimoine,
- L'amélioration de la qualité de service aux abonnés.

Les investissements nécessaires pour y répondre ont été chiffrés à plus de 60 millions €HT

Un arbitrage sur la nouvelle stratégie du service sera rendu et se répercutera sur le contenu du futur contrat de concession, notamment vis-à-vis du choix des travaux qui seront concédés.

4.6 Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice – Communauté de l'Auxerrois

Le programme de travaux 2021 s'est organisé autour de 6 thématiques :

- La réhabilitation des ouvrages de stockage et de production ;
- La pérennisation du réseau ;
- Le développement urbain ;
- La sécurisation de l'approvisionnement des communes ;
- La pose de compteurs sur le réseau liée au schéma directeur et au transfert de la commune d'Escamps

Compte tenu des nombreux besoins et de la prévision budgétaire d'investissement, ils ont été arbitrés suivants les critères suivants :

1. Le degré d'importance des équipements à renouveler en termes de population desservie
2. La sécurité sanitaire
3. La vétusté du réseau

4. L'opportunité de grouper les travaux avec des opérations d'assainissement
5. Les demandes d'urbanisme.
6. Les travaux proposés en 2020 et reportés en 2021

Suivant ces critères, 3 actions inscrites en tranches optionnelles du programme de travaux 2020 ont été reportées en 2021. Elles étaient estimées à 376 600 € TTC. S'ajoute 21 actions les plus prioritaires qui étaient pré-chiffrées à 2 815 200 € TTC.

Travaux	Lieux	Montant € TTC	Subvention es-comptées	Type de Travaux	Description	
Renouvellement de réseau de Transport	ST GEORGES – Rue du Thureau	206 000 €		Renouvellement conduite	580 m fte DN 300 mm	16 branchements
	ST GEORGES – Chemin du Bon Pain	39 000 €		Renouvellement conduite	265 m fte DN 150	0 Branchement
Renouvellement de réseau de distribution	CHITRY – Rue des Voies Neuves	131 600 €		Renouvellement conduite et branchements	265 m fonte DN 80mm	35 branchements dont 31 en plomb
ACTIONS 2020 REPORTEES		376 600 €	0 €			
Réhabilitation d'ouvrage	Régénération du Forage P4	50 000 €		Mise en production de l'ouvrage		
Pose de compteur	Sectorisation dans le cadre du SDAEP	233 200 €	174 900 €	Pose de 18 compteurs		
Sécurisation de Champs	ESCOLIVES – Rue du Port	508 000 €	381 000 €	Sécurisation de Champs	350 m fte DN250 400 m PEHD DN 250	0 Branchement
Sécurisation d'Irancy	VINCELOTES – Route d'Irancy	330 000 €	247 500 €	Sécurisation d'Irancy	850 m fte DN125	50 branchements
Renouvellement de réseau de distribution	APPOIGNY – Rue des Vosves, Ormes Sentier	149 000 €		Renouvellement conduite et branchements	480 m fte DN 60	45 branchements
	AUGY – Rue du Moulin	47 500 €		Renouvellement conduite et branchements	125 m fte DN 60	7 branchements
	AUXERRE – Rue de Paris	58 000 €		Renouvellement conduite et branchements	40 m fte DN 250 20m fte DN 200 20 m Fte 150	3 Branchements
	AUXERRE – Rue Basse Moquette	68 000 €		Renouvellement conduite et branchements	190 m fte DN 100	14 Branchements
	AUXERRE – rue Bobillot, Impasse Bobillot, Rue Jules Massot	141 000 €		Renouvellement conduite et branchements	400 m fte DN 60	38 Branchements
	AUXERRE – Rue des Conches	18 000 €		Renouvellement conduite et branchements	40 m fte DN 60	1 Branchement
	AUXERRE – Rue des Vendanges	35 000 €		Renouvellement conduite et branchements	60 m fte DN 100	7 Branchements
	MONTEAU – Avenue de St Quentin	405 000 €		Renouvellement conduite et branchements	1030 m Fte 150	80 Branchements
	ST GEORGES – Rue des Champs St Eusèbe	236 000 €		Renouvellement conduite et branchements	1275 m fte DN 125	15 branchements
	VINCELLES – Grande Rue	290 000 €		Renouvellement conduite et branchements	220 m PEDH DN 50 42 m fte DN 60 400 m fte DN 100	85 Branchements
Extensions de réseau liées à des demandes d'urbanisme	AUXERRE – Rue de la Source	14 500 €		Extension de réseau	40 m fte DN 60	0 Branchement
	BLEIGNY LE CARREAU – rte de la Coudre	16 500 €		Extension de réseau	55 m fte DN 100	0 Branchement
	MONTEAU – Rue Perrière	12 000 €		Extension de réseau	40m PVC DN 63	0 Branchement
	MONTIGNY – Ruelle Fournaise	16 000 €		Extension de réseau	50 m fte DN 60	0 Branchement
	ST GEORGES – Impasse Compérat	7 500 €		Extension de réseau	60 m PEHD DN 40	5 branchements

	VENOY – Rue des Marmousets	31 000 €		Extension de réseau	130 m fte DN 100	1 Branchement
Renouvellement de réseau	APPOIGNY – Rue des Vosves, Ormes Sentier	149 000 €		Renouvellement conduite et branchements	480 m fte DN 60	45 branchements
Total des propositions		2 815 200 €	803 400 €			

5 Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

Sans objet

5.1 Abandon de créances ou versements à un fonds de solidarité (p109.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- Les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- Les abandons de créances à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

<i>Contrat d'affermage avec Suez Eaux France</i>	2019	2020	2021
Nombre d'abandons de créances acceptées	33	30	31
Montant des abandons de créances (€HT)	1 607	2 018	1934
Volume facturé au titre de l'année (m ³)	4 002 740	4 028 655	3 930 459
Rapport (€/m ³)	0,0004	0,0005	0,0005
<i>Contrat d'affermage avec Véolia</i>	2020	2019	2021
Nombre d'abandons de créances acceptées	0	0	0
Montant des abandons de créances (€HT)	0	0	0
Volume facturé au titre de l'année (m ³)	20795	19574	17368
Rapport (€/m ³)	0,000	0,000	0,000

5.2 Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)

Aucune opération de coopération décentralisée n'est en cours.

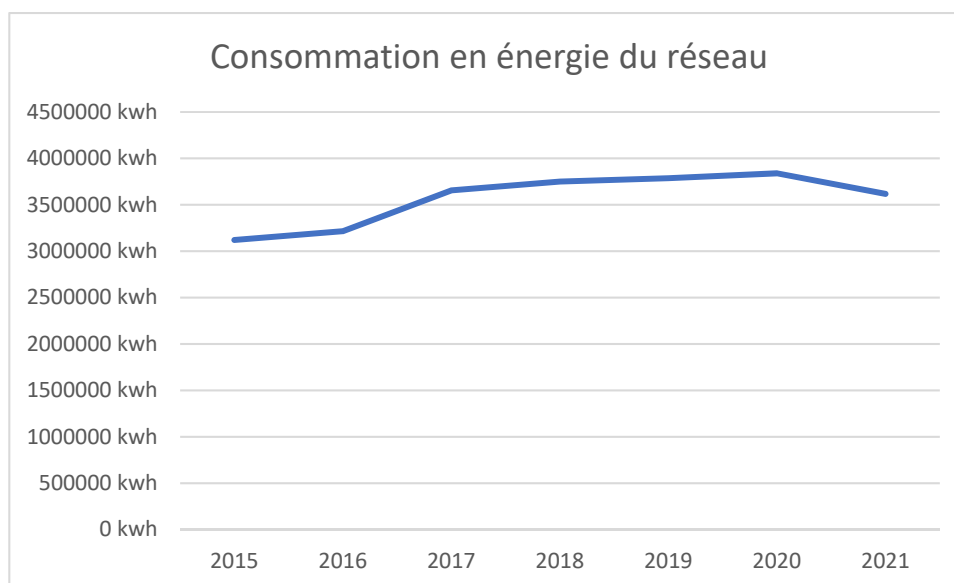
6 consommations d'énergie

Contrat Suez		2019	2020	2021	Delta %
Pompage	Plaine Du Saulce	983182 kwh	957380 kwh	873742 kwh	-9 %
	Boisseaux	1182538 kwh	1202633 kwh	1112428 kwh	-8 %
	Plaine Des Iles	7709 kwh	7204 kwh	12694 kwh	76 %
	Escollives	21512 kwh	12382 kwh	23128 kwh	87 %
	Coulanges	132913 kwh	91264 kwh	146388 kwh	60 %
	Irancy	16440 kwh	17953 kwh	18722 kwh	4 %
	Jussy	4946 kwh	3881 kwh	4778 kwh	23 %
	Vincelles	45268 kwh	31010 kwh	31753 kwh	2 %
	St Bris	85578 kwh	74640 kwh	92378 kwh	24 %
	Perrigny	3745 kwh	2296 kwh	2691 kwh	17 %
	Augy	1043 kwh	794 kwh	1236 kwh	56 %
	Charbuy	130952 kwh	151215 kwh	133389 kwh	-12 %
Réservoirs	St Simeon	314316 kwh	309169 kwh	316807 kwh	2 %
	Bas Moreau	309972 kwh	295020 kwh	249861 kwh	-15 %
	Jonches – relance	198677 kwh	210573 kwh	190652 kwh	-9 %
	Egriselles	42511 kwh	45382 kwh	45841 kwh	1 %
	Appoigny	9974 kwh	8312 kwh	8955 kwh	8 %
	Chantemerle	2673 kwh	4230 kwh	3980 kwh	-6 %
	Vaux bas	1213 kwh	1596 kwh	2002 kwh	25 %
	Bleigny	726 kwh	234 kwh	226 kwh	-3 %
	Serein	11932 kwh	11417 kwh	16614 kwh	46 %
	Haut St Georges	102 kwh	134 kwh	447 kwh	234 %
	Méteo	17 kwh	40 kwh	9 kwh	-78 %
	Chevannes	75 kwh	115 kwh	102 kwh	-11 %
	Branches	102 kwh	105 kwh	98 kwh	-7 %
	St Bris	3994 kwh	3598 kwh	3830 kwh	6 %
	Lindry	109 kwh	87 kwh	83 kwh	-5 %
	Coulanges bas +reprise	859 kwh	56896 kwh	43157 kwh	-24 %
	Pien	3262 kwh	3572 kwh	3413 kwh	-4 %
	La Biche	12184 kwh	10069 kwh	9899 kwh	-2 %
Charbuy	6885 kwh	9736 kwh	6725 kwh	-31 %	
Surpresseurs/accélérateurs	Piedalloues	31235 kw	29994 kw	27215 kw	-9 %
	Zac St Siméon	20762 kw	19854 kw	21815 kw	10 %
	Zup Ste Genevieve	32190 kw	38470 kw	23661 kw	-38 %
	Reprise Lindry (Villefargeau Bruyères)	29917 kw	30301 kw	26359 kw	-13 %
	Autoroute	42536 kw	42498 kw	36660 kw	-14 %
	Villefargeau	28973 kw	27665 kw	26899 kw	-3 %
	Branches	9290 kw	8819 kw	6208 kw	-30 %
	Malevilles	332 kw	333 kw	307 kw	-8 %
	Les Bries	1658 kw	1053 kw	1197 kw	14 %
	Vallan	5794 kw	5907 kw	6720 kw	14 %
	Moneteau	13883 kw	11909 kw	10031 kw	-16 %
	Les Soleines	2173 kw	994 kw	1556 kw	57 %
	Les Vauviers	2830 kw	1803 kw	1901 kw	5 %
	St Bris	3861 kw	3830 kw	6794 kw	77 %
	Jussy	4446 kw	6124 kw	5509 kw	-10 %
	Hameau du coteau	5650 kw	8254 kw	7917 kw	-4 %
	Chantemerle (accélérateur)	0 kw	43474 kw	513 kw	-99 %
	Quenne – relance pour Chitry			17450 kw	
Divers	vanne de Ponceau	529 kwh	418 kwh	345 kwh	-17 %
	Robert Rimbart	0 kwh	1 kwh	0 kwh	-100 %
	Chloration Augy	2895 kwh	2784 kwh	3129 kwh	12 %
	Chloration Chevannes	0 kwh	0 kwh		#DIV/0!
	Alerte pollution Boisseaux	1365 kwh	49 kwh	1335 kwh	2624 %
	Réalimentation PDS	1781 kwh	25238 kwh	22862 kwh	-9 %

Consommation total		3777509 kwh	3832709 kwh	3612411 kwh	-6 %

Contrat Véolia		2019	2020	2021	Delta %
Pompage	Talloué	4033 kwh	1823 kwh	461 kwh	-75 %
Surpresseur		5330 kwh	4668 kwh	4462 kwh	-4 %
Consommation total		9363 kwh	6491 kwh	4923 kwh	-24 %

	2019	2020	2021	Delta %
Consommation en énergie du réseau	3786872 kwh	3839200 kwh	3617334 kwh	-6 %
Consommations comptabilisées (V7)	4023190m3	4047566m3	3949786m3	-2 %
Ratio Energie/volume	0,94kwh/m3	0,95kwh/m3	0,92kwh/m3	-3 %



6 Tableau récapitulatif des indicateurs

Suez Eau France		2019	2020	2021	
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	68910	69027	68547	unité
VP.056	Nombre d'abonnés	33223	33340	33393	unité
VP.077	Linéaire de réseaux de desserte(hors branchements)	721,96	734,1	736,22	km
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	2,16	2,23	2,32	€TTC/m ³
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	1	1	1	jour
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100	100	100	%
102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	98,94	97,04	93,39	%
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	108	108	108	
P104.3	Rendement du réseau de distribution	73,33	73,98	75,3	%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	7,24	7,03	6,78	m ³ /jour/km
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	6,17	5,97	5,5	m ³ /jour/km
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	60	60	60	
	Captage de la Plaine du Saulce	80	80	80	%
	Captage de la plaine des Isles	80	80	80	%
	Captage des Boisseaux	80	80	80	%
	Captage de la Potrade	80	80	80	%
	Captage du Petit Riot	80	80	80	%
	Captage de Saint-Bris	80	80	80	%
	Puits de l'Etangs	60	60	60	%
	Puits de Coulanges	60	60	60	%
	Puits du Parc	60	60	60	%
	Puits des Vernats	60	60	60	%
	Puits de Sauvegenou	80	80	80	%
	Source du Groix	0	0	0	%
P109.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	0,0004	0,0005	0,0005	€/m ³ facturé
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0,81	1,15	0,9	
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	97,62	90,3	88,76	%
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	2,25	2,23	2,76	%
P155.1	Taux de réclamations	9,12	9,36	11,14	u/1000 abonnés

Véolia		2019	2020	2021	
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	363	362	358	unité
VP.056	Nombre d'abonnés	239	239	239	unité
VP.077	Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)				km
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	2,73	2,82	2,94	€TTC/m ³
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	1	1	1	jour
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100	100	100	%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	55,6	60	100	%
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	95	95	95	
P104.3	Rendement du réseau de distribution	92,6	81	95,5	%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	1,67	1,53	0,64	m ³ /jour/km
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	0,93	1,27	0,27	m ³ /jour/km
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau				
	Captage de Talloué	60	60	60	
P109.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	0	0	0	€/m ³ facturé
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	8,37	8,37	4,18	

P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	100	%
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	0,18	0,27	0,13	%
P155.1	Taux de réclamations	0,18	0	4,18	u/1000 abonnés
P109.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	0	0	0	

Communauté de l'auxerrois		2019	2020	2021	
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,63	0,64	0,82	%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	0,46	0,66	0,6	Année



Syndicat Départemental
d'Énergies de l'Yonne

Secteur: CLE Auxerrois Serein
Commune: **CHITRY**
Opération: **Extension STEP**
N° SDEY: **22S2060EREX1**

	MONTANT	5% IMPREVUS	TOTAL HT	TVA 20%	T.T.C.
ETUDE BT	4 269,00 €	213,45 €	4 482,45 €	896,49 €	5 378,94 €
Travaux BT					
Etude FT					
Travaux FT					
Etude FO					
Travaux FO					
Travaux EP Pur					
Travaux Restitution EP					
TOTAL TRAVAUX					
TOTAL ETUDE & TRAVAUX			4 482,45 €	896,49 €	5 378,94 €
MAÎTRISE D'ŒUVRE			TOTAL HT	TVA 20%	T.T.C.
Partie A	Montant AVP HT x 1% =		44,82 €	8,96 €	53,78 €
Partie B	(montant DGD HT x 3.1%) =				
Coût TOTAL de l'opération (Etude+Travaux+MOE)			4 527,27 €	905,45 €	5 432,72 €
Partie A : Maîtrise d'œuvre par type de travaux			TOTAL HT	TVA 20%	T.T.C.
Montant MOE A BT			44,82 €	8,96 €	53,78 €
Montant MOE A FT					
Montant MOE A FO					
Montant MOE A EP pur					
Montant MOE A EP restitution					
Partie B : Maîtrise d'œuvre par type de travaux			TOTAL HT	TVA 20%	T.T.C.
Montant MOE B BT					
Montant MOE B FT					
Montant MOE B FO					
Montant MOE B EP pur					
Montant MOE B EP restitution					

Description des travaux : Etude d'extension

Commune : CHITRY

SDEY réf. : N° 22S2060EREX1

Convention établie le 21/06/2022 et valable jusqu'au 21/10/2022

Passé ce délai, le projet sera considéré comme sans suite et la présente convention sera caduque.

Entre

Le Syndicat Départemental d'Énergies de l'Yonne dont le siège est situé 4, Avenue FOCH, 89000 Auxerre

Représenté par Jean-Noël LOURY son Président en exercice dûment habilité par délibération N°97-2021 en date du 10/12/2021 et désigné ci-après par le terme « SDEY »,
et

La communauté d'agglomération Auxerroise représentée par Monsieur CRESCENT Marault , son Président, dûment habilité et désigné ci-après par le terme « demandeur » ,

Il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I

Article I – Objet De La Convention

La présente convention a pour objet de définir **les conditions d'études**, réalisées par le SDEY sur la commune de CHITRY LE FORT .

CHAPITRE II

Article I – Description Des Travaux étudiés

Etude d'extension raccordement STEP CHITRY

Le SDEY sera Maître **d'Ouvrage et assurera la maîtrise d'œuvre**.

Les demandeurs solliciteront un **devis auprès d'ORANGE pour les travaux de câblage** et reprise des abonnés, lors des travaux de génie civil de télécommunications en commun avec les travaux d'extension des réseaux électriques. Le coût intégral dudit devis sera à la charge des communes.

Les études, objet de la présente convention, **seront réalisés par le groupement d'entreprises** adjudicataire du SDEY dans le cadre des marchés de travaux en cours,

Article II – Plans **D'exécution** - Piquetage



Les plans d'**exécution** seront soumis par le SDEY à l'**avis** de tous les services et collectivités locales concernés.

Chapitre III – Montant estimatif des travaux

Type de travaux	Montant TTC	Montant HT	TVA	SDEY TTC 30%	Part demandeur TTC 70%
Basse Tension	5 432.72 €	4 527.27 €	905.45 €	1 629.82 €	3 802.91 €

Tableau ci-dessus selon le règlement financier voté le 10/12/2021

Cadre réservé au SDEY		
Numéro de dossier	Engagement de recette	Engagement de dépense

La participation du demandeur est calculée selon une estimation, qui reprend le montant de l'étude **et de la maîtrise d'œuvre** interne. Ce chiffrage est donc susceptible de variation.

Si les travaux ne sont pas acceptés, le montant de la participation du demandeur sur l'étude et la maîtrise d'**œuvre** sera demandé au plus tard trois ans après la signature de la présente convention.

A réception de l'étude: le solde de celle-ci sera reporté sur du coût total des travaux de l'**affaire** (mission de **maîtrise d'œuvre**, étude, travaux et travaux supplémentaires tels que dépose de poteaux et groupes électrogènes).

Ces versements seront effectués sous forme d'un mandat administratif à verser à la Paierie Départementale de l'Yonne 68 rue du Pont 89000 Auxerre, après réception **de l'avis des** sommes à payer envoyé par celle-ci, **suite à l'émission** du titre de recettes correspondant par le SDEY.

À Auxerre le

Pour le SDEY
Le Président
Jean-Noël LOURY

Pour la communauté d'agglomération Auxerroise
Le Président
CRESCENT Marault



Département de l'Yonne
Communauté de l'Auxerrois

**Avenant n°3 au contrat de délégation
par affermage du service public de
collecte des eaux usées
Commune d'APPOIGNY**

Département de l'Yonne
Communauté de l'Auxerrois

Avenant n°3 au contrat de délégation par affermage du service public de collecte des eaux usées de la commune d'APPOIGNY

Entre :

La Communauté de l'Auxerrois, représentée par son Président, **Monsieur Crescent MARAULT**, dûment autorisé à la signature des présentes par délibération du Conseil communautaire en date du _____,

Désignée ci-après "**la Collectivité**" ou « **la Communauté de l'Auxerrois** »

D'une part,

Et :

La société Bertrand S.A.S., dont le siège social est sis : **29 B route de Chamvres – 89 300 JOIGNY** représentée par **Monsieur Hervé SAGET**, Directeur,

Désignée ci-après "**le Déléataire**"

D'autre part,

Désignées ci-après ensemble « **les Parties** » ,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La commune d'APPOIGNY a confié la gestion de son service public de collecte des eaux usées au Délégitaire par contrat d'affermage reçu à la Préfecture de l'Yonne le 9 décembre 2014 et ayant pris effet le 1^{er} janvier 2015. La date d'échéance de ce contrat est le 31 décembre 2022.

La loi a transféré obligatoirement aux communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2020 la compétence assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines. La Collectivité a ainsi repris la compétence Collecte des eaux usées sur la commune d'APPOIGNY.

Un avenant n°1 à ce contrat ayant pour objet la répartition des charges liées aux prestations sur les réseaux et ouvrages d'eaux pluviales entre la commune d'APPOIGNY et la Collectivité a été reçu en préfecture le 29 juin 2021.

Un avenant n°2 à ce contrat ayant pour objet l'intégration de 10 postes de refoulement et des réseaux d'assainissement (eaux usées et eaux pluviales) a été reçu en préfecture le 29 juin 2021.

La Collectivité souhaite mettre en place une organisation cohérente et structurée de la gestion de l'eau potable et de l'assainissement sur tout le périmètre de la Communauté d'Agglomération.

Le Conseil Communautaire du 24 juin 2021 a approuvé le principe d'un mode de gestion concessionnaire pour les Services Publics d'Eau potable et d'Assainissement collectif à compter du 1^{er} juillet 2023.

Pour ce faire, la Collectivité a besoin de prolonger le présent contrat de 6 mois.

Cette prolongation présente un impact sur le chiffre d'affaires initial du contrat de 7%.

Les Parties sont ainsi convenues de fixer le terme du Contrat au 30 juin 2023, en application des articles L3135-1, 6° et R3135-8 et -9 du code de la commande publique relatifs aux modifications de faible montant.

ARTICLE 1. DURÉE DE L'AFFERMAGE

L'article 4 « *Durée de l'affermage* » du Contrat est supprimé et remplacé par les stipulations suivantes :

« *L'échéance du présent contrat est fixée au 30 juin 2023.* »

ARTICLE 2. DISPOSITIONS ANTÉRIEURES

Toutes les dispositions du contrat initial et de ses avenants n°1, n°2 non expressément contredites ou modifiées par le présent avenant demeurent intégralement applicables.

ARTICLE 3. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa notification au Délégué et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Fait en deux (2) exemplaires,

Pour la Collectivité

A Auxerre,

Le _____,

Le Président

Pour le Délégué

A Joigny,

Le _____,

Le Directeur de la société BERTRAND SAS

Crescent MARAULT

Hervé SAGET

Département de l'Yonne
Communauté de l'Auxerrois

**Avenant n°5 au contrat de délégation
par affermage du service public de
collecte des eaux usées de la
commune d'Auxerre**

Département de l'Yonne
Communauté de l'Auxerrois

**Avenant n°5 au contrat de délégation par affermage du
service public de collecte des eaux usées de la commune
d'Auxerre**

Entre :

La Communauté de l'Auxerrois, représentée par son Président, **Monsieur Crescent MARAULT**, dûment autorisé à la signature des présentes par délibération du Conseil communautaire en date du _____,
Désignée ci-après "**la Collectivité**" ou « **la Communauté de l'Auxerrois** »

D'une part,

Et :

Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, Société en Commandite par Actions, au capital de 2 207 287 340,98 Euros, dont le Siège Social est à Paris (75) au 21 rue La Boétie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B572 025 526, représentée par **Monsieur Thierry CHANUSSOT**, Directeur du Territoire Nord Bourgogne,

Désignée ci-après "**le Déléataire**"

D'autre part,

Désignées ci-après ensemble « les Parties »,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La commune d'Auxerre a confié la gestion de son service public de collecte des eaux usées au Délégué par contrat d'affermage reçu à la Préfecture de l'Yonne le 15 décembre 2014 et ayant pris effet le 1^{er} janvier 2015. La date d'échéance de ce contrat est le 31 décembre 2022.

Un avenant n°1 à ce contrat ayant pour objet les obligations réglementaires et l'évolution du service a été reçu en préfecture le 12 avril 2018.

Un avenant n°2 à ce contrat ayant pour objet l'intégration d'un poste de refoulement et le retrait de la dératisation a été reçu en préfecture le 26 mars 2019.

Un avenant n°3 à ce contrat ayant pour objet les bilans analytiques, le nombre de contrôle des installations assimilées domestiques et les bilans analytiques a été reçu en Préfecture le 10 février 2020.

La loi a transféré obligatoirement aux communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2020 la compétence assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines. La Collectivité a ainsi repris la compétence Collecte des eaux usées sur la commune d'Auxerre.

Un avenant n°4 à ce contrat ayant pour objet la répartition des charges liées aux prestations sur les réseaux et ouvrages d'eaux pluviales entre la ville d'Auxerre et la Collectivité a été reçu en préfecture le 29 mars 2021.

La Collectivité souhaite mettre en place une organisation cohérente et structurée de la gestion de l'eau potable et de l'assainissement sur tout le périmètre de la Communauté d'Agglomération.

Le Conseil Communautaire du 24 juin 2021 a approuvé le principe d'un mode de gestion concessif pour les Services Publics d'Eau potable et d'Assainissement collectif à compter du 1^{er} juillet 2023.

Pour ce faire, la Collectivité a besoin de prolonger le présent contrat de 6 mois.

Cette prolongation présente un impact sur le chiffre d'affaires initial du contrat de 6.1%.

Les Parties sont ainsi convenues de fixer le terme du Contrat au 30 juin 2023, en application des articles L3135-1, 6° et R3135-5, -8 et -9 du code de la commande publique relatifs aux modifications de faible montant et de circonstances imprévues.

ARTICLE 1. DURÉE DE L'AFFERMAGE

L'article 4 « *Durée de l'affermage* » du Contrat est supprimé et remplacé par les stipulations suivantes :

« *L'échéance du présent contrat est fixée au 30 juin 2023.* »

ARTICLE 2. DISPOSITIONS ANTÉRIEURES

Toutes les dispositions du contrat initial et de ses avenants n°1, n°2, n°3 et n°4 non expressément contredites ou modifiées par le présent avenant demeurent intégralement applicables.

ARTICLE 3. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa notification au Délégué et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Fait en deux (2) exemplaires,

Pour la Collectivité

A Auxerre,

Le _____,

Le Président

Pour le Délégué

A Avallon,

Le _____,

Le Directeur du Territoire Nord Bourgogne

Crescent MARAULT

Thierry CHANUSSOT

Département de l'Yonne
Communauté de l'Auxerrois

**Avenant n°3 au contrat de délégation
par affermage du service public de
collecte des eaux usées
Commune de GURGY**

Département de l'Yonne
Communauté de l'Auxerrois

**Avenant n°3 au contrat de délégation par affermage du
service public de collecte des eaux usées de la commune de
GURGY**

Entre :

La Communauté de l'Auxerrois, représentée par son Président, **Monsieur Crescent MARAULT**, dûment autorisé à la signature des présentes par délibération du Conseil communautaire en date du _____ ,

Désignée ci-après "**la Collectivité**" ou « **la Communauté de l'Auxerrois** »

D'une part,

Et :

La société Bertrand S.A.S., dont le siège social est sis : **29 B route de Chamvres – 89 300 JOIGNY** représentée par **Monsieur Hervé SAGET**, Directeur,

Désignée ci-après "**le Déléataire**"

D'autre part,

Désignées ci-après ensemble « **les Parties** » ,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La commune de GURGY a confié la gestion de son service public de collecte des eaux usées au Délégué par contrat d'affermage reçu à la Préfecture de l'Yonne le 9 décembre 2014 et ayant pris effet le 1^{er} janvier 2015. La date d'échéance de ce contrat est le 31 décembre 2022.

La loi a transféré obligatoirement aux communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2020 la compétence assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines. La Collectivité a ainsi repris la compétence Collecte des eaux usées sur la commune de GURGY.

Un avenant n°1 à ce contrat ayant pour objet l'intégration d'un poste de refoulement et des réseaux d'assainissement a été reçu en préfecture le 23 octobre 2020.

Un avenant n°2 à ce contrat ayant pour objet la répartition des charges liées aux prestations sur les réseaux et ouvrages d'eaux pluviales entre la commune de GURGY et la Collectivité a été reçu en préfecture le 29 juin 2021.

La Collectivité souhaite mettre en place une organisation cohérente et structurée de la gestion de l'eau potable et de l'assainissement sur tout le périmètre de la Communauté d'Agglomération.

Le Conseil Communautaire du 24 juin 2021 a approuvé le principe d'un mode de gestion concessionnaire pour les Services Publics d'Eau potable et d'Assainissement collectif à compter du 1^{er} juillet 2023.

Pour ce faire, la Collectivité a besoin de prolonger le présent contrat de 6 mois.

Cette prolongation présente un impact sur le chiffre d'affaires initial du contrat de 7%.

Les Parties sont ainsi convenues de fixer le terme du Contrat au 30 juin 2023, en application des articles L3135-1, 6° et R3135-8 et -9 du code de la commande publique relatifs aux modifications de faible montant.

ARTICLE 1. DURÉE DE L'AFFERMAGE

L'article 4 « *Durée de l'affermage* » du Contrat est supprimé et remplacé par les stipulations suivantes :

« *L'échéance du présent contrat est fixée au 30 juin 2023.* »

ARTICLE 2. DISPOSITIONS ANTÉRIEURES

Toutes les dispositions du contrat initial et de ses avenants n°1, n°2 non expressément contredites ou modifiées par le présent avenant demeurent intégralement applicables.

ARTICLE 3. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa notification au Délégué et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Fait en deux (2) exemplaires,

Pour la Collectivité

A Auxerre,

Le _____,

Le Président

Pour le Délégué

A Joigny,

Le _____,

Le Directeur de la société BERTRAND SAS

Crescent MARAULT

Hervé SAGET

[Pour retourner à la délibération, cliquez ici](#)

Département de l'Yonne
Communauté de l'Auxerrois

**Avenant n°4 au contrat de délégation
par affermage du service public de
collecte des eaux usées
Commune de MONETEAU**

Département de l'Yonne
Communauté de l'Auxerrois

Avenant n°4 au contrat de délégation par affermage du service public de collecte des eaux usées de la commune de MONETEAU

Entre :

La Communauté de l'Auxerrois, représentée par son Président, **Monsieur Crescent MARAULT**, dûment autorisé à la signature des présentes par délibération du Conseil communautaire en date du _____ ,

Désignée ci-après "**la Collectivité**" ou « **la Communauté de l'Auxerrois** »

D'une part,

Et :

La société Bertrand S.A.S., dont le siège social est sis : **29 B route de Chamvres – 89 300 JOIGNY** représentée par **Monsieur Hervé SAGET**, Directeur,

Désignée ci-après "**le Déléataire**"

D'autre part,

Désignées ci-après ensemble « **les Parties** » ,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La commune de MONETEAU a confié la gestion de son service public de collecte des eaux usées au Délégué par contrat d'affermage reçu à la Préfecture de l'Yonne le 17 décembre 2014 et ayant pris effet le 1er janvier 2015. La date d'échéance de ce contrat est le 31 décembre 2022.

Un avenant n°1 à ce contrat ayant pour objet l'intégration de nouveaux ouvrages d'assainissement a été reçu en préfecture le 19 octobre 2019.

La loi a transféré obligatoirement aux communautés d'agglomération au 1er janvier 2020 la compétence assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines. La Collectivité a ainsi repris la compétence Collecte des eaux usées sur la commune de MONETEAU.

Un avenant n°2 à ce contrat ayant pour objet l'intégration de nouveaux ouvrages d'assainissement a été reçu en préfecture le 23 octobre 2020.

Un avenant n°3 à ce contrat ayant pour objet la répartition des charges liées aux prestations sur les réseaux et ouvrages d'eaux pluviales entre la commune de MONETEAU et la Collectivité a été reçu en préfecture le 29 juin 2021.

La Collectivité souhaite mettre en place une organisation cohérente et structurée de la gestion de l'eau potable et de l'assainissement sur tout le périmètre de la Communauté d'Agglomération.

Le Conseil Communautaire du 24 juin 2021 a approuvé le principe d'un mode de gestion concessif pour les Services Publics d'Eau potable et d'Assainissement collectif à compter du 1er juillet 2023.

Pour ce faire, la Collectivité a besoin de prolonger le présent contrat de 6 mois.

Cette prolongation présente un impact sur le chiffre d'affaires initial du contrat de 6.96%.

Les Parties sont ainsi convenues de fixer le terme du Contrat au 30 juin 2023, en application des articles L3135-1, 6° et R3135-8 et -9 du code de la commande publique relatifs aux modifications de faible montant.

ARTICLE 1. DURÉE DE L'AFFERMAGE

L'article 4 « *Durée de l'affermage* » du Contrat est supprimé et remplacé par les stipulations suivantes :

« *L'échéance du présent contrat est fixée au 30 juin 2023.* »

ARTICLE 2. DISPOSITIONS ANTÉRIEURES

Toutes les dispositions du contrat initial et de ses avenants n°1, n°2, n°3 non expressément contredites ou modifiées par le présent avenant demeurent intégralement applicables.

ARTICLE 3. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa notification au Délégué et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Fait en deux (2) exemplaires,

Pour la Collectivité

A Auxerre,

Le _____,

Le Président

Pour le Délégué

A Joigny,

Le _____,

Le Directeur de la société BERTRAND SAS

Crescent MARAULT

Hervé SAGET

[Pour retourner à la délibération, cliquez ici](#)

Département de l'Yonne
Communauté de l'Auxerrois

**Avenant n°2 au contrat de délégation
par affermage du service public de
collecte des eaux usées
Commune de PERRIGNY**

Département de l'Yonne
Communauté de l'Auxerrois

Avenant n°2 au contrat de délégation par affermage du service public de collecte des eaux usées de la commune de PERRIGNY

Entre :

La Communauté de l'Auxerrois, représentée par son Président, **Monsieur Crescent MARAULT**, dûment autorisé à la signature des présentes par délibération du Conseil communautaire en date du _____,

Désignée ci-après "**la Collectivité**" ou « **la Communauté de l'Auxerrois** »

D'une part,

Et :

La société Bertrand S.A.S., dont le siège social est sis : **29 B route de Chamvres – 89 300 JOIGNY** représentée par **Monsieur Hervé SAGET**, Directeur,

Désignée ci-après "**le Déléataire**"

D'autre part,

Désignées ci-après ensemble « **les Parties** » ,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La commune de PERRIGNY a confié la gestion de son service public de collecte des eaux usées au Délégitaire par contrat d'affermage reçu à la Préfecture de l'Yonne le 10 décembre 2014 et ayant pris effet le 1er janvier 2015. La date d'échéance de ce contrat est le 31 décembre 2022.

La loi a transféré obligatoirement aux communautés d'agglomération au 1er janvier 2020 la compétence assainissement des eaux usées et gestion des eaux pluviales urbaines. La Collectivité a ainsi repris la compétence Collecte des eaux usées sur la commune de PERRIGNY.

Un avenant n°1 à ce contrat ayant pour objet la répartition des charges liées aux prestations sur les réseaux et ouvrages d'eaux pluviales entre la commune de PERRIGNY et la Collectivité a été reçu en préfecture le 29 juin 2021.

La Collectivité souhaite mettre en place une organisation cohérente et structurée de la gestion de l'eau potable et de l'assainissement sur tout le périmètre de la Communauté d'Agglomération.

Le Conseil Communautaire du 24 juin 2021 a approuvé le principe d'un mode de gestion concessif pour les Services Publics d'Eau potable et d'Assainissement collectif à compter du 1er juillet 2023.

Pour ce faire, la Collectivité a besoin de prolonger le présent contrat de 6 mois.

Cette prolongation présente un impact sur le chiffre d'affaires initial du contrat de 7.13%.

Les Parties sont ainsi convenues de fixer le terme du Contrat au 30 juin 2023, en application des articles L3135-1, 6° et R3135-8 et -9 du code de la commande publique relatifs aux modifications de faible montant.

ARTICLE 1. DURÉE DE L’AFFERMAGE

L'article 4 « *Durée de l'affermage* » du Contrat est supprimé et remplacé par les stipulations suivantes :

« *L'échéance du présent contrat est fixée au 30 juin 2023.* »

ARTICLE 2. DISPOSITIONS ANTÉRIEURES

Toutes les dispositions du contrat initial et de son avenant n°1 non expressément contredites ou modifiées par le présent avenant demeurent intégralement applicables.

ARTICLE 3. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa notification au Délégitaire et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Fait en deux (2) exemplaires,

Pour la Collectivité

A Auxerre,

Le _____ ,

Le Président

Pour le Déléataire

A Joigny,

Le _____ ,

Le Directeur de la société BERTRAND SAS

Crescent MARAULT

Hervé SAGET

COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION DE
L'AUXERROIS

Assainissement collectif

**Rapport annuel
sur le Prix et la Qualité du Service
public de l'assainissement collectif**

Exercice 2021

Table des matières

1.	Caractérisation technique du service.....	3
1.1.	Présentation du territoire desservi.....	3
1.2.	Mode de gestion du service	3
1.3.	Estimation de la population desservie (D201.0).....	4
1.4.	Volumes facturés.....	5
1.5.	Détail des imports et exports d'effluents	5
1.6.	Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0).....	6
1.7.	Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert.....	6
1.8.	Ouvrages d'épuration des eaux usées.....	7
1.9.	Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0).....	34
1.9.1.	Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration.....	34
1.9.2.	Quantités de boues évacuées des ouvrages d'épuration.....	35
2.	Tarification de l'assainissement et recettes du service.....	36
2.1.	Tarifs et factures d'assainissement type(D204)	36
2.2.	Recettes.....	40
3.	Indicateurs de performance	42
3.1.	Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)	42
3.2.	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)	43
3.3.	Conformité de la collecte des effluents (P203.3).....	44
3.4.	Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3).....	46
3.5.	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3).....	46
3.6.	Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3).....	47
3.7.	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (P251.1).....	48
3.8.	Points noirs du réseau de collecte (P252.2)	49
3.9.	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte (P253.2)	49
3.10.	Conformité des performances des équipements d'épuration (P254.3).....	52
3.11.	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3).....	53
3.12.	Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256.2)	54
3.13.	Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0)	55
3.14.	Taux de réclamations (P258.1)	56
4.	Financement des investissements.....	57
4.1.	Montants financiers.....	57
4.2.	Etat de la dette du service	57
4.3.	Amortissements	57
4.4.	Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux	57
4.5.	Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice	58
5.	Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.....	59
5.1.	Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0).....	59
5.2.	Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)	60

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi



Le service est géré à l'échelon intercommunal.

- Nom de l'entité de gestion : Communauté de l'auxerrois
- Nom de la collectivité : Communauté de l'auxerrois
- Caractéristiques de l'entité de gestion : Communauté d'agglomération
- Compétences liées au service : collecte, Transport, Dépollution, Contrôle de raccordement, Elimination des boues produites
- Territoires des communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Communauté de l'auxerrois
- Existence d'une Commission Consultation des Services Publics Locaux : oui
- Existence de zonage d'assainissement : fonction des communes
- Existence de règlement de service : oui

1.2. Mode de gestion du service



En fonction des communes, l'exploitation du service est la suivante :

Communes	Modes de gestion au 01/01/2020	
	Collecte	Transport et traitement
Appoianv	DSP Bertrand échéance 31/12/2022	Régie communautaire
Auay	Régie communautaire	Régie communautaire
Auxerre	DSP Véolia échéance 31/12/ 2022	Régie communautaire
Bleianv le Carreau	Régie communautaire	Régie communautaire
Branches	Régie communautaire	Régie communautaire
Champs sur Yonne	DSP échéance 31/03/2023	
Charbuy	Régie communautaire	Régie communautaire
Chevannes	DSP Bertrand échéance 31/12/2024	
Chitry le Fort	Régie communautaire	Régie communautaire
Coulange la Vineuse	Régie communautaire	Régie communautaire
Escamps	Régie communautaire	Régie communautaire
Escolives Sainte Camille	Régie communautaire	Régie communautaire
Guray	DSP Bertrand échéance 31/12/2022	Régie communautaire
Gv l'Evêque	Régie communautaire	Régie communautaire
Irancy	Régie communautaire	Régie communautaire
Jussy	Régie communautaire	Régie communautaire
Lindrv	Régie communautaire	Régie communautaire
Monéteau	DSP Bertrand échéance 31/12/2022	Régie communautaire
Montianv la Resle	Régie communautaire	Régie communautaire
Perrianv	DSP Bertrand échéance 31/12/2022	Régie communautaire
Quenne	Régie communautaire	Régie communautaire
Saint Bris le Vineux	Régie communautaire	Régie communautaire
Saint Georges sur Baulche	DSP Suez échéance 30/09/2023	DSP échéance au 30/09/2024
Vallan	Régie communautaire	Régie communautaire
Venov	DSP Suez échéance 30/06/2031	
Villefarceau	DSP Suez échéance 30/04/2024	DSP échéance 30/09/2024
Villeneuve Saint Salves	Régie communautaire	Régie communautaire
Vincelles	Régie communautaire	Régie communautaire
Vincelottes	Régie communautaire	Régie communautaire

1.3. Estimation de la population desservie (D201.0)



Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le service public d'assainissement collectif dessert 63969 habitants au 31/12/2021.



Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'assainissement collectif dessert :

Commune	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2020	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2021	Nombre d'abonnés non domestiques au 31/12/2021	Nombre total d'abonnés au 31/12/2021 (données fichiers clients)	Variation %
Appoigny	1446	1533	1	1 534	6,09
Auxerre	15671	16 842	24	16 866	7,63
Champs sur Yonne	740	743		743	0,41
Chevannes	956	1 017		1 017	6,38
Gurgy	753	778		778	3,32
Monéteau	1722	2 014		2 014	16,96
Perrigny	484	584		584	20,66
Saint Georges sur Baulche	1485	1501		1 501	1,08
Venoy	506	515		515	1,78
Villefargeau	385	382		382	-0,78
Régie	6002	5563		5 563	-7,31
Total abonnés	30150	31472		31497	4,47

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 63,85 abonnés/km au 31/12/2021.

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonné) est de 2,01habitants/abonné au 31/12/2021.

1.4. Volumes facturés



Volumes factures en m ³		2019	2020	2021	Variation en %
Appoigny	Abonnés domestiques ⁽¹⁾		230 757		
	Abonnés non domestiques		0		
	Volumes facturés	225 510	230 757	274 656	19,02
Auxerre	Abonnés domestiques ⁽¹⁾	1 967 189	2 061 971		
	Abonnés non domestiques				
	Volumes facturés	1 967 189	2 061 971	1 987 594	-3,61
Champs sur Yonne	Abonnés domestiques ⁽¹⁾	65 512	66 446		
	Abonnés non domestiques				
	Volumes facturés	65 512	66 446	67 969	2,29
Chevannes	Abonnés domestiques ⁽¹⁾		85 491		
	Abonnés non domestiques				
	Volumes facturés	85 241	85 491	88 802	3,87
Gurgy	Abonnés domestiques ⁽¹⁾		64 047		
	Abonnés non domestiques				
	Volumes facturés	57 859	64 047	64 926	1,37
Monéteau	Abonnés domestiques ⁽¹⁾		212 901		
	Abonnés non domestiques				
	Volumes facturés	208 716	212 901	235 637	10,68
Perrigny	Abonnés domestiques ⁽¹⁾		52 355		
	Abonnés non domestiques				
	Volumes facturés	51 248	52 355	55 823	6,62
Saint Georges sur Baulches	Abonnés domestiques ⁽¹⁾	153 535	155 658		
	Abonnés non domestiques				
	Volumes facturés	153 535	155 658	149 455	-3,99
Venoy	Abonnés domestiques ⁽¹⁾	43 780	44 254		
	Abonnés non domestiques				
	Volumes facturés	43 780	44 254	42 263	-4,50
Villefargeau	Abonnés domestiques ⁽¹⁾	35 402	35 875		
	Abonnés non domestiques				
	Volumes facturés	35 402	35 875	39 144	9,11
Régie	Abonnés domestiques ⁽¹⁾				
	Abonnés non domestiques				
	Volumes facturés	Inconnus	622 623	463 261	-25,60
Total général des volumes facturés			3 632 378	3 469 530	-4 ;48

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

1.5. Détail des imports et exports d'effluents



Il n'y a pas d'importation et d'exportations d'effluents en dehors de la Communauté de l'auxerrois.

1.6. Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0)



Le nombre d'arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non-domestiques signés par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L1331-10 du Code de la santé publique est de :

Commune	Objet	2020	2021
Appoigny	Effluents industriels	1	1
Auxerre	Effluents industriels	24	24
Vaux	Effluents viticoles	1	1
Saint Bris le Vineux	Effluents viticoles	28	28
Total autorisation de rejet		54	54

1.7. Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert



Le réseau de collecte et/ou transfert du service public d'assainissement collectif est constitué de :

Réseaux	Unitaires	Séparatifs
	2021	2021
Appoigny	7,36	20,06
Auxerre	75,10	108,99
Champs sur Yonne	0,17	12,30
Chevannes	0,00	20,20
Gurgy	0,000	11,09
Monéteau	0,00	33,20
Perrigny	1,88	9,33
Saint Georges/ Baulche	19,96	12,56
Venoy	0,00	11,94
Villefargeau	0,00	7,65
Régie	16,48	111,98
Total réseaux par type	137,87	359,29
Total réseaux 2021	497,16	

Ouvrage permettant la maîtrise des déversements d'effluents au milieu naturel par temps de pluie.

Type d'équipement	Localisation	Volume de stockage
Bassin de la Chainette	Auxerre	4000
Bassin du PR Rue de Paris	Monéteau	3000
Bassin Amont STEU	Coulanges la Vineuse	300
Bassin Amont STEU	Saint Bris le Vineux	1800
Bassin Amont STEU	Saint Georges sur Baulche	920

1.8. Ouvrages d'épuration des eaux usées



Le service gère 29 Stations de Traitement des Eaux Usées (STEU).

Stations gérées en Délégation de Service Public

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038907701000	
Nom :	Champs-Sur-Yonne			
Lieu d'implantation :	CHAMPS-SUR-YONNE / 89077 /			
Date de mise en eau :	01/01/72			
Maître d'ouvrage :	CHAMPS-SUR-YONNE			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
Temps sec	114	700		1 900
Temps pluie	114			
Débit de référence (m3/j) :	1023			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	37	En EH :	614
File EAU :	Type de traitement :	<i>Secondaire</i>		
	Filières de traitement :	<i>Aération prolongée ou faible charge</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Déshydratation</i>		
	Filières de traitement :	<i>Filtre à bandes</i>		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	FRHR46B	
Nom :	L'Yonne			
Masse d'eau :	L'Yonne du confluent de la Cure au confluent du Ru de Baulche (exclu)			
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	Canal		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre : 038910201000	
Nom :	Chevannes		
Lieu d'implantation :	Orgy Promenade des prairies		
Date de mise en eau :	2003		
Maître d'ouvrage :	Mairie de Chevannes		
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure
	Temps sec	500	2500
	Temps pluie		
Débit de référence :	500		
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	94.21	En EH : 1570
File EAU :	Type de traitement :	Boues activées	
	Filières de traitement :	Boues activées – aération prolongée	
File BOUE :	Type de traitement :	Déshydratation	
	Filières de traitement :	Déshydratation naturelle Filtres plantés	
Exploitant :	SAS BERTRAND		
Milieu récepteur		Code Sandre :	
Nom :	Ru de Baulche		
Masse d'eau :			
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	Cours d'eau	
	Rejet souterrain		
Débit d'étiage :			

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038934601000	
Nom :	Saint-Georges-Sur-Baulche			
Lieu d'implantation :	SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE / 89346 /			
Date de mise en eau :	01/01/85			
Maître d'ouvrage :	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	240	1 000		4 000
Temps sec	240			
Temps pluie	240			
Débit de référence (m3/j) :	2547			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	150	En EH :	2496
File EAU :	Type de traitement :	Secondaire		
	Filières de traitement :	Aération prolongée ou faible charge		
File BOUE :	Type de traitement :	Déshydratation		
	Filières de traitement :	Filtre à bandes		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Personne à contacter :	Mickaël STAUB / 03 86 94 21 30 / mickael.staub@suez.com			
Milieu récepteur		Code Sandre :	FRHR55	
Nom :	Le Ru de Baulche			
Masse d'eau :	Le Ru de Baulche de sa source à la confluence de l'Yonne (exclu)			
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	Cours d'eau		
	<input type="checkbox"/> Rejet souterrain			
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038943805000	
Nom :	Venoy (nouvelle)			
Lieu d'implantation :	VENOY / 89438 / Rue de Curly			
Date de mise en eau :				
Maître d'ouvrage :	Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitants
	90	225	28	1 500
Temps sec	90		154	
Temps pluie	90			
Débit de référence (m3/j) :	566			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	34	En EH :	552
File EAU :	Type de traitement :	<i>Primaire</i>		

	Filières de traitement :	<i>Aération faible charge</i>
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Déshydratation</i>
	Filières de traitement :	<i>Lits plantés de roseaux</i>
Exploitant :	SUEZ Eau France	
Milieu récepteur		Code Sandre : F3223000
Nom :	Ru de Sinotte	
Masse d'eau :	Ru de Sinotte - FRHR56-F3223000	
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	<i>Canal, cours d'eau, marais, mer par émissaire, mer sans émissaire, plan d'eau, réseau pluvial ...</i>
	<input type="checkbox"/> Rejet souterrain	<i>Sol (Infiltration sans valorisation agricole), réutilisation agricole, sous-sol (injection dans un puits ou une cavité naturelle), mer (hautes profondeurs) ...</i>
Débit d'étiage :		

Aucune donnée pour 2021 concernant la station de traitement des eaux usées de Montallery car celle-ci était en cours de mise en service.

Stations gérées en régie :

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038901302000	
Nom :	STEU d'Appoigny			
Lieu d'implantation :	La Fontaine Thevenot – chemin rural de la remise de Gréau – 89380 APPOIGNY			
Date de mise en eau :				
Maître d'ouvrage :	Communauté d'agglomération de l'Auxerrois			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	Temps sec	4976	30189	82500
Temps pluie	4976			
Débit de référence (m3/j) :	30189 Le percentile 95 sur les 2 années glissantes est inférieure à la capacité nominale hydraulique, qui est donc reprise comme débit de référence			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	1982	En EH :	33039
	Type de traitement :		<i>Secondaire</i>	
File EAU :	Filières de traitement :		<i>Aération prolongée ou faible charge</i>	
	Type de traitement :		<i>Déshydratation</i>	
File BOUE :	Filières de traitement :		<i>Centrifugation</i>	
	Exploitant :		SUEZ Eau France	
Milieu récepteur		Code Sandre :		
Nom :	L'Yonne			
Masse d'eau :	L'Yonne			
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	<i>Canal, cours d'eau, marais, mer par émissaire, mer sans émissaire, plan d'eau, réseau pluvial ...</i>		
	Rejet souterrain	<i>Sol (Infiltration sans valorisation agricole), réutilisation agricole, sous-sol (injection dans un puits ou une cavité naturelle), mer (hautes profondeurs)</i>		
Débit d'étiage :				

En 2021, les études réglementaires sur le système d'assainissement d'Appoigny ont concerné :

- Le renouvellement de l'arrêté d'autorisation de la station d'épuration
- L'Etudes sur la Recherche et la réduction des Substances Dangereuse dans l'Eau (RSDE)
- La mise en place du diagnostic permanent

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038902301000	
Nom :	STEU d'Augy			
Lieu d'implantation :	<i>AUGY/ 89023 /</i>			
Date de mise en eau :	31/12/1971			
Maître d'ouvrage :	Communauté d'agglomération de l'Auxerrois			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	Temps sec	120		2000 EH
Temps pluie	120			
Débit de référence (m3/j) :	300			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	17	En EH :	279
	Type de traitement :		<i>Primaire</i>	
File EAU :	Filières de traitement :		<i>Boue activée aération prolongée (très faible charge)</i>	
	Type de traitement :		<i>0</i>	
File BOUE :	Filières de traitement :		<i>0</i>	
	Type de traitement :		<i>0</i>	
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	FRHR46B	
Nom :	L'Yonne			
Masse d'eau :	L'Yonne du confluent de la Cure au confluent du Ru de Baulche (exclu)			
Type :	Rejet superficiel	<i>Canal, cours d'eau, marais, mer par émissaire, mer sans émissaire, plan d'eau, réseau pluvial ...</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038904501000	
Nom :	Bleigny-le-Carreau Bourg			
Lieu d'implantation :	BLEIGNY-LE-CARREAU / 89045 /			
Date de mise en eau :				
Maître d'ouvrage :	Communauté d'agglomération de l'Auxerrois			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	24			400
Temps sec	24			
Temps pluie	24			
Débit de référence (m3/j) :	80			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	19	En EH :	322
File EAU :	Type de traitement :	<i>Secondaire</i>		
	Filières de traitement :	<i>Lagunage naturel</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Epaississement</i>		
	Filières de traitement :			
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	FRHR60-F3277200	
Nom :	Ru de Buchin			
Masse d'eau :	Ru de Buchin			
Type :	Rejet superficiel	<i>Cours d'eau</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038905301000	
Nom :	Branches Bourg			
Lieu d'implantation :	BRANCHES / 89053 /			
Date de mise en eau :				
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	Temps sec	30		500
Temps pluie	30			
Débit de référence (m3/j) :	100			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	29	En EH :	475
	Type de traitement :		<i>Secondaire</i>	
File EAU :	Filières de traitement :		<i>Lagunage naturel</i>	
	Type de traitement :			
File BOUE :	Filières de traitement :		0	
	Type de traitement :			
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	F3509000	
Nom :	Ruisseau le Ravillon			
Masse d'eau :	Ruisseau le Ravillon FRHR70A-F3509000			
Type :	Rejet superficiel	<i>Canal, cours d'eau, marais, mer par émissaire, mer sans émissaire, plan d'eau, réseau pluvial ...</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038908302000	
Nom :	Charbuy Bourg			
Lieu d'implantation :	CHARBUY / 89083 /			
Date de mise en eau :	31/12/2000			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	Temps sec 60			1 000
Temps pluie 60				
Débit de référence (m3/j) :	180			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	Non renseigné	En EH :	Non renseigné
File EAU :	Type de traitement :	<i>Primaire</i>		
	Filières de traitement :	<i>Filtre à sables plantés en partie</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Epaississement</i>		
	Filières de traitement :	0		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :		
Nom :	Ravillon			
Masse d'eau :	FRHR70A-F3509000 - Ruisseau le Ravillon			
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	Cours d'eau		
	<input type="checkbox"/> Rejet souterrain			
Débit d'étiage :				

En 2021, la station de traitement des eaux usées de Charbuy Bourg était hors service

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038908301000	
Nom :	Charbuy Lagunage			
Lieu d'implantation :	CHARBUY / 89083 /			
Date de mise en eau :	31/12/2000			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
Temps sec				450
Temps pluie				
Débit de référence (m3/j) :	0			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	4	En EH :	67
File EAU :	Type de traitement :	Primaire		
	Filières de traitement :	Lagunage naturel		
File BOUE :	Type de traitement :			
	Filières de traitement :	0		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :		
Nom :				
Masse d'eau :	FRHR55-F3217000 - Ru des étangs			
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	<i>Canal, cours d'eau, marais, mer par émissaire, mer sans émissaire, plan d'eau, réseau pluvial ...</i>		
	<input type="checkbox"/> Rejet souterrain			
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038908303000	
Nom :	Charbuy Les Courlis			
Lieu d'implantation :	CHARBUY / 89083 /			
Date de mise en eau :	31/12/2000			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
				90
Temps sec				
Temps pluie				
Débit de référence (m3/j) :				
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	1.20	En EH :	10
File EAU :	Type de traitement :	<i>Filtre à sables plantés de roseaux</i>		
	Filières de traitement :	<i>Filtre plantés de roseaux</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Filtre à sables plantés de roseaux</i>		
	Filières de traitement :	<i>Filtre plantés de roseaux</i>		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :		
Nom :				
Masse d'eau :				
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	Cours d'eau		
	<input type="checkbox"/> Rejet souterrain			
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038908304000	
Nom :	Charbuy Les Ponceau			
Lieu d'implantation :	CHARBUY / 89083 /			
Date de mise en eau :	31/12/2000			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	Temps sec			180
Temps pluie				
Débit de référence (m3/j) :				
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	4.2	En EH :	35
File EAU :	Type de traitement :	<i>Filtre à sables plantés de roseaux</i>		
	Filières de traitement :	<i>Filtre plantés de roseaux</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Filtre à sables plantés de roseaux</i>		
	Filières de traitement :	<i>Filtre plantés de roseaux</i>		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :		
Nom :				
Masse d'eau :				
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	Cours d'eau		
	<input type="checkbox"/> Rejet souterrain			
Débit d'étiage :				

		Code Sandre :	038911801000	
Nom :	Coulanges-La-Vineuse			
Lieu d'implantation :	COULANGES-LA-VINEUSE / 89118			
Date de mise en eau :	31/12/2003			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
Temps sec	108			1 800
Temps pluie	108			
Débit de référence (m3/j) :	550			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	20	En EH :	334
File EAU :	Type de traitement :	<i>Secondaire</i>		
	Filières de traitement :	<i>Aération prolongée ou faible charge</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Déshydratation</i>		
	Filières de traitement :	<i>Rhizocompostage</i>		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	F3203000	
Nom :	Ru de Genotte			
Masse d'eau :	Ru de gGnotte - FRHR46B-F3203000			
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	<i>Cours d'eau</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038915401000	
Nom :	Escamps Bourg			
Lieu d'implantation :	ESCAMPS / 89154			
Date de mise en eau :	31/12/2001			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
				300
Temps sec				
Temps pluie				
Débit de référence (m3/j) :	54			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	21	En EH :	355
File EAU :	Type de traitement :	<i>Primaire</i>		
	Filières de traitement :	<i>Filtres Plantés</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Epaississement</i>		
	Filières de traitement :	0		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	FRHR55	
Nom :	Le Ru de Baulche			
Masse d'eau :	Le Ru de Baulche de sa source à la confluence de l'Yonne (exclu)			
Type :	Rejet superficiel	<i>Cours d'eau</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038915403000	
Nom :	Escamps La Grilletière			
Lieu d'implantation :	ESCAMPS / 89154			
Date de mise en eau :	31/12/2001			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
				110
Temps sec				
Temps pluie				
Débit de référence (m3/j) :				
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	2	En EH :	32
File EAU :	Type de traitement :	<i>Primaire</i>		
	Filières de traitement :	<i>Filtres Plantés</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Epaississement</i>		
	Filières de traitement :	0		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	FRHR55	
Nom :	Le Ru de Baulche			
Masse d'eau :	Le Ru de Baulche de sa source à la confluence de l'Yonne (exclu)			
Type :	Rejet superficiel	<i>Cours d'eau</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038915402000	
Nom :	Escamps Les Huilliers			
Lieu d'implantation :	ESCAMPS / 89154			
Date de mise en eau :	31/12/2001			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	Temps sec			130
Temps pluie				
Débit de référence (m3/j) :				
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	6	En EH :	98
File EAU :	Type de traitement :	<i>Filtres Plantés</i>		
	Filières de traitement :	<i>Filtres Plantés</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Filtres Plantés</i>		
	Filières de traitement :	<i>Filtres Plantés</i>		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	FRHR55	
Nom :	Le Ru de Baulche			
Masse d'eau :	Le Ru de Baulche de sa source à la confluence de l'Yonne (exclu)			
Type :	Rejet superficiel	<i>Cours d'eau</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038915501000	
Nom :	Escolives Ste Camille			
Lieu d'implantation :	ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE - 89155			
Date de mise en eau :	31/12/85			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitants
	Temps sec 120			2 000
Temps pluie	120			
Débit de référence (m3/j) :	300			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	22	En EH :	368
File EAU :	Type de traitement :	Secondaire		
	Filières de traitement :	Aération prolongée ou faible charge		
File BOUE :	Type de traitement :	Epaississement		
	Filières de traitement :	G		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Personne à contacter :	<i>Noémie CHIARI - 03.86.94.21.35 – noemie.chiari@suez.com</i>			
Milieu récepteur		Code Sandre :	FRHR46B	
Nom :	L'Yonne			
Masse d'eau :	L'Yonne du confluent de la Cure au confluent du Ru de Baulche (exclu)			
Type :	o Rejet superficiel	Cours d'eau		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038920201000	
Nom :	STEU IRANCY			
Lieu d'implantation :	IRANCY / 89202 /			
Date de mise en eau :	01/01/2007			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	Temps sec 36			600
Temps pluie 36				
Débit de référence (m3/j) :	120			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	29	En EH :	485
File EAU :	Type de traitement :	<i>Secondaire</i>		
	Filières de traitement :	<i>Rhizofiltration</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Déshydratation</i>		
	Filières de traitement :	<i>Rhizocompostage</i>		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	FRHR46B	
Nom :	L'Yonne			
Masse d'eau :	L'Yonne du confluent de la Cure au confluent du Ru de Baulche (exclu)			
Type :	Rejet superficiel	<i>Cours d'eau</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038922801000	
Nom :	Lindry-Le Marais			
Lieu d'implantation :	LINDRY / 89228 /			
Date de mise en eau :	01/01/1997			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	Temps sec	43		720
Temps pluie	43			
Débit de référence (m3/j) :	110			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	20	En EH :	338
File EAU :	Type de traitement :	<i>Secondaire</i>		
	Filières de traitement :	<i>Rhizofiltration</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Déshydratation</i>		
	Filières de traitement :	<i>Rhizofiltration</i>		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :		
Nom :	Ruisseau le Ravillon			
Masse d'eau :	FRHR70A-F3509000 ruisseau le Ravillon			
Type :	Rejet superficiel	<i>Cours d'eau</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038922802000	
Nom :	Lindry-Les Houches			
Lieu d'implantation :	LINDRY / 89228 /			
Date de mise en eau :	31/12/2000			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
Temps sec				700
Temps pluie				
Débit de référence (m3/j) :	xx			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	13	En EH :	212
File EAU :	Type de traitement :	<i>Primaire</i>		
	Filières de traitement :	0		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Epaississement</i>		
	Filières de traitement :	0		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :		
Nom :	Ruisseau le Ravillon			
Masse d'eau :	FRHR70A-F3509000 ruisseau le Ravillon			
Type :	Rejet superficiel	<i>Cours d'eau</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038926501000	
Nom :	Montigny la Resle			
Lieu d'implantation :	MONTIGNY-LA-RESLE / 89265 /			
Date de mise en eau :	31/12/95			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	Temps sec	36		600
Temps pluie	36			
Débit de référence (m3/j) :	90			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	23	En EH :	377
	Type de traitement :		<i>Secondaire</i>	
File EAU :	Filières de traitement :		<i>Aération prolongée ou faible charge</i>	
	Type de traitement :		<i>Déshydratation</i>	
File BOUE :	Filières de traitement :		<i>Rhizocompostage</i>	
	Exploitant : SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	FRHR60	
Nom :	Ru de Buchin			
Masse d'eau :	Ru de buchin			
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	<i>Cours d'eau</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038931901000	
Nom :	Quenne			
Lieu d'implantation :	QUENNE / 89319			
Date de mise en eau :	31/12/1995			
Maître d'ouvrage :	Communauté de l'Auxerrois			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	Temps sec 72			1 200
Temps pluie 72				
Débit de référence (m3/j) :	180			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	18	En EH :	299
	Type de traitement :		<i>Secondaire</i>	
File EAU :	Filières de traitement :		<i>Rhizofiltration</i>	
	Type de traitement :		<i>Déshydratation</i>	
File BOUE :	Filières de traitement :		<i>Rhizofiltration</i>	
	Exploitant :			
Milieu récepteur		Code Sandre :	F3205200	
Nom :	Ru de Quenne			
Masse d'eau :	Ru de Quenne - FRHR46B-F3205200			
Type :	Rejet superficiel	<i>Canal, cours d'eau, marais, mer par émissaire, mer sans émissaire, plan d'eau, réseau pluvial ...</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038933702000	
Nom :	Saint-Bris-le-Vineux			
Lieu d'implantation :	SAINT-BRIS-LE-VINEUX / 89337 / Chemin de la Forêt			
Date de mise en eau :	01/06/2011			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
Temps sec période de vendange	330	413	277	2 500
Temps sec hors vendange	72	226		
Temps pluie	330			
Débit de référence (m3/j) :	589 (capacité nominale débit temps sec + vidange bassin)			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	168	En EH :	2794
File EAU :	Type de traitement :	<i>Secondaire</i>		
	Filières de traitement :	<i>Aération prolongée ou faible charge</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Déshydratation</i>		
	Filières de traitement :	<i>Rhizocompostage</i>		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	FRHR46B	
Nom :	L'Yonne via le Ru de Chitry			
Masse d'eau :	L'Yonne du confluent de la Cure au confluent du Ru de Baulche (exclu)			
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	Cours d'eau		
	<input type="checkbox"/> Rejet souterrain			
Débit d'étiage :	Le rejet dans le ru de Chitry est autorisé entre le 1 ^{er} novembre et le 31 mai			

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038942702000	
Nom :	Vallan			
Lieu d'implantation :	VALLAN / 89427			
Date de mise en eau :	01/05/2013			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	Temps sec	54	225	1 000
Temps pluie	54		13	
Débit de référence (m3/j) :	225			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	24	En EH :	395
File EAU :	Type de traitement :	<i>Secondaire</i>		
	Filières de traitement :	<i>Aération prolongée ou faible charge</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Déshydratation</i>		
	Filières de traitement :	<i>Rhizofiltration</i>		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	F3206000	
Nom :	Ru de vallan			
Masse d'eau :	Ru de vallan - FRHR46B-F3206000			
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	<i>Cours d'eau</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038926302000	
Nom :	Vaux			
Lieu d'implantation :	AUXERRE / 89024 / rue du Lavoir			
Date de mise en eau :	01/01/69			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
	Temps sec	18	45	300
Temps pluie	18			
Débit de référence (m3/j) :	45			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	5	En EH :	84
File EAU :	Type de traitement :	<i>Secondaire</i>		
	Filières de traitement :	<i>Aération prolongée ou faible charge</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Déshydratation</i>		
	Filières de traitement :	<i>Aucun</i>		
Exploitant :				
Milieu récepteur		Code Sandre :	FRHR46B	
Nom :	L'Yonne			
Masse d'eau :	L'Yonne du confluent de la Cure au confluent du Ru de Baulche (exclu)			
Type :	<input checked="" type="checkbox"/> Rejet superficiel	<i>Canal</i>		
Débit d'étiage :				

En 2022, la station d'épuration de Vaux sera supprimée et le réseau de la commune interconnecté à celui d'Auxerre.

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038946301000	
Nom :	Villeneuve St Salves Lagunage			
Lieu d'implantation :	VILLENEUVE-SAINT-SALVES / 89463			
Date de mise en eau :	31/12/2001			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
				320
Temps sec				
Temps pluie				
Débit de référence (m3/j) :	0			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	14	En EH :	237
File EAU :	Type de traitement :	<i>Primaire</i>		
	Filières de traitement :	<i>Lagunage naturel</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Epaississement</i>		
	Filières de traitement :	0		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	F3223000	
Nom :	Ru de Sinotte			
Masse d'eau :	Ru de Sinotte - FRHR56-F3223000			
Type :	Rejet superficiel	<i>Cours d'eau</i>		
Débit d'étiage :				

Station de traitement des eaux usées		Code Sandre :	038947801000	
Nom :	Vincelles			
Lieu d'implantation :	VINCELLES / 89478			
Date de mise en eau :	31/12/1975			
Maître d'ouvrage :	CA DE L'AUXERROIS			
Capacité nominale :	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m ³ /jour	Q pointe m ³ /heure	Equivalent habitant
				1 999
Temps sec				
Temps pluie				
Débit de référence (m3/j) :	351			
Charge entrante : 2021	En kg/j DBO5 :	54	En EH :	901
File EAU :	Type de traitement :	<i>Primaire</i>		
	Filières de traitement :	<i>Boue activée aération prolongée (très faible charge)</i>		
File BOUE :	Type de traitement :	<i>Epaississement</i>		
	Filières de traitement :	<i>Séchage solaire</i>		
Exploitant :	SUEZ Eau France			
Milieu récepteur		Code Sandre :	FRHR46B	
Nom :	L'Yonne			
Masse d'eau :	L'Yonne du confluent de la Cure au confluent du Ru de Baulche (exclu)			
Type :	Rejet superficiel	<i>Cours d'eau</i>		
Débit d'étiage :				

1.9. Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0)

Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration



Boues produites (tonne en matière sèche)	2020	2021	Ecart
DSP			
STEP Boues activées			
Champs sur Yonne (Code Sandre: 038907701000)	20,4	6,3	-69,12%
Chevannes (Code Sandre :038910201000)	42,19	20,42	-51,60%
Saint Georges sur Baulche (Code Sandre : 038934601000)	53,4	27	-49,44%
Venoy (Code Sandre : 038943805000)	24,7	15,4	-37,65%
Régie			
STEP Boues activées			
Appoigny (Code Sandre: 038901302000)	862	1011	17,29%
Augy (Code Sandre : 038902301000)	3,5	2,9	-17,14%
Coulanges (Code Sandre : 038911801000)	6,3	8,3	31,75%
Escolives (Code Sandre : 038915501000)	12,2	13,4	9,84%
Gy l'Evêque (Code Sandre : 038919901000)	5,5	4,9	-10,91%
Montigny (Code Sandre : 038926501000)	3,3	5,8	75,76%
Saint Bris (2011) (Code Sandre : 038933702000)	29,2	26,9	-7,88%
Vallan (Code Sandre : 038942702000)	11,3	16,2	43,36%
Vaux (Code Sandre: 038926302000)	0,36	1,266	251,67%
Vincelles (Code Sandre : 038947801000)	5,5	7	27,27%
Lagunes			
Bleigny (Code Sandre : 038904501000)	0,4	5,4	1250,00%
Branches (Code Sandre : 038905301000)	2,8	7,2	157,14%
Charbuy (Code Sandre : 038908301000)	17,6	0,8	-95,45%
Villeneuve (Code Sandre : 038946301000)	4,7	4,1	-12,77%
STEP Filtres plantés de roseaux			
Charbuy Les Courlis (Code Sandre : 038908303000)		0,3	
Charbuy Le Ponceau Varennes (Code Sandre : 038908304000)		2	
Irancy (Code Sandre : 038920201000)	4	8,4	110,00%
Lindry Le Marais (Code Sandre: 038922801000)	9,3	5,9	-36,56%
Escamps Bourg (Code Sandre : 038915401000)	2,4	5,8	141,67%
Escamps La Grilletières (Code Sandre : 038915403000)	5,2	0,5	-90,38%
Escamps Les Huilliers (Code Sandre : 038915402000)	7,6	1,7	-77,63%
Escamps Nantenne (Code Sandre : 038915404000)		0,06	
STEP Filtres IP			
Charbuy Bourg (Code Sandre : 038908302000)	8,3		
Lindry Les Houches (Code Sandre : 038922802000)	6,6	3,5	-46,97%
Quenne (Code Sandre : 038931901000)	7,5	6,2	-17,33%
Total des boues produites	1 156,25	1 218,65	5,40%

La quantité de boues produites est estimée par calcul en fonction de l'abattement de la charge de DBO5 mesurée lors du ou des bilans 24h sur les systèmes de traitement.

Production de boues (kg de MS/an) = 0.8 * (Charge DBO5 entrée en kg/j – Charge DBO5 sortie en kg/j) * 365

Quantités de boues évacuées des ouvrages d'épuration



Boues évacuées (tonne de matière sèche)	2020	2021	Filière d'élimination
DSP			
STEP Boues activées			
Chevannes (038910201000)	0	0	Aucune pendant 2 ans - rhizophytes
Champs sur Yonne (038907701000)	20,43	36,64	Valorisation agricole
Saint Georges sur Baulches (038934601000)	79,04	42,66	Valorisation agricole
Venoy (038943805000)	19,37	0	Compostage en 2020 sur l'ancien système
Régie			
STEP Boues activées			
Appoigny (038901302000)	862,41	999	Compostage
Augy (038902301000)	3,5	2,858	Compostage
Coulanges (038911801000)	0	5,325	Compostage
Escolives (038915501000)	12,2	13,4	Compostage
Gy l'Evêque (038919901000)	5,5	4,92	Compostage
Montigny (038926501000)	0	0	
Saint Bris (038933702000)	0	34,827	Compostage
Vallan (038942702000)	0	0	
Vaux (038926302000)	0,36	1,266	STEP Appoigny
Vincelles (038947801000)	5,5	6,966	Compostage
Lagunes			
Bleigny (038904501000)	0	0	
Branches (038905301000)	0	0	
Charbuy (038908301000)	0	0	
Villeneuve (038946301000)	0	2,627	Compostage
STEP Lits plantés de roseaux			
Charbuy Les Courlis (038908303000)	0	0	
Charbuy Le Ponceau Varennes (038908304000)	0	0	
Escamps Bourg (Escamps) (038915401000)	0	0	
Escamps La Grilletières (038915403000)	0	1,514	
Escamps Les Huilliers (038915402000)	0	2,697	
Escamps Nantenne (038915404000)	0	0	
Irancy (038920201000)	0	0,932	Compostage
Lindry Le Marais (038922801000)	0	0	
STEP Filtre IP			
Charbuy Bourg (038908302000)	6,1	2,784	
Lindry Les Houches (038922802000)	0	1,406	Compostage
Quenne (038931901000)	0,6	6,45	Compostage
Total des boues évacuées	1015,01	1166,272	

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

2.1. Tarifs et factures d'assainissement type(D204)



Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibérations communales approuvant les différents contrats d'affermage et les rémunérations des délégataires,
- Délibération du 16 décembre 2020 effective à compter du 01/01/2020 fixant les tarifs du service d'assainissement collectif **pour la part communautaire.**
- Délibération du 17 décembre 2021 effective à compter du 01/01/2020 fixant les nouveaux tarifs du service d'assainissement collectif **pour la part communautaire.**
- Délibération du 16/12/2019 effective à compter du 01/01/2020 **fixant la Participation au Financement de l'Assainissement Collectif à 1500€**

Une harmonisation tarifaire sur 10 ans avec un tarif cible de 2,83€HT calculé en fonction notamment des investissements à venir a été présenté le 16 décembre 2022 dans le cadre de la tarification 2022.

Service Public géré en Régie

Indice D204.0

Communes	Au 01/01/2021			Au 01/01/2022			
Augy	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	14,4	14,40	1	14,4	14,40	
Part variable	120	1,143	137,16	120	1,41	169,20	
Total part communautaire			151,56			183,60	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	17,38		10,00 %	20,58	
Montant facture type TTC			191,14			226,38	
Prix moyen /m3			1,59			1,89	18,44 %
Bleigny le carreau	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	0	0,00	1	0	0,00	
Part variable	120	1,035	124,20	120	1,29	154,80	
Total part communautaire			124,20			154,80	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	14,64		10,00 %	17,70	
Montant facture type TTC			161,04			194,70	
Prix moyen /m3			1,34			1,62	20,90 %
Branches	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	54	54,00	1	54	54,00	
Part variable	120	1,449	173,88	120	1,63	195,60	
Total part communautaire			227,88			249,60	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	25,01		10,00 %	27,18	
Montant facture type TTC			275,09			298,98	
Prix moyen /m3			2,29			2,49	8,69 %
Charbuy	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	28,91	28,91	1	28,91	28,91	

Part variable	120	1,66	199,20	120	1,72	206,40	
Total part communautaire			228,11			235,31	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	25,03		10,00 %	25,75	
Montant facture type TTC			275,34			283,26	
Prix moyen /m3			2,29			2,36	2,88 %
Coulanges la Vineuse	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	36	36,00	1	36	36,00	
Part variable	120	1,26	151,20	120	1,52	182,40	
Total part communautaire			187,20			218,40	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	20,94		10,00 %	24,06	
Montant facture type TTC			230,34			264,66	
Prix moyen /m3			1,92			2,21	14,90 %
Escamps	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	86,1	86,10	1	86,1	86,10	
Part variable	120	2,47	296,40	120	2,46	295,20	
Total part communautaire			382,50			381,30	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	40,47		10,00 %	40,35	
Montant facture type TTC			445,17			443,85	
Prix moyen /m3			3,71			3,70	-0,30 %
Escolives sainte Camille	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	32,14	32,14	1	32,14	32,14	
Part variable	120	2,1	252,00	120	2,13	255,60	
Total part communautaire			284,14			287,74	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	30,63		10,00 %	30,99	
Montant facture type TTC			336,97			340,93	
Prix moyen /m3			2,81			2,84	1,18 %
Gy l'Evêque	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	81	81,00	1	81	81,00	
Part variable	120	1,575	189,00	120	1,66	199,20	
Total part communautaire			270,00			280,20	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	29,22		10,00 %	30,24	
Montant facture type TTC			321,42			332,64	
Prix moyen /m3			2,68			2,77	3,49 %
Irancy	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	15	15,00	1	15	15,00	
Part variable	120	0,9	108,00	120	1,16	139,20	
Total part communautaire			123,00			154,20	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	14,52		10,00 %	17,64	
Montant facture type TTC			159,72			194,04	
Prix moyen /m3			1,33			1,62	21,49 %
Jussy	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	10	10,00	1	10	10,00	
Part variable	120	1	120,00	120	1,25	150,00	
Total part communautaire			130,00			160,00	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	15,22		10,00 %	18,22	

Montant facture type TTC			167,42			200,42	
Prix moyen /m3			1,40			1,67	19,71 %
Lindry	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	0	0,00	1	0	0,00	
Part variable	120	2,9	348,00	120	2,85	342,00	
Total part communautaire			348,00			342,00	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	37,02		10,00 %	36,42	
Montant facture type TTC			407,22			400,62	
Prix moyen /m3			3,39			3,34	-1,62 %
Montigny la Resles	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	62,84	62,84	1	62,84	62,84	
Part variable	120	1,32	158,40	120	1,5	180,00	
Total part communautaire			221,24			242,84	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	24,34		10,00 %	26,50	
Montant facture type TTC			267,78			291,54	
Prix moyen /m3			2,23			2,43	8,87 %
Quenne	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	0	0,00	1	0	0,00	
Part variable	120	1,062	127,44	120	1,32	158,40	
Total part communautaire			127,44			158,40	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	14,96		10,00 %	18,06	
Montant facture type TTC			164,60			198,66	
Prix moyen /m3			1,37			1,66	20,69 %
Saint Bris le Vineux	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	0	0,00	1	0	0,00	
Part variable	120	2,46	295,20	120	2,45	294,00	
Total part communautaire			295,20			294,00	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	31,74		10,00 %	31,62	
Montant facture type TTC			349,14			347,82	
Prix moyen /m3			2,91			2,90	-0,38 %
Vallan	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	0	0,00	1	0	0,00	
Part variable	120	2,52	302,40	120	2,51	301,20	
Total part communautaire			302,40			301,20	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	32,46		10,00 %	32,34	
Montant facture type TTC			357,06			355,74	
Prix moyen /m3			2,98			2,96	-0,37 %
Villeneuve Saint Salves	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							
Part fixe	1	38,11	38,11	1	38,11	38,11	
Part variable	120	1,3958	167,50	120	1,62	194,40	
Total part communautaire			205,61			232,51	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	22,78		10,00 %	25,47	
Montant facture type TTC			250,59			280,18	
Prix moyen /m3			2,09			2,33	11,81 %
Vincelles/Vincelottes	Quantité	Prix	Montant	Quantité	Prix	Montant	Écart n/n-1
Communauté de l'auxerrois							

Part fixe	1	6,75	6,75	1	6,75	6,75	
Part variable	120	1,485	178,20	120	1,72	206,40	
Total part communautaire			184,95			213,15	
Agence de l'Eau Seine Normandie	120	0,185	22,20	120	0,185	22,20	
T.V.A		10,00 %	20,72		10,00 %	23,54	
Montant facture type TTC			227,87			258,89	
Prix moyen /m3			1,90			2,16	13,61 %

La facturation est effectuée avec une fréquence semestrielle.

Service Public géré en Délégation de Service Public

Au 01/01/2022		Part fixe HT	Part variable HT	Montant part variable	Redevance AESN (modernisation des réseaux)	Montant redevance	TVA 10%	Montant Facture	Prix au m3€TTC au 01/01/2022	Prix au m3€TTC au 01/01/2021	Var. %
Appoigny	CA	0,00 €	1,6400	196,80							
	DSP collecte	0,00 €	0,3723	44,68	0,185	22,20	26,37	290,04	2,42 €	2,35 €	2,59
Auxerre	CA	0,00 €	1,7200	206,40							
	DSP collecte	0,28 €	0,2925	35,10	0,185	22,20	26,37	290,07	2,42 €	2,21 €	8,72
Champs sur Yonne	CA	44,00 €	0,4500	54,00							
	DSP T1 collecte et traitement	69,03 €	1,0013	50,07							
	DSP T2 collecte et traitement		1,1430	80,01	0,185	22,20	31,93	351,24	2,93 €	2,71 €	0,56
Chevannes	CA		1,2600	151,20							
	DSP collecte et traitement	37,35 €	0,8100	97,20	0,185	22,20	30,80	338,75	2,82 €	2,70 €	4,22
Gurgy	CA		1,6300	195,60							
	DSP		0,3984	47,81	0,185	22,20	26,56	292,17	2,43 €	2,17 €	10,97
Monéteau	CA		1,6700	200,40							
	DSP T1		0,3539	31,85							
	DSP T2		0,4213	12,64	0,185	22,20	26,71	293,80	2,45 €	2,19 €	10,73
Perrigny	CA		1,3000	156,00							
	DSP Collecte		0,3849	46,19	0,185	22,20	22,44	246,83	2,06 €	1,78 €	13,58
Saint Georges sur Baulches	CA		0,7900	94,80							
	DSP collecte	11,79 €	0,2067	24,80							
	DSP traitement	43,44 €	0,7255	87,06	0,185	22,20	28,41	312,50	2,60 €	2,50 €	3,94
Venoy	CA	18,00 €	0,9900	118,80							
	DSP collecte et traitement	44,90 €	1,0130	121,56	0,185	22,20	32,55	358,01	2,98 €	2,83 €	5,16
Villefargeau	CA		1,1100	133,20							
	DSP collecte T1		0,3098	15,49							
	DSP collecte T2	9,26 €	0,4046	28,32							
	DSP traitement	43,44 €	0,7255	87,06	0,185	22,20	33,90	372,87	3,11 €	3,06 €	1,64

La facturation est effectuée avec une fréquence semestrielle.

2.2. Recettes



Recettes de la collectivité :

Redevances eaux usées	2020	2021	Ecart
70611 - produits surtaxe communautaire	4 638 235,76	5 362 505,14	15,62%
70613-participation pour assainissement collectif	13 300,00	57 100,00	329,32%
7068 - Autres prestation de service	97 012,00	198 491,92	104,61%
Total des recettes	4 748 547,76	5 618 097,06	18,31%

Recettes des délégataires :

Exploitation du service - recettes des délégataires			
Recette DSP Appoigny (Collecte)	2020	2021	Variation
Redevance eaux usées	83 490,79	99 674,00	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	10 890,78	11 303,88	
Total des recettes	94 381,57	110 977,88	17,58 %
Recette DSP Auxerre (Collecte)	2020	2021	Variation
Redevance eaux usées	626 843,00	564 008,00	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	167 779,00	169 119,00	
Total des recettes	794 622,00	733 127,00	-7,74 %
Recette DSP Chevannes	2020	2021	Variation
Redevance eaux usées	108 488,03	105 205,94	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	0,00	0,00	
Total des recettes	108 488,03	105 205,94	-3,03 %
Recette DSP Champs sur Yonne (Collecte)	2020	2021	Variation
Redevance eaux usées	114 362,00	116 340,00	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	2 420,00	8 677,00	
Total des recettes	116 782,00	125 017,00	7,05 %
Recette DSP Gurgy (Collecte)	2020	2021	Variation
Redevance eaux usées	26 301,66	24 477,00	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	2 438,38	2 575,17	
Total des recettes	28 740,04	27 052,17	-5,87 %
Recette DSP Monéteau (Collecte)	2020	2021	Variation
Redevance eaux usées	85 125,69	86 768,00	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	12 754,92	15 564,18	
Total des recettes	97 880,61	102 332,18	4,55 %
Recette DSP Perrigny (Collecte)	2020	2021	Variation
Redevance eaux usées	20 715,00	20 317,00	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	3 436,54	3 572,61	
Total des recettes	24 151,54	23 889,61	-1,08 %
Recette DSP Saint Georges (Collecte)	2020	2021	Variation
Redevance eaux usées	47 781,00	49 378,00	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	3 351,00	12 001,00	
Total des recettes	51 132,00	61 379,00	20,04 %
Recette DSP Venoy (Collecte, transport et traitement)	2020	2021	Variation
Redevance eaux usées	53 031,00	62 626,00	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	619,00	328,00	
Total des recettes	53 650,00	62 954,00	17,34 %
Recette DSP Villefargeau (Collecte)	2020	2021	Variation
Redevance eaux usées	15 300,00	17 100,00	

Autres recettes liées à l'exploitation du service	2 681,00	9 941,00	
Total des recettes	17 981,00	27 041,00	50,39 %
Recette DSP Villefargeau et St Georges (transport et traitement)	2020	2021	Variation
Redevance eaux usées	214 120,00	215 600,00	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	0,00	0,00	
Total des recettes	214 120,00	215 600,00	0,69 %
Total des redevances (parts fixes et variables)	1 395 558,17	1 361 493,94	
Total des autres redevances liées à l'exploitation	206 370,62	233 081,84	
Total recettes délégataires	1 601 928,79	1 594 575,78	-0,46

Recettes globales :

	2020	2021	Ecart
Total recette des redevances d'assainissement	6 033 793,93	6 723 999,08	11,44%
Total autres recettes	316 682,62	488 673,76	54,31%

3. Indicateurs de performance

3.1. Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)



Cet indicateur est le ratio entre le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement collectif et le nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement.

$$\text{taux de desserte par les réseaux d'eaux usées} = \frac{\text{nombre d'abonnés desservis}}{\text{nombre d'abonnés potentiels}} * 100$$

Toutes les communes n'ont pas de zonage d'assainissement.

Cet indicateur sera fourni après la réalisation du schéma directeur communautaire (2021-2023) qui permettra la détermination du nombre potentiel d'abonné.

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)



L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées a évolué en 2013 (indice modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 100 pour les services n'ayant pas la mission de distribution).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points
VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau	oui : 10 points non : 0 point
VP.251 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point
VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions ⁽¹⁾
VP.254 - Procédure de mise à jour des plans intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux	
VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres	
VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions ⁽²⁾
VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie	0 à 15 points sous conditions ⁽³⁾
VP.257 Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...)	oui : 10 points non : 0 point
VP.258 Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point
VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux ⁽⁴⁾	oui : 10 points non : 0 point
VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau	oui : 10 points non : 0 point
VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent	oui : 10 points non : 0 point
VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point
TOTAL (indicateur P202.2B)	120

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour

obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points.

Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(3) Si la connaissance de l'altimétrie atteint 50, 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points obtenus sont respectivement de 10, 11, 12, 13, 14 et 15

(4) non pertinent si le service n'a pas la mission de collecte

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale		
Réseaux de collecte	2020	2021
DSP		
Appoigny	35	35
Auxerre	117	117
Champs sur Yonne	70	70
Chevannes	35	35
Gurgy	35	35
Monéteau	35	35
Perrigny	35	35
Saint Georges sur Baulches	70	70
Venoy	86	86
Villefargeau	71	71
Régie		
Augy		10
Bleigny le carreau		10
Branches		10
Charbuy		25
Coulanges la Vineuse		70
Escamps		10
Escolives sainte Camille		80
Gy l'Evêque		10
Irancy		70
Jussy		80
Lindry		80
Montigny la Resle		10
Quenne		90
Saint Bris le Vineux		25
Vallan		35
Villeneuve saint salves		10
Vincelles		25
Vincelottes		25

3.3. Conformité de la collecte des effluents (P203.3)



(Réseau collectant une charge > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque système de collecte (ensemble de réseaux aboutissant à une même station) – s'obtient auprès des services de la Police de l'eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par l'importance de la charge brute de pollution organique transitant par chaque système.

NB : Les indices de conformité n'ont pas tous été communiqués par la Police de l'Eau à la date d'édition du rapport, ils sont estimés par les délégataires ou le service. L'indice de conformité globale n'a pas été calculé la fiche détaillée de cet indicateur est en cours de refonte et n'est pas disponible.

Réseau collectant une charge > 2000 EH	2020	2021
Appoigny (1)		
Conformité système de collecte	100	100
Charge brute de pollution reçue par la STEP *	2078	1982
Chevannes		
Conformité système de collecte	100	100
Charge brute de pollution reçue par la STEP *	74	94.21
Saint Bris le Vineux		
Conformité système de collecte		
Charge brute de pollution reçue par la STEP *	149,51	174,05
Saint Georges Sur Baulche		
Conformité système de collecte	0	0
Charge brute de pollution reçue par la STEP *	65,58	150
Taux de conformité global		

(1) Le système d'assainissement de la station d'Appoigny est constitué des réseaux de collecte des communes d'Appoigny, Auxerre, Gurgy, Monéteau et Perrigny

(2) Le système d'assainissement de la station de Saint Georges est constitué des réseaux de collecte des communes de Saint Georges sur Baulches et Villefargeau

* Charge brute de pollution organique reçue par la station de traitement des eaux usées en kg DBO5/j

3.4. Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3)



(Uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

NB : Les indices de conformité n'ont pas été communiqués par la Police de l'Eau à la date d'édition du rapport, ils sont estimés par les délégataires ou le service. L'indice de conformité globale n'a pas été calculé la fiche détaillée de cet indicateur est en cours de refonte et n'est pas disponible.

Station d'épuration > 2000 EH	2020	2021
Appoigny		
Conformité des équipements d'épuration	100%	100%
Charge brute de pollution reçue par la STEP *	2078	1982
Chevannes		
Conformité des équipements d'épuration	100%	100%
Charge brute de pollution reçue par la STEP *	74	94.21
Saint Bris le Vineux		
Conformité des équipements d'épuration	100	100
Charge brute de pollution reçue par la STEP *	149,51	174,05
Saint Georges Sur Baulche		
Conformité des équipements d'épuration	0%	0%
Charge brute de pollution reçue par la STEP *	65,58	150
Taux de conformité global		

3.5. Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3)



(Uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès de la Police de l'Eau.conformité.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

NB : Les indices de conformité n'ont pas été communiqués par la Police de l'Eau à la date d'édition du rapport, ils sont estimés par les délégataires ou le service. L'indice de conformité globale n'a pas été calculé la fiche détaillée de cet indicateur est en cours de refonte et n'est pas disponible.

Station d'épuration > 2000 EH	2020	2021
Appoigny		
Conformité des équipements d'épuration	100%	100%
Charge brute de pollution reçue par la STEP *	2078	1982
Chevannes		
Conformité des équipements d'épuration	100%	100%
Charge brute de pollution reçue par la STEP *	74	94.21
Saint Bris le Vineux		
Conformité des équipements d'épuration	0	100
Charge brute de pollution reçue par la STEP *	149,51	174,05
Saint Georges Sur Baulche		
Conformité des équipements d'épuration	0%	0%
Charge brute de pollution reçue par la STEP *	65,58	150
Taux de conformité global		

3.6. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)



Une filière d'évacuation des boues d'épuration est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes :

- le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur,
- la filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille.

$$\text{taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation} = \frac{\text{TMS admis par une filière conforme}}{\text{TMS total évacué par toutes les filières}} * 100$$

	Type filière	2020		2021		Indicateur P206,3
		Boues évacuées (TMS)		Boues évacuées (TMS)		
		Filière conforme	Filière non conforme	Filière conforme	Filière non conforme	
DSP						
STEP Boues activées						
Chevannes (038910201000)	Aucune pendant 2 ans - rhizophytes	0		0		Sans objet
Champs sur Yonne (038907701000)	Valorisation agricole	20,43	0	36,64	0	100%
Saint Georges sur Baulches (038934601000)	Valorisation agricole	79,04	0	42,66	0	100%
Venoy (038943805000)	Rhizophyte	19,37	0	0	0	Sans objet
Régie						
STEP Boues activées						
Appoigny (038901302000)	Compostage	862,41	0	999	0	100%
Augy (038902301000)	Compostage	3,5	0	2,858	0	100%
Coulanges (038911801000)	Compostage	0	0	5,325	0	100%
Escolives (038915501000)	Compostage	12,2	0	13,4	0	100%
Gy l'Evêque (038919901000)	Compostage	5,5	0	4,92	0	100%
Montigny (038926501000)		0	0	0	0	100%
Saint Bris (2011) (038933702000)	Compostage	0	0	34,827	0	100%
Vallan (038942702000)		0	0	0	0	Sans objet
Vaux (038926302000)	STEP Appoigny	0,36	0	1,266	0	100%
Vincelles (038947801000)	Compostage	5,5	0	6,966	0	100%
Lagunes						
Bleigny (038904501000)		0	0	0	0	Sans objet
Branches (038905301000)		0	0	0	0	Sans objet
Charbuy (038908301000)		0	0	0	0	Sans objet
Villeneuve (038946301000)	Compostage	0	0	2,627	0	100%
STEP Lits plantés de roseaux						
Charbuy Les Courlis (038908303000)		0	0	0	0	Sans objet
Charbuy Le Ponceau Varennes (038908304000)		0	0	0	0	Sans objet
Escamps Bourg (Escamps) (038915401000)		0	0	0	0	Sans objet
Escamps La Grilletières (038915403000)		0	0	1,514	0	100%
Escamps Les Huilliers (038915402000)		0	0	2,697	0	100%
Escamps Nantenne (038915404000)		0	0	0	0	Sans objet
Irancy (038920201000)	Compostage	0	0	0,932	0	100%
Lindry Le Marais (038922801000)		0	0	0	0	Sans objet
STEP Filtre IP						
Charbuy Bourg (038908302000)		6,1	0	2,784	0	100%
Lindry Les Houches (038922802000)	Compostage	0	0	1,406	0	100%
Quenne (038931901000)	Compostage	0,6	0	6,45	0	100%
Total des boues évacuées suivant conformité des filières		1015,01	0	1166,272	0	
Total des boues évacuées par toutes les filières		1015,01		1166,272		
Taux de boues évacuées selon les filières conformes		100,00%		100,00%		

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

3.7. Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (P251.1)



L'indicateur mesure un nombre d'évènements ayant un impact direct sur les habitants, de par l'impossibilité de continuer à rejeter les effluents au réseau public et les atteintes portées à l'environnement (nuisance, pollution). Il a pour objet de quantifier les dysfonctionnements du service dont les habitants ne sont pas responsables à titre individuel.

$$\text{taux de débordement des effluents pour 1000 hab} = \frac{\text{nombre de demandes d'indemnisation déposées en vue d'un dédommagement}}{\text{nombre d'habitants desservis}} * 1000$$

Cet indicateur est nul pour les DSP et la Régie en 2021.

3.8. Points noirs du réseau de collecte (P252.2)



Cet indicateur donne un éclairage sur l'état et le bon fonctionnement du réseau de collecte des eaux usées à travers le nombre de points sensibles nécessitant des interventions d'entretien spécifiques ou anormalement fréquentes.

Est un point noir tout point du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit la nature du problème (contre-pente, racines, déversement anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, etc.) et celle de l'intervention (curage, lavage, mise en sécurité, etc.).

Sont à prendre en compte les interventions sur les parties publiques des branchements et – si l'intervention est nécessitée par un défaut situé sur le réseau public – dans les parties privatives des usagers.

$$\text{nombre de points noirs ramené à 100 km de réseau} = \frac{\text{nombre de points noirs}}{\text{linéaire du réseau de collecte hors branchements}} * 100$$

	2020	2021
Appoigny	Non calculable	Non calculable
Auxerre	0,54	0,54
Champs sur Yonne	24,06	24,06
Chevannes	0,00	0,7
Gurgy	0,00	9
Monéteau	0,00	6
Perrigny	0,00	17
Saint Georges/ Baulche	14,22	14,22
Venoy	8,38	8,38
Villefargeau	39,22	39,22
Régie	8,63	8,63

Liste des points noirs identifiés :

Appoigny :

- Tout l'unitaire du centre ville

Champs :

- Quartier Rue des Roses : réseau EU amont du PR de Toussac car peu de pente
- Route de Toussac entre les PRs Quai Saint Louis et Chalifarde
- Rue de la Chalifarde, quand la nappe est haute, eaux claires parasites
- Puisards insuffisants dans le quartier Rue des Roses, souvent inondé.

Chevannes :

- PR porte d'en haut

Gurgy :

- PR chemin de halage

Monéteau

- Rue de Gurgy
- PR Gué de la Baume

Perrigny

- Réseau dans les prés
- Le PR

St Georges :

- Rue des Champs Casselins réseau EU amont STEP
- Allée de Saintonge
- Avenue de Lorraine
- Avenue d'Alsace

Venoy :

- Rue du Petit Bois : eaux claires parasites

Villefargeau :

- Lotissement du Manoir
- Traversée Avenue de la Puisaye en amont du PR Villefargeau

Augy :

- Réseau pluvial le long de l'Yonne

Saint Bris le Vineux :

- DO + Réseau de la Rue de Gouaix

Gy l'Evêque :

- Les chambres à sables sont sous dimensionnées.

Vallan :

- Décalage de réseau EU Rue de Beau intersection Rue de l'Eglise

Vincelles :

- Réseau EU Grande Rue + Rue de l'Yonne en amont du PR Camping
- Rue de l'Abreuvoir n°7: branchement
- Rue Auguste Renoir n°48: problème de pente

Quenne :

- DO de Nangis, surverse importante

Escamps Bourg :

- Réseau de Pouligny en amont de la STEU, pente insuffisante

Jussy :

- Dégrilleur manuel

3.9. Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte (P253.2)



Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé par la longueur totale du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

:

Indice P253.2	2020	2021	2023	2024	2025
Réseau renouvelé	1,017	1,31			
Total réseaux	497,16				
Taux de renouvellement					

Le taux de renouvellement ne pourra être calculé qu'à partir de 2025. L'historique des renouvellements avant le transfert de la compétence au 1^{er} janvier 2020 n'étant pas connu.

Réalisation 2020		
Lieux	Type	Linéaire (km)
Auxerre : rue L. Braille A. Tassigny	Séparatif	1,017
Total renouvellement 2021		1,017
Réalisation 2021		
Lieux	Type	Linéaire
Auxerre : rue Viellard	Séparatif	0,54
Auxerre : rues de Paris et V.Martin	Remplacement	0,1
Vincelles : rues Noel et St Jean	Remplacement	0,55
Villefargeau : rue du Manoir	Remplacement	0,12
Total renouvellement 2021		1,31

3.10. Conformité des performances des équipements d'épuration (P254.3)



(Uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur est le pourcentage de bilans réalisés sur 24 heures dans le cadre de l'auto-surveillance qui sont conformes soit à l'arrêté préfectoral, soit au manuel d'auto-surveillance établis avec la Police de l'Eau (en cas d'absence d'arrêté préfectoral et de manuel d'auto-surveillance, l'indicateur n'est pas évalué).

Les bilans jugés utilisables pour évaluer la conformité des rejets mais montrant que l'effluent arrivant à la station est en-dehors des limites de capacité de traitement de celle-ci (que ce soit en charge hydraulique ou en pollution) sont à exclure.

La conformité des performances des équipements d'épuration se calcule pour chaque STEU de capacité > 2000 EH selon la formule suivante :

$$\text{conformité des performances des équipements d'épuration} = \frac{\text{nombre de bilans conformes}}{\text{nombre de bilans réalisés}} * 100$$

Gestion DSP	2020	2021
STEP Chevannes		
Nombre de bilans réalisés	12	12
Nombre de bilans conformes	12	12
Taux de conformité	100	100
STEP Saint Georges		
Nombre de bilans réalisés	12	12
Nombre de bilans conformes	9	8
Taux de conformité	75,00	66,67

Gestion régie	2020	2021
STEP d'Appoigny		
Nombre de bilans réalisés	104	104
Nombre de bilans conformes	104	104
Taux de conformité	100	100
STEP Saint Bris		
Nombre de bilans réalisés	24	24
Nombre de bilans conformes	17	24
Taux de conformité	70,83	100,00

	2020	2020
Taux de conformité moyen	93,42%	97,37%

3.11. Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3)



La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème suivant :

L'obtention des 80 premiers points se fait par étape, la deuxième ne pouvant être acquise si la première ne l'est	
20	identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejet potentiels aux milieux récepteurs
+ 10	évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel
+ 20	enquêtes de terrain pour situer les déversements, témoins de rejet pour en identifier le moment et l'importance
+ 30	mesures de débit et de pollution sur les rejets (cf. arrêté du 22/12/1994 relatif à la surveillance des ouvrages)
+ 10	rapport sur la surveillance des réseaux et STEU des agglomérations d'assainissement et ce qui en est résulté
+ 10	connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets
+ 10	évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70% du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total
+ 10	Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du service d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale		
Réseaux de collecte	2020	2021
Appoigny	35	35
Auxerre	117	117
Champs sur Yonne	70	70
Chevannes	35	35
Gurgy	35	35
Monéteau	35	35
Perrigny	35	35
Saint Georges sur Baulches	70	70
Venoy	86	86
Villefargeau	71	71
Régie	37	36

Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256.2)



La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

	Exercice 2020	Exercice 2021
Encours de la dette en €	16 453 658,00	16 120 930,00
Epargne brute annuelle en €	2 027 035,00	3 063 240,08
Durée d'extinction de la dette en année	8,12	5,26

	CRD début d'exercice	Capital amorti	Amortissement CT	Intérêts	Flux total	CRD d'exercice	fin
2021	16 732 238,26	1 705 435,13	132 500,00	333 964,88	2 171 900,01	16 120 930,14	
2022	16 535 356,69	1 565 329,96	132 500,00	267 073,65	1 964 903,61	14 854 320,00	
2023	14 854 320,00	1 397 941,02	132 500,00	254 332,09	1 784 773,11	13 323 878,99	
2024	13 323 878,99	1 308 333,56	132 500,00	249 377,36	1 690 210,92	11 883 045,43	
2025	11 883 045,43	1 303 754,61	132 500,00	219 434,24	1 655 688,85	10 446 790,82	
2026	10 446 790,82	1 280 920,65	132 500,00	188 851,48	1 602 272,13	9 033 370,18	
2027	9 033 370,18	1 222 196,10	132 500,00	159 320,62	1 514 016,72	7 678 674,08	
2028	7 678 674,08	1 088 336,53	132 500,00	132 084,62	1 352 921,15	6 457 837,55	
2029	6 457 837,55	750 933,70	132 500,00	106 622,83	990 056,53	5 574 403,86	
2030	5 574 403,86	711 948,83	132 500,00	92 062,98	936 511,81	4 729 955,03	
2031	4 729 955,03	625 510,86		78 589,43	704 100,29	4 104 444,18	
2032	4 104 444,18	553 308,02		69 077,10	622 385,12	3 551 136,16	
2033	3 551 136,16	463 571,09		62 517,49	526 088,58	3 087 565,07	
2034	3 087 565,07	412 513,15		56 389,45	468 902,60	2 675 051,92	
2035	2 675 051,92	368 590,99		51 349,28	419 940,27	2 306 460,93	
2036	2 306 460,93	341 025,88		45 703,68	386 729,56	1 965 435,05	
2037	1 965 435,05	260 863,98		40 425,74	301 289,72	1 704 571,07	
2038	1 704 571,07	221 613,80		35 395,75	257 009,55	1 482 957,27	
2039	1 482 957,27	120 777,25		31 037,77	151 815,02	1 362 180,02	
2040	1 362 180,02	100 843,13		27 978,00	128 821,13	1 261 336,89	
2041	1 261 336,89	96 077,39		25 415,96	121 493,35	1 165 259,50	
2042	1 165 259,50	78 067,96		23 079,10	101 147,06	1 087 191,54	
2043	1 087 191,54	78 543,83		21 251,78	99 795,61	1 008 647,71	
2044	1 008 647,71	79 025,62		19 754,53	98 780,15	929 622,09	
2045	929 622,09	79 513,44		17 994,99	97 508,43	850 108,65	
2046	850 108,65	80 007,36		16 533,52	96 540,88	770 101,29	
2047	770 101,29	80 507,44		15 245,68	95 753,12	689 593,85	
2048	689 593,85	81 013,79		13 945,65	94 959,44	608 580,06	
2049	608 580,06	81 526,45		12 289,82	93 816,27	527 053,61	
2050	527 053,61	82 045,54		10 864,98	92 910,52	445 008,07	
2051	445 008,07	62 571,10		9 588,43	72 159,53	382 436,97	
2052	382 436,97	43 103,27		8 533,57	51 636,84	339 333,70	
2053	339 333,70	43 642,05		7 524,75	51 166,80	295 691,65	
2054	295 691,65	44 187,55		6 503,32	50 690,87	251 504,10	
2055	251 504,10	44 739,92		5 469,14	50 209,06	206 764,18	
2056	206 764,18	45 299,16		4 422,01	49 721,17	161 465,02	
2057	161 465,02	45 865,40		3 361,82	49 227,22	115 599,62	
2058	115 599,62	46 438,72		2 288,34	48 727,06	69 160,90	
2059	69 160,90	47 019,21		1 201,47	48 220,68	22 141,69	
2060	22 141,69	22 141,69		188,9	22 330,59		

3.12. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0)



Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur l'assainissement collectif proprement dit. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).

Toute facture impayée au 31/12/2020 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} \times 100$$

Le recouvrement est confié au titulaire du contrat d'affermage d'eau potable sauf pour Escamps, qui est assuré par le Trésor public. Pour cette commune le taux d'impayés n'est pas encore connu.

Commune	Montant d'impayé en € au titre de l'année N-1 tel que connu au 31/12 de l'année N	Chiffres d'affaires TTC facturés (hors travaux) en € au titre de l'année N	Taux d'impayés en % sur les factures d'assainissement N-1 (P257.0)
APPOIGNY	12 151,15	620 003	2,58
AUGY	10,28	65 788	0,02
AUXERRE	124 496,65	4 402 379	3,00
BLEIGNY-LE-CARREAU	711,22	14 715	4,68
BRANCHES	0,00	43 670	0,00
CHAMPS-SUR-YONNE	5 462,92	223 271	2,73
CHARBUY	3 858,05	168 242	2,38
CHEVANNES	3 528,30	250 841	1,49
COULANGES-LA-VINEUSE	2 272,06	76 748	2,7
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	1 525,26	82 262	1,97
GURGY	768,95	140 232	0,63
GY-L'ÉVÊQUE	2 812,99	56 697	5,62
IRANCY	1 058,05	21 353	5,02
JUSSY	526,89	24 026	2,22
LINDRY	3 343,66	134 038	2,72
MONÉTEAU	7 301,80	517 341	1,77
MONTIGNY-LA-RESLE	340,63	44 527	0,74
PERRIGNY	266,54	99 410	0,37
QUENNE	174,31	26 700	0,64
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	3 070,55	122 071	2,58
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2 283,82	229 083	1,27
VALLAN	1 132,49	78 600	1,47
VENOY	1 274,97	127 991	1,07
VILFARGEAU	973,90	84 939	1,59
VILLENEUVE-SAINTE-SALVES	0,81	23 979	0,00
VINCELLES	2 863,46	75 904	3,32
VINCELOTES	125,33	24 798	0,46
Global	182 335,04	7 779 608,00	2,34

3.13. Taux de réclamations (P258.1)



Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute natures relatives au service de l'assainissement collectif, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Taux de réclamations	Exercice 2020	Exercice 2021
DSP		
Appoigny		
Taux de réclamation	8,99	0,00
Auxerre		
Taux de réclamation	0,00	0,00
Champs sur Yonne		
Taux de réclamation	14,86	4,04
Chevannes		
Taux de réclamation	0,00	0,00
Gurgy		
Taux de réclamation	0,00	1,29
Monéteau		
Taux de réclamation	0,00	0,50
Perrigny		
Taux de réclamation	0,00	1,71
Saint Georges sur Baulches		
Taux de réclamation	8,75	1,33
Venoy		
Taux de réclamation	17,79	23,30
Villefargeau		
Taux de réclamation	10,39	0,00
Régie		
Taux de réclamation	0,00	0,00
Taux de réclamation global	1,66	0,63

4. Financement des investissements

4.1. Montants financiers



	Exercice 2020	Exercice 2021
Frais d'études	146 498,89	540 718,03
Constructions	39 778,82	0,00
Installations, matériels et outillage technique	2 715 572,48	1 389 099,16
Montants financiers HT des travaux engagés	2 901 850,19	1 929 817,19
Montants des subventions en € (13111)	842 241,00	488 851,14
Montants des contributions du budget général en €	0,00	0,00

4.2. Etat de la dette du service



L'état de la dette au 31 décembre fait apparaître les valeurs suivantes :

	Exercice 2020	Exercice 2021
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)	16 453 658,00	16 120 930,00
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	1 659 079,00
	en intérêts	92 547,20

4.3. Amortissements



	Exercice 2020	Exercice 2021
Amortissement (6811)	1 676 480,00	2 541 626,75

4.4. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux



Lancement du schéma directeur (2021-2023)

Le schéma directeur est un outil d'aide à la décision des élus locaux et des services. C'est un outil de planification qui permet de donner une vision claire, pédagogique et prospective (15 ans) des programmes d'actions et d'investissement à réaliser, qui doivent être hiérarchisés et quantifiés pour s'assurer de leur adéquation avec le développement du territoire, la protection du milieu naturel mais aussi avec les capacités financières du maître d'ouvrage. Il donne un cadre réglementaire opposable définissant les conditions et les modalités auxquelles est soumis le déversement des effluents et raccordement dans le réseau d'assainissement des eaux usées et pluviales de la collectivité.

En attendant les conclusions du schéma directeur les travaux prioritaires sont notamment liés à la levée des mises en demeures de la Police de l'eau.

4.5. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice



N°	Objet	Période	Montant €HT
AP 2010	Création d'un système d'assainissement à Chitry le Fort	2020-2023	2 327 605
AP 2009	Mise en conformité de la station d'épuration de Gy l'Evêque	2020-2022	574 580
AP2008	Réhabilitation du réseau de Vincelles	2020-2022	792 000
AP 2006	Mise en séparatif du réseau de Quenne	2020-2026	1 007 000
AP2002	Mise en séparatif du réseau rues des Ormes, Sentier et Vosves à Appoigny	2020-2022	469 000
Total			5 170 185

Programme de travaux 2021 hors opérations pluriannuelles

Commune	Lieux	Type travaux	Inscription (€HT)
Appoigny	rue du Pont	extension réseau	89 000,00
Auxerre	rond Point Porte de Paris	réhabilitation réseau	33 000,00
	rue Victor Martin	réhabilitation réseau	55 000,00
	rue des Boussicats	réhabilitation réseau	172 000,00
	rue Bobillot	réhabilitation réseau	251 000,00
	boulevard Haussmann	réhabilitation réseau	100 000,00
	rue de la Banque	réhabilitation réseau	25 000,00
Escamps	divers	réhabilitation postes de relevage	175 000,00
	station d'épuration de Nantennes	installation panier dégrillage et potence	10 000,00
Escolives Ste C.	route de Vaux	réhabilitation postes de relevage	10 000,00
Gurgy	rue des Patures	réhabilitation	245 000,00
Gy l'Evêque	rues Emile Tissier, du Vigneau	mise en séparatif	276 000,00
	route Coulangeron et rue de la Grilletière	mise en séparatif, suppression DO	103 000,00
Irancy	Station d'épuration	création d'un escalier	5 000,00
Monéteau	route de Gurgy	extension de réseau	10 000,00
Montigny la R.	rue Fournaise	extension de réseau	25 000,00
St Bris le Vineux	divers rues	réhabilitation de regards	163 000,00
	rue de Gouaix et promenade du Parc	remplacement de 2 déversoirs d'orage	66 000,00
St Georges/ B.	rue des Champs Casselins	réhabilitation réseau	82 000,00
Vallan	rue des Tournants	réhabilitation réseau	169 000,00
Villefargeau	rue du Manoir	réhabilitation réseau	45 000,00
Total			2 109 000,00

5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service. Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

Abandon de créance		2021
Appoigny	Nombre d'abandon de créance	2
	Montant des abandons(€HT)	34
	Volume facturés (m ³)	274 656
	Rapport (€/m³)	0,0001
Auxerre	Nombre d'abandon de créance	18
	Montant des abandons(€HT)	137
	Volume facturés (m ³)	1 987 594
	Rapport (€/m³)	0,0001
Champs sur Yonne	Nombre d'abandon de créance	0
	Montant des abandons(€HT)	0
	Volume facturés (m ³)	67 969
	Rapport (€/m³)	0,0000
Chevannes	Nombre d'abandon de créance	0
	Montant des abandons(€HT)	0
	Volume facturés (m ³)	88 802
	Rapport (€/m³)	0,0000
Gurgy	Nombre d'abandon de créance	0
	Montant des abandons(€HT)	0
	Volume facturés (m ³)	64 926
	Rapport (€/m³)	0,0000
Monéteau	Nombre d'abandon de créance	0
	Montant des abandons(€HT)	0
	Volume facturés (m ³)	235 637
	Rapport (€/m³)	0,0000
Perrigny	Nombre d'abandon de créance	0
	Montant des abandons(€HT)	0
	Volume facturés (m ³)	55 823
	Rapport (€/m³)	0,0000
Saint Georges sur Baulches	Nombre d'abandon de créance	0
	Montant des abandons(€HT)	0
	Volume facturés (m ³)	42 263
	Rapport (€/m³)	0,0000
Venoy	Nombre d'abandon de créance	0
	Montant des abandons(€HT)	0
	Volume facturés (m ³)	42 263
	Rapport (€/m³)	0,0000
Villefargeau	Nombre d'abandon de créance	0
	Montant des abandons(€HT)	0
	Volume facturés (m ³)	39 144
	Rapport (€/m³)	0,0000
Régie	Nombre d'abandon de créance	0
	Montant des abandons(€HT)	0
	Volume facturés (m ³)	463 261
	Rapport (€/m³)	0,0000
Rapport global (€/m³)		0,0001

5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)



Aucune opération de coopération décentralisée n'a été menée.

[Pour retourner à la délibération, cliquez ici](#)

Communauté de l'Auxerrois

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'Assainissement Non Collectif

Exercice 2021

Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service a les caractéristiques suivantes :

- Nom de la collectivité compétente : Communauté d'agglomération de l'auxerrois
- Forme de la collectivité : Etablissement public de coopération intercommunale
- Compétence liée au service : Contrôle des installations
- Territoire desservi : Communauté de l'auxerrois (délibération n°2020-010 du 13 février 2020)
- Existence d'une commission consultative des services publics locaux : oui
- Existence de zonage d'assainissement sur la majorité du territoire
- Existence d'un règlement de service : Oui (Délibération du 4 décembre 2008, modifiée le 13 décembre 2012)
- Périodicité : 8 ans (délibération n°2016-076 en date du 9 juin 2016)

Depuis le 1^{er} janvier 2021, les communes du Coulangeois ont été intégrées au périmètre de la compétence.

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en régie avec prestation de service.

Descriptif du contrat de prestation de service :

- Type de contrat : marché à bon de commande
- Missions du prestataire : Contrôle des installations d'assainissement non collectif

Société Véolia	
Date de début de contrat	8 septembre 2016
Durée du contrat	12 mois reconductible 3 fois
Date de début de contrat	4 septembre 2020
Durée du contrat	12 mois reconductible 3 fois

1.3. Estimation de la population desservie (D301.0)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – qui n'est pas desservie par un réseau d'assainissement collectif.

Le nombre d'habitant estimé desservi par le Service public d'Assainissement Collectif est de 4081.

1.4. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service.

		Branches, Quenne, Villeneuve St Salves, Jussy, Escolives Sainte Camille, Irancy, Escamps, Gy l'Evêque, Vincelles et Vincelottes	Autres communes
A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	0	20
20	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	20	20
30	Pour les installations neuves ou à réhabiliter, la délivrance de rapports de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation au regard des prestations réglementaires	30	30
30	Pour les autres installations, la délivrance de rapports de visite établis dans le cadre de la mission de contrôle du fonctionnement et de l'entretien	30	30
	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	80	80

Tarification de l'assainissement et recettes du service

1.5. Modalités de tarification

Au 1^{er} janvier de chaque année :

	2021	2022	Ecart n/(n-1)
Tarif du contrôle des installations neuves €HT	152,3	153,8	1,00%
Tarif du contrôle diagnostic des installations existantes €HT	99,75	100,8	1,00%
Tarif du contrôle diagnostic des installations existantes €HT réalisé dans un délai de moins de trois semaines	136,5	137,9	1,00%
Tarifs du contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien des installations existantes en €HT	84	84,84	1,00%

La délibération fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice est la suivante :

- Délibération n°2021-240 du 16 décembre 2021 à partir du 01/01/2022

1.6. Recettes/Dépenses

Recettes	2020	2021
Redevance (70128)	8216,35	8982,75
Produit exceptionnel – Pénalité (7771)		168
Excédent reporté	23 184,95	18 016,64
Total	31 401,30	27 167,39
Dépenses	2020	2021
Rémunération prestataire (611)	10394,86	8422,65
Charges diverses de gestion courantes		
Remboursement redevance (673)	211,5	
Admission non-valeur (6541)	2778,3	
Total	13384,66	13384,66

3. Indicateurs de performance

3.1 Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

	2021
Nombre d'installations d'assainissement non collectif	1845
VP.167 -Nombre d'installations contrôlées depuis la création du service	1492
VP.166 -Nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité	539
VP.267 - Autres installations contrôlées ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement	381
P301.3 Taux de conformité des installations d'assainissement non collectif	61,66
Taux de contrôle	80,87

La communauté de l'auxerrois a procédé en 2021 à 138 contrôles se décomposant de la manière qui suit :

- 19 contrôles de conception, dont 1 avec avis défavorable,
- 16 contrôles de réalisation jugées conforme
- 35 contrôles d'installations jugée conforme
- 6 contrôles d'installations sans non-conformité décelée, mais avec recommandations (pas de non-conformité décelée avec recommandation)
- 49 contrôles d'installations non conformes ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement
- 23 contrôles d'installations non conforme - Travaux obligatoire sous 4 ans
- 10 contrôles constatant l'absence d'installation imposant des travaux dans les meilleurs délais

4. Financement des investissements

Sans objet



**communauté
de l'auxerrois**

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS

**RECOURS A UNE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR
L'EXPLOITATION DU RESEAU DE TRANSPORT EN COMMUN DE
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS**

RAPPORT DE PRINCIPE

**ARTICLE L. 1411-4 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES
TERRITORIALES.**

SOMMAIRE

1	GLOSSAIRE.....	3
2	PREAMBULE	3
3	PRESENTATION ET BILAN DE L'ACTUEL CONTRAT	4
3.1	PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU CONTRAT	4
3.2	EQUILIBRE ECONOMIQUE DU CONTRAT EN 2021	5
4	OBJECTIFS POUR LE NOUVEAU SERVICE.....	6
4.1	LES MONTAGES DEVANT ETRE ECARTES	7
4.1.1	Le recours à une gestion directe.....	7
4.1.2	Le recours à une gestion externalisée.....	8
4.2	MONTAGE ADAPTE AUX BESOINS DE LA COMMUNAUTE	9
5	PRESENTATION DES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DES PRESTATIONS QUE DEVRA ASSURER LE DELEGATAIRE	16
5.1	Objet du contrat	16
5.2	Les challenges à réussir.....	16
5.3	Durée envisagée	16
5.4	Les missions du délégataire	17
5.5	Conditions financières	18
5.6	Contrôle de la Communauté de l'Auxerrois	18
6	LA PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET LE CALENDRIER PREVISIONNEL (PROCEDURE OUVERTE).....	19

1 GLOSSAIRE

1. Sauf stipulation expresse contraire, les termes et expressions définis ci-après auront la signification qui est portée au regard de chacun d'eux :
 - **CCP** désigne le Code de la commande publique ;
 - **CCSPL** désigne la commission consultative des services publics locaux ;
 - **CGCT** désigne Code général des collectivités territoriales ;
 - **Communauté de l'Auxerrois** désigne la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

2 PREAMBULE

2. Créée en 2011 par arrêté préfectoral du 16 décembre 2010, la Communauté de l'Auxerrois est l'autorité organisatrice de mobilité sur son territoire – regroupant vingt-neuf (29) communes – conformément aux dispositions issues de l'article L. 1231-1 et suivants du code des transports.

Pour assurer l'exercice de cette compétence, la Communauté de l'Auxerrois a confié, le 1^{er} septembre 2018, l'exploitation du service de transport à la société Transdev Auxerrois (filiale du Groupe Transdev) dans le cadre d'une délégation de service public – dont le terme, initialement prévu au 31 août 2023, a pour projet d'être porté au 31 décembre 2023.

Conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du CGCT, le présent rapport a pour objet d'éclairer le Conseil communautaire sur les modes de gestion possibles pour l'exploitation du réseau de bus de l'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2024 et de lui permettre de se prononcer sur le mode de gestion le plus approprié.

Selon les dispositions des articles L. 1411-4 et L. 1413-1 du CGCT, le Conseil communautaire doit se prononcer sur le principe de toute délégation de service public après avoir recueilli l'avis de la CCSPL au vu d'un rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

Le présent document a ainsi pour objet de permettre au Conseil communautaire de se prononcer sur le principe du recours à la délégation de service public pour l'exploitation du transport en commun sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois et de recueillir l'avis préalable de la CCSPL.

Ceci étant exposé, il est présenté dans ce rapport :

- La présentation et le bilan de l'actuel contrat ;
- Les objectifs poursuivis pour le nouveau service ;
- La justification du choix du mode de gestion ;
- Les principales caractéristiques du projet de délégation de service public ;
- Les étapes préalables à l'attribution d'un tel contrat.

3 PRESENTATION ET BILAN DE L'ACTUEL CONTRAT

3.1 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU CONTRAT

3. L'actuel contrat signé avec la société Transdev Auxerrois, dont le terme est prévu au 31 décembre 2023, a été fixé initialement pour une durée de cinq ans et accorde au délégataire les prérogatives suivantes :
- La constitution d'une société dédiée à l'exploitation du réseau de transport ;
 - La perception des recettes auprès des usagers (mandat d'encaissement) ;
 - Le soin de supporter l'ensemble des charges directement liées à l'exécution du contrat dans le respect des normes comptables, fiscales et réglementaires en vigueur ;
 - La mise en place d'une organisation interne adaptée à la consistance du service (fonctions supports, exploitation, maintenance, direction, etc.) ;
 - La mise en œuvre d'une politique de marketing et de communication (y compris via internet et des applications mobile) pour développer la fréquentation, en lien avec la Communauté de l'Auxerrois ;
 - La mise en œuvre, la maintenance et le développement de la billetterie et plus largement des moyens de paiement et d'accès aux services ;
 - La mise en œuvre des modalités adaptées d'informations voyageurs et leur amélioration en cours d'exécution du contrat ; à cet effet, le contrôle du bon état du mobilier urbain fourni par la Communauté de l'Auxerrois, la mise en œuvre des poteaux d'arrêts et de la signalétique concourant à l'information et au confort des voyageurs ;
 - La conception, le financement, la construction, la mise à disposition, l'entretien et la surveillance d'un dépôt destiné au matériel roulant affecté à l'exploitation du service ;
 - Le soin d'assumer un niveau optimal de qualité de service pour les usagers tout au long du contrat et d'assurer le suivi de la qualité ;
 - Le soin d'assurer la sécurité des personnes et des biens, en ce compris le développement de la vidéosurveillance embarquée au fil des renouvellements de véhicules ;
 - Le renouvellement du parc des bus en cohérence avec les objectifs de service et de transition énergétique définis par la Communauté de l'Auxerrois ;
 - L'entretien et la maintenance du matériel roulant ; en ce compris la gestion du contrat de maintenance fourni par la Communauté de l'Auxerrois pour le parc existant de bus à hydrogène ;
 - Le soin d'apporter à la Communauté de l'Auxerrois son conseil et son expertise pour améliorer le réseau de transport et les services qu'il offre au cours de l'exécution du contrat ;
 - La production pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois de l'ensemble des informations de suivi de l'activité permettant le contrôle de la Communauté via la production d'un rapport annuel et de toute information prévue au contrat (dont tableaux de bord de suivi) ;

- La fourniture, l'entretien et la gestion des bicyclettes et trottinettes pour le service de location de longue durée.

De son côté, la Communauté de l'Auxerrois est chargée des prérogatives suivantes :

- La définition de la politique générale des transports, y compris les modes de coopération avec les services de transport gérés par les autres autorités organisatrices, l'offre de transport, le système qualité et le mode de rémunération du délégataire ;
- La définition de la politique de tarification ;
- La mise en œuvre et la gestion du système de billettique ;
- La gestion du mobilier urbain servant au réseau de bus (abribus et poteaux d'arrêt)
- Le versement d'une contribution forfaitaire au délégataire dans les conditions prévues au contrat et sur la base des engagements prévus au CEP ;
- La mise à disposition de certains biens nécessaires à l'exploitation ;
- Le contrôle du respect par le délégataire des obligations de la convention et la conformité des services effectués par rapport aux stipulations contractuelles.

Il importe de rappeler que, depuis un avenant n°1 en date du 22 septembre 2020, la Communauté est propriétaire des recettes commerciales perçues depuis le 1^{er} janvier 2021 ; le délégataire restant engagé sur un niveau de recettes et un niveau de charges.

3.2 EQUILIBRE ECONOMIQUE DU CONTRAT EN 2021

4. Le service tel qu'il est actuellement exploité comprend :

- Un réseau urbain avec une navette de centre-ville électrique gratuite, une ligne forte hydrogène, deux lignes de maillages urbaines, trois lignes suburbaines, une ligne interurbaine et cinq lignes scolaires ;
- Un réseau périurbain avec cinquante circuits scolaires, un service de transport à la demande ;
- Un service de location de 60 vélos à assistance électrique, 25 vélos classiques et 15 trottinettes électriques.

Il ressort notamment de cette exploitation, d'une part, un usage faible, majoritairement urbain et scolaire et, d'autre part, un problème de structuration du réseau (avec des lignes trop courtes induisant des ruptures de charges et une baisse de la productivité interne de l'offre). Le taux de couverture des dépenses par les recettes est par ailleurs nettement inférieur à la moyenne des agglomérations de taille équivalente.

5. Le réseau représente 1 547 000 km totaux en propre dont 84% de km commerciaux et 16% de km haut-le-pied. Le service est assuré grâce à 51 salariés de Transdev Auxerrois et 36 véhicules. Le réseau accueille environ 1 651 000 voyages par an, soit une moyenne de 4 550 voyages/jour (5 300 voyages/jour en 2019).

L'exploitation des 350 000 km du réseau péri-urbain et principalement scolaire est sous-traitée par Transdev à trois transporteurs locaux y affectant 36 véhicules.

Le coût d'exploitation annuel de ce réseau est de 7,4 millions d'euros, intégralement financé par le versement d'un forfait de charges (FC). Les recettes, d'environ 930 000 euros, sont intégralement reversées par le Délégué à la Communauté de l'Auxerrois. Le taux de couverture des dépenses par les recettes est de 12,5%, ce qui est nettement inférieur à la moyenne des agglomérations de taille équivalente (18,8%). Les titres principaux commercialisés sont les suivants : ticket à l'unité (1,50€), carnet de 10 tickets (11€), abonnements mensuels tout public (30€) ou moins de 26 ans (20€).

4 OBJECTIFS POUR LE NOUVEAU SERVICE

6. En conséquence et dans le contexte du renouvellement de l'exploitation du service public de transport, la Communauté de l'Auxerrois souhaite améliorer la performance du réseau via l'accomplissement des objectifs suivants :

- Améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande par l'adaptation du réseau de bus et la mise en place de services adaptés aux zones peu denses ;
- Améliorer le service de transport à la demande (TAD) ;
- Augmenter l'attractivité du service afin d'en développer l'usage ;
- Concevoir et exploiter un centre de maintenance pour les bus et autocars ;
- Optimiser le coût d'exploitation ;
- Maintenir la productivité de la tarification ;
- Verdir la flotte de véhicules.

Par ailleurs, afin de garantir l'autonomie de la Communauté de l'Auxerrois dans l'organisation du service public de transport et ne pas dépendre d'un opérateur, maîtriser les biens nécessaires à l'exploitation, la Communauté de l'Auxerrois entend se doter d'un centre d'exploitation de bus ; investissement évalué à hauteur de 10 millions d'euros.

7. Le choix du mode de gestion devra notamment respecter les prérequis suivants :

- Au regard de la complexité, de la technicité requise des missions d'une part et d'autre part de l'interdépendance des différents objectifs décrits (construction dépôt, verdissement, restructuration du service, exploitation), le mode de gestion devra garantir un opérateur unique pour les opérations de conception, réalisation et exploitation du service ;
- Au regard du besoin de conserver des capacités de financement pour d'autres projets de la Communauté de l'Auxerrois structurants pour le territoire ; et compte tenu du volume des investissements nécessaires à l'atteinte des objectifs du service public de transport, le mode de gestion devra minimiser la charge financière annuelle pour la Communauté de l'Auxerrois.

8. L'analyse des différents modes de gestion envisageables ne présente qu'un intérêt relatif si elle n'est pas connectée à des critères d'arbitrage explicites énoncés préalablement. Ces critères sont à la fois politiques et techniques. Ainsi, compte tenu du projet de la Communauté de l'Auxerrois, il est proposé d'analyser chaque mode de gestion à l'aune des critères suivants :

SUR LA PASSATION

- **La robustesse juridique du montage contractuel dans le cadre de la passation** : l'objectif de la Communauté de l'Auxerrois est la recherche d'une solution juridiquement sécurisée dans sa passation ;
- **La réponse de la concurrence** : désigne l'attractivité de la consultation – et donc du projet – pour les opérateurs économiques ;
- **Le planning de passation** : renseigne l'étendue et l'importance de la procédure de passation (étapes préalables, délais, etc.) ;
- **L'aspect global du contrat et le risque d'interface** : afin de réduire les interfaces et les risques associés, il convient d'apprécier la possibilité, au regard du montage analysé, de confier à un seul et même opérateur économique un contrat unique portant sur toutes les composantes de l'opération (conception, réalisation des travaux, exploitation, financement).

SUR L'EXECUTION

- **La rémunération** : permet d'identifier le modèle économique du contrat (il est rappelé à ce titre que la Communauté de l'Auxerrois souhaiterait garder la propriété des recettes commerciales – lui permettant de bénéficier de la qualité d'exploitant fiscal – induisant, dès lors, la mise en place d'un mandat d'encaissement au profit du cocontractant pour percevoir lesdites recettes).
- **La prise en charge des investissements** : étant précisé que la Communauté de l'Auxerrois n'entend pas assurer le financement de l'investissement (dépôt) et souhaiterait externaliser ce dernier ;
- **La réduction du coût pour la Communauté de l'Auxerrois** ;
- **L'évolutivité du contrat et la réversibilité du mode de gestion** : correspondant respectivement (i) à la capacité de faire évoluer les conditions d'exécution du service durant l'exécution du contrat et (ii) à l'opportunité d'une modification du mode de gestion en toute fin du contrat.
- **La gestion des ressources humaines** ;
- **L'allocation du risque** : permet d'identifier l'entité sur laquelle pèse tout ou partie des différents risques (risque de construction, d'exploitation, etc.) de l'opération au regard du montage analysé. L'objectif est de déterminer le meilleur transfert du risque industriel et commercial du projet
- **La performance commerciale** : la Communauté de l'Auxerrois souhaiterait se doter d'un outil contractuel permettant de contraindre l'opérateur économique à être performant dans l'exécution du contrat ;
- **La maîtrise du service** : permet d'appréhender le degré de contrôle du service conservé par la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre du montage analysé.

4.1 LES MONTAGES DEVANT ETRE ECARTES

4.1.1 Le recours à une gestion directe

9. S'il ne paraît manifestement pas opportun d'envisager un scénario où la Communauté de l'Auxerrois porterait seul, par la voie d'une régie, la conception et la réalisation du dépôt et l'exploitation du réseau de transport, une première hypothèse pourrait néanmoins consister dans le recours à un marché public de conception-réalisation pour la réalisation du dépôt ; auquel serait adossé une régie pour l'exploitation du service (simple ; dotée de la seule autonomie financière ; dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale).

Toutefois, les contraintes imposées ne permettraient manifestement pas à la Communauté de l'Auxerrois de parfaire ses besoins.

En effet, ce montage induirait notamment les difficultés suivantes :

- **Planning de passation** : Il n'y aurait qu'une seule procédure de passation sans étape préalable, sauf mention contraire dans les délégations de pouvoir consenties. Toutefois, la création de la régie nécessiterait un recrutement du personnel et l'acquisition de matériel – ce qui pourrait prendre du temps.
- **Aspect global du contrat et risque d'interface** : Il existera un risque d'interface entre la phase conception-réalisation et la phase exploitation.
- **Prise en charge des investissements (dépôt)** : Ceux-ci seront pris en charge par la Communauté de l'Auxerrois sans possibilité d'étaler leur paiement.
- **Allocation du risque industriel (dépôt)** : La maîtrise d'ouvrage est assumée par la Communauté de l'Auxerrois sans transfert de risque.
- **Allocation du risque commercial** : Celui-ci est inexistant, l'intégralité du risque étant porté par la Communauté de l'Auxerrois.
- **Recherche de performance commerciale** : contrairement aux autres modes de gestion, la régie ne formalise pas d'engagements de performance sanctionnés par des pénalités ou d'autres outils financiers incitatifs.

En conséquence, le recours à une gestion directe paraît devoir être écarté dès lors qu'elle ne permettrait pas de répondre aux besoins de la Communauté de l'Auxerrois, laquelle souhaiterait notamment pouvoir bénéficier d'un opérateur économique unique et ne pas porter la charge des investissements.

Le montage adapté pourrait, dans ces conditions, porter sur une gestion externalisée, via le recours à un marché public.

4.1.2 Le recours à une gestion externalisée

10. D'emblée, il convient d'écarter la passation de marchés publics distincts puisque, conformément au principe d'allotissement des prestations – qui ressort de l'article L. 2113-10 du CCP – un acheteur doit passer autant de marchés publics qu'il existe de prestations distinctes et identifiables et concourant à la réalisation d'un projet. Au cas d'espèce, l'application de ce principe au projet de la Communauté de l'Auxerrois nécessiterait pour ce dernier de passer de nombreux marchés publics, dont notamment (i) marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage, (ii) marché de maîtrise d'œuvre, (iii) marché de travaux, (iv) marché d'exploitation, etc.

Manifestement, la passation d'autant de marchés publics, bien que juridiquement possible, exposerait la Communauté de l'Auxerrois à une multiplication des intervenants mais, plus encore, à une gestion et un suivi des contrats complexes. Pour pallier à cette contrainte de multiplicité des intervenants, la Communauté de l'Auxerrois pourrait faire le choix de passer un marché global de performance (ci-après : **le MGP**), c'est-à-dire un marché global permettant de confier à un unique exploitant des prestations de :

- Réalisation et d'exploitation ou de maintenance ;
- Ou de conception, de réalisation et d'exploitation ou de maintenance.

Toutefois, les contraintes imposées ne permettraient manifestement pas à la Communauté de l'Auxerrois de parfaire ses besoins. En effet, ce montage induirait notamment les difficultés suivantes :

- **Rémunération** : La rémunération du titulaire sera effectuée sur la base d'un prix (coût kilométrique par exemple) couvrant les charges d'exploitation sur la base d'une offre de service donnée. Elle serait, de fait, déconnectée des résultats d'exploitation du service. Il doit par ailleurs être rappelé qu'un mandat d'encaissement des recettes devra nécessairement être conclu avec le titulaire.
- **Prise en charge des investissements (dépôt)** : Ceux-ci sont pris en charge par la Communauté de l'Auxerrois et devront être réglés par la personne publique au plus tard au moment de la réception des ouvrages compte tenu de l'interdiction des paiements différés.
- **Allocation du risque industriel (dépôt)** : Outre la circonstance selon laquelle la maîtrise d'ouvrage est assumée par la Communauté, le CCP et le régime d'exécution des marchés de travaux prévoient de nombreuses possibilités pour le titulaire de solliciter des indemnités dans l'hypothèse d'un renchérissement du coût des travaux (travaux supplémentaires et indispensables, imprévision).
- **Allocation du risque commercial** : Le risque commercial est assuré par la Communauté.
- **Recherche de performance commerciale** : Le recours à ce type de montage implique que le risque d'exploitation (industriel et commercial) soit majoritairement supporté par la Communauté quand bien même une partie de la rémunération du titulaire pourra être diminuée si les performances ne sont pas atteintes. Il serait donc difficile d'intéresser le titulaire aux résultats de l'exploitation – qu'ils soient quantitatifs (recettes commerciales) ou qualitatifs (qualité du service).

En conséquence, le recours à une gestion externalisée paraît devoir être écarté dès lors qu'elle ne permettrait pas de répondre aux besoins de la Communauté de l'Auxerrois, laquelle souhaiterait ne pas avoir à porter la charge des investissements.

Le seul montage adapté paraît porter sur une gestion déléguée, via le recours à une délégation de service public.

4.2 MONTAGE ADAPTE AUX BESOINS DE LA COMMUNAUTE

11. Aux termes de l'article L.1121-1 du CCP, le contrat de délégation de service public est défini comme :

Un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

Les contrats de délégation de service public permettent donc à une personne publique de confier (i) la réalisation d'ouvrages et/ou (ii) la gestion d'un service, notamment public, à un tiers qui en assurera la gestion et l'exploitation et qui supportera un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La délégation de service public se caractérise donc par trois éléments :

- Le lien unissant le concédant au délégataire doit être nécessairement contractuel ;
- Le délégataire doit être chargé de la gestion et de l'exploitation d'un service public et, le cas échéant, de la réalisation d'ouvrages nécessaires à son exploitation ;
- Le délégataire doit nécessairement supporter un risque d'exploitation.

Cette dernière notion est centrale dans la définition des concessions de service public qui distingue cette notion de celle des marchés publics et mérite un traitement particulier.

4.2.1.1.1 Durée

L'article R3114-2 Code de la commande publique dispose que pour les contrats de concession d'une durée supérieure à cinq ans, la durée du contrat ne doit pas excéder le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation des ouvrages ou services avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat.

En l'espèce, la construction d'un centre d'exploitation et le verdissement de la flotte de bus constituent des investissements lourds. C'est pourquoi il est proposé une durée de 8 ans pour cette DSP.

4.2.1.1.2 Conditions de recours à la délégation de service public – la nécessité de l'exposition du délégataire aux aléas du marché

12. Pour être constitutif d'une délégation de service public, le contrat doit mettre à la charge du délégataire un risque d'exploitation.

Il convient d'appréhender cette notion de risque tout particulièrement au regard des grands équilibres économiques liés à l'exploitation d'un réseau de transport ou encore à la construction d'un dépôt de bus et/ou à l'achat d'une flotte de bus.

Les caractéristiques du risque en délégation de service public sont présentées en annexe du présent rapport.

Analyse du risque d'exploitation au cas d'espèce

Il convient de déterminer si, au regard de l'exploitation projetée et des mécanismes financiers associés, le futur délégataire pourrait être considéré comme supportant un risque d'exploitation commercial et/ou industriel (via la construction du dépôt de bus).

A cet effet, il importe de rappeler que la Communauté de l'Auxerrois souhaiterait garder la propriété des recettes commerciales en confiant un mandat d'encaissement au futur délégataire – induisant dès lors le versement d'une rémunération par la Communauté à son profit.

Partant, un risque d'exploitation reposant sur la faiblesse des recettes commerciales au regard du coût d'exploitation du service paraît devoir être écarté.

En conséquence, si le choix se porte sur une délégation de service public, le modèle économique devra nécessairement respecter les éléments suivants :

- Versement par la Communauté d'un forfait de charges au délégataire couvrant, en théorie, ses charges d'exploitation et sa rémunération ;
- Reversement des recettes par le délégataire à la Communauté et engagement du premier sur un niveau de recettes garanties pour la Communauté ;
- Formule de réduction de la rémunération du délégataire en cas de non-atteinte du niveau garanti (la formule devant faire peser sur celui-ci un risque d'exploitation) et mise en place d'un intéressement du délégataire en cas de dépassement de l'objectif garanti des recettes.

Notons enfin que le fait que la conception et la construction du dépôt de bus soient assurées par le délégataire favorise la caractérisation d'un risque.

L'existence d'un risque pesant sur le délégataire pourrait donc être caractérisée par :

- Un engagement sur un niveau de recettes ;
- Un engagement sur un niveau de charges ;
- Un risque industriel lié à la mauvaise conception du dépôt de bus.

SUR LA PASSATION

Robustesse juridique : Le montage concessif nécessite qu'un risque soit transféré à l'exploitant. A défaut de risque transféré, le montage pourrait être requalifié de marché public. Si le risque est identifié, la passation de ce type de contrat est sécurisée. En conséquence, il sera nécessaire de vérifier qu'un risque d'exploitation reste supporté par le délégataire, notamment au travers d'un engagement sur un niveau de recettes et de charges et d'une réduction de la rémunération (à titre d'exemple : si le montant des recettes commerciales annuelles réellement perçu est inférieur au montant des recettes commerciales prévisionnelles annuelles, le délégataire devra reverser la différence à la Communauté).

Réponse de la concurrence : Plus le contrat est important, plus la réponse est, par construction, restreinte. Toutefois, la possibilité de pouvoir négocier avec les candidats permet de renforcer l'effectivité de la mise en concurrence et d'optimiser l'offre la plus performante.

Planning de passation : Le recours à la passation nécessite certaines étapes préalables (délibérations de principe, saisine de la CCSPL, du CTP) qui peuvent allonger la durée de procédure de passation.

Aspect global du contrat et risque d'interface : Il s'agit d'un contrat unique sans risque d'interface.

SUR L'EXECUTION

Rémunération : La rémunération du délégataire est effectuée sur la base d'un prix versée par la Communauté de l'Auxerrois mais pourra fluctuer si le montant des recettes commerciales réellement perçues est inférieur à ce qui était initialement prévu. Il doit par ailleurs être rappelé qu'un mandat d'encaissement des recettes devra nécessairement être conclu avec le délégataire.

Prise en charge des investissements (dépôt) : Les investissements seront pris en charge par le délégataire.

Réduction du coût pour la Communauté de l'Auxerrois : L'autonomie qui caractérise une délégation de service public permet au délégataire, en principe naturellement tourné vers la productivité et l'amélioration de l'attractivité du service, d'optimiser son activité – ce qui doit permettre une réduction du coût global. En outre, la phase de négociation dans le cadre la procédure de mise en concurrence vise à diminuer le coût du service pour la collectivité.

Par ailleurs, le choix de ce modèle économique (qui correspond à celui d'une délégation de service public à forfait de charges et engagement de reversement de recettes du délégataire) permettrait à la Communauté de :

- Récupérer la TVA ;
- Réduire le montant de forfait de charges à verser au délégataire dès lors que ce dernier n'aura pas à s'acquitter de la taxe sur les salaires.

Toutefois, le coût du financement porté par un opérateur privé est en théorie plus élevé que dans l'hypothèse d'un portage public.

Évolutivité / réversibilité : Concernant l'évolutivité du service, celui-ci devra nécessairement s'inscrire dans le cadre rigide des avenants aux concessions, même si le CCP prévoit des mécanismes de modification du contrat permettant la conclusion d'avenant, si ceux-ci sont anticipés et sont contractuellement prévus. S'agissant de la réversibilité, en fin de contrat, un autre mode de gestion pourra facilement lui être substitué le cas échéant.

Gestion des ressources humaines : Elle sera assurée par le délégataire.

Allocation du risque industriel (dépôt) : La maîtrise d'ouvrage est assumée par le délégataire qui devra s'engager sur un montant d'investissement étant précisé que le transfert de la maîtrise d'ouvrage ne permet au délégataire de solliciter une révision du prix que dans les cas contractuellement visés et/ou en cas d'imprévision.

Allocation du risque commercial : Le risque commercial est assuré par le délégataire. Dans cette configuration, le délégataire perçoit les recettes réelles pour le compte de la Communauté et lui reverse les recettes prévisionnelles, indépendamment du niveau de recettes réelles (ce qui permet de caractériser un risque sur les recettes).

Recherche de performance commerciale : La délégation de service public a pour effet d'inciter le délégataire à exploiter le service de manière performante pour obtenir une rémunération et prendre en charge les conséquences financières en cas d'exploitation déficitaire. En effet, le fait de ne pas exploiter convenablement le service pourrait avoir pour effet de limiter les recettes perçues auprès des usagers et donc ne pas lui permettre de dégager une marge bénéficiaire.

Par ailleurs, le contrat de délégation de service public devra comprendre des indicateurs de performance sur lesquels sera suivi l'exploitant – et sur lesquels seront jugés les candidats de façon à pouvoir disposer d'une offre performante. A cela, devra être adossé un mécanisme de pénalités permettant de sanctionner l'exploitant en cas de non-respect de ses engagements.

La maîtrise du service : Le contrat pourra prévoir des clauses de contrôle renforcées (plafonnement des frais Groupe ; intéressement aux recettes annexes...)

En conclusion, la délégation de service public apparaît comme étant appropriée au regard des objectifs recherchés par la Communauté de l'Auxerrois en ce qu'elle permettra de (i) confier à un opérateur unique, d'un côté, les missions de conception et réalisation du dépôt et, de l'autre, la mission d'exploitation du service, (ii) fournir un service de qualité aux usagers grâce au savoir-faire et aux moyens financiers, humains et logistiques mis en œuvre par les sociétés spécialisées dans ce secteur et un transfert optimisé des risques industriels et commerciaux au délégataire.

Ce mode de gestion s'inscrit dans la continuité du contrat actuel.

Enfin, le financement des investissements sera assuré par le délégataire.

13. Afin d'apprécier la pertinence des montages, il est proposé l'utilisation du code couleur suivant :

Couleur	Signification
	Montage moyennement adapté ou moyennement avantageux sur cet item d'appréciation
	Montage peu adapté ou peu avantageux sur cet item d'appréciation
	Montage adapté ou performant sur cet item d'appréciation.

Montage Critères	Conception-réalisation + Régie	MGP	Délégation de service public
SUR LA PASSATION			
Robustesse juridique	Peu de risques pour la passation sous réserve d'identifier des motifs d'ordre technique, intrinsèquement lié à la destination de l'ouvrage, justifiant le recours au marché public de conception-réalisation.	Peu de risques pour la passation dans la mesure où le montage nécessite seulement d'identifier des performances à remplir et justifiant le recours au MGP.	Peu de risques sauf si le risque d'exploitation n'est pas caractérisé auquel cas un risque de requalification en marché public pourrait exister.
Réponse de la concurrence	Elevé, la dissociation des procédures favorise le nombre de réponses au marché de conception réalisation.		Plus le contrat est important, plus la réponse est restreinte.
Planning de passation	Une seule procédure sans étape préalable, sauf mention contraire dans les délégations de pouvoir consentis au président. La création de la régie nécessitera cependant un recrutement du personnel et l'acquisition de matériel qui pourrait prendre du temps.	Une seule procédure sans étape préalable, sauf mention contraire dans les délégations de pouvoir consentis au président.	Le recours à la délégation de service public nécessite certaines étapes préalables (délibérations de principe, saisine de la CCSPL, du CTP), qui peuvent allonger la procédure de passation.
Aspect global du contrat limitant les risques d'interface	Non, l'exploitation sera dissociée de la conception et de la réalisation - exposant la Communauté de l'Auxerrois à un fort risque d'interface		Contrat unique sans risque d'interface
SUR L'EXECUTION			
Rémunération	Rémunération effectuée sur la base d'un prix pour le marché public de conception-réalisation	Rémunération effectuée sur la base d'un prix, déconnectée des résultats d'exploitation du service	Rémunération effectuée sur la base d'un prix pouvant fluctuer si le montant des recettes commerciales réellement perçues est inférieur à ce qui était initialement prévu – donc connecté aux résultats de l'exploitation du service.
Prise en charge du financement du dépôt	Le financement est assuré par la Communauté de l'Auxerrois.		Le financement est assuré par le délégataire.

Réduction du coût pour la Communauté de l'Auxerrois	<p>S'agissant du financement du dépôt, la maîtrise d'ouvrage public peut permettre de réduire le coût des investissements (la personne publique bénéficie d'un coût moindre que celui du secteur privé).</p> <p>S'agissant de l'exploitation, la gestion en régie permet d'éviter de supporter les charges de structure et la marge d'un opérateur externe.</p> <p>En revanche, elle ne bénéficie pas des effets d'échelle qu'un opérateur spécialisé peut rechercher grâce à la mutualisation de certains investissements, procédés et savoirs.</p>	<p>S'agissant du financement du dépôt, la maîtrise d'ouvrage public peut permettre de réduire le coût des investissements (la personne publique bénéficie d'un coût moindre que celui du secteur privé).</p> <p>S'agissant de l'exploitation, le recours au MGP fait assumer le coût des charges de structure ainsi que la marge d'un opérateur.</p> <p>Toutefois, la collectivité pourra bénéficier des effets d'échelle.</p>	<p>S'agissant du financement du dépôt, le coût sera un peu plus élevé qu'un montage sous maîtrise d'ouvrage publique.</p> <p>S'agissant de l'exploitation, la délégation de service public implique, en principe, une optimisation de l'activité du délégataire et donc une réduction du coût global.</p>
Evolutivité / Réversibilité	Si la régie peut faire évoluer le service comme elle l'entend, la réversibilité du mode de gestion pose plus de difficultés de mise en œuvre d'un point de vue social.		L'évolutivité devra s'inscrire dans le cadre rigide des avenants et des hypothèses de modifications prescrites par le CCP. S'agissant de la réversibilité, un autre mode de gestion pourra facilement être substitué.
Gestion des ressources humaines	Incombe à la Communauté de l'Auxerrois.		Assuré par le délégataire.
Allocation du risque industriel	Assumé par la Communauté de l'Auxerrois qui a la maîtrise d'ouvrage.	Risque partagé : une mauvaise conception impactant les performances pouvant donner lieu à une diminution de la rémunération.	Assumé par le délégataire.
Allocation du risque commercial	Un montage en MOA adossé à la mise en œuvre d'une régie fait peser l'intégralité du risque sur la Communauté de l'Auxerrois, tant au niveau de la conception réalisation que de l'exploitation.	Le risque est assumé par la Communauté de l'Auxerrois. Toutefois, la rémunération doit comprendre un adossement de celle-ci aux performances de l'exploitation	Le risque d'exploitation pèse davantage sur le délégataire (risque sur les recettes réellement perçues et le montant de charges).
Recherche de performance commerciale	Montage sans transfert de risque et peu performant (pas d'engagements contractuels).	L'opérateur doit être performant au risque de se voir appliquer des pénalités et qu'une partie de sa rémunération soit impactée.	Le délégataire doit être performant pour obtenir une rémunération sur l'exploitation.
Maitrise du service	Exploitation assurée par la Communauté de l'Auxerrois impliquant une parfaite maîtrise du service.		Exploitation externalisée à un tiers. Néanmoins, la rédaction du contrat peut permettre d'exercer un contrôle assez fort sur l'exploitant.

5 PRESENTATION DES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DES PRESTATIONS QUE DEVRA ASSURER LE DELEGATAIRE

14. Le contrat envisagé est donc un contrat de délégation de service public qui confie au délégataire la conception, le financement, la construction d'un dépôt de bus et l'exploitation du réseau de transport sur le périmètre de la Communauté de l'Auxerrois, à ses risques et périls.

Pendant toute la durée du contrat, l'autorité concédante exerce un contrôle permanent sur les conditions de son exécution, et sur le respect par le délégataire de ses obligations.

Les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, dans le cadre du contrat sont présentées ci-dessous.

5.1 Objet du contrat

15. Dans le cadre du contrat envisagé, le futur délégataire aura pour mission d'assurer, à ses frais et risques, d'une part, l'exploitation du réseau de transport sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois et, d'autre part, la conception, le financement et la construction d'un dépôt de bus – lequel participera à ladite exploitation.

5.2 Les objectifs

16. Dans le cadre du contrat envisagé, les objectifs fixés au futur délégataire seront les suivants :

- Améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande par l'adaptation du réseau de bus et la mise en place de services adaptés aux zones peu denses ;
- Améliorer le service de transport à la demande (TAD) ;
- Augmenter l'attractivité du service afin d'en développer l'usage ;
- Concevoir et exploiter un centre de maintenance pour les bus et autocars ;
- Optimiser le coût d'exploitation ;
- Maintenir la productivité de la tarification ;
- Verdir la flotte de véhicules.

5.3 Durée envisagée

17. La durée du contrat tient compte de la nature et de l'étendue des prestations confiées au délégataire, ainsi que de la charge des travaux contractuellement prévus conformément aux dispositions définies à l'article L.1411-2 du CGCT.

Le contrat sera conclu pour une durée de huit ans.

5.4 Les missions du délégataire

Le délégataire supportera :

- Le risque industriel, lié à la construction du dépôt de bus et à la nécessité de maintenir la continuité du service ;
- Le risque commercial, lié à la réalité des recettes perçues par rapport aux recettes prévisionnelles ;
- La responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de la mise en œuvre des travaux et de l'exploitation du service.

Dans le cadre du contrat qui sera signé entre les deux parties, le futur délégataire aura à sa charge les missions suivantes :

- La constitution d'une société dédiée à l'exploitation du réseau de transport ;
- L'exploitation du réseau de transport et du dépôt de bus ;
- La conception, le financement et la réalisation des travaux de construction du dépôt de bus ;
- L'établissement des dossiers administratifs nécessaires à la réalisation des travaux et l'obtention des autorisations.
- Le financement de la totalité des travaux, lequel peut inclure le versement par la Communauté de l'Auxerrois d'une subvention d'investissement ;
- La perception des recettes auprès des usagers (mandat d'encaissement) ;
- Le soin de supporter l'ensemble des charges directement liées à l'exécution du contrat dans le respect des normes comptables, fiscales et réglementaires en vigueur ;
- La mise en place d'une organisation interne adaptée à la consistance du service (fonctions supports, exploitation, maintenance, direction, etc.) ;
- La mise en œuvre d'une politique de marketing et de communication (y compris via internet et des applications mobile) pour développer la fréquentation, en lien avec la Communauté de l'Auxerrois ;
- Le contrôle du bon état du mobilier urbain fourni par la Communauté de l'Auxerrois, la mise en œuvre des poteaux d'arrêts et de la signalétique concourant à l'information et au confort des voyageurs
- La mise en œuvre, la maintenance et le développement de la billettique et plus largement des moyens de paiement et d'accès aux services ;
- La mise en œuvre des modalités adaptées d'informations voyageurs et leur amélioration en cours d'exécution du contrat ;
- La mise à disposition, l'entretien et la surveillance d'un dépôt destiné au matériel roulant affecté à l'exploitation du service ;
- Le soin d'assumer un niveau optimal de qualité de service pour les usagers tout au long du contrat et d'assurer le suivi de la qualité ;
- Le renouvellement du parc des bus dans le respect de la politique de verdissement du parc de la Communauté de l'Auxerrois ;
- L'entretien et la maintenance du matériel roulant ;

- Le soin d'apporter à la Communauté de l'Auxerrois son conseil et son expertise pour améliorer le réseau de transport au cours de l'exécution du contrat ;
- La production pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois de l'ensemble des informations de suivi de l'activité permettant le contrôle de la Communauté via la production d'un rapport annuel et de toute information prévue au contrat (dont tableaux de bord de suivi).

5.5 Conditions financières

18. La rémunération financière du Délégué sera versée sous forme d'un forfait de charges. Les recettes seront perçues par le Délégué pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois et lui seront intégralement reversées. Le Délégué s'engage sur un niveau de charges et de recettes à travers son Compte d'Exploitation Prévisionnel (CEP) et porte le risque lié à la dérive de ses charges et à l'insuffisance des recettes collectées.
19. Les investissements à la charge du Délégué nets d'une éventuelle subvention d'investissement seront intégrés au CEP sous la forme de dotations aux amortissements. A la fin du Contrat, si tous les biens ne sont pas intégralement amortis, la Communauté de l'Auxerrois se réserve le droit de les reprendre à leur valeur nette comptable. Il s'agit notamment pour la Communauté de disposer du futur centre d'exploitation en fin de contrat.
20. Un mécanisme d'intéressement pourra être mis en place dans le cas où les recettes perçues sont supérieures à l'engagement de recettes du Délégué. Un système de pénalités sera appliqué pour que le Délégué ne commette aucun manquement.

5.6 Contrôle de la Communauté de l'Auxerrois

Le délégué sera soumis à des procédures de contrôle permettant à la Communauté de l'Auxerrois de s'assurer que les obligations mises à sa charge sont respectées. Il aura notamment l'obligation d'informer la Communauté de l'Auxerrois de tout dysfonctionnement concernant la gestion du service, de son fait ou non.

Le non-respect de ces obligations pourra faire l'objet de pénalités prévues au contrat, sans préjudice de mesures coercitives (mise en régie ; déchéance).

Le délégué devra fournir régulièrement, dans des conditions qui seront définies, à la Communauté de l'Auxerrois toutes les informations de nature à lui permettre d'exercer son contrôle, en particulier en produisant annuellement le Rapport Annuel du Délégué (RAC) dont le contenu sera détaillé dans le dossier de consultation, ainsi qu'un rapport sur la qualité du service.

6 LA PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ET LE CALENDRIER PREVISIONNEL (PROCEDURE OUVERTE)

Il sera donc proposé au Conseil communautaire de lancer une procédure de consultation – ouverte – en application des articles L. 1411-1 et suivants du CGCT.

Cette procédure se déroule selon les étapes suivantes :

- Avis de la CCSPL ;
- Décision sur le principe de la délégation de service public et le lancement de la procédure ;
- Appel à candidatures et mise à disposition des documents de consultation ;
- Remise des candidatures et des offres par les candidats ;
- Sélection des candidats admis à déposer une offre par la Commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT ;
- Après réception des propositions, la Commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT analyse et donne son avis au Président qui entamera toutes discussions utiles avec les candidats.
- A la fin de la phase de négociation, le Président fera son choix de l'entreprise délégataire ;
- Le Conseil communautaire aura en fin de procédure à délibérer sur le choix du Président au vu des documents qui lui seront communiqués.

7 ANNEXE : CARACTERISTIQUES DU RISQUE EN DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Pour être constitutif d'un contrat de délégation de service public et non d'un marché public de service, l'exploitant doit se voir transférer un risque d'exploitation par l'autorité concédante. Il s'agit d'un élément caractéristique du contrat de délégation de service public, l'article L. 1121-1 du CCP précité indiquant :

*La part de risque transférée au délégataire implique **une réelle exposition** aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le délégataire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le délégataire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés.*

Ainsi, le risque nécessaire à la caractérisation de la délégation de service public existe dès lors que :

- Le délégataire est exposé aux aléas du marché ;
- De façon non négligeable ;
- De telle sorte que dans des conditions d'exploitation normale, il n'est pas certain d'amortir ses investissements.

En droit communautaire, l'article 5, point 1 de la directive 2014/23/UE du 26 février 2014 relative à l'attribution des contrats de délégation de service public indique qu'il peut s'agir d'un risque lié à la demande ou d'un risque lié à l'offre ou encore les deux :

*Le délégataire est réputé assumer le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, **il n'est pas certain d'amortir les investissements qu'il a effectués ou les coûts qu'il a supportés lors de l'exploitation des ouvrages ou services qui font l'objet de la délégation de service public** (...) la part de risque transférée au délégataire implique une réelle exposition aux aléas du marché, telle que toute perte potentielle estimée qui serait supportée par le délégataire ne doit pas être purement nominale ou négligeable.*

Le considérant 18 de la directive précitée est encore plus explicite :

La principale caractéristique d'une délégation de service public, le droit d'exploitation de travaux ou de services, implique toujours le transfert au délégataire d'un risque d'exploitation de nature économique, avec la possibilité qu'il ne permette pas d'amortir les investissements effectués et les coûts supportés lors de l'exploitation des travaux ou services attribués dans des conditions d'exploitation normales, même si une partie du risque continue d'être supportée par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice. L'application de règles spécifiques régissant l'attribution de concessions ne serait pas justifiée si le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice évitait à l'opérateur économique tout risque de pertes, en lui garantissant un revenu minimal supérieur ou égal aux investissements effectués et aux coûts qu'il doit supporter dans le cadre de l'exécution du contrat.

Autrement dit, il y a risque d'exploitation lorsque le délégataire n'a pas l'assurance de la couverture de ses charges de par les seules prestations confiées par l'autorité concédante.

C'est également en ce sens qu'avait évolué la jurisprudence du Conseil d'Etat lequel, dans l'arrêt Département de la Vendée du 7 novembre 2008 n°291794.

Aux termes de cet arrêt, le Conseil d'Etat a considéré que :

Si une convention d'intéressement financier prévoit le versement d'une subvention par le département d'un montant initial de 25 733,39 euros, pour des recettes d'exploitation évaluées alors à environ 1,5 million d'euros, celle-ci laisse une part de l'éventuel déficit d'exploitation au cocontractant, laquelle peut s'élever à 30 % de ce déficit, déduction faite du montant de la subvention initiale ; qu'ainsi, une part significative du risque d'exploitation demeurant à la charge de ce cocontractant, sa rémunération doit être regardée comme substantiellement liée aux résultats de l'exploitation »¹.

A cet égard, il convient de relever une décision du Conseil d'Etat aux termes de laquelle l'existence de recettes garanties à hauteur de 86 % n'implique pas l'existence d'un risque d'exploitation pesant sur le titulaire d'un contrat :

*Considérant qu'il résulte de l'instruction que la convention litigieuse, dénommée " concession provisoire de service public pour la gestion du service de restauration municipale ", a pour objet de déléguer par affermage provisoire le service public de restauration scolaire ; qu'aux termes de son article 2, " la gestion du service est assurée par le délégataire à ses risques et périls " et celui-ci " perçoit auprès des usagers un prix " ; que les stipulations de l'article 37 relatives à la rémunération du délégataire prévoient que le délégataire reçoit, en plus des recettes perçues sur les usagers, une subvention forfaitaire d'exploitation annuelle versée par la commune de Saint-Benoît, d'un montant de 3 389 228 euros hors taxe, ainsi qu'un complément de prix unitaire au repas servi, facturé selon le nombre de repas comptés lors de chaque service, également versé par la commune; **que, compte tenu de ces versements, qui couvrent 86 % de la rémunération du cocontractant, le risque économique du cocontractant ne porte, ainsi que le stipule la convention, que sur la différence entre les repas commandés et ceux effectivement servis, sur les variations de la fréquentation des cantines et sur les impayés** ; qu'eu égard à l'existence d'un dispositif de commande des repas, prévu par les stipulations de l'article 12.2 de la convention, la différence entre les repas commandés et les repas servis ne saurait varier de manière substantielle ; qu'en outre, compte tenu de l'objet du service, consistant en la fourniture de repas pour les cantines scolaires, pour les crèches et pour les centres aérés, et de la durée du contrat, limitée à quatorze mois, le nombre d'usagers n'est pas non plus susceptible de variations substantielles durant l'exécution de la convention ; qu'enfin, la commune de Saint-Benoît ne fournit aucun élément permettant d'évaluer le risque découlant des impayés ; que, dans ces conditions, la part de risque transférée au délégataire n'implique pas une réelle exposition aux aléas du marché et le cocontractant ne peut, par suite, être regardé comme supportant un risque lié à l'exploitation du service ; qu'il en résulte que la convention litigieuse ne revêt pas le caractère d'un contrat de délégation de service public, et donc d'une délégation de service public, mais celui d'un marché public »².*

Le considérant 20 de la directive limite finalement le « risque d'exploitation » au risque d'exposition aux aléas du marché lequel se décline en deux composantes cumulatives ou alternatives : (i) le risque lié à la demande et (ii) le risque lié à l'offre.

¹ CE 7 novembre 2008, Département de la Vendée, req. n° 291794

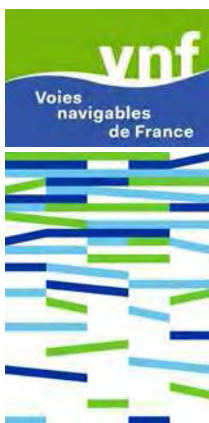
² CE, 24 mai 2017, req. n° 407213

Trois composantes du risque lié à l'offre peuvent ainsi être envisagées : un risque de disponibilité, un risque sur les charges, un risque d'inadéquation de l'offre et de la demande :

- Le risque lié à la disponibilité qui correspond au cas où le délégataire du contrat « *peut ne pas être en mesure de livrer le volume contractuellement convenu ou de répondre, comme spécifié dans le contrat, aux normes de sécurité ou de certification publiques liées à la prestation de services aux utilisateurs finals* » ou « *lorsque le partenaire ne répond pas aux normes de qualité relatives à la prestation de services, requises dans le contrat et découlant d'un manque évident de "performance" du partenaire* ».
- Le risque d'inadéquation de l'offre et de la demande : Commentant cette composante du risque, la doctrine indique ainsi que : « *Le risque lié à l'offre peut ainsi être rapproché de ce « risque d'une inadéquation entre l'offre et la demande de services », qui n'est pas sans lien avec le « risque de concurrence de la part d'autres opérateurs », mentionné dans un arrêt remarqué de la Cour de justice.* »

En l'espèce, il pourrait être soutenu qu'une mauvaise conception du dépôt de bus impacterait l'exploitation du service.

- Le risque sur les charges exposées.



[Pour retourner à la délibération, cliquez ici](#)

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL
HALTE NAUTIQUE
N° 61112000050**

Entre les soussignés

Voies navigables de France, établissement public administratif de l'Etat, représenté par Madame Aurélie HUMBERT, Responsable Domaine dûment habilité(e) à l'effet de la présente.

désigné, ci-après, par VNF, d'une part

Et

Code client : 0048094
Dénomination : Communauté aggloméra DE L'AUXERROIS
Domiciliation : 6 B Bis PLACE du Maréchal Leclerc
BP BP58
89010 AUXERRE CEDEX

désigné, ci-après l'occupant, d'autre part

VISAS DES TEXTES

- Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, R.2122-1 à R.2122-7 ;
- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code des transports, notamment les articles L.4311-1 et suivants, L.4313-2 et suivants, R.4313-13 et R.4313-14 ;
- Vu le règlement général de police de la navigation intérieure tel qu'il est défini à l'article R.4241-1 du code des transports ;
- Vu les règlements particuliers de police applicables ;
- Vu la décision du directeur général fixant le montant des redevances domaniales applicables aux différents usages du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France et de son domaine privé du 18/12/2020 ;
- Vu la demande de l'occupant en date du 13/03/2020 conforme aux dispositions de l'article R.2122-3 du CGPPP ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCL/2019/1228 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois et encadrant le transfert de la compétence développement économique. .

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

TITRE I. DISPOSITIONS SPECIFIQUES

ARTICLE 1 : LOCALISATION DE L'OCCUPATION

VNF met temporairement à la disposition de l'occupant, aux fins et conditions décrites ci-après, une partie du domaine public fluvial qui lui est confié :

Superficie terrestre : 1048.0 m²

Superficie du plan d'eau : 2025.0 m²

Voie(s) d'eau :

Libellé	Section	PK	Rive	Commune
Yonne	Rivière Yonne	167,9620	Gauche	AUXERRE
Yonne	Rivière Yonne	160,4500	Gauche	VINCELLES
Yonne	Rivière Yonne	6,2750	Droite	MONETEAU
Yonne	Rivière Yonne	9,8510	Droite	GURGY
Yonne	Rivière Yonne	162,3300	Droite	SAINT BRIS LE VINEUX
Yonne	Rivière Yonne	166,2480	Gauche	CHAMPS SUR YONNE

Complément de localisation : A Auxerre, bief et lieu-dit de Vaux : PK 167.962 à 167.968 environ

A Gurgy : PK 9.851 à 10.080

A Champs-sur-Yonne, bief de Vaux : PK 166.248 à 166.272

A Saint-Bris-le-Vineux, bief de Bailly : PK 162.330 à 132.443

A Vincelles, la halte nautique se situe entre le PK 160.114 et 160.227

A Monéteau, PK 6.275 à 6.307, bief de Monéteau (la rampe est au PK 6.365)

La présente convention ne vaut que pour la localisation précédemment détaillée. Elle est consentie sous le régime des autorisations d'occupation du domaine public. L'emplacement occupé figure sur le plan annexé à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBJET DE L'OCCUPATION

L'occupant occupe la partie du domaine public fluvial, désignée ci-dessus, aux fins suivantes :

Réalisation et entretien d'une halte nautique : Occupation de 6 haltes nautiques comprenant 258ml de quai, 282m² de ponton, 1048m² de terrain public, 2 passerelles, 62 postes d'amarrage (42 anneaux, 4 taquets d'amarrage, 16 bollards), 3 bornes eau et élec, 4 bancs et hors DPF 1 bouée de secours, 1 local poubelle, 5 poubelles, 2 tables de pique-nique, des cabanons, 2 panneaux d'affichage, 2 bornes et 4 bollards. Seuls les quais, pontons, passerelles, terrains et ducs d'albes sont facturés. Voir en annexe le détail pour chaque halte nautique..

Pour répondre à ses besoins, l'occupant est autorisé à effectuer sur la partie du domaine public fluvial mis à sa disposition, les constructions et aménagements décrits à l'article 5 de la présente convention dans les conditions prévues à ce même article.

L'occupant n'est fondé à n'élever aucune réclamation dans le cas où l'établissement et l'exploitation d'un port de plaisance ou d'une installation d'amarrage ou de mouillage seraient autorisés à proximité des emplacements présentement autorisés.

ARTICLE 3 : CONDITIONS PARTICULIERES DE LA CONVENTION

L'emplacement autorisé sera exclusivement affecté à l'usage d'accueil de bateaux de plaisance dont le stationnement ne pourra excéder 5 jours. L'accueil des bateaux de plaisance pourra faire l'objet d'une tarification ou d'une redevance en faveur de l'occupant en fonction des prestations fournies.

Par exception, l'occupant est autorisé à proposer des emplacements destinés à l'hivernage des bateaux, d'octobre à avril, dans la mesure où les possibilités offertes par les ports à proximité sont insuffisantes. L'accueil des bateaux, dans ce cadre, fera l'objet d'une tarification.

Cf annexe conditions particulières.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention, consentie pour une durée de 5 année(s) prend effet à compter du 01 novembre 2021. Elle prend donc fin le 31 octobre 2026 ; en aucun cas, elle ne peut faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.

ARTICLE 5 : TRAVAUX

5.1 Constructions - Aménagements

Dans le cadre des activités permises à l'article 2 de la présente convention, l'occupant est autorisé à effectuer, sur le domaine public fluvial, les constructions et aménagements (ouvrages) suivants :

installation de bornes, station de dépotage, équipements publics (banc, poubelles, signalétique, accès PMR, autre mobilier urbain etc) dans les conditions et les limites énoncées dans l'annexe "conditions particulières" section "Aménagements autorisés et prescriptions".

- 62 poste(s) d'amarrage (3 minimum, 20 maximum),
- 0 équipement(s) de sécurité incendie et noyade,
- 1 signalisation(s) fluviale(s) et touristique(s) (installation(s) devant être conforme(s) aux prescriptions et agréments donnés par le représentant local de VNF ou son délégué susmentionné),
- 0 réceptacle(s) déchets,
- Voir le détail en annexe. .

Aucune autre réalisation d'équipements tels que des engins de mise à l'eau, douches, sanitaires, borne eau, borne électricité, poste d'avitaillement en combustible, parc de stationnement, capitainerie n'est autorisée.

La description détaillée de ces ouvrages figure, le cas échéant, en annexe à la présente convention. L'occupant est tenu de conserver aux lieux mis à sa disposition la présente destination contractuelle, à l'exclusion de toute autre utilisation de quelque nature, importance et durée que ce soit.

Les travaux de constructions et d'aménagements sont entrepris dans le strict respect des dispositions stipulées aux articles 14 et 15 de la présente convention.

5.2 Exécution

L'occupant doit prévenir, par écrit, le représentant local de VNF ou son délégué susmentionné au moins 10 jours avant le commencement des travaux.

L'ensemble des travaux ainsi entrepris doit être conduit de façon à réduire au minimum la gêne apportée à la navigation et à la circulation sur le domaine public ; l'occupant doit se conformer à toutes les indications qui lui sont données, à cet effet, par le représentant local de VNF ou son délégué susmentionné. Les contraintes techniques et spécifiques liées à l'ouvrage sont, le cas échéant, décrites en annexe.

5.3 Récolement

Les travaux ainsi exécutés donnent lieu à une vérification de la part du représentant local de VNF ou son délégué susmentionné et font l'objet d'un procès-verbal de récolement. Cet acte n'engage en rien la responsabilité de VNF au regard des textes en vigueur auxquels doit se soumettre l'occupant.

ARTICLE 6 : REDEVANCE

6.1 Montant

L'occupant s'engage à verser au comptable secondaire de VNF à LYON une redevance de base annuelle d'un montant de 8 864,38 euros (valeur indice INSEE du coût de la construction : 1753) qui commence à courir à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention fixée à l'article 4.

Les modalités de calcul de la redevance sont précisées dans le relevé des sommes dues, joint en annexe.

6.2 Exigibilité

La redevance due pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public par l'occupant est payable d'avance et annuellement. Elle est exigible dans les trente jours qui suivent l'envoi du titre exécutoire de recette par VNF.

Toutefois, un échéancier de paiement peut être proposé par le comptable à l'occupant, décomposant le montant annuel en échéance mensuelle ou trimestrielle. A chaque échéance, l'occupant devra s'acquitter du règlement auprès de l'agent comptable secondaire de VNF par chèque, virement ou prélèvement automatique à l'adresse suivante :

Agence comptable secondaire de VNF de LYON

2 rue de la Quarantaine BP 30820 69321 LYON cedex 05.

6.3 Révision

Le montant de la redevance pourra faire l'objet d'une révision dans les conditions fixées à l'article R. 2125-3 du CGPPP.

6.4 Indexation

La redevance est indexée chaque année, au 1er janvier, en fonction de l'évolution de l'indice INSEE du coût de la construction. L'indice de référence servant de base à l'indexation est celui du deuxième trimestre de l'année précédant l'entrée en vigueur de la présente convention.

6.5 Pénalités

En cas de retard dans le paiement de la redevance, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

ARTICLE 7 : GARANTIES

Néant.

TITRE II. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 8 : ETAT DES LIEUX ENTRANT ET SORTANT

L'occupant prend les lieux dans l'état à la date d'effet de la convention.

Un état des lieux entrant, contradictoire, des parties terrestres (bâties ou non) et/ou en eau désignées à l'article 1er de la présente convention est, en tant que de besoin, dressé, en double exemplaire, par le représentant local de VNF ou son délégué. Dans ce cas, il est annexé à la présente convention.

L'état des lieux sortant, également contradictoire, est dressé à l'issue du délai imparti à l'article 21 de la présente convention, lequel constate et chiffre, le cas échéant, les remises en état, les réparations ou charges d'entretien non effectuées. L'occupant en règle le montant sans délai, sous peine de poursuites immédiates. En cas de dispense éventuelle de remise en état, l'état des lieux sortant est dressé à l'issue de la présente convention.

ARTICLE 9 : CARACTERE PERSONNEL DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour un usage exclusif de l'occupant. Dès lors, l'autorisation d'occuper le domaine public fluvial est strictement personnelle.

ARTICLE 10 : CESSION A UN TIERS

Conformément à l'article 9 de la présente convention, l'occupation privative du domaine public fluvial étant rigoureusement personnelle, la convention ne peut être cédée ou transmise à un tiers.

Toute cession ou apport à un tiers, à quelque titre et sous quelque modalité que ce soit (y compris en cas de décès), de tout ou partie des droits conférés par la présente convention, est en conséquence nul et de nul effet.

ARTICLE 11 : PRECARITE

La présente convention est délivrée à titre précaire et révocable.

Elle peut éventuellement être renouvelée sur demande écrite de l'occupant.

Toutefois, il s'agit d'une simple faculté et non d'une obligation pour VNF. L'occupant n'a, en effet, aucun droit acquis au maintien et au renouvellement de son titre d'occupation.

L'occupant qui souhaite ainsi voir la présente convention renouvelée devra en faire la demande par écrit trois mois avant l'échéance énoncée aux articles 4 et 18.

Lorsqu'une convention d'occupation du domaine public est expirée et n'a pas été renouvelée, la circonstance que l'occupant ait pu se maintenir sur le domaine public fluvial par tolérance de VNF ne peut être regardée comme valant renouvellement de la convention.

ARTICLE 12 : SOUS-OCCUPATION

Toute mise à disposition par l'occupant au profit d'un tiers de tout ou partie des lieux définis aux articles 1 et 5 de la présente convention n'est autorisée qu'aux seuls bateaux de plaisance visés à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 13 : DROITS REELS

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L. 2122-6 du CGPPP.

ARTICLE 14 : INTERDICTIONS LIEES A L'OCCUPATION

La présente convention étant consentie sous le régime des occupations temporaires du domaine public, la législation sur les baux ruraux, les baux à loyers d'immeuble à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne s'applique pas à l'occupant du domaine public fluvial.

La présente convention ne vaut par ailleurs, en aucun cas, autorisation de circulation ou de stationnement de véhicules sur les chemins de halage. En outre, aucun dépôt, aucune clôture, aucun obstacle quelconque ne doit embarrasser les bords de la voie navigable ni les chemins de service.

ARTICLE 15 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

15.1 Information à l'égard de VNF

L'occupant a l'obligation d'informer, sans délai, le représentant local de VNF ou son délégué de tout fait même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, dommage, détérioration, de nature à préjudicier au domaine public fluvial mis à sa disposition.

15.2 Information à l'égard des plaisanciers

L'occupant a l'obligation d'indiquer au moyen de panneaux d'affichage :

- les services situés à proximité comme les stations d'avitaillement, les stations de dépotage, rampe de mise à l'eau et aire de carénage,
- les ports à proximité en kilomètres et en nombre d'écluses.

15.3 Porté à connaissance

L'occupant, s'il est une société, a l'obligation de porter, par écrit, à la connaissance de VNF toute modification de sa forme, de son objet ou de la répartition de son capital social.

15.4 Respect des lois et règlements

L'occupant a l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment à ceux régissant son activité, aux prescriptions des différentes polices relevant de la compétence de l'Etat (eau, environnement, navigation) ainsi qu'à celles prévues aux textes en vigueur.

La présente convention ne vaut pas, par ailleurs, autorisation au titre des différentes polices susvisées. En cas de travaux, la présente convention ne vaut pas permis de construire et ne dispense pas l'occupant de la déclaration exigée en cas de travaux exemptés du permis de construire.

L'occupant satisfait à l'ensemble des dispositions légales ou réglementaires qui sont ou viendraient à être prescrites, en raison de son occupation, de manière à ce que la responsabilité de VNF ne puisse être recherchée à un titre quelconque. Il effectue à ses frais, risques et périls, et conserve à sa charge, tous travaux, installations qui en découleraient.

L'occupant doit en outre disposer en permanence, de toutes les autorisations requises pour les activités exercées, de sorte que la responsabilité de VNF ne puisse jamais être mise en cause.

15.5 Règles de sécurité et d'hygiène, respect de l'environnement

L'occupant s'engage à exercer son activité en prenant toute garantie nécessaire au respect de la législation en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement (notamment concernant la gestion des eaux usées). Il s'engage à équiper les lieux d'un dispositif de collecte permettant le tri entre les déchets ménagers et les déchets recyclables.

Dans le cadre de l'entretien des espaces verts, l'occupant veille à utiliser des méthodes respectueuses de l'environnement. L'utilisation de tout produit phytosanitaire est strictement interdite.

L'occupant informera, par écrit, le représentant local de VNF ou son délégué des consignes et dispositifs qu'il compte mettre en oeuvre concernant les opérations de sauvetage et de surveillance à l'intérieur du plan d'eau délimité en annexe, dont il est responsable.

Par ailleurs, l'occupant prendra en charge, pendant toute la durée de la convention, toutes les mesures utiles destinées à assurer la stabilité des berges et le maintien des profondeurs de la halte nautique. La profondeur garantie au mouillage sera de 1.6 m.

15.6 Obligations découlant de la réalisation de travaux

Au cours des travaux autorisés à l'article 5 de la présente convention, l'occupant prend toutes les précautions nécessaires pour empêcher la chute de tous matériaux ou objets quelconques dans la voie navigable et enlève, sans retard et à ses frais, ceux qui viendraient cependant à y choir.

Aussitôt après leur achèvement, l'occupant enlève, sous peine de poursuites, sans délai et à ses frais, tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, remblais, immondices ou objets quelconques qui encombrant le domaine public fluvial ou les zones grevées de la servitude de halage.

15.7 Responsabilité, dommages, assurances

• Dommages

Tous dommages causés par l'occupant aux ouvrages de la voie d'eau, aux parties terrestres du domaine public fluvial occupées, ou à ses dépendances, doivent immédiatement être signalés à VNF et réparés par l'occupant à ses frais, sous peine de poursuites.

A défaut, en cas d'urgence, VNF exécute d'office les réparations aux frais de l'occupant.

• Responsabilité

L'occupant est le seul responsable de tous les dommages non imputables à VNF, directs ou indirects, quelle que soit leur nature, affectant tant le domaine public fluvial que les constructions et aménagements effectués par lui, qu'ils résultent de son occupation et/ou de ses activités, qu'ils soient causés par son fait, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par les choses qu'il a sous sa garde, et ce, que le dommage soit subi par VNF, par des tiers ou par l'Etat, ou, le cas échéant, par des usagers de la voie d'eau.

La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'occupant, VNF est dégagé de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et/ou aux biens.

L'occupant garantit VNF contre tous les recours et ou condamnations à ce titre.

• Assurances

En conséquence de ses obligations et responsabilités, l'occupant est tenu de contracter, pour la partie du domaine public fluvial mis à sa disposition pendant toute la durée de la convention, toutes les assurances nécessaires (civile, professionnelle, vol, explosion, risque d'incendie, dégâts des eaux, risques spéciaux liés à son activité, etc.) et doit en justifier à la première demande de VNF.

15.8 Entretien, maintenance, réparation

Les ouvrages édifiés par l'occupant ainsi que les éléments du domaine public fluvial mis à sa disposition, doivent être entretenus en bon état et à ses frais par l'occupant qui s'y oblige de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

15.9 Impôts et taxes

L'occupant prend à sa charge tous les impôts, contributions et taxes de toute nature, présents et à venir, auxquels sont ou pourraient être assujettis les terrains, bâtiments, aménagements, constructions occupées en vertu de la présente convention, quelles que soient la nature et l'importance desdits impôts et taxes.

Concernant spécifiquement la taxe foncière, l'occupant est redevable de celle-ci uniquement pour les seules édifications, constructions et aménagements qu'il a été autorisé à réaliser dans le cadre de la présente convention, ce, jusqu'à l'échéance de celle-ci.

Par ailleurs, si VNF devenait redevable au cours de la convention de la taxe foncière sur l'ensemble des immeubles faisant partie du domaine public fluvial confié, l'occupant s'engage d'ores et déjà à rembourser le montant de l'impôt afférent à son occupation et acquitté par VNF, à première demande et ce jusqu'à l'échéance de ladite convention.

ARTICLE 16 : PREROGATIVES DE VNF

16.1 Droits de contrôle

• Entretien

Le représentant local de VNF ou son délégué se réserve la faculté de contrôler et de constater tout manquement aux obligations de conservation et d'entretien du domaine public fluvial mis à la disposition de l'occupant, au regard des dispositions prévues à l'article 15 de la présente convention.

• Réparations

Le représentant local de VNF ou son délégué, averti préalablement et sans délai, conformément à l'article 15 de la présente convention, se réserve la faculté de contrôler les mesures entreprises par l'occupant pour réparer, à ses frais, les dommages causés au domaine public fluvial mis à sa disposition.

16.2 Droit d'intervention et de circulation sur le domaine

L'occupant doit laisser circuler les agents de la représentation locale de VNF sur les emplacements occupés. En cas de travaux sur les berges ou de dragage, l'occupant doit, le cas échéant, laisser les agents de la représentation locale de VNF exécuter les travaux dans le périmètre qu'ils auront défini.

16.3 Absence d'indemnité pour troubles de jouissance

L'occupant ne peut prétendre à aucune réduction de redevance, indemnité ou autre droit quelconque pour les troubles de jouissance résultant des réparations, travaux d'entretien, quelle que soit la nature, qui viendraient à être réalisés sur le domaine public fluvial et ce quelle que soit la durée.

Il ne peut davantage y prétendre pour les dommages ou la gêne causés par la navigation, l'entretien et, d'une manière générale, l'exploitation de la voie d'eau.

TITRE III. FIN DU CONTRAT

ARTICLE 17 : PEREMPTION

Faute pour l'occupant d'avoir fait usage du domaine public fluvial mis à sa disposition dans un délai de 6 mois, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, celle-ci sera périmée de plein droit, même en cas de paiement de la redevance.

ARTICLE 18 : TERME NORMAL

La présente convention prend fin le 31 octobre 2026 conformément à l'article 4.

Par ailleurs, la fin de l'autorisation d'occupation temporaire ne constitue en aucun cas à une résiliation au sens de l'article 20 de la convention.

L'occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni à un droit à la reprise des relations contractuelles en cas de non-renouvellement ou en cas de non-reconduction de la convention, pour quelque motif que ce soit.

ARTICLE 19 : CADUCITE

La convention est réputée caduque notamment dans les cas suivants :

- décès de l'occupant,
- dissolution de l'entité occupante,
- cessation pour quelque motif que ce soit de l'activité exercée par l'occupant conformément à l'article 2 de la présente convention.

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est frappée de caducité, ou ses ayants droit, le cas échéant, doivent procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 21 de la présente convention sauf dans le cas de la dispense éventuellement accordée.

Ils ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 20 : RESILIATION

20.1 Résiliation sans faute

VNF se réserve, à tout moment, la faculté de résilier, par lettre recommandée avec avis de réception, la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé. Cette résiliation est dûment motivée.

Au terme du préavis stipulé à l'alinéa 20.4 de la présente convention, l'occupant doit remettre les lieux en état conformément à l'article 21 de la présente convention, sauf s'il en est dispensé.

20.2 Résiliation-sanction

En cas d'inexécution ou d'inobservation par l'occupant, d'une quelconque de ses obligations, VNF peut résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, à la suite d'une mise en demeure adressée en la même forme, restée en tout ou partie sans effet, et ce, sans préjudice des poursuites contentieuses qui peuvent être diligentées à son encontre. Cette résiliation est dûment motivée.

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est résiliée doit procéder, à ses frais et sans délai, à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 21 de la présente convention, sauf s'il en est dispensé.

20.3 Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'occupant a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception sous réserve de respecter le préavis prévu à l'alinéa 20.4.

Sous peine de poursuites, l'occupant doit procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article 21, sauf s'il en est dispensé.

20.4 Préavis

• Résiliation sans faute

La résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé (alinéa 20.1) prend effet à l'issue de l'observation d'un préavis de 3 mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception, sauf cas d'urgence.

• Résiliation-sanction

La résiliation de la présente convention pour faute (alinéa 20.2) prend effet, à réception de la lettre recommandée avec avis de réception prononçant la résiliation de la convention.

• Résiliation à l'initiative de l'occupant

La résiliation de la présente convention à l'initiative de l'occupant (alinéa 20.3) prend effet à l'issue de l'observation d'un préavis de 2 mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception.

20.5 Conséquences de la résiliation

L'occupant dont la convention est résiliée ne peut prétendre à aucune indemnisation quelque soit le motif de la résiliation.

La redevance est réputée due jusqu'à la date effective de la résiliation.

Dans le cadre des résiliations visées aux alinéas 20.1 et 20.3, la partie de la redevance qui aura fait l'objet d'un paiement forfaitaire d'avance et correspondant à la période restant à courir est remboursée à l'occupant.

ARTICLE 21 : REMISE EN ETAT DES LIEUX

21.1 Principe

A l'expiration de la convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant doit sous peine de poursuites remettre les lieux dans leur état primitif, et ce, dans un délai de 1 mois.

21.2 Possibilité de dispense

L'occupant pourra être dispensé de la remise en état des lieux dans le cas où VNF, avant l'issue de la présente convention accepterait, expressément et par écrit, l'intégration au domaine public fluvial de tout ou partie des ouvrages que l'occupant aura été autorisé à effectuer.

TITRE IV. AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 22 : LITIGES

Tous les litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention seront, faute d'être résolus à l'amiable entre VNF et l'occupant, exclusivement soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 23 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et notamment en cas de réclamations, les parties font élection de domicile :

Pour VNF : UTI du Nivernais-Yonne 5 rue du halage 89000 AUXERRE.

Pour l'occupant : Communauté aggloméra DE L'AUXERROIS 6 B PLACE du Maréchal Leclerc 89010 AUXERRE CEDEX.

ARTICLE 24 : ANNEXES

- Etat des lieux,
- Plan,
- Relevé des sommes dues,
- Détails des installations portuaires ; Conditions particulières.

Les annexes font partie intégrante de la convention et ont force obligatoire.

Fait en ... exemplaires,

A AUXERRE, le

Pour le Directeur général de VNF et par délégation

Madame Aurélie HUMBERT

Responsable Domaine

Pour l'occupant

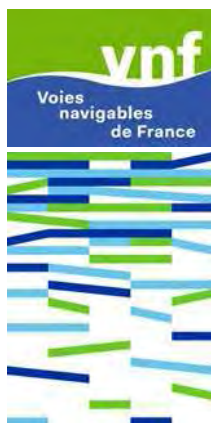
Communauté aggloméra DE L'AUXERROIS

*(Cachet de la collectivité ou
de la société, le cas échéant)*

Nom et qualité du signataire

(à compléter)

Conformément aux articles 32, 38, 39 et 40 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'intéressé est informé du caractère obligatoire ou facultatif des réponses, de son droit d'accès, de rectification ou de suppression des informations le concernant auprès du représentant local de Voies navigables de France.



RELEVÉ DES SOMMES DUES

ELEMENTS DE LIQUIDATION

Document établi sur le fondement de la décision tarifaire en vigueur en date du 18/12/2020 publiée au Bulletin officiel numéro 75 de VNF en date du 21/12/2020 consultable sur www.vnf.fr (délibération du conseil d'administration en date du 20/03/2014 portant délégation de pouvoir du conseil d'administration au directeur général).

IDENTIFICATION DU CLIENT

Client n°0048094

Communauté aggloméra DE L'AUXERROIS
6 B Bis PLACE du Maréchal Leclerc
BP BP58
89010 AUXERRE

COT

N° COT :
61112000050

Date d'effet : 01/11/2021 Date d'échéance : 31/10/2026
Durée : 5 année(s) Périodicité de facturation : annuelle

LOCALISATION

Voie(s) d'eau :

VOIE D'EAU	SECTION	PK	RIVE	COMMUNE
Yonne	Rivière Yonne	167,9620	Gauche	AUXERRE
Yonne	Rivière Yonne	160,4500	Gauche	VINCELLES
Yonne	Rivière Yonne	166,2480	Gauche	CHAMPS SUR YONNE
Yonne	Rivière Yonne	9,8510	Droite	GURGY
Yonne	Rivière Yonne	162,3300	Droite	SAINT BRIS LE VINEUX
Yonne	Rivière Yonne	6,2750	Droite	MONETEAU

Complément de localisation : A Auxerre, bief et lieu-dit de Vaux : PK 167.962 à 167.968 environ A Gurgy : PK 9.851 à 10.080 A Champs-sur-Yonne, bief de Vaux : PK 166.248 à 166.272 A Saint-Bris-le-Vineux, bief de Bailly : PK 162.330 à 132.443 A Vincelles, la halte nautique se situe entre le PK 160.114 et 160.227 A Monéteau, PK 6.275 à 6.307, bief de Monéteau (la rampe est au PK 6.365)

ELEMENTS DE LIQUIDATION DETAILLES DE LA REDEVANCE

Equipement d'amarrage

Libellé de valeur locative de référence	Bollards, anneaux, croisillons, ducs d'Albe
Valeur locative de référence (Vlr) en €/unité/an	129,40
Nombre d'unités (U)	4
Site nautique sur plan d'eau	non
Montant de la somme due (S due) en €/an	517,60

$$S \text{ due} = Vlr \times U$$

Ouvrage d'accostage

Type de zone	
Tarif (T) en €/ml, m ² ou unité/an	31,06
Linéaire (L) (ml), superficie (Sp) (m ²) ou nombre d'unités (U)	3,43
Site nautique sur plan d'eau	non
Utilisation réelle en mois (Ur)	12
Montant de la somme due (S due) en €/an	106,54

$$S \text{ due} = (T \times L \text{ ou } Sp \text{ ou } U) \times Ur/12$$

Ouvrage d'accostage

Type de zone	Zone moyennement touristique ou de moyenne activité
Tarif (T) en €/ml, m ² ou unité/an	10,36
Linéaire (L) (ml), superficie (Sp) (m ²) ou nombre d'unités (U)	32,00
Site nautique sur plan d'eau	non
Utilisation réelle en mois (Ur)	12
Montant de la somme due (S due) en €/an	331,52

$$S \text{ due} = (T \times L \text{ ou } Sp \text{ ou } U) \times Ur/12$$

Ouvrage d'accostage

Type de zone	
Tarif (T) en €/ml, m ² ou unité/an	12,95
Linéaire (L) (ml), superficie (Sp) (m ²) ou nombre d'unités (U)	9,00
Site nautique sur plan d'eau	non
Utilisation réelle en mois (Ur)	12
Montant de la somme due (S due) en €/an	116,55

$$S \text{ due} = (T \times L \text{ ou } Sp \text{ ou } U) \times Ur/12$$

Ouvrage d'accostage

Type de zone	
Tarif (T) en €/ml, m ² ou unité/an	31,06
Linéaire (L) (ml), superficie (Sp) (m ²) ou nombre d'unités (U)	24,00
Site nautique sur plan d'eau	non
Utilisation réelle en mois (Ur)	12
Montant de la somme due (S due) en €/an	745,44

$$S \text{ due} = (T \times L \text{ ou } Sp \text{ ou } U) \times Ur/12$$

Ouvrage d'accostage

Type de zone	
Tarif (T) en €/ml, m ² ou unité/an	12,95
Linéaire (L) (ml), superficie (Sp) (m ²) ou nombre d'unités (U)	222,00
Site nautique sur plan d'eau	non
Utilisation réelle en mois (Ur)	12
Montant de la somme due (S due) en €/an	2 874,90

$$S \text{ due} = (T \times L \text{ ou } Sp \text{ ou } U) \times Ur/12$$

Ouvrage d'accostage

Type de zone	Zone moyennement touristique ou de moyenne activité
Tarif (T) en €/ml, m ² ou unité/an	10,36
Linéaire (L) (ml), superficie (Sp) (m ²) ou nombre d'unités (U)	113,00
Site nautique sur plan d'eau	non
Utilisation réelle en mois (Ur)	12
Montant de la somme due (S due) en €/an	1 170,68

$$S \text{ due} = (T \times L \text{ ou } Sp \text{ ou } U) \times Ur/12$$

Ouvrage d'accostage

Type de zone	
Tarif (T) en €/ml, m ² ou unité/an	12,95
Linéaire (L) (ml), superficie (Sp) (m ²) ou nombre d'unités (U)	36,00
Site nautique sur plan d'eau	non
Utilisation réelle en mois (Ur)	12
Montant de la somme due (S due) en €/an	466,20

$$S \text{ due} = (T \times L \text{ ou } Sp \text{ ou } U) \times Ur/12$$

Ouvrage d'accostage

Type de zone	Zone moyennement touristique ou de moyenne activité
Tarif (T) en €/ml, m ² ou unité/an	10,36
Linéaire (L) (ml), superficie (Sp) (m ²) ou nombre d'unités (U)	113,00
Site nautique sur plan d'eau	non
Utilisation réelle en mois (Ur)	12
Montant de la somme due (S due) en €/an	1 170,68

$$S \text{ due} = (T \times L \text{ ou } Sp \text{ ou } U) \times Ur/12$$

Plan d'eau

Type d'activité	Plaisance
Valeur locative de référence (Vlr) en €/m ² /an	0,51
Superficie (Sp) du plan d'eau en m ²	120,00
Montant de la somme due (S due) en €/an	61,20

$$S \text{ due} = Vlr \times Sp$$

Plan d'eau

Type d'activité	Plaisance
Valeur locative de référence (Vlr) en €/m ² /an	0,51
Superficie (Sp) du plan d'eau en m ²	160,00
Montant de la somme due (S due) en €/an	81,60

$$S \text{ due} = Vlr \times Sp$$

Plan d'eau

Type d'activité	Plaisance
Valeur locative de référence (Vlr) en €/m ² /an	0,51
Superficie (Sp) du plan d'eau en m ²	565,00
Montant de la somme due (S due) en €/an	288,15

$$S \text{ due} = Vlr \times Sp$$

Plan d'eau

Type d'activité	Plaisance
Valeur locative de référence (Vlr) en €/m ² /an	0,77
Superficie (Sp) du plan d'eau en m ²	60,00
Montant de la somme due (S due) en €/an	46,20

$$S \text{ due} = Vlr \times Sp$$

Plan d'eau

Type d'activité	Plaisance
Valeur locative de référence (Vlr) en €/m ² /an	0,51
Superficie (Sp) du plan d'eau en m ²	555,00
Montant de la somme due (S due) en €/an	283,05

$$S \text{ due} = Vlr \times Sp$$

Plan d'eau

Type d'activité	Plaisance
Valeur locative de référence (Vlr) en €/m ² /an	0,51
Superficie (Sp) du plan d'eau en m ²	565,00
Montant de la somme due (S due) en €/an	288,15

$$S \text{ due} = Vlr \times Sp$$

Rampe de mise à l'eau

Type de zone	Prix forfaitaire par tranche de 10 m ²
Valeur locative de référence (Vlr) (par tranche de 10 m ²) en €	21,72
Superficie (Sp) en m ²	15,00
Site nautique sur plan d'eau	non
Utilisation réelle en mois (Ur)	12
Montant de la somme due (S due) en €/an	43,44

$$S \text{ due} = Vlr \times \text{Nombre de tranches de } 10 \text{ m}^2 \text{ (Sp/10)} \times Ur/12$$

Terrain pour équipements publics ou de loisirs

Type de zone	Rurales, petites ou moyennes villes (Nb habitants <= 50 000)
Valeur locative de référence (Vlr) en €/m ² /an	0,51
Coefficient relatif au contexte urbain (Ccu)	0,50
Coefficient spécifique relatif aux terrains à vocation d'équipement (Cspé)	1,00
Valeur locative unitaire (Vlu) en €/m ² /an	0,26
Superficie (Sp) totale du terrain en m ²	144,00
Montant de la somme due (S due) en €/an	37,44

$$S \text{ due} = Vlr \times Ccu \times Cspé \times Sp = Vlu \text{ (arrondie à deux décimales)} \times Sp$$

Terrain pour équipements publics ou de loisirs

Type de zone	Rurales, petites ou moyennes villes (Nb habitants <= 50 000)
Valeur locative de référence (Vlr) en €/m ² /an	0,51
Coefficient relatif au contexte urbain (Ccu)	0,50
Coefficient spécifique relatif aux terrains à vocation d'équipement (Cspé)	1,00
Valeur locative unitaire (Vlu) en €/m ² /an	0,26
Superficie (Sp) totale du terrain en m ²	904,00
Montant de la somme due (S due) en €/an	235,04

$$S \text{ due} = Vlr \times Ccu \times Cspé \times Sp = Vlu \text{ (arrondie à deux décimales)} \times Sp$$

REDEVANCE INITIALE

REDEVANCE ANNUELLE DE BASE (valable pour 1 année complète) **8 864,38 €**

INDICE DE BASE **1753**

(Indice INSEE du Coût de la Construction - valeur 2^{ème} trimestre n-1)

REDEVANCE PAR PERIODE DE FACTURATION **8 864,38 €**

Note : Actualisation de la redevance

La redevance est actualisée au 1^{er} janvier de chaque année selon la formule suivante :
Redevance « n » = redevance de base * indice ICC INSEE année « n » / indice ICC INSEE de base.

Inventaire patrimonial des installations portuaires

HORS DPF

COMMUNE	VAUX (AUXERRE)			GURGY			CHAMPS /s YONNE	
LOCALISATION	Rive gauche Yonne, PK 167,944 à 167.968, bief de Vaux			Rive droite, rivière Yonne, PK 9,851 à 10.080 Gurgy			Rive gauche rivière Yonne PK approximatif 166.248 à 166.272 c Situé hors chenal navigable	
MOUILLAGE GARANTI PAR VNF DANS LE CHENAL NAVIGABLE (le pétitionnaire peut définir un mouillage moindre afin d'être en corrélation avec les bateaux à accueillir)	1.6m			2m			1.6m	
TYPOLOGIE	Zone de stationnement			Halte nautique			Halte nautique	
	Quantité	Etat	Redevance (euros)	Quantité	Etat	Redevance (euros)	Quantité	Etat
NOMBRE DE PONTONS ou DE QUAÏ	1			1			1	
SUPERFICIE PONTONS ou QUAÏ	PONTON : 2m l * 12 m L = 24 m ²	Très bon état (à enlever l'hiver)	745.44	PONTON : 2m l * 99m L + 2m l * 12m L = 222m ²	Très bon état	2874.9	PONTON : 1,5m l * 24m L = 36 m ²	Bon état - le ponton devrait être enlevé l'hiver (cela ne semble pas le cas de la mousse et des algues sur le ponton)
SUPERFICIE DU TERRAIN ATTENANT	pas de terrain attenant		0	l'air de camping est HORS DPF			6m l * 24 m L = 144 m ²	
SUPERFICIE DU PLAN D EAU	60 m ² (12 m L x 5 m l)		46.2	111 mLx5 ml = 555m ² (900 av.)		283.05	120 m ² (24 m L x 5 m l)	
NOMBRE DE POSTES D'AMARAGE	4 taquets d'amarrage	Très bon état	0	12 bites d'amarrage + 4 ducs d'albes comptabilisés seuls dans la redevance	Très bon état	517.6	7 anneaux d'amarrage	
NOMBRE DE BORNES D EAU	-		0	2 bornes à jeton	Très bon état - borne eau et électricité commune	0	1 borne à jeton	Vérifier si la borne est en état de fonctionnement (mais elle paraît en bonne état) - borne eau et électricité commune
NOMBRE DE BORNES ELECTRIQUES	-		0			0		
NOMBRE DE SIGNALISATION FLUVIALE ou TOURISTIQUE	-		0	Pancartes d'affichage sur le cabanon en face la halte		0	1 panneau d'affichage	HS - il ne reste que le support
NOMBRE D'EQUIPEMENT SECURITE INCENDIE ET NOYADE	-		0	1 bouée de secours	Très bon état	0	-	
NOMBRE DE RECEPTACLE DECHET	-		0	1 local poubelle accolé au cabanon + 1 boubelle vers les tables de pique nique	Très bon état	0	2 poubelles à disposition	
Qui porte l'entretien	Commune d'Auxerre			Commune			Commune	
Autres	1 passerelle (88cm de l * 3,90m de L = 3.432 m ²)	Très bon état	106.54	2 tables de pique nique	Très bon état		1 passerelle de 1,5m l * 6m L = 9 m ²	
Remarques				Projet en étude : installation d'une barrière "intelligente" pour l'accès au chemin de halage menant à l'air de camping car installé en face la halte nautique => permettre de réguler le trafic et avoir un accès payant pour les campings care (actuellement ce sont des jetons)				
TOTAL REDEVANCE EUROS			898.18			3 675.55 €		

BAILLY (St BRIS)				VINCELLES			MONETEAU		
anal du Nivernais bief de Vaux. Rivière Yonne, bief de Bailly, rive droite, PK approximatif 162,330 à 162.443. Situé hors chenal navigable				Rive gauche, rivière Yonne, entre PK 160,114 et PK 160,227			Rive droite, rivière Yonne, entre PK 6.275 et 6.307, bief de Monéteau		
1.6m				1.6m			mouillage faible		
Zone de stationnement				Zone de stationnement qui devrait basculer en halte nautique			Zone de stationnement qui devrait basculer en halte nautique		
Redevance (euros)	Quantité	Etat	Redevance (euros)	Quantité	Etat	Redevance (euros)	Quantité	Etat	Redevance (euros)
	1			1			1		
466.2	QUAI 3m l * 113m L = 339m². 113 mètres linéaire comptabilisé	Bon état	1170.68	QUAI : 5,40m l * 113m L = 610,2 m². Mètres linéaires pris en compte redevance	Bon état	1170.68	QUAI = 32 L * 2l = 64 m². Mètres linéaires pris en compte redevance	Bon état	331.52
37.44	8m l * 113 m L = 904 m² (intègre 2 escaliers de 8ml * 1,5m L)	les 2 escaliers permettant l'accès au quai sont dans un très mauvais état (glissant / rampe cassée ou défectueuse)	235.04		il y a un terrain attenant entretenu par la commune - <u>vérifier qui en est le propriétaire</u>	0		il y a un terrain attenant entretenu par la commune - vérifier qui en est le propriétaire	0
61.2	565 m² (113 m L x 5 m l)		288.15	565 m² (113 m L x 5 m l)		288.15	160 m² (32 m LX 5m l)		81.6
	10 anneaux d'amarrage			23 anneaux d'amarrage + 2 petits (qui ne doivent pas être utilisés)			4 bollards		
0	2 bornes à jeton	HS - elles sont communes	0	-	Actuellement La crêperie aux abords du quai alimente les bateaux	0	2 bornes à jeton		0
0			0	-		0			0
0	1 panneau d'affichage	Bon état	0			0	1 panneau halte nautique		0
0	-		0			0			0
0	-		0	2 poubelles		0			0
	Commune			Commune			Commune		
116.55	4 bancs (mauvais état)						1 rampe de mise à l'eau		43.44
				Si le projet d'installer des bornes est maintenues, il faudrait penser à mettre un compteur triphasé pour les péniches-hôtels					
681.39 €			1 693.87 €			1 458.83 €			456.56 €

TOTAL

5

1264.2m² d'ouvrage d'accostage (quai et ponton confondus). Quai = 949.2 m² ; ponton = 282m².

1048 m² terrain

2025 m² plan d'eau

66 équipements d'amarrage : 42 anneaux d'amarrage, 4 taquets d'amarrage, 16 bites d'amarrage, 4 ducs d'albes

5 bornes eau

2 panneaux d'affichage

1 bouée de secours

5 poubelles + 1 local poubelle

2 passerelles de 3.432m² et 9m², 2 tables de pique-nique, 4 bancs, 1 rampe de mise à l'eau

8864.38

ANNEXE - CONDITIONS PARTICULIERES CONVENTION HALTE NAUTIQUE MULTISITE

Hivernage et période de navigation

L'hivernage n'est pas autorisé sur les pontons, uniquement à quai.

Il est fortement recommandé de sortir de l'eau, en basse saison, les pontons flottants situés en rivière et de ne les rendre opérationnels que pendant la période de navigation (entre avril et fin octobre).

Embâcles

Sur les 6 haltes, les embâcles de toutes natures et de toutes tailles et les déchets doivent impérativement être retirés au fur et à mesure, dans les plus brefs délais, afin d'éviter qu'ils ne partent avalant et n'occasionnent des dégâts sur les ouvrages. L'entretien de l'ensemble des sites est de la responsabilité du pétitionnaire.

Responsabilité

Le pétitionnaire doit veiller à la bonne fixation des installations de façon à résister à un épisode de crue ou autres phénomènes naturels. En cas de rupture et de dégâts causés par dérive d'un ou plusieurs éléments, il sera engagé l'entière responsabilité du pétitionnaire.

VNF se dégage de toute responsabilité en cas de dégradations causées aux installations et en cas d'augmentation ou diminution du niveau de l'eau.

Mouillage, dragage et information aux usagers

Les dragages incombent au pétitionnaire pour maintenir le mouillage devant les haltes et l'accès au chenal navigable. VNF garantit un mouillage de 2m à Gurgy et de 1.6m sur les 5 autres haltes, excepté Monéteau où il est restreint et non garanti. Un panneau côté rivière, visible depuis la rivière doit être installé pour indiquer le mouillage autorisé. Les sites de Champs et Bailly ne se situant pas dans la zone navigable de la rivière, un panneau devra être installé par le pétitionnaire pour en avertir les usagers et indiquer le mouillage garanti. VNF se dégage de toute responsabilité en cas d'accident.

Crues

Le pétitionnaire doit veiller à la bonne fixation des installations de façon à résister à un épisode de crue ou autres phénomènes naturels.

En cas de crue, le pétitionnaire devra s'informer sur le site de la DRIEE Ile de France vigicrues dédié à la surveillance des cours d'eau afin de connaître l'évolution des niveaux d'eau et pouvoir prendre les dispositions pour la sécurité de ses installations (www.vigicrues.ecologie.gouv.fr). Il est conseillé de s'inscrire à l'application avis batellerie et de s'abonner aux informations du secteur.

Aménagements autorisés et prescriptions

Conformément à l'article 5, la communauté d'agglomération est autorisée à réaliser des aménagements sur le domaine public fluvial des 6 haltes nautiques tels que : installation de bornes, station de dépotage, équipements publics (banc, poubelles, signalétique, accès PMR, autre mobilier urbain etc).

Cependant dès que le programme de travaux sera arrêté par la communauté d'agglomération, il devra être transmis à VNF pour validation définitive. Des prescriptions ou demande de modification du projet pourront être imposées par VNF. La date des travaux devra également être communiquée.

La présente convention n'autorise pas la communauté d'agglomération à réaliser des travaux de grande ampleur (exemple création ponton, nouveau linéaire de quai etc) : ils devront obligatoirement faire l'objet d'une nouvelle autorisation préalable écrite de VNF.

En cas d'installation de barrière automatique, l'avis de VNF devra obligatoirement être sollicité en amont pour le type de barrière et le système de fermeture. Une clé devra obligatoirement être fournie à VNF.

Sous occupation

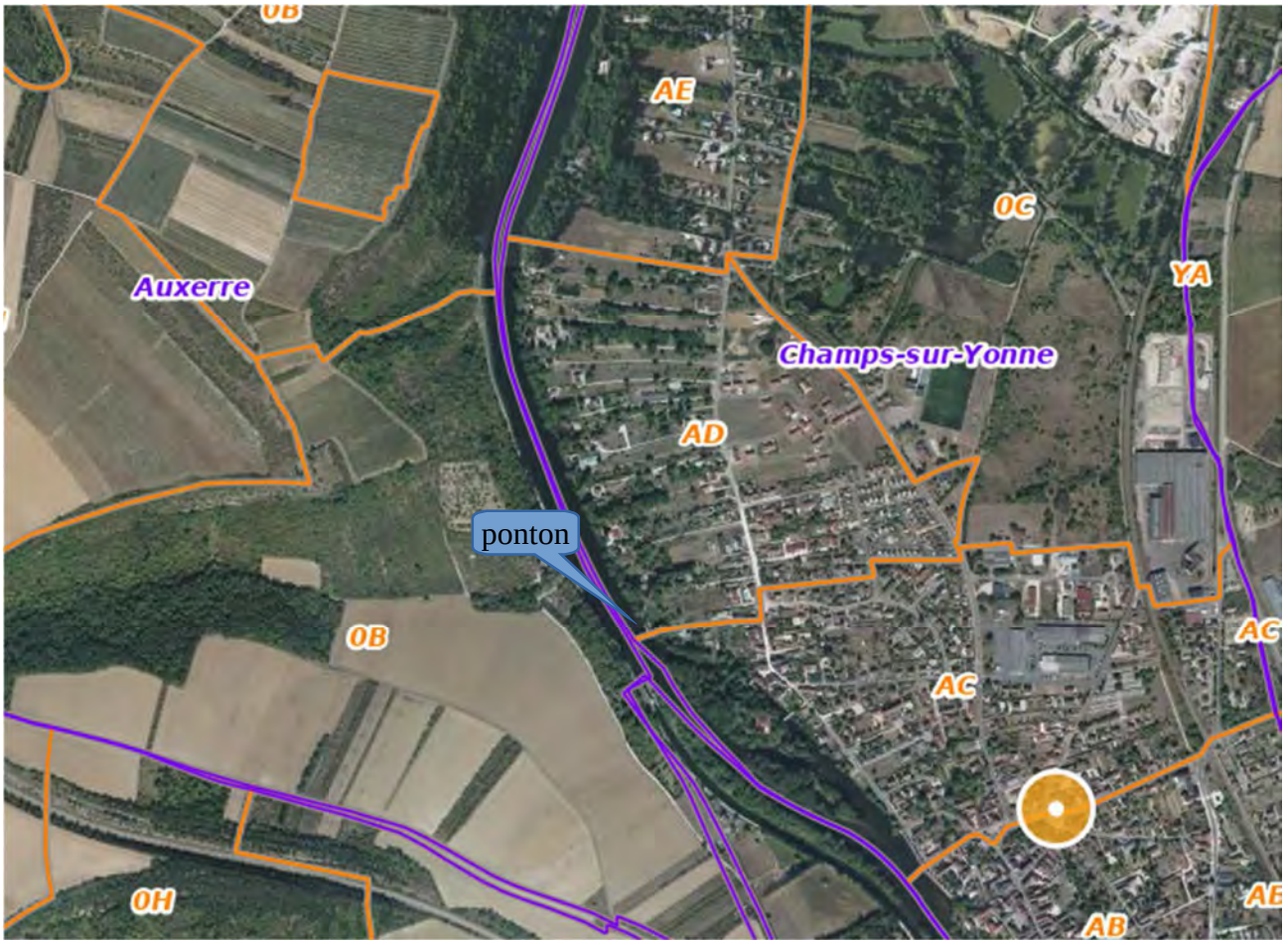
En dérogation à l'article 12, VNF autorise exceptionnellement la communauté d'agglomération à permettre à Monsieur Rousseau Charles et son exploitation personnelle « Barbecue sur l'eau » de s'installer sur le domaine public fluvial uniquement dans les limites définies sur le plan joint en tant que sous-occupant.

La communauté d'agglomération s'engage à faire respecter les prescriptions suivantes au sous-occupant :

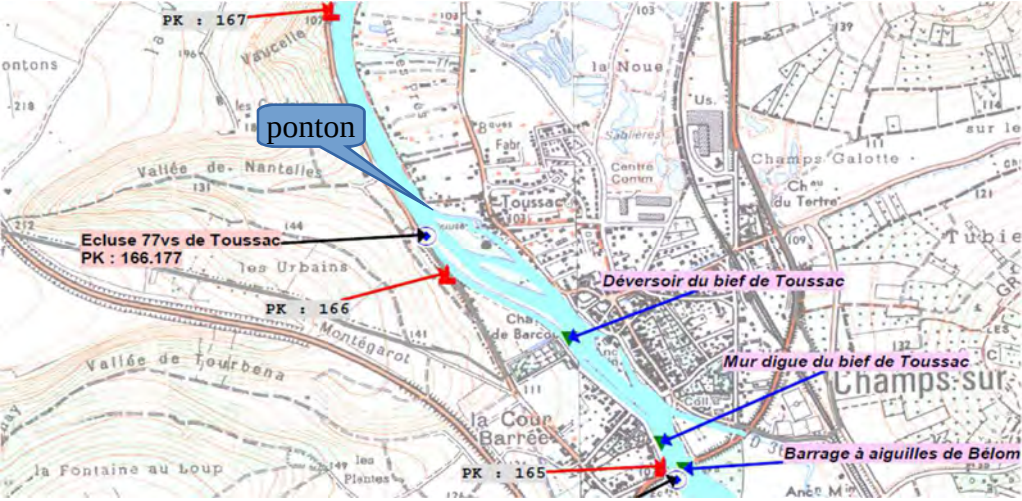
- Ne pas s'approcher des ouvrages à moins de 150 mètres (barrage et écluses)
- Ne pas stationner dans le chenal navigable
- Laisser la priorité aux bateaux en transit
- Ne pas s'engager dans la partie canalisée
- Si le sous-occupant installe des corps-morts, ils devront être absolument nécessaires à son activité, identifiables et situés de façon à ne pas gêner les autres utilisateurs de la voie d'eau. Le poids du corps mort devra être dimensionné pour supporter des débits de plusieurs centaines de m³/s. La bouée de signalisation devra être entretenue et remise en place sans délai en cas de dérive.

En cas de questions techniques, il vous est demandé de vous rapprocher de l'UTI Nivernais-Yonne à l'adresse mail suivante : uti.nivernais-yonne@vnf.fr

Halte nautique de Champs sur Yonne
Rive gauche rivière Yonne PK 166.248 à 166.272 canal du Nivernais bief de Vaux

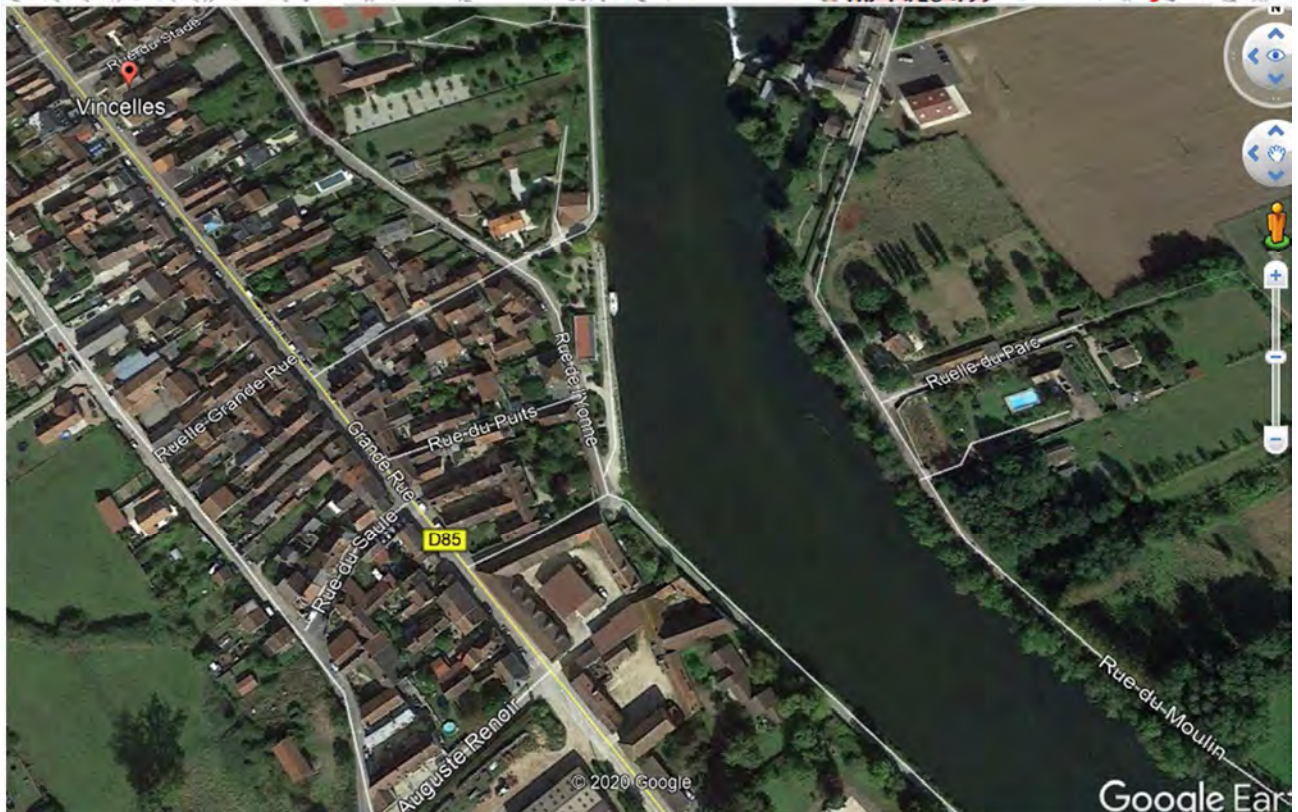
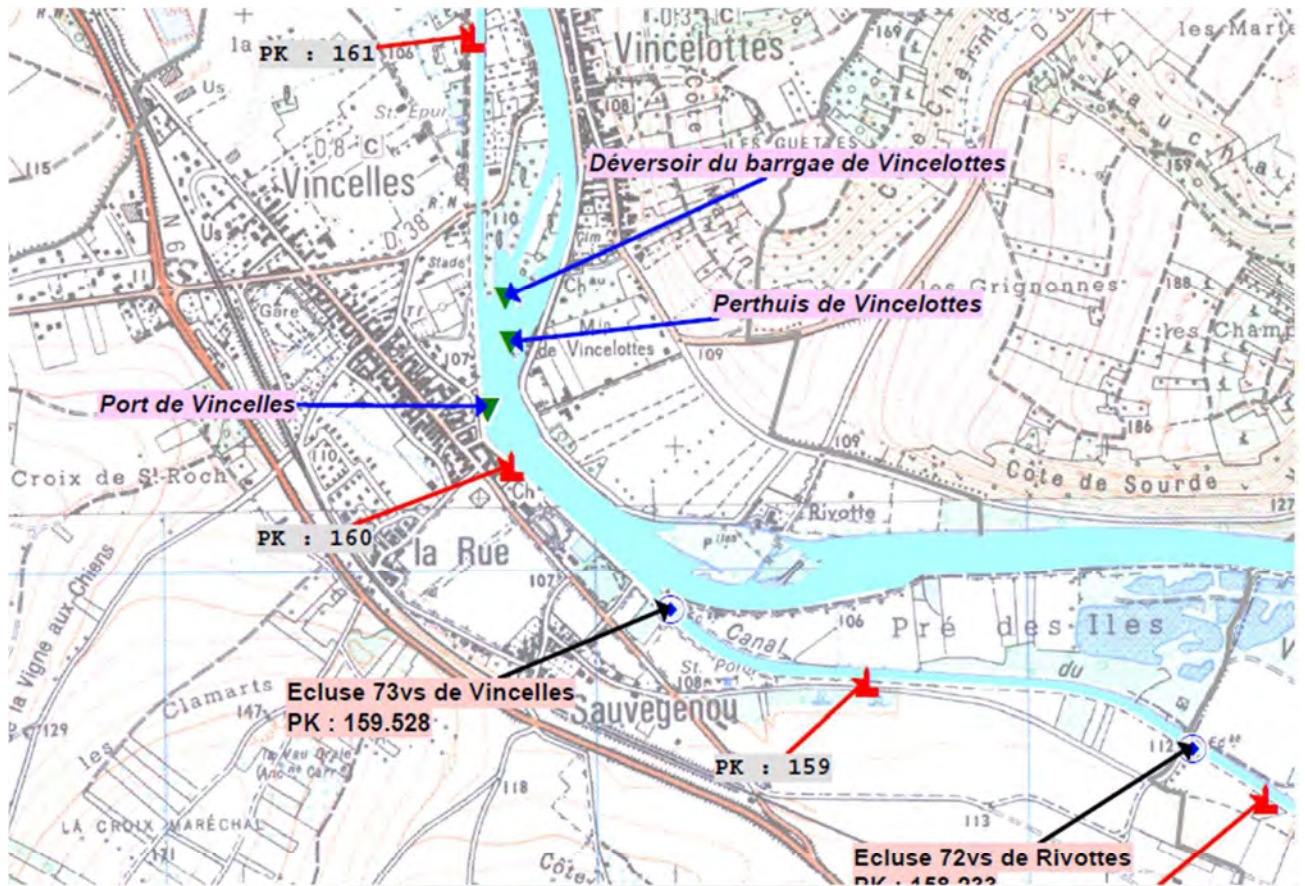






Halte nautique de Vincelles

Quai de 113 mètres linéaire avec une rampe de mise à l'eau
Rive gauche, rivière Yonne, entre PK 160,114 et PK 160,227





Distribution d'eau et électricité par la crêperie (batiment 0200, ancienne capitainerie) installée à proximité pendant la haute saison.

Mise à l'eau de Vincelles 11m par 5m





HN de Bailly

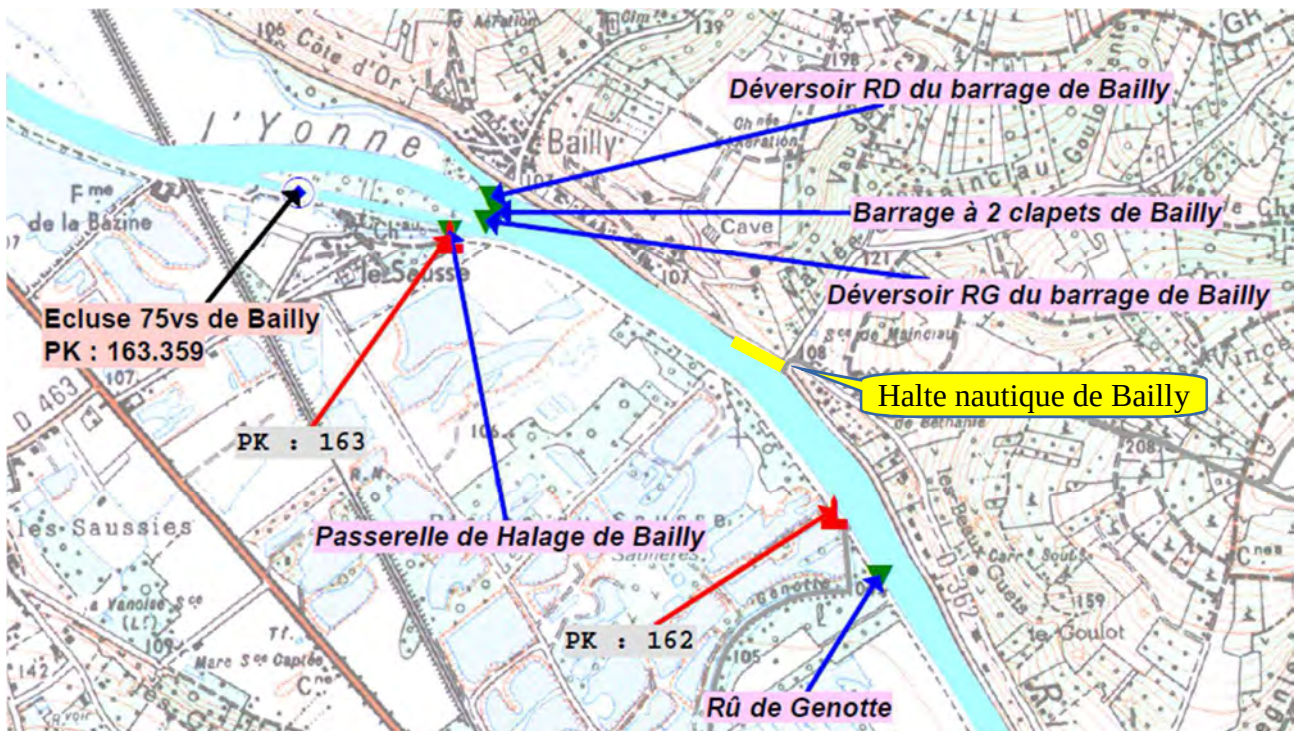
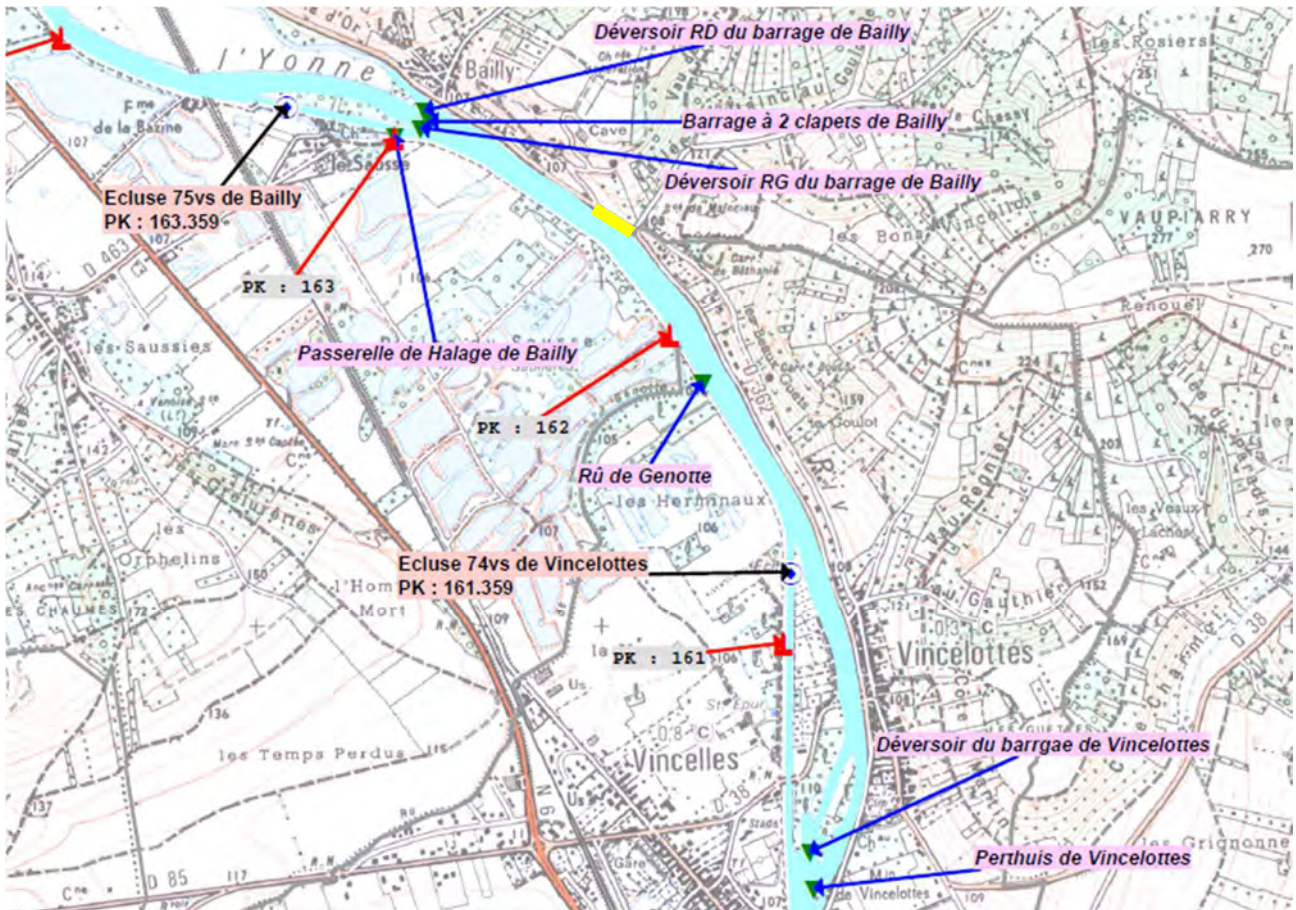
Halte nautique des caves de Bailly (Commune de St Bris le Vineux)

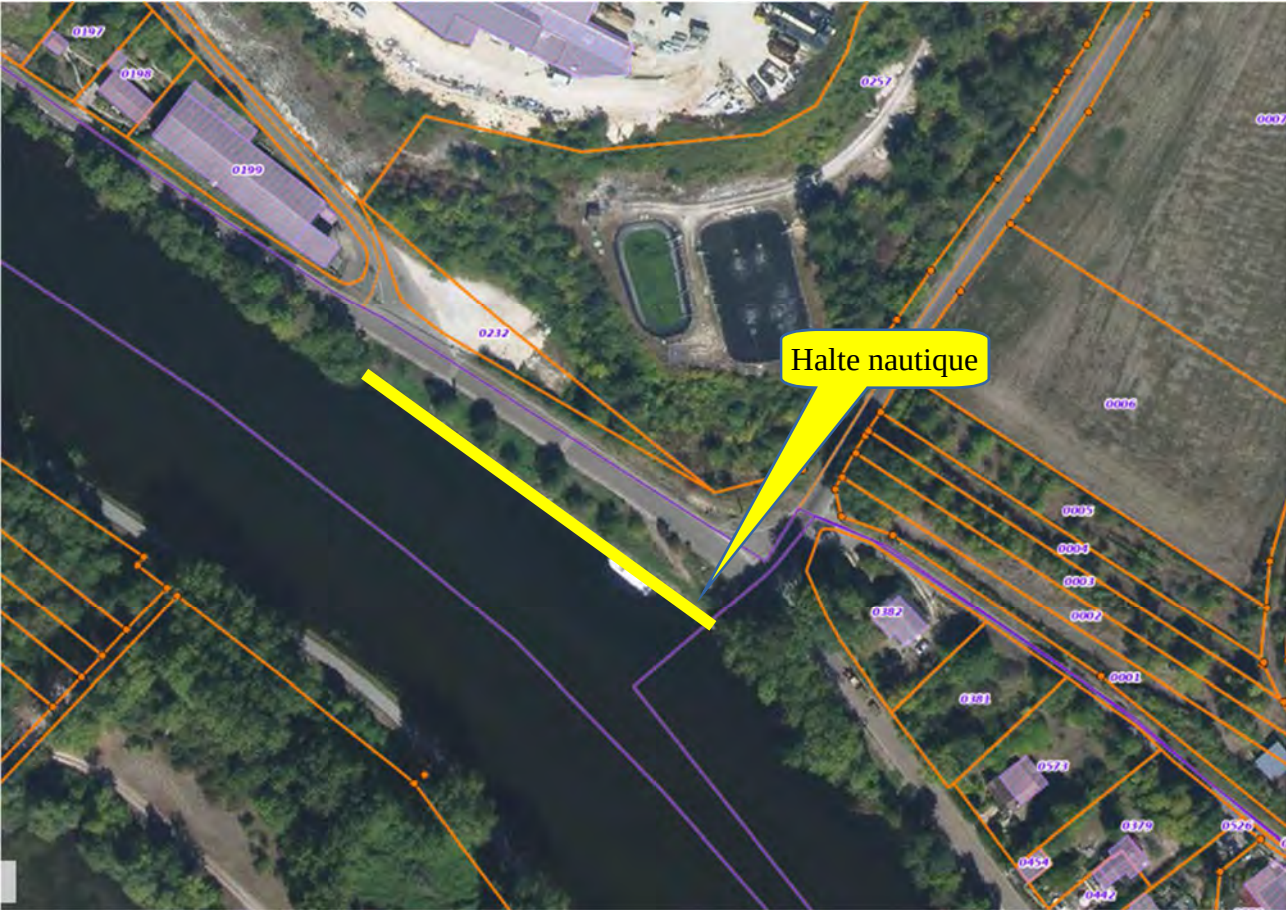
Rivière Yonne, bief de Bailly, rive droite, PK approximatif 162,330 à 162. 443

Linéaire de 113 ml de quai

Présence de bornes pour électricité et eau, fonctionnement avec des jetons, celles-ci ne fonctionnent plus.

HN de Bailly





Halte nautique de Gurgy
Rive droite, rivière Yonne, PK 9,851 à 10.080 Gurgy



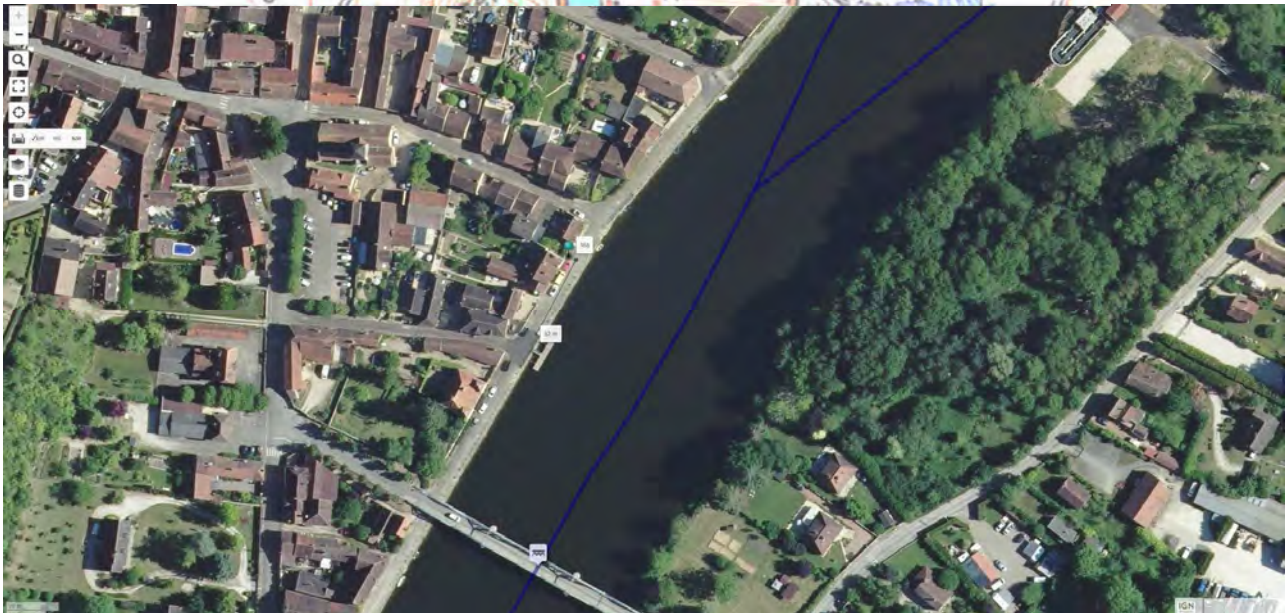
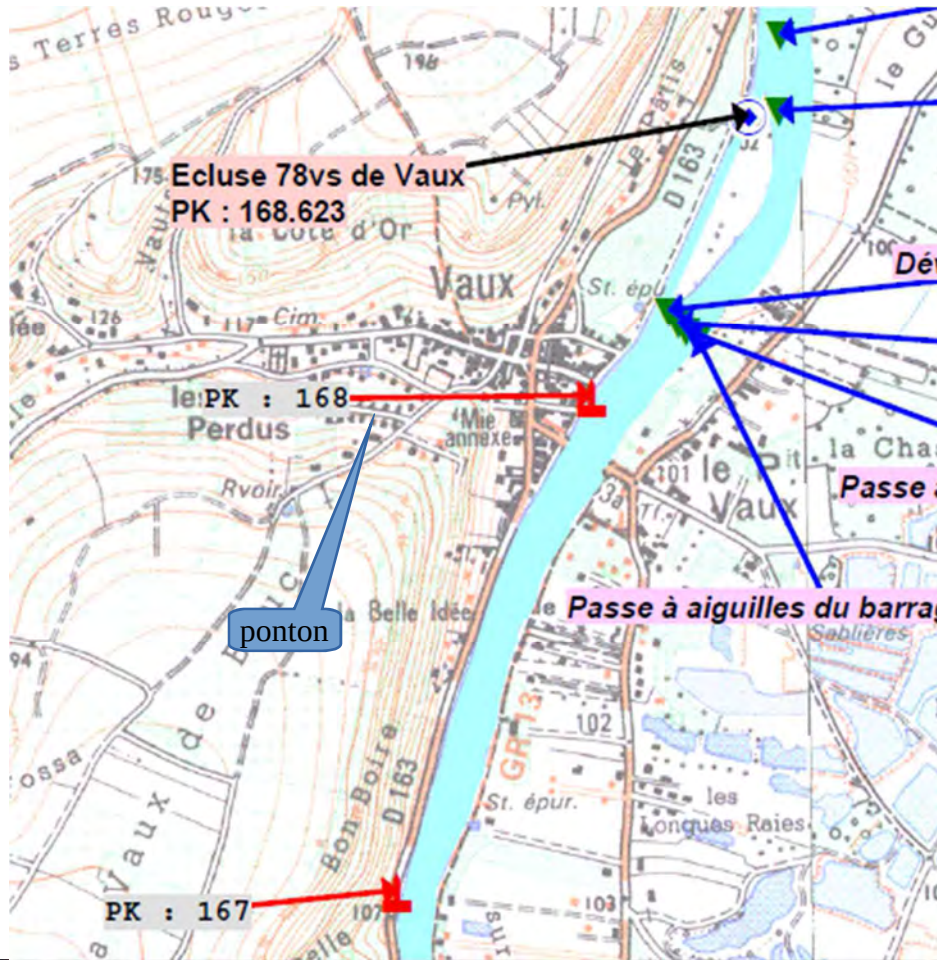
HN Gurgy



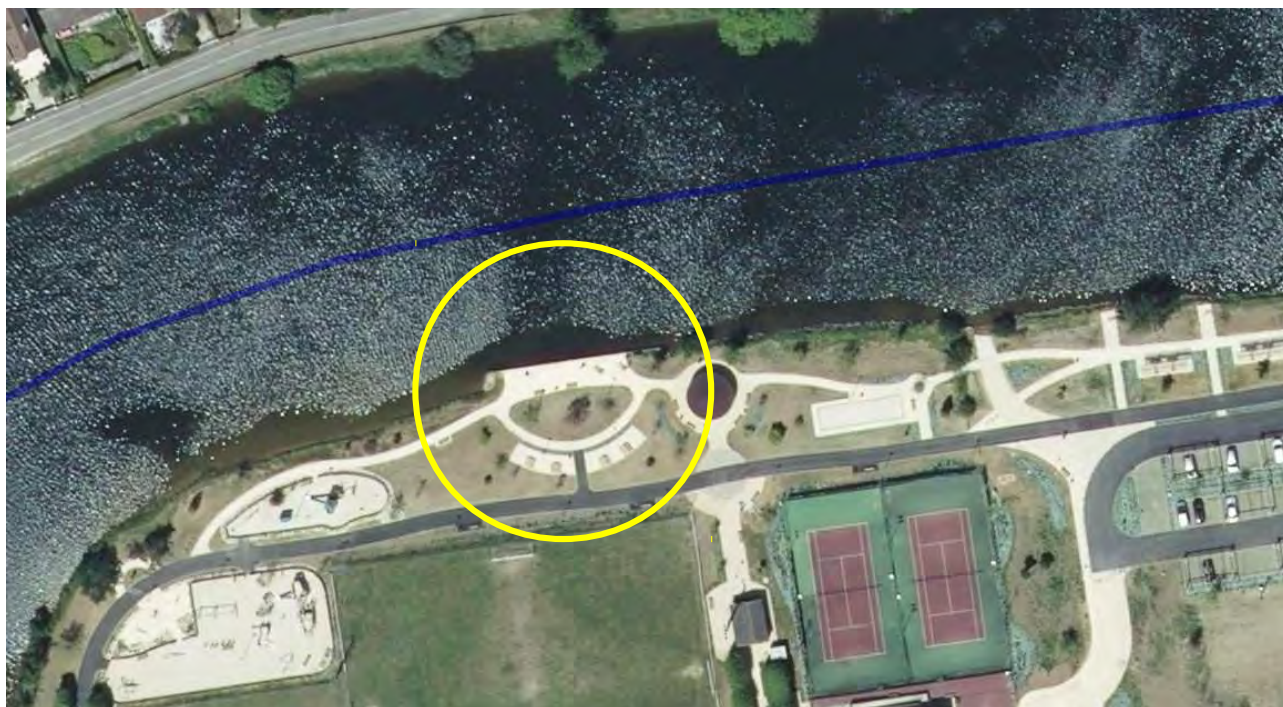
Halte Nautique de Vaux (commune d'Auxerre)

Rive gauche rivière Yonne, PK 167,944 à 167.968, bief de Vaux

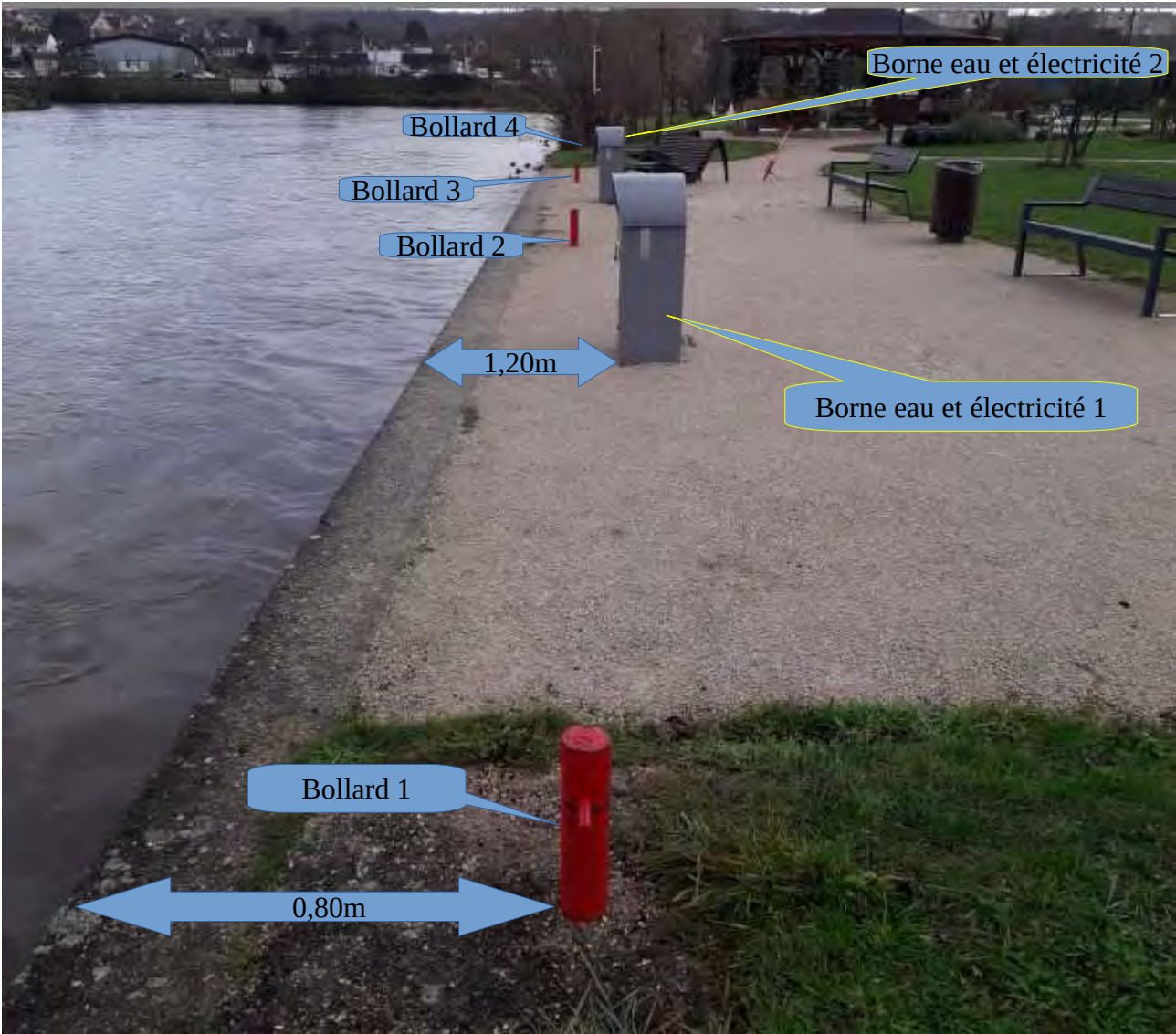




Halte nautique Monetau
Du PK 6,275 au PK 6,307 en rive droite
Bief de Monetau
Quai de 32m X 2m
4 bollards espacés de 9m chacun
2 bornes à jeton eau et électricité
1 panneau halte nautique









D'EPAGNE



MONETEAU
1 jeton de 6 €
pour 12 heures d'électricité
et 2 heures d'eau potable
Vente des jetons en mairie
de 9h à 12h et de 14h à 17h
Du lundi au vendredi
sauf le mercredi après-midi
Tél : 03.86.40.63.93



MONETEAU



communauté
de l'auxerrois

**1 jeton de 6 €
pour 12 heures d'électricité
et 2 heures d'eau potable**

Vente des jetons en mairie
de 9h à 12h et de 14h à 17h
Du lundi au vendredi
sauf le mercredi après-midi

Tél : 03.86.40.63.93





Rampe de mise à l'eau de Moneteau
Bief de Moneteau
PK 6,365 rive droite
3m X 5m





Point kilométrique : 6
Yonne



**CONVENTION DE SOUS OCCUPATION
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
FLUVIAL**

Entre les soussignés

La communauté d'agglomération de l'Auxerrois, représentée par Monsieur Crescent MARAULT,
Président dûment habilité à l'effet de la présente.

désigné, ci-après, par la
communauté de l'auxerrois, d'une
part

Et

SIRET N° 91029585600017

Dénomination : Monsieur Charles ROUSSEAU
SASU Barbecue sur l'eau

Domiciliation : 12 rue de Franche Comté
89470 MONETEAU

désigné, ci-après l'occupant,
d'autre part

VISAS DES TEXTES

- Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3 ;
- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le code des transports, notamment les articles L.4311-1 et suivants, L.4313-2 et suivants, R.4313-13 et R.4313-14 ;
- Vu le règlement général de police de la navigation intérieure tel qu'il est défini à l'article R.4241-1 du code des transports ;
- Vu les règlements particuliers de police applicables ;
- Vu la décision du directeur général fixant le montant des redevances domaniales applicables aux différents usages du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France et de son domaine privé du 18/12/2020 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCL/2019/1228 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois et encadrant le transfert de la compétence développement économique.
- Vu la demande de l'occupant en date du 10/03/2022 conforme aux dispositions de l'article R.2122-3 du CGPPP.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : LOCALISATION DE L'OCCUPATION

L'agglomération auxerroise met temporairement à la disposition de l'occupant, aux fins et conditions décrites ci-après, une partie du domaine public fluvial qui lui est confié :

Partie(s) terrestre(s)

Commune	Lieu-dit	Voie d'eau	PK	Rive
GURGY		Yonne	9.851	Droite

Surface occupée: 20m2 de plan d'eau – 6m2 de ponton

ARTICLE 2 : OBJET DE L'OCCUPATION

L'occupant sous-occupe la partie du domaine public fluvial désignée ci-dessus aux fins suivantes :

La SASU Barbecue sur l'eau représentée par Monsieur Charles Rousseau est autorisée à sous-occuper une partie du Domaine Public Fluvial située en rive Droite de l'Yonne au PK 9.8510 en vue de l'installation d'une activité économique sur une partie du ponton appartenant à l'agglomération auxerroise. L'emprise de la Convention d'Occupation Temporaire est principalement constituée d'une partie à l'extrémité nord du ponton pour 6m², d'un bollard et d'une surface de 20m² du plan d'eau. Les constructions et aménagements ne sont pas autorisés au titre de la présente. L'autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle peut éventuellement être renouvelée sur demande écrite de l'occupant.

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L.2122-6 du CGPPP et ne vaut, en aucun cas, autorisation de circulation ou de stationnement de véhicules sur les chemins de halage ou autorisation au titre des différentes polices de l'eau, de l'environnement ou de la navigation.

ARTICLE 3 : CONDITIONS PARTICULIERES DE LA CONVENTION

L'emplacement autorisé sera uniquement réservé aux stationnements des deux bouées barbecue.

L'hivernage n'est pas autorisé sur les pontons.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention, consentie pour une durée de 2 années prend effet à compter du 01 avril 2022. Elle prend donc fin le 31 mars 2024 ; en aucun cas elle ne peut faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.

ARTICLE 5 : REDEVANCE

L'occupant s'engage à verser à l'agglomération auxerroise une redevance annuelle d'un montant de 537,56 euros pour la durée de la convention. Les modalités de son calcul sont précisées dans le relevé des sommes dues, obligatoirement joint en annexe, partie intégrante de la présente. La redevance est exigible dans les 30 jours suivant l'envoi du titre exécutoire. Elle est due à compter de la notification de la présente convention ou à compter de l'occupation effective si celle-ci est antérieure (R.2125-2 du CGPPP).

ARTICLE 6 : CARACTERE PERSONNEL DE LA CONVENTION

La présente convention, strictement personnelle est consentie pour un usage exclusif de l'occupant. Elle ne peut être cédée ou transmise à un tiers.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

L'occupant, seul responsable de tous dommages affectant le domaine public fluvial, doit informer, sans délai, l'agglomération auxerroise de tout fait préjudiciable à ce domaine. L'agglomération auxerroise est déchargée de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de dommages survenant aux personnes et/ou aux biens. L'occupant est tenu de contracter, pendant toute la durée de la convention, toutes les assurances nécessaires (civile, professionnelle, vol, explosion, risque d'incendie, dégâts des eaux, risques spéciaux liés à son activité, etc.) et doit en justifier à la première demande de l'agglomération auxerroise.

L'occupant prend à sa charge tous les impôts, contributions et taxes portant sur les terrains, bâtiments, aménagements occupés en vertu de la présente. Si l'agglomération auxerroise devenait redevable au cours de la convention de la taxe foncière sur l'ensemble des immeubles faisant partie du domaine public fluvial confié, l'occupant s'engage d'ores et déjà à rembourser le montant de l'impôt afférent à son occupation et acquitté par l'agglomération auxerroise, à première demande et ce jusqu'à l'échéance de ladite convention.

L'occupant veille le cas échéant à employer des techniques alternatives aux traitements chimiques traditionnels et à ne pas utiliser des produits phytosanitaires qui sont strictement interdits, inadaptés aux milieux semi-aquatiques.

L'occupant doit laisser circuler les agents de la représentation locale de VNF sur les emplacements occupés. En cas de travaux sur les berges ou de dragage, l'occupant doit, le cas échéant, laisser exécuter les travaux dans le périmètre défini. L'occupant ne peut prétendre à aucune réduction de redevance, indemnité ou autre droit.

ARTICLE 8 : FIN DU CONTRAT

La présente convention prend fin le 31 mars 2024 conformément à l'article 4. Elle peut être réputée caduque notamment en cas de cessation de l'activité exercée conformément à l'article 2.

L'agglomération auxerroise peut résilier, par lettre recommandée avec avis de réception, la présente convention :

- pour motif d'intérêt général lié au domaine occupé. Cette résiliation est dûment motivée. L'occupant pourra prétendre à la restitution de la partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période restant à courir (L.2125-6 du CGPPP),
- en cas d'inexécution et d'inobservation par l'occupant, d'une quelconque de ses obligations à la suite d'une mise en demeure adressée en la même forme, restée en tout ou partie sans effet, et ce, sans préjudice des poursuites contentieuses qui peuvent être diligentées à son encontre.

L'occupant a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception sous réserve de respecter un préavis de 3 mois. Il peut prétendre à la restitution de la partie de la redevance versée d'avance et correspondant à la période restant à courir.

ARTICLE 9 : ANNEXES

Relevé des sommes dues.

Les annexes font partie intégrante de la convention et ont force obligatoire.

Fait à Auxerre, le

En deux exemplaires dont l'un remis à M. Rousseau

Pour la SASU Barbecue sur l'eau,

Pour la Communauté de l'auxerrois,

Charles ROUSSEAU

Crescent MARAULT

CONVENTION DE PARTENARIAT

Fête des Vendanges de Montmartre

“Le 18e fête l'égalité”

du 5 au 9 octobre 2022

ENTRE LES SOUSSIGNES :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS

EPCI créé par arrêté préfectoral du 16 décembre 2010, n° SIRET : 248 900 532 00016

Ayant son siège sis 6 bis, Place du Maréchal Leclerc, BP 58, 89010 AUXERRE cedex

Représentée par Monsieur Crescent Marault, agissant en qualité de Président de la Communauté de l'Auxerrois dûment habilité à l'effet de signer la présente par délibération 2020-032 en date du 10 juillet 2020,

Ci-après dénommé “Le Partenaire”,

D'une part,

ET

À FACETTES - ADCEP (Association pour le Développement de la Création, Etudes et Projets)

Association Loi 1901, n° SIRET : 331 552 034 00042

Ayant son siège sis au 21, rue de la Villette - 75019 Paris

Représentée par Madame Sylvie Canal, agissant en qualité de Directrice Générale de l'association,

Ci-après dénommée “À FACETTES”,

D'autre part.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

À l'occasion de la 89^e Fête des Vendanges de Montmartre et pour accompagner la cuvée 2021 du Clos Montmartre, la mairie du 18^e arrondissement a confié à À FACETTES l'organisation, la programmation et la production de l'événement « *Fête des Vendanges de Montmartre / Le 18e fête l'égalité* ».

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a souhaité s'associer à l'événement en tant que **partenaire “Terroir”**.

Dénomination officielle et droits afférents

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois sera partenaire de la Fête des Vendanges de Montmartre 2022.

Dénomination officielle

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pourra décliner pendant un an sur l'ensemble de ses supports de communication, en France et à l'étranger la dénomination suivante :

« Partenaire de la Fête des Vendanges de Montmartre 2022 »

Utilisation des visuels

Le partenaire pourra utiliser pour sa communication interne ou externe, en France comme à l'étranger, des visuels du Parcours du Goût de la Fête des Vendanges 2022 et de l'affiche de l'événement.

Association à la campagne de promotion

Supports digitaux

- Sur le site dédié à l'événement (plus de 386 000 visites en 2021) :
Le partenaire bénéficiera d'un lien vers son propre site, ainsi que d'un texte de présentation.
- Facebook (+ 16 500 abonnés), Twitter (+ 1 800 abonnés), Instagram (+ 2 300 abonnés) :
Le partenaire bénéficiera d'un post dédié et d'une citation dans le post de remerciements des partenaires.
- Le logo du Partenaire figurera sur la vidéo "aftermovie" de l'événement, publiée après l'événement sur le site internet de la Fête des Vendanges de Montmartre et sur ses réseaux sociaux

Supports physiques

Le logo du partenaire sera présent sur l'ensemble de la communication autour de l'événement (dossier de presse, programme, affiches, bâches du Parcours du Goût, site internet, réseaux sociaux) :

- 440 faces 120 x 170 réseau MUI / Clear Channel / Ville de Paris pendant 2 semaines, avant et pendant l'événement ;

- 16 faces 60 X 80 sur les kiosques du 18^e du 30/09 au 13/10/2022 ;

- Affiches A3 et Affiches 40 X 60 cm :

1 000 affiches dans les commerces et les équipements municipaux du 18^e à partir de mi-septembre.

- Kakémonos extérieurs :

250 mètres linéaires de bâches sur le Parcours du Goût,

1 bâche dans les vignes + 1 bâche sur le fronton de la mairie du 18^e à partir du 20 septembre ;

- Dossier de presse :

3 000 envois en version numérique.

- Programme :

Dépliant 6 volets r°/v°, format ouvert 60 x 40 cm, format plié 10 x 20 cm, tiré à 25 000 exemplaires et distribué avant et pendant l'événement, notamment au Point Info du Parcours du Goût, mais aussi dans des bars, restaurants, commerces et dans tous les lieux partenaires de l'événement.

Pendant l'événement

Le partenaire disposera d'un emplacement pour valoriser son territoire sur le Parcours du Goût, installé autour du Sacré Cœur.

À FACETTES mettra à la disposition du partenaire un espace de 18 m², soit 2 stands de 3 mètres de façade, sur 3 mètres de profondeur chacun (avec plancher, moquette, velum, habillage de murs de fond et latéraux en tissu ignifugé, cache-pieds de façade, prise et éclairage), espace que le partenaire pourra aménager comme il le souhaite.

Le partenaire pourra bénéficier d'une visite privée des vignes du Clos Montmartre pour 20 personnes avec une dégustation des vins du Clos Montmartre.

Deux représentants du partenaire seront invités au déjeuner "officiel" en présence du Maire du 18^e, et des principaux partenaires de la Fête des Vendanges de Montmartre le vendredi ou le samedi (à préciser).

Montant du partenariat

En contrepartie des éléments mentionnés ci-dessus, le partenaire versera à À FACETTES, pour l'organisation de la Fête des Vendanges de Montmartre une participation financière d'un montant de 17 000 euros HT (dix-sept mille euros hors taxes), payables par chèque ou virement bancaire sur présentation de facture, selon l'échéancier suivant :

50% à la signature de la présente convention
le solde au 1^{er} octobre 2022.

Tout différend pouvant naître de la présente convention de partenariat sera soumis à une conciliation amiable préalablement à tout recours devant les tribunaux. En cas de désaccord persistant, les tribunaux de Paris seront compétents et le droit français seul applicable.

Fait à Paris, le
En 2 originaux

Pour À FACETTES,

Pour le Partenaire

Sylvie CANAL

Crescent MARAULT

CONVENTION DE PARTENARIAT FETE DES VENDANGES DE MONTMARTRE 5 AU 9 OCTOBRE 2022

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
Domiciliée 6bis place du Maréchal Leclerc, BP58, 89010 Auxerre,
Représentée par M. Crescent MARAULT, Président,
Ci-après dénommée C.A.A ou Communauté d'Agglomération,

D'une part,

ET

La SPL Office de Tourisme Chablis, Cure, Yonne et Tonnerrois,
Domiciliée 1, Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny – 89800 Chablis,
N°SIRET : 828 770 891 00012,
Représentée par Mme Marie-José VAILLANT, Présidente,
Ci-après dénommée OTCCYT ou Office de Tourisme,

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La nouvelle stratégie de développement touristique de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, adoptée en Conseil des maires le 26 avril 2022, place le développement de l'œnotourisme comme l'un de ses axes principaux. En effet, le terroir exceptionnel du Grand Auxerrois et sa proximité avec Chablis rendent évident le développement d'un tourisme orienté vers la découverte de la vigne, des paysages de l'Auxerrois et de la rencontre avec ses vignerons.

Fort de succès de Fleurs de Vigne, la Communauté d'Agglomération souhaite aller plus loin dans la promotion de son riche patrimoine viticole. La Mairie du 18^{ème} arrondissement de Paris célèbre depuis 1934 la nouvelle cuvée de ses vignes avec la « **Fête des Vendanges de Montmartre** ». Cet événement, disséminé dans tous les quartiers de l'arrondissement, rassemble près de 500 000 visiteurs chaque année.

L'édition 2022 aura lieu du 5 au 9 octobre. La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois souhaite devenir partenaire de l'opération afin de promouvoir les vins de l'auxerrois auprès d'un large public. Cette opération permettrait aux vignerons ayant participé à la dernière édition de la manifestation « **Fleurs de Vigne** » de toucher un potentiel de clients/touristes très important. Cette clientèle parisienne – à moins de 2h d'Auxerre – est l'une des clientèles principalement visées par la nouvelle stratégie de développement touristique.

La Communauté d'Agglomération et l'Office de Tourisme Chablis, Cure, Yonne & Tonnerrois souhaitent s'associer pour promouvoir les deux territoires sur le marché Parisien.

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois prend en charge l'organisation des opérations. Ses missions sont :

- Confirmation du programme et des prestations,
- Coordination des participants,
- Réalisation du plan de communication (affiches, brochures, flyer...),
- Fourniture de tous les documents, conventions... à mettre en œuvre pour cette opération,
- Le partage à parts égales de l'espace de 18 m² mis à disposition par les organisateurs sur le Parcours du goût pendant 3 jours du 7 au 9 octobre,
- Inclure la destination « Chablis » dans la communication.

Ainsi que tout autre action facilitant le bon déroulement des opérations dans la limite de ses compétences.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'OFFICE DE TOURISME CHABLIS, CURE, YONNE ET TONNERROIS

L'Office de Tourisme Chablis, Cure, Yonne & Tonnerrois s'engage à :

- Participer à l'organisation en coordonnant sa présence et/ou celle de ses partenaires sur le stand pendant les trois jours du Parcours du goût,
- Faciliter les opérations et relayer la communication sur ses propres médias,
- Participer aux opérations.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention vaut pour l'édition 2022 de la **Fête des Vendanges de Montmartre**.

ARTICLE 5 : PARTICIPATION FINANCIERE

Les partenaires cosignataires s'engagent à financer cette opération selon la répartition suivante :

- La communauté d'Agglomération s'engage à prendre en charge le paiement de 20 400 euros à l'Organisateur ainsi qu'à solliciter des subventions auprès des principaux organismes potentiellement co-financeurs.
- La SPL Office de Tourisme Chablis, Cure, Yonne & Tonnerrois s'engage à prendre en charge la moitié des frais restant à charge, une fois les subventions déduites, pour un **montant maximum de 7 500 euros**.

Fait à Auxerre, le

Le Président de la Communauté
d'Agglomération de l'Auxerrois,

La Présidente de l'OTCCYT,

Crescent MARAULT

Marie-José VAILLANT

[Pour retourner à la délibération,
cliquez ici](#)

CONVENTION DE PARTENARIAT 2022

Entre les soussignés,

+ La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, représentée par son Président,

Monsieur Crescent MARAULT

Et,

+ l'Association France Victimes 89 (ADAVIRS), représentée par son Président,

Monsieur Pierre MONNOIR,

Dans le cadre de la politique de la Ville, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois soutient, sur ses crédits politique de la ville de droit commun, des actions relatives à l'accès aux droits et d'insertion sociale dont France Victimes 89 est un acteur reconnu.

France Victimes 89 a pour objet d'apporter, gratuitement et de manière confidentielle, une aide juridique et psychologique à toute personne qui s'estime victime d'une infraction à caractère pénal, à n'importe quel moment de la procédure (de la commission de l'infraction au recouvrement des dommages et intérêts).

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Actions de France Victimes financées dans le cadre de cette convention

France Victimes s'engage à :

- Dans un premier temps, mettre en place des permanences sur d'autres communes de l'agglomération et assurer la formation des agents d'accueil de ces communes ;
- Dans un deuxième temps, continuer de former les équipes des Espaces d'Accueil et d'Animations en l'occurrence des quartiers de Sainte-Geneviève/Brichères, Rive-Droite et des Piedalloues de la ville d'Auxerre.
- Enfin, lancer des questionnaires de satisfaction auprès des habitants sur les permanences mises en place.

Article 2 : Modalités d'évaluation

France Victimes 89 s'engage à transmettre à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois :

- ✓ Le rapport d'activité de l'année 2022 précisant les résultats d'évaluation des actions portées par France Victimes et celles citées ci-dessous notamment :
 - le nombre de permanences, actions de formation et/ou réunions collectives mises en place ;
 - le nombre de partenaires formés et/ou victimes informées ;
 - l'impact de la mise en place des permanences sur la population locale.
- ✓ Les comptes annuel et de résultat 2022 de la structure ;
- ✓ Tout autre information (ou document) nécessaire à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour peaufiner sa vision des activités de France Victimes 89.

Article 3 : Délais de la convention

La présente convention prendra effet à compter de septembre 2022 pour une période de 1 an.

Article 4 : Communication

L'association s'engage à intégrer le logo de la Communauté d'agglomération dans ses outils de communication liés aux actions financées pour afficher le partenariat entre les 2 parties.

Article 5 : Résiliation

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de France Victimes 89.

Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis d'un mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

Article 6 : Engagement et versement de la subvention

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois s'engage à participer au soutien financier de France Victimes 89 pour :

- ✓ Contribuer aux frais de structure et à l'activité principale.
- ✓ Contribuer au fonctionnement des actions visées ci-dessus.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois versera, à France Victimes 89, une subvention à hauteur de **2 500€** dans le cadre du droit commun de la Politique de la Ville.

Le versement de la subvention sera effectué en une fois après le passage de ladite convention en conseil communautaire.

En cours de convention, les termes de celle-ci pourront être revus en cas d'évènement de nature à modifier de façon significative.

Fait à Auxerre, le

Le président de la Communauté
d'Agglomération de l'Auxerrois

Monsieur Crescent MARAULT

Le président de France Victimes 89

Monsieur Pierre MONNOIR

[Pour retourner à la délibération, cliquez ici](#)



Protocole d'accord 2022-2026 de la MDE / PLIE de l'auxerrois

Ce projet est financé par :



Financé par
l'Union
européenne



Financé par le réseau
européen dans le
cadre de la région de
l'Union et le partenariat
de l'ANCT

Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas

Vu le règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) 1296/2013

Vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012

Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil

Vu la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 n°C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général

Vu la décision de la Commission européenne du 14 mai 2019 n°C(2019) 3452 établissant les lignes directrices pour la détermination des corrections financières à appliquer aux dépenses financées par l'Union en cas de non-respect des règles en matière de marchés publics

Vu le Code de la commande publique

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et décret n° 2016-360 du 25 mars 2016

Vu la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 modifiée relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée,

Vu la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Vu la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée

Vu la loi d'orientation N°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions modifiée

Vu la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale modifiée

Vu la loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion modifiée

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République modifiée

Vu la circulaire DGEFP 99/40 du 21 décembre 1999 relative au développement des PLIE et son additif numéro 1 en date d'avril 2014

Vu l'instruction DGEFP n°2009-22 du 8 juin 2009 relative aux modalités de financement de l'activité des Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) conventionnés en tant qu'organismes intermédiaires

Vu le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen + pour 2021-2027 dans sa version provisoire n°4

Vu le Pacte Territorial d'insertion du Département de l'Yonne

Vu les délibérations des Collectivités membres du dispositif PLIE

Dans l'attente de la décision de la Commission européenne portant adoption du programme opérationnel national FSE + pour la période 2021-2027

Dans l'attente des textes réglementaires relatifs aux règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2021-2027

- ❖ **L'Etat représenté par le Préfet de l'Yonne,**
- ❖ **Le Conseil Départemental de l'Yonne représenté par son Président,**
- ❖ **La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois représentée par son Président,**
- ❖ **La Ville d'Auxerre représentée par son Maire,**
- ❖ **L'association Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois représentée par son Président,**

Décident de la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour la période 2022–2026 sur la base du Protocole d'Accord du dispositif PLIE détaillé ci-après :

SOMMAIRE

A. Préambule	5
1. Rappel du dispositif.....	5
2. Les partenaires financiers.....	7
B. Enjeux, objectifs et orientations stratégiques	8
1. Le cadre d'action du PLIE et la durée du Protocole d'accord	8
a. Le dispositif PLIE.....	8
b. La durée du Protocole d'Accord	9
2. Les orientations stratégiques du PLIE.....	9
a. La mise en œuvre d'un accompagnement renforcé et individualisé.....	9
b. Le développement des liens au monde de l'entreprise	10
c. Le développement des compétences et la formation des participants PLIE	10
d. Le soutien de l'insertion par l'activité économique.....	11
e. L'animation territoriale, l'animation des acteurs mettant en œuvre les parcours d'insertion et la coordination de l'offre	11
3. Le public PLIE.....	12
4. Les objectifs quantitatifs du PLIE	12
C. L'organisation et la gouvernance du dispositif PLIE	13
1. L'association.....	13
2. Le Comité de Pilotage du PLIE	14
3. Le Comité de Programmation	14
4. La Commission de Suivi du Public - CSP.....	15
5. L'organisation du PLIE.....	15
a. L'équipe d'animation du PLIE	15
b. L'équipe des Référents PLIE	16
c. Le Chargé de Relation Entreprises	16
D. Plan de financement.....	17
E. La communication	17
F. Révision	17

A. Préambule

1. Rappel du dispositif

Après 27 ans de fonctionnement, le PLIE de l'Auxerrois a pleinement justifié de la pertinence de sa mise en place sur son territoire. Les éléments des diagnostics, partagés par l'ensemble des acteurs ayant contribué au fonctionnement du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, font toujours ressortir la prégnance des problèmes rencontrés par les publics éloignés de l'emploi durable.

Le bilan depuis la création du PLIE en 1994 montre des évolutions positives en termes de retour à l'emploi et de taux de sortie positive. Le taux de sorties positives de 51.13% enregistré sur la période 2016/2020 en est un très bon indicateur et atteint l'objectif de 50 % fixé dans le protocole.

Les sorties positives du PLIE sont pour la majorité dans les secteurs du nettoyage, des services à la personne (agent de service hospitalier, auxiliaire de vie...) et de l'administratif et dont plus de la moitié sont des CDI ou des CDD de plus de 6 mois.

Le PLIE intervient toujours sur le public éloigné de l'emploi et s'adapte au contexte économique du territoire.

Le contexte actuel et l'évolution du marché du travail amènent les employeurs à augmenter leur niveau d'exigence et à rendre ainsi encore plus poussé l'accompagnement des demandeurs d'emploi de longue durée. En effet, les entreprises privilégient les personnes les plus qualifiées et possédant les « codes du travail » (savoir être, ponctualité...). Même dans les structures de l'Insertion par l'Activité Economique, les personnes doivent être proches de l'emploi. Il est donc primordial pour le PLIE de l'Auxerrois de proposer un accompagnement humain et de haute qualité. Un accompagnement qui respecte à la fois les codes stricts du marché du travail mais aussi les valeurs humaines des personnes qu'il accompagne

La plus-value du PLIE est de relier les compétences des bénéficiaires en fin de parcours aux exigences des employeurs.

En effet, le PLIE permet aux personnes ayant peu ou pas de qualifications d'être orientées et mobilisées sur leur projet professionnel qui au-delà des freins, est une question fondamentale pour une personne éloignée de l'emploi.

Sur le territoire, la situation des publics en difficulté d'accès à l'emploi peut être caractérisée par (Éléments extraits des chiffres clés du marché du travail Auxerre Septembre 2021) :

:

- ✓ 4 503 DEFM (Demandeurs d'emploi en fin de mois) de catégorie A et 4 804 en catégorie B et C recensés sur le bassin d'emploi d'Auxerre sur une population totale de 130 880 personnes
- ✓ Un taux de chômage de 7.2% au 2eme trimestre 2021
- ✓ 4 471 demandeurs d'emploi de longue durée
- ✓ 30% de personnes peu ou pas qualifiés
- ✓ 30 605 emplois salariés au 2eme trimestre 2021

- ✓ 4 857 bénéficiaires du RSA spécifiquement sur le territoire de l'Auxerrois dont 2 559 soumis aux droits et devoirs, recensés en octobre 2021

Malgré l'impact économique de la crise sanitaire et les conséquences sur le marché de l'emploi de l'Auxerrois durant l'année 2020 et le début de l'année 2021, le nombre de postes à pourvoir au 3eme trimestre 2021 est en forte augmentation (+16.5% sur un an). L'activité des secteurs du commerce, des services, de l'hôtellerie/restauration, de la santé et du bâtiment sont en hausse. L'accompagnement des demandeurs d'emploi par le dispositif PLIE est par conséquent plus que cohérent.

La mobilisation et le soutien des demandeurs les plus éloignés du monde du travail sera nécessaire pour pouvoir les positionner, les orienter sur des parcours en cohérence avec les besoins du marché de l'emploi et surtout pérenniser les contrats de travail.

Sur la période 2016-2021, le PLIE a accompagné 750 personnes.

- 276 parcours en moyenne chaque année
- 51,13% de taux de sortie positives (CDI, CDD de plus de 6 mois, formation qualifiante, création d'entreprise)
- 68% de femmes
- 45% de personnes ayant + de 45 ans
- 69% de personnes ayant un niveau de qualification de niveau 3 ou inférieur (anciennement niveau V)
- 44.6% de bénéficiaires du RSA
- 9% de participants avec une reconnaissance Travailleur Handicapé
- 50.5% des participants domiciliés en Quartier Prioritaire de la Ville

En 2020, une enquête de satisfaction a été réalisé auprès des participants du PLIE : 89% des personnes interrogées s'estiment satisfaites de l'accompagnement proposé.

C'est pour ces raisons qu'à travers le protocole 2022-26, la volonté du PLIE de l'Auxerrois est de :

Créer une dynamique visant à faire du PLIE un acteur incontournable du marché de l'emploi et de l'insertion :

- Renforcer la promotion des missions et des actions du PLIE auprès du tissu économique et des acteurs de l'insertion, en cohérence avec les orientations du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi,
- Coordonner un plan d'action avec les partenaires prescripteurs au rang desquels le Pôle Emploi, le Conseil Départemental, les Missions Locales, SPIP, CHRIS, CCAS... pour augmenter le nombre de prescriptions sur les publics cibles (RSA et/ou QPV...),
- Contribuer au repérage et à l'accompagnement des personnes sans accompagnement en permettant notamment la possibilité aux employeurs de devenir prescripteur du PLIE (dans le respect du RGPD),
- Coordonner des permanences Pôle Emploi, Espaces d'accueil et d'animation (6 nouvelles permanences prévues pour 2022), CCAS, UTS 89,
- Participer de manière intensive aux événements institutionnels, économiques et professionnels.
- Automatiser un bilan à mi-parcours auprès des prescripteurs des bénéficiaires orientés,
- Assurer la continuité de l'accompagnement des jeunes de plus de 25 ans en relais de la Mission Locale.

Assurer une prestation de qualité auprès des bénéficiaires, des partenaires et des acteurs économiques :

- Rédiger un guide de procédure,
- Effectuer un contrôle administratif régulier pour faciliter les échanges de données,
- Mettre en place les questionnaires de satisfaction annuels auprès des bénéficiaires et des prescripteurs.

A travers ce protocole, les signataires souhaitent :

- ✓ Poursuivre la mobilisation des compétences et des moyens de chacun des acteurs intervenant dans le champ de l'insertion,
- ✓ Renforcer la coopération avec les réseaux existants pour répondre aux besoins des entreprises par rapport aux publics éloignés de l'emploi,
- ✓ Accompagner les projets relatifs à l'insertion et à l'Economie Sociale et Solidaire en lien avec les besoins des participants et du territoire,
- ✓ Proposer un accompagnement renforcé pour des personnes qui auraient besoin de soutien dans leur démarche d'insertion vers l'emploi,
- ✓ Créer et animer un ensemble d'actions visant le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi en difficulté d'insertion professionnelle.

2. Les partenaires financiers

Le PLIE coordonne son action en lien avec les orientations stratégiques des différents partenaires financeurs au rang desquels :

- **Le Fonds social européen** : les crédits FSE + portant sur la période 2021-2027 sont gérés par le Conseil départemental de l'Yonne qui a reconduit sa candidature en tant qu'organisme intermédiaire pour la gestion de projets relevant du champ de l'insertion,
- **Le Département** : la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008, généralisant le revenu de Solidarité active a confié au Conseil départemental la responsabilité de la politique d'insertion. Elle est complétée par la loi n°2014-58 relative à la modernisation de l'action publique territoriale qui positionne le Conseil départemental comme chef de file sur le champ de l'insertion à l'échelon territorial,

A ce titre, le Conseil départemental adopte un Programme Départemental d'Insertion (PDI) qui définit les axes stratégiques dans le domaine de l'insertion. Il s'articule avec le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) qui, à partir des axes définis, propose sur chaque territoire en partenariat avec les acteurs locaux, les actions prioritaires à développer.

Le Pacte Territorial d'Insertion de l'Yonne a été renouvelé jusqu'en 2022,

Depuis 2020, la politique départementale d'insertion s'inscrit en cohérence avec le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE) initié dans le cadre de la Stratégie nationale de Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi.

- **La Région**

La Région Bourgogne Franche-Comté, conformément à son règlement d'intervention intégrant les PLIE, s'engage à examiner les demandes de financements annuelles de la structure d'animation et de gestion pouvant correspondre à ses objectifs de ses règlements d'intervention.

- **L'Agglomération de l'Auxerrois et la Ville d'Auxerre au titre de la Politique de la Ville**

Le PLIE est un dispositif financé dans le cadre de la Politique de la Ville de l'Auxerrois. En effet, la mobilisation vers l'emploi des publics des quartiers politique de la ville d'Auxerre (Les Rosoirs, Sainte-Geneviève/Brichères, Rive-Droite) est un axe majeur de la rénovation du contrat de ville.

L'insertion est une compétence indirecte de la Politique de la Ville au niveau de la communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. C'est la raison pour laquelle, le service Politique de la Ville de la Communauté d'Agglomération propose des conventions de droit commun en plus des financements de crédits spécifiques via des programmations d'actions annuelles.

A ce titre, les actions internes et externes du PLIE pourront être financées via des conventions de droit commun avec les collectivités de la Ville d'Auxerre et de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et/ou via la programmation d'actions annuelle avec, en amont, un bilan des prestataires avant qu'ils ne soient choisis.

Il est attendu une augmentation de la fréquentation du nombre de bénéficiaires QPV comme indiqué dans la convention de droit commun 2022 liant la Communauté d'Agglomération et la Maison de l'Emploi.

En sachant que si le PLIE relève de la programmation d'actions annuelle, les actions externes devront être nouvelles soit via de nouveaux prestataires soit via de nouvelles actions spécifiques. Ces mêmes opérateurs devront être soumis pour avis au Service Politique de la Ville de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

B. Enjeux, objectifs et orientations stratégiques

1. Le cadre d'action du PLIE et la durée du Protocole d'accord

a. Le dispositif PLIE

Le PLIE vise le retour à l'emploi durable des personnes les plus en difficulté. Le PLIE s'adresse au public cible résidant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Le secteur géographique d'intervention du PLIE quant aux acteurs économiques et les employeurs n'est pas limité.

Le PLIE est un dispositif qui vise à assurer la **cohérence et l'efficacité de la mise en œuvre de la politique territoriale insertion emploi** notamment par la coordination et la mobilisation de l'ensemble des acteurs intervenant en matière d'insertion sociale et professionnelle :

- ❖ L'Etat,
- ❖ Les Collectivités territoriales,
- ❖ Les entreprises et leurs représentants
- ❖ Les structures d'insertion par l'activité économique,
- ❖ Les associations et organismes de formation.

Le PLIE doit permettre un **renforcement de la démarche partenariale pour optimiser l'efficacité des politiques d'insertion** par une bonne coordination et la mobilisation de moyens supplémentaires.

Le PLIE s'appuiera sur l'ensemble des mesures et des programmes de la politique générale de l'emploi pour atteindre l'objectif quantitatif et qualitatif fixé, en recherchant cohérence et complémentarité.

Les orientations du PLIE sont en cohérence avec :

- ❖ Le Programme Opérationnel National FSE+ pour l'Emploi et l'inclusion,
- ❖ Les orientations du Pacte Territorial d'Insertion,
- ❖ Les plans d'actions spécifiques portés par l'Etat ainsi que ceux portés par le Conseil Régional de Bourgogne Franche comté,
- ❖ Le Pacte Territorial d'Insertion et le Service Public de l'Insertion et l'Emploi,
- ❖ Les orientations stratégiques des Collectivités du territoire d'intervention du PLIE, dont le contrat de ville de l'Auxerrois et de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

Le PLIE articule ses interventions avec les Plans d'Actions mis en œuvre par Pôle Emploi, la Mission Locale, Cap Emploi, sur le territoire du PLIE.

b. La durée du Protocole d'Accord

Le présent Protocole d'Accord est conclu pour la période comprise entre la **1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2026** soit une durée de cinq ans.

2. Les orientations stratégiques du PLIE

Dans chacune des orientations stratégiques définies ci-dessous, l'action du dispositif PLIE prendra effectivement en compte les **principes généraux d'égalité des chances, d'égalité entre les femmes et les hommes, de non-discrimination, de vieillissement actif et d'intégration des personnes en situation de handicap**. A cet effet, les partenaires et les instances du PLIE s'engagent à favoriser les réflexions lors du montage de la programmation annuelle du PLIE sur la prise en compte des publics issus de quartiers prioritaires et/ou défavorisés, sur la prise en compte des publics seniors, sur la prise en compte des publics en situation de handicap et sur la prévention de toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine ethnique, la religion, les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

a. La mise en œuvre d'un accompagnement renforcé et individualisé

L'accompagnement renforcé et individualisé est au **cœur du parcours d'insertion des participants PLIE**. Il est la condition essentielle du retour à l'emploi. Cet accompagnement s'inscrit dans le cadre suivant :

- ❖ Prescription,
- ❖ Accueil et qualification de la prescription,
- ❖ Entrée dans le PLIE,
- ❖ Signature du contrat d'engagement entre le PLIE et le participant,
- ❖ Présentation succincte de l'accompagnement renforcé, global et individualisé avec la mobilisation d'étape de parcours visant à mobiliser et rapprocher les participants de l'insertion socio-professionnelle :
 - Un objectif de qualification pourra être inscrit dans chaque parcours – en complément de l'objectif de retour à l'emploi durable et/ou de formation qualifiante,
 - Les mesures et actions de droit commun seront optimisées,
 - Le recours à des "étapes emploi", en contrats aidés ou non, sera développé.
- ❖ Mise en relation et positionnement sur des offres d'emploi et suivi sur les 6 premiers mois du contrat. Ce suivi dans l'emploi faisant partie intégrante du parcours d'insertion.

L'accompagnement des publics ciblés est assuré par des accompagnateurs de parcours choisis au sein des structures partenaires. Il est fondé sur une **démarche d'adhésion de l'intéressé**.

Les personnes accompagnées officialiseront leur volonté de s'engager dans le dispositif PLIE par la signature d'un contrat d'engagement réciproque.

Tout demandeur d'emploi répondant aux critères d'éligibilité du dispositif PLIE peut bénéficier de plusieurs accompagnements. Il sera nécessaire de vérifier les démarches effectuées par la personne entre 2 accompagnements, l'évolution de sa situation et la pertinence d'un nouvel accompagnement, que le précédent accompagnement ait débouché sur une sortie positive ou non.

Dans une **logique d'additionnalité**, le PLIE vient compléter l'offre d'accompagnement du public sur le territoire. En effet, l'accompagnement PLIE s'articule en complémentarité de l'offre de Pôle emploi et du Conseil Départemental notamment en proposant un parcours intégré vers l'emploi, dans une approche globale de la personne, intégrant la prise en compte des freins périphériques à l'emploi (logement, santé, mobilité...)

b. Le développement des liens au monde de l'entreprise

L'insertion durable et la consolidation dans l'emploi ne peuvent être envisagées sans une **relation étroite avec le monde économique**. Les agglomérations disposent de **compétences en matière de développement économique, sources de synergie avec les objectifs du PLIE**. Les orientations stratégiques sont en cohérence avec les orientations du service public de l'emploi.

- ❖ Ouvrir des opportunités d'emploi aux publics PLIE et à défaut, mettre en commun l'offre auprès de partenaires de l'accompagnement pour répondre aux besoins en recrutement des entreprises,
- ❖ Promouvoir les dispositifs ou les actions permettant de lever certains freins à l'emploi,
- ❖ Contribuer à l'organisation des chantiers d'insertion en ayant recours, autant que faire se peut, aux financements de droit commun,
- ❖ Faire intervenir les entreprises dans les parcours d'insertion des participants PLIE,
- ❖ Permettre aux entreprises d'être accompagnées dans leurs recrutements,
- ❖ Impliquer des acteurs économiques dans des actions innovantes de préparation à l'emploi,
- ❖ Permettre au monde de l'entreprise de réaliser des prescriptions vers le dispositif PLIE (candidatures non retenues).

L'ensemble de ces objectifs doit permettre d'intensifier le placement en emploi des participants PLIE, que ce placement soit sur une étape de parcours ou dans le cadre de la préparation d'une sortie positive du dispositif PLIE. En effet, l'accompagnement PLIE se poursuit durant les 6 premiers mois de la reprise effective d'emploi afin de sécuriser et pérenniser l'insertion des participants.

c. Le développement des compétences et la formation des participants PLIE

La résolution des difficultés liées à l'acquisition de savoir-faire et à l'employabilité peut passer par des temps de formation et/ou de développement des compétences visant à combler les manques observés pour réaliser les projets professionnels.

Le PLIE souhaite ainsi placer la formation et la qualification des participants du PLIE au cœur de la stratégie d'insertion.

- ❖ Mobilisation de l'offre de formation de droit commun en premier lieu,
- ❖ Si l'offre de droit commun ne répond pas précisément aux besoins des participants du PLIE, mise en place et financement d'actions de formation permettant de résoudre les freins à l'emploi des participants,
- ❖ Adaptation du parcours de chaque participant aux spécificités propres des personnes.

Dans ce cadre, le dispositif PLIE prendra soin d'articuler et de coordonner ces actions avec les autres acteurs de l'emploi et de l'insertion du territoire et notamment avec le Conseil Régional, le Conseil Départemental, Pôle Emploi, et les Opérateurs de compétences (OPCO). L'efficacité et l'efficacités des deniers publics ainsi que le principe d'additionnalité seront appliqués.

L'offre de formation et de développement des compétences reposeront sur les métiers porteurs identifiés au sein du bassin d'emploi, la prise en compte de cet élément recoupe de ce fait l'orientation stratégique du PLIE relative au lien avec les entreprises.

Le PLIE pourra innover et expérimenter, notamment dans les actions permettant de solliciter la motivation des bénéficiaires, de contribuer à leur socialisation ou à leurs savoir être, à l'image qu'ils ont d'eux-mêmes.

d. Le soutien de l'insertion par l'activité économique

La mise en étape dans le secteur de l'insertion par l'activité économique peut s'avérer pertinente dans le cadre de certains parcours d'insertion, notamment dans une optique de remobilisation du participant mais également pour développer son employabilité. Cette orientation stratégique est nécessairement mise en œuvre en concertation avec les services de l'Etat, ceux du Conseil Départemental et de Pôle Emploi.

Le comité de pilotage du PLIE validera chaque année les conditions de soutien de l'IAE.

e. L'animation territoriale, l'animation des acteurs mettant en œuvre les parcours d'insertion et la coordination de l'offre

Cette orientation stratégique couvre plusieurs nécessités afférentes au dispositif PLIE pour garantir l'atteinte de ses objectifs d'insertion des participants :

- ❖ La coordination partenariale des programmes et des actions autour de l'insertion et de l'emploi,
- ❖ La coordination des acteurs mettant en œuvre les parcours individualisés et renforcés des participants du PLIE afin de garantir la cohérence des parcours mais également pour appuyer les Référents PLIE dans les principales problématiques qui peuvent être rencontrées,
- ❖ L'appui des Référents PLIE dans les principales problématiques qui peuvent être rencontrées,
- ❖ L'ingénierie d'une offre d'insertion opérationnelle adaptée aux problématiques de territoire et aux besoins des participants,
- ❖ Préparer et animer l'ensemble des instances du PLIE et assurer la mise en œuvre des décisions de ces mêmes instances.

3. Le public PLIE

Le dispositif PLIE s'adresse à des participants domiciliés dans l'une des communes membres de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. (Appoigny, Augy, Auxerre, Bleigny le Carreau, Branches, Champs sur Yonne, Charbuy, Chevannes, Chitry le Fort, Coulange la Vineuse, Escamps, Escolive Ste Camille, Gurgy, Gy l'Evêque, Irancy, Jussy, Lindry, Monéteau, Montigny la Resle, Perrigny, Quenne, St Bris le Vineux, St George sur Baulche, Vallan, Venoy, Villefargeau, Villeneuve St Salve, Vincelles, Vincellotte)

Sont ciblées les personnes ne bénéficiant pas d'autre accompagnement de parcours renforcé. Le PLIE s'adresse à l'ensemble des personnes sur la base des critères suivants, dans une démarche de réduction des inégalités d'accès à l'emploi :

- ❖ Les Demandeurs d'Emploi Longue Durée
- ❖ Les bénéficiaires de minima sociaux
- ❖ Les personnes sans qualification
- ❖ Les travailleurs handicapés
- ❖ Les seniors
- ❖ Les résidents des Quartier Politique de la Ville
- ❖ Les personnes placées sous-main judiciaire

Des critères socio-économiques permettent de prendre en compte d'autres publics sous réserve de la présence d'un faisceau d'indicateurs faisant ressortir les difficultés d'insertion sociale et professionnelle de la personne.

Le public devra avoir une employabilité à 18 mois.

Seuls les motifs suivants donneront à lieu à une non-entrée :

- ❖ Non-respects des critères administratifs
- ❖ Refus de la personne
- ❖ Comportement inadapté au premier rendez-vous Diagnostic
- ❖ Interruption programmée de l'accès à l'accompagnement

Dans tous les cas, la prise en charge d'un participant par le PLIE nécessite la vérification des critères d'éligibilité et la validation préalable de son entrée dans le dispositif PLIE par la Commission de Suivi du Public PLIE (CSP) et la mise en œuvre effective d'un accompagnement renforcé et individualisé.

4. Les objectifs quantitatifs du PLIE

Les objectifs quantitatifs seront fixés annuellement.
Le parcours ne devra pas excéder 24 mois en moyenne.

Le PLIE se fixe pour objectifs annuels :

- 100 nouvelles entrées
- 280 personnes accompagnées dont
 - 50% de bénéficiaires du RSA
 - 65% de Résidents des Quartiers Prioritaires de la Ville

Le PLIE conserve l'objectif de sorties positives à hauteur de 50% de l'ensemble des sorties effectives. Ce pourcentage sera exprimé en neutralisant les sorties administratives.

La caractérisation des sorties du dispositif PLIE repose sur les éléments suivants :

- ❖ **Une sortie peut être qualifiée de positive dès lors que l'un des objectifs suivants est atteints :**
- **L'emploi à la condition que le temps de travail proposé soit exprimé comme satisfaisant pour la personne soit :**
 - **Signature d'un CDI au terme de 6 mois de présence en entreprise**
 - Dont contrat en alternance,
 - Dont les CDITT (CDI Intérimaire),
 - D'une durée de travail supérieure ou égale à un mi-temps sauf accord du participant.
 - **CDD unique ou CDD successifs d'une durée de 6 mois cumulée dans les 12 derniers mois**
 - Dont contrat en alternance,
 - D'une durée de travail supérieure ou égale à un mi-temps sauf accord du participant.
 - **Cumul de contrats de travail temporaire représentant au moins 6 mois dans les 12 derniers mois**
- **L'accès à une formation qualifiante sanctionnée par un diplôme, un titre homologué, ou un certificat professionnel**
- **La création d'activité à plus de 6 mois d'activité avec enregistrement officiel de l'entreprise (extrait KBIS).**

Une personne ne pourra être considérée comme en sortie positive si elle est en Atelier Chantier d'Insertion.

- ❖ **Toutes les autres sorties sont des sorties soit administratives (décès, déménagement, retraite...) soit des sorties à l'initiative du PLIE ou du participant (abandon, rupture du contrat d'engagement, interruption de l'accompagnement...).**
- ❖ **La Commission de Suivi des Publics est seule habilitée à valider les sorties des participants.**

L'évaluation du dispositif PLIE devra toutefois prendre en compte le travail de lever des freins à l'insertion accompli dans le cadre des parcours d'insertion des participants. Si la sortie positive est l'objectif définitif et ultime du dispositif PLIE, il convient de valoriser toutes les avancées significatives des participants dans leur retour à l'emploi (mobilité, amélioration des compétences, levée de freins sociaux ou psychologiques ...)

C. L'organisation et la gouvernance du dispositif PLIE

1. L'association

Le dispositif PLIE existe depuis 1994. Il est porté par la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois depuis 2007.

Ses instances portent la responsabilité exécutive et financière de la mise en œuvre du dispositif PLIE. A ce titre, le Conseil d'Administration de la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois entérine la programmation annuelle du dispositif PLIE et suit la mise en œuvre opérationnelle, exécutive et financière du PLIE. Le dispositif PLIE reste toutefois un outil partenarial de coordination des acteurs de l'insertion et de l'emploi.

2. Le Comité de Pilotage du PLIE

Le Comité de Pilotage du PLIE est composé des partenaires et financeurs du dispositif PLIE soit :

- ❖ L'Etat,
- ❖ Le Conseil Régional,
- ❖ Le Conseil Départemental de l'Yonne,
- ❖ La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois,
- ❖ La Ville d'Auxerre,
- ❖ Le Pôle Emploi,
- ❖ La Mission Locale,
- ❖ Cap emploi,
- ❖ La Chambre du Commerce et de l'Industrie,
- ❖ La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Yonne,
- ❖ La Maison de l'Entreprise,
- ❖ La Chambre d'Agriculture,
- ❖ Les syndicats,
- ❖ La CAF,
- ❖ CCAS d'Auxerre,
- ❖ Le Président de la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois.

Le Comité de Pilotage assure le pilotage politique et stratégique du dispositif. Ce dernier est coprésidé par le Président de la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois et le Préfet du département ou son représentant et se réunit à minima une fois par an.

Sur la base du présent Protocole d'Accord, le Comité de Pilotage dispose des compétences suivantes :

- ❖ Veille au respect des orientations définies dans le Protocole d'Accord,
- ❖ Valide le nombre d'entrée annuelle du PLIE,
- ❖ Veille à la cohérence et à la complémentarité du PLIE avec les autres dispositifs du territoire et ceci notamment en lien avec les instances du Conseil Départemental,
- ❖ Valide les engagements financiers et conventionnels,
- ❖ Veille à l'évaluation régulière du PLIE et en fonction propose les réajustements nécessaires.

Le Comité de Pilotage pourra également être saisi par voie de consultation électronique lorsque les nécessités de gestion de la programmation ne permettront pas d'attendre la prochaine instance.

3. Le Comité de Programmation

Le Comité de programmation est composé des représentants des partenaires suivantes :

- ❖ L'Etat (UT de la DREETS),
- ❖ Le Conseil Régional de Bourgogne/Franche-Comté,
- ❖ Le Conseil Départemental,
- ❖ La communauté d'Agglomération,
- ❖ La Ville d'Auxerre,
- ❖ Pôle Emploi,

- ❖ **La Mission Locale,**
- ❖ **Cap Emploi**
- ❖ **Des partenaires économiques,**
- ❖ **La Direction du PLIE,**

En fonction des sujets à l'ordre du jour des sessions, le Comité de programmation peut solliciter la participation d'autres partenaires dont la compétence est nécessaire.

Il est animé par le responsable du PLIE et se réunit à minima une fois par an. Sur la base du présent Protocole d'Accord, il dispose des compétences suivantes :

- ❖ **Assiste le Comité de Pilotage dans l'élaboration de l'appel à projets du PLIE,**
- ❖ **Assiste le Comité de Pilotage dans l'élaboration de la programmation annuelle du PLIE,**
- ❖ **Assiste le Comité de Pilotage du PLIE dans la mise en œuvre opérationnelle du dispositif PLIE,**
- ❖ **Contribue à une évaluation qualitative du PLIE,**
- ❖ **Assiste le Comité de Pilotage dans les ajustements nécessaires à la programmation,**
- ❖ **Participe à la coordination des actions à mettre en œuvre sur le territoire.**

4. La Commission de Suivi du Public - CSP

La Commission de Suivi du Public PLIE est l'instance en charge du suivi opérationnel des acteurs mettant en œuvre les parcours d'insertion des participants.

Les entrées dans le dispositif PLIE sont validées par la CSP sur la base d'un diagnostic partagé et d'un plan d'action individualisé confirmant la nécessité d'un accompagnement renforcé et la nécessité de participation à des actions spécifiques. La CSP évalue les avancées de parcours et propose le cas échéant les réajustements. Il valide les sorties du dispositif PLIE en prenant en compte la situation effective des participants. Il dispose également d'une mission d'information des structures présentes au sein de cette instance.

La CSP se réunit à minima 10 fois par an et est composé :

- ❖ **D'un représentant du PLIE qui a en charge l'animation de l'instance,**
- ❖ **D'un représentant de la Mission Locale,**
- ❖ **Un représentant du Conseil Départemental (le chargé de mission Insertion de l'UTS),**
- ❖ **D'un représentant de Pôle emploi.**

En fonction des dossiers étudiés, il pourra être fait appel ponctuellement aux autres partenaires et membres du comité de programmation. Des sessions supplémentaires pourront être proposées.

En fonction d'un caractère d'urgence et exceptionnel et en concertation avec le PLIE lors de l'envoi de la prescription, dans un souci de réduction de délai de traitement du dossier et de la mise en place d'un accompagnement rapide, un participant pourra être intégré sur le dispositif sans être présenté sur la CSP du mois en cours, sous validation des membres de la CSP.

5. L'organisation du PLIE

a. L'équipe d'animation du PLIE

L'équipe d'animation met en œuvre l'opération d'animation du dispositif PLIE. Elle est composée du Responsable du PLIE, de la Coordinatrice, de la Chargée Administrative. Ses missions sont les suivantes :

- ❖ Assurer l'animation et la coordination globale du dispositif et des partenariats,
- ❖ Préparer et animer l'ensemble des instances du PLIE et assurer la mise en œuvre des décisions de ces mêmes instances,
- ❖ Proposer et mettre en œuvre une offre d'insertion complémentaire au droit commun,
- ❖ Assurer la cohérence et la continuité des parcours,
- ❖ Contribuer à la mobilisation des entreprises dans leur démarche d'insertion,
- ❖ Elaborer les procédures de suivi de la réalisation des objectifs du dispositif, dont la traçabilité des parcours des participants,
- ❖ Assurer une fonction d'observatoire des parcours et de suivi des indicateurs du dispositif.

L'organisation de l'équipe d'animation du PLIE pourra être ajustée en fonction de l'évolution des besoins du territoire et de celle du dispositif.

b. L'équipe des Référents PLIE

L'équipe des conseillers PLIE est constituée de 4 référents. Les missions du Conseiller en Insertion Professionnelle (CIP) sont les suivantes :

- ❖ La réalisation des entretiens diagnostic,
- ❖ S'assurer de la pertinence d'un accompagnement PLIE,
- ❖ Valider les critères d'éligibilité d'entrée sur le dispositif,
- ❖ Mettre en place l'accompagnement,
- ❖ Positionner et orienter le participant sur les étapes de parcours,
- ❖ Informer l'équipe d'animation sur le déroulement de l'accompagnement,
- ❖ Réaliser les bilans de sortie en fin d'accompagnement,
- ❖ Assurer un suivi qualitatif dans la gestion des dossiers (saisie des entretiens, constitution des dossiers, saisie des étapes de parcours...),
- ❖ Créer et animer des ateliers,
- ❖ Positionner les participants du portefeuille sur les opportunités d'emploi, de formations, de stages décelés par le Chargé de Relation Entreprises.

c. Le Chargé de Relation Entreprises

Le Chargé de Relation Entreprises (CRE) permet la mise en relation du tissu économique du territoire avec l'accompagnement PLIE. A ce titre, les missions du CRE sont les suivantes :

- ❖ Accompagner les participants pour qui les freins ont été levés,
- ❖ Mettre en place des plans d'actions sur la recherche d'emploi,
- ❖ Assurer le maintien à 6 mois dans l'emploi par un suivi personnalisé en lien avec l'employeur et les référents PLIE,
- ❖ Promouvoir les actions du PLIE auprès des recruteurs,
- ❖ Organiser des manifestations pour favoriser la relation entre les participants et les facteurs économiques (Job Dating, réunions d'échange, présentation métier, visites d'entreprises...),
- ❖ Repérer les besoins du bassin d'emploi et les gisements d'emplois inexploités et/ou non pourvus, en adéquation avec le profil des participants PLIE,
- ❖ Collecter, diffuser et gérer les offres générées par la prospection,
- ❖ Mettre en relation les candidats présélectionnés avec l'entreprise, s'assurer des conditions d'intégration du participant dans l'entreprise.

D. Plan de financement

Les signataires du présent Protocole d'Accord s'engagent sur le financement du dispositif PLIE pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026 sous réserve des règles juridiques et comptables en vigueur, des évaluations du PLIE, ainsi que pour l'Etat, du vote des crédits par la loi de finances et pour les Collectivités territoriales, de l'approbation des instances compétentes et de l'évolution de la Politique de la Ville.

Les crédits du Fonds Social Européen pourront être sollicités auprès du Conseil Départemental, organisme intermédiaire pour la gestion du FSE départemental.

Le plan de financement sera validé par le Comité de Pilotage du PLIE et par le Conseil d'Administration de la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois. Le plan de financement pourra être ajusté en fonction des évolutions du contexte local et/ou national.

E. La communication

L'équipe d'animation du PLIE se dotera d'outils de communication permettant de faire valoir les partenariats mis en œuvre, les opérations réalisées au profit des parcours d'insertion des participants et les résultats obtenus.

Cette communication aura pour cible :

- ❖ Les structures du territoire chargées d'accueillir des publics en difficulté d'insertion socioprofessionnelle afin qu'elles orientent le cas échéant le public sur le dispositif d'accompagnement et la programmation PLIE,
- ❖ Les partenaires économiques afin de leur faire connaître le service et le suivi dans l'emploi des candidats mais aussi de valoriser les actions dans lesquelles ils se seront impliqués,
- ❖ Les partenaires institutionnels et techniques du PLIE sur le profil du public, le déroulement et le résultat des parcours,
- ❖ Les demandeurs d'emploi du territoire et les participants du PLIE.

Les outils de communication respecteront les obligations de publicité du Fonds Social Européen, des collectivités et des partenaires.

F. Révision

Le présent protocole peut être modifié ou prolongé par avenant validé par l'ensemble des signataires.

Avenant n° 2
du Règlement d'intervention
de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois
en matière de subvention
au titre de l'enveloppe financière du contrat de ville de l'Auxerrois

Le service politique de la ville de la CA (Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois) assure la gestion des enveloppes financières de la CA, de la Ville d'Auxerre (VA) et du Conseil Départemental (CD) pour le compte du contrat de ville de l'Auxerrois.

Un 1^{er} avenant du règlement d'intervention a été validé en 2021 par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois par délibération n°2021-059 du 20 mai 2021.

Le présent avenant ne modifie pas le contenu des articles de l'avenant n°1 que ce soit dans le cadre de l'éligibilité des porteurs de projets, le dossier de demande de subvention ou la validation des aides.

Le présent avenant modifie :

- l'article 7 concernant la décision et notification d'attribution des aides.

Les conditions suivantes doivent être ajoutées :

- Le courrier de notification comprendra également l'obligation de remettre au service Politique de la ville les statuts de la structure à jour, ainsi que ses comptes annuels et de résultat de l'année précédente, son RIB et la liste de ses dirigeants en cours d'exercice.
- En cas de non-actualisation du dossier de demande de subvention d'une action de la programmation annuelle, passé le mois de juillet de l'année N, la Communauté d'agglomération de l'auxerrois se réserve le droit de ne plus verser les subventions prévues et de les réaffecter à une programmation bis éventuelle. Un courrier sera indiqué au porteur de projet.

- l'article 10 concernant le remboursement des aides.

Les conditions suivantes doivent être ajoutées :

En cas de non réception des comptes-rendus financiers des actions de l'année N-1, passé la date butoire d'un mois, il sera demandé au porteur de projet, le remboursement de l'acompte ou de la subvention versée intégralement que ce soit pour la subvention au titre de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois qu'au titre du Conseil Départemental.

- l'article 11 concernant la communication.

Les conditions suivantes doivent être ajoutées :

L'élu référent Politique de la ville, le service politique de la ville et les co-financeurs du contrat de ville doivent avoir connaissance de l'ensemble des dates spécifiques d'interventions prévues dans le cadre des actions financées.

En cas de non évocation de la participation financière du contrat de ville dans les différentes manifestations, interventions, ateliers, réunions bilans prévus dans le cadre des actions financées, le service politique de la ville se réservera le droit d'émettre un avis défavorable sur les actions à venir des porteurs de projets concernés.

.....

Le présent avenant au règlement d'intervention de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois en matière de subvention au titre de l'enveloppe financière du contrat de ville de l'Auxerrois sera appliqué pour la programmation d'actions 2023 et les comptes-rendus financiers des actions 2022 du contrat de ville de l'auxerrois.

[Pour retourner à la délibération, cliquez ici](#)

REGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTE


l'Yonne
CONSEIL DÉPARTEMENTAL


communauté
de l'auxerrois
AUXERRE


**PRÉFET
DE L'YONNE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



Evaluation de la Politique de la ville de l'Auxerrois et de son contrat de ville sur la période 2015-2021

SOMMAIRE

0) Préambule : *Cadre méthodologique*..... Page : 1

I) Portraits des Quartiers Politique de la ville (données froides et chaudes) de 2015 à 2021

1) Sainte-Geneviève/Brichères.....	2-6
2) Les Rosoirs.....	7-10
3) Rive-Droite.....	11-15
4) Saint-Siméon.....	16-19

II) Analyse du dispositif contrat de ville de 2015 à 2021

1) Analyse qualitative et quantitative d'actions structurantes par pilier et axe transversal	20-25
2) Analyse de l'outil Contrat de ville (données froides et chaudes)	26-43

III) Mobilisation du droit commun de la Ville d'Auxerre et de l'Agglomération de l'Auxerrois en faveur des Quartiers Politique de la ville 44-49

IV) Gouvernance et Animation du contrat de ville 50-58

V) Le souhait d'évolution de la Géographie Prioritaire 59-62

VI) Les enseignements généraux de l'évaluation et synthèse des préconisations pour la future contractualisation 63

Préambule : Cadre méthodologique

Ce rapport fait suite à la Circulaire du Ministère et de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les collectivités territoriales du 14 décembre 2021 impliquant une évaluation de la politique de la ville et plus précisément du contrat de ville depuis 2015 à 2021 avant fin juin 2022. Cette évaluation a pour objectif final de dessiner les préconisations du territoire pour son nouveau contrat de ville 2024-2027.

Au vu de l'ampleur de l'analyse, du manque d'un cabinet d'étude, faute de financement, pour procéder à cette évaluation, des délais restreints et des tâches inhérentes au service Politique de la ville ; la DDETSPP accompagnée de Trajectoires Ressources (*centre de ressources sur la politique de la ville au niveau régional*) a conseillé aux territoires de l'Yonne de faire des choix dans l'élaboration de l'évaluation du contrat de ville/Politique de la ville.

Voici donc les différentes phases de ce rapport :

➤ **Lancement de la démarche :**

- Validation de la démarche en comité de pilotage restreint de la politique de la ville
- Information du plan de travail en comité de direction de la ville et de l'agglomération d'Auxerre

➤ **Portraits de chaque quartier politique de la ville** (prioritaire et en veille active) :

- via des données froides depuis 2015 à 2021 en termes de données socio-démographiques à travers le SIG Politique de la ville, la CTG, l'INSEE...
- via des données chaudes liées à des rencontres partenariales par quartier notamment.

➤ **Analyse du dispositif du contrat de ville :**

- Analyse qualitative et quantitative d'actions structurantes par pilier et axes transversaux du contrat de ville depuis 2015 à 2021 à travers les bilans d'actions et la connaissance de terrain de ces actions.

- Analyse de l'outil contrat de ville via

a- *des données chaudes* à partir de focus groupe :

- « acteurs locaux et porteurs de projets du contrat de ville de l'auxerrois » lors d'un séminaire Politique de la ville ;
- « directions/Services de la CA/VA » ;
- « groupe de travail d'élus de la ville et de l'agglomération au titre du contrat de ville ».

Mais également via des habitants à travers le diagnostic de la Convention Territoriale Globale et via des questionnaires établis par le service politique de la ville en 2021 à l'attention des habitants des quartiers.

b- *des données froides* à partir des programmations d'actions de 2015 à 2021.

➤ **La Mobilisation du droit commun de la CA et de la VA en faveur des QPV :**

En matière d'insertion, dans le cadre des conventions de droit commun politique de la ville au titre de la communauté d'agglomération et plus globalement via des questionnaires à l'attention des services de la ville d'Auxerre sur la mise en place d'actions ou non suite aux problématiques repérées dans les quartiers par les acteurs locaux et les habitants lors de rencontres partenariales par quartier.

➤ **Gouvernance et animation du contrat de ville**

➤ **Le souhait d'évolution de la géographie prioritaire**

➤ **Les enseignements généraux de l'évaluation et synthèse des préconisations pour la future contractualisation**

I) Portraits des Quartiers Politique de la ville (données froides et chaudes) de 2015 à 2021 :

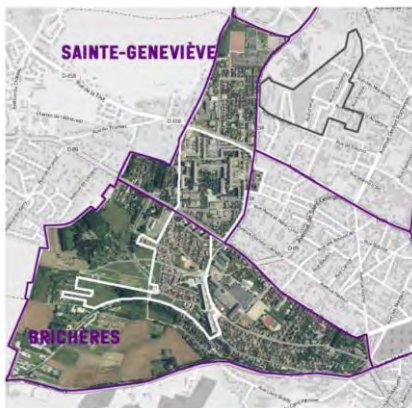
Pour rappel, les Quartiers Politique de la Ville d'Auxerre comprennent :

- les quartiers prioritaires : Sainte-Geneviève/Brichères, Les Rosoires, et Rive-Droite
- un quartier en « veille active » : Saint-Siméon.

Les données froides pour les QPV viennent essentiellement du SIG Politique de la ville comme demandé par les services de l'État. Les données du SIG reprennent des données de la CAF, de la DGFIP, de Filosofi, de l'Insee, de l'Education Nationale... Au vu de données manquantes sur certaines thématiques et d'années de références différentes d'une source à l'autre, le choix s'est porté sur les recensements de 2013 et 2018, certaines thématiques et des années de références spécifiques. Par contre, les données recueillies, pour le quartier de Saint-Siméon, quartier en veille active, n'étant pas référencé au SIG, viennent de l'INSEE.

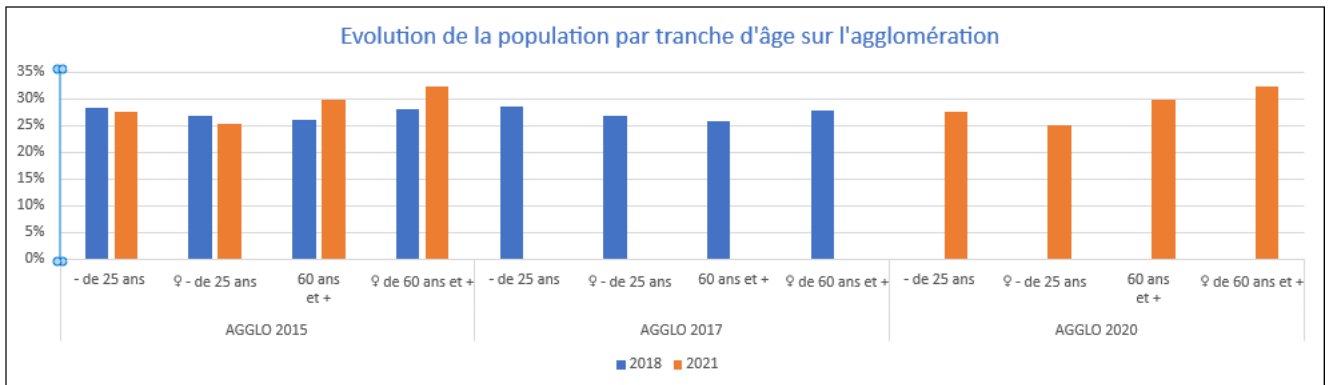
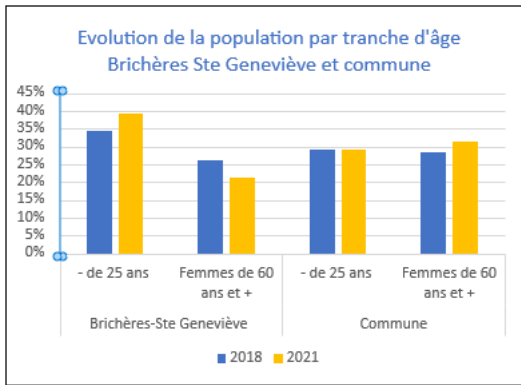
Enfin, les données emplois 2021 viennent de Pôle Emploi Bourgogne-Franche -Comté et nous avons également des données du bailleur social, principal, l'Office Auxerrois de l'Habitat.

1) Sainte-Geneviève/Brichères :

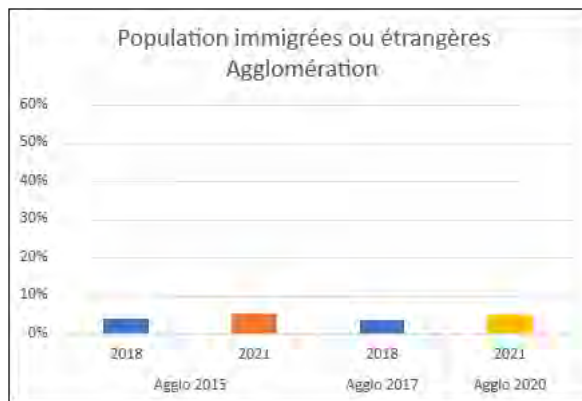
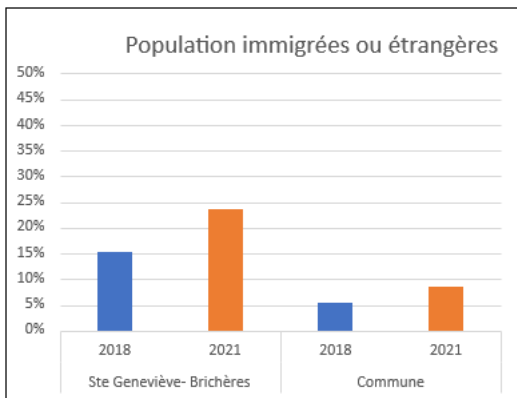


En 2018, la population de quartier de Sainte-Geneviève était de 3602 habitants contre 3544 en 2021. Elle a baissé tout comme la population de la ville d'Auxerre sur cette même période alors que celle de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois est passée de 63 501 habitants à 68 050.

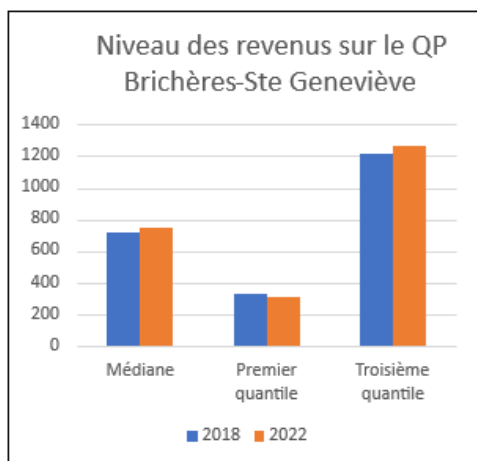
Nous pouvons voir dans le graphique ci-dessous l'augmentation de la part des moins de 25 ans qui a évolué entre 2018 et 2021 contrairement à la commune (29%) et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (28%) dont cette part reste stable.



En termes de populations immigrées ou étrangères, nous pouvons remarquer dans le graphique ci-dessous qu'entre 2018 et 2021, elle a augmenté sur le quartier tout comme au niveau communal et intercommunal :



Les graphiques ci-dessous montrent les niveaux de revenus médians, de premier quantile (*salairé au-dessous duquel se situent 25 % des salaires*) et de troisième quantile (*salairé au-dessous duquel se situent 75 % des salaires*) de 2018 à 2022 selon Filosofi 2018. Nous pouvons noter une légère hausse des revenus médians et de 3ème quantile tout comme sur la commune d'Auxerre et l'agglomération de l'auxerrois :



Le taux de pauvreté est passé de 46 % en 2018 à 49 % en 2022 sur ce quartier. Il a également augmenté au niveau communal (de 20 à 21%) et intercommunal (de 14 à 15%).

Le nombre de foyers allocataires reste stable pour le quartier comme au niveau communal et intercommunal entre 2018 et 2021. En moyenne, entre 40 et 50 % d'allocataires isolés, 21 % de familles monoparentales et 30 % de couples avec enfants.

63 % des enfants inscrits au collège viennent du quartier de Sainte Geneviève/Brichères en 2020 contre 55 % en 2021.

Le nombre de demandeurs d'emploi reste stable comme au niveau communal entre 2018 et 2021, 500 DE de toutes catégories en moyenne pour le quartier contre 3800 DE au niveau de la ville d'Auxerre.

Actuellement et selon le diagnostic de la Convention Territoriale Globale de la ville d'Auxerre :

Situé à l'Ouest d'Auxerre, le quartier Sainte Geneviève/Brichères, comprend, 3544 habitants dont 54 % de femmes. La population est principalement composée d'ouvriers et d'employés. Une importante partie de la population est bénéficiaire de la caf comprenant des couples avec enfants, des personnes seules et des familles monoparentales. La population serait donc relativement jeune avec la présence importante de personnes, âgées de 25 à 59 ans. 19 % de la population aurait plus de 60 ans. Le taux de scolarisation des 16-24 ans est de 57 %. Une grande majorité des collégiens et lycéens venant des QPV seraient boursiers. 21 % de la population entre 15 et 64 ans à un niveau supérieur au bac et 53 % a un niveau inférieur au bac.

En moyenne, 2 personnes vivent sous le même toit. 88 % des logements du QPV sont des appartements. 21 % des logements sont des T5. Le territoire dispose surtout d'un habitat collectif.

61 % des habitants de 15 à 64 ans sont actifs et 41 % de la population en âge de travailler occupe un emploi. 25 % des actifs occupent un emploi à temps partiel. 51 % des revenus disponibles des ménages sont issus de l'activité des habitants. 67 % des ménages disposent de bas revenus. La part de ménages vivant sous le seuil de pauvreté est de 49 %.

Selon les dernières données de Pôle Emploi (31 décembre 2021), en 1 an :

- 433 demandeurs d'emploi seraient comptabilisés, en baisse par rapport à l'année précédente comme au niveau communal. 112 personnes seraient entrées en formation en 1 an contre 811 à l'échelle communale. 41 % des habitants de ce quartier auraient retrouvé un emploi au bout de 6 mois de formation.
- le nombre de demandeurs d'emploi hommes aurait baissé de 9 % et de demandeurs d'emploi femmes de 8 % pour ce QPV (*toutes catégories confondues ABC*).
- le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans aurait augmenté de 22 % sur ce quartier mais aurait baissé pour les 25 ans et +. A noter qu'au niveau communal, l'ensemble des demandeurs d'emploi de toutes catégories et de tout âge aurait baissé de 7 %.
- 54 % des demandeurs d'emploi seraient inscrits à Pôle Emploi depuis moins d'un an, 29 % depuis plus de 2 ans, ce qui est plus ou moins similaire au niveau communal.
- la majorité des DE sont des employés qualifiés comme au niveau communal néanmoins la majorité des DE ont un niveau CAP-BEP.
- Les métiers les plus recherchés en 2021 par les demandeurs d'emploi restent le nettoyage de locaux, les services domestiques, la manutention manuelle de charges, l'assistance auprès d'enfants, le tri/emballage.

On dénombre plusieurs services dans ce quartier :

- services à la population : Mission Locale (*structure au service des jeunes de 16-25 ans*), association Club Mob (*plateforme mobilité*), l'Espace d'Accueil et d'Animations (EAA) « La Ruche » (*fusion du centre-social et de la maison de quartier*), un Accueil de Loisirs Sans Hébergement municipal (*structure accueillant des enfants et proposant des activités en journée*), une halte-garderie pour 0-4 ans municipale (*structure accueillant les enfants de moins de 6 ans occasionnellement*) et un centre de santé (*professionnels de santé salariés du conseil départemental*).
- services aux entreprises : le Phare (*lieu dédié à l'emploi, l'insertion professionnelle et la création d'entreprise*)

Ainsi que des équipements importants : écoles, lieux de cultes, un Relais d'Assistantes Maternelles et de nombreuses associations : Coup de pouce (*aide aux devoirs*), Passerelle (*animations de quartier*), Amidon (*structure d'insertion à l'activité économique*), Secours catholique, FETE (*femmes, égalité, emploi*) ...

Dans le cadre du projet du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), Sainte Geneviève/Brichères est un Quartier d'Intérêt National (QIN) impliquant une convention entre la ville d'Auxerre et l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) en fin d'année 2022.

Données chaudes des acteurs locaux et des habitants sur l'évolution du quartier (*rencontres automne 2021 effectuées par le service politique de la ville et questionnaires auprès de 3000 résidents des QPV*) :

ACTEURS LOCAUX

Le cadre de vie du quartier serait agréable ainsi qu'une vie locale dynamique, ce qui impliquerait que les habitants de ce quartier en sorte peu.

Au vu de la crise sanitaire, 2020-2021, les habitants ne se rendent plus vers les services publics et privés du territoire suite au COVID.

Ils priorisent les RDV téléphoniques ou par visio, ils ne se déplacent plus. Réel frein de mobilité psychologique. La perte de permis de conduire serait en hausse : augmentation de demande de location de 2 roues.

Des problèmes d'insécurité dans le quartier perdureraient avec une baisse de la fréquence des structures petite enfance, un manque de présence de la police locale/nationale, des règlements de comptes devant les structures. Des personnes, or QPV viendraient trafiquer ou se battre devant les structures et éparpilleraient ses déchets. Les personnes seraient à fleur de peau.

Beaucoup de familles seraient partis avec une accentuation de la paupérisation depuis l'arrivée de familles suivies par la Croix rouge, soit en 2019. Les familles seraient globalement peu équipées, elles auraient d'importantes difficultés financières. De nombreux mineurs seraient dehors tard le soir. Il est souligné une hausse de demande d'accompagnement aux démarches administratives, un frein à la langue française, mais les entreprises locales s'y adaptent, de la solidarité entre les habitants. L'impact de la fermeture du collège impliquerait moins de captation de ce public par les services municipaux.

Dans le cadre du diagnostic de la CTG, les acteurs locaux d'Auxerre mentionneraient que :

- ce quartier garderait toujours une image péjorative ;
- que des parents contourneraient les affectations d'établissement scolaire pour ne pas que leurs enfants se retrouvent dans des écoles QPV.

Sur le quartier des Brichères :

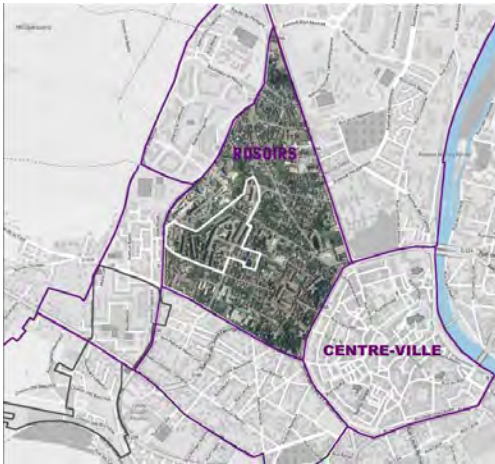
Ce serait un quartier tranquille mais avec des conflits entre jeunes et des trafics de drogue autour de l'étang. De la violence gratuite entre jeunes et le dépôt d'ordures ménagères est souligné.

HABITANTS

- **Plus de la moitié des habitants, qui ont répondu aux questionnaires, ont une image négative de l'évolution de leur quartier** : bruit, manque de patrouille de police, dégradation, saleté des espaces publics et donc mauvaises odeurs, pas d'ascenseur dans certains immeubles, manque de respect d'autrui et de l'environnement, drogue, rodéo de voiture/moto.
- **Les changements souhaités par les habitants, ayant répondu aux questionnaires** : plus de places de parking, des animations entre voisins, des animations pour les seniors, isolation des logements, plus de calme dans le quartier, plus de propreté des espaces publics et verts et moins de saleté, des interphones dans les bâtiments, le nettoyage des évacuations d'eau pluviale, des ampoules aux réverbères, des lumières de présence dans certains halls d'immeuble, plus de ronde policière au vu des trafics et rodéos, plus de verdure, plus d'hygiène en tour 22, plus de commerçants, contrôler le communautarisme, rétablir la sécurité.

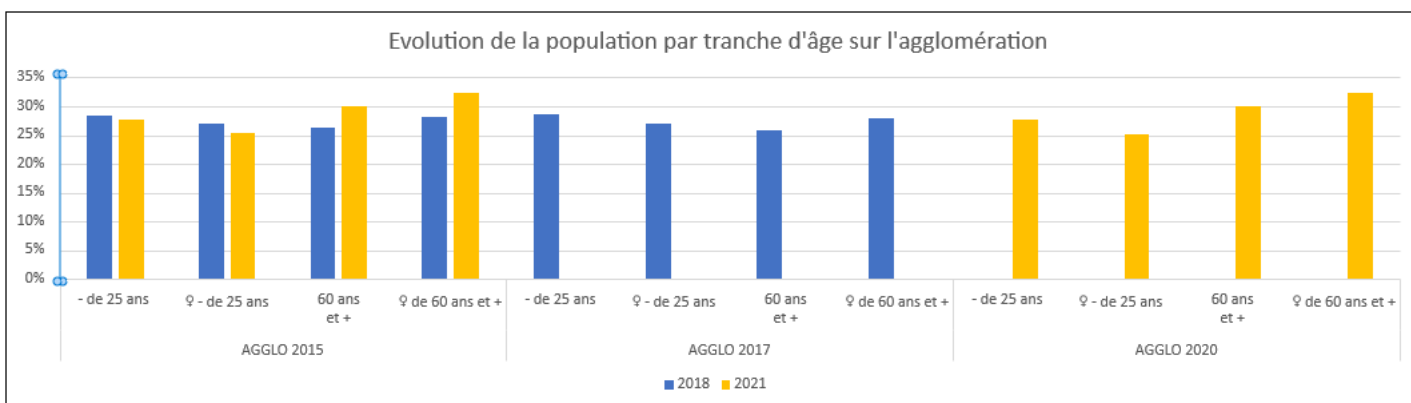
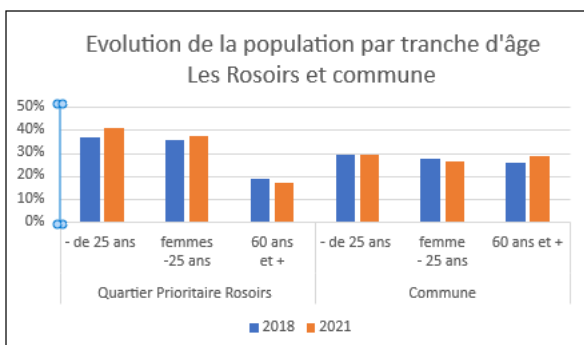
Autant d'hommes que de femmes ont répondu aux questionnaires entre 41 ans et 74 ans en majorité. 20% de moins de 16 ans y ont répondu. En majorité, vivant depuis plus de 6 ans dans le quartier.

2) Les Rosoirs :

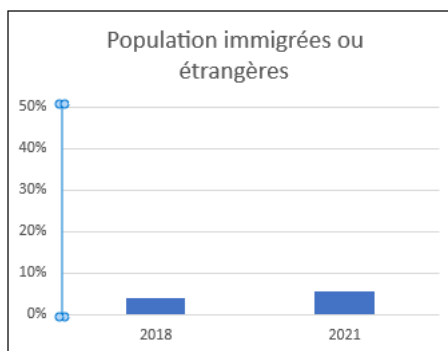
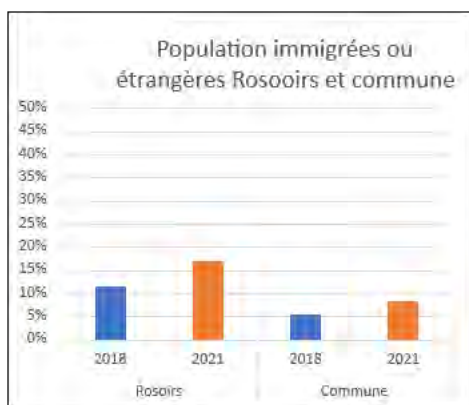


En 2018, la population du quartier des Rosoirs était de 1011 habitants contre 914 en 2021. Elle a baissé tout comme la population de la ville d'Auxerre sur cette même période alors que celle de la communauté d'agglomération de l'Auxerrois est passée de 63 501 habitants à 68 050.

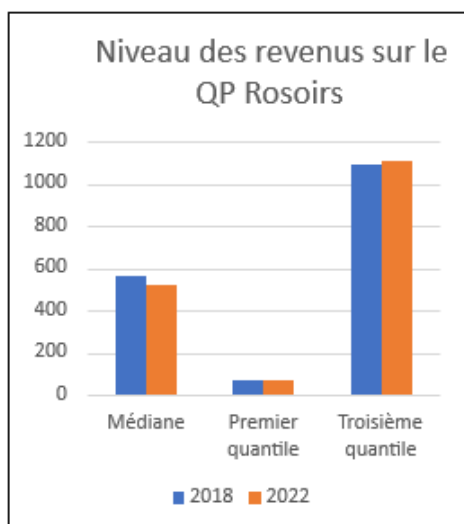
Nous pouvons voir dans le graphique ci-dessous l'augmentation de la part des moins de 25 ans qui a évolué entre 2018 et 2021 contrairement à la commune (29%) et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (28%) dont cette part reste stable.



En termes de populations immigrées ou étrangères, nous pouvons remarquer dans le graphique ci-dessous qu'entre 2018 et 2021, elle a augmenté sur le quartier tout comme au niveau communal et intercommunal :



Les graphiques ci-dessous montrent les niveaux de revenu médian, de premier quantile (*salaire au-dessous duquel se situent 25 % des salaires*) et de troisième quantile (*salaire au-dessous duquel se situent 75 % des salaires*) de 2018 à 2022 selon Filosofi 2018. Nous pouvons noter une légère baisse des revenus médians contrairement au 1^{er} et 3^{ème} quantiles contrairement à la commune d'Auxerre et à l'agglomération de l'auxerrois :



Le taux de pauvreté est passé de 53 % en 2018 à 60 % en 2022 sur ce quartier. Il a également augmenté au niveau communal (de 20 à 21%) et intercommunal (de 14 à 15%).

Le nombre de foyers allocataires reste stable pour le quartier comme au niveau communal et intercommunal entre 2018 et 2021. En moyenne, 50 % d'allocataires isolés, 28 % de familles monoparentales et 14 % de couples avec enfants.

Le nombre de demandeurs d'emploi reste stable comme au niveau communal entre 2018 et 2021, 150 DE de toutes catégories en moyenne pour le quartier contre 3800 DE au niveau de la ville d'Auxerre.

46 % des enfants inscrits au collège viennent du quartier des Rosoires en 2020 contre 47 % en 2021.

Actuellement et selon le diagnostic de la Convention Territoriale Globale de la ville d'Auxerre :

Situé entre le centre hospitalier et la gendarmerie, le quartier des Rosoirs, comprend 914 habitants dont 48 % de femmes. Une importante partie de la population est bénéficiaire de la caf comprenant des couples avec enfants, 54 % de personnes seules et 27 % de familles monoparentales.

La population est jeune. Le taux de scolarisation des 16-24 ans est de 48 % et un taux de scolarisation des moins de 3 ans de 27 %. 46 % des collégiens sont issus de familles défavorisées. 15 % de la population de 15 à 64 ans a un niveau supérieur au bac et 62 % a un niveau inférieur au bac.

En moyenne, 2 personnes vivent sous le même toit. 96 % des logements du QPV sont des appartements. 14 % des logements sont des T5. 100 % du parc de logement concernent des logements sociaux qui comprennent une bonne partie de T3. Logements plus vétustes que sur les autres QPV vu qu'ils datent de 1958 et bien avant la réglementation thermique de 1974.

58 % des habitants de 15 à 64 ans sont actifs et 31 % de la population en âge de travailler occupe un emploi. 45 % des revenus disponibles des ménages sont issus de l'activité des habitants. 74 % des ménages disposent de bas revenus. La part de ménages vivant sous le seuil de pauvreté est de 60 %.

Selon les dernières données de Pôle Emploi (31 décembre 2021), en 1 an :

- 128 demandeurs d'emploi seraient comptabilisés, en baisse par rapport à l'année précédente comme au niveau communal.
- le nombre de demandeurs d'emploi hommes aurait baissé de 4 % et de demandeurs d'emploi femmes de 8 % pour ce QPV (toutes catégories confondues ABC).
- le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans aurait baissé de 52 % sur ce quartier, mais aurait augmenté de 7% pour les 25 ans et +. A noter qu'au niveau communal, l'ensemble des demandeurs d'emploi de toutes catégories et de tout âge aurait baissé de 7 %.
- 53 % des demandeurs d'emploi serait inscrit à Pôle Emploi depuis moins d'un an, 27 % depuis plus de 2 ans, ce qui est plus ou moins similaire au niveau communal.
- 33 personnes du QPV sont entrées en formation en 12 mois, 7 demandeurs d'emploi ont retrouvé un emploi 6 mois après une formation.
- 32% des demandeurs d'emploi du QPV seraient bénéficiaires du RSA et 15% seraient bénéficiaires de l'obligation d'emploi (*Travailleurs handicapés globalement (BOE)*). En 1 an, le nombre de bénéficiaires du RSA aurait baissé de 7%, mais aurait augmenté de 27% pour les BOE.
- Les demandeurs d'emploi sont majoritairement en modalité de suivi guidé plutôt que renforcé comme au niveau communal.
- la majorité des DE sont des employés qualifiés comme au niveau communal néanmoins la majorité des DE ont un niveau CAP-BEP comme au niveau communal.
- Les métiers les plus recherchés en 2021 par les demandeurs d'emploi de ce quartier restent le nettoyage de locaux et le personnel de caisse.

Quelques commerces et équipements publics sont présents sur le quartier :

- alimentation, bar-tabac ;
- écoles, centre hospitalier, crèche, Accueil de Loisirs, EAA labellisé centre social « La Source » et l'association Les Rosoirs (*Agréée Espace de Vie Sociale : aide aux devoirs et activités sportives*).

Dans le cadre du projet du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), le quartier des Rosoirs est un Quartier d'Intérêt Régional (QIR) sur lequel la ville d'Auxerre et Le Conseil Régional de Bourgogne-Franche -Comté ont déjà conventionné.

Il est prévu une démolition de tours en bas du mille-club, du CHRS, du restaurant scolaire et du centre social, le rapatriement de l'école maternelle vers l'école élémentaire et un nouveau centre social à la place du mille-club.

Données chaudes des acteurs locaux (rencontres automne 2021 effectuées par le service politique de la ville et questionnaires auprès de 3000 résidents des QPV) :

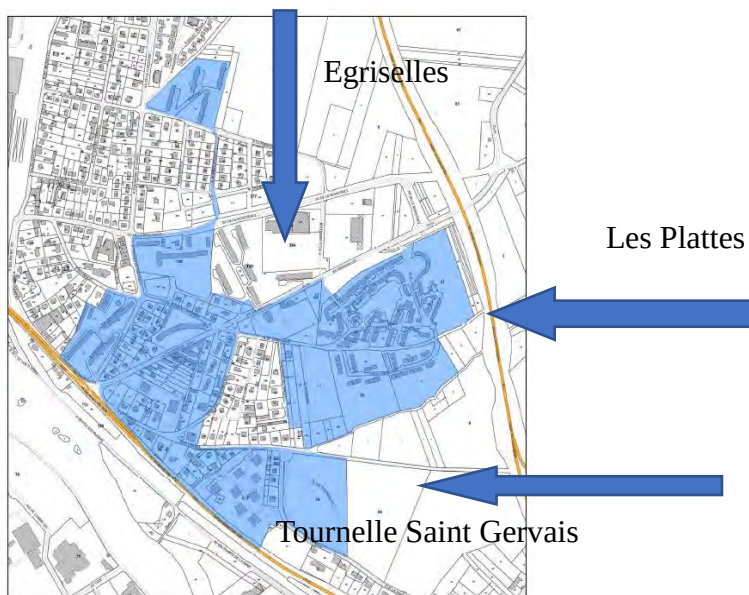
ACTEURS LOCAUX

Le Trafic perdurerait dans le quartier, problème d'addictions. De plus en plus de jeunes errent sans savoir quoi faire et dealent avec des guetteurs toute la journée. Une occupation sauvage des terrains de foot existerait. Il serait difficile d'aller chercher les habitants et de raccrocher les ados. Des liens ont été coupés avec le covid, beaucoup de mamans seules. Le jardin partagé a permis de rassembler la population locale autour d'un projet commun avec différents partenaires.

Un problème d'entretien des espaces et des équipements publics persisterait ainsi que les incivilités. Des troubles du voisinage pour des raisons de non-isolation phonique du fait de la vieillesse des bâtiments sont évoqués. Le quartier va prochainement changer avec la construction de nouveaux logements et la démolition de certains, il répondra ainsi mieux aux attentes. Rivalité entre familles, beaucoup de nouvelles familles, mais très renfermées sur elles-mêmes. Le besoin de recréer du lien social se fait ressentir d'où la nécessité de relancer les fêtes de quartier.

Différents axes du contrat de projet de l'EAA sont confirmés par les acteurs locaux : problématiques de santé des habitants, Situations familiales complexes, Accès au droit difficile et plus spécifiquement l'insertion professionnelle, Illectronisme, Isolement et Décrochage scolaire.

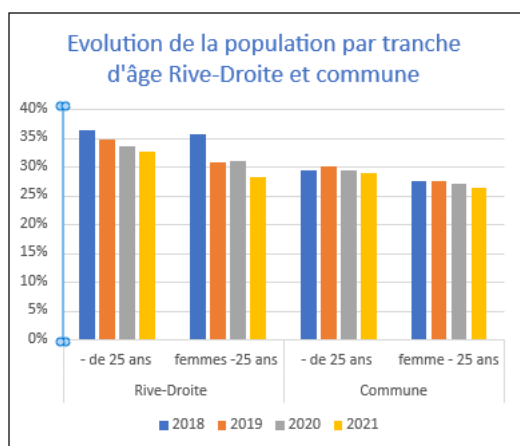
3) Rive-Droite :

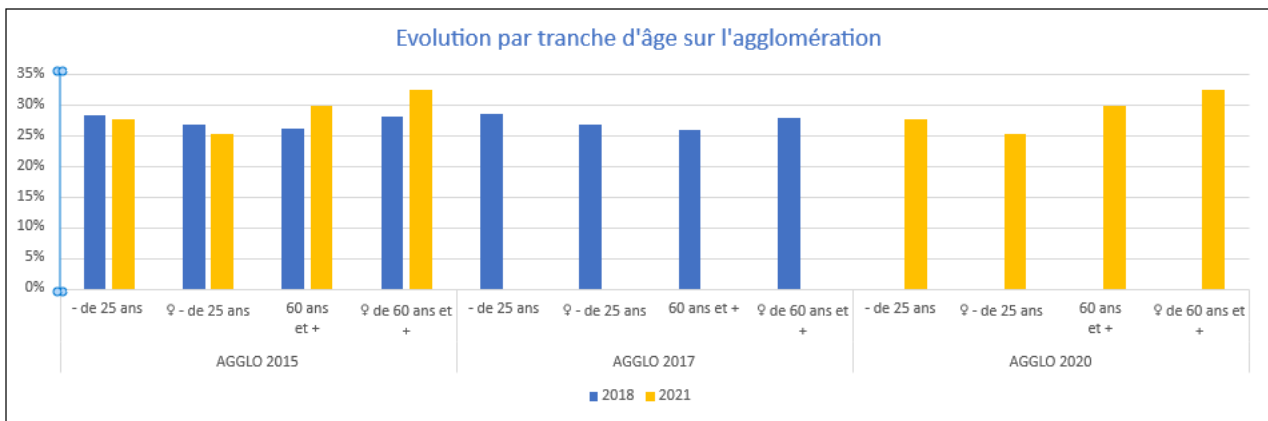


Source : IGN Octobre 2014 CGET

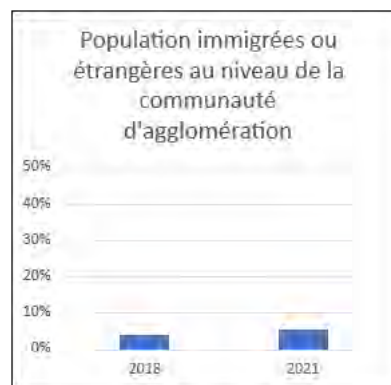
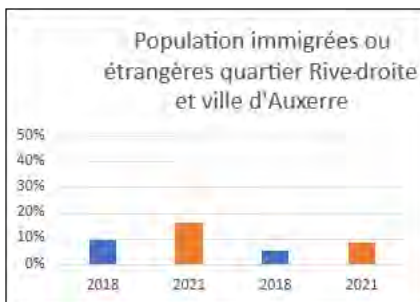
En 2018, la population du quartier de Rive-Droite était de 1663 habitants contre 1791 en 2021. Elle a donc augmenté comme pour la communauté d'agglomération de l'Auxerrois qui est passée de 63 501 habitants à 68 050 contrairement à la population de la ville d'Auxerre sur cette même période qui elle a baissé.

Nous pouvons voir dans le graphique ci-dessous l'augmentation de la part des moins de 25 ans qui a évolué entre 2018 et 2021 contrairement à la commune (29%) et la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (28%) dont cette part reste stable.

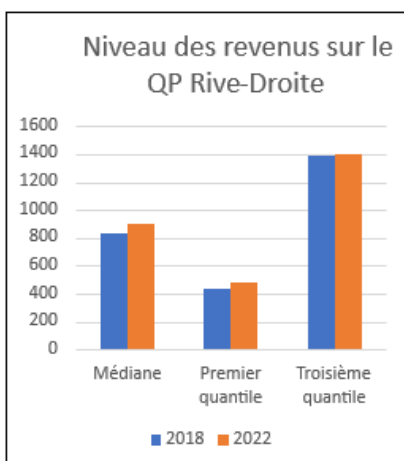




En termes de populations immigrées ou étrangères, nous pouvons remarquer dans le graphique ci-dessous qu'entre 2018 et 2021, elle a également augmenté sur le quartier tout comme au niveau communal et intercommunal :



Les graphiques ci-dessous montrent les niveaux de revenus médians, de premier quantile (*salaires au-dessous duquel se situent 25 % des salaires*) et de troisième quantile (*salaires au-dessous duquel se situent 75 % des salaires*) de 2018 à 2022 selon Filosofi 2018. Nous pouvons noter une augmentation des niveaux de revenus tout comme sur la ville d'Auxerre et l'agglomération de l'auxerrois :



Le taux de pauvreté est passé de 37 % en 2018 à 42 % en 2022 sur ce quartier. Il a également augmenté au niveau communal (de 20 à 21%) et intercommunal (de 14 à 15%).

Le nombre de foyers allocataires reste stable pour le quartier comme au niveau communal et intercommunal entre 2018 et 2021. En moyenne, 50 % d'allocataires isolés, 20 % de familles monoparentales et 20 % de couples avec enfants.

Le nombre de demandeurs d'emploi a baissé, 332 DE en 2018 contre 285 DE en 2021 de toutes catégories.

61 % des enfants inscrits au collège viennent du quartier de Rive-Droite en 2020 contre 64 % en 2021.

Actuellement et selon le diagnostic de la Convention Territoriale Globale de la ville d'Auxerre :

Situé à l'Est d'Auxerre, le quartier Rive-droite se distingue en 3 « sous-quartiers » : Egriselles + Tournelle, Saint-Gervais, Les Plattes + Les Champoulains, Mignottes. Une partie de ce territoire est en Quartier Prioritaire de la Ville, elle comprend une partie des Plattes, une partie de Tournelle et une partie d'Egriselles. Ce quartier comprend 1791 habitants dont 49 % de femmes. La population est principalement composée d'ouvriers et d'employés. Une importante partie de la population est bénéficiaire de la caf comprenant 40 % de couples avec enfants dont une majorité entre 6 et 10 ans, des personnes seules et des familles monoparentales. La population serait relativement jeune (33 % des habitants du quartier ont moins de 25 ans) avec la présence importante de personnes, âgées de 25 à 59 ans. 18 % de la population aurait plus de 60 ans. Le taux de scolarisation des 16-24 ans est de 41 %. Une grande majorité des collégiens et lycéens venant des QPV sont boursiers. 50 % des collégiens sont issus de familles défavorisées. 17 % de la population de 15 à 64 ans a un niveau supérieur au bac et 63 % a un niveau inférieur au bac.

En moyenne, 2 personnes vivent sous le même toit. 77 % des logements du QPV sont des appartements. 21 % des logements sont des T1 et T2. 86 % du parc de logement concernent des logements sociaux dont la date de construction moyenne est 1980.

70 % des habitants de 15 à 64 ans sont actifs et 43 % de la population en âge de travailler occupe un emploi. 31 % des actifs occupent un emploi à temps partiel. 57 % des revenus disponibles des ménages sont issus de l'activité des habitants. 61 % des ménages disposent de bas revenus. La part de ménages vivant sous le seuil de pauvreté est de 42 %.

Selon les dernières données de Pôle Emploi (31 décembre 2021), en 1 an :

- 235 demandeurs d'emploi seraient comptabilisés, en baisse par rapport à l'année précédente comme au niveau communal.
- le nombre de demandeurs d'emploi hommes aurait baissé de 6 % et de demandeurs d'emploi femmes de 6 % pour ce QPV (toutes catégories confondues ABC).
- le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans aurait baissé de 19 % sur ce quartier mais aurait augmenté de 5% pour les 25 ans et +. A noter qu'au niveau communal, l'ensemble des demandeurs d'emploi de toutes catégories et de tout âge aurait baissé de 7 %.
- 54 % des demandeurs d'emploi seraient inscrits à Pôle Emploi depuis moins d'un an, 29 % depuis plus de 2 ans, ce qui est plus ou moins similaire au niveau communal.
- 55 personnes du QPV sont entrées en formation en 12 mois, 19 demandeurs d'emploi ont retrouvé un emploi 6 mois après une formation.
- 20% des demandeurs d'emploi du QPV seraient bénéficiaires du RSA et 16% seraient bénéficiaires de l'obligation d'emploi (*Travailleurs handicapés globalement (BOE)*). En 1 an, le nombre de bénéficiaires du RSA aurait baissé de 19% mais aurait augmenté de 65% pour les BOE.

- Les demandeurs d'emploi sont majoritairement en modalité de suivi guidé plutôt que renforcé comme au niveau communal.
- la majorité des DE sont des employés qualifiés comme au niveau communal néanmoins, la majorité des DE ont un niveau CAP-BEP comme au niveau communal. A noter qu'en 1 an, le niveau de formation sans diplôme des demandeurs d'emploi a augmenté de 14% et il a baissé pour les autres niveaux de formation comme au niveau communal.
- Les métiers les plus recherchés en 2021 par les demandeurs d'emploi de ce quartier restent le nettoyage de locaux, la manutention manuelle de charges, les services domestiques et les opérations manuelles d'assemblage.

Les barrières géographiques empêchent la mixité des populations de par la gare ferroviaire, la rivière...

Des équipements publics sont présents sur le quartier : Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant, Accueil de Loisirs, un EAA « La Confluence » labellisé centre social... Ainsi que des services à la population comme une maison de santé, une agence postale communale.

Données chaudes des acteurs locaux (rencontres automne 2021 effectuées par le service politique de la ville et questionnaires auprès de 3000 résidents des QPV) :

ACTEURS LOCAUX

Les habitants du quartier, qui ont entre 45 et 62 ans, se rendent chez les employeurs qui les « acceptent » lorsqu'ils sont illettrés ou non formés. Plusieurs habitants du quartier se lancent dans les domaines de l'autoentreprise, la petite enfance et de la fibre optique. Les jeunes invisibles partis en stage de dépassement de soi avec l'EAA ont tous réintégré la vie active, ils ont gagné en autonomie. Les jeunes et les parents ont des difficultés pour se mobiliser dans ce quartier, ils sortent peu. L'outil mobile « d'aller vers » construit avec l'association « Au Bonheur des chutes » permet à l'EAA d'être mieux repéré lors d'événements extérieurs. Les jeunes ne souhaitent pas que l'on « s'occupe d'eux » suite au covid, ils veulent se retrouver entre eux et librent. Ils ont besoin aussi d'évasion. Des squats de jeunes de tranches d'âges différents s'organisent, derrière le pôle Rive-Droite. L'activité physique de la population est en régression. Depuis le covid, les 50-60 ans auraient perdu de leur mobilité physique. Le lien téléphonique installé entre l'EAA et la population pendant la période du covid implique aujourd'hui moins de présence physique de la population dans les structures et plus de relation rapprochée à distance. Il est donc nécessaire de renforcer les liens qui se sont décosus et recréer du lien sur un projet. Des personnes très isolées ont besoin d'un accompagnement spécifique sur les démarches administratives en ligne, ils ne rentrent donc pas dans les dispositifs en cours. Il est nécessaire de lutter contre l'isolement. Recrudescence d'incivilités. Quartier très demandé en logement.

HABITANTS

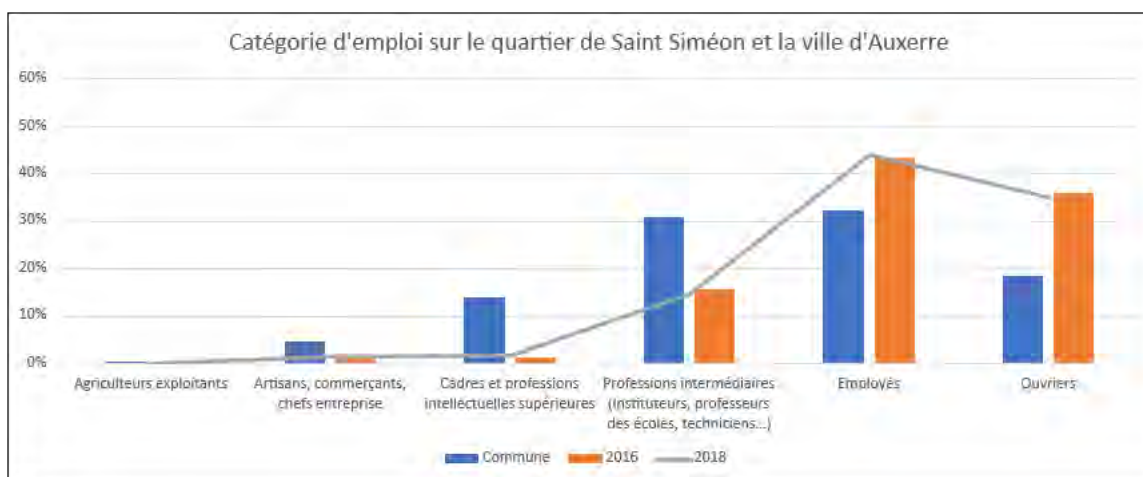
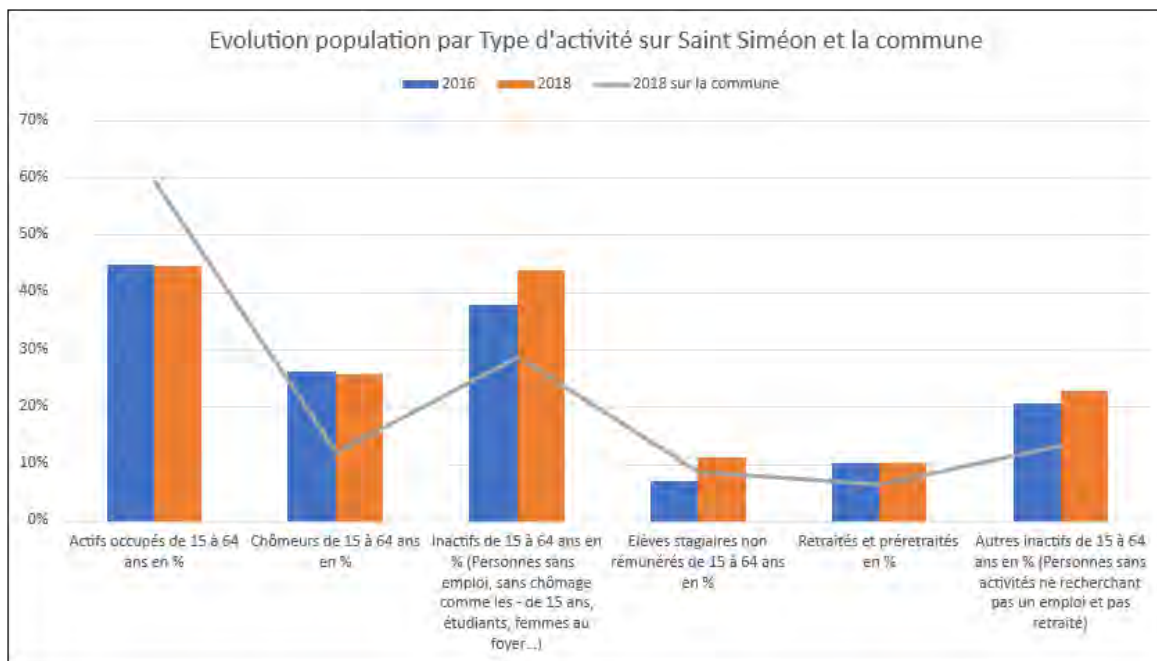
- **Avis mitigé sur l'image de l'évolution du quartier** : encombrants, manque de containers, manque de commerce, insécurité et incivilité croissante, manque de propreté, peu de respect d'autrui mais tri sélectif, quartier calme, présence de l'agence postale, animations.
- **Les changements souhaités par les habitants, ayant répondu aux questionnaires** : plus de commerce, un parking relais neuf et plus de lumière sur les parkings, nettoyage des espaces publics, plus réguliers, plus de présence policière, plus de verdure et de solidarité, activités pour les seniors, isolation phonique des logements, un espace de jeux pour enfants.

Plus de femmes ont répondu aux questionnaires entre 61 ans et 74 ans en majorité. En majorité, vivant depuis plus de 6 ans dans le quartier.

4) Saint-Siméon :

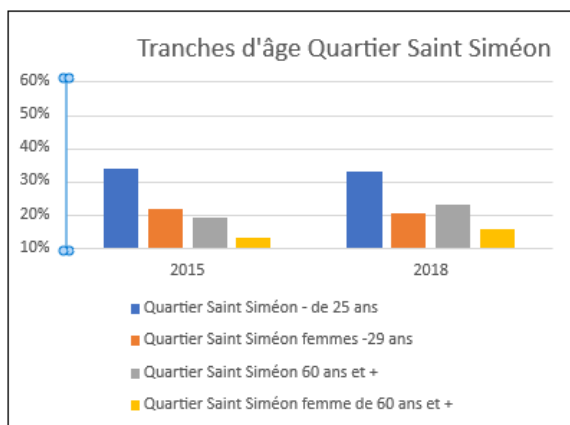
C'est un quartier dit « en veille active » : territoire qui nécessite une attention particulière, mais dont les financements sur ce quartier sont secondaires.

Ce quartier est constitué d'habitats publics (zone haute) et d'habitats privés (zone basse). Entre 2015 et 2021, la démographie a évolué en matière de tranche d'âge, familles monoparentales, immigration, taux de pauvreté, taux de bas revenu, mais également en matière d'emploi.



Entre 2015 et 2018, la population étrangère passe de 10 à 9 % sur le quartier ; la population immigrée passe de 12 à 13 % sur le quartier.

La population est croissante sur le quartier (2894 en 2015 contre 2910 en 2018) contrairement à la commune.



Concernant les ménages, les familles monoparentales sont passées de 24 % en 2015 à 21 % en 2018 ; les couples avec enfants sont passés de 33 % en 2015 à 37 % en 2018 ; les personnes seules de 16 % en 2015 à 25 % en 2018.

Le taux de pauvreté du quartier Saint Siméon est passé de 48,5% en 2015 à 52,9% en 2019. Le niveau de revenu moyen n'a pas beaucoup évolué entre 2015 et 2019, il est toujours aux alentours de 15 000€ annuel.

Entre 2018 et 2021, 20% de la population de 15 ans et plus est non scolarisé et sans diplôme. Ce qui correspond au taux le plus important sur cette période, de l'ensemble des quartiers politique de la ville alors que ce dernier est un quartier en veille active.

Entre 2018 et 2021, il est à noter que 83% de la population est immigrée et 10% est étrangère. Ce qui indique que c'est le quartier qui a le plus d'évolution majoritaire en population immigrée (70% en moyenne pour les autres quartiers).

Les équipements publics suivants sont principalement dans la zone haute du quartier : des écoles, l'EAA « L'Alliance », une bibliothèque, 2 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant et un Accueil de Loisirs.

Il n'y a pas de commerce de proximité, mais présence du supermarché accessible comprenant une galerie marchande.

Données chaudes (rencontres par quartier en automne 2021 effectuées par le service politique de la ville et questionnaires auprès de 3000 résidents des QPV) :

ACTEURS LOCAUX

Les départs et arrivés de la population se font de façon simultanée, une population sans cesse renouvelée et donc difficile à capter et à mobiliser. Actuellement, beaucoup de seniors isolés du 4^{ème} âge, en repli sur eux-mêmes et beaucoup de familles monoparentales avec des enfants placés.

Parents en demande d'aide pour éduquer leurs propres enfants. Besoin d'un soutien à la parentalité.

Problèmes à l'école : autour de la laïcité de la part d'élèves aux primaires, mais également de civisme (intolérance entre eux), difficulté d'intégrer les règles, TRES forte empreinte de la série Netflix « Squid Games, 123 soleil » chez les 6-7 ans alors qu'elle est interdite aux mineurs. Les parents se déchargent sur l'école, manque d'intérêt. Beaucoup d'absentéisme chez les enfants de 3 ans alors que l'école est obligatoire. Beaucoup d'IP (information préoccupante d'enfants en danger, indiquée au CD89) : mal-être, idée de suicide en primaire suite notamment au covid.

Problème de stationnement qui induit de l'incivilité. Les points d'apport volontaire débordent, beaucoup d'encombrants. L'OAH sécurise les espaces verts et met en place des interphones dans les bâtiments pour améliorer l'image du quartier, c'est un quartier très prisé en demande de logement.

Il y a donc peu de logements vacants. Très peu de procédures d'expulsion sur Saint-Siméon. Problème de tapage nocturne en raison de soucis d'isolation phonique des logements.

HABITANTS

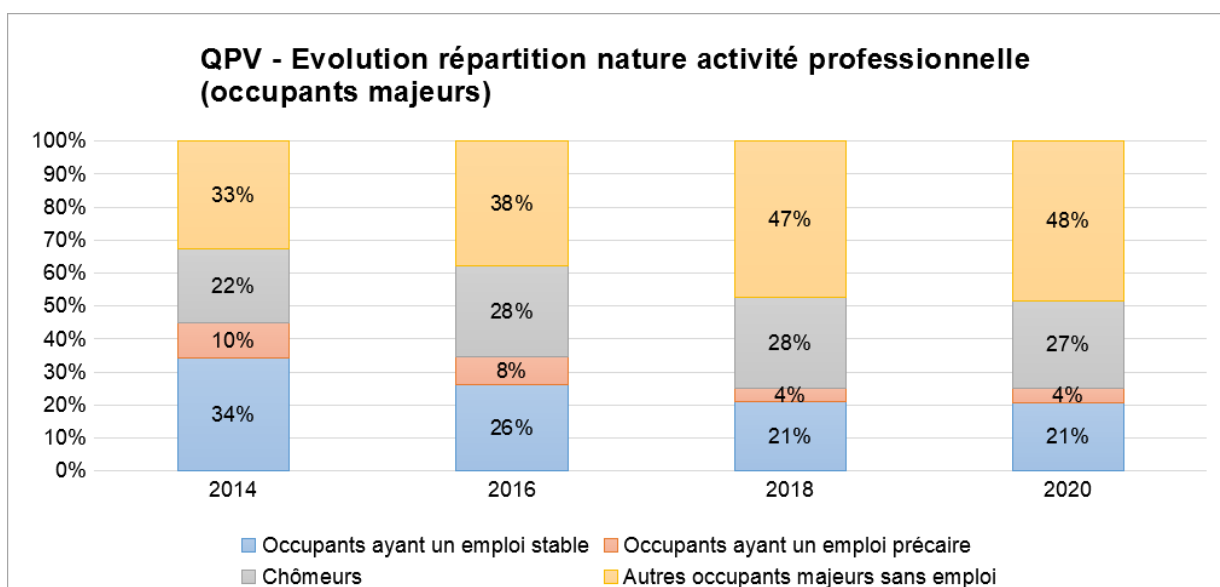
- **Avis mitigé sur l'image de l'évolution du quartier** : parc des enfants, beaucoup de brassage de la population, moins de mixité sociale, dégradation du quartier, insécurité, drogue au grand jour dans les allées, manque de respect, manque de professionnels de santé, incivilités, le changement du réseau de transport, le nettoyage des bâtiments et panne d'ascenseur, vandalisme, rodéo de voiture sans permis l'été, poubelles éparpillées Mais embellissement, travaux effectués, la coulée verte, aménagement des allées et parkings, les activités proposées.
- **Les changements souhaités par les habitants, ayant répondu aux questionnaires** : parc des enfants à revoir, les relations humaines, isolation thermique et phonique des logements, nettoyage des halls d'entrée, la voirie, une salle de rencontre entre habitants, de l'éclairage public dans certains endroits, des places de stationnement pour personnes handicapées, la reprise des conseils de quartier, une sensibilisation sur les déchets jetés par les fenêtres, le respect d'autrui, une présence policière pour éviter la continuité des trafics de drogue et « de référent quartier », plus de verdure, ne pas mêler logement et ateliers de montage au vu des nuisances sonores nocturnes, plus de places de parking, s'occuper des « voitures tampons », adapter les horaires de la bibliothèque aux personnes qui travaillent, plus d'activités pour les seniors, composteurs pour déchets organiques afin d'éviter les mauvaises odeurs, meilleur entretien des espaces verts.

Les femmes ont majoritairement répondu aux questionnaires entre 61 ans et 74 ans en majorité. En majorité, vivant depuis plus de 6 ans dans le quartier.

.....

Dans le cadre des rencontres par quartier de 2021, sur l'ensemble des QPV, les habitants ont souligné favorablement la quantité d'offres sportives, culturelles et sociales. Les habitants souhaiteraient des événements qui rassemblent, plus d'espaces verts, plus de sécurité, garder les jeunes via des emplois ou formations leurs correspondants, plus d'animations pour les seniors, un grand besoin de professionnels de santé, mieux prendre en compte le handicap physique, des transports en commun plus accessible. Ce qui est prioritairement à développer dans la ville, selon les habitants seraient les domaines de la santé et de la formation.

L'OAH nous confirme qu'en termes d'emploi et de revenus, entre 2014 et 2020, la population du parc social d'Auxerre s'est paupérisée au vu de leurs enquêtes OPS (occupation du parc social) qui a lieu tous les deux ans.



Paradoxalement, le nombre de familles percevant les APL et le montant global des APL sont en baisse, ce qui s'explique par la mise en place du loyer de solidarité. Le loyer de solidarité est un dispositif destiné aux foyers ayant de faibles revenus et qui occupent un logement social. L'objectif est de faire diminuer le coût du loyer initial. En parallèle, les familles bénéficiant d'une aide au logement voient leur montant mensuel recalculé en conséquence.

En 2014, 66% des logements sociaux de l'OAH étaient en QPV contre 49% en 2020. Leur part diminuerait par rapport au nombre total de logements sur Auxerre. Le nombre de logements vacants en QPV aurait diminué (328 en 2014 et 249 en 2020). Les nombres de personnes seules et de familles monoparentales auraient diminué en 6 ans. En 2014, le titulaire du contrat de location avait majoritairement entre 40 et 49 ans, même constat en 2020 avec une augmentation des 50 à 59 ans.

En 2014, on comptabilisait 2209 ménages QPV avec des plafonds de ressources bas (*via des logements PLUS et PLAI pour des locataires en situation de grande précarité*) néanmoins en 2020, on en dénombre 1706. Actuellement, 548 logements sociaux sont dénombrés sur le quartier des Rosoirs, 712 sur le quartier Rive-droite, 1262 sur les quartiers de Sainte-Geneviève/Brichères et 1272 sur le quartier de Saint-Siméon.

Enfin, au vu d'enquêtes de satisfaction des locataires sortants, de 2016 à 2021, la moitié des habitants du quartier des Rosoirs était insatisfait de la qualité de vie du quartier (tranquillité, ambiance générale, sécurité...), sur Rive-droite, la qualité de vie du quartier se serait dégradée au fur et à mesure des années et dans certaines résidences, sur Sainte-Geneviève, la majorité des habitants est insatisfait de 2016 à 2021. Enfin, sur Saint-Siméon, entre 2016 et 2020, la majorité des habitants était insatisfait du cadre de vie du quartier, mais en 2021, ce fut l'effet inverse.

Au vu des 1 346 réponses issues du questionnaire distribué aux habitants de la ville d'Auxerre dans le cadre de la CTG :

- les principales raisons de difficultés d'insertion professionnelle dans les QPV seraient le manque d'expérience professionnelle et d'offres d'emploi ainsi que le niveau de formation.
- les principaux modes de déplacement dans les QPV seraient majoritairement la voiture, la marche puis le bus. Les habitants ne rencontreraient pas de difficulté majeure en termes de déplacement.

Focus sur les difficultés de déplacement dans les QPV selon les retours des questionnaires de la CTG

Sainte-Geneviève			Les Rosoirs		
Difficultés de déplacement	Réponses	Part (en %)	Difficultés de déplacement	Réponses	Part (en %)
Oui	12	16%	Oui	19	21%
Non	63	84%	Non	70	79%
TOTAL	75		TOTAL	89	

Rive Droite			Saint-Siméon		
Difficultés de déplacement	Réponses	Part (en %)	Difficultés de déplacement	Réponses	Part (en %)
Oui	34	24%	Oui	21	18%
Non	109	76%	Non	97	82%

Néanmoins, pour ceux qui rencontrent des difficultés, ce serait lié soit à un transport en commun inadapté, le manque de moyens de transport et son coût.

- les enfants des quartiers de Sainte Geneviève, des Rosoirs et de Saint Siméon feraient majoritairement des activités soit via les centres de loisirs soit dans le cadre associatif ou au contraire n'en effectueraient pas du tout. Par contre, sur le quartier Rive-droite, la majorité des enfants ne participeraient à aucune activité ou dans le cadre associatif.

II) Analyse du dispositif contrat de ville de 2015 à 2021

1) Analyse qualitative et quantitative d'actions structurantes par pilier et axe transversal

1 action structurante par pilier a été choisie soit :

- **Sur le Pilier cadre de vie** : le programme d'animations de l'Office Auxerrois de l'Habitat ;
- **Sur le Pilier Enfance Jeunesse** : l'Accompagnement à la scolarité par l'association coup de pouce ;
- **Sur le Pilier Cohésion Sociale** : « Animons-les quartiers/collectif d'animation en fête » par le service quartier citoyenneté de la ville d'Auxerre
- **Sur le Pilier développement économique/Emploi/Insertion** : « les actions sociolinguistiques Lire/écrire oralité » de l'association CLEF.

.....
Pilier Cadre de Vie :

Le Pilier Cadre de Vie a évolué lors de la Rénovation du contrat de ville 2020-2022, en effet il intègre des actions assimilées à de la Gestion Urbaine de Proximité, mais également des actions autour de l'aménagement de l'espace.

Notre analyse succincte portera sur l'action portée par l'Office Auxerrois de l'Habitat depuis 2015 à aujourd'hui :

Le programme d'animations socio-culturelles liées à l'appartement pédagogique de l'OAH :

- L'OAH est le bailleur social des QPV Auxerrois. Il comprend des antennes par quartier et le siège social au quartier des Brichères. En raison de l'absence d'une convention entre la collectivité, l'Etat et le bailleur sur l'abattement de la taxe foncière du patrimoine bâti (TFPB), un programme d'animations annuel est présenté dans le cadre des programmations d'actions du contrat de ville de l'auxerrois. En effet, le Code Général des Impôts prévoit un abattement de 30 % de la base d'imposition à la TFPB sur la période 2016-2020-2022 pour les logements sociaux situés dans le périmètre d'un Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville. En contrepartie de cet abattement, les organismes HLM mettent en œuvre des actions permettant l'amélioration des conditions de vie des habitants. Les champs d'intervention possibles sont le Renforcement de la présence de personnel de proximité et leurs Formations, la Gestion des déchets et encombrants/épaves, la Tranquillité résidentielle, la Concertation / sensibilisation des locataires, l'Animation, le lien social, le vivre-ensemble et des Petits travaux d'amélioration de la qualité de service...
- En plus du contrat de ville, l'OAH a bénéficié de financement de la région dans le cadre du FIP (*fonds d'intervention de proximité*) qui a pour objet d'améliorer la qualité de vie quotidienne des habitants. En effet, le bailleur a mis en place un jardin partagé sur le quartier prioritaire des Rosoirs en lien avec les partenaires locaux. (Ecoles, maison de quartier, associations...)
- L'OAH dispose d'un appartement pédagogique sur le quartier de Sainte Geneviève (quartier prioritaire). L'appartement a une superficie équivalente à celle d'un type 4 avec une pièce noire.
- L'objectif de ce programme était entre 2015 et 2018 de permettre aux habitants du patrimoine de l'OAH (6000 logements) et de l'extérieur (écoles, centres de loisirs, centres sociaux...) de les mobiliser dans et autour de l'appartement pédagogique via un programme d'animations permettant de sensibiliser, échanger et conforter les relations avec les locataires.

Cet appartement devait permettre d'apporter des réponses aux préoccupations quotidiennes des personnes dans leur logement, leur quartier, avec une approche pour une meilleure gestion des énergies par des gestes quotidiens simples.

Dès 2019, les objectifs ont évolué annuellement comme préconisé par les critères du contrat de ville. Le changement de référent du programme d'animations en est l'explication. En effet, en 2019, l'OAH a souhaité que les habitants s'engagent dans une démarche participative tout en les valorisant par l'apprentissage de nouvelles notions, la participation à des concours. En 2020, les ateliers visaient à répondre aux contraintes de pouvoir d'achat de ses locataires, de leur donner les moyens de faire des économies au quotidien tout en valorisant leur responsabilité sociétale et créer du lien social pour favoriser le bien-vivre ensemble au sein des quartiers. Des questionnaires ont été réalisés également pour mieux cerner les besoins des locataires. En 2021, l'objectif était d'aider à améliorer le cadre de vie des habitants et inciter les résidents à s'ouvrir suite à la crise sanitaire de 2020.

- Le public concerné sont les jeunes, les résidents, les familles monoparentales, les publics en difficultés d'insertion professionnelle et les personnes âgées isolées.
- Le programme d'animations comprend des actions nouvelles et renouvelées non-évolutives chaque année : animations sur les écogestes, sensibilisation aux gestes de 1^{er} secours ; atelier fleurissement du quartier avec les écoles en vue de sensibiliser les enfants sur l'environnement, mais aussi d'entretiens des jardins et des balcons ; la fête des voisins ; des ateliers sur la gestion du budget ; des ateliers autour de l'utilisation des produits ménagers et cosmétiques ; le ramassage des déchets ; des concours de cuisine ; des ateliers créatifs avec les enfants ; concours de dessin sur le quartier ; fêtes anniversaires (*destruction des tours du quartier des Brichères, les 75 ans de l'OAH*) ; sessions de relooking de meubles appartenant aux locataires et réparations locatives ; concours d'illumination de Noël des quartiers ; concours d'hôtel à insectes ; concours de balcons fleuris ; atelier de prévention ; atelier d'art floral ; journée d'animations sportives des partenaires...
- Au vu des bilans annuels depuis 2015, nous pouvons indiquer que l'OAH :
 - a fait évoluer ses objectifs comme le demande le contrat de ville ;
 - a intégré de nouvelles actions chaque année comme le demande le contrat de ville ;
 - a développé le partenariat local ;
 - s'éloigne des actions éligibles à la subvention régionale du contrat de ville ;
 - a attiré de plus en plus de participants chaque année aux ateliers ;
 - a notifié des dépenses réalisées très différentes entre 2015 et 2021 ;
 - a perçu en moyenne 5400€ de subvention du contrat de ville depuis 2015.

Pilier Enfance Jeunesse :

Ce pilier a évolué lors de la Rénovation du contrat de ville 2020-2022, il comprend l'accompagnement à la scolarisation des enfants, la Jeunesse et l'Education et le Décrochage Scolaire. En matière d'actions financées, par le biais du contrat de ville, autour de l'accompagnement à la scolarité des enfants des quartiers politique de la ville, nous pouvons mentionner les organisations suivantes :

- l'aide aux devoirs par l'association des Rosoirs en lien avec le stade auxerrois sur le quartier des Rosoirs ;
- le Programme de Réussite Educative de la Caisse des écoles dans le cadre de plusieurs actions telles que les clubs coup de pouce CLA (*Clubs de langage pour les enfants parlant peu ou mal la langue française en grande section de maternelle. C'est une activité périscolaire chaque soir*), CLE (*appui des enfants de CP dans l'apprentissage de la lecture et de l'écriture*), Cercle de lecture de CE2 (*renforcement de la lecture pour les élèves arrivant en CE2 et venant de classe dédoublée*), Accompagnement à la scolarité (*aide à la méthodologie pour les enfants du quartier des Brichères*) et le français au quotidien (*renforcement de l'apprentissage de la langue française*)
- l'accompagnement à la scolarité par l'association Coup de pouce local basé sur les quartiers de Sainte Geneviève et de Rive-Droite ;

- et des actions portées par les écoles elles-mêmes distinctes chaque année en fonction des programmes scolaires et des besoins repérés.

Notre analyse succincte portera sur l'action portée par l'association coup de pouce (locale) depuis 2015 à aujourd'hui :

L'Accompagnement à la scolarité :

- L'association a été créée en 1988 selon les souhaits de parents de centres de loisirs qui cherchaient un lieu ressource pour que les enfants effectuent leurs devoirs. Depuis, l'association a constaté le besoin constant dans le temps, des enfants et des parents, d'avoir des lieux dédiés à la scolarité pour les élèves des écoles élémentaires, collèges et lycée venant des quartiers Sainte-Geneviève et Rive-Droite. C'est la raison pour laquelle l'association dispose de locaux sur 3 sites dans les QPV Auxerrois : 1 sur Rive-Droite et 2 sur Sainte Geneviève. Certains d'entre eux sont mis à disposition par la ville d'Auxerre et la ville d'Auxerre finance annuellement également 17000€ le fonctionnement de l'association chaque année, par conséquent la ville mobilise du droit commun pour cet acteur local. Suite à un Programme de Renouvellement Urbain sur le quartier Rive-Droite, l'association a disposé d'un local qui n'est plus adapté aujourd'hui pour accueillir dans de bonnes conditions les enfants. Des discussions sont en cours pour un nouveau local. Les lieux d'accueil se trouvent dans les quartiers prioritaires néanmoins, l'association accueille également des familles résidant sur les quartiers de Saint-Siméon, des Brichères, des Piedalloues et des familles de l'agglomération de l'Auxerrois, ce qui montre une vraie mixité sociale.
- L'objectif de leurs actions est de permettre aux élèves du primaire, des collèges et des lycées de réussir leur scolarité ; de soutenir la famille dans le suivi de la scolarité de leurs enfants ; d'aider la famille dans les démarches d'orientation des collégiens et des lycéens ; de Favoriser la réussite scolaire par une aide adaptée aux besoins individuels ; de Contribuer à l'éveil culturel et à l'éducation à la citoyenneté et de lutter contre le décrochage scolaire. L'association dispose d'un CLAS avec la CAF (*contrat local d'accompagnement à la scolarité*) qui implique un volet soutien à la parentalité.

- *Concrètement l'action se décrit de la manière suivante :*

En direction des jeunes, l'association propose un accompagnement à la scolarité aux élèves de 6 à 20 ans dans les quartiers prioritaires. Cet accompagnement se traduit par des séances d'aide aux devoirs avec un suivi individualisé pour les plus jeunes, doublés pour les collégiens et lycéens d'une démarche pédagogique les conduisant à une plus large autonomie dans l'organisation de leur travail, leurs recherches personnelles, leur réflexion sur leur orientation.

L'éveil culturel complète ce suivi scolaire par l'organisation de sorties culturelles, d'ateliers créatifs, de temps de loisirs partagés (promenade-cinéma-théâtre) plusieurs mercredis. Ces sorties permettent d'inscrire la vie des enfants dans un environnement plus large. La participation aux fêtes de quartier conforte l'intégration de l'association au coeur des deux quartiers.

Les valeurs sous-jacentes de l'action sont la laïcité, la neutralité qui favorisent l'accueil des élèves et les échanges avec les familles dans le cadre du respect de l'égalité des chances et de l'égalité filles-garçons. Une forte attention est portée par les bénévoles lors des séances d'aides aux devoirs à la place égale de chaque jeune et au respect du libre-arbitre et de l'autonomie de chacun. L'association constitue un lieu de mixité dans le quartier.

En direction des parents, l'association Coup de Pouce associe concrètement les familles à son action et cherche à valoriser les compétences parentales en ce qui concerne l'intérêt porté à la scolarité de leurs enfants. Elle les sensibilise aux possibilités d'études supérieures.

Une adhésion obligatoire est de 10€ par famille et par lieu d'accueil.

L'association a de nombreux partenaires locaux comme les Espaces d'Accueil et d'Animations de Sainte Geneviève et de Rive-Droite, l'IREPS, l'Association Lire et Faire Lire, la caisse des écoles avec le Programme de Réussite Educative, les enseignants, des éducateurs, des assistantes sociales, les centres de loisirs, les bibliothèques, l'auto-entrepreneuse « Etre et Savoirs », Coallia ...

Les activités ont lieu toute la semaine après l'école et le mercredi.

- Au vu des bilans annuels depuis 2015, nous pouvons indiquer que :
 - Le nombre d'heures de bénévolats est très important chaque année, entre 2000 et 4000 heures selon les années, mais que la crise sanitaire de 2020 a fait diminuer le nombre de bénévoles principalement retraités et cette problématique demeure ;
 - Les bénévoles sont formés annuellement pour s'adapter au mieux aux besoins des enfants ;
 - Le nombre d'enfants accueillis chaque année reste stable alors que la crise sanitaire a tout de même impacté la fréquentation pendant une période, 200 enfants en moyenne.
 - L'activité a évolué en fonction des besoins repérés. L'association s'est dotée au fur et à mesure du temps d'outils de suivis des élèves permettant de voir le changement positif ou non de l'enfant dans son parcours scolaire. Chaque année, l'association met en exergue le nombre d'enfants qui a obtenu le brevet, le baccalauréat ou encore un diplôme en étude supérieure.
 - En majorité, l'association a accueilli plus de filles que de garçons. Les collégiens sont les plus nombreux, viennent ensuite les primaires puis les collégiens.
 - En moyenne, depuis 2015, l'association a dépensé 92 800€ annuellement et perçu 33 134€ du contrat de ville.
 - Depuis 2015, l'Etat finance un poste Fonjep à l'association (*Pour rappel, ce type d'aide financière aux associations vient soutenir un projet dans les domaines de la politique de la ville, de la cohésion sociale et de la jeunesse qui nécessite l'emploi d'un salarié qualifié, et sont attribuées pour 3 ans renouvelables deux fois*).
 - Une animatrice a pu mentionner dernièrement la perte de motivation des enfants et la difficile accroche des parents suite à la crise sanitaire.

Pilier Cohésion Sociale/Développement Social Local :

Le Pilier Cohésion Social est l'un des piliers comprenant le plus d'actions annuellement. Il intègre différentes dimensions : la culture, le sport, la prévention, le lien social, l'animation, le numérique, l'apprentissage du français, les sciences, l'art, la cuisine, la valorisation du public...

Notre analyse succincte portera sur l'action portée par le service quartier citoyenneté de la ville d'Auxerre depuis 2015 à aujourd'hui :

« Animons-les quartiers/collectif d'animation en fête/Charivari dans vos quartiers »

- Ce programme d'animations de quartiers existe depuis 2015 et est porté par le Service Quartier Citoyenneté de la ville d'Auxerre. Il a évolué au fur et à mesure des années.

Initialement, des spectacles étaient organisés dans les quartiers par ce service pour la population, appelés « les rigolades » une semaine par an dans chaque quartier. Des collectifs se sont créés dans chaque quartier de la ville pour organiser des fêtes communes. Ces derniers comprenaient les acteurs locaux suivants de chaque quartier : anciennement la Maison de quartier, le Centre de loisirs, anciennement Centre social, les associations de quartier, les écoles, le conseil de quartier, des habitants bénévoles... 1 à 2 fêtes de quartier étaient prévues annuellement. Ainsi que d'autres temps forts comme des repas communs, kermesse, soirées familiales (loto, jeux, karaoké, bal...) ouverts à l'ensemble des habitants.

- Les objectifs de ce programme étaient de :

- Développer l'animation globale sur les quartiers en l'enrichissant de manifestations conviviales en s'appuyant sur les collectifs d'animation et en fédérant les habitants et les associations ;
- Rompre l'isolement, permettre la rencontre et les échanges, assurer une plus grande mixité du public assistant aux événements organisés,
- Changer l'image des quartiers en montrant que la vie s'y déroule comme ailleurs et donner accès à des spectacles.
- Permettre également aux différents professionnels de mieux faire connaître aux habitants rencontrés leur travail et leur offre de service.

Au regard des bilans annuels :

- A partir de 2017, le programme a évolué avec des saynètes théâtrales de jeunes acteurs sur les Rosoirs par exemple, démonstrations de break dance sur Sainte- Geneviève, des ateliers thématiques ont été également mis en place par quartier comme les ateliers cuisine artistique sur les Rosoirs (*qui existent toujours et sera redynamiser via un nouveau porteur de projet du contrat de ville « histoire de fanes » en 2022*), ateliers famille sur les écrans sur Saint-Siméon (*Qui a été relancé en 2022 par les écoles du quartier de Sainte- Geneviève avec l'EAA en question*), ateliers artistiques et culturels dans le cadre de la semaine des arts sur Saint- Siméon (*qui a été repris par le programme d'animations de la ville « Sur le chemin culturel, Lézards des arts »*), ateliers parents/enfants sur les Rosoirs par l'Espace d'Accueil et d'Animations (fusion des centres sociaux et maisons de quartiers)... Et enfin des fêtes de fin d'année par thématique (intergénérationnelle, confiance en soi).
- A compter de 2019, les animations étaient pilotées par un membre du collectif, par exemple, un vide-greniers s'est ajouté sur le quartier Sainte-Geneviève organisé par le conseil de quartier, de l'initiation aux arts du cirque sur le quartier des Brichères animé par le centre de loisirs, des spectacles déambulatoires sur le quartier Rive-droite...
- En 2020, en raison du confinement et des ouvertures et fermetures régulières des structures publiques, le programme d'animations a été reporté sur 2021. En 2021, quelques temps forts ont été mis en place. En effet, entre 2015 et 2019, entre 3000 et 2000 habitants des quartiers participaient au programme « Animons les quartiers » au vu des budgets alloués. En 2019, il y a même eu 10 événements phares et un partenariat plus important. En moyenne, ce programme implique une dépense réalisée de 50 000€ pour une subvention annuelle du contrat de ville entre 18 000€ et 15 000€ et une participation financière de droit commun de la ville d'Auxerre de 10 000€ à 40 000€ selon les années. Mais l'action 2020-2021 a reçu 9000€ de subvention du contrat de ville, il est donc normal que le nombre d'animations ait diminué ainsi que le nombre de participants. Pour 2022, une nouvelle dynamique de cette action est prévue (appelée charivari dans vos quartiers) via une collaboration de l'ensemble des EAA et autres membres du collectif commune pour 2 animations phares dans l'année.

[Sur le Pilier développement économique/Emploi/Insertion :](#)

Ce pilier intègre une dizaine d'actions en moyenne annuellement orientées principalement sur les freins à l'emploi via des actions d'insertion, de maîtrise de la langue, de l'usage de moyens de locomotion, d'ateliers spécifiques aux demandeurs d'emploi...

Notre analyse succincte portera sur une action portée par l'association « Communiquer Lire Ecrire et Former » depuis 2015 à aujourd'hui :

« Les ateliers sociolinguistiques Lire/écrire oralité ».

L'association CLEF est un centre de formation et un centre d'examen de test de connaissance du français. Elle propose des actions de formation en FLE, anglais, communication, lecture-écriture-orthographe, calcul, savoir-être, numérique et code de la route pour tout niveau et selon certains publics. Elle a un agrément d'entreprise solidaire d'utilité sociale depuis 2019. Elle comprend en 2021, 40 bénévoles adhérents dont 8 salariés en ETP.

Depuis 2015 jusqu'en 2021, l'association propose 4 types d'ateliers sociolinguistiques Lire/écrire oralité pour débutants, intermédiaires et perfectionnement auprès des habitants des Quartiers Politiques de la ville. Ces derniers étaient évolutifs de par les thématiques abordées. Nous allons étudier plus en détail le 1^{er} atelier sociolinguistique concernant la lecture et l'écriture pour adultes débutants :

➤ Le 1^{er} atelier Lire/écrire/débutants :

C'est une formation linguistique de base de la langue française qui a lieu en 1 cours de 3h par semaine dont le contenu linguistique et communicatif est de base le suivant :

- gestes graphiques
- recopier des informations (sur papier et traitement de texte)
- compléter un formulaire partiellement avec son identité
- rédiger une enveloppe
- connaître les nombres (dates, prix, heure...)
- connaître l'alphabet (lettres majuscules et minuscules)
- règles de phonie-graphie élémentaires
- vocabulaire de l'état-civil
- chercher et lire un itinéraire
- chercher un numéro de téléphone, un service

Cette formation est gratuite.

Chaque année, ce contenu a évolué en intégrant des thématiques spécifiques. Les personnes des quartiers politique de la ville concernées par cet atelier n'ont été que peu voire pas scolarisées, elles ne maîtrisent pas les fondements de l'alphabet.

L'objectif de l'action est de lever les freins linguistiques et de favoriser l'intégration en permettant une entrée dans le monde de l'écrit par de la compréhension et de la production écrite.

Au regard des bilans annuels :

- De 2015 à 2017, nous pouvons noter que les apprenants étaient assidus, une dizaine de personnes était bénéficiaire de la formation en moyenne avec quasiment 100% de personnes QPV dont la tranche d'âge oscille entre 25 et 60 ans, ne comprenant que des femmes. Des bilans pédagogiques étaient remis aux bénéficiaires. 75h de formation en moyenne étaient proposées sur les $\frac{3}{4}$ d'une année civile.
- En 2018, le public visé devient celui du PLIE afin de servir le projet professionnel du bénéficiaire. Sur les 17 bénéficiaires, seulement 6 personnes sont issues des QPV.
- En 2019, une attention particulière est accordée à la façon d'apprendre et à la dimension citoyenne d'écrire. En plus de l'Etat, la région co-finance pour la 1^{ère} fois cette action, ce qui implique un retrait de la ville/agglo d'Auxerre en matière de financement sur le contrat de ville.
- En 2020, l'association a pu mener son action de formation malgré la situation sanitaire néanmoins 6 personnes QPV ont pu y assister sur 12.
- L'association a pu recevoir 5000€ en moyenne du contrat de ville par an pour 6000€ de dépenses réalisées en moyenne.

En mars 2022, l'association a cessé son activité pour des raisons financières et de personnel. Afin de ne pas laisser les bénéficiaires sans centre de formation, le relais est en cours avec un autre organisme de formation appelé « Poinfor ».

2) Analyse de l'outil Contrat de ville (données froides et chaudes)

a- Données chaudes

L'outil contrat de ville de l'auxerrois a été étudié via des données chaudes à travers des focus groupes. Il en est ressorti les éléments suivants :

Groupe Directions de la collectivité : Lors d'un Comité de Directions Déléguées de la ville d'Auxerre et de l'Agglomération de l'Auxerrois (CODIR) dont certaines directions sont porteuses de projets au titre du contrat de ville et d'autres oeuvrent sur la rénovation urbaine, il a été exposé la démarche et un questionnaire comprenant 8 questions a été distribué aux directions. 15 questionnaires ont donc été remplis et en voici le résultat :

Représentation du contrat de ville et de la politique de la ville :

- Le contrat de ville/la politique de la ville représente des actions en direction d'habitants de quartiers spécifiques d'Auxerre pour 93 % d'entre elles.
- Pour 53 % d'entre elles, le contrat de ville est un moyen de financement inéluctable et implique une démarche administrative complexe.
- 20 % d'entre elles estiment que c'est une politique publique dense.
- Et 47 % d'entre elles pensent que le contrat de ville est un levier permettant des partenariats et articulations d'actions.

Donc toutes les directions connaissent ou ont un intérêt pour le dispositif.

Méthode de validation des actions :

- 47 % des directions savent que les actions financées au titre du contrat de ville de l'auxerrois sont validées après analyse de bilan antérieurs des actions renouvelées.
- 87 % des directions savent que les actions financées au titre du contrat de ville de l'auxerrois sont validées par des comités techniques et commissions d'arbitrage politique ville et agglomération de l'auxerrois du contrat de ville.
- 66 % des directions ont connaissance que les actions financées sont liées à des critères spécifiques du dispositif.
- 27 % des directions savent que les actions financées sont liées à des suivis réguliers des porteurs de projets.

Donc aucune direction ne pense que les actions sont validées au hasard ou par copinage. Elles n'ont par contre, pas connaissance que des informations complémentaires sont demandées aux porteurs de projets lors des périodes de négociation sur les programmations d'actions annuelles depuis 2019.

La place des Quartiers Politique de la ville dans les schémas directeurs de nos collectivités :

- ◆ 53 % des directions estiment que les quartiers politique de la ville ont une place dans leurs orientations de travail soit dans le cadre :
 - x du NPNRU des quartiers Sainte Geneviève et Rosoirs,
 - x de l'entretien/l'aménagement de l'espace public,
 - x des subventions
 - x des opérations de travaux
 - x de l'effectif des ressources humaines
 - x en tant que politique publique
- ◆ 47 % des directions n'intègrent pas le public des QPV dans leurs orientations de travail soit par :
 - x oubli
 - x manque d'intérêt
 - x méconnaissance
 - x manque de temps
 - x non en lien avec les missions de la direction

Perception du contrat de ville par les services municipaux de la ville :

Le contrat de ville semblerait trop loin des projets stratégiques de développement du territoire. Il serait trop complexe administrativement et son portage ne serait pas bien perçu. Les services, non-porteurs de projets, ne se sentiraient pas concernés par le dispositif ou méconnu pour certains. Un besoin de transversalité avec la politique de l'habitat dans le cadre du NPNRU est évoqué. Néanmoins il permettrait la diversité des actions sur le territoire, il serait un élément moteur et qui doit se transformer.

Attentes des directions pour la future contractualisation :

- 87 % des directions souhaitent une meilleure coordination entre les services de la ville d'Auxerre ;
- 40 % des directions demandent de nouveaux critères de sélection des projets ;
- 47 % des directions attendent une évolution de la géographie prioritaire au vu de la réalité de terrain.

Intérêt ou non des directions d'étendre certains dispositifs financés au titre du contrat de ville (PRE, PLIE...) à l'échelle de la ville d'Auxerre et/ou de l'agglomération de l'auxerrois :

Une majorité de directions mentionnent qu'il y a un intérêt, mais il faudrait qu'il y ait :

- ✓ Convergence entre les politiques communales et intercommunales ;
- ✓ Une meilleure maîtrise de l'évolution des taux de réussite scolaire par exemple dans le cadre du Programme de Réussite Educative ;
- ✓ Une réflexion à l'échelle du bassin de vie et non à l'échelle administrative ;
- ✓ Une évolution de la géographie prioritaire ;
- ✓ Des financements plus importants ;
- ✓ Une meilleure compréhension de ces dispositifs

Attentes particulières vis à vis du service politique de la ville de l'agglomération de l'auxerrois :

- Un accompagnement plus spécifique des services porteurs de projets avant le lancement de l'Appel à projet annuel, mais également pour mieux orienter les actions ;
- Plus de transversalité si l'ensemble des services est dans la même démarche.

Groupe Région :

Le Conseil Régional a également mis en place un focus groupe avec les acteurs du département de l'Yonne pour évaluer la politique de la ville portée par la région. Il en est ressorti les éléments suivants :

- Ce qui fonctionne et doit perdurer : sa participation financière autour du cadre de vie et de la rénovation urbaine et son engagement auprès des citoyens.
- Ce qui est à revoir : adapter la politique régionale aux besoins locaux des habitants des quartiers, ne plus intervenir que sur certaines thématiques en direction des quartiers, mais sur l'ensemble des piliers, renforcer son intervention en matière de jeunesse et culture.
- Ce qui pourrait être réfléchi : intervention financière sur les équipements publics des quartiers, sur des publics spécifiques des quartiers comme les seniors ou encore sur les modalités de financement de la région au titre de la politique de la ville afin de simplifier les démarches administratives, mieux informer des aides financières possibles.

Le Département financeur du contrat de ville :

Le Département a émis les réflexions suivantes :

Le Département a révisé ses modalités de conventionnement en 2020 avec les collectivités porteuses des contrats de ville. Cela se traduit par l'attribution d'une enveloppe financière annuelle à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois notamment. L'agglomération est devenu l'interlocuteur unique du Département et gère l'enveloppe du Département dans le cadre de la programmation annuelle des actions du Contrat de ville. Le Département s'appuie sur l'expertise du chargé de mission pour évaluer l'action globale et reconduit sa participation en année N+1 en tenant compte des reliquats N-1.

Le mode de fonctionnement est complexe via notamment la plateforme Dauphin ce qui peut expliquer que les petites associations ne réitèrent pas l'expérience.

Le fait de demander les bilans en N+1 ne permet pas d'être suffisamment objectifs même si sur l'auxerrois des bilans intermédiaires existent à mi-parcours. Les actions sont financées pour des publics cibles et impliquent de la stigmatisation vis-à-vis du reste de la population au vu des périmètres des zonages institués, ce qui va à l'encontre de ce qui est attendu initialement.

Forces et Faiblesses du contrat de ville de l'auxerrois selon l'Etat :

Une convention d'abattement de la TFPB entre le bailleur social et la collectivité absente sur l'auxerrois impliquant une non-mobilisation de fonds pour améliorer le cadre de vie des habitants des quartiers. Des diagnostics en marchant absent depuis 2020 et plus globalement de la participation citoyenne. Des adultes-relais invisibles. Un service jeunesse et de prévention spécialisée absent pour une collectivité d'ampleur et des problématiques repérées. Manque d'un Contrat Local de Santé et donc d'un co-financement de poste santé-politique de la ville. Manque de lisibilité sur les actions menées en matière d'insertion sur le territoire. Des actions autour des valeurs de la république et de la citoyenneté manquantes. Des structures d'animations efficaces pour les QPV (EAA, associations...) à faire perdurer.

Groupe d'acteurs locaux avec le cabinet Ithéa dans le cadre du diagnostic de la CTG :

Il a été mis en exergue qu'il était dommage que le PRE ne soit orienté qu'en direction des enfants des QPV alors que le besoin est prégnant sur l'ensemble de la ville d'Auxerre.

Groupe acteurs locaux-porteurs de projets lors du séminaire Politique de la ville du 9 mai 2022 :

Plus de 70 acteurs locaux (associations, services municipaux, entreprises) oeuvrant en direction des habitants des quartiers Politique de la ville notamment ont participé à une nouvelle rencontre autour du contrat de ville de l'auxerrois afin de mieux faire connaître les actions des uns et des autres, mais également pour les interroger sur le dispositif actuel, qui s'achèvera fin 2023. Un sociologue est également intervenu pour donner des clés aux acteurs locaux pour leur permettre de faire de « l'aller vers ».

17 questions évaluatives ont été posées, en voici les résultats et appréciations du service politique de la ville de l'auxerrois :

- 1) *En un mot, que représente le contrat de ville pour vous, voir la politique de la ville ?*
 - A l'unanimité, les acteurs ont répondu sur 3 aspects :
 - Le contrat de ville représente des actions en direction d'habitants de quartiers spécifiques d'Auxerre. *Par conséquent, ils ont pleinement conscience que le contrat de ville vise un public spécifique.*

- Le contrat de ville est un levier pour permettre des partenariats et articuler des actions. En effet, par exemple, dans l'axe d'orientation de lutte contre l'illectronisme, le service politique de la ville a permis que plusieurs acteurs participent à une action commune pour faciliter l'usage des outils numériques et son apprentissage aux habitants au vu des dispositifs existants. L'action s'appelle « Porte d'entrée vers le numérique ».
Dans l'axe de lutte contre l'illettrisme, l'association Club Mob et l'association CLEF avait mis en place une action permettant à des habitants d'apprendre à se déplacer via les moyens de transport existants sur le territoire tout en apprenant le français. A chaque nouveau porteur de projet, le service politique de la ville communique les contacts des partenaires locaux incontournables oeuvrant en direction des quartiers ou les mets en relation comme les Espaces d'Accueils et d'Animations, les centres de loisirs, etc...
A partir du moment où une action est financée et qu'elle risque d'être redondante avec une autre, le service politique de la ville demande à ce que les porteurs de projets s'articulent entre eux en donnant des orientations.
Par contre, s'il y a mésentente le service politique de la ville prend dans ce cas la casquette de médiateur.
- Ils connaissent tous le dispositif ou s'en intéresse. Cela montre que la pédagogie autour du dispositif par le service politique de la ville a porté ses fruits.
 - Les $\frac{3}{4}$ des acteurs ont répondu : un moyen de financement. C'est une réalité, sans financement, les porteurs de projets ont plus de difficultés à rendre des comptes et accepter les orientations données.

Les élus en présence ont précisé sur ce point qu'il fallait néanmoins éviter le saupoudrage pour qu'il y ait plus d'impact en direction des habitants des quartiers, mais également que l'habitant soit acteur et non plus spectateur ou consommateur. D'où le souhait des élus locaux par exemple de récompenses possibles du public avec la contrepartie d'œuvrer ou de participer à des actions citoyennes.

- 8 acteurs présents ont indiqué que cela impliquait une démarche administrative complexe. C'est une autre réalité comme le service politique de la ville l'a toujours souligné.
 - 5 acteurs présents ont mentionné que c'était une politique publique trop dense. D'où la nécessité de réduire les piliers du contrat de ville, mais aussi d'harmoniser les politiques publiques en direction des QPV.
- 2) *Connaissez-vous la distinction entre l'outil « contrat de ville » et la politique publique « politique de la ville » ?*
- Ils ont tous répondu à l'unanimité qu'ils avaient compris la différence et sa liaison.
- 3) *Pour ceux qui connaissent le dispositif contrat de ville, comment percevez-vous le contrat de ville ?*
- 2 acteurs locaux ont mentionné qu'il était contraignant car
 - Il implique indirectement un démarrage de l'action au printemps de l'année N+1, une fois que le porteur de projet est assuré des financements qui lui sont attribués même s'il a conscience qu'il peut débiter dès le lancement de l'Appel à Projet en novembre de l'année N. *Il y a donc inadéquation entre les calendriers.*
 - Le versement de la subvention arrive tardivement.
 - Les orientations annuelles de l'Appel à Projet peuvent être excluantes pour certains porteurs de projets qui souhaiteraient mener des actions, mais qui ne rentrent pas dans les orientations de l'année en question.
 - 2 acteurs locaux ont précisé néanmoins qu'il est facilitateur dans la réflexion de projet en direction des habitants des QPV ; dans l'initiative et dans la mise en relation des partenaires.

- Une dizaine d'acteurs ont mentionné que c'était un élément moteur mais une quinzaine de personnes ont indiqué qu'il était à transformer/évoluer.
- 4) *Le contrat de ville, a-t-il permis de créer une dynamique entre vous, les acteurs locaux ?*
 - La moitié des acteurs locaux estime que oui et l'autre moitié estime que non.
- 5) *Le contrat de ville, vous a-t-il permis l'approche méthodologique d'un projet ?*
 - Majoritairement, non. Par conséquent, cela peut expliquer le mauvais portage d'une action localement ou les résultats négatifs de cette dernière. Ce fut le cas notamment pour des porteurs de projets dont l'objectif était l'accompagnement à la création ou reprise d'entreprise : le projet ne répond pas à un besoin repéré précis diagnostiqué en amont, le partenariat local n'est pas effectif, des indicateurs d'évaluation ne sont pas ou peu prévus afin de repartir sur de nouvelles bases la période suivante, le plan de financement du projet n'est pas suffisamment réfléchi, le mode de communication du projet pour attirer du public a été sous-dimensionné... Le service politique de la ville pourrait donc prévoir une formation des acteurs sur la méthodologie de projet.
- 6) *Vous êtes-vous formés à l'intervention en direction des Quartiers Politique de la Ville du fait d'un public spécifique ayant de nombreux freins (mobilité physique et psychique, langue française, parcours migratoire...)?*
 - 20 personnes ne se sont pas formées
 - 4 personnes se sont formées
 - Certains mentionnent avoir développé un savoir-faire.
- 8) *Quelle est la place des Espaces d'Accueil et d'Animations (fusion des centres sociaux et des maisons de quartiers) selon vous dans le contrat de ville ?*
 - 11 personnes ont répondu, un acteur phare
 - 20 personnes ont répondu qu'ils étaient un point d'appui pour capter le public
 - 1 personne a estimé qu'ils n'avaient pas de place particulière.

Par conséquent, majoritairement, les EAA représentent plus une structure apportant le public QPV qu'une structure partenaire de co-construction de projets. Pourtant, il est demandé aujourd'hui, à tous les porteurs de projets de faire de « l'aller vers » l'habitant.

- 9) *Le dispositif du contrat de ville, est-il simple ou complexe pour, vous, porteurs de projets ?*
 - A l'unanimité, le contrat de ville est trop complexe.
- 10) *En tant que porteur de projet, êtes-vous montés en compétences ? Vous êtes-vous adaptés aux critères demandés ?*
 - 7 personnes ont répondu positivement.
- 11) *Quelles sont les raisons de la faible participation des habitants à certaines actions selon vous ?*

Les personnes présentes ont apporté les réponses et propositions suivantes :

- Le Manque de communication en temps réel. Il est indiqué par certains que la communication individuelle peut impliquer une certaine compétition et il est proposé de mieux faire partager la communication de façon collective ;
- L'aller vers serait difficile notamment depuis la crise sanitaire et malgré la diffusion de l'information dans les boîtes aux lettres, le porte-à-porte. Il est mentionné par plusieurs acteurs locaux qu'il est compliqué de capter les jeunes dans le temps et d'aller les chercher, de faire sortir les gens de chez eux. Néanmoins, des questionnaires communiqués aux habitants et la mise en place de permanences dans des lieux stratégiques permettrait de mieux les intéresser (exemples du bailleur social de l'OAH, de la Maison de l'Emploi et de la Mission Locale).

➤ 12) *Pour les porteurs de projets concernés, en quoi les Conventions Pluriannuelles d'Objectifs de l'Etat vous ont-elles aidés, en tant qu'association ?*

Pour les associations présentes concernées (*associations Passerelle, Club Mob, la Maison de l'Emploi et de la Formation, Coup de pouce, La Tribu d'Essence...*), la majorité ont indiqué :

- La sécurité du financement ;
- Une légitimité ;
- Une sérénité sur les actions à mener dans le temps ;
- Une simplicité administrative et comptable.

La CPO Etat concerne une petite dizaine d'associations sur l'Auxerrois. Elles sont signées pour 3 ans sur une action spécifique du porteur de projet. Mais si l'intitulé de l'action se modifie alors que l'objectif de l'action est le même, la CPO est résiliée.

➤ 13) *Connaissez-vous les adultes-relais et leurs fonctions ?*

- Une moitié des acteurs répond positivement et l'autre moitié négativement.

Les adultes-relais sont au nombre de 4 sur l'Auxerrois : 2 adultes-relais sont portés par les Espaces d'Accueil et d'Animations des quartiers des Rosoirs et de Sainte-Geneviève-Brichères, 1 adulte-relais dépend de l'association Club Mob et 1 adulte-relais dépend de la Maison de la Jeunesse et de la Culture. Ils sont financés majoritairement par l'Etat au titre de la Politique de la ville. Ils ont globalement pour mission de faire de la médiation sociale, d'aller chercher le public des QPV, de se faire connaître et reconnaître pour orienter ses derniers vers les structures publiques ou privées en fonction du besoin de l'habitant. Par conséquent, au vu des réponses apportées, il est nécessaire que ces adultes-relais soient mieux repérés des partenaires pour que ces derniers puissent leur communiquer leurs actions.

➤ 14) *Les quartiers, ont-ils selon vous gagné en attractivité ?*

- 70% des personnes présentes répondent plutôt que les quartiers ont gagné en lien social.

➤ 15) *Que pensez-vous du système d'Appel à Projet annuel du contrat de ville ?*

- La majorité a répondu qu'il était nécessaire.

➤ 16) *Qu'attendez-vous du futur contrat de ville de l'auxerrois ?*

- La majorité a demandé un zonage des quartiers plus en lien avec les réalités de terrain. *En effet, ces zonages, aujourd'hui, crée de la stigmatisation, de la différence entre les populations, ce qui va à l'encontre des valeurs de la politique de la ville que sont la mixité sociale, l'équité territoriale...*

Les élus présents ont ajouté que le diagnostic social élaboré dans le cadre de la « Convention Territoriale Globale communale » a justement mis en exergue la grande fragilité du centre-ville d'Auxerre notamment.

- 7 personnes ont indiqué, une meilleure coordination entre les acteurs locaux
- 5 personnes ont mentionné, plus de financement
- 1 personne a précisé : de nouveaux critères de sélection des projets et une meilleure visibilité du bien vivre ensemble des bénéficiaires.

➤ 17) *Avez-vous une attente particulière vis-à-vis du service politique de la ville de l'agglomération de l'auxerrois ?*

Les personnes ayant répondu positivement demandent :

- Un accompagnement spécifique sur les fins d'actions ;
- À permettre à des actions qui font du bien aux habitants de continuer même si ces dernières n'évoluent pas. *Ce qui implique donc d'aller à l'encontre des critères du contrat de ville où il est demandé que les actions soient nouvelles ou renouvelées, mais évolutives sinon elles relèvent du droit commun.*

Ces mêmes questions ont été redemandées à l'ensemble des partenaires conviés à cette réunion d'échanges pour plus de précisions (120 personnes) et 12 partenaires nous ont envoyés leurs réponses :

le service des sports de la ville d'Auxerre, la SARL Microscope, la caisse des écoles, le service Education et Vie Scolaire de la ville d'Auxerre, l'Office Auxerrois de l'Habitat (bailleur social), l'association Passerelle, l'école élémentaire du quartier des Rosoires, la coordination REP (écoles rencontrant des difficultés sociales plus significatives), l'autoentreprise Histoire de Fanes, l'autoentreprise Etre et Savoirs, l'association des Petits Débrouillards et l'Unité Territoriale de Solidarité de l'Auxerrois (antenne du conseil départemental).

- L'ensemble des répondants confirme que le contrat de ville correspond prioritairement à des actions en direction des habitants des quartiers spécifiques d'Auxerre, 8 participants sur 12 confirment que c'est également un moyen de financement et un levier pour permettre des partenariats et articulations d'actions.
- La majorité indique également connaître la distinction entre contrat de ville et politique de la ville. Ils estiment que l'outil « contrat de ville » est contraignant sur :
 - Les aspects administratifs (règles différentes selon les financeurs, démarche lourde avec la plateforme Dauphin de l'Etat...);
 - Les délais de dépôt de dossier et d'information d'accord de subvention ;
 - Le zonage géographique impliquant de la discrimination ;
 - Décalage entre le calendrier scolaire et le calendrier du contrat de ville ;
 - Les critères à respecter.

Et complexe néanmoins, ils mentionnent que c'est un élément moteur qui doit évoluer comme l'Appel à Projet Annuel par exemple.

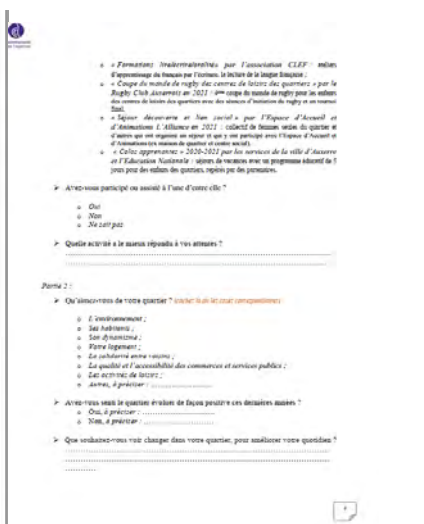
- La majorité confirme également que le contrat de ville a permis de créer une dynamique entre les acteurs pour faciliter la complémentarité et éviter les doublons. Il leur a permis l'approche méthodologique du projet. Par contre, ils ne se sont pas formés à intervenir auprès de ce public spécifique. **Ce qui confirme le besoin de formation à ce niveau.** Les Espaces d'Accueil et d'Animations sont un point d'appui pour capter le public en priorité selon eux, mais également des acteurs phares, incontournables. Il est indiqué à 2 reprises que l'EAA la Ruche est un partenaire de qualité disponible et à l'écoute. Cette même majorité d'acteurs locaux précise que le dispositif reste complexe.
- L'avis des porteurs de projets est mitigé sur le fait d'être montés en compétences. Certains, par exemple, pensent que oui sur des aspects administratifs par exemple, mais au détriment du partenariat sur le terrain.
- La faible participation des habitants sur certaines actions s'expliquerait selon eux par :
 - Des propositions ne répondant pas aux attentes des habitants notamment au niveau des jours ou horaires ou par désintérêt ;
 - La difficulté de faire sortir les gens de chez eux ;
 - Une communication difficile ;
 - Un besoin d'accompagnement ;
 - Un manque de construction de projets avec eux ;
 - La situation personnelle de ces publics ;
 - Les actions ponctuelles ne facilitant pas la fidélisation du public.
- La majorité des répondants indique ne pas connaître les adultes relais sur le territoire. **Il y a donc nécessité que ces derniers se fassent connaître des partenaires locaux pour faciliter la communication sur ce qui est proposé aux habitants, mais aussi pour faire mieux remonter les besoins de terrain.**
- Les porteurs de projets ont un avis mitigé sur le gain en attractivité des quartiers dans le cadre de la politique de la ville plus globalement. La rénovation urbaine du quartier Rive-droite serait un point positif du point de vue urbain, tout comme les équipements publics, mais la fermeture du collège Bienvenu Martin et de la bibliothèque du quartier Sainte-Genève ainsi que la suppression d'agents de proximité auraient un impact néfaste sur la dynamique de certains quartiers.

- Ils souhaitent que le futur contrat de ville implique :
 - Une meilleure coordination des acteurs locaux et de façon régulière ;
 - Des financements moins ponctuels et plus importants ;
 - Un zonage des quartiers plus en lien avec les réalités de terrain ;
 - Des CPO par l'ensemble des financeurs pour asseoir les financements sur plusieurs années.
- Ils attendent du service Politique de la ville d'Auxerre :
 - Une plateforme collaborative où les porteurs de projets mentionneraient des idées de projets pour que d'autres s'y greffent via dans un 1^{er} temps une foire aux projets puis positionnement de partenaires, journée de rencontres et d'échanges pour peaufiner le projet, dépôt du dossier de demande de subvention conjoint...
 - D'être mieux reconnus auprès de partenaires de terrain ;
 - De continuer d'avoir la même écoute et de permettre plus d'accompagnement à l'élaboration du projet en amont avec les acteurs locaux.

Questionnaires aux habitants des QPV (réalisés en automne dernier 2021 par le service politique de la ville) :

3000 Questionnaires ont été diffusés par quartier (sauf pour les Rosoires), 159 ont été réceptionné pour préparer l'AAP 2022 du contrat de ville et cette évaluation :

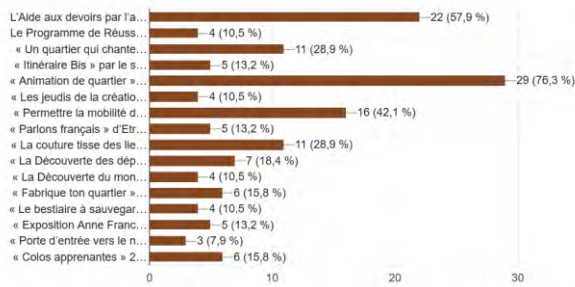
- 5 ont été reçus sous format numérique avec des QR Code par questionnaire par quartier intégré dans le magazine Résidence de l'OAH qui renvoie vers les questionnaires établis sous Google Form. Magazine distribué dans les boîtes aux lettres des habitants par les équipes de l'OAH.
- 154 ont été reçus sous format papier : distribution des questionnaires adaptés par quartier dans les boites aux lettres via les agences de l'OAH et via quelques partenaires locaux auprès de leurs usagers et adhérents (EAA, crèche et association Passerelle) et habitants locaux (Saint-Siméon).



➤ Sur Sainte-Geneviève, il en est ressorti :

Avez-vous connaissance des activités suivantes effectuées dans votre quartier ou pour vous en tant qu'habitant du quartier (cochez celles que vous connaissez) :

38 réponses



- En majorité, les habitants qui ont répondu ne participent pas systématiquement aux activités proposées, mais ils en ont connaissance.
- Les activités qui répondent le mieux à leurs attentes sont celles organisées par l'association Passerelle, « l'aide aux devoirs » de l'association coup de pouce, les repas de quartier (« collectif d'animation en fête ») et les activités sportives.

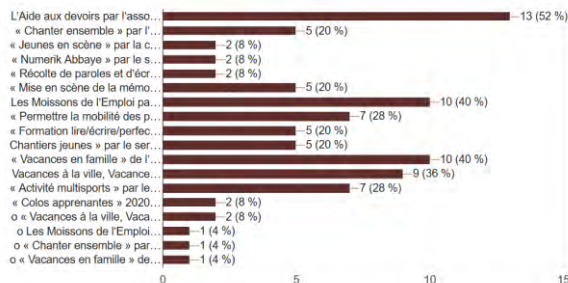
➤ Sur les Rosoires, il en est ressorti que :

- Les habitants connaissent les lieux ressources.
- Ils ne seraient pas assez informés de leurs droits, mais ne souhaitent pas pour autant être accompagnés
- Ils rencontrent des difficultés d'accès à l'alimentation, au logement, à la santé, à l'emploi/formation, aux loisirs, accentués suite à la crise sanitaire et en matière d'illectronisme.

➤ Sur Rive-Droite, il en est ressorti que :

1) Avez-vous connaissance des activités suivantes effectuées dans votre quartier ou pour vous en tant qu'habitant du quartier (cochez celles que vous connaissez) :

25 réponses

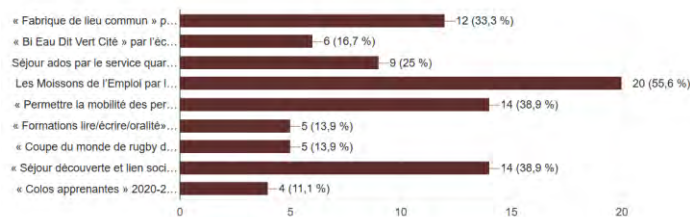


- La moitié des habitants participent aux activités proposées et une autre moitié ne participent pas, mais ils en ont connaissance.
- Les activités qui répondent le mieux à leurs attentes sont l'expression théâtrale par les associations, « vacances en familles » par l'association Passerelle, « l'aide aux devoirs » par l'association coup de pouce et les « activités multisports » par le CDOS.

➤ Sur Saint-Siméon, il en est ressorti que :

Avez-vous connaissance des activités suivantes effectuées dans votre quartier ou pour vous en tant qu'habitant du quartier (cochez celles que vous connaissez) :

36 réponses



- La moitié des habitants ne participent pas aux activités proposées.
- Les activités qui répondent le mieux à leurs attentes sont celles de l'association club mob, « les moissons de l'emploi » de la maison de l'emploi, mais sinon aucune globalement.

Groupe de travail d'élus de la ville et de l'agglomération au titre du contrat de ville :

Comme nous le verrons dans la partie IV, au sein de la collectivité, un groupe d'élus de la ville d'Auxerre et de la communauté d'agglomération de l'auxerrois s'est constitué en 2021 pour notamment arbitrer sur les subventions à affecter aux porteurs de projets du contrat de ville et imposer des conditions d'obtention de ces dernières. Il comprend une dizaine d'élus référents de politique publique. Ce groupe de travail d'élus a donc été interrogé sur l'évaluation du contrat de ville via 9 questions. En voici les résultats :

- En 1^{er} lieu et à l'unanimité, le contrat de ville, voir la politique de la ville, représente des actions en direction d'habitants de quartiers spécifiques d'Auxerre ainsi qu'un levier pour permettre des partenariats et articulation d'actions. Dans un 2nd temps, c'est un moyen de financement. C'est un exemple à suivre qui est en cours d'évolution. Auparavant, l'arbitrage des subventions de la ville et de l'agglomération n'était pas suffisamment partagé politiquement alors que de nombreux projets impactaient le territoire, cela pouvait favoriser le clientélisme. Les bilans des actions de l'année précédente n'étaient pas suffisamment pris en compte.
- Le contrat de ville leur a permis de mieux cibler ce public spécifique, de mieux connaître les porteurs de projets et les quartiers, d'être vigilants sur l'évolution de leurs situations et dans une moindre mesure de créer du lien entre les différentes politiques publiques dont les élus en sont référents.
- De par leurs champs de compétences ou orientations du moment, les financeurs positionnent les financements en fonction, ce qui peut impliquer des discordances entre financeurs.
- L'ensemble des élus indique que les EAA sont prioritairement un point d'appui pour capter le public mais aussi des acteurs phares, que le contrat de ville reste un dispositif simple.
- Ils souhaitent pour le futur contrat de ville :
 - Des co-portages d'actions pour conforter les petites structures à répondre au contrat de ville,
 - Des actions touchant plus de bénéficiaires,
 - Des projets exposés mieux construits,
 - À l'unanimité, un zonage des quartiers plus en lien avec les réalités de terrain et une meilleure coordination entre les acteurs locaux.

Vision du service Politique de la ville de la ville/agglomération d'Auxerre :

Forces :

- Le contrat de ville oblige, de par ses critères et souhaits des co-financeurs, les porteurs de projets à évoluer en répondant mieux aux besoins des habitants.
- La mise en place du groupe d'élus VA/CA sur le contrat de ville facilite une meilleure compréhension du dispositif et permet d'arbitrer sur les enveloppes ville et agglomération au titre du contrat de ville de façon concertée et plus transparente.
- Les actions du contrat de ville favorisent le lien social, permettent de sortir de l'isolement, de découvrir d'autres horizons en termes d'activités mais aussi de territoire.
- Il assure un dynamisme dans ces quartiers en complémentarité avec les acteurs de droit commun qui oeuvrent en direction des habitants au quotidien (associations, structures publiques...).
- Les subventions apportées permettent de faire vivre certaines associations faute d'avoir des crédits de droit commun suffisamment par ailleurs.

Faiblesses :

Les orientations initiales du contrat de ville sont trop nombreuses et difficilement évaluables. L'Etat favorise la quantité de projets à la qualité des projets, contrairement aux souhaits des élus locaux. L'ingénierie politique de la ville n'est pas financée par les co-financeurs du contrat de ville.

Le contrôle des bénéficiaires des actions est difficile à effectuer au vu du RGPD et du manque d'ingénierie.

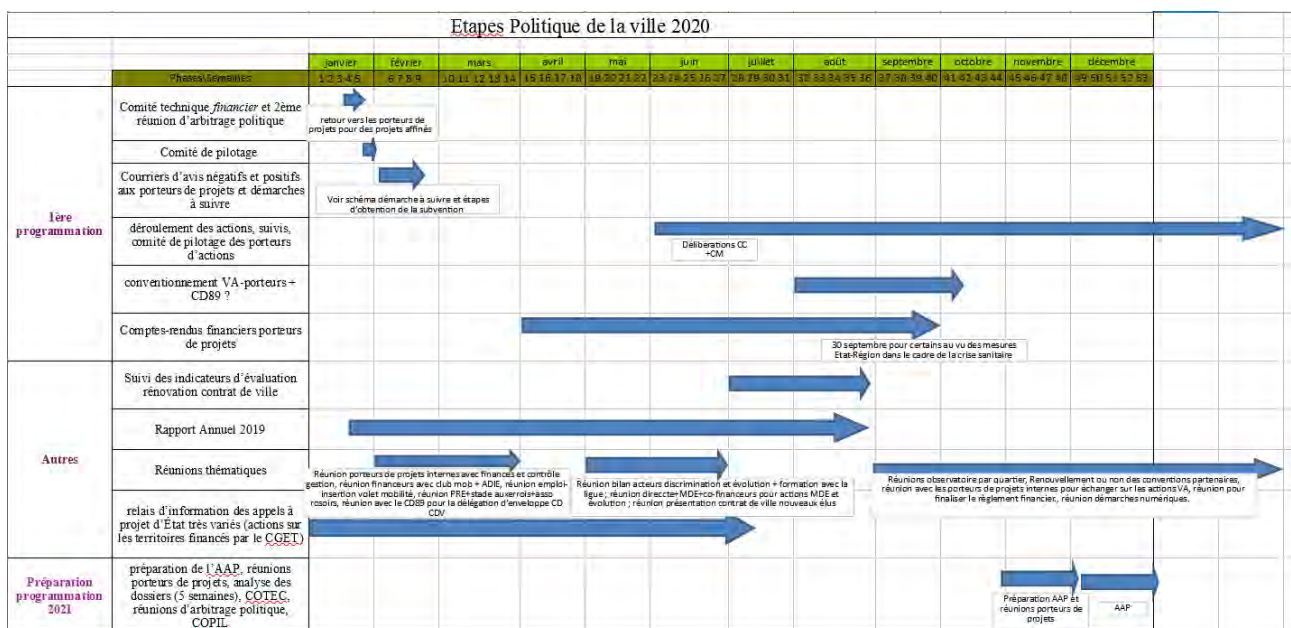
A noter que l'État finance des postes d'adultes relais et des postes dans le cadre du PRE, il est donc anormal que la gestion du dispositif ne puisse être financée, cela pourrait permettre plus de légitimité. Les Plateformes de dépôt de dossier de demande de subvention et de dépôt de bilan sont différentes d'un financeur à un autre (DRAC, région, ANCT...) tout comme les dates de remises de bilans, ce qui rend la compréhension et réactivité des porteurs de projets compliqués. Les méthodes de versements de subvention sont distinctes d'un financeur à un autre. Un besoin d'harmonisation est nécessaire comme notre service politique de la ville le fait depuis 2021 en ayant des conventions financières communes pour les subventions de l'agglomération, de la ville et du conseil département avec des modes de versement identiques. Il est à noter un manque de prise en compte suffisant des bilans des actions précédentes par les financeurs. La mention des financeurs dans les actions n'est pas toujours respectée par les porteurs de projets. Les habitants des QPV sont concernés par de nombreux Appels à projets de différents ministères sur lesquels les porteurs de projets doivent répondre dans des délais trop courts. Des appels à projets communs seraient plus efficaces. La place de la gestion administrative et financière est trop conséquente pour le service politique de la ville impliquant un manque de temps sur le terrain et de coordination des acteurs locaux. L'enveloppe financière de l'Etat se doit d'être consommée sinon, le service en reçoit moins l'année suivante, ce qui implique que la quantité d'actions financées semble prioritaire par rapport à la qualité de ceux-ci. Enfin, la mise en place d'un label « contrat de ville » permettrait de mieux identifier les actions financées.

b- Données froides

Pour rappel, La Politique de la Ville comprend un volet social et un volet urbain en faveur des quartiers défavorisés pré-définis par un seul critère, le revenu des ménages.

L'outil contrat de ville est le dispositif de développement social de la Politique de la Ville. Le volet urbain de la Politique de la Ville est traité dans le cadre des Programmes de Renouvellement Urbain. Le contrat de ville permet de mener des actions en fonction des thématiques pour les quartiers et/ou sur les quartiers et de financer des actions nouvelles et/ou structurantes en vue de résorber les difficultés pérennes.

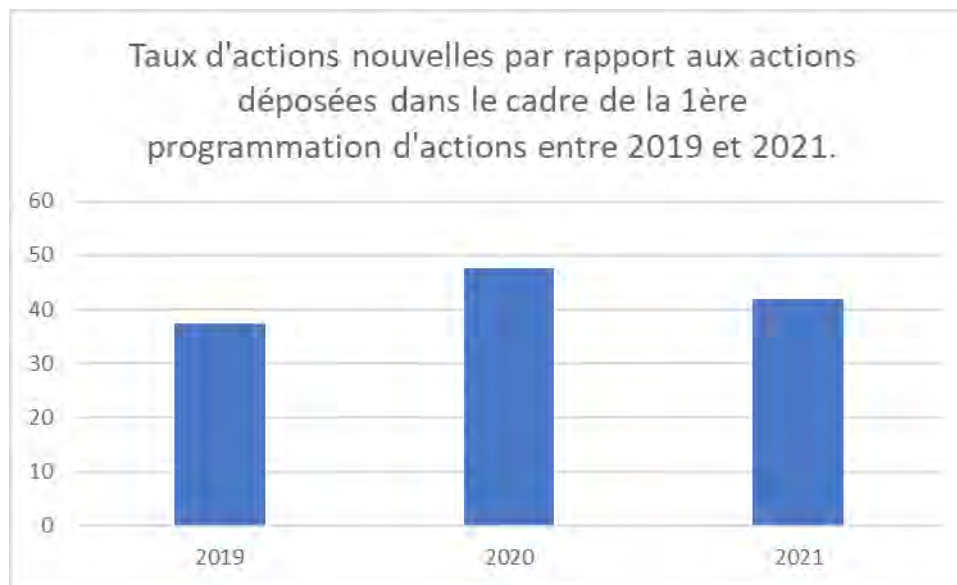
Par conséquent, les actions à mener découlent d'instances d'échanges et de validation. En effet, comme indiqué dans le diagramme de Gantt ci-dessous, voici les étapes types d'élaboration de la politique de la ville sur une année :



Pour la 1ère programmation d'actions annuelle :

Dans un 1^{er} temps, Un Appel à Projet (AAP) de la programmation d'actions est lancé sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois sur la période de décembre à janvier, soit 2 mois de délais de réponses proposés aux porteurs de projets potentiels. Cet appel à projet comprend des orientations spécifiques de la collectivité auxerroise, mais également de l'État, de la région et du département, co-financeurs du contrat de ville.

Les actions déposées comprennent des actions renouvelées et des actions nouvelles.



Le critère « d'actions nouvelles » a été pris en compte par le nouveau service politique de la ville dès 2019. En effet, le contrat de ville se doit de financer principalement des actions nouvelles ou renouvelées évolutives. Sans cela, ce sont des actions redondantes et donc plus expérimentale comme le demande le dispositif et doit être dans ce cas financé dans le cadre du droit commun. Malheureusement, les subventions de droit commun (financement du fonctionnement d'une structure venant des divers ministères de l'État, des services de la région, des services du département et des financements droit commun politique de la ville de l'agglomération de l'auxerrois au titre de l'insertion professionnelle) ne peuvent pas toujours s'y substituer.

En effet, soit les calendriers d'obtention de ces autres financements sont en décalés soit il n'y a pas de financement de droit commun pour les actions prévues soit les financements ne sont pas suffisamment. Nous avons pour exemple, les associations sportives qui reçoivent une enveloppe de l'Agence Nationale du Sport, mais par le biais de leur délégation, impliquant une subvention nettement moindre que les années précédentes.

L'objectif du contrat de ville était que des actions exemplaires puissent être dupliquées plus largement, mais si les financements de droit commun ne suivent pas. Cet objectif ne fonctionne pas.

Dans un second temps, le service politique de la ville élabore des fiches de synthèse des projets intégrant des éléments de bilans à mi-parcours des actions renouvelées pour faciliter les échanges lors de la première instance de décision. Ces bilans à mi-parcours ont été initiés en 2019 par le nouveau service politique de la ville parce qu'ils étaient difficiles pour les co-financeurs d'être objectifs sur des actions proposées renouvelées si les bilans de l'année précédente n'avaient pas été communiqués.

Bilan intermédiaire d'une action
dans le cadre des appels à projets
du Contrat de ville de l'Auxerrois

Le bilan intermédiaire est nécessaire et utile, pour les porteurs ayant une action en cours inscrite au Contrat de ville, lors du dépôt de dossier de demande de subvention de l'année suivante.

En effet, il permet d'évaluer à mi-parcours l'action à différents niveaux dont les freins, les leviers..., de la réorienter si besoin mais surtout de permettre aux financeurs de statuer objectivement sur les enveloppes sollicitées.

Nous vous invitons à remplir ce document synthétique avant le 19 décembre 2021 et à le retourner par mail au service : contratdeville@agglo-auxerrois.fr

1) Identification du porteur de projet

Nom de la structure :

Intitulé de l'action :

Rappel du constat initial amenant au projet :

2) Eléments quantitatifs

Nombre de personnes déjà touchées par l'action :

Vos indicateurs d'évaluation quantitatifs utilisés :
et leurs lers résultats :

3) Eléments qualitatifs

Démarches engagées :

et non engagées :

Freins éventuels :

Partenaires mobilisés initialement :

Partenaires mobilisés à mi-parcours :

L'impact physique/psychologique de l'action sur les personnes :

La provenance géographique du public :

Vos indicateurs d'évaluation qualitatifs utilisés :
et leurs lers résultats :

Dans un troisième temps, un comité technique qualitatif a lieu. Ce dernier a pour rôle de débattre de l'aspect qualitatif des actions et d'identifier les actions éligibles. Il comprend les partenaires techniques financiers et des partenaires techniques experts par thématique. Des remarques et questions sont posées sur les actions. Les porteurs de projets sont alors ensuite questionnés par le service politique de la ville et ces derniers communiquent des éléments complémentaires permettant un arbitrage définitif sur leurs actions.

Depuis 2021, les élus de la ville d'Auxerre et de l'agglomération de l'auxerrois arbitrent les enveloppes financières contrat de ville de la ville d'Auxerre et de la communauté d'agglomération de l'auxerrois pour permettre une meilleure transparence des choix financiers proposés sur les actions, mais également pour s'assurer que les porteurs de projets respectent les critères du contrat de ville et répondent à leurs exigences en termes de qualité d'actions. Plusieurs rencontres ont lieu entre les 3 comités (techniques, financiers et de pilotage).

Dans un quatrième temps, un comité technique financier a lieu. Ce dernier a pour rôle de débattre de l'aspect financier des actions et de confirmer les actions éligibles. Les porteurs de projets sont questionnés et communiquent des éléments complémentaires permettant un arbitrage définitif sur leurs actions.

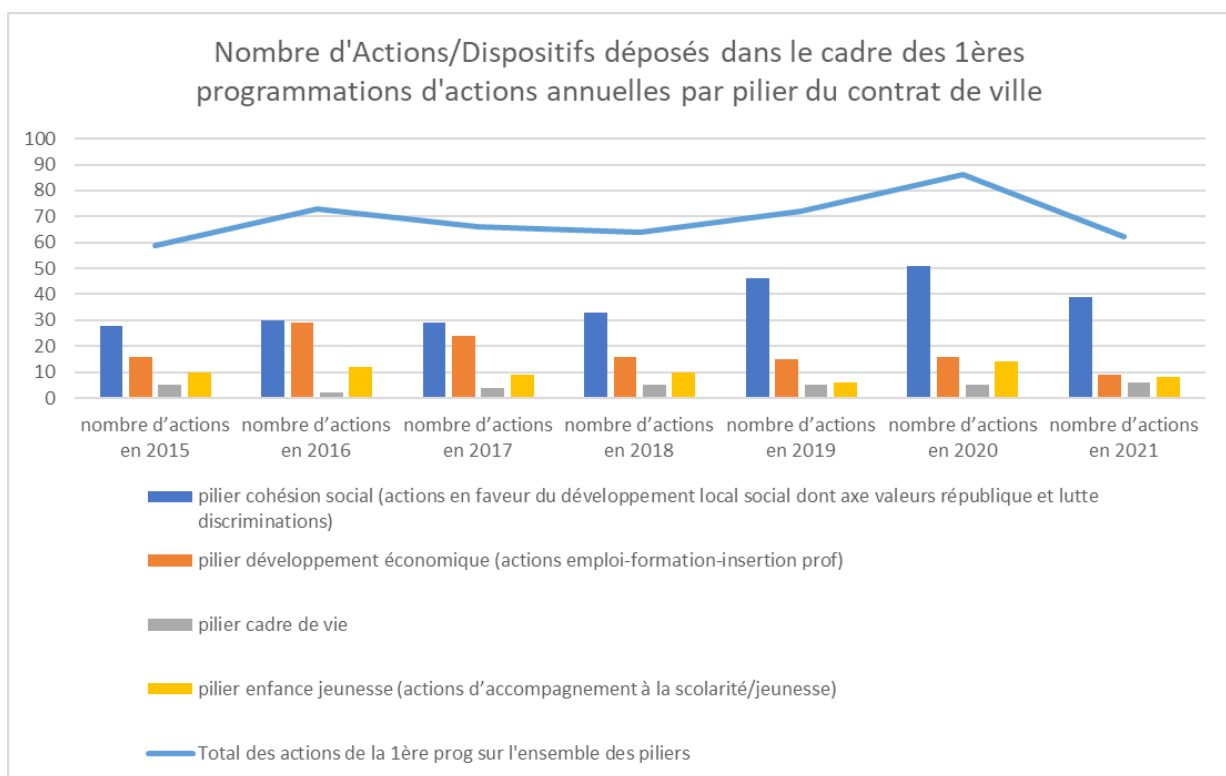
Enfin, dans un cinquième temps, un comité de pilotage a lieu fin mars en général. Il comprend les partenaires financiers élus et a pour rôle d'arbitrer définitivement les actions financées ou non. Lors de ce comité, d'autres sujets peuvent être abordés.

Pour les 2èmes programmations ou programmation bis :

L'État, disposant de reliquat d'enveloppe financière, au titre des contrats de ville dans l'Yonne, propose des « programmations bis » aux territoires politique de la ville icaunais. Etant donné que d'autres programmations ont lieu dans l'année, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a toujours eu pour habitude de garder des reliquats d'enveloppe de la 1ère programmation.

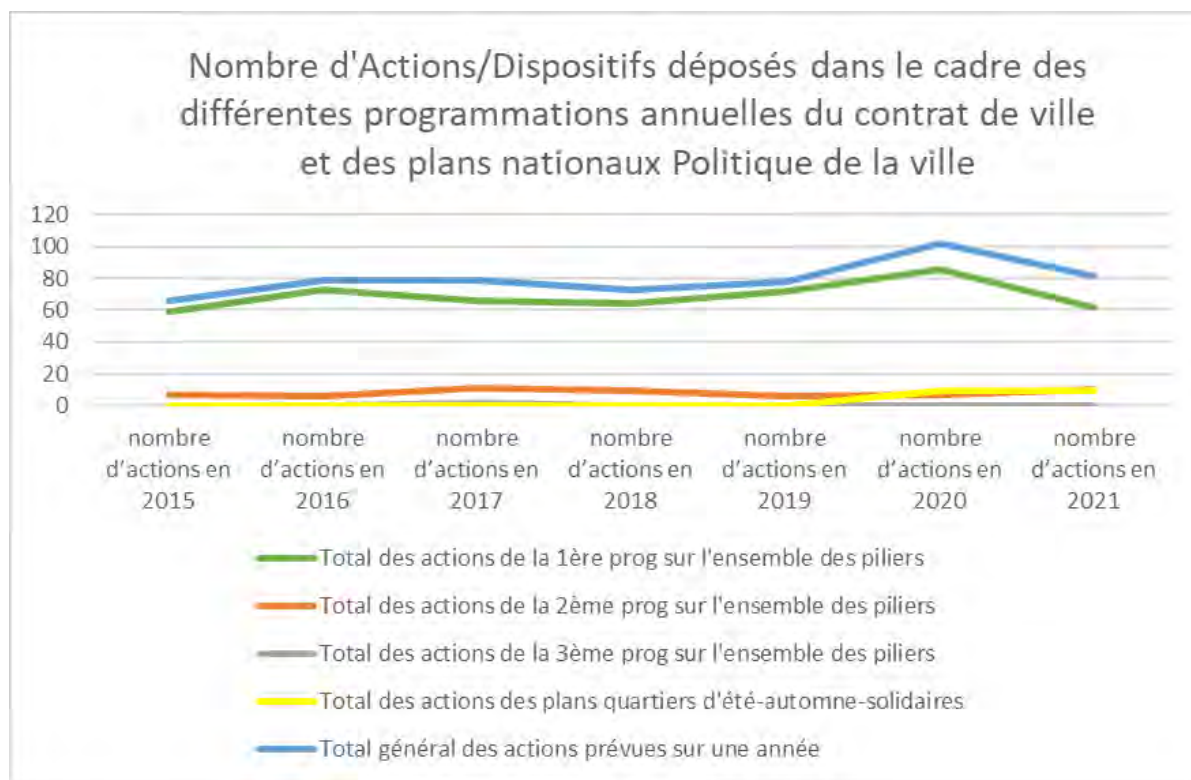
Parallèlement à cette programmation du contrat de Ville, la Ville d'Auxerre a bénéficié d'une Dotation Politique de la Ville annuelle, de l'ordre de 350 000 à 400 000€. C'était une dotation d'équipement versée par l'État aux communes, ayant une proportion importante de leur population qui réside dans les quartiers prioritaires. Cette dernière a permis de financer en 2019 par exemple, des réhabilitations de classes d'écoles des QPV, mais également des mises en sécurité de ces dernières et d'effectuer des travaux sur un équipement public du quartier en veille active.

Vous trouverez ci-dessous plusieurs graphiques concernant les programmations d'actions du contrat de ville de 2015 à 2021 :



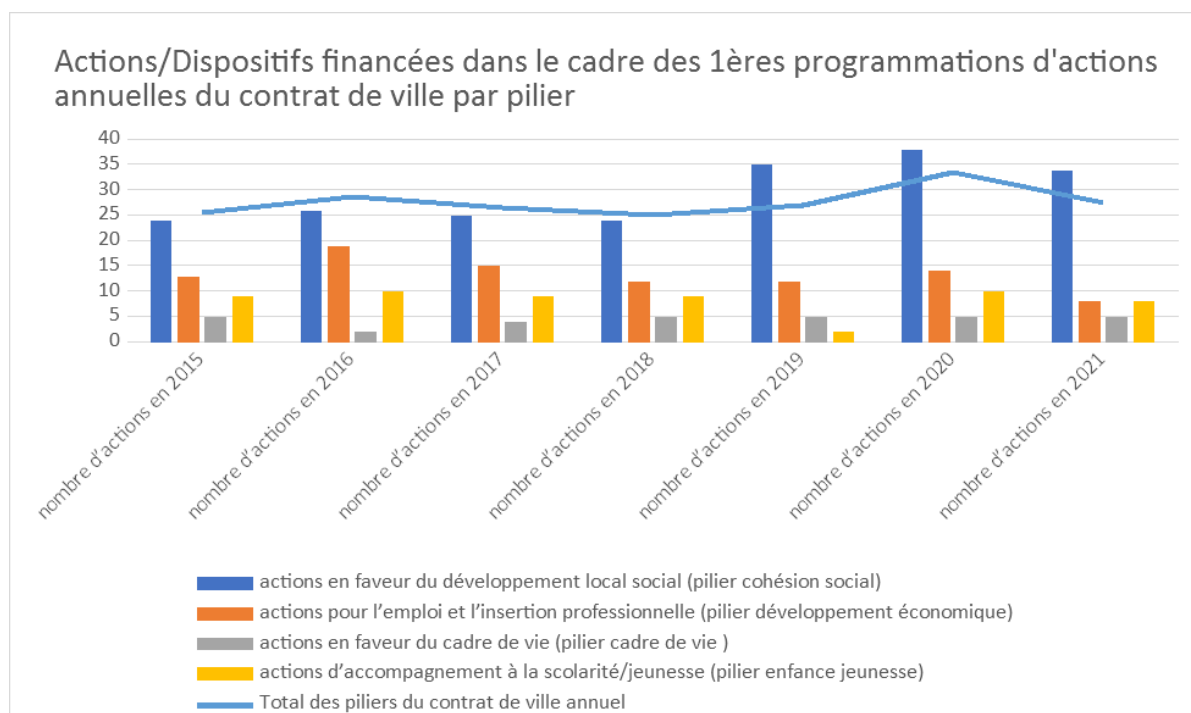
Nous pouvons remarquer sur ce 1^{er} graphique que le nombre d'actions déposées liées à la 1^{ère} programmation d'actions avait tendance à diminuer entre 2016 et 2018 puis le nombre à augmenter au vu de la meilleure compréhension du dispositif par les acteurs locaux, de l'accompagnement effectué auprès des porteurs de projets par le service politique de la ville néanmoins la crise sanitaire de 2020-2021 a eu un impact sur les porteurs de projets quel qu'il soit et les critères d'éligibilité au contrat de ville ont été plus marqués également au vu des nouvelles exigences des élus de la ville et de l'agglo mais également des financeurs.

Enfin, le pilier disposant le plus d'actions déposées concerne la cohésion sociale qui comprend les domaines de la culture, du sport, de la prévention santé, des valeurs de la république, des violences intra-familiales et l'illectronisme.



Nous pouvons noter sur ce 2ème graphique que la majorité des actions est déposée dans le cadre de la 1ère programmation d’actions du contrat de ville. En effet, c’est la programmation principale et assurée. Les autres programmations annuelles sont fonction de reliquats et de dossiers potentiels. Au vu de la crise sanitaire de 2020-2021, l’Etat a débloqué des fonds exceptionnels à l’attention des Quartiers Politique de la ville. Cela s’est traduit en l’occurrence par des Plans Quartiers d’été, d’automne et solidaire dont le fonctionnement était différent par rapport à une programmation annuelle. En effet, les programmations annuelles impliquent différentes instances de discussion comme indiqué dans le diagramme de Gantt ci-dessus. Les autres programmations de l’année n’impliquent qu’une à 2 instances de décision maximum. Les plans nationaux n’impliquaient qu’un échange entre les services de l’État et le territoire.

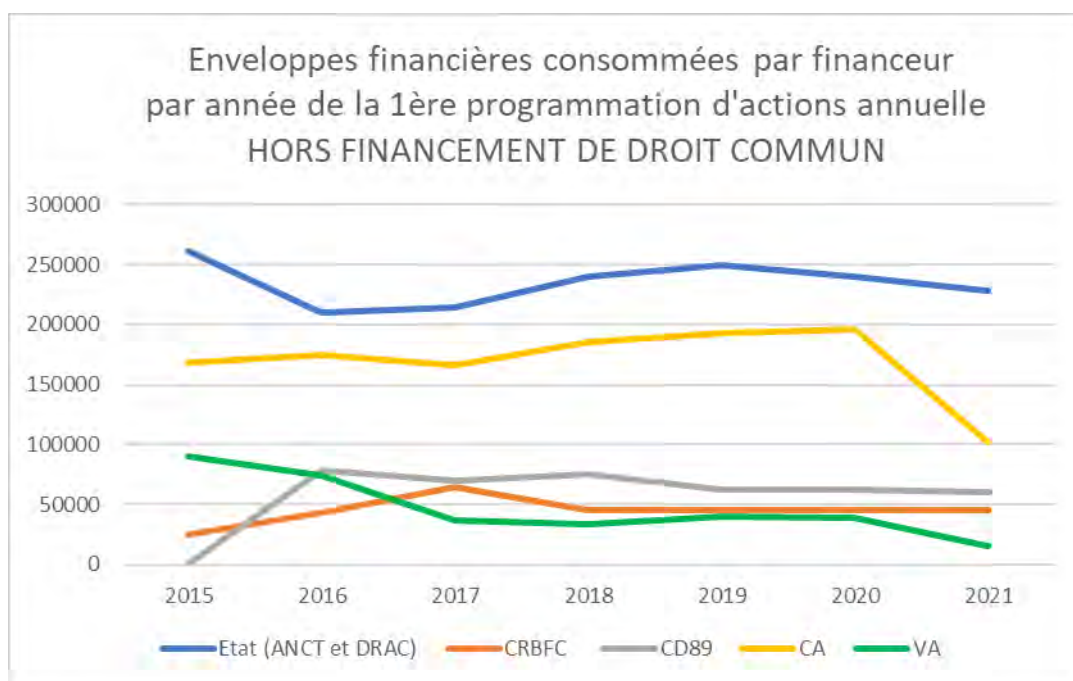
Dans les 3 graphiques suivants, nous ne prenons que la 1ère programmation d’actions, comme référence de comparaison, étant donné que les règles de financement sont distinctes avec les autres programmations annuelles et les plans nationaux.



Pour ce 3ème graphique lié aux actions financées/accordées, les remarques sont identiques au 1^{er} graphique.



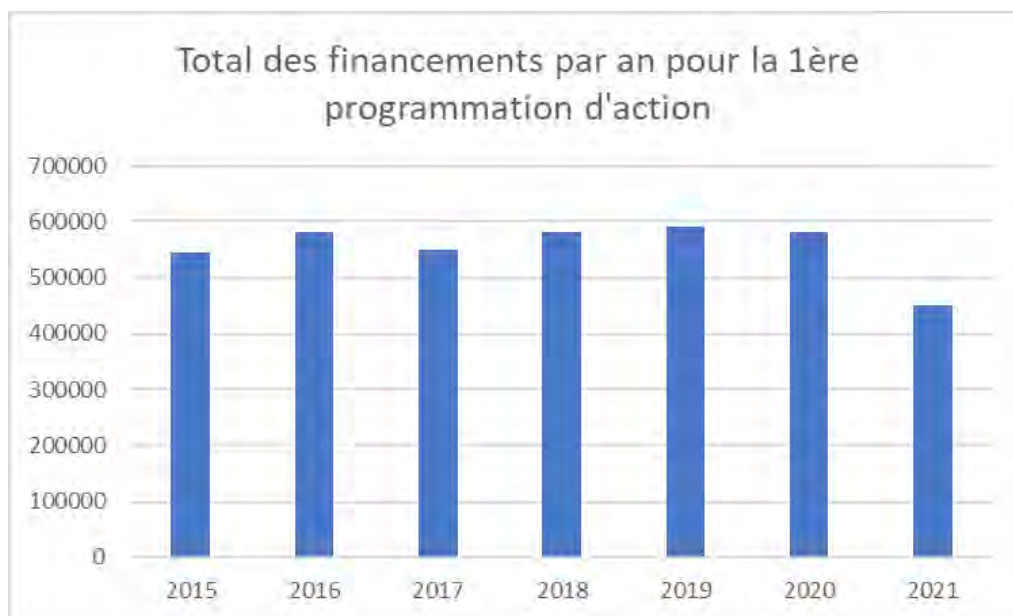
Sur ce 4ème graphique, nous pouvons voir que le suivi, l'accompagnement et l'analyse des actions d'une année sur l'autre par le service politique de la ville a permis d'éviter des annulations d'actions. D'autre part, au vu des crises sanitaires de 2020 et 2021, si des reports d'actions n'avaient pas été acceptés par les co-financeurs du contrat de ville de façon partiels ou totales, nous aurions une tendance inversée. 34 actions financées sur les 67 en 2020 ont été reportées partiellement ou totalement sur 2021.



Ce 5ème graphique montre que les co-financeurs historiques du contrat de ville ont, depuis 2015 à aujourd'hui, apportés des enveloppes financières plus ou moins similaires. Il est nécessaire de souligner néanmoins l'apport important des services de l'État dans le cadre de ces 1ères programmations d'actions. Etant donné que l'État est le pilote de cette politique publique, cela semble normal.

Vient ensuite la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois avec une baisse de son enveloppe en 2021 afin de garder des reliquats d'enveloppe financière pour la 2ème programmation d'actions, les Plans Quartiers Nationaux dont les colos apprenantes été et automne 2021.

En 3ème position, nous avons le Conseil Départemental qui a toujours oscillé dans les 60 à 70 000 annuels. Le conseil régional se situe en 4ème position en termes de financement de crédits spécifiques contrat de ville direct à hauteur de 45 000€ en moyenne à compter de 2018 via une convention financière passée avec la Communauté d'Agglomération de l'Auxerre. Et enfin, la ville d'Auxerre en dernière position qui a diminué son enveloppe au fur et à mesure du temps.



Ce dernier graphique indique que le montant total financé pour les actions des 1ères programmations d'actions du contrat de ville par an est entre 500 000 et 600 000€. La moyenne étant de 554 356€. A noter, que la baisse de financements total sur 2021 est liée aux reliquats d'enveloppes financières pour les autres programmations et plans nationaux de l'année.

Plan Quartiers Nationaux 2020 et 2021 Politique de la ville :

Au vu de la crise sanitaire, l'Etat a débloqué des fonds exceptionnels à l'attention des Quartiers Politique de la ville pour les années 2020 et 2021.

Dans le cadre des Plans Quartiers d'été-d'automne et solidaire 2020, 75 enfants QPV auxerrois sont partis en colos apprenantes. En plus du dispositif des colos apprenantes, l'Etat a financé des actions de solidarité, sportive et culturelle. **10** actions ont été retenues pour ces actions spécifiques.

Dans le cadre des Plans Quartiers d'été-d'automne et solidaires jeunes 2021, 7 actions ont été retenues et 85 enfants ont pu à nouveau partir en colos apprenantes d'été et d'automne.

III) Mobilisation du droit commun de la Ville d'Auxerre et de l'Agglomération de l'Auxerrois en faveur des Quartiers Politique de la ville

La Politique de la ville implique des crédits spécifiques contrat de ville et des crédits de droit commun en faveur des habitants des quartiers pour l'Auxerrois. En d'autres termes :

- Des Enveloppes financières de chaque co-financeur du contrat de ville dans le cadre des programmes d'actions annuels :

- l'État via la DDETSPP (*ex-DDCSPP*) et son enveloppe ANCT (*ex-CGET*) pour l'auxerrois,
- le Conseil Régional de Bourgogne Franche Comté avec une enveloppe CDV pour l'auxerrois,
- le Conseil Départemental avec une enveloppe CDV pour l'auxerrois,
- la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois avec une enveloppe CDV spécifique annuel,
- et la Ville d'Auxerre avec une enveloppe CDV spécifique et des financements pour des porteurs de projets spécifiques en insertion dans le cadre du « droit commun ».

- D'autres moyens financiers sont mobilisés via la politique de la ville :

L'Etat par :

- Des mesures fiscales (exonération de charges sociales, de cotisations pour les petits commerces) ;
- Des dotations directes (Pour Auxerre, la ville a bénéficié d'une Dotation Politique de la Ville annuelle, jusqu'en 2020 de l'ordre de 350 000 à 400 000€). C'est une dotation d'équipement versée par l'État aux communes ayant une proportion importante de leur population qui réside dans les quartiers prioritaires ;
- Des financements de l'ANRU dans le cadre du NPNRU (Pour Auxerre, le Quartier d'Intérêt National, Sainte-Geneviève/Brichères et le Quartier d'Intérêt Régional, Les Rosoirs) ;
- Des financements de postes pour les collectivités et les associations : adulte-relais, FONJEP, emplois francs...
- Et des crédits de droit commun (financement de fonctionnement de structure) pour des acteurs locaux via dans le cadre d'Appel à Projets avec le FDVA, le FIPD...

Le Département par :

- des crédits de droit commun (financement du fonctionnement de structure) pour des acteurs locaux.

La Région par :

- Des crédits de droit commun (financement du fonctionnement de structure) pour des acteurs locaux ;
- Des crédits de droit commun politique de la ville via le FIP et le FAP ;
- D'autres fonds, dans le cadre de la convention régionale urbaine et sociale où 2M5 pour le Quartier d'Intérêt Régional des Rosoirs sont prévus ainsi que 500 000€ pour le Quartier d'Intérêt Local de Rive-Droite ou Saint-Siméon.

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois par :

- Des financements pour des porteurs de projets spécifiques en insertion dans le cadre du « droit commun ».

La ville d'Auxerre par :

- Des financements pour des porteurs de projets spécifiques en insertion dans le cadre du « droit commun ».
- Mais aussi entre 2015 et 2019, des conseils de quartier, des correspondants de nuits, des déambulations et toujours des Espaces d'accueil et d'animations (fusion des centres sociaux et maisons de quartiers), accueils de loisirs...

Au niveau de la ville d'Auxerre et de la Communauté d'Agglomération de l'auxerrois, il n'est pas possible d'évaluer les actions qui toucheraient les habitants des quartiers en dehors du contrat de ville et des financements politique de la ville en raison d'un manque de critères dans l'attribution des subventions de fonctionnement aux associations de façon générale.

Le droit commun indiqué ci-dessus est difficile à évaluer et à mesurer. Nous l'aborderons donc sous 2 aspects suivants :

1) Comment les problématiques des quartiers politique de la ville sont prises en comptes dans le travail quotidien des services municipaux de la ville d'Auxerre ?

2) Quel est le bilan des financements ville et agglo versés auprès des structures d'insertion en matière de droit commun politique de la ville ?

1) Mobilisation des services municipaux sur les problématiques repérées dans les quartiers

Dans le cadre des rencontres partenariales par quartier politique de la ville d'automne dernier et des questionnaires envoyés aux habitants des QPV, le service Politique de la ville a sollicité l'ensemble des directions de la ville afin de savoir si des mesures avaient été mises en place ou non pour répondre aux problématiques repérées. 8 questionnaires ont donc été envoyés aux 8 directions comprenant différents services de la ville et agglo de l'auxerrois. 4 directions ont répondu.

Il en ressort les éléments suivants :

Retour de La direction déléguée de la cohésion sociale et de la solidarité de la ville d'Auxerre (Comprenant le CCAS de la ville d'Auxerre, les Espaces d'Accueil et d'Animations (fusion maisons de quartier et centres sociaux), la Convention Territoriale Globale et la politique de la ville) :

Sur l'ensemble des quartiers politique de la ville, des permanences de plusieurs acteurs locaux sont organisées afin de leur permettre d'être plus proches des habitants des quartiers suite aux faits que les habitants se rendent moins dans les structures de part de nouvelles habitudes prises suites aux COVID. Des séminaires entre les Espaces d'Accueil et d'Animations des quartiers sont en cours afin de mieux coopérer ensemble et avec les acteurs du territoire pour faciliter « l'aller vers » au lieu « d'attendre le public ».

Plus spécifiquement sur le quartier de Sainte Geneviève-Brichères, la fréquentation de la structure sera la même pour l'accès aux droits, les démarches administratives, l'accompagnement individuel ponctuel néanmoins, la fréquentation des ateliers aurait effectivement diminué après cette période de covid et de fermeture de structure. Le mode projet serait difficile actuellement pour les habitants, ils se projettent peu dans l'avenir pour le moment. Paradoxalement, les actions solidaires mobilisent un certain nombre de personnes.

Retour de La direction du Temps de l'enfant de la ville d'Auxerre (comprenant les crèches, écoles, périscolaires, centres de loisirs, Programme de Réussite Educative...) :

- Sur le quartier de Sainte Geneviève, la problématique autour de laquelle la parentalité est à mieux travailler par les acteurs locaux, s'est traduit par la mise en place d'un café des parents dans les écoles en lien avec les Espaces d'Accueil et d'Animations (EAA). Des suivis individuels dans le cadre du Programme de Réussite Educative sont actifs également.

- Sur le quartier de Saint-Siméon, plusieurs problématiques ont émergé : besoin d'accompagnement des parents dans l'éducation de leurs enfants, difficultés de comportement à l'école primaire, absentéisme chez les enfants de 3 ans alors que l'école est obligatoire.

La direction du temps de l'enfant a donc élaboré une plaquette à l'attention des futurs Petites Sections, un café des parents est en cours de réflexion et des suivis individuels au sein du Programme de Réussite Educative va être renforcé avec un accompagnement psy pour les enfants en difficulté.

Retour de La direction du Cadre de Vie de la ville d'Auxerre (*comprenant l'entretien de l'espace public et la collecte et valorisation des déchets*) :

- Sur le quartier de Sainte-Geneviève, les problématiques repérées concernent le nettoyage des évacuations des eaux pluviales, la luminosité de l'espace public et des problèmes d'hygiène par des habitants hors QPV (encombrants, poubelles éparses...). La direction mentionne que les eaux pluviales relèvent d'une autre direction, qu'il n'y a pas de manquement en matière d'éclairage selon eux néanmoins, ils sont d'accord pour intervenir en fonction de la localisation précise du besoin et qu'un nettoyage bihebdomadaire des abords des points d'apports volontaires est effectué par l'OAH.
- Sur le quartier des Rosoirs, le problème concerne l'entretien des espaces publics, des équipements publics ainsi que des incivilités. La direction mentionne que les espaces publics sont entretenus par l'OAH c'est donc de leur ressort de l'améliorer, quant aux équipements publics, la direction ne se prononce pas.
- Sur le quartier de Rive-Droite, le besoin de plus de nettoyage des espaces publics s'est fait ressentir, la direction demande des précisions sur la localisation afin de pouvoir agir. Enfin, la nécessité d'un parking relais neuf et plus de lumière sur les parkings était mentionné par les acteurs locaux et habitants. La direction mentionne que le parking relais est une propriété privée de la gare, des discussions doivent donc être menées avec la SNCF.
- Sur le quartier de Saint-Siméon, plusieurs problématiques existent : problème de stationnement, points d'apports volontaires débordants, encombrants, poubelles éparpillées, besoin de composteurs pour déchets organiques, manque d'entretien des espaces verts, besoin d'éclairage public dans certains endroits. Le stationnement relève d'une autre direction que celle-ci. Un échange devra avoir lieu entre le service politique de la ville et la direction du patrimoine et de l'aménagement de l'espace public de la ville. La direction indique que les points d'apports volontaires dépendent de l'OAH, un échange doit donc s'envisager. La collecte de fermentescibles est prévue pour 2023, des composteurs seront disponibles à l'achat. Les habitants du quartier pourront en être informés. La baisse du niveau d'entretien est réelle au vu de la réduction des effectifs. Enfin la localisation précise est demandée pour intervenir sur l'éclairage public.
- sur le quartier des Brichères, la problématique qui a émergé est le dépôt d'ordures ménagères dans le quartier lors de la fermeture de la déchetterie des Cassoirs. La direction explique que cette dernière était fermée à cause du confinement et que les choses sont donc revenues à la normale.

Retour de La direction de la culture, du sport et de la vie associative de la ville d'Auxerre :

- Sur le quartier Saint-Siméon, le problème soulevé concerne les horaires de la bibliothèque inadaptée aux personnes qui travaillent. Le service de la lecture publique a donc répondu à une ouverture de la médiathèque Colette le samedi à partir du mois de mai 2022.
- Pas d'information de la part du service de la vie associative sur le manque d'interaction entre les différentes associations et le besoin de coordination, soulevé par les acteurs locaux des quartiers. Néanmoins, cette problématique est travaillée par le service politique de la ville et les Espaces d'Accueil et d'Animations.

Au vu de ces retours, nous pouvons indiquer que plusieurs directions ne se sentent pas concernées par les problématiques repérées au sein des quartiers, le droit commun ne joue donc pas son rôle. Par contre, pour les 4 directions/services qui ont répondu, elles ont agi ou réfléchissent à des actions à mener.

2) Mobilisation financière de la ville et de l'agglomération de l'auxerrois en matière d'insertion en direction des habitants des quartiers politique de la ville

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et la ville d'Auxerre ont des conventions de droit commun Politique de la ville depuis de très nombreuses années avec certains acteurs phares du territoire.

Depuis 2015, ce sont principalement des acteurs locaux de l’insertion situés en QPV, étant donné que c’est une compétence indirecte de la politique de la ville au niveau de la Communauté d’Agglomération de l’Auxerrois. Cela comprend pour l’insertion professionnelle : la Mission Locale de l’Auxerrois, La Maison de l’Emploi et de la Formation de l’Auxerrois et Le Club Mob et pour la réinsertion sociale et l’égalité, le CIDFF (*centre d’information et de Documentation des Femmes et de leurs Familles*) et l’ADAVIRS (*association départementale d’aide aux victimes d’infractions et à la réinsertion sociale*). Ces acteurs oeuvrent en direction des habitants des quartiers, mais également plus largement à l’échelon communal voire intercommunal.

La Mission Locale nous a fait part des statistiques suivantes du fait des financements apportés chaque année par la Communauté d’Agglomération de l’Auxerrois au titre de la politique de la ville :

Activité de la Mission Locale de l’Auxerrois de 2015 à 2021

Communauté d’Agglomération de l’Auxerrois QPV

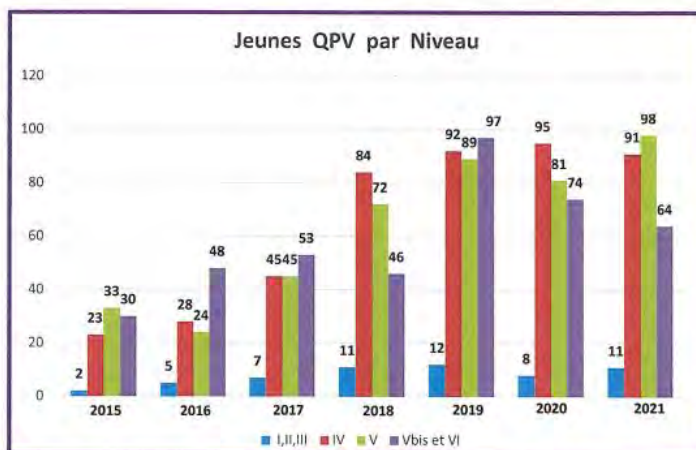
L’ACCUEIL

Année	Nb de Jeunes accompagnés		Nb QPV	dont Femme (QPV)	dont Homme (QPV)
	Com. Agglo.	Auxerre			
2015	764	550	88	44	44
2016	1.029	756	105	47	58
2017	1.119	846	150	81	69
2018	1.257	956	213	107	106
2019	1.374	1.024	290	140	150
2020	1.247	970	258	130	128
2021	1.303	997	264	120	144



JEUNES QPV PAR NIVEAU

Année	Niv. I,II,III	Niv. IV	Niv. V	Niv. Vbis et VI	TOTAL
2015	2	23	33	30	88
2016	5	28	24	48	105
2017	7	45	45	53	150
2018	11	84	72	46	213
2019	12	92	89	97	290
2020	8	95	81	74	258
2021	11	91	98	64	264



SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE - JEUNES QPV

(En nombre de jeunes)

Année	Emplois	Alternance	Emplois Aidés	Formation	Service Civique	PMSMP (Immersion)	TOTAL
2015	14	4	5	23	1	8	55
2016	27	4	10	31	6	13	91
2017	44	7	4	24	5	39	123
2018	51	16	3	21	8	67	166
2019	82	16	3	52	9	80	242
2020	69	10	3	55	5	39	181
2021	77	12	7	60	3	45	204

Nous pouvons remarquer au vu de ces graphiques que le nombre de jeunes QPV accueilli à la Mission Locale depuis 2015 a augmenté chaque année. Le niveau de formation a évolué. En effet, à compter de 2018, le niveau IV (niveau bac) a dépassé le niveau VI (niveau collège). En termes de solutions proposées aux jeunes, l'accompagnement vers un emploi a évolué favorablement au fur et à mesure des années tout comme le nombre de jeunes en formation. Cependant, les jeunes en période de mise en situation en milieu professionnel (immersion) ont connu une bonne évolution jusqu'en 2019, mais les 2 années de crises sanitaires suivantes ont impliqué une baisse de cette solution.

Sur l'insertion professionnelle, depuis de nombreuses années (au-delà de 2015), la Mission Locale et la Maison de l'Emploi bénéficient donc de conventions de droit commun Politique de la ville assimilés à des CPO (conventions Pluriannuelles d'Objectifs) de la part de la ville d'Auxerre et de la part de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois dont les missions étaient similaires.

En effet :

- la Mission Locale s'engageait pour les 2 collectivités à construire et accompagner les parcours d'insertion des jeunes en s'appuyant notamment sur le dispositif de service civique, la garantie jeunes et l'espace information jeunesse.
- La Maison de l'Emploi s'engageait pour les 2 collectivités a animé un centre de documentation destiné aux demandeurs d'emploi, une cyber base emploi, un point d'information-d 'orientation et d'accompagnement des demandeurs d'emploi ainsi que le PLIE (programme Local d'Insertion vers l'Emploi).

Au regard de ce constat et d'un manque d'objectifs et d'indicateurs d'évaluation précis de leurs engagements, en 2021, plusieurs rencontres techniques et politiques ont permises d'en débattre et d'imposer l'évolution de ces engagements afin de s'assurer que le public des quartiers soit bien ou mieux visé, prioritaire et que les dispositifs favorisent le retour à l'emploi de façon plus massive.

Concernant l'association Club Mob, cette dernière bénéficie de financement de droit commun de la Communauté d'Agglomération au titre de la politique de la ville pour assurer le co-financement avec l'Etat au titre de la politique de la ville, d'un adulte-relais « conseiller mobilité ». Ce poste a pour objectif d'assurer l'information et l'accompagnement des habitants des quartiers vers des solutions de mobilité. Au regard également du manque d'objectifs et d'indicateurs d'évaluation de leurs engagements de façon précise, une rencontre technique et politique a permis également de s'assurer à compter de 2022 d'une plus importante sensibilisation de la population des quartiers de la ville d'Auxerre même si cette dernière n'est plus située en Quartier Politique de la ville.

Sur l'insertion sociale et l'égalité, depuis 2015, le CIDFF bénéficie de financement de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois au titre de la politique de la ville pour son dispositif de téléprotection d'alerte grave danger. En effet au regard de l'augmentation des femmes victimes de violences, la loi égalité de 2014 généralise la téléprotection pour les personnes en grave danger victimes de violences au sein du couple et l'étend aux victimes de viol. Ce sont donc des téléphones portables mis gratuitement à la disposition des bénéficiaires disposant d'une touche pré programmée reliée à une plateforme qui relie l'appel aux forces de police pour une intervention et une protection physique de la bénéficiaire, mais également d'un accompagnement individuel par le CIDFF. Au vu des bilans des années précédentes, ce dispositif touche moins d'une dizaine de femmes des quartiers d'Auxerre. Enfin, depuis 2021, la Communauté d'Agglomération a conventionné également avec l'ADAVIRS au titre de la politique de la ville afin de sensibiliser et de promouvoir leurs missions via des permanences dans les quartiers, mais également dans quelques communes de l'Agglomération de l'Auxerrois. Les démarches sont en cours.

IV) Gouvernance et Animation du contrat de ville de l'auxerrois

De 2015 à 2018, le contrat de ville était animé par un autre chef de projet que celle actuellement. Au 1^{er} janvier 2019, les services municipaux et communautaires ont fusionné en un organigramme unique. La mission politique de la ville et plus spécifiquement le dispositif contrat de ville, a donc été rattaché à la Direction de la cohésion sociale et de la solidarité de la ville d'Auxerre.

Cette direction comprend actuellement :

- Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), outil de la politique sociale de la ville d'Auxerre ;
- Le service quartier citoyenneté de la Ville d'Auxerre constitué d'Espaces d'Accueil et d'Animations.

Une nouvelle équipe « politique de la ville » a repris la gestion du contrat de ville en décembre 2018. La nouvelle chargée de mission a été recrutée par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois fin 2018. Elle est basée physiquement dans les locaux du CCAS d'Auxerre. L'équipe comprend le directeur délégué à la solidarité à 10 % de son temps, la chargée de mission à temps plein et une assistante à mi-temps (*depuis 2022*).

La Politique de la Ville est une compétence transversale au sein de cette direction et est une compétence obligatoire de la Communauté d'Agglomération.

Le volet urbain de la Politique de la ville est géré par la direction de l'aménagement du territoire de la ville d'Auxerre.

Mi-2019, il a très vite été repéré qu'un certain nombre de porteurs de projets ne maîtrisaient pas l'ensemble des enjeux et la mécanique du contrat de ville.

Ainsi, différents axes ont été travaillés pour améliorer l'information et la compréhension du dispositif. Voici un exemple ci-dessous d'un tableau récapitulatif quel service doit intervenir selon telle étape dans le cadre des projets déposés au titre du contrat de ville par les écoles :

Projets déposés par la DTE au titre du Contrat de Ville pour le compte des écoles (boîte aux lettres)						
Etapes	Elaboration DDS	Instances de décision par les co-financeurs du CV	Courrier d'information des subventions allouées	DDS à réactualiser en fonction des instances décisionnelles du CV et des enveloppes allouées par financeur		DDS sur les plateformes dédiées (Etat et Région)
Missions	Préparation, rédaction, estimation budgétaire	Etude et décisions sur les dossiers	Envoi à la DTE pour l'inscrire en DM et pour se rendre sur les plateformes éventuelles pour les DDS à réactualiser, copie au coordonnateur REP et aux IEN pour information	Remaniement Du DDS avec un dossier par financeur	Signature des élus référents Transmission au service PV	Réécriture des DDS sur les plateformes avec les subventions allouées
Service concerné	le coordonnateur REP est référent technique des écoles en lien étroit avec les IEN et l'intermédiaire de la DTE, porteur de projet référent administratif	PV	PV	Le coordonnateur REP revoit avec les écoles en lien avec la PV et transfère les dossiers actualisés à la DTE	DTE	DTE

Délibération en CM	Arrêté/Convention des financeurs	Compte-rendu qualitatif et financier		
Rédaction (délib + DM via DTE via SQC via DCS + tableau financier)	Réception Signature Ville Demande d'acomptes	Rédaction du bilan qualitatif	Etablissement du bilan financier CERFA certifié (par la TP pour le CRBFC)	réception visa envoi aux co-financeurs
PV pour la délib + tableau financier et DTE pour la DM	DCG	Le coordonnateur REP envoie à la DTE (copie aux IEN) et la DTE envoie à la DCG	DCG	DCG

Légende :

DM : décision modificative

CM : conseil municipal

PV : service politique de la ville

DTE : direction du temps de l'enfant

DCG : direction contrôle de gestion

IEN : inspectrices de l'Education Nationale circonscription d'Auxerre 1 et 2

TP : trésorerie principale

CRBFC : conseil régional bourgogne franche comté

DDS : dossier de demande de subvention

CV : contrat de ville

Sur le volet financier avec la direction des finances et la direction du contrôle de gestion de la ville d'Auxerre et de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, des rencontres ont permis

notamment d'harmoniser le suivi et versement des enveloppes financières ville d'Auxerre et Communauté d'Agglomération au vu de la mutualisation et d'établir des règlements financiers d'intervention. Un porteur de projet qui répond à l'Appel à Projet du contrat de ville reçoit différents montants de subvention avec des modes de versement distincts selon chaque financeur : l'État et la communauté d'agglomération de l'auxerrois versaient l'intégralité de la subvention prévue en une fois ; la région, le département et la ville d'Auxerre versaient un acompte à des taux différents puis le solde lors de la réception du compte-rendu financier de l'action (bilan). Etant donné que le service politique de la ville gère les enveloppes communauté d'agglomération et ville d'Auxerre au titre du contrat de ville, il était normal pour une meilleure gestion interne, mais surtout pour harmoniser et clarifier les versements des subventions aux porteurs de projets d'avoir des règles financières communes aux 2 enveloppes.

Différentes réflexions du service politique de la ville ont été posées aux co-financeurs ces dernières années et elle reste toujours d'actualité comme faire en sorte de simplifier le processus d'obtention de subvention auprès des porteurs de projets dans le cadre du contrat de ville. En effet, la lourdeur administrative implique la démotivation de petites associations dépourvues de moyens humains pour répondre aux appels à projets annuels ou à l'inverse, implique une baisse d'activité sur le terrain faute de temps.

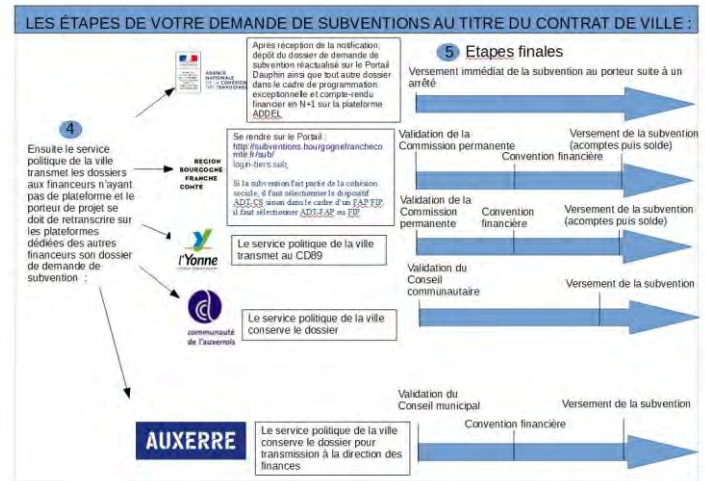
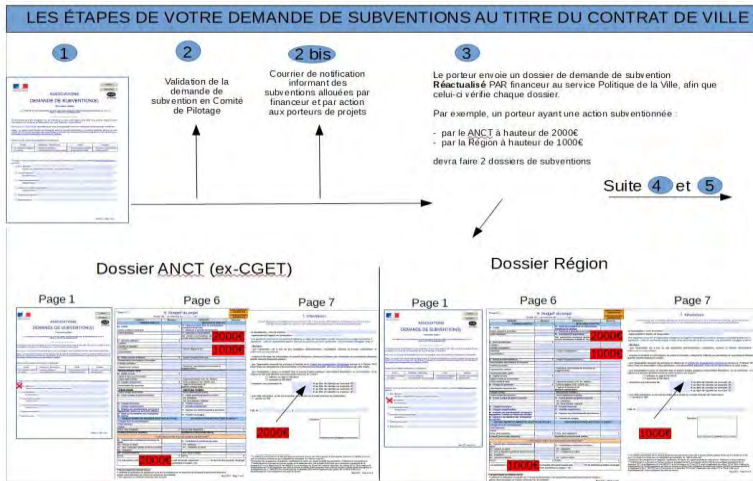
Différentes pistes de réflexion antérieures ont été prises en compte, dans le cadre de l'évaluation du contrat de ville 2015-2019 à mi-parcours, comme : apprécier les effets et impacts de la politique de la ville sur le territoire.

Pour relever les effets et impacts de la politique de la ville, un bilan intermédiaire d'action à mi-parcours a été mis en place en mettant en exergue les freins rencontrés, les démarches déjà entreprises ou non par le porteur de projets.

Comme expliqué dans la partie 2) b, différentes instances de validation de la programmation du contrat de ville se réunissent. Les porteurs de projets reçoivent ensuite des courriers d'informations officiels informant des montants de subventions accordés et des financeurs positionnés. Ce qui implique une réactualisation des budgets des projets obligatoires, des dossiers de demande de subvention initiaux, par financeur. A réception de ces derniers, le service politique de la ville vérifie puis communique les dossiers modifiés aux co-financeurs concernés.

L'État et la région disposent de plateformes dématérialisées sur lesquelles ces mêmes dossiers doivent être redéposés.

Enfin le moyen de versement de la ou des subventions n'est pas le même pour tous les financeurs. Des conventions financières sont prévues par certains, qui impliquent des versements d'acomptes puis le solde une fois réception d'un compte-rendu financier, pour d'autres, le versement est immédiat (*voir schémas ci-dessous*).



Le service politique de la ville pilote le suivi financier des actions portées par les services municipaux ainsi que le versement des subventions ville et agglomération pour les porteurs de projets via des tableaux de bord spécifiques en lien avec la direction des finances et la direction du contrôle de gestion (exemple de tableau ci-dessous) ;

Mise à jour le 14/12/2021 par GE21-00073
Service Politique de la Ville
Mise à jour le 08/10/2021 par le DIESP
Projets validés par le Comité de Pilotage du 18 mars 2021 pour la programmation annuelle 2021

SPV DF DIESP

Intitulé Action	Direction	Financeurs	Montant accordé	DDS réactualisé et sur les plateformes dédiées	Délibérations CM/CC	DM en juin élaborés par les services pour le DF	Date d'arrêté de convention des financeurs	Réf. arrêté/convention	Engagement recouverts	Imputations recettes	Acpte demandé le	Montant reçu par acompte	Date encaissement € TTC acompte	Bilans quantitatifs reçus des services et vérification en 2022	Bilans financiers par DCE en fonction des engagements transmis par les services en 2022	Date transmission bilan à la région	Solde reçu	Date encaissement solde
Mémoires de quartiers	VA - DCS - OC	CR	4 500	oui	20/5/21			Convention du 01/05/2021	0621-00011	7472 80 90/66A								
PRE	CA	3 150	oui	20/5/21														
	CD89	24 000	oui	20/5/21														
	ANCT	85 000	oui	20/5/21														
Ecoliers et bio acteurs s'expriment dans le quartier 2	VA, DTE (écodes rou-droite)	VA	1 000	oui	20/5/21			Arrêté du 06/09/2021	0621-00069	695 74718 223							1 000,00	30/09/21
	DTE (écodes gauche)	VA	2 000	oui	20/5/21													3 700
Quand les albums sont racontés par les pairs	DTE (écodes gauche)	ANCT	1 700	oui	20/5/21			Arrêté du 16/09/2021	0621-00008	695 74718 213							2 500	05/10/21
	VA - DTE (écodes des rou-droite)	DRAC	2 500	oui	20/5/21			Arrêté du 03/11/2021	0621-00008	695 74718 213								
Les Ressorts en scène	VA	2 000	oui	20/5/21														
	VA - DTE (écodes rou-droite)	CD89	7 000	oui	20/5/21			Convention Rou-droite	0621-00076	695 213 1851		18/09/2021	Recu 1400€	06/10/2021			8 000	04/09/21
	ANCT	9 545	oui	20/5/21				Arrêté du 06/09/2021	0621-00073	695 74718 213							1 000	30/09/21
Nos Travers d'enfance	VA - DTE (écodes rou-droite)	CD89	7 000	oui	20/5/21													
	ANCT	9 545	oui	20/5/21														

Dans un souci de simplification administrative, le Conseil Départemental a proposé aux différentes collectivités de l'Yonne, porteuses d'un contrat de ville, de leur attribuer directement les crédits prévus dans ce cadre. En effet, le département souhaitait s'appuyer sur leurs expertises et la connaissance spécifique de leurs territoires. Pour le contrat de ville de l'Auxerrois, le Conseil Départemental attribue une somme de 62 000 euros.

Cette subvention est directement versée à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois. Cette enveloppe est ensuite répartie par l'EPCI pour financer des porteurs de projets dont les actions seront retenues dans le cadre des programmations d'actions. Cette attribution d'enveloppe influe sur les règlements financiers de la politique de la ville d'Auxerre et permet aux porteurs de projets d'avoir des conventions financières uniques annuelles. Ces dernières pourraient à terme devenir des Conventions Pluriannuelles d'Objectifs comme le propose l'État sur certaines actions afin de permettre au porteur de projet d'être assuré de financement sur plusieurs années et ainsi mieux développer son action dans le temps.

La place et le positionnement du chargé de mission Politique de la ville de l'Auxerrois ne sont pas toujours évidents. En effet, il est à la fois financeur, coordinateur, accompagnateur, contrôleur d'actions ou de porteur de projet. Sa légitimité peut être mise à mal au vu du positionnement de la politique de la ville dans l'organigramme municipal/intercommunal.

Les porteurs de projets ne mesurent pas toujours les conseils prodigués par le service politique de la ville et leurs implications à moyen terme. Des décisions prises en matière de non-financement peuvent donc être mal vécues alors qu'elles auraient dû être mieux appréhendées.

Le changement d'équipe municipale a impliqué la disparition de la Gestion Urbaine et sociale de Proximité (GUSP). Pour rappel, cette dernière se caractérise par l'ensemble des actes concourant au bon fonctionnement d'un quartier. Il s'agit d'un travail collectif, en mode projet, pour apporter des réponses concertées aux difficultés rencontrées sur un quartier et en améliorer le fonctionnement. La GUSP se traduisait sur Auxerre et notamment pour les QPV par :

- Le dispositif allo-mairie : Le service allo mairie est un dispositif permettant de résoudre les problèmes quotidiens des riverains sur l'espace public, une équipe mobile se déplace. Une application numérique avait été mise en place pour que l'habitant puisse soumettre ces constats par écrit.
- La démocratie participative comprenant des conseils de quartier réguliers sur chaque quartier et des assemblées de quartiers annuelles : Une charte de fonctionnement entre la ville et les instances de démocratie participative (assemblée de quartiers, conseil de quartier...) existait à cet effet. Les conseils de quartier avaient pour objectif de créer du lien entre habitants et habitants et institutions notamment sur les quartiers pour aménager le quartier. Les assemblées de quartier annuelles permettent notamment d'évoquer l'évolution des dossiers liés au quartier durant l'année et d'avoir un contact entre les élus et les habitants.
- Les correspondants de nuits (CDN) : ils étaient des agents municipaux qui avaient des missions de médiation et de veille technique.
- Des réunions trimestrielles avaient lieu entre les correspondants de nuits, l'Office Auxerrois de l'Habitat, la police municipale et la police nationale.
- Des relevés journaliers des CDN permettaient de repérer des difficultés et de les résoudre de façon rapide et parfois de façon répressive (mise en demeure en lien avec l'OAH).
- Des déambulations avaient lieu 2 fois par an où il était constaté des dysfonctionnements et points d'amélioration en matière de vidéo-surveillance, d'aménagement du territoire... Cet outil permettait des regards croisés entre les habitants, les services de la collectivité et les services de l'État (police...)

Dans le cadre de la rénovation du contrat de ville 2020-2022, il était prévu que :

- Le territoire s'engage à assurer la continuité des dispositifs existants.
- En parallèle de la mise en place du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU), le territoire s'engageait également à organiser des diagnostics en marchant à intervalles réguliers en interne à la collectivité mais également avec l'ensemble des partenaires (déambulations). Enfin, la collectivité s'était engagée aussi à prendre en compte les améliorations observées lors des diagnostics en marchant.

L'équipe municipale actuelle a mis en place des permanences d'élus dans les quartiers afin de répondre aux doléances des habitants. Elle prévoit également un nouveau dispositif en lien avec les demandes de la population. Enfin, fin 2022, la réflexion autour d'un conseil citoyen sera lancée pour notamment que les habitants des quartiers de Sainte-Geneviève et des Rosoirs, impactés par le NPNRU, puissent émettre leurs avis sur la transformation des quartiers prévus et pour les accompagner vers ce changement de vie via des actions dans le cadre de maisons de projets. En tant qu'acteur de proximité, le Conseil Citoyen peut être le relais des demandes formulées par les habitants au sujet de sa préparation et sa mise en œuvre des projets de renouvellement urbain.

Comme le mentionne la loi de programmation pour la ville du 21 février 2014, qui préfigurait la réforme de la politique de la ville et le lancement du NPNRU, les habitants « ont leur mot à dire » dans l'évolution du quartier où ils vivent, car la prise en compte des usages et des besoins des habitants est une condition de réussite des projets de renouvellement urbain.

Les 2 années de crise sanitaire, les différents plans nationaux politique de la ville, les changements d'équipes municipales et techniques sur la ville d'Auxerre, la gestion administrative et financière du dispositif contrat de ville...n'ont pas permis de travailler sur l'ensemble des orientations complémentaires de la rénovation du contrat de ville. Vous trouverez ci-dessous un tableau récapitulatif des engagements moraux de cette rénovation 2020-2022 :

Axes prioritaires	objectifs	Engagements du territoire	Réalisé/non réalisé			
			Année 2020	Année 2021	Année 2022	
Gestion Urbaine de Proximité/Cadre de vie-aménagement de l'espace/Renouvellement Urbain	Favoriser la cohésion sociale et améliorer l'usage collectif des espaces publics.	Assurer la continuité des dispositifs existants et sa transversalité.	oui	non	non	
		Organiser des diagnostics en marchant à intervalle régulier en interne à la collectivité, mais également avec l'ensemble des partenaires.	non	non	non	
		Etudier les améliorations à apporter suite aux constatations réalisées lors des diagnostics en marchant.	NSP	non	non	
		Mise en place d'un Programme Local de l'Habitat par la collectivité avec l'intégration des besoins des habitants des QPV.	NSP	NSP	Le PLH 2022-2027 a été adopté en mai 2022, des statistiques liées aux logements des QPV y sont mentionnées.	
		Mise en place d'une convention NPNRU par la collectivité et sensibiliser les habitants sur les projets de renouvellement urbain. Des actions mémorielles pourraient venir compléter la communication autour des actions NPNRU dans chaque quartier concerné.	En cours de réflexion		En projet : signature de la convention et nouveau type de conseil citoyen	
		Remettre en place des actions sur l'ensemble des quartiers en matière de développement durable.	Oui via les programmations d'actions du contrat de ville			
		Prendre en compte la gestion du tri des déchets via des opérations de nettoyage des quartiers entre les habitants et la collectivité, mais également des actions de sensibilisation au tri.	Via les programmations d'actions du contrat de ville, mais également dans le cadre du droit commun			
Accompagnement à la scolarisation des enfants et décrochage scolaire, Jeunesse-Education	Organiser une coordination sous l'égide de l'Education Nationale avec les directeurs d'école pour des actions spécifiques contrat de ville	Travailler sur le portage des actions liées aux écoles, sur un partage renforcé des actions entre les écoles, les financeurs, les collectivités locales (Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois-Ville d'Auxerre),	Oui			

	développer la transversalité et proposer des actions innovantes et structurantes.			
Expérimenter les « cités éducatives »	S'inscrire dans le processus du label de « cité éducative » en s'appuyant sur la coordination du Programme de Réussite Educative.	PRE en cours d'évolution, label non acté pour l'Yonne initialement, Joigny a finalement par dérogation obtenu le label alors que les critères n'étaient pas remplis.		
	Assurer une meilleure coordination des actions sur l'axe commun « Soutien à la parentalité » entre les Espaces d'Accueil et d'Animation (EAA), la Direction du Temps de l'Enfant et les associations ou autres acteurs locaux.	NSP	oui	La Convention Territoriale Globale de la ville d'Auxerre la favorisera davantage.
Envisager l'extension du PRE sur l'ensemble du territoire	Pérenniser les clubs lecture en fonction de l'évaluation sur l'impact des dédoublements de classe chez les enfants mais également expérimenter des clubs mathématiques si le besoin est repéré.	Cercle de lecture pour les CE2 mis en place	Refonte du PRE	
	Etudier la mise en place d'un poste de « référent famille » qui effectuera un « repérage précoce des vulnérabilités sociales, familiales et éducatives » via les crèches, centres de loisirs en lien avec le PRE et les EAA sur l'ensemble de la ville d'Auxerre dont les QPV.	non	NSP	À voir dans le cadre de la CTG
Capter les jeunes éloignés en favorisant un parcours d'accompagnement en cas de décrochage scolaire en menant des actions spécifiques par quartier mais également accompagner ces jeunes dans leur insertion professionnelle via le sport notamment.	Expérimenter un dispositif s'inspirant du Programme de Réussite Educative à destination des jeunes ados, par le biais des EAA, en lien avec la Plateforme des décrocheurs de la Mission locale et de l'Education Nationale, le PRE sur des axes d'insertion professionnelle chez les jeunes, la santé avec des chantiers jeunes expérimentaux et le sport. Dans ce cadre, l'Appel à projet « repérage des invisibles », porté par les missions locales bourguignonnes, peut être un dispositif porteur sur le volet insertion professionnelle. Le dispositif SESAME (sésame vers l'emploi pour le sport et l'animation dans les métiers de l'encadrement) destiné aux jeunes de 16 à 25 ans offrant un parcours individualisé peut également être un moyen d'actions à mobiliser.	Les missions locales n'ont pas été retenues à l'AAP	Pas de positionnement des services pour le dispositif SESAME.	Une action de la programmation d'action « école hors les murs » pourrait commencer à répondre à la problématique.
	Etudier la mise en place de partenariat nouveau et spécifique autour de la pratique sportive pour ces publics.	Oui via des actions de la programmation d'actions du	Oui via des actions de la programmation d'actions du contrat de ville à travers le CDOS, l'UFOLEP, le RCA, le HBCA.	

			contrat de ville à travers le CDOS, l'UFO-LEP		
		Mettre en place un partenariat avec la FFB concernant l'opération nationale de favoriser l'accès aux entreprises du secteur pour 15000 jeunes et demandeurs d'emploi issus des QPV.	non	non	non
Lien social sur les quartiers et du territoire	Accompagner les publics fragiles via la cohésion sociale territorialisée et les adultes relais	Mettre en œuvre les contrats de projets des EAA de la ville comprenant des axes majeurs dans l'animation de la vie locale.	oui	oui	oui
		Recruter 2 adultes-relais sur Sainte-Geneviève/Brichères et les Rosoirs pour différentes actions en lien avec les EAA de ces quartiers sous la responsabilité du service quartier citoyenneté.	oui	oui	oui
		Etudier des dispositifs d'exercice coordonné de soins	Centre de santé solidaire à Sainte Geneviève	non	Dans le cadre d'un futur Contrat Local de Santé Inter-communal
	Structurer l'animation partenariale et mettre en place des postes de coordonnateurs associatifs dans les quartiers.	Conforter l'existant, Consolider les collectifs et le partenariat, Développer si besoin et selon l'envie des associations leurs projets et structures.	Actions reportées au vu du COVID 19	oui	Oui avec à terme l'appui du service vie associative de la collectivité.
	Rendre accessible l'offre culturelle, de loisirs et sportives aux populations des QPV en structurant l'animation partenariale	Renforcer la coordination entre le service culturel de la ville, les associations et les EAA pour mettre en place des actions communes et développer la transversalité des actions répondant à des besoins repérés.	Non au vu du contexte sanitaire	à débiter	en cours
		Mettre en place le micro-folie.	oui	oui	oui
		Déployer le dispositif « 100 % chorale »	non	non	non
		Mieux faire connaître les orientations et actions du Projet Sportif Territorial de la ville d'Auxerre au public QPV	Newsletter mensuelle par le service des sports	Newsletter mensuelle par le service des sports	Newsletter mensuelle par le service des sports
		Renforcer la coordination entre la direction des sports, les associations, les EAA ...	non	En cours	En cours
		Valoriser l'axe sport santé en matière de prévention	Action du CDOS dans le cadre de la programmation d'action du contrat de ville, mais également dans le cadre du droit commun effectué par le Projet Sportif Territorial du service des sports de la ville d'Auxerre.		
	Lutter contre les discriminations, faire progresser l'égalité hommes-femmes,	Relancer le groupe de référents discrimination	non	non	non

	faire de la prévention autour des violences intra-familiales				
		Mieux faire connaître les appels à projets spécifiques	oui		Transmission par mail aux porteurs de projets potentiels uniquement, faute de temps du service politique de la ville et des délais de réponses des appels à projets
		Faire vivre des dispositifs spécifiques	Via des actions portées par l'Accueil des Femmes Victimes de Violences du CCAS de la ville, du CIDFF et de l'association Prologues.		Dans le cadre du droit commun
	Lutter contre l'illectronisme et la fracture numérique pour tous les publics	Développer et appuyer des actions d'accès et d'éducation au numérique	Oui dans le cadre de la programmation d'actions du contrat de ville : « Porte d'entrée vers le numérique » par la maison de l'emploi		Oui dans le cadre de la programmation d'actions du contrat de ville : « Porte d'entrée vers le numérique » par la maison de l'emploi, « D click numérique » par la ligue de l'enseignement et « sensibiliser aux arnaques sur internet » par la SARL microscope.
Insécurité et Communautarisme	Mettre en place des actions spécifiques	Adapter les actions Gestions Urbaines de Proximité en fonction	Arrêt des dispositifs existants.	NSP	NSP
		Inciter les associations à se former et signer la charte de la laïcité.	non	Nouvelle charte de la laïcité en cours sur la ville d'Auxerre	Charte de la laïcité de l'État obligatoire annexée à l'appel à projet 2022 du contrat de ville
	Former les acteurs de terrain	Organiser une formation sur les valeurs de la république	Participation des acteurs locaux aux formations de la ligue de l'enseignement et de l'association CLEF		
Mobilisation vers l'emploi	Assurer une politique d'insertion levant les freins dans le cadre de la politique de la ville	Mieux repérer les besoins			Via le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi du Conseil Départemental mais aussi dans le cadre des actions de la programmation du contrat de ville via les dispositifs de la maison de l'emploi comme le PLIE intégrant notamment des chantiers d'insertion, le club mob, l'association CLEF...
		Faire reconnaître et clarifier les missions des acteurs économiques		Via le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi du Conseil Départemental	Via la plateforme e-solidarité du CD89 et dans le cadre des conventions de droit commun politique de la ville en insertion professionnelle.
		Conforter les structures et dispositifs agissant sur les freins à l'emploi et autour de l'insertion par l'activité économique	Oui en finançant les acteurs concernés		
	Lutter contre l'illectronisme	Conforter les actions			

Gouvernance	Animation territoriale de la politique de la ville	Continuité de bilan intermédiaire annuel	oui	Oui et analyse plus fine des comptes-rendus financiers définitifs de l'action (bilan qualitatif, quantitatif et financier).	
		Parution d'articles sur les actions du contrat de ville	Difficile vu le contexte sanitaire		
		Réunions sur l'évolution de chaque quartier annuellement	Non vu le contexte sanitaire et la démarche de CTG lancée	Réalisé au dernier trimestre 2021 par le service politique de la ville	Pas de nécessité au vu de l'évaluation du contrat de ville
	Conseil citoyen	Désignation des conseillers citoyens issus des conseils de quartier pour informer du dispositif	Remise à plat de la démocratie de proximité		Projet de relance d'un nouveau type de conseil citoyen

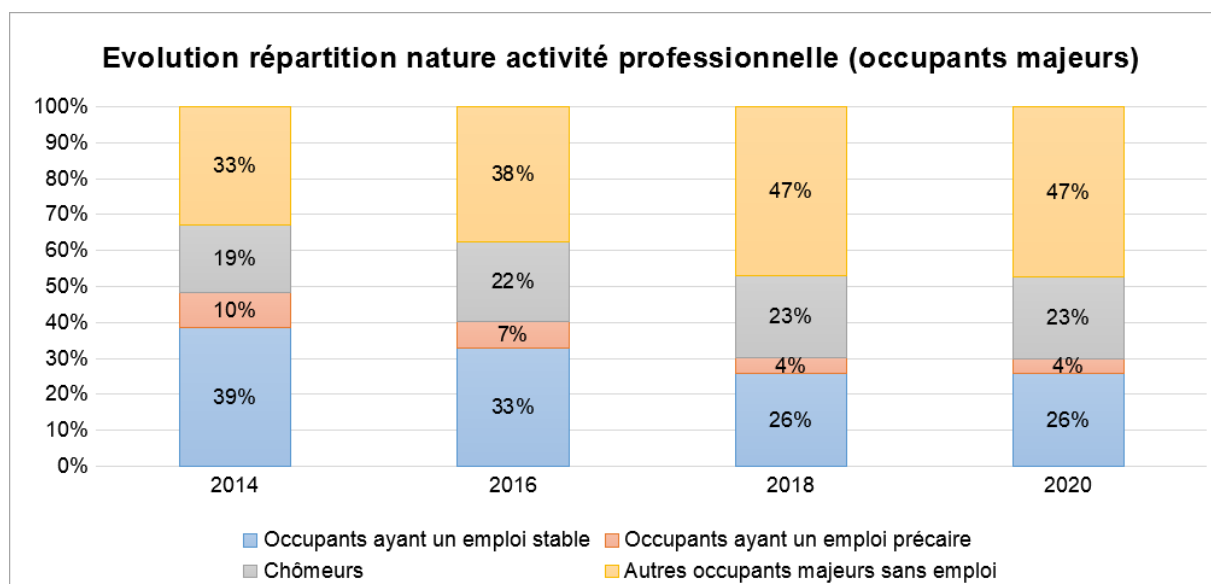
V) Le souhait d'évolution de la Géographie Prioritaire

Actuellement, les quartiers prioritaires de la ville sont ceux de Sainte Geneviève/Brichères, des Rosoirs et de Rive Droite, situés uniquement sur la ville d'Auxerre. Les financements des actions du contrat de ville doivent bénéficier à d'autres quartiers de la ville, mais également aux communes périphériques de l'agglomération. En effet, pour plus de transparence et d'équité, il semble normal que les financements contrat de ville dont une partie de l'enveloppe financière provient de l'agglomération de l'auxerrois au titre du contrat de ville puisse bénéficier aux communes périphériques de l'agglomération et aux autres quartiers d'Auxerre qui en ont le plus besoin. Il est nécessaire que la géographie prioritaire évolue du fait que :

- c'est une compétence communautaire imposée par la loi de 2014 ;
- qu'une seule partie de la commune principale en bénéficie ;
- que les périmètres actuels impliquent de la stigmatisation et de la jalousie entre les habitants, ce qui va à l'encontre même des valeurs fondamentales de la politique de la ville ;
- que les écarts de développement se sont accentués sur d'autres quartiers comme vous le verrez ci-dessous ;
- que des communes de l'agglomération vont accueillir des habitants du quartier des Rosoirs dans le cadre du NPNRU et aura un impact sur l'équilibre de la population de ces communes en partie rurale pour certaines.

Pour rappel, le critère unique définissant le périmètre d'un quartier prioritaire est qu'une part importante de la population dispose de moins de 60% du revenu médian de référence (soit 60% de 18.750 euros, c'est-à-dire 11.250 euros par an). Or d'autres quartiers de la ville d'Auxerre ont tendance à se précariser comme le centre-ville d'Auxerre et le quartier de Saint Siméon, quartier en veille active.

Le bailleur social détient des logements sociaux sur l'ensemble des quartiers de la ville d'Auxerre et comme le montre le graphique suivant, la précarisation s'est accentuée :



A noter que la région finance des actions en direction des habitants du quartier de Saint Siméon car il est caractérisé « quartier d'Intérêt Local ». Par conséquent, la région ne prend pas forcément en compte ce critère unique autour du revenu imposé par la loi de 2014.

En effet, les écarts de développement ou paupérisation entre les quartiers et les communes de l'agglomération peuvent se démontrer via d'autres critères.

Il est à souligner que 71 logements locatifs sociaux sont prévus pour 4 communes de la communauté d'agglomération de l'auxerrois (*Chevannes, Appoigny, Monéteau et Champs sur Yonne*) dans le cadre du relogement des habitants des Quartiers Prioritaires de Sainte Geneviève et des Rosoirs de la ville d'Auxerre, quartiers impactés par le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (*volet urbain de la politique de la ville*) au vu de la compétence communautaire politique de la ville. L'OAH est missionnée actuellement par la ville d'Auxerre pour déménager les habitants de ces quartiers. Actuellement, ¼ des locataires du quartier de Sainte Geneviève seraient relogés prioritairement sur les quartiers de la ville d'Auxerre en fonction des difficultés de ces derniers 50 logements, porte de Paris, à Auxerre, pourraient profiter à ces familles. Il est trop tôt, aujourd'hui pour connaître le nombre de personnes qui sera accueilli par commune, le nombre de personnes quittant leur lieu de vie par quartier et le nombre de personnes selon leur quartier d'origine et leur commune d'accueil. En effet, des négociations sont en cours sur les communes d'Appoigny et Champs sur Yonne pour des terrains ou des logements notamment.

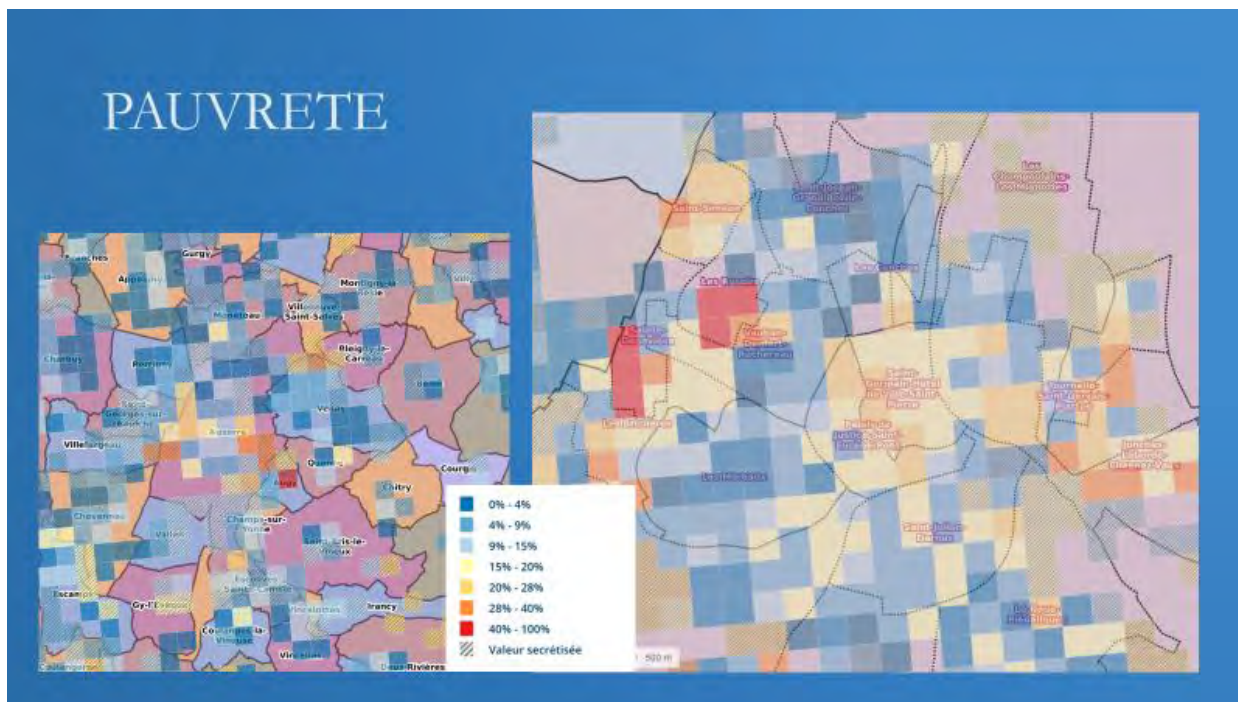
En plus de la question du revenu, nous avons choisi de prendre en compte d'autres critères comme celui de la pauvreté et d'équipements publics tirés notamment du diagnostic de la Convention Territoriale Globale de la ville d'Auxerre pour démontrer l'écart de développement potentiel et de l'émergence de « nouveaux quartiers/communes défavorisés ».

Les dernières données SIG Politique de la Ville, Géoclip, INSEE, mais aussi les 1 346 réponses issues du questionnaire distribué aux habitants de la ville d'Auxerre dans le cadre de la CTG en mars 2022, constituent la base d'informations qui ont permis de produire les analyses ci-dessous.

Sur les cartes ci-dessous, nous pouvons voir :

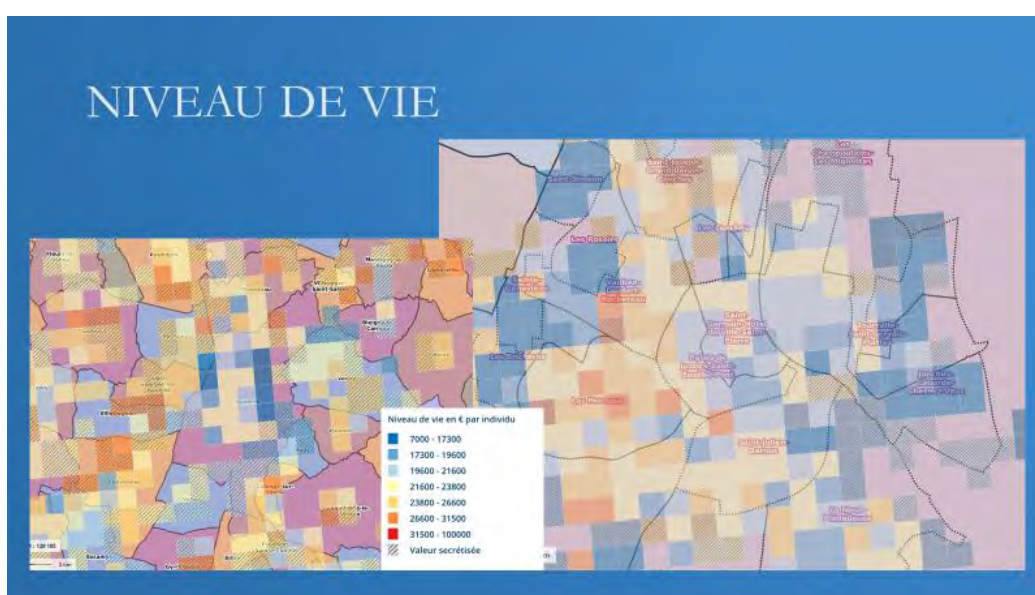
En matière de pauvreté,

- Au niveau communal, les plus forts taux de pauvreté se situent majoritairement sur les quartiers prioritaires politique de la ville actuels (Sainte Geneviève/Brichères, les Rosoirs et Rive droite) mais également sur le quartier de Saint Siméon, celui du centre-ville d'Auxerre et des hameaux Jonches-Laborde-Chesnez-Vaux.
- Au niveau intercommunal, les communes de Chevannes, Monéteau et Champs sur Yonne qui vont accueillir des habitants des quartiers d'Auxerre ont déjà des taux de pauvreté élevés par endroit (entre 20 et 40%). Il est à noter qu'aucune commune de l'agglomération n'est en ZRR (zone de revitalisation rurale), elle ne bénéficie donc pas de dispositifs spécifiques de l'Etat contrairement aux QPV alors que la précarité y est présente. Le centre d'Augy a un taux de pauvreté supérieur à 40%. Une partie de Chitry et d'Escolives a un taux supérieur à 28%.



En matière de niveau de vie,

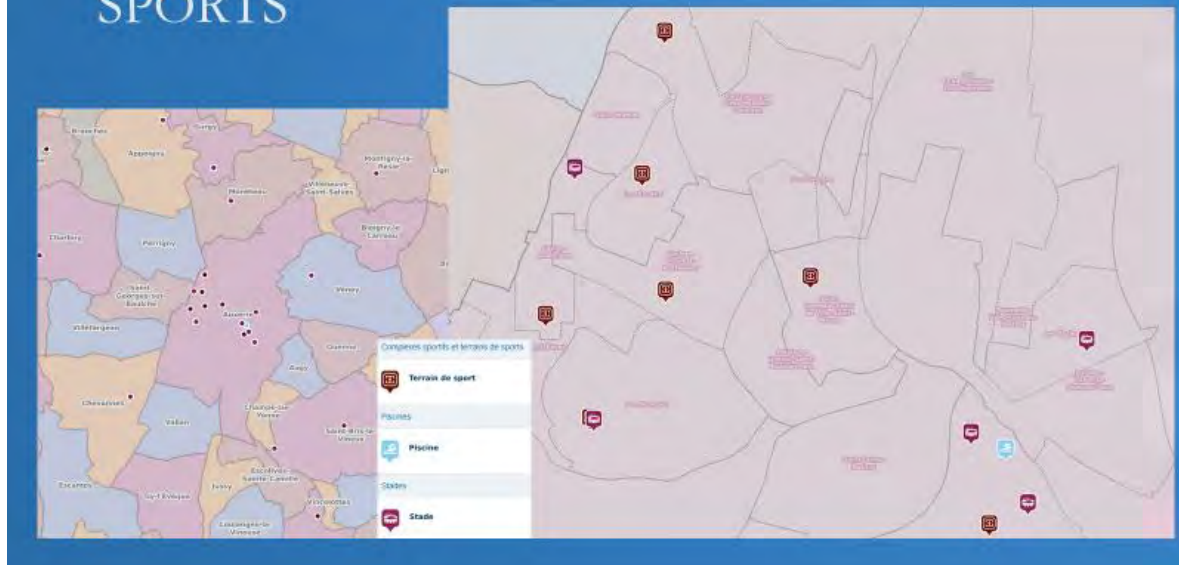
- Au niveau communal, les 11 250€ par an de revenu définissant le périmètre qu'un quartier reste d'actualité sur les quartiers prioritaire, mais également sur le quartier de Saint-Siméon, et des hameaux Jonches-Laborde-Chesnez-Vaux.



En termes d'équipements publics,

- Au niveau communal, chaque quartier dispose globalement d'une école maternelle et/ou d'une école primaire.
- Au niveau intercommunal, sur les 4 communes qui seraient en mesure d'accueillir des habitants des Rosoirs, Monéteau et Champs sur Yonne sont équipés d'école maternelle et élémentaire contrairement à Appoigny et Chevannes qui n'en disposent que d'une.
- Les collèges, lycées et enseignements supérieurs sont principalement situés sur Auxerre tout comme les équipements sportifs.

SPORTS



Enfin, l'étude Compas de 2020 sur le centre-ville d'Auxerre (*Iris Saint Germain-hôtel de ville et palais de justice*) avait démontré :

- Une surreprésentation de la population à faible niveau de vie,
- Un taux de pauvreté de 17%,
- Un nombre conséquent d'adulte isolé,
- 70 enfants de moins de 11 ans étaient en situation de vulnérabilité (*enfants vivant en famille monoparentale nombreuse dont les parents peuvent avoir un bas niveau de formation, étant au chômage ou en emploi précaire et où les enfants peuvent être également en logement locatif et parfois surpeuplé*).
- Des jeunes « potentiellement » en difficulté d'insertion, 127 jeunes de 15-24 ans étaient sans emploi ni formation.
- 666 seniors vivant seuls dans leur logement.

Au vu de l'ensemble des éléments démontrés ci-dessus, il devient est nécessaire de modifier les périmètres des quartiers prioritaires actuels.

VI) Les enseignements généraux de l'évaluation et la synthèse des préconisations pour la future contractualisation

Au vu de l'ensemble des données chaudes et froides, nous pouvons donc indiquer et préconiser que :

- Les quartiers de Sainte-Geneviève et des Rosoirs ont perdu de leurs populations à l'exception des quartiers Rive-Droite et Saint-Siméon, leurs taux d'immigration est en augmentation tout comme le taux de pauvreté. Les images des quartiers restent sensibles tout comme l'insécurité de ces derniers.
- Les thématiques de la santé, de la formation, de l'animation auprès des seniors sont très attendues par cette population. La formation des acteurs locaux est également nécessaire.
- Les porteurs de projets ont amélioré leurs partenariats au fur et à mesure des années. Les critères du contrat de ville sont de mieux en mieux respectés. Les acteurs locaux doivent être mieux accompagnés.
- Le contrat de ville reste un outil moteur à conforter, améliorer et à mieux intégrer dans les orientations de la collectivité.
- Un co-portage des actions est à favoriser via notamment une plateforme collaborative, tout comme l'évolution de la géographie prioritaire, l'extension géographique de certains dispositifs (Programme de Réussite Educative), l'animation et la coordination des acteurs dans le cadre du contrat de ville plutôt que de la gestion administrative et financière.
- Les délais administratifs et financiers sont à revoir tout comme la quantité d'orientations du contrat de ville et les plateformes de financement.
- Les adultes-relais et les CPO sont à mieux mettre en avant.
- Les actions non évolutives mais qui fonctionnent doivent être mieux accompagnées financièrement.
- Un engagement technique des financeurs est à réaffirmer, la place de l'équipe politique de la ville à mieux intégrer.
- Le saupoudrage d'actions ne permet pas un impact suffisant en direction des habitants des quartiers, cela incite l'habitant à être plus un spectateur qu'un acteur et empêche la co-construction d'une action d'ampleur.
- La mobilisation des habitants est parfois difficile : problème de communication, le « aller vers » notamment des suites de la crise sanitaire.
- Le contrat de ville permet de mieux cibler le public spécifique, de mieux connaître les porteurs de projets et les quartiers.
- La dynamique de coordination entre les acteurs locaux par le service politique de la ville facilite la complémentarité et évite les doublons.
- Les Espaces d'Accueil et d'Animations reste un point d'appui pour capter le public.
- Le contrat de ville reste une fabrique à innovation pour mieux répondre aux besoins des habitants.
- La mise en place d'auditions lors des négociations sur les dossiers de demande de subvention déposés au titre des programmations d'actions du contrat de ville faciliterait la meilleure compréhension des projets par les financeurs et les élus et permettrait de mieux orienter les porteurs sur l'évolution de leurs dossiers de manière plus rapide et plus efficace qu'actuellement.
- La mise en place d'un « label » contrat de ville permettrait de mieux valoriser l'outil dans le cadre des actions financées et de rendre plus lisible les actions financées par des crédits spécifique contrat de ville/politique de la ville par rapport aux actions de droit commun. Lors de représentations, les financeurs du contrat de ville ne sont pas toujours mentionnés tout comme dans les articles de presse alors que la promotion de ces derniers est notifiée notamment via les conventions financières de la ville, de l'agglomération et du conseil départemental mais n'implique pas de pénalité.

[Pour retourner à la délibération, cliquez ici](#)

Tableau des effectifs réglementaires

GRADES OU EMPLOIS	BUDGETES au 01/10/2022	DONT TNC
AUTRES EMPLOIS		
Collaborateur de cabinet	1	
Sous-total	1	
Patrimoine et bibliothèques		
Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe	1	
Assistant de conservation	1	
Attaché territorial de conservation (patrimoine)	2	
Attaché territorial principal de conservation (patrimoine)	1	
Sous-total	5	
Secteur administratif		
Adjoint administratif territorial	21	2
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	17	
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	20	1
Attaché	26	
Attaché hors classe	1	
Attaché principal	5	
Directeur territorial	2	
Rédacteur	18	
Rédacteur principal de 1ère classe	8	
Rédacteur principal de 2ème classe	9	
Sous-total	127	3
Secteur animation		
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe	1	
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe		
Animateur principal de 2ème classe		
Sous-total	1	
Secteur emplois fonctionnels		
Directeur de communautés d'agglomération de 40 à 80 000 ha	1	
Sous-total	1	
Secteur sportif		
Educateur territorial des A.P.S	5	
Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe	3	
Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe		
Sous-total	8	
Secteur technique		
Adjoint technique territorial	92	1
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	69	
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	69	
Agent de maîtrise	12	
Agent de maîtrise principal	7	
Ingénieur	16	
Ingénieur en chef	1	
Ingénieur en chef hors classe		
Ingénieur hors classe	1	
Ingénieur principal	12	
Technicien	19	
Technicien principal de 1ère classe	12	
Technicien principal de 2ème classe	18	
Sous-total	328	1
Total	471	4

Tableau des emplois permanents qui peuvent être occupés par des contractuels septembre 2022			
Emplois	Cadre d'emploi	Service	Temps de travail hebdomadaire
Agent(e) des points d'apport volontaires	Adjoint technique (C)	COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS	24h
Agent(e) polyvalent-e	Adjoint technique (C)	ENTRETIEN ESPACE PUBLIC	35h
Animateur-trice agri-environnemental	Ingénieur (A)	DÉVELOPPEMENT DURABLE	35h
Animateur-trice pays art et d'histoire	Attaché de conservation (A)	PAYS ART ET HISTOIRE	35 h
Archiviste	Assistant de conservation (B)	ARCHIVES	35h
Assistant-e de direction	Rédacteur (B)	DIRECTION GENERALE	35 H
Chargé (e) de missions RU	Ingénieur (A)	STRATEGIE URBAINE	35h
Chargé (e) de missions SIG	Technicien (B)	STRATEGIE URBAINE	35h
Chargé (e) du Contrat local de santé	Attaché (A)	COHESION SOCIALE ET TEMPS DE L'ENFANT	35 h
Chargé(e) d'opération assainissement	Ingénieur (A)	DÉVELOPPEMENT DURABLE	35h
Chargé(e) d'opérations	Technicien (B)	PROGRAMMATION OPERATIONS	35h
Chargé(e) d'opérations	Ingénieur (A)	ENTRETIENS PROGRAMMES	35h
Chargé(e) d'opérations	Ingénieur (A)	ENTRETIENS PROGRAMMES	35h
Chargé(e) d'opérations	Technicien (B)	PROGRAMMATION OPERATIONS	35h
Chargé(e) de communication	Rédacteur (B)	COMMUNICATION	35h
Chargé(e) de communication	Rédacteur (B)	COMMUNICATION	35h
Chargé(e) de développement économique	Attaché (A)	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	35 H
Chargé(e) de mission	Attaché (A)	POLITIQUE DE LA VILLE	35h
Chargé(e) de mission biodiversité et territoire	Ingénieur (A)	DÉVELOPPEMENT DURABLE	35h
Chargé(e) de mission dispositifs opérationnels habitat	Attaché (A)	HABITAT SANTE HYGIENE	35h
Chargé(e) de mission environnement PCAET	Attaché (A)	DÉVELOPPEMENT DURABLE	35h
Chargé(e) de mission ingénierie territoriale et fonds européens	Attaché (A)	INGENIERIE EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES	35h
Chargé(e) de mission planification	Attaché (A)	STRATEGIE ET AMENGT DU TERRITOIRE	35h
Chargé(e) de mission SCOT	Attaché (A)	STRATEGIE URBAINE	35h
Chargé(e) de protection des ressources en eau	Ingénieur (A)	EAU ASSAINISSEMENT	35h
Chargé(e) des marchés	Attaché (A)	COMMANDE PUBLIQUE	35h

Chef de projet mobilités	Attaché (A)	MOBILITE TRANSPORT	35h
Conducteur-trice d'opération	Technicien (B)	ENTRETIENS PROGRAMMES	35h
Conducteur-trice d'opération	Technicien (B)	ENTRETIENS PROGRAMMES	35h
Conducteur-trice d'opération	Technicien (B)	PROGRAMMATION OPERATIONS	35h
Conducteur-trice d'opération	Technicien (B)	PROGRAMMATION OPERATIONS	35h
Contrôleur-se de gestion	Attaché (A)	INGENIERIE EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES	35h
Coordonnateur-trice gestion et valorisation des déchets	Ingénieur (A)	COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS	35h
DGS	Administrateur	DGS	35h
Directeur-trice	Attaché (A)	COMMUNICATION	35h
Directeur-trice	Attaché (A)	RESSOURCES HUMAINES	35h
Directeur-trice patrimoine et aménagement espace public	Ingénieur (A)	PATRIMOINE ET AMENAGT ESPACE PUBLIC	35 h
Directeur-trice de l'attractivité	Ingénieur en chef (A)	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE	35h
Directeur-trice délégué(e) Développement durable	Ingénieur (A)	DEVELOPPEMENT DURABLE	35h
Directeur-trice délégué-e en charge du patrimoine	Ingénieur (A)	PATRIMOINE ET AMENAGT ESPACE PUBLIC	35h
Directeur-trice valorisation du cadre de vie	Ingénieur (A)	VALORISATION DU CADRE DE VIE	35 h
Gestionnaire déchets	Agent de maîtrise (C)	COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS	35 h
Gestionnaire des certificats d'énergie	Attaché (A)	INGENIERIE EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES	35h
Gestionnaire paie carrière	Rédacteur (B)	RESSOURCES HUMAINES	35h
Instructeur-trice	Rédacteur (B)	DROIT DES SOLS	35h
Juriste	Attaché (A)	AFFAIRES JURIDIQUES	35 h
Juriste DPO	Attaché (A)	DPO	35h
Maître nageur sauveteur	Educateur des APS (B)	SNAS	35h
Maître nageur sauveteur	Educateur des APS (B)	SNAS	35h
Responsable de la commande publique	Attaché (A)	COMMANDE PUBLIQUE	35h
Responsable équipe projet	Technicien (B)	@-SERVICES	35h
Responsable ERP et gestion des risques	Technicien (B)	DROITS DES SOLS	35h
Responsable régie unique	Rédacteur (B)	FINANCES	35h
Responsable transport et mobilités	Ingénieur (A)	MOBILITE TRANSPORT	35h
Technicien-ne bâtiments	Technicien (B)	ENTRETIENS PROGRAMMES	35h
Technicien-ne informatique	Technicien (B)	@-SERVICES	35h
Technicien-ne informatique	Technicien (B)	@-SERVICES	35H
Technicien-ne informatique	Technicien (B)	@-SERVICES	35H